

LA
POLITIQUE ECCLÉSIASTIQUE
DU
SECOND EMPIRE
DE 1852 A 1869

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Jean MAURAIN

Ancien élève de l'École Normale Supérieure.

Agrégé d'Histoire

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN 108

1930

LA POLITIQUE ECCLÉSIASTIQUE
DU SECOND EMPIRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555812_0001

LA
POLITIQUE ECCLÉSIASTIQUE
DU
SECOND EMPIRE
DE 1852 A 1869

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Jean MAURAIN

*Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Agrége d'Histoire*

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN 108

—
1930

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous pays



A M. Charles SEIGNOBOS

J'ai étudié dans ce livre le rôle joué par l'Église catholique dans la politique intérieure de la France du 2 décembre 1851 aux élections de 1869. Le coup d'État du 2 décembre ouvre nettement une période nouvelle de la vie politique française. Au contraire, l'Empire autoritaire s'étant progressivement décomposé, la date à laquelle je me suis arrêté peut paraître arbitrairement choisie. Elle clôt pourtant la période où la politique ecclésiastique de la France fut dirigée par Napoléon III et par les conseillers qu'il avait personnellement choisis. Le ministère d'Émile Ollivier et le concile du Vatican forment un ensemble distinct de celui que j'étudiais, et il m'a semblé qu'au point de vue de la politique ecclésiastique, la période de transition qui a suivi les élections de 1869 se rattachait plutôt aux événements de 1870 qu'à ceux des années précédentes.

En étudiant les rapports de l'Église et du Second Empire, je me suis borné à la politique intérieure. Je n'ai pas cherché à établir dans quelle mesure la politique impériale en Orient, en Chine ou au Mexique a pu être inspirée par le souci de servir les intérêts catholiques. Quant à la répercussion de la politique suivie dans ces pays par le gouvernement impérial sur les affaires religieuses de France, elle a été extrêmement faible : j'ai à peine eu à la mentionner. La délimitation entre la politique intérieure et la politique extérieure est beaucoup plus difficile à établir pour la question romaine. Sans l'étudier en elle-même, j'ai dû en rappeler les principaux épisodes pour décrire les effets qu'ils ont produits en France, ce qui est un des principaux objets de ce livre. J'ai aussi tenté de voir dans quelle mesure la politique intérieure française a réagi sur la question romaine ; mais ici, j'ai dû me borner à quelques indications, souvent hypothétiques, car la politique impériale en Italie a été l'œuvre personnelle de Napoléon III, et il est très difficile de savoir quel rôle ont joué dans ses décisions les questions de politique intérieure.

Je n'ai étudié les questions ecclésiastiques relatives à l'Algérie et aux colonies que lorsqu'elles ont joué un rôle important dans les rapports du gouvernement impérial avec le Saint-Siège et à ce point de vue seulement.

VIII LA POLITIQUE ECCLÉSIASTIQUE DU SECOND EMPIRE

Je n'ai pas étudié les rapports du gouvernement impérial avec les protestants et les israélites, sauf lorsqu'ils ont intéressé ses relations avec les catholiques.

Enfin je me suis borné à l'étude des questions politiques, et c'est seulement au point de vue politique que j'ai traité les questions ecclésiastiques, administratives ou théoriques qui leur sont connexes.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites

Les Archives Nationales, et les Archives du ministère des Affaires Étrangères m'ont fourni presque tous les documents inédits que j'ai utilisés. J'ai de plus trouvé quelques documents importants dans les papiers de Baroche, conservés à la bibliothèque Thiers. Je n'ai pas étudié les autres archives de Paris (1), où j'aurais sans doute trouvé peu de renseignements utiles, ni les archives des départements, dont le dépouillement aurait indéfiniment prolongé mes recherches. Je n'ai pas eu accès aux archives ecclésiastiques (2), et je n'ai utilisé que de très rares documents privés (3).

Mais les archives du ministère des Affaires Étrangères, et surtout les Archives Nationales m'ont fourni une documentation extrêmement abondante, et presque entièrement nouvelle. Elle permet de bien connaître le rôle joué par l'Église catholique dans la politique intérieure du Second Empire. Sur les relations du gouvernement avec le Saint-Siège et l'épiscopat, sur les dispositions du personnel dirigeant, sur l'action des diverses administrations, sur la vie politique locale, les renseignements sont abondants, précis et directs. Sur la vie interne de l'Église, et notamment sur les rapports du Saint-Siège avec le clergé français, les renseignements sont nombreux, mais généralement indirects ; les livres publiés d'après les documents ecclésiastiques sont ici très utiles. Enfin les documents d'archives ne donnent que peu de renseignements sur le rôle personnel de l'empereur, sur ses rapports avec ses ministres et ses autres conseillers. Il est

(1) Sauf celles de la Préfecture de police, où je n'ai rien trouvé, et un fonds d'archives du ministère de la Justice, qui a depuis été versé aux Archives Nationales.

(2) Les archives du Vatican ne sont pas encore, pour cette période, ouvertes aux chercheurs.

(3) Je me suis enquis du sort des papiers des trois ministres des Cultes dont j'étudiais l'administration. J'ai trouvé ceux de Baroche à la bibliothèque Thiers. Je sais par l'obligeance de M. Raphaël que ceux de Fortoul ne contiennent pas de renseignements sur la politique ecclésiastique du Second Empire. Enfin M. Rouland a bien voulu me faire savoir que son grand-père avait brûlé ses papiers en 1871.

donc souvent difficile de savoir dans quelle mesure la politique suivie par le gouvernement impérial a été celle des ministres qui l'ont appliquée, du gouvernement tout entier, ou de Napoléon III.

BIBLIOGRAPHIE DES SOURCES

GEORGES BOURGIN : *Les sources manuscrites de l'histoire religieuse de la France moderne*. 1925, in-8° (publié en 1924 dans la Revue d'histoire de l'Église de France). Voir en outre : CH. SCHMIDT : *Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives Nationales*. 1907 in-8°. — CH. SEIGNOBOS : *Les documents inédits des Archives Nationales sur la réaction de 1848-1858*. (Bulletin de la société d'histoire moderne : juin 1907). — P. CARON : *Les sources manuscrites parisiennes de l'histoire de la Révolution de 1848 et de la Deuxième République*, Revue d'histoire moderne et contemporaine, 1904-05).

ARCHIVES NATIONALES

Les documents que j'ai consultés aux Archives Nationales proviennent de versements récents. Il paraît probable que des documents relatifs au Second Empire sont encore conservés par les ministères. Certains de ces fonds récemment versés sont encore en cours de classement, et les inventaires de plusieurs autres n'ont pas encore été publiés. Dans ces conditions, mes recherches auraient été très difficiles sans le concours bienveillant que m'a prêté M. Georges Bourgin pendant les cinq années où j'ai travaillé aux Archives. Les indications qu'il m'a données, non seulement sur les archives de l'administration des Cultes, qu'il a classées, mais sur les autres fonds où je pouvais trouver des documents utiles m'ont été extrêmement précieux. Je suis heureux de lui exprimer toute ma reconnaissance. Je remercie également ses collègues, qui ont bien voulu guider mes recherches dans les séries qu'ils ont classées.

Cependant, comme le versement des fonds que j'ai étudiés est très récent, et peut être incomplet, il est possible que certains documents que j'ai vainement recherchés soient ultérieurement retrouvés. D'autres lacunes, par contre paraissent définitives (1).

(1) Je n'indique, pour chaque dossier, que les documents relatifs à l'objet de ce livre.

Série F¹. — ARCHIVES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (1)

F^{1a} 353-361. Relations avec la Police générale.

362 5-6. Correspondance avec l'administration des Cultes.

604 et 605. Pétitions renvoyées par le Sénat au ministre de l'Intérieur.

608. Divers ; repos dominical.

F^{1b} I 131 à 260. Dossiers personnels des préfets. J'ai consulté ceux de Bourlon de Rouvre, Coëtlogon, Cornuau, Isoard, La Peyrouse, Lefebvre, Levert, Lowasy de Loinville, Massy, Mouzard-Sencier, Nau de Beauregard, Pastoureau. Ils sont intéressants.

F^{1c} I 108. Proclamation de l'Empire.

F^{1c} II 97 à 103. Élections de 1852.

La Série F^{1c} III est très importante. Elle donne sous la rubrique « Comptes rendus administratifs » les rapports périodiques des préfets au ministre, et sous la rubrique « Correspondance et divers » leurs rapports non périodiques (2). Les rapports périodiques sont différents suivant les périodes. Jusqu'au 29 octobre 1852, ce sont des rapports mensuels, dont beaucoup manquent. Du 29 octobre 1852 au 27 décembre 1854, ce sont des rapports envoyés tous les deux mois par les préfets et par les sous-préfets (à son arrivée au ministère, Billault demanda aux préfets, par circulaire du 29 juin 1854 un rapport plus détaillé, instructif pour beaucoup de départements). A partir du 27 décembre 1854, les rapports deviennent trimestriels. Ils sont de valeur très inégale suivant les préfets, mais généralement instructifs. Après le 27 octobre 1857, les préfets envoyèrent en outre des rapports mensuels succincts, peu intéressants. A partir de juin 1858, Delangle adressa aux préfets une réponse critique sur leurs rapports trimestriels. C'est la période pour laquelle les rapports sont les plus instructifs. Mais ils font complètement défaut à partir du troisième trimestre de 1859.

On retrouve ensuite, en octobre 1864 un ou deux rapports de quinzaine. Puis, de novembre 1865 à la chute de l'Empire, les rapports mensuels prescrits par la circulaire du 8 avril 1865

(1) Un inventaire a été publié pour les séries F¹ à F¹⁶.

(2) Les dossiers d'élections de la série F^{1c} III n'ont d'intérêt que pour les élections de 1852, et seulement pour quelques départements. Voir page 25.

sont presque tous conservés. Ce sont des cadres imprimés, où les préfets donnaient, pour chaque rubrique une brève appréciation. (Une des rubriques est : « Clergé. Son attitude. Son influence. ») Ils sont moins intéressants que les anciens rapports trimestriels, librement rédigés par les préfets.

La grave lacune qui s'étend de 1859 à 1865 peut être partiellement comblée grâce à la série « Correspondance et divers ». En outre, voir F⁷12.243.

Voici la liste des cartons de la série F¹⁰ III que j'ai utilisés. Le premier chiffre désigne les comptes rendus périodiques, le second, la « Correspondance et divers » (qui, pour certains départements, forme, pour le Second Empire, deux cartons) :

Ain 6, 9 ; Aisne 11, 15 ; Allier 6, 10 ; Basses-Alpes 6, 8 ; Hautes-Alpes 3, 5 ; Alpes-Maritimes 1, 2 ; Ardèche 7, 11 ; Ardennes 6, 9 ; Ariège 6, 11 ; Aube 4, 9 ; Aude 6, 8 ; Aveyron 7, 11 ; Bouches-du-Rhône 7, 12, 13 ; Calvados 9, 14 ; Cantal 6, 8 ; Charente 9, 12 ; Charente-Inférieure 9, 13 ; Cher 6, 9 ; Corrèze 3, 9 ; Côte-d'Or 7, 9 ; Côtes-du-Nord 11, 13 ; Creuse 8, 9 ; Dordogne 7, 11 ; Doubs 8, 12 ; Drôme 8, 12 ; Eure 8, 13 ; Eure-et-Loir 7, 9 ; Finistère 3, 10, 11 ; Gard 7, 13, 14 ; Haute-Garonne 9, 14 ; Gers 8, 11, 12 ; Gironde 6, 10 ; Hérault 9, 14, 15 ; Ille-et-Vilaine 8, 12, 13 ; Indre 5, 8 ; Indre-et-Loire, 7, 11 ; Isère 7, 9, 10 ; Jura 8, 14 ; Landes 7, 10 ; Loir-et-Cher 6, 9 ; Loire 6, 9 ; Haute-Loire 5, 8 ; Loire-Inférieure 8, 11, 12 ; Loiret 7, 12 ; Lot 7, 11 ; Lot-et-Garonne 9 ; Lozère 6, 9 ; Maine-et-Loire 8, 11, 12 ; Manche 6 ; Marne 6, 9 ; Haute-Marne 5, 8 ; Mayenne 6, 8, 9 ; Meurthe 8, 16, 17 ; Meuse 8, 11 ; Morbihan 7, 12, 13 ; Moselle 9, 15, 16 ; Nièvre 5, 8, 9 ; Nord 8, 14, 15, 16 ; Oise 7, 11 ; Orne 9, 14 ; Pas-de-Calais 9, 16 ; Puy-de-Dôme 7, 9 ; Basses-Pyrénées 7, 11 ; Hautes-Pyrénées 6, 9 ; Pyrénées-Orientales 5, 8 ; Bas-Rhin 8, 15 ; Haut-Rhin 7, 14 ; Rhône 5, 10 ; Haute-Saône 9 ; Saône-et-Loire 8, 13 ; Sarthe 7, 10, 11 ; Seine 30, 31 ; Seine-et-Marne 7, 11 ; Seine-et-Oise 9, 13 ; Seine-Inférieure 9, 17 ; Deux-Sèvres 7, 11 ; Somme 7, 10, 11 ; Tarn 7, 12 ; Tarn-et-Garonne 5, 7 ; Var 7, 12 ; Vaucluse 6, 10 ; Vendée 5, 8 ; Vienne 6, 8, 9 ; Haute-Vienne 8, 11 ; Vosges 8, 11 ; Yonne 7, 11.

F⁷. — ARCHIVES DE LA POLICE GÉNÉRALE

3.480, 3.481. Rapports des préfets sur la presse de province (1851-52).

- 3.482. Revue de presse (juillet-septembre 1853).
3.484-87. Revue de presse (1856).
12.164 et 12.166. Papiers du quatrième arrondissement de police, Lyon (1852).
12.243. Résumés des rapports de quinzaine des préfets (mars et décembre 1861, août et septembre 1862).
12.389. Rapport de Gallix (9 août 1861) sur le parti clérical en Bretagne depuis 1852 (important).
12.654. Dépêches des préfets en décembre 1851.

F¹⁷. — ARCHIVES DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

J'ai consulté les dossiers personnels des recteurs suivants : Desroziers, Juste, Magin, Mourier.

- 6.136. Opposition à l'ouverture d'écoles libres. Frères de l'Instruction Chrétienne de Ploërmel.
6.222 à 6.224. Rapports mensuels des recteurs départementaux sur l'enseignement primaire (1851-54, par ordre alphabétique de départements).
6.225. Rapports des recteurs sur l'enseignement primaire (1855-57).
6.256. Rapports mensuels des recteurs sur l'enseignement primaire (1860).
6.363. Rapports de préfets sur l'enseignement primaire (1854-58).
6.871. Réponses des recteurs à la circulaire du 18 mai 1853 sur l'inspection des écoles de filles. Rapports des inspecteurs ecclésiastiques sur les pensionnats de filles congréganistes (1855.)
7.078. Enquête de 1856 sur l'enseignement primaire (1856) : rapports des recteurs.
7.504. Rapports trimestriels des préfets sur l'instruction publique (1865-68).
8.341. Notes sur le personnel des facultés de théologie.
8.891. Affaire de Malling (1868-69) : le français et l'allemand en Lorraine.
9.110. Le clergé et l'université (1852-53).
9.111. Statistique de l'enseignement secondaire libre (1852-58).
9.133. Rapports mensuels des recteurs sur l'enseignement primaire (1861).
9.979 à 9.985. Enquête de 1861 sur l'enseignement secondaire

- (rapports des recteurs et des inspecteurs d'académie, classés par ordre alphabétique de chefs-lieux d'académies).
- 9.986-9.987. Rapports politiques trimestriels des recteurs (9.986 : 1858-1860 ; 9.987 : 1861-66). Rouland demanda ces rapports aux recteurs par circulaire du 19 mars 1858 ; ils donnent beaucoup de renseignements sur les questions religieuses ; c'étaient en effet, parmi les questions politiques, celles qui préoccupaient le plus les recteurs et dont ils étaient les mieux informés. A partir de 1862, beaucoup de rapports font défaut.
- 10.102. Réponses des préfets et des recteurs à la circulaire du 30 juin 1864 sur la célébration de la saint Henri dans les écoles libres.
- 10.741. Cours secondaires pour les jeunes filles : dossier général (1867-69).
- 10.856 à 10.858. Cours secondaires pour les jeunes filles (par académies) (1867-69).
- 10.864. Opposition à l'ouverture d'écoles libres ; Barnabites d'Angers, 1860.
- 10.914. Opposition à l'ouverture d'écoles libres (1860-65).
- 11.650. Institut des Écoles chrétiennes. Gratuité.
- 11.656. Substitution de congréganistes à des laïques, et de laïques à des congréganistes comme instituteurs publics.
Inspection des pensionnats de filles congréganistes (1854-59), dossier très considérable à compléter par F¹⁷ 6.871 et 11.665.
- Inspection des externats cloîtrés (1860-65) ; voir F¹⁷ 10.914 (Ursulines de Nantes, 1860).
- 11.665. Correspondance entre le ministre de l'Instruction Publique et les évêques sur l'inspection des pensionnats de filles congréganistes.
- 12.428. Notes sur le personnel de l'administration centrale, y compris celle des Cultes.
- 12.429. Élections et autres faits politiques (peu important).
- 13.568. Option des conseils municipaux entre laïques et congréganistes (1859-62). Voir F¹⁷ 11.656.

F¹⁸. ARCHIVES DE L'ADMINISTRATION DE LA PRESSE

J'ai consulté les dossiers des journaux suivants : 314 Ami de la Religion ; 319 Avenir National ; 329 Constitutionnel ;

331 Correspondant ; 350 Français ; 372 Journal des Villes et des Campagnes ; 384 Monde ; 396 Opinion Nationale ; 404 Presse ; 417 Siècle ; 423 Univers ; 423 Universel. Ils sont assez intéressants.

295. Tirage des journaux politiques parisiens.

297. Quatre séries de rapports de Gallix sur la presse de province, (1860-64), très instructifs.

298, 299, 300, 570, 571. Divers.

F¹⁹. — ARCHIVES DE L'ADMINISTRATION DES CULTES

Administration centrale

1.853. Rapports hebdomadaires sur l'administration des cultes (1856). Les dossiers personnels de Hamille (1865), Tardif (1867), Contencin (1863) et les papiers de ce dernier (2001) sont peu intéressants. Voir F¹⁷ 12.428.

Rapports avec Rome, et Séparation

1.924. Nonciature (1856, 1864-67).

1.931. La Correspondance de Rome (1852 et 1862). Rapports des préfets sur les services funèbres de Castelfidardo (1860). Assemblée des évêques à Rome en 1862.

1.932. Actes pontificaux (1859-63) et divers.

1.933. Divisions de l'Église (1852-53). Notes pour l'empereur sur les incidents relatifs au clergé (1860-62).

1.934. Le gouvernement et l'Assemblée des évêques (1862). L'encyclique du 8 décembre 1864.

1.935. L'épiscopat et l'encyclique du 8 décembre 1864.

1.936. Mandements des évêques sur l'encyclique du 8 décembre 1864.

1.937. Affaires Mortara (1858), Coen (1864). Question des chapitres cathédraux (1855). Évacuation de Rome (1866). Invasion des États pontificaux (1867).

1.938. Mandements sur l'évacuation de Rome (1866).

1.939. Assemblée des évêques à Rome (1867).

1.940. Concile du Vatican. Divers.

1.947. Congrégations romaines, notamment l'Index (1852, 1854, 1857, 1863).

- 1.948-49. Pétitions renvoyées par le Sénat au ministre des Cultes.
 1.952. Exequatur (1852, 1854-55, 1859-60).
 1.954. Transmission des actes pontificaux (1854-56). Informations canoniques (1860). Institution canonique (1861). Translations et promotions d'évêques (1863-70).
 1.955. Institution canonique : affaires Mouniq, Hugonin, Callot (1861-70). Translations d'évêques (1857-67). Réunion des évêques à Rome (1862). Le concordat en Savoie (1861) et en Algérie (1867). Question du *Nobis*.
 1.956. Question du *Nobis*.

Circonscriptions ecclésiastiques

- 2.010. Érection de l'évêché de Laval (1855) et de l'archevêché de Rennes (1858).
 2.011. La Savoie et Nice.
 2.016. Projet d'érection d'un évêché à Niort (1861).

Personnel

- 2.381. Résumé des documents statistiques de l'administration des Cultes de 1852 à 1860, par Nigon de Berty.
 2.382. États annuels du clergé séculier.
 2.446. Cardinaux ; dossier général.
 2.448. Cardinaux ; dossiers de nominations : Villecourt, Pitra, Debelay, Mazenod, Billiet, Bonaparte, Darboy.
 2.450. Auditeur de rote. Cardinal de curie. Protonotaires apostoliques.
 2.452. Démission et déposition d'évêques (1852, 1856, 1861, 1867, 1869).
 2.459. Nominations épiscopales (1855, 1857, 1861, 1870).
 2.465-66. Voyages des évêques à Rome (surtout en 1862).
 2.475. Coadjuteurs.
 2.479-2.596. Dossiers des évêques. Cette série est d'une importance capitale, surtout pour la période antérieure à 1863, un classement différent des affaires ayant ensuite été adopté. Les dossiers des évêques sont classés par ordre alphabétique des évêchés dont ils étaient titulaires à leur mort. Par exemple tout le dossier de Guibert, qui fut successivement évêque de Viviers, archevêque de Tours et de Paris, se trouve à Paris (F¹⁹ 2.556). Les dossiers des évêques coloniaux sont divisés : une partie est classée dans cette série, une autre à F¹⁹ 6.207. Les dossiers des évêques qui ont donné leur démission et sont

devenus chanoines de Saint-Denis (une vingtaine) sont classés au chapitre de Saint-Denis (F¹⁹ 6.176 à 6.179).

Voici par ordre alphabétique, tous les dossiers d'évêques que j'ai utilisés, y compris ceux quine se trouvent pas dans la série F¹⁹ 2.479-2.596. J'ai aussi mentionné les dossiers de quelques prêtres, qui ne sont devenus évêques qu'après 1869, mais qui ont déjà joué un rôle auparavant.

Allou 2.530, Alouvry 2.554, Angebault 2.489, Baillès 2.530 et 5.819 B, Bara 2.514, Bardou 2.510, Baudry 2.559, Bécél 2.593, Belaval 2.554, Bernadou 2.583, Berteaud 2.591, Billiet 2.515, Bonald 2.531, Bonnechose 2.572, Bouange 2.526, Boudinet 2.488, Boutonnet 2.499, Bouvier 2.534, Bravard 6.176, Brossais Saint-Marc 2.567, Buissas 2.569, Callot 2.551 et 1.955, Casanelli d'Istria 2.483, Caverot 2.532, Chalandon 2.481, Christophe 2.584, Cœur 2.590, Colet 2.588, Cortet 2.590, Cousseau 2.491 et 6.177, Croizier 2.570, Cruice 6.176, Dabert 2.559, Daniel 2.518, Darboy 2.448 et 2.555, Darcimoles 2.481, David 2.575, Debelay 2.497, Delalle 2.570, Delamarre 2.494, Delcussy 2.596, Dépery 2.524, Desprez 2.587, Devoucoux 2.522, Didiot 2.500, Doney 2.538, Donnet 2.506, Dours 6.176, Dreux Brézé 2.541 et 2.542, Dubreuil 2.497, Dufêtre 2.547, Dupanloup 2.553, Dupont 2.508, Dupont des Loges 2.537, Epivent 2.480, Féron 2.517, Fillion 2.534, Forcade 2.481 et 6.207, Foulon 2.532, Foulquier 6.177, Fournier 2.546, Freppel 2.489, Fruchaud 2.588, Galtier 2.554, Garsignies 2.584, Gazailhan 6.177, Gerbet 2.560, Gérin 2.479, Gignoux 2.502, Ginouilhac 2.531, Gousset 2.565, Graveran 2.564, Grimardias 2.510, Guerrin 2.526, Gueulette 2.592, Guibert 2.556, Guilbert 2.506, Hacquard 2.594, Hiraboure 2.480, Hugonin 2.500 et 1955, Isoard 2.492, Jerphanion 2.484, Jordany 6.177, La Bouillierie 2.506, Lacroix 2.501, La Croix d'Azolette 2.494, Ladoue 2.547, La Motte de Broons 2.593, Landriot 2.565, Langalerie 2.494, Las Cases 6.177, La Tour d'Auvergne 2.508, Lavigerie 2.487, Lebreton 2.563, Lecourtier 6.178, Leherpeur 2.581, Leméc 2.575, Lequette 2.493, Levezou de Vesins 2.479, Lyonnet 2.484, Mabile 2.595, Magnin 2.492, Marchal 2.508, Marguerie 6.178, Martial 2.575, George Massonais 2.559, Mathieu 2.504, Maupoint 2.577, Mazenod 2.535, Meirieu 2.519, Mellon Jolly 2.583, Menjaud 2.508, Mioland 2.587, Morlhon 2.563, Morlot 2.555, Mouniq 1.955, Nanquette 2.534, Nogret 2.576, Olivier 2.522, Pallu du Parc 2.505, Parisis 2.493, Paulinier 2.504, Pavy

- 2.486, Peschoud 2.637, Pichenot 2.515, Pie 2.561, Place 2.568, Plantier 2.549, de Pompignac 2.579, Porchez 2.581, Prilly 2.514, Raess 2.584, Ramadié 2.484, Ravinet 2.590, Regnault 2.516, Régnier 2.511, Reyne 2.499, Richard 2.557, Rivet 2.520, Robin 2.500, Robiou 6.179, Rossat 2.594, Rousselet 2.582, Salinis 2.494, Sergent 2.564, Sibour 2.555, Sola 6.179, Thibault 2.539, Thomas 2.573, Turinaz 6.179, Wicart 2.527.
- 2.609. Nominations épiscopales (1855, 1856, 1861).
- 2.646. Vicaires généraux capitulaires.
- 2.649. Vicaires généraux capitulaires. Chanoines prébendés d'Orléans.
- 2.650. Chapitres.
- 2.652. Révocations de curés.
- 2.655. Question de l'inamovibilité des desservants.

Établissements diocésains

- 3.089. Grande aumônerie.
- 3.090. Aumôniers des lycées.
- 3.093. Aumôniers militaires.
- 3.097. Aumôniers de la marine.
- 3.121. Officialités.
- 3.188. Décorations conférées à des ecclésiastiques (1852-1860).
- 3.632. Service militaire.
- 3.972. Le clergé et l'instruction publique (surtout de 1863 à 1869).
- 4.064. Petits séminaires.
- 4.090. Facultés de théologie.
- 4.092 et 4.093. École des Carmes et Chapelains de Sainte-Geneviève.

Établissements paroissiaux

- 4.167-4.168. Dons et legs faits à des établissements ecclésiastiques pour des fondations scolaires ou charitables.
- 4.339. Capacité des fabriques.
- 4.378. Cimetières.
- 4.399. Casuel.
- 4.412. Quêtes.

Vie religieuse

- 5.434. Liturgie. Questions générales.
- 5.435. Liturgie lyonnaise (1864-1869).

- 5.436. Livres religieux.
- 5.491-5.496. Mandements classés par ordre alphabétique d'évêchés (incomplet).
- 5.507, 5.508. Mariage.
- 5.514. Sépultures.
- 5.539 et 5.544. Repos dominical.
- 5.545. Canonisations.
- 5.547 à 5.551. Processions et fêtes religieuses.
- 5.577 à 5.579. Prières publiques et prières pour le souverain.

Police des cultes

- 5.589. Prêtres condamnés pour crimes ou délits de droit commun.
- 5.591. Conciles provinciaux (1853, 1856, 1857, 1859, 1868).
- 5.592-93. Serments des évêques et des prêtres.
- 5.605. Résumés des rapports de gendarmerie sur le clergé (1860-65).
- 5.605 et 5.606. Notes sur le clergé, extraites des rapports de gendarmerie, et observations fournies sur ces notes par l'administration des Cultes d'après les rapports des préfets (conservés dans la série 5.768-5.877) : 1856-1859.
- 5.607. Divers. Voyages de l'empereur.
- 5.608. Divers. Lettres d'évêques sur les attentats contre l'empereur.
- 5.631. Association de Saint-Pierre es liens (1860).
- 5.768-5.877. Cette série, classée par ordre alphabétique de diocèses, est très importante. Elle est formée des dossiers relatifs aux incidents administratifs ou politiques où furent impliqués des prêtres séculiers du second ordre (quelques dossiers relatifs à des réguliers s'y trouvent également). Les dossiers politiques des vicaires généraux et des chanoines y figurent (1). Tous les dossiers relatifs à un même diocèse sont

(1) Les dossiers personnels des vicaires généraux sont classés par ordre de diocèses dans la série F¹⁹ 2.790-2.813. Mais, d'après les sondages que j'y ai faits, ces dossiers ne sont guère relatifs qu'à leur nomination. C'est le cas par exemple, pour l'abbé d'Alzon, vicaire général de Nîmes. Les pièces relatives à sa nomination, qui sont d'ailleurs intéressantes, mais peu nombreuses, sont à F¹⁹ 2.804. Tous les documents relatifs à son activité politique ultérieure, qui sont très nombreux, et importants, sont à F¹⁹ 5.835. De même, les dossiers des chanoines (F¹⁹ 2.814-2.856) et des curés (F¹⁹ 2.861-3.064) sont presque uniquement relatifs à leur nomination et les autres documents qui les concernent sont dans la série F¹⁹ 5.768-5.877. Les dossiers des candidats à l'épiscopat qui n'y sont pas parvenus (F¹⁹ 2611-2646) m'ont paru peu importants.

classés par ordre alphabétique, d'après le nom du prêtre intéressé, ou, plus rarement, d'après le nom de sa paroisse. Il existe en outre, pour presque tous les diocèses, un dossier général souvent important où sont réunis des renseignements sur tout le clergé du diocèse, et des fiches qui renvoient aux incidents individuels. C'est à ce dossier général que renvoient les références, à moins d'indication particulière. Cette série permet de bien connaître le rôle du bas clergé dans la vie publique.

5.768 Agen, 5.769 Aire et Aix, 5.770-72 Ajaccio, 5.773 Albi, 5.774 Alger, 5.775 Amiens, 5.776 Angers, 5.777 Angoulême, 5.778 Annecy, 5.779 Arras, 5.780 Auch, 5.781-82 Autun, 5.783 Avignon et Bayeux, 5.784-85 Bayonne, 5.786 Beauvais, 5.787 Belley, 5.788-91 Besançon, 5.792 Blois, 5.793 Bordeaux, 5.794-96 Bourges, 5.797 Cahors, 5.798-99 Cambrai, 5.800 Carcassonne, 5.801 Châlons, 5.802 Chambéry, 5.803 Chartres, 5.804-05 Clermont, 5.806 Coutances, 5.807 Digne, 5.808 Dijon, 5.809, Evreux 5.810 Fréjus, 5.811 Gap, 5.812-13 Grenoble, 5.814-15 Langres, 5.816 Laval, 5.817-18 Limoges, 5.819 A et B Luçon, 5.820-21 Lyon, 5.822 Le Mans et Marseille, 5.823 Meaux, 5.824 Mende, 5.825 Metz, 5.826-27 Montauban, 5.828-29 Montpellier, 5.830 Moulins, 5.831 Nancy, 5.832 Nantes, 5.833 Nevers, 5.834 Nice, 5.835 Nîmes, 5.836 Orléans, 5.837-38 Pamiers, 5.839-42 Paris, 5.843-44 Périgueux, 5.845 Perpignan, 5.846-47 Poitiers, 5.848 Le Puy, 5.849 Quimper, 5.850 Reims, 5.851 Rennes, 5.852 La Rochelle, 5.853 Rodez, 5.854 Rouen, 5.855 Saint-Brieuc, 5.856-5.857 Saint-Claude, 5.858 Saint-Dié, 5.859 Saint-Flour et Saint-Jean-de-Maurienne, 5.860 Séz, 5.861-62 Sens, 5.863 Soissons, 5.864 Strasbourg, 5.865 Tarbes, 5.866-5.867 Toulouse, 5.868 Tours, 5.869 Troyes, 5.870 Tulle, 5.871 Valence, 5.872 Vannes, 5.873-74 Verdun, 5.875-76 Versailles, 5.877 Viviers.

Abus et traitements

6.088. Abus : doctrine.

6.092-93. Recours d'abus formés par le gouvernement contre des évêques.

6.105-6.108. Recours d'abus concernant des prêtres du second ordre ; le seul important est l'affaire Roy (6.108).

6.116-18. Taux des traitements ecclésiastiques ; droit du gouvernement à les suspendre.

Chapitre de Saint-Denis

- 6.169. Généralités.
 6.176-79. Dossiers des chanoines du premier ordre. Outre les évêques démissionnaires (voir 2.479-2.596), Buquet, Coque-reau (6.176), Maret (6.178), Ségur et L. Sibour (6.179) ont des dossiers intéressants.
 6.180-82. Dossiers des chanoines du second ordre, généralement peu importants.

Colonies et Algérie

- 6.202. Généralités. Séminaire du Saint-Esprit.
 6.207. Dossiers d'évêques coloniaux.
 6.219. Érection des nouveaux évêchés d'Algérie.

Établissements culturels à l'étranger

- 6.236. Établissements français à Rome. Saint-Louis des Français. Séminaire de la congrégation du Saint-Esprit.

Congrégations

Cette série est très importante. Le classement en est assez compliqué. Elle doit être complétée par : Baroche 1.018.

- 6.244. Statistiques, et notes de Berty (1856, 1860).
 6.246. Législation (1856-1868).
 6.247. Divers (1852-60).
 6.248. Biens de mainmorte (1856-60).
 6.253. Enquêtes de 1856 et de 1859 sur les congrégations d'hommes. Congrégations contemplatives de femmes. Divers. (1852-60).
 6.254. Congrégations du Nord. Divers (1856-65).
 6.283. Congrégations d'hommes (1856-60).
 6.284. La compagnie de Saint-Sulpice (1863).
 6.288. Jésuites : 1^o Enquête de 1853 ; 2^o Affaires classées par départements ; 3^o Divers.
 6.308. Statistiques.
 6.313. Congrégations de femmes (1852-63). Note générale de Berty (1860) (1).
 6.427. Associations religieuses laïques (peu important).

(1) Il existe une série de dossiers relatifs chacun à une congrégation de femmes (F¹⁹ 6.315 à 6.327). J'ai vu les liasses F¹⁹ 6.322 et 6.325. L'intérêt des dossiers qu'elles contiennent est surtout d'ordre administratif.

Fiches

Ces fiches sont très sommaires mais parfois intéressantes.

6.522-28. Candidats à l'épiscopat (avant 1853).

6.529-33. Candidats à l'épiscopat ; vicaires généraux, chanoines.
Prêtres condamnés.

Série F⁷⁰

F⁷⁰ I. Notes et documents sur les travaux législatifs, et surtout sur les pétitions au Sénat (1852-60).

Série BB. — ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BB⁶ II. Dossiers personnels. J'ai consulté ceux des magistrats suivants : Bardon, Blanc, Camescasse, Damay, Darnis, Dessauvret, Gastambide, Loiseau, Morcrette, Paul, de Sèze, Thourel.

BB¹⁸. Division criminelle. Cette série (BB¹⁸ 1.489-1.794) est très importante. Elle est formée de la correspondance échangée entre le ministère de la Justice et les procureurs généraux au sujet de toutes les affaires intéressant l'ordre public, à l'exception d'un certain nombre d'affaires politiques qui ont été conservées par le cabinet du ministre et classées dans la série BB³⁰ (1).

Cette correspondance est grossie d'autres documents relatifs à ces affaires : rapports des magistrats des parquets, des juges de paix, et parfois des premiers présidents ; lettres échangées entre la chancellerie et d'autres départements, notamment l'administration des Cultes, etc. Les affaires sont classées par ordre chronologique d'enregistrement. Plusieurs affaires sont réunies sous le même numéro courant. On peut retrouver chacune d'elles, soit d'après son titre, soit d'après son ancienne cote d'enregistrement. Par exemple, le numéro courant BB¹⁸ 1.598 comprend de nombreux dossiers, dont 9 relatifs à des ecclésiastiques, ayant chacun son ancienne cote d'enregistrement : par exemple BB¹⁸ 1.598 A³ 1.669 : Sermon du curé de Chorges (Hautes-

(1) La distinction est tout à fait arbitraire. Beaucoup d'affaires purement politiques sont classées à BB¹⁸. Par exemple, les élections législatives de 1857 et de 1869 sont à BB¹⁸, celles de 1852 et de 1863 à BB³⁰.

Alpes) ; BB¹⁸ 1.598 A³ 1.726 : Sermon du desservant de Valdoie (Haut-Rhin).

Je n'ai pas indiqué la cote d'enregistrement des affaires que leur objet permet de retrouver facilement. Il existe pour la série BB¹⁸ un inventaire très détaillé avec table et index des matières qui y rend les recherches faciles.

La série BB³⁰ comprend deux espèces de documents :

1^o Les rapports périodiques des procureurs généraux. (BB³⁰ 370 à 389). De 1852 à 1868, ils sont classés par cours : 370 Agen, Aix, 371 Amiens, 372 Bastia, 373 Besançon, 374 Bordeaux, Bourges, 375 Caen, Chambéry, 376 Colmar, 377 Dijon, Douai, 378 Grenoble, Limoges, 379 Lyon, 380 Metz, Montpellier, 381 Nancy, 382 Nîmes, Orléans, 383 Paris, 384 Paris (de 1860 à 1863), Pau, 385 Poitiers, 386 Rennes, Riom, 387 Rouen, 388 Toulouse. Les années 1868, à partir du troisième trimestre, et 1869, sont réunies pour toutes les cours à BB³⁰ 389. Cette série, très importante, est complète, à l'exception des rapports d'Angers qui font défaut, sauf pour 1864 (BB³⁰ 371) et pour 1868-69 (BB³⁰ 389). Le carton BB³⁰ 368 contient des résumés des rapports périodiques des procureurs généraux (y compris ceux d'Angers). Les rapports hebdomadaires rédigés par les procureurs généraux pendant la guerre d'Italie sont à BB³⁰ 369.

2^o Des dossiers relatifs à des affaires politiques et analogues à ceux de la série BB¹⁸.

BB³⁰ 395-423. Affaires politiques (1851-1860). Ces dossiers comme ceux de BB¹⁸ ont, outre leur numéro courant, leur ancienne cote d'enregistrement (P 416 à 1.841). Le carton BB³⁰ 425 contient un inventaire de cette série.

BB³⁰ 427-431. Élections de 1863.

BB³⁰ 436. Affaires religieuses diverses (peu important).

BB³⁰ 450 et 451. Agitation relative à la question romaine (1860-61).

Série O⁵. — ARCHIVES DE LA MAISON DE L'EMPEREUR

O⁵ 104. Grande aumônerie ; personnel ; organisation.

VERSEMENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

A. Élections.

A 188-191. Élections de 1852.

A 192-197. Élections de 1857.

A 198-211. Élections de 1863.

A 212-230. Élections de 1869.

Les protestations contre la validité des élections font le principal intérêt de ces dossiers. Elles ne sont nombreuses qu'en 1863 et surtout en 1869.

C. La série C donne quelques renseignements sur l'élaboration des lois (C 390 : Loi sur l'instruction publique ; C 394 : Loi sur l'érection de l'évêché de Laval) et des budgets.

AB XIX. — DOCUMENTS ENTRÉS AUX ARCHIVES PAR VOIE EXTRAORDINAIRE

1^o Papiers des Tuileries : AB XIX 173-175. Quelques-uns de ces papiers, classés par ordre alphabétique des matières n'ont pas été publiés. La plupart sont des copies.

2^o Papiers provenant du séminaire de Saint-Sulpice.

512. Divers.

517 à 519. Lettres adressées à l'abbé Boiteux, directeur au séminaire de Saint-Sulpice, surtout par des Sulpiciens. Elles sont intéressantes.

522 à 527. Papiers de Dupanloup. Ces papiers sont fort importants, mais la critique en est parfois difficile, et ils sont à peine classés. Je ne peux qu'indiquer très sommairement ceux que j'ai utilisés :

522. Résistance aux progrès de l'ultramontanisme de 1852 à 1854, et en 1867.

523. Enseignement. Papiers de Jourdain, directeur de la comptabilité au ministère de l'Instruction Publique et des Cultes. Je ne sais comment ni à quelle époque ces papiers sont tombés entre les mains de Dupanloup ou de Lagrange.

524. Société de Saint-Vincent de Paul (1852-54). Lettres de Montalembert (1855-56), de Debeauvais, curé de Saint-Thomas d'Aquin (1862), de Marguerye (1867) et de Freppel (1869) à Dupanloup.

525. Lettres de Montalembert (1857) et de Debeauvais (1863-67) à Dupanloup.

526. Lettres de Ginouilhac et de Guibert à Dupanloup (1867).

527. Divers. Papiers de Lagrange.

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (1)

Fonds Rome : Correspondance diplomatique

Volumes 997 à 1.044 (septembre 1851-décembre 1869).

Jusqu'en 1858, ces volumes ne contiennent strictement que la correspondance officielle échangée entre le ministère et l'ambassade ; encore les pièces jointes aux dépêches adressées par le ministre à l'ambassadeur n'y figurent-elles pas. A partir de 1858, ces annexes, et d'autres pièces relatives aux affaires traitées avec l'ambassade, notamment des lettres du ministre des Cultes, qui précédemment étaient classées aux Mémoires et Documents sont souvent insérées dans les volumes de la correspondance diplomatique. Enfin, à partir de 1866, on y trouve des lettres personnelles adressées par l'ambassadeur au ministre.

Fonds Rome : Mémoires et Documents

Volumes 114 à 118. Ces volumes sont surtout importants pour la période antérieure à 1858. Il y a une table dans chaque volume et les documents y sont classés par ordre chronologique. Voici les principaux :

114. Chapitre de Saint-Denis (1857-58).

Facultés de théologie (1855-58).

115. Délimitation et érection de diocèses (Laval 1855, Rennes 1859, Algérie 1865-67).

116. Mémoire de Rayneval sur la législation ecclésiastique française, et la situation de l'Église de France (1853 ; classé par erreur à 1873).

Conflit Sibour-Dreux Brézé (1853).

Affaires de Luçon et de Pamiers (1853-56).

Affaire de Moulins (1857-58).

Question de l'inaMOVibilité des desservants (1864).

Affaire Roy (1864).

117. Intervention des congrégations romaines dans les affaires de l'Église de France (1852).

Transmission et publication en France des actes pontificaux (1854).

(1) Je remercie la commission des archives du ministère des Affaires étrangères, M. le directeur des archives et ses collaborateurs qui ont bien voulu autoriser et faciliter mes recherches. Je remercie particulièrement M. Georges Pagès de toute la bienveillance qu'il m'a témoignée.

Prières pour l'empereur (1857).

Communications irrégulières du nonce avec le clergé français (1860 ; 1865, affaire du chapitre de Nice).

118. La congrégation de l'Index, et Lequeux (1854).

Note sur le mode de nomination de l'auditeur de rote (1854, classé à 1851).

La congrégation de l'Index et le concile de Reims (1857).

Papiers de Cerçay (1)

J'ai consulté uniquement des documents provenant des papiers de Thouvenel, classés sous la cote 165 A (2).

1^o 165 A I. Papiers antérieurs au ministère de Thouvenel.

165 A I 10.—Lettres adressées à Thouvenel par l'ambassadeur de France à Rome, Rayneval (1852-1857), par son successeur Gramont (1857-58) par le premier secrétaire de l'ambassade, Edgar de Ségur (1855) et son successeur Sampayo (1856-57). Ce dossier est très intéressant. Les lettres les plus nombreuses et les plus intéressantes sont celles qu'adressait Rayneval à Thouvenel alors que celui-ci était directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères (1852 à 1855).

165 A I 11. Lettres adressées à Thouvenel par le ministre de France à Turin, Butenval (1852) puis Gramont (1852-57). On y trouve quelques indications sur la politique italienne de l'empereur.

2^o 165 A II. Papiers relatifs au ministère de Thouvenel.

165 A II 3. Lettres de Benedetti, ministre de France à Turin, à Thouvenel (octobre 1861-octobre 1862). Elles donnent beaucoup de renseignements sur la question romaine et la politique intérieure française.

165 A II 4. Lettres de Gramont, ambassadeur de France à Rome, à Thouvenel (janvier 1860-septembre 1861) avec quelques lettres de Thouvenel à Gramont, et quelques rapports des collaborateurs de celui-ci pendant ses congés. Les lettres de Gramont ont été en grande partie publiées par LOUIS THOUVENEL, dans *Le Secret de l'empereur*, sans doute d'après des copies. (Voir bibliographie : affaires d'Italie.)

(1) Voir un inventaire sommaire de ces papiers au tome XII des *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*.

(2) M. G. Pagès a bien voulu me faire savoir qu'à part les procès-verbaux du conseil des ministres publiés dans les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, les papiers de Rouher ne contiennent rien d'intéressant sur le sujet que j'étudiais.

165 A II 5 . Lettres de La Valette, ambassadeur de France à Rome, à Thouvenel (décembre 1861-septembre 1862).

Ces deux derniers dossiers sont d'une importance capitale pour l'histoire de la question romaine.

Papiers Baroche (1)

1.018. Affaires religieuses.

Ce dossier contient plusieurs documents sur la politique du gouvernement vis-à-vis des congrégations religieuses. Deux sont d'une importance capitale : la « Note confidentielle pour M. le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes : Observations sur l'existence et l'autorisation des congrégations religieuses », de Hamille (avril 1860) ; et le « Résumé des opinions émises par la commission chargée d'examiner plusieurs questions relatives aux congrégations religieuses » (sans doute des premiers jours de 1861).

On y trouve en outre des renseignements sur diverses questions : l'encyclique relative aux messes pro populo (1858) ; la liturgie lyonnaise (1864) ; l'encyclique du 8 décembre 1864 et sa publication en France ; l'affaire Gérin (1867-69) ; la préparation du concile du Vatican.

1.015. Notes et souvenirs (importants pour la chute de Thouvenel).

973. Correspondance avec le clergé du second ordre (relative surtout au discours de Baroche du 10 juillet 1868).

1.123-1.126. Dossiers de presse sur la préparation du concile.

1.193. Dossiers de presse sur la question romaine (1867-69).

On trouve enfin quelques renseignements dans la correspondance de Baroche (979-1.009). Les lettres des évêques, relatives surtout au discours du 10 juillet 1868, y sont classées dans l'ordre alphabétique, d'après le nom de l'évêché. (984 Autun, 986 Besançon, 987 Bordeaux, 988 Châlons, 993 Gap, 994 Grenoble, 999 Marseille, 1.000 Montpellier-Montauban, 1.001 Nevers, 1.002 Perpignan, 1.003 Poitiers, 1.004 Rennes, 1.005 Saint-Brieuc, 1.006 Saint-Claude, 1.008 Tours).

(1) Je remercie la commission administrative centrale de l'Institut, M. le conservateur de la bibliothèque de l'Institut, et M. le conservateur de la bibliothèque Thiers, qui ont bien voulu autoriser et faciliter mes recherches.

ABRÉVIATIONS

Pour abréger mes références, je n'ai pas rappelé au cours du livre les dépôts d'archives dont proviennent les documents indiqués.

Tous les documents portant l'indication Baroche proviennent de la bibliothèque Thiers, fondation Dosne (27, place Saint-Georges).

Tous les documents portant une des trois indications suivantes : Correspondance diplomatique, Mémoires et Documents, Cergay, proviennent des archives du ministère des Affaires Étrangères. En outre, tous les documents portant l'indication Correspondance diplomatique ou Mémoires et Documents proviennent du fonds Rome (1).

Tous les autres documents, portant les cotes F, BB, O, AB XIX, Versement de la Chambre, proviennent des Archives Nationales.

Sources imprimées et ouvrages (2)

INSTRUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

G. WEILL a publié en décembre 1907 dans la Revue de Synthèse historique une bibliographie critique sommaire : *Le catholicisme français au XIX^e siècle*.

J'ai surtout utilisé la *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789*, de P. CARON ; suivie du *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France* (années 1898-1906 sous la direction de P. CARON et G. BRIÈRE ; années 1910-1912 par P. CARON,

(1) L'indication : Mémoires et documents, volume 114, par exemple, devra être ainsi complétée : Archives du ministère des Affaires Étrangères, Fonds Rome, Mémoires et Documents, volume 114.

(2) Tous les ouvrages cités dont le lieu d'impression n'est pas indiqué ont paru à Paris. La date indiquée est celle de l'édition dont je me suis servi.

Je ne cite pas ici les livres que je n'ai utilisés que pour un des points traités dans ce livre : on les trouvera indiqués dans les notes.

Je n'énumère pas les livres, articles, discours et mandements publiés sous le

BOUTERON et BURNAND) et du *Répertoire bibliographique de l'histoire de France* (années 1920-1925), par P. CARON et H. STERN.

Pour les années où le *Répertoire* n'a pas encore été publié, voir les bibliographies publiées dans la revue Polybiblion.

Les revues publient des comptes rendus critiques des ouvrages importants (ces comptes rendus sont signalés par Caron). Voir notamment Polybiblion, le Correspondant, les Études, la Revue d'histoire de l'Église de France, la Revue des questions historiques (catholiques), la Revue des Études napoléoniennes, continuée (1926) par Napoléon, la Revue d'histoire moderne et contemporaine continuée (1926) par la Revue d'histoire moderne, la Révolution de 1848, la Revue historique, la Revue d'histoire des religions.

Les principaux ouvrages généraux donnent des bibliographies.

SOURCES : PÉRIODIQUES

Les journaux catholiques sont l'Univers (avant 1860 et après 1867) l'Ami de la Religion (jusqu'en 1862, avec des tables commodes), le Monde (après 1860), le Journal des Villes et des Campagnes, et le Français (à partir de 1868).

Tous les journaux traitent des questions religieuses, mais, comme ils se citent mutuellement, il n'est pas nécessaire d'en consulter beaucoup. Après les journaux catholiques les journaux les plus importants au point de vue religieux sont d'une part les organes légitimistes : à Paris la Gazette de France et l'Union, en province l'Union de l'Ouest, l'Union Franc-Comtoise, etc. ; d'autre part, les journaux anticléricaux : le Siècle, la Presse (surtout avant 1859), l'Opinion Nationale (après 1859). L'organe officiel du gouvernement est jusqu'en 1869 le Moniteur Universel, ensuite le Journal Officiel, qui ont des tables annuelles. Ses organes officieux sont le Constitutionnel, la Patrie, le Pays.

Second Empire sur les questions religieuses contemporaines. Il en est très peu qui aient une valeur historique. Ceux qui ont eu une importance politique sont indiqués au cours du livre. Quant aux autres, ils n'ont d'intérêt que pour l'histoire des doctrines, que je n'ai pas entrepris de traiter. On en trouvera la liste dans le *Catalogue de l'histoire de France de la Bibliothèque Nationale* (Tomes V et XI surtout) et dans le *Catalogue général de la librairie française* de LORENZ (26 vol. in-8° 1840-1915) ; ou dans les ouvrages spéciaux, 1° pour les évêques, dans *l'Épiscopat français depuis le concordat jusqu'à la séparation* (1907 in-8°) ; 2° pour les catholiques libéraux, dans *l'Histoire du catholicisme libéral en France* de G. WEILL (1909 in-12) ; 3° pour les adversaires du cléricalisme dans *l'Histoire de l'idée laïque en France au 19^e siècle* de G. WEILL (1925 in-8°).

La principale revue catholique est le Correspondant (à partir de 1855) ; Les Études, publiées par les Jésuites de Paris après 1856, et la Revue des Deux Mondes, contiennent également des articles relatifs à la politique ecclésiastique.

L'Almanach du clergé, et la France ecclésiastique, qui fusionnent en 1856 renseignent sur le personnel du clergé, l'Almanach impérial, sur les administrations publiques.

L'Annuaire historique (Lesur), jusqu'en 1861, et l'Annuaire des Deux Mondes, jusqu'en 1867 donnent un récit détaillé des événements de l'année.

SOURCES : DÉBATS ET TRAVAUX PARLEMENTAIRES (1)

Le Moniteur publie, avant 1861, le compte rendu analytique des séances du Corps Législatif ; après 1861 le compte rendu sténographique des séances du Sénat et du Corps Législatif. Les débats des Chambres sont en outre publiés dans des volumes annuels avec tables : Les *Procès-verbaux des séances du Sénat* (1852-1860), in-8° ; les *Comptes rendus* (analytiques) *des séances du Corps législatif* (1852-65 in-8°, 1865-1868 in-4°) ; les *Annales du Sénat et du Corps législatif* (1861-1870, in-4°, comptes rendus sténographiques).

Les annexes (projets de lois, budgets, rapports, etc.) sont publiées par le Moniteur et réimprimées en volumes. Parmi ces annexes, les *Exposés de la situation de l'Empire* et les *Documents diplomatiques* que le gouvernement, à partir de 1861 communique aux Chambres à l'ouverture de chaque session sont en outre publiés isolément, et les documents diplomatiques sont reproduits dans les Archives Diplomatiques. Ces documents sont souvent incorrectement cités.

Il existe une série de rapports imprimés du ministre d'État à l'empereur sur la suite donnée aux pétitions renvoyées par le Sénat aux divers ministères. Le premier est relatif aux sessions de 1852 à 1856 ; les autres sont annuels. Plusieurs se trouvent à F⁷⁰ 1.

(1) Les autres sources imprimées (documents officiels publiés, correspondances mémoires, etc.) sont classées par matières avec les ouvrages.

Livres dont les questions religieuses sont le principal objet

Les livres dont les questions religieuses sont le principal objet sont très nombreux, mais presque tous peu objectifs. Ce sont, pour la plupart des biographies plus ou moins apologetiques.

GÉNÉRALITÉS

Il n'y a pas de bonne histoire de l'Église de France sous le Second Empire.

Annales ecclésiastiques de CHANTREL (1846-68) 1887 in-8° et de CHAMARD (1869-73) 1893 in-8°. Ces *Annales* continuent l'*Histoire universelle de l'Église catholique* de ROHRBACHER. JUSTIN FÈVRE a aussi écrit une suite de cette histoire, mais elle est peu utilisable.

BAUNARD : *Un siècle de l'Église de France*, 1901 in-8°.

MOURRET : *Histoire générale de l'Église*. T. VIII : *L'Église contemporaine*, 1919, in-8°.

G. GOYAU : *Histoire religieuse de la nation française*, 1922 in-4°. Ces quatre ouvrages catholiques ne donnent sur le sujet étudié ici que des renseignements très sommaires.

TAINE : *Les origines de la France contemporaine : Le régime moderne*. T. III : *L'Église*. 1899 in-12 : théories intéressantes, mais qui appellent beaucoup de réserves.

A. MATER : *L'Église catholique. Sa constitution, son administration*. (1906 in-12). Objectif ; expose la question capitale et peu connue du droit coutumier. (Voir aussi sur ce point : BASSIBEY : *Les sentences ex informata conscientia*, 1894 in-8°).

W. GURIAN : *Die politischen und sozialen Ideen des französischen Katholizismus* (1789-1914) Munchen Gladbach, 1929, in-8°. Catholique ; documenté, mais manque de précision historique.

GARILHE : *Le clergé séculier français au XIX^e siècle*, 1899 in-8°.

BOUGAUD : *Le grand péril de l'Église de France au XIX^e siècle*. 1878 in-8°. Sur le recrutement du clergé.

Sur les questions théologiques

BELLAMY : *La théologie catholique au XIX^e siècle* 1904 in-8° ; et surtout le *Dictionnaire de Théologie catholique* publié sous

- la direction de VACANT et MONGENOT (1923-1925, 10 vol. in-8°).
 Le *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastiques* publié depuis 1909 sous la direction de A. BAUDRILLART, est très bon, mais il n'a paru que pour la lettre A.
 EMILE OLLIVIER : *L'Église et l'État au concile du Vatican* : 1879, 2 in-12 ; avec renseignements rétrospectifs.
 GRANDERATH : *Geschichte des Vatikanisches Konzils*, Fribourg, 1903, 3 in-8°.
 CECCONI : *Histoire du Concile du Vatican d'après les documents originaux*, 1887, 4 in-8°.
 LECANUET : *L'Église de France sous la Troisième République*. T. I ; 1910 in-8° ; donne quelques indications rétrospectives.

Sur le mouvement catholique libéral

- JULES MOREL : *Somme contre le catholicisme libéral* 1877 ; 2 in-8°.
 JUSTIN FÈVRE : *Histoire critique du catholicisme libéral en France jusqu'au pontificat de Léon XIII*, 1897 in-8°.
 Outre ces deux pamphlets contre le catholicisme libéral, voir :
 LEROY BEAULIEU : *Les catholiques libéraux : l'Église et le libéralisme de 1830 à nos jours*, 1885 in-12, et surtout
 GEORGES WEILL : *Histoire du catholicisme libéral en France (1828-1908)*, 1909 in-12 ; ouvrage objectif et indispensable.

Sur les rapports de l'Église et de l'État

- DEBIDOUR : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870*, 1898 in-8°. Anticlérical, mais c'est le meilleur traité d'ensemble.
 BOURGAIN : *L'Église et l'État en France au XIX^e siècle*, 1901, 2 in-8°. Clérical.
 SEVESTRE : *L'histoire, le texte et la destinée du Concordat de 1801*, 1905 in-8°.
 J. DE NARFON : *Vers l'Église libre*, 1905 in-8°. Histoire et critique intéressante du régime concordataire, au point de vue catholique libéral.
 DUGUIT : *Le régime du culte catholique antérieur à la loi de séparation*, 1907, in-8°. Bref exposé synthétique.
 GEORGES WEILL : *Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle*, 1925 in-8°. Ouvrage objectif indispensable.
 BONET MAURY : *Histoire de la liberté de conscience en France... jusqu'à juillet 1870*. 1900 in-8°.

Sur l'administration et le budget des Cultes

- Lois, décrets et règlements relatifs à l'administration des Cultes* (3 décembre 1851-31 décembre 1853). 1854 in-8°.
- Circulaires, instructions et autres actes relatifs aux affaires ecclésiastiques...* (1882-1887). T. II et III, 1888 in-8° (1).
- Compte général des travaux du Conseil d'État.* 1^o 1852-60 ; 1862 in-folio ; 2^o 1860-65 ; 1868 in-folio.
- DUBIEF et GOTTOFREY : *Code ecclésiastique*, 1888 in-12.
- DUBIEF et GOTTOFREY : *Traité de l'administration des Cultes*, 1892, 3 in-8°.
- TREICH : *La police du culte catholique en France...* 1900 in-8°.
- JOURDAIN : *Le budget des cultes en France...* 1859 in-8°. Officieux ; à compléter par NICOLAS : *Les budgets de la France...* 1882 in-4°.
- E. DUPONT : *La part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*, 1906 in-8°.
- A titre d'exemple :
- A. MATÉ : *L'histoire d'une paroisse au XIX^e siècle sous le régime du Concordat* (Blancafort, Cher) *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril 1905).

Sur le Saint-Siège

- POUGEOIS : *Histoire de Pie IX*, 6 in-8° , 1877-86. Insuffisant.
- P. DE QUIRIELLE : *Pie IX et l'Église de France*, *Annales de l'École libre des sciences politiques* 1890 et 1891. Sommaire.
- J. MAURAIN : *Le Saint-Siège et la France de décembre 1851 à avril 1853. Documents inédits.* 1930 in-8° (seconde thèse). Cite les documents conservés aux Archives Nationales et aux Archives du ministère des Affaires Étrangères, relatifs au rôle joué par le Saint-Siège dans les affaires politiques et religieuses de la France.
- Lettres inédites sur Rome et l'Italie au début du Second Empire* (de Doubet à Rendu, juin 1853-février 1854) ; *Révolution de 1848* (1907-08).

L'on trouvera quelques renseignements dans les biographies des prêtres français qui ont vécu à Rome, et notamment, dans celles de trois auditeurs de rote : Ségur (1852-55), Lavigerie (1861-63 ; voir évêcopat), Isoard (1867-79).

(1) L'administration des Cultes a publié en 1854 et 1855 un Bulletin mensuel.

MARQUIS DE SÉGUR : *Mgr de Ségur : Souvenirs et récits d'un frère*, 2 in-12 1882 ; cette première édition est plus complète que certaines autres.

Lettres de Mgr de Ségur, de 1854 à 1881 (publiées par le marquis de Ségur), 2 in-12, 1882.

BOUZOUZ : *Vie de Mgr Isoard*, 1914 in-8°. Doit être complété par A. HOUTIN : *Le père Hyacinthe dans l'église romaine*, 1920 in-12, et *Le père Hyacinthe réformateur catholique*, 1922, in-12.

Souvenirs d'un prélat romain (Ludovic Chaillot) sur Rome et la cour pontificale... recueillis par PIERRE ROCFER, 1895 in-8°. Voir J. MAURAIN : *Le Saint-Siège et la France...* Appendice I.

L'ÉPISCOPAT

L'épiscopat français depuis le concordat jusqu'à la séparation ; 1907 in-8°. Recueil très utile de notices biographiques avec le relevé des œuvres des évêques, et des livres dont ils ont été l'objet.

Il existe très peu d'études sur les diocèses, à part la remarquable *Histoire des diocèses de Toul, Nancy, Saint-Dié*, par EUGÈNE MARTIN, T. III, Nancy 1903, in-8°. HOUTIN, dans ses *Évêques et diocèses*, 1907-09, in-12, donne des indications intéressantes. (Première série : Autun, Cambrai, Clermont, Lyon, Tours. Deuxième série : Nîmes, Bayonne).

Les biographies d'évêques sont très nombreuses et de valeur très inégale. Elles ont été pour la plupart rédigées par des prêtres, leurs anciens collaborateurs, parfois leurs parents, à l'aide de leurs papiers, légués par eux-mêmes à leurs futurs biographes, ou communiqués par leurs héritiers. Aussi sont-elles toutes plus ou moins apologétiques. Les meilleures même ne sont pas entièrement objectives. Les biographes avaient d'ailleurs à ménager, non seulement la mémoire de celui dont ils racontaient la vie, mais aussi les autorités ecclésiastiques. L'exposé des faits relatifs aux divisions de l'Église, qui restaient très vives lorsque la plupart de ces biographies furent écrites, était particulièrement délicat pour des ecclésiastiques : aussi est-il souvent plein de réticences. Le Saint-Siège intervint dans les polémiques que suscitèrent les biographies les plus importantes, et même parfois dans leur rédaction. Les papiers de Lagrange (AB XIX 527) et la *Vie de Mgr Baunard, recteur de l'université catholique de Lille*, par L. MAHIEU (1924 in-8°) sont à cet égard très instructifs.

La plupart des biographies font paraître les évêques moins favorables et moins dociles au gouvernement impérial qu'ils ne l'étaient en réalité. Surtout l'opposition faite par les évêques libéraux ou gallicans à la politique de Pie IX est très atténuée dans leurs biographies ; elles sont donc plus tendancieuses que celles des ultramontains. Plusieurs d'entre elles ont suscité, de la part des ultramontains, des critiques intéressantes.

Les biographies d'évêques ne donnent en général que peu de renseignements sur la vie des diocèses. Certaines sont très insuffisantes (1) mais beaucoup sont instructives (2), et plusieurs sont très importantes pour l'histoire générale de l'Église de France (3). Je cite, avec les biographies des évêques celles des prêtres séculiers qui ont été leurs subordonnés, à l'exception des prêtres parisiens.

*GILLET : *Vie de Mgr Angebault, évêque d'Angers*. Angers 1899 in-8°.

BOURGAIN : *L'église d'Angers... jusqu'en 1870*. 1898 in-8°.

**A. HOUTIN : *Un dernier gallican : Henri Bernier, Chanoine d'Angers (1795-1859)*. 1904, in-8°. Objectif.

SUBILEAU : *Cinquante ans de ministère paroissial et d'autorité épiscopale en Anjou... (1842-1885)*. 1894 in-8°.

L'Anjou historique, dirigé par l'ABBÉ UZUREAU donne tous les ans des notes d'histoire locale (Andegaviana) dont certaines se rapportent au Second Empire et aux questions religieuses. (Notamment 1903-04-05).

*NICOL : *Mgr Bétel, évêque de Vannes*. Vannes 1903 in-8°.

*BULÉON ET LE GARREC : *Sainte Anne d'Auray. T. III. Le petit séminaire*. Vannes 1921 in-8°.

*LE CLANCHE : *Correspondance de M. Jaffré*. Vannes 1911 in-8°.

*BRETON : *Un évêque d'autrefois : Mgr Berleaud, évêque de Tulle*. 1898 in-8°.

J. LOTH : *Mgr Blanquart de Bailleul...* Rouen 1869 in-12.

**BESSON : *Vie du cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen*. 1887. 2 in-8°.

SEBAUX : *Vie de Mgr Bouvier, évêque du Mans*. Angoulême 1886 in-12.

**A. LEDRU : *Dom Guéranger abbé de Solesmes, et Mgr Bouvier,*

(1) Je ne les ai pas citées. On les trouvera dans *l'Épiscopat français depuis le concordat jusqu'à la séparation*.

(2) Je les ai marquées d'un astérisque.

(3) Je les ai marquées de deux astérisques. J'emploierai le même procédé pour indiquer l'importance des biographies des réguliers et des laïques.

évêque du Mans, 1911 in-8°. (Avec notices sur les successeurs de Bouvier, Nanquette et Fillion.)

AZAÏS : *Vie de Mgr Cart*, 1857 in-12.

ORTOLAN : *Diplomate et soldat : Mgr Casanelli d'Istria*, 1900-2 in-8°.

DÉCHELLETTE : *Vie du cardinal Caverol*, Lyon 1890 in-8°.

A. DAUPHIN : *Dernières années de la vie de Mgr Cœur*, Lyon 1886 in-8°.

***Correspondance du Cardinal Pie et de Mgr Cousseau*, publiée par HIGU, 1894 in-8°.

GUILLERMIN : *Vie de Mgr Darboy*, 1888 in-8°.

FOULON : *Histoire de la vie et des œuvres de Mgr Darboy*, 1889 in-8°.

Ces biographies ont été très critiquées par les ultramontains. Voir l'*Univers* (février-mars 1889) et *La Vérité sur Mgr Darboy*, Gien 1889 in-8°. Les papiers de Darboy, publiés en 1907 dans la *Revue d'Histoire et de littérature religieuse*, sous le titre ***Mgr Darboy et le Saint-Siège*, sont très importants. Voir les communications faites à ce sujet par R. DURAND dans le *Bulletin de la Société d'histoire moderne* (décembre 1907, janvier 1908). R. DURAND : *Mgr David, évêque de Saint-Brieuc*, (*Bulletin de la société d'histoire moderne*, avril 1911).

PARIS : *Vie de Mgr Delamarre, évêque de Luçon, archevêque d'Auch*, Balam (Gers), 1873 in-12.

*LACOINTA : *Vie de S. E. le cardinal Desprez, archevêque de Toulouse*, Lille 1897 in-8°.

F. COMBES : *Histoire du cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux*, 1888 in-8°.

AUG. CROSNIER : *Vie de Mgr Dufêtre, évêque de Nevers*, 1868 in-8°.

**LAGRANGE : *Vie de Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans*, 3 in-8°, 1883-84. Cette biographie a suscité de violentes polémiques, et a été vivement critiquée par **U. MAYNARD : *Mgr Dupanloup, et M. Lagrange, son historien*, 1884 in-8°. Elle est très intéressante, mais très tendancieuse, surtout par ce qu'elle tait. Les papiers de Dupanloup et de Lagrange (AB XIX 522-527) permettraient d'en faire une critique plus approfondie et plus objective que celle de Maynard. Le *Journal intime de Mgr Dupanloup, Extraits recueillis et publiés par* par L. BRANCHEREAU 1902 in-8° ; et les *Lettres choisies de Mgr Dupanloup...* publiées par LAGRANGE (2 in-8° 1888) complètent sur quelques points le livre de Lagrange. Voir aussi CHAPON : *Mgr Dupanloup devant le Saint-Siège et l'épiscopat. Recueil des hommages rendus par le Souverain*

Pontife et par les évêques à sa personne et à sa mémoire. Orléans 1880 in-12 ; et deux pamphlets hostiles à Dupanloup : V. PELLETIER : *Mgr Dupanloup, étude contemporaine*, 1876 in-8° ; et J. FÈVRE : *Le centenaire de Mgr Dupanloup*, 1903 in-8°.

*KLEIN : *Vie de Mgr Dupont des Loges*. 1899 in-8°.

MARBOT : *Vie de Mgr Forcade archevêque d'Aix*. 1886 in-8°.

*LADOUE : *Mgr Gerbet ; sa vie et ses œuvres*. 3 in-8° 1870.

RICARD : *L'école menaisienne, Gerbet et Salinis*. 1883 in-12.

JUSTIN FÈVRE : *Histoire de S. E. Mgr le cardinal Gousset*. 1886 in-8°.

**GOUSSET : *Le cardinal Gousset, archevêque de Reims*. Besançon 1903 in-8°.

TÉPHANY : *Vie et œuvres de Mgr Graveran, évêque de Quimper*. 4 in-8°, 1871.

**PAGUELLE DE FOLLENAY : *Vie du cardinal Guibert, archevêque de Paris*. 1896, 2 in-8°. A compléter par DELAPORTE : *Le cardinal Guibert : lettres inédites* (Études 1897) et par : *Souvenirs sur le cardinal Guibert, par un de ses anciens familiers* (BOURRET) Tours, 1886 in-12.

*VICTOR MARTIN : *Vie de Mgr Jaquemet, évêque de Nantes*. 1889 in-8°.

M. CLÉMENT : *Vie du cardinal Richard, archevêque de Paris*. 1924 in-8°.

POTHIER : *Mgr Fournier, évêque de Nantes*. Nantes 1900. 2 in-8°.

GENDRY : *Biographie de M. l'abbé Goudé...* Angers 1882 in-12.

RICARD : *Vie de Mgr de La Bouillerie*. 1887 in-8°.

**BAUNARD : *Le cardinal Lavigerie*. 2 in-8°. 1896.

KLEIN : *Le cardinal Lavigerie et ses œuvres d'Afrique*. 1890 in-8°.

**MABILE : *Mgr Mabile, évêque de Versailles*. 2 in-8°, 1926.

**BESSON : *Vie de S. E. le cardinal Mathieu*. 1882, 2 in-12.

**BERGIER : *Supplément à la vie du cardinal Mathieu...* Besançon 1883 in-8°.

BASCOUL : *Vie de Mgr Besson...* 2 in-8° 1903.

RICARD : *Mgr de Mazenod, évêque de Marseille*. 1892 in-12.

*T. RAMBERT : *Vie de Ch. J. Eugène de Mazenod évêque de Marseille...* Tours, 2 in-8°, 1883.

*BOISSONNOT : *Le cardinal Meignan*. 1899 in-8°.

DESGEORGE : *Vie de Mgr Mioland, archevêque de Toulouse*. Lyon 1871 in-8°.

DE BOUCLON : *Histoire de Mgr Olivier*. Évreux 1855 in-12.

**GUILLEMANT : *P.-L. Paris. T. III*. 1925 in-8°.

PAGÈS : *Mgr Pavy*. 1896 in-8°.

**BAUNARD : *Histoire du cardinal Pie*. 2 in-8° 1893.

G. VAUTHIER : *Mgr Pie, évêque de Poitiers, et le gouvernement de Napoléon III*. Révolution de 1848, 1923. Utilise, sans donner de références, des documents des Archives Nationales.

**Correspondance du Cardinal Pie et de Mgr Cousseau, publiée par HIOU. 1894 in-8°.

DE BOISROUVRAY : *Mgr Gay, évêque d'Anthédon, auxiliaire de S. Em. le cardinal Pie*. 2 in-4°. 1921.

Correspondance de Mgr Gay, évêque d'Anthédon. 3 in-8°, 1893.

**CLASTRON : *Vie de S. G. Mgr Plantier, évêque de Nîmes*, 2 in-8°. 1882.

BRUYÈRE : *Mgr Plantier, évêque de Nîmes*. 1925 in-8°.

DE POMPIGNAC : *Mgr de Pompignac*. Aurillac, 1908 in-8°.

PUISEUX : *Vie et lettres de Mgr de Prilly, évêque de Châlons* 1887, 2 in-8°.

**DESTOMBES : *Vie de S. Em. le cardinal Régnier, archevêque de Cambrai*. 2 in-8°, 1885.

Biographie des prêtres du diocèse de Cambrai... (1847-87), 3 in-8° 1890.

*CHEVALLIER : *Vie de Mgr Rivet, évêque de Dijon*. Dijon 1902 in-8°.

ROMBAULT : *Vie de Mgr Rousselet, évêque de Séez*. Le Mans 1882 in-12.

GUESDON : *Le vrai prêtre : L'abbé de Fontenay (1813-79) vicaire général de Séez*. Montligeon, 1891, in-8°.

*LADOUE : *Vie de Mgr de Salinis*. 1873 in-8°.

TÉPHANY : *Vie de Mgr Sergent, évêque de Quimper*. 1873 in-8°.

PEYRON : *Notice historique ; les séminaires de Quimper*. Quimper 1899 in-12.

POUJOULAT : *Vie de Mgr Sibour, archevêque de Paris*, 1857 in-8°.

COUANIER DE LAUNAY : *Vie de Mgr Wicart, évêque de Laval*. 1899 in-8°.

LE CLERGÉ PARISIEN

Le clergé parisien comptait beaucoup de libéraux et de gallicans (1). Parmi ceux qui ne devinrent pas évêques ou ne le

(1) Sur deux ultramontains, voir RICARD : *L'abbé Combalot, missionnaire apostolique*. 1891 in-12 ; DAVIN : *Etude critique sur Bossuet (avec notice nécrologique de J. FÈVRE)*. 1904 in-8°.

Sur les Sulpiciens, voir Congrégations.

devinrent qu'après 1869, plusieurs jouèrent un rôle important.

****BAZIN** : *Vie de Mgr Maret évêque de Sura...* 3 in-8° 1891.

KELLER : *La fin du gallicanisme, et Mgr Maret, son dernier représentant.* Alençon 1900 in-8° (sur la doctrine de Maret).

CORNUT : *Vie de Mgr Freppel.* 1893 in-8°.

MOSER : *M. Cognat.* 1889 in-12.

BELUZE : *Vie de Mgr Dauphin.* 1886 in-8°.

CHAUVIN : *Le Père Gratry.* 1901 in-8°.

Des prêtres furent entraînés par leur libéralisme ou par leur gallicanisme jusqu'aux confins de l'orthodoxie, et plusieurs sortirent de l'Église. Pour l'étude de ces milieux, les livres de ****A. HOUTIN** : *Le père Hyacinthe dans l'Église romaine* (1920), et *Le père Hyacinthe réformateur catholique* (1922) in-12, sont essentiels. Voir en outre :

***LÉON SÉCHÉ** : *Les derniers jansénistes et leur rôle dans l'histoire de France depuis la ruine de Port Royal jusqu'à nos jours.* T. III 1891 in-8°.

***LEDRAIN** : *Portraits et souvenirs.* Revue bleue, mars-avril 1902.

***W. GUETTÉE** : *Souvenirs d'un prêtre romain devenu prêtre orthodoxe* : 1899 in 8°.

Les brochures de l'ABBÉ MICHON, qui resta dans l'Église, et celles de l'ABBÉ MICHAUD, qui en sortit après le concile du Vatican, sont tendancieuses mais intéressantes.

CONGRÉGATIONS

Ouvrages généraux

MAILLAGUET : *Le miroir des ordres et instituts religieux de France.* Avignon 1865 in-8° (série de notices sur les congrégations, sans liste détaillée de leurs établissements).

SAUVESTRE : *Les congrégations religieuses.* 1867 in-12 (hostile aux congrégations).

FÉLIX (MAURICE) : *Les Congrégations religieuses.* T. I 1908 in-8°.

NOURRISSON : *Histoire légale des congrégations religieuses en France depuis 1789.* 2 in-8° 1928.

La plupart des ouvrages publiés sur les congrégations portent soit sur un ordre, soit sur un religieux. Les auteurs appartiennent souvent à l'ordre qu'ils étudient, ou dont ils étudient un religieux éminent. Ces livres appellent les mêmes réserves que les biographies épiscopales.

La collection des ordres religieux éditée par LETOUZEY ET ANÉ est formée de volumes in-18 anonymes, dont chacun porte sur une congrégation. Il en a déjà été publié une trentaine. Ils sont très sommaires, mais donnent quelques indications bibliographiques. Celui qui m'a été le plus utile est *La Congrégation du Saint-Esprit* (1926).

Jésuites

BURNICHON : *La compagnie de Jésus en France : Histoire d'un Siècle* (1814 -1914). T. III (1845-1860). T. IV (1860-1880 1922 in-8°. (Très important).

H. CHÉROT : *Les Jésuites sous le Second Empire* (Le Carnet, octobre 1902). Surtout sur l'affaire de Sainte-Croix du Mans (1868-70).

VIANSSON PONTÉ : *Les Jésuites à Metz*. Strasbourg 1897 in-8°.

*POUPLARD : *Vie du R. P. Michel Fessard...* 1896 in-8°.

*ORHAND : *Le P. Pillon...* Lille 1888 in-8°.

*DE PONLEVOY : *Vie du R. P. Xavier de Ravignan...* 1900, 2 in-8°.

Dominicains

Lettres du R. P. H.-D. Lacordaire à Théophile Foisset, publiées par CRÉPON, 1882 in-8°.

**Lettres du P. Lacordaire au comte de Falloux*. Correspondant, mai-juin 1911.

**FOISSET : *Vie du R. P. Lacordaire*. 2 in-8° 1870.

CHOCARNE : *Le R. P. H.-D. Lacordaire...* 1894, 2 in-12.

PAUTHE : *Lacordaire*, 1911 in-8°.

Le P. Lacordaire et son ordre. 1865 in-8°.

CORMIER : *Vie du révérendissime P. H. V. Jandel, soixante-treizième maître général des Frères prêcheurs*. 1890 in-8°.

Bénédictins

** (DELATTE) : *Dom Guéranger abbé de Solesmes* 1910, 2 in-8°. à contrôler par la remarquable critique **d'A. LEDRU : *Dom Guéranger, abbé de Solesmes et Mgr Bouvier, évêque du Mans*. 1911 in-8°.

BATTANDIER : *Le cardinal Jean-Baptiste Pitra*. 1893 in-8°.

CABROL : *Histoire du cardinal Pitra*. 1893 in-8°.

Sulpiciens

L. BERTRAND : *Bibliographie sulpicienne, ou histoire littéraire de la compagnie de Saint-Sulpice*. 1900, 3 in-8°.

Une polémique soutenue contre l'ultramontain Fèvre par le sulpicien Icard, est instructive.

ICARD : *Observations sur quelques pages d'une histoire de l'Église relatives à la compagnie de Saint-Sulpice*. 1887 in-8°, deuxième édition.

J. FÈVRE : *Doctrines et conduite de Saint-Sulpice : lettre à M. Icard*. 1886 in-8°.

J. FÈVRE : *Note finale de l'histoire de l'Église : post scriptum à M. Icard*. 1886 in-8°.

BRANCHEREAU : *Vie de M. Hamon, curé de Saint-Sulpice*. 1877 in-12.

AL. CROSNIER : *Louis Branchereau, prêtre de Saint-Sulpice ancien supérieur des grands séminaires de Nantes et d'Orléans (1819-1913)*. 1915 in-12.

Congrégations d'hommes vouées à l'enseignement primaire

*POUJOLAT : *Vie du F. Philippe, supérieur général de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes* 1874 in-8°.

LAVEILLE : *Jean-Marie de Lamennais*. 2 in-8°, 1903.

Divers

Vie de M. Etienne, quatorzième supérieur général des prêtres de la Mission, 1881 in-8°.

*Le T. R. P. Marie-Théodore Ratisbonne, fondateur de la société des prêtres et de la congrégation des religieuses de N.-D. de Sion. 2 in-8°, 1903.

Histoire du T. R. P. Basile Antoine Moreau... fondateur de la congrégation de Sainte-Croix. 1923 in-8°.

*UBALD D'ALENÇON : *Les frères mineurs capucins à Angers (1855-70)*. Revue de l'Anjou, 1909.

**A. HOUTIN : *Le P. Hyacinthe dans l'église romaine. (1827-69)* 1920 in-12. *Le P. Hyacinthe réformateur catholique*. 1922 in-12. *Du Sacerdoce au mariage. T. I. Le P. Hyacinthe (1867-70) (Lettres et journaux intimes publiés par A. HOUTIN et P.-L. COUCHOU)* 1927 in-12.

CATHOLIQUES LAIQUES

Ultramontains

DEDOUE : *Augustin Bonnetty*. 1879 in-8°.

DONOSO CORTÈS : *Œuvres T. II : Correspondance*. 1858 in-8°.

LAPEYRE : *Auguste Nicolas*. 1882 in-8°.

**EUGÈNE VEUILLLOT : *Louis Veuillot*. Tomes II, III, IV (1902-1913), in-8°.

**LOUIS VEUILLLOT : *Correspondance*. 7 in-8° 1887-1892. Très important, mais le classement est confus, et quelques lettres sont mal datées.

Catholiques libéraux (1)

*DE BROGLIE : *Mémoires* (Revue des Deux Mondes, mai, juin, novembre 1925. Correspondant juin, juillet 1925).

DE PANGE : *Théophile Foisset et le prince de Broglie*. Correspondant, 10 octobre 1929.

***Augustin Cochin (1823-72), ses lettres et sa vie*. (publié par H. COCHIN) 2 in-8° 1926.

FALLOUX : *Augustin Cochin*. 1875 in-12.

**FALLOUX : *Mémoires d'un royaliste*. 2 in-8°, critiqué par

*EUGÈNE VEUILLLOT : *Le comte de Falloux et ses mémoires*. 1888 in-8°.

BOISSARD : *Théophile Foisset*. 1891 in-12.

**LECANUET : *Montalembert, d'après ses papiers et sa correspondance*. T. III (1850-70), 1902 in-8°.

BESSON : *M. de Montalembert en Franche-Comté*. 1871 in-8°.

PIGALLET : *Les élections de Montalembert dans le Doubs*. 1912 in-8°.

DE MEAUX : *Montalembert*. 1897 in-8°.

JEANJEAN : *Montalembert, l'Église et l'Empire en 1859*. 1913 in-8°.

Parmi les nombreuses lettres de Montalembert qui ont été publiées, voir surtout :

Correspondance de Montalembert et de Léon Cornudet (1831-1870). 1905 in-8°.

H. TEXIER : *Correspondance de Montalembert et de l'abbé Texier*. 1899 in-8°

(1) Plusieurs de ces livres ont d'abord été publiés, en tout ou en partie, dans le Correspondant.

Lettres à la comtesse Apponyi (Revue des Deux Mondes, novembre 1889).

Lettres à l'abbé Delor. Montalembert et Veuillot (Revue de Paris, juin 1902).

Hommes d'œuvres

**SCHALL : *Un disciple de saint Vincent-de-Paul au XIX^e siècle. Adolphe Baudon*. 1897 in-8°.

**Les Mémoires du Vicomte de Melun* (publiés par LE CAMUS) 1891, 2 in-16.

*BAUNARD : *Le vicomte Armand de Melun*. 1880 in-8°.

*BAGUENAUT DE PUCHESSE : *Le vicomte de Melun. Souvenirs et correspondances*. Correspondant, février-mars 1882.

OZANAM : *Lettres* (1831-53). T. II, in-12, 1925.

Députés

LAVEILLE : *Chesnelong ; sa vie et son action*. 1913 in-8°.

*DE MARCEY : *Charles Chesnelong ; son histoire et celle de son temps*. 3 in-8°, 1903.

*GAUTHEROT : *Un demi-siècle de défense nationale et religieuse : Emile Keller*. 1922 in-8°.

BAUNARD : *Kolb Bernard*. 1889 in-8°.

LE LIEPVRE : *Ch. Kolb Bernard (1791-1888) : Souvenirs intimes* 1893 in-8°.

ESTIGNARD : *Le comte W. de Mérode*. 1909 in-8°.

En raison de l'insuffisance des ouvrages généraux, il est nécessaire pour se renseigner avec quelque précision sur la plupart des questions relatives à l'Église de consulter les vingt ou trente biographies importantes qui ont été publiées sur les principaux chefs, ecclésiastiques et laïques, des catholiques français. Il est ainsi facile de les contrôler les uns par les autres.

Livres dont les questions religieuses ne sont qu'un objet secondaire

POLITIQUE GÉNÉRALE

Ouvrages généraux

Cambridge Modern History. T. XI. Cambridge 1909 in-8°.

ALFRED STERN : *Geschichte Europa's von 1848 bis 1871.* Berlin. 4 in-8° 1916-24.

CH. SEIGNOBOS : *Histoire politique de l'Europe contemporaine.* 1924. 2 in-8°.

TAXILE DELORD : *Histoire du Second Empire.* 1870-76. 6 in-8° (Delord était rédacteur au *Siècle*).

P. DE LA GORCE : *Histoire du Second Empire.* 1894-1905. 7 in-8°.

EMILE OLLIVIER : *L'Empire libéral.* 1895-1910. 16 in-12 (1).

ALBERT THOMAS : *Le Second Empire.* 1907 in-8° (dans l'*Histoire Socialiste* T. X).

CH. SEIGNOBOS (dans l'*Histoire de France contemporaine* d'E. Lavisse) :

T. VI : *La révolution de 1848. Le Second Empire (1848-59).*

T. VII : *Le déclin de l'Empire et l'établissement de la troisième république. 1859-1875.* 1921 in-8°.

La publication des papiers personnels de l'empereur et de ses collaborateurs pourrait seule compléter les documents d'archives, qui renseignent plutôt sur l'administration que sur le gouvernement. Mais jusqu'ici, ces publications ont été, pour la politique intérieure, rares et incomplètes.

Papiers et correspondance de la famille impériale. 2 in-8°, 1870-72.

Réimprimé en 1873 avec quelques compléments sous le titre :

Papiers secrets et Correspondance du Second Empire.

Papiers sauvés des Tuileries, publiés par R. HALT. 1871 in-8°.

Les seuls ministres dont les papiers aient été publiés, du moins en partie, sont Thouvenel, Duruy, Randon et Saint-Arnaud. Les principales sources publiées sont donc des correspondances et des mémoires. Deux des plus instructifs sont :

(1) Des fragments du *Journal intime d'Emile Ollivier* (1857-62) ont été publiés dans la *Revue des deux Mondes* de juillet à septembre 1925. Ils sont intéressants. Voir aussi dans le *Correspondant* (janvier, mars 1921, les *Souvenirs d'Ernest Daudet*, avec lettres d'Emile Ollivier).

HUBNER : *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris (1851-59)*. 1904, in-8°.

MÉRIMÉE : *Lettres à M. Panizzi (1859-70)*. 1881, 2 in-8°.

En outre :

Sur Napoléon III et la cour

On trouve quelques détails dans (1) :

GIRAUDEAU : *Napoléon III intime*, 1895 in-8°.

CONEGLIANO : *La maison de l'empereur*, 1897 in-4°.

MME CARETTE : *Souvenirs intimes des Tuileries*, 3 in-12. 1888-1891.

SYLVANECTE : *Souvenirs contemporains : La cour impériale à Compiègne*, 1884 in-12.

E. LAVISSE : *La princesse Mathilde*. Revue de Paris, 15 janvier 1904.

Mémoires du comte Horace de Viel Castel sur le règne de Napoléon III (1851-64), 6 in-8°, 1883.

La princesse Clotilde intime. Correspondant 25 juillet 1911.

Sur les ministres (2)

MME JULES BAROCHE : *Second Empire. Notes et souvenirs (1855-71)*. 1921 in-8°.

PERSIGNY : *Mémoires, publiés par de Laire d'Espagne*. 1896 in-8°.

DELAROA : *Le duc de Persigny et les doctrines de l'Empire*. 1865 in-8°.

GOYAU : *Un roman d'amitié entre deux adversaires politiques : Falloux et Persigny*. 1928 in-12 (fait connaître les dispositions de Persigny vis-à-vis de l'Église).

PINARD : *Mon journal*. 2 in-18, 1892.

RANDON : *Mémoires*. 2 in-8° 1872.

RASTOUL : *Vie du maréchal Randon*. 1890 in-8°.

Napoléon III et le maréchal Randon. Lettres et documents inédits. Correspondant, juillet 1910.

Lettres du Maréchal de Saint-Arnaud (1832-54). 2 in-8°. 1855.

QUATRELLES L'ÉPINE : *Le maréchal de Saint-Arnaud*. 2 in-8° 1928-29.

(1) Voir aussi : Affaires d'Italie.

(2) Pour Duruy et Thouvenel, voir Instruction Publique et Affaires d'Italie.

Sur de hauts fonctionnaires

Journal du maréchal de Castellane (1804-62) 1897. T. IV et V, in-8°.

Souvenirs du général Fleury. 1897. 2 in-8°.

Mémoires du baron Haussmann. 4 in-8° 1890.

Sur le Corps Législatif (1)

ROBERT, BOURLOTON ET COUGNY : *Dictionnaire des parlementaires français... depuis le 1^{er} mai 1789 jusqu'au 1^{er} mai 1889.* 1891, 5 in-8°.

CH. DE LACOMBE : *Vie de Berryer.* T. III, 1895 in-8°.

LECANUET : *Berryer, sa vie et ses œuvres.* 1894 in-8°.

PONLEVOY : *A la mémoire religieuse de M. Berryer.* Études, 1868, quatrième série, T. II.

CLAVEAU : *Souvenirs politiques et parlementaires d'un témoin.* T. I (1865-70) 1913 in-8°.

DARIMON : *A travers une révolution (1847-55).* 1884 in-12.

Histoire d'un parti ; les Cinq sous l'Empire (1857-60). 1885 in-12.

L'opposition libérale sous l'Empire (1861-63). 1886 in-12.

Histoire d'un parti : Le tiers parti sous l'Empire (1863-66) 1887 in-12.

Histoire de douze ans : Notes et souvenirs (1857-69). 1883, in-12.

Histoire d'un parti : les irréconciliables sous l'Empire. 1888.

M. RECLUS : *Jules Favre,* 1912 in-8°.

GRANIER DE CASSAGNAC : *Souvenirs du second Empire.* 3 in-12. 1879-82.

THIERS : *Correspondances (1845-65).* 1904 in-8° (avec Mme Thiers et Mme Dosne).

H. DE LACOMBE : *Conversations avec M. Thiers* (Correspondant : septembre-octobre 1922).

Mémoires de Mme Dosne, l'égérie de M. Thiers (publiés par H. MALO). 1928, 2 in-8°.

D. HALÉVY : *Le courrier de M. Thiers,* 1921 in-8° (2).

(1) Voir laïques catholiques : députés.

(2) Il reste nécessaire de consulter en outre la correspondance inédite de Thiers, conservée à la Bibliothèque Nationale, Manuscrits 20.618 (1852-61) et 20.619 (1862-69). Voir ci-dessous : Opinion, Nassau Senior.

Sur la presse

La censure sous Napoléon III : Rapports inédits et in extenso sur la censure dramatique. 1892, in-12.

AVENEL : *Histoire de la presse française depuis 1789 jusqu'à nos jours.* 1900 in-8°.

VINGTAIN : *De la liberté de la presse.* 1860 in-8° (liste des sanctions infligées à la presse depuis 1848).

PESSARD : *Mes petits papiers (1860-70).* 1887, 2 in-12.

Sur l'opinion

Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier Fleury (1848-71) 1910-1914, 4 in-8°.

Souvenirs du baron de Barante. T. VIII (1851-66). 1901 in-8°.

DABOT : *Souvenirs et impressions d'un bourgeois du quartier latin (1854-69).* 1899 in-12.

Chronique de la duchesse de Dino (1831-62). 1909 in-8°.

E. RENAN ET M. BERTHELOT : *Correspondance* : 1898 in-8°.

E. RENAN : *Correspondance (1846-71).* 1926 in-8°.

Questions contemporaines. 1868 in-8°.

SAINT-BEUVE : *Lettres à la princesse,* 1873 in-12 (1862-70 ; intéressant).

D'HAUSSONVILLE : *C. A. Sainte-Beuve, sa vie et ses œuvres.* 1875 in-12.

(TROUBAT) : *Sainte-Beuve. Souvenirs et indiscretions : le dîner du vendredi Saint.* 1872 in-18.

BRÉMOND : *Sainte-Beuve et le catholicisme.* (Correspondant, octobre 1919. Contestable).

H. TAINÉ : *Sa vie et sa correspondance.* 1902-07. 3 in-12.

NASSAU SENIOR : *Journal kept in France and Italy from 1848 to 1852.* Londres 1871 in-8°.

Conversations with M. Thiers, M. Guizot, and other distinguished persons during the Second Empire (1852-60). Londres, 1878, 2 in-8°.

Conversations with distinguished persons during the Second Empire (1860-63). Londres. 1880. 2 in-8°.

Sur la vie politique locale

TAINÉ : *Carnets de voyage, notes sur la province (1863-65).* 1897 in-12.

- Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*. T. X. 1923 in-4°.
- G. MAY : *La lutte pour le français en Lorraine avant 1870*. 1912 in-8°.
- PAUL LÉVY : *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*. Strasbourg 1929 in-8°. T. II.
- STAEHLIN : *Histoire contemporaine de Strasbourg et de l'Alsace*. 1887, 2 in-8°.
- P. MULLER : *La révolution de 1848 en Alsace*. 1912 in-12 (avec appendice sur le Second Empire).
- PASSY : *Le marquis de Blosseville. Souvenirs*. (1898 in-8°). (Sur l'Eure).
- A. SIEGFRIED : *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième république*. 1913 in-8° (avec indications rétrospectives).

AFFAIRES D'ITALIE (1)

Sur la politique impériale

- Les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*. Recueil de documents publiés par le ministère des Affaires Etrangères depuis 1910. 24 volumes parus. Les volumes IV, V, X, XII, XIII, XIV, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV donnent les documents officiels français relatifs à la question romaine à partir de 1864.
- H. ONCKEN : *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleons III von 1863 bis 1870...* 1926 Stuttgart, 3 in-8°.
- MAZZIOTTI : *Napoleone III e l'Italia*. Milan 1926, in-8°.
- BOURGEOIS ET CLERMONT : *Rome et Napoléon III*. 1907 in-8°. (1849, 1864, 1869).
- ROTHAN : *La France et sa politique extérieure en 1867*. T. II. 1887 in-8°.
- ROTHAN : *La France et l'Italie (1866-70)* (Revue des Deux Mondes, 15 novembre, 1^{er} décembre 1884).
- Napoléon III et le prince Napoléon : Correspondance inédite publiée par d'HAUTERIVE*, dans la Revue des Deux Mondes (1923-24), puis in-8° en 1925.

(1) Sur les documents diplomatiques publiés depuis 1861 par le gouvernement impérial, voir Débats et travaux parlementaires.

L'Italie libérée : Lettres au prince Napoléon : Victor Emmanuel et Cavour. Revue des Deux Mondes. Janvier-février 1923.

A. COMANDINI : *Il principe Napoleone nel risorgimento italiano.* Milan 1922 in-8° (Documents).

RAIA : *Il principe Napoleone e l'Italia.* Nuova Antologia. Florence, février 1923.

Le Secret de l'empereur. Correspondance confidentielle et inédite échangée entre M. Thouvenel, le duc de Gramont et le général comte de Flahault (1860-63) publiée par LOUIS THOUVENEL. 1889. 2 in-8°. La plupart des lettres de Gramont à Thouvenel, dont les originaux sont à Cerçay 165 A II 4, sont publiées dans ce recueil, mais beaucoup ne sont citées qu'incomplètement, et quelques-unes sont un peu modifiées dans la forme.

LOUIS THOUVENEL : *Pages du Second Empire.* 1903 in-8°. Ce livre traite du Congrès de Paris (1856), complète le *Secret de l'empereur* pour 1862 (lettres de Thouvenel à Benedetti et à La Valette) et donne des renseignements importants sur la situation ministérielle jusqu'en 1865. Ces deux publications sont d'une importance capitale pour l'histoire de la question romaine.

D'IDEVILLE : *Journal d'un diplomate en Italie : notes intimes pour servir à l'histoire du Second Empire. (Turin 1859-62 ; Rome 1862-66) 1872-73, 2 in-18.*

Publications relatives aux hommes d'État italiens

BONFADINI : *Vita di Francesco Arese,* Turin, 1894 in-8° ; résumé par

GRABINSKI : *Un ami de Napoléon III : Le comte Arese,* 1897 in-12.

PAGANI : *Napoleone III, Eugenia di Montijo, e Francesco Arese.* Nuova antologia. Janvier 1921.

L'Italie de 1847 à 1865. Correspondance politique de M. d'Azeglio, publiée par EUGÈNE RENDU, 1867 in-8°.

CAMILLO DI CAVOUR : *Lettere edite ed inedite, raccolte da Luigi Chiata.* Turin 1883-87, 7 in-8°.

BIANCHI : *La politique du comte Camille de Cavour de 1852 à 1861.* (Lettres à d'Azeglio) Turin 1885 in-8°.

CAVOUR : *Nuove lettere inedite (1853-57), préface d'Edmundo Mayor,* 1895 in-8°.

BOLLEA : *Una silloge di lettere del risorgimento italiano... 1849-60.* Turin 1919 in-8°.

P. MATTER : *Cavour et l'unité italienne ; T. II et III, 1925-27 in-8°.*

- MINGHETTI : *La convenzione di Settembra*. Bologne 1899 in-8°, résumé par
 GRABINSKI : *Nouvelles révélations sur la politique napoléonienne en Italie (1860-64)*. Correspondant, mai-juin 1899.
 PEPOLI : *La question romaine (1856-60) : documents traduits et annotés par le commandant Weil*. Revue d'histoire diplomatique. Octobre 1913, avril 1914.
 GIUSEPPE PASOLINI (1815-1876) : *Memorie raccolte dal suo figlio*. Turin, 1887 in-8°.
Lettere e documenti del barone Bellino Ricasoli. T. VI (1861-62), in-8° 1895.
Da Aspromonte a Mentana. Nuova Antologia, janvier-juin 1900.
 Résumé pour 1862 par DE RIDDER : *La question romaine en 1862*. Revue d'histoire ecclésiastique (Louvain) 1900.

Les Français dans l'armée pontificale

- FLORNOY : *Lamoricière*. 1903 in-8°.
 E. KELLER : *Le général de Lamoricière*. 1873, 2 in-8°.
 BESSON : *Vie de Mgr Xavier de Mérode*, 1886 in-8°.
 BITTARD DES PORTES : *Histoire des zouaves pontificaux*. 1894 in-8°.
 De nombreux souvenirs de zouaves pontificaux ont été publiés.

INSTRUCTION PUBLIQUE

Documents officiels

- Statistique comparée de l'enseignement primaire (1829-77)*.
 T. II 1880 in-4°.
Statistique de l'enseignement secondaire en 1865. 1868 in-4°.
 Bulletin administratif du ministère de l'Instruction Publique.
Circulaires et instructions officielles relatives à l'Instruction Publique (1802-1894). 12 in-8° (1863-94).
L'administration de l'Instruction Publique de 1860 à 1869. 1870 in-8° (discours et rapports de DURUY).
 GRÉARD : *La législation de l'instruction primaire en France de 1789 à nos jours (recueil des lois, décrets, ordonnances...)*
 T. III (1848-63) et IV (1863-79) 1890-96, in-8°.

Ouvrages généraux

- Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction publique publié sous la direction de FERDINAND BUISSON.* 1911 in-4°.
- BROUARD : *Essai d'histoire critique de l'enseignement primaire en France.* 1901 in-8°.
- DES CILLEULS : *Histoire de l'enseignement libre dans l'ordre primaire en France.* 1898 in-8°.
- G. WEILL : *Histoire de l'enseignement secondaire en France (1802-1920).* 1921 in-12.
- LIARD : *L'enseignement supérieur en France (1789-1889),* 1888-94, 2 in-8°.
- GRIMAUD : *Histoire de la liberté de l'enseignement.* 1898, in-8°.

Souvenirs et biographies

- DUTACQ : *Gustave Rouland, ministre de l'Instruction Publique (1856-1863).* Tulle 1910 in-8°. Étudie en outre sommairement le ministère de Fortoul.
- VICTOR DURUY : *Notes et souvenirs (1811-1894).* 1901, 2 in-8°. Très important.
- E. LAVISSE : *Un ministre, Victor Duruy.* 1895 in-12.
- HÉMON : *Bersot et ses amis.* 1911 in-12.
- COURNOT : *Les institutions d'Instruction Publique en France.* 1864 in-8°.
- Souvenirs.* 1913 in-8°.
- BARTHÉLÉMY SAINT-HILAIRE : *Victor Cousin. Sa vie et sa correspondance.* 1895, 3 in-8°.
- ALLARD : *Paul Lamache...* 1893 in-8°.
- DESSOYE : *Jean Macé et la fondation de la ligue de l'enseignement,* 1883 in-12.
- JEAN MACÉ : *Les origines de la ligue de l'enseignement (1867-70),* 1891 in-12.
- MOURIER : *Notes et souvenirs d'un universitaire.* 1889 in-8°.
- NISARD : *Souvenirs et notes biographiques.* 1888, 2 in-8°.
- F. SARCEY : *Journal de jeunesse.* (1839-57) 1903 in-12.

Les livres qui m'ont le plus aidé à comprendre le sujet que j'étudiais sont ceux de Ch. Seignobos, A. Siegfried, G. Weill, A. Houtin, A. Mater.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le coup d'État et le plébiscite (1)

Le coup d'État du 2 décembre fut d'abord accueilli avec hésitation par les chefs ecclésiastiques et laïques des catholiques français. En décembre 1848, ils s'étaient divisés : la plupart avaient soutenu Louis-Napoléon, mais plusieurs évêques avaient fait voter pour Cavaignac. Depuis, Louis-Napoléon avait sans doute pris part à la politique favorable à l'Église que le gouvernement français avait suivie depuis 1849. Mais cette politique était surtout l'œuvre de l'Assemblée législative. Louis-Napoléon avait personnellement encouragé l'expédition de Rome, mais sa lettre à Edgard Ney avait montré peu après qu'il n'était pas disposé à soutenir docilement le pape. Le chef parlementaire des catholiques, Montalembert, appartenait depuis quelque temps au parti de l'Élysée, mais aucun des collaborateurs personnels, aucun des nouveaux ministres de Louis-Napoléon, ne pouvait être considéré comme dévoué à l'Église. Aucun, d'ailleurs, ne lui était hostile. L'on ne savait donc pas quelle serait la politique religieuse du nouveau gouvernement, ni

(1) Sources : Les Archives Nationales ne contiennent sur les événements de décembre 1851 que des renseignements fragmentaires (voir Revue d'histoire moderne et contemporaine 1904-1905 : Caron : *Les sources manuscrites parisiennes de l'histoire de la révolution de 1848 et de la Deuxième République*).

Le carton F⁷ 12.654 contient les dépêches échangées entre le ministre de l'Intérieur et les préfets en décembre 1851 (sauf pour les premiers départements de l'ordre alphabétique jusqu'à la Charente exclusivement pour lesquels cette correspondance télégraphique se trouve à F¹²II 98. Celle du Nord est à F¹²III Nord 6). Seuls les préfets des Côtes-du-Nord, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure et de la Somme parlent du clergé ou des catholiques. Les rapports des préfets sur la presse locale, conservés à F⁷ 3.480 fournissent pour certains départements (Ardèche, Aveyron, Côte-d'Or, Doubs, Hérault, Ille-et-Vilaine, Meurthe) des renseignements sur l'attitude des journaux catholiques.

Les rapports des préfets (série F¹²III) font très généralement défaut pour la fin de 1851 et les premiers mois de 1852. L'on ne trouve donc dans cette série que des renseignements rétrospectifs, d'ailleurs précieux. (Eure-et-Loir 9, Gard 13, Hérault 9 et 14, Lozère 6, Meurthe 16, Morbihan 7, Orne 9, Basses-Pyrénées 7, Deux-Sèvres 7.) L'on en trouve également dans la correspondance échangée entre le ministère et les préfets au sujet des élections de 1852 (voir chap. II, § 5).

surtout s'il serait plus ou moins favorable à l'Église que l'Assemblée dissoute. Le nom de Napoléon évoquait la restauration du culte en France, mais aussi la captivité de Pie VII (1).

Parmi les députés qui signèrent le 2 décembre les protestations contre le coup d'État, se trouvaient Montalembert et d'autres catholiques dont plusieurs furent arrêtés, notamment Melun et Falloux. Le lendemain parut au Moniteur une première liste des membres de la commission consultative qui devait assister le nouveau gouvernement. Montalembert y figurait avec quelques-uns de ses amis politiques. Une note insérée dans l'Univers du 4 (2) fit connaître « qu'ils ne pouvaient accepter ces fonctions en présence de la détention de beaucoup de leurs collègues ». Ceux-ci furent presque aussitôt libérés.

Cependant, les émeutes des 3 et 4 décembre à Paris et surtout l'insurrection des républicains dans plusieurs provinces, modifiaient profondément l'attitude des catholiques vis-à-vis du coup d'État. L'Assemblée n'était plus qu'un souvenir et, dans l'impuissance manifeste des partis qui en formaient la majorité, deux forces restaient seules en présence : le gouvernement de Louis-Napoléon et la révolution menaçante.

Les procès-verbaux du plébiscite (BII 958-1.047) n'en donnent que les résultats numériques.

Les rapports des procureurs généraux sur les événements de décembre 1851 ne sont conservés que pour les cours de Metz à Toulouse (ordre alphabétique). Ceux de Montpellier, de Nîmes et de Rennes donnent seuls des renseignements sur le clergé (BB³⁰ 395). L'on en trouvera également dans les rapports périodiques du procureur général de Poitiers (BB³⁰ 385) alors que cette série, pour les autres cours, présente une lacune pour la fin de 1851 et le début de 1852.

On consultera en outre dans la série F¹⁹ les dossiers personnels des évêques suivants : Darcimoles (2.481), Bonnechose (2.572), Galtier (2.554), Gerbet (2.560), Croizier (2.576), Lemée (2.575) † et les dossiers de la police des Cultes des diocèses de Beauvais (5.786), Carcassonne (5.800), Gap (5.811), Luçon (5819 A et B), Nîmes (5.835), Quimper (5.849), Rennes (5.851), Saint-Brieuc (5.855), Vannes (5.872).

Dans la série AB XIX, voir le carton 173 (« Evêques de Bourges et de Nancy ») ; et les cartons 517, 518, 519 : Parmi les nombreuses lettres adressées à l'abbé Boiteux qui y sont conservées, beaucoup sont relatives à cette période ; on y trouvera des indications fragmentaires mais intéressantes sur l'attitude du clergé, et surtout des Sulpiciens.

Dans un rapport du 3 août 1861 sur le rôle politique du clergé en Bretagne, un collaborateur de Persigny, Gallix, donne d'importants renseignements sur la période qui suivit le coup d'État (F⁷ 12.389).

Bibliographie. Pour les évêques, voir les biographies de Bonnechose, Dupanloup, Dupont des Loges, Gerbet, Gousset, Jaquemet, Mazenod, Mioland, Parisis, Pie, Salinis. Pour les congrégations, voir BURNICHON : *La Compagnie de Jésus en France, Histoire d'un siècle*, et les biographies de Guéranger, Lacordaire, Moreau, Ravignan. Pour les laïques, voir les biographies de Veuillot, Montalembert, Falloux, Berryer, Armand de Melun, Foisset.

(1) Univers, 16 décembre 1851, correspondance de Rome.

(2) Le Moniteur ne publia pas ces protestations.

Plusieurs évêques se trouvaient à Paris (1). Ils se concertèrent avec le nonce Garibaldi. Seul Dupanloup, soutenu par Lacordaire et Ravignan, se prononça contre le coup d'État. Tous les autres (2), d'accord avec le nonce, décidèrent de soutenir le gouvernement et engagèrent Montalembert à lui donner son concours. Le 5 décembre, Montalembert remit au Prince Président la liste des hommes politiques qu'il désirait voir nommés membres de la commission consultative et dont il cherchait à faciliter le ralliement (3).

Le 5 décembre, l'Univers, le principal journal catholique, qui était jusqu'alors resté neutre, publia l'article suivant de Louis Veuillot : « C'est à soixante-dix lieues de Paris, dans un département gangrené par le socialisme (4), que nous avons reçu la nouvelle des événements du 2 décembre. Elle a été accueillie comme une nécessité depuis longtemps prévue. Dans tous les départements du centre, les honnêtes gens, ceux qui ont encore le courage de ne pas plier sous le joug des meneurs socialistes, se préparent à combattre, non plus pour défendre une opinion politique, non plus même pour conserver leurs biens, mais pour sauver la vie de leurs femmes et de leurs enfants. Si le gouvernement était vaincu, cette situation serait demain celle de toute la France. »

« Il n'y a ni à choisir, ni à récriminer, ni à délibérer. Il faut soutenir le gouvernement. Sa cause est celle de l'ordre social. Il faut le soutenir aujourd'hui que la lutte est engagée pour avoir le droit de le conseiller plus tard. Plus encore aujourd'hui qu'avant le 2 décembre nous disons aux hommes d'ordre : le président de la République est votre général ; ne vous séparez pas de lui ; ne désertez pas. Si vous ne triomphez pas avec lui, vous serez vaincus avec lui et irréparablement vaincus. Ralliez-vous aujourd'hui ; demain il sera trop tard, ou pour votre salut, ou pour votre honneur. Que Dieu protège la France ! (5) »

(1) Bonnechose, Dreux Brézé, Dupanloup, Gros, Gousset, Marguerye, Morlot, Parisis.

(2) Cependant l'archevêque de Paris Sibour était enclin à l'abstention.

(3) Papiers Baroche. Lettres adressés à Baroche par Quentin Bauchart le 6 décembre (985), par Montalembert le 9 décembre, par H. de Mortemart le 12 janvier 1852 (1.000).

(4) Le Cher.

(5) Eugène Veuillot, qui dirigeait l'Univers au moment du coup d'État, écrivit dans un article du 4 janvier 1852. « Nous avons pu enregistrer sans rien dire les actes du 2 décembre, mais le jour où le socialisme a élevé des barricades, nous nous sommes rangés du côté du pouvoir... et quand Louis-Napoléon a indiqué par le décret sur le Panthéon la voie où il voulait marcher, nous avons applaudi. »

Louis-Napoléon obtint donc l'appui des catholiques comme défenseur de l'ordre, avant que l'on pût savoir quelle serait sa politique religieuse. Mais, avant le plébiscite, il manifesta des dispositions favorables à l'Église. Il s'abstint de demander au clergé des prières d'actions de grâces pour le succès du coup d'État. Il donna à Montalembert l'assurance qu'il maintiendrait les libertés de l'Église et la liberté de l'enseignement (1). Par décret du 6 décembre, il fit rendre au culte catholique le Panthéon sécularisé depuis 1830 (2). Il nomma membres de la Commission consultative définitivement constituée le 13 décembre, outre Montalembert, Mérode, Padoue, Cuverville, De Parieu, Ségur d'Aguesseau, Thayer, Thieullen, etc., comme lui catholiques avant tout. Le 15 décembre Morny invita les préfets à faire respecter, pour autant qu'il dépendait de l'autorité, le repos du dimanche (3). Ces actes publics, peu importants en eux-mêmes, avaient une valeur symbolique.

Par une lettre du 12 décembre, publiée dans l'Univers du 14, Montalembert engagea les catholiques à voter oui au plébiscite du 20 décembre. Comme Veuillot il montrait surtout en Louis-Napoléon le défenseur de l'ordre ; mais il espérait aussi trouver en lui un champion de la cause catholique : « Je commence par constater que l'acte du 2 décembre a mis en fuite tous les révolutionnaires, tous les socialistes, tous les bandits de la France et de l'Europe... Voter contre Louis-Napoléon, c'est donner raison à la révolution socialiste... C'est appeler la dictature des rouges à remplacer la dictature d'un prince qui a rendu depuis trois ans d'incomparables services à la cause de l'ordre et du catholicisme... S'abstenir, c'est... abdiquer la mission des honnêtes gens... Voter pour Louis-Napoléon, ce n'est pas approuver tout ce qu'il a fait : c'est choisir entre lui et la ruine totale de la France... C'est armer le pouvoir temporel, le seul possible aujourd'hui, de la force nécessaire pour dompter l'armée du crime, pour défendre nos églises, nos foyers, nos femmes, contre ceux dont les convoitises ne respectent rien... qui visent aux propriétaires et dont les

(1) Voir les biographies de Montalembert et de l'évêque de Nantes Jaquemot.

(2) F¹⁹ 4.093.

(3) Le 17 novembre 1851, le ministre des Travaux Publics, rappelant d'ailleurs une circulaire du 20 mars 1849, avait prescrit la fermeture des chantiers de travaux publics le dimanche. Mais la circulaire de Morny fit beaucoup plus de bruit. Elle parut le 16 décembre au Moniteur.

balles n'épargnent pas les curés (1)... Remarquez bien que je ne prêche ni la confiance absolue ni le dévouement illimité... Si Louis-Napoléon était un inconnu, j'hésiterais, certes, à lui conférer une telle force et une telle responsabilité. Mais, sans entrer ici dans l'appréciation de sa politique depuis trois ans, je me souviens des grands faits religieux qui ont signalé son gouvernement tant que l'accord entre les deux pouvoirs a duré : la liberté de l'enseignement garantie, le pape rétabli par les armes françaises, l'Église remise en possession de ses conciles, de ses synodes, de la plénitude de sa dignité, et voyant graduellement s'accroître le nombre de ses collègues, de ses communautés, de ses œuvres de salut et de charité. »

« Je cherche en vain hors de lui un système, une force, qui puisse nous garantir la conservation et le développement de semblables bienfaits ; je ne vois que le gouffre béant du socialisme vainqueur. Mon choix est fait. Je suis pour l'autorité contre la révolte, pour la conservation contre la destruction, pour la société contre le socialisme, pour la liberté possible du bien contre la liberté certaine du mal, et dans la grande lutte entre les deux forces qui se partagent le monde, je crois, en agissant ainsi, être encore aujourd'hui comme toujours du parti du catholicisme contre la Révolution. »

Dès le 12 décembre, le vieil évêque de Chartres, Clausel de Montals engagea publiquement ses prêtres à voter oui ; l'évêque de Nancy, Menjaud, termina un mandement du 12 décembre par une adhésion très claire au coup d'État (2). Leur exemple fut suivi par les évêques de Châlons le 14 décembre, de Strasbourg le 16, de Saint-Brieuc le 17 et de Marseille le 20 (3). L'Univers où ces lettres épiscopales furent produites (4), publia de plus le 18 décembre une adhésion chaleureuse de l'abbé Gerbet, un des théoriciens les plus connus de l'ultra-

(1) Quelques prêtres avaient été molestés par les insurgés. L'un d'eux, l'abbé Vilain, du diocèse de Nevers, fut nommé chevalier de la Légion d'honneur (F¹⁹ 5.833)

(2) Le 10 décembre, Menjaud avait écrit à Louis-Napoléon une lettre de félicitations (copie conservée à AB XIX 173 — évêque de Nancy). La société, disait-il, « reconnaît que vous n'êtes sorti de la légalité que pour rentrer dans le droit ». Cette formule fut reprise par Louis-Napoléon dans son discours du 30 décembre et devint fameuse. Dès le mois de décembre 1848, Menjaud avait écrit à Louis-Napoléon « Je salue en vous non seulement l'élu du peuple, mais l'élu de la Providence ». Il cita cette lettre dans un mandement du 18 novembre 1852 pour le rétablissement de l'Empire.

(3) L'évêque de Gap, Dépery, ordonna des prières pour appeler les bénédictions célestes sur le vote du 20 décembre, sans préciser.

(4) Les 15, 16, 20, 21 et 25 décembre.

montanisme, à la lettre de Montalembert. Presque tous les évêques de France, sans se compromettre par un acte public, approuvèrent le coup d'État.

A Rome, d'autre part, la nouvelle du coup d'État avait été accueillie avec joie. L'approche des élections de 1852, qui pouvaient en donnant le pouvoir aux républicains mettre fin à l'occupation française, menaçait directement le pouvoir temporel du pape. Débarrassés de cette menace, Pie IX et son secrétaire d'État, le cardinal Antonelli se montrèrent d'autant plus favorables à Louis-Napoléon qu'il sévissait énergiquement contre les révolutionnaires. Le gouvernement fut informé de ces dispositions dès le 15 décembre et, avec plus de précision le 21. Le public ne les connut avant le plébiscite que par une correspondance de Rome assez réservée qui parut dans l'Univers du 16 décembre (1). Mais les chefs catholiques furent personnellement informés de l'adhésion donnée par Pie IX au coup d'État (2).

Louis-Napoléon avait donc pour lui le pape, presque tous les évêques de France, Montalembert et l'Univers, c'est-à-dire, avec les chefs de la hiérarchie ecclésiastique, l'homme politique et le journal qui exerçaient sur les catholiques français la plus grande influence. Les tendances libérales et parlementaires, qui éloignaient d'un régime despotique et fondé sur la force militaire Lacordaire et Dupanloup, étaient étrangères à la masse du clergé. Beaucoup de prêtres blâmèrent au point de vue moral la violation de la constitution par celui qui avait juré de la respecter, la brutalité du coup d'État, la rigueur de la répression. Ils restèrent sur la réserve vis-à-vis du nouveau régime (3) mais ils étaient isolés et n'eurent pas d'influence.

Le clergé, d'autre part, était uni par une alliance tradition-

(1) Un article paru le même jour dans l'Ami de la Religion pouvait être diversement interprété.

(2) Montalembert en fut informé par une lettre du 14 décembre de son beau-frère, Mérode, camérier du pape ; écrivant le 20 décembre à Falloux, il invoqua l'exemple de Rome pour inciter les légitimistes à soutenir Louis-Napoléon (Eugène Veuillot : *Le comte de Falloux et ses mémoires*). Le général des Jésuites écrivit le 4 janvier 1852 au provincial de Paris : « Tout le monde ici regarde M. le président comme l'instrument de la miséricordieuse providence. » (Burnichon : *La compagnie de Jésus en France, histoire d'un siècle*.) Voir aussi Delatte : *Dom Guéranger*, et J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France de décembre 1851 à avril 1853*. Le nonce Garibaldi avait donc devancé les intentions de son gouvernement en engageant les évêques et Montalembert à soutenir Louis-Napoléon.

(3) Voir les biographies de l'évêque de Metz Dupont des Loges par Klein, de Mareil par Bazin, d'Hyacinthe Loyson par Houtin, et, pour les Sulpiciens, les lettres adressées à l'abbé Boileux : AB XIX 517, 518, 519.

nelle au parti légitimiste mais celui-ci était hésitant et divisé. Le comité légitimiste de Paris se prononça unanimement pour l'abstention. En réalité, deux tendances s'y affrontèrent ; celle de Berryer et de la Gazette de France, nettement hostile au nouveau régime ; celle de Falloux et de l'Union beaucoup moins intransigeante. Cette division servit les catholiques favorables au gouvernement. Un journal qui soutenait à Saint-Brieuc la politique de l'Univers, la Bretagne, déclara d'après le témoignage d'un de ses patrons, Cuverville, et d'après celui de Montalembert, que le parti légitimiste, hostile au vote négatif, était décidé à ne pas renouveler contre Louis-Napoléon l'opposition qu'il avait faite à Louis-Philippe. Ces articles des 10 et 12 décembre furent reproduits par les journaux de Paris, et le Constitutionnel affirma que Falloux ferait voter oui. Falloux, alors en Anjou, lui adressa le 16 décembre un démenti et déclara qu'il s'abstiendrait conformément au mot d'ordre de son parti. Malgré cette lettre, dont Montalembert se plaignit vivement (1) l'attitude du parti légitimiste au jour du plébiscite était assez incertaine. Il n'était unanime que pour déconseiller le vote négatif. Le clergé, même lorsqu'il subissait l'influence légitimiste, ne pouvait donc hésiter qu'entre le vote affirmatif et l'abstention.

II. — *Le plébiscite*

Dans la plus grande partie de la France, la vie politique était dominée depuis 1849 par la lutte entre les républicains et le parti de l'ordre soutenu par le clergé. La plupart des prêtres français, vivant en contact étroit avec les populations, se trouvaient en conflit direct et quotidien avec les « rouges ». Immédiatement exposés à la menace révolutionnaire, ils sentaient leur propre cause liée à celle de l'ordre et de la conservation sociale dont le nouveau gouvernement se faisait le champion. Vuillot et Montalembert, en montrant la nécessité d'appuyer Louis-Napoléon pour écraser le socialisme exprimaient donc fidèlement le sentiment général et spontané du clergé français (2).

(1) Voir Eugène Vuillot : *Le comte de Falloux et ses mémoires*. Le changement d'attitude de Falloux est certain. Le mot qui lui fut attribué au lendemain du 2 Décembre : « Je fais mon possible pour paraître résigné, au fond je suis satisfait » paraît authentique. Voir *Augustin Cochin, ses lettres et sa vie* (1823-1872) par Henri Cochin, 13 janvier 1870, Cochin à Falloux.

(2) Louis Vuillot écrivait dans l'Univers le 9 janvier 1852 « Les conseils donnés en ce sens ont été fort bien reçus, mais ils n'étaient pas nécessaires. Le clergé, vivant

D'autre part, presque tous les évêques engagèrent leurs prêtres à faire voter oui et, si quelques-uns restèrent neutres, un seul, l'évêque de Lugon, Baillès, se montra nettement hostile au gouvernement.

Si Montalembert et Veillot agissaient depuis longtemps indépendamment des chefs légitimistes et souvent contre eux, l'alliance restait étroite en province entre les légitimistes et le clergé qui, presque toujours, opéraient de concert dans les élections. Mais, sauf dans l'Ouest, les légitimistes, malgré le mot d'ordre de leur parti, votèrent en grande majorité pour Louis-Napoléon par crainte des républicains. Le clergé vota donc et fit voter sans être retenu par la crainte de mécontenter ses alliés. Il joua dans certaines régions un rôle très important.

En Provence, dans le Languedoc et sur les versants est et sud du Massif Central, la population était divisée en deux blocs hostiles : les blancs, catholiques légitimistes, et les rouges, parmi lesquels presque tous les protestants. En décembre 1851, les rouges s'insurgèrent en grand nombre, et les blancs, sous l'impulsion du clergé, se rallièrent au gouvernement de Louis-Napoléon en haine de leurs adversaires traditionnels. Ils lui apportèrent leurs votes au plébiscite et dirigèrent à leur profit la répression, qui fut souvent atroce. La terreur blanche régna dans le Midi, après l'avènement de Louis-Napoléon et en son nom, comme après la chute de Napoléon I^{er}. Le clergé contribua aussi beaucoup au succès du plébiscite en Alsace, dans le Nord, et dans tous les pays de montagne, où il était très influent. Dans le reste de la France il vota pour Louis-Napoléon, mais ne joua qu'un rôle d'appoint. Il prit part à l'élan général des populations, mais sans le diriger, sans même y contribuer notablement.

Dans l'Ouest, le clergé allié aux légitimistes avait presque partout depuis 1848 conquis les mandats législatifs et locaux. L'ancien parti libéral était vaincu, les républicains très peu nombreux et modérés. La coalition légitimiste et cléricale, maîtresse du pays, n'attendait pas de Louis-Napoléon une protection dont elle ne sentait pas le besoin contre la menace

au milieu du peuple... savait mieux que personne quels étaient les projets formés pour 1852. »

Le curé de Nantua, Debelay, frère de l'archevêque d'Avignon, écrivait le 12 février 1852 à Persigny après l'avoir félicité du coup d'Etat : « Je devais être la victime, ainsi que tous mes confrères, de la jacquerie de 1852. J'ai été sauvé, j'ai baisé cordialement la main de mes libérateurs. » (F¹⁰ 11 98).

révolutionnaire. Elle craignait au contraire d'être dépossédée de sa suprématie. Aussi fut-elle généralement hostile au coup d'État. Son mécontentement se manifesta au plébiscite par le nombre très élevé des abstentions. L'évêque de Rennes, Brossais Saint-Marc, passe pour avoir dit publiquement : « Non, je ne voterai pas pour cet homme qui a jeté *mes députés* à la porte (1). » Ces paroles expriment en tout cas le sentiment général du clergé de l'Ouest (2).

Aux confins de l'Ouest, la crainte de la révolution l'emporte encore. L'évêque légitimiste de Poitiers, Pie, écrit à Dupont des Loges : « Ici je m'abstiendrai... mais la masse du clergé votera oui, par haine des trois ou quatre brigands qui, dans chaque paroisse, portaient la terreur depuis quinze mois (3). » Prévision exacte pour la Vienne et les Deux-Sèvres, mais non pour l'arrondissement de Bressuire qui appartient au bocage vendéen. Ici la menace révolutionnaire disparaît, l'influence légitimiste est puissante, et beaucoup de prêtres s'abstiennent. En Vendée, l'évêque Baillès est l'âme du parti légitimiste. Le clergé, ouvertement hostile au gouvernement, s'abstient en grande majorité et pousse les fidèles à s'abstenir. La proportion des abstentions, qui n'atteint pas 20 % dans la Vienne et les Deux-Sèvres, dépasse ici 40 %.

Plus au nord, une transition analogue s'observe à mesure que l'on avance vers l'ouest. Le diocèse du Mans comprend la Sarthe, où un petit mouvement insurrectionnel a eu lieu, et la Mayenne, qui seule fait vraiment partie de l'Ouest ; l'évêque Bouvier et son clergé font voter oui ; il y a 15 % d'abstentions dans la Sarthe et 22 % dans la Mayenne. En Maine-et-Loire, les républicains d'Angers et de Trélazé rendent encore sensible la menace révolutionnaire. Le journal légitimiste, l'Union de l'Ouest, déconseille presque ouvertement l'abstention. Le clergé et la plupart des légitimistes votent. Il n'y a encore que 25 % d'abstentions.

Dans la Loire-Inférieure, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan, au contraire, le danger révolutionnaire n'existe pas et les légitimistes sont très puissants ; le clergé s'abstient en majorité, bien que les évêques ne soient pas hostiles au gouvernement.

(1) F⁷ 12.389. Rapport de Gallix.

(2) En 1848, c'est dans l'Ouest que Louis-Napoléon avait obtenu le moins de voix. Cavaignac avait obtenu la majorité dans le Finistère, le Morbihan et le Maine-et-Loire.

(3) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

La proportion des abstentions dépasse 50 %. Le coup d'État n'obtient pas l'adhésion de la majorité des électeurs.

Dans le Finistère et les Côtes-du-Nord, le clergé et les populations sont moins dociles à l'influence légitimiste qu'en Bretagne française. L'évêque de Quimper s'associe d'abord à la protestation du conseil général et du préfet contre le coup d'État, puis il reste neutre. Beaucoup de prêtres votent et il n'y a que 45 % d'abstentions. Il n'y en a que 30 % dans les Côtes-du-Nord, où l'évêque Lemée recommande publiquement de voter oui et où un parti catholique hostile aux légitimistes et favorable à Louis-Napoléon s'est formé depuis 1849.

Dans l'ensemble, le clergé catholique a voté les 20 et 21 décembre 1851 pour Louis-Napoléon et il a contribué, de manière notable en certaines régions, à augmenter le nombre impressionnant des votes favorables. Mais son rôle n'a été nulle part décisif. De plus, il n'a rompu nulle part avec les légitimistes : dans la seule région où ils se sont en majorité abstenus, un très grand nombre de prêtres les ont imités. Le concours du clergé fit donc défaut au gouvernement dans la province où il aurait été le plus efficace et le plus précieux.

Le plébiscite montre d'autre part la position incertaine du gouvernement de Louis-Napoléon dans la vie politique française. Il était soutenu dans le Languedoc par les légitimistes et par le clergé ; il se heurtait dans l'Ouest à leur opposition. Il s'appuyait ici sur les bleus contre les blancs et là sur les blancs contre les rouges. Cette incertitude, cette contradiction, peu apparentes tant que le suffrage universel échappa aux partis, se firent de plus en plus sentir à mesure que la vie politique reprit. Elles pesèrent sur toute la politique intérieure et en particulier sur la politique ecclésiastique du Second Empire.

Louis-Napoléon, par lettre du 27 décembre, et le ministre des Cultes Fortoul, par circulaire du 29, invitèrent les évêques à faire célébrer un *Te Deum* « pour remercier Dieu dont la main s'est visiblement étendue sur la France ». D'autre part, la prière *Domine salvam fac rem publicam* devrait être désormais complétée par la formule *Domine salvum fac Ludovicum Napoleonem*. La plupart des évêques se conformèrent volontiers à cette circulaire (1) mais quelques-uns en furent mécontents. Seul l'évêque légitimiste de Luçon, Baillès, résista. Il fut blâmé

(1) F¹⁹ 5.579.

par le pape à la demande du gouvernement français (1). Les évêques ordonnèrent la célébration du *Te Deum* par des lettres pastorales généralement très favorables au gouvernement. Beaucoup déclarèrent que le coup d'État avait été un acte providentiel. Ces éloges et le *Te Deum* qui fut célébré avec éclat dans toutes les communes de France associèrent devant l'opinion le clergé au coup d'État. Ils soulevèrent chez les républicains une indignation et une rancune durables (2).

Pie IX, lui aussi, approuva publiquement le coup d'État. Recevant le 1^{er} janvier 1852 les officiers du corps d'occupation français, il fit l'éloge de l'armée française « qui a sauvé la France et l'Europe des excès funestes et sanguinaires tramés par les hommes de l'anarchie ». Il fit publier dans le Journal de Rome cette allocution qui fut reproduite par le Moniteur. L'Univers publia le 7 janvier 1852 ces paroles qu'aurait prononcées Pie IX après le coup d'État : « Le ciel vient d'acquitter la dette de l'Église envers la France. »

(1) Voir : J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France, de décembre 1851 à avril 1853*

(2) Victor Hugo y revient souvent dans *Les Châtiments*. Conformément à l'art. 6 du Concordat, les évêques nommés durent, à partir du 2 décembre, prêter serment entre les mains du Prince Président. Cette tradition était interrompue depuis la révolution de 1848. Le serment des ecclésiastiques du second ordre prévu par l'art. 7 du Concordat, mais tombé en désuétude dès la Restauration, ne fut pas rétabli. Voir F¹⁹ 5592.

CHAPITRE II

L'organisation du nouveau régime et l'Église

I. — *Dispositions de Louis-Napoléon et de ses conseillers vis-à-vis de l'Église*

Aussitôt après le coup d'État, Montalembert avait demandé à Louis-Napoléon l'abolition des Articles Organiques contre lesquels la cour de Rome protestait depuis 1802, et la liberté complète de l'enseignement. Louis-Napoléon était personnellement disposé à satisfaire la première de ces demandes, mais il en confia l'examen à Troplong, juriste gallican. En matière d'enseignement, il envisagea la reconstitution au profit du clergé du monopole universitaire. Mais rien ne fut décidé et les catholiques n'obtinrent avant le plébiscite que des satisfactions de détail.

Dans les premiers mois de 1852, Louis-Napoléon promulgua la constitution et les décrets organiques qui allaient régir pendant plusieurs années la vie publique française. Les catholiques comprirent que ce profond remaniement des institutions leur offrait une occasion exceptionnelle de faire triompher leurs revendications. Pendant ces quelques semaines de dictature, Louis-Napoléon allait en effet décider quelle serait dans le nouveau régime la condition légale de l'Église.

Il connaissait mal les questions religieuses et s'y intéressait peu. Ses idées générales paraissent être restées sur ce point celles qu'il avait exprimées dans un article sur « Le clergé et l'État » qu'il avait écrit à Ham pendant sa captivité (1). Le clergé français, écrivait-il, est hostile à la démocratie, à la liberté, à l'esprit de la révolution. Il y a donc « une divergence d'opinions, d'idées, de sentiment, entre le gouvernement et l'Église. » C'est à quoi il faut porter remède, sans rompre les

(1) Dans « Le Progrès du Pas-de-Calais » (13 décembre 1843). *Œuvres de Napoléon III*, t. II, Paris 1856 in-8°. Voir ci-dessous p. 106 et 213.

liens qui les unissent. Il faut que le clergé devienne libéral et comprenne qu'être prêtre « c'est enseigner la morale, la charité, c'est faire cause commune avec tous les opprimés, c'est prêcher la justice et la tolérance ; c'est prédire le règne de l'égalité, c'est apprendre aux hommes que la rédemption politique doit suivre la rédemption religieuse. » L'État à son tour se rapprochera de l'Église. « De l'union des prêtres et des laïques, réagira une double action favorable à la société. Les prêtres deviendront citoyens et les citoyens deviendront plus religieux. » Le clergé enseignera alors à la jeunesse « la morale du Christ, morale sublime qui détruit l'esclavage, apprend aux hommes qu'ils étaient égaux et que Dieu leur avait mis au fond du cœur une foi et un amour pour croire au bien et s'aimer (1). » Ces tendances vagues et ces vœux utopiques, que l'on retrouve souvent chez les hommes de 1848, expliquent que l'on ait émis sur les dispositions de Louis-Napoléon en matière religieuse des opinions contradictoires. On ne s'accorde guère que sur des constatations négatives : il n'était ni hostile à la religion, ni clérical, ni gallican ; il n'avait pas de politique ecclésiastique arrêtée (2).

Le succès ou l'échec des revendications catholiques dépendaient donc en grande partie de son entourage. Veillot était plein d'espoir : « Bonaparte nous a sauvés. Ses intentions pour l'Église sont excellentes. Nous avons l'espoir fondé d'obtenir des libertés que nous aurions à peine rêvées il y a un mois... Bonaparte est religieux et même superstitieux plutôt que chrétien... Les ministres ne sont ni chrétiens, ni religieux, mais

(1) Persigny avait des idées assez analogues. Voir Goyau : *Un roman d'amitié entre deux adversaires politiques, Falloux et Persigny*.

(2) Falloux écrit dans les *Mémoires d'un royaliste* : « Sur un point... j'étais tout à fait à tâtons avec lui, c'était précisément le point que j'avais le plus à cœur, la question religieuse. Là-dessus, M. de Persigny n'en savait pas plus que moi. » Persigny aurait dit plus tard à Falloux : « Le prince Louis avait su de tout temps qu'il existait en France de nombreuses peuplades d'hommes vêtus de noir dont il ne connaissait pas les mœurs et dont il ne parlait pas la langue. On avait besoin d'un truchement pour les aborder et parler avec eux. M. de Montalembert était tout naturellement désigné pour cet office mais en peu de temps les hommes noirs s'approprièrent et quelques-uns se pressèrent autour de l'Empereur avec un tel fanatisme qu'ils dépassèrent le but. L'empereur me dit un jour en propres termes : *Ils me dégoûtent*. » Ces dernières lignes ont pu être influencées par les sentiments politiques de Falloux, mais le début de la citation est vraisemblable.

Les appréciations émises sur les sentiments religieux de Louis-Napoléon peuvent avoir été influencées par des préoccupations politiques ou personnelles. Giraudeau, dans son apologie *Napoléon III intime*, a cherché à établir qu'il était véritablement catholique. C'est aussi l'opinion exprimée par Granier de Cassagnac (*Souvenirs du Second-Empire*), par des évêques gouvernementaux : Mazenod (voir Toussaint Ram-

ils ne sont ni philosophes, ni voltairiens, ni gallicans et ils ont même une certaine horreur de tout cela. Ils sont ce que l'on peut appeler de bons diables, et gens d'esprit. Ils voient que la religion est une force, ils sentent que cette force doit rester libre : c'est beaucoup (1). » Vuillot se plaçait au point de vue ultramontain : il espérait l'abandon de la tradition gallicane.

Presque tous les collaborateurs de Louis-Napoléon étaient en effet guidés dans leur attitude envers l'Église, non par des convictions ni par des principes, mais par des considérations d'opportunité. Ils jugeaient le concours du clergé utile au gouvernement pour lui concilier les légitimistes et surtout pour résister à la propagande révolutionnaire. Mais, si certains d'entre eux, comme Magne et Saint-Arnaud (2), étaient bien disposés pour l'Église, d'autres gardaient de leurs origines libérales une certaine défiance à son égard (3). Le nouveau garde des Sceaux Abbattucci, et surtout le futur président du Sénat Troplong étaient gallicans. Aucun n'était disposé à sacrifier le pouvoir civil à l'Église et certains voulaient au contraire revenir sur les concessions faites au clergé depuis 1849 (4).

D'autre part, les relations de Montalembert avec Louis-Napoléon se refroidissaient. Montalembert parut pour la dernière fois à l'Élysée le 26 décembre. Après la confiscation des biens d'Or-

bert et Ricard) Bonnechose (Lettre du 4 janvier 1854 à Pie IX citée par Besson), Morlot (lettre à Dupont des Loges du 1^{er} mai 1859 citée par Klein) et aussi par le catholique Pinard, ministre de l'Intérieur en 1868 : « L'empereur, écrit-il dans *Moe Journal*, avait plus que le respect des idées religieuses, il avait la foi... Cette foi vraie dont il parlait peu... ». Victor Duruy par contre écrit dans ses *Notes et Souvenirs* : « Je crois que l'empereur était au fond aussi sceptique que la plupart de ses ministres. »

(1) 20 décembre 1851, à l'abbé Bernier, *Correspondance* tome V. Vuillot qui jugeait surtout les ministres d'après ceux qu'il connaissait bien, Magne et Saint-Arnaud, écrivait aussi en décembre 1851 à Albéric de Blanche Raffin : « Ce sont des incrédules qui détestent l'incrédulité, des viveurs, mais pas voltairiens, et assez intelligents pour comprendre que l'Église doit se gouverner elle-même. Il n'y a point de gens dont nous puissions tirer meilleur parti si nous savons nous y prendre. » *Correspondance*, t. V.

(2) Saint-Arnaud, tombé gravement malade en 1853 revint à la religion et entra en relation avec des Jésuites (voir ses *Lettres*). Turgot, diplomate de carrière appartenait à un milieu catholique. De même ses successeurs Drouyn de Lhuys et Walewski. Magne donna sa démission en même temps que Rouher et Fould après la confiscation des biens d'Orléans, mais il devint comme Rouher président de section au Conseil d'État t.

(3) Le garde des sceaux Abbattucci, le président du Conseil d'État Baroche, le ministre des Finances Bineau, le futur président du Corps Législatif Billault, avaient fait partie de l'opposition dynastique à la fin de la monarchie de juillet. Le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes Fortoul, avait été républicain et saint-simonien. D'autre part, Fould qui devint ministre d'État en décembre 1852, était protestant.

(4) Voir Liard : *L'Enseignement supérieur en France*, t. II, p. 250.

léans (22 janvier) il donna sa démission de membre de la Commission consultative et devint de plus en plus hostile au gouvernement (1). Le seul homme véritablement dévoué à l'Église qui eût facilement accès auprès de Louis-Napoléon se séparait de lui.

II. — Mesures favorables à l'Église

Plusieurs mesures prises par le gouvernement furent des succès pour les catholiques. Le décret du 29 décembre 1851 qui donnait aux préfets le droit d'autoriser l'ouverture des débits de boissons, et d'en prononcer la fermeture après une seule condamnation, fut très bien accueilli par le clergé qui jugeait les cabarets dangereux pour l'ordre et la religion non moins que pour l'hygiène et la morale.

L'article 20 de la constitution qui appelait les cardinaux à siéger au Sénat souleva quelques susceptibilités. Certains catholiques désiraient que le clergé ne se solidarisât pas trop étroitement avec le gouvernement. Mais cette mesure fut très généralement accueillie, notamment à Rome, comme une marque éclatante de déférence envers l'Église.

Le gouvernement décida par le décret loi du 31 janvier 1852 que l'autorisation des congrégations de femmes, qui nécessitait presque toujours le vote d'une loi, pourrait être, sauf dans des cas exceptionnels, prononcée par décret. Ce décret facilita considérablement le développement des congrégations de femmes. « Il a obtenu l'approbation unanime de l'épiscopat, du clergé, de toutes les personnes dévouées aux intérêts de la religion et des classes pauvres. Il n'a pas peu contribué à les attacher au gouvernement de Sa Majesté et chaque jour les évêques et les religieuses, dans leurs lettres, expriment à l'empereur dans les termes les plus énergiques leur persévérante gratitude (2). »

Le gouvernement montra par plusieurs autres mesures son désir de se concilier les catholiques. Il institua par le décret du 21 mars 1852 les « aumôniers des dernières prières » chargés

(1) Le conseiller d'État Cornudet, catholique et ami intime de Montalembert, fut révoqué pour avoir fait un rapport hostile au décret de confiscation. Il fut réintégré en 1853. Mérode quitta en même temps que Montalembert la Commission consultative. D'autres catholiques y restèrent ; plusieurs furent nommés sénateurs (Thayer, Ségur d'Aguesseau, etc.) mais ils n'appartenaient pas à l'entourage immédiat de Louis-Napoléon.

(2) Note de Nigon de Bertzy, chef de la première division de l'administration des Cultes (28 octobre 1853) F¹⁹ 6.253 ; voir chap. IV, § 4.

d'assister aux funérailles des indigents de Paris (1), créa le 22 mars la communauté des chapelains de Sainte-Geneviève, sorte d'école d'éloquence ecclésiastique (2); réorganisa le 25 mars le chapitre de Saint-Denis et le 31 l'aumônerie de la Marine (3). Il affecta sur le produit de la confiscation des biens d'Orléans cinq millions à la création d'une caisse de retraites pour les desservants les plus pauvres (4).

Un catholique, le vicomte de Melun, s'était spécialisé à l'Assemblée Législative dans les questions d'assistance. Il avait été arrêté après le coup d'État, puis aussitôt libéré. A la demande de Persigny qui cherchait à le rallier au gouvernement, il rédigea en mars 1852 un projet de loi sur les sociétés de secours mutuels qui fut accepté par Louis-Napoléon et promulgué le 26 mars. Une société de secours mutuels devait être créée « par les soins du maire et du curé » dans toutes les communes où l'utilité en serait reconnue. Persigny, par une circulaire du 28 mai, publiée au *Moniteur* du 30, exalta le rôle que devait y jouer le curé (5). Melun rédigea dans le même esprit une circulaire aux évêques qui plaçait sous leur patronage toutes les institutions d'assistance; mais le ministre des Cultes Fortoul, en ajourna l'envoi (6). Melun fut nommé rapporteur de la Commission de surveillance des sociétés de secours mutuels (7).

Toutes ces mesures étaient favorables à l'Eglise. Cependant aucune n'était de nature à accroître notablement son influence ni sa liberté d'action.

(1) Sibour écrivait le 13 février 1852 à Louis-Napoléon qui, le 1^{er} septembre 1851, l'avait consulté sur ce projet : « L'intérêt que vous daignez y prendre, Monsieur le Président, et qui vous est inspiré tout à la fois par une haute pensée politique et par un sentiment éminemment chrétien, m'a comblé de joie ». (F¹⁰ 111 Seine 30). Voir aussi F¹⁰ 3.090.

(2) F¹⁰ 4.092 et 4.093. Voir chap. V, § 5.

(3) Voir dossier Coquereau F¹⁰ 6.176, et F¹⁰ 3.097.

(4) Voir chap. IV, § 2.

(5) « Le concours du curé sera d'un grand secours pour arriver à un bon résultat. Sa parole est puissante pour réunir, pour concilier, pour inspirer aux uns l'obligation de l'économie, aux autres le devoir du sacrifice. Placer l'association sous la protection du clergé, c'est emprunter ce qu'il y a de bon, d'élevé, de généreux dans ces vieilles corporations qui marchaient sous la bannière et portaient le nom d'un saint. »

(6) AB XIX 523. Note de Fortoul : « Bienfaisance, Cultes. Circulaire apportée par MM. Rouher et de Melun. Ajourné. » Fortoul fit appel au concours de l'épiscopat le 13 novembre 1852 en termes beaucoup plus réservés.

(7) Il ne put d'ailleurs obtenir qu'un ecclésiastique en fit partie. Voir les biographies et les souvenirs du vicomte de Melun.

III. — *Échec des principales revendications catholiques : Assistance et Enseignement*

L'assistance et la charité étaient l'un des principaux moyens d'influence des catholiques. Leurs œuvres étaient en concurrence avec les institutions publiques d'assistance. Le vicomte de Melun aurait voulu assurer au clergé, après la liberté d'enseignement « la liberté de la charité ». Des comités diocésains et paroissiaux de charité auraient été institués et reconnus comme établissements d'utilité publique ce qui leur eût conféré « le droit de recevoir, acquérir, posséder, transmettre, de faire tous les actes de la vie civile interdits aujourd'hui par la législation aux œuvres de la charité. » Les communes auraient eu la faculté de leur déléguer leurs services d'assistance et l'administration de leurs établissements de bienfaisance. Melun se défendait de réclamer pour le clergé le monopole de l'assistance publique. Mais pour sauver la société, écrivait-il, « il faut avoir le courage de demander la guérison et le redressement à qui seul peut redresser et guérir : A la pensée de Dieu sur la terre, à son action toute puissante, à son influence réparatrice. L'esprit public commence à le comprendre et à prêter l'oreille aux avertissements des faits. La législation... a encore des préjugés que l'opinion n'a plus ; il est temps d'en finir avec eux (1).

Ce projet soumis au gouvernement fut critiqué par l'administration communale et hospitalière (ministère de l'Intérieur) : « Au fond, ce n'est pas la liberté de faire la charité que M. de Melun réclame pour le clergé ; cette liberté existe pour tout le monde ; il veut qu'à l'avenir il y ait deux administrations de l'assistance publique, l'une cléricale, l'autre laïque. Or, ce n'est point là une liberté, c'est le partage de ce qu'il appelle lui-même le monopole de la bienfaisance publique. » Encore ce partage ne serait-il que provisoire ; si ce projet était adopté, les communes « seraient immédiatement en butte à des obsessions de toute sorte jusqu'à ce que le clergé se fût emparé complètement de l'assistance publique ». Quant au contrôle de l'État sur les œuvres d'assistance dirigées par le clergé, il serait nécessairement illusoire. « Oui, l'Église nous sauverait si elle pouvait rétablir dans les cœurs la foi primitive et la résignation aux

(1) Les Annales de la Charité (n° du 29 février 1852) ; *De la liberté de la charité religieuse*, par A. de Melun. Le texte du projet et les critiques de l'administration sont à AB XIX 523 ; voir aussi les mémoires et les biographies d'A. de Melun.

privations ; si elle pouvait nous rendre la simplicité des mœurs. Croit-on sérieusement qu'elle y puisse réussir ? Mais d'ailleurs pour le tenter a-t-elle donc besoin d'administrer le temporel de l'assistance publique ? » Cette puissance matérielle ne serait-elle pas au contraire pour le clergé une cause d'impopularité (1) ?

Cette critique fut sans doute jugée décisive car le projet de Melun n'eut aucune suite. De plus, le décret du 28 mars 1852 qui réorganisa les conseils administratifs des hospices et des hôpitaux, n'y admit qu'un seul membre de droit, le maire, tous les autres étant nommés par le préfet. L'Ami de la Religion (1^{er} avril) regretta que le gouvernement ne se fût pas inspiré du projet élaboré par Melun sous la Législative, d'après lequel les curés étaient, comme les maires, membres de droit. Cette question est la seule où les documents d'archives permettent de connaître les démarches des catholiques et les résistances qu'elles rencontrèrent. A part quelques chefs de services nommés depuis 1849, le personnel administratif, aux Cultes et à l'Instruction Publique comme à l'Intérieur, n'était pas clérical. Il contribua pendant cette crise à maintenir la tradition laïque.

Les catholiques se préoccupaient surtout des mesures que prendrait le gouvernement en matière d'enseignement. Au lendemain du coup d'État, Louis-Napoléon avait paru disposé à faire au clergé une large place dans la direction de l'instruction publique. L'Université était alors aussi suspecte au gouvernement qu'au clergé. Dans la proclamation du 14 janvier 1852 qui sert d'exposé des motifs à la constitution, Louis-Napoléon fit longuement l'éloge des institutions du Premier Empire, sans mentionner l'Université ; ce silence fut interprété comme l'annonce d'une réforme radicale et peut-être d'une suppression (2). Consultés, Montalembert, Parisis et Mathieu, déclarèrent que le clergé n'était pas en état de recueillir la succession de l'Université ; mais tous les catholiques désiraient compléter les avantages que leur assurait la loi de 1850. Ils voulaient affranchir l'enseignement libre et surtout les petits séminaires

(1) AB XIX 523. L'on remarquera que tous ces arguments (partage du monopole sous prétexte de liberté, pression du clergé sur les communes, contrôle illusoire de l'État sur les œuvres religieuses) gardent toute leur force si on les applique à l'Instruction publique. La similitude que Melun remarquait entre les revendications du clergé dans les questions d'assistance et d'enseignement, se retrouve dans la défense des prérogatives de l'État laïque en ces deux domaines.

(2) Liard : *L'Enseignement supérieur en France*. Souvenirs de Mourier, Cournot. Biographies de Montalembert, Parisis, Mathieu.

de l'inspection universitaire ; soumettre l'enseignement public au contrôle du clergé ; ils désiraient aussi la liberté de l'enseignement supérieur (1).

Or, le décret du 9 mars 1852 (2), loin d'accroître l'influence du clergé sur l'instruction publique, la limita. Toutes les dispositions de la loi du 31 mai 1850 relatives à l'enseignement libre étaient maintenues ; mais le gouvernement, investi du droit de nommer et de révoquer tous les membres du corps enseignant, et les membres du conseil supérieur et des conseils académiques précédemment élus, devenait le maître absolu de l'enseignement public. L'influence que l'Église y exerçait par l'intermédiaire des conseils académiques et des municipalités auxquelles la loi de 1850 avait conféré le droit de nommer les instituteurs se trouvait annulée ou du moins subordonnée à celle de l'État. L'Université perdait toute indépendance, mais au profit du gouvernement, non du clergé.

Les catholiques, heureux de voir l'Université asservie et humiliée, s'inquiétèrent cependant de ce décret. Vuillot même, très hostile à la loi de 1850, constatait le 14 mars dans l'Univers : « Nous n'avons nul sujet de nous réjouir... tout est dans la main du ministre : grand conseil, inspecteurs, professeurs, tout peut en un clin d'œil se trouver radicalement hostile à l'enseignement libre, c'est-à-dire à l'enseignement religieux. » Mais il se déclarait sûr de la « sagesse du Prince-Président » et des « bonnes intentions » du gouvernement. Elles se manifesteraient, pensait-il, par la loi qui, d'après les considérants du décret, allait prochainement réorganiser l'instruction publique.

Montalembert reprocha à l'Univers, dans une lettre que celui-ci publia (28 avril), d'avoir critiqué la loi de 1850. Il en jugeait le régime libéral très préférable pour l'Église au monopole que rétablirait sans doute la loi nouvelle, même s'il était partagé entre l'État et le clergé. L'Univers, tout en persistant dans ses critiques contre la loi de 1850, se déclara hostile à toute loi qui renforcerait l'autorité de l'État sur l'enseignement (3). L'Ami de la Religion ne cessait de faire campagne dans le même

(1) L'Univers attaqua violemment les tendances matérialistes de l'enseignement de la Faculté de médecine de Paris (8 janvier, 15 et 21 février).

(2) On peut remarquer que les élections avaient eu lieu le 29 février.

(3) Il publia le 29 avril une lettre adressée à Fortoul le 31 mars par l'évêque de Viviers, Guibert, qui demandait « que la nouvelle loi sur l'enseignement restreigne le plus possible l'intervention de l'État dans l'éducation des jeunes gens et qu'elle abandonne entièrement aux familles l'éducation des filles ».

sens. A la fin de mai, l'officieux Constitutionnel annonça que le projet de loi sur l'instruction publique était ajourné. Le vote d'une loi était en effet désormais nécessaire pour modifier les institutions existantes. Le 29 mars 1852, Louis-Napoléon, en ouvrant la session législative, avait mis fin à la dictature.

Pendant cette période qui avait éveillé chez les catholiques de si grands espoirs, le gouvernement de Louis-Napoléon avait manifesté par plusieurs mesures sa déférence envers la religion mais sans modifier sérieusement au profit de l'Église la législation française. Si la lutte d'influence qui mit aux prises pendant ces quatre mois les catholiques et les défenseurs des droits de l'État laïque reste mal connue, les raisons du succès relatif de ceux-ci sont évidentes. Fortoul, rapportant de l'Élysée le décret du 9 mars 1852, se félicita, dit-on, d'avoir sauvé l'Université. Il y contribua sans doute, mais la tendance à renforcer dans tous les domaines l'autorité de l'État était commune à Louis-Napoléon et à tous ses conseillers. Elle domine toute l'œuvre de la dictature. C'est contre elle qu'ont échoué les revendications catholiques relatives à l'enseignement, à l'assistance, aux Articles Organiques. Le gouvernement tenait à l'appui du clergé et voulait favoriser la religion qu'il considérait comme un antidote contre le propagande révolutionnaire, mais il atteignait ce double but en protégeant l'Église contre la menace révolutionnaire et en respectant ses libertés alors qu'il abolissait toutes les autres. Il lui garantissait la sécurité au lendemain d'une période troublée, l'indépendance au milieu d'une société opprimée : ces avantages suffisaient sans autres concessions à la rallier au nouveau régime.

IV. — *Les catholiques et la suppression des libertés publiques*

Les intérêts de l'Église étant sauvegardés, le clergé et les catholiques, presque unanimement, accueillirent avec joie l'abolition du régime parlementaire et des libertés publiques. Ils craignaient les facilités qu'elles offraient à la propagande révolutionnaire et irrégieuse ; surtout, elles heurtaient leurs principes et leurs sentiments. Certaines, comme la liberté de la presse, avaient été formellement condamnées par l'Église ; toutes étaient contraires à ses traditions et à ses tendances autoritaires.

Pie IX fit à l'ambassadeur de France Rayneval l'éloge de la

nouvelle constitution et lui dit : « Ce n'est pas au pape à se plaindre de ce que l'esprit d'examen en matière politique comme en toute autre soit restreint dans de plus étroites limites. Le pape est, par essence, le représentant du principe d'autorité (1). » Vuillot, dans l'Univers, faisait depuis le 2 décembre le procès de la démocratie, du régime parlementaire et du libéralisme qu'il poursuivait de ses sarcasmes. Il avait nettement le changement de tactique des catholiques français qui, après avoir revendiqué le bénéfice du droit commun et des libertés publiques, réclamaient un régime privilégié : « En fait de liberté, écrivait-il le 9 janvier, nous demandons la liberté de l'Église, c'est-à-dire la liberté du bien... Nous ne pensons plus comme nous l'avons fait jusqu'en 1848 que la liberté du bien est nécessairement solidaire de la liberté du mal. » En conséquence, il approuvait les mesures de répression et incitait le gouvernement à en prendre d'autres contre la presse libérale (2), l'Université (3), la franc-maçonnerie (4). Il exprimait ainsi, sous la forme tranchante et agressive qui lui était habituelle, le sentiment du clergé et des catholiques français. Ils étaient, en effet, en majorité ralliés au nouveau régime, et ceux qui lui étaient peu favorables étaient presque tous des légitimistes aussi autoritaires que les napoléoniens.

Le régime parlementaire et libéral n'était regretté que par les hommes politiques qui s'y étaient illustrés : Montalembert, Falloux et quelques-uns de leurs amis : Dupanloup et Lacordaire étaient presque seuls dans le clergé à partager leurs regrets. Ils ne dédaignaient pas les avantages assurés à l'Église par le nouveau régime, mais le souvenir des luttes victorieuses menées par les catholiques au nom de la liberté leur restait cher et ils étaient blessés de voir l'Univers accueillir l'absolutisme avec enthousiasme et célébrer le désastre de la cause libérale. La scission qui divisait depuis plusieurs années le parti catholique devint définitive après l'établissement du régime autoritaire : l'Univers et ses partisans ne cessèrent plus d'être en lutte avec les catholiques libéraux. A l'exception de Lacordaire, ceux-ci étaient d'ailleurs, comme leurs adversaires dominés, par la crainte de la démocratie révolutionnaire. Montalembert, dans son

(1) Rayneval à Turgot, 24 janvier 1852. Correspondance diplomatique. Voir J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France...*

(2) 31 décembre 1851.

(3) 8 janvier, 15 et 24 février 1852.

(4) 24 décembre 1851.

discours de réception à l'Académie Française, le 5 février 1852, opposa le catholicisme à la démocratie et conclut : « La Révolution de 1789, telle qu'elle s'est faite n'a été qu'une sanglante inutilité. »

Alors que les catholiques, même libéraux, attaquaient ainsi la Révolution française, le nouveau régime s'en réclamait par l'article premier de la constitution du 14 janvier 1852 : « La constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789 et qui sont la base du droit public français. » Plusieurs de ces principes étaient en opposition avec la doctrine de l'Église, notamment la liberté des cultes confirmée par l'article 26 : « Le Sénat s'oppose à la promulgation : 1^o des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte à la constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes... »

Mais Veuillot faisait remarquer que les actes du gouvernement sinon ses principes, étaient de nature à satisfaire les catholiques : « Peu nous importe qu'on parle encore de la France *régénérée* par les principes de 1789, lorsqu'en effet ces prétendus principes volent en éclat sous le ressort comprimé quarante ans de l'esprit d'autorité... Nous persistons à regarder le 2 décembre comme la date la plus antirévolutionnaire des temps modernes » (1). De fait, l'opposition entre les principes du nouveau régime et ceux de l'Église n'eut de conséquences pratiques que plus tard (2).

Ces quelques mois de dictature ont fixé pour longtemps la

(1) Univers, 9 janvier 1852. Voir aussi 17 janvier 1852.

(2) Dès 1852 cependant, elle se manifestait en Italie. Le gouvernement français plaidait auprès du Saint-Siège la cause du gouvernement piémontais qui cherchait à instaurer une législation laïque analogue à celle de la France. Il incitait le pape à réformer son pouvoir temporel dans le sens laïque, libéral et constitutionnel, indiqué le 18 août 1849 par Louis-Napoléon dans sa lettre à Edgard Ney. Pie IX combattait la politique laïque du gouvernement piémontais et ne procédait dans ses États qu'avec une extrême lenteur à des réformes superficielles.

En mars 1852, Charles Bonaparte, prince de Canino, qui avait pris part en 1848 à la révolution romaine, demanda, avec l'appui de son cousin Louis-Napoléon, l'autorisation de séjourner dans les États pontificaux. Elle lui fut refusée et il dut quitter Civita Vecchia où il avait débarqué. Cet incident émut beaucoup Pie IX et rappela les liens qui unissaient Louis-Napoléon aux révolutionnaires italiens.

D'autre part, le gouvernement français avait manifesté au Saint-Siège son désir d'évacuer Rome ; mais, comme dans la question des réformes, il ne voulait rien lui imposer. Le ministre des Affaires Étrangères écrivit à Raynevalle 6 février 1852 : « L'appui de nos forces militaires restera à la disposition du Saint-Père aussi longtemps qu'il sera nécessaire au maintien de son gouvernement et de son indépendance. » La cour de Rome fit ajourner les projets d'évacuation et Louis-Napoléon continua à protéger un gouvernement dont il réprouvait les principes et les pratiques. Voir Correspondance diplomatique ; et J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France*.....

position des catholiques dans la vie politique française. Ils ont rendu définitive la scission du parti catholique. Ils ont créé entre les ultramontains intransigeants et le gouvernement une solidarité qui malgré l'opposition de leurs principes et de leurs tendances a duré plusieurs années. Ils ont au contraire suscité contre le nouveau régime l'hostilité irréductible du petit groupe des catholiques libéraux qui eussent été enclins à rapprocher l'Église de la société moderne. Cet antagonisme a pesé sur toute la politique ecclésiastique du Second Empire et sur son évolution générale. Enfin, le concours que l'Église catholique, dans son ensemble, a donné à l'établissement du régime autoritaire, a suscité contre elle la méfiance, la rancune et la haine durables des libéraux et des républicains.

V. — *Les élections de 1852* (1)

Bien que l'administration ait joué un rôle prépondérant dans les élections de 1852, les luttes auxquelles elles ont donné lieu et les démarches faites pour la désignation des candidats officiels donnent quelques indications sur l'influence du clergé

(1) Sources : Les rapports des procureurs généraux sur les élections législatives (BB³⁰ 403) cantonales et communales (BB³⁰ 404) de 1852 sont incomplets. Ceux d'Aix, d'Angers et de Grenoble, pour les premières, de Colmar, de Montpellier et de Rouen pour les secondes, donnent quelques indications sur le rôle du clergé.

La correspondance du ministère de l'Intérieur avec les préfets au sujet des élections législatives est presque intégralement conservée, mais elle est répartie dans deux séries : Pour 64 départements elle est classée dans la série F¹⁰ II 98 à 103. La plupart des dossiers sont intéressants. Les minutes des télégrammes de Persigny sont très souvent de sa main, ce qui permet de bien connaître son action personnelle. P. Caron dans son article sur les *Sources manuscrites parisiennes de l'histoire... de la Deuxième République* (Revue d'histoire moderne et contemporaine 1904-1905) indique les cartons de la série F¹⁰ III Élections, qui contiennent des documents sur les élections de 1852. On y trouve la plupart des dossiers d'élections législatives qui font défaut à F¹⁰ II et un grand nombre de dossiers d'élections cantonales dont l'intérêt est moindre. Ils contiennent des renseignements sur les catholiques pour l'Aveyron (5), les Côtes-du-Nord (6), le Doubs (5), le Gard (5), la Loire-Inférieure (4), le Maine-et-Loire (4), la Mayenne (4), le Morbihan (5), le Nord (6).

Les procès-verbaux détaillés des élections législatives sont conservés dans les archives de la Chambre récemment versées aux Archives Nationales sous la cote A 188-191 avec quelques renseignements très sommaires sur les candidats.

On trouvera des statistiques à F¹⁰ II 58, et des rapports de préfets sur la presse provinciale dans les premiers mois de 1852 à F⁷ 3.481. (Ain, Loire-Inférieure, Mayenne, Moselle, Nord, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées, Tarn, Vienne.)

L'on peut voir en outre les dossiers personnels de l'évêque Ginouilhac (F¹⁰ 2.531) et des préfets Nau de Bauregard (Ardèche), Bourlon de Rouvre (Cantal), Cornuau (Mayenne), Lapeyrouse (Doubs) dans la série F¹⁰ I.

Voir le chap. XII.

Bibliographie : *Dictionnaire des Parlementaires*, par Robert, Bourloton et Cougny.

et sur ses relations avec le gouvernement. Au milieu de la désorganisation des partis, il restait une des principales forces électorales dont le gouvernement eût à tenir compte.

Dans la plus grande partie de la France, il était disposé à soutenir tout candidat conservateur. Les questions religieuses ne jouèrent aucun rôle dans le choix des candidats ni dans leur élection. Si quelques députés moins favorables à l'Église que leurs électeurs furent élus (1), le cas inverse fut beaucoup plus fréquent (2). « Nous qui n'avons nos amis qu'en bas, écrivait Persigny à Falloux le 25 février... nous avons... livré le Corps Législatif aux classes élevées. Nous avons hautement patronné et choisi nos candidats, mais dans les rangs les plus élevés de la société, dans les grands propriétaires, maires fortunés etc. (3). Or, ces classes riches étaient plus favorables que le peuple à l'Église. Le recrutement aristocratique du Corps Législatif contribua à y accroître l'influence cléricale.

Les préfets, dont un petit nombre seulement avaient été nommés depuis le coup d'État, étaient enclins à ménager les influences locales. Ils cherchèrent à faire désigner comme candidats officiels les anciens chefs du parti de l'ordre, c'est-à-dire, dans les régions cléricales, des légitimistes, même lorsque leur dévouement à Louis-Napoléon était douteux. Persigny, persuadé que l'administration ferait élire ses candidats quels qu'ils fussent, les voulait surtout dévoués ; il s'opposa fréquemment aux choix des préfets, mais finit souvent par les ratifier. (4) Il acceptait plus volontiers les légitimistes que les orléanistes. Parfois, pour détacher le clergé des légitimistes, l'administration désigna des candidats officiels non légitimistes mais connus pour leur dévouement à l'Église. Dans les régions où le clergé avait une influence électorale, le gouvernement choisit donc en général des candidats qui lui inspiraient confiance : légitimistes ralliés ou catholiques avant tout.

Dans le Midi divisé en rouges et blancs, ceux-ci obtinrent généralement l'appui de l'administration. La Gazette de Lyon,

(1) Langres, Hautes-Alpes.

(2) Parmi les 39 députés cléricaux qui votèrent en 1854 contre la loi sur l'instruction publique, plusieurs représentaient des régions indifférentes, où le parti cléricale était très faible et où l'enseignement laïque était populaire : la Meuse, l'Eure, la Charente-Inférieure, etc.

(3) Goyau : *Un roman d'amitié entre deux adversaires politiques, Falloux et Persigny*.

(4) Sur ces divergences de vues entre Persigny et les préfets vis-à-vis des légitimistes, voir : Bouches-du-Rhône, Eure, Gard, Loire, Loire-Inférieure, Somme, Vaucluse.

légitimiste non ralliée, remarquait après la victoire complète des candidats officiels dans le Languedoc « que dans plusieurs circonscriptions de ces contrées, le gouvernement avait eu le bon esprit de présenter des candidats dont les opinions religieuses et même politiques sont en harmonie avec celles des élections. (*sic*) Il ne faudrait donc pas se laisser abuser par cette expression de candidats du gouvernement et en conclure que les nouveaux députés sont dévoués à une politique personnelle (1) ». L'administration chercha cependant à ne pas exclure les protestants, rouges en majorité, mais dont la bourgeoisie riche se ralliait. Elle leur donna un représentant dans la Drôme et dans l'Ardèche, mais, sous la pression des catholiques, elle ne leur réserva aucun siège dans les autres départements mixtes du Midi. Il en résulta, dans le Gard, une lutte très vive.

Dans les pays mixtes de l'Est, il n'y eut nulle part de difficultés sérieuses, bien qu'à Sarreguemines le clergé ait fait quelque opposition au candidat officiel protestant. Dans les pays de montagne, le clergé donna presque toujours aux candidats officiels son puissant appui. Par contre, dans plusieurs circonscriptions de la région du Nord, le clergé soutint les candidats légitimistes qui obtinrent d'assez fortes minorités.

Mais c'est dans l'Ouest que le clergé joua le rôle le plus important. Les légitimistes intransigeants et le gouvernement s'y disputaient son appui. L'un des artisans les plus actifs du ralliement du clergé, De la Tour, collaborateur de l'Univers, écrivait le 22 janvier à Persigny : « La constitution est favorablement accueillie dans notre pays, surtout par le clergé. Ce fait est important, car l'Ouest, religieux avant tout, est mené par le clergé. Si l'Ouest a été royaliste de 1792 à 1800, c'est parce que la République avait persécuté l'Église. S'il a remué en 1815, c'est parce que Napoléon avait emprisonné le pape et maltraité plusieurs évêques. S'il a été hostile à Louis-Philippe, c'est parce que ce roi avait sacrifié la religion aux éclectiques voltairiens. Avant peu d'années, tout l'Ouest sera pour Louis-Napoléon, si son gouvernement continue à défendre les intérêts de l'Église. Nous travaillons sincèrement, mes amis et moi, à dissoudre la secte légitimiste, si opposée à la doctrine monarchique, à ramener tous les catholiques aux principes d'autorité et d'unité. Mais pour que nous puissions réussir promptement, il faut que le

(1) Cet article fut reproduit le 8 mars par l'Union de l'Ouest, d'Angers ; il s'appliquait en effet à l'Anjou presque aussi bien qu'au Languedoc.

gouvernement poursuive avec nous la lutte contre le libre examen... (1). Il serait désirable que quelque nouveau décret avantageux à l'Église parût avant l'élection. Cela contribuerait à soustraire le clergé aux influences légitimistes (2). » En effet, le clergé assura une élection facile à tous les candidats officiels qui obtinrent son appui. Mais partout où il s'allia contre eux aux légitimistes intransigeants, son opposition fut redoutable et parfois victorieuse.

Comme au plébiscite, le clergé du Finistère et des Côtes-du-Nord se sépara du parti légitimiste qui ne présenta de candidats qu'à Morlaix et à Dinan où ils eurent peu de voix. Mais dans la Bretagne française et dans les bocages du Maine, de l'Anjou et de la Vendée, bien que les candidats officiels fussent presque tous légitimistes et cléricaux, le clergé resta souvent fidèle aux légitimistes intransigeants. Grâce à son appui, ils triomphèrent dans trois circonscriptions de l'Ille-et-Vilaine, du Maine-et-Loire, et de la Vendée ; ils obtinrent dans le Morbihan et dans la Loire-Inférieure de fortes minorités.

Le clergé, aux élections comme au plébiscite, se montra donc hostile au gouvernement dans la région où il exerçait le plus d'influence ; or, il ne put lui infliger que trois échecs. Les préfets (3) s'étonnèrent et se réjouirent de ce résultat. Ils y virent l'indice d'un ralliement complet et prochain des anciens pays de chouannerie au nouveau régime qui, après trois mois d'existence, s'y était si fortement implanté.

Cependant, le clergé retira des élections de 1852 un profit certain. Elles montraient en effet que sans être en aucune région tout puissant, il exerçait dans près de la moitié des départements une influence notable, et que, sans son appui, aucune opposition sauf celle du parti républicain ne pouvait entraîner le suffrage universel. Dans les régions où la menace révolutionnaire dominait la vie publique et où le clergé était peu influent, son concours était acquis à l'administration. Mais ailleurs, il pouvait

(1) De la Tour ajoutait : « L'Institut et la haute Université sont un dernier repaire de l'orléanisme éclectique. S'ils persistent dans leur fronde impertinente, s'ils oublient le traitement que leur infligea l'Empereur, j'espère que Louis-Napoléon ne l'oubliera pas ; qu'après avoir attaqué si vigoureusement la ligue des fous enragés il ne ménagera pas la fronde des savantasses et des beaux esprits qui le boudent, le dénigrent ou le déchirent. Au reste, l'école catholique naissante abattra bientôt l'école rationaliste ; elle percera toutes ces outres gonflées de miasmes et de vent. La force de l'opinion passe déjà de notre bord ; le courant européen nous appartient. » F¹⁰ II 98.

(2) Le décret sur les congrégations de femmes est du 31 janvier.

(3) Ceux d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Inférieure notamment.

selon les circonstances seconder le gouvernement ou les légitimistes, tenir l'un en échec ou réduire les autres à l'impuissance. Aussi, les préfets de ces régions cherchèrent-ils à se concilier le clergé : ce fut une de leurs principales préoccupations.

D'autre part, certains membres du Corps Législatif savaient que le clergé les avait soutenus pour eux-mêmes et non parce qu'ils étaient candidats officiels. Aussi, se sentaient-ils moins complètement dépendants du gouvernement que leurs collègues. Le petit groupe des députés qui cherchèrent, à l'occasion du budget, à contrôler les actes du gouvernement comprenait avec les trois légitimistes : Bouhier de l'Écluse, Durfort de Civrac et Audren de Kerdrel, plusieurs cléricaux : de Flavigny, de Mortemart, d'Andelarre, Anatole Lemer cier, Ancel, de Talhouet, Louvet, de Mérode et surtout Montalembert. L'ancien chef du parti catholique consumma sa rupture avec le gouvernement par un grand discours prononcé le 12 juin, où, en présence de Louis-Napoléon, il protesta contre « l'anéantissement de tout contrôle et l'abaissement du seul corps électif qui existe dans le gouvernement français ». Le Corps Législatif par 75 voix contre 59 vota l'autorisation de publier ce discours. Ce fut une manifestation sans lendemain ; mais dès la première session l'on vit ainsi que les cléricaux du Corps Législatif en formaient l'un des éléments les moins dociles.

L'influence locale du clergé fut encore accrue par la tactique que suivit l'administration vis-à-vis des légitimistes. Le serment était exigé pour toutes les fonctions publiques et le comte de Chambord, avant les élections municipales et cantonales, invita les légitimistes à s'abstenir. Mais cette consigne ne fut observée, même après le rétablissement de l'Empire, que par une minorité d'intransigeants (1). Beaucoup de préfets, par contre, jugèrent qu'il était de bonne politique de détacher les légitimistes de leur parti en leur faisant accepter des fonctions publiques. C'est ainsi que de nombreux légitimistes furent nommés maires, surtout dans les campagnes. L'administration en fit entrer beaucoup dans les conseils généraux et surtout dans les bureaux de bienfaisance et dans les conseils administratifs des hôpitaux et des hospices (2). L'exercice de ces fonctions les rapprocha

(1) Voir les biographies de Berryer et de Falloux.

(2) Les ecclésiastiques qui faisaient partie de ces conseils, furent exemptés du serment, de même que les aumôniers des hôpitaux et des prisons, par une circulaire du ministre de l'Intérieur : « Le caractère des membres du clergé et la nature même des fonctions qu'ils remplissent les placent complètement en dehors de l'action poli-

du gouvernement mais accrut leur influence. Ils furent, pour le clergé, des alliés sûrs et puissants (1).

Le parti républicain étant tout entier hostile au nouveau régime et le parti orléaniste réduit à l'impuissance, c'est sur les légitimistes ralliés et sur le clergé que, pendant les premières années du Second Empire, l'administration s'appuya le plus souvent pour diriger la vie publique locale.

tique, et c'est moins comme fonctionnaires publics qu'en leur qualité de ministres de la religion qu'ils sont appelés à vous prêter leur concours. En conséquence il n'y a pas lieu de leur demander le serment. » (30 juin 1852). Voir F¹⁹ 5.592.

(1) Le préfet de la Sarthe écrivait au sujet d'un grand seigneur légitimiste, de la Bouillerie, maire de Bazanges : « Cette qualité pourrait donner lieu de croire que la famille est disposée à se rallier ; il n'en est rien. M. de la Bouillerie appartient à cette fraction des légitimistes intelligents qui tiennent à conserver leur influence et qui comprennent qu'abdiquer d'une manière absolue, se tenir à l'écart des populations, constitue une maladresse sans être une nécessité. M. de la Bouillerie sert donc ses intérêts, ceux de son parti, en acceptant les fonctions de maire de sa commune ; au delà, il n'y a lieu d'en rien attendre et le serment qu'il a prêté ne l'engage que jusqu'à l'administration municipale, c'est-à-dire celle de ses propres intérêts comme grand propriétaire foncier. » (6 janvier 1855, F¹⁹ 2.010.)

CHAPITRE III

Le rétablissement de l'Empire et les divisions de l'Église

I. — *L'intervention du gouvernement contre les progrès de l'ultramontanisme* (1)

L'Église de France traversait en 1852 une crise grave, qui la divisait profondément. Conservant en partie les anciennes traditions gallicanes, placée par le régime concordataire dans une situation très particulière, elle vivait en marge du droit commun de l'Église. Le droit coutumier français avait pour caractère essentiel la toute puissance des évêques. La tradition d'après laquelle les décisions des congrégations romaines n'avaient pas en France force de loi, assurait leur indépendance vis-à-vis de la cour de Rome. Ils s'arrogeaient souvent en matière d'absolution, de dispenses et de liturgie, des pouvoirs que le pape prétendait se réserver. Contrairement aux règles établies par

(1) Sources : 1^o Archives des Affaires Étrangères : Fonds Rome ; Correspondance diplomatique ; Mémoires et Documents : Volumes 116, 117 et 118. Papiers de Cérçay : 165 A110 : Lettres de l'ambassadeur de France à Rome, Rayneval, au directeur des affaires politiques, Thouvenel. 2^o Archives Nationales : F¹⁹ 1.931 : La Correspondance de Rome ; 1.933 : Univers, classiques, théologies de Bailly et de Bouvier ; 1.947 : Dictionnaire Bouillet ; liturgie du Mans ; F¹⁹ 1.952 : Les Articles Organiques et les décisions des congrégations romaines ; F¹⁹ 2.652 et F¹⁹ 5.832 : Domergue, curé de Vertou ; F¹⁹ 3.121 : Officialités. Voir les dossiers des évêques Angebault (F¹⁹ 2.489), Donnet (F¹⁹ 2.506) Dupanloup (F¹⁹ 2.553) ; et dans la série AB XIX, les papiers de Dupanloup (522-524-526) et la correspondance du Sulpicien Boiteux (517, 518, 519).

Les documents relatifs au rôle joué par le Saint-Siège dans les affaires politiques et religieuses de la France de décembre 1851 à avril 1853 sont reproduits dans ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France de Décembre 1851 à Avril 1853*. Voir Mater : *L'Eglise catholique*. G. Weill ; *Histoire du catholicisme libéral*... Parmi les écrits de l'époque le principal est le : « *Mémoire adressé à l'épiscopat sur la situation de l'Eglise gallicane relativement au droit coutumier* » (1852). Presque toutes les biographies d'évêques, de religieux ou de catholiques laïques de cette époque, donnent des renseignements sur les divisions de l'Église, mais elles sont souvent tendancieuses, surtout celles des adversaires de l'ultramontanisme ; les principales sont celles de Gousset, Parisis, Pie, Mabille, Guéranger, Gerbet, Salinis, Ségur, Veuillot (ultramontains), Mathieu, Dupanloup, Bouvier, Mazenod, Guibert, Jaquemot, Bonnechose, Angebault, Maret, Bernier, Guettée (gallicans ou modérés). La *Correspondance* de Pie et de Cousseau est une source importante.

le concile de Trente, ils nommaient, déplaçaient et révoquaient à leur gré, les membres du bas clergé, à l'exception des curés doyens inamovibles qui formaient moins du dixième de son effectif total. Encore ceux-ci n'étaient-ils pas à l'abri de l'arbitraire épiscopal. D'après le droit commun de l'Église ils ne pouvaient être déposés qu'après un procès canonique régulier. Mais ces procès ne pouvaient être régulièrement instruits en France, faute de tribunaux ecclésiastiques. La plupart des évêques avaient sans doute rétabli des officialités, mais ils s'en servaient peu en matière disciplinaire, et seulement à titre de conseils. Ils prononçaient donc leurs sentences sans les formes canoniques régulières. Ils faisaient valoir que le concile de Trente autorisait les évêques, quand ils se jugeaient en conscience suffisamment informés, à prononcer contre leurs prêtres, sans procès, des sentences « *ex informata conscientia* », pour éviter le scandale. Mais d'après le Saint-Siège, ces sentences n'étaient licites que lorsque le fait qui motivait l'accusation était secret, et même dans ce cas, l'accusé devait bénéficier de certaines garanties que les évêques français négligeaient (1). Leurs sentences disciplinaires étaient donc pour la plupart contraires au droit canonique. Mais jusqu'à l'avènement de Pie IX, les prêtres français frappés par leurs évêques qui firent appel au Saint-Siège furent rares, et, en général, n'obtinrent pas satisfaction.

. Vers le milieu du XIX^e siècle, l'omnipotence des évêques fut très menacée. Les congrégations, dont beaucoup étaient en fait indépendantes de leur autorité, prirent un grand développement. La presse catholique, et surtout son principal organe l'Univers, acquit une influence considérable. Le clergé inférieur résista de plus en plus à l'arbitraire épiscopal. La cour de Rome, sous l'impulsion de Pie IX, entreprit d'imposer à la France le droit commun de l'Église.

Le mouvement ultramontain mit donc aux prises : d'une part, le pape, les congrégations romaines et la nonciature, l'Univers, les quelques évêques qui le patronnaient, les ordres religieux les plus influents et presque tout le bas clergé ; de l'autre, la plupart des évêques français, la compagnie de Saint-Sulpice qui dirigeait vingt séminaires, dont celui de Paris d'où beaucoup d'évêques sortaient, et le petit groupe des catholiques libéraux, ultramontains d'origine, mais brouillés avec l'Univers (2).

(1) BASSIBEY : *Les sentences ex informata conscientia*.

(2) Dans cette coalition, les gallicans véritables ne formaient qu'une petite mino-

La lutte entre les deux partis, latente depuis plusieurs années, devint très vive en 1852 et s'engagea sur tous les terrains à la fois.

Depuis 1840, les ultramontains réclamaient le retour à la liturgie romaine. Beaucoup d'évêques, cependant, conservaient les liturgies locales. Un chanoine ultramontain du Mans consulta la congrégation des Rites sur le bréviaire en usage dans son diocèse. Elle répondit le 10 janvier 1852 que l'on ne satisfaisait point à la règle en se servant de ce livre. L'évêque gallican du Mans, Bouvier, n'avait été ni consulté, ni averti. Cette réponse, qui fut rendue publique en juillet, montrait que le Saint-Siège ne voulait pas laisser les évêques régler à leur gré les questions liturgiques et qu'il ferait au besoin pression sur eux en s'appuyant sur leur clergé.

Le 26 septembre 1851, le manuel de droit canonique de l'abbé Lequeux, vicaire général de Paris, qui était en usage dans la plupart des séminaires français, fut mis à l'Index. Cette condamnation, grave en elle-même, fut interprétée comme une menace pour les principaux traités qui servaient de base à l'enseignement des séminaires en France et qui, comme le manuel de Lequeux, étaient plus ou moins entachés de gallicanisme. Le bruit se répandit que la théologie de l'évêque du Mans, Bouvier, allait être mise à l'Index.

Le curé inamovible de Vertou, qui avait été déposé en 1847 par l'évêque de Nantes sans jugement canonique régulier, se rendit à Rome où son appel fut bien accueilli. L'indignité du personnage étant certaine, il fut évident que le Saint-Siège voulait par principe soustraire le clergé inférieur à l'arbitraire des évêques français.

Plusieurs prêtres français ultramontains établis à Rome et protégés par le cardinal Fornari qui avait longtemps été nonce à Paris, fondèrent un journal : la Correspondance de Rome, où les décisions des congrégations romaines, souvent contraires au droit coutumier français, étaient publiées et commentées. Ce journal, répandu en France, critiquait à mots couverts l'administration des évêques français comme contraire au droit commun de l'Église et encourageait le bas clergé à la résistance. Plusieurs évêques s'en plaignirent amèrement. Un mémoire contre le

rité. La plupart des adversaires de l'ultramontanisme protestaient contre l'imputation de gallicanisme. La question, en effet, ne se posait plus en 1852 comme en 1682, mais il s'agissait toujours de limiter le pouvoir du pape en France.

journalisme dans l'Église fut envoyé au pape puis publié et adressé à l'épiscopat en 1852.

Enfin, l'Univers irritait les évêques par son ultramontanisme ardent, sa polémique arrogante, son autorité croissante sur le bas clergé. Le conflit éclata à propos d'un écrit de l'abbé Gaume, *Le ver rongeur* qui dénonçait l'usage des classiques païens dans l'éducation comme la source de l'impiété. L'Univers et le cardinal Gousset, archevêque de Reims, qui était son principal patron dans l'épiscopat, prirent parti pour Gaume. L'évêque d'Orléans, Dupanloup, prit la défense des classiques dans une lettre adressée aux professeurs de son petit séminaire (29 avril 1852). Veuillot ayant critiqué cette lettre, Dupanloup interdit à ses prêtres de s'abonner à l'Univers (30 mai). A la fin de juin, d'accord avec les archevêques de Paris et de Besançon, il rédigea et soumit à l'approbation de ses collègues une déclaration en quatre articles favorable à l'emploi des classiques païens expurgés et proclamant « que les actes épiscopaux ne sont en aucune manière justiciables des journaux, mais seulement du Saint-Siège et des évêques dans les cas prévus par le droit ». La question pédagogique devenait secondaire ; il s'agissait de définir les droits respectifs des évêques et des journalistes catholiques. La lutte était engagée entre l'Univers et la majorité des évêques hostiles aux progrès de l'ultramontanisme (1).

Les rapports entre l'Église et l'État étaient alors trop étroits pour que le gouvernement pût rester étranger à ces conflits. Tenant du Concordat le droit de nommer les évêques, il était intéressé au maintien de leur toute puissance.

C'étaient les Articles Organiques qui avaient établi en France, contrairement au droit commun de l'Église, l'omnipotence épiscopale. Ils avaient aboli les exemptions grâce auxquelles, autrefois, de nombreux établissements ecclésiastiques échappaient à la juridiction épiscopale ; ils avaient passé sous silence les congrégations religieuses, et surtout ils avaient soumis le bas clergé aux évêques. L'inamovibilité dont beaucoup d'ecclésiastiques du second ordre avaient jusqu'alors bénéficié fut désormais réservée aux curés, dont le nombre n'était que de 3 000 environ, et qui ne pouvaient être nommés qu'avec l'agrément du

(1) Je n'ai indiqué que les conflits où le gouvernement fut mêlé, mais l'opposition des deux partis se manifesta dans tous les domaines : les ultramontains étaient en général traditionalistes en philosophie, favorables aux légendes et hostiles à la critique en histoire ; leurs adversaires avaient des tendances rationalistes.

gouvernement ; les évêques recevaient le droit de nommer, déplacer et révoquer à leur gré les 30.000 desservants et vicaires. « Le clergé du second ordre dans la main de l'évêque, l'évêque dans la main du chef de l'État, tel paraît avoir été l'idéal qu'on cherchait alors à atteindre (1). »

Depuis 1801, le gouvernement français restait fidèle à cette politique. Lorsque les congrégations se reconstituèrent, il les considéra comme soumises à l'autorité épiscopale. Il veilla à ce que les chapitres cathédraux ne reçussent qu'une faible partie des attributions que leur conférait le droit canon. Surtout il maintint le pouvoir absolu des évêques sur leur clergé. Les prêtres frappés par leurs évêques pouvaient former contre eux un recours d'abus auprès du Conseil d'État. En outre la sentence de déposition portée par un évêque contre un curé inamovible ne pouvait avoir d'effet qu'après avoir été approuvée par décret. Or ce contrôle du gouvernement et du Conseil d'État fut exercé de manière à renforcer l'autorité des évêques. Fortoul écrivait en mars 1852 à l'archevêque de Bourges qui voulait déposer un curé : « Comme les formes de l'ancienne procédure ne sont point obligatoires, il suffit d'observer ce qui est de droit naturel et tient à l'essence des jugements, c'est-à-dire que le curé doit être admis à présenter ses moyens de justification sur les faits qui lui sont reprochés » (2). En outre le Conseil d'État refusait de reconnaître les sentences rendues par des officialités et exigeait qu'elles fussent prononcées par l'évêque seul (3). Cette jurisprudence était donc en opposition directe avec le droit canon, mais le gouvernement et les évêques français y tenaient beaucoup car elle facilitait l'exercice de leur autorité et évitait les scandales (4).

(1) Note de Tardif, 1^{er} avril 1857 (F¹⁰ 6.253). Tardif écrivait le 1^{er} octobre 1855 : « L'expérience de cinquante années a démontré... que l'amovibilité des desservants ne sert pas moins les intérêts de l'Église que les intérêts de l'État. Si un desservant donne quelques sujets de plainte on peut aussitôt demander à l'évêque une satisfaction qui, sans briser l'avenir de l'ecclésiastique, l'enlève à des influences fâcheuses et lui permet de rendre d'utiles services dans une autre paroisse. Quand il s'agit au contraire d'un curé, la bonne volonté des évêques échoue contre des difficultés qui obligent l'administration à subir un état de choses auquel elle ne peut porter remède. » (F¹⁰ 6.118.)

(2) F¹⁰ 2.652, affaire Salley.

(3) F¹⁰ 3.171.

(4) Note de Tardif, 1^{er} octobre 1855 «... au point de vue social dont le gouvernement peut surtout se préoccuper, les sentences ex informata conscientia ont l'immense avantage de terminer rapidement et sans bruit de tristes affaires et de prévenir le scandale, les désordres même, qu'entraînent presque toujours les enquêtes dans les petites localités. » (F¹⁰ 6.118.)

Quant au fond des affaires, le gouvernement et le Conseil d'État prenaient presque toujours le parti des évêques (1).

Enfin les Articles Organiques reproduisaient les dispositions essentielles de l'ancien droit public gallican, par lesquelles le pouvoir civil s'était efforcé, depuis des siècles, de limiter l'autorité du pape en France. Or les Articles Organiques contre lesquels le Saint Siège avait protesté et qu'il persistait à tenir pour nuls, avaient été maintenus, du moins en droit, par tous les gouvernements français depuis 1801. Les progrès de l'ultramontanisme étaient donc contraires aux traditions et aux intérêts permanents de l'État concordataire.

De plus, les ultramontains hostiles au régime ecclésiastique établi en France, étaient, dans les divisions de l'Église, les révolutionnaires et les agresseurs. Ils étaient intransigeants et enclins à affirmer d'autant plus énergiquement les doctrines catholiques, qu'elles étaient contraires aux idées et aux mœurs de la société laïque. Les formes acerbes et provocantes de l'Univers, leur principal organe, contribuaient aussi à les faire mal voir. Leurs adversaires, au contraire, étaient en général des modérés, conciliants vis-à-vis du siècle et du gouvernement. Or, le personnel gouvernemental désirait l'accord de l'Église avec la société laïque, et était assez indifférent en matière religieuse pour souhaiter avant tout le calme et le maintien du statu quo. Ses sympathies allaient donc aux défenseurs des coutumes françaises.

Mais les intérêts immédiats de Louis-Napoléon, l'entraînaient dans le sens opposé. Le pape lui donnait ouvertement son appui chaleureux. Dans le clergé français, les ultramontains étaient ses plus chauds partisans. Leurs chefs, sous l'influence de Lamennais, cherchaient depuis longtemps à séparer la cause de l'Église de celle de la légitimité. Indifférents au principe des gouvernements, prêts à accepter celui qui favoriserait le plus les intérêts de l'Église, ils s'étaient ralliés, souvent avec enthousiasme à Louis-Napoléon (2). L'Univers surtout, par sa grande influence sur le bas clergé, avait apporté au gouvernement un appui précieux et son concours lui était indispensable pour soustraire le clergé à l'influence légitimiste.

Les catholiques libéraux au contraire, avaient mal accueilli

(1) Toujours, sous le Second Empire ; voir chap. IV, § 5.

(2) Voir les biographies de Gousset, Salinis, Parisi, Gerbet, Guéranger, Mabile, Vuillot. Quelques évêques ultramontains étaient légitimistes, notamment Pie et Dreux-Brézé, mais ils étaient jeunes et leur influence était encore faible.

le coup d'État. L'Ami de la Religion, inspiré par Dupanloup, était hostile au gouvernement. Les gallicans avaient donné leur appui à Louis-Napoléon au lendemain du coup d'État, mais certains d'entre eux étaient de tendances légitimistes et s'éloignaient du gouvernement à mesure que se développait la campagne pour le rétablissement de l'Empire (1). Les ultramontains comptaient tirer parti de cette situation, d'autant plus qu'ils savaient Louis-Napoléon étranger à la tradition gallicane.

Le gouvernement, pour resserrer encore ses bons rapports avec la cour de Rome, rétablit en février 1852 le poste d'auditeur de Rote pour la France, resté sans titulaire depuis 1847 (2) et le confia à un ultramontain ardent, l'abbé de Ségur. Investi de la confiance personnelle de Louis-Napoléon, Ségur joua dans les rapports entre la France et Rome un rôle important ; il consacra toute son influence à favoriser les ultramontains. Le gouvernement avait d'autre part maintenu dans ses fonctions d'ambassadeur à Rome le comte de Rayneval, dévoué aux intérêts catholiques et partisan d'une entente étroite avec le Saint-Siège. Les deux représentants de la France à Rome étaient donc opposés, l'un avec mesure, l'autre passionnément, à la politique gallicane.

La résistance aux progrès de l'ultramontanisme vint du ministère des Cultes. Les quelques changements de personnel opérés par Falloux et ses successeurs, n'avaient pas modifié la tradition de cette administration (3). Les évêques, qui n'osaient

(1) Clausel de Montals, évêque de Chartres, Leinée, évêque de Saint-Brieuc, Croizier, évêque de Rodez, notamment.

(2) L'auditeur de Rote, prélat domestique du pape, n'exerçait officiellement que des fonctions judiciaires et religieuses ; mais il servait d'agent officieux au gouvernement ; son caractère ecclésiastique lui donnait à Rome des facilités d'action qui faisaient défaut à l'ambassadeur.

(3) Voir Cerçay, 165 A1 10, 4 septembre 1853, Rayneval à Thouvenel (cité par J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France*).

L'administration des Cultes avait pour directeur depuis 1850 un ancien préfet, de Contencin « homme charmant, écrit Haussmann... mais de tous les fonctionnaires que je rencontrai, le moins fait pour un rôle exigeant soit de l'initiative, soit de l'énergie. » (*Mémoires du baron Haussmann*.) Il paraît n'avoir pas eu d'action personnelle. Presque tous les fonctionnaires de l'administration des Cultes, étaient favorables à l'Église mais hostiles à l'ultramontanisme. C'était notamment le cas de Jourdain, directeur de la comptabilité, ancien chef de cabinet de Falloux, et de Nigon de Berty, chef de la première division (personnel). Seul le chef de la deuxième division (administration temporelle des diocèses) Auguste Nicolas, ancien magistrat appelé à ce poste par Falloux, était ultramontain. Apologiste catholique, il publia en août 1852 un livre contre le protestantisme. Dès cette époque, il fut question de le révoquer. C'est seulement en février 1854 que Fortoul l'obligea à se retirer et le remplaça par Victor Hamille entré à la direction des Cultes en 1840 et fidèle à ses

guère dénoncer publiquement les atteintes portées à leur autorité s'en plaignaient au ministre des Cultes. Fortoul semble n'avoir pas eu de convictions personnelles en matière religieuse ; ce n'était pas un gallican de principe ; mais, conseillé par ses collaborateurs, il prit la défense des droits de l'épiscopat menacés par l'ultramontanisme et au maintien desquels l'autorité civile était intéressée. Rayneval, venu à Paris en mai 1852 fut chargé par lui de soutenir auprès du pape la cause des évêques et des coutumes de France.

Il obtint satisfaction sur plusieurs points. Pie IX suspendit à la fin de juin la publication de la Correspondance de Rome que les évêques français les plus ultramontains trouvaient trop intransigente et maladroite. Il déféra l'affaire du curé de Vertou à l'archevêque de Tours, qui maintint la sentence de déposition portée par son collègue et décida le curé à retirer son appel en le nommant à une petite cure. Malgré cette transaction, le conflit de principe restait entier : le Saint-Siège ne reconnaissait pas la validité des sentences « ex informata conscientia » dont usaient les évêques français et que le gouvernement tenait pour régulières et nécessaires, les officialités n'étant pas légalement établies en France.

Pie IX assura Rayneval qu'il n'avait pas l'intention de faire mettre à l'Index les traités en usage dans les séminaires français, que la théologie de Bouvier n'était pas menacée d'une condamnation et que les modifications qui devaient lui être apportées seraient débattues avec son auteur. Mais, pendant ces négociations, le 1^{er} juillet 1852, la congrégation de l'Index condamna le dictionnaire historique de Bouillet auquel l'archevêque de Paris, Sibour avait donné son approbation (1). Sibour était un adversaire passionné de l'Univers ; le dictionnaire de Bouillet était un des nombreux sujets sur lesquels ils étaient entrés en conflit. La sentence de l'Index était donc un échec pour l'auto-

traditions. Vers la même époque, un autre fonctionnaire de l'administration des Cultes, détaché au cabinet du ministre, Adolphe Tardif, acquit une réelle influence. Il était spécialiste de droit canon et favorable aux traditions gallicanes.

Voir F¹⁷ 12.428 : Personnel de l'administration des Cultes. Les dossiers personnels de Contencin (F¹⁹ 1.863) Hamille (F¹⁹ 1.865) Tardif (F¹⁹ 1.867) Jourdain (F¹⁷) et les papiers de Contencin (F¹⁹ 2.001) sont peu intéressants.

Voir Paul Lapeyre, *Auguste Nicolas*, et Veuillot : *Correspondance*, t. IV, 20 janvier 1854.

(1) Toujours pendant les négociations, l'Univers publia le 17 juillet la réponse faite le 10 janvier par la congrégation des Rites au chanoine Lottin et dont Fortoul s'était plaint.

rité épiscopale en même temps qu'un encouragement au grand journal ultramontain. Le gouvernement en témoigna son regret et il fut décidé que Bouillet, d'accord avec la congrégation de l'Index préparerait une nouvelle édition de son ouvrage.

Les adversaires de l'Univers subirent vers la même époque un grave échec dans l'affaire des classiques qui, d'ailleurs, ne fut l'objet d'aucune démarche du gouvernement à Rome. La déclaration de Dupanloup avait réuni plus de quarante adhésions épiscopales, mais quelques évêques ultramontains prirent publiquement parti pour l'Univers. Le cardinal archevêque de Reims, Gousset, déclara le 30 juin que l'affaire des classiques servait de prétexte aux adversaires de l'ultramontanisme pour combattre l'Univers, et que le procédé employé par Dupanloup était contraire aux traditions de l'Église. Le cardinal Antonelli, secrétaire d'État de Pie IX, l'approuva entièrement sur ce point par une lettre du 30 juillet qui fut rendue publique (1). Après ce blâme de la cour de Rome, il devenait difficile à la majorité modérée de l'épiscopat de se concerter pour agir.

Dans l'ensemble, et tout en leur imposant des ménagements de forme, le Saint-Siège appuyait les ultramontains français dans leurs luttes contre le droit coutumier et l'omnipotence épiscopale. Sa politique s'opposait donc nettement à celle du gouvernement français. Pie IX, tout en faisant bon accueil à Rayneval et en donnant sur certains points satisfaction au gouvernement français, s'émut de l'intervention du pouvoir séculier en matière ecclésiastique et garda rancune aux évêques français qui l'avaient sollicitée. Rayneval, au début d'août, avertit son gouvernement qu'il serait imprudent d'intervenir à nouveau dans ces questions.

Cet avis fut suivi pendant quelques mois. Les circonstances étaient d'ailleurs peu favorables à une action résolue du gouvernement : entre Rayneval, disposé à tenir le plus grand compte du point de vue romain et l'administration des Cultes qui se refusait à l'admettre, le ministère des Affaires Étrangères, sous Turgot (jusqu'au 28 juillet) comme sous Drouyn de Lhuys gardait une attitude intermédiaire. Louis-Napoléon fut mécontenté par les agissements des ultramontains (2), mais il désirait

(1) La question pédagogique n'y était pas tranchée. Antonelli assura Rayneval que cette publication avait été faite à son insu et qu'il la regrettait.

(2) Louis-Napoléon à Ségur, 29 août 1852 ; lettre citée par le marquis de Ségur : *Mgr de Ségur : Souvenirs et récit d'un frère*.

déjà être sacré par Pie IX lorsque l'Empire serait rétabli et le fit pressentir à ce sujet dès le début de septembre. Il devait donc ménager le Saint-Siège.

II. — *Le rétablissement de l'Empire* (1)

Du 14 septembre au 16 octobre 1852, Louis-Napoléon parcourut les provinces du midi de la France pour y étudier les dispositions d'opinion publique relativement au rétablissement de l'Empire.

Dans tous les évêchés où il passa, Louis-Napoléon se rendit à la cathédrale où il fut reçu en souverain par l'évêque entouré d'un nombreux clergé. Aux discours de bienvenue des prélats, il répondit en témoignant sa déférence pour la religion. Non content de faire ainsi une large place au clergé dans les cérémonies publiques, il tint à entrer en relations personnelles avec les évêques. Par des décorations, par des prévenances, en faisant bon accueil à leurs sollicitations (2), il chercha à s'assurer de leur dévouement. Il leur dit que ses sentiments personnels et sa politique étaient favorables à l'Église. Il s'entretint avec certains d'entre eux d'une révision possible des Articles Organiques (3). Sensibles à ces attentions, les prélats furent charmés de leurs rapports avec le futur empereur et sa séduction personnelle s'exerça même sur ceux qui, comme l'évêque de Poitiers, Pie, avaient peu de sympathie pour son gouvernement. L'opinion

(1) Sur le voyage de Louis-Napoléon, voir quelques rapports de police (F⁷ 12.164 et 12.165); les dossiers des évêques Bonnechose (F¹⁹ 2.572) Dépéry (F¹⁹ 2.524), Ginouilhac (F¹⁹ 2.531), les biographies des évêques Mazenod, Cart, Bonnechose, Mabile, Mioland et le *Journal* du maréchal de Castellane.

Sur le plébiscite, les rapports des préfets sont la principale source. On trouvera des renseignements sur le rôle du clergé 1° dans la série F¹⁰ III pour les départements suivants : Ain 6, Basses-Alpes 6, Aveyron 7, Doubs 8, Eure-et-Loir 9, Finistère 3, Ille-et-Vilaine 8 et 12, Loire-Inférieure 8, Lozère 6, Manche 6, Mayenne 6, Meurthe 16, Morbihan 12 (à compléter par F¹³ 362 5 et 6); 2° à BB³⁰ 406, pour les ressorts d'Angers et de Poitiers et dans les rapports trimestriels des procureurs généraux de Dijon (BB³⁰ 377), Paris (383), Poitiers (385), Rennes (387), Toulouse (388); 3° dans le rapport postérieur de Gallix (F⁷ 12.389) sur la Bretagne; 4° dans les dossiers personnels des évêques Angebault (F¹⁹ 2.489), Croizier (2.570), Lemée (2.575), Baillès (2.530 et 5.819 B); 5° dans les dossiers de police des cultes de Carcassonne (F¹⁹ 5.800) et de Strasbourg (5.864).

Voir en outre le chapitre XII sur le rôle du clergé dans la vie publique locale.

Sur la reconnaissance du Second Empire par la cour de Rome, voir la correspondance diplomatique citée dans ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France...*

(2) L'administration des Cultes fut saisie de 347 demandes de secours adressées à Louis-Napoléon au cours de son voyage. Le total des secours sollicités fut évalué à six millions. Beaucoup ne furent pas accordés (F¹⁹ 5.604).

(3) Voir les biographies de Bonnechose et de Mioland.

s'établit parmi eux qu'au point de vue catholique, il valait beaucoup mieux que son entourage.

C'est à Marseille que les manifestations d'alliance entre l'Église et le nouveau régime eurent le plus d'éclat. Louis-Napoléon y fut salué par un légat envoyé par Pie IX, qui suivait son voyage avec sympathie. Posant le 26 septembre la première pierre de la nouvelle cathédrale, il proclama : « Mon gouvernement, je le dis avec orgueil, est peut-être le seul qui ait soutenu la religion pour elle-même ; il la soutient non comme instrument politique, non pour plaire à un parti, mais uniquement par conviction et par amour du bien qu'elle inspire comme des vérités qu'elle enseigne. » Le 9 octobre, Louis-Napoléon à Bordeaux, déclara encore : « Je veux conquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, cette partie encore si nombreuse de la population qui, au milieu d'un pays de foi et de croyances connaît à peine les préceptes du Christ... »

Louis-Napoléon opposait ainsi à l'alliance entre le trône et l'autel, suspecte aux populations comme symbolique de l'ancien régime, une nouvelle formule d'entente entre le pouvoir civil et l'Église. Le gouvernement, en théorie, n'attend plus du clergé un concours politique ; mais l'influence morale et sociale de la religion s'exerçant au détriment de la propagande révolutionnaire et au bénéfice de l'ordre, les pouvoirs publics doivent la favoriser. L'administration et le clergé servent ainsi, chacun dans leur sphère, la cause de la société et de la civilisation. Cette conception devint une des théories officielles du Second Empire.

Le 6 novembre, le Sénat à la quasi unanimité, vota le rétablissement de l'Empire. L'archevêque de Paris, Sibour, prépara un discours pour demander que Louis-Napoléon fût proclamé empereur de la république française puis il y renonça et vota avec les cinq cardinaux le retour de l'Empire (1). Ce vote fut sanctionné par le plébiscite des 20 et 21 novembre qui donna 7.824.189 oui contre 253.145 non.

Le comte de Chambord, par une proclamation du 25 octobre, que le gouvernement fit reproduire dans le *Moniteur*, avait exhorté les Français à ne pas s'associer à la restauration de l'Empire. Le doute qui pouvait subsister le 20 décembre 1851 était impossible en 1852 : voter oui, c'était, pour les légitimistes, sacrifier leurs principes. Aussi, s'abstinrent-ils en plus grand nombre que l'année précédente. Par contre, la protestation

(1), AB NIX 173.

du comte de Chambord, répandue à profusion dans le clergé, n'y exerça aucune influence. Comme en 1851, le clergé et les catholiques votèrent presque partout en 1852.

Cependant, plusieurs évêques de tendances légitimistes qui avaient appuyé Louis-Napoléon lorsqu'il s'agissait de défendre l'ordre social, se montrèrent peu favorables à la restauration de l'Empire. L'évêque de Chartres, Clausel de Montals, qui avait publiquement invité son clergé à voter oui en 1851, et manifesté son admiration pour Louis-Napoléon, espérait alors qu'il rétablirait en France la monarchie légitime. Déçu, et d'ailleurs mal vu à Rome où on lui reprochait son gallicanisme, il donna sa démission au lendemain du plébiscite du 20 novembre 1852 (1). L'évêque de Saint-Brieuc, Lemée, qui avait adhéré en 1851 à la circulaire de Clausel de Montals, garda en 1852 une complète neutralité. L'archevêque d'Avignon, les évêques de Valence et de Rodez, se montrèrent aussi beaucoup plus réservés que l'année précédente. Le petit groupe des évêques qui, dès l'origine, avaient été peu favorables au nouveau régime, s'accrut ainsi de quelques unités ; mais sauf Baillès, aucun de ces prélats ne chercha à entraîner son clergé dans l'abstention.

Un changement plus important, est l'augmentation considérable du nombre des suffrages affirmatifs dans les deux grandes régions catholiques et légitimistes. Le sud-est du Massif central, le Languedoc, et l'Ouest, donnent 231.000 oui de plus qu'en 1851, alors que l'accroissement est d'environ 400.000 pour la France entière. Ainsi, au moment même où les légitimistes s'écartent du gouvernement, les populations naguère soumises à leur influence se rallient.

Dans les départements du groupe méridional, l'augmentation du nombre des oui atteint 20 ou 30 % (2). Elle est due en partie à la diminution du nombre des non qui provenaient de républicains, souvent protestants, mais aussi aux votes d'électeurs catholiques qui s'étaient abstenus en 1851. Le clergé en général fait voter oui, comme en 1851, réduisant à l'impuissance les légitimistes intransigeants. Dans l'Aveyron cependant, l'évêque, favorable l'année précédente, reste neutre et son clergé est moins ardent et moins unanime à seconder l'administration.

(1) F¹⁰ III Eure-et-Loir 9. Baunard : *Histoire du Cardinal Pie*.

(2) Elle fut d'environ 5 % pour l'ensemble de la France, en raison de la diminution du nombre des suffrages négatifs. La moyenne des abstentions fut comme en 1851 d'environ 20 % malgré un temps beaucoup plus défavorable.

Cependant il y a 20.000 oui de plus qu'en 1851 et 24 % d'abstentions au lieu de 34 % (1).

L'évolution de l'Ouest est plus diverse. Le nombre des abstentions augmente légèrement aux dépens des oui dans le Maine-et-Loire (2) où les grands propriétaires nobles ralliés au lendemain du coup d'État par la crainte des républicains, s'abstiennent. La Sarthe et la Mayenne votent sensiblement comme en 1851. En Vendée, l'évêque reste le chef de l'opposition légitimiste et une grande partie de son clergé le suit. Le nombre des oui augmente pourtant un peu. L'augmentation est plus forte (25 %) en Loire-Inférieure, malgré l'abstention du clergé et en Morbihan (20 %) où la majorité des prêtres votent. Elle est énorme (50 %) en Ille-et-Vilaine, où l'évêque, par une lettre pastorale favorable à la restauration de l'Empire, empêche son clergé de faire campagne pour l'abstention ; et dans le Finistère (50 %) où l'évêque s'est rapproché du gouvernement que le clergé soutient. Dans les Côtes-du-Nord, l'évêque naguère favorable s'abstient, mais l'administration conserve le concours du bas clergé et obtient un faible accroissement (8 %) des suffrages favorables (3).

Le clergé de l'Ouest s'est donc divisé en 1852 comme en 1851. Favorable au gouvernement en Bretagne bretonnante, il a subi l'influence légitimiste en Bretagne française, en Anjou et en Vendée. Dans le Midi, et en général dans toute la France, bien que la menace révolutionnaire fût moins immédiate qu'en 1851 et malgré la défection d'une partie des légitimistes, il a contribué au succès du plébiscite et à détacher le peuple du parti légitimiste.

Mais l'augmentation du nombre des suffrages affirmatifs dans les régions légitimistes et catholiques de l'Ouest et du Midi fut moins l'œuvre du clergé que celle de l'administration. A peine organisée en décembre 1851, elle était très puissante en 1852 ; son influence s'exerça directement sur le bas clergé

(1) Le pourcentage des abstentions tombe de 31 à 21 % dans le Tarn, de 38 à 27 % dans l'Hérault, de 30 à 18 % dans la Lozère, de 32 à 25 % dans l'Ardèche, de 32 à 23 % dans la Haute-Loire.

(2) Et aussi dans les Deux-Sèvres, mais il n'est pas certain que l'influence des légitimistes, limitée au nord-ouest du département en soit la cause.

(3) Ce scrutin montre mieux que celui de 1851 les véritables centres de l'influence légitimiste. Le pourcentage des abstentions atteint ou dépasse 40 % dans le Maine-et-Loire, la Vendée, la Loire-Inférieure et le Morbihan ; il tombe à 28 % dans les Côtes-du-Nord, à 22 % dans le Finistère et la Mayenne. Pour l'ensemble de la France il est d'environ 20 %.

dans les quelques diocèses où les évêques étaient peu favorables, et sur la masse des fidèles dans les régions où les prêtres étaient hostiles ou hésitants. Ces populations dociles et respectueuses de l'autorité avaient jusqu'alors obéi en politique aux nobles légitimistes et aux prêtres ; elles subirent en outre désormais l'influence de l'administration. De manière générale, l'Empire fut rétabli avec le concours de l'Église, mais ce concours fut plus général et plus empressé chez les fidèles que chez les prêtres, chez les curés et desservants que dans le haut clergé.

Les catholiques libéraux restaient hostiles au gouvernement, mais sans influence. Dans une brochure publiée à la fin d'octobre « *Les intérêts catholiques au XIX^e siècle* », Montalembert avait affirmé que « la liberté et la lutte rendue possible par la liberté » avaient été dans la première moitié du XIX^e siècle et redeviendraient dans l'avenir la meilleure ressource de l'Église, tandis qu'un pouvoir absolu nécessairement temporaire ne pouvait lui assurer que des avantages précaires. Les évêques auxquels il avait adressé sa brochure l'accueillirent en général avec réserves (1). Seul dans l'épiscopat Dupanloup mit en pratique les préceptes de Montalembert et publia le 3 décembre un mandement sur la *Liberté de l'Église*, sur l'indépendance qu'elle devait garder vis-à-vis des dynasties et des gouvernements. Mais le gouvernement pouvait négliger les attaques des catholiques libéraux. Les pouvoirs du Corps Législatif avaient encore été diminués au profit du souverain dans la constitution impériale votée le 6 décembre par le Sénat sans que le clergé y eût prêté aucune attention. Les tentatives d'opposition que Montalembert avait dirigées pendant la session de 1852 ne furent pas renouvelées.

La monarchie légitime comptait dans le clergé et parmi les catholiques beaucoup plus de partisans que les libertés constitutionnelles ; mais, sauf en Vendée, ils ne firent pas d'opposition. Quelques députés royalistes démissionnèrent (2) et leurs sièges furent abandonnés sans lutte aux candidats officiels. L'hostilité ou la réserve des évêques et des prêtres légitimistes n'était connue que de leur entourage.

La grande majorité des catholiques et du clergé étaient ralliés à l'Empire. Veuillot dans l'Univers, et beaucoup d'évêques dans des discours ou dans des mandements publiés à l'occasion

(1) Plusieurs réponses sont citées par Lecanuet : *Montalembert*.

(2) Calvières, Bouhier de l'Écluse, Audren de Kerdrel, Mérode.

du plébiscite (1) ou après le rétablissement de l'Empire, ne faisaient pas seulement l'éloge du nouveau régime, mais l'apologie personnelle de Napoléon III, bienfaiteur de l'Église et agent de la providence (2). On remarqua parmi les plus enthousiastes deux ultramontains autrefois libéraux, Parisi (3) et Salinis (4).

Le gouvernement donnait à ces louanges une grande publicité et l'Église tout entière en portait la responsabilité devant l'opinion. Elles parurent excessives même à des partisans du gouvernement (5). Elles indignèrent ses adversaires, républicains ou royalistes et surtout les catholiques libéraux. Ceux qui les avaient prononcées les ont regrettées quelques années plus tard.

A Rome, la proclamation de l'Empire ne fut pas accueillie avec le même enthousiasme que le coup d'État. Pie IX était très favorablement disposé pour Napoléon III, mais la réserve des grandes puissances et surtout de l'Autriche, très influente à Rome, incita le gouvernement pontifical à ne pas se signaler par son empressement à reconnaître l'Empire. Les formalités de la reconnaissance furent donc accomplies avec une certaine lenteur qui, accrue par des circonstances accidentelles, impa-

(1) Les évêques de Gap, Nancy, Rennes et Saint-Flour notamment, avaient engagé les prêtres et les fidèles à voter oui.

(2) Bien que le gouvernement n'eût pas demandé de *Te Deum* pour le rétablissement de l'Empire, une trentaine d'évêques en firent célébrer un, spontanément, ou à la demande des préfets (F¹⁹ 5.579).

(3) A l'inauguration du Palais de Justice de Boulogne, le 10 novembre 1852, Parisi s'adressait ainsi aux fonctionnaires : « Secondez, Messieurs, ce Prince étonnant qui a osé prendre la charge presque surnaturelle de sauver la France... qu'il soit béni pour le bien vraiment inespéré qu'il nous a fait et que, jusqu'à la fin de sa prodigieuse mission, Dieu l'éclaire de son esprit, le fortifie de sa justice et le couvre de sa main. »

(4) Dans son mandement sur *le Pouvoir* (6 janvier 1853), Montalembert écrivit le 13 juillet 1868 au biographe de Salinis, Ladoue : « Royaliste exalté sous la Restauration, libéral prudent et candidat à l'épiscopat par mon entremise sous Louis-Philippe, admirateur du peuple et candidat à ses suffrages sous la République, panégyriste effronté du pouvoir absolu sous le Second Empire, Mgr de Salinis est un de ceux qui par leur exemple même plus que par leur doctrine, ont enseigné à la France à passer de mains en mains comme une prostituée... Le caractère sacerdotal et pontifical dont Mgr de Salinis a été revêtu le rend à mes yeux infiniment plus coupable, infiniment moins excusable que les sénateurs et les chambellans dont les transformations et les prostrations excitent la risée publique. De tous les souvenirs de ma vie, le plus douloureux est certainement la grande palinodie des catholiques français de 1852 à 1860, alors qu'on les vit renier misérablement les idées et les institutions qu'ils avaient proclamées, encensées, exploitées de 1830 à 1850. Mgr de Salinis et Mgr Parisi ont été les principaux acteurs de cette honteuse comédie. » (Lecanuet : *Montalembert*.)

(5) L'évêque de Viviers, Guibert, cependant favorable au gouvernement, écrivait le 19 novembre 1852 à l'évêque de Valence : « Je n'aime pas ces circulaires de Rennes et de Gap sur le rythme du dithyrambe. » (Études, 5 mars 1897.)

tienta le gouvernement français. Le nonce fut accrédité auprès de Napoléon III après les représentants de l'Angleterre et de plusieurs puissances secondaires, mais avant ceux des trois grandes monarchies continentales. A cette époque d'ailleurs, une négociation beaucoup plus importante était engagée entre Paris et Rome : Pie IX était sollicité de venir en France sacrer Napoléon III.

III. — *Les divisions de l'Église et l'échec des projets de sacre* (1)

Louis-Napoléon désirait que Pie IX vînt en France le sacrer empereur comme Pie VII était venu sacrer Napoléon I^{er} : « Qui fut plus légitime que l'empereur, élu trois fois par le peuple, sacré par le chef de la religion ? » disait-il à Lyon dans son discours du 19 septembre 1852. Dès la fin d'août il avait envoyé à Rome, avec un commandement dans le corps d'occupation, un de ses aides de camp, le général de Cotte, catholique ami de Vuillot, en le chargeant de pressentir secrètement Pie IX. En octobre 1852, dans ses conversations avec l'évêque de Carcassonne, Bonnechose, Louis-Napoléon s'était montré, contre l'avis de ses ministres, favorable à la révision des Articles Organiques qui pouvait être le prix de la venue du pape en France. Bonnechose partit peu après pour Rome, et reprit la négociation. De Cotte et l'auditeur de Rote Ségur, en qui Napoléon III avait confiance, continuèrent à s'en occuper. Rayneval sans y prendre part officiellement fut chargé par Drouyn de Lhuys d'étudier les dispositions de la cour de Rome.

Pie IX, personnellement, était disposé à se rendre en France. Mais tout son entourage l'en dissuadait : on lui représentait que d'après la tradition, les souverains qui désiraient être sacrés par le pape se rendaient à Rome et que si l'exception consentie à Napoléon I^{er} était renouvelée moins de cinquante ans après au profit de son neveu, toutes les dynasties catholiques réclameraient la même faveur, ce qui en avilirait le prix. L'influence de l'Autriche et des autres puissances catholiques faisait aussi obstacle aux projets de Napoléon III.

Cependant Pie IX désigna un prélat qui dressa avec Bonnechose une liste des modifications que devraient subir les Articles

(1) Voir les sources et la bibliographie du § 1. Sur la négociation du sacre, voir surtout les lettres de Rayneval à Thouvenel (Cerçay 165 A1 10, citées dans J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France*) et les biographies de Bonnechose et de Ségur.

Organiques et la législation civile française pour que le pape pût venir en France. En premier lieu, la consécration religieuse du mariage devrait être rendue obligatoire. Après que Pie IX eut approuvé ces conditions, le 17 janvier 1853, Bonnechose revint à Paris et les soumit à Napoléon III. Les chances de succès de la négociation étaient alors très diversement appréciées. Bonnechose et surtout Ségur et de Cotte les croyaient grandes ; c'était en eux que Napoléon III avait confiance. Rayneval, au contraire, jugeait qu'un bouleversement de la législation française rendrait seul le succès possible, et il n'y croyait pas (1). Le secret n'avait pas été gardé. Tous ceux qui, à Rome, en France ou en Europe, avaient intérêt à empêcher le sacre ou les concessions qui en auraient été le prix, étaient en éveil et prêts à la résistance. La négociation, de plus, allait se poursuivre dans des circonstances difficiles car de nouveaux et graves conflits surgissaient en France entre les ultramontains et leurs adversaires.

Vers la fin d'octobre 1852, un mémoire anonyme fut adressé aux évêques français *« Sur la situation présente de l'Église gallicane relativement au droit coutumier »*. C'était une apologie des coutumes de l'Église de France et une critique des tentatives faites par les ultramontains pour leur substituer le droit commun de l'Église. Les auteurs du mémoire restèrent inconnus, mais on supposa qu'il avait été écrit et publié sous le patronage de la compagnie de Saint-Sulpice et des principaux évêques hostiles à l'ultramontanisme.

Le 7 décembre 1852, la théologie gallicane et rigoriste de Bailly, qui était en usage dans la plupart des séminaires français fut mise à l'Index. Cette condamnation, succédant à celle de Lequeux et à la révision de la théologie de Bouvier, montrait que le pape était décidé à faire prévaloir dans les séminaires français les doctrines ultramontaines.

Au début de janvier, les évêques de la province de Reims, ultramontains ardents pour la plupart, réunis en concile à Amiens, condamnèrent le mémoire sur le droit coutumier que le cardinal archevêque de Reims Gousset avait déjà réfuté ;

(1) Rayneval écrivait le 4 février 1853 à Thouvenel : « J'ai de l'affection pour Mgr de Ségur, mon vieux camarade, mais c'est de ces esprits qui ne doutent de rien et ne se doutent de rien. Il m'a l'air de pousser une pointe en compagnie du général de Cotte, vrai phosphore pour prendre feu, cœur élevé au demeurant. Je vous ai dit, j'ai dit au ministre la vraie vérité. Croyez-y d'autant mieux que le contraire aurait été beaucoup plus agréable et plus profitable à dire, ce qui explique d'ailleurs que d'autres s'en chargent. »

ils donnèrent une adhésion partielle aux idées de Gaume sur les classiques païens et affirmèrent les droits des journalistes catholiques. L'évêque d'Amiens, Salinis, se rendit à Rome en février pour soumettre les décrets du concile à l'approbation du Saint-Siège. Gaume et Veuillot l'accompagnèrent.

Ils venaient d'arriver à Rome, lorsque l'archevêque de Paris, Sibour, condamna l'Univers par une ordonnance du 17 février et en interdit la lecture à ses prêtres : un vicaire général de Dupanloup, Gaduel, vivement attaqué par Veuillot pour avoir critiqué les idées de l'ultramontain Donoso Cortès, s'était plaint à Sibour de l'atteinte portée par le journaliste à son caractère sacerdotal, et Sibour, en conflit depuis trois ans avec l'Univers, avait saisi cette occasion de le frapper. L'évêque de Moulins, Dreux-Brézé s'éleva publiquement contre la prétention manifestée par Sibour de régenter la presse religieuse de Paris, dont l'influence, loin d'être limitée à son diocèse, s'étendait à toute la France. Le 10 mars, Sibour déféra au jugement du pape la lettre de l'évêque de Moulins.

Le Saint-Siège était donc appelé à se prononcer sur les décrets du concile d'Amiens et sur le conflit de Sibour et de l'Univers. Il allait décider de l'issue de la lutte engagée en France entre les ultramontains et leurs adversaires.

Les deux partis cherchèrent à s'assurer l'appui du gouvernement français. Celui-ci avait nommé le 9 décembre aux sièges épiscopaux de Coutances et de Grenoble, les premiers qui fussent devenus vacants depuis le coup d'État, deux prêtres hostiles au mouvement ultramontain : un universitaire, Daniel (1) ; et Ginouilhac, un théologien libéral dont la nomination ne fut pas acceptée à Rome sans répugnance (2). Mais l'intérêt de Napoléon III, engagé dans la négociation du sacre, et ses dispositions personnelles, s'opposaient aux tendances gallicanes de ses conseillers. C'est auprès de lui qu'intervinrent les ultramontains tandis que leurs adversaires, et notamment Sibour, s'adressaient aux ministres. Ainsi divisé, le gouvernement resta neutre. Il donna seulement au pape des conseils de modération et lui demanda de garder envers l'archevêque de Paris les ménagements auxquels sa fonction lui donnait droit. A Rome les agents de la politique personnelle de l'empereur, Ségur et de Cotte,

(1) F¹⁹ 2.516.

(2) F¹⁹ 2.531 et Correspondance diplomatique, 24 janvier 1853.

donnèrent tout leur appui à Veuillot tandis que Rayneval s'abstint de prendre parti (1).

Libre de toute pression, le pape fit triompher les ultramontains. L'encyclique du 21 mars 1853 adressée aux évêques français les engageait à rétablir la liturgie romaine et à continuer à tenir les conciles provinciaux qui avaient puissamment servi les progrès de l'ultramontanisme. Ils devaient n'employer dans leurs séminaires que des livres approuvés par le Saint-Siège, encourager les journalistes catholiques et les traiter avec bienveillance. Le mémoire sur le droit coutumier était condamné. A part la question des classiques païens dont l'emploi était autorisé sous certaines réserves, les ultramontains l'emportaient donc sur tous les points. Sibour dut retirer son ordonnance contre l'Univers ; les décrets du concile d'Amiens furent approuvés par le pape et leurs dispositions contre le droit coutumier renforcées. La réaction tentée en France depuis 1852 par les adversaires de l'ultramontanisme était brisée.

Ces conflits et leur issue contribuèrent à l'échec de la négociation du sacre. La méfiance traditionnelle contre l'ultramontanisme en fut réveillée dans la presse, au Sénat et au Conseil d'État, chez les hauts fonctionnaires et les ministres. Dès le mois de février, Bonnechose, reçu par Napoléon III à son retour de Rome, constata que l'opinion publique et l'entourage de l'empereur étaient hostiles à toute modification de la législation française, à toute concession aux revendications ultramontaines. Ces répugnances ne firent que croître à mesure que la cour de Rome se prononçait plus ouvertement pour les ultramontains. Drouyn de Lhuys, Fortoul, et le président du Sénat Troplong, s'en faisaient les interprètes auprès de Napoléon III, alors qu'aucun de ses conseillers ne l'engageait à accepter les conditions de Pie IX.

La question du mariage religieux était alors discutée dans la presse. Dans une brochure qui avait eu un certain retentissement (2), Sauzet, qui avait été président de la Chambre des députés sous la Monarchie de Juillet, venait de préconiser un régime analogue à celui des Deux Siciles où le mariage civil

(1) Eugène Veuillot écrivit à son frère le 24 février : « Une démarche a été faite auprès du gouvernement pour obtenir qu'il prit une mesure de rigueur contre nous. On a échoué... L'empereur a déclaré formellement au cardinal de Reims que nous n'avions rien, mais rien du tout à craindre. » (Eugène Veuillot : *Louis Veuillot*) Salinis avait vu Napoléon III avant de partir pour Rome.

(2) *Réflexions sur le mariage civil et le mariage religieux en France et en Italie.*

était nul s'il n'était pas suivi du mariage religieux ; les protestants pouvant se marier au temple, et les israélites à la synagogue, ce projet respectait la liberté des cultes ; l'État français s'était d'ailleurs déjà inspiré du droit canonique en abrogeant le divorce.

Le chef de la première division de l'administration des Cultes, Nigon de Berty, très favorable à l'Église, combattit pendant le projet de Sauzet dans une note du 30 mars (1). Ce projet violerait le principe fondamental du droit public français, la séparation du spirituel et du temporel. Il porterait « une profonde atteinte à la liberté de conscience » en forçant des incrédules « à se marier à l'église contrairement à leurs croyances et à leur volonté. Les actes religieux qui ne sont pas spontanés ne sauraient ni être agréables à Dieu ni convenir à l'homme qui se respecte. Sous ce rapport, le système de M. Sauzet ne ferait que des hypocrites ; dans tous les cas, il ne pourrait rendre meilleurs les impies qui auraient profané un sacrement pour obéir à la loi proposée. » Au point de vue politique, il « augmenterait notablement l'influence du clergé », mais ferait peser sur lui « une effrayante responsabilité. » Les prêtres, en exerçant l'autorité qui leur serait conférée sur les questions matrimoniales susciteraient inévitablement de graves mécontentements et la religion ne pourrait « que souffrir de leur intervention légale dans les choses temporelles ».

Le 7 avril 1853, c'est-à-dire le lendemain du jour où l'encyclique du 21 mars fut connue du gouvernement, le *Moniteur* publia la note suivante : « On s'est efforcé de répandre dans le public le bruit que le gouvernement pensait à proposer une modification dans les conditions du mariage civil. Ce bruit est sans aucun fondement. L'expérience de soixante années a consacré la sagesse de notre législation civile dans cette importante matière. » Cet article, écrivit le 14 avril, Rayneval à Thouvenel « ne se borne pas à démentir les bruits de modification. Il fait hautement l'éloge de notre loi sur le mariage. Ce n'en est que plus significatif. Ainsi, vous fermez la porte qui s'était entr'ouverte, la seule par où on pût passer. Il n'en pouvait être autrement... Ceux qui croient le terrain de l'opinion préparé à des moissons de cette espèce, se trompent du tout au tout. » Et le 20 avril « La déclaration du *Moniteur* est venue fort à propos ; et ne croyez pas qu'elle ait grandement déplu à Rome.

(1, F¹⁹ 5.507.

La satisfaction de se voir hors d'embarras sur une question brûlante l'emporte de beaucoup sur le regret de voir se prolonger un état de choses qui dure depuis soixante ans et auquel on s'accoutume tout en le blâmant. » L'impression générale fut que la négociation avait définitivement échoué.

Napoléon III cependant écrivit au pape le 8 mai par l'intermédiaire de Ségur, pour lui demander s'il viendrait le sacrer. L'empereur n'était d'ailleurs plus disposé à modifier les Articles Organiques, ne voulant pas, écrivait-il à Ségur, « qu'on crût que c'était par intérêt ou par ambition que je désirais la révision de ces articles tandis qu'au contraire ce n'était qu'en vue d'une entente plus intime avec le pouvoir spirituel et pour le bien de la religion. Cependant, malgré moi, il en a transpiré quelque chose dans le public, et j'ai vu avec peine que l'opinion était opposée à tout changement qui aurait l'air d'une concession faite à la cour de Rome. Sans doute la venue du Saint Père ferait un grand bien aux idées religieuses et à la politique. Mais dans ce monde une foule de petites considérations viennent toujours entraver les grands projets. Enfin, que la volonté de Dieu soit faite (1). »

Napoléon III lui-même n'avait donc que peu d'espoir. D'après Ségur, Pie IX eût consenti à le sacrer, soit à Paris après l'abolition des Articles Organiques, soit à Rome. L'empereur n'accepta pas ces conditions. Il n'abandonna pas entièrement son projet (2) ; mais il semble bien que la phase active et sérieuse de la négociation du sacre ait pris fin au printemps de 1853 et que, par la suite, elle n'ait plus influé sur la politique ecclésiastique du gouvernement impérial.

Pendant les dix-huit mois qui ont suivi le coup d'État, le caractère et les limites de l'alliance entre la papauté et le régime napoléonien se sont précisés. Ils sont étroitement solidaires dans les États romains et en France contre la révolution. Mais sur le terrain religieux, l'État concordataire, laïque et de tendances gallicanes, s'oppose au Saint-Siège plus hostile que jamais à l'autonomie des églises nationales et à l'ingérence du pouvoir civil dans les affaires ecclésiastiques. Ignorant ces difficultés, Napoléon III a cherché à réaliser une alliance plus étroite entre le pouvoir spirituel et l'État, alliance qui eût été scellée par son sacre. A ces projets la politique gallicane a été temporel-

(1) Cité par A. de Ségur : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récit d'un frère*.

(2) Voir pp. 110 et 163.

rement sacrifiée, mais ils n'en ont pas moins échoué. Les relations du gouvernement français avec la cour de Rome sont en 1853 excellentes, mais les rapports de l'Église et de l'État restent marqués de ce désaccord latent qui les caractérise depuis 1802.

CHAPITRE IV

Les privilèges du clergé

« Par la bonne volonté de notre très cher fils en Jésus-Christ, Napoléon, empereur des Français, et par les soins de son gouvernement, l'Église catholique jouit chez vous d'une paix complète, de tranquillité et de faveur », écrivait Pie IX le 21 mars 1853, dans son encyclique aux évêques de France. Bien que les relations entre le pouvoir civil et l'Église soient devenues un peu moins cordiales pendant les années suivantes, la situation dont se félicitait Pie IX en 1853 ne s'est pas modifiée sur certains points essentiels jusqu'en 1859.

I. — *Inobservation des Articles Organiques* (1)

Plusieurs dispositions importantes des Articles Organiques qui entravaient les relations de l'Église de France avec le Saint-Siège, avaient cessé d'être appliquées pendant la Deuxième République. Tout en refusant de les abolir, le gouvernement du Second Empire, pendant plusieurs années, ne les remit pas en vigueur.

L'article qui subordonnait la réunion des conciles provinciaux et des synodes diocésains à la « permission expresse du gouvernement » resta en 1853 suspendu par décret (2) et, même par la suite, ne fut jamais appliqué (3). Les actes du Saint-Siège continuèrent à être reçus et promulgués en France sans l'autorisation du gouvernement (4). Le nonce resta en relations

(1) Voir J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France...*, notamment le mémoire de Rayneval sur la législation ecclésiastique française et la situation de l'Église de France (janvier 1853, Mémoires et documents, volume 116). Voir ci-dessous le chap. V.

(2) Voir les décrets des 16 septembre 1849, 22 mai 1850, 2 septembre 1851, 8 janvier 1853.

(3) Voir F¹² 5591.

(4) Notamment, malgré son importance, l'encyclique du 21 mars 1853. Le gouvernement jusqu'en 1855 ne soumit au Conseil d'État que les actes pontificaux de caractère administratif tels que les bulles d'institution canonique. De 1852 à 1859, il ne fit enregistrer que trois actes d'un caractère spirituel : la bulle promulguant le

directes avec les évêques, sortant ainsi de ses attributions diplomatiques sans que le gouvernement protestât et parfois même sur sa demande (1). Les évêques, quittant leur diocèse pour se rendre à Rome, en informaient le ministre des Cultes mais en général sans solliciter expressément son autorisation (2). Enfin, jusqu'en 1857, le gouvernement ne traduisit aucun évêque ni aucun prêtre devant le Conseil d'État pour abus.

Cette inobservation des Articles Organiques créait contre eux un commencement de prescription, ménageait la susceptibilité du clergé et facilitait les progrès de l'ultramontanisme. Jamais l'Église de France n'avait entretenu de rapports si étroits avec le Saint-Siège et n'avait été si étroitement soumise à son autorité. La liturgie romaine fut rétablie dans la plupart des diocèses sans que le gouvernement intervînt (3).

Le pape et les ultramontains français attachaient d'autant plus de prix à ce libéralisme dans la protection, que la lutte contre le gallicanisme était encore au premier plan de leurs préoccupations (4). Vuillot, pour détacher le clergé des légitimistes rappelait volontiers les tendances gallicanes de la Restauration et de l'ancien régime : « L'Église, écrivait-il, jouit... d'une liberté qu'elle n'avait pas possédée depuis longtemps, depuis des siècles. Elle était plus forte par sa constitution politique sous l'ancienne monarchie, elle était moins libre. » (5) Plusieurs évêques écrivirent plus tard : « C'est en se séparant nettement des défiantes et ombrageuses traditions de notre ancien droit public et surtout en laissant aux évêques la libre faculté de resserrer les liens qui les doivent unir à leur centre commun que l'empereur s'est acquis d'incontestables droits à la gratitude

dogme de l'Immaculée Conception, le bref annonçant un jubilé pour l'année 1855 et un bref accordant des indulgences à la chapelle de Néronde (*Compte général des travaux du Conseil d'Etat*, 1852-1860).

(1) Hamille exprimait ainsi, dans une note du 1^{er} avril 1857 (F¹⁹ 1.955) le sentiment de l'administration des Cultes sur le rôle du nonce : « La participation du nonce aux affaires de l'Église doit bien être un peu admise ; si l'on était absolu en cette matière, on serait réduit à l'impossible et l'on se mettrait soi-même dans l'embarras. Il faut être raisonnable et admettre que le nonce ne peut rester complètement étranger aux choses spirituelles. Seulement il faudrait de sa part de la discrétion. »

(2) F¹⁹ 2.465.

(3) F¹⁹ 5.434.

(4) Guéranger écrivait à Montalembert le 22 novembre 1852 : « Le grand danger de l'Église, et par conséquent de la société, est dans le gallicanisme... » *Annales de philosophie chrétienne*, novembre 1910.

(5) Note du 29 septembre 1854. *Papiers sauvés des Tuileries*, publiés par R. Halt.

de l'épiscopat (1) . » Cette liberté était avec l'occupation des États pontificaux par les troupes françaises la base de l'entente entre le Second Empire et la papauté.

II. — *Le budget des Cultes et la situation temporelle du clergé* (2).

Le budget du culte catholique s'est élevé de 39.518.544 francs en 1852 à 45.967.896 en 1859. (3)

Le gouvernement fit d'abord bénéficier le haut clergé de cette augmentation (4). Dès 1853 le traitement des évêques fut porté de 10.000 à 12.000 et 15.000 francs (5). Celui des archevêques de 15.000 à 20.000 et le supplément des cardinaux de 5.000 à 10.000. Ceux-ci reçurent de plus comme sénateurs une dotation annuelle de 30.000 francs. Le traitement des vicaires généraux fut porté de 1.500 à 2.000 francs (6). Le décret du 25 mars

(1) Mémoire adressé le 8 mars 1860 à Rouland par Desprez, Doney, La Bouillerie, Belaval (F¹⁰ 2.587 Desprez).

(2) Sources : Versement de la Chambre aux Archives Nationales, série C. Budgets de 1853 (378), 1854 (383), 1855 (388), 1856 (392), 1857 (396), 1858 (402), 1859 (406), 1860 (410), 1861 (416), 1862 (422), 1863 (430 et 431), 1864 (436, 437), 1865 (445, 446), 1866 (451), 1867 (458), 1868 (464), 1869 (471). On y trouve les amendements des députés, des notes fournies par les ministères, les procès-verbaux des séances de la commission du budget et du Conseil d'État.

F 70 1. Réponses aux pétitions renvoyées par le Sénat aux divers ministères (1852-1861).

F¹⁰ 1.948. Pétitions renvoyées par le Sénat au ministère de Cultes.

F¹⁰ 2.381. « Résumé des documents statistiques de l'administration des Cultes depuis 1802 » par Nigon de Berty (septembre 1861).

F¹⁰ 6.116, 6.117 et 6.118. Traitements du clergé.

F¹⁰ 4.167 : Dons et legs. F¹⁰ 4.399 : Casuel. F¹⁰ 4.412 : Quêtes.

F¹⁰ 604. Pétitions renvoyées par le Sénat au ministère de l'Intérieur.

Papiers Baroche 1.018. Note sur les améliorations apportées à la situation du clergé de 1852 à 1864 ; notes sur l'affaire des messes pro populo (voir chap. IX, § 5).

Procès-verbaux imprimés des séances du Corps Législatif (budget) et du Sénat (pétitions relatives au clergé).

Bibliographie : Jourdain, directeur de la comptabilité au ministère de l'Instruction Publique et des Cultes : *Le budget des Cultes en France depuis le concordat de 1801 jusqu'à nos jours*. E. Dupont : *La part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*.

(3) En ajoutant aux crédits normaux les crédits supplémentaires. Cependant le budget de l'Instruction Publique tombait de 22.958.893 francs pour 1852 à 20.996.163 en 1859. (Ch. Nicolas : *Les budgets de la France depuis le commencement du XIX^e siècle.*)

(4) Voir F¹⁰ 2.529, Buissas, mai 1852.

(5) Les évêques résidant au siège des cours d'appel obtenaient seuls 15.000 francs mais cette inégalité fut jugée choquante et en 1858 le traitement de tous les évêques fut porté à ce chiffre. Voir la biographie de Guibert par Paguelle de Follenay (novembre 1856).

(6) F¹⁰ 6.117. Le traitement des chanoines fut porté de 1.500 à 1.600 francs en 1859. Voir Procès-verbaux des séances du Sénat, 5 juillet 1852 et 2 mai 1854 ; F¹⁰ 1 et F¹⁰ 6.117.

1852 augmenta le nombre et le traitement des canonicats de Saint-Denis (1) destinés aux évêques démissionnaires. Un crédit de 36.500 francs fut affecté à la communauté des chapelains de Sainte-Geneviève, créée par le décret du 22 mars 1852. Les crédits affectés aux édifices diocésains, cathédrales, évêchés et grands séminaires furent presque doublés, passant de 2.500.000 francs en 1852 à 4.422.000 en 1859. Un nouvel évêché fut créé à Laval et celui de Rennes fut érigé en archevêché.

Le gouvernement se montra moins empressé à améliorer la situation pourtant difficile du bas clergé. Le décret du 28 juin 1853 créa cependant sans grever le budget des Cultes une caisse de retraites pour les prêtres infirmes ayant plus de 30 ans de sacerdoce. Elle était dotée d'une annuité de 400.000 francs (2) prélevée sur le fonds de secours qui existait déjà au budget des Cultes, du produit des dons et legs éventuels et « de la subvention de 5.000.000 accordée par le décret du 22 janvier 1852 » c'est-à-dire provenant de la vente des biens d'Orléans confisqués. Cette dernière clause suscita les objections de quelques évêques (3). Fortoul les leva en déclarant que le produit de la vente des biens d'Orléans serait versé au trésor sans affectation spéciale et que les intérêts des 5.000.000 seraient servis par le ministère des Finances sur les revenus du domaine de l'État. Dès le 28 juin 1853, il avait annoncé aux évêques par circulaire que les pensions ne seraient jamais accordées que sur leur avis et pourraient être retirées sur leur proposition : leur autorité sur le bas clergé était donc pleinement sauvegardée.

Le Corps Législatif dans la discussion du budget, le Sénat à propos de pétitions (4), témoignèrent leur intérêt au bas clergé. Les desservants avaient, outre le logement gratuit et le casuel, un traitement de 850 francs (5). Le gouvernement était d'accord avec les assemblées pour trouver ce chiffre trop bas : « Le desservant a donc en moyenne un traitement inférieur à la solde des gendarmes, au salaire annuel d'un grand nombre d'ouvriers (6).

(1) Il fut porté à 10.000 francs.

(2) Elle fut majorée par la suite.

(3) Voir les biographies de Dupont des Loges par Klein et de Bouvier par Sebaux.

(4) Pétitions Guy et Le Bourgeois en 1856, Barret et Sancerre en 1857.

(5) Ce traitement était majoré pour les desservants âgés de plus de 50 ans et atteignait 1.200 francs pour ceux qui avaient dépassé 75 ans. Les curés recevaient 1.200 ou 1.500 francs.

(6) Mais supérieur au traitement des instituteurs dont le minimum était de 600 francs.

Né le plus souvent de parents peu fortunés il a cependant, très fréquemment aussi, des obligations de famille ; il se voit dans la nécessité de faire d'abondantes aumônes, de donner assez souvent l'hospitalité à quelques uns de ses confrères, d'acquitter les dettes contractées pour ses études ou pour sa modeste installation. Avec de si faibles ressources et de semblables charges, les desservants sont souvent dans un état très voisin de la misère. Ils sont souvent endettés au grand détriment de leur autorité et de la considération dont ils doivent jouir.»

Mais le gouvernement reculait devant la dépense qu'eût entraîné une augmentation même faible. « Un petit nombre de communes votent un supplément de traitement mais cette allocation a les plus graves inconvénients pour la dignité et l'autorité ecclésiastiques qui se trouvent à la merci des caprices et des petites passions locales (1). » Le ministère de l'Intérieur au contraire approuvait cette pratique suivie par « un assez grand nombre de communes... elles sont encouragées tacitement à le faire par l'administration supérieure même dans le cas où une imposition extraordinaire est votée pour cet objet... Il convient en pareille matière de laisser aux corps municipaux leur liberté d'action d'autant plus qu'ils sont généralement bien disposés en faveur de leurs desservants (2) ».

La question du casuel compliquait le problème. Très variable suivant les régions (3), il ne produisait presque rien et était fort impopulaire dans beaucoup de communes. Un député de la Drôme, Monier de la Sizeranne, demanda au Corps Législatif le remplacement du casuel par une taxe locale (19 mai 1853). Mais le commissaire du gouvernement, Bonjean, évaluant le produit du casuel à 20.000.000 pour toute la France, fit valoir que ni l'État ni les communes ne pouvaient accepter une charge équivalente. La pétition Barret, en 1857, fut rejetée pour les mêmes raisons (4).

En 1857 lorsque le gouvernement proposa de porter à

(1) Note de l'administration des Cultes sur la pétition Guy qui lui avait été renvoyée par le Sénat le 10 avril 1856, F⁷⁰ 1. Voir aussi F¹¹⁸ 6.118.

(2) Note de la division de l'administration communale et hospitalière sur la pétition Barret renvoyée par le Sénat au ministère de l'Intérieur le 6 mars 1857 (F¹² 604). Voir F¹² III Seine-et-Marne 7, 2^e trimestre 1859 et F¹² III Doubs 8., 1^{er} trimestre 1859.

(3) Dans les régions les plus soumises à son influence, le clergé percevait des redevances en nature, auxquelles les paysans n'osaient pas se soustraire. Voir F¹¹⁸ 4.399 (Landes), F¹¹⁸ 4.412 (Finistère, Jura, Vendée).

(4) Voir les séances du Sénat (6 mars 1857), F¹² 604, F⁷⁰ 1 (Pétition Guy) et Baroche 1.018 : Messes pro populo.

15.000 francs le traitement des quarante-deux évêques qui n'avaient encore que 12.000, la commission du Corps Législatif demanda qu'une augmentation de 50 francs fut d'abord accordée à tous les desservants. Le Conseil d'État s'y opposa (1) mais le gouvernement adopta cette augmentation dans le budget de 1859 (2). Plusieurs amendements furent déposés au Corps Législatif et plusieurs pétitions furent adressées au Sénat pour l'élévation du crédit destiné à la création de nouvelles succursales (3) mais le nombre des créations resta fixé à 100 par an jusqu'en 1858 et fut réduit à 50 en 1859 (4). Le nombre des vicariats, par contre, fut notablement augmenté.

La commission du budget en 1856 fit porter de 1.200.000 à 1.500.000 francs le fonds de secours aux communes pour la construction ou la réparation des églises et des presbytères (5). L'État contribuait à ces dépenses pour un quart ou un cinquième en moyenne et ne pouvait subventionner chaque année qu'environ 500 communes sur les deux mille qui réclamaient son concours. Les communes dépensaient donc en moyenne 5 à 6 millions par an pour les édifices paroissiaux. Ces subventions « ont eu pour effet de stimuler le zèle des administrations locales et d'encourager les efforts des populations, et c'est ainsi que de nombreux édifices ont pu être restaurés dans le cours des douze dernières années », constate une note de l'administration des Cultes datée de 1864 (6).

Lorsque la Grande Aumônerie fut définitivement organisée en 1858 (7) un crédit de 144.000 francs pour secours aux églises et aux œuvres charitables fut ouvert sur le budget de la maison impériale (1). L'empereur et l'impératrice témoignaient ainsi personnellement de leur intérêt pour le culte paroissial. « Pour les églises, écrivait le cardinal Morlot (2), ces dons se font en objets destinés au culte et non pas en argent. La somme serait nécessairement peu importante d'une part ; et d'un autre côté,

(1) C 402. Séance du 20 mai 1857 au Corps Législatif.

(2) Pour les desservants dont le traitement n'était que de 850 francs. Les autres classes furent majorées les années suivantes.

(3) Voir procès-verbaux des séances du Sénat, 19 juin 1852, 18 mars 1858, F⁷⁰ 1 et C 406.

(4) Il y avait encore en France plus de 2.000 communes sans église (F¹⁰ 2.381).

(5) C 396. Le crédit avait déjà été exceptionnellement augmenté de 250.000 francs en 1853 pour que les travaux diminuassent le chômage (circulaire de Fortoul aux évêques 30 novembre 1853).

(6) Papiers Baroche 1.018.

(7) Voir chap. IX, § 1.

étant dépensée, il n'en resterait presque aucun souvenir, tandis que l'objet, ornement sacerdotal, vase sacré, etc, demeure et rappelle continuellement le souvenir des augustes bienfaiteurs. L'effet produit est toujours des plus salutaires. »

Le crédit des bourses allouées aux grands séminaires et dont bénéficiaient 3.800 de leurs élèves ne fut que très légèrement majoré (3). Jourdain jugeait en 1859 une sérieuse augmentation nécessaire pour faciliter le recrutement du clergé qui se faisait presque uniquement dans les classes pauvres (4).

Le recrutement du clergé préoccupait en effet l'épiscopat et le gouvernement. De 1852 à 1860, le nombre annuel moyen des ordinations fut de 1310, en très léger progrès sur la période 1845-1851 où il était de 1295. Le nombre des prêtres séculiers qui mouraient chaque année étant d'environ 800, l'effectif du clergé s'accroissait sensiblement. Il passa en effet de 48.391 en 1851 à 52.303 en 1860. Cependant, comme le nombre des ordinations, très élevé de 1825 à 1835, avait ensuite beaucoup baissé, la proportion des desservants âgés de plus de cinquante ans s'éleva, de 1852 à 1860 (5). A ce motif d'inquiétude s'en ajoutait un second : l'effectif des grands séminaires qui de 1848 à 1851 avait dépassé 8.500 tomba ensuite jusqu'à 7.276 en 1859. Bien que l'effectif des petits séminaires se fût accru de 18.000 en 1852 à 22.800 en 1860, l'on craignait que l'effectif du clergé ne diminuât (6). Or les évêques le trouvaient déjà insuffisant. Chaque année, dans les tableaux statistiques qu'ils adressaient à l'administration des Cultes, ils indiquaient avec le nombre de prêtres dont ils disposaient celui qu'ils auraient jugé nécessaire.

(1) O 5 427 et suivants.

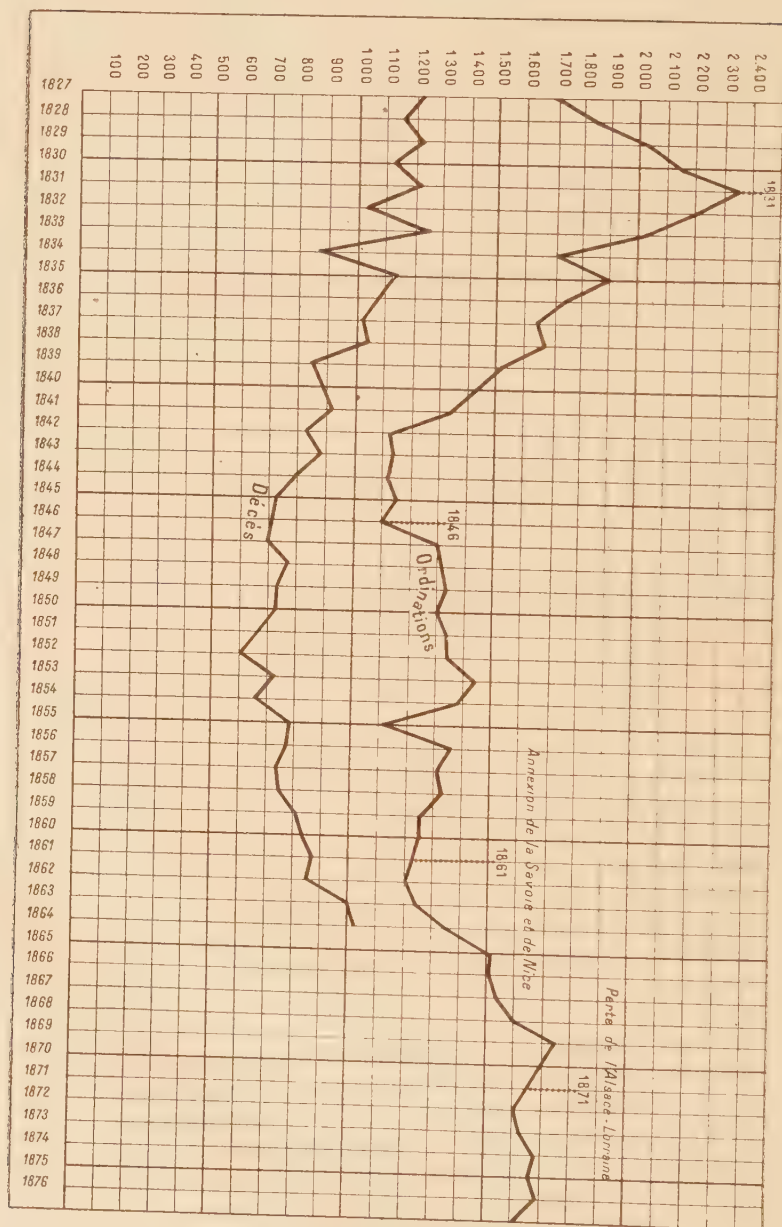
(2) Au maréchal Vaillant ministre de la Maison de l'Empereur, le 2 janvier (sans doute 1861). O 5 104. Voir Conegliano : *la Maison de l'Empereur*.

(3) De 17.000 francs, ce qui le porta à 1.034.000.

(4) Les petits séminaires n'étaient pas subventionnés car ils ne servaient pas uniquement à la formation des futurs prêtres et recevaient des élèves destinés à la vie laïque. Ce régime contraire aux prescriptions du concile de Trente nuisait au recrutement du clergé car les meilleurs élèves n'entraient pas dans les ordres. C'était un expédient contre le monopole universitaire. Après le vote de la loi du 15 mars 1850 les évêques y renoncèrent peu à peu. Il fut alors question de créer des bourses dans les petits séminaires pour « faciliter le recrutement du clergé qui diminue de jour en jour et dans beaucoup de départements est notoirement inférieur en nombre et en capacité aux besoins religieux et moraux des populations ». (Note de Tardif du 1^{er} avril 1857, F¹⁹ 6.253.) Ce projet n'eut pas de suite.

(5) Ce qui se traduisait par un accroissement des charges budgétaires, le traitement des prêtres âgés étant majoré. Voir le diagramme de la page 60.

(6) En effet le nombre des ordinations ne fut, malgré l'annexion de la Savoie et de Nice, que de 1.220 en 1861 et de 1.196 en 1862 mais il se releva très fortement à partir de 1864.



Ces graphiques ont été dressés d'après les statistiques de l'administration des Cultes (F¹⁰ 2.381, 2.382) et un « Diagramme des ordinations à la prêtrise » (F¹⁰ 2.381) qui porte cette note : « Le mouvement dans les ordinations à la prêtrise se produit 3 ou 4 ans après le fait politique qui agit sur ces ordinations ; la loi de 1850 n'a pu produire ses effets qu'au bout d'une douzaine d'années. » Le second graphique donne le nombre annuel des prêtres séculiers décédés en exercice. Bien que presque tous les prêtres restassent alors en fonctions jusqu'à leur mort, le nombre réel des décès était donc un peu plus élevé que ne l'indique ce graphique.

L'excédent de celui-ci sur celui-là était, en 1860 de 6.827. Mais beaucoup d'évêques exagéraient leurs desiderata. Il n'y avait dans toute la France qu'environ 800 succursales sans titulaires, desservies par binage (1).

En réalité, la situation était très différente suivant les régions. Le clergé se recrutait très facilement dans l'Ouest, la Flandre, la Franche-Comté, le Massif central et le Midi. Par contre, le recrutement était insuffisant dans le Centre, en Bourgogne, et surtout en Champagne et dans les environs de Paris. Les évêques de ces régions se plaignaient vivement du manque de prêtres, et, en généralisant de manière excessive, l'administration des Cultes déclarait volontiers que le recrutement du clergé était très difficile. La diminution du nombre des vocations sacerdotales, écrivait de Berty, « est généralement attribuée à l'affaiblissement des croyances et des pratiques religieuses dans les familles, à l'insistance des parents pour détourner leurs enfants de la carrière ecclésiastique qui leur offre si peu d'avantages pécuniaires (2) ».

Aussi le gouvernement impérial cherchait-il à faciliter le recrutement du clergé. En particulier, il interprétait, comme ses prédécesseurs la loi militaire du 21 mars 1832 de manière excessivement favorable aux ecclésiastiques. L'article 14 exemptait du service « les élèves des grands séminaires régulièrement autorisés à poursuivre leurs études ecclésiastiques ». Mais les ordres majeurs ne pouvant être conférés qu'à 25 ans, et les études des grands séminaires durant ordinairement trois ans, les futurs prêtres étaient souvent d'âge à être appelés avant d'être entrés au grand séminaire. Les évêques demandaient alors et obtenaient généralement pour eux l'exemption du service militaire (3). Le ministre des Cultes, Rouland, écrivait le

(1) A la fin du Second Empire, les tableaux portent en outre le nombre de cures, succursales et vicariats vacants. On voit alors que le nombre de prêtres supplémentaires jugé « nécessaire » par les évêques est très diversement évalué. Les uns donnent un chiffre égal à celui des vacances effectives, la plupart donnent un chiffre très supérieur. Par exemple, en 1870, l'évêque d'Arras, n'ayant dans son diocèse que onze postes vacants déclare qu'il lui faudrait 125 prêtres de plus. Dans toute la France, il y avait au 1^{er} janvier 1870, 18 cures, 874 succursales et 1.047 vicariats rétribués par l'État vacants, soit 1.939 vacances effectives. Le déficit indiqué par les évêques était de 3.964 (F¹⁹ 2.382). Voir carte hors-texte.

(2) F¹⁹ 2.381, septembre 1861. Voir Bougaud : *Le grand péril de l'Église de France au XIX^e siècle*.

(3) Le 22 février 1852, l'évêque de Bayeux Robin demanda que le prince président profitât de la dictature pour modifier par décret la loi de 1832 en stipulant que tout

20 juin 1859 au ministre de l'Intérieur : « Il est vrai que la lettre de la loi du 21 mars 1832 ne dispense que les élèves des grands séminaires, mais l'usage constant conforme à la pensée du législateur a été d'étendre le bénéfice de cette disposition aux petits séminaires, c'est-à-dire aux établissements ecclésiastiques reconnus qui sont destinés à alimenter les grands séminaires. Une interprétation judaïque de la loi la rendrait en effet illusoire et empêcherait le recrutement si difficile du clergé. » Par contre, Rouland refusa d'exempter les élèves des établissements libres d'enseignement secondaire même lorsque leur vocation ecclésiastique était certifiée par l'évêque (1).

Le Conseil d'État et l'administration autorisèrent très libéralement les dons et legs aux établissements religieux, même lorsqu'ils étaient destinés à des œuvres de charité ou d'enseignement qui sortaient de leurs attributions légales. Conformément à la jurisprudence en vigueur depuis son arrêt du 4 mars 1841, le Conseil d'État autorisait alors l'acceptation conjointe des legs par l'établissement religieux (évêché ou fabrique) et par la commune s'il s'agissait d'écoles, par l'établissement religieux et par le bureau de bienfaisance, représentant légal des pauvres, s'il s'agissait d'assistance. L'administration du legs était confiée à l'établissement religieux, le rôle de la commune ou du bureau de bienfaisance se bornant à contrôler l'exécution des charges (2). Cette jurisprudence fut confirmée le 18 mai 1852 par la cour de Cassation qui déclara que les établissements religieux appartenant à un culte reconnu avaient capacité pour recevoir des libéralités destinées à des écoles (3). Ce régime contribua à accroître l'influence du clergé en matière d'enseignement et d'assistance. Une pétition (4) demandant l'abolition du droit de 10 % perçu sur ces dons et legs fut approuvée par le Sénat, mais le gouvernement la rejeta. Les dons et legs aux diocèses et aux fabriques dépassèrent cependant de 1852 à 1860 la somme de 25.000.000 qu'ils n'avaient pas atteinte en dix-huit ans sous

jeune homme dont l'évêque aurait certifié la vocation sacerdotale serait exempté du service militaire. Fortoul répondit que le gouvernement appliquerait en fait ce système, mais par des mesures individuelles (F¹⁹ 3.632).

(1) F¹⁹ 3.632 et F¹⁹ III Haute-Marne 8. Voir aussi F¹⁹ 2.567 (Brossais Saint-Marc, 1854-1855), F¹⁹ 2.518 (Daniel, 1855), F¹⁹ 6.177 (Foulquier, 1854), F¹⁹ 3.634 à 3.640.

(2) F¹⁹ 4.167.

(3) Ces libéralités étaient autorisées par décret rendu en Conseil d'État sur la proposition du ministre des Cultes. En cas d'acceptation conjointe par l'établissement religieux et la commune ou le bureau de bienfaisance, le ministre de l'Intérieur était appelé à émettre un avis.

(4) Réversat et Renard, 28 avril 1853. Voir F⁷⁰ I.

la Monarchie de Juillet. Les biens immobiliers des fabriques s'accrurent d'environ 25 % ; l'augmentation semble avoir été plus forte pour les rentes sur l'État (1).

Les quêtes à domicile auxquelles le clergé avait souvent recours étaient subordonnées à l'autorisation des autorités locales, mais en fait, dans les quelques cas où les municipalités tentèrent de s'y opposer, elles ne purent faire respecter leur décision (2). Par contre le ministère de l'Intérieur, assisté de l'administration des Cultes défendit énergiquement le principe d'après lequel les bureaux de bienfaisance avaient seuls le droit de faire des quêtes pour les pauvres, soit à domicile, soit même dans les églises (3).

La situation matérielle du clergé séculier a donc été sensiblement améliorée de 1852 à 1859. Large pour l'épiscopat, elle est restée pour le bas clergé très inégale suivant les régions et généralement difficile. Le budget de l'État ne fournissant qu'une faible partie des frais d'entretien des édifices paroissiaux, et qu'un traitement minime aux curés et desservants, ceux-ci étaient amenés à mettre à contribution les fidèles et les communes dans une mesure que les régions très catholiques acceptaient volontiers mais qui, dans une grande partie de la France, suscita des résistances et des rancunes (4).

III — Fêtes et cérémonies (5)

Le gouvernement chercha à favoriser l'exercice du culte catholique, en évitant de prendre des mesures de contrainte qui eussent été contraires à la liberté des cultes et à la liberté

(1) Voir le *Compte général des travaux du Conseil d'État* de 1852 à 1860, et Jourdain : *Le budget des Cultes*.

(2) F¹⁹ 4.412, affaire de Valence.

(3) F¹⁹ 4.412 ; F¹⁹ 2.526, Guerrin (1856).

(4) L'administration des Cultes maintint contre quelques évêques qui les contestaient les droits de propriété de l'État sur les édifices diocésains et ceux des communes sur les édifices paroissiaux. Voir Baunard : *Histoire du Cardinal Pie* (lettres de Fortoul et de Pie à l'évêque de Langres Guerrin). Paris, à propos de la propriété des cimetières, écrivait en juillet 1854 « Ces questions où le droit domine le fait sont souvent livrées aux bureaux qui prennent leur routine pour de la jurisprudence, puis au Conseil d'État dont les traditions sont sur beaucoup de points hostiles à l'Église. Il serait bien désirable que le ministre des Cultes, surtout quand c'est un esprit éminent, étudiat lui-même ces questions et plusieurs autres de notre intérêt. » Mais l'État maintint le droit de propriété des communes sur les cimetières (17 juillet 1854) (F¹⁹ 4.378) ; voir aussi Guillemant : *Parisis*, (t. III, p. 388). Ces questions théoriques ne donnèrent d'ailleurs lieu ni à des conflits, ni même à des polémiques.

(5) F¹⁹ 5.539, 5.544 et 5.547 à 5.551.

de conscience, et qui auraient mécontenté les populations.

Les catholiques attachaient beaucoup d'importance à l'observation du repos dominical ; encouragés par la circulaire de Morny, ils espéraient qu'elle serait rendue obligatoire. Le gouvernement répondit par une note que publia le *Moniteur* du 9 juin 1852 : « Quelques journaux ont attribué au gouvernement le projet de proposer une loi pour interdire le travail et même la vente les dimanches et autres jours fériés. Jamais le gouvernement n'a eu cette pensée. Il désire que la loi religieuse soit respectée ; il a prescrit aux entrepreneurs des travaux qu'il fait exécuter de ne pas y employer les ouvriers pendant les jours que la religion consacre au repos, mais là s'arrête son devoir et son droit. Il n'appartient au pouvoir civil d'intervenir que par l'exemple qu'il donne dans une affaire de conscience (1). »

Le gouvernement considérait donc comme sans autorité la loi du 18 novembre 1814 qui prescrivait la cessation du travail les dimanches et jours fériés et la fermeture des cabarets pendant les offices. Sur ce dernier point il laissa les préfets se prononcer suivant les circonstances locales. Plusieurs firent fermer les cabarets pendant la messe (2). Une pétition fut déposée contre l'arrêté par lequel le préfet de l'Allier avait pris cette mesure. Elle fut discutée par le Sénat le 28 juillet 1854.

Le rapporteur Delangle, procureur général près la cour de Cassation, qui devint plus tard ministre de l'Intérieur puis garde des Sceaux, fit rejeter la pétition en déclarant que l'arrêté du préfet était une mesure d'ordre politique, non religieux, la loi invoquée étant celle du 24 août 1790 sur la police des lieux publics et non celle du 18 novembre 1814 qui, d'après Delangle n'était « pas susceptible d'une application sérieuse (3). Tous ceux qui participent à l'administration du pays doivent savoir que le gouvernement ne peut, sans violer une des conséquences forcées de notre état social, la liberté des cultes, prêter sa force

(1) La Gazette de Lyon ayant reproché à l'administration de ne pas faire fermer le dimanche les chantiers de la compagnie P. L. M. fut frappée d'un avertissement pour avoir méconnu la note du 9 juin, le P. L. M. étant compagnie privée, et pour avoir prêté à Louis-Napoléon, d'après son discours de Bordeaux, des intentions contraires à la politique indiquée dans cette note (21 octobre 1852).

(2) Certains ordonnèrent même la fermeture des cabarets pendant les vêpres, mais cette mesure mécontenta les populations et fut bientôt rapportée, notamment dans l'Eure-et-Loir, la Nièvre et l'Allier (F¹⁰ 5.539 et F¹⁰ 5.544).

(3) Cependant le préfet d'Eure-et-Loir l'avait invoquée pour prendre la même mesure (F¹⁰ III Eure-et-Loir 7, 17 juin 1853) et la cour de Cassation par ses arrêts des 23 juin 1838, 28 juillet 1855, 19 juin 1857 et 20 avril 1866 déclara qu'elle était toujours en vigueur.

à l'application des préceptes extérieurs des religions professées en France. Ils ne doivent jamais oublier que la liberté de conscience individuelle doit être respectée jusque dans ses écarts. Et s'ils manquent à ces règles, c'est au pouvoir central de les y ramener par une censure énergique. Faut-il conclure de là, Messieurs, que le préfet de l'Allier a outrepassé ses pouvoirs ?.. Non, la commission... s'est souvenue que le département de l'Allier a été le foyer des doctrines les plus perverses... et que c'est surtout dans les cabarets convertis en clubs que se sont propagées les monstrueuses théories qui pendant trois années ont menacé la société de la ruine ».

Le cardinal archevêque de Bordeaux, Donnet, soutint avec modération le point de vue catholique : « Pas plus que l'honorable rapporteur... l'Église ne réclame de mesures de rigueur ; elle n'a pas oublié les réactions qui ont suivi la loi de 1814. » Cependant Donnet trouvait que le gouvernement n'avait pas fait assez « pour favoriser les tendances religieuses constatées de toutes parts » et qu'il devrait encourager les initiatives analogues à celles du préfet de l'Allier. Après comme avant 1854, le gouvernement s'en remit à l'initiative des préfets (1).

Les marchés et les fêtes patronales qui se tenaient le dimanche dans de petites communes furent tolérés, ce qui était conforme à la loi de 1814. Quant aux grands marchés et aux foires, ils ne se tenaient le dimanche que dans la Charente, la Dordogne et la Gironde. Le clergé de ces trois diocèses s'en plaignait vivement parce que les paysans, au lieu d'assister aux offices dans leurs villages, se rendaient à la foire ou au marché du chef lieu de canton. Plusieurs pétitions furent adressées au Sénat, à ce sujet, par des curés de ces régions. Donnet les appuya vivement en signalant les progrès de l'irrégion dans ces départements : nombre de gens s'y mariaient et s'y faisaient enterrer civilement, et ne faisaient pas baptiser leurs enfants. Le Sénat renvoya ces pétitions aux ministres compétents ; d'un ordonnance le Conseil d'Etat ils jugèrent impossible « de modifier brusquement les anciennes coutumes sans mécontenter les populations et compromettre les intérêts qu'on veut servir ». Mais les préfets décidèrent peu à peu les municipalités à tenir leur foire au lieu du dimanche au lieu du dimanche. En Charente, notamment, les foires du dimanche avaient disparu en 1860 (2).

(1) Voir F¹⁰ III Nièvre 5 (11 juillet 1853), Marne 6 (3 juillet 1854), et F¹⁰ 5.605 (Allier, octobre 1856).

(2) F¹⁰ 5.539, F¹⁰ 1 ; F¹² 604, procès-verbaux du Sénat, 3 avril 1854, 8 mars 1855,

Les catholiques se plaignaient vivement de l'administration qui, disaient-ils, n'appliquait même pas la circulaire de Morny (1). Ils cherchèrent à créer un mouvement d'opinion et à faire pression sur les pouvoirs publics. Plusieurs évêques firent des mandements sur le repos dominical. Des associations pour l'observation du repos dominical furent créées dans beaucoup de régions sous le patronage du clergé (2). Elles tentèrent de boycotter les artisans et commerçants qui travaillaient le dimanche, et firent des démarches auprès des préfets, des conseils généraux et municipaux (3). Des polémiques s'ouvrirent dans la presse. Cette légère agitation déplut au gouvernement. Une note analogue à celle de 1852 parut le 6 juillet 1854 au *Moniteur*. Les œuvres pour le repos du dimanche continuèrent à se développer (4) ; mais les catholiques trouvèrent que le gouvernement ne leur prêtait pas un concours assez actif et son attitude dans la question du repos dominical devint un de leurs principaux griefs contre lui (5).

Le gouvernement laissa les prêtres et les religieux prêcher librement des missions, et il régla la question des processions de manière favorable à l'Église. L'article organique 45 interdisait les cérémonies extérieures du culte catholique « dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes », mais il avait reçu presque aussitôt une interprétation restrictive. Portalis considérait qu'il ne s'appliquait qu'aux églises consistoriales protestantes. Le décret du 26 mars 1852, après l'avis du Conseil d'État du 30 juin 1843, établit que l'article 45 s'appliquait aux temples paroissiaux, mais non aux oratoires protestants.

24 avril 1858. *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau* (7 avril 1859, 24 avril 1860).

(1) Dès 1852, cinquante députés catholiques intervenaient auprès des ministres pour en réclamer la stricte application. *Papiers sauvés des Tuileries*, publiés par R. Hail, 12 juillet 1852 ; lettre de La Tour à Louis-Napoléon.

(2) Dans le Nord et dans les Vosges, des industriels voulurent poursuivre devant les tribunaux des desservants qui les avaient attaqués en chaire parce qu'ils faisaient travailler leurs ouvriers le dimanche. Les évêques défendirent leurs prêtres. Le gouvernement arrangea les deux affaires. F¹² 5.798 Dillies, F¹² 5.858 Martin.

(3) Dans la série F¹² 111, voir Bouches-du-Rhône 12 (14 novembre 1853), Indre 5 (7 mars 1855), Jura 8 (17 janvier 1855), Maine-et-Loire 8 (10 juillet 1854 : Rapport du préfet de la Manche). Dans la série BB³⁰, voir les rapports des procureurs généraux de Caen, 27 avril 1854 (436), de Besançon, deuxième semestre 1854 (373) ; de Rouen, premier semestre 1853 (387).

(4) Voir Schall : *Un disciple de saint Vincent de Paul au XIX^e siècle*, Adolphe Baudon, et ci-dessous, chap. VI.

(5) Voir p. 223 et Falloux ; *Mémoires d'un royaliste* (Lettre à M. de Séré, octobre 1858).

Les gouvernements successifs apportèrent à l'article 45 une restriction beaucoup plus importante en le considérant, non comme une règle impérative, mais comme une disposition dont ils pouvaient faire usage quand bon leur semblait : «... sous tous les régimes, les processions de la Fête-Dieu ont pu sortir des églises partout où l'autorité supérieure, éclairée par l'autorité locale, a cru devoir les autoriser, sur le vœu des populations sans risquer de compromettre la tranquillité publique (1) ». Or, pendant la Monarchie de Juillet, cette autorisation avait été souvent refusée pour les grande villes, moins par égard pour les minorités protestantes que pour prévenir des troubles, le clergé étant alors impopulaire. Dans beaucoup de villes, les processions n'avaient pas été reprises sous la Seconde République.

La question des processions se posa pour la Fête-Dieu de 1852, notamment pour Lille, où elles avaient été presque constamment interdites depuis 1830, « sous le coup de la réaction anticléricale (2) ». Le maire, dont le préfet déplorait « les habitudes ultra-libérales... les antécédents et l'esprit anti-religieux », voulut maintenir l'interdiction. Le préfet proposa de la lever ; il fut appuyé par l'administration des Cultes. « Le gouvernement, écrivait Contencin, est aujourd'hui assez fort pour rendre à l'Église catholique le libre exercice de ses cérémonies extérieures (3). » Le ministre intérimaire de l'Intérieur, Lefebvre-Durufilé, interdit la procession, mais cette mesure fut aussitôt rapportée et la procession eut lieu. Cette affaire suscita une vive polémique dans la presse. Les préfets, certains que personne n'oserait susciter de troubles, et désireux de plaire au clergé, autorisèrent les processions presque partout, même dans des villes où il y avait de fortes minorités et des églises consistoriales protestantes (4). Dans certaines villes on n'en avait pas vu depuis 1830.

En outre, depuis 1830, les autorités civiles et militaires ne prenaient en général pas part aux processions. Persigny écrivit aux préfets le 19 mai 1853 : « Le gouvernement n'a pas l'intention d'adresser des instructions aux fonctionnaires publics relativement à la procession de la Fête-Dieu. Cette procession pourra être extérieure dans les départements où MM. les préfets

(1) F¹⁹ 5.547, note de Contencin (juin 1852) ; voir aussi la note de Tardif du 18 juin 1866.

(2) F¹⁹ 5.547. Préfet du Nord à Fortoul (21 mai 1852).

(3) F¹⁹ 5.547.

(4) Sainte-Marie-aux-Mines (F¹⁹ 5.577), Montpellier, Nîmes, Valence.

ne verront pas d'inconvénient à ce qu'il en soit ainsi, et je ne m'oppose pas à ce que des convocations purement officieuses soient faites aux fonctionnaires pour y assister partout où cela pourra sembler convenable (1). » Dans certaines villes les autorités s'abstinrent. Dans d'autres, le préfet et la plupart des fonctionnaires assistèrent aux processions, mais en tenue de ville et à titre personnel (2). Le plus souvent les fonctionnaires prirent part aux processions, en corps et en uniforme, tandis que les troupes faisaient la haie et que la musique militaire donnait son concours. Les processions prirent ainsi un éclat et un caractère presque officiel qu'elles avaient perdu depuis 1830. Elles ne suscitèrent que peu d'incidents et semblent avoir été en général bien accueillies (3).

Le clergé eût désiré plus encore : que des marques de respect fussent exigées de tous les assistants (4) et que la

(1) F¹⁰ III Seine-et-Oise 13. Dès 1852, le gouvernement avait adopté cette ligne de conduite. Les processions furent plus nombreuses en 1853 et les années suivantes qu'en 1852.

(2) Parfois, l'administration, la magistrature et les autorités militaires ne purent se mettre d'accord et tinrent des conduites différentes.

(3) Voir F¹⁰ 5.547, 5.549, 5.550, 5.551 ; dans la série F¹⁰ III : Ain 9 (1855), Allier 10 (1857), Bouches-du-Rhône 12 (1852-54), Corrèze 9 (1853), Drôme 12 (1852), Manche 6 (1854), Mayenne 6 (1858), Meurthe 8 (1853), Moselle 15 (1852), Nord 8 et 14 (1852-53), Pas-de-Calais 9 et 16 (1852), Haut-Rhin 14 (1860), Sarthe 10 (1854) et 11 (1856), Seine-et-Oise 13 (1853). F^{1a} 362 5-6, BB³⁰ 380 (Metz, 1853-55), 381 (Nancy 1852), 383 (Paris 1852), 384 (Pau 1852).

Le préfet de la Manche écrivait le 5 juillet 1854 après avoir assisté à la Fête-Dieu célébrée « avec un éclat inaccoutumé » (F¹⁰ III Manche 6) : « On ne peut songer, aujourd'hui, à placer l'État dans l'Église ; les idées de liberté et de philosophie qui nous éclairent ne sauraient se concilier avec l'idée d'une religion dominante, et encore moins avec l'idée d'une religion exclusive. Néanmoins, la religion est après tout la colonne de la société, de même que la foi en est la vie. La religion catholique est celle de la très grande majorité des Français et celle qui se lie le mieux à l'ordre politique. Tout ce qui contribue à la mettre en honneur et à fortifier les croyances du peuple, assure l'ordre et diminue les chances de révolution. Un gouvernement bien avisé ne saurait abandonner un ressort aussi puissant, et j'ai cru me conformer à ses intentions en agissant comme je l'ai fait. »

(4) Voir BB¹⁸ 1.540 (A 2 5.510). Un habitant d'Aubignan (Vaucluse) nommé Guillaume, étant à deux reprises resté couvert et le cigare à la bouche sur le passage de la procession, fut poursuivi pour outrage à la religion, condamné en première instance à vingt jours de prison et 16 francs d'amende mais acquitté en appel. « C'est un triomphe pour l'impiété, écrivit au garde des Sceaux le 28 février 1855 l'archevêque d'Avignon, un opprobre pour la religion et un coup mortel porté à la liberté des cultes... Il résulte en effet de là que la loi est impuissante pour punir les bravades impies qui outragent not e religion et froissent nos populations catholiques ; il résulte de là que nos cérémonies autorisées par la loi ne demeurent plus libres dès lors que nous ne pouvons plus les manifester sans les exposer à la dérision et à la moquerie du libertinage. » Le procureur général de Nîmes, consulté, répondit le 12 mars 1855 : « Les magistrats de Nîmes sont disposés à protéger énergiquement les intérêts de la religion, mais ils regardent comme un devoir de ne pas suivre dans la voie d'une

présence des autorités devint générale et obligatoire (1).

Le gouvernement ne voulait pas aller jusque là, mais il voyait avec satisfaction les autorités civiles et le clergé se prêter mutuellement leur concours dans les cérémonies publiques. Les autorités civiles assistaient non seulement aux processions, mais aux inaugurations d'églises, aux réceptions organisées en l'honneur des évêques en tournée pastorale (2), aux distributions des prix des séminaires et des écoles ecclésiastiques. Le clergé, d'autre part, et surtout l'épiscopat prenait part aux cérémonies civiles : inaugurations de chemins de fer ou de monuments publics, distributions de prix des lycées. Les discours prononcés dans ces circonstances célébraient le bon accord des deux pouvoirs.

Le gouvernement assurait ainsi au clergé une place éminente dans la vie publique ; il tenait beaucoup en revanche à la consécration qu'il recevait du concours officiel de l'Église. Les évêques furent informés par la circulaire du 2 août 1852 que le 15 août, anniversaire de la naissance de Napoléon 1^{er}, serait désormais fête nationale, et que le clergé aurait à célébrer « dans le même jour la fête séculaire de la patronne de la France et celle du chef de l'État (3) ». Le gouvernement demanda des prières publiques pour la grossesse de l'impératrice et un *Te*

dangereuse intolérance certains ecclésiastiques, fort respectables sans doute, mais dont l'imagination ardente et le zèle exagéré seraient plus propres à compromettre qu'à sauvegarder les intérêts du culte dont ils sont les ministres. » Le garde des Sceaux expliqua à l'archevêque que le jugement dont il se plaignait était fondé en droit.

(1) F¹² 362 5-6. Buissas, évêque de Limoges, écrivait le 19 novembre 1853 au ministre de l'Intérieur : « Pour ce qui concerne l'assistance des autorités à la procession générale de la Fête-Dieu, il faudrait peut-être leur exprimer plus qu'un désir à cet endroit. Leur assistance à cette grande manifestation religieuse et populaire est d'un très bon effet en faveur de la religion et du gouvernement. Il est arrivé cette année même que, dans les divers diocèses de l'Empire, les uns ont compris ce désir et ont assisté à la procession, les autres ont refusé d'y assister, et de là de fâcheux murmures au sein des populations. Il faut dire pourtant que dans le plus grand nombre des chefs-lieux toutes les autorités se sont empressées de répondre au désir qui leur avait été exprimé. Les hauts fonctionnaires qui veulent se soustraire à cette assistance ont beau chercher des prétextes et dire par exemple que leur présence à la procession de la Fête-Dieu n'est pas sympathique aux populations : ils se trompent. L'Empereur les a mieux jugées qu'eux et en faisant exprimer son désir à ces fonctionnaires, Sa Majesté a fait un acte admirable de sagesse et de politique. » Cette démarche n'eut pas de suites.

(2) L'évêque d'Angers Angebault écrivait le 2 août 1862 à Rouland : « Précédemment, lorsque je visitais les paroisses dans mes tournées pastorales je voyais ordinairement MM. les maires venir à la tête de leur population, et, dans les lieux où il y avait des brigades, les gendarmes se mêlaient aux escortes d'honneur pour fêter le premier pasteur. » (F¹⁹ 2.489.)

(3) F¹² 5.577 et 5.578.

Deum pour la naissance du prince impérial, au baptême duquel furent convoqués tous les évêques de France. Il exigea que le *Domine Salvum*, dans sa nouvelle formule, fût régulièrement chanté. Il désirait aussi que les évêques lui rendissent hommage dans leurs lettres pastorales : ceux qu'il venait de nommer devaient, dans leurs mandements de prise de possession, proclamer leur reconnaissance et leur dévouement à l'empereur (1).

Ainsi fut appliquée, pendant les premières années du Second Empire, une politique que l'entrée des cardinaux au Sénat avait inaugurée et qui consistait à associer aux yeux des populations le prestige de l'Eglise et celui de l'État.

IV. — *Le décret du 31 janvier 1852 et son application* (2)

D'après la loi du 24 mai 1825, les congrégations de femmes fondées en 1825 ne pouvaient être autorisées que par une loi (3). L'autorisation était donc rarement et difficilement accordée. Elle donnait aux congrégations la sécurité, au gouvernement le droit de contrôler leur développement (4). Le décret loi du

(1) Par exemple Rouland félicite le nouvel évêque de Bayeux, Didiot, de son premier mandement inspiré « également par l'amour de la religion et par un dévouement sincère aux principes sur lesquels le gouvernement de l'empereur veut affermir la prospérité du pays. Mais ne dois-je pas ajouter en même temps, Monseigneur, que les sentiments qui vous animent, la première fois où vous les manifestiez publiquement, auraient trouvé leur expression plus fidèle encore dans un hommage personnel d'affection et de reconnaissance pour le souverain dont le choix vous a élevé ? » (21 août 1856 F¹⁹ 2.502.)

Le gouvernement et ses agents avaient d'ailleurs tendance à considérer les évêques et les curés comme des fonctionnaires. Le préfet du Cher par exemple, appelait, l'archevêque de Bourges un « haut fonctionnaire » (F¹⁹ III 6 juillet 1859) ; les appellations de ce genre sont courantes.

(2) Sources : 1° F¹⁹ 6.244, 6.246, 6.247, 6.248, 6.253, 6.308, 6.313 ; 2° Papiers Baroche : dossier I.018, note de Hamille : « Observations sur l'existence et l'autorisation des congrégations religieuses » (avril 1860) ; « Résumé des opinions émises par la commission chargée d'examiner plusieurs questions relatives aux congrégations. » Voir chap. VI et X ; 3° *Compte général des travaux du Conseil d'État de 1852 à 1860* (1862).

(3) L'autorisation par décret, proposée par le gouvernement, avait été repoussée par les Chambres. Un grand nombre de congrégations fondées après 1825 furent cependant autorisées par décret contrairement à la lettre et à l'esprit de la loi. Le Conseil d'État, à partir de 1840, mit fin à cette pratique. Par contre, les établissements fondés par une congrégation reconnue pouvaient être autorisés par décret rendu en Conseil d'État.

(4) Les congrégations autorisées pouvaient, sous le contrôle du Conseil d'État, recevoir des dons, acquérir et posséder ; mais elles payaient l'impôt sur les biens de mainmorte et leurs membres ne pouvaient leur donner ni leur léguer plus du quart de leurs biens à moins que le don ou legs n'excédât pas la somme de 10.000 fr. Les congrégations non autorisées n'étaient soumises à aucune de ces obligations, mais ne pouvant posséder, elles devaient confier leurs biens à quelques-uns de leurs

31 janvier 1852 fut fait et appliqué de manière à généraliser ce régime (1).

Toute congrégation de femmes, quelle que fût la date de sa fondation, pouvait désormais être autorisée par décret rendu en Conseil d'Etat, pourvu qu'elle déclarât adopter « des statuts déjà vérifiés et enregistrés au Conseil d'Etat et approuvés pour d'autres communautés (2) ». Fortoul écrivait aux évêques dans sa circulaire du 8 mars : « A l'avenir... il n'y aura plus qu'un seul cas où l'intervention d'une loi deviendra obligatoire, ce sera celui d'une congrégation, fondée postérieurement à l'année 1825, qui présentera des statuts entièrement nouveaux. » Or ce cas ne devait jamais se présenter, car rien n'empêchait les congrégations de déclarer des statuts approuvés et d'en suivre d'autres, ce dont elles ne se firent pas faute. Dans tous les autres cas l'autorisation pouvait être prononcée par décret.

En particulier, un décret suffisait pour autoriser la réunion de plusieurs communautés qui ne pouvaient subsister séparément ; elles échappaient ainsi à l'extinction, qui, aux termes de la loi de 1825, entraînait la dispersion de leurs biens. Les congrégations reconnues pouvaient être autorisées par décret à changer de statuts ; dans un cas important, « la cause admise pour déterminer l'autorisation est la fraude même pratiquée par les communautés (3) ». Une association religieuse de femmes qui s'était fait autoriser d'abord comme congrégation à supérieure locale (4) pouvait être autorisée comme congrégation à supérieure générale (5) si elle prouvait que lors de sa première autorisation elle était effectivement formée de plusieurs établis-

membres qui en étaient ainsi légalement propriétaires. Cette situation était irrégulière, difficile et précaire. En particulier, les propriétaires nominaux ou, à leur mort, leurs héritiers, pouvaient s'approprier impunément les biens de la congrégation.

(1) Ce décret ne fut pas soumis au Conseil d'Etat contre la jurisprudence duquel il était dirigé. Il fût préparé par Nigon de Berty, chef de la première division des Cultes, en dehors du bureau compétent dirigé par Hamille qui était favorable au régime en vigueur depuis 1840. De Berty a fait l'apologie du décret dans des notes du 28 octobre 1853 (F¹⁹ 6.253) du 3 mai 1856 et du 24 avril 1858 (F¹⁹ 6.246). Hamille l'a vivement critiqué dans sa note d'avril 1860 (Baroche 1.018 ; voir aussi le Résumé des opinions émises...)

(2) Ces statuts, d'après la loi de 1825, devaient stipuler que la congrégation était soumise à la juridiction de l'ordinaire. Le gouvernement pouvait ainsi, par l'intermédiaire des évêques, agir sur les congrégations de femmes. Il donnait son concours aux évêques lorsqu'elles se montraient indociles. (Voir l'affaire des religieuses de Notre-Dame des Anges, de Bordeaux : F¹⁹ 6.246, F¹⁹ 6.313, et BB¹⁹ 1.539 A 2 5.397.)

(3) Baroche 1.018, Résumé des opinions émises.

(4) C'est-à-dire formée d'un seul établissement.

(5) C'est-à-dire formée d'une maison mère et de plusieurs établissements, et ayant le droit d'en fonder de nouveaux.

sements régis par une supérieure générale ; « c'est-à-dire que pour avoir trompé l'État elle obtenait une grande faveur. (1) »

Le décret du 31 janvier 1852 présentait « une lacune intentionnelle des plus graves ». Tout en établissant l'autorisation par décret il n'abrogeait pas l'article 6 de la loi de 1825 d'après lequel l'autorisation ne pouvait être révoquée que par une loi (2). Par le décret de 1852, écrivait plus tard Hamille : « On a renoncé... à toutes les anciennes garanties. » Depuis « nous avons... marché d'imprudence en imprudence et provoqué abus sur abus (3) ». Les ministres, compétents déclaraient à la fin de 1860 : « Le décret loi de 1852, il faut bien le dire, a eu pour but et pour résultat de donner aux congrégations religieuses de femmes la plus grande liberté et la plus facile extension : aussi ont-elles en dix ans doublé leur nombre (4) ».

Fidèle à l'esprit du décret, l'administration des Cultes voulut lui donner l'application la plus large et la plus favorable aux congrégations (5). Le Conseil d'Etat l'interpréta sur deux points de manière plus étroite. A partir de 1853, il exigea que l'enquête prescrite par la loi de 1825 sur les demandes en reconnaissance légale des congrégations de femmes fût également faite lorsque des congrégations reconnues demandaient l'autorisation de modifier leurs statuts, et il imposa cette interprétation au ministère des Cultes. (6) Surtout, il refusa d'autoriser les congrégations contemplatives.

La question fut soulevée par la demande d'autorisation de trois communautés Carmélites de Paris que l'archevêque Sibour appuyait chaleureusement : « On voit dans le décret une pensée chrétienne et généreuse, un désir réel de favoriser ce qui est de nature à faire du bien. En désignant nommément comme plus populaires les communautés hospitalières et enseignantes, il n'a pas écarté celles qui font un bien d'un autre genre, bien très réel et très étendu quoique moins facilement

(1) Résumé des opinions émises..., quatrième résolution. Baroche 1.018.

(2) Hamille a reproché au décret une autre lacune : il ne précisait pas si l'enquête prescrite par la loi de 1825 sur les demandes d'autorisation restait obligatoire. En fait elle fut toujours exigée par le Conseil d'Etat et, d'après les notes de Berty, les auteurs du décret considéraient qu'elle restait obligatoire.

(3) Baroche 1.018, note de Hamille.

(4) Baroche 1018 : Résumé des opinions émises...

(5) Le 28 juillet 1852, Fortoul annonça aux évêques « qu'aucun droit ne serait perçu par le fisc sur les biens rétrocédés aux communautés autorisées en vertu du décret du 31 janvier 1852 par les religieuses qui en étaient auparavant propriétaires nominales ».

(6) F¹⁹ 6.246, note de Berty, 3 mai 1856.

apprécié. La haute intelligence de l'empereur comprend que les communautés appelées contemplatives entrent également dans le plan général de la providence et qu'un gouvernement sage a intérêt à les protéger. » (8 novembre 1853.) (1)

Ces demandes furent appuyées par l'administration des Cultes, mais le préfet de la Seine et la commission municipale de Paris donnèrent un avis défavorable et elles ne furent pas accueillies par le Conseil d'État. Il donna un sens limitatif à l'exposé des motifs du décret : « considérant qu'il importe dans l'intérêt du peuple de faciliter aux congrégations religieuses de femmes qui se consacrent à l'éducation de la jeunesse et au soulagement des malades pauvres les moyens d'obtenir leur reconnaissance légale. » L'administration des Cultes fit valoir que le décret était d'ailleurs conçu en termes généraux, mais le Conseil d'État persista dans son opposition : « Sans doute on doit le respect aux existences vouées à la prière et à la pratique des pieuses rigueurs, mais le gouvernement doit-il pour cela créer en leur faveur le privilège considérable de la consécration d'utilité publique ? N'y-a-t-il pas au contraire un véritable intérêt public à réserver la faculté d'absorber une partie du patrimoine des familles aux seules associations religieuses qui présentent réellement un caractère d'utilité publique (2)... » Ce zèle pour les œuvres sociales de l'Église associé à une indifférence respectueuse pour sa vie spirituelle était assez général dans le personnel dirigeant du Second Empire. Aucune congrégation contemplative ne fut autorisée (3).

« Sauf ces quelques observations, le Conseil d'État a franchement appliqué les dispositions du décret du 31 janvier 1852 ; il a même montré dans certaines circonstances une bienveillance marquée pour les congrégations », constatait le 3 mai 1856 de Berty (4). La loi de 1825 stipulait qu'aucun établissement congréganiste ne serait autorisé sans le consentement de l'évêque et sans celui du conseil municipal intéressé ; cette seconde clause

(1) Note de Sibour à Fortoul, F¹⁹ 6.253.

(2) Note de Garel, auditeur au conseil d'État, attaché au ministère de l'Instruction Publique et des Cultes (5 avril 1854), F¹⁹ 6.253.

(3) Le Conseil d'État ne prononça pas officiellement le refus d'autorisation, mais il renvoya au ministère des Cultes les dossiers des Carmélites. Par la suite, de nouvelles congrégations contemplatives demandèrent la reconnaissance légale. Ces demandes qui, le 14 août 1857, étaient au nombre de 14 restèrent sans réponse, car l'administration des Cultes savait que le Conseil d'État ne les accepterait pas, mais ne pouvait invoquer aucune décision officielle de cette assemblée pour motiver un refus. (F¹⁹ 6.313 ; note de Berty, 14 août 1857).

(4) F¹⁹ 6.246.

ne fut généralement pas observée. L'enquête prescrite par la loi « sur la convenance et les inconvénients » de l'association qui sollicitait la reconnaissance légale, portait surtout sur ses moyens d'existence. Elle devait justifier devant l'administration d'un personnel suffisant, de la possession ou de la location d'un immeuble et de recettes au moins égales à ses dépenses. En raison de cette jurisprudence et contrairement aux termes de la loi, la reconnaissance légale n'était conférée qu'à des communautés fondées depuis plusieurs années. Le 24 avril 1858, de Berty remarquait que parmi toutes les communautés autorisées en vertu du décret du 31 janvier 1852, aucune n'avait été fondée depuis sa promulgation (1).

L'État ne pouvait donc plus, comme l'avait voulu la loi, autoriser ou interdire la formation de nouveaux établissements c'est-à-dire contrôler le développement des congrégations religieuses de femmes. Son rôle se bornait à donner ou à refuser l'existence légale à des communautés qui s'étaient fondées en dehors de lui ; en fait il n'y eut en dix ans que huit refus d'autorisation, mais un certain nombre de demandes furent ajournées.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1860, soixante-quinze congrégations à supérieure locale, quatre-vingt-quatorze congrégations à supérieure générale (2), et six cent-cinquante-huit établissements dépendant d'une congrégation à supérieure générale (3) furent autorisés grâce au décret du 31 janvier 1852 (4). Sur ces huit cent dix-sept communautés, quatre-vingt-quatre étaient hospitalières, cent soixante-deux enseignantes, cinq cent soixante et onze hospitalières et enseignantes (5). Le quart environ des commu-

(1) Il en concluait que le décret du 31 janvier 1852 n'avait pas eu pour résultat, comme on le disait, de faire « naître et multiplier en France les communautés religieuses ». Cet argument est faible, car les communautés religieuses qui se sont fondées sans autorisation de 1852 à 1858 savaient qu'après quelques années d'existence elles obtiendraient la reconnaissance légale grâce au décret de 1852. Cette assurance a très vraisemblablement contribué à accroître le nombre des communautés fondées pendant cette période. Voir F¹² 6.246, notes de Berty du 3 mai 1856 et du 24 avril 1858. Le point de vue opposé est soutenu dans le « Résumé des opinions émises... », cinquième résolution (Baroche 1.018).

(2) Dont 28 étaient précédemment autorisées comme congrégations à supérieure locale.

(3) « On a compté comme reconnaissance d'établissements nouveaux l'autorisation donnée à deux ou trois sœurs, quelquefois même à une seule de s'établir dans une commune pour tenir une école primaire de jeunes filles ou donner des soins aux malades. » (*Compte général des travaux du Conseil d'État.*) Parmi ces 629 établissements ne figurent donc pas la plupart des écoles dirigées par une seule sœur.

(4) De plus, 18 congrégations furent autorisées en vertu de la loi de 1825.

(5) Ces chiffres sont empruntés au *Compte général des travaux du Conseil d'État.*

nautés de femmes autorisées en France au 1^{er} janvier 1860 (1) l'avait été depuis 1852.

Sur le nombre des congrégations de femmes non autorisées, l'administration des Cultes n'avait plus depuis 1831 de renseignement précis. Elle l'évaluait en 1852 à 500, en 1859 à 250 (2). Le nombre total des religieuses était évalué par les recensements quinquennaux à 34.208 en 1851, 40.391 en 1856, 89.243 en 1861 (3).

Du 1^{er} janvier 1852 au 31 décembre 1860, les acquisitions contrôlées des congrégations de femmes s'élevèrent à 25.000.000 dont 15.000.000 de biens rétrocédés (4). Les dons et legs s'élevèrent à 9.000.000 (5). « Le chiffre des dons et legs en immeubles faits aux congrégations est fort élevé mais il est à remarquer que ces libéralités sont souvent faites (et ce sont les plus considérables) pour l'établissement dans une commune de sœurs chargées de l'éducation des enfants ou du soin des malades. Ces libéralités profitent donc aux communes (6) ». En revanche elles comportaient souvent des clauses qui supprimaient au profit des congrégations le libre choix des municipalités en matière d'enseignement (7).

Une note de l'administration des Cultes conservée dans les papiers Baroche (1.018) donne des chiffres presque identiques, une autre note de la même administration (F¹⁹ 6.254) des chiffres un peu différents.

(1) 688 congrégations à supérieure locale, 234 congrégations à supérieure générale et 2.050 établissements dépendant de celles-ci, soit au total environ 3.000 communautés (F¹⁹ 6.254). De Berty faisait remarquer que ce chiffre était sensiblement égal à celui des cantons (F¹⁹ 2.381). Le nombre des écoles dirigées par des sœurs s'élevait à 12.000.

(2) Ce nombre se rapportait aux congrégations indépendantes et ne comprenait par conséquent pas les établissements dépendant de congrégations à supérieure générale non autorisées. (F¹⁹ 6.244). Seules, les statistiques d'autorisation accordées par le Conseil d'État sont exactes et précises. Sur toutes les autres, relatives à l'effectif et à la richesse des congrégations religieuses et du clergé séculier, l'administration des Cultes faisait toutes réserves : « Ces statistiques officielles reposent généralement sur des données inexactes fournies par des fonctionnaires ou des agents qui apportent à les recueillir plus de précipitation que de soin et d'intelligence. Des administrations publiques procédant sur le même ordre de faits avec la même régularité et des conditions égales de sérieuse information, arrivent cependant aux résultats les plus disparates. C'est ainsi que l'administration des Cultes et l'administration de l'Instruction Publique n'ont jamais pu s'entendre sur le nombre des établissements dirigés par des congrégations enseignantes. » (Note du 3 novembre 1863, F¹⁹ 6.182, dossier Hugon.)

(3) F¹⁹ 6.244. Le nombre des religieux aurait été de 3.149 en 1851, de 9.136 en 1856 et de 17.676 en 1861. Le chiffre de 1851 est certainement très inférieur à la réalité.

(4) Le total des acquisitions n'avait pas atteint six millions de 1815 à 1830, ni de 1830 à 1845.

(5) Contre 17 millions de 1815 à 1830 et 6 millions de 1830 à 1845.

(6) *Compte général des travaux du Conseil d'État*.

(7) Voir chap. VII, § 2.

Le Conseil d'État ne refusa et ne réduisit qu'un très petit nombre de ces libéralités. Son contrôle ne causa donc aucun préjudice aux congrégations autorisées. Il ne renseignait même pas le gouvernement sur la valeur des biens de mainmorte car les états de leur passif et de leur actif que les congrégations devaient fournir lorsqu'elles demandaient l'autorisation d'accepter des dons ou legs ne pouvaient être vérifiés. Les religieuses « déifiantes par nature, par nécessité et par habitude (1) » s'appliquaient généralement à dissimuler l'importance de leurs ressources. L'administration le savait et se résignait aisément à son impuissance. D'après le produit de la taxe de mainmorte payée par les congrégations autorisées, l'administration évaluait la valeur de leurs immeubles à 60.000.000 en 1850, à 75.000.000 en 1855, à 104.000.000 en 1859 (2).

Cependant un certain nombre de congrégations de femmes préférèrent les dangers d'une situation irrégulière au contrôle de l'État, si léger qu'il fût, et ne demandèrent pas à être autorisées (3). Le gouvernement tout en regrettant leur décision la respecta et les laissa fonder librement de nouveaux établissements (4). Grâce à ce régime à la fois bienveillant et libéral les congrégations de femmes se développèrent considérablement. Le début du Second Empire est une des périodes les plus heureuses qu'elles aient connues en France au xix^e siècle (5).

(1) Baroche 1.018, note de Hamille, avril 1860.

(2) F¹⁰ 6.244 et 6.248. Presque tous ces biens appartenaient aux congrégations de femmes, les congrégations d'hommes autorisées étant très peu nombreuses.

(3) F¹⁰ 6.247. Les Petites sœurs des pauvres, non autorisées, créèrent un établissement à Lille au début de 1852. Le maire de Lille prétendit qu'il était nécessaire qu'un décret rendu en Conseil d'État les y autorisât. L'archevêque de Cambrai soutint la thèse opposée. Le préfet consulta Fortoul qui déclara que ni la loi de 1825, ni le décret du 31 janvier 1852 n'étaient obligatoires et que les Petites sœurs des pauvres pouvaient vivre en commun « en se conformant aux lois comme elles paraissent l'avoir fait jusqu'à ce jour et sous la réserve expresse des règles de police et des dispositions spéciales de la législation relative aux associations ». (23 juin 1852). Les Petites sœurs des pauvres demandèrent par la suite l'autorisation, et l'obtinrent le 9 janvier 1856. Voir F¹⁰ 6.244, note de Berty (14 avril 1856).

(4) Les congrégations d'hommes et les associations laïques patronnées par le clergé bénéficièrent également soit des avantages attachés à l'existence légale soit d'une entière liberté. Elles prirent un grand développement qui inquiéta bientôt le gouvernement, mais qui jusqu'en 1859, ne fut pas sérieusement entravé par lui. Voir chap. VI.

(5) On doit les distinguer de celles qui attendaient d'avoir pris un développement suffisant pour solliciter la reconnaissance légale.

V. — *La justice et le clergé* (1)

Parmi les privilèges dont bénéficiait le clergé, l'un des plus précieux restait secret. Le gouvernement, pour ménager sa susceptibilité et pour ne pas porter atteinte à la considération dont il jouissait, évitait autant que possible de traduire les ecclésiastiques devant les tribunaux. Lorsqu'ils avaient connaissance d'un délit commis par un prêtre, les magistrats du parquet, si sévères en général à cette époque, se concertaient avec son évêque et le plus souvent le chargeaient de punir le coupable. Ils ne poursuivaient que lorsque le délit était très grave, ou lorsque l'opinion publique en était saisie, ou lorsque l'évêque refusait de sévir. Ces pratiques avaient pour l'Église le double avantage d'atténuer les sanctions qui frappaient les prêtres et surtout d'éviter tout scandale. En effet, les évêques, disposant de pouvoirs presque discrétionnaires sur le clergé inférieur, pouvaient punir le coupable sans formalité juridique et sans motiver leur décision.

La législation assurait d'ailleurs aux prêtres certains privilèges. Ils ne pouvaient être poursuivis par des particuliers en raison de faits commis dans l'exercice de leurs fonctions sacerdotales qu'après autorisation du Conseil d'État. Or, cette autorisation n'était presque jamais accordée (2) ; lorsque le prêtre était évidemment dans son tort, le ministre des Cultes engageait son évêque à le déplacer et l'affaire n'avait pas d'autre suite (3).

(1) BB^{1*} 1.562 A² 7.924 : État des condamnations portées et des poursuites dirigées contre des ecclésiastiques de 1854 à 1857 ; rapports des procureurs généraux. F^{1*} 5.589 ; condamnations portées et poursuites dirigées contre des ecclésiastiques (Second Empire). F^{1*} 2.381 : « Résumé des documents statistiques de l'administration des Cultes », par Nigon de Berty (septembre 1861), chap. V : Statistique criminelle et disciplinaire.

Michaud : *De l'état présent de l'Église catholique romaine en France*. Paris 1875, in-12.

(2) Deux fois seulement de 1852 à 1858 d'après le *Compte général des travaux du Conseil d'État* (sur l'une de ces affaires, voir : F^{1*} 5.794, Recoules). Les dossiers des recours pour abus (F^{1*} 6.088, 6.105 et 6.106) concernent surtout des plaintes déposées par des personnes que des curés avaient attaquées en chaire.

(3) Le ministre des Cultes, Rouland, écrivait en 1856 au sujet d'une plainte contre l'abbé Huet : « Écrire confidentiellement à Mgr du Mans que le Conseil d'État ne croit pas dans l'état des faits pouvoir refuser de poursuivre, ou la déclaration d'abus ; que j'en suis averti ; que dans cette situation je le supplie, dans l'intérêt même de la religion, de vouloir bien donner une autre destination à l'abbé Huet ; que si ce changement a lieu il paraîtra au Conseil une concession de prudence et de bienveillance telle qu'alors il déclarera n'y avoir rien à suivre et terminera ainsi l'affaire. » (F^{1*} 6.105). Voir aussi F^{1*} 1.853 ; compte rendus hebdomadaires de Contencin (mars et mai 1856) et F^{1*} 2.381. « Résumé des documents... », par N. de Berty : « Les résultats officiels des appels comme d'abus ...prouvent que ces appels protègent en réalité la dignité des évêques contre les attaques de leurs subordonnés et la sécurité du clergé contre les poursuites judiciaires des particuliers... » Septembre 1861.

Par contre, les articles 201 à 204 du code pénal prévoyaient des peines spéciales et graves (trois mois à deux ans de prison, ou le bannissement) contre les ministres du culte qui dans l'exercice de leurs fonctions critiqueraient le gouvernement, les lois, ou tout acte de l'autorité publique. Ces dispositions ne furent pas appliquées. En particulier lorsque l'évêque de Luçon et de nombreux prêtres de son diocèse commirent ces délits à plusieurs reprises et de la manière la plus caractérisée, le gouvernement décida que des poursuites seraient inopportunes (1).

Sans être généralement aussi graves, les incidents d'ordre politique ou administratif n'étaient pas rares dans le clergé. Les prêtres légitimistes étaient nombreux et manifestaient souvent leur mauvaise volonté contre le nouveau régime ; d'autres passaient pour socialistes auprès d'autorités hantées par le péril révolutionnaire et que les sermons contre la richesse inquiétaient facilement (2). Beaucoup enfin vivaient en mauvais termes avec les municipalités ou avec une partie de leurs paroissiens. Il arrivait donc assez fréquemment que des prêtres fussent accusés d'outrages à des magistrats, d'excitation à la haine des citoyens les uns contre les autres, ou d'omettre les prières pour le souverain.

Pour ce genre d'affaire, le gouvernement se contenta presque toujours de mesures disciplinaires prises par les évêques (3). Dans toute la France de 1852 à 1859, le nombre des condamnations portées contre des prêtres pour des délits d'ordre administratif ou politique n'atteint pas une dizaine : encore furent-elles généralement très légères (4). Cependant elles suscitèrent plu-

(1) Voir chap. V, §§ 2 et 4.

(2) Voir dans la série F¹² 5.795 (Appé) ; 5.801 (Saint-Denis) ; 5.813 (Konig et Laval) ; 5.859 (Delfour) ; 5.861 (Garlin) ; dans la série BB¹² 1.555 (A 2 7.176) ; 1.564 (A 2 8.208) ; 1.578 (A 2 9.661) ; dans la série F¹² III Gironde 6 (premier trimestre 1859) ; Indre 5, (7 mars 1855). Ce reproche fut fait en particulier à des prédicateurs Jésuites : à Paris, par exemple, Laval, et Napoleon III en citant le père G. Ravignan en 1861. Voir chap. VI, § 2.

(3) Voir dans la série BB¹² 1.562 (A 2 7.924) ; 1.529 (A 2 4.331) ; 1.539 (A 2 5.447) ; 1.549 (A 2 5.746) ; 1.545 (A 2 5.991) ; 1.556 (A 2 7.347) ; 1.576 (A 2 9.511 et 9.512) ; 1.578 (A 2 9.747) ; 1.583 (A 3 175) ; 1.589 (A 3 854) ; 1.594 (A 3 1.281) ; dans la série BB¹² I 9, P 1 112 et 118, P 1.560 ; dans la série F¹² 5.806 (La Bouillerie) ; 5.819 A (Raballaud) ; 5.864 (Bochler) ; 5.786 (Testard) ; 5.862 (Pélissier et Garlin, et ci-dessous) p. 305.

(4) Amendes de 50 à 100 francs ou emprisonnement de quelques jours. Cependant, un desservant de l'Isère, Laval, fut condamné à 15 mois de prison pour menées révolutionnaires. Le procureur général de Lyon, Devienne, écrivait à cette occasion au ministre des Cultes : « Il faut d'absolues nécessités pour que nous nous décidions à l'arrestation et à la poursuite d'un membre du clergé. A Lyon plus qu'ailleurs de ces nécessités sont graves et nous faisons tout pour les éviter. Mais en cette occasion,

sieurs fois les plaintes des évêques (1). Parfois même le garde des Sceaux blâma les magistrats qui avaient intenté les poursuites.

Même pour les délits et les crimes de droit commun le gouvernement cherchait à ne pas poursuivre les prêtres et à confier aux évêques la répression de leurs fautes. C'est ainsi qu'en 1853 le procureur général près la cour d'appel de Paris, Rouland, futur ministre des Cultes, écrivait au garde des Sceaux : « Quatre ecclésiastiques accusés d'immoralité ou de violences graves envers les enfants qui leur étaient confiés... ont dû être dénoncés par mon substitut à Mgr l'évêque de Versailles qui s'est empressé de les changer de résidence. J'ai approuvé qu'en cette circonstance aucune poursuite n'ait été exercée et qu'un éclat toujours fâcheux pour la morale et la religion ait pu être évité (2). »

Lorsqu'un procès était inévitable le gouvernement veillait à en limiter le retentissement (3). Les congréganistes bénéficiaient des mêmes égards (4). L'autorité judiciaire n'exerçant aucune

l'hésitation était impossible. » (12 avril 1858), F¹⁰ 5.813. Voir aussi BB¹⁰ 1.562 (A 2 7.924) ; BB¹⁰ 1.554 (A 2 7.110) ; BB¹⁰ 1.557 (A 2 7.492) ; BB³⁰ 370 (Agen, premier semestre 1856), F¹⁰ 5.794 (Recoules).

(1) Voir l'affaire des desservants Respaut et Matillo : F¹⁰ 5.845, BB¹⁰ 1.539 A 2 5.438, F¹⁰ 2.560 Gerbet, F¹⁰ III Pyrénées-Orientales 5 (1855) ; voir aussi F¹⁰ 5.871 (Champavier), F¹⁰ 5.856 (Arbez), F¹⁰ 5.832 (Malar).

(2) BB³⁰ 383. Rapport sur le deuxième semestre de 1853. Voir aussi BB¹⁰ 1.562, A 2 7.924, notamment le rapport du procureur général d'Aix (14 février 1857) ; BB³⁰ 385 (Poitiers, deuxième semestre 1857) ; BB³⁰ 408 (P 1.025), F¹⁰ 5.605 (Haut-Rhin, décembre 1857), F¹⁰ 5.606 (Creuse, décembre 1858, Tarn-et-Garonne, octobre 1858) ; F¹⁰ III Lozère 9 '9 octobre 1856, 21 janvier 1857). Le 6 janvier 1859, un prêtre du diocèse de Digne ayant été arrêté pour attentat à la pudeur, le ministre des Cultes écrivit à l'évêque : « Je regrette bien vivement, Monseigneur, que vous n'ayez pas été averti en temps utile de la conduite immorale de cet ecclésiastique et que vous n'ayez pu prévenir par des mesures disciplinaires l'éclat et le scandale d'une procédure criminelle. » (F¹⁰ 5.807 Martel, Martel fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. Même pour des affaires de ce genre, les évêques n'admettaient pas volontiers l'intervention de la justice et défendaient souvent leurs prêtres. Le nombre total des prêtres condamnés fut de 33 en 1854, 53 en 1855, 52 en 1856, 24 en 1857. « Parmi les causes des condamnations portées contre les ecclésiastiques, les plus fréquentes sont les crimes et délits contre les mœurs, les faux, les escroqueries, les abus de confiance, les injures, diffamations et dénégations, les délits de chasse, le port du costume ecclésiastique interdit par l'autorité diocésaine, l'exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie, l'usage illicite de timbres postes ayant déjà servi, etc. » (Résumé des documents... par Nigon de Berty, septembre 1861, F¹⁰ 2.381.)

(3) Le curé de Gaillon ayant été condamné à dix ans de réclusion pour attentat aux mœurs, le garde des Sceaux, Abbaticci, écrivit à Fortoul, le 15 mars 1855 : « J'avais recommandé à M. le Procureur général de Rouen de prendre les mesures convenables pour que les débats fussent le plus possible à huis clos. Mes instructions ont été scrupuleusement suivies : non seulement les débats n'ont pas été publics et il n'en a été par suite rendu aucun compte, mais encore le seul journal qui se publie à Évreux n'a pas indiqué le jour auquel devait s'ouvrir ce procès, de même qu'il n'a pas fait connaître l'arrêt intervenu. » (F¹⁰ 5.809, Deschamps.)

(4) Sur les instituteurs congréganistes, voir p. 212.

surveillance sur les couvents, des faits délictueux pouvaient s'y produire, des condamnés pouvaient s'y abriter sans qu'elle en fût informée (1). Aux yeux du clergé, ces pratiques étaient moins des faveurs que des restes insuffisants du privilège du for qu'il ne cessait pas de considérer comme un droit. Lorsqu'elles cessèrent, vers 1860, on vit combien elles lui avaient été précieuses.

Par contre, les outrages à la religion étaient sévèrement punis et le gouvernement donnait de la publicité aux condamnations dont ils étaient frappés (2). Conformément à « une jurisprudence consacrée » il empêchait les prêtres sortis de l'Église de se marier civilement (3).

VI. — Conclusion

L'Église catholique a bénéficié pendant les premières années du Second Empire d'un régime privilégié. Dans une société opprimée elle a gardé, telles qu'elle les avait conquises sous la Deuxième République, les libertés les plus étendues dont elle eût joui depuis le Concordat. « Par les mandements des évêques, par l'enseignement des prêtres, par les assemblées des fidèles dans les églises, les catholiques conservaient en effet les libertés de presse, de parole, de réunion que l'Empire avait enlevées à la France (4). » Ils avaient dans les congrégations et les sociétés de bienfaisance leurs associations, dans les processions et les fêtes leurs manifestations. Ces libertés et la protection du gouvernement qui améliorait la situation matérielle et morale du

(1) Voir BB³⁰ 371 Amiens, 8 juillet 1863, et ci-dessous : chap. XVIII, § 1.

(2) Par exemple à Mouthiers (Charente), pendant le carnaval, deux jeunes gens déguisés représentent le curé et sa servante et plaisantent sur la nature de leurs relations. Ils sont condamnés l'un à six mois, l'autre à deux mois de prison. Le procureur général de Bordeaux écrit le 3 avril 1857 au garde des Sceaux que la population « dépourvue de sens moral et religieux » a été intimidée, et que le maire de Mouthiers et celui d'un village voisin qui assistaient au carnaval ont donné leur démission : « Lorsque, précisément dans le Midi, il est des gens qui attaquent des actes récents du gouvernement, et cherchent à les représenter comme des empiètements sur la religion ou les pouvoirs des évêques, je me demande si ce ne serait pas le cas de fournir à la conscience publique et notamment aux masses religieuses une satisfaction utile et profitable au point de vue général et gouvernemental... La réparation ayant été aussi large que l'offense, cette décision serait une preuve de plus que le gouvernement protège énergiquement tout ce qui est respectable et ne tolère aucun scandale. » Le Moniteur du 7 avril mentionna cette condamnation et conclut : « La décision du tribunal d'Angoulême qui donne une juste satisfaction à la religion et aux mœurs publiquement outragées, a été accueillie avec satisfaction par l'opinion publique. » BB¹⁰ 1.563 A 2 8.089.

(3) Voir F¹⁰ 5.507, F¹⁰ 5.786 (Blin et Merda) et la séance du 15 juin 1865 au Sénat.

(4) Etienne Lamy : *Etudes sur le Second-Empire*, Paris 1895, in-8° ; *Le Second Empire et les ouvriers*.

clergé donnèrent à l'Église une grande force d'expansion.

Les adversaires les plus populaires et les plus résolus de son influence, les républicains, étaient réduits à l'impuissance. Les conservateurs se groupaient autour d'elle ; la noblesse et une grande partie de la bourgeoisie lui prêtaient l'appui de leur influence et de leurs richesses. Ces conditions politiques et sociales assurèrent à l'Église pendant plusieurs années une prospérité exceptionnelle et une situation prépondérante dans la vie publique française. Aussi, malgré quelques conflits, elle resta jusqu'en 1859 un des plus fermes soutiens du régime qui lui assurait de pareils avantages.

Dans cette alliance, le rôle de l'épiscopat était essentiel. Nommés par le gouvernement, les évêques en recevaient des traitements élevés, des subventions pour leurs édifices diocésains, des honneurs. Ses sympathies, sinon son concours actif, leur étaient toujours acquises dans les conflits auxquels donnaient lieu les progrès de l'ultramontanisme. C'est par leur intermédiaire et avec leur concours qu'il pouvait agir sur le clergé des paroisses, sur les communautés de femmes et même sur les congrégations d'hommes et les associations religieuses. Ils étaient les représentants de l'État dans l'Église, et ceux de l'Église dans l'État (1). Tant que le gouvernement entretenait de bons rapports avec eux, même lorsque sa politique s'écarta de celle du Saint-Siège, le régime ecclésiastique instauré en 1852 subsista. Il cessa de fonctionner lorsque les évêques entrèrent en conflit avec le pouvoir.

La situation de l'Église était avantageuse mais précaire. Seul le nouveau mode d'autorisation des congrégations de femmes résultait d'un acte législatif. Mais le budget du culte dépendait d'un vote annuel ; les pratiques administratives favorables au clergé et au culte catholique pouvaient être modifiées ou supprimées au gré du gouvernement ; enfin les principaux privilèges de l'Église étaient illégaux : le gouvernement pouvait, par la remise en vigueur d'une législation inappliquée mais non abrogée, dissoudre les congrégations non autorisées, contrôler ou supprimer les associations religieuses, entraver les rapports du clergé français avec le Saint-Siège. En outre, l'autorité du gouvernement sur la presse et sur les élections, qui au début du Second Empire s'exerçait au profit de l'Église pouvait également s'exercer à son détriment. L'Église bénéficiait donc, non

(1) Voir p. 149.

de droits garantis par la loi, mais de tolérances et de faveurs révocables du pouvoir (1). Certains catholiques, surtout les libéraux et les légitimistes, voyaient là un danger, mais le clergé et les fidèles, dans leur ensemble, ne s'en inquiétaient pas. « Je vous avouerai, disait au Sénat le cardinal Mathieu, qu'en fait de libertés publiques, j'aime bien celles qu'on a de par le prince et sous sa main. » (8 juin 1854).

Or, deux tendances divergentes guidaient le gouvernement impérial dans sa politique ecclésiastique. Il favorisait le clergé sur lequel il comptait pour rallier les légitimistes et pour combattre la propagande révolutionnaire. Mais il était trop autoritaire pour ne pas chercher, après avoir brisé toutes les oppositions et supprimé les libertés publiques, à restreindre les privilèges qui assuraient à l'Église une large indépendance et une influence énorme.

Même à l'époque où il avait le plus besoin du concours de l'Église, au lendemain du coup d'État, et lors du rétablissement de l'Empire, le gouvernement refusa toujours de faire aux catholiques les principales concessions qu'ils attendaient de lui : il maintint et renforça l'autorité du pouvoir civil sur l'assistance et l'enseignement publics ; il refusa d'imposer l'observation du repos dominical et la consécration religieuse du mariage ; il n'abrogea pas les Articles Organiques. De 1852 à 1859, il chercha de plus en plus à restreindre l'indépendance et la puissance de l'Église ; mais il évita cependant de prendre des mesures qui l'eussent mis en conflit ouvert avec le clergé.

(1) Veuillot écrivait dans l'Univers le 17 janvier 1852 : « Le mécanisme est bon, tout dépendra des hommes qui le feront marcher. » L'évêque de Cahors, Bardou, écrivait le 31 août 1854 à Fortoul : « Je reconnais... bien volontiers, M. le Ministre, que le gouvernement impérial est très favorable à la religion. La haute administration est en général animée de bonnes intentions. Mais la législation n'a pas changé ; les lois les plus contraires à la liberté de l'Église sont encore en vigueur. Qu'il vienne un pouvoir hostile, il trouvera des lois toutes faites pour asservir l'autorité religieuse. » F¹⁷ 11.665.

CHAPITRE V

Les relations du gouvernement impérial avec le Saint-Siège (1853-1856)

I. — *Nomination et inamovibilité des évêques (1852-1853)*

Le droit de nommer les évêques était la principale prérogative que le gouvernement tint du Concordat. Le ministre des Cultes demandait de temps à autre aux évêques de lui désigner des prêtres dignes de l'épiscopat (1). Sur chaque candidat il prenait l'avis des autres évêques qui pouvaient le connaître, celui du préfet et souvent celui de magistrats et d'universitaires : « Tendances religieuses et théologiques... opinions politiques... dévouement à la personne de l'Empereur et aux intérêts traditionnels du pays (2) », tels étaient les principaux renseignements demandés. Fortoul tenait à compléter ces rapports souvent trop discrets par des renseignements oraux, et à connaître personnellement les candidats. L'on trouve dans les dossiers des candidats à l'épiscopat quelques recommandations d'hommes politiques, mais elles avaient moins de poids que celles des évêques investis de la confiance du gouvernement. Les plus influents à l'administration des Cultes étaient des modérés de tendances gallicanes tels que Mathieu, Morlot, Donnet. Mais Napoléon III écoutait surtout Bonnerhose qui suivait dans les divisions de l'Église une politique personnelle, et des ultramontains : Gousset, Parisis, Salinis, Ségur. Or c'était lui, qui après l'enquête de l'administration des Cultes et parfois contre ses conclusions, choisissait les évêques.

Le rôle officiel du nonce se bornait à recueillir sur les évêques

(1) Circulaires de Falloux (avril 1849), de Parieu (mars 1850), Fortoul (26 janvier 1855). Plusieurs des réponses faites à Fortoul en 1855 sont réunies à F¹⁹ 2.459. Les autres sont dispersées dans les dossiers des évêques.

(2) F¹⁹ 2.609. Note de Tardif sur l'instruction des candidatures à l'épiscopat (1856).

nommés les informations canoniques qu'il transmettait au pape. Celui-ci leur conférait alors l'institution canonique pourvu qu'il ne les jugeât pas indignes de l'épiscopat. La possibilité d'un refus incitait le gouvernement à ne pas nommer de candidats désagréables au pape ; celui-ci gardait donc sur les nominations une certaine influence que Pie IX chercha toujours à étendre. Le rôle joué par la nonciature dans les nominations épiscopales est difficile à connaître. Une lettre adressée à Fortoul le 9 décembre 1852 par le nonce Garibaldi, montre ce qu'il pouvait être. Garibaldi y approuve le choix éventuel de deux prêtres dont Fortoul l'a entretenu officieusement, mais il s'oppose à la nomination d'un troisième, le gallican Lecourtier : « S'il était réellement question de lui pour une pareille destination, je me croirais obligé d'en faire au Saint Père une telle information que je ne crois pas qu'il jugerait pouvoir en admettre la nomination. » Cette candidature fut écartée (1). Il ne semble d'ailleurs pas que cette entente préalable ait été toujours ni même habituellement pratiquée ; le gouvernement se bornait en général à faire connaître au nonce les décrets de nomination avant qu'ils eussent été publiés au *Moniteur*.

Fortoul était en effet jaloux des droits de l'État. En novembre 1852 deux évêques voulant démissionner, il craignit que le pape ne fit dépendre son consentement du choix de leurs successeurs et se plaignit à Rayneval des « empiètements » de la cour de Rome. Ses craintes paraissent d'ailleurs n'avoir pas été fondées. Les deux démissions furent acceptées par le pape bien que l'un au moins des deux évêques nommés, Ginouilhac, déplût à Rome (2).

Une difficulté plus sérieuse se présenta lorsque, contre l'avis de l'administration, Napoléon III eût nommé évêque de la Guadeloupe le 6 avril 1853, Forcade, vicaire apostolique du Japon, évêque in partibus de Samos (3). Forcade s'était brouillé avec la société des Missions Étrangères et la congrégation de

(1) F¹⁹ 6.178. On reconnut plus tard que l'accusation portée contre les mœurs de Lecourtier, sur laquelle se fondait l'opposition du nonce, était inexacte. Lecourtier fut nommé évêque de Montpellier en 1861 et préconisé par Pie IX.

(2) Correspondance diplomatique ; lettres particulières de Rayneval à Thouvenel (Cerçay, 165 A 1 10), novembre et décembre 1852, et F¹⁹ 2.452. Voir J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France...*

(3) F¹⁹ 6.207, F¹⁹ 2.481. Correspondance diplomatique, 13 août 1852, juin-septembre 1853. Cerçay, 165 A 1 10, 14 août 1852. Forcade avait conseillé à Napoléon III de se faire en Extrême-Orient le champion du catholicisme et d'envoyer une expédition à Pékin.

la Propagande. Pie IX demanda à l'empereur de revenir sur son choix. Forcade se prétendit victime d'une intrigue ultramontaine. Il se fit appuyer par plusieurs évêques, gallicans pour la plupart, et notamment par l'archevêque de Paris, Sibour, qui écrivit à Fortoul : « Si le gouvernement cédait en cette circonstance, il est évident qu'il n'y aurait plus de Concordat (1). » Le gouvernement soutint énergiquement Forcade qui fut préconisé le 13 septembre 1853.

Peu après, Napoléon III donna une satisfaction éclatante au Saint-Siège en nommant évêque de Perpignan le 19 décembre 1853, malgré les réserves de la direction des Cultes, Gerbet, vicaire général de l'évêque d'Amiens Salinis, théoricien de l'ultramontanisme dont le rôle au concile d'Amiens avait été très important (2). La plupart des évêques nommés pendant le ministère de Fortoul furent des ultramontains.

La nomination des évêques par le gouvernement et leur inamovibilité étaient les seuls obstacles que rencontrait l'autorité du pape sur l'Église de France ; mais il ne renonçait pas à les surmonter. C'est ainsi que Pie IX incita l'évêque d'Évreux, Olivier, à donner sa démission. Il lui reprochait sa vie privée, ses manières trop mondaines, ses conflits avec son clergé. Mais Fortoul, informé par Rayneval en juin 1853, jugea que ces griefs n'étaient que des prétextes pour frapper un gallican résolu. Bien qu'Olivier, ancien confesseur de la reine Marie-Amélie, fût ouvertement orléaniste, Fortoul prit donc sa défense avec une vivacité que le ministre des Affaires Étrangères et Rayneval trouvèrent excessive (3). Il fit valoir que l'évêque ultramontain de Soissons, Garsignies, dont la vie privée était critiquée comme celle d'Olivier, n'était pas inquiété par le Saint-Siège. Olivier ne donna pas sa démission ; il mourut

(1) F¹⁹ 6.207.

(2) F¹⁹ 2.560 ; voir les biographies de Gerbet et : J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France...*

(3) En transmettant à Rayneval la lettre de Fortoul, Drouyn de Lhuys lui écrivait le 22 août 1853 : « Il serait sans doute fâcheux que le jugement de la cour de Rome dans une matière qui touche exclusivement à la règle des mœurs fût influencé par des considérations tirées des opinions plus ou moins gallicanes des personnes. Mais il ne le serait pas moins que le gouvernement de l'empereur semblât apporter dans cette délicate affaire des préoccupations dans le sens contraire. » Rayneval assura que si le pape désirait la démission d'Olivier et non celle de Garsignies, c'était parce que les accusations portées contre celui-ci restaient secrètes, tandis que celles dont Olivier était l'objet étaient depuis longtemps publiques. Rayneval remarquait que les relations du gouvernement avec le Saint-Siège se gâteraient bientôt si le ministère des Cultes en avait seul la direction. Cerçay 165 A 1 10, 4 septembre 1853. F¹⁹ 2.522. Correspondance diplomatique 4 juin, 22 août, 4 septembre 1853.

en octobre 1854 et fut remplacé par l'évêque de Carcassonne, Bonnechose.

Mais à l'époque même où il prenait contre le Saint-Siège la défense de l'évêque d'Évreux, le gouvernement impérial lui demandait de déposer l'évêque de Luçon, ajoutant ainsi à l'incohérence et à l'instabilité de sa politique ecclésiastique.

II. — *Le conflit de Luçon (1852-1853)* (1)

Seul entre tous ses collègues, l'évêque légitimiste de Luçon, Baillès, fit au nouveau régime une opposition ouverte et systématique où il fut soutenu par les légitimistes et par une grande partie de son clergé. Cette hostilité était particulièrement redoutable en Vendée. Dans la plaine et le marais la noblesse était rare et ne possédait qu'une faible partie du sol, le clergé était peu influent. L'administration, appuyée par les bleus, y fut toujours prépondérante ainsi que dans les villes. Mais dans le bocage, pays de grande propriété noble où l'autorité du clergé était énorme, la coalition légitimiste et cléricale dirigée par Baillès tint en échec l'influence du gouvernement (2).

Baillès invita son clergé à ne pas prendre part au plébiscite de 1851 (3) ; il ne laissa célébrer le *Te Deum* demandé par le gouvernement que dans quatre villes où l'opinion était favorable au nouveau régime ; il contesta au pouvoir civil le droit d'ordonner des prières publiques ; il n'adopta pas la formule *Domine saluum fac Ludovicum Napoleonem* prescrite par Fortoul, et cette prière cessa quelque temps d'être chantée en Vendée. Le gouvernement fit intervenir auprès de Baillès l'archevêque de Bordeaux Donnet ; mais l'évêque de Luçon depuis longtemps brouillé avec son métropolitain refusa de suivre ses avis. Le gouvernement

(1) Archives Nationales : F¹⁰ III Vendée 5 et 8, F¹³ 362 5-6, F¹⁰ II 103, F¹⁷ 9.110, BB²⁰ 385, 404 (P 739), BB¹⁸ 1.509 (A 2 2.172), 1510 (A 2 2.220), 1.521 (A 2 3.341), F¹⁰ 2.452, F¹⁰ 2.530, F¹⁰ 5.819 A et B, AB XIX 523.

Archives des Affaires étrangères : Correspondance diplomatique : janvier-février 1852, 4 décembre 1852, septembre-décembre 1853. Mémoires et documents, volume 116. Cergay, 165 A 1 10, 4 septembre, 10 décembre 1853. Les documents diplomatiques relatifs à Baillès et antérieurs à 1853 sont cités dans ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France...*

(2) Sur les limites du marais, de la plaine et du bocage et sur leurs caractères géographiques et politiques, voir : André Siegfried : *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*. Sa description coïncide exactement avec les rapports des fonctionnaires du Second Empire.

(3) Il y eut, en Vendée, sur 104.000 inscrits, 56.158 oui et 2.493 non, soit environ 43 % d'abstentions.

eut alors recours à l'autorité du pape qui blâma Baillès et lui fit conseiller par le nonce de suivre l'exemple de ses collègues et celui de l'église de Saint-Louis des Français où, à Rome même, les prières étaient chantées conformément à la demande du gouvernement français. Baillès consentit à laisser chanter « *Domine salvum fac præsidem* » mais sans que Louis-Napoléon fût nommé et, contrairement à l'usage, après la messe, c'est-à-dire souvent alors que les fidèles sortaient de l'église. La résistance de Baillès et l'impunité dont il bénéficiait encouragèrent ses partisans.

Il soutint ouvertement aux élections de février 1852 les candidats légitimistes (1). L'arrondissement de Fontenay-le-Comte formé surtout de la plaine et du marais donna seulement 3.133 voix au légitimiste contre 16.745 au candidat officiel : Le Roux. Mais dans le bocage l'arrondissement des Sables-d'Olonne où l'évêque venait de faire une tournée pastorale élut un légitimiste (2), et à Napoléon-Vendée, le candidat officiel, un bleu, ne battit un ancien vicaire général de Baillès l'abbé de Lespinay que grâce à une forte pression administrative (3).

Baillès souleva en outre toute une série de conflits administratifs. Il revendiquait pour l'Église une domination absolue sur la société civile et combattait avec violence l'administration qui lui résistait conformément aux lois civiles. Or cette résistance, faible sous la Seconde République, s'accrut après le 2 Décembre. De plus, Baillès était de caractère difficile et vindicatif ; il s'était déjà brouillé depuis son sacre avec les divers représentants du pouvoir civil, avec son archevêque et plusieurs membres de son clergé. Ses conflits avec l'administration impériale s'aigrirent rapidement et tout le diocèse fut bientôt en perpétuelle agitation.

Dans un livre paru en mai 1852, *Des sentences épiscopales dites de conscience informée*, il exposa ses théories sur le droit ecclésiastique et critiqua âprement le Conseil d'État, l'administration des Cultes, l'Université et toute la législation française relative aux rapports de l'Église et de l'État. L'archevêque de Bordeaux étant également maltraité dans cet ouvrage, le gouvernement lui demanda de traduire son suffragant devant le concile provincial, mais Donnet jugea que cette procédure serait inefficace.

En juillet 1852, Baillès mit en interdit la paroisse de Cugand,

(1) F¹⁰ II 103.

(2) Bouhier de l'Écluse, 9.462 voix, élu ; Gillarzeau, 8.334.

(3) Sainte-Hermine, 9.367 voix, élu ; Lespinay, 6.905. Voir le débat de validation au Corps législatif le 2 avril 1852.

où le maire avait fait enterrer un protestant dans une enceinte spéciale, mais à l'intérieur du cimetière catholique (1). Il frappa ou menaça de la même sanction, qui mettait en émoi les populations catholiques de la Vendée, plusieurs communes dont le maire et le curé étaient en conflit au sujet de l'administration des fabriques, de la propriété des cimetières, ou des presbytères, ou du régime des écoles. Il prit prétexte du conflit de Cugand pour interdire dans tout le diocèse le *Te Deum* demandé par le gouvernement pour la fête de l'empereur (15 août 1852).

La restauration de l'Empire entraîna de plus vifs conflits. Le 12 novembre 1852, le gérant du journal légitimiste de Nantes « L'Espérance du Peuple », Brodu, fut arrêté à Luçon pour avoir distribué le manifeste où le comte de Chambord invitait les Français à ne pas prendre part au plébiscite. On trouva sur lui une lettre de Baillès qui demandait « au roi » c'est-à-dire au comte de Chambord pour un collège épiscopal qui devait être créé à Luçon « une preuve, que la bonne et fidèle Vendée mérite, de votre royale approbation (2). » Il parut certain que le manifeste avait été distribué de l'évêché. Une perquisition y fut faite le 24 novembre sans résultat. Baillès assura qu'il était resté étranger « à l'envoi de la protestation de Henri V (3), » mais on pensa que l'arrestation de Brodu l'avait mis sur ses gardes. Pour porter atteinte à son prestige (4), Fortoul fit visiter par deux inspecteurs généraux de l'Instruction Publique les petits séminaires de Chavagnes et des Sables où aucune inspection n'avait encore eu lieu (1^{er} et 3 décembre). Baillès, dans deux mandements se plaignit amèrement de cette inspection et de la visite domiciliaire.

Cependant il autorisa ses prêtres à chanter le *Domine Salvum fac imperatorem* et à y ajouter le nom de Napoléon s'ils avaient pour cela « des raisons particulières » ; à la cathédrale de Luçon et dans beaucoup d'églises du diocèse le nom de Napoléon fut omis contrairement aux usages suivis dans toute la France ; dans plusieurs paroisses on cessa même de chanter

(1) Les questions de sépultures donnaient assez souvent lieu à des conflits de ce genre. Voir F¹⁹ 5.554.

(2) F¹⁹ 2.530, note du 23 août 1853.

(3) F¹⁹ 5.819 B : 24 novembre 1852, Baillès à Fortoul. Le plébiscite donna en Vendée 59.765 oui au lieu de 56.158 en 1851, mais le pourcentage des abstentions resta un des plus élevés de France (41 %).

(4) F¹⁷ 9.110. Sur la lettre du 17 novembre où le ministre de l'Intérieur lui communiquait la lettre de Baillès saisie sur Brodu et lui signalait « l'urgence pour le gouvernement de prendre des mesures contre l'évêque », Fortoul a noté : « Très urgent : envoyer les inspecteurs dans le collège vendéen, et les faire au besoin soutenir par la force. »

cette prière ; ailleurs elle fut chantée sans solennité et toujours après la messe. La lutte devenait de plus en plus vive. Les agents du gouvernement jugeaient même que des troubles pouvaient se produire (1). Habitué à sévir contre toute opposition, ils réclamaient des sanctions contre Baillès. Le préfet, Boby de la Chapelle, le combattait avec une ardeur parfois maladroite. Le recteur, soupçonné de faiblesse, fut remplacé. Le ministre de la Justice ordonna de surveiller et de poursuivre au besoin les curés qui, excités par les manifestations de l'évêque tenaient, même en chaire, des propos séditieux. « La persécution contre l'Église prend toujours une nouvelle intensité dans mon diocèse, et bientôt nul ne pourra l'ignorer (2) » écrivit le 18 décembre 1852 Baillès à Fortoul. Des instructions furent ouvertes contre plusieurs prêtres et des délits furent constatés, mais on jugea que l'effet d'intimidation souhaité était obtenu et que des procès auraient au point de vue politique plus d'inconvénients que d'avantages : les tribunaux ne furent donc pas saisis.

Baillès au cours de ses tournées pastorales encourageait le clergé à l'opposition et suscitait de nouveaux conflits. Il disgracia plusieurs prêtres favorables au gouvernement, et surtout ceux qui en octobre 1852 avaient été à Niort saluer Louis-Napoléon. En avril 1853 il alla à Rennes témoigner en faveur de « l'Espérance du Peuple » poursuivie pour un article sur l'affaire de Cugand. Ses collègues de Nantes et de Rennes évitèrent de se laisser compromettre par lui, mais pendant tout son voyage, il fut accueilli et fêté par les légitimistes. Il laissa un de ses vicaires généraux autoriser pour le 15 août 1853 le chant du *Te Deum*, mais seulement après les vêpres. Beaucoup de curés omirent le *Te Deum* ou le chantèrent sans l'éclat désiré par le gouvernement. Enfin Baillès ordonna à tous ses prêtres de se retirer de toutes les commissions ou conseils officiels dont ils faisaient partie : il brisait ainsi toutes relations entre le clergé d'une part, l'assistance publique, l'Université et l'administration de l'autre.

La Vendée était le seul département de France où le gouvernement rencontrait une opposition ouverte. Il pouvait traduire l'évêque de Luçon devant le Conseil d'État mais la sentence d'abus ne comportait pas de sanctions et n'eût impressionné ni Baillès, ni ses partisans. Des poursuites devant les tribunaux

(1) F¹⁷ 9.110, 28 février 1853 ; F¹⁰ III Vendée 5 ; 2 mars 1854.

(2) F¹⁰ 5.819 B.

auraient accru l'émotion en Vendée et blessé le clergé français tout entier (1). L'intervention officieuse du pape, qui s'était produite dès le mois de janvier 1852 et qui s'était souvent renouvelée depuis par l'intermédiaire du nonce, était restée inefficace. Le gouvernement se décida en août 1853 à demander au pape d'interdire Baillès et de charger un administrateur apostolique de diriger à sa place le diocèse de Luçon (2).

Pie IX répondit à Rayneval qu'il ne pouvait déposer ou interdire un évêque sans un procès canonique régulier ; il redoutait les longueurs de la procédure, le mécontentement des évêques très attachés à leur inamovibilité, et aussi l'incertitude du résultat, car Baillès était irréprochable comme prêtre, et bon théologien. Il engagea seulement Baillès à cesser son opposition ou à démissionner. Mais Baillès, bien que très ultramontain, ne suivit pas les conseils du pape. Malgré ses injonctions plusieurs fois réitérées (3) à la demande du gouvernement français, il resta inébranlable dans son hostilité (4). Cette situation se prolongea pendant plus de deux ans (5).

Ainsi le gouvernement incitait le Saint-Siège à enfreindre le principe de l'inamovibilité épiscopale, dont, à la même époque, il prenait la défense contre lui dans l'affaire d'Évreux. En vain Rayneval signala plusieurs fois les dangers de cette politique : « Il ne faut pas oublier, écrivait-il le 31 octobre 1854 (6) que ce grand principe constitue la principale garantie de l'admi-

(1) Dès le mois de janvier 1852, le gouvernement avait envisagé ces moyens de répression et les avait écartés (F¹⁹ 2.530). En août 1852, il écarta également la suppression de traitement comme contraire au Concordat et sans précédent (F¹⁹ 6.129).

(2) Voir la lettre adressée le 23 août 1853 par Fortoul à Drouyn de Lhuys, avec une note détaillée sur la conduite de l'évêque depuis le 2 décembre (minute à F¹⁹ 2.530, original aux Archives des Affaires étrangères, Mémoires et Documents, volume 116).

On peut remarquer qu'en juin 1853, Fortoul avait appris les démarches faites par Pie IX auprès de l'évêque d'Évreux pour le pousser à donner sa démission. Malgré l'inamovibilité épiscopale, le pape pouvait donc contribuer à évincer un évêque gênant.

(3) Pie IX écrivit personnellement à Baillès le 22 septembre 1853 et le 23 janvier 1854. Voir Correspondance diplomatique, 16 juin 1855.

(4) En novembre 1853, Baillès empêcha un inspecteur des édifices diocésains de visiter sa cathédrale. L'agitation restait vive en Vendée, mais elle était combattue énergiquement et non sans succès par l'administration. Les crédits alloués à la cathédrale furent réduits. Le député et les conseillers généraux légitimistes qui donnèrent leur démission en 1853 furent presque tous remplacés par des candidats officiels. Une seule condamnation (à huit jours de prison) fut prononcée en décembre 1853 contre le desservant de Bois de Céné, Foucault, qui, par lettre anonyme, avait menacé de mort l'instituteur de cette commune. Baillès, qui avait usé de toute son influence pour obtenir un acquittement, réintégra Foucault dans ses fonctions après sa libération.

(5) Voir § 4.

(6) Correspondance diplomatique (copie F¹⁹ 6.179, dossier Sibour). Voir aussi sa dépêche du 9 juin 1855.

nistration civile à laquelle est réservée la présentation ou plutôt en réalité le choix des évêques. Si l'on affaiblissait ce principe, ce privilège perdrait presque toute sa valeur et l'on ouvrirait au Saint-Siège une large porte pour s'introduire dans les affaires intérieures de chaque État. » Le gouvernement passa outre à ces observations, sacrifiant ainsi à un avantage politique immédiat les intérêts permanents de l'État concordataire.

III. — *Les relations avec le Saint-Siège de janvier 1854 à juillet 1855*

La guerre de Crimée eut pour origine le conflit des Lieux Saints. En l'entreprenant, Napoléon III se posa comme le défenseur du catholicisme contre les Russes orthodoxes (1). Conseillé par un Jésuite, le P. de Ravignan, le ministre de la Guerre, Saint-Arnaud, récemment revenu à la foi catholique, dota l'armée d'Orient d'une aumônerie nombreuse dont il confia la direction à des Jésuites (2). Napoléon III donna aux flottes de la Méditerranée et de la Baltique des tableaux de la Vierge « patronne auguste des matelots » qui furent installés en grande pompe sur les vaisseaux amiraux (3). Le gouvernement affirmait par ces mesures le sens religieux de la guerre.

Aussi, tandis que les légitimistes admirateurs du Tsar étaient hostiles à la guerre, le clergé presque tout entier l'approuva chaleureusement (4). « Je ne pouvais douter, écrivait Fortoul (5) que l'épiscopat français ne fût heureux d'ordonner des prières pour le succès de nos armes, mais il a semblé d'une haute convenance de lui laisser en ces circonstances le mérite d'une prière si profondément sympathique aux populations. Cet élan spontané des prélats qui, au nord comme au midi, à l'ouest comme à l'est, invitent les fidèles avec une touchante unanimité de langage à prier pour le succès d'une expédition néces-

(1) Émile Bourgeois : *Manuel historique de politique étrangère*, t. III : « Napoléon III et la France catholique dans le monde. » 1906, in-12.

(2) Voir les *Lettres* du maréchal de Saint-Arnaud ; Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France, Histoire d'un siècle* ; et Ponlevoy : *Vie du R. P. Xavier de Ravignan*.

(3) *Moniteur* 8 avril 1854.

(4) Sauf quelques prêtres légitimistes. Fortoul écrivait le 2 novembre 1855 au préfet des Landes : « ... dans quelques départements du Midi, des ennemis du clergé l'accusent de faire cause commune avec la Russie pour rétablir la branche aînée des Bourbons. » (F¹² 2.480).

(5) Le 10 avril 1854, à l'archevêque d'Aix, Darcimoles (F¹² 2.481). Des lettres analogues furent sans doute adressées aux autres évêques qui ordonnèrent des prières pour le succès de l'expédition.

saire, à écarter les inquiétudes que pouvaient faire naître les éventualités de la guerre, à rappeler au peuple que la main de Dieu ne saurait abandonner les nations qui s'arment pour une juste cause, tous ces témoignages d'une libre adhésion à la politique de Sa Majesté ont profondément touché le gouvernement et je suis heureux d'avoir à témoigner à l'épiscopat sa vive reconnaissance. » L'organisation de l'aumônerie militaire fut accueillie avec joie par le clergé (1). Veuillot, qui depuis longtemps attaquait la Russie, était plein d'enthousiasme. Certains de ses articles (2) furent reproduits par le *Moniteur*. L'empereur le fit féliciter à plusieurs reprises ; jamais il ne fut plus en faveur auprès du gouvernement.

Tout en regrettant la guerre, Pie IX, très hostile à la Russie, était reconnaissant à Napoléon III de défendre en Orient les intérêts catholiques. Il manifesta hautement ses sentiments et engagea les évêques français qui se rendirent à Rome à soutenir de toute leur autorité l'empereur qui, disait-il, avait une mission providentielle (3). En septembre 1854, Napoléon III manifesta le désir d'évacuer le plus rapidement possible les États pontificaux pour accroître les effectifs disponibles. Cette demande qu'Antonelli se déclara prêt à accueillir pourvu qu'un bataillon fût laissé à Civita-Vecchia, fut d'ailleurs abandonnée quelques semaines plus tard et ne troubla pas les bons rapports des deux gouvernements. L'effectif du corps d'occupation fut légèrement réduit (4).

La guerre de Crimée resserra donc l'entente du gouvernement avec le clergé et en particulier avec la cour de Rome. Mais en matière ecclésiastique leurs tendances restaient différentes et parfois opposées. L'encyclique du 21 mars 1853 avait réduit les gallicans au silence, et mit fin aux polémiques, mais non aux divisions du clergé français. Le nonce Garibaldi, très conciliant et en bonnes relations avec les deux partis (5), cherchait à modérer les ultra-

(1) Mabile, évêque de Saint-Claude écrivait à Fortoul : « Notre admirable empereur vient de faire une grande chose en donnant des aumôniers à l'armée de terre... Qu'il me tarde de dire tout haut à Rome ce que je pense de notre cher empereur et ce qu'il fait chaque jour de concert avec ses ministres et ses hommes d'État pour la religion et pour la société. » F¹⁰ 2.595, 16 mars 1854.

(2) Notamment celui qu'il fit sur Saint-Arnaud après sa mort. Voir sa biographie par Eugène Veuillot, sa *Correspondance* (t.IV, 22 mars, 15 octobre 1854) et sa brochure : *La guerre et l'homme de guerre*.

(3) *Correspondance diplomatique*, 10 et 20 juin 1854, 3 mars 1855.

(4) *Correspondance diplomatique*, et Cerçay 165 A1 10, de septembre à décembre 1854.

(5) Il était l'ami du gallican Mathieu.

montains tout en les soutenant ; il mourut en juin 1853. Le gouvernement impérial obtint que sa succession fut confiée à Sacconi, alors nonce à Munich, auquel il attribuait un « caractère conciliant » et un « excellent esprit » (1). Sacconi arriva à Paris au début de décembre : « Suivant le vœu du Saint Père, écrivait Rayneval (2), il travaillera de son mieux à ramener la concorde et l'union dans l'épiscopat, mais il est permis de douter qu'il y réussisse : l'ardeur des opinions, pour être un moment contenue, n'en est pas moins toujours très vive et se dénote depuis quelque temps par de secrètes accusations mutuelles qui sont d'un fâcheux effet et nous donnent un regrettable symptôme (3). » Sacconi ne tarda pas à décevoir le gouvernement impérial tant par l'appui qu'il prêta au mouvement ultramontain que par ses défauts personnels. Il contribua à aigrir plutôt qu'à améliorer les relations entre les deux cours (4). La négociation du sacre était ajournée. Le gouvernement renouvela plusieurs fois en 1854 et 1855 ses démarches contre l'évêque de Luçon, mais les progrès de l'ultramontanisme formèrent le principal sujet de ses interventions à Rome. Le ministère des Cultes leur opposait une résistance de plus en plus vive (5) dont le ministère des Affaires Étrangères et surtout l'ambassade atténuaient l'expression. L'action personnelle de Napoléon III semble avoir été minime dans ces affaires qui l'intéressaient peu.

Le gouvernement impérial intervint en faveur de plusieurs gallicans mal vus du Saint-Siège. Rayneval négocia la rentrée en grâce de Thibault, évêque de Montpellier, qui en 1847, après une conversation avec Pie IX, avait cru pouvoir déclarer que le pape n'était pas défavorable aux coutumes gallicanes, ce qui lui avait attiré un démenti public et blessant (6). Le gouverne-

(1) Correspondance diplomatique 18 juin 1853.

(2) Correspondance diplomatique, 30 novembre 1853.

(3) La mort du cardinal Fornari (juin 1854), nonce à Paris de 1843 à 1850, et qui, dans ces fonctions et depuis son élévation au cardinalat, avait puissamment contribué aux progrès de l'ultramontanisme en France, ne semble pas avoir affaibli l'appui donné par la cour de Rome aux ultramontains français (Correspondance diplomatique 20 juin 1854).

(4) Walewski écrivait à Rayneval le 13 septembre 1855 dans une lettre personnelle : « Je sais que c'est nous qui avons demandé Mgr Sacconi ; je ne puis m'expliquer l'insistance que nous y avons mise que par l'ignorance où nous étions de l'individu : non... que ce soit un méchant, mais c'est pis que cela, c'est un sot. » (AB XIX 174).

(5) C'est au début de 1854 que l'ultramontain Nicolas fut remplacé par Hamille. Voir p. 37.

(6) F¹⁹ 2.539, F¹⁹ 1.931 ; Correspondance diplomatique : juin-juillet 1854.

ment chercha aussi à obtenir que le manuel de droit canon de l'abbé Lequeux, vicaire général de Paris, fût après corrections relevé de la condamnation dont l'avait frappé la congrégation de l'Index en septembre 1851. Sur l'initiative de Lequeux, Fortoul demanda de plus que la congrégation de l'Index fût astreinte à suivre les préceptes formulés par Benoît XIV dans la bulle *Sollicita* qui assuraient aux auteurs catholiques et surtout aux prêtres la possibilité de défendre leurs ouvrages devant la congrégation. Les sentences de l'Index avaient en effet beaucoup contribué à la défaite des gallicans et Fortoul craignait que la congrégation n'intervînt dans les programmes de l'enseignement public en France (1). Rayneval put le rassurer sur ce dernier point mais il ne tenta même pas de faire modifier la procédure de l'Index. Il donna son appui à Lequeux mais celui-ci refusa certaines modifications exigées par la congrégation et son ouvrage resta condamné (2).

Fortoul s'inquiétait de la manière dont le nonce recueillait les informations canoniques sur les évêques nommés. Les communications adressées à la nonciature sur les candidats à l'épiscopat étaient souvent inspirées par l'esprit de parti, par des sentiments de jalousie ou d'animosité personnelle. Fortoul estimait que le nonce n'était pas à même de les contrôler et qu'il pouvait trouver dans ses archives « des renseignements inexacts, pour ne rien dire de plus ». Ayant nommé évêque de Quimper, le 6 février 1855, un prêtre qui avait comme recteur fait partie de l'Université, Sergent, il craignit que ses ennemis ne cherchassent à empêcher sa préconisation et fit charger Rayneval de le défendre à Rome. Pie IX ne tint pas compte des notes défavorables mais anciennes qui lui avaient été transmises sur Sergent (3) et le préconisa le 23 mars.

Des difficultés plus graves s'élevèrent au sujet de la réception en France des actes du Saint-Siège. Depuis quelques années le gouvernement les avait laissé publier sans les soumettre au

(1) Voir p. 154.

(2) Mémoires et documents, volume 116. Correspondance diplomatique 31 décembre 1853, 31 mars, 10 avril, juillet-août-septembre, 4 novembre 1854. Ces documents, sauf ceux qui touchent aux programmes de l'enseignement public, sont cités dans ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France...*, appendice 3.

(3) Elles dataient de conflits qui avaient divisé le diocèse de Nevers vers 1840. F¹⁰ 2.564 ; Correspondance diplomatique 24 février, 3 et 24 mars 1855. Les autres nominations de 1855 furent autant de succès pour l'ultramontanisme. La Bouillerie fut nommé à Carcassonne le 6 février ; Delalle à Rodez, Nanquette au Mans et Wicart transféré à Laval (30 août 1855). Jordany le remplaça à Fréjus. Plantier fut nommé à Nîmes le 30 août comme gallican, mais évolua rapidement vers l'ultramontanisme.

Conseil d'État (1). Le Saint-Siège, encouragé par cette tolérance, semblait vouloir rendre impossible tout contrôle du gouvernement en cessant de lui communiquer le texte de ses actes. Une encyclique du 1^{er} août 1854, qui annonçait un jubilé, fut promulguée en France par plusieurs évêques sans que le gouvernement en eût eu connaissance (2). La cour de Rome n'avait jamais reconnu le premier des Articles Organiques aux termes duquel les encycliques bulles et brefs du pape ne pouvaient être publiés et exécutés en France qu'avec l'autorisation du gouvernement. Mais l'usage s'était établi que le nonce en communiquât un exemplaire au ministère des Affaires Étrangères. Saisi de ce texte, le gouvernement, sur l'avis du Conseil d'État, déclarait l'acte pontifical reçu en France. Le nouveau nonce Sacconi avait manqué à cette tradition. A la demande de Fortoul, Drouyn de Lhuys se plaignit vivement à Rome (3). Rayneval lui rappela que le Saint-Siège n'était lié sur ce point par aucun contrat, attribua l'incident à l'ignorance où était Sacconi de l'usage, et proposa de transmettre lui-même à l'avenir un exemplaire authentique des actes pontificaux, dès leur publication, au ministère des Affaires Étrangères. Cette solution pratique fut acceptée par le gouvernement mais Fortoul paraît avoir regretté qu'on ne conservât pas la transmission par le nonce, par laquelle le Saint-Siège semblait se soumettre à la loi française (4). L'encyclique du 1^{er} août fut soumise au Conseil d'État et déclarée reçue en France par décret du 23 décembre.

La question de principe que Rayneval cherchait à ne pas aborder fut posée par la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception (5) (8 décembre 1854). Les gallicans se préoccupaient moins du dogme lui-même que de sa définition par le pape, sans concile, les évêques ayant été seulement consultés par écrit. Il n'y eût presque aucune résistance dans le clergé français. Parmi les vingt évêques français qui se rendirent à Rome pour

(1) Chap. IV, § 1

(2) Les gouvernements précédents avaient toujours soumis les encycliques ordonnant des jubilés au Conseil d'État, qui en avait autorisé la publication (F¹⁰ 1.952 ; 27 juillet 1852 ; note de Berty).

(3) Correspondance diplomatique (octobre 1854 — février 1855). Cerçay 165 A1 10 (20 novembre 1854). F¹⁰ 1.954. Fortoul jugeait d'ailleurs qu'« il serait inopportun de rappeler... à l'observation des Articles Organiques » les évêques qui avaient publié l'encyclique sans autorisation (14 octobre 1854 ; F¹⁰ 1.954).

(4) F¹⁰ 1.954 et F¹⁰ 6.088.

(5) Correspondance diplomatique 31 août, 24 octobre, 4 et 10 novembre, 23 décembre 1854, janvier, février, mars 1855. F¹⁰ 1.952.

la cérémonie se trouvaient plusieurs gallicans : Bouvier, spécialement invité par Pie IX (1) et Sibour, d'abord hostile à la définition (2) mais qui, pendant ce voyage (3), se rapprocha du Saint-Siège et sévit à son retour contre quelques gallicans intransigeants qui refusaient d'admettre le nouveau dogme (4). La proclamation du dogme fut célébrée en France par de grandes fêtes.

Le gouvernement hésita. Fortoul consulta ses collaborateurs pour savoir s'il fallait soumettre au Conseil d'État une bulle purement dogmatique. Il lui fut répondu que le premier des Articles Organiques l'exigeait, mais que cette mesure méconterait le clergé sans profit, puisque le gouvernement, après avoir facilité le voyage des évêques, et sous peine de blesser « toute la France catholique » ne pouvait interdire la publication de la bulle. Aucun cas semblable ne s'étant présenté depuis 1801 « le parti le plus sage à prendre serait peut-être de s'abstenir (5) ». Mais l'influence des légistes gallicans l'emporta. Les bulles furent soumises au Conseil d'État, où elles furent vivement critiquées. Le catholique Cornudet demanda vainement que le Conseil d'État se déclarât incompétent. Les bulles furent déclarées reçues en France, mais avec la réserve traditionnelle : « Sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elles renferment et qui sont ou qui pourraient être contraires à la constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane (6). » Pie IX avait cherché à dissuader le gouvernement de soumettre au Conseil d'État cet acte dogmatique d'ordre purement spirituel. Il fut froissé de sa décision contraire et de la formule employée dans le décret ; il s'en plaignit à Rayneval.

(1) Bouvier mourut à Rome.

(2) Ainsi que l'évêque d'Évreux, Olivier.

(3) Sur le séjour de Sibour à Rome, voir le dossier de son vicaire général Léon Sibour, F¹⁹ 6.179. L'archevêque de Paris obtint du Saint-Siège pour Léon Sibour le titre d'évêque in partibus de Tripoli, qui lui permit de devenir évêque auxiliaire de Paris. Le sacre eut lieu à Rome avec l'assentiment du gouvernement qui consentit à cette infraction faite aux usages gallicans. « En fait, l'archevêque de Paris est très content, écrivait le 6 janvier 1855 Rayneval à Thouvenel. On l'a facilement deviné. On a agi en conséquence. Il est satisfait et il est reconnaissant. Il emporte d'ici l'impression que Rome n'est pas si méchante, et il y aura réciprocité. » (Cercay, 165 A 1 10).

(4) Voir F¹⁹ 5.780, dossier Laborde ; Advielle : *L'abbé J. H. R. Prompsault*, Paris 1862, in-12 et surtout : les *Souvenirs* de Guettée.

(5) Note de Berty, 28 décembre 1854, F¹⁹ 1.952.

(6) Décret du 21 février 1855. Cette même formule avait déjà été employée dans le décret du 23 décembre. Plusieurs évêques avaient d'ailleurs publié les bulles avant le décret et ceux qui les promulguèrent après n'en firent pas mention. Ils ne furent pas inquiétés.

Peu après, le gouvernement demanda au pape de créer à Laval un nouvel évêché. Pie IX accueillit avec empressement cette mesure favorable à la religion, mais la bulle portant érection de l'évêché de Laval fut jugée peu satisfaisante au ministère des Cultes et au Conseil d'État (1). Le pouvoir civil qui, à la demande des catholiques, avait décidé la création et en faisait les frais y apparaissait comme « un suppliant à qui l'autorité spirituelle accorde une faveur ». Le pape se prononçait sur des questions temporelles telles que le traitement de l'évêque, le nombre des chanoines et réclamait pour le petit séminaire une subvention que la législation française ne permettait pas d'accorder. Le Conseil d'État refusa d'enregistrer la bulle (9 août). Le nonce déclara alors dans une lettre à Fortoul que le Saint-Siège n'avait pas voulu, par cette bulle, déroger aux usages, et qu'elle était, à son avis, conforme aux précédents. Le Conseil d'État se contenta de cette affirmation et déclara la bulle reçue (30 août). Le pape avait chargé le nonce de son exécution. Pour tourner les Articles Organiques qui interdisaient au nonce de remplir en France aucune fonction religieuse, le gouvernement admit que Sacconi était chargé de celle-ci, non comme nonce, mais à titre personnel. Cette fiction fut démentie par les honneurs rendus à son rang d'ambassadeur par les autorités locales (novembre 1855) ; Fortoul les regretta (2).

Cette série d'incidents, peu importants en eux-mêmes montraient que le Saint-Siège profitait de ses bonnes relations avec le gouvernement français pour accroître aux dépens du pouvoir civil son autorité sur l'Église de France. Napoléon III, indifférent à ces questions, restait en bonnes relations avec la cour de Rome et les ultramontains français, mais Fortoul, avec le concours des légistes du Conseil d'État et de plusieurs ministres, résistait de son mieux à ces empiètements, bien qu'il fût souvent mal soutenu par le ministre des Affaires Étrangères et l'ambassadeur.

Son action s'exerçait plus efficacement en France. Les conciles provinciaux, dont les décrets étaient soumis au contrôle

(1) Les bulles portant érection des diocèses d'Alger (1838) de Cambrai (1841) et des colonies (1850) étaient plus conformes au droit public français.

(2) AB XIX 523 : « Observations sur la bulle portant érection du diocèse de Laval. » 16 juillet 1855. Mémoires et documents, volume 115 (1855 et 1859). Correspondance diplomatique : 3, 10 mars et 1^{er} septembre 1855. Veuillot écrivait à De La Tour le 5 décembre 1855 : « Par son ordre [de l'empereur], le nonce a pu installer l'évêque de Laval avec des formalités où les libertés gallicanes et les Organiques ont été violés de manière à n'en revenir que difficilement. » *Correspondance*, t. V.

de la congrégation du concile, avaient puissamment contribué aux progrès de l'ultramontanisme : Pie IX désirait que chaque province tint un concile tous les trois ans. L'autorisation dont les conciles avaient bénéficié en 1853 comme sous la Seconde République ne fut pas renouvelée en 1854 ni les années suivantes. Leur réunion était donc subordonnée à « la permission expresse » du gouvernement (1). L'évêque de Montauban Doney s'en plaignit à Fortoul (2). L'empereur, lui écrivait-il, inspire au clergé une confiance « justifiée par tous les actes personnels de Sa Majesté » mais les « tendances qu'on croit apercevoir dans quelques actes de la double administration qui est entre vos mains » lui causent au contraire « un sentiment très prononcé sinon de défiance au moins de crainte... » Fortoul répondit qu'il était l'agent docile de l'empereur et n'avait pas de politique personnelle. Les conciles provinciaux venaient de se tenir dans toute la France : pourquoi les réunir de nouveau et agiter constamment de graves questions qui intéressent « la paix de l'Église et même le repos du pays ». Au surplus, l'épiscopat français ne désirait pas la réunion de nouveaux conciles.

De fait, la plupart des évêques craignaient ces assemblées qui diminuaient leur indépendance. Les archevêques, presque tous de tendances gallicanes, s'abstinrent de les convoquer. Les deux seules provinces dominées par les ultramontains, Reims et Bordeaux, avaient tenu des conciles en 1853 et ne pouvaient donc se réunir de nouveau avant 1856. Pendant ces trois ans il n'y eut en France aucun concile. Malgré les démarches du nonce et le désir de Pie IX, l'épiscopat se conforma sur ce point aux intentions du gouvernement pour faire échec aux progrès de l'ultramontanisme (3).

(1) En vertu de l'article organique n° 4; voir chap. IV, § 1.

(2) Dans une lettre du 28 juillet 1854 où il protestait aussi contre le décret du 31 décembre 1853 sur les écoles congréganistes (voir p. 148) : F¹⁷ 11.656. Deux minutes de la réponse de Fortoul sont conservées à F¹⁷ 11.656 et à AB XIX 523. Doney se plaignit aussi au pape des obstacles mis par le gouvernement à la réunion des conciles (AB XIX 512).

(3) Voir AB XIX 524, note de Mathieu, archevêque de Besançon, citée par J. Maurain : *Le Saint Siège et la France...*, appendice 2.

IV. — *La fin du conflit de Luçon
et l'affaire de Pamiers* (1) (avril 1855, avril 1856)

La prise de Sébastopol fut accueillie à Rome avec joie et y accrut le prestige de la France : « J'ai reçu, écrivait le 12 septembre 1855 Rayneval à Walewski, les félicitations du cardinal Antonelli qui ne m'a point caché, malgré la réserve que lui impose sa position toute spéciale, la satisfaction personnelle du Saint Père. » Par contre, le crédit de la France auprès du Saint-Siège souffrit beaucoup de l'alliance piémontaise. Le 22 janvier 1855, quelques jours après l'entrée en guerre du Piémont, Pie IX blâma dans une allocution consistoriale la politique suivie par le gouvernement de Victor-Emmanuel vis-à-vis de l'Église. Le conflit ne cessa dès lors de s'aggraver, bien que le gouvernement français intervint fréquemment à Rome en faveur du Piémont (2). Leur solidarité n'était pas seulement d'ordre diplomatique ; elle était fondée sur une communauté de principes en matière religieuse. La législation que le gouvernement piémontais cherche à imposer à l'Église, écrit Rayneval le 12 décembre 1855 (3) « c'est tout simplement le régime français. Au premier abord on pourrait s'étonner des résistances de Rome à l'établissement en Piémont d'un régime qu'elle tolère en France. Mais c'est justement parce qu'elle ne va pas au delà d'une tolérance forcée en ce qui nous concerne, qu'elle n'entend point autoriser les autres à faire comme nous. Il ne faut pas oublier que nos lois ecclésiastiques intérieures sont frappées de sa réprobation. Il y a en outre cette différence que nous étions au fond de l'abîme quand Napoléon I^{er} a donné à l'Église un triomphe qui valait bien de ne pas pousser la résistance à l'extrême. En Piémont, c'est tout le contraire. » Les affaires du Piémont mettaient en évidence les principes opposés de l'État français et du Saint-Siège. C'est pourquoi Pie IX ressentit vivement les démarches du gouvernement impérial en faveur du

(1) Voir les sources du § 2 ; en outre, sur le conflit de Luçon, la Correspondance diplomatique en septembre et octobre 1854, et du 19 mai 1855 au mois d'avril 1856 ; Cercay, 165 A1 10 pour la même période. Voir l'*Histoire du cardinal F^o*, par Baunard et sa *Correspondance avec Cousseau*. Sur l'affaire de Pamiers : F^o 2.554, BB 21.527 (A 2 4.143) F^o III Ariège 11 ; Mémoires et documents volume 116. — Correspondance diplomatique à partir du 1^{er} décembre 1855.

(2) C'est un des principaux objets de la Correspondance diplomatique en 1855.

(3) Correspondance diplomatique.

Piémont (1). C'est dans ces conditions que les affaires ecclésiastiques de France furent traitées à Rome (2).

La plus importante était toujours le conflit de Luçon. Après qu'en novembre 1853 Baillès eût répondu évasivement aux reproches de Pie IX, le nouveau nonce Sacconi avait été chargé d'intervenir auprès de lui. Le gouvernement, sacrifiant à nouveau les principes gallicans, acceptait, s'il ne le réclamait pas, que le nonce, sortant de ses attributions diplomatiques, intervint au nom du Saint-Siège auprès d'un évêque français. Les démarches de Sacconi n'eurent d'ailleurs aucun succès.

Baillès restait intraitable. Pour éviter tout danger de troubles, le préfet demanda, pendant la guerre de Crimée, que les garnisons de Vendée ne fussent pas affaiblies (3). Il fit opposition à l'ouverture du collège que Baillès avait fait construire à Luçon et pour lequel il avait demandé le patronage du comte de Chambord (4). Le 15 août 1854, l'évêque autorisa ses prêtres à chanter le *Te Deum* demandé par le ministre des Cultes, mais seulement après les vêpres, ce qui en diminuait l'éclat (5). Le gouvernement fit à ce sujet une nouvelle démarche à Rome, qui se heurta aux mêmes objections que les précédentes et n'eut pas de résultat.

Cependant l'influence de Baillès déclinait. Beaucoup de ses prêtres souffraient de son caractère bizarre et difficile et déploiraient la violence de son opposition. Un ancien vicaire général du diocèse, Menuet, resté malgré l'ordre de l'évêque membre du Conseil général et du Conseil départemental de l'Instruction publique dirigeait la résistance. Un autre vicaire général honoraire, de Lespinay, qui avait été le candidat des légitimistes aux élections de 1852, se sépara lui aussi de Baillès. Celui-ci se mit à faire à pied ses tournées pastorales et cette manifestation d'humilité diminua son prestige auprès des populations.

(1) Cérçay, 165 A 1 10 : 7 novembre 1855, lettre d'Edgar de Ségur, premier secrétaire de l'ambassade de France à Rome, à Thouvenel, citée dans ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France...*

(2) Le Concordat très favorable au Saint-Siège qu'accepta l'Autriche en août 1855, contribua encore à rapprocher les deux cours contre le Piémont. E. de Ségur écrivait à Thouvenel le 28 août 1855 : « Ce concordat, triomphe pour l'Eglise, est un coup de massue sur la tête de la France. » Cérçay, 165 A 1 10. L'impératrice Eugénie demanda à Hubner pourquoi l'empereur d'Autriche avait conclu « ce concordat du Moyen Age ». (Hubner, *Neuf ans de souvenirs*, 16 décembre 1855.)

Valewski succéda le 7 mai 1855 à Drouyn de Lhuys comme ministre des Affaires étrangères, mais ce changement n'eut pas d'influence sur les relations avec Rome.

(3) F¹⁰ III Vendée 5. 2 mars 1854.

(4) F¹⁰ III Vendée 5 septembre 1854 ; BB^{1*} 1.510, A 2 2.220 voir p. 146.

(5) Un certain nombre de desservants s'abstinrent même de chanter le *Te Deum*.

Isolé dans son diocèse, il l'était aussi de plus en plus dans l'épiscopat ; même ceux de ses collègues qui défendaient en lui leur indépendance vis-à-vis du gouvernement et du Saint-Siège le trouvaient maladroit et compromettant.

En mai 1855, le gouvernement français renouvela ses démarches à Rome et ne les cessa plus. Il les fit surtout porter sur la question des prières pour l'empereur. Baillès répugnait à les faire chanter, manquant ainsi aux traditions françaises et aux stipulations du Concordat. Fortoul crut décider la cour de Rome à sévir en lui signalant un livre de prières qui venait d'être adopté dans le diocèse de Luçon et où les prières pour l'empereur faisaient défaut, mais où se trouvaient des prières *pro rege*. Mais Baillès montra que ce livre, adopté d'ailleurs par plusieurs évêques, reproduisait littéralement la liturgie romaine (1) où subsistait depuis le Moyen Âge la prière *pro rege romanorum*. Cette réponse fut jugée satisfaisante à Rome mais le gouvernement prouva que Baillès avait fait disparaître du graduel et du vespéral les prières pour l'empereur qui figuraient dans l'édition française (2).

Lorsque Napoléon III échappa le 27 avril 1855 à un attentat, presque tous les évêques de France ordonnèrent un *Te Deum*. Baillès s'abstenant, le préfet de la Vendée demanda au curé du chef-lieu de célébrer un *Te Deum*, mais le curé en référa à l'évêque qui n'autorisa qu'une messe basse. Le 15 août, Baillès autorisa son clergé à chanter le *Te Deum*, mais il ne mentionna que l'assomption de la Vierge sans parler de la fête de l'empereur. Il s'arrangea de telle sorte que beaucoup de curés ne furent pas prévenus à temps. Fortoul écrivit le 4 septembre à Walewski : « Dans aucune paroisse le *Domine Salvum* qui suit le *Te Deum* et lui donne sa véritable signification, n'a été chanté. On ne le dit même plus à la messe, et la suppression de cette prière dans les livres liturgiques du diocèse, suppression que tout récemment j'ai dû vous signaler, indique assez la ferme volonté de l'évêque de ne plus permettre dans son diocèse les prières publiques pour le chef de l'État (3) ».

Rayneval avait laissé entendre à Antonelli que si Baillès

(1) La question des prières pour le souverain dans la liturgie romaine fut traitée dans son ensemble en 1857. Voir chap. IX, § 4.

(2) BB¹⁸ 1.510, F¹⁹ 5.819 B ; Mémoires et Documents, volume 116 ; Correspondance diplomatique avril-septembre 1855.

(3) Minute à F¹⁹ 2.530 ; original dans les Mémoires et Documents, volume 116. Voir aussi F¹⁶ III Vendée 5, et la Correspondance diplomatique.

ne remplissait pas le 15 août ses devoirs envers l'empereur, le gouvernement exigerait une intervention décisive du Saint-Siège ou, à son défaut, agirait par ses propres moyens. La chute de Sébastopol, en assurant le triomphe de Napoléon III, donna plus d'autorité aux démarches de ses ministres. Rayneval fut reçu par le pape à la fin de septembre. Pie IX déclara, comme Antonelli le faisait en son nom depuis des années, qu'il lui était impossible de procéder canoniquement contre un évêque pour des motifs d'ordre politique, que Baillès était de caractère à résister jusqu'au scandale et qu'en le frappant, on mécontenterait l'épiscopat tout entier. Mais il assura Rayneval que l'empereur pouvait compter sur lui pour mettre fin à une situation devenue intolérable en enlevant à Baillès la direction de son diocèse. Six mois de négociations difficiles furent encore nécessaires pour arriver à ce résultat.

Tout d'abord, le gouvernement français continua à se plaindre de Baillès. Celui-ci ordonna un *Te Deum* pour la chute de Sébastopol, mais sans mentionner l'empereur ni prescrire de *Domine Salvum*. Il s'abstint d'ordonner les prières publiques demandées par le gouvernement pour la grossesse de l'impératrice. Il nomma chanoine, malgré l'opposition du gouvernement, un légitimiste exalté. Il tint publiquement des propos injurieux contre l'empereur et l'impératrice (janvier 1856). Chacun de ces incidents fit l'objet d'une démarche à Rome. Baillès rencontrait d'ailleurs dans son clergé une opposition de plus en plus forte (1).

Le pape le manda à Rome, espérant le décider de vive voix à donner sa démission. Baillès refusa de quitter son diocèse. Il parut alors nécessaire de nommer un administrateur apostolique. Le Saint-Siège acceptait de le choisir d'accord avec le gouvernement impérial, mais prétendait le nommer de sa seule autorité, le Concordat n'ayant pas prévu ce cas. Le gouvernement impérial, au contraire, se fondait, par analogie avec les nominations épiscopales, sur le Concordat, et aussi sur un précédent de 1823 pour exiger que le bref de nomination mentionnât expressément sa recommandation (2).

Le Saint-Siège céda sur ce point mais exigea de son concours un autre prix. L'évêque de Pamiers, Alouvy (3), était en conflit

(1) *Correspondance du Cardinal Pie et de Mgr Cousseau* (décembre 1855-février 1856).

(2) F¹⁹ 2.554 ; Mémoires et documents, volume 116, Correspondance diplomatique.

(3) Outre les documents d'archives, voir l'article Alouvy dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publié sous la direction d'Alfred Baudrillart.

avec son clergé ; il était accusé de dilapidation et de détournements. On lui reprochait de s'entourer de prêtres étrangers au diocèse et de mœurs suspectes ; il était très déconsidéré. Gallican, Alouvy avait eu autrefois des difficultés avec la cour de Rome. Le pape demanda qu'il fût privé de ses pouvoirs en même temps que Baillès et que le diocèse de Pamiers comme celui de Luçon fût confié à un administrateur apostolique. Les dissensions du clergé de Pamiers gênaient l'administration de l'Ariège sans préoccuper le gouvernement. Il accueillit cependant la demande du pape pour se débarrasser de Baillès, mais demanda que la déposition d'Alouvy ne pût être considérée comme un encouragement donné à « l'esprit d'opposition et d'insubordination qui naît et se développe trop facilement » dans le bas clergé. Il conseilla de plus au pape de rendre hommage au mérite de l'épiscopat français pour l'engager à ne pas invoquer en faveur de Baillès et d'Alouvy « des privilèges dont les circonstances nous obligent à ne pas nous porter les défenseurs (1) ».

Pie IX invita les deux évêques à donner leur démission. Ils refusèrent (janvier 1856). Pie IX fit écrire à l'évêque de Luçon par deux de ses amis, l'évêque de la Rochelle, Villecourt, qui venait d'être nommé cardinal, et l'évêque de Poitiers, Pie, légitimiste comme Baillès mais plus docile au Saint-Siège et qui se trouvait alors à Rome (2) : Si dans un délai de vingt jours Baillès n'avait pas donné sa démission ou ne s'était pas rendu à Rome, un administrateur apostolique serait nommé. Le gouvernement impérial, fort de l'appui presque unanime du clergé vendéen, exigea que ce délai fût abrégé. Baillès se rendit à Paris au début de février, acceptant d'aller à Rome, mais comptant s'y justifier ; il restait intransigeant et hautain mais les nouvelles qu'il regut de Rome le décidèrent peu après à donner sa démission (3).

Alouvy se rendit également à Paris où il fut très mal accueilli par Fortoul. Il continua cependant à résister. Le pape nomma alors administrateur du diocèse de Pamiers le candidat désigné par le gouvernement français, Boudinet (mars 1856). Alouvy donna sa démission le 1^{er} avril. Avant même que cette démis-

(1) 29 novembre 1855, Fortoul à Walewski, F¹⁹ 2.554 et Mémoires et Documents, volume 116 ; sur l'émotion soulevée par ces événements parmi les évêques, voir F¹⁹ 2.554, dossier Belaval, lettre de Mioland à Fortoul (12 décembre 1854) ; F¹⁹ 2.590 (24 novembre 1857), lettre de Cour à Rouland ; BB¹⁹ 1.527.

(2) Voir Baunard : *Histoire du Cardinal Pie*.

(3) Elle parvint à Rome le 15 février. Une nouvelle négociation fut nécessaire pour que Baillès renoncât à publier un mandement d'adieux où le gouvernement impérial était violemment attaqué (avril 1856).

sion eût été acceptée par le pape, le gouvernement nomma un nouvel évêque de Pamiers, Galtier, (7 avril) afin que le diocèse restât le moins longtemps possible sous l'autorité d'un administrateur apostolique, délégué direct du pape (1).

Le gouvernement assura à Baillès et à Alouvry une pension mais leur sort fut très différent. Baillès, ultramontain, privé de son diocèse à la demande du gouvernement, vécut à Rome où le pape l'accueillit avec bienveillance et le nomma consultant des congrégations de l'Index et des Rites. Alouvry, gallican, frappé sur l'initiative du Saint-Siège, vécut très retiré à Paris jusqu'à sa mort (1873) : « L'évêque de Pamiers écrivait Fortoul à Walewski le 7 avril 1856, ne recevra pas à Paris pour son attachement aux maximes de l'Eglise de France, les récompenses honorifiques que l'on prodigue à Rome à l'ancien évêque de Luçon (2). »

Ainsi prit fin un conflit sur lequel le gouvernement impérial, maître de la presse, réussit à faire le silence, mais dont l'importance fut réelle. Le seul évêque de France qui fût ouvertement hostile au gouvernement impérial avait dû donner sa démission sous la pression du Saint-Siège ; l'opposition légitimiste en Vendée était désorganisée et dans toute la France les prêtres légitimistes savaient ne pouvoir compter sur l'appui de Rome ; l'épiscopat paraissait unanime dans son dévouement à l'empereur.

Le pape, d'autre part, avait privé de leurs sièges sans procès canonique deux évêques français, en plein accord avec le gouvernement. Celui-ci avait donc sacrifié non seulement les principes gallicans dont il se réclamait volontiers, mais la cause de l'épiscopat, seul corps de l'Eglise sur lequel il eût par son droit de nomination et par la tutelle administrative que comportait le régime concordataire, une influence sérieuse et durable. Enfin ces trois années de négociations difficiles laissèrent plus de rancunes entre les deux gouvernements que l'accord final n'en fit oublier.

V. — *Les Facultés de Théologie* (3)

Au mois de septembre 1855, Fortoul fit engager à Rome une nouvelle et importante négociation pour obtenir l'institution canonique des facultés de théologie.

(1) Les fonctions de Boudinet prirent fin le 20 juillet 1856.

(2) Mémoires et Documents, volume 116. — Cependant la pension d'Alouvry fut de 12.000 francs, celle de Baillès de 10.000 (F¹⁹ 2.453). Baillès mourut en 1873.

(3) Sources : Archives Nationales : F¹⁹ 4.090 ; sur l'école des Carmes et la commu-

En dehors des séminaires, dont l'enseignement était nécessairement élémentaire (1), les cinq facultés de théologie catholique de Paris, Lyon, Aix, Bordeaux, Rouen (2) étaient en France les seuls établissements d'enseignement ecclésiastique supérieur. Les professeurs étaient des prêtres nommés par le gouvernement sur la proposition de l'archevêque. Le caractère universitaire de ces facultés et leurs tendances gallicanes leur nuisaient auprès du clergé et surtout auprès du Saint-Siège. Les titres qu'elles conféraient n'avaient pas de prestige « Ces facultés de théologie, à l'heure actuelle, n'existent plus que de nom » déclarait Fortoul au Sénat le 8 juin 1854. En effet les cours de la faculté de Bordeaux n'avaient pas eu lieu en 1852 faute d'auditeurs ; celle de Rouen n'était guère plus vivante ; à Aix, l'archevêque envoyait les élèves de son grand séminaire suivre les cours de la faculté où ils formaient la plus grande partie de l'auditoire. A Lyon, grand centre religieux où la tradition gallicane était puissante, la faculté avait un peu plus d'importance. En 1853 Sibour et Fortoul nommèrent doyen de la faculté de Paris un des derniers théoriciens du gallicanisme, Maret, et ils l'aidèrent par la suite à grouper autour de lui des professeurs de tendances analogues. L'école des Carmes, fondée en 1845 pour les prêtres qui désiraient passer le baccalauréat, la licence ou le doctorat à l'université de Paris (3), et le chapitre de Sainte-Geneviève fondé en mars 1852 pour la formation des prédicateurs, formaient avec la faculté de théologie un centre d'enseignement supérieur ecclésiastique actif et brillant mais que ses tendances gallicanes rendaient très suspect au Saint-Siège.

nauté de Sainte-Geneviève voir : F¹⁹ 4.092 et 4.093. Les archives de l'Instruction Publique donnent quelques indications sur le personnel enseignant (F¹⁷ 8.341) et sur les étudiants (F¹⁷ 9.630-9.633) des facultés de théologie.

Archives du ministère des Affaires Étrangères, Mémoires et Documents, volume 114 ; Correspondance diplomatique : septembre-octobre 1855, janvier-mai 1856.

Bibliographie : Blampignon. *Les Facultés de théologie de France* (1872, in-8°). Biographies de Maret, Lavigerie (par Baunard), Pie, Plantier, Jaquemet. *Correspondance du Cardinal Pie et de Mgr Cousseau*.

(1) En fait, le séminaire de Saint-Sulpice à Paris n'était pas seulement le grand séminaire de Paris, mais aussi une sorte d'école supérieure ecclésiastique où beaucoup des meilleurs séminaristes de province venaient faire ou terminer leurs études sans entrer ensuite dans le clergé parisien. Beaucoup d'évêques français étaient d'anciens élèves de Saint-Sulpice. Mais ce séminaire ne pouvait cependant rendre les mêmes services qu'une université. De plus, la compagnie de Saint-Sulpice avait alors des tendances gallicanes qui la rendaient suspecte au Saint-Siège.

(2) Celle de Toulouse, combattue par l'archevêché, avait succombé.

(3) Dans toutes les spécialités. Sibour créa aussi à l'école des Carmes une section laïque préparant les jeunes gens aux grandes écoles de l'État.

Dès 1849 l'Assemblée nationale s'était préoccupée de ranimer les facultés de théologie, et, dans un message du 6 juin 1849, Louis-Napoléon avait donné son assentiment à ce projet (1). Or, pour assurer aux facultés la vie et l'autorité, il était nécessaire qu'elles fussent canoniquement instituées par le Saint-Siège : des pourparlers furent engagés avec le nonce. En janvier 1854, Maret établit un programme de réorganisation d'après lequel le Saint-Siège aurait approuvé les statuts des facultés et reconnu la valeur canonique de leurs diplômes tout en leur laissant une large autonomie. Ce projet fut approuvé en principe par Sibour et par Fortoul qui s'informa des dispositions de l'épiscopat et fit connaître au Saint-Siège les intentions du gouvernement.

Cependant les évêques ultramontains cherchaient à organiser en dehors de l'État et sous la direction du Saint-Siège l'enseignement supérieur ecclésiastique. Plusieurs conciles provinciaux émettent le vœu que des facultés libres de théologie fussent créées en France, et qu'en attendant, de jeunes prêtres français fussent envoyés chaque année suivre les cours d'universités catholiques étrangères. Louvain et surtout Rome. Le concile de la province ultramontaine de Bordeaux réuni à La Rochelle en juillet 1853, demanda même qu'un séminaire français fût créé à Rome. Dès novembre 1853, ce vœu fut réalisé par la congrégation du Saint-Esprit sous l'égide de l'auditeur de Rote, Ségur et de quelques évêques ultramontains. Le séminaire qu'elle créa à Rome se développa rapidement (2). Puis, par des brefs qui ne furent pas communiqués au gouvernement français, le pape autorisa l'évêque d'Orléans (26 janvier 1855) (3) et la

1. Il le jugeait de nature à rendre le clergé plus conciliant et plus éclairé : « L'Allemagne méridionale est sans contredit le pays où le clergé catholique est le plus instruit, le plus tolérant, le plus libéral. Et pourquoi en est-il ainsi ? c'est parce que les jeunes gens qui se destinent en Allemagne au sacerdoce, apprennent la théologie aux Universités en commun avec tous les candidats aux autres professions. Au lieu d'être dès l'enfance sequestrés du monde, et de puiser dans les séminaires un esprit hostile à la société au milieu de laquelle ils doivent vivre, ils apprennent de bonne heure à être citoyens avant d'être prêtres. » 12 décembre 1843 : article de Louis-Napoléon dans *Le Progrès du Pas-de-Calais. Œuvres de Napoléon III*, Paris 1856, in-8°, t. II ; le Clergé et l'État.

(2) F¹⁹ 6.236, 21 août 1859, note du supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit. — *La congrégation du Saint-Esprit*, 1926, in-18, collection : Les ordres religieux (Letouzey et Ané).

(3). Ce bref, écrivait le 14 mai 1856 Fortoul à Walewski « n'avait pas été sollicité par l'évêque d'Orléans ; il lui a été en quelque sorte imposé par le cardinal Antonelli lorsque la province de Bordeaux, dont la majorité était alors acquise à l'évêque de Poitiers, demanda au Saint Père l'autorisation de conférer les grades théologiques ».

province de Bordeaux (27 avril 1855) (1) à conférer les grades de bachelier et de licencié en théologie, celui de docteur ne pouvant être obtenu qu'à Rome. Le bruit courut que d'autres évêques allaient recevoir le même privilège. Devançant ainsi les projets du gouvernement, le pape réorganisait de sa propre autorité l'enseignement théologique du clergé français en le confiant en partie aux évêques investis de sa confiance, et surtout à l'université de Rome.

Fortoul se plaignit de ces mesures prises à son insu alors qu'il étudiait la question avec le nonce, et exécutées en violation des Articles Organiques. Il demanda que le pape les déclarât provisoires ; il lui fit soumettre un projet de réorganisation des facultés de théologie qui comportait leur institution canonique (4 septembre 1855). Les facultés, dont le nombre serait porté à 6, délivreraient les grades de bachelier, de licencié et de docteur ; ces grades seraient exigés à l'avenir des candidats aux fonctions ecclésiastiques. Un conseil supérieur, formé de tous les archevêques et évêques de la circonscription, dirigerait chaque faculté, la ferait inspecter en présence de délégués du gouvernement, fixerait les programmes, présenterait pour chaque poste vacant trois candidats et donnerait l'institution canonique au professeur choisi sur cette liste par le gouvernement qui se réservait le droit de révocation. Le règlement général des facultés serait établi par les représentants des conseils supérieurs et par le Conseil impérial de l'Instruction Publique. Ce projet donnait la direction des facultés de théologie à l'épiscopat français sous le contrôle du gouvernement. Le rôle du Saint-Siège, l'institution canonique une fois donnée aux facultés était nul.

« Je ne crois pas m'avancer en faisant espérer dès aujourd'hui une favorable solution », écrivit le 22 septembre Rayneval à Walewski. Le projet de Fortoul, en effet, fut d'abord bien accueilli à Rome. La principale difficulté, disait Pie IX, viendrait des évêques et de « l'esprit de diocèse » ; pour les ménager il serait nécessaire d'autoriser les jeunes prêtres à préparer les examens

(Mémoires et Documents, volume 114). La majorité de l'épiscopat se serait alarmée si le droit de conférer les grades théologiques avait été réservé aux ultramontains. En le concédant également à Dupanloup, ennemi déclaré de l'Univers, le pape la rassurait.

(1) La province de Bordeaux délivrait des diplômes depuis quelques années, mais ils n'avaient pas jusque là de valeur canonique (*Correspondance du Cardinal Pie et de Mgr Cousseau* 1851-1855). Sur la question des facultés de théologie dans la province de Toulouse, voir AB XIX, 512 (Copies de trois lettres de l'évêque de Montauban, Doncy, février-avril 1855) et BB³⁰ 416, P 1.291.

des facultés dans les séminaires ; ils ne seraient ainsi pas obligés de séjourner comme étudiants dans de grandes villes ; peut-être même les grades inférieurs pourraient-ils être conférés par les évêques. Fortoul repoussa cette seconde suggestion qui eût détourné des facultés la très grande majorité des prêtres, mais admit volontiers la première (12 octobre). L'on prévoyait quelques difficultés relatives aux attributions respectives de l'autorité civile et du Saint-Siège mais elles ne paraissaient pas devoir être insurmontables. Pie IX confia à une commission de cardinaux l'examen du projet de Fortoul.

Au mois de décembre arrivèrent à Rome l'évêque de La Rochelle Villecourt (1) et l'évêque de Poitiers Pie. Ils étaient tous deux ultramontains et faisaient partie de la province de Bordeaux qui avait réclamé l'organisation de l'enseignement supérieur théologique en dehors de l'État. Pie, surtout, combattit énergiquement le projet de Fortoul. Le rapport de la commission des cardinaux fut remis au pape à la fin de décembre. Or, dès les premiers jours de 1856, Edgar de Ségur, qui dirigeait l'ambassade pendant une maladie de Rayneval, ayant à la demande de Fortoul pressé la réponse du Saint-Siège, Antonelli lui présenta de nombreuses et graves objections. Il les précisa lorsque Rayneval, rétabli, reprit les négociations (2).

(1) Pie IX avait mandé Villecourt et le nomma cardinal de Curie avec résidence à Rome. Il était surtout connu par l'ardeur de son ultramontanisme. Le gouvernement impérial, tout en regrettant de n'avoir pas été consulté, alloua au nouveau cardinal trente mille francs pour ses frais d'installation ; il fit spécifier que Villecourt ne serait pas considéré comme un des cardinaux de couronne qui étaient nommés sur la proposition de l'empereur, ni comme un cardinal protecteur tel qu'il en existait sous l'ancien régime. Pie IX en tomba d'accord et déclara le jour de l'élévation de Villecourt qu'il la savait agréable à Napoléon III. (Allocution consistoriale, 17 décembre 1855.) F¹⁹ 2.446, 2.448 et 2.450. Mémoires et documents volume 116 : Correspondance diplomatique, décembre 1855.

(2) Les dispositions du Saint-Siège se sont-elles réellement modifiées à la fin de 1855 ? Le problème est difficile à résoudre. L'intervention de Pie contre le projet de Fortoul est certaine, mais a-t-elle provoqué un revirement ? Le pape connaissait depuis longtemps l'opposition des évêques ultramontains à la réorganisation des facultés de théologie d'État. L'accueil qu'il avait fait à leurs démarches, les privilèges qu'il avait concédés à la province de Bordeaux, semblent montrer qu'il partageait leurs sentiments avant même que le projet de Fortoul lui fût soumis. Le rapport des cardinaux, hostile au projet de Fortoul, fut déposé à la fin de décembre, mais il est difficile de penser que Pie IX ignorait en septembre quel serait leur avis, ou qu'il s'y serait conformé s'il ne l'avait pas approuvé. L'on serait donc amené à croire que dès le mois de septembre 1855, Pie IX était résolu à subordonner l'institution canonique des facultés de théologie à des conditions inacceptables. Mais le témoignage de Rayneval, ordinairement clairvoyant et prudent dans ses affirmations, ne saurait être négligé. Or, ses dépêches de septembre et d'octobre 1855 sont nettement optimistes. A partir de mai 1856, il vit que les négociations seraient très difficiles, mais il persista à croire que le succès en était possible.

« La cour de Rome, écrivait celui-ci le 28 mai 1856, part de ce principe que l'enseignement théologique est exclusivement du ressort de l'autorité spirituelle. Elle n'admet à aucun degré l'intervention du pouvoir civil sauf en ce qui concerne la nomination des professeurs... c'est la seule difficulté mais elle est capitale. » Le pape exigeait que le règlement et les programmes des facultés lui fussent soumis ; il repoussait l'intervention du Conseil impérial de l'Instruction Publique, la présence de délégués du gouvernement à l'inspection des facultés ; le droit de révoquer les professeurs et de délivrer les diplômes devait appartenir aux conseils supérieurs et non au gouvernement.

Fortoul établit alors un nouveau projet (1) ; il acceptait que le gouvernement ne prit aucune part à l'inspection des facultés ; il reconnaissait au Saint-Siège le droit de fixer, de concert avec le gouvernement et les conseils supérieurs, le statut des facultés, mais non leurs programmes, ce qui eût nécessité son intervention chaque semestre. Enfin, le gouvernement garderait le droit de révoquer les professeurs mais le conseil supérieur pourrait leur retirer l'institution canonique, ce qui entraînerait leur destitution. De plus, le gouvernement se réservait de soumettre à son visa le règlement organique des facultés, leurs programmes et les grades qu'elles délivreraient ; il ne demandait pas à la cour de Rome d'accepter cette formalité de l'*exequatur* contre laquelle elle avait toujours protesté, mais seulement de la tolérer, comme pour les autres bulles. Le gouvernement, disait Fortoul, ne pouvait aller au delà des concessions qu'il faisait dans ce nouveau projet.

Fortoul, d'après son successeur Rouland (2), « inclinait... à croire que si l'on pouvait empêcher la papauté d'intervenir dans le gouvernement des facultés de théologie remis aux évêques, ces facultés arriveraient insensiblement par la force même des choses à reprendre l'indépendance, les tendances nationales et l'autorité qu'avait su conquérir l'antique Sorbonne en dépit de son origine pontificale. C'est ainsi qu'il avait été amené à préparer un projet où l'on faisait de larges concessions à Rome en ce qui concernait l'institution même des facultés, mais où l'on repoussait toute intervention étrangère dans le gouvernement et l'administration de ces facultés. »

Fortoul en effet, voulait faire des facultés de théologie

(1) 28 juin 1856 : F¹⁹ 4.090, et Mémoires et Documents volume 116.

(2) 6 novembre 1858, F¹⁹ 4.090 et Correspondance diplomatique.

des centres de résistance à l'ultramontanisme. Pie IX ne consentait à les instituer que si elles étaient étroitement soumises au Saint-Siège. La reprise des négociations fut ajournée au mois d'octobre par un congé de Rayneval.

VI. — *Les relations avec le Saint-Siège à la fin du ministère de Fortoul*

L'auditeur de Rote pour la France, Ségur, devenu aveugle, résigna ses fonctions à la fin de 1855. Son rôle avait été important car Napoléon III et Pie IX avaient confiance en lui. C'est par son intermédiaire que la négociation du sacre se poursuivait par intermittences depuis 1853 avec des chances de succès de plus en plus faibles ; il semble avoir contribué à entretenir l'espoir auquel Napoléon III ne renonçait pas (1) de faire venir Pie IX, à Paris ; il aida de tout son pouvoir aux progrès de l'ultramontanisme (2). Son successeur, l'abbé de la Tour d'Auvergne, nommé le 26 décembre 1855 avec l'assentiment de Pie IX était lui aussi ultramontain, mais il n'eut pas d'influence.

Napoléon III demanda pour Ségur un titre d'évêque *in partibus*, afin de le nommer chanoine du chapitre de Saint-Denis qui se composait d'évêques démissionnaires. Mais Ségur ne put être nommé évêque, la cécité étant un empêchement canonique. Pie IX lui conféra le titre de protonotaire apostolique et, par un bref spécial, tous les honneurs et privilèges de l'épiscopat. L'on pensa au ministère des Cultes que le Saint-Siège voulait ainsi faire reconnaître en France le protonotariat apostolique : « La question des titres honorifiques, écrivait Tardif, est avec la question liturgique l'un des points sur lesquels Rome est en désaccord manifeste avec les mœurs françaises et le génie national. On ne veut pas soupçonner en effet avec des personnes très graves que le Saint-Siège ait pris à tâche d'abaisser l'épiscopat en prodiguant des titres qui donnent le droit d'en porter les insignes les plus apparents aux yeux des populations, mais quelles que puissent être les intentions de la cour de Rome, le gouvernement qui doit protéger l'autorité des évêques ne peut pas permettre au premier venu

(1) Voir Cergay, 165 A 1 10 ; Ségur : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récit d'un frère* et J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France...*

(2) Il négocia notamment le retour de la compagnie de Saint-Sulpice à la liturgie romaine.

de prendre les vêtements épiscopaux (1). » Ces titres, facilement accordés par le Saint-Siège, lui donnaient un nouveau moyen d'action sur le clergé français. Ségur fut nommé le 8 mars 1856 chanoine du premier ordre du chapitre de Saint-Denis (2) mais après avoir donné sa démission de protonotaire apostolique. Il était ainsi nettement établi que le gouvernement, en le nommant membre d'un chapitre composé d'anciens évêques, ne reconnaissait pas le protonotariat apostolique mais tenait compte du bref exceptionnel par lequel Pie IX avait conféré à Ségur les privilèges extérieurs de l'épiscopat.

Sur ce point, comme dans la négociation des facultés de théologie, le gouvernement cherchait à contenir le mouvement ultramontain. Les nominations épiscopales de 1856 témoignent aussi de cette préoccupation. L'évêque ultramontain d'Amiens, Salinis, fut nommé archevêque d'Auch le 12 février 1856. Pressenti en décembre 1855 par Fortoul, il n'avait accepté qu'après avoir obtenu l'autorisation de Pie IX (3). Il recommanda pour lui succéder son vicaire général Ladoue, mais Fortoul l'écarta (4) et nomma évêque d'Amiens Boudinet (5) (7 avril 1856). Ancien vicaire général de Villecourt, recommandé par Parisi, Boudinet était ultramontain, mais Fortoul qui l'avait nommé membre du Conseil impérial de l'Instruction Publique, connaissait sa modération, sa pusillanimité, son désir de plaire au gouvernement. Il comptait sur lui pour modérer les évêques de la province de Reims, ultramontains ardents qui devaient tenir en 1857 leur concile triennal (6) et avec qui Ladoue se fût au contraire trouvé en plein accord.

(1) F¹⁹ 2.450, 3 mars 1856. Cette note fit repousser la demande d'un vicaire général de Nevers, Crosnier, qui sollicitait l'enregistrement du bref par lequel il avait été nommé protonotaire apostolique. Une demande analogue de l'abbé Caire, vicaire général de Salinis, avait été accueillie en octobre 1853. Mais ce « fâcheux précédent » ne fut pas suivi. Tardif a développé la même thèse dans une note du 25 février 1856 relative au cas de Ségur (F¹⁹ 6.179).

(2) Il n'eut d'ailleurs pas le titre de chanoine-évêque, mais celui de chanoine-dignitaire créé pour lui et qui lui donnait la préséance sur les chanoines du second ordre, simples prêtres.

(3) F¹⁹ 2.494 et Ladoue : *Vie de Mgr de Salinis*. Pie IX émit plus tard la prétention d'être préalablement consulté lorsque le gouvernement aurait l'intention de promouvoir un évêque. Le gouvernement refusa et le précédent créé par Salinis resta isolé (Correspondance diplomatique, janvier 1863).

(4) F¹⁹ 2.547.

(5) Précédemment désigné comme administrateur apostolique de Pamiers. F¹⁹ 2.488 ; Mémoires et Documents, volume 116 et Correspondance diplomatique (décembre 1855).

(6) Son espoir ne fut pas déçu. Voir Gousset : *Le cardinal Gousset*.

Le groupe d'évêques ultramontains qui avaient dominé la province de Bordeaux fut disloqué par le départ de Villecourt et de Baillès. Villecourt avait demandé que l'ultramontain Maupoint (1), lui succédât comme évêque de La Rochelle ; mais Fortoul fit nommer le 7 avril 1856 Landriot, vicaire général d'Autun, libéral, qui avait vivement combattu l'Univers dans la querelle des classiques (2). Un gallican modéré, Delamarre (3), vicaire général de Coutances, avait été nommé évêque de Luçon le 5 mars 1856. Le concile de Périgueux (août 1856), paralysé par la présence de Landriot et de Delamarre, ne put servir la cause ultramontaine (4). Les deux seules provinces qui contre le gré du gouvernement persistaient à tenir des conciles, étaient ainsi presque réduites à l'impuissance (5).

Mais les relations entre Rome et Paris furent dominées pendant le printemps de 1856 par la question romaine et le baptême du prince impérial. En novembre 1855, Victor-Emmanuel était arrivé à Paris précédé par Cavour. Le gouvernement piémontais était alors en plein conflit avec le Saint-Siège au sujet des lois laïques ; ce conflit, que le gouvernement français cherchait vainement à apaiser, allait au contraire s'aggraver en s'étendant à la question romaine : parmi les revendications présentées par Cavour au gouvernement français sur l'invitation de Napoléon III, figurait l'évacuation des Romagnes par les Autrichiens, l'autonomie de cette province et éventuellement son indépendance (janvier 1856) (6).

Napoléon III avait alors une raison particulière de ménager Pie IX. L'impératrice désirait qu'il fût le parrain de son enfant. Pie IX qui connaissait sa piété et qui semble avoir eu pour Napoléon III une certaine sympathie personnelle, leur avait exprimé ses félicitations et ses vœux chaleureux lorsqu'en

(1) F¹⁹ 2.577. Villecourt avait même demandé, tout d'abord, la nomination d'un religieux, le P. Marie-Louis, prieur des Carmes de Montpellier (F¹⁹ 2.448).

(2) F¹⁹ 2.565.

(3) F¹⁹ 2.494, *Mémoires et Documents*, volume 116 (décembre 1855).

(4) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(5) Les autres nominations épiscopales furent moins importantes. L'ultramontain Bara, vicaire général de Goussel fut nommé coadjuteur de Châlons (F¹⁹ 2.514). Deux modérés : Galtier et Didiot, furent nommés évêques de Pamiers et de Bayeux (7 avril 1856). Didiot, vicaire général de Verdun, qui était de tendances gallicanes, fut dénoncé à Rome par des prêtres de son diocèse avec lesquels ils s'était trouvé en conflit. Fortoul chargea Rayneval de le défendre. Le Saint-Siège ne retint pas les accusations portées contre Didiot qui fut préconisé sans difficulté. (F¹⁹ 2.500, *Correspondance diplomatique*, mai 1856.)

(6) Voir les lettres et les biographies de Cavour ; Hubner : *Neuf ans de souvenirs*. L. Thouvenel : *Pages de l'histoire du Second Empire*.

octobre 1855 il avait été officiellement informé de la grossesse de l'impératrice. Dès les premiers jours de 1856, il accepta d'être le parrain de son enfant (1). La demande fut officiellement faite et acceptée au mois de février et Pie IX désigna pour le représenter au baptême le Cardinal Vicaire Patrizi. Après la naissance du prince impérial il offrit à l'impératrice, par une faveur solennelle, la rose d'or qu'il bénissait chaque année pendant le carême.

Mais Napoléon III aurait voulu plus. A défaut du sacre, la présence du pape au baptême du prince impérial eût été précieuse à la dynastie napoléonienne. Rayneval et ses collaborateurs jugeaient ce voyage impossible (2), mais malgré leurs avis, Napoléon III n'avait pas abandonné tout espoir. Il devait donc choisir entre l'alliance du Piémont et la faveur du pape.

Son entourage était très divisé. La cause du Piémont et de la liberté de l'Italie y comptait des partisans résolus : l'oncle de l'empereur, Jérôme Bonaparte ; les enfants de celui-ci : la princesse Mathilde et le prince Napoléon, qui avait sur son cousin une réelle influence ; Conneau, le médecin et l'ami de Napoléon III, un Français italianisé ; Benedetti, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires Étrangères et secrétaire du congrès de Paris, « corse de naissance et italien de cœur » disait Cavour (3). Cavour fit également intervenir auprès de l'empereur son ami Arese, qui en 1831 avait pris part avec lui à la révolte des Romagnes (4), et Pepoli, un Romagnol allié aux Bonaparte (5). Italiens et Corses, parents et amis de jeunesse de Napoléon III, tous étaient peu religieux et hostiles à l'influence politique de l'Église. Ce groupe était actif, influent, mais peu nombreux et isolé. Ses sympathies pour la cause italienne n'étaient partagées que par les républicains.

Le ministre des Affaires Étrangères, Walewski, et la plupart des agents diplomatiques français étaient peu favorables au

(1) Correspondance diplomatique, 13 octobre 1855, février-mars 1856.

(2) Cérçay, 165 A 1 10. Lettres adressées à Thouvenel, par Rayneval, Ségur et Sampaño qui, à la fin de 1855, remplaça Ségur comme premier secrétaire de l'ambassade. Ces lettres sont citées dans ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France...*

(3) *Lettre éditée et inédite*, publiées par Chiala, t. VI, 16 avril 1856.

(4) Bonfadini : *Vita di Francesco Arese*, Turin 1894. Pagani : *Napolone III, Eugenia de Montijo e Francesco Arese*. (Janvier 1921, Nuova Antologia.)

(5) Revue d'histoire diplomatique, octobre 1913-avril 1914. *La Question romaine*, par le marquis Joachim Napoléon Pepoli, documents publiés par le commandant Weil.

Piémont (1). Rayneval répugnait à plaider sa cause auprès du pape et atténuait autant qu'il le pouvait les interventions dont il était chargé. Edgar de Ségur manifestait si vivement son aversion contre le Piémont, que l'empereur le déplaça après avoir voulu le révoquer (2). D'autre part, les catholiques étaient nombreux dans la maison de l'empereur et dans celle de l'impératrice, qui avaient été recrutées autant que possible dans l'ancienne noblesse (3) ; et surtout l'impératrice elle-même, catholique et désireuse d'avoir Pie IX pour parrain de son fils, fit obstacle au projet de Cavour (4). Entre les partis qui divisaient son entourage, Napoléon III hésitait. Il méprisait et détestait le gouvernement clérical des États pontificaux et souhaitait l'affranchissement de l'Italie. Mais il désirait rester en bons rapports avec Pie IX et avec les catholiques de France. Ainsi, dès l'origine de la question romaine se dessinait une situation qui allait se prolonger jusqu'à la fin de l'Empire.

Le 8 avril, sur l'ordre de Napoléon III, Walewski souleva la question italienne devant le congrès de Paris. Il fit savoir que le gouvernement impérial considérait l'occupation des États romains comme une anomalie provisoirement nécessaire mais à laquelle il importait de mettre fin au plus tôt. Le plénipotentiaire anglais critiqua violemment l'administration pontificale. Walewski chargea Rayneval de faire connaître à Antonelli le protocole de cette séance et émit l'idée que des réformes, en consolidant le pouvoir temporel, faciliteraient l'évacuation. L'émotion fut très vive à Rome. Rayneval, dans un long rapport du 14 mai, répondit que Pie IX avait dans la mesure du possible modernisé et sécularisé son gouvernement, que les griefs d'ordre administratif étaient des prétextes pour les révolutionnaires qui voulaient la fin de la souveraineté pontificale et que de nouvelles réformes loin de consolider le pouvoir temporel, le ruineraient car il était fragile et croulerait au premier choc (5). L'affaire n'eut pas de suite immédiate, mais Napoléon III qui

(1) Même ceux qui, comme Thouvenel, ne se plaçaient pas au point de vue catholique.

(2) Cérçay, 165 A 1 10.

(3) Leur action pouvait se combiner avec celle des diplomates ; par exemple, Mme de Malaret, dame d'honneur de l'impératrice, était la sœur de Mgr de Ségur et d'Edgar de Ségur.

(4) Cavour écrivait à Aresé le 4 mars : « Le diable a voulu que l'impératrice ait désiré le pape pour parrain du à naître. » Chiala, t. II.

(5) Rayneval a résumé son opinion sous une forme plus libre dans une lettre du 24 juin 1856 à Thouvenel (Cérçay, 165 A 1 10).

n'avait jamais eu confiance en Rayneval, vit qu'il était en complet désaccord avec lui sur ce point. A partir de cette époque, la question romaine, qui avait jusqu'alors uni le gouvernement impérial et la cour de Rome, contribua au contraire à les diviser.

Le baptême du prince impérial célébré le 14 juin 1856, fut une manifestation d'alliance entre l'Empire et l'Église. Le public ignorait les démarches tentées pour faire venir Pie IX à Paris ; le pape, à ses yeux, manifestait assez sa sympathie pour l'empereur en acceptant d'être le parrain de son fils et en se faisant représenter au baptême par le cardinal légat. L'empereur invita à la cérémonie tous les évêques de France. Trois légitimistes, Dupont des Loges, Pie et Dreux-Brézé, s'excusèrent. Fortoul accepta les excuses du premier mais incita vivement les deux autres à se rendre à Paris. Pie s'y résolut mais Dreux-Brézé persista dans son abstention (1). A quelques exceptions près, les évêques français, après avoir ordonné des prières publiques pour la grossesse de l'impératrice et des *Te Deum* pour la naissance du prince impérial, témoignèrent par leur présence à son baptême de leur dévouement à la dynastie napoléonienne. Les mandements de cette époque sont parmi les plus chaleureux pour l'empereur qui aient été publiés sous son règne. Le cardinal légat Patrizi dont la mission officielle était strictement limitée au baptême (2) profita de son séjour en France pour presser les évêques d'adopter la liturgie romaine (3), mais aussi pour engager Montalembert, Falloux et leurs amis à se rapprocher de l'Empire (4).

Le baptême du prince impérial clôt une période où malgré quelques difficultés l'alliance entre le Second Empire et le Saint-Siège fut étroite. Mais dès cette époque l'opposition de leurs tendances s'était manifestée en France et en Italie tandis que la menace révolutionnaire qui les avait unis s'éloignait. En 1856, l'alliance des deux pouvoirs paraissait à son apogée mais elle était menacée par la politique italienne de Napoléon III et par les tendances gallicanes de ses ministres.

(1) Voir F¹⁰ 2.541, F¹⁰ 2.537 ; et les biographies de Dupont des Loges, par Klein et de Pie, par Baunard. Cf. p. 259, note 1.

(2) F¹⁰ 1.924.

(3) F¹⁰ 5.434, note de Tardif, 13 novembre 1856.

(4) AB XIX, Montalembert à Dupanloup, 10 juin 1856.

CHAPITRE VI

Les congrégations et les associations religieuses laïques (1852-1856) (1)

I. — *Les congrégations d'hommes et les associations religieuses laïques*

D'après la loi du 2 janvier 1817, les associations religieuses d'hommes ne pouvaient être autorisées que par une loi : aucune ne le fut au XIX^e siècle. Quatre seulement étaient autorisées, l'ayant été avant 1817 (2) : Les prêtres des Missions Étrangères, les prêtres de la Mission ou Lazaristes, les prêtres du Saint-Esprit et les Sulpiciens. C'étaient des communautés de prêtres séculiers plutôt que de véritables congrégations. Elles étaient purement françaises et leurs supérieurs résidaient en France.

Les congrégations d'hommes non autorisées bénéficièrent comme sous la Seconde République d'une liberté complète. Les instituteurs congréganistes mis à part, on peut, d'après les rapports administratifs, classer au point de vue de leur activité sociale les congrégations d'hommes en deux groupes. Les congrégations hospitalières, agricoles, savantes, missionnaires, et plusieurs congrégations prêchantes et enseignantes telles que les Picpuciens, les Maristes et les Basiliens, vivaient retirées, sans rapports étroits avec la société laïque, sans influence sociale et tout à fait en dehors de la politique. Les fonctionnaires les jugeaient parfois utiles et toujours inoffensives.

(1) Outre les dossiers sur les congrégations de la série F¹⁰ et de Baroche 1018, on trouve de nombreux renseignements sur les congrégations et les associations religieuses laïques dispersés dans les rapports des préfets (F¹⁰ III, Rapports périodiques, Correspondance et divers ; F¹⁰ 5.768 à 5.877) et dans ceux des procureurs généraux (BB¹⁰ 370 à 388, 391 à 425, et la série BB¹⁰).

(2) Si les congrégations d'hommes ne pouvaient être autorisées que par une loi, elles pouvaient être reconnues par décret comme établissements d'utilité publique à des fins déterminées, ce qui leur donnait des avantages analogues. Une vingtaine, vouées à l'instruction primaire, étaient dans ce cas. Le gouvernement impérial en reconnut plusieurs autres. Voir, sur ces congrégations, le chap. VII, § 2.

Par contre, certaines congrégations prêchantes, dont plusieurs étaient également enseignantes, entretenaient des relations étroites avec la société laïque et cherchaient à y accroître leur influence : c'étaient les Rédemptoristes, les Capucins, les Carmes, les Dominicains, et surtout les Jésuites. Établis dans les villes, ils y exerçaient parfois leur apostolat auprès des classes populaires qui, dans le Midi, leur étaient généralement sympathiques, mais l'aristocratie et la bourgeoisie formaient leur véritable clientèle.

Spécialisés dans la prédication, ils y étaient supérieurs aux prêtres séculiers, trop occupés par le ministère paroissial, et c'est à eux que l'on faisait le plus souvent appel pour prêcher dans les églises importantes et dans les cathédrales, notamment à Notre-Dame de Paris (1). Leur influence s'étendait par la prédication et s'affermissait par la confession ; il était de bon ton d'avoir un religieux, et surtout un Jésuite, pour confesseur. Ils ouvraient illégalement au public leurs chapelles conventuelles, véritables églises dont la concurrence était redoutable pour les églises paroissiales. Ils obtenaient aisément pour acheter ou construire des immeubles des sommes considérables de leur riche clientèle qui, s'ils ouvraient des collèges, leur confiait ses enfants (2). Grâce à leur influence sur les classes dirigeantes, ils pouvaient favoriser puissamment leurs protégés en leur procurant des relations utiles ou flatteuses, en leur faisant faire des mariages avantageux, en accélérant l'avancement des fonctionnaires et en assurant une riche clientèle aux avocats, aux notaires, aux médecins, aux commerçants. Leur puissance s'accroissait ainsi rapidement.

Au point de vue politique, un religieux, Lacordaire, et un ordre, la Compagnie de Jésus attiraient surtout l'attention. Lacordaire, restaurateur et, jusqu'en 1854, provincial de l'ordre des Dominicains, était notoirement libéral et opposant. Il avait en principe renoncé à la prédication après le 2 Décembre. Il prononça cependant le 10 février 1853 à Saint-Roch, sur la demande et en présence de Sibour, un sermon qui contenait des allusions hostiles à l'Empire. Elles furent exagérées par les journaux étrangers et Sibour dut se porter garant auprès de Fortoul des intentions de Lacordaire (3). Le Moniteur avait

(1) Après le coup d'État deux Jésuites, le P. de Ravignan, puis (1853) le P. Félix y succédèrent à Lacordaire.

(2) Voir chap. VII, § 3.

(3) *Correspondance inédite du P. Lacordaire*, éditée par Villard, Paris 1876, in-8°.

d'ailleurs publié un compte rendu élogieux du sermon. Lacordaire fit aussi à la cathédrale de Toulouse, au début de 1854, une série de conférences que les légitimistes toulousains applaudirent comme des manifestations d'opposition (1). Il prit ensuite la direction du collège de Sorèze où il se rendit très populaire et ne fit pas d'opposition (2).

Jugeant les Dominicains d'après lui, Tardif, dans un mémoire rédigé en 1856, écrivait qu'ils inclinaient « vers les idées de démocratie religieuse qu'a représentées pendant quelques mois l'Ère Nouvelle (3) », et certains préfets trouvaient à leurs prédications « un caractère quelquefois extra libéral » (4). En réalité, Lacordaire était assez isolé dans son ordre et les Dominicains comme les Jésuites étaient surtout en relations avec l'aristocratie légitimiste. En 1859 ils étaient seulement 161 répartis en neuf établissements.

Tous les rapports s'accordent à constater l'extrême réserve en matière politique des Jésuites, dont le gouvernement se préoccupait plus que de tous les autres ordres religieux. En général, ils s'étaient abstenus dans les votes politiques, conformément aux traditions de leur ordre, sauf lorsque les évêques avaient recommandé de voter. Certains d'entre eux témoignaient volontiers de leur reconnaissance pour le gouvernement qui assurait la liberté de leur ordre. Mais d'autres appartenaient à des familles légitimistes. Surtout les légitimistes formaient la principale clientèle de leurs œuvres, de leurs chapelles et de leurs collèges. Ils étaient donc contraints de les ménager. Le général de l'ordre, voyant le danger, mettait en garde ses religieux contre une solidarité qui devait les compromettre auprès du gouvernement. Il renouvela ses instructions dans plusieurs circulaires, ce qui suffit à montrer quelles résistances elles rencontraient. La Compagnie de Jésus était l'ordre le plus nombreux qu'il y eût en France après l'institut des Écoles chrétiennes. Le gouvernement évaluait leur effectif en 1859 à 1008 ; or, dès 1850 il était de 1.209 et ne cessa de s'accroître, jusqu'à atteindre 2.658 en 1870 (5).

(1) BB¹⁵ 1531.

(2) Cependant il tenta vainement d'empêcher le conseil municipal de Sorèze dont il était membre d'envoyer une adresse à l'empereur à l'occasion de la naissance du prince impérial. (F¹⁵ III Tarn, 7, 15 avril 1856).

(3) F¹⁵ 6.253.

(4) F¹⁵ III Gironde 6, premier trimestre 1859.

(5) Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France, Histoire d'un siècle* (1814-1914).

Souvent en relations avec les congrégations, et parfois dirigées par elles, les associations religieuses laïques formaient les cadres de la société catholique. La plus puissante était la Société de Saint-Vincent de Paul (1) qui comptait en France près de cinq cents conférences ou comités locaux. Dans chaque ville, dans chaque province, des conseils coordonnaient l'action des conférences. Le conseil général siégeant à Paris et son président, Adolphe Baudon, dirigeaient la société et assuraient sa cohésion par leurs publications, par leurs circulaires, par la correspondance qu'ils entretenaient avec les conseils et les conférences. Bien que ses cadres ne coïncidassent pas avec les diocèses, la société, qui rencontrait d'ailleurs une certaine méfiance dans le clergé séculier, se plaçait sous l'égide de l'épiscopat. Pie IX lui avait donné en 1851 un cardinal protecteur, l'ancien nonce Fornari. La Société de Saint-Vincent de Paul se consacrait exclusivement à la charité, mais elle fournissait à toutes les œuvres catholiques un personnel et des cadres qui facilitaient leur développement. C'est ainsi que Baudon et beaucoup de ses confrères s'occupèrent de l'œuvre de Saint-François-Régis pour la régularisation des mariages, de l'association pour l'observation du dimanche, et à partir de 1857, de l'œuvre de Saint-François-de-Sales contre les propagandes protestante et irréligieuse.

Très nombreuses, surtout dans les villes, ces associations exerçaient leur influence sur toutes les classes sociales : les associations de bienfaisance agissaient sur les pauvres en secourant de préférence les catholiques pratiquants ; les sociétés de secours mutuels, qui dans le Midi prenaient souvent la forme de confréries religieuses, groupaient les ouvriers sous la direction de nobles et de bourgeois (2) ; les œuvres pour l'observation du repos dominical surveillaient les commerçants et les forçaient à fermer leurs magasins le dimanche sous peine de perdre leur clientèle ; d'autres s'occupaient des domestiques, d'autres des soldats. Ces dernières étaient souvent dirigées par les Jésuites. Ces sociétés où se rencontraient les catholiques les plus riches, les plus actifs, les plus influents, où les nobles étaient nombreux, étaient une puissance mondaine et sociale. On n'y entraît plus seulement

(1) AB XIX 524. Lettres adressées à Dupanloup par Baudon, le 27 novembre 1852 et par Cochin le 1^{er} janvier 1853. Schall : *Un disciple de saint Vincent de Paul au XIX^e siècle : Adolphe Baudon*.

(2) Notamment à Toulouse sous le nom de « Société de Saint-François-Xavier », à Montpellier et à Nîmes.

par piété ou par charité mais par snobisme et par intérêt.

Les légitimistes y étaient d'autant plus nombreux que, les fonctions publiques leur étant interdites par le comte de Chambord, les œuvres religieuses étaient le seul terrain d'action qui leur fût ouvert. Ils étaient maîtres des sociétés de secours mutuels du Midi. Quant à la Société de Saint-Vincent de Paul, toute activité étrangère à la charité lui était interdite par ses statuts. Il semble bien qu'à cette époque son organisation centralisée ne fut pas utilisée à des fins politiques, et que la politique ait été généralement exclue des séances de ses comités et de ses conférences ; des partisans du gouvernement et de nombreux fonctionnaires y siégeaient à côté des légitimistes. Mais ceux-ci dominaient généralement par leur nombre, par leur richesse, par leur situation sociale. La Société de Saint-Vincent de Paul leur permettait de se grouper, de sauvegarder et d'accroître leur influence sociale, et de préparer ainsi les voies à leur action politique. La présence même de fonctionnaires les servait en leur procurant dans l'administration des relations qu'ils savaient mettre à profit.

Toutes ces sociétés tombaient sous le coup de la législation sur les associations remise en vigueur par le décret du 24 mars 1852. Elles auraient dû demander l'autorisation du gouvernement et subir son contrôle ; elles s'en abstinent presque toutes et n'y furent pas contraintes (1). Grâce à ce privilège, elles se développèrent très rapidement (2). « Charité libre et charité catholique sont devenues ainsi presque synonymes, comme enseignement libre et enseignement catholique (3). »

II. — *Les inquiétudes du gouvernement*

Le gouvernement surveillait avec attention les congrégations et associations religieuses. Persigny, le 19 août 1852, invita les préfets à rappeler aux associations religieuses laïques les obli-

(1) La plupart des loges maçonniques bénéficièrent de la même tolérance. Le Grand Orient avait accepté un Grand Maître désigné par le gouvernement, le prince Murat, (9 janvier 1852) et demandé la restauration de l'Empire (15 octobre 1852). Cette tolérance fut vivement reprochée au gouvernement par les catholiques. (Univers, 24 décembre 1851, Union de l'Ouest, 10 mars 1852, etc.) ; elle s'accompagnait d'ailleurs d'une surveillance très stricte. (F¹⁸ 571, 19 août 1852, circulaire du ministre de la Police Générale ; Revue des études napoléoniennes, 1913, t. II).

(2) Le nombre des conférences de Saint-Vincent de Paul passa de 490 en 1852 à 1.549 en 1861. En 1861, on évaluait à cent mille le nombre de leurs membres.

(3) Augustin Cochin à Dupanloup, 1^{er} janvier 1853, AB XIX 524.

gations que leur imposait la loi, mais cette circulaire ne fut pas appliquée. En 1853, Fortoul, afin de « juger du mérite des services rendus » par eux, demanda au préfet des renseignements sur les directeurs et professeurs de séminaire, « les supérieures de congrégations de femmes reconnues ou tolérées... le personnel ou tout au moins les supérieurs des congrégations et établissements d'hommes tolérés ». Il prescrivait aux préfets « la discrétion la plus parfaite... Il importe de ne causer aucun ombrage en prenant des indications dont le but pourrait n'être pas équitablement apprécié, même par d'excellents esprits étrangers aux besoins de l'administration (1) ». Parmi les renseignements demandés figuraient les opinions politiques des intéressés (2).

Les préfets se préoccupaient d'autant plus des congrégations et des associations religieuses qu'elles échappaient seules à leur contrôle. A Marseille, à Montauban, à Toulouse, à Poitiers et dans maintes autres villes, l'influence des associations religieuses concurrençait et paralysait dans tous les domaines, et surtout en matière d'assistance, l'action de l'autorité civile. Celle-ci devait lutter constamment pour assurer son indépendance et sa suprématie. Dès 1852, le président de la Société de Saint-Vincent de Paul, Baudon, signalait à Dupanloup cette réaction : « Pour s'en convaincre, il suffit de voir quelles sont les tendances des administrations municipales, préfectorales et combien d'entraves elles n'apporteraient pas à la liberté de l'Eglise si une volonté actuellement toute puissante et très heureusement en dehors de ces idées ne venait pas peser dans la balance (3). »

Certains conseillers de l'empereur étaient peu favorables aux congrégations soumises à leurs supérieurs étrangers et au pape ; ils regrettaient de voir leur prestige, leur richesse et leur recrutement s'accroître aux dépens du clergé séculier, plus national, et uni à l'État par le Concordat. Ils s'inquiétaient

(1) L'administration des Cultes jugeait nécessaires, en ces matières, ces « précautions de style » (note de Tardif, F¹⁹ 6.283).

(2) Le texte de cette lettre, conservé à F¹⁹ 5.847 (dossier général), ne figure pas dans le recueil des circulaires du ministre des Cultes. Elle fut adressée aux préfets de février à octobre 1853 (Voir F¹⁹ 5.589). Une vingtaine de réponses se trouvent dans les dossiers de la police des cultes (F¹⁹ 5.768 à 5.877, diocèses de Bayeux, Beauvais, Belley, Cambrai, Carcassonne, Chartres, Évreux, Gap, Limoges, Metz, Orléans, Pamiers, Perpignan, Le Puy, Reims et Châlons, Saint-Brieuc, Sens, Strasbourg, Toulouse, Troyes, Tulle, Vannes). Il est probable que des renseignements plus détaillés sur les Jésuites furent demandés aux préfets des départements où ils étaient établis. Des extraits de ces rapports sont réunis à F¹⁹ 6.288. (Février, mars 1853).

(3) 27 novembre 1852, Baudon à Dupanloup, AB XIX 524.

de l'organisation centralisée de la Société de Saint-Vincent-de-Paul qui s'étendait non seulement à toute la France mais à l'étranger et qui, elle aussi, relevait de Rome. L'autorité du gouvernement sur l'Église de France diminuait ainsi au profit de celle du Saint-Siège.

Les congrégations et les associations religieuses ne contraignaient pas seulement l'autoritarisme administratif et les tendances gallicanes du gouvernement. Il y voyait un danger politique : « On s'étonne... écrivait le procureur général de Lyon, que le clergé se montre si peu reconnaissant pour toute la bonne volonté que lui témoigne le gouvernement de l'empereur... Sans doute, le gouvernement fait beaucoup pour l'Église, mais il y a quelqu'un qui peut encore beaucoup plus pour elle : c'est le personnel spécial et nombreux qui a des rapports plus étroits avec le clergé... Clientèle... qui forme le bataillon sacré où les soldats conduisent bien plus qu'ils ne sont conduits ; or cette population est en grande majorité légitimiste (1). » C'était elle qui faisait vivre les ordres religieux et qui constituait les associations laïques.

À la fin de 1853, les inquiétudes du gouvernement s'aggravèrent et il parut disposé à changer de politique. Le collège de Jésuites de Saint-Étienne où un outrage à l'empereur avait été commis fut fermé (2). Le P. de Ravignan qui intervint aussitôt auprès de l'empereur, comprit que le gouvernement avait d'autres griefs contre son ordre. Napoléon III lui dit que l'incident de Saint-Étienne révélait les tendances hostiles au gouvernement de l'enseignement des Jésuites, et que deux Jésuites avaient prêché la révolte des pauvres contre les riches (3). Il ne montra d'ailleurs aucun parti pris contre la Compagnie et engagea Ravignan à s'adresser personnellement à lui en cas de nouvelles difficultés. Ravignan, après avoir vu Saint-Arnaud qui était très favorable aux Jésuites, écrivit au provincial de Lyon : « La Compagnie est redevenue l'objet des préoccupations du gouvernement... Voici quelques mots du maréchal... « Ce qui se passe à Marseille est intolérable, faites-y attention. Tout se fait par les Jésuites. L'administration municipale est impossible, le préfet ne peut y tenir »... Je ne puis douter qu'il

(1) BB⁹⁰ 379, 30 janvier 1855.

(2) 29 décembre 1853. Voir p. 145.

(3) Ponlevoy : *Vie du P. de Ravignan*. Il s'agissait de sermons prononcés à Annecy, l'12 5.859, Delion. Ce reproche était fait assez fréquemment aux prédicateurs. Voir chap. IV, § 5.

n'ait été itérativement question de nos Pères de Marseille au conseil des ministres devant l'empereur... La chasse aux Jésuites est ouverte, et on cherchera le gibier pour le rapporter au maître (1). »

Le général des Jésuites Beckx et le provincial de Lyon, inquiets, renouvelèrent par des circulaires instantes qui furent publiées, l'ordre de se « tenir en dehors des partis politiques, de respecter le pouvoir, de lui obéir et de prêcher à tous par nos paroles et par nos exemples l'amour de l'ordre, le respect et l'observation des lois, la soumission et l'obéissance aux princes qui nous gouvernent (2). » Le gouvernement ayant autorisé la réouverture du collège de Saint-Étienne, Beckx écrivit le 29 avril à Napoléon III une lettre chaleureuse de remerciements et d'éloges : « Nous vous témoignerons notre reconnaissance et par nos prières... et par un bon usage de cette liberté d'enseigner la jeunesse que vous nous avez donnée, et par une application constante à seconder les efforts de Votre Majesté pour le bien de la religion et pour le bien de la France (3). »

Les associations laïques furent également menacées. Le préfet de police Pietri, chargeant le secrétaire de l'empereur, Mocquard, de soumettre à celui-ci un rapport hostile à l'association pour l'observation du dimanche, écrivait le 21 avril 1854 : « Je suis persuadé que cette association est une mauvaise chose au point de vue politique, et que loin de l'encourager il ne faut rien négliger pour en arrêter les progrès et mettre obstacle à son organisation. C'est déjà trop d'avoir les sociétés de Saint-Vincent de Paul, Saint-François-Xavier et autres, sur lesquelles on n'ose pas trop porter la main et qui nous enlacent de toute part... On ne peut admettre que des associations fondées évidemment pour attaquer le gouvernement et le saper peu à peu afin d'être prêtes à le battre en brèche au premier jour, soient encouragées à se ranger sous une volonté unique et soient mises en mesure de lutter avec plus de chances de succès (4). » Le procureur général près la cour d'appel de Paris, Rouland, signala

(1) Burnichon op. cit., t. III. Voir F¹⁹ 6.288, Bouches-du-Rhône. Persigny signala à Fortoul le 18 janvier 1854, qu'un Jésuite de Marseille aurait dénoncé la fermeture du collège de Saint-Étienne comme « le signal de persécution contre les Jésuites ». Persigny rapprochait cet incident des sermons d'Aurillac ; ces faits « pouvaient se rattacher à une sorte de parti pris contre le gouvernement ». Voir chap. XII, Marseille.

(2) *Lettre de N. T. R. P. Général au R. P. Provincial de Lyon*, 14 janvier 1854 ; *Circulaire du R. P. provincial de Lyon* (Bibliothèque Nationale Ld 39 796 et 797.)

(3) Lettre citée par Jules Ferry au Sénat le 6 mars 1880.

(4) *Papiers secrets et correspondance du Second Empire*.

au garde des Sceaux que les légitimistes formaient l'élément principal de la Société de Saint-Vincent de Paul et qu'il était nécessaire de l'obliger à se conformer aux lois (1).

Les chefs des associations religieuses firent plaider leur cause auprès de l'empereur qui ne se montra pas hostile, et auprès de Persigny (2). Celui-ci jugeait l'influence de l'Église utile au point de vue moral et social mais redoutait ses tendances théocratiques et légitimistes. Les opinions incertaines et contradictoires de Persigny, son caractère vif et peu équilibré, l'entraînaient tour à tour dans les directions les plus opposées. Après avoir exalté en 1852 le rôle de la religion dans l'assistance, il manifestait hautement en 1854 sa méfiance et son hostilité contre les associations religieuses, les congrégations et l'ultramontanisme. A son ami Falloux et à Melun, il répondit en citant quelques incidents où s'étaient manifestées les tendances légitimistes de conférences du Midi : on avait mis en loterie des bustes du comte de Chambord et refusé des lots offerts par l'impératrice. Tout en rendant hommage aux dirigeants de la Société de Saint-Vincent de Paul, Persigny maintint que cette grande association pouvait devenir un danger pour le gouvernement. Par une circulaire confidentielle du 15 juin 1854, il chargea les préfets d'inviter les associations religieuses à solliciter l'autorisation.

Pour d'autres motifs, Persigny fut remplacé le 23 juin par le président du Corps Législatif, Billault, qui, sous Louis-Philippe, avait fait partie de l'opposition dynastique comme député d'Ancenis, où les libéraux de sa nuance s'opposaient aux légitimistes cléricaux (3). Après avoir siégé à gauche à la Constituante, il s'était rallié au parti de l'Élysée. Les catholiques et les conservateurs se méfiaient de lui. Melun, qui dès son avènement plaida auprès de lui la cause des associations religieuses, écrivait : « M. Billault a été des plus aimables, et des plus avenants... mais à travers de grandes imperfections je regretterai

(1) BB³⁰ 436, d'après une note du ministère de la Justice ; le rapport manque.

(2) Voir les biographies ou les souvenirs de Baudon, Melun, Falloux, Cochin ; et Goyau : *Un roman d'amitié entre deux adversaires politiques, Falloux et Persigny* ; des évêques appuyèrent les démarches faites par les laïques. Baudon écrivait le 17 juin 1854 : « Cette difficulté n'est pas la première que la société ait rencontrée, et c'est surtout l'appui bienveillant de l'épiscopat qui a été sa meilleure défense. » (AB XIX 524).

(3) Le 18 janvier 1852, le préfet de la Loire-Inférieure écrivait que Billault, s'il était candidat à Ancenis, rencontrerait « sans doute une vive opposition parmi les légitimistes et le clergé », (F¹⁶ II 100). Il se fit élire dans l'Ariège.

beaucoup, pour nos œuvres et pour les idées qu'elles expriment. M. de Persigny (1). »

Averti par plusieurs conférences que l'administration préfectorale les engageait à se faire autoriser, Baudon conseilla de se conformer à cette invitation sans la devancer et de fournir sur les règlements de la société, sur les réunions des conférences, leurs membres et leurs pauvres, tous les renseignements qui seraient demandés. La société, disait-il « n'entend point, en effet, dérober ses travaux au contrôle de la publicité la plus grande (2). » La circulaire fut peu appliquée. Dans certaines régions (3), elle se heurta à la résistance du clergé et le ministre de l'Intérieur en ajourna l'application. La plupart des associations religieuses restèrent non autorisées. Vers cette époque le conseil général de la Société de Saint-Vincent de Paul « trouvant en effet que l'opinion bonapartiste n'était pas représentée dans son sein (4) » s'adjoignit plusieurs catholiques dévoués au gouvernement : les sénateurs Ségur d'Aguesseau, et Thayer, le député Lemer cier, et Keller. Pendant plusieurs années la société ne fut pas inquiétée non plus que les Jésuites (5) et les autres congrégations non autorisées (6).

(1) Juillet 1854, cité par Baguenault de Puchesse.

(2) Circulaire du 28 juin 1854 (AB XIX 524). Il avait écrit dès le 17 juin au président de la conférence d'Orléans qui, la première, avait été l'objet d'une enquête de police : « Bien des gens s'obstinent à croire que *sous* la Société de Saint-Vincent de Paul il y a quelque chose, comme s'il pouvait y avoir un secret dans une société qui admet toute personne qui se présente en venant lui dire : Recevez-moi car je suis chrétien et ami des pauvres. Le meilleur moyen de dissiper ce fantôme est de montrer la réalité. » AB XIX 524.

(3) F¹³ III Meuse, 8, 4 avril 1859.

(4) *Mémoires* du vicomte de Melun.

(5) Ravignan prêcha le carême aux Tuileries en 1855.

(6) Le gouvernement leur rappelait cependant parfois qu'elles étaient soumises à son autorité discrétionnaire. Des Capucins belges s'étant établis à Hazebrouck, Fortoul, consulté par le préfet du Nord ordonna de les tolérer (26 décembre 1853, F¹³ 6,247). Mais ils se mirent à faire des quêtes alors que ce droit était réservé aux bureaux de bienfaisance. Les pauvres s'inquiétèrent. Sur le rapport du préfet, Fortoul écrivit alors à l'archevêque de Cambrai (20 novembre 1855) : « L'empereur a été informé de cet état de choses et il en a été péniblement affecté. Sa Majesté m'a chargé de vous inviter, Monseigneur, à rappeler aux RR. PP. Capucins que si le gouvernement peut fermer les yeux sur leur existence illégale, il ne saurait les dispenser du droit commun, ni de l'observation des lois auxquelles tous les citoyens sont soumis. » L'archevêque remercia Fortoul de s'être adressé à lui et, tout en faisant l'éloge des Capucins, mit fin à leurs quêtes. (F¹³ 6,254 et Destombes : *Vie du Cardinal Régner*).

III. — *La pétition Rochemur* (1)

En 1856, les préfets, le Sénat et l'administration des Cultes, eurent l'occasion de manifester leurs dispositions vis-à-vis des ordres religieux. Par une circulaire « personnelle et entièrement confidentielle » du 12 janvier 1856, Fortoul invita les préfets à le renseigner sur les congrégations d'hommes tout en gardant secrète une enquête où « on voudrait peut-être voir des sentiments d'hostilité ».

Le 3 avril 1856, le Sénat discuta une pétition du comte de Rochemur qui demandait la réforme de la législation relative aux congrégations religieuses. Sa fille, élevée au couvent de la Visitation, y était restée malgré lui après sa majorité pour devenir religieuse (2). L'affaire, très compliquée, fut moins l'objet que le prétexte du débat. Le rapporteur, Crouseilhès, demanda au Sénat de renvoyer la pétition au ministre des Cultes pour l'inviter à faire sauvegarder les droits des familles, et ceux de l'État, car il s'agissait d'une communauté non autorisée. La législation et la jurisprudence n'autorisaient les religieuses à s'engager que pour cinq ans, mais en pratique les vœux étaient presque toujours prononcés pour la vie entière (3). Crouseilhès demanda que les postulantes, même majeures, ne fussent admises à prononcer leurs vœux contre le gré de leurs parents qu'après des actes révérentiels analogues à ceux que la loi exigeait pour le mariage. Il déclara fâcheux qu'il y eût des congrégations non autorisées. Il faisait une grande différence entre les congrégations hospitalières et les congrégations cloîtrées, contemplatives ou enseignantes (4), qui lui paraissaient beaucoup moins utiles.

Les cardinaux combattirent le renvoi. Gousset déclara d'ailleurs que tous les évêques désiraient faire autoriser les congrégations de femmes de leur diocèse. Sibour ajouta que

(1) Les pièces relatives à l'affaire Rochemur et à l'enquête de 1856 sur les congrégations, sont dispersées dans les dossiers F¹⁰ 1.948, 6.092, 6.247, 6.253, 6.313.

(2) Il avait d'abord demandé à l'archevêque de Paris Sibour, puis au pape qu'elle lui fût rendue (10 décembre 1853, Rayneval à Thouvenel, Cérçay 165 A1 10). Ayant échoué, il avait attaqué Sibour en Conseil d'État et avait été débouté (F¹⁰ 6.092).

(3) F¹⁰ 6.313, note de Berty (18 mars 1856) pour Crouseilhès.

(4) Les congrégations de femmes cloîtrées qui se consacraient à l'enseignement, dirigeaient surtout des pensionnats, généralement aristocratiques. Les institutrices congréganistes appartenaient à des congrégations non cloîtrées dont la plupart étaient à la fois hospitalières et enseignantes.

celles qui ne désiraient pas être autorisées, ne pouvaient y être contraintes. Il reconnut que « des faits regrettables » s'étaient produits ; pour y mettre un terme, il venait d'ordonner aux communautés de femmes de son diocèse de lui en référer lorsque des postulantes, même majeures, se présenteraient sans l'assentiment de leurs parents. « En prononçant l'ordre du jour, répondit Crouseilhès, le Sénat montrerait sur ce point capital, sinon de l'éloignement, du moins l'indifférence la plus complète quant à l'inexécution d'une série de lois fondamentales du pays. » Le renvoi fut voté par 43 voix contre 41.

Les points signalés à l'attention du gouvernement n'étaient pas nettement énoncés. La réponse officielle du ministre des Cultes (1) ne porta que sur la question des vœux. Elle se prononçait contre l'obligation en matière de profession religieuse des actes respectueux exigés pour le mariage. Ils seraient « inutiles » car les vœux n'étaient légalement contractés que pour cinq ans et n'entraînaient aucune incapacité civile : et « inefficaces » car « l'obligation de faire des actes révérentiels n'arrêterait jamais une vocation qui a résisté à l'affection et aux prières des parents ». En outre, « ainsi que l'indiquait Portalis dans son rapport du 24 mars 1807, toute mesure de ce genre serait *attentatoire à la liberté de conscience* ». Le décret du 18 février 1809 sur les congrégations hospitalières, que l'on appliquait en principe à toutes les congrégations de femmes, exigeait que la novice fût majeure et prononçât ses vœux en présence de l'évêque ou de son délégué et de l'officier d'état-civil. Ces prescriptions suffisaient à prévenir les abus et n'avaient jamais « soulevé de réclamation sérieuse ». Le ministère des Cultes rejetait donc la pétition Rochemur.

A cette occasion, il fut procédé à une enquête d'ensemble sur les congrégations et sur la politique suivie vis-à-vis d'elles par le gouvernement (2).

Certains sénateurs avaient demandé que l'obligation de la

(1) Insérée dans le rapport du ministre d'État à l'Empereur « sur la suite donnée aux pétitions renvoyées par le Sénat durant le cours des sessions de 1852 à 1856 » (6 mars 1857). Des exemplaires de cet imprimé se trouvent à F 70 1 et à F¹⁹ 1.348.

(2) Les réponses des préfets à la circulaire du 12 janvier 1856, sont à F¹⁹ 6.253. Les états qui y étaient annexés manquent, mais on en a reporté le résumé, c'est-à-dire la liste des congrégations établies dans le département et le nombre de leurs établissements sur les lettres d'envoi. En outre, le ministère des Finances fournit à l'administration des Cultes l'état par département de la valeur des immeubles appartenant aux congrégations autorisées (F¹⁹ 6.244 et 6.248).

Quelques notes relatives à la question des vœux, au décret du 31 janvier 1852 et à

reconnaissance légale fût imposée à toutes les congrégations. Ce n'est tout, d'après l'administration des Cultes, ni légal ni possible. Si la législation privait de l'existence juridique les congrégations non autorisées, leur existence de fait n'était prohibée par « aucune loi en vigueur sagement entendue... La loi du 17 février 1790 a supprimé seulement les communautés en tant qu'êtres collectifs et personnes morales. La loi du 18 germinal an X, article 11, en déclarant supprimer tous autres établissements ecclésiastiques, a reproduit la même pensée, si elle n'a pas voulu parler exclusivement des collégiales. Le décret du 3 messidor an XII, que l'on a invoqué dans la discussion, n'a jamais pu être exécuté d'une manière régulière : il contient des dispositions inconstitutionnelles qui se réfèrent à une législation abrogée et il n'a pas de sanctions... (1) » Au contraire, les congrégations non autorisées se trouvaient sous la sauvegarde de la constitution de 1852 qui garantissait la liberté individuelle et la liberté des cultes, et du Concordat aux termes duquel « la religion catholique... sera librement exercée en France ». En fait, beaucoup de congrégations de femmes non autorisées désireraient l'être, et restaient dans une situation irrégulière du fait de l'État, soit parce que, d'après la jurisprudence, la reconnaissance légale n'était conférée aux congrégations qu'après

son application par le Conseil d'État furent rédigées à cette époque par le chef de la première division des Cultes Nigon de Berty.

Mais c'est surtout Tardif, chargé des affaires des Cultes au cabinet de Fortoul, qui s'occupa de l'enquête sur les congrégations. Ses notes nombreuses et intéressantes ont été rédigées plusieurs fois avec des variantes, de sorte qu'il est difficile de savoir celles que Tardif tenait pour définitives et surtout dans quelle mesure elles ont été approuvées par Fortoul. Elles expriment en tout cas dans leur ensemble les tendances favorables aux congrégations qui prévalaient alors à l'administration des Cultes. On peut les grouper ainsi :

1^o Cinq notes (3 à F¹⁹ 6.247, 2 à F¹⁹ 6.313) ont été écrites peu après le vote du Sénat, certaines dès le 5 avril. Elles portent sur la question des vœux et sur celle des congrégations non autorisées. Elles ont servi à préparer une note sur ce sujet qui se trouve à F¹⁹ 1.948 :

2^o En 1857, Tardif expliquait à Rouland : « M. Fortoul avait voulu traiter la question d'une manière plus générale et il avait fait préparer une note qu'il se proposait de revoir au moment de sa mort. » (F¹⁹ 1.948 ; Fortoul mourut le 7 juillet 1856.) Il s'agit certainement d'un mémoire volumineux où les rapports des préfets ont été utilisés pour étudier la question des congrégations dans son ensemble (F¹⁹ 6.253). Ce mémoire paraît avoir été également rédigé par Tardif et les notes antérieures y sont utilisées.

(1) F¹⁹ 1.948. D'après la thèse opposée, le décret du 3 messidor an XII qui prohibait l'existence des congrégations, à moins d'autorisations formelles du gouvernement, était toujours en vigueur. Les congrégations non autorisées étaient donc l'objet d'une tolérance illégale. Fortoul semble admettre cette thèse dans sa lettre, du 20 novembre 1855 citée p. 125. Elle fut plus tard formellement adoptée par le gouvernement impérial, du moins pour les congrégations d'hommes.

plusieurs années d'existence, soit parce que le Conseil d'État refusait systématiquement d'autoriser les congrégations contemplatives. La politique libérale suivie vis-à-vis des congrégations était donc justifiée en droit et en fait.

Les anciennes critiques contre la mainmorte n'étaient plus fondées puisque les congrégations reconnues payaient un impôt spécial équivalent aux taxes de succession et que les biens des congrégations non autorisées étaient soumis au droit commun. Au contraire, les religieux, vivant de peu, produisaient plus qu'ils ne consumaient et contribuaient ainsi à accroître la richesse sociale. « En outre, ils donnent aux pauvres l'exemple de la pauvreté volontaire (1). »

Le mémoire élaboré à l'aide des rapports des préfets, qui rendaient en général des congrégations un témoignage favorable, faisait l'apologie des ordres religieux. Le dévouement des congrégations hospitalières venait de se manifester avec éclat lors des disettes et des épidémies de choléra de 1854. L'on ne pouvait contester l'utilité des ordres voués à l'enseignement primaire. Les autres congrégations d'hommes rendaient également de bons services (2). Le gouvernement n'avait-il pas fait appel aux Jésuites pour diriger l'aumônerie de l'armée d'Orient, pour évangéliser les forçats de la Guyane ? Quant aux communautés contemplatives, le reproche qu'on leur adressait de consommer sans produire pouvait être également fait à toutes les personnes vivant de leurs revenus ; ces communautés pouvaient seules donner asile à certaines âmes impropres à la vie séculière. « Dans un pays où la religion catholique est la religion dominante, on ne peut oublier d'ailleurs que la vie contemplative a son origine dans l'Évangile lui-même (3). »

Enfin, toute mesure prise pour contraindre les congrégations à subir le contrôle de l'État ou pour subordonner les vœux au consentement des familles des postulants, aurait « au point de vue politique... les effets les plus regrettables. La discussion qui a eu lieu au Sénat, démontre assez qu'on ne manquerait pas d'y voir les premiers signes d'une réaction et un acte d'hostilité contre les congrégations, c'est-à-dire contre l'Église dont elles ne se distinguent pas. C'est au gouvernement d'examiner

(1) F¹⁹ 6.247, troisième note.

(2) Le mémoire atténue la défiance que les Jésuites inspiraient presque partout aux préfets. Elle était d'ailleurs fondée sur des motifs d'ordre politique qui devaient préoccuper le ministère de l'Intérieur plus que celui des Cultes.

(3) F¹⁹ 6.253.

s'il veut commencer une lutte dans laquelle il aura pour lui deux journaux (1) et les boutiquiers dont ils sont l'oracle, et contre lui les millions de voix qui ont voulu refouler les doctrines révolutionnaires en élisant Louis-Napoléon (2) ».

Le ministère des Cultes restait donc favorable aux congrégations. Grâce à son appui elles n'eurent pas à souffrir de la méfiance des juristes gallicans ni de l'imputation de légitimisme que certaines d'entre elles avaient encourue.

(1) Le Siècle et la Presse.

(2) F¹⁰ 6.313 et F¹⁰ 1.918. Voir p. 177.

CHAPITRE VII

L'enseignement (1852-1856) (1)

I. — *Tendances du gouvernement*

La loi du 15 mars 1850 et la manière dont elle était appliquée, avaient accru aux dépens de l'État le rôle de l'Église en matière d'enseignement. Le décret du 9 mars 1852, tel qu'il fut d'abord appliqué, ne modifia pas cette situation.

Il n'y eut pas de changement dans le personnel administratif. Si la tradition universitaire subsistait dans les bureaux du ministère, beaucoup de recteurs, nommés en 1850, étaient étrangers à cette tradition. La plupart étaient très favorables à l'Église (2). Ils avaient d'ailleurs peu d'autorité et craignaient d'entrer en conflit avec les évêques (3).

Le Conseil Supérieur et les conseils académiques constitués après 1850 étaient dominés par l'influence cléricale, les représentants de la magistrature et des conseils généraux appuyant généralement ceux du clergé (4). Ils furent reconstitués, car le

(1) Sources. La série F¹⁷ est la principale source. On trouve des renseignements sur les congrégations enseignantes à Baroche 1.018, et dans la série F¹⁸ (6.247, 6.253, 6.254, 6.288). En outre, les rapports périodiques des préfets (F¹⁶ III) traitent souvent de l'instruction publique, et l'on trouve, dispersés dans les fonds de la police des cultes (F¹⁹ 5.605 et F¹⁹ 5.768 à 5.877), des renseignements sur les conflits scolaires auxquels le clergé fut mêlé.

(2) Plusieurs étaient prêtres ; ce ne furent pas les moins libéraux, ni les moins dévoués à l'État enseignant. Pie écrivait : « Nous ...savons que les prêtres universitaires sont assez ordinairement un peu plus maussades pour l'Église que les universitaires laïques. » (20 avril 1859. *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau.*)

(3) Fortoul ayant reproché à l'évêque de Fréjus Wicart de ne jamais assister au conseil académique, Wicart donna pour raison qu'il était présidé par le recteur : « Il ne me paraissait convenable, ni pour ces magistrats [les préfets], ni pour les évêques d'être présidés par un fonctionnaire qui leur était trop évidemment inférieur. » 31 mars 1855, F¹⁸ 2.527.)

(4) « Au nom du Ciel, écrivait Fortoul au préfet du Jura, le 19 juin 1852, souvenez-vous de ceci : c'est que la loi du 15 mars 1850 a été faite par les légitimistes et pour eux. Elle a donné à la France des conseils académiques qui ne sont que des comités électoraux de légitimistes. » Cette phrase, citée dans l'article Napoléon III du *Nouveau*

décret du 9 mai 1852 donnait au gouvernement la nomination de tous les membres précédemment élus, mais le plus souvent leur composition fut peu modifiée (1). Au Conseil Supérieur, Morlot, Gousset, Parisis et Dupanloup étaient les représentants élus de l'épiscopat. Ils furent maintenus en fonctions par le gouvernement qui leur adjoignit l'archevêque de Paris Sibour. Dupanloup ayant démissionné pour ne pas siéger au Conseil autrement que comme l'élu de ses collègues, l'évêque gallican de Troyes, Cœur, fut nommé à sa place. Morlot, Sibour et lui donnaient généralement leur appui à Fortoul, que d'autre part les juristes gallicans Troplong, Baroche et Delangle aidaient à défendre les droits de l'État.

Le décret du 9 mars 1852 fut surtout appliqué contre les républicains, assez nombreux dans le personnel enseignant des universités, des lycées et des écoles primaires. Les uns furent révoqués ou démissionnèrent pour ne pas prêter serment, les autres furent soumis à une stricte surveillance. Comme ils étaient en général libres-penseurs et anticléricaux (2) ces mesures servaient autant la cause de l'Église que celle de l'ordre ; elles furent bien accueillies par le clergé, mais dans sa très grande majorité, il resta plein de défiance vis-à-vis de l'Université.

Le gouvernement, au contraire, estima qu'après les mesures prises par lui en 1852, l'enseignement public offrait autant de garanties au point de vue religieux que celui des écoles dirigées par le clergé, et que par conséquent l'hostilité et la défiance des catholiques contre l'Université qui avaient inspiré la loi de 1850 n'étaient plus fondées (3). Aussi le gouvernement fut-il hostile dès son avènement à la loi de 1850 et à la liberté de l'enseignement qu'il s'était engagé à respecter, mais qui contrariaient ses tendances autoritaires.

Dictionnaire de Pédagogie de Buisson, a été reproduite par Brouard et Dutacq. Jules Ferry l'a citée un peu différemment au Sénat le 5 mars 1880 : « N'oubliez jamais, mon cher ami, que la loi de 1850 a été faite par le parti légitimiste et pour le parti légitimiste seul et ne mettez pas les Jésuites à Dôle. » Voir p. 140 et 279.

(1) Il y eut des exceptions : Voir F¹⁶ III Ile-et-Vilaine 12 (décembre 1853).

(2) Jules Simon, Émile Deschanel, Bersot par exemple, parmi ceux qui durent quitter l'Université.

(3) Les évêques les plus modérés étaient d'accord sur ce point avec le gouvernement. Sibour institua une fête des écoles qui fut célébrée pour la première fois au Panthéon, le 27 novembre 1853, en présence de Fortoul. Sibour y prononça un discours sur l'union de la science et de la foi qui fut vivement critiqué par les catholiques intransigeants (BB¹⁸ 1.527). Une instruction pastorale du cardinal Donnet sur la part que le clergé devait prendre à l'enseignement primaire (25 mars 1853) est conçue dans le même esprit conciliant.

Le projet de loi déposé en avril 1852 par Fortoul (1) est à cet égard caractéristique. Il rétablissait les grandes académies divisées par la loi de 1850 et rendait ainsi aux fonctions de recteur leur ancienne importance. Il remettait aux préfets la nomination des instituteurs. Surtout il rendait obligatoire pour tout établissement libre une autorisation délivrée par l'évêque pour les écoles ecclésiastiques ou congréganistes, par l'administration civile pour les écoles laïques. Cette autorisation pouvait toujours être retirée par l'autorité qui l'avait conférée ou par le gouvernement. Ce projet inquiéta les catholiques. Combattu au Conseil d'État par un de leurs chefs, de Parieu, qui, comme ministre de l'Instruction Publique avait fait voter la loi de 1850, il fut ajourné (2). La restauration de l'autorité et du contrôle de l'État sur l'enseignement resta le but de Fortoul, mais il ne put procéder que très lentement car il se heurtait à la résistance du clergé que le gouvernement tenait à ne pas s'aliéner.

II. — *L'enseignement primaire*

L'instruction religieuse inscrite en tête du programme de l'enseignement primaire ; la répartition des élèves des différents cultes en des écoles séparées dans les pays mixtes ; la surveillance et la direction morale des écoles confiées aux maires et aux curés, telles étaient les dispositions par lesquelles la loi du 15 mars 1850 soumettait les écoles publiques au contrôle de l'Église. Elles furent appliquées, et le décret du 9 mars 1852 renforça les moyens de pression dont l'administration disposait contre les instituteurs rebelles à la domination du clergé. Un grand nombre d'instituteurs qui passaient pour révolutionnaires ou irréligieux, furent révoqués. Ceux qui vivaient en mauvais termes avec leur curé, étaient bientôt déplacés même si les torts n'étaient pas de leur côté (3). Aussi, pendant les dix premières

(1) Liard : *L'Enseignement supérieur en France*.

(2) Cournot : *Souvenirs*.

(3) En 1852 le recteur de la Moselle déplaça des instituteurs qui avaient soutenu dans une élection le candidat officiel combattu par le clergé comme protestant. Il répondit aux observations du préfet : « J'attache une grande importance à ce que les instituteurs vivent en bonne harmonie avec l'autorité locale chargée de les surveiller : le maire et le curé... Toutes les fois que cet accord si désirable n'existe pas, comme il ne dépend pas de moi de donner une autre destination au curé, je prends le parti de changer l'instituteur. Seulement, je fais en sorte que le changement soit plus ou moins avantageux suivant que les torts me paraissent plus ou moins du côté de l'instituteur. »

années du Second Empire, les conflits entre curés et instituteurs furent-ils très rares, tant ceux-ci étaient certains d'y avoir le dessous. La résistance que les « anticurés » les « affreux petits rhéteurs » dénoncés en 1850 par Thiers et Montalembert, avaient parfois opposée au clergé était brisée (1). Le conflit des « deux armées » avait pris fin par la victoire complète des curés. Dès la fin de 1852 l'administration estimait que les dispositions politiques et religieuses des instituteurs étaient satisfaisantes (2).

Cependant, les intentions des législateurs de 1850 ne furent pas entièrement réalisées. En général, le clergé ne s'intéressa pas à l'enseignement des écoles publiques, et, à part l'instruction religieuse, ne chercha pas à le diriger. Il exerça son autorité moins sur les écoles que sur les instituteurs. Pendant cette période le curé, fort de l'appui de l'administration, exige et obtient que l'instituteur soit déférent envers lui et ne contrecarre pas son influence ; qu'il conduise régulièrement ses élèves aux offices et leur donne l'exemple des pratiques religieuses ; il l'utilise souvent sans le rémunérer comme sacristain ou clerc laïque, comme chantre ou organiste. Et cependant il ne trouve pas que l'instituteur laïque soit pour lui un auxiliaire suffisamment docile et dévoué. Sans le combattre systématiquement, il cherche presque toujours à lui substituer un congréganiste.

Les congrégations enseignantes d'hommes reconnues comme établissements d'utilité publique, qui étaient au nombre d'une quinzaine, pouvaient diriger des écoles libres et des écoles publiques (3). Elles recherchaient celles-ci, où le local et le traitement des instituteurs étaient assurés. Les instituteurs étaient

(1 octobre 1852, F¹⁶ III Moselle 15). Cette solution ménageait la situation matérielle des instituteurs, mais sacrifiait leur indépendance. Les autorités universitaires cherchaient parfois à faire déplacer les curés hostiles aux instituteurs, mais les évêques n'y consentaient presque jamais. Un préfet cite le cas d'un desservant qui, en dix ans, fit changer six fois l'instituteur de sa commune (F¹⁶ III Indre-et-Loire 7, 15 avril 1859).

(1) Les instituteurs, surtout lorsqu'ils étaient secrétaires de mairie, pouvaient être mêlés à des conflits entre maires et desservants. Mais dans ce cas, la résistance au clergé venait des maires, et, même protégés par eux, les instituteurs se trouvaient dans une situation difficile.

(2) L'administration prenait grand soin de la formation religieuse des instituteurs. Les aumôniers jouaient dans les écoles normales un rôle important.

(3) Onze avaient été reconnues avant 1830, une en 1851 ; quatre le furent sous le Second Empire : les Frères de l'Instruction chrétienne de Saint-Gabriel (Saint-Laurent-sur-Sèvres, Vendée, 3 mars 1853) les Frères de la Croix de Jésus (Ménestruel, Ain, 4 mai 1854), les Frères de Saint-Joseph (Oullins, Rhône, 4 mai 1854) et les Frères des Écoles chrétiennes de la Miséricorde (Montebourg, Manche 4 septembre 1856). De plus, l'orphelinat des Frères de Saint-François-Xavier (Le Puy, Haute-Loire) et les établissements agricoles et d'enseignement professionnel des Frères de Saint-François-d'Assise (Charente-Inférieure) furent reconnus d'utilité publique le 4 mai 1854.

nommés par les recteurs « les conseils municipaux entendus (1) ». Ceux-ci, en cas de vacance (2), optaient pour l'enseignement laïque ou congréganiste, et la nomination était faite « selon le vœu émis » par eux (3). Cette règle fut suivie jusqu'en 1859. Comme sous la loi de 1850, et bien que le droit de nommer les instituteurs eût été retiré aux municipalités, elles gardèrent donc en fait le pouvoir de confier leurs écoles soit aux instituteurs laïques, soit aux congrégations.

Sauf dans certaines régions du Massif central et de l'Ouest, les populations ne désiraient pas que l'enseignement des garçons fût confié aux frères. Leurs progrès furent l'œuvre du clergé, secondé par l'aristocratie et la bourgeoisie conservatrices. Les grands propriétaires, beaucoup d'industriels et de commerçants, continuaient à considérer les instituteurs laïques comme suspects de tendances révolutionnaires et voulaient, soit par conviction, soit par politique, fortifier l'influence de l'Église sur l'enseignement. Les curés, qui cherchaient à substituer l'enseignement congréganiste à l'enseignement laïque, eurent donc généralement l'appui des notables de leur commune ; cette coalition était presque toujours irrésistible.

En effet, c'est parmi les notables conservateurs que le gouvernement avait choisi la plupart des maires, et, dans les localités où il avait dissous les conseils municipaux, les membres des commissions municipales. Beaucoup étaient légitimistes. La pression administrative avait souvent évincé les républicains des assemblées municipales ; ceux qui y siégeaient se savaient suspects et craignaient, s'ils résistaient au clergé, d'être dénoncés comme révolutionnaires à l'administration. Les municipalités étaient donc beaucoup plus favorables au clergé que les populations. « La majorité de la population, écrivait le recteur de Bordeaux, n'a pas toujours les moyens d'exprimer librement ses prédilections. C'est le conseil municipal qui en décide, et

Seules quatre congrégations d'hommes vouées à l'enseignement primaire ne furent pas reconnues, ce qui les empêchait de diriger des écoles publiques ; elles n'avaient, en tout, qu'une trentaine d'écoles (F¹² 6.254, note du 24 avril 1856 ; F¹² 6.247, note de Pillet, du 17 février 1860 ; F¹² 6.283 et Baroche 1.018, statistique des congrégations d'hommes, décembre 1859).

(1) Décret du 9 mars 1852.

(2) Une circulaire du 2 mars 1853 précisa que les recteurs pouvaient « déplacer les instituteurs ou opérer entre eux des permutations sans être tenus de prendre l'avis des conseils municipaux ». En fait, les municipalités profitaient souvent de ces changements pour manifester leurs préférences, et les recteurs en tenaient compte, ce qui multipliait pour les congrégations les occasions de se faire confier des écoles publiques.

(3) Circulaire du 3 avril 1852.

les conseils municipaux ne sont pas dans toutes les questions l'expression parfaitement sincère de l'opinion des communes (1). »

Beaucoup cependant restaient attachés aux instituteurs laïques, soit pour la supériorité de leur enseignement, soit pour les services qu'ils rendaient comme secrétaires de mairie, tandis que les frères ne s'occupaient que de leurs écoles, soit enfin par anticléricalisme. Mais les partisans de l'enseignement congréganiste, lorsque leur influence politique était mise en échec, triomphaient souvent grâce à leur richesse. « Presque toujours, surtout dans les campagnes, la fondation des écoles congréganistes est le résultat de legs, de pieuses libéralités, de quêtes ou de souscriptions organisées par l'influence de quelques membres du clergé (2). »

Ces dons et legs étaient faits, soit aux communes à charge de confier à perpétuité leurs écoles à des congrégations, soit aux fabriques, grâce à la jurisprudence du Conseil d'État que venait de confirmer la cour de Cassation (3), soit aux congrégations enseignantes reconnues (4). Sur l'avis du ministre de l'Instruction Publique, ces libéralités étaient presque toujours autorisées par le Conseil d'État. Grâce à elles, un très grand nombre d'écoles congréganistes furent fondées dans des conditions très peu onéreuses pour les familles et pour les communes. Aussi se substituaient elles rapidement aux écoles laïques, car l'appât de cette économie décidait presque toujours les municipalités à accepter les libéralités destinées à leur fondation (5). Même en cas de refus de la municipalité, une voie restait ouverte aux partisans de l'école congréganiste : ils pouvaient faire une libéralité à une congrégation enseignante reconnue à charge de fonder une école libre. Celle-ci étant généralement gratuite, l'école publique payante ne pouvait soutenir sa concurrence. Après sa chute,

(1) F¹⁷ 7.078, 30 mai 1856. Il ajoutait : « Dans quelques communes de la Gironde, comme Queyrac, Saint-Émilion, Le Taillan, Langon, les populations se sont même montrées assez hostiles aux congrégations qui y ont été appelées. »

(2) F¹⁷ 7.078, 20 août 1856 : Rapport du vice-recteur de l'Académie de Paris.

(3) Voir p. 62.

(4) Avant 1852, le ministère de l'Instruction Publique, avait seul capacité pour accepter les libéralités destinées aux congrégations d'hommes reconnues (à l'exception de l'Institut des Écoles chrétiennes qui pouvait les accepter directement). Elles en avaient ainsi la jouissance, mais le ministère en avait la propriété. Le Conseil d'État, par un avis du 2 avril 1852, estima que cette situation était contraire à la loi du 15 mars 1850 et devait être considérée comme abrogée par elle. Désormais, toutes les congrégations d'hommes reconnues, purent être autorisées à recevoir directement des libéralités, droit dont les congrégations de femmes reconnues bénéficiaient déjà.

► (5) Leur acceptation conjointe était nécessaire s'il s'agissait, soit de legs faits à des fabriques, soit de legs faits à des congrégations pour fonder des écoles publiques.

l'école congréganiste était inévitablement adoptée par la commune.

D'autre part, l'Institut des Écoles chrétiennes qui comptait à lui seul 6.500 frères, plus que toutes les autres congrégations réunies (1) avait pour règle de ne pas faire payer ses élèves. Ne percevant pas la rétribution scolaire, les frères vivaient donc ou de fondations privées, ou des traitements payés par les pouvoirs publics (2). Ce système, très avantageux pour les familles et qui rendait les frères populaires, n'exigeait d'eux qu'un léger sacrifice et n'accroissait pas en général les charges des communes mais il coûtait à l'État chaque année plus de trois millions qui formaient « comme une prime offerte aux écoles communales congréganistes aux dépens des écoles communales laïques (3) » Les écoles congréganistes, grâce aux libéralités privées ou aux sacrifices élevés qu'elles exigeaient de l'État étaient donc généralement moins onéreuses pour les communes et toujours beaucoup plus avantageuses pour les familles que les écoles laïques. Ce fut une des causes déterminantes de leur succès. Les populations, sans avoir de préférences pour les frères, les acceptaient volontiers, sauf dans des régions d'esprit laïque comme les Charentes, la Bourgogne, la Lorraine et les environs de Paris où ils restèrent toujours peu nombreux. En général, leurs progrès furent rapides (4).

(1) Note du 24 avril 1856 (F¹² 6.254). La statistique de décembre 1859 (F¹² 2.683, Baroche 1.018) donne la même proportion avec des chiffres un peu moindres. Les frères des Écoles chrétiennes étaient de beaucoup les meilleurs instituteurs congréganistes.

(2) Les instituteurs publics, laïques ou congréganistes, devaient recevoir au moins 600 francs par an. Toutes les familles devaient payer la rétribution scolaire, sauf les familles indigentes dont la liste était dressée par le maire et le curé. Lorsque le produit de la rétribution scolaire n'atteignait pas 600 francs, la différence était fournie par les communes, les départements ou l'État, à la charge desquels les frères des Écoles chrétiennes vivaient donc entièrement, sauf le cas de fondations privées. Fortoul écrivait dans l'exposé des motifs du décret du 31 décembre 1853 : « Les communes ne sont obligées pour subvenir aux dépenses de l'instruction primaire qu'à une imposition spéciale de 3 centimes, et les départements ne sont tenus à y concourir que par le vote de 2 centimes ; si ces sacrifices ne suffisent pas, l'État doit combler le déficit. Partout où les 3 centimes communaux sont absorbés, les conseils municipaux ne sont plus intéressés à faire rendre à la rétribution scolaire tout ce qu'elle peut produire. » Ils avaient au contraire avantage, pour dégrèver leurs électeurs aux dépens de l'État, à confier leurs écoles aux frères qui ne percevaient pas la rétribution scolaire. Le sacrifice personnel des frères était de se contenter du traitement minimum de 600 francs dans des communes où la rétribution scolaire aurait pu produire plus. La proportion des élèves non payants était d'un tiers dans les écoles laïques, de plus des deux tiers dans les écoles congréganistes.

(3) *Exposé de la situation de l'Empire*, du 14 janvier 1863.

(4) Il était alors tout à fait exceptionnel qu'une école communale confiée à une congrégation, revint ultérieurement à un instituteur laïque.

Ils furent surtout limités par le manque de personnel (1). Les congrégations choisirent donc parmi les offres qui leur étaient faites celles des villes et des gros bourgs où elles trouvaient des élèves nombreux et des ressources abondantes. Certaines, d'ailleurs, dont l'Institut des Écoles chrétiennes, avaient pour règle de ne pas isoler leurs frères : ils ne pouvaient s'établir que par groupes de trois et ne dirigeaient par conséquent que les écoles importantes. Les écoles congréganistes comptaient donc en moyenne beaucoup plus d'élèves que les écoles laïques. Leurs partisans prétendaient voir dans ce fait une preuve de leur popularité. L'on peut remarquer qu'il y avait en France en 1863 trois mille écoles publiques congréganistes de garçons, c'est-à-dire à peu près autant que de chefs-lieux de cantons.

Les recteurs estimaient en général que l'enseignement des instituteurs laïques était supérieur à celui des congréganistes et que son influence morale et religieuse, n'était pas moins bonne. Surtout, ils préféraient la docilité absolue des instituteurs laïques à l'indépendance que les congrégations enseignantes gardaient vis-à-vis de l'Université, dont elles enfreignaient couramment les règlements. Aussi la plupart des recteurs regrettaient-ils que les frères, en occupant peu à peu les meilleurs postes, privassent les laïques de l'avancement que ceux-ci étaient en droit d'espérer. Mais ils ne ratifiaient pas moins les choix des conseils municipaux et ne cherchaient que rarement à les influencer (2).

Les progrès des sœurs furent encore plus rapides que ceux des frères. Elles trouvaient les mêmes appuis sans rencontrer

(1) Les congrégations cherchèrent à y remédier. L'Institut des Écoles chrétiennes qui avait en 1850 sept noviciats, en créa huit en 1851. Le vicomte de Melun demanda en avril 1852, que l'État prit à sa charge une partie des dépenses de ces noviciats. Sur le crédit de 50.000 francs pour subventions aux établissements d'enseignement primaire, plus de 30.000 francs étaient déjà alloués à l'Institut des Écoles chrétiennes. Fortoul refusa de faire plus (F¹⁷ 11.650). L'accroissement rapide du personnel des congrégations enseignantes nuisit souvent à sa qualité.

(2) D'après la loi de 1850, les recteurs nommaient les instituteurs congréganistes sur la présentation faite par les supérieurs des congrégations autorisées. En fait, ceux-ci ne présentaient pas une liste de candidats parmi lesquels le recteur eût choisi ; ils désignaient pour chaque poste vacant le candidat de leur choix, et le rôle du recteur se bornait à entériner cette désignation. Souvent les supérieurs, pour la commodité de leur administration, déplaçaient les frères et les sœurs et n'avertissaient pas ou n'avertissaient qu'après coup l'autorité universitaire. Voir par exemple les démêlés du recteur des Côtes-du-Nord, le catholique militant Lamache, avec la congrégation des frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel : F¹⁷ 6.136, F¹⁷ 6.222. Allard : *Paul Lamache* ; Laveille : *Jean-Marie de Lammennais*.

les mêmes obstacles. Les curés, qui avaient plus d'autorité sur elles que sur les frères et qui considéraient l'enseignement des filles comme le domaine propre de l'Église, s'employaient avec passion à leur faire confier la direction des écoles publiques. Les institutrices laïques ne rendaient pas aux communes les mêmes services que les instituteurs ; isolées dans les villages, leur situation y était souvent difficile, surtout lorsque les curés ne leur étaient pas favorables. Les sœurs, outre leur enseignement, soignaient généralement les malades ; elles étaient aimées des populations et l'administration leur était favorable bien qu'elles fussent souvent très peu instruites.

Toute religieuse appartenant à une congrégation autorisée, pouvait en effet devenir institutrice publique sans passer de brevet de capacité, grâce à la lettre d'obédience délivrée par sa supérieure. Or, les congrégations de femmes étaient très nombreuses et, grâce au décret du 31 janvier 1852, elles pouvaient facilement obtenir l'autorisation. Aussi l'enseignement congréganiste féminin ne manqua-t-il pas de personnel. Les sœurs dirigeaient plus de la moitié des écoles publiques de filles, beaucoup d'écoles mixtes dans les petits villages (1) et la plupart des salles d'asile. Comme les frères, souvent, elles n'observaient pas les règlements universitaires ; quelques communautés refusaient même l'inspection (2).

Sous le Second Empire et pour l'enseignement primaire, l'effort des congrégations ne porta qu'accessoirement sur les écoles libres. Elles les utilisaient surtout comme un moyen d'atteindre leur but principal : la conquête des écoles publiques. La concurrence entre une école libre congréganiste et une école publique laïque entraînait en effet presque toujours rapidement la ruine de celle-ci et l'adoption par la commune de l'école congréganiste. La lutte pour la clientèle des familles était donc un cas exceptionnel et généralement transitoire. C'était la

(1) Les congrégations d'hommes manquant de personnel, les curés cherchaient souvent à faire remplacer les écoles de garçons et de filles par des écoles mixtes qui pouvaient être confiées à des sœurs. Fortoul prit l'avis des préfets sur cette question (circulaire du 4 mars 1853). Le préfet du Gers jugea que la généralisation des écoles mixtes accroîtrait l'influence du clergé aux dépens de celle de l'administration (F¹⁶ III Gers 11, 16 avril 1853). Un rapport de l'abbé Vincent, inspecteur général de l'instruction primaire, conclut au maintien des écoles séparées dans les communes importantes (F¹⁷ 7.136, 5 juin 1857).

(2) F¹⁷ 6.871, F¹⁷ 6.222 (Corrèze).

clientèle des communes que les congrégations disputaient à l'enseignement laïque (1).

III. — *L'enseignement secondaire*

Les communes qui entretenaient un collège n'étaient engagées envers lui que pour cinq ans. Si elles en décidaient la suppression, un décret rendu sur leur proposition pouvait en affecter les locaux à un établissement libre qu'elles avaient le droit de subventionner.

De 1850 à 1854, le clergé se fit ainsi céder une cinquantaine de collèges. Comme pour la conquête des écoles primaires, l'économie qu'il procurait ainsi aux communes, l'influence qu'il exerçait sur des municipalités généralement conservatrices, et la concurrence faite aux collèges par les établissements ecclésiastiques, furent les principales causes du recul de l'enseignement laïque. L'administration universitaire accepta d'abord assez volontiers que des collèges fussent cédés aux évêques, mais à partir de 1852 elle chercha, souvent avec succès, à les défendre, surtout lorsque des congrégations non autorisées devaient bénéficier de leur chute (2). 17 collèges furent supprimés en 1852, 8 en 1853, 10 en 1854, 9 de 1855 à 1859, soit 44

(1)

		Écoles publiques			
		Garçons		Filles	
		Laiques	Congréganistes	Laiques	Congréganistes
1850	{ Nombre d'écoles	33.201	1.227	4.178	5.237
	{ Nombre d'élèves	1.353.600	211.231	571.360	465.428
1863	{ Nombre d'écoles	35.348	3.038	5.998	8.061
	{ Nombre d'élèves	1.667.287	412.852	636.496	697.195

		Écoles libres			
		Garçons		Filles	
		Laiques	Congréganistes	Laiques	Congréganistes
1850	{ Nombre d'écoles	4.563	399	8.325	3.449
	{ Nombre d'élèves	168.772	60.064	274.895	217.073
1863	{ Nombre d'écoles	2.572	536	7.637	5.571
	{ Nombre d'élèves	125.779	82.803	296.132	417.824

(2) Le collège de Dôle que les Jésuites auraient voulu se faire confier fut ainsi maintenu en 1852. Voir Mabille : *Mgr Mabille, évêque de Versailles*.

en tout (1). La moitié environ furent cédés aux évêques, d'autres à des prêtres séculiers ou à des congrégations. Certains devinrent des pensionnats primaires congréganistes, d'autres ne furent pas remplacés. Les collèges comme les écoles primaires avaient donc à soutenir la concurrence du clergé auprès des familles, mais surtout auprès des communes ; les lycées, qui furent tous maintenus, auprès des familles seulement. Le régime de l'enseignement secondaire fut inspiré en grande partie par le désir de tenir cette concurrence en échec.

Fortoul donna aux études un caractère pratique. Des règlements stricts et détaillés ôtèrent toute initiative au corps enseignant. Il n'y eut plus que deux agrégations, l'une pour les sciences, l'autre pour les lettres : celles d'histoire et de philosophie furent supprimées ; ces deux disciplines étaient tenues en suspicion ; l'enseignement de la philosophie fut restreint à la logique.

Fortoul créa dans les lycées et collèges un enseignement scientifique sans latin ni grec (avril 1852). C'était l'époque où l'abbé Gaume rendait les classiques païens responsables des progrès de l'irréligion et de l'esprit révolutionnaire. Son protecteur, l'évêque d'Arras, Parisis, venait d'obtenir du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique (session de 1852) que les auteurs païens qui figuraient au programme de l'École Normale fussent expurgés et que des œuvres des Pères de l'Église y fussent inscrites (2). Bien que le clergé fût très divisé sur cette question et que Fortoul, qui avait été professeur de lettres, eût approuvé les critiques de Dupanloup contre la thèse de Gaume (3), la bifurcation, accompagnée d'autres marques de défiance contre les humanités, parut à beaucoup une mesure de réaction cléricale (4) ; en fait, elle fut préconisée par des conservateurs favorables à l'Église comme Leverrier. Mais le clergé qui n'était

(1) 17, avaient été supprimés de 1850 à 1852. Le nombre des collèges tomba de 307 en 1850 à 288 en 1852, 247 en 1855, 232 en 1859. 7 collèges de 1852 à 1855 et 6 de 1856 à 1859 furent transformés en lycées. Le nombre des lycées passa de 53 en 1850 à 61 en 1855 et à 67 en 1859.

(2) Voir sa biographie par Guillemant.

(3) 10 juin 1852, Dupanloup à Fortoul, F¹⁹ 2.553. Voir chap. III, § 1, et ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France...*

(4) Rouland dans un discours prononcé le 8 août 1859 à la distribution des prix du concours général, rattacha la bifurcation à la réaction anti-universitaire qui avait triomphé en 1850. D'après Debidour, elle eut pour but de détourner la jeunesse « des fortes études littéraires où se forme et se virilise la liberté de l'esprit ». (*Histoire des rapports de l'Église et de l'État*).

pas préparé à enseigner les sciences, y vit une intention hostile (1). Ces deux interprétations ne s'excluent pas. Fortoul voulait résister à la concurrence du clergé (2) et il a atteint ce but par la bifurcation « en faisant autre chose que le clergé (3) » ; mais elle avait de plus, et à ce même point de vue, l'avantage d'accroître aux dépens des humanités la part des sciences dont il était plus facile de rendre l'enseignement inattaquable au point de vue politique et religieux (4).

Le gouvernement voulait aussi que le corps enseignant inspirât confiance aux catholiques. Il chercha, dans cette intention, à modifier sa formation : « Les principaux devoirs des élèves sont le respect pour la religion et l'autorité publique... » décréta le nouveau règlement de l'École Normale (octobre 1852). Ils étaient tenus d'assister ponctuellement aux prières quotidiennes et aux cérémonies religieuses. Il fut question d'interdire l'accès de l'École à des protestants et à des israélites (5). Les professeurs protestants et israélites, furent écartés des chaires de logique. Ceux qui étaient d'origine catholique mais n'allaient pas à la messe ni aux processions étaient mal vus de l'administration et s'exposaient à des sanctions (6). Dans certains collèges de Flandre et de

(1) Voir Besson, *Vie du cardinal Mathieu*. Un inspecteur d'académie écrivait à Bersot à propos de la bifurcation : « Ceux qui l'abominent (les Jésuites) savent quelques bribes de grec, un peu de latin (de saint Jérôme) et du français d'un goût suspect. Avec ce mince bagage, on faisait des bacheliers à l'ancienne mode. Avec le système Fortoul, il faut des sciences prises à dose égale, et les pauvres abbés sont là-dessus d'une ignorance égale à celle de ton serviteur. » (10 avril 1857, cité par Hémon : *Bersot et ses amis*.) Tardif, dans une note du 1^{er} avril 1857 signalait la situation difficile des petits séminaires « le système de la bifurcation, les mettant à peu près dans l'impossibilité de lutter contre les lycées ». (F¹ 6.253).

(2) Le 15 septembre 1852, Fortoul vanta, dans une lettre à Sainte-Beuve ses nouveaux programmes « si indispensables pour ramener la jeunesse dans nos lycées ». (Lettre citée par P. Raphaël : *Fortoul, Sainte-Beuve et Cucheval-Claryngy*. La Révolution de 1848, mars-mai 1930).

(3) Cournot : *Souvenirs*. « La bifurcation..., ajoute-t-il, a eu pour résultat immédiat de ramener dans les lycées une partie de la clientèle qui allait aux établissements du clergé. »

(4) Le nouveau plan d'études fut adopté dans plusieurs institutions dirigées par des évêques, mais non dans les établissements congréganistes (Fortoul : Rapport à l'empereur du 19 septembre 1853, *Moniteur* du 24 septembre).

(5) Voir Bonet Maury : *Histoire de la liberté de conscience en France...* Le nouveau règlement de l'École Normale fut appliqué par le directeur nommé en 1850, Michelle. Ce régime avait pour l'École Normale la même raison d'être que pour toute l'Université : « Aux jours de péril..., M. Michelle avait défendu l'institution [l'École] contre les passions qui la menaçaient en se portant garant qu'elle méritait de vivre. Ce n'est point son moindre honneur qu'on ait pu écrire et qu'on ait cru qu'il l'avait sauvée. » *Le centenaire de l'École Normale*, 1895, in-8°, article de Gréard.

(6) Voir G. Weill : *Histoire de l'enseignement secondaire*. J'ai trouvé peu de traces aux Archives de cette pression. En effet, je n'ai pas retrouvé les rapports des recteurs

Bretagne le principal et plusieurs professeurs étaient toujours des prêtres.

Certains catholiques regrettaient que les établissements publics d'enseignement secondaire, à la différence des écoles primaires, fussent mixtes. L'évêque de Valence menaga de supprimer l'instruction religieuse catholique au collège de cette ville, si des maîtres et des élèves protestants continuaient à y être admis : « Cette fusion... écrivait-il (1) ne tend qu'à... dissoudre et à anéantir les principes religieux » et fait de l'aumônier catholique « un piège tendu à la confiance des parents trompés et imprudents ». Fortoul répondit que le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique serait saisi de la question. Les questions religieuses relatives à l'enseignement secondaire furent en effet réglées par un décret du 29 août 1852. Ce décret, élaboré par Fortoul de concert avec les évêques qui siégeaient au Conseil Supérieur rendait l'instruction religieuse obligatoire pour les internes, lui donnait plus d'importance (2) et la soumettait au contrôle des autorités ecclésiastiques. Mais les lycées et collèges restèrent mixtes. En novembre 1853, Fortoul donna entière satisfaction aux plaintes du consistoire israélite de Lyon qui lui avait signalé que les élèves israélites du lycée de Mâcon étaient astreints à suivre l'instruction religieuse catholique (3).

sur l'enseignement secondaire et je n'ai pas entrepris l'étude des dossiers personnels des professeurs qui ne sont encore communiqués qu'exceptionnellement, et dont le dépouillement serait très long. Les témoignages des professeurs sont d'ailleurs nombreux et concordants. J.-J. Weiss, cependant, a fait sur le *Journal de Jeunesse* de Sarcey, la réserve suivante : « Il accuse principalement de ses anciens malheurs la réaction cléricale de l'an 1849 qui se prolongea jusqu'en 1859 : Il s'en prend à l'influence sourde du prêtre, de l'évêque, du Jésuite. C'est possible. Pour ce qui est de moi, au cours de ma carrière de professeur, j'ai été témoin de faits qui dépassent tous ceux que conte M. Sarcey. Je ne saurais les mettre au compte du clergé... Je n'ai jamais, au grand jamais, senti dans ma vie la main d'un Jésuite... » (*À propos de théâtre*, cité par L. de Anna : *Francisque Sarcey, journaliste et professeur*, Florence 1919, in-16.) Le désaccord n'est qu'apparent. Sarcey ne dit pas avoir souffert directement du clergé. Il se plaint, par exemple, du recteur de la Haute-Marne, qui était cléricale, et nullement de l'évêque de Langres. Mais il est hors de doute que la pression exercée sur les professeurs avait pour cause la crainte de mécontenter le clergé, et c'est parce que cette pression fut rigoureuse que le clergé n'eut presque jamais à se plaindre pendant cette période des membres du corps enseignant. Cette situation se modifia à la fin de l'Empire.

(1) A. Fortoul, le 25 janvier 1852 (F¹⁷ 9.110.)

(2) Les élèves dont le zèle religieux était insuffisant risquaient d'être mal notés. En 1855, Perroud bien qu'« sincèrement pieux » refusa avec ses camarades du lycée de Mâcon de faire ses pâques au lycée, parce qu'on avait voulu les y obliger. Ce refus lui fut reproché par son proviseur, et, quelques mois après, par le recteur de Lyon (Revue Universitaire, octobre 1928, *Souvenirs de Claude Perroud, ancien recteur de l'Académie de Toulouse*).

(3) Voir : L'Ami de la religion, 8 décembre 1853 et chap. X, § 1.

La préoccupation constante qu'avait Fortoul de la concurrence cléricale était justifiée par les progrès très rapides réalisés depuis la loi du 15 mars 1850 par les établissements ecclésiastiques d'enseignement secondaire. En 1854, ils étaient au nombre de 249 et comptaient 21.000 élèves (1). La plupart d'entre eux ne comprenaient que les petites classes ; tenus en général par des prêtres séculiers qui donnaient à quelques élèves les rudiments de l'éducation classique, ils avaient pour principal avantage leur bon marché. Les cultivateurs aisés et la petite bourgeoisie formaient leur clientèle ; ils contribuaient au recrutement du clergé (2). Les institutions ecclésiastiques de plein exercice, c'est-à-dire qui préparaient au baccalauréat, étaient au nombre d'une centaine. Outre les petits séminaires (3), les évêques dirigeaient en 1854 67 écoles secondaires d'importance très inégale mais généralement prospères et qui comptaient ensemble 8.000 élèves. Beaucoup étaient d'anciens collèges communaux que les municipalités continuaient à subventionner. Enfin, 33 établissements comptant 5.000 élèves étaient dirigés par les congrégations religieuses. Fondés presque tous depuis 1850, ils s'étaient développés très rapidement, surtout ceux des Jésuites (4).

Les grands établissements ecclésiastiques, eux-mêmes, étaient généralement inférieurs aux lycées au point de vue de l'enseignement, mais ils leur étaient au moins égaux par l'installation matérielle ; la discipline passait pour y être plus douce et l'on s'y attachait à donner aux enfants de bonnes manières. L'instruction religieuse n'y tenait guère plus de place que dans les lycées et collèges. Mais les chefs des établissements ecclésiastiques restaient en relations avec leurs anciens élèves, continuaient souvent à diriger leur vie religieuse, et facilitaient leur carrière. Les

(1) Fortoul : Rapport à l'empereur du 4 avril 1854 (Moniteur, 15 avril).

L'enseignement secondaire laïque libre comptait en 1854, 825 établissements et 42.000 élèves dont beaucoup ne faisaient en réalité que des études primaires ou professionnelles. Il était en déclin. L'enseignement secondaire public avait 49.000 élèves dont 21.000 dans les lycées et 28.000 dans les collèges. Il avait perdu 3.000 élèves depuis 1842, tandis que l'enseignement libre en avait gagné 18.000.

(2) Les 149 écoles dirigées par les prêtres séculiers comptaient ensemble 8.000 élèves. De plus, les frères des Écoles chrétiennes donnaient souvent dans leurs pensionnats un enseignement secondaire élémentaire.

(3) Les 123 petits séminaires comptaient 18.000 élèves en 1852. Voir chap. IV, § 2.

(4) Un seul était dirigé par une congrégation autorisée : les Lazaristes. Les Maristes en dirigeaient 13, les Jésuites 13. Sur la fondation des collèges de Jésuites voir Correspondance diplomatique, 4 décembre 1850, une longue note remise à Rayneval par un collaborateur du général de l'ordre.

parents qui leur confiaient leurs enfants, n'avaient pas seulement en vue l'instruction qu'ils recevraient, mais les relations et les protections dont ils bénéficieraient. La clientèle des écoles secondaires dirigées par le clergé fut celle qui faisait la force des congrégations et des associations religieuses c'est-à-dire l'aristocratie et les milieux qui, par conviction politique ou religieuse, intérêt ou snobisme gravitaient autour d'elle : bourgeoisie riche, officiers supérieurs, hauts fonctionnaires, notamment les magistrats inamovibles. De plus, quelques élèves pauvres y étaient reçus à prix réduit ou gratuitement. Par contre, presque tous les préfets et les magistrats des parquets, beaucoup de fonctionnaires dont tous les professeurs, et la bourgeoisie moyenne continuèrent à faire élever leurs enfants dans les établissements publics.

Les établissements ecclésiastiques n'observaient souvent pas les lois et les règlements universitaires. Parfois, leur chef nominal n'était qu'un prête-nom, le chef réel n'ayant pas les titres exigés par la loi (1). Ils prenaient très fréquemment le titre de collèges auxquels ils n'avaient pas droit. Surtout, comme les petits séminaires, ils n'admettaient pas volontiers l'inspection universitaire ; beaucoup l'avaient évitée depuis 1850. Fortoul, dans son rapport du 4 avril 1854, put annoncer à l'empereur que pour la première fois depuis 1850, ils avaient tous été régulièrement inspectés. Mais cette inspection qui, aux termes de la loi, devait porter sur l'hygiène, la salubrité, la moralité, et vérifier si l'enseignement n'était pas contraire à la Constitution ou aux lois, était très souvent illusoire.

Les Jésuites, notamment, y étaient rebelles et l'administration s'inquiétait des tendances politiques de leur enseignement, car beaucoup de leurs élèves appartenaient à des familles légitimistes. A la fin de novembre 1853, un surveillant chassé du collège de Jésuites de Saint-Étienne, révéla qu'au mois de mai précédent, un buste de Napoléon III y avait été brisé et foulé aux pieds par les élèves. Ils n'avaient pas été punis, les Jésuites craignant d'ébruiter l'incident. Le 29 décembre, le *Moniteur* annonça que le collège était fermé par décret, un « outrage à la Constitution et aux lois de l'Empire » n'y ayant pas été réprimé (2).

(1) F¹⁷ 9.110 Correspondance entre le recteur de la Vendée et un curé du Maine-et-Loire (février-mars 1853).

(2) BB³⁰ 408 (P 1.925). Voir Burnichon, *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*. Ponlevoy : *Vie du père de Ravignan* ; Veuillot : *Correspondance*, t. IV, 20 janvier 1854 ; et ci-dessus chap. VI, § 2. Le supérieur du collège de Saint-Étienne, de Damas, appartenait à une famille légitimiste. Cf. p. 122

Une pareille mesure n'était prévue par aucun article de la loi du 15 mars 1850. Elle fut taxée d'illégalité, mais le gouvernement pouvait arguer de son pouvoir discrétionnaire sur les congrégations non autorisées.

Le nonce, les évêques, Vuillot, tout en blâmant le décret, déplorèrent l'imprudence des Jésuites de Saint-Étienne. Le général de l'ordre rappela que le gouvernement de l'empereur avait mérité la reconnaissance des Jésuites en leur « ouvrant la carrière de l'enseignement fermé à la Compagnie par les deux pouvoirs qui ont précédé le sien ». Il mit en garde les Jésuites français contre « certains prétendus amis imprudents ou perfides, toujours disposés à nous prêter leurs sentiments et leurs discours exaltés ». Ravignan, reçu le 9 janvier par l'empereur, l'assura que si la clientèle des collèges de Jésuites était en grande partie légitimiste, l'enseignement ne l'était pas. Napoléon III accueillit ses explications et le collège fut rouvert en avril.

En juillet 1854, Fortoul fit faire opposition à l'ouverture d'une école secondaire que l'évêque de Luçon, Baillès avait fait construire et dont il aurait eu la direction. Le seul motif de l'opposition était l'hostilité ouverte de Baillès contre le gouvernement impérial. Cette opposition fut ratifiée par le conseil académique et maintenue en appel par le Conseil impérial de l'Instruction Publique. Or, les seuls motifs d'opposition prévus par la loi de 1850 (article 64) étaient « l'intérêt des mœurs publiques et de la santé des élèves » qui évidemment n'était pas en cause. Le gouvernement excédait donc plus nettement que dans l'affaire de Saint-Étienne les pouvoirs qu'il tenait de la loi de 1850 et portait atteinte pour des motifs politiques à la liberté de l'enseignement (1).

IV. — *Le décret du 31 décembre 1853 et la loi du 14 juin 1854*

Le 31 décembre 1853 fut pris un important décret qui portait diverses atteintes aux intérêts de l'Église en matière d'enseignement primaire. L'article 13 portait que le préfet fixerait, pour chaque commune, le nombre maximum des enfants qui pourraient être reçus gratuitement à l'école. Il pouvait donc et devait exiger que la rétribution scolaire fût perçue même dans les communes dont les écoles étaient dirigées par des frères des Écoles chrétiennes. L'article 1^{er} stipulait que nul ne pourrait devenir

(1) BB¹⁸ 1.510 (juillet 1854) ; F¹⁶ III Vendée 5 (5 septembre 1854). Lorsque Baillès eut été remplacé par un évêque dévoué, l'opposition fut levée et le collège fut ouvert (F¹⁶ III Vendée 5, 1^{er} octobre 1856).

instituteur communal s'il n'avait enseigné trois ans comme adjoint ou suppléant. Cet article gênait gravement les quelques congrégations qui dirigeaient surtout de petites écoles sans adjoint, notamment les frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel.

Mais surtout, le décret organisait l'inspection des écoles de filles dont la loi du 15 mars 1850 avait seulement posé le principe. Tous les externats, même dirigés par des congrégations cloîtrées, seraient inspectés par les inspecteurs universitaires : c'était la pratique qui, à peu d'exceptions près, s'était établie depuis 1850. Mais les pensionnats, tenus par des congrégations cloîtrées ou non, et qui jusqu'alors échappaient au contrôle de l'État, devraient être inspectés par des ecclésiastiques nommés par le ministre sur la présentation de l'évêque diocésain. « Ainsi, concluait l'exposé des motifs, l'État étendra sur tous les établissements d'enseignement public, la surveillance qu'il est de son droit et de son devoir d'exercer ». Une circulaire du 26 janvier 1854 invita les évêques à présenter leurs candidats.

Or, beaucoup de ces pensionnats congréganistes, n'étaient pas de simples écoles primaires. L'enseignement secondaire féminin n'avait pas alors d'existence légale, mais dans certaines écoles libres dont le statut était celui des écoles primaires, les jeunes filles des classes aisées, recevaient une instruction un peu plus développée que celle des écoles primaires, et une éducation plus soignée. La plupart de ces écoles, et de beaucoup les plus importantes, étaient des pensionnats congréganistes. Ils avaient la clientèle de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie qui leur assuraient de larges ressources. Les religieuses qui les dirigeaient étaient pour la plupart de famille noble ou bourgeoise ; elles portaient généralement le nom de « dames » qui les distinguait des sœurs hospitalières ou vouées à l'enseignement primaire. Ces congrégations aristocratiques, riches et influentes, étaient de tendances légitimistes. Le contrôle du gouvernement leur était donc particulièrement désagréable.

A la fin de janvier 1854, un projet de loi sur l'instruction publique fut déposé, qui rappelait celui d'avril 1852 : seize grandes académies remplaçaient les académies départementales ; dans les nouveaux conseils académiques chargés de diriger l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire publics, les universitaires seraient en majorité ; les cultes reconnus y auraient trois représentants choisis par le ministre, dont au

moins un évêque. Les préfets, et non plus les recteurs, nommeraient, déplaceraient et révoqueraient les instituteurs (1). Sous leur présidence, les anciens conseils académiques subsisteraient sous le nom de conseils départementaux avec juridiction sur l'enseignement primaire, et sur l'enseignement secondaire libre.

L'émotion fut vive dans l'Église. La suppression du collège de Saint-Étienne, le décret du 31 décembre 1853 et le nouveau projet de loi, étaient autant d'atteintes portées à la loi de 1850 et semblaient en annoncer la complète abolition. Montalembert chercha vainement à ranimer l'ancien comité de l'enseignement libre pour organiser une pétition au Sénat (2). L'Univers, qui faisait alors un bruyant éloge de la politique suivie par Napoléon III en Orient ne protesta pas. Mais le gouvernement frappa d'avertissements l'Union Franc-comtoise (11 janvier) pour avoir représenté la suppression du collège de Saint-Étienne « comme une violation flagrante de la constitution » ; l'Ami de la Religion (16 février) pour un article accusant « le gouvernement de porter atteinte à la liberté d'enseignement (3) » et plusieurs autres journaux légitimistes et cléricaux. C'était la première escarmouche entre le gouvernement et la presse catholique.

Les évêques, pour la première fois depuis 1852, s'inquiétèrent et tentèrent de résister. Le cardinal archevêque de Reims, Gousset, donna le 12 février sa démission de membre du Conseil impérial de l'Instruction Publique. L'évêque d'Angers, Angebault, se plaignit à Fortoul et en obtint l'assurance que la liberté de l'enseignement telle que l'avait établie la loi de 1850 serait respectée ; il envoya copie de cette lettre à tous ses collègues en les incitant à se faire confirmer ces engagements par l'empereur (février 1854) (4). Mais ces initiatives restèrent isolées. « La loi sur l'enseignement sera désastreuse et passera ; rien ne se prépare pour la résistance » écrivait Mathieu à Dupanloup le 3 mai 1854 (5).

Plus qu'au projet de loi sur l'instruction publique, les évêques

(1) Ils demandaient depuis longtemps ces attributions. Aussi, Persigny appuyait-il le projet de Fortoul (voir les *Souvenirs* de Cournot).

(2) AB XIX 525, Montalembert à Cochin, 15 janvier 1854.

(3) L'Ami de la Religion faisait campagne en ce sens depuis la publication du rapport sur l'instruction publique (24 septembre 1853) où Fortoul avait nettement exprimé ses préférences pour l'enseignement public.

(4) F¹⁹ 2.489.

(5) AB XIX 525.

étaient hostiles au décret du 31 décembre 1853. Il soumettait pour la première fois à la surveillance de l'État des établissements qui jusqu'alors n'avaient relevé que de leur autorité. Il ne pouvait d'ailleurs fonctionner sans leur concours, ce qui leur permettait de résister efficacement. Ils ne se hâtèrent pas de présenter des inspecteurs et firent part à Fortoul de leurs objections : « Ce sont les évêques qui, en France, ont créé l'éducation des filles : il fallait leur en laisser la direction. » Leur surveillance donnait à l'État toutes garanties : « Les évêques ne sont-ils pas les hommes du gouvernement qui les nomme aussi bien que de l'Église qui les institue ? Les intérêts de l'Église et de l'État ne se confondent-ils pas dans le maintien de l'ordre, de l'obéissance au pouvoir, de l'union dans les esprits (1) ? » Les inspecteurs ecclésiastiques nommés par le ministre et correspondant directement avec lui, seraient trop indépendants de l'évêque qui les aurait seulement présentés. Trois légitimistes, Pie, Dupont des Loges et Dreux-Brézé, reprochèrent au gouvernement de porter atteinte à « l'intégrité des maisons religieuses ce dernier et bien inoffensif débris de l'immunité ecclésiastique (2) ». Les autres évêques sentirent que le gouvernement n'admettrait pas cet argument. Pie alla voir plusieurs de ses collègues et écrivit à beaucoup d'autres pour stimuler et organiser l'opposition.

Fortoul répondit à Pie que le principe de l'inspection par l'État posé par la loi de 1850 aurait pu et dû recevoir une application beaucoup plus rigoureuse que le décret du 31 décembre 1853. Les évêques n'étaient pas fondés à se plaindre « d'un compromis qui tout en sauvegardant en la forme des droits imprescriptibles consacrer les privilèges réclamés par l'Église et lui laisse au fond la plus entière liberté d'action... Si des protestations pouvaient s'élever, elles se produiraient bien plus tôt au nom de l'État qui ne conserve qu'un droit illusoire. Ces protestations se sont fait jour au Conseil d'État. On s'est élevé contre cette inspection nominale qu'organise le décret et il m'a fallu la plus vive insistance pour faire accepter cette transaction que Votre Grandeur attaque aujourd'hui comme une usurpation tandis qu'elle n'est en réalité qu'un sacrifice (3) ».

(1) F¹⁷ 11.665, Guibert à Fortoul (25 mars 1854.).

(2) F¹⁹ 2.541, Dreux Brézé à Fortoul, 18 septembre 1854.

(3) F¹⁹ 3.972, mars 1854. Parisis et Gousset à qui Pie avait reproché d'avoir

Fortoul, d'ailleurs, s'efforça de rassurer les évêques (1). Par des lettres personnelles et par une circulaire du 20 mars 1854 (2) il les informa que les inspecteurs ecclésiastiques ne seraient nommés que pour un an, pourraient être révoqués à la demande des évêques et devraient leur communiquer leurs rapports. Il précisa que l'inspection ne porterait ni sur les communautés elles-mêmes, ni sur les études, mais seulement sur l'hygiène et les tendances politiques de l'enseignement. Les inspecteurs rechercheraient « si les livres mis entre les mains des enfants et les leçons qui leur sont données ne renferment rien de contraire aux prescriptions de l'article 21 de la loi du 15 mars 1850, ni au respect et à la fidélité dus à l'empereur ». Le gouvernement avait en effet, « trouvé dans un certain nombre d'écoles entre les mains des enfants, des livres où d'autres gouvernements étaient glorifiés et qui contenaient des appréciations injustes sur le règne de l'empereur Napoléon I^{er} (3) ». C'était pour les éliminer et pour sauvegarder en principe les droits de l'Etat que le décret du 31 décembre 1853 avait été promulgué.

Cependant, le projet de loi sur l'instruction publique avait été approuvé par le Conseil d'État (4). « Le gouvernement, disait l'exposé des motifs (5), ne se propose nullement de remettre en question les droits consacrés par la loi du 15 mars 1850 et qu'il est d'usage de désigner par l'expression collective de liberté d'enseignement. » Tout en renouvelant cette affirmation, le rapporteur Langlais notait que la loi de 1850 était empreinte de « suspicion contre l'État... Cette loi... n'est que d'hier si l'on veut. Mais il y a entre elle et nous toute la distance d'une révolution. L'esprit de cette révolution... c'est la restauration du principe d'autorité. Comment pourrait-on s'étonner que cet esprit pénètre dans l'enseignement comme partout, et qui a le droit de s'en plaindre s'il est respectueux pour la liberté (6) ? »

approuvé comme membres du Conseil impérial de l'Instruction Publique le décret du 31 décembre 1853, répondirent par les mêmes arguments (voir leurs biographies).

(1) Ce fut peut-être un des motifs de la réouverture du collège de Saint-Étienne (avril 1854).

(2) Voir aussi la circulaire du 20 décembre 1854 aux inspecteurs ecclésiastiques.

(3) 25 mars 1854, Guibert à Fortoul, F¹⁷ 11.665. Voir aussi F¹⁹ 2.541, Fortoul à Dreux-Brézé, 14 octobre 1854. Il s'agissait notamment des manuels d'histoire du père Loriquet et de Lefranc que les inspecteurs primaires cherchaient à faire disparaître des autres écoles congréganistes.

(4) A une voix de majorité, d'après A. de Melun (Baguenault de Puchesse, Correspondant, février, mars 1882).

(5) Moniteur, 28 avril 1854.

(6) Moniteur, 26 mai 1854.

La loi fut vivement combattue par les cléricaux du Corps Législatif (1). « Son but réel qu'on n'avoue pas est de détruire la loi de 1850 (2). » Le principe de la loi de 1850 « c'était la mainmise de la société sur l'éducation publique... surtout par l'intervention du clergé (3) ». Pourquoi affranchir l'État enseignant, c'est-à-dire l'Université, de ce contrôle ? Déjà, le décret du 9 mars 1852 avait été trop loin dans cette voie. Hostiles au principe de la loi, les cléricaux demandèrent du moins que le clergé fût représenté dans les conseils académiques par tous les évêques du ressort ou au moins par deux d'entre eux (4). Surtout, ils protestèrent contre les attributions conférées aux préfets : « Ne faut-il pas craindre... que l'action directe des préfets sur les instituteurs communaux, n'en fasse des agents d'élection et ne développe en eux une influence politique qui pourrait un jour devenir funeste ? (5). » Ils s'inquiétèrent aussi de l'influence des préfets sur les conseils départementaux chargés de la surveillance de l'enseignement libre. A titre de compensation ils demandèrent que les membres de l'enseignement libre fissent partie des jurys chargés de la collation des grades (6).

« L'attaque a été vive », constata le représentant du gouvernement, Baroche. Il déclara que le projet concernait uniquement l'enseignement public et que si les préfets avaient reçu de nouvelles attributions, ce n'était pas pour des raisons politiques mais parce que les recteurs seraient désormais trop peu nombreux pour pouvoir les exercer. « En ce qui concerne l'intervention du clergé..., le gouvernement serait bien malheureux s'il pouvait encourir avec une apparence de justice l'accusation de vouloir affaiblir une influence qu'il reconnaît utile et qu'il s'est scrupuleusement appliqué à sauvegarder ». La loi fut adoptée sans modification par 200 voix contre 39 (7) ; il était alors assez rare que le

(1) Versement de la Chambre C 390 (Débats de la commission). La loi fut discutée au Corps Législatif les 26 et 27 mai, au Sénat, le 8 juin). Montalembert ne prit pas part aux débats. Il était alors poursuivi pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement, en raison d'une lettre qu'il avait adressée à Dupin et qui avait été publiée. Le Corps Législatif autorisa les poursuites par 184 voix contre 51, mais Montalembert, bénéficia d'un non lieu.

(2) H. de Mortemart, 26 mai.

(3) Lemercier, 26 mai.

(4) Voir F¹ 3.972, note sur la loi de 1854.

(5) Montreuil, C 390 ; Montreuil et Lemercier, 26 mai.

(6) Montreuil, C 390 ; Montreuil et La Tour au Corps Législatif, Donnet au Sénat.

(7) D'Albuféra, Ancel, d'Andelarre, Briot de Monrémy, Bucher de Chauvigné, de Carayon Latour, Deltheil, Desmars, Desmolles, Devinck, Duclos, Dupont, de Duranti, Durfort de Civrac, Etcheverry, de Flavigny, Janvier de la Motte, F. de Lagrange, de la Tour, Leclerc d'Osmonville, Le Méhorel de la Haïchois, Lemercier,

gouvernement rencontrât dans une question politique une opposition aussi nombreuse (1). Au Sénat, deux cardinaux, Mathieu et Donnet, votèrent seuls contre la loi.

La loi du 14 juin 1854 eut pour résultat de rendre l'administration de l'Instruction Publique plus indépendante et plus ferme vis-à-vis du clergé. La différence est nette à cet égard entre les anciens recteurs départementaux et les seize recteurs du nouveau régime, bien que Fortoul eût consulté les évêques sur le choix de ceux-ci (2). Ils avaient pour la plupart l'esprit universitaire et ne craignaient pas de le manifester (3).

Le gouvernement appela à siéger dans les conseils académiques de nombreux évêques, et notamment tous ceux qui résidaient aux chefs lieux d'académie. Parmi ces derniers, Pie fut seul à refuser (4); les autres évêques, bien que mécontents de la loi, n'osèrent pas refuser leur concours. Fortoul profita de la reconstitution des anciens conseils académiques sous le nom de conseils départementaux, pour les soustraire à l'influence légitimiste et cléricale qui les avait souvent dominés. Par une circulaire du 15 septembre 1854 il invita les recteurs à ne lui présenter pour y être nommés que des hommes dévoués au gouvernement et « aux intérêts de l'instruction publique »; il leur rappelait l'importance de ces conseils « notamment en ce qui concerne la surveillance de l'enseignement secondaire libre (5) ».

Leroy-Beaulieu, Louvet, de Montreuil, H. de Mortemart (Seine-Inférieure), de Mortemart (Rhône), Murat, Noualhier, O'Quin, Planté, de Parieu, de Partouneaux, de Ravinel, de Saint-Germain, Segrétain, Tixier, d'Uzès, Varin d'Ainvelle.

(1) Le Corps Législatif était peu favorable à l'enseignement public. Il proposa plusieurs fois des réductions du budget de l'Instruction Publique (C 388 et 392; séance du 19 mai 1854).

(2) Par une lettre confidentielle du 15 juillet 1854 (F¹⁷, dossier Mourier; voir Guillemant : *Paris*). Je ne sais si cette lettre fut adressée à tous les évêques. Une enquête analogue fut faite auprès des préfets et des magistrats.

(3) Il y a un changement de ton entre les rapports des recteurs départementaux sur l'instruction primaire (F¹⁷ 6.222-6.224) et les réponses des seize recteurs à l'enquête faite en 1856 sur le même sujet (F¹⁷ 7.078). D'ailleurs, beaucoup de recteurs départementaux devinrent inspecteurs d'académie et gardèrent dans ces fonctions leurs tendances cléricales.

(4) L'évêque de Limoges, Buissas, accepta de siéger au conseil académique de Poitiers.

(5) Voir F¹⁰III Ile-et-Vilaine, 13; Rapport du préfet du 30 janvier 1856. L'évêque de Rennes « et tous les membres du clergé qui en faisaient partie, viennent de donner leur démission du conseil départemental de l'Instruction Publique et des diverses commissions qui se rattachent à ce service. Cette démission aurait pour cause les tendances hostiles au clergé que celui-ci voit dans la composition actuelle du conseil départemental, conseil où, il faut bien le dire, figurent une ou deux personnes qui n'auraient pas dû y être appelées ». Le gouvernement obtint de l'évêque le retrait de ces démissions (AB XIX 523, janvier 1856).

Les préfets chargés de la loi de 1854 « de la partie politique et administrative du vaste service de l'enseignement primaire (1) » constatèrent que les frères vivaient en bons termes avec les populations, ne faisaient pas d'opposition et paraissaient même dévoués au pouvoir, mais qu'ils ne rendaient ni aux communes ni à l'administration les mêmes services que les instituteurs laïques. Ceux-ci étaient pour l'autorité des agents dociles et influents dont le concours fut précieux dans quelques élections où le candidat officiel n'eut pas l'appui du clergé (2). Les progrès rapides de l'enseignement congréganiste, privaient donc l'administration d'un précieux moyen d'action. Certains préfets, au début de l'Empire, avaient partagé la prédilection des conservateurs catholiques pour les frères (3) mais ceux qui y persistèrent furent peu nombreux. Après 1854 la plupart des préfets cherchèrent à limiter leurs progrès en aidant les municipalités à résister à la pression du clergé, parfois même, bien qu'une stricte neutralité leur fût prescrite par la circulaire du 31 octobre 1854, en usant de leur autorité sur les maires. Ils évitaient d'ailleurs de s'opposer ouvertement aux demandes des municipalités. Leur but était moins de défendre l'enseignement laïque que de maintenir les communes sous leur autorité et de les soustraire à l'influence exclusive du clergé.

Ils voyaient avec satisfaction les sœurs diriger un nombre croissant d'écoles publiques. Ils jugeaient leur enseignement salubre au point de vue moral et social (4), et surtout, ils n'attendaient pas des institutrices laïques les services politiques et administratifs qui leur faisaient apprécier les instituteurs. Toutefois, après 1854, elles furent mieux défendues contre la persécution que les curés dirigeaient parfois contre elles (5).

Quant aux pensionnats de filles congréganistes, les explications données par Fortoul n'avaient pas mis fin à la résistance des évêques. Ils lui savaient gré des ménagements qu'il apportait au décret du 31 décembre 1853 mais persistaient à en combattre le principe et à redouter l'application que pourrait lui donner

(1) Circulaire de Fortoul aux préfets (31 octobre 1854).

(2) F¹⁷ 9.986, Dijon (20 janvier 1859), Grenoble (20 mai 1858, 2 janvier 1859).

(3) F¹⁷ 6.224 Nièvre (janvier 1854), F^{1c} III Doubs 8 (4 novembre 1853), F^{1c} III Vaucluse 6 (10 janvier 1859).

(4) L'un d'eux écrivait : « Tous les esprits sérieux savent que la régénération des classes ouvrières est dans l'éducation chrétienne de la femme. » F^{1c} III Seine-et-Marne 7, 6 juillet 1854.

(5) F¹⁷ 9.986 Bordeaux (12 janvier 1859), F¹⁹ 5.784, Cazaux ; 5.786 Gervois, 5.794, Recoules.

un gouvernement moins bienveillant. Fortoul insista vivement auprès d'eux. Finalement, l'inspection eut lieu en 1855 dans tous les diocèses sauf six (1). Sur les 260 rapports que reçut le ministre, 4 seulement constatèrent des imperfections matérielles d'installation ; un seul signala que des livres hostiles au gouvernement étaient employés (2). Tous les autres étaient de simples satisfecit. Le gouvernement n'avait obtenu qu'un succès de principe et n'avait pas osé sévir contre les évêques qui refusaient d'appliquer la loi.

Pour l'enseignement secondaire, la loi de 1854 n'eut que des conséquences indirectes. L'administration universitaire réorganisée, opposa au clergé un peu plus de résistance qu'auparavant. Elle incita les communes à garder leurs collèges, et si plusieurs furent encore cédés, quelques-uns furent créés ou rétablis. Elle tenta, sans pouvoir s'y opposer ouvertement, de faire obstacle à la création et au développement des institutions secondaires ecclésiastiques, surtout de celles que dirigeaient les Jésuites (3). Ceux-ci avaient assez d'amis haut placés pour vaincre ses résistances, mais la charge de leurs 15 collèges leur suffisait et ils n'en fondèrent plus aucun après 1854 (4). Pour la même raison, de 1854 à 1865, les autres congrégations et le clergé séculier ne créèrent plus guère de nouvelles écoles et se contentèrent de développer celles qu'ils avaient ouvertes depuis 1850.

En 1854, Parisis chercha à faire éliminer des programmes du baccalauréat des ouvrages condamnés par l'Index, notamment des morceaux choisis de Voltaire : « Il est indispensable,

(1) Bayonne, Luçon, Metz, Moulins, Poitiers, Tulle. L'évêque de Moulins, Dreux-Brézé, fit lui-même un rapport sur les pensionnats de son diocèse. L'évêque de Metz proposa la même transaction. (F¹⁷ 11.656).

(2) Celui de l'abbé Cayzac, vicaire général d'Albi.

(3) L'évêque légitimiste de Poitiers, Pie, ayant voulu faire acheter par l'évêché un immeuble destiné à une institution qu'il eût dirigée, le Conseil d'État s'opposa à cet achat (29 décembre 1853). Pie décida alors les Jésuites à fonder un collège à Poitiers. Le procureur général demanda que le gouvernement fit opposition, comme précédemment à Luçon, pour des raisons politiques. Fortoul jugea que ce n'était pas possible. (F¹⁹ 6.288, Vienne et BB¹⁸ 1.535).

Les Jésuites établis à Metz depuis octobre 1852, voulurent à la fin de 1853 transférer leur collège dans une ancienne abbaye que possédait le ministère de la Guerre. Malgré l'opposition de Fortoul, ils en obtinrent la cession, grâce à l'appui du préfet, du ministre de la Guerre, et finalement de l'empereur. (Voir Viansson Ponté : *Les Jésuites à Metz*, Strasbourg 1897, in-8° ; Klein : *Vie de Mgr Dupont des Loges*.)

Par contre, le gouvernement empêcha l'évêque de Strasbourg de vendre aux Jésuites un terrain où ils auraient construit un collège (F¹⁹ 2.584, 15 octobre 1853).

(4) Voir Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*. Quatre collèges seulement furent fondés par les Jésuites après le 2 décembre : deux en 1852, à Paris (Vaugirard) et à Metz, deux en 1854 à Poitiers et à Paris (rue des Postes).

écrivait-il à Fortoul (1), que je puisse répondre quelque chose aux graves personnages qui m'ont exprimé à ce sujet leur mécontentement. Sans cela il est fort à craindre que nous n'ayons quelque éclat, surtout dans les provinces ecclésiastiques dont le concile a déclaré l'Index obligatoire. Que faire, si dans un lycée l'aumônier venait de la part d'un évêque défendre aux étudiants l'usage de ces livres ? Ne vaut-il pas mieux prévenir ces conflits ? Le nonce, consulté à plusieurs reprises sur cette matière, s'est montré inflexible. Sa pensée est que le gouvernement, en faisant sur ce terrain une éclatante manifestation de catholicisme, se ferait honneur et acquerrait une nouvelle force. » Parisis intervint en ces sens au Conseil impérial de l'Instruction Publique, mais il échoua. Fortoul fit connaître à Rome par Rayneval les dangers que présentaient en France de pareilles tentatives. Pie IX et Antonelli déclarèrent les avoir ignorées et ne pas les encourager (2). Elles ne furent pas renouvelées et aucun incident ne se produisit.

De 1852 à 1856, l'essor que la loi de 1850 avait assuré aux écoles primaires et secondaires dirigées par le clergé catholique se poursuivit avec une grande rapidité ; en outre, la répression des tendances républicaines et irrégieuses qui s'étaient autrefois manifestées dans le personnel de l'enseignement public, donna à celui-ci un caractère plus religieux. Mais le gouvernement maintint en principe les droits de l'État en matière d'enseignement, et si les mesures qu'il prit à cette fin en 1852 et 1854 furent appliquées de manière à ne pas porter immédiatement préjudice au clergé, elles n'en préparèrent pas moins la restauration de l'enseignement laïque à laquelle devaient travailler les successeurs de Fortoul.

(1) F¹⁹ 1.947, 3 juillet 1854 ; voir F¹⁹ 6.088 (note de Tardif sur l'Index) ; Guilleman : *Parisis* ; Hémon : *Bersol et ses amis*.

(2) Correspondance diplomatique : 26 juillet, 4, 20, 31 août et 6 septembre 1854.

CHAPITRE VIII

La presse et l'opinion (1852-1856) (1)

I. — *La répression cléricale (1852-1854)*

Le régime établi en 1852 soumettait la presse et l'imprimerie à l'omnipotence du gouvernement. Il en usa d'abord dans l'intérêt de l'Église autant que dans le sien propre.

Le clergé bénéficia de divers privilèges. Par une dérogation exceptionnelle au droit commun, les mandements des évêques furent exemptés de l'impôt du timbre et de l'obligation du dépôt. Les Semaines religieuses et presque tous les périodiques catholiques, dont le nombre était très grand, furent considérés comme non politiques ce qui les dispensait de l'autorisation et du cautionnement.

Par contre, les écrits hostiles à l'Église furent traités avec une sévérité particulière. Le colportage avait facilité « la propagande d'athéisme matériel et grossier qui a été une des causes les plus actives de cette maladie du socialisme dont la civilisation a failli périr (2) ». Le gouvernement fit condamner les éditeurs de livres irréguliers (3) et se réserva le droit de désigner

(1) Outre la série F¹⁸, voir dans la série F⁷ les rapports des préfets sur la presse de province, de décembre 1851 à mars 1852 (F⁷ 3.480) et en 1852 (F⁷ 3.481), ainsi que les comptes-rendus quotidiens de la presse dressés par la direction de la Sûreté Publique : F⁷ 3.482 (juillet-septembre 1853), F⁷ 3.484 à 3.487 (avril-novembre 1856). L'ouvrage essentiel est *l'Histoire de l'idée laïque en France*, par Georges Weill.

(2) Rapport déposé le 4 avril 1853 (Moniteur du 8 avril) au nom de la commission du colportage par La Guéronnière. Voir aussi le rapport général de Persigny (21 juin 1854).

(3) L'un d'eux, Maurice de la Châtre, qui avait « fondé et exploité à Paris une vaste entreprise de librairie révolutionnaire et anti-religieuse », fut condamné le 17 juillet 1852 à cinq années de prison pour outrage à la morale publique et religieuse (BB¹⁸ 1.732). En 1852 également, le tribunal de commerce de la Seine donna gain de cause à un libraire qui avait retiré de la circulation un livre d'histoire religieuse mis à l'Index, alors que, d'après les principes gallicans, les décisions des congrégations romaines n'avaient en France aucune autorité (G. Weill : *Histoire de l'idée laïque en France*, p. 123).

les livres qui pourraient être colportés (1). La commission chargée de ce travail, estima que sur neuf millions d'ouvrages colportés en un an, huit millions étaient plus ou moins repréhensibles au point de vue moral et religieux. Elle rejeta « les ouvrages blessants pour les mœurs, injurieux pour la religion et pour ses respectables ministres... Elle a même cru devoir écarter des livres qui, sans attaquer l'origine et la vérité des dogmes de l'Église, contiennent des controverses dont le ton et l'esprit ne peuvent qu'affaiblir le sentiment religieux dans les intelligences peu habituées à des polémiques violentes ». Toutefois, les auteurs célèbres furent généralement autorisés, notamment Voltaire, à l'exception de « quelques pages qui souillent le regard et la pensée (2) ». Parmi les livres qui obtinrent l'estampille officielle, les ouvrages de piété furent très nombreux.

En ce qui concerne la presse c'est surtout en province que la répression servit le clergé. Les journaux républicains qui lui étaient hostiles disparurent presque tous. Le seul important qui survécut, le Phare de la Loire (de Nantes), et quelques journaux libéraux protestants comme le Courrier du Gard et le Courrier du Bas-Rhin, restèrent seuls indépendants du clergé.

Presque tous les journaux cléricaux étaient plus ou moins légitimistes. Une douzaine d'entre eux furent suspendus après le coup d'État mais purent presque tous reparaitre, parfois en changeant de nom. Plusieurs se rallièrent au gouvernement tout en restant les organes du clergé (3) et certains reçurent même des préfets le privilège d'insérer les annonces judiciaires. Mais les plus nombreux et les plus importants, restés indépendants

(1) Circulaires du ministre de la Police générale du 28 juillet et du 12 septembre 1852.

(2) Cette tolérance, dont bénéficièrent aussi les *Provinciales*, les œuvres de Molière, des romans d'Alexandre Dumas et de Paul de Kock, ainsi que des livres protestants, parut excessive au clergé. Jaquemet s'en plaignit à Fortoul qui promit de nouvelles exclusions (F¹⁰ 5.436, 9 avril 1853). L'évêque de Luçon, Baillès, réclama dans un « avis » que publia l'Ami de la Religion (28 janvier 1854). Le bureau de la Presse prépara un avertissement contre l'Ami de la Religion pour avoir publié un écrit où « l'Eglise revendique comme lui appartenant des attributions que l'administration s'est essentiellement réservées ». L'avertissement ne fut pas donné, mais l'Ami de la Religion fut frappé quelques jours après pour un article relatif à l'Instruction Publique (F¹⁰ 314).

(3) Le Journal de l'Ain, l'Ordre et la Liberté (Calvados), l'Intérêt public (Calvados), le Droit commun (Cher), la Liberté (Pas-de-Calais), le Mémorial des Pyrénées (Basses-Pyrénées), l'Alsacien, l'Union de la Sarthe, le Courrier de la Vienne, l'Opinion du Midi (Gard).

de l'administration, contribuèrent à maintenir l'influence légitimiste sur le clergé et sur les catholiques (1).

Les journaux de l'administration étaient tous favorables au clergé et plusieurs subissaient son influence. Dans de nombreux départements, il ne subsistait qu'un journal et qu'un imprimeur ayant à la fois la clientèle de la préfecture et celle de l'évêché (2).

A Paris, les organes officieux du gouvernement, le Constitutionnel, le Pays, la Patrie, étaient généralement favorables à l'Église dont ils vantaient l'influence bienfaisante au point de vue moral et social ; ils se félicitaient des bons rapports existant entre l'Église et l'État et, conformément aux doctrines professées à cette époque dans les milieux officiels, ils dénonçaient volontiers l'anticléricalisme comme aussi désuet, aussi périmé que le libéralisme parlementaire.

Trois journaux légitimistes subsistaient : la Gazette de France, intransigeante et gallicane ; l'Union, plus modérée en politique, et ultramontaine ; l'Assemblée Nationale, fusionniste. L'Ami de la Religion ne paraissait que trois fois par semaine sous un format très restreint. Patronné par Dupanloup, il était l'organe des catholiques libéraux, pour la plupart légitimistes, qui avaient blâmé le coup d'État et craignaient que l'Empire ne portât atteinte aux libertés de l'Église. Il combattait les progrès de l'ultramontanisme.

En politique comme en religion, il s'opposait ainsi à l'Univers. Celui-ci, très menacé lors des conflits religieux de 1852, était sorti triomphant de la crise grâce à l'appui du Saint-Siège. Son influence ne s'exerçait que sur un petit groupe de laïques, mais elle était énorme dans le clergé. Il tirait à 3.500 exemplaires et la plupart de ses abonnés étaient des curés de province qui après l'avoir lu le prêtaient à leurs collègues (3). Louis Veuillot jouissait auprès d'eux d'une popularité et d'un prestige excep-

(1) L'Écho de l'Aveyron, la Foi Bretonne (Saint-Brieuc), l'Union Franc-comtoise, l'Océan (Brest), la Gazette du Languedoc (Toulouse), la Guyenne (Bordeaux), Le Journal de Rennes, la France Centrale (Blois), L'Espérance du Peuple (Nantes), l'Union de l'Ouest (Angers), l'Indépendant de l'Ouest (Laval), l'Espérance de Nancy, le Vœu National (Metz), l'Émancipateur de Cambrai, la Gazette de Lyon, la Gazette du Midi (Marseille).

(2) Au 1^{er} janvier 1867, le ministère de l'Intérieur comptait que sur 272 journaux provinciaux, 222 étaient gouvernementaux, 24 légitimistes, 8 orléanistes, 10 libéraux, 8 démocrates. Sauf les légitimistes, les journaux opposants avaient presque tous été créés après 1859 (F¹ 297). Voir chap. XXIII, § 1.

(3) « Cette feuille a, dans l'Ardèche, 80 abonnés représentant 800 lecteurs environ. » F¹ III Ardèche 7, premier trimestre 1859.

tionnels. Il était le grand champion du catholicisme ultramontain, autoritaire et intransigeant. Les conseils de modération qu'il avait regus à Rome, n'atténuaient pas longtemps la violence méprisante ou sarcastique de ses attaques contre tous ceux qui ne partageaient pas ses opinions. Les républicains craignaient s'ils lui répondaient sur le même ton d'être frappés par le gouvernement ; les gallicans et les catholiques libéraux, après l'encyclique du 21 mars 1853, avaient renoncé à combattre ouvertement un journal protégé par le pape. Les principales polémiques de l'Univers en 1853 et 1854 le mirent aux prises avec les journaux légitimistes dont Veuillot raillait l'opposition impuissante et l'attachement au libéralisme parlementaire. Il célébrait la protection que l'Église recevait de Napoléon III et plus encore les libertés qu'il lui laissait en abondonnant les traditions gallicanes de la monarchie légitime. Il trouva dans la politique suivie en Orient par Napoléon III, un sujet d'éloges inépuisables. Il contribua puissamment à rallier le bas clergé à l'Empire (1).

Trois grands journaux hostiles à la domination de l'Église, subsistaient à Paris : Le Journal des Débats, la Presse et le Siècle. Le premier était, d'après Louis Veuillot « le journal des juifs, des protestants, des universitaires, des voltairiens, des plus perfides et des plus constants ennemis de l'Église (2) ». Son directeur Silvestre de Sacy et quelques-uns de ses rédacteurs, étaient pourtant catholiques, mais comme leur clientèle orléaniste et bourgeoise ils étaient avant tout libéraux (3).

La Presse, beaucoup plus répandue, défendait aussi les principes libéraux. Émile de Girardin y eut pour collaborateurs des spécialistes des questions religieuses nettement hostiles au catholicisme : Nefftzer, Peyrat, tous deux d'origine protestante, et le saint-simonien Guérault.

(1) Le 29 septembre 1854, Veuillot dans une note adressée à De la Tour et qui fut remise par lui à l'empereur, écrivait après un voyage dans les Côtes-du-Nord : « Nous nous sommes bornés à répéter ce que nous disons chaque jour dans le journal, à savoir que les catholiques doivent à l'empereur non seulement leur appui, mais leur reconnaissance. Il s'est montré dans toutes les occasions libéral, éclairé, bienveillant. Il n'a pas fait le mal qu'il pouvait faire et il a fait le bien qu'il pouvait ne pas faire. Ce que nous connaissons de lui nous démontre que cette attitude n'est pas comme le disent quelques ingrats, l'objet d'une politique trompeuse, mais une conséquence naturelle de son bon esprit et de ses hautes qualités... Les bonnes choses qu'il ne fait pas directement, c'est qu'il croit en conscience ne les pouvoir faire, mais... dans ce cas, il n'y apporte pas d'entraves et souvent il les seconde. » Robert Halt : *Papiers sauvés des Tuileries*. Voir Veuillot : *Correspondance*, t. IV, 2 octobre et 16 novembre 1854.

(2) Univers, 7 août 1853.

(3) Voir : *Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier Fleury*, 10 novembre 1857.

Le *Siècle* était fort différent. Son directeur, Havin, et ses rédacteurs se proclamaient chrétiens (1) et même catholiques, mais ils voulaient un catholicisme si libéral, si gallican, si modéré et faisant une part si faible au surnaturel qu'ils pouvaient au nom de cette conception multiplier les critiques contre l'Église. Moins irréligieux que la Presse, le *Siècle* était plus anticlérical. Organe du parti républicain (2) toujours nombreux et ardent, il fut malgré sa prudence extrême très influent et très populaire. Très lu dans les grandes villes, il était aussi le journal des cafés et des cabarets qui, dans les villages et dans les bourgs, restaient malgré la surveillance de l'administration les seuls centres de vie politique. Leur clientèle assurait au *Siècle*, avec les railleries de ses adversaires, un nombre de lecteurs beaucoup plus considérable que ne l'indique son tirage déjà très élevé. Elle était à la fois le témoignage et le principal élément de sa popularité.

Le gouvernement ne tolérant pas d'attaques ouvertes contre l'Église ni contre les privilèges qu'il lui assurait, les journaux anticléricaux devaient être extrêmement prudents (3). Le 24 juin 1853 par exemple, le *Siècle* écrivait à propos de l'élection prochaine du général des Jésuites que ce poste n'avait jamais été occupé par un Français : « N'est-il pas temps que la France ait son tour, et fut-elle jamais en de meilleures conditions pour présenter un candidat ?... Les congrégations se multiplient, l'intolérance reprend sa bannière, les processions défilent entre deux haies de linge blanc et de verdure, les préfets menacent de la vindicte publique ceux qui travaillent le dimanche. La France a bien mérité de la cour pontificale et de l'ordre de Loyola (4)... » Le procureur général, Rouland, constata que l'article était rédigé de manière à échapper à des poursuites

(1) Voir leur « profession de foi » dans le *Siècle* du 25 janvier 1855.

(2) Il avait été question de le supprimer en 1851. Morny le défendit au nom de l'intérêt de ses actionnaires. Jérôme Bonaparte plaida également sa cause. Havin, comme plusieurs des ministres de Napoléon III, avait fait partie de l'opposition dynastique sous la monarchie de Juillet et il était resté en relations avec eux, notamment avec Abbattucci (*Mémoires* de Viel Castel, 10 janvier 1857). Il était surtout très lié avec Vieillard qui avait été comme lui représentant républicain de la Manche à la Constituante et qui, ancien précepteur de l'empereur, était resté son ami.

(3) Le théâtre était également très surveillé. La censure théâtrale interdisait de représenter les pièces où figuraient les ecclésiastiques surtout lorsque leur rôle n'était pas édifiant. C'est ainsi qu'une pièce intitulée : l'Abbé Coquet, dont le principal personnage était un abbé mondain, ne put être jouée que lorsque l'auteur eut transformé son héros en un gentilhomme laïque (voir : *La Censure sous Napoléon III*).

(4) L'élu fut un Flamand : Beckx : « On a craint, écrivait Rayneval le 4 juillet 1853, qu'un supérieur français ne mît tous ses efforts à franciser la compagnie. Il ne fallait

judiciaires : « Mais en réalité l'esprit et la pensée de cet article sont profondément hostiles et mauvais. On veut signaler le gouvernement impérial comme donnant à pleines voiles dans les eaux congréganistes et rétrogradant vers tous les errements de la bigoterie et du jésuitisme. Ainsi le pouvoir actuel, confiant dans sa force et dans son équité, montre une louable tolérance, honore publiquement la religion, désire la moralité et l'ordre dans toutes les classes, et voici que ce régime honnête et bon est travesti d'une odieuse façon. Le rédacteur sait à merveille que de pareilles insinuations font facilement leur chemin dans une certaine partie de la population et depuis quelque temps le *Siècle* s'évertue à exploiter cette mine d'attaques tout à la fois faciles et dangereuses (1) ». Rouland demanda, sans l'obtenir, que cet article fût frappé d'un avertissement. En général, le *Siècle* évitait des sujets aussi brûlants et se bornait à protester contre les éloges que Veuillot décernait volontiers au catholicisme médiéval, à l'Inquisition ou à la Saint-Barthélémy. Les provocations de l'*Univers* (2) lui donnaient ainsi l'occasion de combattre l'Église tout en restant modéré (3).

pas, d'ailleurs, qu'il appartint à une nation puissante. Cependant, dans les opérations préliminaires, le P. de Ravignan a paru un moment avoir des chances sérieuses. » Correspondance diplomatique.

(1) 24 juin 1853, BB¹⁸ 1.495.

(2) G. Weill : *Histoire de l'idée laïque*. « On peut dire sans hyperbole que nul n'a plus contribué que le grand polémiste catholique (Veuillot) à développer la haine contre le clergé. Il se plaisait à faire ressortir dans la doctrine catholique les affirmations les plus contraires aux principes modernes... L'*Univers* devint très précieux pour les ennemis de l'Église. »

(3) Voici, d'après les archives du bureau de la presse, quel était le tirage moyen des principaux journaux parisiens

	Juillet 1853	Janvier 1855		
		ABONNÉS		Vente au
		Province	Paris	numéro
<i>Mémorial</i>	21.553			
Constitutionnel	23.675	24.488	13.444	10.432
Patrie	15.400	18.004	5.776	5.812
Pays	13.261	13.690		
Assemblée Nationale	6.425	5.398		
Gazette de France	3.700	2.529		
Union	3.366	3.441	2.794	552
Univers		3.519	3.077	352
Journal des Débats	8.620	8.205		
Presse	21.699	39.675	18.088	9.263
Siècle	22.521	35.677	19.355	8.602
				12.321
				7.720

L'on remarquera que l'*Univers* se vendait presque uniquement en province et que le tirage de la *Presse* et du *Siècle* a presque doublé en deux ans alors que celui des autres journaux restait constant. L'*Ami de la Religion* manque dans ces deux tableaux ;

II. — *Premiers signes d'une réaction anticléricale (1854-1856)*

Le gouvernement montra dès 1854 que les prétentions et l'influence croissante du clergé commençaient à l'inquiéter. La fermeture du collège de Saint-Étienne, le décret du 31 décembre 1853 et la loi sur l'instruction publique, l'affaire des Jésuites de Marseille et les tentatives faites pour soumettre au droit commun les associations religieuses, la note du *Moniteur* déclarant que le repos dominical ne serait pas rendu obligatoire (6 juillet 1854), sont autant de manifestations du même état d'esprit.

Une autre, très caractéristique parce qu'elle émanait d'un corps extrêmement conservateur, le Sénat, se produisit à la même époque. Malgré la note insérée au *Moniteur* du 7 avril 1853, les catholiques n'avaient pas renoncé à faire modifier la législation sur le mariage et ils avaient tenté de susciter un mouvement d'opinion. Le Sénat discuta le 27 mars 1854 une pétition signée par 1.360 habitants de Marseille, demandant que la célébration religieuse du mariage fût rendue obligatoire (1).

Le rapporteur, Crouseilles, se félicita du petit nombre des mariages purement civils, mais refusa d'admettre que la loi pût, « en France, intervenir pour suppléer à cette foi intime qui seule doit présider aux engagements pris devant Dieu ». Les cléricaux appuyèrent la pétition. « Cette condition rendue obligatoire, déclara le cardinal Dupont, ne blesse en rien les consciences, du moment qu'il sera loisible à chacun de se présenter devant le ministre du culte qu'il professe. » Ségur d'Aguesseau précisa qu'il y avait une manière « sociale et chrétienne » d'interpréter la liberté des cultes : celle de la pétition. « Il y a une manière que j'appellerai anti-sociale et impie, qui consiste à considérer la liberté des cultes comme la négation de tout culte ; celle-là est à l'usage de ceux qui regardent le principe de la liberté de conscience comme le droit de ne pas avoir de conscience. » C'était la mise hors la loi des libres penseurs. Aucun sénateur ne les défendit ouvertement, tant les conséquences sociales de l'irrégion paraissaient redoutables. Mais deux légistes défendirent

il tirait à onze cent en décembre 1857. Les chiffres de 1857 se modifièrent relativement peu au cours des années suivantes. Cependant, le tirage de l'*Univers* s'accrut sensiblement (F¹⁸ 295).

(1) Les Jésuites de Marseille dirigeaient plusieurs associations religieuses et exerçaient une grande influence.

« énergiquement la laïcité de l'État et de la législation. « C'est au point de vue de la liberté religieuse, de l'unité de législation et de la séparation exacte et absolue du temporel et du spirituel... que le Code Napoléon a été conçu », déclara Portalis. Il blâma vivement la campagne menée par les catholiques contre les lois civiles ; le succès de la pétition, « ce serait le renversement de notre ordre politique et civil ». Delangle ajouta : « Le pays ne veut pas que les conquêtes de 1789 lui soient disputées ; il ne le veut pas dans l'intérêt de la paix, de la civilisation, de la religion elle-même, et tout ce qui tend à les compromettre excite ses appréhensions. » La pétition fut rejetée à la quasi unanimité. Le cardinal Mathieu, qui l'avait appuyée, écrivit à Dupanloup : « En cette triste séance, nous avons reculé de cinquante ans et le chemin fait par la prudence de nos pères en un demi-siècle, a été perdu. Les gros bonnets du Sénat ont dit formellement qu'ils ne voulaient pas être conduits par l'Univers (1) ».

Ces dispositions nouvelles des pouvoirs publics réagirent sur la presse. Elles se reflétèrent dans les journaux officiels, dont certains, comme le Constitutionnel, avaient une tradition voltairienne. Les journaux anticléricaux firent l'éloge des mesures prises par le gouvernement ; les feuilles cléricales et légitimistes qui les attaquèrent reçurent de Persigny une série d'avertissements (2). La nomination de Billault au ministère de l'Intérieur inquiéta les catholiques (3). En effet, il rendit à la presse

(1) Besson : *Vie du Cardinal Mathieu*. Le gouvernement désirait éviter que les divergences entre le droit canon et la législation civile, fussent discutées. En janvier 1856, Fortoul dissuada l'évêque de Viviers, Guibert, de publier une lettre pastorale sur le mariage (F¹² 2.556). Voir p. 320. En 1855, une réforme beaucoup plus limitée du mariage fut envisagée. Il s'agissait d'éviter qu'après le mariage civil l'un des conjoints pût refuser de procéder au mariage religieux jugé par l'autre obligatoire en conscience. Dans une note du 15 juin 1855, Tardif proposa la solution suivante : L'officier d'état civil demanderait aux futurs époux s'ils avaient l'intention de se marier religieusement, et lorsque ils auraient pris cet engagement, sa rupture par l'un d'eux serait considérée comme une injure grave entraînant la séparation de corps et de biens. Tardif concluait : « On croit... qu'il n'est pas possible de faire plus pour satisfaire le Saint-Siège, si même on peut le satisfaire sur ce point par des concessions qui laissent toujours au mariage civil sa valeur indépendante du sacrement. » (F¹² 5.508). Ce projet, qui ne fut pas adopté, était sans doute relatif aux négociations du sacre qui se poursuivaient encore.

(2) Du 27 janvier 1853 au 1^{er} août 1854, sur dix-huit avertissements infligés à la presse parisienne, six frappèrent des journaux légitimistes, trois seulement des feuilles démocratiques.

(3) Veuillot : *Correspondance*, t. IV, 28 juin 1854 : « Malgré les brutalités de Persigny, nous pourrions avoir fait une perte, parce que Billault s'il veut faire le mal le fera sciemment et prudemment. » Veuillot ne fut d'ailleurs pas ébranlé dans son enthousiasme napoléonien. Billault avait possédé quelques actions du Siècle (voir Taxile Delord, *Histoire du Second Empire*, t. III, p. 238).

quelque liberté ; les avertissements devinrent plus rares. Les journaux hostiles au clergé, pour qui la surveillance administrative avait été particulièrement stricte, bénéficièrent de ce relâchement plus que leurs adversaires. Leurs allures devinrent plus libres et leur ton plus vif. Le *Siècle*, en particulier, soutint contre l'*Univers* une polémique presque quotidienne. Comme il restait difficile de parler librement de politique, les questions religieuses occupèrent bientôt l'opinion. (1)

Le dogme de l'Immaculée Conception, sur lequel les cérémonies organisées pour fêter sa définition attiraient l'attention, prêtait à la critique, quant au fond parce que l'opinion contraire avait longtemps prévalu dans l'Église, quant à la forme parce qu'il avait été proclamé par le pape seul, sans concile. Plusieurs évêques français avaient jugé sa définition inopportune, et le Conseil d'État ne l'avait enregistré qu'avec réserves. Les journaux hostiles à l'Église en firent la critique, soit au point de vue rationnel, soit, comme le *Siècle*, au point de vue catholique. Ils firent connaître la résistance que quelques gallicans opposèrent au nouveau dogme et les sanctions dont ils furent frappés (2).

La polémique fut plus vive sur un autre développement du culte marial, l'affaire de la Salette (3). Le 19 septembre 1851, l'évêque de Grenoble, Philibert de Bruillard, après avoir consulté

(1) Elles étaient aussi discutées au point de vue théorique. La *Revue des Deux-Mondes* avait des collaborateurs irrégieux. D'autres revues se fondèrent qui furent plus nettement hostiles à l'Église : l'*Avenir*, qui dura peu, la *Revue philosophique et religieuse*, la *Revue de Paris*. La *Revue de l'Instruction Publique* fut plusieurs fois attaquée par l'*Univers* qui la trouvait trop universitaire. Cochin écrivait le 6 novembre 1854 à Montalembert : « Avez-vous lu les *Débats*, la *Revue des Deux Mondes*, avec soin, depuis un mois ? Il n'est pas douteux pour moi que la guerre à la religion, seule chose que l'on puisse discuter, recommence sur toute la ligne littéraire et philosophique. Nous sommes en train de nous faire détester » (*A. Cochin, Ses lettres et sa vie*).

(2) F¹⁰ 5.780 Laborde ; voir les *Souvenirs* de Guettée ; Huet : *Histoire de la vie et des œuvres de Bordas Demoulin* (1861, in-8°) ; Advielle : *L'Abbé J. H. R. Prompsault*, 1862, in-8° ; Léon Séché : *Les derniers gallicans*, t. III. Guettée combattit le dogme de l'Immaculée Conception dans un journal qu'il fonda en octobre 1855, l'*Observateur catholique* (*Siècle*, 23 octobre). Il fut interdit en 1857.

(3) Je n'étudie pas ici l'affaire de la Salette en elle-même, mais seulement l'impression qu'elle produisit sur le clergé, les autorités publiques et l'opinion. Voir BB³⁰ 405, P 782 ; BB¹⁰ 1.542 ; F¹⁰ 5.812 (Déléon, Faure, Fayollat, Grenoble) ; F¹⁰ 5.813 ; F¹⁰ 5.562 ; F¹⁰ 5.605 (novembre 1856) ; F¹⁷ 9.986 Grenoble, 20 mai et 10 août 1858 ; Baroche 1.018, dossier Gérin.

Dans : *La Salette* (1888, in-8°), et : *La Salette, documents et bibliographie* (1889, in-8°), I. Bertrand expose les arguments des partisans du miracle.

Ballaguy résume les brochures de Déléon dans : *Histoire d'un miracle* (Grande Revue, 15 avril 1905). Houtin dans : *Un dernier gallican*, Henri Bernier, donne des renseignements sur la résistance que la croyance au miracle de la Salette rencontra dans le clergé français et à Rome.

le Saint-Siège, avait sanctionné comme véridiques les récits de deux jeunes bergers d'après lesquels la Vierge leur serait apparue à la Salette le 29 septembre 1846. Agé de 86 ans, affaibli et crédule, Philibert de Bruillard avait pris cette décision sous l'influence de son vicaire général (1) et contre le sentiment de plusieurs des ecclésiastiques qu'il avait chargés d'étudier la question. Malgré les gros profits que l'afflux des pèlerins et la vente de l'eau de la Salette, qui passait pour douée de vertus thérapeutiques miraculeuses, assuraient à certains prêtres et au diocèse tout entier (2), la majorité du clergé de l'Isère ne croyait pas à un miracle. Presque tous les évêques qui s'étaient occupés de la question, notamment le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, étaient du même avis, et le bruit courut bientôt que le pape regrettait les brefs et l'indult par lesquels il avait autorisé l'initiative de Bruillard. La question n'intéressait guère l'opinion laïque que dans l'Isère où elle était tout entière incrédule (3).

En 1852, deux prêtres du diocèse de Grenoble, Déléon et Cartellier exposèrent dans une brochure qui eut un grand succès les raisons de leur scepticisme (4). L'évêque voulut les poursuivre. Le procureur général, approuvé par le garde des Sceaux, s'y opposa, jugeant que les débats nuiraient à l'Église (5).

Philibert de Bruillard donna sa démission à la fin de 1852 et fit désigner pour sa succession un prêtre instruit et intelligent, Ginouilhac. Celui-ci chercha d'abord à faire le silence sur l'affaire

(1) Rousselot : « Un fou, un niais fanatique, le patron du miracle de la Salette », écrivait à Fortoul le 10 mai 1856 le préfet de l'Isère, Bérard (F¹⁸ 5.813).

(2) Le procureur général Gault écrivait au garde des Sceaux, le 25 mai 1857 : « Plusieurs membres du clergé avaient accepté avec trop d'entraînement l'idée d'une apparition surnaturelle ; d'autres, avaient spéculé trop ouvertement sur la piété des fidèles. » (BB¹⁸ 1.542).

(3) Voir Sarcey : *Souvenirs de jeunesse*. La famille de Ventavon, l'une des plus notables familles catholiques et légitimistes de l'Isère, était très hostile au prétendu miracle.

(4) « *La Salette Fallavaux* », publiée sous le pseudonyme de Donnadiou. Ils se fondaient notamment sur le témoignage du curé d'Ars, Vianney, qui avait un grand renom de sainteté, à qui l'un des bergers, Maximin Giraud, s'était confessé en 1850, et à qui il aurait avoué n'avoir pas vu la Vierge, avou qu'il rétracta à son retour dans l'Isère. De plus, la conduite et la caractère de Maximin Giraud et de Mélanie Mathieu étaient, de l'aveu général, mauvais. Il parut impossible à beaucoup de prêtres que deux enfants aussi indignes eussent été favorisés d'une apparition divine. Dans une seconde partie de leur brochure, parue en 1853, Déléon et Cartellier mirent en cause une dévotion excentrique, Mlle de la Merlière, que l'on soupçonnait depuis l'origine d'avoir joué le rôle de la Vierge et dont les propos confirmèrent cette hypothèse.

(5) BB³⁰ 405, P 782. Déléon avait été interdit en janvier 1852, pour immoralité, d'après l'évêché, pour n'avoir pas accepté la théorie du miracle, d'après lui. Les magistrats le considéraient comme un intrigant suspect. Cartellier était très estimé.

de la Salette (1). Il leva l'interdit dont Déléon avait été frappé en janvier 1852. Mais Déléon et Cartellier publièrent en 1854 une nouvelle brochure « *La Salette devant le pape* », et un mémoire au pape contre l'authenticité du miracle, qu'avaient signé 54 prêtres du diocèse. Philibert de Bruillard porta contre eux une plainte à laquelle, comme en 1852 et toujours par égard pour l'Église, le parquet ne donna pas suite (2). Ginouilhac, contraint d'agir, condamna ces brochures par un mandement du 30 septembre et somma les auteurs de se rétracter ; Cartellier se soumit ; Déléon refusa et fut de nouveau interdit. Puis, dans un second mandement du 4 novembre 1854, Ginouilhac, invoquant l'autorité de son prédécesseur et celle du pape, se prononça formellement à son tour pour l'authenticité du miracle. Il ne contestait pas l'excentricité de Mlle de la Merlière mais niait qu'elle eût pu apparaître aux enfants (3).

Mlle de la Merlière (4) poursuivit Déléon pour diffamation ; malgré l'appui du ministère public, elle fut déboutée de sa plainte le 2 mai 1855 par le tribunal de Grenoble. Les considérants étaient favorables à Déléon ; ni la publication des débats, ni l'insertion du jugement dans les journaux ne furent autorisées. Mais depuis le mois de janvier, la presse anticléricale de Paris, qui avait déjà contesté le caractère miraculeux de l'apparition de la Salette, notamment en 1853, en faisait un des principaux objets de sa polémique. Fort du scepticisme d'une grande partie du clergé, le *Siècle*, comme à son ordinaire, déclarait défendre en cette affaire la cause de la religion : « Est-ce dans l'intérêt de la foi catholique, nous demande la Gazette de France, que nous avons attaqué le prétendu miracle de la Salette ? En peut-elle douter ? Et ne sert-on pas la religion toutes les fois qu'on dévoile des impostures qui la déshonorent ? » (24 janvier 1855.)

Il est à remarquer que les journalistes anticléricaux apprê-

(1) Déléon affirme qu'il ne croyait pas au miracle et cette opinion paraît avoir été assez accréditée à Grenoble.

(2) BB¹⁰ 1.542.

(3) Un individu qui prétendait être Louis XVII, et ses partisans, circonvenaient les deux bergers et obtenaient, surtout de Maximin Giraud, des déclarations favorables à leur cause. Ginouilhac écrivit le 3 mai 1854 à Fortoul : « Comme au milieu de ces sottises, cet enfant débitait des mensonges volontaires, je l'ai chassé de mon séminaire. » Mélanie fut élevée dans une communauté religieuse et très surveillée. Ginouilhac réprima, en 1858, les intrigues de quelques prêtres favorables au prétendu Louis XVII. Il craignait qu'elles n'irritassent le gouvernement contre la Salette (F¹⁰ 5.812 Faure).

(4) Jugéant le mandement de Ginouilhac injurieux pour elle, elle demanda au Conseil d'État de le frapper d'une sentence d'abus. Elle fut déboutée le 5 mars 1855 (F¹⁰ 6.092).

ciaient l'affaire de la Salette de la même manière que les agents du gouvernement. Les magistrats de l'Isère pensaient comme les rédacteurs du *Siècle* qu'il n'y avait pas eu d'apparition surnaturelle, que le prétendu miracle et la dévotion à laquelle il donnait lieu étaient l'œuvre du fanatisme, de la crédulité ou de la cupidité de quelques prêtres, et que tout débat public sur ce sujet ne pourrait que nuire à l'Église. Seulement, pour ce motif, les journalistes anticléricaux voulaient que ces débats eussent lieu, tandis que les agents du gouvernement s'employaient à les étouffer. Au surplus, les journaux catholiques eux-mêmes se bornaient à accepter les décisions de l'autorité ecclésiastique sans se faire les champions du miracle (1).

Rouland écrivait le 2 février 1855 dans un rapport au garde des Sceaux : « Il y a une grande et vive agitation religieuse dans le pays : question des miracles, question de l'Immaculée Conception, question des associations de charité non autorisées, question du travail le dimanche, voilà beaucoup d'éléments de discorde entre les gens dits *religieux*, et gens dits *de la liberté et de l'examen*. Chacun a ses journaux, ses publications, et fait le plus de tapage qu'il peut. En allant plus haut, on rencontre la discussion plus âpre et plus violente encore entre les cultes auxquels appartient l'immense majorité des Français, et qui devraient se respecter les uns les autres puisque l'État les salarie et les protège également. »

« Les catholiques et les protestants sont aujourd'hui dans certains journaux aux prises avec une espèce de fureur. Ils s'attaquent, s'injurient, et se damnent mutuellement comme à l'époque de si triste mémoire des exécutions et des guerres religieuses. Enfin, à l'agitation religieuse viennent se joindre les essais de l'agitation politique. » Rouland jugeait ces agitations factices : « Il est manifeste que la majorité des habitants se soucie peu de querelles religieuses et d'agitations politiques. » Le gouvernement devait donc surveiller « avec une grande sévérité » les journaux qui les suscitaient, et surtout le *Siècle*, organe des révolutionnaires (2).

Le *Siècle*, cependant, ne fut pas frappé et entama peu après une nouvelle polémique contre l'*Univers* à propos de Béranger que Veuillot attaquait violemment comme irrégulier et immoral. Le *Siècle* était sur un excellent terrain, car le gouvernement ne pouvait qu'être favorable à Béranger, l'un des auteurs de la

(1) *Univers*, 10 octobre 1857.

(2) BB¹⁸ 1.495.

légende napoléonienne. Le *Siècle* exhuma un article que Fortoul avait autrefois écrit à la gloire de Béranger (1). En mai 1855, le directeur du bureau de la presse invita le *Siècle* et l'*Univers* à la modération. Vuillot fut très mécontent. Le bureau de la presse était, d'après lui, peuplé d'anciens journalistes révolutionnaires : « En haut, les Billault, les Fortoul, les Abbattucci, sont d'anciens complices, et Béranger *le sale* a parmi eux plus de dévôts que le Pape. Je vous avoue que je commence à avoir peur pour l'empereur et pour nous, plus encore pour l'empereur que pour nous. Eugène résumait la situation qui nous est faite en disant : « Le « *Siècle* est sous la protection de la police et l'*Univers* sous sa surveillance » (2). En réalité, l'*Univers* était en 1855 beaucoup mieux traité par le gouvernement que le *Siècle*, mais il en était cependant moins bien vu qu'autrefois.

Ce furent les affaires d'Italie qui, en 1855 et 1856, fournirent aux journaux anticléricaux le meilleur terrain de combat. En faisant l'éloge des réformes laïques opérées par le gouvernement piémontais, en critiquant le gouvernement sacerdotal des États pontificaux et le despotisme cléricale du royaume de Naples, ils servaient la politique du gouvernement impérial, allié du Piémont depuis janvier 1855 et qui incitait vainement le pape et le roi de Naples à faire des réformes. Ils pouvaient ainsi, à propos de l'Italie, combattre le cléricisme avec l'appui de la presse officieuse et l'assentiment du gouvernement. Celui-ci, au contraire, infligea des avertissements à plusieurs journaux cléricaux de province pour « attaques offensantes contre un gouvernement allié de la France (3) ». L'*Univers* lui-même faillit être frappé pour avoir fait l'éloge du gouvernement napolitain, alors en conflit aigu avec l'Angleterre et la France (4).

Jusqu'en 1854, les catholiques avaient été, dans l'ensemble, satisfaits et reconnaissants de la manière dont le gouvernement dirigeait la presse. Elle devint au contraire à partir de 1855 leur principal grief contre lui. Les journaux légitimistes furent les premiers à se plaindre. Le *Lorientais* Bretagne, dans un article du 25 février 1855 inspiré par l'évêché de Vannes, formulait ainsi la politique du gouvernement vis-à-vis de la presse : « On ne vous

(1) Fortoul était resté en relations, d'ailleurs peu suivies, avec Béranger (voir la *Correspondance* de Béranger, publiée par Boiteau en 1860, t. IV, in-8°).

(2) Louis Vuillot : *Correspondance*, t. IV. Lettre du 15 mai 1855 à De La Tour.

(3) Le *Spectateur* de la Côte-d'Or (6 février 1855), l'*Union* du Var (10 mars), l'*Indépendant* de la Moselle (13 mai), la *Gazette* du Midi (13 mai). Voir Vuillot : *Correspondance*, t. V, 22 mai 1855.

(4) BB³⁰ 366 ; 24 octobre 1856. Rapport du préfet de police Piétri.

permet plus d'insulter le pouvoir temporel, mais il vous est loisible d'insulter le pouvoir spirituel. » Une rectification lui fut imposée (1). La Foi Bretonne reçut un avertissement pour un article analogue du 29 mars 1856 (2).

Plusieurs évêques demandèrent au gouvernement de sévir contre la presse irréligieuse. Celui d'Angers, Angebault, se plaignit à Fortoul d'un article du *Siècle* sur les États pontificaux (3) : « Comment pourrions-nous prêcher aux populations le respect pour l'autorité, la soumission au gouvernement protecteur que tous doivent entourer de leur confiance, si ce gouvernement laissait insulter les objets les plus chers de nos croyances et de nos affections ? » (12 août 1855.) Le collaborateur de Fortoul pour les Cultes, Tardif, appuya énergiquement cette plainte : « Qu'on regarde le pape comme le chef de la religion de 32 millions de Français ou comme le souverain d'un pays ami, rien ne peut justifier les agents du gouvernement qui tolèrent, c'est-à-dire autorisent les insultes grossières de journalistes de bas étage. Cette tolérance d'une part, de l'autre la plus grande et plus injuste sévérité contre les journaux conservateurs qui blâment les mesures révolutionnaires adoptées par deux gouvernements voisins (4) ; d'un côté l'étalage officiel de sentiments religieux, de l'autre l'appui et les encouragements donnés aux journaux les plus irréligieux, ce jeu de bascule renouvelé du régime parlementaire produit la plus fâcheuse impression sur le clergé et sur tous ceux qui ne séparent pas les intérêts sociaux des intérêts catholiques... le gouvernement de l'empereur ne devrait jamais oublier que le pays et l'étranger le rendent responsable de tout ce qu'il laisse imprimer (5). »

L'évêque de Poitiers, Pie, se plaignit publiquement. Dans une *Instruction synodale sur les erreurs du temps*, il condamna les principes laïques et libéraux qu'appliquait le gouvernement piémontais, et les journaux français qui en faisaient l'éloge ; For-

(1) BB¹⁸ 1.502.

(2) BB¹⁸ 1.534.

(3) « ... foyer d'un despotisme tellement insupportable aux populations, que la France... se croit obligée d'intervenir avec un corps d'armée pour y maintenir le bon ordre. » (*Siècle*, 11 août 1855).

(4) *Le Piémont* et l'Espagne.

(5) F¹⁹ 2.489. Fortoul avait écrit sur la lettre d'Angebault : « M. Tardif ; répondre : la question est étrangère à la France. » La note de Tardif avait pour but de le faire revenir sur cette indication. La réponse faite à Angebault ne figure pas au dossier. Plusieurs évêques se plaignirent auprès du gouvernement du *Siècle* et de la *Presse*. Voir F¹⁹ 2.493 Parisis (19 février 1856), BB¹⁸ 1.495, A 2 612 ; Veuillot : *Correspondance*, t. V, 3 janvier 1856 ; Besson : *Vie du cardinal de Bonnechose* (janvier 1857), etc.

toul lui reprocha d'attaquer un gouvernement allié que l'empereur cherchait à réconcilier avec l'Église, et de traiter dans une lettre pastorale des questions politiques (1).

Déjà le gouvernement pontifical avait officiellement demandé des sanctions contre le *Siècle* pour un article satirique du 18 mai 1855 (2). Pie IX s'était « plaint amèrement... de l'impunité accordée à l'article en question ». Le chargé d'affaires de France, Ségur, très dévoué à l'Église, saisit comme Tardif « cette occasion d'appeler la plus sérieuse attention du gouvernement de Sa Majesté sur le langage impie et les principes anti-religieux qui depuis quelque temps sont étalés par le *Siècle* et quelques autres feuilles. Je ne saurais en effet vous dissimuler, M. le comte, que la tolérance de nos autorités à l'égard de cette excessive licence, produit sur la cour romaine une pénible impression ; que l'on y rend en quelque sorte le gouvernement responsable des attaques qu'il tolère, quand tout le monde sait de quelle latitude et de quelle omnipotence il est investi pour la répression par la loi de 1852 ; enfin, que l'heureuse confiance produite par la politique si éminemment chrétienne de Sa Majesté et par les efforts qu'elle consacre au rétablissement de l'ordre social et religieux en France et en Europe est tout à fait détruite par les publications jetées chaque jour à la foule par les feuilles qui se sont donné la mission de démolir la religion chrétienne sous le vain prétexte d'affranchir l'humanité des pratiques d'un culte superstitieux... Le gouvernement de Sa Majesté et... notre position à Rome, ressentent de cet état de choses un très fâcheux contre-coup. Nos ennemis, et nous n'en manquons pas ici dans la haute prélature, exploitent cette tolérance contre le gouvernement de l'empereur, la lui imputent à crime en l'accusant de complicité, et trouvent ainsi le moyen de rendre suspects jusqu'aux actes les plus favorables aux intérêts de l'Église (3) ». Walewski répondit qu'une admonestation officieuse avait déjà été adressée pour cet article à la direction du *Siècle*, l'intention de l'empereur étant « que la mesure d'avertissement officiel ne fût employée qu'avec une grande réserve et seulement dans des cas exceptionnels (4) ». Antonelli se déclara satisfait de cette réponse (5).

(1) F¹⁰ 2.561, 30 novembre 1855 ; Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(2) Alors que Pie IX visitait le couvent de Sainte-Agnès, le plancher s'était effondré sous ses pas. Il n'y avait pas eu d'accident de personne. Alphonse Karr dans l'article incriminé plaisantait sur cette mésaventure qu'il attribuait à un grand prêtre chinois.

(3) Correspondance diplomatique, 26 mai 1855.

(4) *Ibid.*, 2 juin 1855.

(5) *Ibid.*, 9 juin 1855.

Les catholiques ont accusé le gouvernement impérial de laisser systématiquement les journaux attaquer l'Église pour compenser l'obligation qu'il leur imposait de respecter le pouvoir civil et pour donner à l'opinion l'illusion de la liberté (1). Cette accusation ne paraît pas fondée. La liberté, d'ailleurs toute relative, dont bénéficièrent à partir de 1855 les journaux anticléricaux, s'explique par des raisons plus sérieuses. Tout d'abord l'empereur voulait que la surveillance exercée sur la presse devint moins oppressive qu'au début de son règne. Les avertissements se firent de plus en plus rares (2). En politique comme en religion, la presse se sentait plus libre et elle en profitait. Les partisans du régime autoritaire comme Rouland s'en inquiétaient au point de vue politique de même que les catholiques au point de vue religieux. Mais jusqu'à l'attentat d'Orsini ils ne furent pas écoutés. En outre, les opinions et les tendances du personnel dirigeant étaient souvent en matière religieuse plus analogues à celles de Havin qu'à celles de Veuillot. C'est en exploitant cette communauté de vues et en choisissant les questions où elle existait, que la presse anticléricale reprit quelque liberté. Et surtout elle servait la politique italienne de l'empereur.

L'augmentation rapide de son tirage montra combien la domination cléricale était impopulaire parmi les Français qui s'intéressaient à la vie publique. Le *Siècle* et la *Presse* étaient, de loin, les premiers journaux de France. Leur tirage, grossi de celui du *Journal des Débats* et de l'*Estafette*, se montait à 90.000 exemplaires; ce qui égalait le tirage global de tous les autres journaux parisiens. Les quatre journaux légitimistes ou catholiques de Paris ne tiraient ensemble qu'à 11.000 exemplaires environ. Le tirage des quelque vingt-cinq journaux de province dévoués au clergé, peut être évalué à 20.000 (3). La presse catholique ne pouvait donc opposer que 30.000 exemplaires aux 90.000 des journaux anticléricaux. La presse officielle était en général pleine d'égards pour le clergé mais ne subissait pas son influence et ne contribuait pas à l'accroître. Elle pouvait être comptée comme neutre. Ainsi, malgré le régime

(1) Louis Veuillot osa même formuler cette accusation à mots couverts dans l'*Univers* du 6 février 1857. Après s'être plaint des attaques dirigées contre l'Église, il écrivait : « Sur ce terrain la presse est libre, aussi libre qu'en aucun temps ; c'est la soupape du régime et elle est très ample. »

(2) Maupas en avait donné 91 de mars 1852 à juin 1853 ; Persigny n'en donna que 33 de juin 1853 à juin 1854 ; et Billault 57 seulement de juin 1854 à janvier 1858.

(3) D'après les rapports de Gallix qui datent de 1861 et de 1862 (F¹⁵ 297). Le tirage des journaux était certainement en moyenne plus élevé à cette époque qu'avant 1859.

autoritaire instauré en 1852, s'exprimaient dans la presse les tendances de l'opinion française en matière de religion et de politique religieuse.

III. — *Les catholiques libéraux (1852-1856)* (1)

Les catholiques libéraux ne disposaient que d'un journal peu influent, l'*Ami de la Religion* (2). Ils étaient au point de vue politique réduits à l'impuissance et leur action sur le clergé était très faible car les évêques, hostiles comme eux à l'ultramontanisme, étaient presque tous dévoués au gouvernement. Ils ne jouaient un rôle important que dans la société parisienne et à l'Institut.

L'Académie française, hostile à l'Empire, élut successivement Montalembert en 1852, Dupanloup et Berryer en 1854, Falloux en 1857. Dans cette fronde, les catholiques libéraux s'unissaient à des protestants comme Guizot, à des libres penseurs comme Thiers et Victor Cousin (3). C'est à l'Institut que se prépara l'union libérale. Veillot accusait les catholiques libéraux de perdre dans ce milieu le sens catholique (4).

Ils jugeaient l'Univers de plus en plus néfaste, et regrettaient d'autant plus son dévouement à l'Empire et ses campagnes contre les institutions libérales que le gouvernement, comme ils n'avaient cessé de le craindre, se montrait déjà moins favorable à l'Église. Ils voyaient autour d'eux que l'Univers faisait haïr le catholicisme et lui aliénait les sympathies des libéraux et des modérés (5).

En octobre 1855, quelques-uns d'entre eux, légitimistes comme Falloux, orléanistes comme le prince de Broglie, libéraux sans attachement dynastique comme Montalembert, Cochin ou Foisset, prirent la direction d'une vieille revue catholique : *Le Correspondant*. Veillot les attaqua aussitôt.

(1) Voir surtout G. Weill : *Histoire du catholicisme libéral en France*.

(2) Voir *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques* : *Ami de la Religion*.

(3) Les catholiques intransigeants attaquaient vivement Victor Cousin et cherchaient à faire mettre ses ouvrages à l'Index. Dupanloup, Morlot, Rivet, le défendaient au contraire à Rome et cherchaient à le rapprocher de l'Église. Finalement, Pie IX ajourna une condamnation pour laquelle s'était prononcée la congrégation de l'Index (voir les biographies de Cousin, par Barthélémy Saint-Hilaire, de Pie par Baunard, de Rivet par Chevallier).

(4) Sur l'antagonisme entre les tendances de l'Institut et celles de l'Univers, voir p. 28 et AB XIX 525, 10 janvier 1857, Montalembert à Dupanloup.

(5) Sur les inquiétudes suscitées chez les conservateurs libéraux par les progrès du cléricanisme, voir : Nassau Senior : *Conversations with distinguished persons*. Léon Faucher : *Correspondance* 1875, in-8° (14 février 1853) ; *Souvenirs* du baron de Barante t. VIII (6 novembre 1852, 19 janvier 1855).

Dans un article du 25 janvier 1856, « *Des caractères de la polémique religieuse actuelle* », Broglie accusa l'Univers de rendre l'Église odieuse en la représentant faussement comme hostile à la liberté et aux principes essentiels des sociétés modernes. Une péroration libérale où le gouvernement était directement visé, valut au Correspondant un avertissement. Cette sanction lui épargna peut-être un blâme de Rome, où certains passages de l'article avaient été très mal accueillis (1).

Or c'était du pape que dépendait l'issue de la lutte engagée. Au mois de mars 1856, les catholiques libéraux envoyèrent un des leurs, Sauzet, exposer à Pie IX leurs griefs contre l'Univers. Le pape déclara qu'aucun journal n'avait reçu le mandat de parler en son nom mais il ne blâma pas l'Univers (2).

Cependant, Falloux reprit peu après l'offensive (avril-mai 1856) : « L'ancien parti catholique, écrivait-il, avait contracté alliance avec la liberté. L'Univers lui a brusquement substitué le culte du despotisme... Il n'est personne, ni dans le gouvernement, ni dans les gouvernés, qui ne sente et qui ne professe que le despotisme proprement dit n'a jamais été et ne sera jamais le régime définitif et normal de la France. Il n'y a pas un organe officiel qui consentirait à en proclamer la théorie brutale. Seul l'Univers s'est s'est fait plus impérialiste que l'Empire (3) ». Veuillot répondit dans une série d'articles (4) en rejetant sur les libéraux la responsabilité de la scission du parti catholique. Le gouvernement n'était pas despotique puisqu'il respectait la liberté de l'Église. L'Univers gardait d'ailleurs son indépendance, comme le montraient ses attaques contre le Piémont, la presse irréligieuse et les atteintes portées à la liberté de l'enseignement. Au surplus, en donnant son appui au gouvernement, il suivait l'exemple des évêques et du pape (5).

Au mois de juillet parut une brochure anonyme intitulée : *L'Univers jugé par lui-même, ou : Étude et Documents sur le journal l'Univers de 1845 à 1855* (6). C'était un recueil de cita-

(1) Broglie : *Le groupe et l'action du Correspondant* (Correspondant, 25 juin, 10 juillet 1925).

(2) Lecanuet : *Montalembert*. Falloux : *Mémoires d'un royaliste*.

(3) Correspondant : *Le parti catholique, ce qu'il a été, ce qu'il est devenu*.

(4) Univers 19 juin-2 juillet 1856 : *Le parti catholique*.

(5) Montalembert écrivit à Dupanloup le 14 juillet 1856 : « M. Veuillot a été au-dessous de lui-même comme talent et surtout comme moralité dans sa réponse à M. de Falloux. Mais elle n'en a pas moins fait un certain effet sur le clergé qui ne lit que l'Univers et qui s'est fait, *pace tua dixerim*, une religion sans honneur et sans probité. » (AB XIX 524).

(6) Voir sur cet incident les copies de lettres adressées par Montalembert à Dupan-

tions de l'Univers, choisies et commentées de manière à montrer qu'il avait tour à tour servi des causes contraires avec une égale violence. La brochure avait été faite par un ancien rédacteur en chef de l'Ami de la Religion, l'abbé Cognat, sous la direction de Sibour et de Dupanloup. Montalembert en avait fourni les matériaux, mais il en jugea tout de suite la rédaction maladroite et la publication inopportune (1). Quelques mois après, il écrivait à Dupanloup « que l'abbé Cognat avait falsifié beaucoup de textes, non en ajoutant ou en altérant les expressions, mais en supprimant, ce qui revient au même. Vous savez mieux que moi la double définition du mensonge : *suggestio falsi et suppressio veri*. On peut bien le dire, c'est plus qu'un crime, c'est une faute, et une faute si inutile (2). »

Le caractère tendacieux de la brochure, que les catholiques libéraux eux-mêmes reconnaissaient, fut dénoncé avec éclat par Louis Veuillot. L'évêque d'Arras, Parisis, adressa dès le 2 août 1856 à l'Ami de la Religion, qui faisait l'éloge du pamphlet, une longue apologie de l'Univers. Il ajouta peu après dans une note qu'inséra l'Univers : « Ce n'est pas un journal que je défends : c'est une grande institution catholique. » Cette expression devint fameuse. Veuillot et Parisis reçurent des évêques ultramontains, du nonce et du pape, des témoignages de sympathie. Veuillot décida de poursuivre en justice les auteurs de la brochure, dont Cognat prit alors la responsabilité. Cette polémique avait renforcé la situation de l'Univers.

Tout en le combattant ainsi, les catholiques libéraux suivaient dans les questions italiennes une politique analogue à la sienne. Leur dévouement au Saint-Siège l'emportait comme en 1849 sur leur libéralisme. Plusieurs d'entre eux auraient voulu réconcilier les libéraux italiens avec le pape, mais, le conflit étant engagé, ils prirent parti pour l'ancien régime absolutiste et clérical contre les institutions libérales et laïques. Ils attaquèrent le gouvernement piémontais et firent l'éloge du pouvoir temporel du pape. Dès le 6 juillet 1855, Montalembert, au Corps Législatif, avait déclaré

loup en 1856 et 1857 (AB XIX 524 et 525) ; Lecanuet : *Montalembert* ; Moser : *M. Cognat*... ; Foulon : *Vie de Mgr Darboy* ; Guillemin : *Parisis* ; ainsi que la biographie et la *Correspondance* de Veuillot.

(1) Montalembert à Dupanloup : 25 juillet 1856 : « J'en viens à la brochure de l'abbé Cognat. Si vous m'aviez consulté à cet égard, je vous aurais fortement engagé : 1° A ajourner cette publication... ; 2° A retrancher beaucoup de choses inutiles, déclamatoires, dangereuses... » ; 3° A en bien organiser le lancement. (AB XIX 524).

(2) AB XIX 525, 10 janvier 1857. Voir *Augustin Cochin, Ses Lettres et sa Vie* (2 septembre 1856).

regretter que l'alliance du Piémont eût été préférée à celle de l'Autriche. Pendant le congrès de Paris, toute la presse catholique, impérialiste, légitimiste et libérale combattit avec la même ardeur les revendications piémontaises et s'émut de voir le gouvernement impérial les faire examiner par le congrès dans la séance du 8 avril. Montalembert, généralement anglophile, riposta avec véhémence dans le *Correspondant* aux accusations portées par les hommes d'État anglais contre le gouvernement pontifical (1). La politique italienne de l'empereur se heurtait dès sa première manifestation à l'opposition de tous les catholiques.

IV. — *La situation en 1856 et la nomination de Rouland*

Le baptême du prince impérial, célébré le 14 juin 1856, fut une manifestation solennelle d'alliance entre le pape, l'épiscopat français et la dynastie napoléonienne. La démission forcée de Baillès venait de débarrasser le Second Empire du seul évêque qui lui fût ouvertement hostile. L'*Univers* lui restait dévoué. Les journaux catholiques libéraux ou légitimistes avaient peu d'influence. L'alliance entre le gouvernement de Napoléon III et l'Église paraissait à son apogée.

En réalité, son déclin était déjà commencé. Le danger révolutionnaire qui l'avait créée paraissait avoir disparu. Le gouvernement impérial, ayant écrasé les partis hostiles, sentait moins le besoin de s'appuyer sur le clergé. Il s'inquiétait au contraire des privilèges excessifs qu'il avait concédés à l'Église et cherchait à les restreindre. Les mesures qu'il avait prises n'avaient pas jusqu'alors été très préjudiciables au clergé, mais elles annonçaient une tendance nouvelle qui menaçait pour l'avenir les bons rapports de l'Église et de l'État.

L'échec des négociations engagées pour le sacre de Napoléon III était désormais certain et les traditions gallicanes du gouvernement français, longtemps contenues, se manifestaient de nouveau. L'enregistrement de la bulle sur l'Immaculée Conception, les nominations épiscopales de 1856 marquaient l'intention d'enrayer les progrès de l'ultramontanisme. En outre, l'influence croissante de l'Église sur la société civile inquiétait de plus en plus les pouvoirs publics. La réaction qui s'était déjà manifestée en 1854, s'affirma encore en 1856. Le renvoi de la pétition

(1) Montalembert et ses amis eurent cependant pour les libéraux italiens quelques ménagements que Veuillot leur reprocha vivement (*Univers*, novembre-décembre 1857).

Rochemur montra le mécontentement causé par le développement incessant des congrégations. Quelques semaines plus tard, le souci de préserver les droits du pouvoir civil se manifesta de nouveau au Sénat.

Le gouvernement avait présenté un *senatus-consulte* organisant la régence de l'impératrice pour le cas où l'empereur mourrait avant la majorité de son fils. La Valette qui, comme ambassadeur à Constantinople avait défendu la cause catholique dans la querelle des Lieux Saints, proposa que la régente prît serment non seulement d'observer la constitution, mais aussi, comme dans le *senatus-consulte* de 1813, « de respecter et de faire respecter les lois du Concordat et de la liberté des cultes ». Il était utile, d'après lui, de rassurer les cultes dissidents, de sauvegarder les Articles Organiques et l'interprétation française du Concordat. Gousset fit des réserves sur les Articles Organiques. Morlot dit que l'amendement pourrait paraître une marque de défiance contre le clergé. Le rapporteur, Portalis, et le président du Conseil d'État, Baroche déclarèrent que le serment prêté à la constitution garantissait implicitement la liberté des cultes et la législation ecclésiastique : « Dans le siècle où nous vivons, dit Portalis, il est certains principes, certaines maximes qui ont jeté de telles racines dans les esprits et dans les cœurs qu'ils sont mieux garantis par le progrès de la raison publique, par cette identité qui existe entre eux et les âmes et les esprits qu'ils ne pourraient l'être par aucune espèce de sanction (1). » La Valette prit acte de ces engagements. Son amendement ne fut pourtant repoussé que par 64 voix contre 56. L'impératrice n'avait pas été mise en cause. Elle s'occupait peu de politique à cette époque, mais on savait qu'elle était catholique fervente et qu'elle avait tenu à ce que son fils fût le filleul du pape.

Le clergé était rallié au gouvernement mais commençait à s'inquiéter de ses nouvelles dispositions. Tardif, pour combattre les mesures préconisées par la pétition Rochemur, faisait valoir le danger de mécontenter le clergé : « La situation actuelle exige cependant plus que jamais que l'on ménage cette force immense dont les gouvernements n'ont presque jamais apprécié l'énergie et la vitalité. Il ne faut pas en effet s'en tenir aux protestations de quelques prélats qui voudraient avoir un autre siège plus important, un archevêché, un chapeau, une sénatorerie ou même un

(1) « Mouvement très marqué d'approbation, » Procès-verbal de la séance du 9 juillet 1856.

secours pour leur évêché. On ne doit pas oublier que cinquante prélats environ s'abstiennent systématiquement de donner aucune adhésion à la politique du gouvernement. Tous s'indignent contre les calculs qui encouragent les journaux les plus accrédités à renverser ce qui reste de la morale populaire, saper le principe de toute autorité et trainer dans la boue leurs personnes, leurs actes et leurs croyances. Le clergé du second ordre suit l'épiscopat quant il ne le devance pas » (1). Ce tableau est sans doute pessimiste, mais il est vrai que le clergé, et même l'épiscopat qui en était l'élément le plus gouvernemental, n'était pas véritablement dévoué à l'Empire et ne lui prêtait qu'un concours conditionnel.

Tout en se plaignant du gouvernement, le clergé et ses partisans rendaient volontiers hommage aux dispositions personnelles de l'empereur ; ils attribuaient aux ministres et aux bureaux les difficultés qu'ils rencontraient. Napoléon III était en effet étranger à la tradition gallicane et désirait garder l'appui du clergé. Mais dans les affaires d'Italie, dont il se préoccupait beaucoup plus que des questions religieuses, sa politique menaçait les intérêts vitaux du gouvernement pontifical. La question romaine qui avait été la cause et la base de son alliance avec l'Église en devint à partir du congrès de Paris la principale difficulté.

Or, quelques semaines après, l'empereur eut une décision à prendre qui mettait en cause l'orientation de la politique ecclésiastique. Le ministère de l'Instruction Publique et des Cultes devint vacant le 7 juillet 1856 par la mort de Fortoul. Fortoul, si impopulaire dans l'Université qu'il avait contribué à sauver, n'était ni clérical ni ultramontain. Mais, devenu ministre à une époque où le gouvernement avait besoin du concours de l'Église et où le chef de l'Etat tenait à se concilier la faveur du Saint-Siège, il avait dû ménager les influences cléricales et ultramontaines. D'ailleurs, il n'était pas gallican et, tout en s'efforçant de sauvegarder les prérogatives du pouvoir civil, il avait souvent laissé enfreindre celles que lui assuraient les traditions gallicanes, soit

(1) F¹⁹ 6.313. Tardif avait ajouté : « Il n'en est pas un qui ne proteste contre cette politique de bascule qui, depuis un an, a fait plus d'ennemis au gouvernement que ses largesses et ses phrases ne lui ont fait de partisans en quatre ans. » Puis il a rayé cette phrase. Voir à F¹⁹ 6.247, une autre rédaction de ce passage : « Parmi les vingt-cinq ou trente prélats qui font des mandements favorables à cette politique, il en est plus d'un que les intérêts guident plus que leurs convictions. » Parmi ces intérêts il citait « le besoin d'être soutenus contre leurs clercs ». Contencin a également noté dans ses comptes rendus hebdomadaires les vives réclamations des évêques réunis pour le baptême du prince impérial contre la tolérance accordée à la presse irrégieuse (F¹⁹ 1.853).

qu'il connût trop peu les questions religieuses pour se rendre compte de la gravité de certains empiétements, soit parce qu'il était opportuniste et sacrifiait volontiers les principes à un résultat immédiat. Aussi les ultramontains, malgré maintes réserves, avaient-ils été dans l'ensemble satisfaits de son administration. Parisis écrivait à son successeur le 13 septembre : « J'aimais beaucoup M. Fortoul sans approuver tout ce qu'il faisait ; il m'honorait d'une confiance intime dont je crois m'être servi pour quelque bien (1). »

L'empereur offrit d'abord les Cultes à son garde des Sceaux, Abbattucci (2). Corse, ancien magistrat, député d'opposition libérale sous Louis-Phillipe, hostile aux légitimistes et aux cléricaux, Abbattucci était le chef de l'aile gauche du ministère. Il refusa en raison de son âge ce surcroît de travail (3). De Parieu, déjà ministre de l'Instruction Publique et des Cultes en 1850, était le candidat des cléricaux (4), La Guéronnière,

(1) F¹² 2.593. Voir F¹² III Cher 4, l'opinion analogue de La Tour (12 juillet 1856). Par contre Veuillot n'aimait pas Fortoul. Dans une audience d'avril 1853, Pie IX lui dit : « Ce Fortoul ne vaut rien ? — Rien du tout, Très Saint Père », répondit-il (*Correspondance*, t. II).

(2) L'histoire de la nomination de Rouland est surtout connue par les notes rédigées par le fils et collaborateur d'Abbattucci, publiées par Maurice Dumoulin sous le titre : « *Les Souvenirs d'un homme d'État du Second Empire* » (Revue Bleue, février-mars 1908). J'ai trouvé dans les papiers de Baroche quelques lettres qui confirment plusieurs points de ce récit. Elles lui avaient été adressées en août 1856 par Billault, (Baroche 986) ; Fould, (979) ; Rouher, (981) ; Abbattucci, (995). Les *Mémoires* de Viel-Castel donnent des indications, surtout sur la candidature de La Guéronnière. Voir aussi Dutacq : *Gustave Rouland, ministre de l'Instruction Publique*, et l'article Rouland, par Du Mesnil dans le *Dictionnaire pédagogique* de F. Buisson.

Sur les antécédents de Rouland, voir son dossier de magistrat (série BB² II) et ses nombreux rapports autographes dans la série BB¹⁸ : 1.489, A 9.430 ; 1.495, A 2 612 ; 1.527, A 2 4.173 ; 2 de ces rapports sont cités ci-dessus pp. 121 et 167.

Il y a aux Archives nationales un très grand nombre de rapports à l'empereur, de lettres, de minutes et de notes autographes écrits par Rouland pendant son ministère. Il est donc bien plus facile de connaître son rôle personnel que celui de Fortoul ou de Baroche dont les écrits autographes conservés aux Archives consistent presque uniquement en de brèves annotations.

(3) Abbattucci à Baroche, août 1856 (Baroche 984). — *Souvenirs d'un homme d'État...*, 18 juillet : « Ce matin M. Mocquard, chef du cabinet de l'empereur a écrit au nom de Sa Majesté à M. Abbattucci pour l'engager à accepter les Cultes, parce que l'empereur s'aperçoit que le clergé va trop loin et qu'on lui a trop lâché les guides ; il désire qu'une main ferme s'empare des rênes. » Mocquard était lui-même anticlérical. Dans ce projet, l'Instruction Publique aurait probablement été rattachée au ministère de l'Intérieur.

(4) D'après Viel-Castel, Baroche aurait soutenu la candidature de Parieu, son collaborateur au Conseil d'État. En tout cas, lui et Rouher, qui était auvergnat comme de Parieu, cherchèrent à le faire nommer en compensation grand officier de la Légion d'honneur. Ils n'y parvinrent qu'en août 1857. De Parieu fut notamment appuyé par Salinis qui avait été son professeur. Voir F¹² 2.539 Thibault, 6 janvier 1857 : De la Baume à Rouland ; et les *Mémoires* de Viel-Castel, 31 juillet 1856.

celui de la princesse Mathilde. Quelques semaines passèrent.

Abbatucci recommanda alors à l'empereur le procureur général près la cour d'appel de Paris, Rouland. C'était un magistrat normand étranger aux questions universitaires, mais qui se préoccupait beaucoup des affaires religieuses. Elles lui paraissaient servir de prétexte aux adversaires du gouvernement. Il soupçonnait volontiers les ultramontains d'être légitimistes et les anti-cléricaux d'être républicains. Sincèrement catholique et gallican, il voulait, en matière religieuse comme en toute autre, renforcer l'autorité de l'État. Son chef direct Abbatucci savait que sans être suspect d'hostilité contre l'Église ni de libéralisme universitaire, il défendrait avec énergie les prérogatives du pouvoir civil. A l'insu des autres ministres, Rouland fut nommé ministre de l'Instruction Publique et des Cultes le 13 août. Cette nomination, après l'offre faite à Abbatucci, semble bien montrer que Napoléon III voulait réagir contre les progrès de l'ultramontanisme et les envahissements du clergé.

Après le traité de Paris, le gouvernement impérial, consolidé en France et prépondérant en Europe, attachait moins de prix qu'autrefois à l'appui du Saint-Siège et du clergé français. La politique italienne de Napoléon III et les tendances gallicanes de ses ministres allaient désormais s'affirmer plus librement.

CHAPITRE IX

Les relations du gouvernement impérial avec le Saint-Siège (1856-1858)

I. — *La question romaine et le remplacement de Rayneval* (1)

Napoléon III, en octobre 1856, manifesta sa volonté de continuer à protéger le pape en nommant commandant du corps d'occupation un de ses aides de camp, le général de Goyon, très catholique et d'origine légitimiste (2). Mais il fit communiquer à Rayneval un mémoire contre l'administration pontificale qu'avait rédigé Pepoli (3). Rayneval le critiqua vivement (30 décembre).

Le 19 mars 1857, le *Daily News*, puis le 21, l'*Indépendance belge*, publièrent, avec des omissions et des inexactitudes le grand rapport du 14 mai 1856 où Rayneval prenait position contre les libéraux italiens tout en défendant le pouvoir temporel par des arguments qui voulaient déplaire au pape (4). Pie IX répondit aux attaques dont son gouvernement était l'objet en faisant de mai à juillet 1857 un voyage dans ses États au cours duquel il fut accueilli par des manifestations enthousiastes.

Napoléon III, cependant, cherchait à réaliser ses projets. Rayneval fut chargé de demander au pape une série de réformes administratives et politiques qui devaient lui concilier la sympathie de ses sujets, consolider son gouvernement, et permettre

(1) Outre la Correspondance diplomatique, voir : Cérçay 165 A 1 10 : Lettres adressées à Thouvenel par Rayneval, Sampayo et Granmont. Voir Hubner : *Neuf ans de souvenirs...*

(2) Goyon correspondait directement avec Napoléon III. Il ne dépendait pas de l'ambassadeur dont, par son manque de réserve et de tact, il rendit la situation très délicate. (Cérçay, 165 A 1 10, Sampayo à Thouvenel, novembre-décembre 1857.)

(3) Revue d'histoire diplomatique 1913-1914 : *La question romaine* (1856-1860), par Pepoli.

(4) Rayneval avait communiqué son rapport à son collègue piémontais qui, sans doute, le fit publier. Il semble que cette publication était destinée à rendre intenable la position de Rayneval dont Cavour connaissait les opinions conservatrices et redoutait l'influence.

aux troupes françaises et autrichiennes d'évacuer les États pontificaux (30 juin). Walewski avertit Rayneval que ces ordres venaient directement des Tuileries et que l'on avait vainement tenté au quai d'Orsay d'en atténuer les termes (1). Rayneval écrivit alors à l'empereur et à Walewski. Il critiqua de nouveau la politique des réformes et déclara que le pape refuserait de l'adopter. De plus, la démarche qui lui était prescrite mettrait fin aux bons rapports du gouvernement impérial avec le Saint-Siège. La présence des troupes françaises à Rome augmentait la susceptibilité de Pie IX : « J'ai la conviction qu'il ressentira comme une des blessures les plus douloureuses qui lui aient jamais été faites les conseils que nous nous apprêtons à lui donner... On nous accusera, bien certainement, quoiqu'à tort, de désertier la cause de la papauté pour celle que j'appellerai de l'Italie (2). » Rayneval obtint l'ajournement de toutes démarches jusqu'au retour du pape à Rome, mais Napoléon III décida aussitôt de le remplacer. Il fut nommé le 16 août ambassadeur à Saint-Petersbourg (3). Son opposition à la politique italienne de Napoléon III fut la cause principale de son rappel, mais en outre, pendant cette dernière année de son ambassade, il s'était souvent trouvé en désaccord avec Rouland sur la politique ecclésiastique.

Napoléon III nomma ambassadeur à Rome le duc de Gramont, ministre de France à Turin où il avait eu de bons rapports avec Cavour (4). Il lui donna pour instructions de ne pas soulever jusqu'à nouvel ordre la question des réformes ; mais il avait désormais à Rome un ambassadeur investi de sa confiance. Gramont était d'autant plus disposé à servir la politique personnelle de l'empereur, qu'il se savait mal vu et jaloué de son ministre Walewski. Il arriva à Rome au début de novembre et y fut bien accueilli (5).

L'attentat d'Orsini où le gouvernement pontifical reconnut « l'infatigable perversité des populations romagnoles (6) » n'eut

(1) Cérçay, 165 A 1 10, Sampayo à Thouvenel, juillet-août 1857.

(2) Correspondance diplomatique, 8 juillet 1857.

(3) Malade depuis 1856, Rayneval mourut avant d'avoir rejoint son nouveau poste.

(4) *Nuove lettere inedite di Cavour*, Turin 1895, in-8° ; 19 août 1857 : Cavour fait à Villamarina l'éloge de Gramont, regrette qu'il quitte Turin, mais est heureux « que l'empereur l'envoie à Rome. C'est une preuve qu'il ne désapprouve pas notre conduite envers le Saint-Siège, puisque Gramont..., n'a jamais cessé de nous donner raison. La retraite de Rayneval fera un excellent effet dans toute l'Italie ».

(5) On remarqua cependant que sa femme, d'origine écossaise, était protestante. Veulliot, *Correspondance*, t. VI, 1857, lettre à Salinis.

(6) 23 janvier 1858 : Correspondance diplomatique. Orsini était romagnol.

pas d'effet immédiat sur les relations des deux cours. Jusqu'à la fin de juillet 1858, la question romaine ne fut pas discutée et parut ajournée. La question des réformes fut posée à la fin de juillet 1858 par des incidents, non sur l'initiative du gouvernement impérial. Celle de l'évacuation ne fut pas soulevée jusqu'au début de 1859 (1).

II. — *Les nominations épiscopales de 1856 à 1859*

La nomination de Rouland avait été accueillie par les journaux hostiles à l'Église comme l'indice d'une réaction contre le cléricalisme et surtout contre l'ultramontanisme. Cette interprétation fut démentie par la presse officielle. Mais les tendances gallicanes de Rouland étaient connues dans la magistrature et même dans le clergé (2). Il garda à son cabinet pour les affaires des cultes le collaborateur de Fortoul, Adolphe Tardif. Il connaissait personnellement Hamille (3), le chef de la deuxième division, très attaché aux droits de l'État, dont l'influence devint prépondérante même dans les questions qui sortaient de ses attributions comme les nominations épiscopales.

Pendant le ministère de Fortoul, les nominations épiscopales avaient été faites sans plan d'ensemble suivant les circonstances locales ou générales. L'influence des prélats ultramontains, Salinis, Parisi, Gousset, avaient le plus souvent prévalu malgré quelques échecs en 1852 et 1856. Les dix-neuf évêques nommés ou promus de décembre 1851 à juillet 1856, pouvaient se classer ainsi : quatre gallicans, Daniel, Didiot, Delamarre et Plantier (encore ce dernier allait-il bientôt passer au parti opposé) ; trois libéraux : Ginouilhac, Sergent et Landriot ; un modéré, Galtier ; neuf ultramontains : Gerbet, La Bouillèrie, Wicart, Delalle, Nanquette, Jordany, Salinis, Boudinet et Bara ; deux évêques de tendances incertaines, Forcade et Bonnechose,

(1) L'éventualité d'un conflit avec l'Autriche incitait les militaires français à considérer l'occupation des États pontificaux comme un avantage stratégique auquel il ne fallait pas renoncer (Correspondance diplomatique, 3 janvier 1858, Vaillant à Walewski ; septembre 1858, envoi d'un nouveau bataillon français à Rome).

(2) F¹⁹ 2.484, Lyonnet ; F¹⁹ 2.490, Cœur ; F¹⁹ 6.178, Marguerie (28 octobre 1856 ; Falconet à Rouland).

(3) Hamille était avocat à Douai en 1840, quand son beau-père, Martin du Nord, ministre de la Justice et des Cultes le fit entrer à l'administration des Cultes. Rouland fut de 1843 à 1848 procureur général à Douai ; c'est alors, semble-t-il, qu'il entra en relations avec Hamille.

devaient évoluer vers l'ultramontanisme. Or les prélats qu'il s'agissait de remplacer étaient pour la plupart gallicans. Le parti de l'Univers qui en 1852 ne comptait pas vingt évêques, s'était ainsi considérablement renforcé. Aussi les ultramontains étaient-ils satisfaits des choix de Fortoul, tandis que leurs adversaires déploraient qu'une « coterie » grâce aux « facilités qu'elle a d'approcher la cour et les ministres (1) » fût maîtresse des nominations et qu'un prêtre, en prenant parti contre elle, se fermât l'accès de l'épiscopat.

Les choix faits de 1856 à 1859 résultent d'une politique différente. La première question importante que Rouland eut à résoudre (2) fut la succession de l'archevêque de Paris Sibour assassiné le 3 janvier 1857. La situation du diocèse de Paris était alors très troublée. Le meurtrier de Sibour, Verger (3), était un prêtre déséquilibré qu'il avait interdit pour avoir combattu le dogme de l'Immaculée Conception. Verger, en le frappant, avait crié : « A bas les déesses. » Le meurtre se rattachait donc aux divisions du clergé. Surtout, Sibour était compromis dans le pamphlet « *L'Univers jugé par lui-même* » et l'avocat de l'Univers, plaidant les 24 et 31 décembre, l'avait mis en cause (4). Les vicaires capitulaires firent accepter une transaction : Veuillot retira sa plainte; l'avocat de Cognat, Dufaure, ne plaida pas, et la brochure ne fut pas réimprimée.

L'empereur aurait désiré nommer l'évêque d'Évreux, Bonnechose, qu'il avait chargé en 1852 de négocier son sacre (5). Mais Rouland fit choisir le cardinal archevêque de Tours, Morlot. Gallican, mais très prudent et très modéré, Morlot n'avait pris

(1) Mazenod à Fortoul (25 juillet 1855, F¹⁹ 2.534 Fillion) ; voir aussi F¹⁹ 2.590 Cour à Rouland, 25 novembre 1857.

(2) Le 22 septembre 1856, l'abbé Hiraboure, curé de Pau, ultramontain impérialiste personnellement connu de l'empereur et de l'impératrice et dont Fortoul avait accueilli, en principe, la candidature, fut nommé évêque d'Aire (F¹⁹ 2.480).

(3) Il fut guillotiné le 30 janvier.

(4) Cognat écrivait en janvier 1857 : « Mgr l'archevêque était l'un de mes principaux conseillers dans la campagne que je viens de faire contre l'Univers... Il a parlé plusieurs fois au ministre des Cultes de cette affaire... » (Moser : *M. Cognat*).

(5) Journal de Bonnechose cité par Besson : « Il est maintenant avéré que c'est M. Rouland qui a empêché l'empereur de me nommer à l'archevêché de Paris, tandis qu'au contraire le nonce le désirait. » Voir F¹⁹ 2.572 et F¹⁹ 2.564, dossier Belaval : le premier président de Toulouse, Piou, écrivait à Rouland le 19 mai 1857 : « Mgr d'Évreux est allé à Rome et il en est revenu sans m'écrire un mot. Je vous avoue que je suis surpris de son voyage et de son silence. Vous aimeriez, dites-vous, à le trouver plus confiant. Je crois vous en avoir averti : il est né pour les négociations. Son esprit est plein d'une réserve toute diplomatique. Je ne sais pas si, pour devenir un peu ultramontain, il a eu besoin de modifier ses tendances de Carcassonne, mais il est bien changé s'il n'est plus chaudement dévoué à la cause de l'empereur. »

aucune part ostensible aux divisions de l'Église (1) ; au Sénat et au Conseil impérial de l'Instruction Publique il s'était montré dévoué au gouvernement et très conciliant. Il était alors à Rome. Le pape, à la demande de l'ambassadeur, le décida à accepter une charge qu'il redoutait (2).

Le successeur de Morlot à Tours fut l'évêque de Viviers, Guibert, un homme de gouvernement, d'origine ultramontaine, mais très hostile à l'Univers qu'il avait combattu en 1853 dans un mandement retentissant. Ce « si remarquable mandement » fut un des principaux arguments invoqués par Rouland à l'appui de la nomination de Guibert (3). Il fit valoir aussi que Morlot désirait l'avoir pour successeur. Guibert fut remplacé à Viviers par un curé d'Aurillac, Delcussy, que Rouland recommandait à l'empereur comme « plaçant le vrai progrès religieux dans les bonnes œuvres et le devoir accompli. Il a toujours vécu en parfaite union avec l'autorité civile, chose si rare dans le clergé. Il a fui l'éclat, le bruit des prétentions ou des querelles... Son profond et loyal attachement à l'empereur est de notoriété publique dans le département du Cantal. Ici encore, je me suis efforcé comme partout de trouver ce que l'empereur désire si justement, *« un évêque soumis au Saint-Siège et dévoué à l'empereur, prêtre excellent, ennemi de tout excès et recevant la récompense d'une vie pieuse et honorée »* (4) ».

Les sièges d'Aix et de Limoges étaient devenus vacants. Rouland fit nommer à Aix l'évêque de Belley, Chalandon : « Au milieu des agitations actuelles, il a conservé l'affection de tous ses collègues en s'occupant exclusivement de ce que j'appelle *la cause du bon Dieu*... Il a été élevé dans l'école si forte et si sage des Sulpiciens... Son dévouement à l'empereur est connu de tous » (5).

Le siège de Belley fut attribué à un vicaire général de Bordeaux, de Langalerie : « Ce candidat, très remarqué depuis longtemps dans le clergé, ne peut être suspect à aucun des deux partis qui le divisent. Vivement recommandé par l'évêque

(1) Sur ses sentiments gallicans, voir Moutin : *Un dernier gallican*, Henri Bernier. Veuillot redoutait la nomination de Morlot (*Correspondance*, t. VI, 14 janvier 1857) — que souhaitait au contraire un pur gallican comme Cœur (F¹⁹ 6.178. Maret ; 18 janvier 1857, Cœur à Rouland. Voir F¹⁹ 2.596 Delcussy, 26 janvier, Lyonnet à Rouland).

(2) Pie IX approuva le choix de Morlot, auquel il avait spontanément pensé (*Correspondance diplomatique*, janvier 1857).

(3) F¹⁹ 2.556 (29 janvier 1857). Voir Paguette de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.

(4) F¹⁹ 2.596. Rapport autographe de Rouland à l'empereur (1^{er} février 1857).

(5) F¹⁹ 2.481. Rapport autographe de Rouland à l'empereur (29 janvier 1857).

d'Amiens, aujourd'hui archevêque d'Auch, par l'évêque de Beauvais, Mgr Gignoux, par celui de Montauban, il semble avoir ainsi les sympathies des prélats qui ont écrit dans l'Univers. Très vivement appuyé aussi par le cardinal de Bordeaux, d'un caractère très calme et très modéré, il convient à la nombreuse majorité de l'épiscopat qui veut la modération et la paix dans les affaires religieuses (1). »

Hamille fit nommer à Limoges son compatriote et ami Desprez, évêque de Saint-Denis (La Réunion) ultramontain conciliant et modéré (2). Rouland désigna pour La Réunion l'abbé Maupoint, vicaire général de Rennes : « M. l'abbé Maupoint incline vers ce que l'on appelle : les doctrines romaines, mais avec la garantie de sa sagesse et sans vouloir jamais que l'épiscopat français abdique toute nationalité (3). »

Rouland, qui était gallican, aurait voulu faire des choix plus conformes à ses opinions personnelles. Il était en relations avec les gallicans les plus prononcés, comme l'évêque de Troyes, Cœur, et le doyen de la faculté de théologie de Paris, Maret, et il tenait grand compte de leurs avis (4). Mais l'épiscopat, en raison des progrès de l'ultramontanisme, comportait pour les gallicans tant de difficultés que certains ne se souciaient pas de les affronter. Cœur, pressenti pour Limoges, ne voulut pas entamer dans un autre diocèse une lutte où il avait succombé dans le sien (5). De même, l'évêque de Montpellier, Thibault, (6) et l'archidiacre de Paris Buquet (7) refusèrent Aix.

Surtout, Rouland n'était pas sûr de pouvoir faire accepter des candidats gallicans. Il se heurtait en effet, à l'influence des évêques ultramontains, puissante auprès de Napoléon III (8), et à l'opposition du nonce qui était alors souvent consulté sur les nominations épiscopales. Rouland aurait voulu nommer évêque le doyen des chapelains de Sainte-Geneviève, Dauphin.

(1) F¹⁹ 2.494. Rapport autographe de Rouland à l'empereur.

(2) F¹⁹ 2.587 ; Lacointa, *Vie du cardinal Desprez*.

(3) F¹⁹ 2.577, Rapport de Rouland à l'empereur, 2 février 1857.

(4) F¹⁹ 2.590, Cœur, F¹⁹ 6.178. Maret ; Bazin, *Vie de Mgr Maret*.

(5) F¹⁹ 2.590, 28 janvier 1857, Cœur à Rouland.

(6) F¹⁹ 2.539 ; il n'est pas certain que sa candidature ait été sérieusement envisagée.

(7) F¹⁹ 6.176, 14 janvier 1857. Buquet proposa à Rouland pour le siège qu'il refusait Guibert, qui refusa Aix, mais accepta Tours.

(8) Parisis écrivait à Rouland le 6 mars 1857 : « Vous avez bien voulu, surtout dans notre dernier entretien, écouter avec indulgence des observations qui pouvaient contredire vos vues. J'éprouve pour cela même le besoin de vous adresser mes respectueuses félicitations sur ce que, pour les derniers évêchés, certains noms qui nous alarmaient ont été prudemment écartés. » (F¹⁹ 2.493).

Dauphin était originaire du diocèse de Lyon où s'étaient conservées les traditions gallicanes, notamment dans la société des prêtres séculiers de Saint-Irénée, dits Chartreux de Lyon. Plusieurs membres de cette société ou de ses protégés du clergé lyonnais : Mioland, Donnet, La Croix d'Azolette, Cœur, Plantier, Pavy, Lyonnet, Rossat, étaient devenus évêques et patronnaient volontiers leurs anciens confrères. Plusieurs appuyèrent Dauphin, mais le nonce s'opposa à sa nomination. Renseigné sans doute par un ancien chapelain de Sainte-Geneviève, l'ultramontain Davin, il accusa Dauphin d'être hostile au pape, de soutenir un journal condamné, l'Observateur catholique, auquel il avait effectivement été abonné) et de n'être pas irréprochable dans ses mœurs. Dauphin se défendit mais ne fut pas nommé (1).

C'est pour tenir compte de ces résistances que Rouland, dans ses rapports à l'empereur, évitait de se placer au point de vue gallican et recommandait une politique d'équilibre : apaiser les divisions de l'Église en choisissant dans les deux partis des évêques dévoués, modérés, s'occupant plus d'œuvres et d'administration que de discussions théologiques. Il fit accepter cette politique par l'empereur (2) et dut se contenter de ce demi succès. Cœur ayant vainement recommandé Maret pour un évêché lui écrivait : « M. Rouland a dit le vrai mot de la situation : je ne puis faire passer que des *neutres* (3). »

« Le Saint-Père, écrivait Rayneval le 5 mars 1857, a paru agréer complètement les choix de l'empereur. Sa Sainteté a fait quelques allusions aux opinions assez peu romaines que l'on prêterait à deux d'entre eux, mais Elle a ajouté qu'ils s'étaient empressés de lui annoncer leur promotion dans des termes et avec des expressions de dévouement... qui l'avaient complètement satisfait (4). » Ils furent préconisés sans difficulté.

Le 24 juin 1857, l'évêque de Saint-Flour, Lyonnet, originaire de Lyon et qui se réclamait de la tradition gallicane et bonapartiste du cardinal Fesch dont il avait écrit une biographie élogieuse, fut promu à Valence (5). Il fut remplacé par son vicaire

(1) F¹⁹ 6.181 ; voir notamment la note de Dauphin du 12 février 1861.

(2) Besson, *Vie du cardinal de Bonnechose*. L'empereur entretint Bonnechose de ces questions en 1857.

(3) Bazin, *Vie de Mgr Maret*.

(4) Correspondance diplomatique.

(5) F¹⁹ 2.484. Cette biographie du cardinal Fesch avait décidé Falloux en 1849 à ne pas le nommer évêque (Falloux, *Mémoires d'un royaliste*).

général, de Pompignac, dévoué et modéré (1). Rouland, l'avait préféré à Bouange, vicaire général d'Autun, dont Fortoul avait retenu la candidature, mais qui était « très recommandé par le nonce (2) ».

Le 23 janvier 1858, Napoléon III promut à Versailles l'évêque de Saint-Claude, Mabile, qui lui était très dévoué, mais dont l'ultramontanisme intransigeant semble avoir inquiété Rouland (3). Pour Saint-Claude, Rouland proposa trois candidats également dévoués au gouvernement : un vicaire général d'Autun, Devoucoux, gallican, recommandé par son ancien collègue Landriot et par le cardinal Morlot (4) ; un prêtre algérien, bon administrateur, étranger aux divisions de l'Église, Bernadou ; un vicaire général du Mans, Fillion, ultramontain mais « recommandé par tous les partis religieux, c'est-à-dire par le vénérable évêque de Marseille représentant de l'ancien clergé français, aussi bien que par le cardinal de Reims, chef nominal des ultramontains ». Rouland ajoutait : « J'ai communiqué la note de ces candidats au nonce apostolique qui m'a déclaré n'avoir aucune objection contre des noms si rassurants pour l'Église (5). » Fillion fut nommé le 30 janvier.

A la fin de février, Bonnechose fut promu d'Évreux à Rouen (20 février) et remplacé par Devoucoux (25 février). Mais ce transfert, approuvé par le nonce, déplut à Rome. Le diocèse d'Évreux avait eu pour évêque jusqu'en 1854 le gallican Olivier dont Pie IX avait cherché à obtenir la démission (6). Il craignait que l'œuvre de réorganisation entreprise par Bonnechose ne fût pas achevée (7). Il fit remarquer « combien il serait avantageux pour les rapports du Saint-Siège et du gouvernement de l'empereur, de conserver autant que possible l'habitude de faire précéder les décisions officielles d'un échange officieux

(1) F¹⁹ 2.579.

(2) F¹⁹ 2.526, 15 juin 1857.

(3) F¹⁹ 2.595. Le provincial des capucins, Laurent, écrivait à Mabile : « Vous savez sans doute que vous avez eu pour concurrents deux universitaires : La Rochelle et Quimper ; grâce au bon esprit de Napoléon, les candidats proposés par le ministre ont été rejetés et Mgr Mabile leur a été préféré. *Alléluia !* ». Mabile : *Mgr Mabile, évêque de Versailles*.

(4) F¹⁹ 2.522.

(5) F¹⁹ 2.534 ; 11 janvier 1858, Rapport de Rouland à Napoléon III.

(6) Voir pp. 85 et 264.

(7) Bonnechose avait tour à tour servi et combattu la cause ultramontaine ; il avait pris part en 1845 à la négociation grâce à laquelle le gouvernement français avait obtenu du pape la dissolution apparente de la compagnie de Jésus. Peut-être le motif donné par Pie IX à Gramont n'était-il pas le seul pour lequel il regrettait la promotion de Bonnechose.

de communications confidentielles (1) ». Il déclara regretter qu'on ne l'eût pas consulté avant que le décret eût paru au *Moniteur* et engagea Bonnechose à rester à Évreux.

Le gouvernement impérial insista vivement et, avec l'appui du nonce, obtint satisfaction. Il expliqua que le temps lui avait manqué pour consulter Pie IX mais précisa qu'il n'y était nullement obligé (2) : « Le gouvernement de l'empereur peut juger convenable dans certaines circonstances importantes de faire part de ses vues au Saint-Siège avant de procéder à une nomination épiscopale. C'est ce qu'il a fait tout récemment quand il s'est agi d'appeler le cardinal Morlot à l'archevêché de Paris et à la Grande Aumônerie. Mais ce n'est de la part du gouvernement de Sa Majesté qu'une démarche purement facultative... et... tout à fait exceptionnelle (3). ».

Les autres nominations faites en 1858 ne donnèrent lieu à aucun incident. Un prêtre colonial, Porchez, fut nommé le 24 juin à la Martinique (4). Rouland fit nommer à Pamiers un vicaire général de Toulouse, Belaval, énergique et dévoué : « L'abbé Belaval a l'esprit trop juste et trop serein pour avoir pris part aux folles agitations des ultramontains et des gallicans ; mais il est *français* avec le plus profond respect de l'unité catholique (5). » Un vicaire général du cardinal Donnet, Martial,

(1) 2 mars 1858, Gramont à Walewski, Correspondance diplomatique.

(2) « Il a été impossible, vu l'imminence d'un prochain consistoire d'attendre que le nouvel archevêque ait correspondu avec Rome pour obtenir la licence spirituelle. » (Télégramme de Walewski à Gramont rédigé par Rouland, 4 mars 1858, Correspondance diplomatique). En effet le 17 février, Bonnechose écrivait à Rouland : « Je n'ai reçu que ce matin la lettre confidentielle par laquelle vous m'invitez à écrire à Rome. » (F¹⁹ 2.572). La nomination fut donc faite bien avant que Pie IX eût pu répondre. Pour qu'un transfert fût possible, le pape devait non seulement préconiser à nouveau l'évêque promu, mais d'abord le dégager des liens spirituels qui l'unissaient à son diocèse. Pie IX estimait donc avoir plus de droits à être consulté sur un transfert que sur une nomination.

(3) 20 mars 1858, Walewski à Gramont. Walewski ajoutait : « Que s'il arrivait contre toute vraisemblance que le choix du souverain tombât sur un sujet incapable ou indigne, le pape aurait toujours le moyen de neutraliser la nomination en refusant l'institution canonique. L'on ne sache pas que ce dernier cas se soit encore présenté. » Gramont répondit le 27 mars que le pape ne considérerait pas l'entente préalable comme un droit du Saint-Siège, mais comme un bon procédé.

(4) « J'ai vainement cherché des candidats en France, écrivait le 22 juin Rouland à Napoléon III. Tous ont refusé le dangereux honneur de l'épiscopat dans une colonie dont le climat est meurtrier. Le dévouement a fait défaut et M. Epivent notamment, recommandé par M. de la Tour, s'est enveloppé dans des prétextes déguisant mal la crainte. » (F¹⁹ 2.581). Epivent était très ultramontain. L'offre d'un évêché colonial l'avait mis, peut-être intentionnellement, dans l'alternative de quitter la France ou de compromettre par un refus sa candidature à l'épiscopat.

(5) F¹⁹ 2.554.

comme lui peu préoccupé des querelles de doctrines et dévoué au gouvernement, fut nommé le 3 août à Saint-Brieuc (1).

Un incident survenu à la fin de 1858 montre que Rouland était très mécontent de la manière dont le nonce renseignait le Saint-Siège sur les prêtres français. Napoléon III voulut en 1858 nommer chanoine du premier ordre de Saint-Denis l'abbé Coquereau, qu'il avait chargé depuis 1852 d'organiser l'aumônerie de la marine de guerre (2). Les canonicats du premier ordre de Saint-Denis étant réservés aux évêques, le gouvernement demanda au pape de nommer Coquereau évêque *in partibus* et reçut d'abord une réponse favorable. Puis, le pape fit des objections tirées des mœurs de Coquereau. Rouland répondit que ces accusations portaient sur des faits vieux de vingt-cinq ans, que Coquereau niait et qui n'étaient nullement établis (3) ; que depuis, Coquereau n'avait encouru aucun reproche bien que ses manières, après dix-huit ans passés parmi des marins, pussent ne pas être exactement celles des autres prêtres. L'empereur s'en remettait d'ailleurs au jugement du pape en lui transmettant les résultats de l'enquête faite par le ministre des Cultes. Pie IX maintint son refus tout en nommant Coquereau protonotaire apostolique, ce qui permit à titre exceptionnel de le nommer chanoine de Saint-Denis.

Rouland écrivit à Walewski que l'empereur s'inclinait devant la décision du pape mais qu'il en était peiné : « Enfin, il est bon qu'on sache à Rome que le clergé français se plaint de n'y être pas toujours représenté par les rapports du nonce apostolique suivant les règles d'une exacte impartialité. Les dénonciations sont faciles mais elles deviennent odieuses et meurtrières quand elles ne sont pas sévèrement contrôlées. Ce système d'empressement à écouter toutes les délations même intéressées accroît nos divisions, désole le clergé et ruine le respect des fonctions ecclésiastiques. On ferait bien d'ouvrir les yeux sur ce qu'il y a de périlleux dans cette police morale

(1) F¹⁹ 2.575 ; F¹⁹ 2.554, Belaval ; Veuillot, *Correspondance*, t. II, 13 août 1858.

(2) F¹⁹ 6.176 et *Correspondance diplomatique* : octobre et novembre 1858. Coquereau avait été en 1848, l'un des organisateurs de la société bonapartiste du 10 décembre (Thirria, *Napoléon III avant l'Empire*, 2 vol. in-8°, 1895). Il fréquentait chez la princesse Mathilde dont l'entourage était assez hostile à l'Église (voir les *Mémoires de Viel Castel* : 30 août 1852, 18 juillet 1853, 26 décembre 1859, 21 avril 1853).

(3) Une fiche de l'administration des Cultes mentionne « des renseignements très défavorables sur les mœurs et la conduite de l'abbé Coquereau, donnés par l'évêque du Mans (1846) » et déclare qu'il « ne jouit d'aucune considération dans le clergé » (F¹⁹ 6.528, voir aussi F¹⁹ 3.097).

et religieuse légèrement faite ou pratiquée dans l'intérêt des uns, pour l'exclusion des autres. En France on aime peu ce régime de surveillance occulte et partielle qui n'est propre qu'à exciter des haines et à produire beaucoup d'erreurs (1). »

Ces méthodes de la nonciature rendaient le système de l'entente préalable intolérable pour le gouvernement impérial qui, tout en le pratiquant souvent, l'avait toujours repoussé en droit. Le conflit sur les nominations épiscopales qui devait éclater en 1860, s'annonçait ainsi dès 1858.

III. — *Le conflit de Moulins* (2)

Un conflit survenu en 1857 entre l'évêque de Moulins et le gouvernement impérial affecta gravement les relations de celui-ci avec la cour de Rome.

Falloux avait nommé évêque de Moulins en 1849 l'abbé de Dreux-Brézé. Très légitimiste et très ultramontain, Dreux-Brézé avait jusqu'alors vécu à Paris où il se consacrait à des œuvres charitables avec plusieurs prêtres d'opinions analogues aux siennes, jeunes et distingués comme lui : Ségur, Gay, Gibert, de Conny. Il trouva dans l'Allier une population peu religieuse et en partie révolutionnaire, un clergé médiocre sans zèle ni autorité, une administration diocésaine désorganisée par la faiblesse de son prédécesseur. Ayant pris pour collaborateurs Gibert et de Conny, il entreprit de réformer complètement son diocèse et de le ramener à l'unité romaine. Il ne tint pas le moindre compte de la législation civile ; il n'observa aucun ménagement envers les fidèles, ni envers son clergé auquel il faisait durement sentir sa triple supériorité de grand seigneur, d'homme éminent et de prêtre irréprochable. Il fut bientôt détesté.

Il confia son petit séminaire aux Jésuites, établit la liturgie romaine, exigea de ses prêtres des sacrifices pécuniaires, les fit surveiller par leurs collègues et par des laïques ; il déplaça un grand nombre de desservants. Les chanoines et les curés de cantons, étant inamovibles, pouvaient lui résister. Il créa avec l'assentiment du pape (rescrit du 19 septembre 1853), mais sans consulter l'autorité civile comme l'exigeaient les

(1) F¹⁰ 6.176 ; minute de la main de Rouland, 19 avril 1859.

(2) F¹⁰ 2.541 ; F¹⁰ 6.092 ; F¹⁰ 5.830 (Brillaud) ; F¹⁰ III Allier 6 et 10.

Mémoires et documents, volume 116 ; Correspondance diplomatique, mars-août 1857.

Articles Organiques, de nouveaux canonicals, auxquels il nomma des prêtres dociles. Il exigea des prêtres qu'il nommait à des cures l'engagement de ne pas se prévaloir de leur inamovibilité s'il voulait les révoquer ou les déplacer (1). Il promulgua en 1854 des statuts diocésains portant que tout prêtre faisant appel auprès de l'autorité civile d'une décision épiscopale était excommunié *ipso facto*. Il obtint en fait la démission de cinq curés inamovibles.

D'autre part, appuyé sur les légitimistes qui étaient assez nombreux et très ardents dans l'Allier, il créa de graves difficultés aux préfets qui se succédèrent à Moulins. Ils durent ou se soumettre à son autorité (2), ou entrer en conflit avec lui (3). Il s'opposa à l'inspection des pensionnats de filles congréganistes et refusa d'assister au baptême du prince impérial.

Cependant le gouvernement tolérait les irrégularités de son administration dont il était informé (4). La résistance vint du clergé. Des prêtres se plaignirent au ministre des Cultes et au nonce. En octobre 1856, deux curés inamovibles de Moulins, Gomot et Martinet, prirent l'initiative d'une pétition au pape contre Dreux-Brézé. Elle réunit un certain nombre de signatures dans le clergé et fut envoyée au nonce le 2 novembre. Dreux-Brézé, informé, écrivit au pape pour se justifier et menaça les auteurs de la pétition. Le 8 février 1857, il publia une réponse bienveillante de Pie IX qui disait n'avoir reçu aucune plainte contre lui (5) ; par la même ordonnance, il frappa d'interdit *ex informata conscientia* le curé Martinet qui, le 11 février fit appel contre son évêque à « la justice de l'empereur ». Très populaire, Martinet fut l'objet de manifestations de sympathie qui faillirent se transformer en émeute contre l'évêque. Les notables de Moulins adressèrent au gouvernement une pétition contre Dreux-Brézé. Les légitimistes eux-mêmes ne prirent pas sa défense. Rouland et le nonce l'invitèrent vainement à la modération. Il suspendit Gomot le 15 février et annonça l'inten-

(1) Il semble que ces prêtres, en renonçant à se pourvoir contre une décision épiscopale auprès de l'autorité civile, ne renonçaient pas formellement à en appeler au métropolitain ou au pape.

(2) Charnailles (1851), Delahaute, (1854-1856).

(3) Maupas (1851), Genteur (1857-1863).

(4) Dupanloup avait également créé en juin 1855 de nouveaux canonicals avec l'assentiment du Saint-Siège mais sans l'autorisation du gouvernement (F¹⁹ 2.649).

(5) En fait, la pétition était arrivée à Rome, mais elle était restée dans les bureaux. Le pape, qui n'en était pas informé, regretta plus tard que Dreux-Brézé eût publié sa lettre.

tion de frapper les autres pétitionnaires qui refuseraient de rétracter leur plainte.

Dès le 14 février, l'empereur décida de poursuivre Dreux-Brézé en Conseil d'État, à moins que le pape ne décidât de l'éloigner définitivement de son diocèse et n'annonçât sa décision en le mandant immédiatement à Rome. Pie IX, bien qu'informé par le nonce, ne prenant aucune initiative, l'empereur lui écrivit personnellement à la fin de février, et, sans attendre sa réponse, fit former un recours en Conseil d'État (3 mars).

Le 14 mars Rouland justifia cette mesure dans une lettre à Walewski (1). « Le système actuel soutenu par le nonce, par quelques évêques ultramontains et divulgué avant-hier par l'Univers, est que le gouvernement impérial ne doit pas se servir des Articles Organiques pour exercer une juridiction sur les évêques et par suite contre l'évêque de Moulins. Cela vient à dire que le gouvernement souverain n'a qu'à se croiser les bras en face de tout *abus de pouvoir* commis par un évêque contre un prêtre de son diocèse. Suivant ce système, cet abus ne relève que de la puissance ecclésiastique, c'est-à dire du pape. Jamais en France nous n'avons admis cette doctrine qui suppose que le prêtre perd son caractère de citoyen, de sujet français, et ne relève en rien de la souveraineté temporelle ou réelle. Il faut l'intervention de l'empereur pour la nomination des curés et des évêques. Ils ne peuvent pas troubler la paix publique, même par des décisions ou actes ecclésiastiques, sans être responsables devant le gouvernement. Cette théorie est fondamentale dans notre monarchie française et forme la base de notre droit. Il y a grave imprudence de vouloir l'attaquer. Le pays y tient et l'empereur risquerait sa popularité et sa puissance s'il consentait à l'abolir. La sagesse de l'Église devrait consister à ne pas élever pareilles prétentions qui excitent la défiance et la répulsion profonde de notre pays. »

Quant à Dreux-Brézé « il fallait protester contre sa conduite violente, étourdie, compromettant la tranquillité du diocèse : un seul moyen existait, celui de lui reprocher des *violations publiques* de nos lois organiques dans la gestion épiscopale. En réalité le gouvernement n'a pas voulu se donner le plaisir d'user de ces lois et de la juridiction du Conseil d'État. En toute autre circonstance il se fût contenté d'avertir l'évêque de ses empiètements ecclésiastiques ; mais le gouvernement pour protéger la

(1) Lettre confidentielle et autographe, Mémoires et documents, volume 116.

population, pour blâmer ce qui était blâmable, pour faire acte d'autorité *nécessaire* a été forcé de recourir à la seule voie légale qui lui fût ouverte ». Seul Pie IX pouvait empêcher les poursuites en éloignant de Dreux-Brézé de son diocèse ; il ne l'avait pas fait. « L'empereur qui a écrit au pape il y a quinze jours pour se plaindre, n'a pas encore reçu de réponse. »

Le gouvernement impérial, en ne hâtant pas les poursuites, se réservait d'ailleurs la possibilité de les suspendre si le pape se décidait à agir. Mais Pie IX ne voulait pas intervenir sous la menace de la sentence du Conseil d'État. Il projeta seulement de déférer la plainte des curés à un évêque qui eût statué en première instance, le Saint-Siège devant prononcer en dernier ressort ; mais cette solution qui ne pouvait satisfaire le gouvernement impérial fut bientôt abandonnée. Le nonce déclara à la fin de mars « que le Saint-Père ne manderait pas Mgr de Dreux-Brézé et s'abstiendrait de tout autre acte significatif si le gouvernement impérial n'abandonnait pas préalablement son pourvoi en Conseil d'État (1) ». Le gouvernement refusa et la sentence d'abus fut prononcée le 6 avril (2).

Rayneval et Walewski reprochèrent plus tard à Rouland d'avoir négligé un moyen d'entente en ne demandant pas l'intervention du pape par la voie de l'ambassade (3). Walewski ne fut en effet saisi par Rouland de l'affaire de Moulins que le 14 mars alors que les poursuites étaient engagées depuis le 3. Rouland avait répondu par avance à ce reproche, que le pape aurait dû agir de sa propre initiative sur les rapports du nonce (4). En réalité, le gouvernement qui, dans l'affaire Baillès, avait cherché à tout prix un accord avec le pape en évitant les recours à la juridiction civile qui auraient pu y faire obstacle, procéda vis-à-vis de Dreux-Brézé d'une manière toute différente. Les mesures

(1) Note de Rouland (2 mai 1857 : F¹⁹ 2.541, et Mémoires et Documents, volume 116).

(2) Elle condamnait l'interdiction faite aux prêtres de recourir à la puissance séculière, l'engagement imposé aux curés de canton de ne pas se prévaloir de leur inamovibilité, et la réorganisation irrégulière du chapitre. Le Saint-Siège protesta sur ce dernier point, car c'étaient les Articles Organiques (art. 35) et non le Concordat qui donnaient au gouvernement le droit de contrôler l'organisation des chapitres. Dreux-Brézé contesta l'exactitude de la seconde accusation. Quelques conseillers d'État votèrent contre la sentence d'abus. (*Correspondance* de Veuillot, t. VI : Lettre à Salinis, Pâques 1857).

(3) Mémoires et Documents, volume 116, 6 mai 1857, Walewski à Rouland ; *Correspondance diplomatique* 14 et 19 mai.

(4) Sa note du 2 mai (F¹⁹ 2.541 et Mémoires et Documents, volume 116) développe les arguments donnés dans la lettre du 14 mars.

par lesquelles il avait enfreint la législation ecclésiastique, n'étaient, comme le constate Rouland dans sa lettre du 14 mars, que le prétexte des poursuites, et les troubles suscités par lui dans l'Allier en étaient le motif réel. Mais Dreux-Brézé, isolé dans son diocèse, haï de la majorité des prêtres et des fidèles, n'était pas, comme autrefois Baillès, un danger politique (1). En l'espèce le gouvernement n'avait pour agir qu'un motif de prestige : il lui déplaisait de paraître impuissant à rétablir le calme dans un département parce que celui qui le troublait était un évêque. Si conforme aux principes administratifs du Second Empire que soit ce motif, il n'eût sans doute pas suffi à décider le gouvernement si celui-ci n'avait pas tenu par principe à affirmer un droit que lui contestait l'Église et à rompre la prescription dont les Articles Organiques paraissaient frappés (2). Le gallicanisme de Rouland et les dispositions moins favorables de Napoléon III vis-à-vis de l'Église furent les causes principales du décret d'abus rendu contre Dreux-Brézé (3).

A Rome, la sentence du Conseil d'État fut en effet accueillie comme le symptôme d'une nouvelle politique ecclésiastique : « On ne veut pas que ce soit un cas particulier, un acte de sévérité ne s'appliquant qu'à un seul homme. On cherche à faire entendre que c'est un changement de système, une menace au corps épiscopal tout entier, un encouragement aux prêtres récalcitrants ; que les relations naguère si faciles entre l'Église et l'État ne peuvent manquer de s'altérer. » Pourtant, écrivait Rayneval, « quoique profondément affecté de ce qui s'est passé, le Souverain Pontife n'est nullement disposé à s'exagérer les proportions de cette affaire... Seulement, Sa Sainteté se montrera encore moins disposée qu'Elle ne pouvait l'être à agir sur l'évêque pour obtenir sa démission. Sous ce rapport, la difficulté, primitivement

(1) Aux élections de 1857, il n'y eut dans l'Allier qu'un seul candidat légitimiste et clerical, Montagnac, qui obtint à Montluçon 1.413 voix contre 3.297 au républicain et 11.624 au candidat officiel (F¹⁸ III Allier 6, BB¹⁸ 1.567). L'administration fit élire tous ses candidats aux élections cantonales de 1858 (F¹⁸ III Allier 6).

(2) F¹⁸ 2.554, Belaval, 19 mai 1857, Piou à Rouland.

(3) Peu auparavant, le gouvernement avait hésité à former un appel comme d'abus contre l'évêque d'Ajaccio pour un mandement de janvier 1856 où il attaquait le mariage civil (voir p. 320). La minute d'une lettre au préfet de la Corse, rédigée par Rouland en décembre 1856, contient ce passage : « L'empereur dont chacun connaît la haute sagesse, l'estime profonde pour l'épiscopat français, le sincère désir d'éviter le bruit et le scandale dans tout ce qui touche à la religion, avait cru devoir cependant ordonner une poursuite d'appel comme d'abus. J'ai supplié Sa Majesté de vouloir bien considérer qu'une mesure moins solennelle pouvait suffire aux exigences de la situation. » Ces lignes ont été supprimées dans le texte définitif, daté du 14 décembre (F¹⁸ 5.508).

très grande, me paraît aujourd'hui insurmontable. Auparavant, le Saint-Père n'avait en ce qui concerne l'évêque que des motifs de blâme. Aujourd'hui, dans l'évêque frappé en vertu de lois contre lesquelles le Saint Siège a protesté, le pape croit avoir un principe à défendre (1). »

Or le 4 mai, Rouland, sur l'ordre de l'empereur, écrivit à Walewski de demander au pape d'« user de toute son autorité » pour déterminer Dreux-Brézé à se retirer. Rayneval devait considérer cette négociation comme « *principale et urgente* (2) ». Le 8 mai Rouland, répondant à Rayneval (3), exposa à propos de l'affaire de Moulins la politique religieuse du gouvernement impérial. Il rappela « tout ce qu'il y a de nécessaire et d'important dans la complète intelligence à Rome de nos difficultés et de notre situation en France. On se trompe beaucoup dans la chancellerie romaine si l'on croit qu'il y a ici la moindre modification dans la bienveillance et la loyauté religieuse du gouvernement impérial. L'empereur est un de ces hommes chez qui le cœur et la raison ne varient pas dans les choses sérieuses. Il est religieux devant Dieu, il pratique devant les hommes, mais il est et ne peut pas ne pas être le souverain d'un grand pays. Or ce pays c'est la France, issue de 89, labourée par de nombreuses révolutions, guérie peut-être de bien des illusions excessives, mais profondément imbue du droit civil des citoyens et des institutions politiques qui ont fondé ou affranchi l'État. La France est religieuse. L'Église de France est par ses lumières et ses vertus le plus beau fleuron de la tiare pontificale, mais la France où le sentiment individuel et collectif tout à la fois est si largement développé, n'aime pas les apparences de l'agitation ou de l'empiétement des hommes et des choses ecclésiastiques. Votre pays, vous le savez..., se laisse doucement amener aux idées et aux pratiques du culte, sous l'influence de la charité, de la bienveillance et de la sagesse du clergé, mais il se cabre dès qu'il croit apercevoir des tendances de domination temporelle. Il y a eu une grande faute commise depuis quelques années par des hommes sincèrement religieux mais qui ont voulu aller trop vite et faire table rase comme si en

(1) Rayneval à Rouland, 2 mai 1857 (F¹⁰ 2.541). Sur l'émotion produite par le décret d'abus chez les ultramontains français, voir p. 221.

(2) F¹⁰ 2.541, et Mémoires et Documents, vol. 116.

(3) Il avait rédigé de sa main cette longue dépêche dans l'intention de l'envoyer à Rayneval. Walewski objecta que seul le ministre des Affaires Étrangères pouvait donner des instructions à un ambassadeur. La lettre de Rouland fut donc adressée à Walewski et transmise par lui à Rayneval. (F¹⁰ 2.541 ; Mémoires et Documents, volume 116. La minute est datée du 8 mai, la lettre du 14.)

un clin d'œil on pouvait supprimer des idées et des lois enracinées dans la nation. La grande agitation religieuse entreprise par l'*Univers* et ses adhérents, n'a eu qu'un résultat, celui de raviver les préjugés du pays et de donner un déplorable aliment aux récriminations des journaux et des partis voltairiens. Je me trompe, elle en a eu encore un autre non moins regrettable, celui de mettre la discorde dans l'épiscopat, de faire apparaître un parti voulant dominer le pape et l'empereur, et de pousser le jeune clergé inférieur à des idées fâcheuses d'intolérance en face de l'autorité civile, et de critique et d'indépendance envers leurs évêques. On se plaint, dit-on, à Rome, que le gouvernement ait tiré du fourreau la vieille épée rouillée des Articles Organiques, mais qui l'y a forcé, si ce n'est l'évêque de Moulins ? Pourquoi n'être pas resté dans les voies calmes et sages, avec tous les avantages d'un gouvernement ami et protecteur ? Pourquoi avoir heurté maladroitement ce pays en prêchant tout haut la prétendue décrépitude des lois fondamentales, la domination trop claire et trop ardente du spirituel sur le temporel et l'attaque ouverte de la tolérance légale des cultes reconnus ? Nous avions en France, il y a quatre à cinq ans, un magnifique et sincère mouvement religieux, parce que les hommes étaient fatigués de toutes les agitations politiques et sociales. Il fallait seconder ce mouvement par la religion, procédant dans les œuvres de prudence et de charité et se gardant bien d'avoir l'air de songer aux vieilles querelles et aux éternelles prétentions qui les ravivent. Le gouvernement eût été mille fois trop heureux de n'avoir à s'inquiéter de personne ni d'aucune doctrine et certes, il ne demandait pas mieux que d'oublier les lois organiques et la juridiction du Conseil d'État. Mais au lieu de la paix, de l'habileté, du progrès tranquille, il y a eu trop souvent le bruit, la prétention, l'irritation, la discorde. Tout homme religieux sensé gémit de cette faute. »

« Heureusement, elle n'est pas irréparable, parce que l'empereur, je le répète, n'a pas varié d'un atome dans ses sentiments et sa politique. Nous aimons, nous honorons, nous protégeons le clergé ; nous voulons la liberté sage, la dignité, le repos. Nous le manifestons en toute occurrence. Il n'y a en France, avec cette loyale et énergique attitude du gouvernement impérial, aucune difficulté sérieuse, parce que l'entente cordiale est aisée, mais il faut se comprendre, il faut s'éclairer mutuellement sur les choses possibles ou impossibles. Il ne faut nulle part des prétentions absolues, exclusives. Il nous faut tenir compte des nécessités si graves de l'opinion publique dans un pays personnel et

impressionnable comme la France. Voilà la vérité du bon sens pratique. »

Les négociations engagées entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège apaisèrent le conflit qui mettait aux prises Dreux-Brézé et les curés interdits. Ceux-ci écrivirent à leur évêque une lettre de regrets dont la formule fut minutieusement débattue, et furent réintégrés dans leurs fonctions au mois de juillet. Mais le gouvernement ne put obtenir l'éloignement de l'évêque. Aux démarches les plus pressantes, Pie IX répondit, comme l'avait prévu Rayneval, que contraindre Dreux-Brézé à donner sa démission, ce serait sanctionner la sentence du Conseil d'Etat ; ce serait aussi, après les démissions forcées des évêques de Luçon et de Pamiers, ruiner entièrement le principe de l'inamovibilité épiscopale et mécontenter gravement les évêques de France (1) et du monde entier. Le transfert de Dreux-Brézé à un autre siège épiscopal fut suggéré par le Saint-Siège et repoussé aussitôt par le gouvernement impérial. Le 7 juillet, tout en maintenant que l'éloignement de Dreux-Brézé serait tôt ou tard nécessaire, Rouland accepta d'attendre les résultats que produiraient la réintégration des curés et les conseils donnés par Pie IX à Dreux-Brézé. La négociation fut ajournée ; elle ne devait être reprise qu'en mars 1858.

IV. — *L'empereur et les privilèges de la couronne de France* (2)

Le Saint-Siège, tandis qu'il refusait son concours au gouvernement impérial dans l'affaire de Moulins, lui donna satisfaction dans deux négociations relatives l'une aux prières pour le souverain, l'autre à son aumônerie.

(1) Rouland affirmait le contraire (4 juin, Rouland à Walewski, F¹⁹ 2.541 et Mémoires et Documents, vol. 117), mais Rayneval croyait l'opinion du pape fondée (25 juin, Correspondance diplomatique).

(2) Grande aumônerie et chapitre de Saint-Denis : F¹⁹ 3.089 ; F¹⁹ 6.169 ; F¹⁹ 6.179 (Robiou), AB XIX 523, 05 104. Mémoires et Documents, vol. 114 et 116 (14 mars 1857). Correspondance diplomatique, mars-mai 1857, 5 mai et 4 août 1858 ; Cérçay, 165 A1 10, mars 1857 ; *Documents concernant la Grande Aumônerie et la chapelle de Saint-Denis, publiés par ordre du ministre de l'Instruction Publique et des Cultes* (1854 in-4°) ; Conegliano : *La maison de l'empereur*. Liturgie : F¹⁹ 5.434, 5.578, 5.579, 2.541 (Dossier Dreux-Brézé, 14 avril, 2, 4 et 8 mai 1857). Mémoires et Documents, volume 116 (14 mars, 30 avril, 14 mai 1857) et volume 117.

Correspondance diplomatique, avril-décembre 1857.

Bazin, *Vie de Mgr Maret* ; Martin, *Vie de Mgr Jaquet* ; Clastron, *Vie de Mgr Planier* ; Bergier : *Études liturgiques*, Besançon 1862, 2 vol., in-8°.

Napoléon III, au début de l'Empire, avait pris pour premier aumônier l'évêque de Nancy, Menjaud, qui garda la direction de son diocèse, et pour deuxième aumônier l'abbé Tirmarche, curé de Ham, qu'il avait connu pendant sa captivité. L'aumônerie du souverain était, d'après les privilèges traditionnels de la couronne de France, exempte de la juridiction de l'ordinaire. Mal définie, cette exemption entraîna quelques conflits entre Menjaud et Sibour. Une autre question d'exemption se posait pour le chapitre de Saint-Denis réorganisé par le décret du 25 mars 1852 et dont les prêtres de la chapelle impériale étaient membres honoraires.

Les traditions gallicanes étant imprécises et les exemptions ayant été abolies par les Articles Organiques, une commission réunie en janvier 1856, décida que le gouvernement demanderait au pape de préciser par une bulle le statut des deux institutions (1). La mort de Sibour facilita cette réorganisation. Menjaud, allant à Rome en mars 1857, fut chargé de la négociation, qui aboutit aussitôt. Les exemptions du chapitre de Saint-Denis et de la Grande Aumônerie furent élargies. Le grand aumônier eut sous sa juridiction les palais impériaux, les personnes qui y résidaient, les aumôniers de l'armée et de la marine servant hors du territoire de l'Empire et le chapitre de Saint-Denis. Pour mettre fin à tout conflit entre l'archevêché et l'aumônerie, Napoléon III avec l'assentiment du pape nomma Morlot grand aumônier (13 août 1857), Menjaud, restant premier aumônier sous sa direction.

Les privilèges de la couronne de France en matière liturgique, donnèrent lieu à une négociation plus importante. Sous Louis-Philippe, par suite de la mauvaise volonté du clergé légitimiste, et sous la Seconde République, les prières pour le chef de l'État étaient dans beaucoup de régions tombées en désuétude. De plus, sous la pression du Saint-Siège, la liturgie romaine était rétablie dans un nombre croissant de diocèses sans que le gouvernement, qui déplorait cette évolution vers l'ultramontanisme, osât intervenir (2). Or, les prières pour le souverain qui figuraient dans les liturgies gallicanes, ou bien n'existaient pas dans la liturgie

(1) Elle était composée de Fortoul, Abbattucci, Baroche, Fould, Troplong, Delangle, Portalis, Menjaud. Troplong, se plaçant au point de vue gallican d'après lequel l'empereur, aux termes du Concordat, jouissait de plein droit des privilèges religieux de la couronne de France, jugeait une nouvelle bulle superflue. Les autres estimèrent qu'en pratique elle serait utile (AB XIX 523, F¹⁰ 3.089).

(2) F¹⁰ 5.434 ; F¹⁰ 1.853, Comptes rendus hebdomadaires, 8 mars 1856.

romaine, ou bien s'y adressaient au roi des Romains (1). Comme elle devait être textuellement adoptée, les prêtres hostiles à l'empereur saisissaient ce motif de ne pas prier pour lui. D'autres chantaient les prières pour le souverain après la fin de la messe, c'est-à-dire souvent au milieu du bruit et de l'inattention générale, alors que les fidèles se dispersaient et que parfois les légitimistes s'étaient ostensiblement retirés. Ces prières étaient donc très irrégulièrement chantées surtout dans les pays légitimistes (2). Or c'était là que le gouvernement comptait le plus sur elles pour accroître le prestige de l'empereur auprès des populations,

L'empereur, fort de l'article 8 du Concordat qui prescrivait le chant du *Domine salvum*, écrivit personnellement au pape pour le prier de mettre fin à une situation dont il était blessé (3). Il désirait de plus, comme Napoléon I^{er}, l'unification du catéchisme (4). Cette seconde demande fut ajournée. Rouland appuya la première de remarques menaçantes : « ... Malgré les résistances locales et de nombreuses réclamations, le gouvernement de l'empereur n'a voulu contrarier en rien la propagation de la liturgie romaine, mais... il ne saurait abandonner les prérogatives consacrées par un usage immémorial et considérées par les populations comme l'un des attributs essentiels de l'autorité souveraine... Dans la plupart des communes rurales, le changement de liturgie est très onéreux et mal compris. Les habitants des campagnes ont peine à concevoir pourquoi on change la tradition et les habitudes de leurs pères pour prier Dieu (5). Les nouveaux livres entraînent des dépenses. Si ces nombreux fidèles, et ici il s'agit aussi de ceux des villes, s'aperçoivent que la liturgie romaine omet ou diminue les prières pour le souverain de la France, ils arriveront à cette pensée, que c'est une contrainte

(1) Voir p. 101.

(2) F¹⁹ 5.778 ; F¹⁹ 5.605 (Calvados, septembre 1856 ; Mayenne, juillet 1857 ; Morbihan ; juillet 1856, février 1857 ; Vendée, mai 1856) ; F¹⁹ 5.606 (Loire-Inférieure, février 1857) ; F¹⁹ 5.832 (1857) ; 5.877 (1854) ; 5.867 (Orens) ; 5.872 (Jolys) ; 5.785 (Monestruq).

(3) F¹⁹ 2.572, Bonnechose à Fortoul, 11 février 1856 ; Ségur : *Mgr de Ségur, Souvenirs et récit d'un frère*.

(4) Articles Organiques ; 39 : « Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France. » Une lettre du 14 avril 1857, adressée à Rouland par Walewski au sujet du catéchisme unique, porte en marge cette note : « C'est le cardinal Gousset qui a pris l'initiative il y a environ deux ans. On a fait au cabinet un travail pour l'empereur sur cette question. » F¹⁹ 2.541.

(5) Sur ce mécontentement, voir F¹⁹ III Nord 8, 14 avril 1859 ; Ledru : *Dom Guéranger, abbé de Solesmes et Mgr Bourrier...*

étrangère, antinationale et offensante pour l'empereur. Le pays en conclura, injustement sans doute, mais inévitablement, que l'Église romaine est hostile au gouvernement impérial, et l'établissement de la nouvelle liturgie éprouvera dans la pratique les plus sérieuses difficultés (1). »

Après de nombreuses démarches de Rayneval et de l'évêque de Nantes, Jaquemet, que Napoléon III avait associé à la négociation, le gouvernement impérial obtint satisfaction. La congrégation des Rites décida par décret du 10 septembre 1857 que le nom de l'empereur serait désormais prononcé dans le canon de la messe ; que le *Domine salvum* suivi de la prière *Quæsumus omnipotens Deus* serait chanté dans toute la France après la communion et avant l'*Ite Missa est* ; que les prières pour le souverain figureraient suivant la coutume dans les offices de Pâques et dans les litanies des saints (2). Ces dispositions formeraient une annexe aux missels et aux bréviaires romains usités en France.

Le gouvernement obtint encore un décret interprétatif du 17 décembre précisant que le nom propre de l'empereur serait mentionné dans le *Domine salvum* et que cette prière serait chantée non pas une fois comme le prévoyait le décret du 10 septembre, mais, suivant l'usage français, une fois par l'officiant ou par le chantre, et une fois par les fidèles (3). Cette dernière règle et la mention de l'empereur au canon de la messe étaient contraires aux principes de la liturgie romaine et le gouvernement impérial eut grand peine à les faire consacrer par le Saint-Siège. Forte des ordres pontificaux, l'administration put désormais obtenir que les prières pour le souverain fussent régulièrement chantées (4).

Le Saint-Siège reconnut ainsi comme des droits des coutumes qu'il avait admises sous l'ancien régime mais sans les approuver explicitement (5).

(1) Mémoires et Documents, volume 116, 30 avril 1857.

(2) Certaines prières exceptionnelles ne furent pas modifiées (voir p. 207).

(3) F¹⁹ 5.835 Astruc.

(4) Deux prêtres légitimistes déclarèrent en chaire qu'ils se conformeraient aux décrets de la congrégation des Rites, mais à contre-cœur (F¹⁹ 5.819 A. Raballaud ; BB¹⁸ 1.576, A 2 9.511 ; F¹⁹ 5.871, Barruel).

(5) Voir Revue des Deux-Mondes, 15 octobre 1893, d'Haussonville : *Trois moments de la vie de Lacordaire*.

V. — *Rouland et l'ultramontanisme (1857-1858)*
Le concile provincial de Reims ; les facultés de théologie (1)

Aucun concile provincial ne s'était tenu depuis que le gouvernement avait cessé de suspendre par décret l'application de l'article organique qui subordonnait leur réunion à son autorisation. Cependant, la province ultramontaine de Bordeaux se réunit à Périgueux en août 1856. Mais Landriot et Delamarre, comme Fortoul l'avait escompté en les nommant, firent écarter de l'ordre du jour les questions brûlantes comme celle de l'autorité des congrégations romaines en France. Le concile ne put servir efficacement la cause ultramontaine (2).

En août 1857, l'autre province ultramontaine, celle de Reims, se réunit dans sa métropole. Rouland, averti que les questions écartées à Périgueux y seraient reprises, demanda que le cardinal Antonelli engageât l'archevêque de Reims Gousset à ne pas les faire discuter : « ... Les condamnations prononcées contre des livres qui devaient échapper par leur objet même à la censure ecclésiastique ont discrédité à tout jamais dans notre pays les sentences de la congrégation de l'Index... Nous ne pouvons reconnaître plus d'autorité aux décisions des autres congrégations qui ne sont pour nous que les conseils de la papauté, l'éclairant de leur science et de leur expérience, mais n'ayant pas qualité de statuer à sa place. » En cherchant à accroître leur autorité, on susciterait une réaction de l'opinion publique ; c'était pourquoi le gouvernement impérial s'adressait au Saint-Siège (3).

Rayneval savait que la thèse de Rouland était à Rome « tout à fait inadmissible. En effet les congrégations ne sont pas seulement les conseils de la papauté, ce sont encore ses organes... Il n'y a pas une de leurs décisions qui ne reçoive la sanction personnelle du souverain pontife ». Pour faire admettre son intervention, Rayneval représenta au contraire à Antonelli « qu'ouvrir une discussion c'était mettre en doute l'autorité même des congrégations », et que des polémiques auraient pour résultat de « retar-

(1) Concile de Reims ; F¹⁰ 1.947 ; Mémoires et Documents, volume 118 ; Correspondance diplomatique, juillet-août 1857.

Facultés de Théologie : voir chap. V, § 5 ; et de plus Correspondance diplomatique, 23 octobre, 6 novembre, 18 décembre 1856 ; 22 janvier, 30 avril, 18 et 25 juin ; novembre 1857 ; janvier-juillet et 6 novembre 1858.

(2) F¹⁰ 5.591 ; Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(3) Rouland à Walewski, juillet 1857 ; F¹⁰ 1.947, et Mémoires et Documents, vol. 118.

der le moment où les décisions de congrégations seraient admises sans conteste (1) ». C'était l'opposé de la pensée de Rouland. Antonelli assura Rayneval qu'il chargerait le nonce de faire auprès de Gousset la démarche demandée.

En fait, le concile de Reims fut gêné par la présence du nouvel évêque d'Amiens Boudinet, ultramontain, mais qui craignait de déplaire au gouvernement (2). Les décrets du concile affirmèrent cependant la force obligatoire des décrets des congrégations romaines. Une formule spéciale de soumission à l'Index y fut de plus introduite par la congrégation du Concile (3). Ainsi, malgré l'adresse de Rayneval à maintenir un accord apparent, les tendances du Saint-Siège et celles du gouvernement impérial en matière ecclésiastique s'affirmaient de plus en plus opposées. C'est ce qui entraîna l'échec des négociations relatives aux facultés de théologie.

En octobre 1856, Antonelli avait présenté à Rayneval des objections contre le nouveau projet élaboré en juin par Fortoul pour l'institution canonique des facultés de théologie. Ses critiques portaient surtout contre le droit de visa que le gouvernement impérial s'était réservé sur les statuts, les programmes et les diplômes de ces facultés. Rayneval rappela que l'on ne demandait pas à la cour de Rome de reconnaître ce droit, mais seulement d'en tolérer l'exercice. Un accord de principe parut réalisé (4). Le nonce fut chargé de consulter les évêques français sur les modalités d'exécution, notamment sur le nombre et la circonscription des facultés. Cette enquête dura jusqu'au mois de juin 1857. Son résultat ne paraît pas avoir été défavorable au projet (5). L'accord semblant fait, Antonelli décida de faire rédiger la bulle d'institution canonique. Ce travail prit encore plusieurs mois. Gramont écrivait le 14 novembre : « Le Saint Père qui n'eût jamais pris l'initiative de cette mesure, ne lui est pas

(1) 27 juillet 1857, Correspondance diplomatique.

(2) Gousset : *Le cardinal Gousset*.

(3) Mater : *L'Église catholique*.

(4) Cet accord ne fut pas consacré par un échange de notes écrites. Voir la lettre adressée le 2 janvier 1858 par Gramont à Rouland (F¹⁹ 4.090).

(5) Rayneval restait optimiste. Il écrivait à Rouland le 2 mai 1857 : « La négociation relative à la réorganisation des facultés de théologie marchera lentement, très lentement..., mais elle finira par aboutir..., avec un peu de patience nous arriverons au port. » Rouland lui répondit : « Quant aux facultés de théologie, je ne vois guère pourquoi l'on nous est si peu favorable, à moins d'avoir la pensée d'établir à Rome le centre des études et des grades théologiques. Ici, nous abandonnons toute leur direction à l'épiscopat. Que pouvons-nous faire de mieux pour prouver que nous voulons isoler les études religieuses de toute pression du pouvoir temporel ? » (F¹⁹ 2.541, 8 mai).

très favorable et son gouvernement s'est empressé de profiter du départ du comte de Rayneval pour laisser la question dormir dans les bureaux d'où on ne l'a fait sortir qu'à ma requête (1) ». Gramont pensait cependant que la bulle serait conforme aux demandes du gouvernement français.

Le projet ne fut établi qu'au début de 1858. Aussitôt, le désaccord entre les deux gouvernements, auquel les conversations de Rayneval et d'Antonelli avaient paru mettre fin, se manifesta de nouveau. Dans le projet de la bulle « le silence le plus absolu couvre tout ce qui se rattache d'une façon quelconque à l'action officielle du gouvernement impérial (2) ». Rouland, au contraire, s'en tint strictement au projet Fortoul de juin 1856 qui donnait des garanties au pouvoir civil. Gramont obtint quelques modifications de forme, et que la bulle mentionnât l'intervention du gouvernement dans la fixation des sièges et des circonscriptions des facultés. Trois difficultés principales subsistaient : Le Saint-Siège exigeait que tout l'enseignement fût donné en latin, ce que le gouvernement impérial jugeait impraticable. Le Saint-Siège voulait également que les livres et les programmes fussent soumis à son approbation (*approbanda*). Le gouvernement impérial repoussait cette clause, marque de défiance envers les évêques français qui composeraient les conseils supérieurs des facultés de théologie. Il ne voulait pas que le Saint-Siège pût s'immiscer constamment dans l'administration des facultés ; il eût admis comme dernière concession le mot *approbata* pour marquer que livres et programmes devraient être choisis parmi ceux que le Saint-Siège avait approuvés sans qu'il fût besoin d'une approbation spéciale. Pie IX refusa cette transaction. Surtout, il refusa de reconnaître au gouvernement le droit de révoquer les professeurs. Seuls, d'après le projet de bulle, les conseils supérieurs avaient le droit de révocation et le gouvernement devait s'adresser à eux s'il était mécontent d'un professeur sans être certain que sa demande recevrait satisfaction (3). Même si un accord avait été réalisé sur le texte de la bulle, la cour de Rome aurait encore pu protester contre les mesures que le gouvernement s'était réservé

(1) Correspondance diplomatique.

(2) Gramont à Walewski, 2 janvier 1858, Correspondance diplomatique.

(3) « ... ut idem consilium... suam operam impendat ad omne avertendum incommodum. » Gramont obtint un texte un peu plus précis : « Et idem consilium... suam operam impendet ad illud avertendum incommodum. » Mais il ne put obtenir que le conseil fût obligé de révoquer les professeurs dont se plaindrait le gouvernement (13 avril 1858, Gramont à Walewski, Correspondance diplomatique).

de prendre de sa propre autorité et qui eussent été les Articles Organiques de ce nouveau concordat. Enfin, le gouvernement voulait conserver le personnel gallican des facultés de théologie dont le pape aurait exigé l'élimination (1).

Devant la résistance du pape, Rouland fit entendre que le gouvernement pouvait se passer de son concours : « ... Le gouvernement ne voudra pas laisser le jeune clergé sans un enseignement supérieur qui lui est indispensable et... il emploiera les fonds affectés jusqu'à présent aux facultés de théologie à encourager les établissements des hautes études ecclésiastiques qui sont déjà florissants et à en former de nouveaux sur une plus vaste échelle. Le Saint-Siège ne pourrait que s'en prendre à lui même s'il n'avait aucune action sur ces établissements dont le succès est assuré (2). »

Gramont jugea que cette menace pourrait produire quelque effet si le gouvernement annonçait l'intention de choisir les évêques parmi les prêtres sortis de ces établissements gallicans. Mais il ne croyait pas que la négociation pût aboutir : « Je sais pertinemment et de source certaine que le Saint-Siège est contraire à l'établissement des facultés en France (3)... La cour de Rome sent en effet, qu'en combinant l'existence canonique d'une institution religieuse avec l'organisation d'un clergé constitué sur une base reconnue, mais non canoniquement irréprochable, elle sanctionne implicitement l'ordre de choses auquel elle unit son action. Or, si la cour de Rome reconnaît et observe le Concordat, elle évite avec soin toute occasion de l'approuver et il lui répugne de le faire implicitement par l'institution canonique des facultés dans un pays régi par un accord qu'elle considère toujours comme une conséquence des malheurs du temps (4). »

Gramont citait en effet de longs extraits des rapports de la congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires qui avaient servi de base aux réponses du Saint-Siège. Ces rapports, expression intransigeante des doctrines romaines, restreignaient

(1) Clastron : *Vie de Mgr Plantier*, audience du 6 décembre 1858.

(2) Rouland à Walewski, 12 mai 1858, Correspondance diplomatique.

(3) Gramont écrivait le 10 juillet en faisant prévoir l'échec de la négociation : « Je suis convaincu qu'on a toujours eu à Rome la ferme résolution de la faire échouer. : Correspondance diplomatique.

(4) 31 juillet, Gramont à Walewski, Correspondance diplomatique. Gramont ajoutait que le prélat chargé de rédiger la bulle avait reçu l'ordre de la rendre inacceptable pour le gouvernement impérial par la forme et les déclarations de principe, même s'il eût consenti à en accepter les clauses.

à l'extrême les prérogatives du pouvoir civil, et l'épiscopat français y était l'objet d'une méfiance évidente. Leur esprit était nettement opposé au Concordat tel qu'on l'interprétait en France. En particulier, la congrégation exposait, à propos de la nomination des professeurs, la théorie des bénéfices ou du patronat d'après laquelle les princes ne pouvaient nommer des dignitaires ecclésiastiques que par une concession du pouvoir spirituel méritée par les bienfaits qu'ils accordaient à l'Église et subordonnée à leur continuation. Leurs droits étaient donc « subordonnés et conditionnels » tandis que ceux de l'autorité spirituelle et surtout du Saint-Siège ne connaissaient « ni limite, ni condition ». Cette doctrine s'appliquait notamment aux nominations épiscopales. Le gouvernement impérial qui ne l'accepta jamais, parce qu'elle réduisait à l'excès le droit qu'il tenait du Concordat, ne pouvait l'admettre pour la nomination des professeurs des facultés de théologie.

Cette négociation montrait combien l'accord réalisé par le Concordat était artificiel et précaire. Chacune des deux parties contractantes le considérait comme une concession excessive sur laquelle elle cherchait à revenir en l'interprétant à sa manière, c'est-à-dire de façon opposée à celle de la partie adverse. Le régime concordataire fonctionnait en pratique grâce à de perpétuels compromis, mais le désaccord latent entre le Saint-Siège et le gouvernement français devenait manifeste aussitôt qu'une question de principe se posait.

Rouland ne se prononça que le 6 novembre (1) sur le rapport de Gramont du 31 juillet. Après avoir rappelé les origines de la négociation, il déclara que dès son arrivée au ministère il avait trouvé excessives les concessions faites par Fortoul dans son second projet. Il jugeait en tout cas impossible d'aller au delà. Il admettait certaines concessions de forme et l'usage obligatoire du latin, mais maintenait absolument ses exigences relatives au choix des livres et des programmes des facultés et à la révocation des professeurs. Mieux valait à son avis renoncer à l'institution canonique des facultés de théologie que céder sur ces deux points (2). Cette lettre marqua la fin de la négociation qui était pratiquement interrompue depuis le mois de mai (3).

(1) 6 novembre 1858, Rouland à Walewski, Correspondance diplomatique.

(2) C'était depuis le mois d'août l'avis de Maret, qui en avait fait part à Rouland (Bazin : *Vie de Mgr Maret*).

(3) Au début des négociations, Fortoul et Rayneval en désiraient le succès et le croyaient possible. Il est difficile de savoir quelles étaient alors les dispositions du

Le gouvernement impérial et le Saint-Siège n'avaient pas pu créer en commun un enseignement supérieur pour le clergé français. L'un et l'autre cherchèrent à développer les centres d'études ecclésiastiques qui s'étaient récemment organisés sous leur influence exclusive : la faculté de théologie, l'école des Carmes et le chapitre de Sainte-Geneviève à Paris ; le séminaire français de Sainte-Claire à Rome. L'élite des jeunes prêtres français qui, pendant la première moitié du xix^e siècle, s'était exclusivement formée dans les séminaires diocésains ou à Saint-Sulpice, fut désormais sollicitée de compléter ses études soit dans les établissements gallicans de Paris, soit dans les universités romaines. Ils se divisèrent selon les préférences de leurs évêques ou leurs convictions personnelles, selon qu'ils attachaient plus de prix à la faveur du gouvernement ou à celle du Saint-Siège. Cette concurrence joua un grand rôle dans la politique ecclésiastique du Second Empire. Elle mettait en cause l'avenir de l'Église de France.

VI. — *Le conflit de Moulins ; les messes pro populo (1858) (1)*

La réintégration des curés interdits n'avait pas ramené le calme dans le diocèse de Moulins. Les prêtres qui avaient pris parti contre Dreux-Brézé craignaient ses représailles. Il était toujours très impopulaire ; à la fin de février 1858, la police, dut empêcher un charivari que les habitants de Moulins s'apprétaient à lui donner ; les protestants profitaient de cette situation pour faire de la propagande dans l'Allier, non sans quelque succès. Dreux-Brézé publia après l'attentat d'Orsini un mandement que le gouvernement trouva convenable, mais il nomma aux postes vacants des prêtres notoirement légitimistes ; Rouland refusa de faire ratifier par l'empereur la nomination de l'un d'eux à une cure cantonale. Le bruit se répandit dans le pensionnat de Saint-Gilles, dirigé par des frères des Écoles chrétiennes sous le

Saint-Siège, mais dès 1856 elles furent certainement défavorables. Or, Rouland n'était pas loin de souhaiter un échec. Après que Rayneval eut été remplacé, la négociation fut poursuivie par trois hommes : Rouland, Gramont et Antonelli, dont aucun ne croyait un accord possible ou souhaitable. C'est seulement au ministère des Affaires Étrangères, dont le rôle était celui d'un intermédiaire passif, que l'on paraît avoir conservé jusqu'au bout quelque désir et quelque espoir d'aboutir.

(1) Sur le conflit de Moulins, voir les sources indiquées au § 3 et la Correspondance diplomatique d'avril à juillet 1858. Sur les messes *pro populo*, voir la Correspondance diplomatique (10 juillet, 7 août, 28 octobre, 28 décembre 1858) et, dans les papiers de Baroche, les dossiers 1.005 (Rouland) et 1.018 (note de l'évêque de Coutances).

patronage de l'évêque, que l'Empire serait prochainement renversé; une enquête judiciaire montra que l'esprit de l'institution était hostile au gouvernement. Enfin, aux vêpres chantées le mercredi des Cendres par les chanoines de la cathédrale, le doyen du chapitre, de Conny, ami intime de Dreux-Brézé, réprimanda un chanoine qui avait chanté « *Domine salvum fac imperatorem* » et lui fit chanter « *Domine salvum fac regem* » (17 février). L'incident passa inaperçu du public mais irrita le gouvernement. Le préfet Genteur et les fonctionnaires civils avaient rompu avec l'évêque, auquel restaient seuls fidèles quelques officiers légitimistes de la garnison qui était en mauvais termes avec la population civile.

L'empereur décida, au mois de mars 1858, de reprendre la négociation suspendue en juillet 1857 pour obtenir du pape qu'il mandat Dreux-Brézé à Rome et l'engageât à démissionner. Mais le pape persista dans son refus : Dreux-Brézé avait fait savoir qu'il ne démissionnerait pas et qu'il ne consentirait même pas à se rendre à Rome. Il était impossible de trouver dans ses actes la matière d'un procès canonique qui seul eût permis de le destituer régulièrement. Quant à la prière pour le souverain des laudes du mercredi des Cendres, elle avait pour formule dans le monde entier : *Domine salvum fac regem*, même en Autriche pour l'empereur, en Espagne pour la reine et dans les États romains pour le pape. C'était une prière immuable que les récents décrets relatifs aux prières pour le souverain de la France n'avaient pas modifiée ; de Conny était donc dans son droit (1). Le pape, tout en déclarant blâmer la conduite de Dreux-Brézé et en le faisant prier de se rendre à Rome, ne prêta aucun concours effectif au gouvernement impérial.

Celui-ci n'insista pas (2) et se décida, comme il en avait fait la menace, à agir contre Dreux-Brézé par ses propres moyens. Il ordonna aux fonctionnaires et aux officiers de rompre toutes relations avec lui. Ils n'assistèrent pas à la procession de la Fête-Dieu, et ne firent pas visite à l'évêque le 1^{er} janvier 1859. Cet interdit allait durer huit ans. La vivacité première du conflit s'étant apaisée, le département resta d'ailleurs très calme. Dreux-Brézé n'avait pas assez d'influence pour que son hostilité suffît à causer de l'agitation.

Une question de discipline ecclésiastique suscita un nouvel

(1) Gramont à Walewski, 3 juillet 1858, Correspondance diplomatique.

(2) La négociation prit fin dès juillet 1858.

incident entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège. Une encyclique pontificale du 3 mai 1858 rappela l'obligation pour les curés et desservants de dire la messe gratuitement pour la généralité des fidèles les jours de fête supprimées. En France, où de nombreuses fêtes (1) avaient été supprimées lors du Concordat, cette obligation n'était pas respectée et les curés avaient disposé de leurs messes libres, y compris celles des fêtes supprimées, pour des fondations privées qui leur assuraient un casuel et formaient « le revenu principal des fabriques » (2). Leur situation matérielle déjà précaire était donc atteinte par l'encyclique. Celle-ci ajoutait que seule la congrégation du Concile pourrait accorder des indults dérogeant à la règle remise en vigueur. Ni le gouvernement, ni les évêques français n'avaient été consultés, et l'encyclique fut publiée dans l'Univers avant que la plupart des évêques l'eussent reçue.

Rouland, adressa le 7 juillet un rapport à l'empereur (3). « Ce qui me semble fâcheux dans cette mesure, c'est de voir Rome la prendre sans avoir amicalement consulté l'épiscopat. Je crains, Sire, qu'on ne s'égare à Rome sous l'influence exagérée du principe de la toute puissance pontificale... Plusieurs évêques (4), Sire, et le cardinal de Paris, m'ont parlé de cette affaire. Ils se plaignent 1^o de ces mesures administratives prises brusquement à Rome sans le moindre avis demandé ; 2^o de ce que le Saint-Père n'ait pas, conformément à nos usages et tout en posant la règle, confié aux évêques français le soin de distribuer des dispenses en raison des besoins locaux ; 3^o de ce qu'on affecte à Rome depuis plusieurs années d'affaiblir leur autorité spirituelle en les écartant de toute participation aux conseils dont le Saint-Père aurait besoin pour bien juger les intérêts français. »

« Je pense, Sire, qu'il y a beaucoup de vrai dans ces plaintes qui me sont faites *confidentiellement*. La tendance romaine est de ne pas vouloir les évêques français tels que les a faits le Concordat, c'est-à-dire alliés et soumis au gouvernement et dirigeant avec lui le clergé inférieur. On les veut diminués, absorbés, et pour cela on tend à leur ôter l'autorité spirituelle et administrative sur leur diocèse. On encourage le clergé inférieur

1 Trente-cinq jours par an.

2 Rouland à Walewski, 28 octobre 1858, Correspondance diplomatique.

3 Baroche 1.005 (Rouland) ; et Correspondance diplomatique (en annexe à la dépêche du 10 juillet de Walewski à Gramont).

(4) Notamment l'évêque de Coutances, Daniel (Baroche 1.018).

à passer par-dessus la tête des évêques pour tout faire décider directement à Rome. Cela n'est plus la véritable unité catholique des différentes églises de la chrétienté. C'est l'unité italienne, ce qui est fort différent. Votre Majesté, Sire, devine facilement qu'il n'y aura plus d'ascendant gouvernemental sur les affaires religieuses le jour où l'autorité directe et personnelle du pape absorbera les évêques français et où le clergé inférieur, n'étant plus régi par les évêques, ne voudra plus relever que de Rome. Ce jour-là, notre clergé n'ayant plus de nationalité, la religion sera compromise. »

Les démarches faites à Rome échouèrent. Antonelli répondit que l'encyclique rappelait une obligation d'ordre spirituel et général qui n'avait jamais cessé d'être en vigueur et qu'elle ne comportait aucune entente préalable avec le gouvernement ou les évêques français. Il regretta seulement la manière dont elle avait été publiée. L'on remit en vigueur la convention faite en 1854 d'après laquelle un exemplaire des actes pontificaux devait toujours être remis à l'ambassadeur (1).

L'accord apparent que Rayneval avait réussi à prolonger grâce à sa souplesse, à sa patience et à sa parfaite connaissance du gouvernement pontifical ne survécut pas à son ambassade. Après l'entrée en fonctions de Gramont, beaucoup moins enclin et moins apte aux ménagements, les difficultés se multiplièrent. Elles étaient graves parce qu'elles révélaient un désaccord irréductible entre les deux gouvernements sur l'interprétation du Concordat, sur ce que devaient être les relations de l'État et de l'Église de France avec le Saint-Siège. Mais comme elles portaient sur des questions qui pourraient être ajournées, ou dont l'importance était secondaire, elles ne suscitèrent pas de véritable conflit. La plus grave menace pour les bons rapports de l'Empire et du Saint-Siège restait la question romaine, qui fut posée en août 1858 par de sérieux incidents (2).

(1) Note verbale annexée à la dépêche envoyée le 7 août par Gramont à Walewski (Correspondance diplomatique). Une nouvelle démarche de Rouland (28 octobre) n'eut pas plus de succès. Sur la transmission des actes pontificaux, voir *Mémoires et Documents*, volume 117, F¹⁹ 1.954 et 6.188.

(2) Voir chap. XI, § 3.

CHAPITRE X

Rouland, l'Instruction Publique et les congrégations 1856-1858

I. — *L'Instruction Publique (1856-1858)* (1)

Comme Fortoul, Rouland chercha à renforcer l'autorité de l'État en matière d'enseignement tout en veillant à ce que les établissements publics méritassent la confiance des familles catholiques ; mais il montra plus de bienveillance pour l'Université.

Dès son arrivée au pouvoir il eut à résister aux entreprises du clergé. Au début d'août 1856, l'évêque d'Arras, Parisis, se plaignit dans une circulaire confidentielle à son clergé des facilités assurées dans les établissements d'enseignement secondaire à l'instruction religieuse des élèves protestants. Cette circulaire fut divulguée et attaquée par un journal démocrate, *Le Progrès du Pas-de-Calais*. Parisis en expliqua et en limita la portée dans une lettre pastorale du 14 septembre 1856. Mais dès le 13 septembre, Rouland rappela aux recteurs par une circulaire publique que les élèves protestants et israélites continueraient à trouver dans les établissements de l'État « le concours sincère de l'administration pour la libre pratique de leurs croyances religieuses (2) ».

Rouland se préoccupa beaucoup des congrégations enseignantes. Il défendit énergiquement les établissements secondaires publics contre leur concurrence. La municipalité de Vannes voulait supprimer son collège presque ruiné par la concurrence des Jésuites. Rouland en obtint le maintien en menaçant la

(1) Dutacq : *Gustave Rouland, ministre de l'Instruction Publique* (1856-1863).

(2) F¹⁰ III Pas-de-Calais 9. Rapport du sous-préfet de Boulogne (20 septembre) ; BB¹⁸ 1.498. Voir Guillemant : *Parisis* ; Bonet-Maury : *Histoire de la liberté de conscience...* Malgré la circulaire de Rouland, dans certains établissements publics, les élèves protestants continuèrent à être envoyés à la messe (F¹⁷ 9.986 Caen, 24 décembre 1859).

municipalité de reprendre les locaux (1). Les recteurs s'abstinrent d'assister à la pose de la première pierre des collèges de Jésuites de Poitiers et de Bordeaux, tandis que les autorités civiles et militaires, à peu d'exceptions près, prenaient part à ces cérémonies (2).

Le supérieur des Jésuites de Marseille, Tissier, ayant dans un sermon incité les familles catholiques à ne pas envoyer leurs enfants dans les lycées, Rouland, sur le rapport du recteur, ordonna au préfet de convoquer Tissier et de lui dire « que l'Université actuelle n'est coupable d'aucune attaque contre l'enseignement libre ou des congréganistes, que le ministre, interprète de la haute et impartiale pensée de l'empereur, protège cet enseignement tout en patronant celui de l'État ; qu'un religieux dont la société est tolérée et non autorisée en France manque gravement à ses devoirs et aux lois en abusant des droits de la chaire pour déprécier nos établissements dans l'esprit des familles... et qu'il ait désormais à se garder de pareilles fautes parce que je saurais trouver dans le pouvoir épiscopal et dans l'autorité publique le moyen de les réprimer énergiquement (3) ».

A partir de septembre 1856, aucune congrégation d'hommes vouée à l'enseignement primaire ne fut reconnue comme établissement d'utilité publique. Rouland chercha à faire respecter par les congrégations qui dirigeaient des écoles publiques les lois et les règlements, mais il se heurta à une résistance obstinée. Les frères Écoles chrétiennes persistant à refuser de percevoir la rétribution scolaire, la subvention annuelle de 8.400 francs qui leur était versée depuis 1822 fut supprimée en 1857 (4). Le supérieur des frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel, J.-M. de Lamennais, rédigea le 22 avril 1857 une note qui montre bien les tendances opposées de l'administration et des congrégations : « Tout l'embarras de la situation actuelle tient à une erreur fondamentale : c'est qu'après avoir reconnu la congrégation en principe, on la méconnaît complètement en pratique. Elle est admi-

(1) Dutacq, *Gustave Rouland, ministre de l'Instruction Publique*.

(2) F¹⁷ 9.986 (Bordeaux, 10 novembre 1858, Poitiers, 21 juillet 1858 et 14 avril 1859). BB³⁰ 421, P 1.632. En décembre 1856, dans le collège de Mongré, près de Lyon, des élèves lacérèrent et salirent une image représentant l'empereur. Les Jésuites rendus prudents par l'incident de Saint-Étienne renvoyèrent cinq élèves et avisèrent aussitôt le recteur. Cette répression fut jugée suffisante et l'affaire n'eut pas de suite (BB¹⁸ 1.561).

(3) « J'avertis aussi Mgr l'évêque », ajoutait Rouland (6 avril 1858, F¹⁸ 6.288).

(4) F¹⁷ 11.659.

nistrativement détruite. Sous le régime actuel, en effet, les instituteurs congréganistes sont traités absolument comme si leur congrégation n'existait pas. Un seul point paraissait établir encore quelque différence entre eux et les laïques : c'était le droit de mutation réservé aux supérieurs des congrégations. Eh bien ! ce droit est aujourd'hui purement illusoire. Aucun sujet ne peut être placé ni déplacé qu'après l'approbation de M. le préfet, laquelle en certains cas même pressants se fait malheureusement attendre jusqu'à des mois entiers... Ce n'est plus le frère, c'est l'homme indépendant, espèce de laïque en froc, que l'administration nomme ou destitue, qu'elle reconnaît et paie absolument comme s'il ne relevait d'aucun supérieur comme religieux. Et c'est ainsi que nos jeunes frères se seront bientôt habitués à ne dépendre plus de leur institut. Déjà de tristes défections en font foi (2). »

L'administration cherchait en effet, à restreindre le rôle des congrégations, mais elles gardaient en fait une large indépendance, notamment en matière disciplinaire. L'autorité civile, très sévère envers les instituteurs laïques ne prenait presque jamais de sanctions contre les congréganistes et laissait à leurs supérieurs le soin de réprimer leurs fautes (1).

(1) F¹⁷ 6.136.

(2) La justice usait envers eux des mêmes ménagements que l'administration académique : Statistique dressée en octobre 1861 à la demande de Rouland pour répondre à des accusations portées par le curé de Segré contre l'immoralité des instituteurs laïques (F¹⁹ 5.776 Segré, et F¹⁷ 6.254) : Relevé des sanctions portées contre les instituteurs publics, laïques ou congréganistes, du 1^{er} janvier 1855 au 31 décembre 1860 :

	Laïques	Congréganistes
1° Peines disciplinaires :		
Réprimandés	447	6
Suspendus	489	3
Révoqués ou interdits pour { motifs divers..	523	4
{ immoralité ...	378	11
	<u>1.837</u>	<u>24</u>
2° Condamnations judiciaires :		
Délits { Divers	218	3
{ Mœurs	26	2
	<u>244</u>	<u>5</u>
Crimes { Divers	7	0
{ Mœurs	47	22
	<u>54</u>	<u>22</u>

Or, *l'Exposé de la situation de l'Empire* de novembre 1863 donne pour la période du

Rouland fit procéder en 1858 à une seconde inspection des pensionnats de filles congréganistes par les ecclésiastiques nommés sur la présentation des évêques. Elle n'eut pas plus de résultat pratique que la première et il n'y en eut pas d'autre sous le Second Empire. Quelques congrégations de femmes cherchèrent même à empêcher les inspecteurs universitaires d'inspecter leurs externats, soit en leur annexant des pensionnats, soit, lorsqu'elles étaient cloîtrées, en les englobant dans leur clôture. D'autres demandèrent que l'inspection des locaux des pensionnats nouvellement créés fut faite non par les délégués du maire comme le prévoyait la loi de 1850, mais par les inspecteurs ecclésiastiques institués par le décret du 31 décembre 1853. Ces prétentions furent rejetées par l'administration, et, en juillet 1859, par une commission du Conseil impérial de l'Instruction Publique. En pratique on évita de poursuivre en correctionnelle les communautés récalcitrantes et quelques externats échappèrent à l'inspection (1).

Tout en surveillant ainsi les congrégations, le gouvernement gardait comme idéal l'accord de l'Église et de l'Université. « L'instruction donnée par l'État se développe à côté de l'enseignement libre loyalement protégé. En 1857 le nombre des élèves dans les lycées s'est accru de 1.500. L'enseignement redevenu plus religieux et plus moral se relève avec une tendance vers les saines humanités et les sciences utiles... l'instruction primaire se répand avec succès » déclarait Napoléon III le 19 janvier 1858 à l'ouverture de la session législative. (2) Rouland proclama en

1^{er} janvier 1861 au 1^{er} juillet 1863 un total de 80 délits et de 19 crimes pour les laïques, de 22 délits et de 23 crimes pour les instituteurs congréganistes.

Les instituteurs publics congréganistes étaient environ six fois moins nombreux que les laïques. Il est facile de voir pour les condamnations (je n'ai pas trouvé de relevé des peines disciplinaires prononcées après 1860) que la comparaison est beaucoup plus défavorable aux congréganistes pour la seconde période que pour la première. Ce changement provient évidemment beaucoup moins d'une augmentation du nombre des crimes et des délits commis par les congréganistes que d'une sévérité plus grande dans la répression. En réalité le régime d'indulgence prit fin dès 1859 et le changement serait plus net encore si la première statistique s'arrêtait à cette date : la moitié environ des condamnations portées contre des congréganistes du 1^{er} janvier 1855 au 1^{er} janvier 1861 le furent dans la seule année 1860. De plus les condamnations recevaient avant 1859 peu de publicité. En décembre 1854, le ministère de l'Intérieur, sur la demande du Fr. Philippe, supérieur de l'Institut des Écoles chrétiennes, empêcha le *Siècle* de publier une série d'articles sur des faits d'immoralité qui s'étaient produits dans cette congrégation (F¹⁸ 417, dossier du *Siècle*).

(1) Des difficultés se produisirent notamment dans les diocèses d'Aix, de Bordeaux, de Nantes, de Saint-Brieuc. Voir F¹⁷ 11.656 (8 janvier 1866, Duruy à Damas-Hinard). F¹⁷ 10.914 (Nantes) ; F¹⁷ 9.986, Aix (12 janvier 1859).

(2) Louis-Napoléon écrivait le 13 décembre 1843 dans le *Progrès* du Pas-de-Calais :

1857 et en 1858 à la distribution des prix du concours général que l'enseignement public devait être avant tout religieux (1).

Le gouvernement désirait en retour obtenir pour l'enseignement public la caution et le patronage du clergé. Rouland incitait les évêques à assister en personne aux séances des conseils académiques et départementaux. Il remerciait personnellement ceux qui venaient dans les écoles normales d'instituteurs ou dans les lycées pour présider la distribution des prix ou donner la confirmation (2). Par l'intermédiaire des préfets il engageait les curés à « exercer la mission de paternelle surveillance que leur a confiée la loi », sur les écoles primaires (3). Entre l'Université et le clergé la paix était faite, telle était la doctrine officielle, que certains évêques gouvernementaux adoptaient dans leurs discours (4).

En fait les pouvoirs publics respectaient la liberté de l'enseignement et laissaient les congrégations prendre une part croissante à l'enseignement primaire public. Les évêques modérés, d'autre part, étaient bienveillants envers les établissements de l'État, et dans beaucoup de régions les curés ne combattaient pas les écoles laïques. Cependant le but que se proposait le gouvernement n'était pas atteint. La collaboration souhaitée entre l'État et l'Église n'était pas réalisée. Le clergé restait étranger à l'enseignement public, et le contrôle de l'État sur les établissements congréganistes était presque toujours illusoire. Un apaisement avait été obtenu mais il était artificiel et précaire. Le personnel

« Le clergé réclame sous le nom de liberté d'enseignement le droit d'instruire la jeunesse. L'État de son côté réclame pour son propre intérêt le droit de diriger seul l'instruction publique. Cette lutte vient nécessairement d'une divergence d'opinions, d'idées, de sentiments, entre le gouvernement et l'Église. Chacun voudrait à son profit influencer en sens contraire les générations qui naissent..., malheureusement les ministres de la religion en France sont en général opposés aux intérêts démocratiques ; leur permettre d'élever sans contrôle des écoles, c'est leur permettre d'enseigner au peuple la haine de la Révolution et de la liberté... Pour faire disparaître les ferments de discorde qui vont aujourd'hui en augmentant entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, il faut deux choses : que l'Université cesse d'être *athée* et que le clergé cesse d'être *ultramontain* » (*Œuvres de Napoléon III*, 1856, in-8°, volume. 2 : Le Clergé et l'État).

(1) Plusieurs évêques félicitèrent Rouland de ses discours : F¹⁹ 2.587, Desprez (août 1857) ; F¹⁹ 6.178, Marguerie ; F¹⁹ 2.535, Mazenod (août 1858).

(2) F¹⁹ 2.555, Morlot (15 mai 1857, 7 août 1861) ; F¹⁹ 2.488, Boudinet (29 mars 1857) ; F¹⁹ 2.489, Angebault (octobre 1857, janvier 1858) ; F¹⁷ 6.225 (Ille-et-Vilaine, octobre 1856) ; F¹⁷ 9.986, Douai, 11 juillet 1859.

(3) 9 octobre 1857, Rouland au préfet de la Côte-d'Or. Dans sa circulaire du 30 octobre 1854, Fortoul regrettait que cette surveillance eût été « trop peu exercée jusqu'ici ».

(4) Voir le discours prononcé par Landriot à la distributions des prix du lycée de La Rochelle et partiellement reproduit dans le Correspondant, août 1857.

enseignant subissait avec humiliation et colère la pression exercée sur lui au nom de la religion pour satisfaire l'Église. Le clergé, à l'exception de quelques évêques conciliants, ne s'abstenait de combattre les établissements de l'État que lorsque le personnel lui faisait défaut pour leur substituer ses écoles. L'enseignement de la jeunesse restait disputé entre l'Université laïque et les congrégations. L'antagonisme que les efforts du gouvernement et d'une partie de l'épiscopat réussissaient à atténuer ou à dissimuler n'en était pas moins irréductible et l'État, n'y pouvant mettre fin, était de plus en plus enclin à prendre parti pour ses écoles contre celles du clergé (1).

II. — *Les congrégations (1856-1858)*

Le nombre des établissements congréganistes, leurs effectifs et leurs richesses s'accroissaient avec une rapidité que, dans toute la France, préfets et procureurs généraux s'accordaient à signaler. Les pouvoirs publics s'inquiétaient surtout des quelques congrégations d'hommes qui leur étaient suspectes au point de vue politique ; mais ils commençaient à trouver que le développement indéfini d'ordres religieux inoffensifs ou même utiles en eux-mêmes pouvait devenir excessif et dangereux (2).

Rouland, peu après son arrivée au ministère, fit réunir tous les documents dont disposait l'administration des Cultes sur les congrégations. Hamille, en qui il avait grande confiance, s'inquiétait de leur développement, et surtout des chapelles congréganistes ouvertes au public qui faisaient concurrence au clergé séculier. « Quant à moi, écrivait-il, je crois que l'envahissement des communautés d'hommes devient de plus en plus un danger pour le gouvernement et pour la religion. L'exhérédation est

(1) Le 23 mars 1858, l'évêque de Montauban, Doney, dans un mémoire adressé à Napoléon III, reprit contre l'État enseignant, à l'occasion de l'attentat d'Orsini, toutes les accusations dont il était l'objet avant 1850. Doney mettait le gouvernement dans l'alternative « ou de conserver l'état actuel avec les résultats anarchiques qui en découlent, ou d'abandonner pour la plus grande part à des corps religieux l'éducation du peuple avec l'espoir fondé d'en voir sortir des générations plus morales et plus faciles à gouverner » (cité par Victor Duruy : *Notes et Souvenirs*). C'était le sentiment de la majorité du clergé français qui gardait contre l'enseignement public laïque une incurable défiance.

(2) Cet état d'esprit se manifestait notamment à la commission municipale de Paris dont le président, Delangle, était hostile aux congrégations (voir les *Mémoires du Baron Haussmann*). Contencin écrivait dans un compte rendu hebdomadaire (23, 29 février 1856) : « ... le conseil municipal de Paris a un parti pris à l'égard de toutes les congrégations religieuses ; quelle que soit leur destination, il émet *invariablement* un avis contraire à l'approbation » (F¹⁹ 1.853).

scandaleuse, et, lorsqu'elle est occulte, elle est encore mille fois plus dangereuse (1). » Rouland paraît avoir été dès l'origine défavorable à la politique d'autorisation et de tolérance suivie sous le ministère de Fortoul.

A partir de septembre 1856 aucune congrégation d'hommes ne fut reconnue comme établissement d'utilité publique. Cependant le décret du 6 juin 1857 confirma l'ordonnance du 27 avril 1816 qui assurait aux Chartreux la jouissance des bâtiments de la Grande Chartreuse, et leur accorda de nouveaux avantages (2). Mais ce décret avait pour but de maintenir à la congrégation son caractère français et de la soustraire à l'influence romaine. En effet, depuis 1853, le Saint-Siège incitait le supérieur général des Chartreux à établir sa résidence à Rome. Le gouvernement prit le décret du 6 juin sous la condition que le supérieur général continuerait à résider en France, et en stipulant que, s'il s'établissait à Rome, la congrégation s'exposerait à perdre le bénéfice des concessions qui lui étaient faites. Ces conditions furent acceptées par les Chartreux (3).

Rouland s'inquiéta également du grand nombre de congrégations de femmes qui avaient été légalement reconnues depuis 1852 (4). Il ne renouvela pas les démarches faites en 1854 par Fortoul auprès du Conseil d'État pour obtenir la reconnaissance légale des congrégations contemplatives (5). Le 24 avril 1858 Nigon de Berty, en réponse à des questions de Rouland sur le nombre d'autorisations accordées depuis 1852, fit l'apologie du décret de 1852 et conseilla de continuer à l'appliquer libéralement (6).

L'hésitation de Rouland se traduit dans une note pour l'empereur qu'il rédigea le 10 juillet 1858. Reconnaître des congrégations de femmes c'est « encourager... en quelque sorte leur for-

(1) Novembre 1856, F¹⁹ 6.283.

(2) Les Chartreux prétendaient que l'ordonnance de 1816 leur avait conféré l'existence légale. Les termes de l'exposé des motifs du décret de 1857 semblent confirmer cette thèse. Cependant l'administration des Cultes dans la statistique dressée en décembre 1859, classa les Chartreux parmi les congrégations non autorisées (F¹⁹ 6.244, Baroche 1.018). Leur situation juridique était particulière.

(3) Correspondance diplomatique : 8 juillet 1862, Rouland à Thouvenel ; 26 juillet 1862, La Valette à Thouvenel. *La Chartreuse aux Chartreux*. Revue mensuelle de la ligue dauphinoise d'action catholique (mars 1927, in-8°).

(4) Le nombre des autorisations accordées chaque année s'élevait de plus en plus : 71 (1852), 93 (1853), 75 (1854), 71 (1855), 104 (1856), 117 (1857), 149 (1858), 137 (1859).

(5) De Berty, par une note du 14 août 1857 (F¹⁹ 6.313) lui avait exposé la situation en se prononçant pour l'autorisation.

(6) F¹⁹ 6.246.

mation » mais de toute manière il serait impossible des'y opposer : « La seule objection très grave contre les congrégations autorisées est celle des libéralités que ces congrégations recherchent ardemment et se font accorder, mais au moins le gouvernement les connaît, les examine, les approuve, les diminue, ou les rejette par l'intermédiaire du Conseil d'État. Ce serait bien autrement dommageable si les congrégations n'étaient pas autorisées. En résumé donc, il semble qu'il n'y a pas lieu de modifier la législation existante. Le vrai remède est de se montrer très sévère dans l'examen et l'approbation des libéralités. Le ministre des Cultes et le Conseil d'État entrent énergiquement dans cette voie (1). » En réalité ce contrôle resta toujours inefficace.

Rouland s'en rendit compte et jugea bientôt nécessaire de modifier la politique suivie jusqu'alors par le gouvernement. Par arrêté du 29 décembre 1858 (2) il nomma une commission (3) chargée de faire une enquête sur les ordres religieux et d'étudier les questions suivantes :

« 1^o Dans l'état actuel des choses une plus grande extension des associations religieuses de femmes (4) n'offrirait-elle pas quelques dangers pour l'État et ne nuirait-elle pas aux intérêts qu'on veut servir ? (5) »

« 2^o Dans le cas où l'on croirait que ce danger existe, y aurait-il quelque moyen d'empêcher l'extension des congrégations de fait, c'est à-dire non autorisées ? Serait-il à propos, dans tous les cas, de les amener à la reconnaissance légale ? »

« 3^o Dans cette hypothèse, le Conseil d'État ne devrait-il pas aviser aux moyens d'une surveillance très sévère sur l'acceptation des dons et legs ? »

« 4^o En ce qui concerne les associations religieuses d'hommes, ne serait-il pas sage, si le danger est reconnu, de s'opposer à tout nouvel établissement, sans rétracter toutefois une tolérance judicieuse et revenir sur les faits acquis ? (6). »

(1) 10 juillet 1858 ; note sur les congrégations de la Haute-Loire, F¹⁹ 6.254.

(2) F¹⁹ 6.253. Rouland avait rédigé de sa main un projet d'arrêté dont certains passages ont été éliminés du texte définitif. J'en reproduis quelques-uns en note.

(3) Elle était présidée par un sénateur, Herman, et composée de représentants des ministères de la Justice, de l'Intérieur, de l'Instruction Publique, des Cultes et du Conseil d'État.

(4) Manuscrit de Rouland : « Ou une plus grande extension des établissements d'hommes. »

(5) Manuscrit de Rouland : « Aux intérêts du culte, de la religion, de l'instruction, de la charité bien entendue. »

(6) Manuscrit de Rouland : « Droit que l'État possède, puisqu'il aurait celui, autrement absolu, d'exclure les congrégations. »

« 5^o Ne conviendrait-il pas (1) d'exiger des frères des Ecoles chrétiennes la soumission à la loi sur la rétribution scolaire ? »

« 6^o Quelle mesure pourrait-on prendre pour arrêter, de concert avec l'épiscopat, l'extension des quêtes religieuses ? (2) »

Ces questions montrent que Rouland voulait contrôler et limiter le développement des congrégations religieuses, ce à quoi le gouvernement avait en fait renoncé depuis 1852. Les nouvelles tendances des pouvoirs publics commencèrent dès cette époque à se manifester.

Un certain nombre de sœurs s'étaient retirées en décembre 1853 de la congrégation de femmes de Picpus (3). L'une d'elles, Mme de Guerry, demanda à la congrégation la restitution de la dot de 1.500.000 francs qu'elle lui avait naguère apportée. Ayant échoué auprès des autorités ecclésiastiques, elle saisit les tribunaux civils qui lui donnèrent gain de cause parce que la congrégation de Picpus, n'étant pas autorisée, ne pouvait posséder légalement la somme contestée. Ces jugements dont les considérants étaient très défavorables aux congrégations non reconnues, eurent un grand retentissement (4).

Le 18 novembre 1858, les Jésuites inaugurèrent à Montpellier une chapelle publique sans l'autorisation administrative exigée

(1) Manuscrit de Rouland : « Rechercher au point de vue des frères de la Doctrine chrétienne qui, ne se contentant plus d'une loyale impartialité, envahissent toute école laïque partout où elle est profitable, s'il ne convient pas d'exiger d'eux... »

(2) Le gouvernement s'inquiétait des quêtes des ordres mendiants, et aussi de celles du clergé séculier. (F¹⁹ 2.526, Guerrin, 1856 ; F¹⁹ 5.815, janvier 1857 ; F¹⁹ 5.788, octobre 1857). Il voulait réserver aux bureaux de bienfaisance le droit de quêter à domicile.

(3) La congrégation d'hommes et la congrégation de femmes des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie et de l'Adoration perpétuelle, dites de Picpus, étaient, depuis longtemps, divisées en partisans de la stricte et de la nouvelle observance. Pie IX nomma, le 29 mars 1852, l'évêque d'Arras, Parisis, visiteur apostolique des deux congrégations. Parisis se prononça en faveur des partisans de la stricte observance qui étaient ultramontains, tandis que le gouvernement appuyait leurs adversaires. Ceux-ci triomphèrent dans les élections auxquelles Pie IX fit procéder (19 décembre 1853). Les frères et les sœurs de la stricte observance se retirèrent alors de la congrégation et vécurent en commun sans que le Saint-Siège leur permit de se constituer en congrégations. La congrégation d'hommes de Picpus, dirigée depuis 1854 par un supérieur de tendances gallicanes, Rouchouze, était en bons rapports avec l'administration. Elle envoyait même les élèves de son collège de Poitiers suivre les cours du lycée. Elle sollicita la reconnaissance légale, mais ne put l'obtenir. Voir F¹⁹ 6.322, F¹⁹ 6.180 (Bonamy) ; F¹⁹ 6.253 (Août 1854) ; F¹⁹ 5.830 (Brillaud) ; Guillemant : *Parisis* et ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France de décembre 1851 à Avril 1853*.

(4) Considérant « qu'il est contraire à l'intérêt général que, sans le concours et l'assentiment de l'État, il se forme des corporations destinées à se perpétuer et qui, soit par leur but et leurs règles intérieures, soit par l'accumulation et l'immobilité de leurs propriétés se créent une position exceptionnelle ; qu'il serait contraire à la raison que l'inobservation de la loi devint pour ces congrégations un moyen, non seule-

par les Articles Organiques. Tout en regrettant la présence des Jésuites à Montpellier, où ils étaient mal vus de l'évêque et du clergé séculier, le préfet proposa de tolérer l'ouverture de leur chapelle. Rouland nota sur son rapport du 17 février 1859 : « Il faut que le préfet s'explique sur plusieurs points essentiels. Pourquoi les Jésuites sont-ils à Montpellier ? est-ce que les besoins du service religieux les réclament à cause de l'insuffisance du clergé séculier ? L'église bâtie par eux dépend-elle d'un établissement monastique ou d'instruction publique ? Si cela n'est pas, comment les Jésuites bâtissent-ils les églises isolées de tout établissement (dont-elles seraient les chapelles), églises qui ne sont alors ni chapelles d'établissements, ni succursales, ni chapelles de secours, ni annexes ? Enfin pourquoi cette concurrence aux églises constituées, ce trouble à la circonscription des paroisses qui ruinent les fabriques et le clergé séculier déjà si pauvre ? J'attends les *graves raisons* qui peuvent faire autoriser. M. le Préfet n'a pas l'air de s'en douter. » La prétendue chapelle était bien une église, vaste, ouverte au public et dont le besoin ne se faisait pas sentir. Elle ne fut pas officiellement autorisée mais tolérée (1).

Dès avant la guerre d'Italie un changement se dessinait donc dans la politique du gouvernement vis-à-vis des congrégations. Mais les mesures préconisées par Rouland devaient rencontrer dans l'Église une vive opposition. Le gouvernement ne se décida à les adopter qu'en 1860, alors que la question romaine l'avait déjà mis en conflit avec le clergé.

ment de se soustraire à la surveillance de l'État, mais encore d'éluder les incapacités dont sont atteints les établissements légalement formés ». (Jugement rendu en appel le 8 mars 1858, par la cour de Paris sur l'arrêt du 8 février 1857 du tribunal de première instance, et confirmé en Cassation le 4 mai 1859). Émile Ollivier plaidait pour Mue de Guerry, Berryer pour la congrégation de Picpus.

(1) F¹⁰ 6.288, Hérault.

CHAPITRE XI

La presse et l'opinion (1856-1858)

1. — *L'opinion et les élections (1856-1857)*

En 1856 et en 1857 les journaux hostiles au clergé devinrent de plus en plus audacieux et violents. Après le Congrès de Paris les événements d'Italie continuèrent à leur fournir un sujet de polémique, mais il se mirent aussi à discuter les questions de politique religieuse intérieure. Ils profitèrent des divisions de l'Église. Leurs attaques contre l'Univers avaient plus de retentissement et d'autorité depuis que les catholiques libéraux les avaient formulées dans « *L'Univers jugé par lui-même* » et dans la polémique à laquelle ce pamphlet donna lieu. L'Univers et son école, dont la situation dans l'Église avait été renforcée par cette attaque manquée étaient toujours aussi antipathiques à l'opinion laïque (1).

Le meurtre de Sibour par Verger desservit aussi le clergé dans l'opinion : d'abord parce que le crime avait été commis par un prêtre, et aussi parce qu'il avait pour origine les divisions de l'Église. Des prêtres furent insultés dans les rues de Paris (2). Bien que Sibour eût été frappé par un adversaire du dogme de l'Immaculée Conception, c'est-à-dire par un extrémiste gallican, le Siècle rappela avec insistance qu'il avait été violemment attaqué par les ultramontains jusqu'à la veille de sa mort.

L'affaire de La Salette fut de nouveau soulevée en 1857, Mlle de La Merlière ayant fait appel du jugement qui la déboutait de sa plainte contre Déléon. Un avocat républicain, Jules Favre, accepta de la défendre (3). La cour de Grenoble interdit

(1) Le carême fut prêché aux Tuileries en 1859 par Ventura, un moine italien, autrefois libéral, converti à l'ultramontanisme autoritaire et théocratique. Ses sermons choquèrent l'empereur et son entourage. (Rastoul : *Le père Ventura*, 1906, in-12.)

(2) Univers, 6 février 1857.

(3) Maurice Reclus : *Jules Favre*.

le compte rendu du procès. L'avocat général demanda une condamnation, estimant que les motifs de Déléon n'étaient pas honorables. Mlle de La Merlière chercha à établir qu'elle se trouvait le jour de l'apparition loin de La Salette, à Saint-Marcellin, mais la cour refusa d'examiner le fait de l'apparition. Elle débouta Mlle de La Merlière de son appel comme n'ayant pas subi de préjudice du fait des brochures de Déléon (6 mai). Bien que le fond de la question eût été expressément réservé par les attendus du jugement il fut accueilli, non sans quelque raison, comme un triomphe pour les adversaires du miracle (1).

Les journaux hostiles à l'Église profitèrent également de la résistance que le gouvernement opposait à certaines entreprises cléricales. Ils approuvèrent bruyamment la circulaire de Rouland sur la liberté des cultes dans l'enseignement secondaire (septembre 1856) et surtout l'appel comme d'abus contre l'évêque de Moulins, dont au contraire la presse catholique s'émouvait vivement. L'Univers qui depuis le début de l'affaire plaidait la cause de Dreux-Brézé en cherchant à ménager le gouvernement protesta le 26 mars contre les poursuites en Conseil d'État qui venaient d'être officiellement annoncées et reçut un avertissement (2). C'était son premier conflit avec le gouvernement. Une note insérée au Moniteur du 29 mars justifia l'appel comme d'abus, et, après la sentence, le ministre

(1) Ginouilhac affirma dans une lettre du 13 juin (Bertrand : *La Salette, documents et bibliographie*) que la présence de Mlle de La Merlière à Saint-Marcellin, le jour de l'apparition, avait été formellement établie par les débats. Or, cette affirmation n'est pas fondée. Le procureur général Gaulot, qui désirait la condamnation de Déléon, écrivait le 25 mai au garde des Sceaux : « Aucune enquête sérieuse et complète n'a été ordonnée. Des faits graves, racontés et commentés par tous, sont encore environnés d'obscurité. La magistrature a reculé jusqu'à ce jour devant le danger des recherches, et les éléments fournis par les deux adversaires de ce procès ne me paraissent pas de nature à être acceptés sans réserves. La religion n'a pas besoin d'être protégée par un nouveau fait surnaturel. Il serait téméraire d'appeler de nouveau l'examen sur cette apparition. Il serait plus qu'inprudent de vouloir imposer l'idée d'un miracle. » Aussi Gaulot dissuada-t-il le supérieur des missionnaires de La Salette de poursuivre Déléon qui l'avait accusé d'avoir dit devant plusieurs personnes que Mlle de La Merlière avait joué le rôle de la Vierge.

L'avocat général, Alméras Latour, exprima les mêmes idées dans un long rapport sur l'affaire de La Salette depuis ses origines. Le procès avait été « affligeant... La cause de la religion et de l'ordre ne pouvait qu'y perdre, celle de l'impiété et du désordre ne pouvait qu'y gagner ». Le miracle contesté, concluait-il, « compte peu de vrais croyants dans nos contrées, dans les villes surtout où la population éclairée l'a toujours traité avec indifférence, mais il a conquis au loin beaucoup de partisans ». Alméras Latour prévoyait que la dévotion survivrait. (BB¹⁸ 1.542) L'authenticité du miracle n'a pourtant jamais été formellement reconnue par le Saint-Siège.

(2) « Considérant que cet article contient une attaque contre le respect dû aux lois de l'État. »

de l'Intérieur invita les journaux à ne plus parler de l'affaire de Moulins. Veillot cependant critiqua la note du Moniteur et le décret d'abus. Il fut question d'avertir à nouveau l'Univers (1). Montalembert, dans le Correspondant du 25 avril, attaqua vivement le gouvernement et souhaita que la sentence d'abus détrompât les catholiques qui lui faisaient confiance. Le Correspondant reçut aussitôt un second avertissement (2). La sentence d'abus mécontenta également les évêques.

Le gouvernement ne voulait paraître solidaire ni des ultramontains ni des ennemis de l'Église. En même temps que l'Univers, la Presse reçut un avertissement pour un feuillet de Georges Sand, Daniela, qui contenait « des attaques violentes contre le Souverain Pontife et son gouvernement (3) ». En mai, Vieillard, l'ancien précepteur républicain de Napoléon III, mourut, et l'empereur se fit représenter à ses obsèques par un aide de camp, mais celui-ci se retira en voyant qu'il n'y aurait pas de cérémonie religieuse (4). Par contre lorsque Béranger mourut le 15 juillet 1857, une affiche du préfet de police Piétri annonça que la France venait de « perdre son poète national ». Napoléon III lui fit faire à ses frais des obsèques officielles. Il est douteux que Béranger ait reçu les sacrements ; une cérémonie religieuse eut lieu cependant. Veillot, exaspéré par ces hommages officiels rendus au chansonnier libertin et anticlérical (5), renouvela contre sa mémoire les attaques dont il l'avait poursuivi de son vivant. Les gouvernants du Second Empire admettaient volontiers l'incrédulité pourvu que les formes religieuses fussent sauvegardées et la condamnaient avec d'autant plus d'intransigeance lorsqu'elle était franchement avouée. Ils blessaient ainsi tour à tour les libres penseurs et les catholiques.

Les élections législatives de juin 1857, bien qu'elles aient été, plus encore que celles de 1852, dominées par la pression administrative, donnent cependant quelques indications sur

(1) Eugène Veillot : *Louis Veillot. Correspondance* de Louis Veillot, t. II (mai 1857), t. VI (avril, mai 1857).

(2) F¹⁸ 331, voir Nassau Senior : *Conversations...* avec Montalembert (1^{er} mai 1857). La Foi Bretonne, et l'Union Franc-Comtoise reçurent des avertissements pour le même motif.

(3) 26 mars 1857. Le Siècle fut averti deux fois pendant la campagne électorale de 1857.

(4) Taxile Delord : *Histoire du Second Empire ; Mémoires* du comte de Viel-Castel (23 mai 1857).

(5) *Correspondance*, t. II (20 juillet 1857).

les dispositions du pays (1). Le gouvernement était en bien moins bons rapports avec le Saint-Siège et les ultramontains français qu'en 1852 ; il était ouvertement combattu par les catholiques libéraux et les légitimistes. Parmi les très rares députés élus avec son appui en 1852 et auxquels il le refusa en 1857 figuraient quatre cléricaux qui avaient voté en 1854 contre la loi sur l'instruction publique, (2) et surtout l'ancien chef du parti catholique, Montalembert.

L'Univers parut d'abord vouloir faire acte d'indépendance. Eugène Vuillot écrivait le 10 juin : « Plus d'un candidat officiel ou opposant pourra se trouver bien de notre concours ou regretter notre hostilité. » Le 16 juin, dans un grand article, Louis Vuillot rappela amèrement les griefs des catholiques contre le gouvernement : Ses ménagements pour l'Université, « la violation systématique et permanente du dimanche par l'administration elle-même, et l'outrage systématique et permanent de la presse contre le culte catholique et l'autorité des évêques ». Les catholiques « sont blessés au fond du cœur. Ils n'espèrent plus comme ils le faisaient dans le commencement du règne ce secours et cette assistance qu'ils continuent de demander à Dieu pour un gouvernement qui semblait la dernière barrière de la civilisation chrétienne ». Cependant Vuillot conseillait de voter pour les candidats officiels bien qu'ils fussent trop souvent des « démocrates repeints », sauf dans deux ou trois circonscriptions comme celles de Besançon, où Montalembert était candidat, et de Strasbourg, où l'administration présentait de Bussierre « chef agressif du protestantisme alsacien ».

En fait le clergé et les catholiques soutinrent presque partout les candidats du gouvernement, même lorsqu'ils ne présentaient aucune garantie de dévouement à l'Église. Dans les pays mixtes (Bas-Rhin, Ardèche) les évêques firent voter les populations catholiques pour des candidats officiels protestants. La consigne d'abstention donnée par le comte de Chambord fut mieux observée en 1857 qu'en 1852 : les candidats légitimistes furent moins nombreux et moins énergiquement soutenus ; la défection du clergé leur fit perdre beaucoup de voix ; tous échouèrent. Parmi les quelques conservateurs indépendants qui furent élus sans l'appui de l'administration ou contre

(1) BB¹⁸ 1.567 ; sur ces élections au point de vue de la politique locale, voir chap. XII.

(2) D'Uzès (Gard) et Montreuil (Eure) ne se représentèrent pas. Desmolles (Lozère) et Leroy-Beaulieu (Calvados) furent battus.

elle, quelques-uns étaient cléricaux, mais le clergé ne semble avoir joué qu'un rôle secondaire dans leur élection (1). Enfin le champion illustre de la cause catholique, Montalembert, candidat dans le Doubs où il avait été trois fois élu n'obtint que 4.378 voix contre 7.134 au démocrate et 17.387 au candidat officiel. C'était un désastre qui surprit beaucoup l'opinion.

A part les gallicans, les divers groupes qui se disputaient la direction des catholiques français : ultramontains, libéraux¹ légitimistes, étaient en 1857 hostiles au gouvernement ou du moins s'en méfiaient. Mais c'étaient des états-majors sans troupe. Le clergé et les catholiques ne partageaient en général ni leurs griefs, ni leurs inquiétudes et ils continuèrent à subir docilement l'influence de l'administration.

D'autre part les élections avaient montré l'influence et la popularité de la presse irréligieuse. Les candidats républicains, soutenus par la Presse et le Siècle qui avaient contribué à les faire désigner obtinrent beaucoup de voix dans les villes, et 5 d'entre eux furent élus (2).

Le garde des Sceaux Abbaticucci étant mort fut remplacé par un magistrat gallican, de Royer, peu connu et effacé (16 novembre 1857). Au contraire on remarqua beaucoup le choix qui fut fait, pour succéder à de Royer comme procureur général près la Cour de Cassation, de l'orléaniste Dupin aîné, rallié depuis 1854 et connu surtout par son gallicanisme intransigeant (3). Cette nomination, suivant celles de l'anticlérical Billault (1854), et du gallican Rouland (1856) montrait que le gouvernement impérial inclinait vers une politique moins favorable à l'Église (4).

II. — Après l'attentat d'Orsini : la réaction (1858)

L'attentat d'Orsini interrompit la lente évolution vers la gauche du gouvernement impérial, et provoqua une violente réaction. Commis par un romagnol réfugié à Londres, il exaspéra

(1) Brame et Plichon dans le Nord ; Rambourgt dans l'Aube ; Migeon à Belfort.

(2) Hubner notait le 22 juin : « Les élections prouvent... l'impuissance des anciens partis et que la question est toute entière placée entre l'Empire et la République. » (*Neuf ans de souvenirs*). La Presse fut suspendue pour deux mois en décembre 1857 pour un article où Peyrat se félicitait du succès du « parti de la Révolution ».

(3) Son livre *Les libertés de l'Église gallicane, manuel du droit public ecclésiastique français*, avait été mis à l'Index et condamné par 60 évêques français en 1844.

(4) Billault, écrivait Veuillot, « est un ennemi de l'Église ». (*Correspondance*, t. VI, 1^{er} avril 1857) ; voir aussi Eugène Veuillot : *Louis Veuillot*.

les pouvoirs publics et les conservateurs français contre les révolutionnaires italiens, les républicains français, et contre les États libéraux qui leur donnaient asile, notamment le Piémont, et surtout l'Angleterre, où l'attentat avait été préparé. Or les révolutionnaires italiens et le gouvernement piémontais étaient les ennemis directs du pape, les républicains étaient en France les adversaires les plus redoutables du clergé, et l'Angleterre libérale et schismatique était la grande puissance la plus hostile au Saint-Siège. L'attentat d'Orsini mettait donc les ennemis de l'Église en conflit avec le gouvernement impérial. Pendant quelques mois, elle parut devoir en retirer de grands avantages.

L'attentat rappela en même temps aux catholiques que le danger révolutionnaire, contre lequel l'empereur les protégeait, existait toujours. Ils cherchèrent à en profiter pour resserrer leur alliance avec le gouvernement. Vuilliot déclara dans l'Univers que si Napoléon III avait été tué, « la France eût été assassinée avec lui » (16 janvier). Il dénonça l'Angleterre et le Piémont comme des « repaires d'assassins » (18 janvier). Les évêques s'empressèrent de prescrire le *Te Deum* d'actions de grâces que Rouland leur demanda par télégraphe le 15 janvier. Beaucoup d'entre eux, en félicitant l'empereur d'avoir échappé grâce à la protection divine aux bombes d'Orsini, l'incitèrent (1), soit dans leurs mandements, soit par lettres, à combattre l'irrégion. L'évêque de Montauban, Doney, écrivit à Rouland le 20 janvier au sujet de l'attentat : « ... il appartient aussi aux évêques d'en rechercher les causes morales. La presse et l'éducation publique ont pendant trop longtemps affaibli dans l'esprit de la jeunesse les croyances religieuses et le respect de l'autorité, l'une en les attaquant directement, l'autre en n'y attachant pas toute l'importance qu'elles ont pour le maintien de l'ordre social. » Il espérait que l'empereur y porterait remède « en supprimant l'une, en donnant de plus en plus à l'autre une direction franchement chrétienne (2). »

Le gouvernement paraissait décidé à sévir contre la presse démocratique. Il supprima la Revue de Paris, et interdit la vente sur la voie publique du Siècle et de la Presse. Une note insérée au Moniteur du 28 janvier invita les journaux à s'abstenir

(1) F¹⁰ 5.608 ; F¹⁰ 2.489, Angebault ; 2.500 Didiot ; 2.505, Pallu du Parc ; 2.510, Bardou ; 2.572, de Bonnechose ; 2.527, Wicart ; 2.525, Nanquette ; 2.547, Dufêtre ; 2.526, Plantier ; 2.561, Pie.

(2) F¹⁰ 2.538. Voir p. 215, note 1.

de polémiques religieuses : « S'il est utile de défendre les divers cultes contre le mal qu'ils se font à eux-mêmes par de blâmables excès de polémique, il est plus utile encore de défendre la société tout entière contre l'esprit de subversion et d'impiété révolutionnaire. Il se glisse derrière les débats religieux, il en profite pour détruire tout principe d'autorité en inspirant le mépris de tout principe de religion. Le gouvernement est armé des moyens nécessaires pour protéger à la fois la religion et l'État et il en usera énergiquement (1). » Billault reçut Veuillot, se déclara catholique, et affirma « qu'une volonté plus forte que la sienne avait protégé l'existence du Siècle, mais que maintenant cette volonté faiblissait devant l'évidence (2) ». Billault restait cependant « mal vu dans le monde catholique, antipathique aux conservateurs de toute nuance (3) ». Il fut remplacé le 7 février par le général Espinasse (4), aide de camp de l'empereur ; le préfet de police Piétri, hostile au clergé, fut remplacé par Boittelle. L'archevêque de Paris Morlot fut nommé membre du conseil privé constitué après l'attentat pour se transformer éventuellement en conseil de régence. Le 19 février Veuillot vit pour la première fois l'empereur (5). Celui-ci se montra très bienveillant, peu attaché aux Articles Organiques, et décidé à surveiller sévèrement la presse.

Toutefois Napoléon III voulait laisser subsister un journal d'opposition ; il reçut quelques mois plus tard Havin qui était fort inquiet et lui dit qu'il n'avait pas l'intention de supprimer le Siècle bien que cette mesure lui fût souvent demandée (6). D'autre part certains catholiques n'approuvaient pas la répression organisée par le gouvernement. Sur les 24 députés qui votèrent le 19 février contre la loi de sûreté générale, 14 étaient

(1) Peu après, Proudhon et Vacherot furent condamnés pour avoir publié des livres offensants pour la religion. Ils avaient affirmé, le premier dans *La justice dans la révolution et dans l'Église*, le second dans *La démocratie* que le catholicisme était irréductiblement opposé à la liberté et à la démocratie.

(2) Veuillot à Parisis, 30 janvier (*Correspondance*, t. VI).

(3) Hunber : *Neuf ans de souvenirs*, 5 février.

(4) Veuillot, après avoir été reçu par lui, écrivit le 1^{er} avril à Parisis (*Correspondance*, t. VI) : « C'est un homme intelligent et bien disposé qui semble résolu à ne pas biaiser dans son très utile emploi de gendarme. Il m'a dit qu'il pensait en tout comme moi sauf qu'il n'a pas la même ardeur, parce que ce n'est pas sa fonction. Il m'a lu un rapport qu'il a présenté à l'empereur contre le Siècle et pour en faire ordonner la suppression. L'empereur n'y a point voulu consentir encore. »

(5) E. Veuillot : *Louis Veuillot*. Louis Veuillot : *Correspondance* (t. VI, 22 février) ; *Mélanges*, 3^e série, t. VI.

(6) Taxile Delord : *Histoire du Second Empire*.

cléricaux (1). Surtout l'empereur fit publier la lettre qu'Orsini lui avait adressée le 11 février pour l'adjurer de libérer l'Italie ; elle fut lue au procès d'Orsini (25 février) par son avocat, Jules Favre (2), reproduite par le *Moniteur* et par le journal officiel du Piémont. L'attentat n'avait donc pas fait perdre à la cause italienne les sympathies de Napoléon III.

Une mesure prise par Espinasse méconta vivement le clergé. Par circulaire du 15 mai, il chargea les préfets d'inviter les bureaux de bienfaisance et les hospices à vendre leurs biens-fonds pour acheter des rentes sur l'État dont le revenu était un peu plus élevé. Mais, sauf dans quelques cas particuliers, la dépréciation causée par des ventes simultanées et considérables eût compensé l'élévation du taux de l'intérêt ; la valeur des biens-fonds tendait à s'élever, celle des rentes à baisser ; surtout la richesse foncière donnait un sentiment de sécurité et d'indépendance que n'inspiraient pas les rentes sur l'État. La mesure envisagée parut donc défavorable aux établissements de bienfaisance. Or dans les commissions qui les administraient, les prêtres et les catholiques étaient nombreux ; ils avaient contribué par leurs donations (3) ou par leur gestion à constituer ce patrimoine que le gouvernement voulait disperser. Le clergé craignait aussi que la même mesure ne fût prise pour les biens des menses, des fabriques et des congrégations autorisées. Il dirigea l'opposition, et l'incident montra que si son influence était restreinte tant qu'il était isolé, elle devenait considérable lorsqu'il se faisait le champion des intérêts conservateurs. Cette circulaire, écrivait le procureur général de Colmar « a froissé très vivement le sentiment public... depuis longtemps l'opinion ne s'était produite au dehors avec autant d'impétuosité (4) ». Le mécontentement fut très vif dans toute la France.

(1) Ancel, d'Andelarre, Brame, de Flavigny, Gareau, Gouin, de Jouvenel, Lemerrier, Lespérut, de Mortemart (Rhône), Ouvrard, Plichon, de Rambourg, de Talhouet ; ils votèrent, en mars 1861, l'amendement des 91.

(2) Il fut élu député de Paris en avril en même temps qu'Ernest Picard, qui était membre du conseil de surveillance du Siècle. La répression n'avait pas intimidé le peuple de Paris.

(3) Dans la Lozère, d'après le préfet, les donations aux établissements de bienfaisance étaient « dues en entier ou à peu près aux instigations du clergé ». F¹⁰ III Lozère 6 (6 juillet).

(4) BB²⁰ 376 (juillet 1858) ; voir BB¹⁰ 1.586 ; les rapports trimestriels de presque tous les procureurs généraux (BB²⁰ 373-386), et ceux de plusieurs préfets : F¹⁰ III Aube 4, Aveyron 7, Cantal 6, Côte-d'Or 7, Doubs 8, Haute-Loire 5, Lozère 6, Meurthe 8, Haute-Saône 9 (mai-août 1858) ; F¹⁰ 2.460, Epivent : de la Tour à Napoléon III, 6 juin ; Univers, 30 mai, 1^{er} et 11 juin, 23 août ; Veuillot : *Correspondance*, t. II (3 septembre) ; Baunard : *Vie du vicomte Armand de Melun*.

Il contribua à la chute d'Espinasse dont la mesure fut pratiquement rapportée par son successeur.

Celui-ci, nommé le 14 juin, fut le premier président de la cour d'appel de Paris. Delangle : « C'était un « bourgeois de 1830 », imbu des préjugés de cette époque à l'endroit de « la noblesse », et surtout de ce que l'on nomme aujourd'hui « le cléricalisme ». Respectueux de la religion et du clergé séculier, il avait l'aversion traditionnelle des parlementaires contre les Jésuites et les congrégations, et il admettait tout juste par exception celle des frères et des sœurs de la Doctrine chrétienne (1)... » Le 24 juin, le ministère de l'Algérie et des colonies fut créé pour le prince Napoléon, favorable à l'Italie et hostile à l'Église. Ces deux nominations montraient que l'empereur ne voulait pas faire à l'Église de nouvelles concessions.

Cependant, le gouvernement organisa au mois d'août une retentissante manifestation d'alliance entre l'Empire et l'Église. L'empereur et l'impératrice se rendirent en Bretagne où ils n'avaient pas encore été et furent accueillis dans cette province qui passait pour la citadelle du parti légitimiste par des foules enthousiastes que dirigeait le clergé (2). Rien n'avait été négligé pour stimuler son zèle impérialiste ; l'administration, qui depuis 1851 s'appliquait à gagner son appui, avait redoublé d'efforts, les souverains firent aux églises des dons considérables (3), et décorèrent de nombreux prêtres. Ils passèrent le 15 août à Auray, lieu de pèlerinage très populaire où était vénérée la patronne des Bretons, sainte Anne. La fête de l'empereur y fut célébrée en présence de l'évêque de Vannes et de plusieurs centaines d'ecclésiastiques venus de tout le département. Les prêtres étaient plus nombreux encore à Rennes, le 19 août, lorsque l'évêque Brossais Saint-Marc reçut Napoléon dans sa cathédrale : « Il convient, surtout au clergé, dit-il, de vous offrir son tribut de gratitude... à vous, Sire, l'héritier du restaurateur de notre sainte religion, à vous, le soutien de la papauté au XIX^e siècle, à vous, de tous les monarques français depuis

(1) *Mémoires du baron Haussmann*. Hubner trouva Delangle « un franc libéral, et fort anticlérical » (15 août). Voir aussi sa lettre du 4 août, à Buol (*Neuf ans de souvenirs*).

(2) Poulain Corbion : *Récit du voyage de LL. MM. l'empereur et l'impératrice en Normandie et en Bretagne* (1858, in-12). Les dépêches confidentielles confirment les comptes rendus officiels. Le succès dépassa l'attente des plus optimistes. Voir BB³⁰ 421, P 1.618. Sur ce voyage au point de vue de la politique locale, voir chap. XII.

(3) « On peut évaluer le total des secours accordés et des promesses faites à la somme de 330 à 350.000 francs. » Note de Rouland (F¹⁹ 5.607).

saint Louis, le plus dévoué à l'Église et à son œuvre de civilisation et de progrès. » Napoléon III reconnut cet accueil en annonçant que le siège de Rennes serait érigé en archevêché avec la Bretagne pour province. Le 20 août il se félicita du dévouement à l'Empire « du peuple breton qui est avant tout monarchique, catholique et soldat ». Ces manifestations commentées avec enthousiasme par l'Univers eurent dans toute la France un grand retentissement. Elles consternèrent les légitimistes (1) et attristèrent les catholiques libéraux (2) ; elles incitèrent le clergé à se rapprocher du gouvernement (3). Le pape s'en félicita (4).

III. — *Nouvelles campagnes contre l'Église (1858)*

Le 21 juillet 1858 Napoléon III rencontra secrètement Cavour à Plombières. Il était décidé à faire la guerre à l'Autriche mais il lui fallait, dit-il, « ménager » le pape « pour ne pas soulever contre moi les catholiques de France ». Cavour répondit que le maintien des troupes françaises à Rome sauvegarderait le pouvoir temporel du pape, sauf dans les Romagnes, occupées par les Autrichiens, et qu'il conviendrait de laisser s'insurger. Napoléon III qui connaissait et partageait la profonde répugnance des Romagnols contre le gouvernement des prêtres et qui avait vainement conseillé au pape de laïciser son administration accepta ce plan et le rattachement ultérieur des Romagnes au Piémont. Le pape recevrait en compensation le titre de président de la confédération italienne. La France aurait la Savoie et Nice (5). Cette entrevue fut ignorée même des ministres fran-

(1) Falloux fit circuler en Bretagne une lettre adressée par lui en octobre 1858 à un légitimiste breton, le comte de Séré ; il y dénonçait les « ridicules flagorneries » de Brossais Saint-Marc, les dangers que faisait courir à l'Église, sous le Second Empire comme sous la Restauration, une solidarité trop étroite avec le pouvoir civil ; il critiquait vivement la politique religieuse du Second Empire (*Mémoires d'un royaliste*).

(2) Voir *Augustin Cochin : Ses lettres et sa vie*. D'après les *Notes et souvenirs* de Mme Baroche, Napoléon III plaisantait lui-même sur les manières de Brossais-Saint-Marc.

(3) F¹⁰ III Ardèche 7, F¹⁰ III Aveyron 7 (octobre 1858).

(4) Correspondance diplomatique : 27 septembre, 16 et 30 octobre, 25 décembre 1858. L'archevêque de Tours, Guibert, se résigna au démembrement de sa province, mais il en fut peiné : « Le gouvernement, écrivait-il à Rouland, le 16 décembre, devrait avoir confiance dans les hommes graves, calmes et sérieux qui l'appuient sincèrement et..., il ferait bien de se méfier un peu de ceux qui aiment à faire du zèle avec éclat. C'est un zèle bien moins désintéressé qu'il ne paraît et qui se mettrait demain avec une parfaite aisance aux pieds d'un pouvoir nouveau. » (F¹⁹ 2.556 ; voir aussi F¹⁹ 2.010, et Paguelle de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*).

(5) Cavour à Victor-Emmanuel, 24 juillet : *Lettre éditée et inédite* (publiées par Chiala, t. II).

çais, mais il devint bientôt évident que le Piémont pouvait compter sur l'appui de l'empereur.

Très prudents pendant la réaction, les journaux, depuis le mois de juin (1), avaient repris leurs polémiques sur les affaires d'Italie. Le *Moniteur* même publia des articles d'Edmond About sur l'Italie contemporaine. Il venait d'en recueillir les éléments au cours d'une mission d'enquête sur les musées italiens dont l'avait chargé le ministre d'État, Fould. Avec plus de vivacité que ne l'avaient jamais fait les journalistes républicains, About critiquait et raillait le gouvernement pontifical. Celui-ci, mécontent d'être attaqué dans le journal officiel de l'Empire répondit dans le sien par une note où About était accusé de mensonges et de calomnies. Walewski, averti par Gramont, affirma que la partie non officielle du *Moniteur* n'était pas dirigée par le gouvernement, mais il fit interrompre la publication des articles d'About (2).

A la même époque, Gramont informa le gouvernement impérial d'un acte caractéristique du gouvernement pontifical. La servante chrétienne d'une famille israélite de Bologne, les Mortara, avait, en 1854, baptisé à leur insu le fils de ses maîtres alors âgé de 3 ans, au cours d'une maladie qui paraissait devoir l'emporter. L'enfant guérit. Quatre ans plus tard le Saint-Office, ayant appris par la servante qu'elle avait autrefois baptisé l'enfant, le fit enlever à ses parents pour l'élever dans la religion catholique (juin 1858). Gramont, spontanément, puis sur l'ordre de son gouvernement, appuya la plainte des Mortara : en vain. Pie IX déclara qu'il regrettait le zèle du Saint-Office, mais qu'il ne pouvait en conscience rendre au judaïsme une âme devenue chrétienne par le baptême (3).

Toute la question du pouvoir temporel du pape se trouvait posée par cet incident. « On s'effraye, écrivait Gramont le 5 octobre, en découvrant que l'évènement qui nous occupe n'est qu'un incident entre mille qui peuvent surgir tous les jours par l'application maladroite ou rigoureuse d'une législation incompatible avec la forme actuelle de la société. » Il ajoutait le 9 octobre : « Ce triste épisode met en lumière les traits les plus frappants du

(1) La vente de la Presse et du Siècle sur la voie publique fut de nouveau autorisée en juin.

(2) Correspondance diplomatique : 24 juillet, 1^{er} août. About, en 1859, publia ses articles à Bruxelles sous le titre : *La question romaine*.

(3) Correspondance diplomatique, juillet, septembre, octobre, novembre 1858 ; dans des cas analogues, cependant, le Saint Siège avait cédé, notamment en 1840.

caractère de Pie IX. Il est certainement le contraire de ce qu'on appelait jadis un pape politique... Dans le silence de l'oratoire, seul en présence de Dieu et des lumières de sa conscience, le souverain pontife prend des décisions qu'il regarde comme des inspirations divines... les convenances du siècle, les soulèvements de l'opinion publique s'effacent en regard de ces prescriptions célestes et le pape puise en cette croyance la fermeté inébranlable qu'il déploie en certaines circonstances ».

En France, l'affaire Mortara souleva l'opinion publique contre le gouvernement pontifical et montra combien certaines exigences de la doctrine catholique lui étaient antipathiques. Les évêques, embarrassés, gardèrent le silence. « Il est triste, écrivait Vuillot, que dans cette circonstance le pape n'ait reçu aucun secours de nos évêques : le nonce... qui a bien voulu me remercier et me féliciter des efforts de l'Univers, est péniblement affecté de ce silence » (1). En effet, tandis que l'Ami de la religion hésitait et que le Correspondant gardait un silence qui lui fut reproché à Rome (2), l'Univers seul osa glorifier la conduite de Pie IX et montrer qu'elle était conforme aux canons de l'Église (3). Au contraire les journaux républicains et la presse officielle défendirent avec une égale vigueur la cause populaire de la liberté des cultes et des droits de la famille. Napoléon III put constater que l'opinion était hostile comme lui au régime théocratique des États pontificaux (4). Il fit connaître par un article du Constitutionnel les démarches faites par son gouvernement en faveur des Mor-

(1) 26 octobre 1858, lettre à l'évêque de Tulle, Bertheaud, citée par Breton : *Un évêque d'autrefois, Mgr Bertheaud*. Dans le Journal des Débats, un prêtre gallican, de Lacouture, demanda que le petit Mortara fût rendu à sa famille. Vuillot, qui l'attaqua vivement, dit au provincial des Jésuites : « Dans cette affaire Mortara, ma plus grande lutte n'a pas été contre l'abbé Lacouture, mais contre le clergé, duquel pour le plus grand nombre, il n'était que l'interprète. » (Pouplard : *Vie du R. P. Pierre Michel Fessard*). L'archevêque de Tours, Guibert, écrivait à Rouland le 3 mars 1859, en l'informant qu'il avait adressé à ses prêtres une circulaire confidentielle sur l'affaire Mortara : « Votre Excellence verra que je n'ai point touché la question de l'opportunité d'une telle mesure. L'autorité ecclésiastique ne peut être obligée de procurer un bien particulier et personnel au risque de produire dans le public un mal beaucoup plus grand ». (F¹⁹ 2.556).

(2) *Augustin Cochon ; ses lettres et sa vie*, 15 février 1859.

(3) Guérout le constata aussi dans la Presse et critiqua le Siècle qui prétendait blâmer Pie IX au nom du catholicisme (26, 28 octobre).

(4) Sur un rapport de police (19 octobre) d'après lequel, depuis la Restauration, aucune affaire religieuse n'avait créé une pareille agitation, Napoléon III nota : « Envoyer ce rapport au duc de Gramont pour lui montrer combien la mesure prise contre le jeune Mortara a ému l'opinion publique. » Correspondance diplomatique, 6 novembre. Voir aussi BB³⁰ 373 (Besançon), 376 (Colmar), 381 (Nancy) ; F¹⁰ III Aïn 6, Haute-Marne 5, Oise 7, Vosges 10 ; F¹⁹ 2.502 Gignoux, 25 octobre.

tara (1). La polémique s'étendit à la question juive en général (2). Le prince Napoléon nomma des juifs membres des conseils généraux d'Algérie. Par ses amis Darimon et Guérout, il fit faire campagne dans la Presse pour la guerre contre l'Autriche et pour la rupture entre l'Empire et le parti clérical (3). Les journaux, surtout en Belgique et en Piémont, annoncèrent que les relations du gouvernement impérial avec le Saint-Siège s'étaient beaucoup refroidies. Pie IX s'en émut, et, avec l'assentiment du gouvernement impérial, il fit démentir ces bruits par le Journal de Rome (24 décembre) ; il se montra particulièrement gracieux envers Gramont (4). En janvier 1859 le gouvernement impérial, de son côté, invita les journaux à cesser leur polémique sur l'affaire Mortara.

En même temps que l'affaire Mortara, celle de Lourdes (5) fournit aux adversaires de l'Église l'occasion de l'attaquer. Le 11 février 1858 une enfant de 14 ans, Bernadette Soubirous déclara que la Vierge lui était apparue dans une grotte voisine de Lourdes. Elle eut dans cette même grotte dix-huit apparitions jusqu'au début d'avril. Elle était très arriérée et sa famille

(1) Veuillot attribue cet article à Rouland ou à Delangle (*Correspondance*, t. VII, 14 octobre 1858).

(2) Le Consistoire central des israélites de France se plaint à Rouland des attaques dirigées par Veuillot contre les juifs dans l'Univers du 19 novembre. Rouland donna un avis favorable à leur plainte. « M. le ministre de l'Intérieur a pris les mesures nécessaires pour que cette polémique irritante et injuste prenne immédiatement fin », répondit le Ministre de la Justice (BB¹⁸ 1.587).

(3) Darimon : *Histoire d'un parti : Les cinq sous l'Empire*. Guérout : *Études de politique et de philosophie religieuse* (1862, in-18).

(4) Correspondance diplomatique, 16 octobre, 4 et 14 décembre 1858, 1^{er} janvier 1859.

(5) F¹⁰ III Hautes-Pyrénées 6 et 8 ; F^{1b} I 167^a, dossier personnel du préfet Massy ; BB¹⁸ 1.577.

Histoire de Notre-Dame de Lourdes, d'après les documents et les témoins, par L.-J. M. Cros, de la Compagnie de Jésus, 1925-1927, 3 volumes in-8°. Ce livre a été écrit en 1879. Dans un avant-propos daté de 1912, l'auteur renvoie pour l'énumération de ses sources à son autre ouvrage : *Notre-Dame de Lourdes, récits et mystères* (1902) et ajoute qu'il ne donnera pas de références. « Des indications plus précises ne serviraient de rien et pourraient me nuire car, bien que j'aie fidèlement restitué tout ce que je reçus, j'ignore si ces trésors se trouvent encore là où, Notre-Dame aidant, je les découvris en 1877, 1878, 1879. » En fait les documents relatifs à Lourdes ont disparu des archives des Cultes : on n'en trouve aucun au dossier de l'évêque de Tarbes, Laurence (F¹⁸ 2.585), ni au dossier du personnel (F¹⁸ 5.865). Or, dans *Notre-Dame de Lourdes, récits et mystères*, Cros déclare avoir utilisé, outre les archives locales celles des Cultes, et celles de la Justice. Celles-ci subsistent (BB¹⁸ 1.577) et j'ai pu vérifier quelques-uns des textes cités par Cros. Celui-ci ne paraît pas avoir utilisé les archives du ministère de l'Intérieur, mais par les archives de la préfecture de Tarbes, il a eu connaissance de la correspondance échangée entre le préfet et le ministre. Sa documentation est donc très complète. Son livre est favorable aux autorités civiles qu'il justifie contre les attaques des premiers partisans de Lourdes.

avait mauvaise réputation. Ni le clergé ni les autorités civiles n'attachèrent d'abord d'importance à ses dires. Mais les populations des Hautes-Pyrénées, contrairement à celles de l'Isère, étaient, surtout dans les montagnes, dévotes et superstitieuses. Ce furent elles qui créèrent la nouvelle dévotion. Peu à peu, on vint du voisinage pour voir Bernadette en extase ; on prétendit que des malades avaient été guéris par l'eau de la grotte ; d'autres femmes eurent des apparitions. Dès le mois de mars, plusieurs milliers de personnes venaient chaque jour à la grotte qui fut transformée en chapelle. Quelques catholiques de Lourdes, le curé et ses vicaires, dont l'un était le confesseur de Bernadette, commencèrent à adopter l'interprétation miraculeuse des apparitions. Bernadette déclara que la Vierge lui avait dit : « Je suis l'Immaculée Conception ».

Les gens instruits, les fonctionnaires et les magistrats, qui étaient bons catholiques, ne croyaient pas au miracle ; ils trouvaient ridicule la crédulité des pèlerins et jugèrent nécessaire dans l'intérêt de la religion d'empêcher cette dévotion de se développer. Mais ils ne constataient aucun délit qui pût leur permettre d'intervenir (1). Ils s'adressèrent à l'évêque, Laurence, qui partageait leur opinion. Il était modéré, timoré, et en très bons termes avec le préfet Massy ; il lui promit de chercher à mettre fin aux démonstrations populaires, mais n'intervint pas de manière efficace.

D'après l'Article Organique 44, une chapelle ne pouvait être ouverte sans l'autorisation du gouvernement. Le 4 mai, après un voyage à Paris, Massy fit enlever les décorations qui transformaient la grotte en chapelle. L'affaire fut exploitée par le journal légitimiste de Tarbes, l'Intérêt Public, et par les ennemis du préfet. L'Univers et l'Union commentèrent les faits de Lourdes de manière favorable. Les visiteurs affluèrent de plus en plus. Massy, voyant qu'il ne pouvait compter sur un concours énergique de l'évêque, fit prendre par le maire de Lourdes un arrêté fermant la grotte sous prétexte que l'eau, d'après une première analyse, était douée de propriétés thérapeutiques et ne pouvait être laissée à la disposition des malades sans l'avis des médecins. La barrière établie autour de la grotte fut plusieurs fois démolie par les pèlerins ; des procès verbaux furent

(1) Le procureur général de Pau, Falconet, écrivait le 20 avril 1858 : « Ici l'enfant est hallucinée, mais loyale..., il n'y a point d'escroquerie » (BB¹⁸ 1577). L'autorité civile avait exigé que l'argent donné par les pèlerins fût versé au bureau de bienfaisance de Lourdes, la grotte se trouvant sur un terrain communal.

dressés contre eux ; ils se mirent alors à se réunir dans le voisinage ; beaucoup se mettaient en extase et prétendaient avoir des visions. Le clergé du diocèse adoptait maintenant la thèse du miracle. Laurence nomma le 28 juillet une commission d'enquête. Pendant les vacances, beaucoup de personnages de marque, notamment deux évêques et la gouvernante du prince impérial visitèrent la grotte. Il fut reconnu en outre que l'eau était inoffensive : l'arrêté de fermeture perdait donc sa base juridique en même temps qu'il devenait de plus en plus difficile à appliquer.

L'affaire de Lourdes fut alors très discutée par la presse parisienne. Vuillot, qui avait visité la grotte, publia à ce sujet une série d'articles, à partir du 28 août. Sans affirmer l'authenticité d'un miracle sur lequel l'autorité ecclésiastique ne s'était pas encore prononcée, il exalta la croyance au surnaturel. Le *Journal des Débats*, le *Siècle* et la *Presse* combattirent vivement la thèse du miracle. Leur position était d'autant plus forte que, par la fermeture de la grotte, le gouvernement avait pris publiquement parti contre le miracle, tandis que dans l'affaire de La Salette, le scepticisme des autorités civiles ne s'était manifesté qu'indirectement par les jugements rendus dans les procès de Mlle de La Merlière. Beaucoup de catholiques, notamment les fonctionnaires et les magistrats, étaient, en fait, aussi peu crédules aux miracles que les libres-penseurs comme Guérault qui rejetaient absolument la croyance au surnaturel. Comme dans l'affaire Mortara, les libres-penseurs et les catholiques modérés, l'opinion et le gouvernement s'unissaient contre les catholiques ardents. Ceux-ci l'emportèrent cependant.

Le clergé des Hautes-Pyrénées, devenu favorable à la dévotion nouvelle, s'irritait de l'opposition qu'elle rencontrait de la part de l'autorité civile. Massy faisait alors commencer la construction d'un bâtiment dépendant de la préfecture et où devaient se trouver ses écuries, sur un terrain adjacent à la cathédrale. L'évêque et le chapitre saisirent ce prétexte pour l'attaquer (1) et contestèrent les droits du département sur ce terrain, qui était un ancien cimetière. En l'absence de Fould, le conseil général fut présidé par un sénateur, Ségur d'Aguesseau, très clérical et qui depuis les élections de 1857 était brouillé avec

(1) Cros : « ... Si l'affaire de Lourdes n'avait pas passionné les esprits, ni le chapitre ni l'évêque n'eussent trouvé à redire à la construction des remises et écuries de la préfecture ».

Massy (1). Après avoir vainement combattu le projet de Massy qui obtint 20 voix contre 3, il donna sa démission de vice-président du conseil général et se plaignit à l'empereur. L'archevêque d'Auch, Salinis, plaida également auprès de Napoléon III la cause de son suffragant. Rouland lui-même avait trouvé inopportun le projet de Massy.

D'autre part il était devenu impossible d'appliquer l'arrêté qui interdisait au public l'accès de la grotte de Lourdes. Fould craignait d'autant plus de mécontenter le clergé qu'il était protestant ; il désirait en outre le changement de Massy, qu'il trouvait trop peu docile. L'empereur crut sans doute les évêques plus disposés qu'ils ne l'étaient à soutenir la cause de Laurence. Il céda. La construction des écuries de la préfecture fut suspendue et la grotte fut rouverte au public sans être transformée en chapelle (septembre). Le gouvernement abandonnait au clergé la responsabilité de la dévotion nouvelle (2).

Le gouvernement désapprouvait de plus en plus l'ultramontanisme de l'Univers. L'Ami de la Religion et le Correspondant, d'autre part, étaient toujours hostiles à l'Empire (3). Deux tentatives furent faites pour créer un journal catholique modéré, sous le patronage du gouvernement et de la majorité des évêques

(1) En 1857, Massy avait fait désigner comme candidat officiel et élire à Tarbes le député sortant Dauzat Dembarrère, contre le candidat de Ségur d'Aguesseau, Ferré, à qui Fould était lui aussi favorable. Laurence avait appuyé Dauzat Dembarrère. (F¹⁶ III Hautes-Pyrénées 6 ; voir Ségur : *Le comte de Ségur d'Aguesseau*, 1889, in-16),

(2) Les populations parurent d'abord se désintéresser de la grotte, mais le clergé, de plus en plus favorable au miracle, resta mal disposé pour les autorités civiles toujours incrédules. (BB¹⁸ 1.589). En décembre 1858, une autre jeune fille prétendit être en relations avec la Vierge, mais sa supercherie fut démasquée. Massy fut nommé dans l'Isère (janvier 1859). Son successeur, Garnier, fit continuer, malgré Laurence, la construction des dépendances de la préfecture, sans y établir les écuries. Il ne croyait pas au miracle, mais prévoyait que le pèlerinage subsisterait : « Avec le temps, écrivait-il le 5 avril 1859, la légende se substituera à la vérité, l'ignorance et la superstition feront le reste. » (F¹⁶ III Hautes-Pyrénées 6). Le 18 janvier 1862, Laurence déclara par mandement que les apparitions de 1858 étaient miraculeuses. Il obtint peu après du gouvernement, avec l'appui de l'impératrice, l'autorisation d'élever une chapelle qui ne fut achevée qu'après 1870.

(3) Montalembert fut condamné à six mois de prison pour un article paru dans le Correspondant (*Un débat sur l'Inde au Parlement anglais*, octobre 1858), où il vantait le régime libéral de l'Angleterre aux dépens du Second Empire. Il refusa la grâce qui lui fut accordée « à l'occasion de l'anniversaire du 2 Décembre », alors que les délais d'appel n'étaient pas expirés, fut de nouveau condamné en appel et gracié. « Il y a..., expliquait Napoléon III, une véritable conspiration des gens de lettres contre mon gouvernement... En frappant un homme aussi illustre que Montalembert, j'ai voulu faire un exemple qui jette dans ce parti une salutaire frayeur. » (*Greville Mémoires*, troisième partie, 14 octobre 1858, Londres, 2 in-8°, 1887). Le clergé et les catholiques, hostiles à l'Angleterre, sentirent que cette condamnation n'était pas dirigée contre eux et ne s'en émurent pas. (F¹⁶ III Cantal 6, Cher 6, Doubs 8, Haute-Saône 9, Vosges 10.)

qui étaient hostiles à l'Univers (1) mais ne voulaient pas soutenir un journal d'opposition politique.

Dès le début de 1857, le collaborateur le plus modéré de l'Univers, Jules Gondon, tenta de l'acheter : il échoua (2). Il acheta alors un périodique religieux, la Voix de la Vérité, et obtint de la direction de la presse l'autorisation de le transformer en quotidien sous le titre : l'Universel (14 août 1857). Puis Billault trouva que ni Gondon (3) ni son conseil de rédaction (4) ne donnaient au gouvernement des garanties suffisantes, et, le 16 décembre, avant que l'Universel eût paru, il retira l'autorisation. Gondon recommença ses démarches en septembre 1858 avec un conseil de rédaction plus gouvernemental, et avec l'appui de plusieurs évêques (5), mais sans plus de succès. Le gouvernement avait alors une autre solution en vue :

L'Ami de la Religion avait pour directeur, depuis 1856, l'abbé Sisson. En novembre 1858, il assura Delangle qu'il était devenu propriétaire unique du journal, et que, contrairement aux anciens bailleurs de fonds, il était dévoué au gouvernement. Il demandait l'autorisation de transformer en quotidien l'Ami de la Religion, qui ne paraissait que trois fois par semaine. Rouland, consulté, donna son adhésion : la ligne religieuse de l'Ami de la Religion était satisfaisante, et Sisson paraissait

(1) En août 1858, l'Univers souleva de nouveau la question des classiques et attaqua l'évêque de La Rochelle, Landriot, qui riposta dans l'Ami de la Religion. Landriot écrivit le 28 septembre à Rouland : « L'Univers... peut faire, au gouvernement de Sa Majesté, plus de mal qu'on ne pense. Il peut détacher, et je crois qu'il est en voie de détacher bien des âmes droites et intelligentes, et d'autant plus que ce journal se vante d'être patronné, au moins indirectement. » Il envoya le 30 septembre à Rouland copie de lettres de félicitations qu'il avait reçues de plusieurs évêques : « Nous sommes obligés, lui écrivait Mathieu le 7 septembre, de mettre l'épée à la main et de ferrailler avec de misérables spadassins ; au lieu d'avancer, nous reculons. Je suis à même de voir cela à Paris. Depuis cinq ans, le terrain perdu est immense. Ceux qui font tant de mal se représentent à Rome comme des sauveurs. » Morlot, Guibert, Mioland, Jacquemet, Angebault, Daniel, Plantier, Cœur, Marguerie, Devoucoux, Regnault, Delamarre, avaient félicité Landriot en termes analogues (F¹⁸ 2.565). Par contre il fut blâmé à Rome et tenta vainement de se justifier auprès du pape qui lui ordonna de garder le silence. Vuillot, qui se rendit à Rome en 1859, y fut informé du blâme infligé à son adversaire.

(2) Le gérant de l'Univers, Taconet, s'en assura la propriété. « C'est comme si c'était moi », écrivait Vuillot (*Correspondance*, t. VI, 3 juin 1857). Voir sur Gondon, F¹⁸ 423 (dossier de l'Universel) et Gondon : *Mes relations avec l'administration de la presse...*, 1862, in-8°.

(3) Gondon n'avait pas approuvé le coup d'État. (Vuillot : *Correspondance*, t. V. 11 décembre 1851.)

(4) Il comprenait des impérialistes : Lemer cier, Louvet, et Darboy, vicaire général de Paris, mais aussi des catholiques peu dévoués au gouvernement tels que Melun, Baudon, de Valroger.

(5) Guibert, Landriot, Dufêtre, Daniel, Dupanloup.

donner au point de vue politique des garanties suffisantes (17 novembre) (1). L'autorisation fut accordée le 18 janvier 1859 et le premier numéro quotidien parut le 16 mars. Mais la question romaine allait bientôt rompre l'accord de l'Ami de la Religion avec le gouvernement.

(1) « Il est constant que les évêques français qui souffrent impatiemment l'espèce de papauté laïque de l'Univers et qui comprennent que l'invasion des doctrines et des pratiques italiennes détruit la constitution de l'épiscopat et son autorité sur le clergé inférieur voudraient avoir un organe modéré, mais ferme et que le gouvernement pourrait accepter à cause de la sincérité de ses vues politiques » (F¹⁸ 314, dossier de l'Ami de la Religion. Cette lettre et celle de Sisson à Delangle sont citées par E. Veuillot : *Louis Veuillot*, sans référence).

CHAPITRE XII

Les questions religieuses et la vie publique locale (1852-1858) (1)

I. — Généralités

Deux plébiscites et deux séries d'élections législatives et locales ont eu lieu de 1851 à 1859. Mais l'influence de l'administration sur le suffrage universel était alors prépondérante et les questions religieuses n'étaient pas au premier plan des préoccupations publiques. Les renseignements que donnent ces votes sur les sentiments politiques et l'influence du clergé sont donc insuffisants et doivent être complétés.

Les mandements des évêques, les sermons des prêtres, la manière dont le clergé chantait les prières pour le souverain et célébrait les cérémonies prescrites par le gouvernement, les journaux qu'il lisait, les milieux qu'il fréquentait, donnent des indications sur ses dispositions politiques.

Ses rapports avec l'administration et les municipalités

(1) Les sources principales sont les dossiers des évêques (F¹⁰ 2.479-2.596), ceux du clergé du second ordre (F¹⁰ 5.768-5.877), les rapports des préfets au ministre de l'Intérieur (F¹⁰ III), les rapports des procureurs généraux, périodiques (BB³⁰ 370-388), ou non (BB³⁰ 395-423, et BB¹⁰ 1.490-1593), et, à partir de 1858, les rapports trimestriels des recteurs (F¹⁷ 9.986). Les dossiers généraux de la police des cultes (F¹⁰ 5.605-5.606) donnent des indications sommaires. Une série de rapports postérieurs (1860-1862) sur la presse locale donne des renseignements rétrospectifs intéressants (F¹⁰ 297).

J'ai indiqué pour chaque diocèse les sources essentielles, excepté les rapports des préfets (F¹⁰ III) auxquels on devra toujours se reporter. (J'ai seulement indiqué les quelques cartons de la série : F¹⁰ III Élections, où l'on trouve des renseignements sur les élections de 1852). L'on pourra en outre se reporter pour chaque département aux statistiques de l'administration des cultes (F¹⁰ 2.381, 2.382, 6.253), aux rapports des recteurs sur l'enseignement primaire (F¹⁷ 6.222-6.225 et 7.078) complétés par la *Statistique comparée de l'enseignement primaire* de 1880 ; et aussi à la statistique de 1864-65 sur l'enseignement secondaire (F¹⁷ 9.979 à 9.985 ; *Statistique de l'enseignement secondaire*, publiée en 1868).

Des renseignements sur la vie publique locale se trouvant dispersés dans les précédents chapitres, on devra se reporter pour chaque diocèse à l'index des diocèses.

Ch. Seignobos, dans : *La révolution de 1848. Le Second Empire*, donne la « distribution régionale des partis en France » en 1849.

sont faciles à connaître car il était directement mêlé à beaucoup de questions administratives, et surtout à la vie municipale. Quelles sommes seraient affectées aux dépenses des cultes sur le budget de la commune, dont les intérêts financiers étaient en opposition permanente avec ceux de la fabrique ? Du maire ou du curé, qui, aux termes de la loi devaient surveiller en commun les écoles, lequel ferait prévaloir son influence ? Lequel commanderait à l'instituteur ? Les écoles primaires, et, éventuellement le collège municipal, seraient-ils confiés à des laïques ou aux congrégations ? Des processions seraient-elles autorisées dans les villes où existaient des minorités dissidentes ? L'assistance aux pauvres, les cérémonies religieuses prescrites par le gouvernement, les sonneries de cloches, les sépultures et mille autres questions dépendaient à la fois des autorités municipales et du clergé. Obtenait-il satisfaction sans rencontrer de résistance ? Se résignait-il à ne rien obtenir ? Engageait-il la lutte contre les municipalités qui rejetaient ses demandes ? Leur imposait-il sa volonté ? C'est ainsi que se manifestait son influence. D'ailleurs, les municipalités élues sous la pression de l'administration et dirigées par des maires nommés étaient généralement beaucoup plus favorables au clergé que les populations.

L'influence sociale de l'Église se manifestait par la manière dont le culte était pratiqué. Le baptême, le mariage et l'enterrement religieux étaient alors des pratiques tout à fait générales : les exceptions étaient très rares et faisaient scandale. Mais les offices étaient plus ou moins fréquentés, les communions plus ou moins nombreuses, le repos dominical plus ou moins respecté. Le développement des congrégations et des associations religieuses, et surtout la manière dont se recrutait le clergé sont aussi des indices précieux du prestige et de l'influence de l'Église.

Il est plus difficile de savoir quels étaient les opinions et les sentiments des populations vis-à-vis de l'Église. Le peuple, soumis à l'administration et aux classes riches, ne pouvait souvent pas manifester les siens. Le paysan ou l'artisan qui votait pour un candidat officiel cléricale, qui chômait le dimanche et fréquentait les offices le faisait-il par conviction religieuse ou pour plaire à ceux dont il dépendait ? La puissance du clergé pourrait faire paraître la population plus cléricale et plus catholique qu'elle ne l'était réellement.

II. — *L'Ouest* (1)

Les populations de l'Ouest (2), surtout dans les campagnes, sont très dociles au clergé qui dirige la vie publique comme la vie privée des fidèles. Le prestige et l'influence des prêtres sont très grands et leur vie matérielle est largement assurée ; aussi le clergé se recrute-t-il facilement et bien. Il a pour alliée une noblesse nombreuse qui possède une grande partie des terres et réside.

Le curé et le grand propriétaire noble, unis, sont maîtres du pays. Les habitants dépendent de celui-ci pour leurs moyens d'existence, de celui-là pour leurs âmes. L'influence du seigneur compète et renforce celle du prêtre. Ils administrent les communes, les font voter, imposent par l'appât d'avantages pécuniaires ou comme une obligation religieuse l'enseignement congréganiste (3). Leur alliance est solide parce qu'elle est avantageuse aux deux parties. Le clergé vit de la noblesse. Elle donne l'exemple du paiement de la dîme en nature qu'il perçoit dans beaucoup de régions de l'Ouest et à laquelle les paysans n'osent pas se soustraire (4). Elle fait des dons aux curés et les flatte en leur ouvrant ses châteaux. Elle fait élever ses enfants dans les établissements ecclésiastiques qu'elle soutient de ses subventions. Par contre, elle exerce, grâce au

(1) Le *Tableau politique de la France, de l'Ouest sous la Troisième République*, d'A. Siegfried, est très précieux pour l'étude de l'Ouest sous le Second Empire. Les grands traits de la géographie politique de l'Ouest, notamment en ce qui concerne l'influence du clergé, étaient déjà sous l'Empire tels qu'A. Siegfried les dépeint. Sur certains points, comme le contraste entre la plaine et le bocage vendéen, il n'y a pas eu de changement appréciable. Sur d'autres, A. Siegfried montre comment s'est poursuivie une évolution qui s'esquissait déjà sous le Second Empire, par exemple, comment le clergé breton s'est peu à peu séparé de la noblesse. Bref, il y a parfois identité, et presque toujours continuité entre les deux périodes, de sorte que l'étude de l'une aide à comprendre l'autre. Mais, sous le Second Empire, l'influence prépondérante de l'administration ne permet d'apercevoir que dans leurs grandes lignes les tendances politiques et religieuses des populations.

(2) La Normandie exceptée, ainsi que des régions comme la Sarthe, la Vienne et le sud des Deux-Sèvres, qui sont voisines de l'Ouest, mais n'en font pas véritablement partie.

(3) Pour les filles, il n'est pas beaucoup plus répandu dans l'Ouest que dans le reste de la France. Pour les garçons, par contre la différence est très nette. Dans l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan et les Côtes-du-Nord, notamment, l'effectif des écoles congréganistes de garçons égale celui des écoles laïques alors qu'il en est à peine le quart dans l'ensemble de la France. Les statuts des frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel, qui leur permettent de diriger les petites écoles de villages ne nécessitant qu'un instituteur, contribuent à ce développement des écoles congréganistes.

(4) F¹⁹ 4.399.

concours du clergé, une influence que son prestige et sa richesse ne suffiraient pas à lui assurer.

Le clergé séculier, uni à la noblesse, est si fort que le rôle des congrégations et des associations religieuses est généralement secondaire. Même les Jésuites, dont l'influence est grande et s'accroît, secondent le clergé séculier et ne le dirigent pas. Ils ont deux grands collèges à Poitiers et à Vannes, mais les autres écoles ecclésiastiques secondaires, qui sont très nombreuses, dépendent des évêques. Les religieuses et les frères sont effectivement soumis aux évêques et aux curés. Dans l'Ouest comme dans le reste de la France, c'est surtout dans les villes que l'influence cléricale s'exerce par les congrégations et les associations religieuses. Mais alors que dans beaucoup de régions, les classes riches des villes font la principale force du parti cléricale, les villes de l'Ouest sont de tradition libérale. Malgré les progrès des associations religieuses, la bourgeoisie reste en majorité libérale ou *bleue*, c'est-à-dire hostile à l'ancien régime et à la domination du clergé ; ses enfants forment la clientèle des lycées et collèges. Jusqu'en 1848, son influence a été grande grâce au régime censitaire.

Le suffrage universel a assuré sa défaite. Depuis 1848 le clergé et la noblesse, dominant la grande majorité des électeurs, ont triomphé dans presque toutes les élections et se sont rendus maîtres des pouvoirs locaux. Le clergé étant, comme la noblesse, traditionnellement fidèle à la monarchie légitime, le parti légitimiste domine l'Ouest. Sûr de sa force, il n'est pas enclin, comme dans le reste de la France, aux concessions et aux compromis. C'est dans l'Ouest que Louis-Napoléon a eu le moins de voix en 1848 et que le pourcentage des abstentions a été le plus élevé en 1851.

C'est donc du clergé que dépend toute la politique locale. S'il reste solidaire de la noblesse légitimiste, cette coalition continue à dominer le pays, et l'administration doit lui abandonner le pouvoir ou engager contre elle une lutte difficile, même avec l'appui des bleus. Si au contraire le clergé se rapproche de l'administration, les légitimistes sont contraints de suivre son exemple, ou réduits à l'impuissance.

Luçon (1). — Le diocèse de Luçon est celui où le gouvernement rencontre le plus de difficultés de la part du clergé tant

(1) Voir chap. V, §§ 2 et 4. Voir en outre F¹⁹ 2.494, Delamarre, BB¹⁹ 1.567 ; et Paris : *Vie de Mgr Delamarre*.

que Baillès en est l'évêque. Son successeur Delamarre constate que « le clergé, d'ailleurs en guerre avec Mar Baillès, était d'accord avec lui pour faire au gouvernement de l'empereur une opposition systématique et publique (1) ». Delamarre, au contraire, met son autorité épiscopale au service du gouvernement. Il fait dans ses mandements l'éloge de Napoléon III, accepte de siéger au conseil académique de Poitiers, assiste à la distribution des prix du lycée de Napoléon-Vendée (1858) où il justifie les attaques du clergé contre l'ancienne Université mais rend hommage à la nouvelle. Il déplace des prêtres hostiles à l'Empire. Il réussit non sans peine à faire chanter les prières pour l'empereur prescrites par le pape et à arrêter les violentes attaques des prêtres du bocage contre les écoles laïques. En 1857, deux candidats officiels sont élus sans concurrents, et le troisième, Sainte-Hermine, bat à Napoléon-Vendée le légitimiste Puyberneau (2) par 8.894 voix contre 3.366. Le clergé, qui, en 1852, avait combattu avec acharnement les candidats officiels en est empêché par Delamarre et vote pour eux ou s'abstient. Sans être rallié à l'Empire, il cesse de le combattre ouvertement et le calme se rétablit en Vendée.

Poitiers (3). — Le diocèse de Poitiers, formé de la Vienne et des Deux-Sèvres, n'appartient qu'en partie à la région de l'Ouest. Presque tout l'arrondissement de Bressuire et l'ouest de celui de Parthenay font partie du bocage vendéen. Le clergé, allié à la noblesse, y est tout puissant, et légitimiste comme elle. C'est la région du diocèse qui fournit le plus de prêtres. Son chef politique est le marquis de La Rochejaquelein qui, après avoir lancé un « appel à la nation » contre le coup d'État (4), s'est rallié à l'Empire. Nommé président du conseil général et sénateur (1^{er} janvier 1853), il incite le gouvernement à ménager les légitimistes et le clergé (5).

(1) F¹⁰ 2.494, 9 février 1861, Delamarre à Rouland.

(2) Puyberneau fut cependant « maintenu dans ses fonctions de maire comme l'ont été beaucoup d'autres légitimistes dans la Vendée, dans la pensée de les rallier, en ne réussissant en réalité qu'à leur donner une puissance dont ils se servent aujourd'hui contre le gouvernement ». (Rapport du procureur général, Damay, 19 juin 1857, BB¹⁰ 1.567).

(3) F¹⁰ I : Lowasy de Loinville, F¹⁰ I 108, F¹⁰ II 102. BB³⁰ 385 ; 397, P 450 ; 436, P 834 ; 406, P 1.077 ; 421, P 1.625 ; BB¹⁰ 1.535 A 2 5.013, 1.542 A 2 5.757, 1.559 A 2 7.604. F¹⁰ 2.561, 6.288, 5.847 (La Forêt), 6.253, 6.288 ; F¹⁰ 297 ; F¹⁷ 2.782 (Juste), 6.363, 9.986. BB² II (Damay, de Sèze, Darnis). Voir bibliographie : épiscopat, Pic.

(4) BB³⁰ 397 P 450.

(5) La Rochejaquelein : *La France en 1853* (1853, in-12). Le député de Bressuire, de Lénardière, subissait l'influence de La Rochejaquelein.

Dans le reste du diocèse, le clergé a beaucoup moins d'influence. La bourgeoisie est libérale, le peuple des villes est démocrate, les paysans ne sont pas cléricaux ; ils sont même irréligieux dans le sud des Deux-Sèvres (1). Les grands propriétaires légitimistes sont assez nombreux, et, grâce à leur appui, l'enseignement congréganiste progresse, mais les frères restent peu populaires, et l'évêque juge imprudent de les établir dans des communes qui leur sont au fond peu favorables et où leur avenir n'est pas assuré. Chatellerault refuse de leur confier ses écoles (2). C'est la personnalité de l'évêque Pie, qui fait des rapports avec le clergé la principale préoccupation de l'administration.

Légitimiste et ultramontain, Pie, nommé évêque de Poitiers à trente-quatre ans, en 1849, par Falloux, exerce par son énergie et son talent une influence considérable. Il est en relations avec le comte de Chambord, et a supplanté l'ancien chef du parti légitimiste, de Curzon, dont le journal, l'Abeille, a été supprimé après le coup d'État. Le Courrier de la Vienne, créé pour recueillir la succession de l'Abeille, a pour directeur l'imprimeur de l'évêché, Oudin, qui, tout en ménageant l'administration, obéit aux ordres de Pie. Le seul autre journal local, le Journal de la Vienne, subit également l'influence de Pie. En 1854, Pie fonde à Poitiers un collège de Jésuites. Avec leur collaboration et celle des légitimistes, il dirige les nombreuses associations religieuses du diocèse : les conférences de Saint-Vincent de Paul, qui groupent l'aristocratie poitevine, et où les élèves de l'école de droit s'inscrivent pour assurer leur avenir ; la société pour la sanctification du dimanche, qui domine les commerçants et artisans en les menaçant de leur retirer leur clientèle ; la société philanthropique, qui assiste les ouvriers en cas de maladie et cherche à les enrôler ; l'œuvre des Blandines, qui place les domestiques, et que l'on soupçonne d'être un service d'espionnage. Il existe en outre un cercle légitimiste ; des banques et des sociétés d'assurance sont dirigées par des légitimistes cléricaux (3). Au milieu d'un pays indifférent, dans une ville dont la majorité reste libérale, Pie a su se créer des moyens d'action et un prestige qui font de lui le principal personnage de la région.

(1) C'est-à-dire dans la plaine et le marais. Il y avait dans ces régions des minorités protestantes.

(2) F¹⁷ 6.363.

(3) F¹⁹ 6.253 : rapport de l'avocat général Darnis. F¹⁸ 297, 20 octobre 1861, rapport de Gallix.

Son influence s'exerce, non seulement sur la société locale, mais sur la plupart des agents du gouvernement. Presque seul, le procureur général Damay lui est résolument hostile. Libéral avant 1848, rallié à la République puis à l'Empire, il reste l'ennemi acharné des légitimistes et des cléricaux. Il estime que le gouvernement impérial, en Vendée, dans les Deux-Sèvres et dans la Vienne, doit s'appuyer sur les bleus pour combattre les blancs qui ont mal accueilli le coup d'État. Il déplore les concessions faites aux blancs dans l'espoir de les rallier et dont le seul résultat est d'accroître leur influence. Mais Damay n'a pour lui que ses subordonnés des parquets, et il est suspect aux conservateurs. Le premier président, de Sèze, brouillé avec Damay, est en excellents termes avec Pie qui le flatte et le fait nommer grand croix de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand. De Sèze, dans ses présentations pour les nominations de magistrats, tient grand compte des recommandations de Pie. Il espère, par son intermédiaire, rallier les légitimistes, mission dont l'a chargé Persigny. Il est, depuis 1854, président du conseil général de la Vienne. Les officiers de la garnison sont légitimistes. Le recteur, nommé après 1854 inspecteur d'académie, Audinet, est tout dévoué au clergé. Beaucoup d'autres fonctionnaires, notamment ceux des finances, appartiennent également, soit par conviction, soit par crainte ou par vanité, au parti de l'évêché. Il est de mauvais ton et imprudent de se proclamer impérialiste sans réserves.

Après le coup d'État, le préfet Jeanin résiste à Pie, qui s'abstient dans les deux plébiscites ; mais l'opposition de l'évêché rend bientôt sa situation intenable, et il demande son changement (mars 1853). Son successeur, Rogniat, tente de rallier Pie à l'Empire et nomme des maires sur sa recommandation. Mais Pie refuse la croix en août 1853, et le décret du 31 décembre 1853 sur l'instruction publique accroît son hostilité contre le gouvernement. Comme les légitimistes, et contrairement à la plupart des évêques, il se montre hostile à la guerre de Crimée. Son mandement du 17 avril 1854 où il prescrit de prier, non pour la victoire, mais pour le pape, mécontente vivement le gouvernement impérial. Rogniat juge alors, comme Damay, que l'opposition de Pie est irréductible, qu'il est et restera « l'âme du parti légitimiste » mais que « son influence sur les masses et dans les campagnes est nulle au point de vue politique », et que le dévouement des paysans à l'Empire « semble s'accroître en

proportion de l'hostilité du parti légitimiste et du clergé (1) ». La préfecture et l'évêché, tout en gardant des relations courtoises sont en conflit constant. Rognat fait déplacer ou blâmer des fonctionnaires légitimistes (2). Pie s'abstient de donner des instructions pour la fête de l'empereur (15 août 1854), laisse son clergé faire de la procession de Sainte-Radegonde, par la profusion des ornements fleurdelysés, une manifestation légitimiste (3), attaque dans un mandement le gouvernement piémontais et ses partisans français (novembre 1855). A la fin de 1855, il se rend à Rome, passe par Paris où il voit l'empereur, à qui il se plaint de Damay, met Pie IX en garde contre le projet de Fortoul sur les facultés de théologie, voit au retour le comte de Chambord, puis de nouveau l'empereur à qui il fait l'éloge du gouvernement pontifical. En juin 1856, il refuse de se rendre au baptême du prince impérial, puis se décide à y assister, sur les instances de Fortoul. En septembre 1856, Rouland nomme recteur à Poitiers son ami l'abbé Juste, professeur à la faculté de théologie de Rouen, gallican et impérialiste qui entre bientôt en lutte ouverte avec Pie. Damay attaque publiquement Pie dans un discours prononcé à la séance de rentrée de la cour, sur « la conciliation », où il oppose clairement l'intransigeance de Pie à la modération de ses collègues de Luçon et de La Rochelle (novembre 1856) (4).

Mais Rognat est remplacé au début de 1857 par Paulze d'Ivoy qui de nouveau cherche à rallier Pie. Il obtient que les légitimistes ne combattent pas les candidats officiels aux élections de 1857. En retour, il fait élire en 1858 des conseillers généraux légitimistes. Il assiste à la pose de la première pierre du nouveau collège des Jésuites, ce dont le blâme Delangle (15 juin 1858). En août, une adresse au comte de Chambord, pour laquelle de Curzon réunissait des signatures, est saisie (5). Malgré Pie et La Rochejaquelein qui veulent étouffer l'affaire, malgré le premier président et le préfet, enclins aux ménagements, Damay et ses collaborateurs obtiennent, en première instance

(1) F¹⁰ 2.561 ; 26 mai 1854.

(2) F¹⁰ III Vienne 6 (8 juillet 1854) et 8 (7 mars et décembre 1854), Cergay 165 A1 10 ; 24 mai, 10 juin, 20 novembre 1854).

(3) BB³⁰ 385. L'administration obtint de Pie que les fêtes de l'Immaculée Conception ne fussent pas marquées par de semblables démonstrations (BB³⁰ 406 P 1.077).

(4) De Sèze et d'autres magistrats allèrent présenter leurs excuses à Pie (Bau-nard : *Histoire du Cardinal Pie*).

(5) BB³⁰ 421, P 1.625. Au cours des perquisitions, on trouva des lettres de Curzon très dures pour Pie qu'il jugeait trop modéré.

et en appel, la condamnation de Curzon et celle de ses complices (11 septembre-12 octobre).

En même temps que dans la Vienne, les adversaires et les partisans de l'alliance avec le clergé s'affrontent dans les Deux-Sèvres. La Rochejaquelein est maître absolu du bocage, où Pie vient en 1857 prononcer l'oraison funèbre de sa mère. Il a pour adversaire le général Allard, président de section au Conseil d'État, conseiller général de Parthenay, qui ambitionne la présidence du conseil général. Damay (1) et les libéraux de la plaine et du marais soutiennent Allard en haine des légitimistes cléricaux. Le préfet Lowasy de Loinville se brouille avec Allard (2), et le conflit éclate à la session d'août 1858 du conseil général. Comme dans la Vienne, le gouvernement ne prend pas nettement parti entre ses agents divisés.

Angers (3). — Le clergé et la noblesse légitimiste dominent entièrement les pays de bocages situés à l'ouest d'Angers (4), et sont très puissants dans tout le département bien qu'il y ait des républicains dans les villes et que les populations des arrondissements de Baugé et de Saumur soient peu religieuses (5). Les légitimistes ont un journal influent, l'Union de l'Ouest, et un chef habile, Falloux.

Ils votent oui au plébiscite de 1851 par crainte des révolutionnaires. Falloux, qui s'est personnellement abstenu, et l'Union de l'Ouest, incitent leurs amis à collaborer avec le nouveau gouvernement. Le préfet Vallon veut à tout prix garder leur concours. Aux élections de 1852, il propose de soutenir à Baugé Segré la candidature de Falloux. Celui-ci refusant de se présenter, son ami Bucher de Chauvigné obtient l'appui de l'administration. Il est facilement élu avec le concours du clergé et de presque tous les légi-

(1) F¹⁰ III Deux-Sèvres 10 ; La Rochejaquelein à Delangle : « Le procureur général de Poitiers, que depuis longtemps je signale comme la fatalité du gouvernement dans cette partie de l'Ouest... »

(2) Ce sont des questions de personnes très compliquées, plutôt qu'un dissentiment politique, qui opposèrent le préfet aux libéraux.

(3) F¹⁰ Bourlon de Rouvre. F¹⁰ III Maine-et-Loire 4. F¹⁰ II 100. BB²⁰ 368 ; 403 P 625, 406 P 820, 421 P 1.632. F¹⁹ 2.489, F¹⁷ 9.110. Voir bibliographie ; épiscopat Angebault, et catholiques libéraux, Falloux.

(4) Le recteur de Rennes note que dans le bocage angevin (arrondissement de Segré et une partie de celui d'Angers), le clergé est dominé par la noblesse, mais qu'il a « une influence plus personnelle » dans le bocage vendéen (arrondissement de Beaupréau), (F¹⁷ 9.986, 9 juillet 1858). A. Siegfried fait la même remarque dont l'évolution politique de ces régions a depuis montré la justesse.

(5) Les obsèques d'un habitant de Tiercé qui avait refusé les sacrements sont suivies d'une foule nombreuse, et le préfet s'inquiète du « caractère antireligieux » de cette « manifestation » (F²⁰ III Maine-et-Loire 11, 1^{er} avril 1853).

timistes. Les candidats officiels sont élus dans des conditions analogues à Angers et à Saumur. Mais à Beaupréau, l'administration combat Durfort de Civrac, un des rares légitimistes qui se soient montrés hostiles au plébiscite. Il est élu malgré elle avec l'appui du clergé (1). Les légitimistes s'abstiennent au plébiscite de novembre 1852.

L'évêque Angebault, tout en protestant de sa reconnaissance et de sa loyauté envers l'empereur, ajoute « qu'il ne faut pas s'étonner si le clergé dans nos provinces garde une attitude réservée... Ce culte du passé, ou il le partage, ou il doit le respecter pour ne pas froisser des hommes estimables, des susceptibilités respectables (2) ». Angebault lui-même est très réservé sur la question dynastique ; ses mandements sont favorables au pouvoir civil, mais il y parle plus volontiers du chef de l'État que de l'empereur. Il est d'ailleurs hésitant et susceptible, sans énergie ni autorité. Sans faire d'opposition, il se plaint vivement de la loi de 1854 sur l'instruction publique, et, après 1855, de la presse irréligieuse.

Le clergé reste donc solidaire de la noblesse légitimiste ; ils ne se rallient pas ouvertement à l'Empire mais ils l'acceptent, l'administration les laissant maîtres du département. Cette collaboration, resserrée en 1855 par l'affaire de la Marianne, se maintient aux élections de 1857 (3). Elle a pour résultat les progrès de l'enseignement ecclésiastique et des congrégations. Sur cinq collèges communaux existant en 1850, quatre ont été cédés au clergé, dont trois, Baugé, Cholet et Doué, à l'évêque qui dirige en outre les deux grands collèges de Combrée et de Beaupréau. Les écoles primaires congréganistes se multiplient. Dans tous ces établissements, l'esprit de l'enseignement est légitimiste. L'influence et la richesse des Jésuites d'Angers s'accroissent ; les Capucins commencent à s'établir dans le diocèse.

En même temps, le diocèse évolue vers l'ultramontanisme. Gallican comme beaucoup de ses prêtres, Angebault, en 1852, demande au gouvernement de protéger l'autorité épiscopale contre les ultramontains, mais il n'ose pas défendre contre eux le

(1) Par 9.772 voix contre 4.410 à de Quatrebarbes, légitimiste, et 4.321 à Césbron-Laveau, officiel.

(2) F¹⁰ 2.489 : 4 décembre 1852.

(3) Vallon alla jusqu'à désigner Durfort de Civrac comme candidat officiel. Civrac refusa le patronage de l'administration qui fit alors élire contre lui Las Cases, connu pour son dévouement à l'Église (par 9.536 voix contre 7.964). Les trois autres députés sortants furent réélus avec l'appui du clergé. A Angers, le républicain réunit 10.276 voix contre 11.540 à Dubois (BB¹⁰ 1.567).

chef des gallicans angevins, Bernier, son ancien vicaire général ; il a pour confesseur le supérieur des Jésuites ; il rétablit la liturgie romaine en 1858. Cependant les ultramontains appuyés par l'Union de l'Ouest, par les congrégations et par la société de Saint-Vincent de Paul continuent à le combattre en Anjou et à le desservir à Rome.

Le 13 novembre 1857, un nouveau préfet, Bourlon de Rouvre, est nommé. Venant des Vosges, il est effrayé de l'emprise légitimiste et cléricale sur l'administration et l'enseignement, et de la domination exercée sur les populations par un clergé qui, jusqu'ici, a prêté son concours au gouvernement mais qui ne lui est pas dévoué. Il ne cache pas son intention de suivre une politique opposée à celle de Vallon ; aussitôt une vive opposition se manifeste, qui l'oblige à plus de prudence. Mais le procureur général, Métivier, et le recteur de Rennes Mourier, sont d'accord avec lui sur la nécessité de résister au clergé, et, dès 1858, ils s'y emploient de concert.

Le Mans (1).— En 1852, le diocèse du Mans, formé de la Sarthe et de la Mayenne, comprend deux régions très différentes. Le bocage, c'est-à-dire les arrondissements de Laval et de Château-Gonthier et la lisière ouest de la Sarthe, est soumis au clergé et à la noblesse légitimiste qui, ailleurs, ont peu d'influence. Au point de vue religieux « la Mayenne, c'est un peu la Bretagne, avec la même foi, mais avec un degré de lumière de plus. Dans la Sarthe, on est moins religieux, beaucoup plus indifférent, quoiqu'il n'existe nulle part d'irrégion proprement dite et de haine contre le clergé (2) ». Au point de vue politique, la Mayenne est un département de l'Ouest, dominé par les blancs, bien que l'arrondissement de Mayenne soit bleu ; la Sarthe, comme l'ensemble de la France à cette époque, est surtout préoccupée de la menace révolutionnaire contre laquelle s'unissent tous les conservateurs.

C'est dans cet esprit que l'évêque du Mans, Bouvier, fait voter son clergé pour le gouvernement aux deux plébiscites et aux élections de 1852 où les candidats officiels sont facilement élus, sauf à Château-Gonthier (3). Le préfet juge impossible d'y faire élire

(1) F¹⁰ 362, 5-6 (mars 1854) ; F¹⁰I, Cornuau ; F¹⁰I 34 ; F¹⁰ II 99 (Ille-et-Vilaine) ; F¹⁰ III Mayenne 4 ; F⁷ 3.481 ; BB¹⁸ 1.567 ; F¹⁹ 2.527, 2.534, 5.816, 6.288, 2.010 ; F¹⁷ 9.986 ; F¹⁸ 297 ; Versement de la Chambre C 394 ; Corps législatif, 10 avril 1855. Voir bibliographie : épiscopat, Bouvier, Wicart ; congrégations : bénédictins : Guéranger ; divers : Moreau ; et J. Maurain *Le Saint-Siège et la France...*

(2) F¹⁹ 2.534, Bouvier ; note de Langlais, député de la Sarthe (1855).

(3) Quelques légitimistes se présentèrent, mais ne furent soutenus que par les ntransigeants du parti et obtinrent peu de voix. Les tendances religieuses des candi-

le maire Martinet, dévoué, mais libéral, mal vu du clergé et surtout des légitimistes. Il combat donc sa candidature, et choisit pour s'assurer le concours du clergé un collaborateur de l'Univers, Segrétain. Le clergé se divise au premier tour entre le légitimiste de Vanjuas et Segrétain, dont il assure au second tour l'élection contre Martinet (1). Segrétain est en outre nommé maire de Laval. « Le gouvernement fait battre ses amis par ses adversaires », écrit Martinet (2). Cependant, pendant plusieurs années, l'alliance reste étroite entre l'administration et le clergé, dans la Sarthe où le préfet Pron est en mauvais termes avec les légitimistes, comme dans la Mayenne où les préfets qui se succèdent les ménagent.

La lutte est vive entre gallicans et ultramontains. L'évêque gallican, Bouvier, est soutenu par la majorité du clergé séculier, mais il est combattu par plusieurs de ses chanoines. Ses principaux adversaires sont deux religieux ; Moreau, supérieur de la congrégation de Sainte-Croix qui dirige un collège au Mans et plusieurs écoles primaires ; et surtout Guéranger, abbé de Solesmes, le restaurateur de l'ordre de Saint-Benoit en France, le champion de la liturgie romaine et de l'intégrisme ultramontain, l'un des principaux patrons de l'Univers. Guéranger est très favorable à l'Empire, dont il plaide la cause auprès de Falloux, de Montalembert et de Pie : il est très lié avec Segrétain. Bouvier est aussi gouvernemental, mais avec moins d'ardeur. Cependant le gouvernement a pour lui plus de considération que pour ses adversaires (3), et le défend à Rome contre leurs intrigues : Mais la mort de Bouvier (décembre 1854) est bientôt suivie du triomphe de ses adversaires. La Mayenne obtient, malgré la Sarthe, l'érection d'un évêché à Laval (4). Après de longs délais et des

faits officiels correspondaient bien à celles de leurs électeurs. Le député de Laval, Leclerc d'Osmonville (élu en 1853 à une élection partielle) et celui de Château-Gonthier, Segrétain, furent au nombre des 39 catholiques qui votèrent en 1854 contre la loi sur l'instruction publique. Elle fut au contraire votée par le député de Mayenne, Mercier, et par ceux de la Sarthe ; elle eut même pour rapporteur le député de Mamers Langlais.

(1) Segrétain.....	7.428	11.988
Martinet	5.642	6.847
de Vanjuas....	5.004	

(2) 4 mars 1852 (F¹⁰ II 99, Ille-et-Vilaine).

(3) La congrégation de Sainte-Croix est la seule sur laquelle l'administration des Cultes donne en 1856, de mauvais renseignements (F¹⁰ 6.253). Elle était divisée, et dans une situation financière difficile. Les Bénédictins de Solesmes connaissaient d'ailleurs des difficultés analogues. Voir l'opinion de Pron sur Guéranger (F¹⁰ 2.565, Gousset, 5 mars 1857) et sur Moreau (F¹⁰ 2.534 Bouvier, 6 janvier 1855).

(4) Le gouvernement fit les frais de l'évêché. Le collège de Mayenne fut cédé à l'évêque et transformé en petit séminaire.

démarches pressantes des deux partis, le gouvernement, qui redoute surtout l'influence de la noblesse légitimiste sur le clergé (1), nomme deux ultramontains impérialistes : à Laval l'évêque de Fréjus, Wicart, au Mans le curé de Sedan, Nanquette, recommandé par Gousset. Tous deux rétablissent la liturgie romaine, consacrant ainsi la défaite du gallicanisme.

Nanquette prête un concours dévoué à l'administration, et les questions religieuses ne donnent lieu dans la Sarthe à aucune difficulté.

Dans la Mayenne, les légitimistes font des avances à Wicart, et lui donnent de grosses sommes pour ses séminaires. Cependant il oblige ses prêtres à chanter le *Domine salvum*, célèbre l'Empire dans ses mandements et entretient de bons rapports avec la préfecture. Pourtant l'administration rencontre des mécomptes. L'échec de Segrétain, battu aux élections de 1857, bien que candidat officiel, par un libéral, Halligon (2), montre qu'elle a surestimé l'influence du clergé et trop compté sur son concours. Il reste uni aux légitimistes qui, grâce aux ménagements de l'administration, détiennent de nombreuses municipalités et plusieurs sièges au conseil général. En 1858, un nouveau préfet, Bélurgey de Grandville, cherche par de nouvelles avances, à soustraire le clergé à l'influence des légitimistes. Il assiste à la Fête-Dieu à la tête des fonctionnaires en corps et en uniforme, (1858), ce qu'on n'avait pas vu à Laval depuis 1830 (3).

Or, depuis 1852, le gouvernement est mis en garde contre les dangers de cette politique par Boudet, président de section au Conseil d'État, député de Laval sous Louis-Philippe, protestant et libéral. Il ne cesse de dénoncer les concessions faites aux blancs par l'administration. Son crédit, faible en 1852 parce qu'il a protesté contre le coup d'État, s'accroît, surtout lorsque son ami Billault devient ministre de l'Intérieur. Toutefois, il ne réussit pas jusqu'en 1859 à faire prévaloir ses vues.

Nantes (4). — Tout le diocèse, sauf Nantes, est soumis au clergé et à la noblesse. L'influence que celle-ci exerce sur les prêtres est encore renforcée par celle du journal légitimiste de Nantes, l'Espé-

(1) Il écarta les candidatures de Dreux-Brézé et de La Bouillerie qui appartenaient à l'aristocratie du Maine, celle de Guéranger, que Segrétain avait suggérée, et celle de l'évêque de Nevers, Dufêtre, qui avait des attaches dans la Sarthe. Cf. p. 30, note 1.

(2) Halligon 11.366, Segrétain 7.988.

(3) F¹⁹ 5.549.

(4) F¹⁶ 11.100 ; F¹⁶ III Loire-Inférieure 4 ; F⁷ 3.481, 12.389, 12.654 ; BB²⁰ 386 ; BB²⁰ 1.509, A 2 2.172 ; F¹⁹ 2.557 (Richard), 2.516 (Fournier), 5.832, 6.288 (1853) ; F¹⁷ 10.911, 9.986 ; F¹⁸ 297. Voir bibliographie : épiscopat Jaquemet.

rance du Peuple, que dirige Emerand de la Rochette (1). L'évêque Jaquemet subit l'influence du milieu, celle de ses collaborateurs, et notamment de son vicaire général Richard. Sans servir les légitimistes, il ne veut pas les mécontenter.

En 1852, ayant reçu de Montalembert des assurances sur la politique religieuse de Louis-Napoléon, il ne se montre pas hostile, mais garde une extrême réserve. Le clergé s'abstient et 53 % des électeurs l'imitent. Aux élections de 1852 le préfet tente en vain de s'entendre avec Jaquemet sur le choix des candidats officiels ; en vain il les choisit, sauf à Nantes, aussi rassurants que possible pour les blancs (2) ; Jaquemet refuse de les soutenir et laisse son clergé mener contre eux en faveur des légitimistes intransigeants une campagne acharnée. « Le carême et le jubilé aidant, écrit le préfet, il exerce sur les populations les plus religieuses de mon département une véritable violence morale pour arracher aux paysans un vote qui leur répugne (3). » Mais l'influence de l'administration, qu'elle même sousestimait, et le prestige du nom de Napoléon décident la majorité des électeurs, hostiles au fond à l'ancien régime, à s'affranchir de la domination légitimiste et cléricale. Tous les candidats officiels sont élus, à de faibles majorités (4).

Découragés par cet échec, les légitimistes et le clergé n'engagent pas la lutte aux élections cantonales de 1852 où l'administration triomphe aisément. Au plébiscite de 1852 ils persistent dans leur abstention mais ne sont plus suivis que par 43 % des électeurs. Dans les campagnes, beaucoup de prêtres manifestent leur hostilité en ne chantant pas le *Domine salvum*.

(1) L'Hermine, suspendue après le coup d'État avait reparu sous ce nom. Le National de l'Ouest, républicain, reparut sous le nom de Phare de la Loire. L'Union Bretonne devint l'organe de l'administration.

(2) A Savenay il fait accepter par Persigny la candidature de Desmars, légitimiste, l'un des représentants à l'Assemblée Législative qui se sont réunis le 2 décembre à la mairie du 10^e arrondissement pour protester contre le coup d'État.

(3) F^{ic} II 100 ; 28 février 1852.

(4) Ancenis		Nantes	
<i>Officiels</i> : Garnier	13.934	Fabre	5.570 7.626
<i>Légitimistes</i> : Gicqueau	6.396	de Sesmaisons	3.987 399
		Braheix	3.875 184
		Waldeck-Rousseau	2.300
Savenay		Paimbœuf	
<i>Officiels</i> : Desmars	11.723	Fleury	9.917
<i>Légitimistes</i> : E. de La Rochette	9.894	de Goulaine	8.931

A Nantes, les Jésuites, qui dirigent des œuvres d'enseignement et de charité, passent pour favorables au gouvernement mais ils sont très réservés. Il n'y a dans le diocèse qu'un prêtre ouvertement bonapartiste, Fournier, curé de Saint-Nicolas à Nantes, ancien représentant à la Constituante, ultramontain, très populaire, mais très mal vu des légitimistes et à l'évêché. Chaleureusement recommandé pour un évêché en 1855 par l'évêque de Rennes et par les autorités civiles, il en est écarté par l'opposition de Jaquemet qui incrimine sa vie privée. Par contre la préfecture s'oppose à la nomination de Richard, légitimiste et intransigeant.

En 1853 et 1854 plusieurs sermons légitimistes sont signalés par la gendarmerie. Un vicaire est condamné à huit jours de prison pour avoir accueilli l'évêque, au cours de sa tournée pastorale, par une manifestation légitimiste avec drapeaux blancs et fleurs de lys (1). Jaquemet proteste contre ces enquêtes qu'il trouve injurieuses et refuse de déplacer le vicaire condamné. Mais il est gallican ; il a besoin en 1852 de l'appui du gouvernement auprès de la cour de Rome ; plus tard, il marche d'accord avec lui dans les délicates négociations relatives aux facultés de théologie, et aux prières pour l'empereur (1857). Il entre ainsi en relations avec le ministre des Cultes et avec l'empereur qui comblent son diocèse de faveurs. En juin 1853, un préfet intelligent, Henri Chevreau, est nommé à Nantes. Ses prédécesseurs ont lutté contre le clergé pour établir la prépondérance de l'administration. Chevreau veut la renforcer et la faire accepter par le clergé. Il le surveille de près, s'oppose à ses empiètements, aide les maires à s'en rendre indépendants ; mais il évite les enquêtes publiques et les poursuites ; il ménage la susceptibilité de Jaquemet dont il gagne l'estime, et s'adresse à lui pour réprimer les écarts de ses prêtres. Il obtient ainsi peu à peu que les manifestations légitimistes cessent et que les prières pour l'empereur soient régulièrement chantées (2). Aux élections de 1857 les légitimistes ne présentent pas de candidats ; le clergé s'abstient ou vote pour les candidats officiels. A la veille de la guerre d'Italie, il n'est pas rallié mais il a renoncé à faire de l'opposition, et l'influence de l'administration s'est accrue à ses dépens (3).

(1) F¹⁰ 5.832 : Malary, Plissonneau, Besné.

(2) F¹⁰ 5.832.

(3) Jaquemet fut choqué par la conduite de Brossais Saint-Marc en 1848. Il obtint, pour ne pas devenir son suffragant, le maintien du diocèse de Nantes dans la province de Tours.

Rennes (1). — Le clergé domine toute l'Ille-et-Vilaine où la noblesse même subit son influence. L'évêque Brossais Saint-Marc, qui dirige depuis 1848 la politique du département, est très fier et très jaloux de son pouvoir ; il dit volontiers qu'il a 80.000 voix dans sa poche. Comme les légitimistes qu'il a fait élire, il est d'abord mécontent du coup d'État ; il se rallie cependant au gouvernement avant le plébiscite, mais la plupart des prêtres et 54 % des électeurs s'abstiennent. Brossais Saint-Marc déclare ne pas vouloir se mêler des élections de 1852, la révolution n'étant plus menaçante. Deux de ses amis sont désignés comme candidats officiels à Rennes et à Saint-Malo, où ils sont facilement élus. A Redon-Montfort, l'administration réussit à diviser le clergé en opposant au légitimiste Fresneau un légitimiste rallié, Duclos, qui est élu (2). A Vitré-Fougères, tout le clergé soutient le légitimiste Audren de Kerdrel qui bat difficilement le candidat officiel, orléaniste rallié (3).

Malgré cet échec, les élections sont un grand succès pour l'administration. Le préfet Morisot, qui ménageait les légitimistes, est remplacé par Combes Siéyès, qui, aidé par un agent de Persigny, Gallix, s'applique à les combattre. Sur leurs instances, Brossais Saint-Marc, dont le prestige a été très atteint par les élections, publie, à la veille du plébiscite de 1852, une lettre pastorale où il invite les catholiques à voter pour le rétablissement de l'Empire. La plupart des prêtres d'Ille-et-Vilaine n'obéissent pas à cet ordre, mais ils n'osent pas faire campagne pour l'abstention, et le nombre des oui passe de 71.729 en 1851 à 109.138 (4).

Brossais Saint-Marc entend que le gouvernement récompense ce témoignage éclatant de dévouement en lui abandonnant la direction politique et administrative du département. Aussi cet évêque bruyamment dévoué à l'Empire est-il tour à tour pour l'administration un allié incommode et un adversaire acharné. Dirigeant à Rennes et à Saint-Malo deux écoles secondaires, il fait remplacer un recteur indépendant, Théry, par un autre plus docile, Jourdain, et se fait céder le collège communal de Vitré (1853). Il seconde Combes Siéyès dans sa lutte contre les

(1) F¹^b1 Pastoureau ; F¹⁰ II 99 ; F⁷ 3.480, 12.369, 12.654 ; BB³⁰ 386, 395, 421 (P 1.618) ; F¹⁰ 2.567, 2.577 (Maupoint), 2.010, 5.851, 6.253 ; F¹⁷ 9.986, 6.136, 6.225 ; AB XIX 523.

(2) Duclos : 13.258 ; Fresneau : 5.847.

(3) De Kerdrel 12.745 ; Bertin 11.772. Kerdrel démissionna lorsque l'Empire fut rétabli ; les légitimistes ne présentèrent pas de candidat à sa succession, ni à deux élections partielles qui eurent lieu à Rennes.

(4) La proportion des abstentions tombe de 54 % à 29 %.

légitimistes (1) puis le trouve trop bleu et rompt avec lui. En avril 1855, Combes Siéyès est remplacé par Pastoureau qui ménage les légitimistes et cherche à se concilier l'évêque. Mais celui-ci est mécontent parce que l'administration des Cultes tarde à reconstruire son séminaire. Il retire ses délégués du conseil départemental de l'Instruction Publique où Combes Siéyès a nommé des libéraux, et s'abstient de siéger au conseil académique bien que le nouveau recteur, Mourier, soit plein d'égards pour lui. En 1856, il obtient la reconstruction de son séminaire, se réconcilie avec l'académie, aide le préfet à créer contre le Journal de Rennes, légitimiste, un journal catholique gouvernemental, le *Messenger de l'Ouest* (2), appuie aux élections de 1857 les candidats officiels auxquels les légitimistes renoncent à opposer des candidats. Puis il se brouille avec Pastoureau, et lorsque celui-ci, pour d'autres raisons, est mis en disponibilité (4 juin 1858), on se dit dans le département. « S'il avait eu ses fils, comme le général de division, au collège de Monseigneur, il serait encore préfet (3). »

En août 1858, Brossais Saint-Marc, entouré de tout son clergé accueille l'empereur à Rennes par des louanges dithyrambiques dont la création de l'archevêché de Rennes est la récompense (4). Les légitimistes sont exaspérés contre l'administration et contre le prélat. Mais cette alliance ne dure pas. Le nouveau préfet, Féart, voulant profiter de l'élan populaire provoqué par le voyage de l'empereur pour affranchir et affermir son autorité, rencontre aussitôt l'opposition violente de Brossais Saint-Marc, qui est et

(1) F¹⁶ III Ille-et-Vilaine 8 ; 2 février 1854 ; rapport de Combes Siéyès. « L'empereur Napoléon I^{er} l'a dit, et rien n'est plus vrai : les blancs seront toujours blancs et les bleus toujours bleus. » Il était à cette date satisfait du concours que lui prêtait Brossais Saint-Marc.

(2) « Succursatiste de l'Univers », écrivait le recteur (F¹⁷ 9.986, 9 juillet 1858). Brossais Saint-Marc prenait peu de part aux divisions du clergé, mais il était ultramontain.

(3) F¹⁷ 9.986, 9 juillet 1858.

(4) « Très cher et très digne Ministre, écrit Brossais Saint-Marc à Rouland le 21 août, je vous écris dans le ravissement, non pas de l'immense bienfait que nous a accordé l'ineffable bonté de Sa Majesté, quoique nous en sentions tout le prix, mais plus heureux et plus fier de mon clergé et de mon peuple que je ne saurais vous le dire. 1.500 prêtres se sont réunis à mon appel pour venir offrir à Leurs Majestés l'hommage de leur toute pieuse et toute bretonne sympathie... J'en ai vu (des vieux prêtres), dire aux personnes de la suite de Leurs Majestés : mais laissez-moi donc toucher l'empereur, quand ce ne serait que le pan de son habit ! Quant à la population, elle a été admirable, et notre ville n'était que fleurs, feuillages et feux. Dieu soit béni ! ce voyage aura bien réjoui le cœur de Leurs Majestés, et est un événement. Quant à celui de l'archevêché, c'est le dernier coup porté aux pauvres légitimistes qui ont été encore plus inintelligents que de coutume. » (F¹⁹ 2.567).

veut rester le véritable maître du département (1). « L'influence épiscopale dominait tout, écrit Féart. Cette influence, incontestablement utile au point de vue politique, avait à peu près complètement désorganisé l'administration départementale et l'administration communale. Il était présenté même pour les affaires administratives et politiques, au moins autant de pétitions à l'évêché qu'à la préfecture (2). » Les curés, maîtres des communes et des écoles (3), sont prêts à renouer avec les légitimistes l'alliance rompue par leur évêque. Les fonctionnaires, instruits par les déplacements de Théry, de Combes Siéyès et de Pastoureau, sont hésitants. Féart, cependant, engage la lutte, et le gouvernement, en remplaçant le procureur général clérical, du Bodan, et en nommant le recteur commandeur de la Légion d'honneur, marque sa volonté de soutenir l'autorité civile.

Vannes (4). — L'influence du clergé est prépondérante dans le diocèse de Vannes. L'évêque, La Motte de Broons, est un noble breton légitimiste, mais, vieux et usé, il prend peu de part à la vie politique. Le département est dirigé depuis 1848 par un groupe de prêtres séculiers dont le plus actif est le chanoine Le Joubioux, secrétaire de l'évêché (5). Hostiles au nouveau régime moins par légitimisme que parce qu'il menace leur domination, ils font campagne pour l'abstention en 1851 tandis que de nombreux prêtres votent oui. Ils soutiennent aux élections de 1852 les opposants légitimistes qui obtiennent de fortes minorités contre les candidats officiels, cependant connus par leur dévouement à l'Église, et soutenus par une partie du

(1) « L'autorité diocésaine s'est efforcée publiquement d'amoindrir par d'incroyables procédés la situation préfectorale, et j'ai pu immédiatement juger de toutes les ressources de l'organisation de dénigrement et de calomnies sous lesquelles mes prédécesseurs sont tombés. » Rapport de Féart, 11 janvier 1859, F¹⁰ III Ille-et-Vilaine 8.

(2) F¹⁰ III Ille-et-Vilaine 8 ; 8 octobre 1858.

(3) « La loi sur la liberté de l'enseignement coûtera, je te crois, bien cher au gouvernement et particulièrement en Bretagne... Il n'y a vraiment qu'un espoir pour l'administration : les congréganistes qui logent chez les curés les gênent ; les congrégations n'ont pas autant de sujets qu'on leur en demande. » (F¹⁰ III Ille-et-Vilaine 8, rapport de Féart (10 avril 1859) ; voir F¹⁷ 6.136).

(4) F¹⁰ 362, 5-6 (novembre 1852) ; F¹⁰ III Morbihan 5 ; F⁷ 12.389, 12.654 ; BB³⁰ 386, 421 P 1.618 ; BB¹⁰ 1.502 A2 1.434 ; 1.564 A2 8.208. F¹⁰ 2.593, 5.872, 6.288 ; F¹⁷ 6.136, 6.223, 9.986, 13.123 ; F¹⁰ 297. Voir bibliographie : épiscopat, Bécél ; congrégations : Jésuites, Pillon ; congrégations vouées à l'enseignement primaire, J.-M. de La Mennais.

(5) Ils formaient, avec quelques laïques, un comité, dit de Saint-Patern, parce que le curé de Saint-Patern (Vannes) en était président. Ce comité fit toutes les élections de la Seconde République. Il cessa de se réunir après le 2 Décembre.

clergé (1). Au plébiscite de 1852, ils répandent le manifeste du comte de Chambord qui recommande l'abstention, mais cette fois, l'évêque les désavoue, la majorité du clergé vote, et les abstentions tombent de 50 % à 42 %..

Les Jésuites, qui dirigent à Vannes un grand collège où l'aristocratie bretonne fait élever ses enfants, gardent une grande réserve, mais ils votent, en 1852 comme en 1851. Ils ménagent ainsi le gouvernement sans s'aliéner leur clientèle légitimiste (2). Les autorités locales leur sont très favorables (3), et Rouland doit intervenir personnellement en 1857 pour empêcher la suppression du collège communal de Vannes. Le supérieur des frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel, J. M. de La Mennais ne s'occupe pas de politique. Il méconnaît systématiquement les lois et les règlements universitaires ; le recteur, puis inspecteur d'académie, de Kercaradec, très clérical, s'en plaint mais ne veut pas sévir (4).

Le préfet, Boulage combat Le Joubioux et ses amis (5) ; il cherche à soustraire à leur influence l'évêque, le clergé des campagnes, les congrégations religieuses et les légitimistes ralliés ; il y parvient, malgré quelques incidents, en multipliant les concessions. Il réussit à faire élire sans concurrents légitimistes les candidats officiels en 1857. Mais il est remplacé en juin 1858 par un préfet plus autoritaire, Poriquet.

Les autorités s'inquiétèrent de l'accueil qui sera fait à Napo-

(1)	Vannes		Lorient
<i>Officiels</i> : Jollivet Castelot..	14.461	Le Méhorel de la Haichois..	12.360
<i>Légitimistes</i> : de Francheville ..	10.698	de Keridec	7.084
		Ploërmel	
	<i>Officiel</i> : N. de Champagny..	18.118	~
	<i>Légitimiste</i> : de Saint-Georges..	5.747	

(2) Le préfet Boulage écrit à Fortoul le 30 novembre 1853 au sujet de leur supérieur, Pillon : « Ses opinions politiques, nul ne les connaît. Sa conduite est telle qu'il pourra prouver, quand il en aura besoin, au gouvernement actuel, qu'il l'a soutenu en toutes choses ; et si les circonstances l'exigeaient, il pourrait fournir la même preuve de dévouement aux légitimistes. » (F¹⁹ 5.872 ; voir aussi F¹⁹ 6.288).

(3) Le biographe de Pillon, Orhand, écrit : « Il avait un évêque d'une rare bonté ; son préfet, M. Boulage, était un ami et pleurait en partant ; son inspecteur d'académie, M. de Kercaradec, est peut-être la plus profonde affection de son cœur. »

(4) F¹⁹ 5.872 (30 novembre 1853) ; F¹⁷ 6.223, 13.123.

(5) En mars 1855, il décide Fortoul à user d'un droit rarement exercé par le gouvernement : à refuser de nommer curé inamovible de la cathédrale de Vannes le candidat de l'évêque, Dréano, un des auxiliaires les plus actifs de Le Joubioux (F¹⁹ 5.872, Dréano, Le Joubioux).

léon III dans le Morbihan (1). Mais l'évêque sortant de sa réserve habituelle invite le clergé à manifester sa reconnaissance à l'empereur. Malgré l'abstention de la noblesse légitimiste, les prêtres prennent part aux enthousiastes manifestations populaires. La journée du 15 août, passée à Sainte-Anne d'Auray, consacre l'alliance de l'Empire et de la Bretagne catholique. L'évêque est nommé officier de la Légion d'honneur.

Poriquet, exploitant ce succès, obtient non sans peine de l'évêque qu'il contraigne quelques prêtres légitimistes à chanter le *Domine salvum*. La Mennais refusant de déplacer un de ses frères, instituteur public à Ruffiac, Poriquet, avec l'assentiment du conseil municipal, le remplace par un laïque, s'oppose, avec l'appui du conseil départemental de l'Instruction Publique, à l'ouverture d'une école libre congréganiste dans cette commune et fait déplacer un vicaire qui dirigeait l'agitation contre l'école laïque (octobre 1858-avril 1859). Il entend, par cet acte d'autorité, montrer à La Mennais que l'autorité civile fera désormais respecter ses droits (2).

Le clergé semble accepter cette nouvelle politique. Le Joubioux lui-même déclare à Poriquet « que le clergé n'avait marché si longtemps avec les châteaux que parce qu'il ne trouvait que là l'appui dont il avait besoin, mais que le clergé souffrait depuis longtemps de la position secondaire qu'on lui faisait au château, qu'aujourd'hui qu'il était certain de la bienveillance du gouvernement, il avait saisi avec un grand empressement l'occasion de secouer une tutelle qui lui imposait des sacrifices de dignité ; que le clergé se rendait compte aujourd'hui que ce n'était pas du château que lui venait son autorité sur les populations, que c'était au contraire sa présence au château qui conservait à la noblesse du pays le peu d'influence qu'elle avait ; enfin que désormais, le clergé ne subissant plus d'influence étrangère, marcherait en tête des populations dans les voies d'un gouvernement sincèrement religieux » (3).

(1) Le procureur général, du Bodan, écrit le 23 juillet au garde des Sceaux : « J'ai exposé à M. le préfet Poriquet la conviction qu'un déploiement de forces suffisamment imposant devra accompagner Leurs Majestés dans le trajet de Vannes à Carnoët » (BB³⁰ 421 P 1.618).

(2) F¹⁰ III Morbihan 7 ; F¹⁷ 6.136. Rouland approuva complètement Poriquet.

(3) F¹⁰ 5.872 (Le Joubioux) ; Poriquet à Rouland, 4 décembre 1858. Voir aussi F¹⁰ III Morbihan 7, 4 janvier 1859. Le supérieur du petit séminaire de Sainte-Anne d'Auray, Jaffré, l'un des prêtres les plus influents du Morbihan, ami de Le Joubioux écrivait le 25 août 1858, dans une lettre privée : « Le bien que Napoléon a fait, celui que l'on attend encore de lui, lui ont suscité à travers le pays un long triomphe..., la noblesse s'est abstenue cependant, mais... n'a été suivie ni par le clergé, ni par le

Saint-Brieuc (1). — Le clergé est très influent dans les Côtes-du-Nord, sans y être tout puissant. Le parti légitimiste y est beaucoup moins fort que dans les autres départements de l'Ouest ; dès avant le coup d'État, il ne domine ni le clergé, ni les populations. Six des représentants des Côtes du Nord à la Législative sont des catholiques ralliés au parti de l'Élysée. Ils s'appuient sur les vicaires généraux, Bigrel et Auffret, et sur les chefs locaux du parti ultramontain, le curé de la cathédrale, Épivent, l'official Le Breton. Ils ont un journal, la Bretagne, fondé en 1848 par un collaborateur de l'Univers, de La Tour, qui connaît personnellement Louis-Napoléon. La Foi Bretonne, légitimiste, garde cependant des partisans dans le clergé. L'évêque, Lemée, est gallican et de tendances légitimistes, mais modéré.

En décembre 1851, Lemée, comme les ultramontains, fait voter oui, et il n'y a que 31 % d'abstentions. En 1852, quatre représentants impérialistes sortants, et de la Tour sont élus avec l'appui du clergé à de très fortes majorités. En novembre, Lemée s'abstient, mais le clergé fait voter oui et le pourcentage des abstentions s'abaisse à 28 %. Le parti sur lequel s'appuie l'administration est « catholique avant tout » plutôt qu'impérialiste. Dans deux élections partielles, en 1853, le préfet doit choisir dans ses rangs les candidats officiels (2) ; il écarte un candidat étranger au département et protestant que le gouvernement voulait présenter (3). A ce prix, l'alliance se resserre ; la Foi Bretonne est à la fois combattue par l'Univers et la Bretagne, et par l'administration qui la frappe plusieurs fois (4). En 1854, Veuillot vient lui-même dans les Côtes-du-Nord faire auprès des curés de la propagande pour l'Empire (5). Le clergé, à peu d'exceptions près (6), appuie l'administration, et la noblesse

peuple..., le jour où l'empereur s'est mis sous la protection de Sainte-Anne est un grand jour que l'avenir n'oubliera pas pourvu que de son côté l'empereur s'en souvienne toujours » (cité par Buléon et Le Garrec).

(1) F¹⁰ II 98, F⁷ 12.389, 12.654 ; BB³⁰ 386, 421 P 1.618 ; BB¹⁸ 1.534 A2 4.911 ; F¹⁹ 2.575 (Lemée et Martial), 2.563 (Le Breton), 2.480 (Epivent), 5.855, F¹⁷ 6.222. Voir Veuillot *Correspondance*, t. II, 13 août 1858 ; t. IV, 29 juillet, 2 octobre, 16 novembre 1854 ; t. VI, 16 janvier 1853.

(2) De Cuverville, pour remplacer Thieullen, nommé sénateur ; J.-P. de Champagny, frère du député du Morbihan, fils du ministre de Napoléon I^{er}, pour remplacer Bigrel, frère du vicaire général, entré dans l'administration des finances.

(3) Nogent-Saint-Laurens, que le gouvernement fit élire dans un département plus docile, le Loiret. (F¹⁰ III Côtes-du-Nord 6, Loiret 4.)

(4) F⁷ 12.654 ; BB¹⁸ 1.534.

(5) R. Halt : *Papiers sauvés des Tuileries* ; note de Veuillot, 29 septembre. Voir p. 15^e, note 1.

(6) F¹⁹ 5.855 Lemeur ; BB³⁰ 418 P 1.530.

légitimiste, isolée, est sans influence. En 1857, les candidats officiels triomphent à nouveau. L'évêque est brouillé avec les ultramontains et très réservé vis-à-vis de l'Empire (1) mais il ne fait pas d'opposition et garde des vicaires généraux dévoués au gouvernement. A sa mort, en 1858, le chapitre élit des vicaires capitulaires légitimistes mais le clergé, dans son ensemble, accueille l'empereur avec enthousiasme. De La Tour cherche à faire nommer Épivent évêque de Saint-Brieuc (2) ; Rouland lui préfère un modéré, Martial, acceptable pour les ultramontains, mais qui ne leur livre pas l'évêché et garde les vicaires généraux de Lemée, Bigrel et Auffret. L'entente entre l'administration, l'évêché et le clergé est ainsi réalisée.

Dans ce département « profondément religieux, mais aussi très libéral (3) », et surtout dans sa partie bretonnante, le clergé, même avec l'appui de la noblesse, ne domine pas toujours. Les maires résistent souvent aux curés et défendent contre eux les instituteurs laïques (4). Les prêtres l'emportent généralement dans ces conflits, mais les résistances qu'ils rencontrent dénotent chez les populations une indépendance rare dans l'Ouest et qui s'affirme de plus en plus (5).

Quimper (6). — Dans le Finistère, le coup d'État soulève les protestations des légitimistes et de l'évêque Graveran, avec l'appui duquel ils dominaient le département, mais le peuple se montre favorable au nouveau régime. Graveran se rapproche

(1) Comme La Motte de Broons, il déclara que son état de santé l'empêchait d'assister au baptême du prince impérial. Les deux évêques étant en effet impotents, ces excuses furent agréées.

(2) Depuis 1855, il le recommandait pour un évêché, d'accord avec plusieurs évêques ultramontains. Lemée, consulté, déclara Épivent dominé par une « ambition qui l'a porté à changer, selon les temps de rôle, et de personnage ». 26 juin 1856, F¹⁹ 2.480.

(3) F¹⁰ II 98 ; 15 janvier 1852, rapport du préfet ; en 1858 le maire de Saint-Brieuc dit au recteur de Rennes, que priver les Côtes-du-Nord de la visite de l'empereur, « ce serait blesser profondément la population libérale de Saint-Brieuc et lui préférer les *chouans* du Morbihan ». (F¹⁷ 9.986, 9 juillet 1858.)

(4) Le recteur Lamache, très catholique, dut lutter contre les empiètements des frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel. F¹⁷ 6.136, 6.222 ; R. Allard : *Paul Lamache*.

(5) « Je remarque toujours avec un vif regret que l'autorité du clergé diminue sensiblement ; ce fait est d'autant plus regrettable qu'il s'accomplit sans effort, comme une loi qui tombe en désuétude. J'en attribue la cause à la disposition trop prononcée du clergé à réclamer des paroissiens tous les sacrifices possibles, soit pour améliorer leur position, soit surtout pour l'agrandissement et l'embellissement des édifices consacrés au culte » (F¹⁰ III Côtes-du-Nord 11, rapport du sous-préfet de Lannion, quatrième trimestre de 1856).

(6) F¹⁰ II 99 ; F¹⁷ 12.389, 12.674 ; BB²⁰ 386, 395 ; F¹⁹ 2.564, 5.849, 6.288 ; F¹⁷ 6.222 ; voir bibliographie : épiscopat Graveran, Sergent.

bientôt du gouvernement, et, tout en s'abstenant au plébiscite, il laisse son clergé suivre l'impulsion de l'administration et des populations. Aux élections, il garde une neutralité favorable aux candidats officiels. Un seul candidat légitimiste se présente, à Morlaix, où il n'obtient que 4.328 voix contre 12.800 au candidat officiel. Les légitimistes, isolés et découragés, sont désormais réduits à l'impuissance, bien qu'ils continuent à diriger le principal journal du département, l'Océan, de Brest. Le préfet Richard voit que leur influence est brisée ; que celle du clergé n'est pas prépondérante, et que l'administration peut aisément s'en affranchir en s'appuyant sur le peuple. Il ménage Graveran et ses prêtres, mais sans leur faire de concessions ; pour conserver toute son indépendance, il s'abstient même, au plébiscite de 1852, de solliciter leur concours, sur lequel il sait pouvoir compter. Le résultat du vote est un triomphe pour l'administration. Les abstentions tombent de 45 % à 21 %.

Graveran donne au gouvernement, pendant la guerre de Crimée, des témoignages publics de dévouement. Après sa mort, (janvier 1855) son successeur Sergent est tout dévoué à l'Empire. Le clergé, dans sa très grande majorité est rallié (1). En outre, il ne cherche pas aussi constamment que dans les diocèses voisins à dominer les communes et à faire confier les écoles aux congrégations. Les Jésuites, à qui les prédications sont souvent confiées, le clergé local étant peu instruit, ont une résidence à Quimper, et en fondent une autre à Brest en 1856, mais ils ont peu d'influence. Certaines congrégations de femmes sont légitimistes, mais elles n'ont pas d'influence politique (2). Les candidats officiels triomphent en 1857 et l'empereur est accueilli avec enthousiasme en 1858. Les légitimistes, et quelques prêtres, irrités de l'empressement de l'évêque, le chansonnent, mais ils restent isolés.

Conclusion sur l'Ouest. — L'Ouest, dominé par la coalition légitimiste et cléricale a d'abord mal accueilli le coup d'État. Aux deux plébiscites et aux élections de 1852, le nouveau régime y a rencontré plus de résistance que dans le reste de la

(1) « Le clergé des campagnes, sorti presque exclusivement de la classe des cultivateurs partage leurs impressions et leurs idées. Il ne supportait la pression des légitimistes que comme un joug qu'il était impatient de secouer. » Rapport de Richard F^{ic} III Finistère 3, 19 juillet 1854.

(2) Le préfet, par l'intermédiaire de l'évêque, fit interdire aux Dames du Sacré-Cœur de célébrer la saint-Henri, et fit déplacer la supérieure des sœurs du Saint-Esprit de Crozon qui avait fait enlever le buste de l'empereur de la salle d'école où elle dirigeait une loterie. F^{ic} III Finistère 3, premier et quatrième trimestre de 1858.

France. Mais en 1859, le gouvernement a triomphé, avec le concours du clergé, de l'opposition légitimiste : elle n'a pu faire élire aucun de ses représentants aux élections de 1857, les prières pour l'empereur sont régulièrement chantées, et Napoléon III a été triomphalement accueilli en Bretagne.

Le clergé de l'Ouest se rapproche donc du gouvernement à une époque où sa politique générale devient moins favorable à l'Église et inquiète de plus en plus les catholiques les mieux informés. C'est que, dans l'Ouest, sa politique locale reste toujours aussi favorable au clergé. C'est en le comblant de faveurs, et en tolérant ses empiètements en matière administrative et scolaire que le gouvernement s'efforce de le détacher de l'opposition légitimiste. Dans la même intention, il choisit comme candidats officiels des partisans dévoués de l'Église : légitimistes ralliés comme dans les Deux-Sèvres et le Maine-et-Loire, ou catholiques à la Veillot comme dans la Mayenne et les Côtes-du-Nord. Presque toujours, il leur sacrifie les libéraux. Si le clergé a perdu la suprématie politique que lui avait assurée la Seconde République, il garde, presque partout dans l'Ouest, les réalités du pouvoir.

Il accepte l'Empire et prête son concours à l'administration ; mais comme une grande partie de la noblesse légitimiste suit cette même tactique, le clergé, tout en se ralliant peut généralement éviter de rompre avec son alliée traditionnelle (1). Il se réserve ainsi la possibilité de former avec elle une redoutable opposition s'il cesse d'être satisfait de la politique impériale.

Quelle est son influence, et l'administration ne paye-t-elle pas trop cher son concours ? Les agents du gouvernement dans l'Ouest se posent souvent cette question et leurs réponses diffèrent, non seulement selon les régions envisagées, mais surtout suivant leurs tendances personnelles. Dans les plébiscites, dans les élections, dans les manifestations par lesquelles Napoléon III a été accueilli, les partisans de l'alliance avec le clergé affirment qu'il a entraîné les populations à se prononcer pour l'Empire. D'autres pensent au contraire qu'il a seulement suivi l'élan napoléonien des masses (2) et que l'administration peut se passer

(1) En Bretagne cependant, il semble disposé à s'en détacher.

(2) Voici par exemple les rapports du procureur général, du Bodan et du préfet Poriquet sur l'accueil fait à l'empereur dans le Morbihan. « Les populations ont suivi l'exemple du clergé qui a montré un grand élan » écrit du Bodan (BB³⁰ 421, 17 août). Poriquet écrit par contre : « Le clergé a vite compris le mouvement qui s'opérait dans les masses... il ne tarda pas à s'engager dans la même voie. » (F¹⁰ III Morbihan 7, 2 octobre 1858).

de son concours en s'appuyant directement sur le peuple ; ils ajoutent que le gouvernement méconnaît ses véritables intérêts en renforçant l'influence du clergé, qui ne lui sera jamais vraiment dévoué, en lui abandonnant l'enseignement de la jeunesse, c'est-à-dire l'avenir, en lui sacrifiant les bleus, partisans naturels d'un régime fondé sur les principes de 1789 ; ils concluent que le gouvernement doit honorer la religion, respecter le clergé, mais résister à ses empiètements et limiter son influence.

Dans tout l'Ouest, le gouvernement hésite, et ses agents se divisent sur la politique à suivre vis-à-vis du clergé. Le changement de Du Bodan, les nominations de Poriquet, de Féart, de Bourlon de Rouvre, semblent indiquer que l'intention du gouvernement est d'arrêter les progrès de l'influence cléricale, mais il ne s'est pas encore engagé nettement dans cette voie quand éclate la guerre d'Italie.

III. — *La Normandie* (1)

Sauf dans l'Eurè, les populations normandes sont assez religieuses, surtout dans la Manche et dans l'Orne. Le clergé est une des forces qui concourent au maintien de l'ordre social auquel les Normands sont très attachés. C'est, en politique, son seul rôle, et son influence reste médiocre, bien que les classes riches qui dominent la province cherchent à la fortifier. Elles favorisent la création d'écoles congréganistes, auxquelles les conseils municipaux sont au contraire généralement peu sympathiques, du moins pour les garçons. Le recrutement sacerdotal commence à devenir insuffisant. Le clergé est favorable à l'Empire auquel d'ailleurs presque tous les légitimistes et beaucoup d'orléanistes sont ralliés. Dirigé par des évêques modérés, il crée peu de difficultés à l'administration. Il n'y a en Normandie ni journal cléricale important, ni congrégation remuante ; les écoles secondaires ecclésiastiques sont dirigées par les évêques.

Coutances (2). — Le clergé de la Manche est « nombreux, surabondant même (3) » ; influent, il « a le tort de se mêler de tout (4) ». L'évêque gallican Robiou, après avoir administré

(1) A. Siegfried : *Tableau politique de la France de l'Ouest...*

(2) F¹⁰ 2.494 (Delamarre), 2.518 (Daniel), 6.179 (Robiou), 5.806. F¹⁷ 8.986. Le Cacheux : *M. Bénésit et ses collaborateurs au séminaire de Coutances*. Coutances, 1906, in-8°.

(3) F¹⁰ 6.179 : Robiou à Fortoul, 2 avril 1852.

(4) F¹⁰ 5.605, septembre et novembre 1856, janvier et juillet 1857.

dix-sept ans le diocèse, démissionne en novembre 1852 pour échapper aux « tracasseries » des ultramontains. Il a pour successeur Daniel, inspecteur général de l'enseignement secondaire, qui a fait toute sa carrière dans l'Université et l'a défendue en 1845 contre les adversaires du monopole. Gallican, mais avec plus de modération que Robiou, il garde ses collaborateurs. Il reste bienveillant pour l'Université tout en dirigeant trois écoles secondaires libres, dont le collège municipal de Valognes qui lui est cédé en 1857. Pour les soutenir, il prescrit des quêtes qui suscitent du mécontentement. L'influence du clergé semble d'ailleurs s'affaiblir. Le recrutement sacerdotal, naguère pléthorique, commence à devenir difficile (1). La Manche est le département d'origine de Havin, qui y garde de l'influence, et le Siècle y est assez répandu.

Sées (2). — Le clergé est puissant dans l'Orne, surtout dans la région de Domfront. Les blancs et les bleus s'y opposent, comme en Bretagne, mais les luttes politiques y sont moins vives. L'évêque Rousselet et son clergé font voter en 1851 et 1852 pour le gouvernement. Aux élections, l'administration présente un blanc à Domfront et deux bleus dans l'est du département. Bien que ceux-ci lui soient antipathiques, le clergé soutient les trois candidats officiels, qui sont facilement élus. De 1853 à 1859, le préfet Jeanin, peu disposé à faire des concessions au clergé, entretient cependant avec lui de très bonnes relations.

Bayeux (3). — Le clergé, dirigé par des évêques modérés, Robin, puis Didiot (1856-66), est comme eux favorable au gouvernement. Mais il exige des communes, pour les édifices paroissiaux, des sacrifices trop considérables et entre souvent en conflit, à ce sujet, avec les municipalités. En 1857, l'administration combat Leroy-Beaulieu qu'elle avait fait élire à Lisieux en 1852 mais qui a voté en 1854 contre la loi sur l'instruction publique. Bien qu'il ait par ce vote prouvé son dévouement aux intérêts de l'Église, le clergé l'abandonne, et il n'obtient que 2.802 voix contre 18.605 au candidat officiel. Cette élection, comme celles de l'Orne, montre que le gouvernement peut ici choisir ses candidats sans tenir compte des préférences du clergé. Il est assuré de sa docilité.

(1) F¹⁰ 2.518 (1855) ; Baroche 1.018 (1858).

(2) F¹⁰ II 101 ; F¹⁰ 2.582, 5.860, 6.253 ; F¹⁷ 9.986. Voir bibliographie : épiscopat, Rousselet.

(3) BB³⁰ 436 ; BB³⁰ 1.567 ; F¹⁰ 2.500, 5.783 ; F¹⁷ 9.986.

Évreux (1). — Les populations, assez religieuses dans la région de Pont-Audemer sont indifférentes dans le reste du département, et anticléricales dans la région d'Évreux. De nombreuses paroisses sont sans prêtres, le clergé se recrutant très difficilement. Il a très peu d'influence. L'Eure est un des très rares départements où les frères perdent du terrain de 1850 à 1863. De 1852 à 1859, cependant, l'Eure est troublée par des conflits ecclésiastiques compliqués de rivalités politiques.

L'évêque d'Évreux, Olivier, orléaniste et gallican, est en conflit avec une grande partie de son clergé auquel il a voulu imposer des réformes. Ses adversaires l'accusent d'immoralité et le gouvernement doit le défendre contre le pape qui réclame sa démission. Olivier est sympathique à la bonne société de son diocèse. Sans se rallier nettement à l'Empire, il est en bons rapports avec le préfet, de Sainte-Croix, qui, nommé sous la Seconde République, continue à ménager l'aristocratie et les anciens partis. Sur trois députés, Sainte-Croix fait élire, dans les deux circonscriptions les moins cléricales du département, deux cléricaux, d'Albuféra et de Montreuil, qui votent en 1854 contre la loi sur l'instruction publique. À la mort d'Olivier, tandis que le chapitre élit vicaires capitulaires les prêtres qui l'avaient combattu, un comité se forme sous la présidence de Sainte-Croix pour lui élever un monument. Le nouvel évêque, Bonnechose, chargé par le pape de détruire l'œuvre de son prédécesseur, s'irrite du succès de la souscription, la dénonce à l'empereur comme une manifestation orléaniste, et fait déplacer Sainte-Croix (janvier 1856).

Cette victoire remportée sur l'autorité civile grâce à des circonstances exceptionnelles et à l'influence personnelle de Bonnechose sur l'empereur, ne cache pas au nouveau préfet, Janvier de La Motte, l'impuissance du clergé. « Son influence est presque nulle sur les populations, écrit-il, et toute intervention du prêtre dans les affaires temporelles est repoussée par l'esprit public avec une énergie souvent exagérée. » Les quelques desservants, qui, enhardis par la chute de Sainte-Croix tentent de diriger leur commune, trouvent presque toujours « dans les maires, dans les conseils municipaux, une résistance intelligente et persistante ». Bonnechose s'en rend compte ; il blâme ou déplace

(1) F¹⁰ 2.522 (Olivier, Devoucoux), 2.572 (Bonnechose), 5.809, 5.786 (Obré). F¹⁷ 9.986. Voir bibliographie : épiscopat, Bonnechose. De Bouclon : *Histoire de Mgr Olivier, évêque d'Évreux*, 1855, in-12 ; et surtout Passy : *Le marquis de Blossville*.

les prêtres trop autoritaires, et ne cherche pas à dominer la préfecture (1).

Aux élections de 1857, l'administration écarte la candidature de Montreuil, mais fait élire à sa place un autre clérical, de Blosseville (2). Elle soutient de nouveau à Évreux d'Albufera qui est difficilement élu contre un libéral.

Bonnechose rétablit la liturgie romaine ; approuvé par la grande majorité du clergé, il se heurte toujours aux rancunes des amis de son prédécesseur, nombreux dans la bonne société. En 1858, il est nommé archevêque de Rouen. Son successeur, Devoucoux, gallican mais très conciliant garde les vicaires généraux de Bonnechose, sympathiques au clergé, mais il ménage aussi les anciens partisans d'Olivier. Il rétablit ainsi peu à peu la paix dans le diocèse.

Rouen (3). — Le clergé du diocèse de Rouen, dirigé par le gallican Blanquart de Bailleul, puis par Bonnechose, est favorable au gouvernement et a de bons rapports avec l'administration. Il a une certaine influence, surtout sur les classes riches. La Seine-Inférieure est le département normand où l'enseignement primaire congréganiste est le plus répandu. La faculté de théologie de Rouen végète. Les Jésuites, qui ont une résidence à Rouen, sont sans influence.

En 1853, les catholiques, appuyés par des industriels qui veulent restreindre la production, font voter par le conseil général un vœu pour le repos dominical obligatoire. Le procureur général au contraire accueille avec satisfaction la note du Moniteur qui repousse cette demande : « Toute contrainte susciterait des ennemis au gouvernement (4). »

IV. — *Le Nord*

La Flandre est très catholique, et docile au clergé. Les vocations sacerdotales y sont nombreuses. Elle fait la principale force de l'Église dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, qui englobent des régions moins religieuses. Dans la région industrielle, certains patrons sont en conflit avec le clergé

(1) F¹⁹ 5.809 ; 6 décembre 1856, Janvier de La Motte à Rouland.

(2) Janvier de la Motte aurait préféré à de Blosseville, légitimiste rallié, un bonapartiste, G. Petit. Mais Bonnechose, d'Albufera, et Troplong, président du conseil général firent adopter la candidature de Blosseville.

(3) BB³⁰ 387. F¹⁹ 2.572, Bonnechose ; 6.176, Blanquart de Bailleul ; 5.854 ; F¹⁷ 6.224, 9.986. Voir bibliographie : épiscopat, Blanquart de Bailleul et Bonnechose.

(4) BB³⁰ 387, premier semestre 1854.

parce qu'ils font travailler le dimanche ; mais beaucoup d'autres sont très catholiques et subventionnent les œuvres destinées à maintenir l'influence de l'Église sur les ouvriers, qui s'y montrent en général rebelles.

Deux prélats énergiques contribuent à faire de la région du Nord un des grands centres du catholicisme français. Il est peu de diocèses où les congrégations et les associations religieuses soient aussi nombreuses, aussi actives et en progrès aussi rapides. L'enseignement secondaire ecclésiastique et la presse catholique y ont de l'importance et sont adaptés au patriotisme municipal des gens du Nord : chaque ville a son collège et son journal catholiques, sans que l'influence d'aucun s'étende à toute la province. De grandes fêtes « destinées à remettre en honneur des pèlerinages abandonnés, à rappeler la mémoire d'anciens miracles, à honorer des saints appartenant aux traditions locales », célébrées « avec un éclat, avec une pompe extraordinaire » attirent « des foules immenses » à Cambrai (1852), Lille (1854), Douai (1855), Boulogne (1857) (1).

Le clergé, uni sous la Seconde République aux légitimistes, se rallie comme eux à l'Empire devant la menace révolutionnaire. Les questions religieuses et sociales priment dans le Nord les questions dynastiques.

Arras (2). — Le clergé a de l'influence dans tout le département mais surtout dans la région à demi flamande de Boulogne et de Saint-Omer. L'évêque Parisis, nommé quelques mois avant le coup d'État, a dirigé sous la monarchie de Juillet la campagne catholique menée au nom de la liberté contre le monopole universitaire. Depuis le coup d'État, il donne aux catholiques l'exemple du revirement qui indigna Montalembert : devenu autoritaire en politique et en religion, il est, dans l'épiscopat, un des principaux partisans de l'Univers et de l'Empire. Il proclame publiquement, à plusieurs reprises son dévouement au gouvernement impérial, auprès duquel il est en grand crédit. Son clergé le suit, sauf aux élections de 1852 où il appuie des candidats légitimistes qui obtiennent d'assez fortes minorités.

Tout en ayant de bons rapports avec l'administration,

(1) F¹⁷ 9.986, 15 avril 1858 ; le recteur, Guillemain, très catholique, ajoute : « Quoi qu'en disent quelques voltairiens attardés... l'effet qu'elles produisent est excellent. Il est d'autant meilleur que la politique n'y entre pour rien. »

(2) F¹⁰ II 101 ; F⁷ 3.481 ; BB³⁰ 377 ; 409 P 1.142 ; BB¹⁰ 1.498 ; F¹⁰ 2.493, Parisis 6.253 ; F¹⁷ 7.078, 9.986. Guillemant : *Pierre-Louis Parisis*.

Parisis est hostile aux établissements universitaires que concurrencent des écoles secondaires ecclésiastiques nombreuses et prospères, souvent subventionnées par les conseils municipaux. Une société de prêtres séculiers, dite de Saint-Bertin, en dirige sept, dont quatre dans le Pas-de-Calais et trois dans le Nord. L'une d'elles sert depuis 1850 d'école normale primaire au département du Pas-de-Calais. La société de Saint-Bertin s'est fait confier en 1852 le collège municipal d'Aire. Parisis lui donne en outre la direction de son petit séminaire dont les élèves avaient suivi jusqu'en 1852 les cours du collège d'Arras. « Le lycée de Saint-Omer, dit-il au recteur,... est une des plaies de mon diocèse, une des croix de mon administration (1). » Il condescend cependant à y donner la confirmation. Il s'y montre « bienveillant pour les élèves, brusque et peu agréable pour les professeurs et le proviseur (2) ».

Parisis multiplie les réformes dans son diocèse, non sans mécontenter souvent le clergé. Il rétablit la liturgie romaine, rend l'enseignement de son grand séminaire conforme aux doctrines ultramontaines. Surtout, il favorise les congrégations. En sept ans, il établit dans son diocèse les Rédemptoristes, les Passionnistes, les pères de la Miséricorde, qui se consacrent à la prédication et à la confession, et un grand nombre de congrégations de femmes dont le développement commence à inquiéter l'administration (3).

Cambrai (4). — Le clergé est plus puissant dans le diocèse de Cambrai que dans celui d'Arras ; il domine les arrondissements flamands de Dunkerque et de Hazebrouck et son influence est très grande dans la région de Lille. Dans le reste du département les populations sont moins religieuses, et le clergé se heurte à « un sentiment ombrageux d'indépendance (5) » quand il tente de dominer les communes.

Partout, le clergé séculier a de puissants auxiliaires. Il y a dans le Nord en 1860 onze congrégations d'hommes non auto-

(1) F¹⁷ 9.986, 11 juillet 1859.

(2) *Une famille parisienne universitaire ; lettres publiées par Mme Ch. Garnier* (1^{er} mars 1853, 7 novembre 1854), 1911, in-12.

(3) F¹⁰ III Pas-de-Calais 9 ; juillet 1858 ; rapports du préfet et du sous-préfet de Saint-Omer.

(4) F¹⁰ III Nord 6, BB¹⁰ 377, BB¹⁰ 1.557 A2 7.492, 1.567 ; F⁷ 3.481 ; F¹⁰ 2.511, Régnier, 5.798, 5.799, 6.247, 6.253, 6.254 ; F¹⁷ 7.078, 9.986. Voir bibliographie : épiscopat Régnier ; catholiques laïques, Kolb Bernard ; Houtin : *Evêques et diocèses*, première série ; Gossez : *Le département du Nord sous la Deuxième République*, Lille 1904, in-8°.

(5) F¹⁰ III Nord 8 ; premier trimestre 1859, rapport du sous-préfet d'Avesnes.

risées. L'archevêque de Cambrai, Régnier, y a appelé notamment des Rédemptoristes (Dunkerque, Lille, Douai) et des Capucins (Hazebrouck), belges pour la plupart. Ils sont chargés de prêcher en flamand, en Flandre et dans la région industrielle où les ouvriers flamands, belges ou français, sont nombreux (1). Les associations de bienfaisance cherchent également à ramener les ouvriers à l'Église. Parmi les congrégations de femmes qui sont très prospères et très nombreuses, la plus puissante est celle des Dames de la Sainte-Union de Douai. Elle dirige une centaine d'écoles primaires, dont la moitié dans le Nord ; sa rapide extension l'amène souvent à confier ses écoles à des sœurs trop peu instruites ; elle dirige aussi des pensionnats où l'aristocratie du Nord fait élever ses filles. Le diocèse compte une dizaine d'écoles secondaires ecclésiastiques, dont quatre de plein exercice. En outre, « les collèges communaux d'Hazebrouck, de Bailleul, de Tourcoing, sont dirigés par des prêtres depuis un temps immémorial (2) ». Enfin les journaux catholiques sont très nombreux et de tendances légitimistes. Les plus importants sont la Liberté, de Lille, l'Écho de la Frontière, de Valenciennes, et l'Émancipateur de Cambrai.

Aux deux plébiscites, le clergé vote oui, ainsi que presque tous les conservateurs. Dans sa très grande majorité, il accepte l'Empire, ne cherche pas à jouer de rôle politique, et donne son concours à l'administration. Les journaux catholiques se rallient, à l'exception de l'Émancipateur de Cambrai et de la Gazette de Flandre, qui disparaît en 1854. C'est seulement à Lille que les catholiques continuent à former un parti politique actif, de tendances légitimistes et souvent hostile au gouvernement. Leur chef, Kolb Bernard, ancien représentant à la Législative, est président de la conférence de Saint-Vincent de Paul, et dirige la Liberté (3). En 1852, il se présente à Lille et obtient 6.850 voix contre 11.074 au candidat officiel, Richebé, et 6.219 au républicain, Legrand. Cet échec surprend et irrite si vivement les cléricaux qu'ils assurent au second tour l'élection de Legrand par 13.508 voix contre 11.779 à Richebé. Les autres candidats officiels sont élus sans concurrents. La Liberté cesse de paraître en 1854 après avoir subi des condamnations. La Vérité, qui la

(1) Il y a en outre des Maristes, des Trappistes, des Bénédictins anglais et, à Lille, des Jésuites, mais ils ont peu d'influence.

(2) F¹⁷ 9.986, 15 avril 1858.

(3) La Liberté approuva le coup d'État que Kolb Bernard, alors à Paris, blâma, d'après Baunard, mais contre lequel il ne protesta pas publiquement.

remplace, tombe en 1856 sous l'influence de l'administration. En 1857, le préfet réussit à obtenir l'appui des catholiques pour le député sortant, Legrand, rallié à l'Empire, qui est ainsi réélu à une faible majorité contre le républicain (1).

Régnier est un angevin, modéré en matière ecclésiastique, mais intransigeant vis-à-vis du pouvoir civil. Il manifeste publiquement sa sympathie et sa reconnaissance pour le gouvernement impérial, mais il reproche à l'administration préfectorale de vouloir surveiller elle-même le clergé au lieu de s'en remettre à l'autorité épiscopale, et d'être peu bienveillante pour les congrégations. Il a ainsi, de 1852 à 1857, quelques conflits assez vifs avec le préfet, Besson. Mais Besson est remplacé par Vallon, très favorable au clergé, et qui entretient avec Régnier de bonnes relations.

V. — *L'Est : la Lorraine de langue française*

En Lorraine, le clergé se recrute aisément ; il est respecté, mais son influence est faible. L'aversion contre l'ancien régime et la domination des prêtres est vive et générale. On lit beaucoup le *Siècle* « surtout parce qu'il fait de l'opposition au clergé (2) ». Le clergé, d'ailleurs favorable à l'Empire, ne joue donc pas de rôle politique. Il tente parfois, mais sans succès, de diriger les communes. Les municipalités ne craignent pas de lui résister et défendent âprement leurs intérêts contre ceux des fabriques. Il en résulte des conflits fréquents, mais pas très graves.

L'enseignement secondaire ecclésiastique a peu de succès en Lorraine. Il n'est pas de région de France où les écoles congréganistes de garçons aient proportionnellement moins d'élèves. Par contre les sœurs y sont populaires, et leur enseignement y est plus répandu qu'il ne l'est en moyenne, en France.

Verdun (3). — « Les populations de la Meuse ... ne sont pas animées d'un grand zèle religieux. Elles répugnent à l'influence du clergé, elles ne pourraient admettre sa domination. Cepen-

(1) Aux élections de 1857, l'administration appuie à Hazebrouck l'indépendant Plichon. Dans la deuxième circonscription de Lille, l'indépendant Brame bat le candidat officiel. Plichon et Brame devaient plus tard faire partie de l'opposition catholique, mais les questions religieuses ne paraissent pas avoir joué de rôle important dans leur élection en 1857. BB¹⁸ 1.567 ; F¹⁶ III Nord 15.

(2) F¹⁷ 9.986, rapport du recteur de Nancy.

(3) BB³⁰ 381 ; F¹⁹ 2.500, Didiot ; 2.594, Rossat ; 5.874 ; F¹⁷ 9.986.

Menjaud sur une question de logement. Les Dominicains, et, à partir de 1857, les Jésuites, ont une résidence à Nancy, mais ils ont peu d'influence.

L'Est : les pays de langue germanique

Les populations de langue germanique d'Alsace et de Lorraine sont très religieuses et les questions confessionnelles tiennent dans leur vie publique une place d'autant plus grande que les juifs, et surtout les protestants sont nombreux dans ces régions. Le clergé catholique est nombreux et actif. Les curés cherchent à diriger la vie publique comme la vie privée des fidèles et ils attaquent en chaire ceux qui leur résistent. Les municipalités et les particuliers se plaignent très fréquemment de cette prétention et de ce procédé ; il en résulte des conflits très vifs, car prêtres et laïques sont rudes et violents. L'administration préfectorale rencontre constamment, de ce fait, des difficultés qu'elle tente de résoudre avec le concours, généralement insuffisant, de l'autorité épiscopale. Malgré ces querelles, l'influence du clergé sur les populations catholiques est très grande. Il obtient des instituteurs laïques, très souvent sacristains, chantres ou organistes, une docilité plus complète que dans le reste de la France ; il réussit même à faire confier quelques écoles aux frères auxquels, l'Est est pourtant nettement défavorable. Presque toutes les écoles de filles sont dirigées par des sœurs.

Dans ces régions où le parti légitimiste est presque inexistant, le clergé et les catholiques sont favorables à l'Empire. Les luttes contre les protestants pour les affaires locales forment leur principale activité politique. Dans ces conflits, le rôle de l'autorité civile est très délicat. A cette époque, l'administration, et surtout l'Université tentent de répandre la connaissance du français, et le principal obstacle auquel elles se heurtent est la résistance acharnée des clergés. En particulier, les curés, prêchant et donnant l'instruction religieuse en allemand, craignent que les populations n'échappent à leur influence si elles apprennent le français (1).

Metz (2). — L'arrondissement de Sarreguemines et une partie de celui de Thionville sont de langue allemande. Le clergé y a beaucoup plus d'influence que dans la région de Metz et de Briey.

(1) Paul Lévy : *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*.

(2) F¹⁶ II 101 ; F⁷ 3.481 ; BB³⁰ 380 ; BB¹⁸ 1.567 ; F¹⁹ 2.537, 5.825, 6.254, 6.288 ; F¹⁷ 9.986 ; F¹⁸ 297 ; Klein : *Vie de Mgr Dupont des Loges* ; May : *La lutte pour le français en Lorraine avant 1870* ; Viançon Ponté : *Les Jésuites à Metz*.

Il y dirige les écoles, intervient dans les affaires des communes, les maires étant généralement peu capables, et joue un rôle politique. En 1852, alors que tous les autres candidats officiels sont facilement élus, celui de Sarreguemines, de Geiger, protestant, est combattu par le clergé ; il bat d'ailleurs par 17.411 voix contre 8.335 le catholique qui lui était opposé (1).

Cette élection exceptée, le clergé des campagnes soutient le gouvernement impérial, d'ailleurs très populaire dans la Moselle. Par contre, l'évêque, Dupont des Loges, est un breton légitimiste ; il ne fait pas d'opposition, mais il refuse, sous un prétexte qui ne trompe personne, d'assister au baptême du prince impérial. En administration, il est intransigeant, et soutient les curés de la région germanique dans leurs conflits avec les autorités civiles. Il fonde en 1852 un collège de Jésuites que dirige avec beaucoup de succès un ancien officier légitimiste, et où l'aristocratie de l'Est et beaucoup de hauts fonctionnaires envoient leurs enfants. Grâce à la même clientèle, les pensionnats congréganistes de filles se multiplient à Metz et y acquièrent des immeubles de grande valeur (2). Les légitimistes dominent ces congrégations et les conférences de Saint-Vincent de Paul ; ils dirigent en outre le principal journal de la Moselle, le *Vœu National*, que lit le clergé. Ils exercent ainsi à Metz une réelle influence, mais ils n'en ont aucune dans les campagnes. Le préfet Malher évite d'entrer en conflit avec Dupont des Loges ; il favorise d'abord les Jésuites, puis s'inquiète du développement rapide des congrégations religieuses (3).

Dans les régions de langue allemande, l'administration veut généraliser l'enseignement du français, et cherche à obtenir le concours de Dupont des Loges pour vaincre la résistance du clergé. Dupont des Loges tient avant tout à ne pas nuire à l'instruction religieuse et à ne pas mécontenter ses prêtres (4), mais il

(1) F¹⁶ II 101.

(2) Notamment les Dames du Sacré-Cœur, celles de la Visitation, et les sœurs de Sainte-Chrétienne. Dupont des Loges, supérieur de cette congrégation, envoya en 1850 cinq de ses sœurs à la comtesse de Chambord qui voulait ouvrir à Frohsdorf une école franco-allemande. Voir : *La congrégation de Sainte-Chrétienne* (collection : les Ordres religieux, publiée chez Letouzey et Ané ; 1922, in-12).

(3) F¹⁶ III 8 Moselle 15, 27 novembre 1858.

(4) Dès le 5 juillet 1844, il répondait en ce sens à une démarche du ministre de l'Instruction Publique. Il signalait que dans quelques paroisses où le français avait supplanté l'allemand, ce changement trop rapide avait nui à l'instruction religieuse. Il jugeait nécessaire que les enfants apprissent d'abord l'allemand, et reçussent l'instruction religieuse en cette langue. Ensuite seulement pourrait commencer l'enseignement du français. Dupont des Loges renvoya Fortoul à cette lettre quand celui-ci lui demanda son concours en 1853. (F¹⁹ 5.825).

est favorable à la diffusion du français et se réjouit des progrès qu'il réalise, surtout dans l'arrondissement de Thionville. Il recommande aux curés « de suivre attentivement ces progrès et d'y proportionner leur mode d'instruction. » (1) En 1858, il accepte, ainsi que son collègue de Nancy, le nouveau plan d'études proposé par l'académie : les enfants feront d'abord uniquement du français pendant deux ans, puis du français et de l'allemand ; seule l'instruction religieuse sera toujours donnée en allemand (2). Mais, malgré leur évêque, les prêtres, surtout dans l'arrondissement de Sarreguemines, s'opposent autant qu'ils le peuvent aux progrès du français, et réussissent généralement à empêcher les sœurs de l'enseigner, même lorsqu'elles seraient en état de la faire.

Strasbourg (3). — La région de Belfort exceptée, l'Alsace parle un dialecte allemand. Le clergé catholique, ainsi d'ailleurs que le clergé luthérien, est de culture germanique. L'évêque, Raess, est un alsacien qui a fait sa carrière à Mayence jusqu'en 1830, puis à Strasbourg. Il écrit et parle habituellement en allemand ou en dialecte. Les protestants forment un dixième de la population du Haut-Rhin, et plus d'un tiers de celle du Bas-Rhin. Les juifs sont nombreux et impopulaires. La vie confessionnelle de l'Alsace est très active et très particulière.

Dans ce pays où le parti légitimiste n'existe pas et où les républicains sont nombreux, le clergé accueille favorablement le coup d'État et vote pour le gouvernement aux deux plébiscites (4). Par contre beaucoup de protestants sont orléanistes ou républicains. Le journal catholique de Strasbourg, l'Alsacien, reçoit le monopole des annonces légales. Le Courrier du Bas-Rhin, plus important, protestant et libéral, est au fond hostile au gouvernement, mais réservé.

L'administration tente cependant de se concilier les deux

(1) Dupont des Loges assurait Fortoul que les prêtres suivaient ces conseils (27 juin 1853, F¹⁹ 5.825.) Rien ne confirme cette déclaration, même pour l'arrondissement de Thionville d'où Dupont des Loges revenait lorsqu'il écrivit cette lettre.

(2) Sur ce point le programme de 1858 marquait l'abandon de quelques tentatives faites depuis 1852 pour que l'instruction religieuse fût donnée dans les deux langues.

(3) F¹⁰ I 108 ; F¹⁰ II 102 ; BB⁹⁰ 376, 404 P 738 ; BB¹⁸ 1.556, 1.557, 1.567 ; F¹⁹ 2.584, 5.864, 6.288 ; F¹⁷ 9.986 ; F¹⁸ 297. Voir Et. Cornut : *Vie de Mgr Freppel* ; Gautherot : *E. Keller*. P. Muller : *La révolution de 1848 en Alsace*. Staehling : *Histoire contemporaine de Strasbourg et de l'Alsace*. Durkheim Montmartin : *Erinnerungen aller und neuer Zeit*, Stuttgart, 1877-78, 2 in-8°.

(4) Le 16 décembre 1851, Raess avait envoyé à ses prêtres une circulaire où il leur recommandait de voter oui. Une circulaire analogue avait été adressée, le même jour aux pasteurs par le directoire de la confession d'Augsbourg.

cultes, en apaisant leur rivalité. Aux élections de 1852, elle désigne un protestant, de Bussierre, à Strasbourg, et des catholiques. Tous sont élus sans lutte, mais aux élections cantonales d'août, de Bussierre est battu par un catholique. Le protestant Durckheim, préfet du Haut-Rhin, accusé de favoriser ses coréligionnaires est dénoncé comme orléaniste et remplacé en novembre 1853 par Cambacérès, qui d'ailleurs ne tarde pas à se plaindre des empiètements du clergé catholique. Le maire catholique de Strasbourg, Couleaux, appuyé par le préfet West, tente de faire attribuer à la ville les biens du chapitre protestant de Saint-Thomas, mais il échoue devant la résistance de Bussierre (1852-55). West est remplacé par Migneret qui ménage les deux cultes.

Dans toute l'Alsace, cependant, leur rivalité tend à s'accroître. Elle se manifeste à propos des processions (1), dans les élections municipales, en matière de bienfaisance et d'enseignement. Chaque culte tend à avoir ses écoles secondaires comme il a ses écoles primaires. Raess doit renoncer, devant l'opposition du gouvernement et les résistances d'une partie de son clergé, à fonder un collège de Jésuites (1852-53); (2) mais, outre son petit séminaire, il dirige des institutions libres, où le clergé incite les catholiques à envoyer leurs enfants. « Il y réussit dans une certaine mesure à Haguenau où l'internat ne compte guère que des protestants, et à Strasbourg même où les pensionnaires protestants tendent à devenir plus nombreux que les catholiques. » (3) Comme il y a également des collèges libres protestants, les établissements mixtes de l'État pâtissent doublement des divisions religieuses. L'administration académique doit faire ériger en lycée le collège de Colmar pour lui permettre de résister, et dissuader la municipalité de Rouffach de céder son collège à l'évêque. Au début de 1857 les protestants obtiennent de l'administration la création de nouvelles paroisses dans la région de Haguenau et de Saverne. Le clergé catholique s'en plaint vivement. Migneret ordonne à l'Alsacien de cesser sa polémique contre les protestants et fait savoir par circulaire que l'administration, tout en lui donnant le privilège des annonces, n'en a pas fait son

(1) Elles furent en général autorisées, sauf à Strasbourg et à Colmar. (F¹⁹ 5.549; F¹⁰ III Haut-Rhin 14, juin 1860.)

(2) F¹⁹ 2.584, Cornut : *Vie de Mgr Freppel*. Les Jésuites avaient un noviciat dans le Haut-Rhin et une résidence à Strasbourg. Leur influence était médiocre, ainsi que celle des autres congrégations établies dans le diocèse.

(3) F¹⁷ 9.986, 8 novembre 1858.

organe officieux. L'Univers reprend alors la campagne arrêtée en Alsace et incite les catholiques à ne pas voter pour de Bussierre (1). Le curé de Haguenau lance la candidature du catholique Schauenburgh, mais celui-ci refuse de se présenter, Raess appuyant de Bussierre, qui est élu par 21.662 voix contre 4.539 (2).

A Belfort, l'administration combat pour des raisons non politiques le député sortant, Migeon, et sollicite pour son candidat, Nizole, le patronage de Raess. Mais Migeon a su se concilier les curés qui font campagne pour lui « avec une sorte de frénésie. » (3) Il est élu par 17.001 voix contre 10.506, mais invalidé. Raess, pour lui faire perdre l'appui du clergé, décide le gouvernement à prendre pour candidat un « catholique avant tout », Keller. Migeon bat cependant Keller en mai 1858 par 16.025 voix contre 14.591, mais il est de nouveau invalidé. Cette fois le clergé appuie énergiquement Keller qui est élu par 18.509 voix contre 10.978 (mars 1859).

Le clergé alsacien donne donc en général son appui au gouvernement, mais il suscite souvent des difficultés administratives. Il s'oppose notamment à la célébration des fêtes patronales, qu'il juge peu édifiantes. Des maires démissionnent ; d'autres font supprimer les suppléments de traitement que la plupart des communes assurent à leurs prêtres. Les préfets et les magistrats se plaignent à Raess des prêtres qui troublent ainsi leurs communes, mais il accepte rarement de les punir et se borne à leur donner des conseils. Or il a peu d'autorité, surtout dans le Haut-Rhin. Aussi, dès 1856, le procureur général, cependant bienveillant pour le clergé, Blanc, propose-t-il de faire un exemple en poursuivant un prêtre combatif. Mais le gouvernement se contente de le faire réprimander par Raess (4).

D'autre part, le clergé catholique, ainsi que le clergé protestant, contrecarre les efforts de l'autorité académique pour développer l'enseignement du français. A cette époque, la question des langues reste d'ordre technique et scolaire. C'est plus tard qu'elle deviendra politique et passionnera l'opinion.

(1) Univers, 11, 24 mai, 16 juin, 1^{er} juillet. Voir F¹⁰ 518.

(2) Sauf à Belfort, les autres candidats officiels furent réélus sans concurrents. Les protestants de Saverne cherchèrent à combattre Couleaux, contre qui l'affaire de Saint-Thomas les avait irrités, mais ils y renoncèrent. Raess adressa en février 1858 à Rouland un long mémoire où il accusait l'administration de favoriser les protestants et ceux-ci d'avoir des sympathies pour la Prusse. (F¹⁰ 2.584.)

(3) BB³⁰ 376. Voir BB¹⁹ 1.567 et F¹⁰ 2.584. Migeon avait su se créer une clientèle personnelle ; en outre, des opposants de toutes nuances votèrent pour lui.

(4) BB¹⁰ 1.556 ; F¹⁰ 5.864, Boehler.

Dans l'ensemble, les questions religieuses, sans créer en Alsace de grosses difficultés au gouvernement, y rendent cependant l'administration très délicate. Le gouvernement ne veut pas prendre parti dans les dissensions religieuses qui dominent la vie publique. Il tente vainement de les apaiser, et réussit à peine, par son autorité généralement impartiale, à les contenir. Il obtient le concours des deux clergés, mais sans pouvoir les satisfaire complètement ni compter sur leur dévouement. De part et d'autre on suspecte son impartialité, et d'ailleurs on ne s'en contenterait pas. Bien que l'administration réussisse jusqu'en 1859 à empêcher l'antagonisme des deux cultes de susciter des conflits violents, il ne permet pas cette atonie de la vie publique, cette union dans la confiance et dans la docilité envers le pouvoir qui est l'idéal du Second Empire. Dans toutes les régions mixtes, l'administration rencontre des difficultés analogues.

VI. — *La Franche-Comté*

Dans la région comtoise, le clergé se recrute facilement et bien ; il est actif et ardent. Son influence, partout sensible, est prépondérante dans les montagnes. Allié aux légitimistes qu'il domine, il fait la force de la coalition conservatrice qui, depuis 1848, dispute la région aux républicains. Il se rallie après le coup d'État au gouvernement qui vient d'écraser ses principaux adversaires. La parti républicain subsiste cependant dans les villes, et les plaines, que la répression lui a fait perdre, sont dociles à l'administration plutôt qu'au clergé. L'enseignement congréganiste est peu répandu et fait peu de progrès.

Besançon (1). — Le Doubs est très divisé au point de vue politique et religieux. La plaine de Montbéliard est protestante, et les républicains restent nombreux à Besançon. « Dans la montagne, le clergé exerce une influence prépondérante. Il se mêle volontiers des affaires communales, quand il ne les dirige pas complètement. Il incite perpétuellement les administrations et les fidèles en des dépenses considérables pour les édifices religieux, les presbytères et dépendances... Dans les villes et dans la plaine, le clergé est moins prépondérant. Il est plus réservé quant à son immixtion dans les affaires de la commune

(1) F^{1b}I, Lapeyrouse. F^{1c}III Doubs 5 ; F⁷ 3.480 ; BB²⁰ 373 ; BB¹⁸ 1.502 A 1.435, 1.567 ; F¹⁹ 2.504, 5.788, 5.791, 5.434. F¹⁷ 6.222, et dossier Desroziers. Voir bibliographie : épiscopat Mathieu ; catholiques libéraux, Montalembert.

mais son influence, quoique mieux dissimulée, n'en est pas moins toujours sensible... » Il obtient généralement des communes : « 1^o ... un supplément de traitement pour le curé ; 2^o ... un traitement audit curé pour tenir lieu de casuel ; 3^o... une somme... pour indemniser le curé des prières exceptionnellement dites ; 4^o ... une somme qui couvre l'indépendance du budget de la fabrique, etc. Presque toujours les trois premières allocations sont réglées par des traités entre le conseil municipal et le curé à l'arrivée de ce dernier et pour toute la durée de son sacerdoce (1). » Les curés avaient avant le décret de mars 1852 une grande influence sur le choix des instituteurs, et ils la gardent en partie. Ils les utilisent comme sacristains ou chantres sans les payer. La Haute-Saône a moins de vie politique et religieuse que le Doubs. Le clergé y est moins puissant ; beaucoup de conseils municipaux n'accordent de suppléments de traitement aux curés que sur les instances du préfet. L'enseignement congréganiste est encore moins développé que dans le Doubs. Le parti légitimiste n'existe pas. D'autre part, il n'y a pas de protestants, et le parti républicain est écrasé.

Le diocèse de Besançon tient une grande place dans l'Église de France. Son clergé a été gagné de bonne heure aux doctrines romaines, et plusieurs des principaux évêques ultramontains, Gousset, Doney, Cart, Gerbet, Mabilè, en sont originaires. Par contre Mathieu, archevêque de Besançon depuis 1834, et cardinal depuis 1850, est gallican. Il dirige la résistance de l'épiscopat français contre les progrès de l'ultramontanisme. Actif, autoritaire et rusé, il combat énergiquement les ultramontains de son diocèse, très soutenus par leurs amis devenus évêques et par Rome. Il défend la liturgie bisontine. Il ne laisse pas les congrégations se développer dans son diocèse ; il a fondé lui-même en 1850, le grand collège de Saint-François-Xavier, à Besançon, que dirige son principal collaborateur, l'abbé Besson. Il patronne le plus important journal de Besançon, l'Union Franc-Comtoise. Le clergé comtois, malgré cette profonde division, s'est uni pour soutenir le chef du parti catholique, Montalembert, qui représente le Doubs depuis 1848.

Au coup d'État, l'Union Franc-Comtoise, dont les tendances sont légitimistes, est suspendue pendant plusieurs jours, tandis que Montalembert se rallie avec éclat. Le clergé fait voter oui au plébiscite. Puis Montalembert fait répandre dans le Doubs

(1) F^{ic} III Doubs 8 ; rapport du préfet Pastoureau (premier trimestre 1859).

la lettre où il déclare se retirer de la commission consultative pour protester contre la confiscation des biens d'Orléans. Le préfet Lapeyrouse, très catholique (1), s'apprête à le combattre, quand il reçoit l'ordre de le « soutenir énergiquement (2) ». Montalembert est élu sans concurrent. Le clergé appuie également les autres candidats officiels, qui sont facilement élus, et se rallie à l'Empire.

Mathieu entretient sous le nouveau régime comme sous les précédents d'excellents rapports avec le pouvoir civil et l'administration (3). Montalembert, cependant, devient violemment hostile au gouvernement qui le combat aux élections de 1857. L'Univers conseille mollement de voter pour lui. Mathieu, qui lui est au fond favorable évite de se prononcer; Besson, l'Union Franc-Comtoise, les légitimistes, et la magistrature presque tout entière le soutiennent avec ardeur (4). Les prêtres lui sont en majorité favorables mais la réserve de l'archevêque lui nuit auprès des uns, celle de l'Univers auprès des autres, et tous trouvent son opposition trop violente. Aussi déploient-ils peu d'activité; certains même votent pour le candidat officiel (5). Le résultat est une surprise. Montalembert obtient 4.378 voix contre 7.134 au démocrate qui arrive en tête à Besançon, et 17.387 au candidat officiel, Conegliano. L'état-major catholique n'a pas pu entraîner contre le gouvernement la masse des fidèles. A Montbéliard, un indépendant catholique n'obtient qu'une

(1) Il fait élever ses enfants au collège Saint-François-Xavier. F¹⁷ 9.987, Besançon, février 1863.

(2) F¹⁶ III Doubs 5.

(3) Cependant Lapeyrouse, voulant faire rétribuer les instituteurs pour les services qu'ils rendaient aux curés rencontra de la part de Mathieu une vive résistance et, mal secondé par le recteur, il ne put la surmonter qu'avec peine. (F¹⁶ III Doubs 12, (1857); F¹⁷, Desroziers.)

(4) Besson lui écrivait le 24 mai 1857 : « A Besançon, la plupart des fonctionnaires publics voteront pour vous. Il n'y a guère que l'Université et la police où vous n'ayez pas de partisans. » (Cité par Bascoul.)

(5) Sur le rôle du clergé, les témoignages divergent. Montalembert écrivait le 2 juillet à Dupanloup : « Cette défaite... est l'œuvre du clergé de la Franche-Comté. Les uns ont voté bravement contre moi. Les autres se sont tenus tranquilles... Pas un ne s'est mis en avant pour moi. L'Univers a porté ses fruits là comme ailleurs et le cardinal Mathieu n'a rien tenté pour les contrecarrer. » (AB XIX 525, copie.) Pigallet dit aussi que le clergé fut en majorité docile à l'administration. Mais, d'après le procureur général (BB¹⁸ 1.567), le sous-préfet de Pontarlier (F¹⁶ III Doubs 8) et Besson, le clergé resta en majorité fidèle à Montalembert, sans faire pour lui une campagne très vive. La plupart des contemporains, enclins à surestimer l'influence du clergé, ont expliqué par sa défection plutôt que par son impuissance l'échec de Montalembert. Besson montre très bien au contraire comment l'aristocratie et la majorité du clergé se sont trouvés sans influence sur les masses. (Voir Bascoul.)

faible minorité contre le candidat officiel (1). Dans la Haute-Saône, les candidats officiels sont élus avec l'appui du clergé. En 1858, les poursuites dirigées contre Montalembert ne suscitent pas d'émotion.

La principale préoccupation du clergé est alors la controverse liturgique. Plusieurs prêtres ultramontains sont en révolte ouverte contre Mathieu, qui, par de difficiles négociations où il cherche à intéresser le gouvernement impérial, tente d'obtenir du Saint-Siège l'autorisation de conserver la liturgie bisontine avec aussi peu de changements que possible.

Saint-Claude (2). — Le clergé domine les montagnes, surtout dans la région de Saint-Claude. Ailleurs, il a peu d'influence, et les républicains restent nombreux. Contre eux, le préfet de Chambrun, très clérical, et l'évêque Mabile, très dévoué à l'empereur, collaborent étroitement. En 1852, ils cherchent à faire céder le collège communal de Dôle aux Jésuites qui y dirigent une importante école (3). Mais l'opposition de la population, qui se manifeste aux élections municipales de 1852, et celle du recteur, qu'appuie Fortoul, font échouer ce projet (4). A Poligny, le collège communal, cédé à l'évêque en 1852 est rétabli dès 1854. Les populations et les municipalités sont aussi attachées aux écoles primaires laïques et ne laissent pas les congrégations s'en emparer. Le préfet et l'évêque cherchent du moins à rendre l'enseignement public plus religieux. Mabile invite ses prêtres à ne pas le combattre systématiquement et leur donne l'exemple de sa collaboration avec les autorités académiques.

L'accord de la préfecture et de l'évêché reste aussi étroit lorsque de Chambrun est remplacé en 1854 par Nau de Beauregard, ami d'Augustin Cochin (5). Il se manifeste dans l'organisation des sociétés de secours mutuels, dans le choix des maires, et dans les élections, notamment en 1857 où l'administration fait élire deux cléricaux. Mais l'influence cléricale rencontre

(1) La rivalité entre les deux cultes était très vive dans cette région. Le sous-préfet de Montbéliard écrivait en octobre 1857 : « Il est impossible de méconnaître que le clergé catholique joue plus souvent que le clergé protestant le rôle d'agresseur et que certains de ses membres, excités par la lecture de l'Univers, ont la prétention de traiter le pays bas en pays conquis. » (F¹⁰ III Doubs 8) Le « pays bas » était en grande partie protestant.

(2) F^{1b} I Nau de Beauregard. BB³⁰ 373 ; F¹⁰ 2.595, Mabile ; 2.534, Fillion ; 6.288 ; F¹⁷ 9.986 ; Mabile : *Vie de Mgr Mabile*.

(3) Ils avaient aussi un noviciat à Lons-le-Saunier. Dans les deux villes, ils étaient impopulaires.

(4) Mabile : *Vie de Mgr Mabile* ; F¹⁰ III Jura 14 ; voir pp. 131 et 139.

(5) *Augustin Cochin ; ses lettres et sa vie* ; 9 décembre 1851, 25 avril 1859.

toujours des résistances. Un comité pour l'observation du repos dominical qui se forme en 1854 à Lons-le-Saunier doit se dissoudre devant l'hostilité de l'opinion (1). On lit beaucoup le *Siècle* et la *Presse*.

En 1858 Mabile, nommé à Versailles, est remplacé par Filion, conciliant et modéré.

Belley (2). — Les passions politiques et religieuses sont moins vives dans l'Ain que dans le Doubs ou le Jura. Le clergé y a moins d'influence, mais rencontre moins d'opposition. Dirigé par des évêques modérés, Chalandon, puis Langalerie, il est rallié au gouvernement. Le *Journal de l'Ain*, cléricale, soutient l'administration qui fait élire trois députés dévoués à l'Église. En août 1855, le préfet décore le curé d'Ars. Les populations sont d'abord passives, mais le préfet écrit le 22 mai 1859. « L'invasion du clergé dans les questions politiques, le ton de quelques-uns de ses membres, et celui de leurs journaux, l'accroissement indéfini des entreprises religieuses, des couvents et communautés, l'extension disproportionnée des travaux de construction d'églises ont changé ces sentiments d'indifférence bienveillante et respectueuse, et une impopularité évidente leur succède (3). »

VII. — *La région parisienne*

Le rôle que joue le clergé dans la vie publique, présente, malgré certaines différences, les mêmes traits essentiels dans l'Ile-de-France, en Picardie, en Champagne, en Bourgogne, dans l'Orléanais et en Touraine.

Les populations y sont peu religieuses et le clergé n'a sur elles que peu d'influence. Un indice certain montre que le sacerdoce y a peu de prestige et qu'au point de vue matériel, la situation des prêtres n'y est pas enviable : le recrutement sacerdotal est partout insuffisant. Le manque de prêtres, qui révèle la faiblesse de l'Église, contribue à l'affaiblir encore. Beaucoup de paroisses n'ont pas de titulaires, et sont desservies par binage : elles échappent à l'influence personnelle du prêtre. Les évêques, manquant de sujets, sont amenés à conférer les ordres à des postulants dont l'instruction, le caractère ou les mœurs laissent à désirer. Il leur est difficile d'interdire les mauvais prêtres, car ils ne pourraient

(1) F¹⁶ III Jura 8 ; BB³⁰ 373.

(2) F¹⁶ II 98 ; F⁷ 3.481 ; F¹⁹ 2.481 Chalandon, 2.494 Langalerie, 5.787 ; F¹⁷ 9.986 ; F. Trochu : *Le curé d'Ars*, 1925, in-8°.

(3) F¹⁹ 5.787, Martigny.

pas les remplacer ; aussi se bornent-ils à les déplacer, ce qui ne les améliore pas. Les scandales sont donc assez fréquents dans le clergé. Les diocèses où les vocations sacerdotales sont nombreuses cèdent bien aux régions déficitaires quelques-uns de leurs sujets, mais naturellement les moins bons. Originaires de régions très différentes de celles où ils sont amenés à exercer leur ministère, il leur est en outre difficile d'y vivre en bon accord avec les fidèles (1). Le clergé est donc généralement mal composé dans les régions où justement le sacerdoce est en lui-même sans autorité, et où le prêtre ne peut gagner l'estime et la confiance des populations que par ses qualités personnelles.

D'autres symptômes montrent que l'influence du clergé est très faible. L'enseignement primaire congréganiste est moins répandu et fait moins de progrès dans la région parisienne que dans le reste de la France. L'enseignement secondaire ecclésiastique y est peu développé, bien que les classes riches soient plus favorables à l'Église que le peuple. Le clergé ne joue pas de rôle politique. Par crainte des républicains, et parce que les légitimistes sont peu nombreux, peu influents et généralement ralliés, il accepte l'Empire. Mais il n'est qu'un faible appoint dans la coalition conservatrice que dirige l'administration ; parfois même son impopularité est exploitée contre elle par l'opposition (2). Lorsqu'il vient à combattre le candidat officiel, celui-ci n'a généralement pas à regretter sa défection. Par contre les curés suscitent souvent des difficultés à l'administration en se mêlant des affaires communales où les municipalités et les populations n'admettent pas leur ingérence. L'administration met fin plus ou moins facilement à ces conflits suivant le concours que lui prêtent les évêques.

Si les populations ne sont nulle part dominées par le clergé, elles lui sont assez favorables en Touraine et en Picardie. Indifférentes dans l'Île de France, elles sont généralement anticléricales en Champagne et en Bourgogne.

Paris (3). — Le peuple de Paris subit peu l'influence du

(1) Voir F^{1c} III Nièvre 5, 1^{er} avril 1859.

(2) BB²⁰ 383, rapport du procureur général de Paris sur les élections municipales de 1855 (5 mars 1856).

(3) Les documents d'archives sur la Seine sont très peu abondants. On trouve quelques renseignements à F^{1c} III Seine 30, F^{1c} II 102, F¹⁹ 5.605, F¹⁹ 5.839-5.842. Sur les congrégations un rapport sommaire du préfet de police (1856) et un rapport détaillé (novembre 1860) sont conservés à F¹⁹ 6.253. Les dossiers des archevêques Sibour et Morlot (F¹⁹ 2.555) doivent être complétés par ceux de quelques-uns de leurs

clergé. Depuis le début de l'administration d'Hausmann, les écoles primaires congréganistes sont, comme les écoles laïques, entretenues par le budget de la ville. Leur importance s'accroît. Elles ont un tiers des filles, ce qui est peu, et un tiers des garçons, ce qui est considérable, sans que l'influence de l'Église paraisse en bénéficier. Le grand développement des œuvres catholiques de bienfaisance reste aussi, à cet égard, sans résultat. Aux élections de 1857 les républicains, qui sont également hostiles à l'Église et à l'Empire sont tout près d'obtenir la majorité. Même dans les classes aisées, l'Église n'a qu'une clientèle restreinte : en 1855, l'Univers, la Gazette de France et l'Union, ne vendent ensemble à Paris que 1.500 exemplaires par jour, tandis que le Siècle en vend 16.000 et la Presse 21.000 (1). Les établissements congréganistes d'enseignement secondaire, surtout les deux collèges des Jésuites et celui des Picpuciens, sont prospères, mais ils n'ont que peu d'élèves, proportionnellement aux lycées et aux institutions libres laïques.

La principale importance du diocèse de Paris vient de ce qu'il est le siège de beaucoup d'institutions et d'œuvres catholiques dont l'action s'étend à toute la France. La part que tiennent les affaires générales de l'Église par rapport à la vie religieuse locale, dans l'activité des séculiers et surtout des réguliers (2) et des laïques est plus grande à Paris que dans aucun autre diocèse. Aussi la situation de l'archevêque de Paris est-elle délicate. S'il était maître absolu de son diocèse il serait une sorte de patriarche de l'Église de France. Si tout ce qui n'est pas uniquement parisien échappe à sa direction, son autorité est gravement atteinte. La question se pose en 1853 pour la presse et elle est résolue à son détriment. A partir de 1857, Morlot, très prudent et très conciliant, sait éviter le retour des conflits qui ont troublé l'administration de Sibour, mais il ne joue qu'un rôle effacé.

Les différents groupes qui se disputent la direction de l'Église de France ont leur centre à Paris. Les gallicans dominant dans l'entourage de l'archevêque, à la faculté de théologie, à l'école des Carmes, au chapitre de Saint-Denis. Ils ont des partisans dans le clergé des paroisses. La compagnie de Saint-Sulpice, très mal vue

collaborateurs : Buquet (F¹⁰ 6.176) ; Maret (F¹⁰ 6.178) ; Sibour (F¹⁰ 6.179). Voir bibliographie : épiscopat : Sibour, Darboy, Lavigerie ; et clergé parisien ; voir aussi les *Mémoires du baron Hausmann*.

(1) F¹⁰ 295. Voir p. 161.

(2) Il y a dans la Seine 21 congrégations d'hommes (Jésuites, Dominicains, Franciscains, Capucins, Maristes, Picpuciens, etc.) et 52 congrégations de femmes. (F¹⁰ 6.253)

de Pie IX, certaines congrégations missionnaires comme les Picpuciens et les Lázaristes sont également de tendances gallicanes. Tour à tour encouragés et abandonnés par Sibour, les gallicans, à part quelques extrémistes, ont de bons rapports avec Morlot.

Les catholiques libéraux les plus connus sont des laïques. Ils appartiennent à l'aristocratie qui leur est en général favorable. Ils sont en bons rapports avec les légitimistes et les orléanistes. Ils sont puissants à l'Institut et dirigent le Correspondant et l'Ami de la Religion. Ils ont des partisans dans le clergé séculier, et même dans les congrégations. Les prêtres de l'Oratoire, qui se constituent en communauté en 1852, sont, pour la plupart, de leurs amis : Gratry est le plus connu. Enfin les Jésuites parisiens sont de tendances libérales. Ils publient depuis 1856 une revue, les Études.

L'Univers rencontre peu de sympathies dans la société laïque et le clergé de Paris. Le lieu de réunion et le centre du parti ultramontain est le séminaire de la congrégation du Saint-Esprit, où se recrute en grande partie le clergé colonial. Cette congrégation ardemment ultramontaine et influente à Rome joue un rôle discret mais important dans l'Église de France.

Les œuvres, les associations de bienfaisance et surtout la Société de Saint-Vincent de Paul s'efforcent de rester neutres dans ces dissensions. Les gallicans y sont peu nombreux. Melun et Augustin Cochin y représentent les libéraux, l'ancien auditeur de rote, Ségur, les ultramontains.

Le préfet de police Piétri se méfie du clergé parisien et surtout des congrégations et associations religieuses qu'il soupçonne de légitimisme. Mais jusqu'en 1859, aucun incident sérieux ne se produit.

Versailles (1). — « Les habitants de Seine-et-Oise ne sont pas foncièrement irrégieux, mais ils sont souvent indifférents (2). » L'influence du curé dépend de sa valeur personnelle, qui est généralement médiocre dans ce diocèse où le recrutement sacerdotal est très insuffisant. Beaucoup de prêtres sont étrangers au pays et se rendent impopulaires en cherchant à régenter les communes. Quelques prêtres sont déconsidérés par leur inconduite notoire. Des Capucins s'établissent à Versailles en 1856 mais leurs exigences et leurs exagérations de langage déplaisent. L'évêque Gros, et, après 1858, son successeur, Mabile, tentent

(1) BB³⁰ 383 ; BB¹⁸ 1.538 A2 5.357 ; F¹² 2.595, 6.253 ; Mabile : *Vie de Mgr Mabile*.

(2) F¹⁰ 111 Seine-et-Oise 9, quatrième trimestre 1858.

de réformer leur clergé mais ne peuvent que déplacer les desservants que l'administration leur dénonce.

Beauvais (1). — « Autant on s'empressera autour d'un clergé modeste et bienveillant, écrit le préfet de l'Oise, autant on serait prompt à s'éloigner de tout ce qui sentirait l'intolérance ou la domination (2). » La plupart des curés n'ont pas d'influence et s'y résignent ; ceux qui tentent de diriger les communes ou qui attaquent les instituteurs laïques rencontrent l'opposition de leurs paroissiens. Le recrutement du clergé étant très difficile, les scandales n'y sont pas rares. Deux anciens prêtres du diocèse veulent se marier ; l'autorité civile s'y oppose à la demande de l'évêque (3). Celui-ci, Gignoux, est dévoué au gouvernement. Très ultramontain, il s'étonne et se plaint de l'indignation que suscite l'affaire Mortara ; il demande au gérant du *Moniteur* de l'Oise de reproduire, au lieu des articles du *Journal des Débats* ou du *Constitutionnel*, ceux de l'*Univers*. Le journaliste refuse en disant que la polémique de Veuillot n'est « pas conforme à l'opinion du pays » et qu'il ne peut « s'exposer à blesser le sentiment intime de ses lecteurs (4) ».

Amiens (5). — Le clergé se recrute facilement dans la Somme et il y est respecté. Les Jésuites y ont un noviciat et un collège prospère. L'évêque Salinis, dont l'ultramontanisme ardent mécontente une partie de son clergé, se rallie bruyamment à l'Empire. Il est bien vu de Napoléon III. Cependant l'influence du clergé est médiocre. Lorsque Salinis est nommé à Auch, le préfet avertit qu'« un évêque disposé à des exagérations cléricales... échouerait complètement (6) ». Le gouvernement nomme Boudinet, timoré et conciliant, qui entretient d'excellents rapports avec l'administration, et se montre bienveillant pour le lycée d'Amiens. Il ménage d'ailleurs la société légitimiste d'Amiens. Le préfet n'attend de lui aux élections de 1857 qu'une « neutralité bienveillante... Je ne m'en plains pas, ajoute-t-il ; le clergé n'a pas dans la Somme une très grande influence, et son intervention trop active pourrait produire

(1) F¹⁹ 2.502, 5.786.

(2) F¹⁶ III Oise 7 ; 2 juillet 1854.

(3) F¹⁹ 5.786, Blin et Merda. Voir p. 80.

(4) F¹⁹ 2.502, 25 octobre 1858. *

(5) F¹⁶ II 102 ; F¹⁹ 2.494, Salinis ; 2.488, Boudinet ; 2.547, Ladoue ; 2.560, Gerbet. 6.253, 6.288 ; F¹⁷ 9.986 ; AB XIX 517, lettres de l'abbé Follet. Voir bibliographie : épiscopat, Salinis, Gerbet, Boudinet.

(6) F¹⁶ III Somme 11, 3 janvier 1856.

un effet tout contraire à celui qu'on en attendrait (1) ».

Soissons (2). — Dans le nord de l'Aisne, comme dans la Somme, le clergé est respecté sans avoir grande influence. Le sud du département est irrégulier et anticlérical. Dans l'ensemble du diocèse, le clergé se recrute mal. L'évêque Garsignies, entré tard dans les ordres, a peu de prestige. Il administre mal son diocèse et contracte des dettes considérables. Il a d'ailleurs comme son clergé de bons rapports avec l'administration.

Reims (3). — Le clergé a peu d'influence dans le diocèse de Reims où il se recrute mal. Le cardinal Gousset, et le préfet des Ardennes, en parfait accord, s'appliquent à « sauvegarder l'intérêt religieux », en déplaçant les desservants dont la conduite est mauvaise tout en cherchant à « empêcher que la répression imprimée à quelques membres du clergé ne porte atteinte à la dignité et à la considération du corps (4) ». Le préfet réprime la propagande protestante, qui exploite le mécontentement causé par certains curés, notamment dans la commune de Termes (5). Il favorise l'enseignement primaire congréganiste qui reste peu répandu. Par contre le collège de Rethel succombe en 1857 devant la concurrence d'une institution dirigée par Gousset, et celui de Charleville ne se maintient que parce que les élèves du petit séminaire suivent ses cours.

Châlons (6). — Le clergé a très peu d'influence dans la Marne. La plupart des curés « savent très bien qu'ils ne doivent pas heurter de front les sentiments de nos populations et qu'en se montrant intolérants ils compromettraient sans aucun doute leurs intérêts personnels et ceux de la religion. Ils sont donc en général très prudents et très réservés dans leurs actes extérieurs et dans leurs rapports, soit avec l'autorité locale, soit avec leurs administrés. Mais... chacun d'eux n'en cherche pas moins à se former un entourage sur lequel il puisse s'appuyer au besoin (7) ». L'opinion s'inquiète du développement des sociétés religieuses de bienfaisance et se montre hostile à la campagne pour le repos dominical obligatoire. Le clergé donne d'ailleurs son concours

(1) F¹⁰ III Somme 7, 7 avril 1857.

(2) F¹⁰ 2.584, 6.253 ; F¹⁷ 9.986.

(3) Le diocèse de Reims est formé de l'arrondissement de Reims et du département des Ardennes. F¹⁰ 2.565, 6.253, 5.850 ; F¹⁷ 6.222, 9.986. Voir bibliographie : épiscopat, Gousset.

(4) F¹⁰ III Ardennes 6 ; quatrième trimestre 1858.

(5) F¹⁰ III Ardennes 6 ; 24 avril 1857.

(6) F¹⁰ 2.514, 5.850. Puiseux : *Vie et lettres de Mgr de Prilly*.

(7) F¹⁰ III Marne 6, 9 avril 1857.

à l'administration. L'évêque, de Prilly, « qui a servi sous le Premier Empire, professe pour la dynastie impériale le culte d'un vieux soldat (1) ». Mais il est un peu affaibli par l'âge, et, même avec l'aide de son coadjuteur Bara, nommé en 1856, il n'a que peu d'action sur son clergé. L'administration n'obtient qu'à grand peine qu'il déplace les desservants brouillés avec leurs paroissiens.

Meaux (2). — Les populations du diocèse de Meaux sont irrégulières. Le clergé s'y recrute très mal (3). Beaucoup de curés sont en conflit avec les autorités locales et les habitants. L'ivrognerie et l'inconduite de certains prêtres sont notoires. L'évêque Allou, faible et malade, n'a aucune autorité et ne déplace même pas les mauvais prêtres. La justice doit en poursuivre plusieurs, les scandales se multipliant (4). Dans les communes où les curés sont tracassiers ou déconsidérés, les municipalités refusent de leur accorder des suppléments de traitement ; « les habitants ne mettent pas les pieds dans les églises, le service divin se célèbre dans une solitude complète (5) ». Par contre les sœurs sont estimées et réalisent quelques progrès avec le concours du préfet.

Troyes (6). — « Sous le rapport de la religion, la situation est... véritablement alarmante. Si l'esprit religieux semble se ranimer dans quelques contrées, si dans d'autres il s'est encore assez bien conservé, dans la plupart des communes rurales, il est pour ainsi dire complètement éteint : abandon à peu près général des pratiques religieuses, au moins de la part des hommes, désertion des églises, inobservance de la loi du dimanche, voilà ce qui se remarque dans les campagnes (7). » A Troyes seulement, l'évêché, les congrégations de femmes et les associations catholiques maintiennent une certaine vie religieuse. L'évêque Cœur est un vrai gallican. Il rencontre d'ailleurs de ce fait de graves difficultés dans son diocèse et renonce à y combattre les progrès de l'ultramontanisme. Il a du crédit auprès de Rouland et prêche le carême aux Tuileries en 1858.

(1) F¹⁶ III Marne 6, 9 avril 1857.

(2) BB³⁰ 383 ; BB¹⁸ 1.545 ; A2 5.991, F¹⁹ 2.536, 5.823.

(3) Le meurtrier de Sibour, Verger, ancien élève du grand séminaire de Meaux « qui était pour ses condisciples un objet d'effroi..., n'en fut pas moins ordonné prêtre ». (F¹⁹ 5.823, 21 janvier 1859.)

(4) BB³⁰ 383, premier semestre 1855 ; BB¹⁸ 1.545 ; F¹⁶ III Seine-et-Marne 7 ; quatrième trimestre 1858.

(5) F¹⁹ 5.823, 21 janvier 1859.

(6) F¹⁹ 2.590, 5.869 ; F¹⁷ 9.986.

(7) F¹⁷ 9.986, Dijon ; 17 avril 1858.

Langres (1). — Le clergé se recrute mieux, est plus considéré et a un peu plus d'influence dans la Haute-Marne, et surtout dans l'arrondissement de Langres, qu'en Champagne. Les frères y ont très peu d'élèves, mais les sœurs en ont beaucoup : c'est une des analogies entre la Haute-Marne et les départements lorrains. Le clergé n'est pas assez puissant pour jouer un rôle politique (2) mais il tente de diriger les communes et surtout d'en obtenir des subventions élevées pour les dépenses du culte. Il rencontre une vive résistance de la part des municipalités. Ces conflits sont difficiles à régler car l'évêque Guerrin, d'ailleurs favorable au gouvernement, tente d'étendre le plus possible les prérogatives du clergé et les avantages dont il bénéficie. Le préfet de Villesaison, (1856-62), s'irrite de ces exigences et les combat énergiquement. Elles font la principale difficulté de son administration (3). Il craint que les protestants et les républicains n'exploitent la réaction anticléricale qu'elles provoquent.

Dijon (4). — Dans les villes et dans les campagnes de la Côte-d'Or, le peuple est indifférent et devient de plus en plus irréligieux. « Le clergé est respecté ; il accomplit généralement sa mission d'une manière convenable quoiqu'une assez grande partie de ses membres soient encore animés d'un esprit d'empiètement et de domination exclusive contre lequel les populations sont en défiance » (5). Par contre les classes riches reviennent au catholicisme. Elles forment la clientèle des Jésuites de Dijon, des Dominicains de Dijon et de Flavigny, qui en obtiennent de grosses sommes. Ces congrégations sont d'ailleurs impopulaires et l'administration s'en méfie. La société de Saint-Vincent de Paul se développe à Dijon sous la direction d'un conseiller à la cour, Foisset, catholique libéral hostile au gouvernement. Bien que ne faisant pas de politique, elle préoccupe l'autorité. Enfin, il y a à Dijon un journal clérical, le *Spectateur*. L'évêque Rivet est un gallican conciliant « le plus sage prélat de France » dit Fortoul (6). Il entretient de très bons rapports avec l'administration.

(1) F¹⁰ II 101 ; F¹⁹ 2.526 ; 5.815 ; F¹⁷ 9.986 ; Sarcey : *Journal de jeunesse*

(2) En 1852, l'arrondissement de Langres élit sans concurrent le candidat officiel Chauchard, mal vu du clergé pour avoir voté contre la loi de 1850. (F¹⁰ II 101.) En 1857, le clergé n'ose pas non plus engager la lutte, et Chauchard obtient même l'appui de l'évêque (F¹⁹ 2.526, 5.815).

(3) F¹⁰ III Haute-Marne 5 (7 janvier 1859).

(4) BB³⁰ 377, 410 P 1.073 ; F¹⁹ 2.520, Rivet ; 2.588, Colet ; 6.253, 6.288 ; F¹⁷ 9.986 Chevallier : *Vie de Mgr Rivet* ; Boissard : *Théophile Foisset*.

(5) F¹⁰ III Côte-d'Or 7 ; 10 juillet 1859.

(6) F¹⁹ 2.588. Note de Fortoul sur une lettre de Rivet du 7 juillet 1855.

Sens (1). — « Le département, à l'exception de la partie du Morvan comprise dans l'arrondissement d'Avallon, est essentiellement irréligieux. » (2) Le clergé se recrute très mal. Les curés « suscitent à l'administration des difficultés continuelles par leur persistance à s'immiscer dans les affaires des communes (3) ». L'archevêque, Mellon Joly, conciliant et gouvernemental, est faible et ne se décide à sévir contre un prêtre que lorsque les magistrats menacent de le poursuivre. Au reste les interventions du clergé dans l'administration ou la politique suscitent presque toujours une vive réaction des populations (4).

Orléans (5). — « Les habitants des campagnes... sont peu religieux... Ils en sont maintenant où en étaient les citadins il y a vingt ans, à détester le parti prêtre. Il faut parvenir à changer ce mauvais esprit mais cela doit être fait avec prudence. » (6) Dans cette intention, le préfet fait créer de nouvelles écoles de sœurs, les populations restant hostiles aux frères. Le clergé se recrute difficilement et n'a pas d'influence. Dupanloup doit à ses qualités personnelles un grand prestige et l'action qu'il exerce sur la société orléanaise. Son petit séminaire est une école secondaire très prospère et très brillante. Sa réserve vis-à-vis du gouvernement impérial est toujours courtoise, et ses relations avec les autorités locales sont bonnes (7). Il est peu aimé de son clergé, qui est favorable au gouvernement et ne suscite pas de difficultés administratives.

Chartres (8). — Le clergé a peu d'influence, surtout dans l'arrondissement de Dreux. Il se recrute mal. Quelques curés sont en conflit violent avec leurs paroissiens. Deux sont poursuivis. D'autres sont déconsidérés. Par contre « les congrégations religieuses sont très nombreuses à Chartres, et elles tendent

1) BB³⁰ 383 ; BB¹⁸ 1.554 A2 7.110 ; 1.582 A3 73 ; F¹⁷ 5.862.

(2) F¹⁰ III Yonne 7, 30 juin 1854 ; en 1855, deux jeunes gens profanent du pain bénit dans un cabaret le jour de la Toussaint et sont acquittés en première instance. Le jour de Noël, une hostie est profanée dans une église (BB³⁰ 383).

(3) F¹⁰ III Yonne 7 ; 14 avril 1859.

(4) « C'est donc un allié dangereux pour le gouvernement. Aussi a-t-il suffi de quelques paroles prononcées en chaire pour M. Camille Doucet à Pont-sur-Yonne, pour que la population, bien disposée pour ce candidat du gouvernement, l'ait repoussé. » (F¹⁷ 9.986 ; Dijon, 14 juillet 1858.)

(5) BB³⁰ 382 ; F¹⁰ 2.553 ; 5.836 ; F¹⁷ 6.223. Les papiers de Dupanloup (AB XIX 522-527) sont plutôt relatifs à son rôle dans l'Église qu'au diocèse d'Orléans. Voir bibliographie : épiscopat Dupanloup.

(6) F¹⁰ III Loiret 7 ; rapport du préfet du Loiret, 23 juin 1852.

(7) Un conflit avec le préfet Boselli qui voulait remplacer par des laïques les auxiliaires congréganistes des aumôniers des prisons, n'eût pas de suites (F¹⁰ 2.553, décembre 1857).

(8) BB¹⁸ 1.583 A3 175, 1.584 A3 295 ; F¹⁰ 2.516, 5.803 ; F¹⁷ 7.053.

incessamment à s'accroître en nombre et en importance. Je ne crois pas, ajoute le préfet, qu'aucun intérêt réel doive être servi par cette extension démesurée (1)». Nogent est aussi une « ville pieuse » ou l'évêque crée en 1854 un second petit séminaire (2).

Après la démission du vieil évêque légitimiste et gallican Clausel de Montals (1852), Regnault, assez réservé vis-à-vis du gouvernement impérial a de bons rapports avec l'administration.

Blois (3). — Le clergé ne rencontre pas dans le diocèse de Blois la même opposition que dans ceux de Chartres ou d'Orléans. Il y obtient des communes d'importants sacrifices pour les édifices paroissiaux, et fait confier aux sœurs beaucoup d'écoles de filles. Mais quand il se mêle des affaires communales, les municipalités lui résistent. Son influence politique est faible, et décline, car les paysans l'accusent d'être légitimiste. Il lit en effet le journal légitimiste de Blois, la France Centrale, que soutiennent les grands propriétaires nobles du département, mais ne fait aucune opposition. L'évêque, Pallu du Parc, ultramontain (4), se fait un devoir, conformément à la doctrine romaine, de ne pas déplacer les desservants sans leur consentement, ce qui rend difficile la solution de leurs conflits avec les communes. Le préfet, de Soubeyran, est très favorable au clergé.

Tours (5). — Dans le diocèse de Tours comme dans celui de Blois, le clergé entretient généralement de bons rapports avec les municipalités et les populations, sans avoir beaucoup d'influence. Il a l'appui de la noblesse légitimiste, généralement ralliée, et d'ailleurs peu puissante. L'enseignement primaire congréganiste est assez répandu. Le cardinal Morlot, très conciliant et très modéré, laisse des regrets à Tours lorsqu'il est nommé à Paris. « Son administration, si sage, si douce, si paternelle, y était goûtée et appréciée ; elle convenait au caractère des habitants de la Touraine (6). » Son successeur Guibert, est comme lui dévoué au gouvernement et a de bons rapports avec l'administration. Cependant, le préfet trouve que le clergé « se montre plus difficile

(1) F¹⁶ III Eure-et-Loir 7, 10 avril 1859.

(2) F¹⁷ 7.053.

(3) F¹⁹ 2.505, 5.792.

(4) Le grand séminaire est dirigé par les Jésuites, mais une partie du clergé reste gallicane (Pouplard : *Vie du R. P. Fessard*). Le gallican Guettée est originaire du diocèse de Blois. (Voir ses *Souvenirs*.)

(5) BB³⁰ 382 ; F¹⁹ 2.555 Morlot, 2.556 Guibert, 5.868 ; F¹⁷ 9.986, Poitiers. Voir bibliographie : épiscopat, Guibert ; Houtin : *Evêques et diocèses*, première série.

(6) F¹⁶ III Indre-et-Loire 7, 9 avril 1857.

et plus exigeant, et cherche à peu près partout dans les campagnes, à substituer son action à celle des maires ». Le préfet s'inquiète aussi du développement des associations religieuses « qui, prenant la charité pour prétexte exercent sur notre société tout entière une regrettable influence », et servent, d'après lui, la cause légitimiste (1). Il demande le déplacement de l'ingénieur en chef des mines Descottes « chef fanatique de la société de Saint-Vincent de Paul (2) », et finit par l'obtenir. Il déclare que l'opinion commence à se préoccuper des progrès de l'influence cléricale.

VIII. — *Le Centre*

Dans le Centre comme dans la région parisienne, le clergé a peu d'influence, et il s'y recrute à peine mieux, mais sa situation y est un peu différente. Le danger révolutionnaire y est plus sensible : les républicains démocrates, très nombreux et très ardents se sont insurgés en décembre 1851 dans la Saône et Loire, la Nièvre, l'Allier et le Cher. L'administration et les conservateurs, pour prémunir les populations contre la propagande révolutionnaire, cherchent à accroître l'influence de l'Église, et en particulier à développer l'enseignement primaire congréganiste. Leurs efforts ne produisent d'ailleurs pas les résultats qu'ils en escomptaient (3).

Autun (4). — Les populations de Saône-et-Loire sont peu religieuses. Le clergé cependant s'y recrute mieux et y est plus considéré que dans le reste de la Bourgogne. Il a une certaine influence dans l'arrondissement d'Autun, qui fait partie du Mervan, et où se trouve l'évêché. Ailleurs il ne joue pas de rôle politique, et les municipalités lui résistent quand il tente de diriger les communes. Mais il réussit à développer considérablement l'enseignement congréganiste. De 1852 à 1856, le nombre des écoles de frères passe de 12 à 38 (5). En 1857 plusieurs instituteurs congréganistes sont condamnés pour attentats à la pudeur commis sur leurs élèves. Les populations, qui avaient toujours été peu favorables aux frères, réussissent dès lors à arrêter leurs

(1) F¹⁰ III Indre-et-Loire 7, 12 janvier 1859.

(2) F¹⁰ III Indre-et-Loire 11, 23, décembre 1858.

(3) Sur le diocèse de Moulins, voir chap. IX, § §3 et 5.

(4) BB²⁰ 366, 377 ; F¹⁰ 2.522, Devoucoux, 2.526, Bouange, 6.178, de Marguerye, 5.781, 6.253 ; F¹⁷ 9.986, Lyon. G. Delmas : *Vie de Mgr Bouange*, 1885, 2 in-8° ; Houtin : *Evêques et diocèses*, première série.

(5) F¹⁰ 6.253.

progrès qui commençaient d'ailleurs à préoccuper l'administration. De 1856 à 1859, le nombre de leurs écoles ne s'accroît pas. Le collège de Charolles, cédé aux Maristes en 1852, est rétabli en 1858. L'évêque, de Marguerye, « est un homme de belles manières et un habile homme, un peu souterrain, d'un dévouement plus bruyant que sincère... mais empressé et adroit à la flatterie, ayant accès jusqu'au cabinet de l'empereur et sachant en profiter (1) ».

Nevers (2). — Les insurrections républicaines de la Nièvre ont été durement réprimées (3). L'administration, uniquement préoccupée de la lutte contre les révolutionnaires, s'appuie sur la noblesse légitimiste et sur le clergé. Les préfets développent beaucoup l'enseignement congréganiste. Le recteur, un prêtre, Sergent, trouve qu'ils vont trop loin dans cette voie (4).

Sauf dans le Morvan (arrondissement de Château-Chinon), le peuple reste indifférent et rebelle à l'influence d'un clergé médiocre à tous égards par suite de son mauvais recrutement (5). La « grande préoccupation » des curés « est de se procurer la plus grande somme de bien-être matériel et c'est à la suite d'exigences engendrées par ce sentiment... que se produisent des conflits ». De plus, leur conduite « prête souvent au scandale (5) ».

L'évêque Dufêtre est favorable au gouvernement mais de caractère difficile, d'autant plus que son désir d'être promu archevêque est plusieurs fois déçu. Préoccupé surtout de ses prédications et des congrégations de femmes qu'il dirige, il abandonne la direction de son diocèse à ses vicaires généraux, surtout à l'abbé Crosnier qui est impopulaire et mal vu de l'administration. Les relations entre la préfecture et l'évêché deviennent mauvaises. Le préfet, de Magnitot, trouve que le clergé ne lui prête qu'un concours insuffisant dans les élections, et surtout dans l'élection législative partielle de 1859 où le candidat

(1) F¹⁰ 6.178, 28 octobre 1856 ; Falconet à Rouland.

(2) F¹⁰ 2.547 Dufêtre, 2.564 Sergent, 1.932 (5 novembre 1859, Champrobert à Rouland), 6.253 (mémoire de Dufêtre, mars 1857) ; F¹⁷ 6.224, 9.986. Crosnier : *Vie de Mgr Dufêtre*. H. Taine : *Sa vie et sa correspondance*, t. I.

(3) Dufêtre demanda des mesures de clémence à Louis-Napoléon : « Le prince président paraît aussi étonné qu'affligé de ce que je lui raconte de la sévérité déployée contre les socialistes de la Nièvre » nota-t-il. (Cité par Crosnier.)

(4) F¹⁷ 6.224.

(5) Le recrutement local étant insuffisant, les précédents évêques avaient fait venir des prêtres auvergnats et bretons qui réussissent très mal (F¹⁰ III Nièvre 5, 1^{er} avril 1859).

(6) F¹⁰ III Nièvre 5, 1^{er} avril 1859).

officiel, Montjoyeux, est protestant. Mais la défection du clergé montre qu'il a peu d'influence. Montjoyeux est élu par 25.204 voix, tandis qu'en 1857, le candidat officiel soutenu par le clergé n'en avait eu que 21.503. Ce résultat est dû en grande partie à l'activité déployée par les instituteurs (1).

Bourges (2). — Le clergé est très peu influent dans le diocèse de Bourges. Dans le Cher, le cardinal archevêque, Dupont, très dévoué au gouvernement, et en bons rapports avec l'administration, surveille de près les curés, qui ne suscitent pas de difficultés administratives. Dans l'Indre, où l'autorité épiscopale se fait moins sentir, ils tentent souvent de diriger les communes ; les municipalités leur résistent, avec l'appui de la préfecture. Ces conflits sont plutôt pour l'administration une cause d'ennuis que de préoccupations sérieuses (3). Le clergé ayant peu d'influence, surtout dans l'arrondissement d'Issoudun, l'irréligion est la plaie du pays (4).

Dans le Cher, où les républicains se sont insurgés en décembre 1851, l'administration préfectorale est favorable aux congrégations : aux frères, bien que le recteur les juge inférieurs aux laïques ; aux Dominicains, qui, à partir de 1856, dirigent le petit séminaire ; aux Jésuites, qui ont une résidence à Bourges. Ces congrégations ont d'ailleurs peu d'influence et ne s'occupent pas de politique. Dans l'Indre, où le parti républicain est beaucoup moins menaçant, les préfets, d'accord avec le recteur, et avec l'appui de l'opinion, défendent les instituteurs laïques contre les attaques des curés tout en traitant les frères avec bienveillance. Ils sont peu favorables aux Rédemptoristes, qui, en 1854 s'établissent à Châteauroux, et aux conférences de Saint-Vincent de Paul, que dirigent des adversaires du gouvernement.

Limoges (5). — Le clergé a peu d'influence dans le Limousin, en partie à cause de l'émigration saisonnière : « Les ouvriers maçons et chaudronniers, après leurs excursions dans les grandes villes ne rapportent pas au logis toutes les convictions religieuses qu'ils avaient au moment du départ (6). »

F¹⁷ 9.986, 20 janvier 1859.

F¹⁹ 2.508, 5.795, 5.796, 6.253, 6.288 ; F¹⁷ 6.222, 6.223, 9.986.

F¹⁹ 5.796, 30 juin 1856.

F¹⁶ III Indre 5, octobre 1855, rapport du sous-préfet d'Issoudun.

F¹⁹ 6.222, 6.223, 9.986, 1857, Dispense 4.847, F¹⁷ 6.222, 6.223, 9.986.

1. *Le clergé et le gouvernement*, II, Textes (1851-1852), Paris, 1853, p. 100.

Torier.

6. F¹⁷ 9.986, Clermont, 15 avril 1858.

L'évêque Buissas est dévoué au gouvernement, dont il sollicite àprement les faveurs (1), mais il est assez peu conciliant avec l'administration. Comme dans le diocèse de Bourges, c'est surtout dans le département où ne se trouve pas l'évêché, que le clergé, moins surveillé, donne lieu à des scandales et suscite des difficultés. Le préfet de la Creuse, de Villesaison, peu bienveillant pour le clergé, trouve qu'il « laisse beaucoup à désirer sous tous les rapports. Bien qu'en politique il n'ait aucune influence sur les populations, par ses exigences et son inintelligence, il cause de très sérieux embarras (2) ... » Plusieurs communes de l'arrondissement d'Aubusson cherchent à faire venir des pasteurs protestants, tant elles sont mécontentes de leurs curés. En 1857, Desprez succède à Buissas. Il administre le diocèse avec plus de fermeté, et en meilleur accord avec l'autorité civile. Il sévit contre plusieurs prêtres déconsidérés, et les conflits entre curés et maires deviennent plus rares.

IX. — *Le Massif central et les régions mixtes du Languedoc*

Dans tout le Massif central, le clergé a une grande influence. C'est la région de France où il est le plus nombreux, et il se recrute très facilement. L'enseignement congréganiste y est très répandu, et en progrès rapide. Au point de vue politique, on peut distinguer deux groupes de régions. Dans celles où l'influence du clergé et des légitimistes n'est pas prépondérante (plateau central et versant ouest), ils se rallient, comme tous les conservateurs, au gouvernement, et subissent docilement sa direction. Les questions religieuses ne suscitent pas de difficultés.

Mais dans les montagnes qui bordent le Massif central à l'est et au sud, le clergé, uni aux légitimistes, domine les populations, à l'exception des minorités protestantes. Son influence est encore grande dans les plaines de la vallée du Rhône et du Languedoc, bien que les rouges y soient généralement en majorité. Après le coup d'État, l'insurrection républicaine pousse le clergé à soutenir le gouvernement de Louis-Napoléon. Cette alliance est assez cordiale dans les départements où les protestants sont peu nombreux, bien que l'administration se plaigne de l'influence que les légitimistes gardent sur le clergé. Mais

(1) C'est, écrit Contencin, « le plus indiscret des solliciteurs. Il se vantait de ne jamais quitter M. Fortoul sans avoir obtenu au moins 40.000 francs pour son diocèse. C'est à peu près vrai. » (F¹⁰ 1.853, 31 octobre 1856.)

(2) F¹⁰ III Creuse 8, 10 novembre 1858.

lorsque la minorité protestante est forte, l'administration se trouve dans une situation très difficile.

Le dévouement des catholiques, au fond légitimistes, est douteux, et dans le Languedoc, le souvenir toujours très vif de la Terreur blanche de 1815, pèse sur leurs relations avec l'Empire. D'autre part, si la masse des protestants reste de tendances républicaines, la bourgeoisie protestante, naguère orléaniste et toujours conservatrice, se rallie au nouveau régime. Le gouvernement a donc intérêt à la ménager. Mais les catholiques détestent également tous les protestants, rouges et modérés et sont d'autant plus hostiles à la bourgeoisie protestante qu'elle a dominé la région sous le régime censitaire et que, privée du pouvoir politique, elle garde une grande influence sur l'administration et la société. Le gouvernement tente de rester impartial entre les deux cultes mais ses agents sont inévitablement amenés à s'allier à l'un ou à l'autre. Le ministre de la Police générale, Maupas, qui a été sous-préfet d'Uzès de 1845 à 1847, alors que l'administration était en conflit avec les légitimistes, juge qu'elle doit s'affranchir de leur influence, et ses agents accusent les préfets de trop la subir (1). Le plébiscite de 1852 où le nombre des oui dépasse de beaucoup celui de 1851 renforce l'administration et lui permet de se soustraire à la tutelle des légitimistes. Mais, dans le Midi comme dans l'Ouest, le gouvernement hésite et ses agents sont divisés sur la politique à suivre vis-à-vis du clergé.

Tulle (2). — Le clergé, grossier et mal composé, a cependant une certaine influence. Il est « généralement ami de l'ordre et accepte très volontiers le gouvernement actuel (3) ». En 1852 le gouvernement fait élire à Brive un candidat agréable au clergé et aux légitimistes, de Jouvenel, qui exerce pendant dix ans une grande influence. L'évêque Berteaud, ami de Veuillot, est favorable à l'Empire. Mais il est intransigeant et bizarre, « un peu *loqué* » dira Rouland (4) ; il crée quelques difficultés à l'administration.

Cahors (5). — Le clergé du Lot « démesurément nombreux (6) » est influent. Comme presque tous les légitimistes, il est rallié au

(1) F¹⁰ 353-361; F⁷ 12.164; F¹⁰ III Gard 5 et 13.

(2) F¹⁰ 2.591, 5.870; F¹⁷ 9.986.

(3) F¹⁰ 5.870, 23 février 1853.

(4) F¹⁰ 2.591, 11 janvier 1852.

(5) BB³⁰ 370; BB¹⁸ 1.533 A2 4.734; F¹⁰ 2.510.

(6) BB³⁰ 370; 21 juillet 1854.

gouvernement impérial et donne son concours à l'administration. Les deux députés du Lot, Murat et Deltheil, votent en 1854 contre la loi sur l'instruction publique. Le clergé se mêle beaucoup des affaires temporelles. L'évêque Bardou intervient dans les procès où des intérêts ecclésiastiques sont en cause et fait pression sur la partie adverse et sur les juges par des menaces d'excommunication.

Saint-Flour (1). — Sauf dans les villes, et auprès des émigrants saisonniers qui ont été travailler dans les grandes villes, le clergé est très influent dans le Cantal. « On a vu des curés réunir le conseil municipal et lui dicter ses décisions, quelquefois même rédiger les délibérations, les faire signer à domicile, et les expédier à la sous-préfecture (2). » Le clergé est rallié au gouvernement impérial. En 1852 l'administration fait élire à Aurillac avec son appui, de Parieu, le père de l'ancien ministre clérical de l'Instruction Publique. A Murat-Saint-Flour, elle obtient pour un candidat officiel étranger au pays l'appui des curés de campagne ; le candidat légitimiste soutenu par le haut clergé de Saint-Flour n'obtient qu'une faible minorité. L'évêque Lyonnet est tout dévoué à l'Empire ; son successeur, de Pompignac, donne également son concours à l'administration.

Clermont (3). — Le clergé du Puy-de-Dôme, comme son évêque Féron, est modéré, conciliant et dévoué au gouvernement. Le préfet de Preissac, bien que protestant ne rencontre de sa part aucune difficulté. Le collège de Billom est cédé à l'évêque en 1854, celui de Riom aux Maristes en 1856 ; les progrès des congrégations sont encore plus marqués pour l'enseignement primaire (4).

Le Puy (5). — Le clergé, peu influent dans la plaine de Brioude, est très puissant dans les arrondissements montagneux du Puy et d'Yssingeaux. Il y dirige presque toujours les communes et combat violemment les maires qui ne veulent pas subir sa tutelle.

(1) F^{1b} I, Bourlon de Rouvre ; F^{1c} II 101 ; F^{1a} 2.596, Delcussy, 5.859 ; F¹⁷ 9.986, de Pompignac : *Mgr de Pompignac*.

(2) F¹⁷ 9.986, Clermont, 6 janvier 1859.

(3) F^{1a} 2.517, Féron, 2.510, Grimardias ; F¹⁷ 9.986 ; Houtin : *Evêques et diocèses*, première série.

(4) Le sous-préfet d'Issoire, relatant la condamnation d'un instituteur congréganiste pour une série d'attentats à la pudeur commis sur ses élèves ajoute : « Cette affaire, malgré sa notoriété..., n'a rien enlevé à la congrégation des frères de la Doctrine chrétienne de la confiance des pères de famille. Aucun élève, pas même un seul des enfants dont la pudeur a été outragée, n'a été retiré de l'école. » (F^{1c} III Puy-de-Dôme, 7, 6 avril 1857.)

(5) BB^{3a} 436 ; F^{1a} 2.563, 5.605 (janvier 1857), 5.848, 6.253, 6.254 ; F¹⁷ 6.223, 9.986.

Il est favorable au gouvernement et dirigé par un évêque modéré, de Morlhon.

L'émigration enlevant à la Haute-Loire beaucoup de jeunes hommes, un grand nombre de jeunes filles, qui se trouvent ainsi vouées au célibat, se font religieuses, soit dans les communautés, soit en restant dans les villages comme « béates », ce qui est particulier à la Haute-Loire. « Les béates font... ou préparent seules l'éducation des deux tiers des enfants. Ce sont elles aussi qui soignent les malades, qui secondent le clergé dans l'administration des sacrements, qui distribuent aux pauvres les aumônes, qui maintiennent la discipline morale parmi les jeunes filles, enfin qui président au travail industriel de toutes les femmes du hameau (1). » Elles sont près de 1.200. Le préfet les fait subventionner et organise pour elles des cours de perfectionnement. Les congrégations dirigent ainsi presque toutes les écoles de filles. Quant aux garçons « les communes pauvres ou trop peu peuplées restent à peu près seules le domaine des instituteurs laïques (2). » Le conseil municipal républicain de Brioude étant dissous, le maire cède le collège communal aux Maristes en 1853. Le collège du Puy, très menacé par les deux petits séminaires de la Chartreuse et de Monistrol, est transformé en lycée, ce qui lui permet de prospérer. Les Jésuites ont un noviciat à Vals. Ils polémisent vivement contre des pasteurs protestants, par des sermons, par des brochures, et dans la presse. Comme il y a des protestants dans la Haute-Loire, le préfet ordonne aux journaux de cesser cette polémique (1854) (3). En 1858, le gouvernement se préoccupe du développement des congrégations de la Haute-Loire (4). Un nouveau préfet, Paul, nommé en 1857, et un nouvel inspecteur d'académie cherchent à limiter leurs progrès (5).

Lyon (6). — Le clergé est très influent dans le diocèse de Lyon,

(1) F¹⁰ III Haute-Loire, 5 octobre 1853 ; ce travail industriel, auquel se consacraient aussi les communautés consistait à fabriquer soit des rubans et des chiffes de soie pour les usines de Lyon et de Saint-Étienne, soit de la dentelle.

(2) F¹⁰ III Haute-Loire 5, octobre 1853.

(3) BB⁸⁰ 436.

(4) F¹⁸ 6.254.

(5) Paul entra en conflit avec l'évêque en 1858 au sujet du piédestal de la statue colossale de la Vierge, qui sur l'initiative des Jésuites de Vals fut érigée au Puy avec le bronze des canons pris en Crimée. (F¹⁰ III Haute-Loire 5 et 8, Burnichon : *Vie du R. P. Gautrelet*, 1896, in-12.)

(6) BB⁸⁰ 379, 408 P 1.025 ; BB¹⁸ 1.561 A2 7.853 ; F¹⁸ 2.531, 6.288 ; F¹⁷ 9.986 ; F¹⁸ 297 ; F¹⁰ II 100, Vergez Tricom : *La vie politique et les partis à Lyon en 1852 : Révolution de 1848* (1920-21) ; *Journal du maréchal de Castellane* ; Chabot et Charléty ; *L'enseignement secondaire dans le Rhône*, 1901, in-8° ; Houtin : *Evêques et diocèses*, première série.

sauf auprès des ouvriers de Lyon et de Saint-Étienne. La Loire est le département français où l'enseignement primaire congréganiste est le plus répandu. Presque toutes les filles et près des trois quarts des garçons qui vont à l'école ont pour maîtres des congréganistes ; la proportion est presque aussi forte dans le Rhône. Les deux lycées de Lyon et de Saint-Étienne sont les seuls établissements laïques d'enseignement secondaire du diocèse : le collège de Villefranche a été cédé en 1854 aux frères des Écoles chrétiennes celui de Roanne à l'archevêque et celui de Saint-Chamond aux Maristes. Les Jésuites ont deux collèges, à Saint-Étienne et à Mongré, les Dominicains en ont un à Oullins, et les prêtres de Saint-Irénée, un à Lyon. Il y a dans le diocèse plusieurs autres écoles secondaires ecclésiastiques moins importantes, sans compter les petits séminaires et les manécanteries ou écoles paroissiales de chant, qui leur servent d'écoles préparatoires. Les congrégations de toutes sortes sont d'ailleurs très nombreuses dans le diocèse. Beaucoup de communautés de femmes sont organisées pour le travail industriel, ce qui les fait haïr des travailleurs libres qu'elles concurrencent (1). Lyon est aussi un grand centre d'associations religieuses laïques : l'œuvre pour la propagation de la foi y a son siège. Le clergé séculier est très attaché à la liturgie lyonnaise ; la faculté de théologie et la société des prêtres de Saint-Irénée y maintiennent une tradition gallicane.

Le cardinal archevêque, de Bonald, fils du théoricien légitimiste, est modéré. Préoccupé surtout de la lutte contre les républicains de Lyon et de Saint-Étienne, il donne son concours au gouvernement, et son clergé l'imite. Beaucoup de légitimistes sont ralliés, mais leur journal, la Gazette de Lyon, reste dans l'opposition. Le Courrier de Lyon, orléaniste rallié et clérical, lui dispute la clientèle des catholiques. En général, le clergé entretient de bonnes relations avec l'administration, mais il subit toujours l'influence légitimiste, qui s'exerce plus fortement encore sur les congrégations, comme le montrent les incidents qui se produisent dans les collèges de Jésuites, à Saint-Étienne en 1853, à Mongré en 1857 (2). Les élections de 1857 montrent que le parti républicain reste fort à Saint-Étienne et à Lyon.

(1) En 1848 des couvents ont été saccagés pour ce motif. Voir F¹⁰ 6.313, préfet du Rhône à Rouland, 24 avril 1861.

(2) Voir pp. 122, 145 et 211.

Viviers (1). — Le clergé domine toute la montagne à l'exception des pays protestants. Les rouges sont nombreux dans la plaine. Dirigé par un évêque énergique, Guibert, le clergé se rallie et vote oui au plébiscite. Aux élections de 1852, le gouvernement fait élire, dans l'arrondissement montagneux de Largentière, un légitimiste, de Rochemure ; dans l'arrondissement de Privas, où le clergé a peu d'influence, un bonapartiste, Chevreau (2) et dans celui de Tournon, où les protestants sont nombreux, un des leurs, Boissy d'Anglas, qui obtient 10.811 voix contre 8.899 au légitimiste de La Tourette soutenu par le bas clergé. Guibert s'abstient au plébiscite de 1852, par réserve, non par hostilité. Habitué à jouer un rôle prépondérant dans le département, il se brouille bientôt avec le préfet, Léon Chevreau. Chevreau père étant mort, le gouvernement désigne pour lui succéder un protestant, le général Dautheville, le seul candidat catholique possible étant légitimiste. Guibert qui avait accepté Boissy d'Anglas en 1852 proteste vivement contre ce choix qui ne laisse qu'un député sur trois aux catholiques, c'est-à-dire aux sept huitièmes de la population. Cependant il interdit aux curés de faire campagne ouvertement contre le candidat officiel. Dautheville est élu par 20.411 voix contre 3.120 au légitimiste (1854). En 1854 Guibert se plaint encore à diverses reprises du préfet qui choisit parmi les protestants plusieurs maires, et des candidats officiels au conseil général (3), et de la surveillance que le préfet fait exercer sur les curés pour les contraindre à chanter le *Domine salvum*, tombé en désuétude sous les régimes précédents (4). En 1857, Guibert est remplacé par un évêque très conciliant, Delcussy. Delcussy appuie aux élections les trois candidats officiels, dont les deux protestants que le clergé renonce à combattre.

« Je consacre tous mes efforts, écrit le nouveau préfet, Levert, à faire vivre les deux cultes en bonne harmonie, et je

(1) F¹⁰ H 98 ; F⁷ 12.164 ; BB¹⁰ 1.530 A2 4.492 ; F¹⁰ 2.556, Guibert, 2.596, Delcussy 5.877, 6.288 ; F¹⁷ 6.222 ; AB XIX 517, lettres de A. E. Roux. Voir bibliographie : épiscopat Guibert.

(2) Son fils aîné Henri Chevreau, préfet de l'Ardèche en décembre 1851 avait été nommé en 1852 secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Son second fils, Léon Chevreau fut préfet de l'Ardèche de 1853 à 1857.

(3) Boissy d'Anglas, élu conseiller général du canton entièrement catholique de Satillieu se félicite de ce résultat qui « prouve d'une manière incontestable cette conciliation qui s'effectue entre les divers cultes, donnant ainsi l'exemple de ne plus s'occuper de querelles religieuses étrangères à notre époque en tout ce qui a trait à l'administration ». Il remarque avec raison que cet apaisement « rentre dans la politique paternelle de S. M. Napoléon III. » (F¹⁰ III Ardèche 7 ; 18 juillet 1854).

(4) F¹⁰ 5.877

suis aidé dans cette tâche souvent pénible par la tolérance pleine de tact de Mgr l'évêque de Viviers » ; Levert déplore « l'intolérance et la déraison » habituelles des deux cultes (1). Les municipalités dirigées par les adhérents d'un culte refusent des crédits pour les édifices de l'autre. Les protestants, étant souvent en minorité sont ainsi désavantagés, et le gouvernement, en compensation, leur accorde des subventions relativement plus fortes, ce qui mécontente les catholiques (2).

L'enseignement primaire est surtout donné par les congrégations. Le petit séminaire d'Aubenas et les écoles secondaires ecclésiastiques ont 69 % des élèves secondaires du département, contre 31 % au lycée de Tournon qui se recrute en grande partie chez les protestants. Les Jésuites ont une maison de retraite à Lalouvesc, mais ils sont peu influents.

Mende (3). — L'arrondissement de Florac est mixte, et les protestants y sont en majorité dans les Cévennes ; mais il n'est pas de région de France où le clergé soit plus puissant que dans les arrondissements de Mende et de Marvejols. Il y est extrêmement nombreux. Chaque famille recherche l'honneur de donner un fils à l'Église ; elle « augmente ses privations pendant plusieurs années, au besoin elle s'obère pour faire un prêtre, suivant l'expression du pays. Les familles qui ont le bonheur de réussir s'élèvent d'un degré dans l'échelle sociale ; elles sont plus recherchées pour les alliances (4) ». La dîme, en argent et en nature, que perçoit le clergé, lui permet d'ailleurs de vivre très largement parmi des populations très pauvres. La pauvreté du pays n'y attire pas les instituteurs congréganistes qui restent peu nombreux. Par contre le collège municipal de Marvejols est le seul établissement secondaire laïque du diocèse. Outre les petits séminaires, le collège épiscopal de Langogne et le collège de Mende, cédé aux Jésuites (5) en 1850, lui font une rude concurrence. L'influence du clergé s'unit à celle des nobles, qui possèdent une grande partie des terres. Il n'y a pas de bourgeoisie qui puisse leur faire contrepoids.

Dirigé par un évêque modéré, Foulquier, le clergé se rallie ainsi que la plupart des légitimistes. Le candidat légitimiste, Desmolles, se retire en 1852 devant le candidat officiel, mais,

(1) F¹⁰ III Ardèche 7, quatrième trimestre 1858.

(2) F¹⁰ III Ardèche 11, février 1859.

(3) F¹⁰ II 100 ; F¹⁰ 6.177 (Foulquier), 5.824, 6.288 ; F¹⁷ 9.986.

(4) F¹⁷ 9.982 ; rapport de l'inspecteur d'académie (janvier 1865).

(5) Ils dirigent aussi le grand séminaire depuis 1852.

Le siège étant devenu vacant, il est élu en septembre 1852 avec l'appui de l'administration. Dans la région de Florac, les catholiques veulent prendre leur revanche de la domination qu'exerçaient les protestants sous la monarchie de Juillet ; quelques conflits en résultent. Dans la région catholique, les maires étant généralement peu instruits, ce sont les curés qui dirigent les communes. Ils donnent leur concours à l'administration, notamment au plébiscite de 1852, mais leurs tendances légitimistes se manifestent parfois par l'omission du *Domine salvum*.

En 1857, Desmolles s'étant montré trop peu docile, l'administration lui oppose l'ancien préfet du Jura, de Chambrun, très clérical, qui obtient l'appui de l'évêque. Il est élu par 18.564 voix contre 8.314 à Desmolles. Mais, fort de l'appui du clergé, il ne tarde pas, lui aussi, à se montrer indépendant, et dès 1859, il est en mauvais termes avec le préfet, qui ne veut pas se laisser dominer par les blancs.

Nîmes (1). — Le Gard est sans doute le département du Midi où les passions politiques et religieuses sont les plus vives. Les catholiques y sont 280.000, les protestants 125.000, groupés surtout dans les arrondissements d'Alais et du Vigan. La bourgeoisie protestante et la petite minorité de catholiques modérés qui ont dirigé le département sous le régime censitaire forment un parti conservateur moyen, sans influence sur le suffrage universel. La masse des protestants rouges s'oppose à la masse des catholiques légitimistes. Ceux-ci, beaucoup plus nombreux, sont les maîtres depuis 1848.

Le coup d'État est blâmé par les légitimistes intransigeants ; leur journal, la *Gazette du Bas-Languedoc*, est suspendu. Mais l'insurrection républicaine assure au gouvernement l'appui de la masse des catholiques légitimistes. Au plébiscite, dans l'ensemble, les catholiques votent oui, les protestants votent non ou s'abstiennent. Pour les élections, le préfet Bourdon propose d'abord de créer une circonscription de majorité protestante, en réunissant le Vigan et Alais dont trois cantons catholiques seraient rattachés à Uzès. Le gouvernement l'approuve. Mais les légitimistes protestent vivement. Celui de leurs chefs qui, depuis le coup d'État appuie le plus énergiquement le gouvernement, le marquis de Calvières, dont le père avait en 1815 soulevé les paysans du Gard contre Napoléon I^{er}, et dirigé la Terreur

(1) F^{1a} 353-361 ; F^{1c} III Gard 5 ; BB²⁰ 395 ; F¹⁹ 2.504, Plantier ; 2.804, d'Alzon ; 5.835, d'Alzon ; F¹⁷ 9.986 ; F¹⁸ 297. Voir bibliographie : épiscopat, Cart, Plantier. .

blanche, obtient que le découpage donne à toutes les circonscriptions une majorité catholique (1). Il incite le gouvernement à s'appuyer, non sur le parti moyen trop peu nombreux et uni aux rouges par « la confraternité religieuse », mais sur la majorité légitimiste. « Il ne faut pas cependant lui demander plus qu'elle ne peut donner, plus que son honneur et sa conscience lui permettent d'offrir, il ne faut pas en attendre de dévouement personnel, mais un concours raisonné et sincère pour tous les actes propres à rétablir les idées religieuses, le respect de l'ordre, de la famille, de la propriété, de l'autorité. Dans cette mesure, et sauvegardant leur principe qui peut, dans de nouvelles épreuves devenir le port de salut de la France, les catholiques du Gard seront le plus ferme soutien de l'ordre et de la société (2). » Calvières, désigné comme candidat officiel pour Alais-le Vigan, déclare publiquement qu'il reste légitimiste. A Nîmes, l'administration appuie un légitimiste modéré, Curnier, neveu de Sibour. A Uzès, Cotton, maire de Bagnols, homme de confiance de Maupas, qui le nomme inspecteur spécial de la police générale, décide le gouvernement à appuyer le général Teste, frère du ministre de Louis-Philippe, mais non compromis dans le scandale, catholique, mais hostile aux légitimistes et accepté par les protestants et libéraux de toutes nuances. Le duc d'Uzès se présente contre lui. Au dernier moment, le préfet abandonne la candidature du général Teste (3) pour soutenir celle du duc d'Uzès. Les trois légitimistes triomphent ainsi avec l'appui de l'administration.

Cet accord ne dure d'ailleurs pas. Dès août 1852, un nouveau préfet, Dulimbert, fait battre le duc d'Uzès aux élections cantonales. Calvières démissionne au rétablissement de l'Empire, et il est remplacé par un légitimiste rallié (février 1853). Le plébiscite de 1852 où le nombre des oui est de 88.000, au lieu de 70.000 en 1851, renforce l'administration.

L'évêque, Cart, donne son concours à l'administration, mais il refuse la croix, pour ménager les légitimistes. Ceux-ci dirigent en effet les associations religieuses et les sociétés de secours

(1) Elle fut obtenue dans la circonscription du Vigan-Alais, en rattachant à Uzès, non pas trois cantons catholiques d'Alais, comme il avait été prévu, mais un canton catholique, Barjac, et deux cantons protestants, Lédignan et Vézénobres. Un « erratum » fut publié dans le *Moniteur* du 7 février (F¹⁶ III Gard 5.)

(2) Note du marquis de Calvières. (15 janvier 1852), F¹⁶ III Gard 5).

(3) Il la disait compromise par l'attitude de son neveu, Charles Teste, qui avait été mêlé au scandale. Il eut surtout peur des légitimistes qui auraient pu, par représailles combattre Curnier à Nîmes.

mutuels organisées en confréries religieuses, qui sont très nombreuses à Nîmes. Cart a pour vicaire général un prêtre d'une famille noble du Gard, d'Alzon, légitimiste, très ultramontain, fondateur de la congrégation des Augustins de l'Assomption qui dirige à Nîmes un important collège. Ennemi ardent de l'Université, d'Alzon est membre du Conseil supérieur de l'Instruction Publique, mais il n'est pas renommé en 1853.

En 1855, à la mort de Cart, Dulimbert demande un évêque conciliant et ouvertement impérialiste. Le gouvernement nomme un lyonnais gallican, Plantier. Plantier n'ose pas se débarrasser de d'Alzon, élu vicaire capitulaire pendant la vacance, et, malgré ses répugnances et celles du gouvernement il le garde comme vicaire général (1). Il publie un mandement enthousiaste à la naissance du prince impérial, mais s'excuse auprès des légitimistes d'une phrase qui les avait blessés (2). Il assiste au baptême, accepte la croix en 1857, plaide auprès du pape en 1858 la cause des facultés de théologie et celle des gallicans. Mais, peu à peu, il tombe sous l'influence de son entourage légitimiste et ultramontain.

En 1857, l'administration fait élire un protestant au Vigan et des bonapartistes à Nîmes et à Uzès, où le duc d'Uzès ne se représente pas. Elle partage les annonces judiciaires entre les deux journaux de Nîmes, le *Courrier du Gard*, protestant, et l'*Opinion du Midi*, catholique, bien que le premier soit de tendances orléanistes, et que le second soit légitimiste (3). Elle réussit à établir entre les deux religions une sorte d'équilibre.

Montpellier (4). — Le clergé est moins influent, et l'antagonisme des cultes est moins vif dans l'Hérault que dans le Gard. L'enseignement congréganiste y est moins répandu. L'évêque est un gallican, Thibault, qui a été publiquement blâmé par Pie IX, et dont l'autorité n'est pas incontestée.

En décembre 1851, le clergé donne tout son concours au gouvernement. Les légitimistes dirigent au profit de leur parti

(1) F¹⁰ 2.804.

(2) La naissance du prince impérial était un bienfait accordé à l'empereur, en récompense des services qu'il avait rendus à l'Église par « celui dont le souffle féconde ou dessèche les tiges royales... » On vit dans cette phrase une allusion au comte de Chambord, qui n'avait pas d'enfants (Claston).

(3) L'*Opinion du Midi* était le nouveau nom de l'ancienne *Gazette du Bas Languedoc*. Elle fut frappée d'un avertissement le 29 août 1855 pour ses attaques contre les protestants. Par contre, les processions de la Fête-Dieu furent célébrées à Nîmes à partir de 1853.

(4) F¹⁰ II 99; BB³⁰ 380, 395; F¹⁰ 2.539, 6.253, 6.288; F¹⁷ 9.986; F⁷ 12.164 BB⁶ II, Dessauzet.

la répression, qui est atroce (1). Le gouvernement fait élire en 1852 trois catholiques, dont deux bonapartistes et un légitimiste rallié. Celui-ci meurt, et le préfet se brouille avec les légitimistes qu'il avait jusqu'alors favorisés. Leur chef, de Bonald, qui avait été nommé maire de Montpellier se présente contre le candidat officiel. Il est écrasé, et l'administration le remplace à la mairie par un protestant, Pagézy. Le clergé et surtout les associations et confréries religieuses de Montpellier continuent à subir l'influence des légitimistes. C'est grâce à leur appui que les Carmes déchaussés développent leur établissement de Montpellier et que les Jésuites s'y établissent malgré l'opposition de Thibault ; il les empêche du moins d'ouvrir un collège.

Rodez (2). — Le clergé est très puissant et très nombreux dans l'Aveyron qui fournit en outre un grand nombre de prêtres, dont plusieurs évêques, au reste de la France, et aux missions. Il y a des protestants dans les arrondissements de Millau et de Saint-Affrique, mais ils sont peu nombreux et peu influents.

Les légitimistes, soutenus par l'évêque Croizier, et par le clergé, qui lit leur journal, l'Écho de l'Aveyron, dominent le département depuis 1848. Le clergé donne son concours au gouvernement dans le plébiscite de 1851, et dans les élections de 1852 où les chefs légitimistes, de Bonald et Clausel de Coussergues, renoncent à se présenter. Mais au plébiscite de 1852 Croizier s'abstient. « Beaucoup de membres du clergé ont secondé les vues de l'administration, surtout dans les campagnes... écrit le préfet le 16 décembre (3), Cependant ... leur concours ... a été beaucoup moins général, beaucoup moins significatif que précédemment. » Pourtant le nombre des oui augmente.

L'administration subit l'influence d'un conseiller de préfecture, de Barrau, favorable aux légitimistes et au clergé. Les écoles congréganistes se multiplient. Le collège d'Espalion, après celui de Saint-Geniès, est cédé à l'évêque. Les Jésuites dirigent depuis 1850 celui de Saint-Affrique. Ils demandent l'autorisation de faire une loterie pour accroître leurs ressources. Elle leur est refusée par Maupas malgré l'avis favorable de l'auto-

(1) F¹⁰ II 99 ; F¹⁰ III Hérault 9 ; 7 septembre 1853 ; BB⁶ II Dessauvret, 7 septembre 1858, de la Baume à de Royer.

(2) F¹⁰¹ Mouzard Sencier ; F¹⁰ II 98 ; F⁷ 3.480 ; F¹⁰ 2.570, Croizier, 2.499, Boutonnet, 5.853 ; F²⁷ 6.222. F. de Barrau : *Galerie des préfets de l'Aveyron* (t. IV et V, Rodez, 1905-07, in-12). Sarcey : *Journal de jeunesse*.

(3) F¹⁰ III Aveyron 7.

rité locale. Ils sont d'ailleurs mal vus de Croizier qui est de tendances gallicanes.

En novembre 1853, un nouveau préfet, Mouzard Sencier, est nommé. Il rompt nettement avec les légitimistes, et s'affranchit du clergé. Il révoque de Barrau. Trouvant l'organe de la préfecture, le *Journal de l'Aveyron*, trop clérical, il crée un autre journal. Il surveille la Société de Saint-Vincent de Paul (1). Il se plaint de Croizier, qui évite de nommer l'empereur dans ses mandements. A sa mort, il réclame un évêque ouvertement dévoué. Le gouvernement nomme le vicaire général de l'aumônerie impériale, Delalle, qui écarte la plupart des collaborateurs légitimistes de Croizier (2) et manifeste publiquement son dévouement à l'Empire. Mais en 1857 un député catholique de Nîmes, Baragnon, devient préfet de l'Aveyron et rétablit l'alliance de l'administration et du parti clérical.

Albi (3). — Le clergé est influent dans le Tarn ; il y est très nombreux ; chaque commune forme plusieurs paroisses qui se disputent les subventions municipales, ce qui suscite des difficultés administratives. Le préfet estime que dans aucun autre département, « il ne se construit ou ne se répare un plus grand nombre d'églises ; c'est le soin principal des conseils municipaux des communes rurales (4) ». L'arrondissement montagneux de Castres est celui où le clergé est le plus influent. Comme les protestants y sont nombreux, les questions religieuses y jouent un rôle important. Les deux petits séminaires, la pension Saint-Louis-de-Gonzague à Albi, le collège des Maristes de Cordes, et surtout celui des Dominicains de Sorèze font une rude concurrence aux collèges communaux de Gaillac, d'Albi et de Castres. Celui-ci seul est prospère, grâce à la clientèle des protestants.

Le clergé, allié aux légitimistes contre un parti rouge très fort, se rallie au nouveau régime sous la direction d'un archevêque conciliant, Jerphanion. Il vote pour les candidats officiels, dont deux lui sont d'ailleurs dévoués. Mais les professeurs du grand séminaire, et ceux de la pension Saint Louis de

(1) Une note de la direction générale de la sûreté publique justifie Sencier : « L'association de Saint-Vincent de Paul est, à Rodez comme partout, un foyer d'opposition légitimiste. » F¹⁰ 1, Mouzard Sencier.

(2) Il en garda un cependant, contre l'avis de Sencier (F¹⁰ 5.853, Sabathier, F¹⁰ III Aveyron 7).

(3) F¹⁰ 3.481 ; BB¹⁰ 388 ; BB¹⁰ 157 A2 9.742 ; F¹⁰ 2.484, 6.253.

(4) F¹⁰ III Tarn 7 ; 9 avril 1855.

Gonzague, sont soupçonnés d'avoir voté contre le rétablissement de l'Empire. C'est un chanoine qui dirige le journal légitimiste d'Albi, le *Conciliateur du Tarn*, que l'administration frappe de deux avertissements en octobre 1853, et qui disparaît. Le clergé continue à subir l'influence des légitimistes, mais il donne son concours à l'administration.

Dans l'arrondissement mixte de Castres, quelques élections municipales et cantonales mettent aux prises catholiques et protestants (1). En 1858, plusieurs prêtres et laïques détournent de leurs familles deux jeunes protestants et les convertissent au catholicisme. Cinq des coupables, dont un prêtre sont arrêtés. Mais les deux enfants étant rendus à leurs parents, le gouvernement, ne voulant pas donner de retentissement à l'affaire, la termine par un non-lieu, en laissant à l'archevêque le soin de punir les prêtres compromis. Le procureur général de Toulouse estime que l'intervention de la justice, même sans condamnation, produira un bon effet « dans un pays où des actes de même nature paraissent s'être souvent renouvelés (2) ».

Montauban (3). — L'influence du clergé dans les campagnes du Tarn-et-Garonne est assez grande ; il y est très nombreux et tente de diriger les communes, Mais le grand rôle que jouent les questions religieuses dans le département vient de la présence à Montauban de cinq mille protestants, ardents, influents, et groupés autour de leur faculté de théologie. L'évêque Doney, ultramontain, intransigeant, et de caractère difficile, les combat âprement. Les légitimistes, qui dirigent à Montauban un grand nombre d'associations charitables et de sociétés de secours mutuels se groupent autour de Doney. Il est d'ailleurs peu aimé de son clergé qui le trouve trop sévère. Il a confié son petit séminaire aux Jésuites, qui sont influents.

Après le coup d'État, le préfet, Dufay de Lauraguet, s'appuie sur les légitimistes et le clergé. Le candidat officiel élu à Montauban est Janvier de La Motte, « homme du clergé par-dessus tout ». (4) Mais un nouveau préfet, Chambaron, et surtout son successeur Levasseur dont la femme est protestante, ont de fréquents conflits avec Doney. Ses relations avec le gouverne-

(1) F¹⁰ III Tarn 7 ; rapport du sous-préfet de Castres, 7 juillet 1858 ; BB¹⁸ 1.543, rapport du procureur général de Toulouse, 25 août 1855.

(2) BB¹⁸ 1.578, 13 juin 1858 ; F¹⁰ III Tarn 7 ; 12 juillet 1858.

(3) F¹⁰ II 102 ; BB³⁰ 388 ; BB¹⁸ 1.513 A2 5.869 ; 1.552 A2 6.810 F¹² 2.528 5.826, 5.827, 6.253, 6.288 ; F¹² 9.986, 11.665.

(4) F¹⁰ III Tarn-et-Garonne (10 juillet 1854).

ment deviennent difficiles (1). Il se plaint du recteur de Montauban, et obtient qu'il soit remplacé par un inspecteur d'académie cléricale, Marty. La proclamation du dogme de l'Immaculée Conception accentue l'antagonisme des deux cultes. Doney la fête par une procession que l'administration tolère ; mais elle interdit l'érection d'une statue de la Vierge sur une place publique. Les légitimistes et le clergé font alors élire conseiller général de Montauban le président de la Société de Saint-Vincent de Paul contre le candidat officiel protestant.

Un nouveau préfet, Launay Le Provost, continue la lutte, et obtient la mise à la retraite de l'inspecteur d'académie, Marty, qui favorisait les instituteurs congréganistes. Doney se plaint vivement de l'hostilité de l'administration dans son mandement sur la naissance du prince impérial, qui fait scandale. Il tente vainement de s'appuyer sur le conseil général contre le préfet ; il multiplie, dans ses mandements, les attaques contre les protestants. L'administration de Montauban est rendue très difficile par les luttes confessionnelles, et plusieurs crises municipales se produisent. Le préfet se plaint de « la guerre ouvertement déclarée à l'enseignement de l'État, à l'enseignement laïque », et du « fanatisme cléricale ». « Ou subir ses envahissements et sa domination *en plaçant l'Église*, comme l'écrivit l'évêque, *au-dessus de tous les autres intérêts*, ou subir ses haines et ses rancunes, telle est... l'alternative où nous sommes (2). » Enfin, un nouveau préfet, Lorette, (1857-1860) réussit à rétablir des relations courtoises avec Doney, sans sacrifier les protestants (3).

X. — Le Sud-Ouest

Le clergé, en général, ne joue pas de rôle politique dans le Sud-Ouest. Sauf à Toulouse, le parti légitimiste qui a ses sympathies n'est pas assez fort pour agir seul. Les conservateurs se groupent autour de l'administration qui est toute puissante. Le parti républicain étant écrasé, la vie politique est presque éteinte. Le clergé a de l'influence dans les Pyrénées et dans les Landes, mais il en use surtout pour améliorer sa situation matérielle et pour

(1) Voir p. 98.

(2) F¹⁶ III Tarn-et-Garonne 5, 9 avril 1856.

(3) Aux élections de 1857, Janvier de La Motte fut réélu, avec l'appui de l'administration, mais, dans la ville de Montauban, il n'obtint que 1.625 voix contre 1.647 au républicain protestant.

diriger les communes. Les difficultés qu'il suscite à l'administration dans l'Ariège et dans les Hautes-Pyrénées n'ont trait qu'à des affaires locales (1).

Dans les plaines, le clergé a peu d'influence sur le peuple, mais l'administration et les classes riches l'appuient par crainte des rouges. « Je ne crois pas que le véritable esprit religieux... fasse beaucoup de progrès et pénètre profondément dans les masses, écrit le recteur de Bordeaux (2). Mais à défaut de ce bien réel, il y a une tendance bien prononcée de la part de toutes les autorités locales et de la plupart des hauts fonctionnaires à favoriser tout ce que tente le clergé, quelle qu'en soit la forme, pour multiplier ses moyens d'action et étendre son pouvoir. L'éducation de l'enfance et de la jeunesse est dans ce sens un des principaux buts de ses efforts ». L'enseignement secondaire ecclésiastique est prospère, mais les instituteurs congréganistes restent assez peu nombreux. Les congrégations se développent beaucoup dans les villes grâce à la clientèle des classes riches. Partout, le clergé se recrute assez facilement.

Carcassonne (3). — Le clergé et les légitimistes ont peu d'influence, sauf dans les montagnes de l'arrondissement de Limoux. Sous la direction d'un évêque intelligent et ambitieux, de Bonnechose, le clergé se rallie à l'Empire et donne son concours à l'administration. La Bouillerie, nommé en 1855, suit la même politique, malgré ses origines légitimistes.

Perpignan (4). — Le clergé « peu instruit, et de mœurs par trop espagnoles (5) » est très influent dans les montagnes ; il se recrute en grande partie en Cerdagne. « Les choses changent assez généralement dans la plaine. Les devoirs religieux sont presque complètement négligés par les hommes... Le curé n'est plus le conseiller naturel dans toutes les affaires, le pasteur vénéré d'un troupeau respectueux et docile. La guerre éclate souvent entre la commune et lui ; il est l'objet d'attaques passionnées, bien heureux quand on se borne à le chansonner (6) ». Les habitants de la plaine avaient été gagnés par la propagande républi-

(1) Sur le diocèse de Pamiers, voir chap. V, § 4 ; sur le diocèse de Tarbes, voir chap. XI, § 3.

(2) F¹⁷ 9.986, 10 août 1858.

(3) BB¹⁹ 1.542 A2 5.746 ; F¹⁹ 2.572, Bonnechose ; 2.506, La Bouillerie ; 5.800. Voir bibliographie : épiscopat, Bonnechose, La Bouillerie.

(4) BB¹⁸ 1.539 ; F¹⁹ 2.560, Gerbet ; 2.554, Galtier ; 5.845 ; F¹⁷ 9.986.

(5) F¹⁰ III Pyrénées-Orientales 5 ; 3 juillet 1854.

(6) F¹⁷ 9.986, 13 juillet 1858, rapport de l'inspecteur d'académie.

caine, mais « en haine des légitimistes, ils se sont presque tous ralliés au gouvernement impérial (1) ».

Le vieil évêque de Perpignan, de Saunhac, est légitimiste comme la plupart de ses prêtres, mais il ne fait pas d'opposition. Après sa mort (1853), son successeur Gerbet, ultramontain impérialiste, aide l'administration à soustraire le clergé à l'influence légitimiste. Il introduit dans le diocèse l'Univers, qui n'y comptait aucun abonné et engage ses prêtres à le lire, au lieu de la Gazette de France, légitimiste et gallicane. Des condamnations, d'ailleurs très légères, qui frappent deux desservants en 1855 (2), l'hostilité du sous-préfet et du procureur impérial de Prades contre le vicaire général Chérueil (3), suscitent quelques difficultés entre Gerbet et l'administration. Mais il obtient satisfaction avec l'appui du préfet (4).

Toulouse (5). — Le clergé est assez influent dans la Haute-Garonne. Toulouse, surtout, « véritable capitale du légitimisme dans le Midi (6) » est un centre d'action cléricale. « ... Il y a ici plus qu'ailleurs des traditions invétérées de patronage entre les familles dites patriciennes et le clergé. C'est chez elles qu'il trouve argent, appui, accueil. Il ne se fait rien non plus dans ces familles sans que le directeur de conscience soit consulté ou employé. Les mariages, les testaments, les affaires, tout est soumis à un examen, à un contrôle religieux, et ensuite soutenu par l'influence religieuse. Il y a eu à Toulouse, (c'est un fait judiciairement constaté) un conseil d'ecclésiastiques casuites où l'on consultait sur la quotité des legs à faire, etc. Il n'est presque pas une affaire civile ou criminelle où nous n'apercevions la trace de l'action ecclésiastique, mise au service des familles aristocratiques, ou secondée par elles (7). » Les Jésuites ont à Toulouse un noviciat et un collège où l'aristocratie fait élever ses enfants.

(1) F¹⁰ III Pyrénées-Orientales 5 ; 15 juillet 1853.

(2) L'un pour détention d'armes destinées aux carlistes espagnols, l'autre pour des propos alarmistes tenus à des conscrits. (F¹⁰ 5.845 Matillo, Respaut ; BB¹⁰ 1.539 ; F¹⁰ III Pyrénées-Orientales 5 ; 14 avril 1855.)

(3) Chérueil était le principal collaborateur de Gerbet qui avait retiré les fonctions de vicaire général à Galtier, tout puissant sous son prédécesseur. Galtier fut nommé évêque de Pamiers en 1856.

(4) Le sous-préfet de Prades fut mis en non-activité. Le procureur impérial démentit les propos qu'on lui avait prêtés.

(5) F¹ 3.481 ; BB³⁰ 388, 416 P 1.291 ; F¹⁰ 2.554 Belaval ; 2.587 Mioland ; 5.867 ; 6.288 ; F¹⁷ 9.986. Desgeorge : *Vie de Mgr Mioland*. Bèzy : *Les conférences de Lacordaire à Toulouse*. (Quinzaine, 1906, t. LXXII.)

(6) F¹⁰ 6.288, 17 février 1853.

(7) BB³⁰ 388 ; rapport du procureur général sur le premier semestre de 1856.

Depuis 1852, Toulouse est le chef lieu d'une province de leur ordre, détachée de celle de Lyon. Ils y sont très influents. Les légitimistes ont un journal important, la Gazette du Languedoc ; ils dirigent la Société de Saint-Vincent de Paul, et surtout la société de secours mutuels dite de Saint-François-Xavier, qui groupe deux mille ouvriers dont le dévouement à la monarchie légitime est d'ailleurs au moins douteux. Les légitimistes, qui ont peu d'influence sur le clergé des campagnes dominant celui de Toulouse. La plupart des chanoines et l'un des vicaires généraux, de Pons, leur sont favorables. L'archevêque, Mioland, « excellent prêtre, cœur sans énergie, tout à fait impropre au commandement (1) » subit tantôt leur influence, tantôt celle de l'autre vicaire général, Belaval, qui est dévoué au gouvernement.

Le clergé, en général, accueille favorablement le coup d'État. L'aristocratie toulousaine applaudit en 1854 les allusions hostiles à l'Empire des sermons de Lacordaire. Le préfet se juge désarmé. « L'archevêque n'aurait pas, je crois, le courage d'arrêter son prédicateur (2) . » En 1857, le préfet constate que le *Domine salvum* est très mal chanté ; il obtient sur ce point le concours de Mioland ; mais aux élections, le clergé de Toulouse s'abstient, et Mioland, dont le préfet avait sollicité le concours contre les républicains, s'absente. Peu après, la Gazette du Languedoc est supprimée.

Bayonne (3). — Le clergé est très puissant dans les Basses-Pyrénées, surtout dans le pays basque. Après le coup d'État, il se rallie au gouvernement ainsi que les légitimistes, qui, avec son appui dominaient le département (4). Le gouvernement les en laisse maîtres. O'Quin, qui dirige leur journal, le Mémorial des Basses-Pyrénées, se rallie après quelques hésitations et est élu à Pau comme candidat officiel. Les deux autres députés élus avec l'appui de l'administration sont également cléricaux. Tous trois votent en 1854 contre la loi sur l'instruction publique. L'évêque Lacroix est effacé et modéré, mais le clergé est autoritaire et envahissant. Le collège d'Orthez lui a été cédé. La municipalité de Bayonne ne veut pas fonder le collège qui y serait nécessaire. Les

(1) F¹² 2.554, lettre du premier président Piou à Rouland, 19 janvier 1857.

(2) BB¹² 1.531 ; en 1855 un autre prédicateur, Laroque fit un sermon légitimiste.

(3) F¹² II 101 ; F¹² 2.501, Lacroix, 5.784, 5.785, 6.253, 2.480 Hiraboure ; F¹² 6.225, 9.986 ; F¹² 297 ; voir bibliographie : catholiques, laïques, Chesnelong, Houtin. *Épiscopes et diocèses*, deuxième série.

(4) Un de leurs chefs, Rességuier, fut élu conseiller général sans être combattu par l'administration et prêta serment. Bien qu'il ne se fût pas rallié, il fut blâmé par le comte de Chambord. (Falloux : *Mémoires d'un royaliste*).

curés font confier aux congrégations les écoles publiques (1), et tentent de diriger les communes. Le préfet Laity, ancien compagnon de Napoléon III dans la tentative de Strasbourg, se plaint « de ce débordement de la puissance cléricale (2) ». Son successeur, Pron s'en inquiète moins, et a de bons rapports avec le clergé.

Aire (3). — Le clergé des Landes a de l'influence, non sur les propriétaires fonciers, qui sont irréguliers, mais sur les paysans, et il en use surtout pour améliorer sa situation temporelle. « Jamais je n'en ai rencontré d'aussi envahissant et d'aussi entreprenant, écrit le 5 juillet 1858 le préfet, d'Auribeau, ... Les curés, sauf de bien rares exceptions, ne se contentent pas d'avoir la plus belle maison du village avec des appartements pour leurs amis et connaissances, des écuries, des remises, des dépendances, des basses-cours, un vaste jardin, une prairie pour le foin du cheval, un champ pour les céréales et quelquefois un métayer pour faire valoir tout cela, il lui faut encore prélever sur les habitants... une dîme qui s'élève en moyenne à 1 fr. 25 par tête baptisée, payée soit en argent soit en nature (4), et malheur à la commune qui voudrait se soustraire à ces obligations. On la laisserait trois ans sans prêtre, comme celà a lieu pour trois ou quatre communes du département. Malheur à elle si l'église ne plaît pas au curé. Fût-elle convenable, suffisante, l'église, si on n'y fait des réparations, sera interdite et la commune privée du culte (5). » Les curés attaquent souvent les instituteurs et les institutrices laïques, Le grand séminaire est dirigé par les Jésuites qui sont influents.

Le clergé, bien que légitimiste, est rallié au gouvernement. L'évêque, Lanneluc, (1849-56) très âgé et légitimiste, puis son successeur Hiraboure (1856-59), dévoué, mais mauvais administrateur, tolèrent ou encouragent les empiètements de leur clergé. Le collège d'Aire, puis celui de Dax en 1855 sont cédés à des prêtres. En 1859, d'Auribeau empêche à grand peine la municipalité de Saint-Sever de céder le sien, qui végète, à l'évêque. Il obtient que celui de Mont-de-Marsan soit transformé en lycée. Il défend contre les curés les finances et l'indépendance des communes.

(1) F¹⁹ 5.784, Cazaux.

(2) F¹⁰ III Basses-Pyrénées 7, 9 avril 1855.

(3) BB²⁸ 1.543 A2 5.809 ; F¹⁹ 2.480, 6.253.

(4) F¹⁹ 4.399.

(5) F¹⁰ III Landes 7.

Auch (1). — Le clergé, d'ailleurs peu influent, se rallie au gouvernement par crainte des rouges, qui se sont insurgés en décembre 1851. Il prend une part croissante à l'enseignement primaire et secondaire. Le vieil archevêque, La Croix d'Azolette, démissionne en 1856, et Salinis, tout dévoué au gouvernement impérial, lui succède.

Agen (2). — Le clergé, peu influent, et dirigé par un évêque conciliant, Levezou de Vesins, donne son concours à l'administration. Au début de 1857 cependant, des associations religieuses qui s'occupent de politique sont dissoutes par le préfet.

Périgueux (3). — Le clergé, peu influent, est dirigé par un évêque ultramontain intransigeant et peu dévoué à l'Empire, George Massonais. Il en résulte quelques difficultés administratives. L'enseignement primaire congréganiste est peu développé, mais les Jésuites dirigent le petit séminaire de Sarlat.

Bordeaux (4). — Le clergé, peu influent, est dirigé par Donnet, nommé cardinal en 1852, très conciliant et très gouvernemental. Le parti légitimiste a un journal, la Guyenne, mais il est très faible. Le peuple est peu favorable aux instituteurs congréganistes, mais à Bordeaux, les ordres religieux se développent rapidement. « Ce développement démesuré d'associations qui consomment, absorbent, retiennent, et produisent peu, fait sur l'opinion publique un assez mauvais effet... On se demande à quelles limites les choses s'arrêteront et l'on se préoccupe de voir les richesses considérables qui chaque jour tombent en main-morte. Les procédés mêmes par lesquels on les attire ne contribuent pas peu à cette impression de l'opinion publique (5). » Le collège des Jésuites, notamment, est très prospère.

XI. — *Les Charentes*

Les Charentes forment une région à part, irréligieuse et anticléricale. Le clergé y est très peu nombreux et s'y recrute mal. Les instituteurs congréganistes sont très peu nombreux et impopulaires. La présence de minorités protestantes ne renforce

(1) BB³⁰ 370 ; BB¹⁸ 1.529 A2 4.331 ; F¹⁹ 2.494. Ladoue : *Vie de Mgr de Salinis*

(2) F¹⁸ 2.479, 6.253, 5.605 (février, avril 1857).

(3) F¹⁹ 2.559, 2.506, Donnet (8 avril 1856), 6.288 ; F¹⁷ 9.986. Voir bibliographie : épiscopat, George Massonais. *Mémoires* de Viel Castel: 14 juillet 1855.

(4) BB³⁰ 374 ; BB¹⁸ 1.539 A2 5.397 ; F¹⁹ 2.506, 5.793, 5.794, 6.288, F¹⁷ 6.225, 7.078, 9.986. Combes : *Histoire du cardinal Donnet*.

(5) BB³⁰ 374 ; deuxième semestre 1857.

nullement le sentiment religieux des catholiques. Un peu moins apparente dans les années qui suivent le coup d'État, l'irréligion populaire redevient bientôt évidente. « L'indifférence pour le christianisme est complète... L'impiété s'y montre trop souvent à découvert. Beaucoup d'enfants n'y reçoivent pas le baptême. Le mariage civil reste fréquemment sans la sanction religieuse... Pour les paysans, le prêtre est inutile. Il les gêne et leur coûte. Ils lui ont toujours reproché le si faible casuel qu'un traitement insuffisant rend indispensable aux pauvres desservants (1). » La bourgeoisie est un peu moins irréligieuse. Il n'y a pas de noblesse. La population est presque unanimement dévouée à l'Empire.

Angoulême (2). — L'évêque, Cousseau, tente de réformer un clergé médiocre et en partie étranger au diocèse. Une association pour le repos dominical se forme à Angoulême et demande comme en Gironde et en Dordogne que les foires ne se tiennent plus le dimanche (3). Cousseau se dit « le plus malheureux des évêques de France, qui voit ses enfants périr par milliers sans secours d'aucune espèce, sans clergé suffisant, sans aide de la puissance publique pour guérir des plaies de cinquante ans, qui voit de grandes paroisses sans prêtres depuis le Concordat, où il n'y a plus trace de christianisme, où le baptême lui-même est abandonné (4) ». « L'administration éprouve les plus grandes difficultés à faire entretenir et réparer les édifices destinés au culte. La plupart d'entre eux, églises et presbytères, sont dans un état déplorable (5). » Certaines municipalités démissionnent plutôt que de faire pour les édifices paroissiaux les dépenses que le préfet veut leur imposer. Il n'y a dans le diocèse pas d'autre école secondaire ecclésiastique que le petit séminaire de Richemont. Cousseau et son entourage sont légitimistes. Le clergé est en général favorable au gouvernement, mais il n'a aucune influence.

La Rochelle (6). — La Charente-Inférieure est un peu moins irréligieuse que la Charente. On y compte quatre écoles secondaires ecclésiastiques. Le clergé s'y recrute moins difficilement,

(1) F¹⁷ 9.986, Poitiers, 10 mai 1858.

(2) F¹⁸ 2.491, Cousseau, 6.176, Cousseau, 2.588, Fruchaud, 5.539; F¹⁷ 9.986, BB¹⁸ 1.563 A2 8.089. *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau.*

(3) Voir p. 65

(4) F¹⁸ 5.539, 22 décembre 1856, Cousseau à Rouland.

(5) F¹⁸ III Charente 9, 5 juillet 1854.

(6) BB³⁰ 385; F¹⁸ 2.565; F¹⁷ 9.986.

mais il n'a pas d'influence. L'évêque Villecourt, ultramontain, intransigeant vis-à-vis des protestants est nommé cardinal de curie en 1855. Son successeur Landriot, très dévoué au gouvernement, libéral, tolérant et conciliant, réussit bien dans ce département mixte peu religieux et napoléonien. En 1853 et 1857, l'administration fait élire à Saint-Jean-d'Angély un « catholique avant tout », Anatole Lemer cier, dont les opinions religieuses ne correspondent en rien à celles de ses électeurs.

XII. — *Le Sud-Est*

Le Sud-Est comprend deux régions différentes. Le Dauphiné est un pays démocratique où le parti légitimiste existe à peine et où le clergé a peu d'influence politique.

La Drôme et la Provence sont divisées en rouges et blancs. Le gouvernement n'y a pas de partisans dévoués ; ayant écrasé les rouges qui se sont insurgés en décembre 1851, il se trouve amené à s'appuyer sur les blancs. Le clergé reste attaché aux légitimistes, mais, comme la plupart d'entre eux, il donne son concours à l'administration. Il profite de la défaite des républicains pour accroître son influence. Avec l'appui des maires, souvent légitimistes, il s'emploie à faire confier les écoles aux congrégations, surtout dans les riches communes des plaines. Il y met plus d'ardeur et y parvient mieux qu'en aucune autre région de France. Les recteurs d'Aix et de Grenoble s'en inquiètent ; les préfets se divisent ; les uns, toujours préoccupés du danger révolutionnaire, favorisent les frères, les instituteurs laïques et ceux qui les défendent étant suspects de républicanisme ; les autres, ayant ramené à une entière docilité les instituteurs laïques, sont enclins à défendre en eux des agents soumis et utiles. L'enseignement secondaire est aussi en grande partie entre les mains du clergé et des congrégations. Celles-ci sont très nombreuses et très influentes en Provence. Par l'enseignement, par la prédication et la confession, par la direction des œuvres, elles dirigent la société catholique. Le clergé séculier, qui les jalouse, est réduit à une situation subalterne. Les évêques, qu'ils leur soient ou non favorables, n'ont pas d'autorité sur elles. L'administration s'en méfie.

Au reste, pour importantes que soient en Provence les questions religieuses, elles y sont primées par les questions politiques. La Provence s'oppose à cet égard aux régions voisines de la rive

droite du Rhône, qui sont également divisées en blanches et rouges, mais où les questions confessionnelles dominent toute la vie publique. Le gouvernement impérial ne prend pas racine dans cette région. Ses agents s'y trouvent dans une situation délicate. La plupart maintiennent l'alliance avec les blanches, mais certains la trouvent désavantageuse et impopulaire. Les rouges, d'autre part, restent nombreux et ne se rallient pas : « Il y a dans le moindre village, écrit le recteur d'Aix, un garnement un peu lettré, ennemi du maire et du curé... qui est le centre et le conseil des opposants (1). »

Grenoble (2). — Le clergé de l'Isère est bien composé, instruit et respecté ; mais le préfet constate que « son influence y est très restreinte. Démocratie et napoléonisme n'y font à peu près qu'un, et la démocratie napoléonienne, quoiqu'à un degré moindre que l'autre, n'y voit d'un bon œil ni le noble ni le prêtre. J'entends bien souvent, à la ville comme à la campagne, les amis les plus enthousiastes de l'empereur dire que l'on cède trop aux vœux du clergé, que son esprit de domination lui revient et qu'il n'est pas assez maintenu chez lui (3) ». Les prêtres des campagnes dans leur grande majorité ne heurtent pas ces sentiments des populations. Ils sont favorables à l'Empire, n'entrent pas en conflit avec les municipalités, et sont bienveillants pour les instituteurs laïques. Quelques-uns sont même républicains (4). Seuls quelques membres du haut clergé de Grenoble sont en relations avec la société légitimiste, qui est sans influence. L'évêque Ginouilhac est en bons rapports avec le gouvernement et l'administration, tout en restant assez réservé. Les congrégations sont nombreuses (Jésuites, Dominicains, Oblats), mais ne jouent pas de rôle politique. L'administration ne s'en inquiète pas ; elle est bienveillante pour les Chartreux. L'affaire de La Salette est, pendant cette période, la principale préoccupation du diocèse de Grenoble.

Gap (5). — Dans les Hautes-Alpes comme dans l'Isère, le clergé se recrute aisément (6), est instruit et considéré, mais il a peu d'influence. Dirigé par un évêque très dévoué au gouverne-

(1) F¹⁷ 9.986, août 1858.

(2) BB³⁰ 378 ; BB¹⁸ 1.555 A2 7.176 ; F¹⁰ 2.531, 5.813, 6.253 ; F¹⁷ 9.986 ; F¹⁰ II 100. Sur l'affaire de La Salette, voir chap. VIII, § 2, et chap. XI, § 1.

(3) F¹⁰ 5.813, 10 mai 1856.

(4) F¹⁰ 5.813, Konig et Laval.

(5) F¹⁰ II 98 ; BB³⁰ 403 P 625 ; F¹⁰ 2.524, 5.811 ; F¹⁷ 6.222, 9.986.

(6) Les Hautes-Alpes fournissent même des prêtres à la Drôme, qui en manque. F¹⁷ 9.986, 20 mai 1858.

ment, Dépery (1), il est favorable à l'Empire et ne crée pas de difficultés à l'administration. A part quelques instituteurs congréganistes, il n'y a pas de religieux dans ce département, qui est très pauvre.

Valence (2). — Dans la Drôme comme dans tous les pays mixtes, les questions religieuses jouent un rôle important. Après le coup d'État, le clergé donne tout son concours au gouvernement pour l'écrasement des républicains, très puissants dans le département, surtout dans les pays protestants. Il fait voter oui aux deux plébiscites bien que l'évêque Chatrouse s'abstienne au second. Il appuie aux élections de 1852 les trois candidats officiels, bien que l'un deux, Morin, soit protestant (3). En 1852, pour la première fois depuis trente ans, les fonctionnaires assistent à la Fête-Dieu. L'homme le plus influent du département, le député Monier de la Sizeranne, est très favorable au clergé.

Chatrouse ne fait pas d'opposition, mais il crée des difficultés à l'administration par son intransigeance et son mauvais caractère. Ayant vainement demandé que les protestants soient exclus du collège de Valence (4), il développe l'enseignement secondaire ecclésiastique. Les seuls établissements publics qui subsistent, sont le collège de Valence « qui est à peu près tombé » et celui de Romans, « dont le principal est un prêtre, et qui n'est néanmoins pas très prospère (5) ». Le préfet Ferlay s'inquiète surtout du nombre d'écoles primaires dont s'emparent les congrégations. A partir de 1857, il ne donne satisfaction aux municipalités qui demandent des instituteurs congréganistes que lorsque leur vœu lui paraît exprimer celui des populations. Il maintient les instituteurs laïques dans les communes où la municipalité ne s'est prononcée contre eux que sous la pression du clergé. Ferlay, bien que subissant l'influence cléricale de Monier de la Sizeranne, trouve que le clergé se rend impopulaire. « Les paysans, écrit-il, disent souvent : il faut que l'empereur se tienne en garde contre les nobles et les prêtres car ils pourraient bien le

(1) En 1852, il adressa une circulaire à ses prêtres en faveur du candidat officiel Faure. Celui-ci avait cependant une « réputation un peu voltairienne » et avait voté contre l'expédition de Rome. Il fut élu par 14.100 voix contre 4.986 au républicain, et 4.750 seulement au légitimiste, de Ventavon. (F¹⁶ II 98.)

(2) F¹⁹ 2.484, Lyonnet ; 2.652, Genthon ; 5.871. F¹⁷ 6.363, 9.110, 9.986.

(3) Morin avait d'ailleurs voté pour l'expédition de Rome. En 1857 quelques prêtres votèrent pour son concurrent, Montier qui n'eut que 2.283 voix contre 20.547.

(4) F¹⁷ 9.110. Voir page 143.

(5) F¹⁷ 6.363.

trahir comme ils trahirent son oncle (1) .» Mais en 1857, Chattrousse meurt, et son successeur Lyonnet, bonapartiste et conciliant, entretient de très bons rapports avec Ferlay. En 1857 il confie aux Jésuites ses séminaires, précédemment dirigés par les Oblats de Marie Immaculée, sans que le gouvernement paraisse s'inquiéter de cette mesure. En 1858 il déplace un desservant qui avait manifesté en chaire des sentiments légitimistes (2).

Digne (3). — Le clergé a une certaine influence, surtout dans les montagnes. Les curés des campagnes, bien que quelques-uns aient été républicains et que beaucoup soient de tendances légitimistes, appuient en général l'administration par crainte, des rouges. L'évêque Meirieu, légitimiste qui a eu des velléités républicaines, se rallie bientôt à l'Empire en cédant « à la pression exercée sur lui par son clergé autant qu'à la voix de sa conscience (4) ». Il a d'ailleurs peu d'autorité. Les Basses-Alpes, très pauvres, sont le seul département provençal où les congrégations soient peu nombreuses et peu influentes (5).

Fréjus (6). — Dans le Var « le peuple n'a pas de croyances ; les hommes ne remplissent généralement pas leurs devoirs religieux (7) ». Le clergé est rallié mais il se mêle trop des affaires municipales, ce qui suscite des conflits. Il s'insurge contre l'évêque Wicart, flamand autoritaire et cassant, qui doit quitter le diocèse en 1855. Son successeur, Jordany, n'a pas d'autorité. Toute l'influence du clergé lui vient de l'appui qu'il reçoit de l'administration et des légitimistes, à qui, par crainte des rouges, elle livre le conseil général et les municipalités (8). Administration et légitimistes aident le clergé à développer l'enseignement congréganiste.

(1) F¹⁰ III Drôme 8, 14 janvier 1857.

(2) F¹⁹ 5.871 Barruel ; voir p. 200. Un prêtre, conseiller général, Champavier fut incarcéré en mai 1857 pour subornation de témoins, et acquitté en juillet. Cet incident causa une vive émotion mais n'eut pas de suites. Champavier ne se représenta pas en 1858 ; (F¹⁹ 5.871, F¹⁰ III Drôme 8, 15 juillet 1857 ; BB¹⁸ 1.581, A3 3.)

(3) F¹² 362 5-6 ; F¹⁹ 2.519, 5.807.

(4) F¹⁰ III Basses-Alpes 6, 25 avril 1854.

(5) H. Fortoul, qui avait été représentant des Basses-Alpes y fit élire son frère, Fortuné, en 1852. Le préfet les trouvait tous deux trop enclins à ménager les rouges. (F¹² 3625-6.)

(6) F¹⁹ 2.527, Wicart, 6.177, Jordany. Couanier de Launay : *Vie de Mgr Wicart*.

(7) F¹⁰ III Var 7, 24 avril 1857.

(8) F¹⁷ 9.987, 15 mai 1861, rapport du recteur d'Aix : le préfet Mercier Lacombe (1853-1860) chercha d'abord à rester impartial « mais à peine arrivé dans le département, il voulut épouser une jeune personne appartenant à une famille très influente dans le parti légitimiste, qui dès lors obtint toutes les situations dans le Var. Les légitimistes ont toutes les mairies et sont les maîtres au conseil général ».

Avignon (1). — Les blancs dominaient dans le Vaucluse avant le coup d'État. Ils se rallient au nouveau régime, par crainte des républicains insurgés, et malgré le déplacement du préfet Malher, qui leur était favorable. Aux élections de 1852, un candidat légitimiste indépendant n'obtient qu'une faible minorité. Louis-Napoléon, au cours de son voyage dans le Midi, remet à des religieuses hospitalières d'Avignon des bâtiments militaires désaffectés, et l'archevêque Debelay prescrit, pour cet acte de « haute munificence », un salut solennel d'actions de grâces. Cependant, il reste réservé lors du rétablissement de l'Empire, et un certain nombre de prêtres s'abstiennent. Le préfet, Costa, se plaint de l'hostilité renaissante des légitimistes et de l'influence qu'ils exercent sur le clergé, tandis que parmi les rouges insurgés en 1851, « beaucoup... appartenaient à des familles persécutées en 1815 pour la cause impériale (2) ». Mais un nouveau préfet, nommé en 1853, Durand Saint-Amand, se rapproche des légitimistes, et surtout du clergé, dont il juge l'influence très grande et très utile à l'administration. Il obtient de Debelay des témoignages publics de dévouement à l'Empire, mais beaucoup de curés persistent à ne pas chanter le *Domine salvum*, et manifestent ouvertement leurs sentiments légitimistes.

Le clergé, avec l'appui de la préfecture, fait confier aux congrégations un grand nombre d'écoles primaires, et le Vaucluse devient, après la Loire, le département où elles ont relativement le plus d'élèves. En 1858, les frères organisent une émeute à Sérignan contre le conseil municipal qui veut leur retirer la direction de l'école. Trois d'entre eux sont condamnés, et ils perdent la direction de l'école publique, mais une souscription leur permet d'ouvrir une école libre (3). Les autres congrégations d'hommes sont très nombreuses et très influentes. Les Jésuites, surtout, ont un noviciat à Saint-Chamas, et, à Avignon, un grand collège où les légitimistes du Midi envoient leurs enfants. Le préfet et l'inspecteur d'académie y assistent parfois à la distribution des prix. Le lycée est peu prospère, bien que Debelay, plus modéré que son clergé, ne le combatte pas, et consente même en 1858 à y présider la distribution des prix. « Si Monseigneur nous était hostile, Avignon, et en général tout le Comtat déserterait le lycée (4). »

(1) BB³⁰ 395 ; BB¹⁸ 1.540 A2 5.510 ; F¹⁶ II 103 ; F¹⁰ 2.497, 5.783, 6.288, F¹⁷ 9.986.

(2) F¹⁶ III Vaucluse 6, 1^{er} janvier 1853.

(3) F¹⁷ 9.986, octobre 1858, janvier 1859 (Aix).

(4) F¹⁷ 9.986, 22 mars 1860 ; voir aussi F¹⁷ 9.987, 15 mai 1861.

Aix (1). — Le clergé, assez influent dans les arrondissements d'Aix et d'Arles, se rallie ainsi que la plupart des blancs. Il fait voter oui aux deux plébiscites, soutient en 1852 les candidats officiels, légitimistes ralliés qui sont élus sans concurrents. L'archevêque, Darcimoles, est dévoué au gouvernement mais il manque d'autorité (2). Son successeur, Chalandon (1857-73), est meilleur administrateur et donne son concours à l'autorité civile. Il s'efforce de soustraire le clergé à l'influence toujours forte des légitimistes. Par contre, il appuie des religieuses enseignantes qui refusent l'inspection universitaire. Dans tout le diocèse, bien que les instituteurs laïques soient parfois énergiquement soutenus par les populations, les congrégations conquièrent un grand nombre d'écoles primaires. Leurs progrès finissent par inquiéter le préfet, qui, vers 1859, tente de les ralentir.

Marseille (3). — Le clergé, et surtout les congrégations sont très influents à Marseille. On y compte vingt-deux congrégations de femmes et huit congrégations d'hommes non autorisées, notamment les Capucins, les Oblats de Marie Immaculée dont l'évêque de Marseille, Mazenod, est le supérieur et le fondateur, et pour qui il a une prédilection qui irrite le clergé, et surtout les Jésuites dont le supérieur Tissier, habile et actif, est à Marseille, en dépit de Mazenod, qui ne l'aime pas, le véritable chef du parti clérical. Il y dirige le cercle religieux qui comprend plusieurs centaines d'hommes, « riches ou du moins aisés, appartenant au commerce élevé de Marseille et à la classe des propriétaires (4) ». Des sociétés de secours mutuels groupant des employés et des ouvriers sont aussi sous son influence. Il y a en outre à Marseille plusieurs confréries de pénitents.

L'alliance entre les légitimistes et le clergé était étroite dans les Bouches-du-Rhône, mais Mazenod, bien que d'origine légitimiste, recommande publiquement de voter oui en décembre 1851. Le préfet, de Suleau, partisan de l'alliance avec les blancs (5), fait désigner en 1852 comme candidats officiels,

(1) F¹⁰ II 98 ; BB³⁰ 370 ; BB¹⁸ 1.561 A2 7.890 ; F¹⁰ 2.531, Ginouilhac (2 octobre 1852), 2.481 ; F¹⁷ 6.225, 6.136, 9.986 ; AB XIX 523 (1^{er} octobre 1852).

(2) Plusieurs prêtres, dont un vicaire général, donnent lieu, par leurs mœurs, à des scandales.

(3) F¹⁰ II 98 ; BB³⁰ 370, 403 P 625 ; BB¹⁸ 1.643 A3 5.999. F¹⁰ 2.535, 5.822, 6.177 Jeancard, 6.253, 6.288. F¹⁷ 9.986. Voir bibliographie : épiscopat Mazenod ; Raphaël : *L'évêque de Marseille et les élections de 1857*, (La Révolution de 1848, 1919-20, t. XVI).

(4) BB¹⁸ 1.642, 19 décembre 1861.

(5) *Papiers secrets et correspondance du Second Empire* : Note sur les préfets de la République.

malgré les objections de Fortoul et les répugnances de Persigny, des légitimistes ralliés, que le clergé soutient. Sa défection décide les légitimistes intransigeants, et notamment le marquis de Barthélémy à ne pas se présenter. Le clergé obtient plusieurs représentants dans le conseil municipal que fait élire l'administration. Le 26 septembre 1852, Louis-Napoléon pose la première pierre de la nouvelle cathédrale de Marseille et prononce le discours qui consacre son alliance avec l'Église. Cependant le clergé, sans faire d'opposition, reste légitimiste. Le successeur de Suleau, de Crèvecœur (1853-57), s'en plaint, et s'inquiète de l'influence des Jésuites : « Des associations religieuses formées d'hommes et de femmes du peuple paraissent formées plutôt dans un but politique que dans un but religieux. Les Jésuites, qui sont à la tête de toutes ces associations, ne sont pas légitimistes sans doute ; ils sont surtout Jésuites, mais ils se servent du parti légitimiste pour étendre et accroître leur influence, comme le parti légitimiste se sert des Jésuites pour recruter des soldats (1). » Leurs agissements préoccupent à plusieurs reprises le gouvernement (2). En novembre 1853, Mazenod s'associe par une lettre pastorale à la campagne des légitimistes pour le repos dominical que l'administration ne respecte pas toujours à Marseille. Le préfet croit alors que, mécontent d'attendre en vain le chapeau de cardinal que lui a fait espérer de Suleau, et la construction de sa cathédrale, Mazenod va rejoindre les légitimistes dans l'opposition : « Cela est regrettable sans doute, mais au moins la situation sera nette, et le gouvernement ne sera pas exposé à faire des concessions qui au fond ne profitent qu'à des adversaires (3). » Mais la construction de la cathédrale commence enfin, ainsi que celle de Notre-Dame de la Garde. En 1856, Mazenod est nommé sénateur, comme les cardinaux. Ces faveurs, et aussi, semble-t-il une admiration sincère pour Napoléon III, le rattachent au gouvernement, dont il appuie énergiquement les candidats en 1857. D'ailleurs, son clergé, dont il est peu aimé, ne le suit pas dans son ralliement.

Ajaccio (4). — La Corse, entièrement bonapartiste, a une vie publique très particulière. Le clergé n'y joue pas de rôle

(1) F¹⁰ III Bouches-du-Rhône, 12, 22 juillet 1853.

(2) Voir pp. 122 et 211.

(3) F¹⁰ III Bouches-du-Rhône 12, 19 novembre 1853.

(4) BB¹⁸ 1.499 A 1.119 ; F¹⁹ 5.508, 5.770 à 5.772 ; F¹⁷ 9.986. Ortolan : *Mgr Casanelli d'Istria*.

politique, mais les prêtres et l'évêque lui-même prennent part, selon leurs relations personnelles, aux luttes des clans. Ils ont d'ailleurs peu d'influence. L'évêque, Casanelli d'Istria, tente de réformer son clergé, et crée, pour la première fois en Corse, des séminaires. Ses relations avec le gouvernement deviennent très vite mauvaises et, en 1856, un vif conflit se produit.

En Corse, le mariage civil n'est entré que lentement dans les mœurs, et comme, aux termes de la loi, le mariage religieux ne peut être célébré qu'après le mariage civil, beaucoup de Corses, de « mœurs... d'ailleurs régulières », ne font consacrer leur union, ni à l'église, ni à la mairie. Casanelli d'Istria veut remédier à cette situation par son mandement de carême de 1856. Il y attaque vivement les concubinaires et menace d'excommunication ceux qui ne feraient pas régulariser leur union. Mais en outre, incidemment, il menace des mêmes sanctions, les époux dont le mariage civil n'a pas été consacré par l'Église. « C'est en vain... qu'ils pensent être, en vertu du contrat civil, époux légitimes, tandis qu'en réalité ils ne sont autre chose qu'un couple de brutes plongées dans l'ordure (1). » Bien qu'en fait l'évêque ne procède qu'à de rares excommunications, et que beaucoup de concubinaires se marient à la mairie et à l'église à la suite de ce mandement, cette condamnation brutale du mariage civil mécontente le gouvernement. Napoléon III envisage un appel comme d'abus. Rouland se borne à infliger à l'évêque un blâme sévère (2).

XIII. — *Conclusion*

Certaines caractéristiques du clergé et de son rôle dans la vie publique sont communes à toute la France. D'autres varient beaucoup suivant les régions.

Presque partout les agents du gouvernement disent que le clergé est en général respectable et zélé, mais médiocre, peu instruit, sans éducation ni tact, et trop préoccupé de sa situation matérielle. Ces défauts sont dus, d'après eux, à ce qu'il se

(1) « Una coppia di brutti avvolti nel sucedime », dans le texte original.

(2) F¹⁹ 5.508. Voir p. 194. Ortolan attribue la sévérité du gouvernement dans cet incident à un grief personnel de Napoléon III contre Casanelli d'Istria. Le prince de Canino, cousin de Napoléon III, désirait faire invalider son mariage par l'Église. Casanelli d'Istria, malgré les démarches pressantes de l'empereur et de Sibour, s'y refusa. Le prince porta son procès en cour de Rome, où après de longs débats, le mariage fut déclaré valide en 1859. Voir Cérçay, 165 A 1 10 (1853-1856).

recrute exclusivement dans le peuple et vit au milieu de lui. Ils le trouvent de plus envahissant, intolérant, arrogant, ce qu'ils attribuent souvent à l'influence de l'Univers. Il semble aussi que le clergé, encouragé par la réaction religieuse qui se poursuit depuis 1849, devienne de plus en plus exigeant, alors que, le péril révolutionnaire s'éloignant, l'administration et les populations sont de moins en moins disposées à lui faire des concessions.

Pendant les années qui suivent le coup d'État, le clergé exerce une grande influence sur les municipalités, grâce à l'écrasement des républicains, à l'appui des conservateurs, et à la faveur de l'administration. Il en profite pour faire confier aux congrégations un très grand nombre d'écoles primaires, et pour obtenir des communes de gros sacrifices pour le budget du culte.

Mais peu à peu l'administration réagit. Les instructions données aux préfets par Delangle en 1858 et 1859 l'indiquent nettement. (1) Il écrit le 7 février 1859 au préfet de l'Aisne : « Les rapports du clergé et de l'administration sont généralement bons [dans l'Aisne]. L'ordre public se trouvant plus ou moins compromis lorsque cette heureuse entente cesse d'exister, je vous recommande de vous laisser guider par un esprit de conciliation dans toutes vos relations avec le clergé. Toutefois, vous devez aussi montrer de la fermeté, et ne pas tolérer des empiètements qui viendraient à se produire. Vous auriez à me les signaler immédiatement. » Sur un rapport du préfet des Basses-Pyrénées, Delangle note : « Vous me dites que le clergé est porté à s'immiscer dans les affaires communales, et par suite crée des difficultés à l'administration. Cette tendance est déplorable, puisqu'elle a pour objet d'intervertir les rôles, et les attributions. Combattez-là nettement et en toute occasion. Il faut que le clergé finisse par bien se persuader que les affaires temporelles ne sont pas comprises dans sa mission (2). »

(1) F¹⁰ III Aisne 11 (février 1859), Ardennes 6 (février 1859), Calvados 9 (février 1859), Ille-et-Vilaine 8 (23 octobre 1858), Basses-Pyrénées 7 (3 mai 1859), Vienne 6 (2 mars 1859)

(2) 21 avril 1859, F¹⁰ III Basses-Pyrénées 7. La surveillance du clergé était organisée depuis mai 1856 de la manière suivante. L'empereur recevait directement chaque mois le résumé des rapports de gendarmerie rédigé par l'inspecteur général de cette arme, le général de La Rue, sénateur. Il pouvait ainsi contrôler les informations des ministres et celles de la police. (Voir le *Journal du maréchal de Castellane*, 23 décembre 1859). Il faisait extraire de ces rapports les passages relatifs au clergé, et les communiquait au ministre des Cultes. Celui-ci se renseignait, surtout auprès des préfets, et transmettait à l'empereur le résultat de ces enquêtes. Ce système semble bien n'avoir été établi qu'en 1856. Antérieurement, on ne trouve dans les archives

Au point de vue politique, le clergé, presque partout « donne son concours » à l'autorité civile et amène la plupart des légitimistes à se rallier. Mais presque partout aussi les agents du gouvernement pensent qu'il garde ses sympathies traditionnelles pour la monarchie légitime, et qu'il la préférerait à l'Empire tout en préférant de beaucoup celui-ci à la monarchie de Juillet. A part les évêques, le haut clergé : vicaires généraux et chanoines, et les grandes congrégations d'hommes (Jésuites, Dominicains, etc.), qui sont en relations suivies avec l'aristocratie, sont plus légitimistes que le bas clergé, qui vit au milieu du peuple, presque partout hostile à l'ancien régime. Plusieurs préfets reprochent surtout au clergé de ne pas être assez satisfait ni assez reconnaissant de ce que l'empereur fait pour lui, de ne pas lui être dévoué, d'être plus attaché aux intérêts de l'Eglise et aux siens propres qu'à ceux du gouvernement national (1). Ce concours conditionnel et intéressé choque en effet les partisans dévoués du régime napoléonien, mais en pratique, l'administration s'en accommode.

Quant aux populations, il est assez difficile de connaître leurs sentiments. Le succès des journaux anticléricaux montre que leurs tendances sont celles de la plupart des hommes qui s'intéressent à la vie politique. Mais les journaux n'atteignent qu'un public très restreint. Le *Siècle* et la *Presse* tirent chacun à 35.000 exemplaires environ, ce qui est énorme par rapport aux autres journaux, mais infime par rapport à l'ensemble de la population, bien que chaque exemplaire ait plusieurs lecteurs.

Les rapports des agents du gouvernement s'accordent à constater que, dans les années qui suivent le coup d'État, la réaction contre le mouvement révolutionnaire et l'exemple donné par les pouvoirs publics déterminent un retour aux pratiques reli-

des Cultes, ni les extraits des rapports de gendarmerie, ni les réponses de l'administration des Cultes (F¹⁰ 5.605, 5.606), ni les lettres des préfets qui servaient de base à celles-ci (série F¹⁰ 5.768 à 5.877). A la fin de 1857, le ministre des Cultes, tout en continuant à faire des enquêtes sur les rapports de gendarmerie cessa d'en rendre compte à l'empereur. Mais en décembre 1858, Rouland recommença à lui envoyer des comptes rendus. En outre, il ordonna aux préfets, par circulaire du 24 décembre 1858, de l'informer directement de tous les faits graves intéressant des prêtres ou des membres du corps enseignant.

(1) Le préfet de la Haute-Marne, de Villesaison, qui a des difficultés avec le clergé, écrit en octobre 1858 : « Le haut clergé, qui se distingue par sa moralité et ses vertus n'est dans ce pays ni républicain, ni légitimiste, ni orléaniste, ni impérialiste ; il se considère comme indépendant : c'est l'Etat dans l'Etat, ne reconnaissant de loi et d'autorité civile qu'autant que cela lui paraît utile à ses intérêts, sa mission, et ce qu'il croit être ses devoirs. » (F¹⁰ III Haute-Marne 5.)

gieuses, surtout dans les classes riches : les offices sont plus suivis, les cérémonies religieuses ont plus d'éclat. Mais beaucoup de préfets et de magistrats jugent ce mouvement superficiel ; en effet, il s'affaiblit et cesse bientôt dans le peuple, qui dans beaucoup de régions se détache lentement des pratiques et des croyances religieuses, et que les exigences du clergé mécontentent. L'influence du clergé sur les classes riches continue au contraire à s'accroître. Dans toutes les régions et dans tous les milieux, les femmes sont beaucoup plus soumises que les hommes à l'influence du clergé.

L'importance du rôle joué par le clergé dans la vie publique varie énormément suivant les régions. Il la domine dans certaines, il en est presque exclu dans d'autres. Il est puissant dans l'Ouest ; en Flandre et en Alsace, c'est-à-dire dans deux régions où le français n'est pas la langue du peuple ; et dans presque tous les pays de montagnes, isolés, arriérés et pauvres. Ailleurs, son influence est faible ; elle est nulle dans les Charentes et dans les environs de Paris.

Dans les régions très cléricales, la force du clergé est dans les campagnes, où la noblesse l'appuie, et où les paysans lui obéissent ; il est moins puissant dans les villes, où le peuple et une grande partie de la bourgeoisie sont libéraux. Dans l'Ouest, notamment, les villes sont bleues. Dans le reste de la France, par contre, le clergé a peu d'influence sur les paysans ; il n'en a aucune sur les ouvriers, mais les classes riches des villes lui sont favorables. Dirigées par les congrégations et les associations religieuses, elles font la principale force de l'Église. Sans action sur le peuple, et par conséquent sur le suffrage universel, elles peuvent, par leur influence sociale, agir sur les fonctionnaires et leur susciter des difficultés. C'est ainsi, par exemple, que dans la Haute-Garonne, la Vienne, la Somme, la force du parti cléricalest à Toulouse, à Poitiers, à Amiens, beaucoup plus que dans les campagnes.

Dans les régions très cléricales, l'administration est presque toujours difficile. Le clergé est moins docile que ne le sont en général les conservateurs. Les légitimistes cherchent toujours à le détacher du gouvernement. Même lorsqu'il est en parfait accord avec l'administration, celle-ci ne peut pas faire seule les élections, comme dans le reste de la France. Il faut que ses candidats soient personnellement sympathiques au clergé.

Lorsque, comme en Flandre, dans les Basses-Pyrénées, ou dans la région de Lyon, tous les conservateurs sont favorables au clergé, l'administration doit nécessairement s'appuyer sur eux

pour combattre les révolutionnaires. Son rôle est beaucoup plus délicat lorsque parmi les adversaires du clergé se trouvent des conservateurs, partisans possibles de l'Empire, dont, par leur adhésion aux principes de 1789, ils sont même plus proches que les cléricaux. C'est le cas des bleus de l'Ouest, de la bourgeoisie protestante d'Alsace et du Languedoc. La vie publique est ici dominée par la lutte entre le clergé et ses adversaires. On y est d'abord cléricale, ou bleu, ou protestant ; ensuite seulement, et selon les circonstances, partisan ou adversaire du gouvernement impérial et de ses représentants. La dissolution des partis, l'union de toute la population, révolutionnaires exceptés, autour du gouvernement, c'est-à-dire l'idéal du Second Empire, est donc irréalisable. L'administration doit s'appuyer, soit sur le clergé, soit sur ses adversaires, ou bien tenter de rester impartiale, ce qui ne satisfera personne. Elle hésite entre ces trois solutions, et souvent les adopte tour à tour. En général, dans le Midi, elle s'appuie d'abord sur les blancs, puis cherche à s'affranchir de leur influence. Dans l'Ouest, combattue d'abord par les légitimistes et par le clergé, elle tente de se concilier celui-ci et y parvient généralement.

Bref, dans les régions de France où le clergé a le plus d'influence, l'administration, tout en étant généralement en bons rapports avec lui, trouve que son alliance n'est pas sans inconvénients et qu'il la fait payer cher. Se sentant forte, elle est en général disposée à réagir contre les progrès de l'influence du clergé, au risque de perdre son appui. Beaucoup d'agents du gouvernement jugent « qu'un pouvoir favorable à la religion, mais contraire à la domination du clergé, sera... soutenu par la population (1). »

(1) Rapport de Féart, 10 avril 1859, F¹⁶ III Ille-et-Vilaine 8

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE XIII

La question romaine en 1859

I. — *Avant la guerre*

Le 4 janvier 1859, le Constitutionnel annonça que l'empereur, recevant le 1^{er} janvier le corps diplomatique, avait dit à l'ambassadeur d'Autriche : « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé... » A partir de ce jour, l'éventualité d'une guerre contre l'Autriche fut la principale préoccupation de l'opinion française. Le 24 février parut une brochure officieuse, *L'empereur Napoléon III et l'Italie* (1). Elle demandait que l'Italie fût affranchie de la domination autrichienne et formât une confédération dirigée par le pape. « En recevant cet accroissement d'influence morale... le pape peut, sans s'amoindrir, diminuer son pouvoir temporel et soulager sa responsabilité politique... organiser au-dessous de lui... une administration séculière, une législation civile, une magistrature régulière et indépendante... Au point de vue politique, le caractère absolument clérical du gouvernement des États romains est un contresens, une cause active de mécontentement... et un danger permanent de révolution. »

Le 7 février, à l'ouverture de la session législative,

(1) Elle avait été rédigée par La Guéronnière avec la collaboration d'un catholique favorable à l'Italie, Eugène Rendu. Elle fut revue par Napoléon III ; on sut qu'elle exprimait ses idées. (*Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, publiées par Chiala, t. III, p. 385. *L'Italie de 1847 à 1865, correspondance politique de Marime d'Azeglio*, publiée par Eugène Rendu. Baunard ; *Histoire du cardinal Pie.*)

Napoléon III déclara : « Depuis quelque temps, l'état de l'Italie et sa situation anormale où l'ordre ne peut être maintenu que par des troupes étrangères, inquiètent justement la diplomatie. Ce n'est pas néanmoins un motif suffisant de croire à la guerre. » Le cardinal Antonelli se plaignit vivement à Gramont de ce langage. Par contre, Pie IX, jugeant que l'occupation étrangère ne lui était plus indispensable, était disposé à négocier dans le plus bref délai l'évacuation simultanée de ses États par les troupes françaises et autrichiennes. Napoléon III se déclara prêt à rappeler ses troupes. La cour de Rome, d'autre part, s'effrayait de l'éventualité d'une guerre entre les deux grandes puissances catholiques, protectrices de l'État pontifical, et des risques qu'elle comportait pour le pouvoir temporel.

Les catholiques français partageaient ces inquiétudes. Les légitimistes, en outre, craignaient pour le trône des souverains italiens, et surtout pour celui de la duchesse de Parme, sœur du comte de Chambord. Leurs journaux attaquèrent la politique italienne de Napoléon III. L'Univers fit l'éloge de l'Autriche, et du concordat qu'elle avait conclu en 1855 avec le Saint-Siège : il déclara qu'une guerre dirigée contre elle servirait la cause de la révolution ; mais il ajouta qu'il faisait confiance à l'empereur : « Nous avons le droit, écrivait Eugène Vuillot le 16 janvier, de compter sur sa sagesse, pour mettre prochainement fin aux espérances des hommes qu'il a vaincus le 2 décembre, et qui ne lui pardonneront jamais cette victoire. » L'Univers combattit vivement la brochure *L'Empereur Napoléon III et l'Italie*. Louis Vuillot, qui revint de Rome peu après, fit campagne contre la guerre tout en restant gouvernemental (1). Il était beaucoup moins rassuré sur les intentions de l'empereur qu'il n'affectait de l'être dans ses articles. Les journaux anticléricaux étaient les plus ardents partisans de la guerre.

Quelques prêtres étaient favorables à la politique italienne de Napoléon III. Maret, dans un mémoire qu'il lui adressa le 12 avril la déclara « pleine de prévoyance, de justice, de générosité, de grandeur ». Il l'engageait à « affranchir le meilleur des pontifes de la pression prépondérante qu'une puissance étrangère, nécessairement ennemie de toute amélioration civile et politique, exerce sur ses conseils ». (2) Quelques catholiques libéraux étaient

(1) Il soutint en mars une polémique contre le Correspondant qui revendiquait pour Montalembert et Falloux le mérite de l'expédition de Rome ; Vuillot l'attribuait au contraire à Louis-Napoléon.

(2) Bazin : *Vie de Mgr Maret*.

aussi favorables à la guerre (1). Lacordaire l'approuva dans des lettres adressées à Eugène Rendu (12 avril) et à l'abbé Perreyve (23 avril), qui les firent connaître. Mais cette tendance ne prévalut pas au Correspondant, qui, n'ayant pas les mêmes raisons que Veillot de ménager l'empereur, fit une vive campagne contre sa politique. Augustin Cochin, qui était sympathique à l'Italie n'y exprima ses idées qu'avec beaucoup de réserve. Les catholiques favorables à la politique italienne de Napoléon III étaient donc très peu nombreux, très peu influents, et pour la plupart hostiles à l'Empire. Tous les évêques, même les plus modérés étaient inquiets, et hostiles à la guerre. Gousset et Bonnechose conseillèrent vainement à l'empereur d'y renoncer.

A part les républicains partisans de la liberté de l'Italie, la France était unanimement pacifiste. Mais dans ce sentiment général, les préoccupations religieuses n'avaient qu'une faible part. Le clergé était partout inquiet et mécontent, mais c'est seulement dans l'Ouest, dans le Nord, en Alsace et dans les pays de montagne, que ses appréhensions ont notablement contribué à rendre l'opinion hostile à la guerre. D'ailleurs, il n'a pas cherché à agiter les populations, et jusqu'à la fin d'avril, il n'a en général pas manifesté publiquement son mécontentement.

II. — *La guerre d'Italie* (2)

Après l'ultimatum autrichien (23 avril), le gouvernement demanda au Corps Législatif le vote de deux projets de loi

(1) Certains jugeaient même le pouvoir temporel du pape nuisible à l'Église. Voir Gratry : *Lettres inédites* (Demain, mai 1906) ; Lecanuet : *Montalembert* (Lettre de Meignan du 28 mars 1859).

(2) Sources. Sur les rapports avec le Saint-Siège, voir la correspondance diplomatique. Sur l'opinion en France, outre les rapports périodiques des préfets, des procureurs généraux et des recteurs, voir surtout BB³⁰ 369 : rapports hebdomadaires des procureurs généraux pendant la guerre d'Italie et de plus BB¹⁸ 1.595-1.598 ; BB¹⁸ 132 D 1.703.

Dans la série F¹⁸, outre quelques renseignements sur la presse (F¹⁸ 1.933), voir les dossiers des évêques suivants : 2.489, Angebault ; 2.554, Belaval ; 2.531, Bonald ; 2.572, Bonnechose ; 2.488, Boudinet ; 2.567, Brossais Saint-Marc ; 2.481, Chalandon ; 2.484, Cœur ; 2.494, Delamarre ; 2.522, Devoux ; 2.538, Doney ; 2.506, Donnet ; 2.547, Dufêtre ; 2.553, Dupanloup ; 2.508, Dupont ; 2.537, Dupont des Loges ; 2.537, Foulquier ; 2.584, Garsignies ; 2.502, Gignoux ; 2.565, Gousset ; 2.501, Lacroix ; 2.596, La Motte de Broons ; 2.565, Landriot ; 2.479, Levezou de Vesins ; 2.484, Lyonnet ; 6.178, Marguerie ; 2.575, Martial ; 2.508, Menjaud ; 2.563, Morlhon ; 2.493, Paris ; 2.584, Raess ; 2.520, Rivet ; 2.564, Sergent.

Dans la série du clergé de second ordre, voir les dossiers suivants : F¹⁸ 5.781, 5.787, 5.788, 5.797, 5.798, 5.800, 5.807, 5.811, 5.812, 5.818, 5.819 B, 5.824, 5.825, 5.827, 5.830, 5.831, 5.832, 5.833, 5.847, 5.855, 5.856, 5.861, 5.864, 5.869, 5.871, 5.874.

augmentant le contingent et autorisant l'émission d'un emprunt. Le 30 avril, trois députés cléricaux, Lemer cier, de La Tour et Plichon, saisirent cette occasion pour demander que le pouvoir temporel du pape fût sauvegardé. Baroche leur en donna l'assurance. Plichon déclara que si l'on avait consulté le Corps Législatif avant que la guerre fût un fait accompli, il aurait voté contre elle, avec l'immense majorité de ses collègues. « On ne saurait, dit-il, être révolutionnaire en Italie et rester conservateur en France et à Rome. On ne surexcite pas l'esprit révolutionnaire sur un point sans qu'il se réveille sur tous les autres. » Baroche répondit que la France faisait la guerre parce qu'elle avait été attaquée par l'Autriche. Jules Favre riposta que le gouvernement impérial avait voulu la guerre pour affranchir l'Italie, et l'en approuva. Le même jour, Walewski télégraphia à Gramont : « ... Ne négligez rien pour rassurer le Saint Père. Donnez sur les sentiments que lui porte l'empereur les assurances les plus complètes...(1). » L'évacuation fut ajournée.

Napoléon III confirma solennellement dans sa proclamation du 3 mai les promesses faites par ses ministres : « La France a montré sa haine contre l'anarchie... Nous n'allons pas en Italie fomentér le désordre ni ébranler le pouvoir du Saint Père que nous avons replacé sur son trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appesantit sur toute la péninsule... (2). » Rouland, dans une circulaire du 4 mai fit appel aux évêques : « Il importe maintenant, Monseigneur, d'éclairer le clergé sur les conséquences d'une lutte devenue inévitable... Le prince qui a donné à la religion tant de témoignages d'attachement et de déférence, qui après les mauvais jours de 1848 a ramené le Saint Père au Vatican, est le plus ferme soutien de l'unité catholique, et il veut que le chef suprême de l'Église soit respecté dans tous ses droits de souverain temporel... Que Dieu protège la France et l'empereur ! Cette ardente prière, j'en suis convaincu, Monseigneur, sera celle du clergé tout entier, prosterné au pied des autels et s'associant ainsi aux opinions et aux vœux de la patrie (3). » Rouland précisait le 8 mai dans une lettre à Paris : « Pour moi, Monseigneur, la question de la guerre contre l'Autriche en ce qui concerne le clergé se réduit à une

(1) Correspondance diplomatique.

(2) Cf., le mémoire de Maret, cité au § 1^{er}.

(3) Une circulaire du 10 mai demanda explicitement des prières publiques pour le succès des armes françaises.

question de confiance envers l'empereur (1). » Ces promesses étaient en contradiction avec l'accord de Plombières qui prévoyait l'annexion des Romagnes au Piémont. Napoléon III croyait que la présidence de la confédération italienne ferait accepter ce sacrifice au pape.

Le gouvernement chercha, par ses actes comme par ses paroles, à donner confiance au clergé. La régence fut confiée à l'impératrice, favorable à l'Église, et qui avait été hostile à la guerre. Elle entra ainsi en relations plus suivies avec les ministres, et eut désormais plus d'influence. La présidence du Conseil privé et du Conseil des ministres fut d'ailleurs confiée à Jérôme Bonaparte, partisan de l'Italie, qui eut avec l'impératrice des rapports difficiles (2). Le 5 mai, le duc de Padoue, connu pour son dévouement à l'Église, remplaça au ministère de l'Intérieur Delangle, nommé garde des Sceaux. Rouland fit exempter du service militaire, contrairement à la loi, les membres des congrégations reconnues qui enseignaient dans les écoles primaires (3).

Napoléon III écrivit le 25 mai au prince Napoléon qui commandait en Toscane : « Je t'engage à être très respectueux dans ton langage vis-à-vis le pape, et plein d'égards pour la duchesse de Parme, justement parce qu'elle est Bourbon. (2) » Il lui recommanda le 1^{er} juin de « respecter la neutralité des États du pape tant que nous n'aurons pas une preuve *certaine* que les Autrichiens la violent » pour ne pas mettre « contre nous toute l'Europe catholique (4) ».

Après Magenta, Napoléon III, entré à Milan, adressa le 8 juin une proclamation aux Italiens : « Volez sous les drapeaux de Victor-Emmanuel... Demain, vous serez citoyens libres d'un grand pays. » Les Autrichiens évacuèrent les Romagnes (11 juin)

(1) F¹⁹ 2.493.

(2) Baroche I.015, notes prises pendant la guerre d'Italie.

(3) En pratique l'interprétation de Rouland avait parfois prévalu avant 1859. Rouland expliqua au Sénat le 29 mars 1867 que, favorable en principe à l'interprétation stricte de la loi, il s'en était écarté en 1859 par ce que « la situation était tendue et difficile vis-à-vis de Rome et du clergé. Le gouvernement était violemment attaqué. On l'accusait d'intentions mauvaises à l'égard de tout ce qui concernait les intérêts religieux ». Il n'avait pas voulu donner à ces attaques un nouveau prétexte. (Voir les séances du Sénat du 22 juin 1866 et du 29 mars 1867 ; et chap. XXIII, § 3 ; la lettre de Rouland au ministre de la Guerre qui fit prévaloir l'interprétation favorable aux instituteurs libres congréganistes est du 28 mars 1859). Rouland fit en outre maintenir l'exemption des élèves des petits séminaires. Voir p. 61.

(4) *Napoléon III et le prince Napoléon. Correspondance inédite*, publiée par d'Hauterive.

qui s'insurgèrent aussitôt. Victor-Emmanuel, à la demande de l'empereur, refusa la dictature que lui offraient les sujets du pape révoltés, mais il envoya à Bologne un commissaire sarde. En télégraphiant ce refus à Gramont, le 20 juin, Walewski ajouta : « L'empereur espère que le pape saura apprécier la différence qu'il y a entre la conduite des Autrichiens à son égard et la nôtre (1). »

Mais le pape, par l'encyclique du 18 juin, avait déjà condamné l'insurrection des Romagnes, dénoncé la part qu'y avait prise le gouvernement piémontais, et demandé des prières pour le maintien du pouvoir temporel qu'il déclarait nécessaire à l'indépendance spirituelle du Saint-Siège. Dans l'allocution consistoriale du 20 juin, il affirma que les adversaires du pouvoir temporel étaient guidés par la haine du catholicisme. « Ils espèrent, lorsque l'Église romaine aura été dépouillée de son patrimoine, pouvoir plus facilement abaisser la dignité, ravalier la majesté du siège apostolique du pontife... faire en liberté le plus grand mal à notre sainte religion... et la détruire même si cela pouvait jamais être. » Il rappela l'excommunication encourue *ipso facto* par tous ceux qui s'attaquaient au pouvoir temporel du pape. Il exprima l'espoir que les souverains de l'Europe le défendraient. « Cette espérance s'augmente, parce que, suivant les déclarations de notre très cher fils en J.-C., l'empereur des Français, les armées françaises qui sont en Italie, non seulement ne feront rien contre notre puissance temporelle, mais encore la protégeront et maintiendront. »

Le 25 juin, après Solferino, Napoléon III écrivit à Gramont : « Je veux l'indépendance de l'Italie, mais je veux aussi le maintien à Rome du pouvoir du Saint Père car il y a dans le monde 150 millions de consciences qui s'intéressent à ce pouvoir. Lorsque l'oppression étrangère ne pèsera plus sur l'Italie, le gouvernement du Saint Père subira l'influence salutaire d'un pays régénéré, car la religion n'a rien d'incompatible avec la liberté. » Les Romagnes se sont soulevées par patriotisme, mais « je ne dois pas reconnaître un événement qui, aux yeux de l'Europe, complique notre position. Néanmoins je ne puis ni ne veux me mêler des affaires intérieures des Légations. Mais si la révolution passait les Apennins et s'approchait de Rome où sont mes troupes, déclarez franchement de ma part aux populations que je ne saurais le tolérer. » Lors du règlement de

(1) Correspondance diplomatique.

la paix « je défendrai avec chaleur le redressement de leurs griefs s'ils sont fondés, la satisfaction de leurs intérêts, la réalisation de leurs vœux légitimes. D'ici là dites-leur de rester calmes et d'avoir confiance en moi (1). »

Le 11 juillet furent signés les préliminaires de Villafranca. Le pape devait être président de la confédération italienne. La France et l'Autriche lui demanderaient de procéder à des réformes. Le sort des Romagnes n'était pas précisé, mais Napoléon était décidé à ne pas leur imposer le gouvernement des prêtres. « Nous avons fini par nous mettre d'accord avec l'empereur sur la question romaine, écrivait Cavour le 6 juillet. Il veut laisser les Marches au pape et lui soustraire la Romagne. L'arrangement me paraît acceptable (2). »

Les promesses faites par l'empereur au début de la guerre apaisèrent d'abord les inquiétudes des catholiques français. Louis Veuillot en prit acte, et chercha à les interpréter comme l'abandon du programme de la brochure *L'empereur Napoléon III et l'Italie*, qui comportait la réforme du pouvoir temporel du pape. « Sur tout ce qui regarde le Saint Père dans la crise actuelle, écrivait-il le 10 mai dans l'Univers, le gouvernement français tient le plus noble langage, et il allège notablement aux catholiques le plus grand souci que la guerre pût leur inspirer. Cette guerre ne sera point parricide. Non seulement elle respectera le territoire du Saint-Siège, mais elle s'interdira des entreprises d'un autre genre, qui auraient pour but d'y instituer légalement la révolution. Rien de semblable n'est à craindre. Nous avons la parole de l'empereur. » En réalité, Veuillot était inquiet (3). Il attaqua vivement (14-16 mai) Edmond About, qui venait de réunir et de compléter ses articles du Moniteur dans un livre publié en Belgique *La Question romaine*, qui eut en France un vif succès. Veuillot dénonça la tolérance dont bénéficiait ce pamphlet hostile au pape. Le gouvernement, dès le 14 mai, en arrêta la vente, et informa le gouvernement pontifical de sa décision (4).

(1) Correspondance diplomatique. Le 3 juillet, Walewski télégraphia à Gramont : « Sa Majesté pense que le pape... devrait faire quelque chose de national. »

(2) Cité par Matter : *Cavour et l'unité italienne*, t. III.

(3) Il écrivait le 7 mai : « Mes rêves sont cruellement renversés. Où est mon Charlemagne ?... Jusqu'à présent, d'ailleurs, la résolution paraît formelle de ne rien faire contre le pape..., cela fait voir tout au moins qu'on sent la force des catholiques. Mais qu'est-ce que cela ? Quel fond peut-on faire sur des paroles, et les paroles fussent-elles sincères, où n'iront pas les événements ? » (Cité par Eugène Veuillot.)

(4) Correspondance diplomatique. R. Halt : *Papiers sauvés des Tuileries*.

Les organes catholiques libéraux, le Correspondant et l'Ami de la Religion étaient plus nettement hostiles que l'Univers à la politique italienne de l'empereur, et les journaux légitimistes la combattaient ouvertement. Plusieurs d'entre eux furent frappés de sanctions administratives (1). Les journaux républicains et officieux engagèrent des polémiques contre la presse légitimiste et cléricale, qu'ils accusaient de manquer de patriotisme.

C'est surtout à l'épiscopat que le gouvernement avait fait appel pour rassurer le clergé et les catholiques. Les évêques français reçurent presque en même temps la circulaire où Rouland, justifiant la guerre, demandait des prières pour la victoire, et l'encyclique du 27 avril où Pie IX, déplorant le conflit, demandait des prières pour la paix. Ils ordonnèrent les prières demandées, par des lettres pastorales dont les unes reflétaient surtout les préoccupations du gouvernement, et les autres, celles du pape. Malgré leurs inquiétudes et leurs regrets, qu'ils ne cachèrent pas toujours, la plupart des évêques firent confiance à l'empereur, comme Rouland le leur demandait. Ils publièrent ses promesses, avec éloges, dans leurs mandements. C'était en prendre acte et engager davantage le gouvernement. C'était aussi, en quelque mesure, s'en porter garant auprès des prêtres et des fidèles. Seul, l'évêque de Metz, Dupont des Loges, n'ordonna de prières que pour la paix. Il s'abstint également de publier la circulaire de Rouland qui lui reprocha vivement de se séparer ainsi de ses collègues et de refuser tout concours au gouvernement (2). Dans l'ensemble, les mandements des évêques répondirent à l'attente du gouvernement et rassurèrent le clergé, ou du moins l'incitèrent au calme. Cette intervention des évêques fut d'autant plus utile au gouvernement que, depuis la fin d'avril, la guerre étant devenue certaine, le clergé, extrêmement inquiet et mécontent, commençait à s'agiter (3).

Beaucoup de prêtres manifestèrent publiquement les sentiments qu'ils entendaient exprimer par les légitimistes, et qu'ils

(1) Un avertissement infligé le 17 mai à l'Écho de l'Aveyron lui reprochait par exemple d'être « constamment rédigé dans un esprit hostile au gouvernement de l'empereur », de sympathiser avec « ses ennemis en approuvant la conduite et la politique de l'Autriche » et de chercher « au moyen d'insinuations malveillantes à inquiéter et à troubler les populations en les trompant sur le but de la guerre que nous soutenons en Italie ».

(2) F¹⁰ 2.537.

(3) Dès le 24 avril, le général des Jésuites, prévoyant les conflits que la guerre pourrait entraîner entre le Saint-Siège et le gouvernement impérial et craignant que celui-ci ne voulut supprimer les établissements des Jésuites, ordonna aux provin-

savaient partagés par beaucoup de leurs collègues. Ils disaient que la guerre était dirigée contre le pape, et que les soldats français étaient envoyés à la mort pour faire la révolution en Italie; qu'au reste la guerre tournerait mal, car l'Autriche était puissante et serait soutenue par l'Europe coalisée. Des propos de ce genre furent même tenus en chaire. Le gouvernement s'inquiéta de l'effet qu'ils pourraient produire sur des populations pacifiques et habituées à ne pas entendre critiquer l'autorité.

« Je crois opportun, nota Rouland (1), pour couper court à toutes ces prédications qui se reproduisent malheureusement en France, d'adopter des mesures d'une sévérité apparente et propres à inspirer un peu de réflexion et d'inquiétude à des esprits légers et ardents. Je prie donc M. le garde des Sceaux d'ordonner une information préparatoire comme s'il s'agissait de traduire l'abbé Queuille devant le Conseil d'État. Cette information fera connaître exactement les faits. Elle obligera de plus l'autorité diocésaine à recourir à M. le garde des Sceaux et à moi. Nous saurons si elle a fait tout ce qu'elle devait faire, et nous aviserons dans un concert commun. »

D'assez nombreuses instructions préparatoires furent donc ouvertes contre des prêtres, mais les poursuites furent très rares, le gouvernement voulant seulement intimider le clergé et forcer les évêques à le surveiller. Même ainsi restreint, le rôle de la justice était délicat. Son intervention risquait de donner du retentissement à des faits qui avaient passé presque inaperçus, et de troubler l'opinion au lieu de la calmer. Il était difficile de préciser à travers les réticences ou les exagérations des témoins, les propos qui avaient réellement été tenus par les prêtres incriminés. Beaucoup de magistrats craignaient d'exciter « aux dépens des idées d'autorité les passions violentes des classes inférieures, trop disposées déjà à traiter avec malveillance, avec mépris, le desservant, dont l'influence, malgré bien des fautes... est favorable à l'ordre et à la civilisation (2). » Surtout, ils craignaient de mécontenter le clergé, habitué depuis plusieurs

ciaux de France de se pourvoir de lieux de refuge, et de mettre en sûreté les objets les plus précieux. (Burnichon : *La compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle.* Le gouvernement n'eut rien de précis à reprocher aux Jésuites pendant la guerre. (Voir F¹⁹ 6.288, Morbihan.)

(1) Sur une lettre où le garde des Sceaux lui annonçait que l'abbé Queuille, professeur au petit séminaire de Montmorillon avait prononcé un sermon contre la guerre. (F¹⁹ 5.847, 3 mai.)

(2) 5 juillet 1859 ; rapport du procureur général de Limoges. BB¹⁹ 1.598.

années à être ménagé par la justice. Ces enquêtes, et la surveillance que, dans certaines régions, la gendarmerie et la police se mirent à exercer sur lui, souvent sans beaucoup de tact, indignèrent le clergé, redoublèrent son irritation contre le gouvernement et mécontentèrent les évêques, même modérés.

Rouland changea alors de tactique, et écrivit à Delangle le 30 mai : « Il s'opère en ce moment, sous l'influence de l'épiscopat, une heureuse réaction dans l'esprit du clergé, qui, depuis la publication du manifeste de l'empereur, devient chaque jour moins hostile à la guerre (1). Des poursuites judiciaires qui ne seraient pas motivées par des délits bien caractérisés et bien établis arrêteraient ces heureuses tendances et fourniraient un nouveau thème aux prédications et aux allusions contre lesquelles la justice répressive ne peut rien. J'ajouterai encore que la presse catholique étrangère, qui observe avec le plus grand soin l'attitude du clergé français ne manquerait pas d'interpréter toute mesure sévère de la manière la plus défavorable à notre politique. J'estime donc, Monsieur le garde des Sceaux, qu'à moins de *circonstances exceptionnelles*, ces délits de parole, si difficiles d'ailleurs à constater au milieu de populations ignorantes, seront plus efficacement et plus utilement réprimés ou prévenus par des mesures administratives (2) et disciplinaires que par des condamnations correctionnelles qui réveilleraient des inquiétudes et des passions aujourd'hui assoupies par les déclarations de Sa Majesté (3). » En fait, un seul prêtre fut condamné (4) et le gouvernement se borna à

(1) Les procureurs généraux furent invités, par circulaire du 12 mai à envoyer chaque semaine au garde des Sceaux un rapport sur l'esprit public. Leurs premiers rapports, qui sont du 21 mai, signalent presque tous que le clergé s'est calmé (BB³⁰ 369).

(2) En juillet 1859, Rouland, avisé qu'un desservant du diocèse de Nantes n'avait pas chanté de *Te Deum* pour Solférino, nota : « Suspendre provisoirement son traitement et le mander devant le préfet pour lui laver la tête. » (F²⁰ 5.832, Guemonet.) Cette sanction administrative ne fut alors employée que très exceptionnellement.

(3) BB¹⁸ 1.633, A 3 5.047. Delangle semble avoir été plus enclin à la sévérité que Rouland. Rouland lui ayant demandé de ne pas poursuivre un prêtre qui avait déjà été blâmé par son évêque, Delangle nota : « Soit, mais c'est un acte de faiblesse ; on encourage ainsi les gens à recommencer, sauf à rétracter des paroles imprudentes. » (BB³⁰ 369, Toulouse.)

(4) Estiévant, desservant de Grassac (Charente), dont les antécédents étaient mauvais, dit publiquement le jour de la fête patronale « que la guerre d'Italie était une guerre injuste, qu'il était malheureux que nos soldats allassent combattre et se faire tuer dans les rangs de brigands comme Garibaldi... que les Autrichiens sauraient bien prendre leur revanche... L'empereur ment comme les autres. » La foule s'indigna. Estiévant fut condamné à un an de prison et 50 francs d'amende pour propos séditieux, outrages envers l'empereur, excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Il bénéficia de l'amnistie du 15 août. BB¹⁸ 1.598, A 3.1.677.

A cette époque, on estimait qu'un prêtre ne pouvait être poursuivi, pour délit

signaler les prêtres coupables de propos hostiles ou alarmistes aux évêques, qui les blâmèrent ou même les déplacèrent.

Un des motifs qui avaient incité le gouvernement à l'indulgence était l'attitude des populations ; la déclaration de guerre avait excité leur patriotisme ; naguère encore très pacifistes, elles étaient maintenant favorables à la guerre. Elles s'indignèrent de voir que le clergé ne s'y ralliait pas comme elles, et que beaucoup de prêtres paraissaient redouter plutôt que souhaiter le succès des armées françaises. Cette défiance s'accrut encore en juin après les victoires de Magenta et de Solferino, qui mirent le comble à l'enthousiasme populaire, mais furent assez froidement accueillies par le clergé. Le gouvernement demanda des *Te Deum* que les évêques ordonnèrent par des circulaires généralement « bonnes » mais que le clergé mit souvent une mauvaise volonté manifeste à célébrer.

Au cours de ces mêmes semaines de juin, en effet, l'insurrection des Romagnes confirmait ses craintes, qui s'étaient apaisées à la fin de mai, et redoublait son mécontentement. Le gouvernement tenta de dégager sa responsabilité par un communiqué blâmant l'Ami de la Religion, pour avoir, dans son numéro du 15 juin « attribué à la proclamation de l'empereur au peuple italien les mouvements insurrectionnels qui viennent d'éclater dans les Romagnes. Cette appréciation n'est ni sérieuse, ni loyale, mais comme elle semble se rattacher à une tactique suivie par plusieurs journaux, elle pourrait contribuer à égarer quelques esprits. » Puis le gouvernement, fort du refus que Victor-Emmanuel venait d'opposer aux Romagnols qui lui offraient la dictature, chercha à rassurer les catholiques. Le Moniteur du 23 juin affirma que Victor-Emmanuel n'exerçait dans l'Italie centrale qu'un « pouvoir purement temporaire ».

Les rapports de La Guéronnière, qui était alors chargé de la direction de la presse, montrent combien la situation du gouvernement était délicate entre les catholiques et les anticléricaux qu'il désirait également ménager. Les excès commis par les troupes pontificales dans la répression de la révolte de Pérouse mettaient alors aux prises l'Univers et le Siècle. Celui-ci, le 2 juillet attaqua à ce propos la papauté, « non seulement comme institution politique, mais encore comme puissance

commis dans l'exercice de ses fonctions (ce qui n'était pas le cas d'Estiévant), qu'après autorisation du Conseil d'État. Voir F¹² 5.825, Schmitt ; F¹² 5.864, Walher ; F¹² 5.869 Millot. La jurisprudence changea en 1861.

spirituelle. Cet article, jugeait La Guéronnière (1), est évidemment de nature... à troubler les consciences, à compliquer les difficultés que renferme la question romaine ». Or le *Siècle* ayant déjà reçu trois avertissements ne pouvait plus être frappé que de suspension. « Mais la suspension, frappant sur un organe aussi important, qui correspond à une immense catégorie de lecteurs où la guerre d'Italie éveille les plus vives sympathies et qui dans son numéro d'aujourd'hui même, met en relief la grandeur du rôle de l'empereur sur le champ de bataille de Solferino, pourrait être considérée comme une mesure impolitique... d'autant plus qu'il s'agit des événements de Pérouse, sur lesquels l'opinion publique, à tort ou à raison, a été impressionné de la manière la plus défavorable. » La Guéronnière proposait donc « un communiqué sévère, qui serait une véritable peine morale pour ce journal, et qui dégagerait la responsabilité du gouvernement vis-à-vis du clergé et du sentiment public. » Dans ce communiqué, les engagements pris par Napoléon III relativement au pouvoir temporel du pape furent rappelés et renouvelés.

Le gouvernement était exaspéré par l'hostilité que l'*Univers* dissimulait sous une confiance affectée (2). Un article du 10 juillet qui exaltait le gouvernement clérical des États pontificaux aux dépens des institutions laïques françaises, attira l'attention du Conseil des ministres. Toutefois, le gouvernement, sur l'avis de La Guéronnière (3) jugea qu'en frappant l'*Univers* pour cet article, il inquiéterait les partisans du pouvoir temporel. Or, le même jour, Louis Veuillot avait publié un autre article où, pour défendre les troupes pontificales accusées d'avoir commis des atrocités à Pérouse, il rappelait que des accusations analogues avaient été portées par des pamphlets républicains contre l'armée française, après le 2 Décembre. Le gouvernement

(1) F¹⁸ 417 ; dossier du *Siècle*, 2 juillet 1859.

(2) Le 17 juin, Rouland se plaignit de l'*Univers* au duc de Padoue, parce que Veuillot critiquait l'aumônerie de l'armée d'Italie, et cherchait à organiser une aumônerie privée. Ces attaques étaient dues, d'après Rouland, à ce que Morlot avait confié la direction de l'aumônerie à un prêtre de la chapelle de l'empereur, tandis que celle de l'armée de Crimée avait été dirigée par les Jésuites. Rouland dénonçait aussi les tendances générales de l'*Univers*, et demandait « un acte de sévérité et de justice contre ces rancunes et ces hostilités ultramontaines et autrichiennes ». (F¹⁸ 423 ; cette lettre et le rapport de La Guéronnière sur l'*Univers* ont été cités, sans référence, par Eugène Veuillot.)

(3) La Guéronnière avait soutenu, en 1858, dans la *Patrie*, et sous un pseudonyme, une polémique contre Veuillot, qui l'avait démasqué et vivement attaqué. Voir Eugène Veuillot : *Louis Veuillot*.

saisit ce prétexte, et infligea un avertissement à l'Univers, non pour avoir défendu la papauté, mais pour avoir donné « une publicité coupable à des pamphlets... qui contiennent les accusations les plus odieuses contre le peuple français, le gouvernement, la religion et l'armée ». Malgré ces précautions, le clergé était plus mécontent et plus inquiet que jamais lorsque l'armistice fut conclu (3).

Les sentiments du clergé furent, pendant la guerre à peu près les mêmes dans toute la France. Il s'inquiéta au début de la guerre, se calma au cours du mois de mai et s' alarma de nouveau en juin quand les Romagnes s'insurgèrent. Mais sa conduite, et l'effet qu'elle produisit varièrent beaucoup suivant les régions.

Toute la région parisienne et la Normandie restent calmes. Les légitimistes sont très faibles ; les évêques sont dévoués au gouvernement ; les prêtres se savent sans influence, et n'osent pas manifester des sentiments impopulaires. Les incidents sont très rares. Dans les régions anticléricales, la réserve du clergé ne suffit pas toujours à le préserver de la malveillance des populations. Dupanloup, malade, a dû quitter son diocèse ; le bruit court dans la région d'Orléans qu'il s'est enfui en Autriche avec plusieurs millions, ou qu'il a été arrêté pour trahison, ainsi que d'autres évêques.

Dans le nord, Parisis et Régnier ne cachent pas leurs inquiétudes. Les journaux légitimistes locaux sont très hostiles à la guerre. Malgré le voisinage de la Belgique, où le parti clérical est ardemment favorable à l'Autriche, le clergé reste assez calme. Cependant, le *Te Deum* pour Solférino est mal célébré dans quelques paroisses du Nord.

Dans le Centre, les légitimistes sont nombreux et ouvertement hostiles à la guerre. Le clergé manifeste son mécontentement, mais il a le peuple contre lui. L'évêque de Nevers, Dufêtre, blâme vivement la guerre dans ses conversations ; il publie cependant une « bonne » circulaire ; mais il excuse un desservant qui avait dit qu'en cas de victoire, il ne chanterait le *Te Deum* que contraint et forcé ; le *Te Deum* est en effet mal chanté dans plusieurs paroisses. L'opinion publique est très hostile au clergé, et surtout à Dufêtre. Lorsqu'il part en voyage dans le Midi, on assure qu'il est arrêté.

(3) L'encyclique du 17 juin et l'allocution consistoriale du 20 parurent le 4 juillet dans l'Univers ; mais elles n'avaient pas encore été publiées par la plupart des évêques lorsque l'armistice fut signé.

En Saône-et-Loire, quelques incidents se produisent. Un juge de paix, chargé de faire une enquête sur l'un d'eux, est mandé à l'évêché par Marguerye, qui prétend lui demander des explications. Sur les instructions de ses chefs, il écrit à Marguerye de s'adresser au procureur général, et ne se rend pas à sa convocation. Marguerye se plaint vivement de cette réponse, qui marque l'intention de restreindre l'influence des évêques sur la magistrature, dans les affaires concernant des ecclésiastiques (1).

Dans l'Allier, plusieurs desservants ne lisent pas le mandement qui prescrit les prières publiques demandées par le gouvernement. D'autres célèbrent mal le *Te Deum*, notamment dans la commune de Varennes : « On s'y est vengé en criant : Vive l'empereur ; puis comme le mal fermente vite dans les masses populaires, on a crié : A bas les Jésuites, à bas les curés, et on a voulu marcher sur le presbytère (2). » « Les paysans, écrit le procureur général de Riom, disent et paraissent persuadés que ce sont les nobles et les prêtres de France qui payent l'Autriche pour faire la guerre au pays et à l'empereur (3). » La situation est analogue dans les diocèses de Bourges et de Limoges, mais meilleure, car Dupont et Desprez donnent tout leur concours au gouvernement.

Dans l'Est, de la Lorraine aux Alpes, le clergé, habituellement respecté et souvent influent, a presque partout pendant la guerre l'opinion contre lui. Dans ces pays de frontière, le sentiment national est ardent et susceptible, et le souvenir des invasions de 1814 n'est pas éteint.

En Lorraine, le clergé est calme, sauf dans la région de langue allemande où quelques prêtres prêchent contre la guerre. L'opinion s'irrite de sa froideur, et surtout du mandement de Dupont des Loges « qui ne renferme pas une parole pour l'empereur, pas une parole pour nos soldats (4) ». Menjaud, cependant aumônier de l'empereur, passe pour être en relations avec l'Autriche (5).

En Alsace, le clergé est d'autant plus hostile à la guerre que les protestants s'en réjouissent par haine de l'Autriche catholique et de la papauté. Les curés ne cachent pas leur

(1) BB¹⁸ 1.597.

(2) F¹⁸ 5.830 ; rapport du préfet, 11 juillet 1859.

(3) 11 juin : BB²⁰ 369.

(4) 2 juin : F¹⁸ 5.825, Schnitt. Voir p. 332.

(5) Le gouvernement fit condamner deux individus, dont un ancien instituteur républicain, qui avaient contribué à répandre ce bruit. F¹⁸ 2.508.

mécontentement : plusieurs l'expriment en chaire, d'autres s'abstiennent de chanter le *Te Deum* pour Magenta. Raess tente de les calmer, mais il manque d'autorité. L'insurrection des Romagnes suscite une certaine émotion chez les populations catholiques, surtout au voisinage de la frontière ; mais leur sentiment national très vif l'emporte bientôt sur l'influence du clergé dont la conduite est généralement blâmée. Le bruit court qu'il envoie aux Autrichiens le produit de ses quêtes.

En Franche-Comté et dans l'Ain, « l'attitude du clergé inspire les plus grandes défiances aux populations qui le regardent comme dévoué à l'Autriche (1) ». Il est accusé de lui envoyer de l'argent. « Dans ces derniers temps, écrit le préfet du Doubs (2), le clergé a beaucoup perdu en considération et en influence, même au milieu des populations de la montagne, où jusqu'à ce jour, son autorité n'avait pas de limites. » Le préfet de l'Ain fait la même remarque. Cependant, grâce à l'influence des évêques, qui sont dévoués au gouvernement, le clergé ne donne lieu qu'à de rares incidents.

« Le clergé, écrit le procureur général de Grenoble, a la sagesse de s'abstenir de toute manifestation publique, mais peut-être son langage dans la vie privée n'est-il pas empreint d'une suffisante réserve. Le clergé, en dehors de son ministère sacré, a si peu d'influence dans les départements situés entre le Rhône et les Alpes qu'on n'a pas à craindre la contagion de ses sentiments au sein des populations ; c'est pour lui-même qu'on pourrait en redouter l'effet dans un pays d'ombrageux patriotisme où la crédulité populaire, sur bien des points, l'accuse d'envoyer de l'argent aux Autrichiens. Mgr l'évêque de Grenoble ne m'a pas laissé ignorer les préoccupations que lui causent l'état des esprits de son clergé, et il s'applique avec prudence à le ramener à une appréciation plus calme et plus juste. » (3) Ses collègues de Gap et de Valence s'y emploient avec plus d'énergie que lui. Ils blâment quelques prêtres coupables de sermons hostiles à la guerre. Ces incidents sont d'ailleurs rares.

(1) BB³⁰ 369, Besançon ; 28 mai.

(2) F¹⁰ 5.788, Clerval ; 19 juillet 1859.

(3) 21 mai ; BB³⁰ 362. Le préfet de la Drôme écrit le 27 juin : « Il y a une grande irritation contre le clergé et contre les légitimistes, et la religion en souffre... L'attitude du clergé me surprend d'autant plus qu'elle avait été satisfaisante jusqu'à ces derniers temps. Ce qui rend les masses si soupçonneuses à l'égard du clergé, c'est la part qu'il prit à la réaction de 1815, dont le souvenir est encore palpitant dans ce département » (F¹⁰ III Drôme 12).

Dans tout le Midi, sauf en Corse (1), les légitimistes sont nombreux et très hostiles à la guerre. Le clergé, qui subit leur influence, est mécontent et ne le cache pas. « Sous le couvert du pape, on fait les affaires du roi (2). » L'opinion ne réagit pas contre le clergé comme dans l'Est ou le Centre (3) mais elle accueille ses plaintes avec indifférence, et ne s'émeut pas pour le pouvoir temporel du pape. Les évêques, presque tous favorables au gouvernement, cherchent à modérer leur clergé, et, selon qu'ils ont plus ou moins d'autorité, les incidents sont rares ou fréquents.

Même l'évêque de Montauban, Doney, qui ne cache pas ses inquiétudes, et fait célébrer un *De Profundis* après le *Te Deum* pour Magenta, blâme deux desservants qui avaient prêché contre la guerre, et déplace l'un d'eux, que le gouvernement menaçait de poursuivre. L'archevêque d'Auch, Salinis, déclare que le succès des armées françaises ne peut être que favorable à la religion, mais « cet éminent prélat a plus de crédit dans l'Église de France que sur les prêtres de son diocèse (4) » ; quelques-uns célèbrent mal le *Te Deum*. Dans les Landes, où l'évêque Hiraboure meurt pendant la guerre, les incidents se multiplient.

C'est seulement dans le pays basque que les fidèles partagent l'inquiétude de leurs prêtres. « La question romaine préoccupe au plus haut degré la population basque... c'est-à-dire les arrondissements de Mauléon et de Bayonne, plus catholiques, moins mélangés de protestants, et plus inaccessibles aux étrangers que ceux d'Orthez et de Pau (5). » Le mandement de l'évêque Lacroix a d'ailleurs été tardif et froid.

Dans les montagnes de l'est et du sud du Massif central, où le clergé est très puissant, le calme n'est troublé nulle part. Les journaux légitimistes font une vive opposition (6). Le clergé est mécontent (7), surtout après l'insurrection des Romagnes, mais il ne s'agite pas, grâce au concours que les évêques prêtent au gouvernement.

(1) La Corse est très favorable à la cause italienne.

(2) BB³⁰ 370 ; rapport du procureur général d'Agen, second trimestre de 1859.

(3) Dans l'arrondissement de Moissac, cependant le bruit court que le clergé envoie de l'argent aux Autrichiens, F¹⁰ 5.837.

(4) BB³⁰ 370, Agen ; deuxième trimestre de 1859.

(5) BB³⁰ 369 ; rapport du procureur général de Pau, 25 juin.

(6) La Gazette de Lyon et l'Écho de l'Aveyron sont frappés d'avertissements.

(7) Un chanoine de Cahors dit au président du tribunal « que le clergé français était contraint de faire des vœux pour les Autrichiens. » F¹⁰ 5.797, Mousset.

C'est dans l'Ouest que le mécontentement du clergé suscite le plus de difficultés à l'administration. Le 21 avril, Pie manifeste son hostilité contre la guerre par « des allusions plus que transparentes (1) » en prêchant sur le texte de Daniel « *quare fremuerunt gentes et populi meditati sunt inania... adversus Dominum et adversus Christum ejus* . » Le texte de son sermon est répandu en Bretagne. Le 24 avril, le sermon hostile d'un professeur du petit séminaire de Montmorillon, Queuille, décide Damay à prendre des mesures de surveillance qui irritent vivement le clergé. Pie se plaint dans une circulaire de cette marque de défiance ; le préfet déclare qu'elle a envenimé la situation, et Delangle, sans blâmer Damay, l'invite à être extrêmement prudent vis-à-vis du clergé (2). Pendant toute la guerre, Pie garde une réserve dont ses adversaires, Damay et Juste, s'indignent, mais dont le préfet clérical, Paulze d'Ivoy, se contente.

En Vendée, le clergé presque tout entier fait cause commune avec les légitimistes. Delamarre donne tout son concours au gouvernement, mais il est isolé. Un des chefs de la noblesse vendéenne, de Méleuc, lui écrit : « Monseigneur, il est des moments où le catholique ne tient nul compte de ses chefs, et croit et espère quand même ; je ne vous dirai rien du scandale que vos mandements ont produit ; j'aime mieux vous donner l'assurance que vous êtes d'autant plus antipathique à la Vendée que vous cessez d'être évêque pour devenir courtisan (3). »

Dans le Maine-et-Loire et la Mayenne, « les légitimistes agissent et parlent avec une audace qu'on n'avait pas vue depuis dix ans. Pour eux et pour le clergé, les événements d'Italie servent de prétexte à une opposition de plus en plus malveillante et injuste (4). » Les évêques, bien que modérés, subissent l'influence de leur entourage. Leurs mandements et ceux de l'évêque du Mans « n'ont pas répondu à l'attente de nos populations. Les dangers du Saint-Siège... l'encyclique du pape pour le rétablissement de la paix font l'objet principal de ces lettres pastorales. Les vœux pour le pays, l'armée et Sa Majesté y ont sans doute trouvé place, mais leur expression

(1) BB² II ; dossier Damay ; Damay à Delangle, 21 juin 1859.

(2) F¹⁰ III Vienne 6 et 9 ; BB² II, Damay ; voir p. 333.

(3) F¹⁰ 2.494 (juillet 1859). Une instruction fut ouverte contre les légitimistes qui avaient distribué des médailles à l'effigie de Henri V. Deux prêtres y furent compromis. Le préfet attacha à cet incident une importance excessive. L'enquête ne permit pas d'engager des poursuites (F¹⁰ 5.819 A. Bart.)

(4) BB³⁰ 368. Résumés des rapports trimestriels du procureur général d'Angers.

a beaucoup moins d'ampleur et de vivacité (1) ». Le procureur général constate que, « en politique, le clergé obéit aux légitimistes » et que le gouvernement ne peut compter sur lui. Aux processions de la Fête-Dieu, il arbore des drapeaux blancs et fleurdelisés. Mais le peuple reste étranger à cette agitation. « La guerre a accru le prestige du gouvernement (2). »

Pour calmer les inquiétudes du clergé de l'Ouest, le gouvernement fait de l'installation de Brossais Saint-Marc comme archevêque de Rennes une grande manifestation d'alliance entre l'Église et l'Empire (5 juin). La présence de sept évêques, et surtout celle du nonce aux côtés de Rouland attestent l'union des deux pouvoirs. La nouvelle de Magenta, survenue pendant les cérémonies, est accueillie avec enthousiasme. Le soir, au banquet, le nonce porte la santé de l'empereur et Rouland celle du pape. En fait, les évêques de Bretagne donnent leur concours au gouvernement ; ils font état de ses promesses, qui étaient, d'après eux nécessaires pour éviter une grave agitation ; ils modèrent leurs prêtres, de sorte que les incidents sont rares. Mais le clergé est très mécontent, surtout après l'insurrection des Romagnes, et il se rapproche des légitimistes qui font une vive opposition. L'Espérance du Peuple est suspendue pour deux mois, le Journal de Rennes est averti trois fois pour nouvelles alarmistes. Féart cite ce mot d'un légitimiste rallié : « Je ne reconnais plus les curés que j'ai vus et entendus eu moment du passage de l'empereur. » Il ajoute que « le clergé, évidemment, ne se serait pas prononcé comme il l'a fait s'il était définitivement associé aux destinées de l'Empire. Si le clergé de l'Ille-et-Vilaine n'a pas été plus loin dans la voie de l'hostilité, c'est qu'il en a été empêché, comme les légitimistes, par l'attitude énergique du pays et par les manifestations de son patriotisme (3) ». Dans tout l'Ouest, la guerre d'Italie a compromis les résultats obtenus en sept ans d'efforts par le gouvernement impérial. Le clergé, à part les évêques et la plupart des légitimistes modérés, qui, en 1858 paraissaient ralliés à l'Empire, sont prêts à rejoindre dans l'opposition les légitimistes intransigeants, mais le peuple ne s'émeut pas.

Il ne semble pas d'ailleurs, que, dans l'Ouest ni dans le reste de la France, le clergé ait cherché à exciter les populations

(1) BB³⁰ 369, 28 mai.

(2) BB³⁰ 368.

(3) F^{1c} III Ille-et-Vilaine 8 ; 14 juillet 1859.

contre la guerre. Mécontent, il a plus ou moins laissé paraître ses sentiments dans ses sermons, dans ses propos, dans la célébration des *Te Deum*. C'étaient là des manifestations spontanées de mauvaise humeur plutôt que des tentatives délibérément faites pour agiter l'opinion.

On a écrit que le mécontentement du clergé avait été un des principaux motifs qui décidèrent soudain Napoléon III à mettre fin à la guerre (1). Ni lui, ni ceux qui l'entouraient à cette époque, notamment Fleury, n'en ont fait mention. Les nombreuses notes que Baroche a prises (2) sur les conseils des ministres tenus pendant la guerre d'Italie ne contiennent aucune allusion à la conduite du clergé ; elle ne préoccupait donc pas l'impératrice et ses ministres qui avaient bien d'autres raisons de souhaiter la paix. Il ne semble donc pas que l'agitation cléricale ait notablement contribué à la décision prise par Napoléon III. En effet, cette agitation ne présentait nulle part d'inconvénient immédiat, puisqu'elle ne gagnait pas les populations et que les victoires rendaient la guerre de plus en plus populaire. L'hostilité du clergé était pour le gouvernement impérial une menace grave, mais à longue échéance.

Il est possible, par contre, qu'une menace de Pie IX ait contribué à décider Napoléon III à la paix. D'après une lettre de Veuillot « quelques heures avant de se décider à traiter, il avait reçu une lettre du pape qui n'a pas été sans influence sur sa résolution. Cette lettre disait entre autres que le roi de Sardaigne allait être excommunié nominativement. L'impératrice s'est très bien conduite (3) ». En effet, Gramont écrivit le 12 juillet à Walewski : « J'ai reçu samedi dernier une dépêche de Sa Majesté datée de Valeggio, ainsi conçue : *Priez le Saint-Père de ne prendre aucune mesure contre le roi de Sardaigne avant que vous n'ayez reçu une dépêche que je vous envoie. Il y a armistice entre l'empereur d'Autriche et nous jusqu'au 15 août* (4). » Gramont ajoutait que cette dépêche était arrivée juste à temps pour lui permettre de prévenir les mesures que l'empereur redoutait.

Enfin, Napoléon III a déclaré dans son discours du 19 juillet, et dans sa lettre au pape du 31 décembre 1859 que la crainte

(1) Voir Debidour : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France*.

(2) Baroche 1.015.

(3) *Correspondance*, t. VII ; juillet 1859, à la comtesse de Ségur.

(4) *Correspondance diplomatique*.

de faciliter les progrès de la révolution et de l'avoir pour alliée avait contribué à le décider à la paix. Il ne semble pas, d'ailleurs, que ce motif ait été décisif.

III. — *Après la guerre*

« Le Saint-Père a appris la conclusion de la paix avec une satisfaction immense » écrivait Gramont le 14 juillet (1). Pie IX ordonna cependant de continuer les prières pour le Saint-Siège. Il parut d'abord se rallier au programme prévu par les préliminaires de Villafranca, dont Napoléon III lui fit part dès le 14 juillet. Il accepta en principe la présidence honoraire de la confédération italienne, les réformes que Napoléon III préconisait en 1857 (2) et l'amnistie ; il accepta même de donner aux Marches et aux Romagnes une administration laïque séparée, pourvu que ces provinces restassent soumises à sa souveraineté politique ; mais il refusa de confier les Romagnes à un vice-roi, et exigea qu'elles fussent préalablement évacuées par les troupes piémontaises. Gramont constata le 21 juillet que l'accord n'était pas complet. « Cependant le pape fait aujourd'hui un pas qu'aucun pontife avant lui n'avait jamais voulu faire. »

Victor-Emmanuel rappela son commissaire et ses troupes des Romagnes, mais continua à collaborer avec le gouvernement provisoire qui demanda la réunion des Romagnes au Piémont. Le 24 septembre, Victor-Emmanuel reçut les délégués romagnols, et, sans accepter l'annexion, leur promit de plaider leur cause auprès des puissances européennes. Napoléon III, sans se prononcer ouvertement, laissait faire, malgré Walewski, qui désirait la restauration des souverains légitimes en Italie centrale.

Gramont, après avoir passé le mois d'août en France, trouva à son retour Pie IX intransigeant sur la question des Romagnes. « Il est irrévocablement décidé à ne pas consentir à la séparation administrative avec un vicaire ou un gouverneur laïque » (30 août). Pie IX subordonna en effet les réformes dont il avait accepté le principe à la soumission des Romagnes et revint sur toutes les concessions qu'il avait envisagées au lendemain de l'armistice. Gramont écrivit personnellement à Walewski le 24 septembre : « ... La cour de Rome... cherche

(1) Correspondance diplomatique.

(2) Elles n'avaient jamais été proposées au Saint-Siège, mais il en avait eu connaissance.

maintenant à se moquer de nous... Ce qui est grave et étonnant, c'est que cela vient directement du pape, lequel, il ne faut pas se le dissimuler, est mécontent et presque hostile. Il est dominé par nos ennemis et ne nous accorde aucune confiance... » Pour obtenir l'exécution « d'une promesse solennellement faite », Gramont proposait d'agir « par la peur », en faisant rentrer en France une partie du corps d'occupation. « Il y a un grand intérêt à ce que nous ne soyons pas joués, ainsi qu'on pousse le pape à le faire. Il est aveuglé sur sa position, n'en comprend pas ou n'en veut pas comprendre le sens, et nous ne pouvons endosser par notre consentement toute la responsabilité et la solidarité de ce qui peut arriver (1). » Cette proposition ne fut pas adoptée.

Le 26 septembre, le pape annonça dans une allocution consistoriale qu'il ne ferait aucune concession à la révolution. Il fit l'apologie de son gouvernement et affirma que les Romagnols lui restaient en majorité fidèles. Il n'exprimait pas sa confiance en Napoléon III comme il l'avait fait le 20 juin. Lorsqu'il apprit la réponse faite le 24 par Victor-Emmanuel aux Romagnols, il renvoya le ministre de Sardaigne.

Comme le pape, le clergé français accueillit d'abord avec joie les préliminaires de Villafranca. « Dans le clergé pris dans son ensemble et parmi ceux dont il guide la conscience politique, la satisfaction est d'autant plus vive que les inquiétudes avaient été plus grandes jusqu'au dernier moment (2). » Cette appréciation d'un procureur général résume les rapports de ses collègues et des préfets. Vuillot vanta dans l'Univers du 20 juillet la « double illumination de conscience et de génie » qui avait décidé Napoléon III à faire la paix. Ses lettres montrent qu'il avait de nouveau réellement confiance en Napoléon III. Presque tous les évêques crurent comme lui que les engagements pris vis-à-vis du pape au début de la guerre seraient tenus et que les Romagnes lui seraient rendues. Malgré les projets de réformes qu'ils contenaient, les préliminaires de Villafranca parurent favorables au Saint-Siège. Les mandements publiés à cette époque sont enthousiastes. « Dieu avait combattu ; il avait, si nous osons le dire, fait évidemment la guerre avec nous... C'est Dieu qui a fait la paix » écrivait Salinis. Guibert voyait dans la confédération italienne « le moyen d'accorder dans ce noble pays le présent avec le passé et de lui mettre entre les

(1) Cergay, 165 A 11 4 ; (copie).

(2) BB³⁰ 369, Nancy, 22 juillet.

mais l'instrument de tous les perfectionnements dans l'avenir ». Napoléon III avait reconquis la confiance et l'admiration du clergé.

Seuls restaient défiants les légitimistes (1) et les catholiques libéraux qui avaient toujours été hostiles à l'Empire. Le Correspondant, et Dupanloup dans un mandement, insistèrent sur les dangers que courait encore le pouvoir temporel du pape, mais ces manifestations d'inquiétude n'eurent pas d'écho. Pendant la fin de juillet et le mois d'août, l'alliance entre l'Empire et l'Église parut rétablie.

Napoléon III, cependant, n'avait pas renoncé à sa politique italienne. La Presse, qui avait été le principal organe des partisans de l'Italie avait changé de propriétaire en février, et Guérout, qui y avait fait campagne pour la guerre et contre l'Église, avait dû la quitter. Il écrivit le 8 mai à l'empereur : « Votre Majesté a bien voulu m'engager à rentrer dans le journalisme » et demanda l'autorisation de fonder un nouveau journal, « dont j'aurais l'ambition de me servir dans l'intérêt de la politique éminemment nationale dont Votre Majesté a pris l'initiative (2). » L'autorisation, promise dès le 25 mai, ajournée pendant la régence, fut donnée le 8 août. L'Opinion Nationale parut au début de septembre, et devint, avec le Siècle, le principal journal anticlérical de France. Elle était ouvertement patronnée par le prince Napoléon.

La consolidation du gouvernement révolutionnaire des Romagnes, et l'appui qu'il recevait du Piémont réveillèrent les inquiétudes des catholiques. Quelques évêques rappelèrent les dangers que courait le pouvoir temporel (3). Le 7 septembre, l'Univers annonça : « On croit savoir que les propositions apportées par le duc de Gramont ne sont point, en ce qui touche

(1) Le principal collaborateur de Pie, Gay écrivait le 14 juillet 1859 : « Voilà la paix, Dieu soit béni ! Mais nous ne pouvons partager la sécurité que nous voyons à beaucoup de monde et nous ne comprenons pas l'enthousiasme où depuis hier Louis Veuillot se laisse entraîner. » Les conditions de paix sont mauvaises. « Rien n'y sort du programme tracé par l'empereur dans sa trop fameuse brochure ; programme absurde, impossible, révolutionnaire, impie, non pas dans la pensée de celui qui l'a tracé, mais dans la réalité des choses... Dom Guéranger voit moins en noir que Monseigneur [Pie]. L'évêque du Mans voit tout en rose ; je crois à vrai dire qu'il ne voit point, et que le plus avisé est mon évêque. » (*Correspondance de Mgr Gay* ; voir aussi Klein : *Vie de Mgr Dupont des Loges*.)

(2) F¹⁸ 396 ; voir Bonfadini : *Vita di Francesco Arese* ; lettre de Tavel Aroyer du 10 mars 1859.

(3) L'évêque d'Alger publia le 25 août l'encyclique du 18 juin ; l'évêque d'Amiens fit allusion au temporel en prescrivant des prières pour les soldats morts (7 septembre) ; l'évêque de Paris publia une lettre de sympathie qu'il avait écrite à Pie IX et la

les Romagnes, compatibles avec les droits et la dignité du Saint-Siège. » Pie aurait voulu que la province de Bordeaux, réunie en concile à Agen, fit une manifestation en faveur du pouvoir temporel. Delamarre s'y opposa (1). Donnet, dans son discours de clôture, fit l'éloge de l'empereur (18 septembre).

Le 18 septembre, Parisis, naguère partisan résolu du gouvernement impérial, publia l'encyclique du 18 juin en l'accompagnant d'un long mandement. « Ce qui ajoute encore à notre tristesse et à nos alarmes », écrivait-il, c'est que la révolte des Romagnes « se rattache malgré nous à la gloire de nos armes » C'était la première fois qu'un évêque signalait publiquement la responsabilité du gouvernement impérial dans les atteintes portées au pouvoir temporel du pape. Parisis demanda à Veuillot de publier « ce petit manifeste... Malgré toutes les précautions oratoires, il peut blesser au vif et nous faire entrer dans une période de combat, ce qui, du reste, serait moins à craindre que le silence servile auquel on est de plus en plus porté (2). » Le mandement de Parisis parut en première page dans l'*Univers* du 25 septembre.

Le 28 septembre, Pie publiait à son tour une lettre pastorale sur la question des Romagnes où il proclamait la « supériorité manifeste des institutions romaines sur les institutions toujours ébranlées et chancelantes de nos temps modernes ». C'était la thèse du pape et des catholiques intransigeants. Dupanloup, dans une *Protestation* du 30 septembre, montra que la question des Romagnes mettait en cause l'existence même du pouvoir temporel du pape. « Dans vos rêves d'unité italienne, pourquoi les villes que vous lui laissez auraient-elles un autre sort que Bologne et Ferrare ? Oui, pourquoi, si vous êtes révolutionnaires et anticatholiques vous arrêtez-vous tremblants devant votre principe de spoliation, et si vous êtes catholiques, pourquoi le posez-vous ? » Il rappelait les promesses faites par Napoléon III et les services rendus par lui au pape en 1849. Il souhaitait que sa politique restât la même.

Les évêques de Beauvais, de Châlons, d'Évreux, de Nantes et de Nevers adhèrent aussitôt à la protestation de Dupan-

réponse de celui-ci (9 septembre) ; ces évêques ne firent aucune allusion hostile au gouvernement impérial. Ceux d'Alger (F¹⁹ 2.486) et d'Amiens (F¹⁹ 2.488), écrivirent à Rouland pour l'assurer qu'ils faisaient confiance à l'empereur. Ces quelques lettres pastorales n'eurent pas de retentissement.

(1) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(2) Guillemant : *P.-L. Parisis*.

loup (1). Puis l'allocution consistoriale du 26 septembre fut publiée par plusieurs évêques, dont le premier, Guibert, affirma d'ailleurs sa confiance en l'empereur. Ces lettres pastorales furent publiées par la presse cléricale, et notamment par l'Univers, qui, pour impressionner davantage l'opinion, publia aussi les lettres des évêques d'Alger et de Pamiers, parues depuis plus d'un mois, et qui étaient alors passées inaperçues.

Le 11 octobre, Napoléon III, revenant de Biarritz à Paris, passa à Bordeaux où le cardinal Donnet lui adressa un discours. « Nous prions... pour que Dieu vous fournisse les moyens, comme il vous en a donné la volonté, de rester fidèle à cette politique chrétienne qui fit bénir votre nom et qui est peut-être le secret de la prospérité et la source de la gloire de votre règne. » Il ajouta que le clergé lui faisait confiance et l'adjura de mettre « un terme aux anxiétés du monde catholique ». « Votre Éminence, répondit Napoléon III, rend justice à mes intentions, sans méconnaître néanmoins les difficultés qui les entravent, et elle me semble bien comprendre sa haute mission en cherchant à fortifier la confiance plutôt qu'à répandre d'inutiles alarmes... Le gouvernement qui a ramené le Saint-Père sur son trône ne saurait lui faire entendre que des conseils inspirés par un respectueux et sincère dévouement à ses intérêts ; mais il s'inquiète avec raison du jour qui ne saurait être éloigné où Rome sera évacuée par nos troupes, car l'Europe ne peut permettre que l'occupation qui dure depuis dix ans se prolonge indéfiniment ; et quand notre armée se retirera, que laissera-t-elle derrière elle ? L'anarchie, la terreur ou la paix ? »

La nouvelle que Rome serait prochainement évacuée, même si l'évacuation devait la livrer à « l'anarchie », réjouit les Italiens et consterna les catholiques (2). L'impuissance de l'empereur à faire prévaloir ses vues favorables au Saint-Siège fut désormais alléguée par le gouvernement et par ses partisans pour expliquer l'inexécution des promesses faites avant la guerre. Le blâme

(1) Elle reçut en outre par la suite les adhésions des évêques d'Ajaccio, Angers, Autun, Belley, Coutances, Fréjus, Le Mans, Rodez, Saint-Flour, Sens.

(2) Napoléon III avait écrit le 14 septembre au ministre de la Guerre Randon : « ... mon projet est de rappeler les troupes dans trois ou quatre mois, époque à laquelle le pape, je l'espère, aura assez de soldats pour se passer des nôtres. » (Rastoul : *Vie du maréchal Randon*.) Cavour dit : « Je pardonne à l'empereur la paix de Villafranca, il vient de rendre à l'Italie un service plus grand que la victoire de Solferino. » (Cavour à de la Rive, 7 janvier 1860 ; Chiala : *Lettere... di Camillo di Cavour*, t. III.) Veuillot écrivit le 12 octobre à Paris : « Le discours de Bordeaux déchire le dernier voile. Bientôt le Saint Père, sans hommes et sans argent, sera livré à la révolution. » (*Correspondance*, t. VI.)

infligé par Napoléon III à ceux qui tentaient d'alarmer l'opinion fut accompagné de deux mesures.

Rouland, ministre de l'Intérieur par interim, frappa l'Univers d'un avertissement, mais, comme en juillet, sous un prétexte : pour avoir accusé le gouvernement de ne pas défendre suffisamment les intérêts catholiques en Extrême-Orient (11 octobre). Le 14, après le retour de l'empereur, défense fut faite aux journaux, sous peine d'avertissement, de publier ou de discuter les mandements épiscopaux relatifs aux affaires d'Italie. Les journaux cléricaux protestèrent contre cette mesure et tentèrent de la tourner en énumérant les mandements qui continuaient à paraître, en publiant des mandements d'évêques étrangers, des lettres adressées par des évêques français au pape, et ses réponses, notamment le bref de félicitations qu'il adressa à Dupanloup pour sa *Protestation*.

Mais, le 2 novembre, Billault fut nommé ministre de l'Intérieur en remplacement du catholique de Padoue. Sa nomination montrait que le gouvernement était résolu à combattre l'opposition cléricale. Le Moniteur déclara le 18 novembre : « Dans une intention blâmable, plusieurs journaux énumèrent chaque jour les mandements des évêques de France qui ordonnent des prières pour le Souverain Pontife. Cette énumération a évidemment pour but de présenter l'épiscopat français comme solidaire des défiances que ces feuilles ont essayé de propager. Pour édifier l'opinion publique sur le caractère de cette manœuvre, il suffit de dire que dans les mandements de nos vénérables prélats, les vœux pour le Saint Père sont presque toujours associés aux témoignages de la confiance la plus entière dans les intentions de l'empereur. Ce n'est donc que par un sentiment de respect pour la religion que le gouvernement a cru devoir demander une extrême réserve en ce qui touche aux actes qu'il ne convenait pas de livrer à leur polémique... » Billault interdit les autres subterfuges dont avaient usé les journaux pour tourner l'interdiction édictée par le gouvernement (1).

Le gouvernement, désarmé vis-à-vis des évêques, empêchait

(1) Pie prononça au début de novembre, à Nantes, un discours sur saint Émilien, qu'il sema d'allusions à la question romaine. Le préfet de la Loire-Inférieure écrivit à Rouland : « Les allusions étaient si transparentes que tout le monde a su les comprendre. Il est évident que les évêques répondent à l'interdiction de publier leurs mandements par des discours publics, aussi violents pour le moins que leur parole écrite. » (F¹⁹ 2.561, 10 novembre.) Veuillot publia dans l'Univers ce discours de Pie, mais Billault n'admit pas cette distinction entre discours et mandements. Veuillot écrivit à Pie le 30 novembre : « L'alguaizil du ministère de l'Intérieur... nous a priés,

ainsi la presse cléricale de s'abriter derrière eux pour agiter l'opinion. Il frappa sévèrement les journaux qui, sous leur propre responsabilité, poursuivirent cette campagne. Le Correspondant reçut un avertissement pour avoir publié un article de Montalembert qui se terminait ainsi : « Qui voudrait être le Pilate de la Papauté ? » (1) 30 octobre, L'Ami de la Religion fut averti pour avoir reproduit cet article ; il fut saisi huit jours après pour avoir publié une lettre apocryphe de Victor-Emmanuel (2). En province, l'Union de l'Ouest, l'Indépendant de l'Ouest (3) et la France Centrale reçurent des avertissements.

Par contre, à l'exception d'un avertissement donné le 30 novembre à l'Opinion Nationale (4), Billault laissa la presse hostile à l'Église attaquer la politique de Pie IX et le parti cléricale. Les journaux officieux, le Constitutionnel, la Patrie, faisaient campagne, avec plus de modération, dans le même sens, tandis que le Pays, dirigé par Granier de Cassagnac, gardait des ménagements pour les catholiques. En décembre, le gouvernement laissa jouer une pièce, *La Tireuse de cartes*, à laquelle le chef de cabinet de l'empereur, Mocquard, avait secrètement collaboré, et où la conduite du pape dans l'affaire Mortara, était vivement critiquée (5). L'empereur et l'impératrice allèrent l'entendre.

La signature de la paix de Zurich (11 novembre), conforme aux préliminaires de Villafranca, ne rassura pas les catholiques. Un congrès devait se réunir à Paris en janvier pour régler la question italienne.

En décembre, les journaux cléricaux indiquèrent les procédés d'agitation qui allaient être employés en 1860. L'Univers publia le 12 une adresse au pape que la Gazette de Lyon invitait

bien respectueusement, sous peine de mort, de ne plus publier les discours des évêques, qui, sous prétexte de glorifier saint Émilien..., parlent en réalité des choses de l'époque, et font des mandements sur des sujets périlleux » (Baunard : *Histoire du cardinal Pie*).

(1) Cette phrase n'est pas visée dans les considérants de l'avertissement, mais on pensa qu'elle avait blessé le gouvernement (BB¹⁸ 1.586.)

(2) BB¹⁸ 1.602 : L'Ami de la Religion, et les journaux de province qui avaient reproduit cette lettre furent condamnés à des amendes (P¹⁸ 314).

(3) Pour un article où le gouvernement était accusé « d'avoir pour les journaux que l'auteur appelle les organes de la révolution une tolérance formant un singulier contraste avec la sévérité déployée depuis quelque temps contre ceux qu'il appelle les organes du catholicisme » (9 novembre).

(4) Pour avoir appelé le pouvoir temporel du pape « une plaie saignante aux flancs de l'église catholique ; il l'avilit à la face du monde. »

(5) Voir *La Censure sous Napoléon III* (1892, in-12).

les catholiques à signer, et le 14 un appel du comité catholique de Gand pour l'œuvre du denier de Saint-Pierre qui s'était déjà organisée en Angleterre et en Allemagne. Mais Veuillot et ses amis craignaient que le gouvernement ne supprimât l'Univers, et que le public catholique ne fût abandonné à l'Ami de la Religion et au Correspondant. Ce dernier motif était celui qui les incitait le plus à la prudence, tant la haine restait vive entre les ultramontains et les catholiques libéraux ou gallicans, malgré les dangers qui menaçaient l'Église (1).

Tandis que la presse cléricale était ainsi surveillée par le gouvernement, les évêques hésitaient entre deux tactiques. Ils pouvaient, comme à leur ordinaire, faire des démarches confidentielles auprès du gouvernement, ou bien, à l'exemple de Parisis, de Pie et de Dupanloup, publier des mandements destinés à agir sur l'opinion. Leur choix dépendait de la confiance plus ou moins grande que leur inspirait le gouvernement impérial. Angebault écrivait à Régnier le 8 octobre : « Il y a danger à se taire, danger aussi à parler. Le pouvoir, comme excuse, pourra dire qu'on l'a taquiné, qu'on l'a aigri ; d'un autre côté, n'avons-nous pas un devoir à remplir ? (2) » La plupart des évêques préféraient s'en tenir aux démarches confidentielles. Mathieu écrivait à Angebault : « Ce que nous devons nous proposer, c'est moins l'éclat et les applaudissements que les choses utilement pratiques. Toute l'affaire est entre les mains de l'empereur. Ce qu'il voudra faire sera ce qui se fera ; mais avec sa trempe d'esprit et son caractère, tout effort tenté pour exercer sur lui une pression extérieure échouera (3). » Plusieurs prélats modérés écrivirent à l'empereur ou à ses ministres pour les mettre en garde contre la désaffection des catholiques, pour se plaindre du discours de Bordeaux (4), de l'interdiction

(1) Pie conseillait à Veuillot de ne pas « s'exposer à abandonner le terrain à des rivaux qui seraient ravis de voir « qu'enfin on a pendu le mauvais garnement ». La gent trotte menu de la presse libérale serait si heureuse de se partager les dépouilles du pendu ! » (Baunard *Histoire du cardinal Pie* ; voir aussi Delatte : *Dom Guéranger*).

(2) Destenbes : *Vie du cardinal Régnier*.

(3) Gillet : *Vie de Mgr Angebault*. Mathieu écrivit à Rouland (F¹⁰ 2.504.)

(4) Langalerie écrivait à Rouland le 14 octobre : « Comment ne pas s'alarmer de l'insistance avec laquelle sont présentées au Saint-Siège des idées de réforme dont le premier essai a été si malheureux, et en présence d'un parti violent et nombreux dont les agissements et les vœux vont au delà ? Comment ne pas s'alarmer surtout après le discours de Bordeaux qui ne nous laisse en perspective que l'anarchie et la terreur lorsque nos troupes auront quitté Rome ? » et le 5 novembre : « N'a-t-on pas été trop sévère, soit pour le Saint-Siège, soit pour le clergé français ? Ne sommes-nous pas cependant l'appui le plus sûr et le plus désintéressé du gouvernement de l'empereur ? » (F¹⁰ 2.494). Voir aussi F¹⁰ 2.501, Lacroix.

faite aux journaux de publier les mandements (1) et des attaques de la presse anticléricale (2). Ils reçurent l'assurance que les sentiments de l'empereur vis-à-vis du pape n'avaient pas changé, et furent invités à lui faire confiance en attendant que les puissances européennes réunies en congrès eussent fixé le sort de l'Italie centrale.

Mais l'épiscopat ne s'en tint pas à ces démarches confidentielles. Beaucoup d'évêques se jugèrent tenus de publier l'allocation consistoriale du 26 septembre, et d'ordonner de nouveau des prières pour le pape. D'autres, qui auraient préféré garder le silence, furent contraints de les imiter (3). Ils savaient que Pie IX tenait à être publiquement soutenu par les évêques, et n'osaient pas le mécontenter. Des démarches furent faites auprès de ceux qui hésitaient (4). Surtout, le bas clergé, ultramontain dans son immense majorité, et les fidèles les plus influents, légitimistes pour la plupart, poussèrent les évêques

(1) Marguerie écrivait à Rouland le 22 novembre : « Cette interdiction blesse les droits qui nous sont communs avec tous les citoyens, nous met en état de suspicion aux yeux du trop grand nombre d'hommes qui ne viennent pas entendre la lecture de nos mandements dans nos églises et laisse croire à nos ennemis que nos mandements sont hostiles ou politiques. Leur publication seule prouverait la mauvaise foi des journaux qui nous calomnient tout à leur aise... ». Rouland répondit qu'un évêque, comme tel, n'a juridiction que sur son diocèse ; les évêques « ont toujours pu entrer comme tous les autres citoyens dans la lice du journalisme ; ils n'ont pas exercé cette faculté, et je les en remercie ». (22 décembre, F¹⁹ 6.178.) Voir aussi F¹⁹ 2.489, Angebault ; 16 avril 1860 ; Guillemant : *P.-L. Parisis* ; Paguella de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*. L'évêque gallican de Montepellier, Thibault, approuva au contraire, la mesure prise par le gouvernement. (F¹⁹ 2.539.)

(2) La Bouillerie se plaignit le 27 novembre à Rouland des articles du *Siècle* « où les intentions et la personne des évêques sont indignement calomniées ». Il ajoutait : « Dans une pensée que le gouvernement nous a dit être bienveillante à notre égard, il n'a pas permis que nos mandements fussent publiés dans les journaux. Il nous semblait que nous étions en droit d'espérer qu'on ne déverserait pas l'injure contre des écrits qui ne pouvaient se défendre par la publicité. » (F¹⁹ 2.506 ; voir aussi F¹⁹ 2.538, Doney ; F¹⁹ 2.547, Duffèvre.)

(3) Voir F¹⁹ 2.501, Lacroix ; F¹⁹ 2.484, Lyonnet ; F¹⁹ 2.535, Mazenod ; F¹⁹ 2.565, Landriot ; F¹⁹ 2.567, Brossais Saint-Marc. Le dossier de Bonnechose donne des renseignements sur les dispositions des évêques de Normandie (F¹⁹ 2.572), celui de Thibault sur celles des évêques du Midi. (F¹⁹ 2.539.)

(4) Le préfet de l'Hérault écrivait à Rouland le 5 octobre : « J'ai acquis... la certitude que des ecclésiastiques connus par leur zèle ultramontain et par leurs relations avec le journal l'Univers et avec le nonce parcourent en ce moment la France dans le but de porter le mot d'ordre aux évêques, et de stimuler ceux d'entre eux qui auraient désiré s'abstenir de prendre part à cette nouvelle croisade. Un de ces ecclésiastiques, l'abbé Combalot, est passé ces jours derniers à Montpellier après avoir visité Perpignan où il a décidé, m'assure-t-on, Mgr Gerbet à publier un mandement. » Gerbet publia peu après ses « *Observations... au sujet des attentats dirigés contre la souveraineté temporelle du pape*. » Il fut, avec Dupanloup, le seul évêque à publier, non un mandement, mais une brochure. L'évêque gallican de Montpellier, Thibault, résista à cette pression. Ayant alors de graves difficultés avec Rome (voir chap. XVI, § 1), il s'inquié-

à se prononcer publiquement (1). L'évêque de Marseille Mazenod écrivait le 27 novembre à Rouland : « J'étais résolu de me taire... mais les esprits étaient ici montés de telle manière que mon silence était presque un scandale. Je me serais mis au-dessus de ce qui m'est personnel ; cependant il était nécessaire de calmer les inquiétudes, et c'est dans ce sens que j'ai rédigé mon mandement... Les esprits... dans notre clergé et dans notre population religieuse avaient vraiment besoin qu'on fit quelque chose... Mon langage a fait du bien à tous et donné à tous des espérances (2). » Dès le 30 octobre, l'Univers comptait que 51 évêques avaient protesté contre les atteintes portées au pouvoir temporel du pape (3). Ils furent successivement imités, en novembre et en décembre, par presque tous leurs collègues ; l'évêque gallican de Troyes, Cœur, fut un des derniers à publier son mandement (22 décembre) où il attaquait surtout les ultramontains qui, d'après lui compromettaient l'Église et la papauté (4). L'épiscopat français, plus ou moins spontanément, s'était donc publiquement prononcé contre toute atteinte portée à la souveraineté pontificale. Mais, en somme, le gouvernement impérial disait vrai en affirmant que dans leurs lettres pastorales, la plupart des évêques lui témoignaient leur confiance.

Ces mandements ne suscitèrent aucune agitation. Le clergé, inquiet et mécontent, garda cependant une réserve qui contrastait avec l'agitation qui s'était produite pendant la guerre. D'août à décembre, il ne suscita que quelques incidents sans gravité. L'on parlait beaucoup, dans les salons, de la question des Romagnes, mais elle laissait les masses indifférentes.

Par contre, les mandements des évêques français encouragèrent Pie IX à repousser les conseils du gouvernement impérial. Gramont écrivait le 6 décembre : « Il faut bien l'avouer, les fumées

taient de l'impression qu'y avait produite « le refus carré que quelques-uns de mes collègues et moi, avons fait de nous mêler récemment à toutes les témérités dont une partie notable de l'épiscopat français vient de nous donner si imprudemment l'exemple ». (Lettre à Rouland, 29 octobre, F¹⁹ 2.539.)

(1) Dès le mois d'octobre, le clergé du diocèse d'Aix, réuni pour la retraite pastorale, envoya une adresse au pape. Le 6 novembre, les prêtres de Nîmes se réunirent pour féliciter leur évêque de son mandement. En décembre, ils envoyèrent une adresse au pape.

(2) F¹⁹ 2.535. Mazenod venait d'être désigné par l'empereur pour le cardinalat. (Voir chap. XVI, § 1.)

(3) Certains modérés avaient publié sans commentaires l'allocation du 26 septembre en prescrivant les prières qu'elle demandait (Morlot, Landriot, Féron, notamment).

(4) Ce mandement fut publié en brochure sur le conseil de Rouland et reçut le 16 janvier les éloges du Siècle.

trop épaisses de l'encens brûlé autour du pape par la plupart des évêques de France ont totalement obscurci l'atmosphère qui entoure le Saint-Siège. L'aveuglement est complet et les oreilles se ferment absolument à tout ce qui n'est pas louange et flatterie. Le souvenir des services rendus n'existe plus, la reconnaissance de chaque jour fait place à un dépit mal contenu, dont on raconte çà et là les tristes témoignages. La dignité du Souverain Pontife en est atteinte... (1) » Cependant, le Saint-Siège acceptait de prendre part au Congrès.

(1) Correspondance diplomatique.

CHAPITRE XIV

La question romaine en 1860 : L'agitation (janvier-mars) (1)

I. — *Le conflit entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège*

Napoléon III fit connaître ses idées sur la question romaine par une brochure anonyme, *Le Pape et le Congrès*, qu'avait rédigée La Guéronnière. Elle parut le 22 décembre, et fut largement citée par tous les journaux, comme inspirée par le gouvernement. « Ce n'est pas moi, dit Napoléon III, qui

(1) Sur les relations avec le Saint-Siège, voir la Correspondance diplomatique ; Cerçay, 165 A II 4 : lettres personnelles de Gramont à Thouvenel ; L. Thouvenel : *Le secret de l'empereur*.

Sur l'agitation en France, les rapports périodiques des procureurs généraux donnent une vue d'ensemble. (BB³⁰ 370-388.) La plupart de leurs autres rapports sur l'agitation sont réunis à BB³⁰ 450 (dossier général, et ressorts d'Agen à Douai) et 451 (ressorts de Grenoble à Toulouse). Quelques-uns se trouvent dans la série BB¹⁸ (1.604, 1.606, 1.609, 1.614, notamment). Une liste, d'ailleurs incomplète, des ecclésiastiques contre lesquels des informations ont été ouvertes de janvier 1860 à mai 1861 pour faits relatifs à la question romaine, est à BB³⁰ 436.

Les rapports des préfets au ministre de l'Intérieur sont perdus, sauf F¹⁰ III Ardèche 11 ; Bouches-du-Rhône 13 ; Drôme, 12 ; Gironde, 10 ; Ille-et-Vilaine, 13 ; Rhône, 10.

Dans la série F¹⁰ voir les dossiers des évêques suivants : F¹⁰ 2.489, Angebault ; 2.510, Bardou ; 2.554, Belaval ; 2.531, Bonald ; 2.572, Bonnechose ; 2.488, Boudinet ; 2.567, Brossais Saint-Marc ; 2.481, Chalandon ; 2.497, Debelay ; 2.570, Delalle ; 2.494, Delamarre ; 2.524, Dépery ; 2.587, Desprez ; 2.500, Didiot ; 2.538, Doney ; 2.506, Donnet ; 2.547, Dufêtre ; 2.553, Dupanloup ; 2.480, Epivent ; 2.537, Foulquier ; 2.560, Gerbet ; 2.565, Gousset ; 2.526, Guerrin ; 2.556, Guibert ; 2.484, Jerphanion - 2.523, Jordany ; 2.506, La Bouillèrie ; 2.501, Lacroix ; 2.494, Langalerie ; 2.484, Lyonnet ; 2.492, Magnin ; 6.178, Marguerie ; 2.575, Martial ; 2.504, Mathieu ; 2.519, Meirieu ; 2.505, Pallu du Parc ; 2.486, Pavy ; 2.561, Pie ; 2.549, Plantier ; 2.584, Raess ; 2.511, Régnier ; 2.564, Sergent ; 2.539, Thibault ; 2.527, Wicart.

Dans la série du clergé du second ordre, voir les dossiers suivants : F¹⁰ 5.768, 5.769, 5.781, 5.782, 5.784, 5.787, 5.788, 5.790, 5.792, 5.795 à 5.801, 5.805, 5.807, 5.808, 5.810, 5.814, 5.816, 5.817, 5.818, 5.819 A, 5.822, 5.823, 5.825 à 5.829, 5.831 à 5.833, 5.835, 5.838, 5.845, 5.847, 5.849, 5.850, 5.852, 5.853, 5.854, 5.856, 5.857, 5.859, 5.861, 5.864, 5.867 à 5.869, 5.871 à 5.877. Les résumés des rapports de gendarmerie sont à F¹⁰ 5.605.

Dans leurs rapports trimestriels, la plupart des recteurs donnent quelques rensei-

ai écrit *Le Pape et le Congrès*, mais j'en approuve toutes les idées (1). »

L'auteur, « catholique sincère » déclare le pouvoir temporel du pape « nécessaire à l'exercice de son pouvoir spirituel ». Mais « le pouvoir du pape ne peut être qu'un pouvoir paternel : il doit plutôt ressembler à une famille qu'à un État. Aussi, non seulement il n'est pas nécessaire que son territoire soit très étendu, mais nous croyons qu'il est même essentiel qu'il soit restreint. Plus le territoire sera petit, plus le souverain sera grand ». Un grand État ne peut être gouverné par le pape ; « ses lois seront enchaînées aux dogmes, son activité sera paralysée par la tradition, son patriotisme sera condamné par sa foi. Il faudra qu'il se résigne à l'immobilité ou qu'il s'emporte jusqu'à la révolte ». En fait, le pape ne règne que grâce à la protection des troupes françaises.

Dans le système prévu par les préliminaires de Villafranca, « le large développement de la vie municipale dégageant sa responsabilité des intérêts administratifs, il peut se maintenir dans une sphère qui l'élève au-dessus de la manipulation des affaires. Membre de la confédération italienne, il est protégé par l'armée fédérale. Une armée pontificale ne doit être qu'une enseigne d'ordre public... Un autre point très important, c'est que le culte catholique ne reste pas exclusivement à la charge des sujets du gouvernement pontifical... C'est aux puissances catholiques à pourvoir à ces dépenses qui les intéressent toutes par de larges tributs payés au Saint-Siège ».

Quant aux Romagnes, comment les rendre au pape ? par la persuasion ? l'empereur n'y a pas réussi. Par la force ? ce serait contraire au prestige de l'Église et au génie de la France. Au reste, elles sont depuis longtemps un embarras pour le Saint-Siège, et les papes, en plusieurs circonstances, ont su renoncer à une partie de leurs États. Que le congrès maintienne donc le principe de la souveraineté pontificale, mais « la ville

gnements sur l'agitation. Voir aussi les rapports de Gallix sur la presse provinciale (1860-64), P¹⁸ 297.

Les polémiques soulevées par la question romaine ayant été à cette époque la principale préoccupation de l'opinion publique, on en trouve l'écho non seulement dans les correspondances, mémoires ou biographies des catholiques, évêques, religieux ou laïques, mais aussi dans ceux de tous les personnages qui s'intéressaient à la vie publique : Mérimée, Darimon, Viel-Castel, etc. Par contre, on ne trouve, même dans les biographies des évêques, que peu de renseignements sur l'agitation cléricale en province. Elles se bornent à indiquer le rôle personnel des évêques.

(1) Cowley à Russell, 25 décembre 1859, cité par de La Gorce, *Histoire du Second Empire*.

de Rome en résumé surtout l'importance, le reste n'est que secondaire ».

La brochure était destinée à faire accepter à l'opinion française que le pape perdit les Romagnes. Elle eut un résultat opposé (1). Elle fut interprétée comme la condamnation du pouvoir temporel. La thèse pontificale, d'après laquelle le sort du pouvoir temporel tout entier se jouait dans la question des Romagnes en fut renforcée. En fait, il semble que Napoléon III désirait sincèrement le maintien de l'État pontifical selon la formule de la brochure, c'est-à-dire restreint à Rome et à ses environs, et pratiquement soustrait au gouvernement du pape, qui n'aurait plus eu ni armée, ni finances indépendantes. Mais, même si les catholiques avaient cru à la sincérité de Napoléon III, ils auraient trouvé ce programme inacceptable.

Antonelli protesta : « Le pape avait remarqué que, depuis quelque temps, on permettait en France la publication dans les journaux de tout ce qui pouvait attaquer et décrier son pouvoir, pendant que d'un autre côté, on interdisait celle des écrits destinés à prendre sa défense. La brochure en question n'était ni plus ni moins qu'une excitation directe à la révolte contre son autorité(2). » Le 1^{er} janvier, Pie IX, recevant les officiers du corps d'occupation, souhaita que l'empereur pût « reconnaître la fausseté de certains principes qui ont été produits ces jours derniers dans un opuscule qu'on peut appeler un monument insigne d'hypocrisie et un tissu ignoble de contradictions ».

Le Moniteur du 11 janvier, en reproduisant cette allocution déclara qu'elle « n'aurait peut-être pas été prononcée si Sa Sainteté eût déjà reçu » une lettre de Napoléon III du 31 décembre, dont le texte était publié. L'empereur y conseillait au pape « de faire le sacrifice des provinces révoltées ». L'Europe lui garantirait le reste de ses États. Le 4 janvier, Napoléon III avait remplacé Walewski, favorable au pape et hostile à l'Italie, par Thouvenel.

Pie IX rejeta la proposition de Napoléon III et rendit son refus public par l'encyclique du 19 janvier. Il y déclare que les États du Saint-Siège « n'appartiennent pas à la dynastie de quelque famille royale, mais à tous les catholiques... que

(1) Thouvenel la trouva « regrettable ». (*Le secret de l'empereur*, 29 janvier.) Elle gêna encore la politique impériale au moment de Castellidardo. (Cergay, 165 A II 4, et *Le secret de l'empereur*, octobre 1860.)

(2) Gramont à Walewski, 31 décembre, Correspondance diplomatique.

nous ne pouvons pas céder ce qui n'est point à nous, et que nous comprenons parfaitement que la victoire qui serait accordée aux révoltés de l'Émilie serait un stimulant à commettre les mêmes actes pour les perturbateurs indigènes et étrangers des autres provinces... que nous ne pouvons point abdiquer les susdites provinces de notre domination pontificale sans violer les serments solennels qui nous lient, sans exciter des plaintes et des soulèvements dans le reste de nos États, sans faire tort à tous les catholiques, enfin sans affaiblir les droits non seulement des princes de l'Italie qui ont été dépouillés injustement de leurs domaines, mais encore de tous les princes de l'univers chrétien qui ne pourraient voir sans indifférence l'introduction de certains principes très pernicioeux ». Pie IX proclame que sa résistance sera inébranlable, et qu'il est prêt à « souffrir les épreuves les plus dures et les plus amères... perdre même la vie, avant que d'abandonner en aucune sorte la cause de Dieu, de l'Église et de la justice ». Il fait appel aux évêques, dont le dévouement à la cause du Saint-Siège s'est manifesté avec éclat : « Enflammez chaque jour davantage les fidèles confiés à votre soin, afin que sous votre conduite, ils ne cessent jamais d'employer tous leurs efforts, leur zèle et l'application de leur esprit à la défense de l'Église catholique et de ce Saint-Siège ainsi qu'au maintien du pouvoir civil de ce même siège et du patrimoine de saint Pierre. »

L'encyclique fut publiée le 28 janvier par l'Univers, avant que le gouvernement impérial eût été averti. Gramont écrivit le 4 février à Thouvenel : « L'encyclique n'a été connue des cardinaux que le vendredi 27 à 7 heures du soir, l'impression n'ayant été terminée qu'à 6 heures. Ce sont deux camériers du pape, prélats ardents et intrigants, Mgr de Mérode et Mgr Talbot qui l'ont envoyée manuscrite en France à leurs correspondants... (1) » ; et le 7 février : « On m'assure que cet envoi clandestin a été fait sans autorisation ; mais à vrai dire, j'en doute très fort. J'ai réclamé contre cette inobservance de nos conventions relativement à la transmission des bulles (2). » On avait voulu surprendre le gouvernement impérial pour qu'il ne pût empêcher la publication de l'encyclique.

Par une circulaire du 8 février qui fut publiée le 14, Thouvenel répondit à l'encyclique : « Nous voyons avec un senti-

(1) Cerçay, 165 A II 4.

(2) Correspondance diplomatique.

ment de regret... le Saint Père faire appel à la conscience du clergé et exciter l'ardeur des fidèles à l'occasion d'une affaire dont la discussion ne pouvait avoir utilement lieu que de gouvernement à gouvernement... La cour de Rome n'a pas été bien inspirée en essayant d'établir une sorte de connexité entre deux ordres d'intérêts qui ne sauraient être mêlés sans danger. Dans les premiers âges de l'Église, alors que les tendances de la civilisation étaient théocratiques, cette confusion était naturelle et possible... De nos jours, par suite d'un progrès que le gouvernement de l'empereur ne saurait considérer autrement que comme un bienfait irrévocablement acquis aux sociétés modernes, la séparation s'est accomplie entre les deux domaines de l'ordre religieux et de l'ordre politique... Le Saint-Siège ne s'est donc pas moins mis en désaccord avec l'esprit général de l'époque qu'avec les règles internationales, en faisant appel aux consciences pour un intérêt qui est simplement temporel (1). »

Le conflit entre le Saint-Siège et le gouvernement impérial était publiquement engagé. Il entraîna l'ajournement indéfini du Congrès.

II. — *L'agitation*

La brochure *Le Pape et le Congrès* produisit une sensation profonde. Elle montrait, non seulement que Napoléon III ne voulait pas imposer aux Romagnes la domination du pape, mais qu'il était hostile au pouvoir temporel dans sa forme traditionnelle. La brochure, accueillie avec enthousiasme par la presse anticléricale, indigna les catholiques ; ils tentèrent de soulever l'opinion contre la politique italienne de l'empereur. La question romaine devint, pour longtemps, la préoccupation principale de l'opinion publique.

Dans un article du 24 décembre, Veuillot compara la brochure au baiser de Judas. Le 25, il passa aux actes : « ... dans l'intérêt même de la politique loyale dont la France ne peut ni ne veut s'écarter, nous croyons que le moment est venu pour les catholiques d'élever la voix et de dire hautement ce qu'ils pensent. Le mode le plus simple et le plus prompt est à notre avis de signer une adresse au Saint Père : déjà on s'en

(1) Thouvenel développa cette thèse dans une dépêche à Gramont du 12 février que publia le *Moniteur* du 17.

occupe à Lyon, à Boulogne et dans d'autres villes. Ce mouvement est facile à généraliser et n'exige nullement un centre commun. Partout un homme de cœur peut prendre l'initiative, rédiger une adresse et la faire signer. » Suivait une adresse signée de Veuillot qui résumait la thèse pontificale et ne faisait pas d'allusion au gouvernement impérial. Le lendemain, l'Univers reçut un avertissement « considérant que si la question traitée par le journal l'Univers peut être débattue avec une entière liberté de discussion, il ne saurait toutefois être permis de chercher à organiser en France, sous un prétexte religieux une agitation politique ». Le Journal des Villes et des Campagnes, qui avait reproduit l'article de Veuillot, la Gazette de France et plusieurs journaux légitimistes de province furent frappés les jours suivants.

Quelques évêques, tournant l'interdiction faite à la presse de publier les mandements, protestèrent par des brochures. La première fut la *Lettre de Mgr l'évêque d'Orléans à un catholique sur la brochure le Pape et le Congrès*, publiée dès le 27 décembre par l'Ami de la Religion. Dupanloup publia, le 20 janvier, en réponse à la lettre de Napoléon III à Pie IX, une *Deuxième lettre à un catholique*, et fut félicité par le pape. L'Univers publia des réfutations de la brochure, par Parisi (12 janvier) et Gerbet (13 janvier). Ultramontains et libéraux étaient d'accord pour affirmer que la question des Romagnes mettait en cause le pouvoir temporel tout entier, et par conséquent l'indépendance spirituelle du Saint-Siège; que le gouvernement impérial était responsable des événements de l'Italie centrale, et qu'il pouvait, s'il le voulait, faire respecter les engagements qu'il avait pris avant la guerre d'Italie. Mais ultramontains et libéraux ne défendaient pas de la même manière la cause du pouvoir temporel.

Le conflit survenu entre l'Empire et le Saint-Siège confirmait les prévisions des catholiques libéraux qui s'étaient toujours méfié du gouvernement impérial. Ils étaient plus à l'aise que ses anciens partisans pour attaquer sa politique italienne (1). Ils connaissaient les abus du gouvernement clérical des États pontificaux et le savaient impopulaire. Ils évitèrent d'en faire l'apologie. Ils estimaient que l'opinion n'était pas assez favo-

(1) Veuillot, mécontent de voir que ses ennemis avaient eu raison contre lui, avouait : « Sans doute, leurs prévisions sont aujourd'hui moins déjouées que nos vœux. » (27 janvier 1860, cité par Eugène Veuillot : *Louis Veuillot*.)

nable à la papauté pour qu'une atteinte portée à la souveraineté pontificale suffît à l'émouvoir (1). Comme à leur ordinaire, ils cherchèrent à défendre l'Église au nom du droit commun et des intérêts conservateurs (2). « Toute la question se résume en une grande question de droit public » déclarait Dupanloup. Si les Romagnes sont annexées au Piémont, « nous ne dirons pas seulement : c'est le principe de l'État pontifical qui périclète, nous dirons encore, c'est la révolution qui entre triomphante dans le droit public européen... c'est le principe tutélaire du pouvoir, le fondement de l'ordre social qui est renversé ». Les catholiques libéraux affirmaient d'ailleurs que l'annexion des Romagnes au Piémont n'était pas désirée par la majorité de la population, qu'elle serait un triomphe de la force sur le droit, et ils faisaient appel au sentiment chevaleresque de l'opinion française : « Oui, écrivait Dupanloup, tout ce que j'ai de plus délicat et de plus sensible dans l'âme est blessé en voyant triompher le fait brutal, immoler le droit, sacrifier le faible ; que l'Angleterre y pousse et y applaudisse si c'est son rôle, à la bonne heure ; mais que la France y consente et y adhère, c'est autre chose ; elle n'y est pas accoutumée (3). » Le Correspondant du 25 janvier publia quatre articles de Broglie, Falloux, Cochin et Corcelles sur la question romaine ; il fut frappé d'un avertissement.

Sur le terrain où ils se plaçaient, les catholiques libéraux obtinrent l'appui de la plupart des « burgraves » orléanistes, peu favorables cependant à la théocratie pontificale. Ville-

(1) Montalembert écrivait en janvier : « D'où vient que la situation est plus dangereuse en 1859 qu'en 1849 et même qu'en 1809 ? C'est qu'alors l'opinion, en France et en Europe était sympathique à la papauté, et qu'aujourd'hui, elle lui est hostile : et c'est dans cette hostilité incontestable que l'empereur puise l'audace nécessaire pour agir comme il agit. » (cité par Lecanuet.) Beaucoup de catholiques modérés approuvaient la tactique des catholiques libéraux. Guibert conseillait au nonce de « ménager l'opinion moyenne des conservateurs, parce qu'elle faisait la force du clergé dans la lutte pour le pape » (voir Bourret). Il écrivait aussi : « L'opinion du monde ne nous est pas favorable », ce qu'il attribuait, comme les catholiques libéraux à l'Univers. (Paguelle de Follenay ; voir Bibliographie : épiscopat Guibert.)

(2) Dupanloup avait déjà posé la question sur ce terrain dans sa *Protestation* du 30 septembre. Montalembert avait écrit en octobre dans le Correspondant : « Le droit des gens est tout aussi compromis que celui de l'Église, la justice est bien plus blessée que la foi. » A. Cochin lui écrivait le 22 octobre : « Sans vous avoir lu, je suis sûr que vous avez su vous placer sur le vrai terrain, c'est-à-dire la politique de la justice et de l'honnêteté, sans invoquer le surnaturel, qui n'est qu'indirectement intéressé dans l'affaire, sans blâmer à l'excès le populaire, dont les griefs sont loin d'être tous faux... l'annexion [des Romagnes], voilà ce qu'il faut combattre bien plus que la demande des réformes. » (*Augustin Cochin, ses lettres et sa vie.*)

(3) *Deuxième Lettre à un Catholique.*

main publia dès le 13 janvier une brochure intitulée : *La France, l'Empire et la Papauté, question de droit public*, qui lui valut les félicitations publiques du comte de Chambord, parce qu'il y défendait le principe de la souveraineté légitime, d'après le droit public traditionnel (1). Thiers, Guizot, Cousin, prirrent parti pour le pape. L'Académie française élut Lacordaire le 2 février (2).

Montalembert écrivait à Mérode le 28 janvier : « Somme toute, « la détestable engeance des académiciens et des parlementaires », dénoncée depuis dix ans aux catholiques comme leurs plus dangereux ennemis, ne me paraît pas avoir été tout à fait inutile au Saint-Siège dans cette grave occurrence (3). » Antonelli chargea le nonce de féliciter au nom du pape Broglie, Corcelles, Cochin, Falloux, Montalembert, Villemain, Nette-ment, Poujoulat, pour avoir défendu de leur plume le pouvoir temporel. Mais l'influence de ces écrits sur le peuple fut nulle. La bourgeoisie orléaniste se divisa : une partie, à l'exemple des burgraves, soutint l'opposition cléricale, l'autre resta indifférente ou hostile au pouvoir temporel. Le concours des burgraves ne servit efficacement la cause pontificale qu'après les élections de 1863.

C'est Pie qui a formulé avec le plus de vigueur la thèse des

(1) Il jugeait, de plus, dangereux pour la France que le Piémont devint une grande puissance. Cet argument ne devint courant qu'après l'annexion des Marches et du royaume de Naples.

(2) Dupanloup aurait voulu que Lacordaire publiât avant son élection, un écrit favorable au pouvoir temporel qui fit oublier les lettres où il avait approuvé la guerre d'Italie. Lacordaire refusa. Son élection n'en fut pas moins une manifestation contre la politique italienne de l'empereur. Mérimée écrivait à Panizzi : « Cousin a dit : je vote pour saint Pie IX. Thiers, Guizot, tous les burgraves ont voté pour Lacordaire, se figurant que c'était une protestation bien digne de contrebalancer la bataille de Solferino. Comment les orléanistes sont-ils si bêtes ? nous les avons connus autrefois bien différents. Ils ne savent pas l'effet que produit leur absurde palinodie dans le public. Pour le peuple, la conduite de l'empereur avec le pape est la seule qui convienne à un souverain, et elle lui a donné une recrudescence de popularité. » Lacordaire publia le 25 février, une brochure « *De la liberté de l'Eglise et de l'Italie* », où il se déclarait partisan du pouvoir temporel, mais aussi des réformes, et de la confédération italienne. Voir bibliographie : congrégations, Lacordaire.

Si les orléanistes furent à peu près unanimes à blâmer les procédés employés par le gouvernement piémontais et par le gouvernement impérial, beaucoup d'entre eux restèrent cependant sympathiques à l'Italie, hostiles à la politique de Pie IX et au parti cléricale. Ce fut l'attitude de la plupart des rédacteurs du Journal des Débats, notamment de Bertin et de John Lemoine; Saint-Marc Girardin, au contraire se prononça pour le pape. Le duc d'Aumale trouva les Débats beaucoup trop favorables à l'Italie, mais il souhaita toujours que le parti orléaniste évitât de se confondre avec le parti cléricale. (*Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier Fleury.*)

(3) Lecanuet : *Montalembert*.

ultramontains intransigeants. L'État pontifical était à ses yeux le modèle idéal de tout État chrétien. Il écrivait à Pie IX en juillet 1859 : « Le gouvernement temporel du vicaire de Jésus-Christ est aujourd'hui l'asile à peu près unique de la politique orthodoxe (1). » Il était donc résolument hostile, non seulement à l'annexion des Romagnes au Piémont, mais aussi aux réformes préconisées par Napoléon III. Dès le 13 janvier, il condamna *Le Pape et le Congrès* : « La violation des droits temporels du Saint-Siège est formellement condamnée par l'enseignement chrétien, attendu qu'elle blesse non seulement toutes les lois de la justice, de l'ordre, de la propriété, et de la souveraineté, mais qu'elle offense en outre la vertu même de la religion, et qu'elle constitue cet outrage à la divinité qui est connu sous le nom de sacrilège. » L'on devait donc, « sous peine de sortir des limites de l'orthodoxie », défendre la cause du pouvoir temporel.

Mais les intransigeants eux-mêmes savaient que cette thèse, conforme à la doctrine de l'Église et aux sentiments de Pie IX, ne serait pas acceptée par l'opinion française. Pie donna à sa condamnation la forme d'un mandement qui ne pouvait être reproduit dans les journaux. Les brochures de Parisis et de Gerbet, très théoriques, eurent peu de succès. Cependant les intransigeants blâmaient la tactique suivie par les catholiques libéraux pour s'assurer l'appui des conservateurs indifférents. Guéranger, félicitant Pie de son mandement, ajoutait : « ... le tiers parti libéral a livré à nos adversaires les prémisses de leurs arguments, puisque ce parti est favorable à ce qu'il appelle les conquêtes de 1789, et qu'il en est réduit à des raisons politiques aussi rapetissantes que réfutables. Si j'avais le malheur de ne pas anathématiser 1789, je ne serais pas en peine de faire un pamphlet autrement fort que *Le Pape et le Congrès* (2). »

Trois députés cléricaux, élus comme candidats officiels, Cuverville, Keller et Lemercier, demandèrent une audience à l'empereur pour l'entretenir de la question romaine. Elle leur fut refusée. Ils adressèrent alors, le 9 janvier, une lettre commune à l'empereur : « Sire, votre refus de nous recevoir nous afflige profondément. Au milieu des institutions et des intérêts qui changent, la religion seule parle au cœur des

(1) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(2) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

peuples : c'est elle qui fonde et qui perpétue les empires. » Assurés pour l'Église de la protection divine, « c'est pour notre patrie bien aimée, c'est pour vous, Sire, c'est pour votre dynastie que nous déplorons l'incertitude qui règne en ce moment, et qui, en se prolongeant, séparerait de vous tous les catholiques sincères ».

Après la publication de la brochure comme au mois d'octobre, les évêques modérés jugèrent les démarches confidentielles préférables aux protestations publiques. Morlot écrivit le 27 décembre à Régnier : « Penseriez-vous pouvoir écrire à l'empereur ?... évidemment, l'empereur ne voit pas de bon œil certaines manifestations, mais il regoît bien ce qui vient des évêques, il en est touché. L'effet de ces communications est salubre, surtout lorsqu'elles sont faites avec un certain accent de confiance. Je ne vois personne de mieux placé que vous, Monseigneur pour faire cela utilement. Je le demande aussi à quelques autres... L'effet de la brochure est funeste ci et ne peut manquer de l'être partout (1). » Plusieurs prélats influents écrivirent à l'empereur (2), d'autres à Rouland (3). La plupart, ayant écrit avant que la lettre de Napoléon III à Pie IX eût été publiée, pouvaient encore espérer qu'il ferait rendre les Romagnes à Pie IX, et l'y incitaient avec le « certain accent de confiance » recommandé par Morlot.

Guibert écrivait à Rouland (30 décembre) : « On peut craindre que l'empereur, habitué à la réalisation de ses plans politiques, ne se persuade qu'il trouvera la même facilité sur le terrain religieux. Ce serait une dangereuse erreur. Il y a dans les liens religieux quelque chose de profond comme la conscience, une force invincible dont peut-être Sa Majesté ne se rend pas assez bien compte... Un pas fait dans une fausse voie en une circonstance aussi grave et aussi décisive peut entraîner des conséquences irréparables pour le succès et la gloire du règne de Sa Majesté (4). »

(1) Destombes : *Vie du cardinal Régnier*. Morlot se déroba aux démarches faites auprès de lui par des catholiques opposants. Il refusa une audience à Falloux : « Je tiens extrêmement à conserver ma liberté d'action, lui répondit-il..., je ne voudrais pas que ma conduite fût attribuée à telles ou telles influences. » (Falloux : *Mémoires d'un royaliste*.)

(2) Voir le dossier de Martial, les biographies de Bonnechose, Donnet, Mazenod, Régnier.

(3) Voir les dossiers d'Angebault, Belaval, Boudinet, Didiot, Doney, Dufêtre, Guibert, Régnier, Sergent.

(4) F¹⁹ 2.556, et Paguelle de Follenay.

Bonnechose écrivait à Napoléon III : « S'il devient avéré que l'empereur donne les mains à des projets hostiles au Saint-Siège, quelle amère déception pour l'épiscopat, pour le clergé tout entier, pour les vrais catholiques ! La confiance, l'affection, la sympathie que vous aviez su inspirer et qui vous étaient si justement acquises tomberaient d'un seul coup pour ne plus se relever... Cette voie conduit aux abîmes. Hélas ! que ne pouvez-vous être témoin, Sire, de la joie de vos ennemis et du triomphe des partis depuis qu'ils commencent à espérer une rupture entre l'empereur et le pape. » La réponse de l'empereur montre que ces adjurations, mêmes faites confidentiellement et par des prélats dévoués, l'irritaient : « Je n'ai pu lire sans un profond sentiment de tristesse la lettre que vous m'avez adressée contre l'expression même de la vérité. Quoi ! les événements humains ont leur force irrésistible, amènent des situations imprévues et il n'en serait tenu aucun compte ! Le défenseur constant, et, jusqu'ici le plus éprouvé du Saint-Siège en serait devenu tout à coup l'adversaire redoutable ! A un examen calme et impartial on substituerait des interprétations passionnées, au souvenir des services rendus un oubli plein de reproches amers, et parmi les membres les plus élevés de l'épiscopat, il en est ainsi qui se croiraient dans le vrai ! C'est là, permettez-moi de vous le dire, un spectacle affligeant, une erreur qui pourrait devenir funeste si le bon sens public ne me rassurait pas contre d'injustes soupçons, et des attaques irréflechies. Je me bornerai donc, fort de ma conscience, à présenter le passé comme garant de l'avenir, c'est-à-dire à protester de mon dévouement sincère et inaltérable aux intérêts du Saint-Siège (1). » Les démarches confidentielles avaient donc échoué.

Cependant, avant la publication de l'encyclique du 19 janvier, les évêques qui protestèrent publiquement par des brochures ou par des mandements contre la politique formulée dans *Le Pape et le Congrès*, furent peu nombreux. (2) Les évêques venaient de traiter la question romaine en publiant l'allocation consistoriale du 26 septembre ; ils avaient vu que leurs lettres pastorales mécontentaient le gouvernement sans émouvoir l'opinion. C'est alors pourtant que l'exemption du dépôt préa-

(1) Besson : *Vie du cardinal de Bonnechose*.

(2) Outre ceux qui ont été cités plus haut, Doney, Epivent, Foulquier, Langalerie, Plantier, Salinis.

lable et du droit de timbre dont les mandements bénéficiaient depuis 1836 fut mise en question (1). Certains procureurs généraux auraient voulu la supprimer entièrement. Delangle la maintint par une circulaire du 25 janvier : « Je ne vois pas de raison de déroger, surtout en ce moment, à la tolérance dont les mandements... ont été l'objet. Mais à raison de plusieurs abus récents qui m'ont été signalés (2), il importe de la maintenir dans les limites qui lui ont été primitivement imposées. Vous tiendrez donc la main à l'exécution des lois sur la matière lorsque la publication aura dépouillé le caractère d'un acte d'administration diocésaine pour prendre tout autre caractère... »

La publication de la brochure suscita dans le bas clergé une vive agitation. Il ne manifesta plus seulement son mécontentement comme pendant la guerre d'Italie ; il chercha, en beaucoup de régions, à agiter l'opinion par une propagande concertée avec les laïques cléricaux, et notamment avec les légitimistes. C'était, depuis le 2 décembre, la première tentative d'agitation. Les évêques cherchèrent d'ailleurs presque tous à l'arrêter. Cependant, les sermons hostiles qui avaient presque cessé depuis la fin de la guerre se multiplièrent : les prêtres dénoncèrent l'annexion des Romagnes au Piémont comme un vol et comme un sacrilège ; ils rendaient l'empereur responsable de tout ce qui se passait en Italie ; certains annoncèrent que la religion allait être persécutée, que l'on allait revoir la révolution et la terreur. Les plus violents rappelèrent que Napoléon I^{er} avait persécuté l'Église et qu'il l'avait expié en finissant ses jours à Sainte-Hélène : ils menacèrent Napoléon III du même sort. Les prêtres tenaient dans leurs conversations privées des propos plus vifs encore. Des aumôniers de lycées, de prisons et d'hôpitaux attaquèrent dans l'exercice de leurs fonctions la politique de l'empereur. Le *Domine salvum* fut fréquemment omis.

Avec les prédications et la propagande orale, le principal procédé d'agitation fut d'abord celui qu'avait indiqué Veuillot. Des prêtres et des laïques rédigèrent des adresses au pape et les firent signer. Rouland voulut les poursuivre pour colportage illicite, mais Delangle lui répondit : « La Cour de Cassation,

(1) BB^{1*} 1.606.

(2) Certains évêques avaient fait distribuer leurs mandements hors de leurs diocèses ou les avaient mis en vente, ce qui en faisait de véritables brochures.

par deux arrêts successifs rendus les 18 juillet et 9 août 1850, a décidé que le fait d'avoir présenté une pétition à la signature de plusieurs personnes ne constituait pas le délit de colportage et de distribution... Cependant, j'ai cru devoir autoriser la saisie dans le ressort de Douai d'une adresse au pape dont les termes mêmes indiquaient un but d'agitation politique (1). » La plupart des adresses, ne contenant aucune allusion hostile au gouvernement impérial, échappaient à la répression légale. Cependant, les préfets réussirent, par intimidation, à en faire cesser le colportage public. Plusieurs évêques déconseillèrent cette manifestation (2). Les adresses continuèrent cependant à circuler, mais clandestinement, et seulement dans les milieux cléricaux : elles cessaient ainsi d'être un procédé d'agitation efficace.

Le gouvernement craignait que les associations religieuses, et surtout la société de Saint-Vincent de Paul, avec son organisation centralisée, ne prissent part à l'agitation. Le Constitutionnel les menaça le 9 janvier : « Si les associations cessaient de rester sur le terrain charitable, si elles venaient à s'immiscer dans les querelles des partis, on verrait alors surgir des questions de légalité qu'il est prudent de laisser dormir. Il faudrait s'attendre à voir les journaux qui les ont toujours vues avec défiance signaler leur illégalité et mettre le gouvernement en demeure de faire appliquer la loi. » Le Siècle, encouragé par cet article officieux, attaqua aussitôt avec violence les associations religieuses.

L'encyclique du 19 janvier aggrava encore l'agitation. Elle fut publiée dans l'Univers du 29 janvier (c'est-à-dire le 28) sans que le gouvernement eût été prévenu (3). Il autorisa les autres journaux à la reproduire, mais le Moniteur du 29 publia un décret supprimant l'Univers. Billault déclarait dans l'exposé des motifs : « Le journal l'Univers s'est fait dans la presse périodique l'organe d'un parti religieux dont les prétentions sont chaque jour en opposition plus directe avec les droits de l'État ; ses efforts incessants tendent à dominer le clergé français, à troubler les consciences, à agiter le pays, à saper les bases fondamentales sur lesquelles sont établis les rapports de l'Église et de la société civile. Cette guerre ouverte faite

(1) F¹⁹ 5.829, 20 janvier 1860.

(2) Notamment ceux d'Avignon, Montpellier, Nîmes, Quimper, La Rochelle.

(3) Voir p. 358

à nos plus anciennes traditions nationales est dangereuse pour la religion même qu'elle compromet en la mêlant à des passions indignes d'elle, en l'associant à des doctrines inconciliables avec les devoirs de patriotisme que le clergé français n'a jamais séparés de sa respectueuse soumission au Saint-Siège dans l'ordre spirituel. » Il n'était pas fait allusion à la publication de l'encyclique. Le 30, le *Moniteur* invita la presse à la modération : « Après la mesure qui a frappé l'Univers, les violences qui répondaient à ses provocations seraient désormais sans motif comme sans excuse. »

Veuillot écrivait le 7 février : « On m'a beaucoup visité, beaucoup écrit, mais je n'ai reçu en tout jusqu'à présent que dix ou douze lettres d'évêques, dont deux étrangers. C'est peu, après le rapport de M. Billault ; c'est peu, pour vingt ans de services couronnés par une telle mort (1). » Quelques évêques, tout en faisant leurs réserves sur l'Univers, se plaignirent à Rouland de sa suppression (2). « A votre dernière audience, lui écrivit l'évêque d'Amiens, Boudinet, vous aviez la bonté de me dire : deux journaux sont à supprimer, le *Siècle* et l'Univers. J'étais loin d'approuver tout dans l'Univers, et j'ai gémì souvent du joug sous lequel courbaient plus d'un évêque, mais il a tant servi la cause de l'empereur et tant voulu servir l'Église que je lui écris aujourd'hui avec regret (30 janvier). » Dans l'ensemble, l'épiscopat s'émut peu de la suppression de l'Univers. Mais elle irrita profondément le bas clergé. Un évêque modéré, Martial, écrivait à Rouland le 27 février : « Il faut reconnaître ... qu'on s'est malheureusement trompé en prétendant dans le rapport qui précède le décret de suppression de l'Univers, que cette détermination du gouvernement serait accueillie avec faveur par le clergé. Ce que je peux attester, c'est que j'ai 980 prêtres dans mon diocèse, et que les 980 prêtres sont mécontents des mesures de rigueur prises contre le journal précité. » Le 18 février, le gérant de l'Univers, Taconet, fut autorisé à publier un nouveau journal, le *Monde*, mais en promettant « d'écarter tout article de polémique et toute intervention des partis politiques » et sans la collaboration de Veuillot (3). Le *Monde* resta longtemps très modéré.

(1) *Correspondance*, t. I^{er}.

(2) Voir les dossiers de Boudinet, Martial, Plantier, Régner ; les biographies de Guibert, de Régner et celle de Montalembert.

(3) F¹⁵ 423 et 384 (voir Delatte : *Dom Guéranger*). Après la suppression de l'Univers, Veuillot se rendit à Rome où le pape l'accueillit avec bienveillance. A son retour

La plupart des évêques cherchèrent à ne pas aggraver l'agitation. Consulté par Bonnechose, Régnier lui répondit : « Le Saint Père ne nous charge pas de publier l'encyclique : cette publication n'est donc point obligatoire pour nous. Dans les circonstances actuelles, elle ne serait pas opportune, je crois. Dans mon instruction pastorale pour le carême, j'ai trouvé l'occasion de parler de l'encyclique du 18 juin, et des allocutions du même mois et du 26 septembre ; je m'en tiendrai à cela, quant à présent (1). » Quelques évêques s'abstinrent comme Régnier ; d'autres communiquèrent l'encyclique à leur clergé, mais dans le texte latin, et avec ordre de ne pas la lire en chaire (2). Beaucoup la firent lire en chaire, mais interdirent de la commenter (3). Presque tous recommandèrent à leurs prêtres la plus grande réserve. Dans l'ensemble, malgré leur modération, beaucoup d'évêques furent amenés, soit en publiant l'encyclique, soit dans leurs mandements de carême, à parler de nouveau de la question romaine.

Ils employèrent souvent les arguments des catholiques libéraux ; mais surtout, ils placèrent la question romaine sur le terrain religieux. Leur principal argument, le plus accessible aux masses, était qu'en fait, les ennemis du pouvoir temporel du pape étaient également hostiles à son autorité spirituelle : en Italie, le gouvernement laïcisateur du Piémont et les révolutionnaires, en France, les républicains anticléricaux étaient à bon droit suspects à l'Église. L'évêque d'Aire Épivent écrivait dès le 19 janvier : « Dans toute question religieuse, pour discerner la vérité d'avec l'erreur, il suffit de considérer de quelle manière se partage le genre humain. Or le partage est déjà fait sur cette question. Voici d'un côté les catholiques de tous les pays... Voici tous les évêques, tous les prêtres, tous les fidèles qui pleurent et qui prient avec Pie IX. Voici les

en France, ses papiers furent saisis par la police. Billault l'avertit que si l'Univers reparaissait à l'étranger le gouvernement en interdirait l'entrée en France. Vuillot renonça à ce projet, qu'il avait envisagé. Il se brouilla bientôt avec Taconet. Il ne publia pas de brochure marquante sur le pouvoir temporel du pape en 1860. En 1861, il en fit paraître une sur Waterloo où Napoléon I^{er} était appelé « le capitaine catholique », expression que Falloux lui reprocha vivement (*Mémoires d'un royaliste*). Il demanda à plusieurs reprises, avec l'appui de Parisi, l'autorisation de refaire paraître l'Univers. Elle lui fut refusée.

(1) Destombes : *Vie du cardinal Régnier*.

(2) Notamment Boudinet, Darboy, Caverot. « Cette réserve nous est amère, écrivait celui-ci dans sa circulaire, mais vous apprécierez les motifs de toutes sortes qui nous l'imposent. » Puis il autorisa la lecture sans commentaires.

(3) Notamment Belaval, Didiot, Donnet, Féron, Laurence, Raess et deux des

conciles, les docteurs, les théologiens qui n'ont trouvé qu'un mot pour qualifier l'usurpation des biens de l'Église : sacrilège. Voici tous les papes, qui, fidèles à leurs serments n'ont eu qu'une arme pour repousser les agresseurs de leurs domaines : anathème. Voici de l'autre côté tout ce qu'il y a d'impie, d'hérétique, de turbulent, de révolutionnaire dans toutes les sociétés et chez tous les peuples... Honnêtes gens abusés, voilà vôtres compagnons d'armes... Et ce partage s'est toujours fait de la même sorte... car... dit saint Augustin, il n'y eut jamais que deux partis dans le monde chrétien... Jésus-Christ et le monde... Jérusalem et Babylone, le Paradis et Satan. »

Quelques évêques exprimèrent encore leur confiance en l'empereur, mais ils furent beaucoup moins nombreux qu'à la fin de 1859. Au contraire, le gouvernement impérial était « condamné désormais à prendre pour lui tout ce qui est dit contre la Révolution (1) » et les opposants profitèrent de cette équivoque. Les allusions directement hostiles furent rares. Pie, dans un sermon du 6 janvier, dénonça « Hérode le rusé, le politique, qui veut rendre les mages eux-mêmes, les sages et les saints complices de ses desseins perfides ». Le procureur général de Bordeaux signala les « allusions cauteleuses et outrageantes » de l'évêque d'Angoulême, Cousseau (2) : « Un grand évêque, Saint-Hilaire de Poitiers, put dire à Constance... « Prince, ni vos promesses, ni vos protestations ne sauraient me tromper : le fils de Dieu que vous persécutez en moi m'a lui-même averti de ne pas vous croire... » Demandez à la plupart des saints Pères... ce qu'ils ont eu à souffrir sous les premiers empereurs chrétiens. Demandez aux Hilaire, aux Athanase, aux Basile... si ces persécuteurs insidieux, ces impérieux protecteurs ne leur ont pas fait regretter plus d'une fois les Décie et les Néron. » Cousseau évoquait même l'histoire de Napoléon I^{er} et de Pie VII. De telles allusions portaient auprès d'un auditoire aristocratique et légitimiste ; elles étaient perdues pour la masse des fidèles auxquels le langage particulier des mandements, comme celui de l'encyclique, était inintelligible.

évêques les plus hostiles à la politique italienne de Napoléon III, Doney et Dupanloup. « MM. les curés, écrivait celui-ci, éviteront par cette sage réserve toutes les interprétations que des esprits malveillants pourraient vouloir donner à leurs paroles. » Doney les engageait à « éclairer par des conversations particulières » ceux de leurs paroissiens à qui des explications pourraient être utiles.

(1) Lettre de Pie du 30 novembre 1859, citée par Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(2) BB³⁰ 450, 9 mars 1860.

Les lettres pastorales, en elles-mêmes, eurent peu d'effet. Mais, malgré les conseils des évêques, les prêtres les plus violents commentèrent en chaire encyclique et mandements : il en résulta une recrudescence de sermons hostiles.

De plus, l'opposition cléricale eut recours en février à de nouveaux procédés d'agitation. Le *Courrier du Dimanche* avait été averti en janvier pour un article où d'Haussonville indiquait aux catholiques l'usage qu'ils pouvaient faire du droit de pétition au Sénat. Sous la présidence du supérieur de l'Oratoire, Pététot, et avec la collaboration de l'ancien auditeur de rote, Ségur, un comité dit de Saint-Pierre se forma à Paris. A. Lemercier, Keller, Cuverville, Kolb Bernard, de La Tour, membres du Corps Législatif, La Rochefoucauld, Bisaccia, Poussielgue, Benoist d'Azy, en furent les principaux membres. Il organisa le pétitionnement (1). Dès le mois de février, on fit signer des pétitions au Sénat comme on avait fait signer en janvier des adresses au pape. Douze pétitions de province, et les huit de Paris reproduisent la même formule : « La plus essentielle des libertés est la liberté de conscience. La liberté de conscience, pour tous les catholiques, a pour condition indispensable l'indépendance de l'auguste chef de l'Église ; et la garantie de l'indépendance du pape est sa souveraineté temporelle. » Aucune des pétitions ne contenait d'allusion hostile au gouvernement impérial. Les évêques de Carcassonne et de Montauban en signèrent. Le Sénat reçut en tout 42 pétitions portant 6.342 signatures. Celle de Marseille en portait à elle seule 4.517 (2). Le colportage des pétitions, comme celui des adresses ne pouvait être poursuivi, mais les préfets parvinrent à le limiter aux milieux cléricaux. Dès la fin de février des quêtes furent faites pour le pape, dans plusieurs villes, généralement par des dames légitimistes ; mais ces quêtes ne prirent de l'importance qu'au mois d'avril.

Les écrits publiés au début de janvier en faveur du pouvoir temporel par des évêques et des écrivains catholiques n'avaient eu du succès que dans l'aristocratie. Ségur rédigea à la fin de janvier « *Le Pape, ou questions à l'ordre du jour* » sur le modèle des petites brochures de piété que le clergé répan-

(1) Voir les biographies de Guibert, de Foisset, du P. Jandel, et surtout celle de Keller.

(2) Une pétition d'Avignon trahit son origine légitimiste en affirmant que l'indépendance du Saint-Siège « est garantie, non seulement par l'étendue actuelle de son domaine, mais par la ceinture de petits Etats dont il est entouré ».

daît dans le peuple. Le style en est clair et familier, le ton modéré ; des objections servent de titres aux paragraphes où elles sont réfutées. « Ce petit écrit, annonce Ségur, est religieux et non politique. Si j'y parle du pouvoir temporel du pape, ce n'est qu'au point de vue de la religion et de la conscience, que l'on voudrait vainement restreindre aux choses invisibles. » Il traite en effet de la papauté en général avant de faire l'apologie du pouvoir temporel ; il répond à l'objection tirée de la parole du Christ : Mon royaume n'est pas de ce monde ; il cite Napoléon I^{er} à l'appui de sa thèse. « Ce n'est pas à quelques provinces d'Italie qu'en veulent les ennemis du pouvoir temporel du pape ; qu'on le sache bien, c'est à l'Église, à la papauté, à la religion... Les catholiques, en défendant le temporel du pape font-ils de la politique ? non pas, ils défendent un intérêt religieux. » Cette brochure était rédigée de manière à être comprise par un public très étendu. Son prix marqué était de 15 centimes, mais elle fut répandue gratuitement à profusion par le Comité de Saint-Pierre. Près de 200.000 exemplaires en furent distribués (1). Les prêtres en donnèrent notamment aux enfants, soit dans les écoles, avec le concours des instituteurs congréganistes, soit au catéchisme et toujours en leur recommandant de la faire lire dans leur famille.

Ces distributions de brochures faites sans autorisation tombaient sous le coup de la loi sur le colportage, mais beaucoup d'ecclésiastiques ne le savaient pas, et croyaient que la loi était uniquement dirigée contre les écrits révolutionnaires et irréligieux auxquels elle avait jusqu'alors été appliquée. Un évêque gouvernemental, Nanquette, prié par le procureur général d'Angers de blâmer un prêtre qui distribuait la brochure de Ségur, répond « qu'il ne pense pas qu'il existe de loi qui défende de donner un bon livre aux personnes qui viennent en faire la demande ou de le donner à titre de récompense aux enfants des écoles... qu'il aime à croire que la loi citée par moi n'est pas applicable à ces sortes de distribution... que s'il se trompe, il s'incline devant la loi, mais qu'il demande à ne pas intervenir dans son application (2). »

La diffusion de la brochure de Ségur dans toute la France, et celle de la pétition au Sénat qui avait été rédigée à Paris

(1) D'après la circulaire de Billault du 17 février 1860, et le discours de Lemer cier au Corps Législatif du 9 juin 1861. Plusieurs autres brochures rédigées en province pour la propagande auprès du peuple n'eurent qu'une importance locale.

(2) BB³⁰ 450 : rapport du procureur général d'Angers, 20 février 1860.

révélaient un effort d'organisation qui inquiéta le gouvernement. Il en soupçonna la Société de Saint-Vincent de Paul (1) dont beaucoup de membres, catholiques militants, prenaient part à l'agitation. Il ne semble pas que la Société ait mis son organisation au service de l'opposition. Mais les associations religieuses dont elle était la plus importante donnaient au parti cléricale une cohésion dont il profita. Ségur, qui consacrait toute son activité aux œuvres de charité et de propagande catholiques, notamment à l'association de Saint-François-de-Sales, qu'il dirigeait, avait dans toute la France des correspondants sûrs, dont il connaissait le dévouement à l'Église. L'on comprend ainsi que, bien que l'épiscopat ait été défavorable à l'agitation, elle ait pu être rapidement organisée. Le gouvernement n'eut jamais sur ce point de renseignements précis. Mais, après avoir espéré que l'influence de l'administration, l'indifférence des populations et les conseils des évêques suffiraient à calmer l'agitation, il la voyait se prolonger et s'organiser. Les quatre ministres compétents étaient prêts à la lutte. Thouvenel était acquis à la politique italienne de l'empereur, Billault, Delangle et Rouland voulaient depuis longtemps réagir contre les progrès de l'influence cléricale. Dans la seconde quinzaine de février, le gouvernement organisa la répression.

III. — *La répression*

Le Moniteur publia le 14 février la circulaire de Thouvenel, et, le 16, un décret supprimant le journal *La Bretagne* qui avait publié le 11 février la lettre adressée le 9 janvier à l'empereur par Cuverville, Keller et Lemer cier (2). Billault, dans l'exposé des motifs les accusait de manquer à leur serment

(1) Delangle écrivait à Rouland le 6 mars à propos d'une pétition au Sénat que l'on signait dans le Calvados : « J'appelle surtout l'attention de Votre Excellence sur l'envoi de la formule de cette pétition à Caen par le comité directeur de la Société de Saint Vincent de Paul, dont les tendances politiques doivent éveiller toute la sollicitude de l'administration. L'action de cette société vous a déjà sans doute été signalée comme à moi comme s'étant mêlée à la distribution des divers imprimés relatifs à la question romaine. » F¹⁸ 1,932. Le fait cité par Delangle n'est pas bien établi. Le procureur général de Riom écrit que la brochure de Ségur « paraît avoir été adressée d'une manière plus particulière aux présidents des sociétés de Saint-Vincent de Paul ». (BB³⁰ 386, premier trimestre 1860.)

(2) Cuverville avait ajouté : « La seule réponse qu'aient reçue les signataires de cette adresse a été la suppression de l'Univers. Leur incertitude a cessé. » *La Bretagne* put reparaitre peu après sous le nom de *l'Armorique*, sous la condition que certains de ses anciens rédacteurs n'y collaboreraient plus. (F¹⁸ 297.)

et à la mission que leur avaient confiée leurs électeurs en les élisant comme candidats officiels. Cuverville, Keller et Lemer cier répondirent à ce rapport par une *Lettre à nos commel- lants* qu'ils répandirent dans leurs circonscriptions. « Est-ce que le serment d'un député aurait pour effet de le forcer à approuver toutes les mesures, bonnes ou mauvaises, du gou- vernement ? Dans ce cas, à quoi servirait le Corps Législatif ? Le député n'est pas un fonctionnaire ; ce n'est pas une fonction qu'il exerce, c'est une mission qu'il remplit, la plus haute et la plus libre. » Les catholiques, se trouvant dans l'opposition, allaient désormais défendre contre l'empereur les principes libéraux et les droits du Corps Législatif.

Le 19 février, le Moniteur publia une circulaire adressée le 17 aux évêques par Rouland : « L'agitation... à l'occasion des événements de l'Italie prend sa source dans des préoccupations religieuses, mais les passions politiques cherchent à la rendre plus vive et plus profonde. » Pour prévenir cette confusion, le droit public français s'était toujours appliqué à séparer le temporel du spirituel. Rouland rappelait les principales manifestations de cette tendance depuis la Pragmatique sanction de saint Louis jusqu'à la déclaration de 1682 et aux Articles Organiques. « La société a voulu être libre dans son domaine et rester suffisamment armée contre les abus et les agissements résultant du choc de l'Église et de l'État. » Sans doute les Articles Organiques étaient contestés par le Saint-Siège, mais tous les gouvernements français, et même la Restauration, les avaient maintenus.

« L'empereur n'a point vu dans la religion un instrument de ses desseins politiques... Il n'a point fait appel aux prohibitions de nos lois spéciales. Pourquoi donc cette liberté, concédée dans des intentions de bien public et de concorde deviendrait-elle maintenant un moyen d'agitation ? » Le pape et l'empereur étaient-ils séparés par une question religieuse ? non, mais par un désaccord politique. Autrefois, l'Église « ne se croyait pas solidaire de ces démêlés de politique temporelle auxquels le pape prenait part, non comme vicaire de Jésus-Christ, mais comme prince italien ».

Le gouvernement ne pouvait donc tolérer l'agitation. D'ailleurs « l'immense majorité du clergé » avait eu « une conduite exemplaire » mais « quelques ecclésiastiques, réguliers et séculiers ont abusé de la liberté de la chaire ». Rouland comptait sur les évêques « pour ramener dans les voies de

l'Évangile et du devoir les hommes qui s'en écartent. Veuillez leur rappeler tous les services que l'empereur a rendus à la religion et tous ceux qu'il rend encore au Saint-Siège. Qu'ils se souviennent que nous sommes tous, prêtres et laïcs, citoyens d'une même patrie, et que si le clergé doit sa vénération profonde au chef de l'Église qui siège au Vatican, il doit son respect et sa fidélité au souverain qui siège aux Tuileries ».

Une circulaire adressée le 17 février aux préfets par Billault parut au *Moniteur* du 22. Le gouvernement avait jugé « le moment venu de rappeler ceux qui s'en écartaient à l'exécution des lois que sa tolérance avait laissé sommeiller... L'article 6 de la loi du 27 juillet 1849 prohibe la distribution gratuite ou non gratuite de tout écrit ou brochure lorsque l'autorisation n'en a pas été donnée par le préfet, et punit d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 50 à 500 francs ceux qui contreviennent à cette défense. Je vous charge, M. le préfet, de veiller à ce que dans votre département cette prohibition soit désormais respectée. Si après un avertissement amiable, ces distributions continuaient, vous vous concerteriez avec MM. les procureurs généraux, auxquels S. E. le ministre de la Justice a donné ses instructions pour que, quels que fussent les contrevenants, la loi fût observée (1)... Sur plusieurs points du territoire, un zèle aussi injuste que peu éclairé a fait entendre, dans la chaire, soit contre le gouvernement, soit contre l'empereur lui-même, des paroles que n'ont arrêtées ni la vigilance des évêques, ni les observations bienveillantes de l'autorité civile. Pleinement libre pour tout ce qui est de la foi, la chaire, dans l'intérêt le plus évident de la religion comme de la paix publique, doit rester soigneusement étrangère à ces excitations extérieures, et il existe dans nos codes une disposition qui inflige à ces écarts une peine correctionnelle ». Le gouvernement, « sans recourir quant à présent à des sévérités que des faits plus graves pourraient seuls le déterminer à employer... vous rappelle qu'aux termes de la loi du 18 germinal an X, les abus de cette nature sont, après une enquête officielle, susceptibles d'être déferés au Conseil d'État ». « L'empereur veut pour la religion, paix et liberté ; il entend... que la plus bienveillante protection lui soit assurée, à elle et à ses ministres, que les fidèles aient pleine sécurité sur le maintien et la liberté

(1) De plus, Rouland prit des mesures pour empêcher la distribution des brochures cléricales dans les écoles publiques.

de leur foi, mais il veut en outre que son autorité, qui est la clef de voûte sous laquelle s'abritent les intérêts religieux comme les autres soit aussi, elle, respectée ; que ceux qui doivent le plus respecter la paix publique ne travaillent pas à la troubler, et que, personne en France ne pouvant être au-dessus ou en dehors des lois du pays, elles soient partout fidèlement observées. »

Le 22 février, Delangle adressa aux procureurs généraux une circulaire qui ne fut pas publiée. « Des événements mal compris et mal interprétés ont excité de fâcheuses susceptibilités. Les attaques, timides au début se multiplient et s'enveniment. Un concert s'établit ; des écrits empreints de sentiments hostiles sont répandus jusque dans les écoles ; on s'adresse à a personne même de l'empereur ; on dénature comme à plaisir ses actes et ses intentions ; on cherche par tous les moyens à troubler les consciences mal éclairées ; la tolérance n'est plus possible. » Si des brochures continuent à être colportées, « si la chaire... se convertit en tribune politique... si au mépris des lois la personne du souverain est l'objet d'accusations et d'outrages *sous quelques formes qu'ils se produisent*, n'hésitez pas à commencer des instructions. » Sachant qu'il devait rompre avec une tradition bien établie d'indulgence envers le clergé, Delangle ajoutait que « la faiblesse du ministère public serait une sorte de complicité ». Il recommandait d'ailleurs aux procureurs généraux « autant de circonspection que de fermeté (1) ».

La répression de l'agitation cléricale se heurta aux mêmes difficultés que pendant la guerre d'Italie, généralisées. Les préfets et les procureurs généraux étaient souvent portés à l'indulgence, mais ceux auxquels le gouvernement dut reprocher leur faiblesse furent très rares. Beaucoup se plaignaient de l'insuffisance des agents dont ils disposaient pour surveiller le clergé. Les meilleurs étaient les juges de paix, mais il n'y

(1) BB³⁰ 450. A la demande de Rouland (F¹² 5.594), il fut prescrit aux procureurs généraux de se concerter avec les préfets, et de ne pas ordonner de poursuites sans en avoir référé au garde des Sceaux pour que celui-ci pût prendre l'avis du ministre des Cultes.

Le ministre de la Guerre, Randon, révoqua « toutes autorisations données au clergé à l'effet de réunir les soldats sous prétexte d'instruction religieuse ». Quelques prêtres, en effet, avaient profité de ces autorisations pour adresser aux soldats des sermons politiques, ou pour leur distribuer la brochure de Ségur. Les instructions de Randon semblent avoir été peu appliquées. (Voir *Journal du maréchal de Castellane* 17-19 février 1860.)

en avait qu'un par canton, et ils étaient parfois cléricaux. Il n'y avait également qu'un commissaire de police par canton, et ce corps était médiocrement composé. Les maires ne signalaient pas volontiers les actes d'opposition commis par des prêtres, soit parce qu'ils étaient cléricaux, soit parce que le rôle de policier leur répugnait, soit surtout parce qu'ils ne voulaient pas troubler leurs communes. Restaient les gendarmes et les gardes champêtres, qui manquaient d'instruction, d'autorité et de tact. Les populations, généralement indifférentes, n'étaient pas indignées par la conduite du clergé comme pendant la guerre d'Italie. Il était donc difficile de trouver des témoins, et plus encore d'établir avec précision les propos tenus ou les sermons prononcés par les prêtres. La distribution des brochures était plus facile à constater.

70 informations environ furent ouvertes contre des ecclésiastiques, mais le nombre de ceux qui furent condamnés à des peines, d'ailleurs très légères, ne dépassa pas une demi-douzaine (1). Le gouvernement se servit surtout des informations pour intimider le clergé et pour établir avec précision les faits reprochés à des ecclésiastiques (2). Une fois les faits

(1) BB³⁰ 436 ; en outre quelques laïques furent condamnés pour colportage. Comm pendant la guerre d'Italie, le gouvernement estima qu'un prêtre ne pouvait être poursuivi pour délit commis dans l'exercice de ses fonctions sans l'autorisation du Conseil d'État. Voici un exemple de poursuites : le 29 janvier 1860, le desservant de Châtenay (Haute-Marne), Thévenot, rappela dans son sermon l'histoire de Napoléon 1^{er} et de Pie VII et menaça Napoléon III du sort de son oncle. Le soir, il tint au cabaret des propos séditieux. Le commissaire de police de Saint-Dizier en fut informé, et dressa procès-verbal le 3 février. Le 6, le préfet de la Haute-Marne signala l'incident au ministre des Cultes, tandis que le procureur général de Dijon, prévenu par le procureur impérial de Vassy, informait le garde des Sceaux. Celui-ci, sur l'avis conforme de son collègue autorisa le procureur général à ouvrir une information préparatoire pour préciser les faits. Le 9 mars, le procureur général informait le ministre des résultats de l'enquête du juge d'instruction de Vassy : les propos tenus au cabaret étaient mal établis et ne pouvaient être considérés comme publics. Au contraire, pour le sermon, les témoins étaient à peu près d'accord sur la phrase suivante : « Si l'empereur mettait à exécution ses projets ambitieux contre le pape, ou contre les États du Saint Père, il irait, ou il pourrait aller mourir aussi sur le roc aride de Sainte-Hélène. » Les ministres décidèrent de poursuivre Thévenot en correctionnelle. Mais le délit retenu par l'instruction ayant été commis par lui dans l'exercice de ses fonctions, l'autorisation de le poursuivre fut demandée au Conseil d'État, qui la donna le 8 juin, malgré les explications de l'accusé et une lettre de l'évêque de Langres. Une instruction régulière fut alors ouverte, et Thévenot fut condamné le 29 août à 300 francs d'amende. (BB³⁰ 450.) Les poursuites contre les ecclésiastiques étaient donc longues et difficiles. Aussi, restèrent-elles très rares.

(2) Rouland écrivait le 8 mars 1860 à Delangle : « Dans le rapport du procureur général..., ce magistrat semble ne pas bien comprendre le but de l'information judiciaire en la supposant nécessairement suivie de traduction devant les tribunaux. Cette information est surtout demandée par moi pour obtenir la constatation des faits, constatation que la justice seule sait et peut réaliser. » (BB³⁰ 450, Douai.)

judiciairement établis, le gouvernement s'adressait à l'évêque et lui demandait de déplacer ou de blâmer le délinquant, en menaçant de le poursuivre devant les tribunaux si l'évêque refusait de prendre contre lui des sanctions disciplinaires. Mais comme beaucoup d'évêques, même devant cette menace, refusaient de punir leurs prêtres, et que quelques-uns même favorisaient ceux qui s'étaient compromis pour la cause du pape(1), le gouvernement, pour ne pas multiplier les poursuites, employait souvent un autre procédé. Il faisait mander le prêtre par le préfet (2) ou par le procureur impérial, et chargeait ces magistrats de le blâmer sévèrement, et de le menacer de poursuites judiciaires pour le cas où il manifesterait à nouveau son hostilité (3). Les prêtres étaient presque toujours très impressionnés par les sermones et les menaces de ces hauts fonctionnaires. Ils protestaient de leur dévouement à l'empereur, niaient ou désavouaient les paroles ou les actes qui leur étaient reprochés, et s'engageaient à ne pas récidiver. Très rapidement, les distributions de brochures cessèrent (4), et les sermons hostiles devinrent beaucoup plus rares. Le gouvernement réussit à arrêter l'agitation en ne faisant condamner qu'un nombre infime de prêtres. Cependant, la répression irrita profondément le clergé.

Mazenod proposa vainement aux cardinaux de protester collectivement contre les circulaires. Guibert refusa également de réunir les évêques de la province de Tours pour se concerter

(1) Pie et Doney notamment.

(2) Le préfet du Tarn-et-Garonne, ayant fait blâmer un prêtre hostile par le sous-préfet, Rouland nota : « Répondre à M. le Préfet, qu'il n'a point compris mes instructions qui consistent à appeler devant lui-même, préfet du département, à Montauban, le curé de Gramont. L'importance de l'autorité qui mande et qui avertit, les difficultés mêmes du déplacement du curé, tout concourt à rendre l'acte disciplinaire plus sérieux et plus grave... » (F¹⁹ 5.827, Gramont, avril.)

(3) Rouland ordonna plusieurs fois aux préfets de menacer les prêtres hostiles de les priver de leur traitement. Par exemple, il nota sur un rapport du préfet de l'Ain du 10 mars (F¹⁹ 5.787, Murs) : « Mander devant lui les deux curés et leur déclarer que s'ils suppriment la prière pour l'empereur qui est un devoir civil et religieux, je leur supprimerai leur traitement et les traduirai devant le Conseil d'État. » Tardif objecta : « On ne peut pas supprimer par mesure administrative un traitement accordé par une loi. » Dans ce cas, son avis fut adopté, car cette menace ne figure pas dans la lettre adressée au préfet. Le point de droit soulevé par Tardif fut discuté tant que dura le Concordat.

(4) Le colportage des pétitions au Sénat, qui ne tombait pas sous le coup de la loi, continua, mais en général, non publiquement, par crainte de l'autorité. Informé par le préfet du Var qu'un vicaire de Fréjus faisait signer une pétition au Sénat (28 février), Rouland notait : « Mander devant lui ce prêtre, et lui dire qu'il ait à laisser aux citoyens leur liberté, que ce n'est pas le fait d'un prêtre de provoquer des manifestations politiques et que s'il continue, j'aviserai pour le rappeler à ses devoirs. » (F¹⁹ 5.810, Chaix),

sur la conduite à tenir, comme le proposait Jaquemet. Mais beaucoup d'évêques présentèrent à Rouland des observations (1). Ils affirment dans leurs lettres que les incidents ont été beaucoup moins nombreux que les circulaires ne tendraient à le faire croire ; que d'ailleurs ils ont toujours prescrit une grande réserve à leur clergé, et qu'ils continueront de remplir « la mission d'ordre, de paix et de conciliation » que leur assigne Rouland.

Mais ils sont d'accord contre Rouland pour affirmer le caractère religieux du conflit. « Existe-t-il entre l'empereur et le pape une de ces questions religieuses qui remuent le fond des consciences ? » Rouland avait posé cette question dans sa circulaire et y avait répondu négativement. Beaucoup d'évêques en soulignent l'importance et répondent affirmativement « parce qu'il s'agit du patrimoine de saint Pierre et que l'Église a toujours regardé ce patrimoine comme quelque chose de sacré (2) ». Ils contestent le rôle joué dans l'agitation, d'après Rouland par les « passions politiques » et rappellent que le clergé a pendant huit ans soutenu énergiquement l'Empire, ce qui lui a valu les attaques des partis d'opposition. Ils tiennent le gouvernement pour responsable des événements d'Italie et croient qu'il peut les diriger à son gré. Ils s'inquiètent de voir les journaux officiels critiquer le pape, et les journaux anticléricaux approuver la politique italienne de l'empereur. « Dieu... suit d'un œil attentif les détails de la flagellation douloureuse à laquelle le pape est soumis impunément par la mauvaise presse. Il compte une à une les meurtrissures que le pouvoir laisse imprimer au chef suprême de l'Église, et l'expérience du passé nous autorise à croire qu'elles pèseront lourdement dans les balances de la justice éternelle. Pour les désarmer, ce ne serait plus assez de notre présence à Rome. Il faudrait un généreux changement de politique (3). »

De plus, les évêques déclarent que Rouland, en invoquant l'ancien droit public gallican pour distinguer le spirituel du temporel, a employé un argument inacceptable pour le Saint-Siège et pour l'Église tout entière ; en plaçant la question sur

(1) Voir les dossiers d'Angebault, Bonald, Boudinet, Brossais Saint-Marc, Chalandon, Debelay, Dépery, Donnet, Dufêtre, Foulquier, Guibert, Jordany, La Bouillerie, Langalerie, Martial, Meirieu, Plantier, Pavy, Sergent. Belaval, Desprez, Doney et La Bouillerie firent en outre une réponse commune. (Dossier Desprez.)

(2) Chalandon à Rouland, 24 février.

(3) Plantier à Rouland, 23 février.

ce terrain, il ne peut qu'aggraver le conflit né de la question des Romagnes. Dans toutes les réponses des évêques, on trouve soit des réserves, soit une protestation formelle contre le gallicanisme parlementaire. Les évêques les plus hostiles aux progrès de l'ultramontanisme le répudient avec autant d'énergie que les ultramontains, car ce gallicanisme extrême compromet la cause du droit coutumier français et de l'autorité épiscopale qu'ils cherchent à défendre. Les trois ou quatre évêques qui sont véritablement gallicans n'osent pas manifester leurs sentiments.

Les évêques protestent surtout contre la circulaire de Billaud et contre les mesures de surveillance auxquelles son application donne lieu : Angebault écrit le 27 mars : « Dans plusieurs églises de mon diocèse, à la ville et à la campagne, des gendarmes... sont entrés au moment où le sermon commençait. Ils se plaçaient ostensiblement devant la chaire, et sortaient lorsque l'instruction était achevée sans se donner même la peine de masquer de pareilles démarches... Comment ne comprend-on pas que de telles mesures blessent le clergé, irritent les populations, excitent ou justifient les inquiétudes ? Aussi dois-je vous dire, dans l'intérêt même du gouvernement, que dans la petite ville de Doué-la-Fontaine, située sur les limites du pays où ont eu lieu les luttes des Vendéens, les fidèles, à la vue des gendarmes se rappelaient et disaient que c'était ainsi qu'on avait commencé en 1792. Je cite leurs paroles : Si l'autorité a besoin de renseignements, n'est-ce pas aux évêques qu'elle devrait les demander plutôt qu'à des hommes illettrés ou prévenus (1) ? » L'évêque de Versailles, Mabile, très gouvernemental, écrit à Rouland le 14 avril au sujet d'un prêtre accusé d'un sermon hostile : « Si cette accusation était fondée, l'abbé Gouault serait très coupable, et je saurais le rappeler à son devoir. Mais je crois que l'accusation est une calomnie... Le clergé, depuis quelque temps, est en quelque sorte placé sous la surveillance d'une foule de fonctionnaires subalternes. Ceux-ci, soit par zèle, soit par ignorance, soit par haine du prêtre et de la religion formulent des accusations d'une manière imprudente et font un très grand tort au gouvernement (2). Ainsi, en Anjou comme dans l'Ile-de-France, que l'agitation

(1) F¹⁹ 2.489, 27 mars.

(2) BB³⁰ 451 ; voir des lettres analogues de Jaquemet (BB³⁰ 451) ; Plantier (F¹⁹ 2.549) ; Wicart (F¹⁹ 2.527) ; Morlot (F¹⁹ 2.492, Magnin) ; Guibert (Paguette de Follenay).

ait été vive ou insignifiante, que le clergé soit influent ou non, les curés s'indignent d'être soumis à la surveillance de fonctionnaires qu'ils considèrent comme des inférieurs, et les évêques regrettent que le gouvernement ne leur abandonne plus la surveillance de leur clergé. Mais le gouvernement n'entend pas céder sur ce point. Rouland, tout en appuyant auprès de Delangle une plainte de Jaquemet contre les menaces adressées par des magistrats au clergé de l'arrondissement de Savenay, ajoute qu'il fera sentir à l'évêque « tout ce qu'il y a d'abusif dans la prétention de soumettre le clergé uniquement à la discipline épiscopale, quand il s'agit de crimes et de délits ou d'actes pouvant troubler la paix publique (1) ». D'ailleurs, malgré leur mécontentement, les évêques s'efforcent presque tous de calmer l'agitation.

En quelques semaines, la répression administrative et judiciaire, les instructions des évêques, et aussi l'indifférence des populations mettent fin à l'agitation. Dès le début de mars, elle est déjà presque partout en déclin. Les procureurs généraux, dans leurs rapports sur le premier trimestre de 1860, rédigés en avril, déclarent tous qu'elle est à peu près terminée.

IV — Répartition régionale de l'agitation

Dans les environs de Paris, en Champagne et en Bourgogne, le clergé, très peu influent, n'ose pas manifester son mécontentement. Il « fait preuve d'un véritable esprit de modération... une attitude différente, on en a eu la preuve dans quelques communes, lui aurait aliéné les populations (2) ». L'aristocratie légitimiste, qui est sans influence, partage seule les sentiments du clergé. La bourgeoisie est indifférente, comme le peuple (3).

(1) BB³⁰ 451, 10 avril 1860, Rouland à Delangle.

(2) BB³⁰ 383, premier trimestre 1860.

(3) Un curé de Montdidier, Follet, écrit à l'abbé Boiteux (AB XIX 518) « Les laïques, même pieux, demandent aujourd'hui que le pape soit dépouillé de son temporel et qu'il n'y ait plus de prêtres chargés de l'administration des États romains ». (24 novembre 1859.) Il trouve que l'épiscopat et le clergé ne protestent pas avec assez d'énergie : « Beaucoup de prêtres ne lisent que des mauvais journaux qui leur sont communiqués par des propriétaires sans foi, mais influents. » (1^{er} février). « Notre évêque, [Boudinet] toujours craintif, tenant à l'honneur d'être rangé parmi les modérés, nous a envoyé la lettre dont je vous parlais dernièrement, avec défense de la lire au prône. En vérité, il n'y avait pas de quoi s'effrayer si fort. Il fait à l'empereur des compléments à perte de vue... Le sens catholique n'existe plus parmi nous. Je n'ai jamais vu la foi si faible, l'indifférence plus puissante que dans la crise présente » (11 février.) « L'esprit des populations se gâte de plus en plus... » (16 avril.)

Les incidents sont d'autant plus rares que les évêques s'emploient à prévenir toute agitation. Les ultramontains : Gousset, Mabile (1), Boudinet (2), montrent autant de modération que les gallicans Cœur et Rivet. L'évêque de Chartres, Regnault, agit de même, mais il tient à faire savoir au procureur impérial qu'il blâme la politique du gouvernement. Il n'y a un peu d'agitation que dans la Haute-Marne, où l'évêque recommande la brochure de Ségur dans un mandement que tous les curés lisent en chaire. Quelques-uns prêchent contre le gouvernement ; l'un d'eux est condamné (3) ; en outre, les maîtres de forges sont mécontents du traité de commerce avec l'Angleterre.

En Lorraine, on relève quelques sermons hostiles, notamment dans la région de langue allemande. Un instituteur congréganiste de Metz est condamné à quinze jours de prison pour avoir attaqué l'empereur devant ses élèves ; des prêtres distribuent la brochure de Ségur, mais « dans la bourgeoisie et dans les classes populaires (4), il se manifeste... une résistance analogue à celle qui, vers la fin de la Restauration, s'est produite contre les prétentions envahissantes du parti clérical » et, en général, « le clergé lorrain a conscience de l'état de l'opinion ; il sait qu'il ne serait pas suivi s'il entraînait dans la voie des manifestations hostiles. C'est là peut-être le principal motif de son abstention (5) ». De plus, les évêques, et même Dupont des Loges, recommandent le calme.

Dans l'Orléanais et en Touraine, « il y a très peu de piété et par suite une indifférence absolue pour les intérêts temporels du chef de l'Église (6) ». Aussi le clergé reste-t-il très calme. Dupanloup recommande à ses prêtres la plus grande réserve. A Blois, le journal légitimiste, la France Centrale, deux fois

(1) Le prêtre qui prêcha le carême à Versailles écrivit à Montalembert : « L'évêque m'a défendu de parler du pape. Son chapitre qui tremblait autant que lui, et ce n'est pas peu dire, avait pris la loupe, et relevait chacune de mes expressions avec une unanimité touchante... » (Cité par Lecanuet : *Montalembert*).

(2) Boudinet, avant de communiquer à son clergé l'encyclique dans le texte latin, demanda à Rouland s'il n'y voyait pas d'inconvénient. (F¹² 2.488 ; voir p. 381, note 3.) Après la circulaire de Billault, il écrivit une nouvelle lettre à ses prêtres pour leur interdire de colporter des brochures. (F¹² 1.931.)

(3) Voir p. 377, note 1.

(4) Le recteur confirme que les paysans blâment l'agitation : « Pour eux, l'autorité temporelle du Souverain Pontife, c'est l'immixtion de leur curé dans les affaires de la commune ; cette immixtion, ils voient avec plaisir tout ce qui tend à la contenir. » (F¹² 9.986, 12 janvier).

(5) BB³⁰ 450 : rapport du procureur général de Nancy, 28 février.

(6) BB³⁰ 382, rapport du procureur général d'Orléans, 21 janvier.

averti en décembre, est condamné à une amende en mars. Pallu du Parc engage ses prêtres à faire confiance à l'empereur, mais il leur ordonne de ne plus s'abonner au *Journal du Loir-et-Cher*, organe de l'administration, qui combat le parti clérical. Pendant cette période, l'archevêque de Tours, Guibert, se brouille avec le gouvernement. Au début de décembre, il lui était encore très favorable. Consacrant l'église de Rigny-Ussé, commune dominée par une branche non ralliée de la famille La Rochejaquelein, il faisait un vif éloge de l'empereur, et vantait son empressement à défendre les intérêts de l'Église (1). Mais *Le Pape et le Congrès* lui fait perdre confiance ; Rouland répond de manière évasive à sa protestation ; il considère dès lors que le gouvernement a dupé le clergé (2), et la répression achève de le mécontenter. Modéré jusqu'alors, il sera désormais un des chefs de l'opposition. Le diocèse du Mans, dirigé par un modéré, Nanquette, reste calme malgré la campagne menée par la *Chronique de l'Ouest*, que les légitimistes ont fondée en 1858.

En Basse Normandie, « le clergé, sous la sage direction de NN. SS. les évêques de Bayeux, de Coutances et de Séez reste dans une réserve, et agit avec une modération très grandes (3) ». Dans l'Orne, cependant, plusieurs prêtres prêchent contre le gouvernement, notamment un vicaire d'Alençon ; « le public n'a pu lui pardonner d'avoir rapproché les noms de Néron, de Julien l'Apostat, de Voltaire et de Napoléon (4) ». Il est blâmé par son curé ; le préfet juge inutile de sévir contre lui et contre les prêtres qui distribuent la brochure de Ségur : « Quoique très catholique, la population de l'Orne ne paraît nullement disposée à prendre fait et cause en faveur de la question des Romagnes (5). » On distribue aussi la brochure de Ségur dans le Calvados, à Vire : « Beaucoup d'industriels sont inquiets ou mécontents de la levée des prohibitions, et... les opposants de toute nuance font cause commune avec le

(1) F¹⁹ 2.556, 13 décembre 1859.

(2) Il écrit en janvier : « Quelle estime puis-je avoir pour des gens qui nous trompent sciemment et avec un dessein bien arrêté ? Ils ne se laveront jamais d'une parole publiquement engagée dans le but d'obtenir des prières qui, en définitive, étaient faites contre l'Église et contre le pape. Ils ont beau invoquer la force irrésistible des événements..., ils auraient pu les empêcher, et Dieu veuille, pour l'honneur de l'humanité, qu'ils ne les aient pas secrètement dirigés comme bien des personnes l'affirment » (Paguette de Follenay).

(3) BB³² 375, rapport du procureur général de Caen, premier trimestre 1860.

(4) F¹⁹ 5.860, Poirier ; 1^{er} février.

(5) F¹⁹ 5.860, Mortagne.

c'ergé (1). » Une pétition au Sénat recueille 300 signatures à Caen, et l'on croit que le texte en a été envoyé de Paris par le conseil général de la Société de Saint-Vincent de Paul (2) ; le procureur général déclare qu'il surveillera de près les conférences de Saint-Vincent de Paul de son ressort, composées surtout de légitimistes, mais qui paraissent jusqu'alors n'avoir pas fait de politique.

L'Eure reste très calme. « Dans la Seine-Inférieure, il n'y a point d'agitation contre le clergé, il y a, ce qu'il ne doit pas moins redouter, de l'indifférence. La partie de la population dont je m'occupe, écrit le procureur général (3), n'est pas irréligieuse ; elle respecte les prêtres mais sans se préoccuper de leur volonté ou de leurs idées dans une question, qui, à son avis, n'intéresse dans l'Église que ce qu'elle peut perdre sans cesser d'être le divin guide du monde catholique. » Bonnechose recommande le calme à son clergé, qui ne suscite aucun incident. Cependant, une adresse au pape a été signée, et on distribue la brochure de Ségur.

La région du Nord est assez agitée. Dès avant la publication de la brochure *Le Pape et le Congrès*, on signe une adresse au pape à Boulogne. Elle circule ensuite dans tout le Pas-de-Calais. Le clergé obtient le concours de quelques maires, dont certains font même réunir des signatures par les gardes champêtres. Le texte de l'adresse ayant paru hostile au gouvernement, le procureur général, Camescasse, depuis longtemps hostile aux cléricaux, obtient l'autorisation de la faire saisir (14 janvier). « On s'adresse, écrit-il (4), à des paysans qui ne connaissent et ne peuvent comprendre la question, et on obtiendrait une apparence de mouvement national si nous n'y mettions bon ordre. » La campagne cesse bientôt, le peuple étant au fond indifférent. Parisis écrit le 10 janvier : « ... un de nos bons curés... a recueilli 280 signatures dans une petite paroisse..., mais il a été repoussé par de très bons chrétiens qui lui ont dit : *Monsieur le curé, vous ne voulez pas être maire de la commune ? Eh bien, avec votre permission, je ne veux pas davantage que le pape soit roi* (5). »

Dans le diocèse de Cambrai, l'alliance de l'administration

(1) BB³⁰ 450, 6 février.

(2) F¹⁰ 1.932, 5.606 ; BB³⁰ 375 ; voir p. 373, note 1.

(3) BB³⁰ 387 ; quatrième trimestre 1859.

(4) F¹⁰ 5.799, 15 janvier.

(5) Guillemant : *P. L. Paris*.

et du parti clérical avait été scellée par l'élection législative partielle de Lille, où Kolb Bernard, désigné comme candidat officiel, avait été élu en août 1859 contre un républicain. Mais cette alliance est rompue par la question romaine. L'agitation est plus vive que dans le diocèse d'Arras, sauf dans l'arrondissement d'Avesnes qui reste très calme. L'Écho de la Frontière est deux fois averti. A la fin de janvier, une adresse au pape circule dans la région de Lille, et les curés cherchent à la faire signer par les enfants des écoles ; mais ils ne sont obéis que par deux instituteurs congréganistes. Le préfet Vallon, très favorable au clergé, doit constater le 7 février que le mandement de carême de Régnier a « excité dans quelques paroisses les commentaires passionnés de certains membres du clergé diocésain, par le ton animé et irritant qui y règne... A Dunkerque, à Tourcoing, et dans plusieurs localités, les appréciations irritantes du mandement ont répandu l'inquiétude parmi les populations et fait un tort réel au clergé et à la religion elle-même (1) ». Un Rédemptoriste prêche contre le gouvernement ; les aumôniers du lycée de Lille et du collège de Dunkerque l'attaquent devant les élèves. La brochure de Ségur est distribuée en février par des prêtres, par des instituteurs congréganistes, et par les membres des associations religieuses. Mais les campagnes sont indifférentes, et le peuple des villes est hostile au clergé. Les classes riches seules sont mécontentes ; aussi l'agitation prend-elle un caractère légitimiste. Elle se calme au mois de mars après que quelques prêtres aient été menacés de poursuites. Camescasse écrit le 8 mars : « Le parti légitimiste et les ultramontains du clergé montrent une mauvaise humeur plus marquée à mesure que leur impuissance et l'abandon des masses se manifestent davantage... Du reste la crise actuelle aura un bon effet si elle sert à mieux dessiner le parti gouvernemental dans le pays, et surtout dans les fonctions publiques. On est ultramontain, prohibitionniste, légitimiste ou orléaniste, quoique cette dernière nuance disparaisse chaque jour davantage en province, on suit la mode très répandue d'être n'importe quoi d'abord, et gouvernemental après, si l'on peut (2). » Désormais le parti clérical et protec-

(1) F¹⁹ 5.798.

(2) BB⁹⁰ 450 ; dès le 11 janvier, il écrivait à Rouland : « ... même dans ce pays où le parti catholique est très puissant, et où on a tout fait récemment pour lui livrer toutes les positions et toutes les faveurs, nous viendrons à bout de tout avec de la fermeté. » (F¹⁹ 6.254, dossier Bluth-Mallet.)

tionniste, qui avait soutenu le gouvernement impérial sans lui être dévoué, lui sera ouvertement hostile.

En Alsace, l'émotion est d'autant plus vive dans le clergé que les israélites et les protestants annoncent la ruine du catholicisme (1). Ils applaudissent à Strasbourg la *Tireuse de Charles* (2). Beaucoup de prêtres étaient abonnés à l'*Univers* dont la suppression les mécontente vivement. Cependant le procureur général constate le 23 février que le clergé « s'est montré d'une circonspection et d'une réserve que j'étais loin d'attendre de lui après l'effervescence qu'il avait montrée au début de la campagne d'Italie (3) ». Raess y a contribué en recommandant aux curés de ne pas commenter l'encyclique ; quelques prêtres qui lui ont désobéi sont avertis par l'administration. En outre, le peuple n'est pas favorable à l'agitation : « On veut que le prêtre reste dans l'église, et quand il en sort, c'est toujours au détriment de son autorité et de son influence (4) ». Les brochures sont le principal procédé d'agitation. Celle de Ségur est distribuée dans le Haut-Rhin, mais plusieurs ont été rédigées sur place, en dialecte. Le recteur rappelle à ce sujet « les manœuvres employées pour empêcher la langue française de se vulgariser en Alsace et pour retenir nos populations comme isolées et emprisonnées dans leur idiôme germanique. Le principal but des meneurs est de soustraire le peuple à l'action du pouvoir central et de se réserver le droit de le passionner et de l'égarer ». Il signale le succès d'un pamphlet anonyme du curé de Haguenau, Guerber, *Der Biersepp, der Schmiedfranz und der Papst*, où l'antisémitisme se mêle à la question romaine. « Voilà trois semaines que cette méchante brochure court les villes et les campagnes sans obstacle et sans réfutation possible. Elle a même été distribuée dans bon nombre d'écoles primaires... Ici, le gouvernement n'a point d'organe qui prenne sa défense. Nos journaux sont catholiques ou protestants (5). » Le procureur général fait saisir en mars la brochure de Guerber

(1) Le préfet du Haut-Rhin excuse un sermon violent d'un vicaire de Mulhouse par les provocations des pasteurs. Rouland note que le préfet « doit avertir les pasteurs de Mulhouse qu'ils manquent à leur devoir en attaquant violemment la religion catholique, et que je les ferai poursuivre » (F¹⁰ 5.864, 16 février).

(2) Voir p. 350.

(3) BB³⁰ 450.

(4) BB³⁰ 376.

(5) 29 février, F¹⁰ 5.864 Guerber. L'Alsacien, bien qu'ayant les annonces judiciaires, combat la politique italienne du gouvernement. Dans un autre rapport (F¹⁰ 5.864, Oberanspach), le recteur déclare que « tous les agents de l'autorité ont peur des Jésuites ; on dirait que la force est là et non du côté du pouvoir ».

contre laquelle le consistoire israélite porte plainte, mais il n'ose pas la poursuivre, parce que « l'évêque lui-même en a corrigé les épreuves... Toutes les brochures politiques qui ont circulé dans le ressort à l'occasion de la question romaine sortaient de l'imprimerie de l'évêché; elles étaient même revêtues des armes du chef du diocèse (1) ». La saisie suffit d'ailleurs à empêcher le colportage. L'administration arrête également la distribution de la *Lettre à nos commettants*; « M. Keller est... resté presque étranger à ses commettants et sa parole n'a sur eux aucune autorité (2) ». Beaucoup d'industriels alsaciens sont mécontents du traité de commerce, ce qui contribue à indisposer les classes riches contre le gouvernement.

La question douanière a plus d'importance encore en Franche-Comté où les maîtres de forges sont très inquiets. Le clergé s'est lancé dans l'opposition « tête baissée. Il y a eu des paroles imprudentes, même dans la chaire chrétienne, et un commencement de propagande, soit de vive voix, soit par des distributions de brochures et de petits livres... Nos plaintes aux deux prélats... de Besançon et de Saint-Claude ont mis promptement fin à ces manifestations extérieures. Aujourd'hui, le clergé est mécontent, mais réservé (3) ». L'agitation a surtout été vive dans le diocèse de Besançon, malgré Mathieu; accusé de modérantisme pour n'avoir pas fait lire l'encyclique, il déclara au préfet que « le flot s'élevait autour de lui, et qu'il devait craindre de devenir bientôt impuissant à en arrêter le débordement (4) ». Des dames légitimistes commencèrent au début de mars à faire des quêtes pour le pape et décidèrent de lui en envoyer le produit directement sans passer par l'intermédiaire de Mathieu. Plusieurs informations furent ouvertes contre des prêtres, et l'un d'eux fut condamné à 16 francs d'amende pour avoir persisté à distribuer des brochures malgré les avertissements de l'administration. L'agitation, qui s'apaise au mois d'avril, n'a d'ailleurs pas gagné le peuple, resté indifférent. Dans le Jura, un rédacteur de la Gazette de Lyon est venu au début de janvier pour faire signer une adresse au pape. Le préfet lui a fait dire « qu'une adresse en faveur du

(1) BB³⁰ 376, premier trimestre 1860; voir aussi BB³⁰ 450. Une amende fut infligée à l'imprimeur pour omission de dépôt.

(2) BB³⁰ 451, Rennes, 5 mars.

(3) BB³⁰ 373, premier trimestre 1860.

(4) F¹⁹ 2.504, 26 février.

Saint Père pouvait provoquer une manifestation contre le pouvoir temporel du pape qui trouverait bien plus d'adhésions à Lons-le-Saunier et dans tout le département que sa protestation déguisée, au prétendu profit de Sa Sainteté ». Menacé de poursuites, le journaliste répondit « qu'un scandale judiciaire était de nature à assurer les chances heureuses de sa protestation en même temps que son avenir personnel dans le journalisme (1) ». L'administration réussit à arrêter sans poursuites cette manifestation. Dans l'ensemble, malgré quelques incidents, le Jura et l'Ain restent calmes.

Dans le Dauphiné, le calme est complet. Le peuple et la bourgeoisie s'accordent à « exiler le clergé des intérêts civils et politiques ». Les fidèles exercent sur leurs curés « une surveillance souvent inquiète et soupçonneuse... Le clergé a compris cet état des esprits et y a conformé prudemment sa conduite. L'autorité épiscopale s'est montrée prévoyante et sage (2) ». Une adresse au pape et des pétitions au Sénat n'ont réuni à Grenoble que très peu de signatures.

Les incidents sont également très rares dans la Drôme, les Basses-Alpes et le Var grâce à la modération des évêques et à l'indifférence des populations. A Avignon, l'archevêque Débelay interdit à ses prêtres de signer une adresse au pape dont les légitimistes avaient pris l'initiative ; leur pétition au Sénat a peu de succès. Des instituteurs congréganistes distribuent la brochure de Ségur, mais les populations restent calmes. A Marseille, Mazenod cherche à modérer son clergé mais les groupements dirigés par le Jésuite Tissier organisent l'agitation. Une pétition au Sénat que l'on fait signer à domicile et dans les sacristies réunit 4.517 signatures (3), dont beaucoup données par des femmes et des enfants. Un grand nombre de brochures sont distribuées ; deux laïques sont condamnés à quelques francs d'amende pour avoir colporté celle de Ségur. Le peuple et une grande partie de la bourgeoisie restent d'ailleurs tout à fait indifférents à la question romaine. En Corse, il n'y a aucune agitation ; on y est favorable à la cause italienne.

Dans le Centre, où les légitimistes sont nombreux, il y a un peu d'agitation, malgré la modération de la plupart des évêques, mais les masses restent indifférentes à la question

(1) F¹⁰ 1.932, 10 janvier ; voir aussi BB²⁰ 450 et F¹⁰ 5.856.

(2) BB²⁰ 378, rapport du procureur général de Grenoble, premier trimestre 1860.

(3) Dans tout le reste de la France, les pétitions ne recueillirent qu'environ 1.800 signatures.

romaine et hostiles aux légitimistes cléricaux. L'évêque d'Autun, Marguerye, prononce un discours sur la question romaine, en faisant d'ailleurs l'éloge de l'empereur. L'effet en est cependant « très mauvais. On goûte peu, dans ce département, les allusions, même les plus simples, faites du haut de la chaire, et, si le clergé savait tout ce qu'il perd de son influence en s'écartant ainsi des règles tracées par son ministère, nul doute qu'il ne s'abstint de parler et même d'écrire sur la question romaine (1) ». Dans la Nièvre, Dufêtre recommande à ses prêtres de ne pas parler des affaires d'Italie ; quelques-uns tentent de faire distribuer la brochure de Ségur par les instituteurs aux enfants des écoles ; seule une sœur y consent, et Rouland la fait menacer de révocation. Dans l'Allier, Dreux-Brézé communique l'encyclique à son clergé par une circulaire violente, mais il ne les lui fait pas lire en chaire. Des légitimistes, prêtres et laïques, font signer une pétition au Sénat et obtiennent la signature d'un maire. La question romaine rapproche de Dreux-Brézé la plupart de ses prêtres, mais la population lui reste hostile. Dans le diocèse de Bourges, la modération de Menjaud n'empêche pas la lecture de l'encyclique de donner lieu à plusieurs sermons violents. Quelques prêtres sont avertis par l'administration. Dans le Limousin, les légitimistes et le clergé sont ouvertement « pour le pape contre l'empereur », tandis que le peuple est « pour l'empereur contre le pape et le clergé ». Grâce aux instructions des évêques, il y a peu de sermons politiques. La lettre pastorale du nouvel évêque de Limoges, Fruchaud est « on ne peut plus modérée », celle de l'évêque de Tulle, Berteaud est « longue, diffuse, peu intelligible, réservée, semble-t-il, à quelques esprits d'élite (2) ». A Clermont, la Société de Saint-Vincent de Paul fait signer en janvier une adresse au pape ; mais, grâce à la modération de l'évêque, le clergé reste calme.

A Lyon, où, dès le mois de décembre, la Gazette de Lyon avait fait signer une adresse au pape, « S. Em. le cardinal a rappelé aux prêtres de son diocèse leurs devoirs envers l'empereur. Il a hautement blâmé toute distribution d'écrits, toute démarche compromettante, toute parole passionnée. Il a réuni les prédicateurs et leur a demandé de ne pas se permettre même une allusion aux événements politiques (3) ». Aussi le clergé

(1) F¹⁰ 6.178, rapport du préfet, 24 janvier.

(2) BB²⁰ 378, premier trimestre 1860.

(3) BB²⁰ 450, 27 février.

reste-t-il assez réservé. Mais les cléricaux se constituent en confrérie, sous la direction du vicaire général, de Serre, neveu de Bonald. Ils envoient le 8 février une adresse au pape, en lui demandant des indulgences et le droit de s'agréger des associations analogues d'autres diocèses. Ils distribuent gratuitement des brochures favorables au pouvoir temporel (1) ; une pétition au Sénat recueille 300 signatures. Les classes riches, atteintes par la crise économique, sont mécontentes. « Des légitimistes sincèrement ralliés s'éloignent et se tiennent à l'écart (2). » Mais les ouvriers sont hostiles au clergé.

Du Rhône au Tarn, les montagnes qui bordent le Massif central restent remarquablement calmes. « On a lieu d'être surpris de voir une population plus attachée que toute autre aux pratiques de la religion rester calme et indifférente en présence de cette question romaine qui ailleurs passionne les esprits (3). » La modération des évêques, le peu d'intérêt que ces populations, généralement arriérées, portent aux questions politiques, et leur respect pour l'administration, expliquent sans doute que cette région très cléricale ne soit pas troublée. Le clergé est inquiet et mécontent mais ne fait pas d'agitation. Des adresses au pape et des pétitions au Sénat circulent dans l'Ardèche et dans l'Aveyron, mais seulement dans les milieux légitimistes et dans les conférences de Saint-Vincent de Paul. Dans l'Aveyron, deux conseillers généraux, un conseiller d'arrondissement, et plusieurs fonctionnaires signent la pétition au Sénat. L'Écho de l'Aveyron, légitimiste, reçoit un avertissement. A Mauriac, un vicaire distribue la brochure de Ségur à une réunion de la société de secours mutuels de Saint-François-Xavier. Les incidents étant très rares, l'administration évite d'engager des poursuites qui irriteraient le clergé et les populations.

Dans le Languedoc, l'agitation est dirigée par l'abbé d'Alzon, vicaire général de Nîmes. Il fait circuler, dès les premiers jours de janvier, une adresse au pape, avec allusion hostile à l'empereur, que les prêtres font signer, et pour laquelle ils font en chaire de la propagande. On la signe également dans les cercles et les sociétés légitimistes, dont le préfet, Dulimbert, envisage la dissolution. En quelques jours, il arrête le colportage de

(1) F¹c III Rhône 10, juin, juillet 1860.

(2) BB²o 451, 3 février.

(3) BB²o 451 : rapport du procureur impérial de Mende, cité par le procureur général de Nîmes, 30 avril.

l'adresse en menaçant de la saisir. Plantier, sous l'influence de d'Alzon, proteste vivement, dans ses mandements et dans ses lettres à Rouland, contre la politique impériale, mais il recommande le calme à son clergé ; il interdit le colportage de l'adresse (17 janvier) et déplace un vicaire qui avait prononcé un sermon hostile. Il écrit dans une circulaire du 22 février : « C'est à nous autres, chef du troupeau, qu'il appartient de soutenir le fardeau des temps. Pour vous au contraire, jusqu'à ce que Dieu s'en exprime autrement, c'est le moment de se faire, *tempus lacendi...* » Dulimbert ordonne aux maires d'afficher un numéro du Moniteur des communes qui contient une lettre d'un ecclésiastique anonyme favorable à la politique italienne du gouvernement. Un maire refuse de l'afficher, et le procureur général Thourel le justifie : « Pour les populations peu éclairées des campagnes, cette lettre ne paraîtra pas autre chose qu'une manifestation du gouvernement impérial contre le pouvoir temporel du pape : or rien n'est plus propre en ce moment à blesser profondément le sentiment religieux des masses... Jusqu'à ce jour, nos populations sont restées, non pas indifférentes, mais calmes et paisibles... elles espèrent toujours que, grâce aux efforts et à l'habileté de l'empereur, les choses s'arrangeront de manière à ce que les droits du Souverain Pontife ne soient pas trop gravement lésés (1). » Dès lors, Thourel, resté favorable au clergé, et Dulimbert, résolu à lui résister, seront constamment en conflit. Plantier subira de plus en plus l'influence de d'Alzon et deviendra, de gallican impérialiste, ultramontain et opposant.

L'adresse au pape que d'Alzon, apporte lui-même à Montpellier, y est signée par de nombreux prêtres, mais ils sont sévèrement blâmés par Thibault, qui arrête l'agitation (6 janvier). En mars, on signe une pétition au Sénat et on fait des quêtes pour le pape, mais seulement dans les milieux légitimistes. Dans l'Aude, et surtout dans l'arrondissement de Limoux, des prêtres attaquent en chaire le gouvernement et distribuent la brochure de Ségur. L'évêque, La Bouillerie, les réprimande, mais il signe une pétition au Sénat, et beaucoup de prêtres l'imitent. A Perpignan, Gerbet réfute *Le Pape et le Congrès* mais il maintient le calme dans son clergé. On signe cependant quelques adresses au pape, et, en mars, des dames légitimistes font des quêtes. Dans toute la région le peuple

(1) BB³⁰ 451, 22 février.

reste indifférent. Le recteur de Montpellier écrit le 6 avril : « Après une certaine agitation qui n'a été ni générale, ni profonde... le calme est rentré dans les esprits... de telles questions n'ont plus la puissance d'inquiéter sérieusement les âmes (1). »

Dans le Sud-Ouest, le peuple est indifférent à la question romaine ; le clergé manifeste plus ou moins son mécontentement, suivant qu'il subit plus ou moins l'influence des légitimistes, et selon l'attitude et l'autorité des évêques. Il n'y a aucune agitation dans les Pyrénées, même dans des régions très cléricales telles que le pays basque. Comme dans le Massif central, les montagnards ne s'intéressent pas à la question romaine. En outre, les évêques de Pamiers, de Tarbes et de Bayonne sont très modérés.

A Toulouse, les légitimistes dirigent l'agitation ; ils sont secondés par les orléanistes ; toute la haute société est dans l'opposition : « Des hommes sincères, qui, jusqu'à présent, avaient prêté au gouvernement de l'empereur un concours dévoué et énergique ne peuvent cacher, dans leur trouble profond, que les intérêts de leur foi, le cas échéant, passeraient avant leur dévouement politique »(2) . Le nouvel archevêque, Desprez, très dévoué au gouvernement, maintient le calme dans son clergé, mais il publie un mandement assez vif. Il s'en justifie auprès du gouvernement en invoquant ses devoirs de conscience et la pression des légitimistes : « Si j'avais gardé un plus long silence, ma position n'était plus tenable ; on publiait partout, dans les salons et les cercles publics que *j'abandonnais le pape* que je n'étais qu'un *espion du gouvernement*, etc. Ces propos étaient tenus non seulement dans les rangs de l'aristocratie, mais dans les diverses classes de la société... Il m'était évidemment démontré que mon action et mes paroles de premier pasteur allaient être frappées d'une complète stérilité (3). » Aussitôt après la publication du mandement, les légitimistes, qui avaient cessé leurs visites à l'archevêché, les reprennent et élisent Desprez mainteneur des Jeux Floraux. Ils assistent debout à la lecture de l'encyclique. « Le prélat, écrit Rouland (4), subit en ce moment une pression évidente qui ne lui a pas permis de tenir un autre langage ; dans son administration et dans ses relations avec l'autorité

(1) F¹⁷ 9.986.

(2) BB¹⁰ 388, quatrième trimestre 1859.

(3) F¹⁹ 2.587 ; lettre de Desprez, adressée sans doute à Hamille.

(4) Rouland à Delangle, 29 février. BB¹⁰ 451.

civile, il a une attitude bien différente et ne cesse de se montrer ce qu'il a toujours été, un administrateur habile et prudent. »

L'évêque de Montauban, Doney, est hostile au gouvernement. Il signe une pétition au Sénat, que colportent des prêtres et des membres de la société de Saint-Vincent de Paul. Plusieurs curés attaquent en chaire le gouvernement et sont menacés de poursuites par l'administration, l'évêque étant trop indulgent à leur égard. Il en est de même dans le Lot où Bardou est peu conciliant, tandis que l'archevêque d'Auch et l'évêque d'Agen maintiennent le calme dans leurs diocèses. Si le clergé et les classes riches sont hostiles, le peuple reste très indifférent. Le procureur général d'Agen écrit dans le même rapport : « Nous avons assisté à la prédication d'une véritable croisade », et : « Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais eu à rendre compte d'une situation aussi paisible (1) ». Dans les Landes, « le mécontentement du clergé est actif, bruyant, cherchant à faire de la propagande... mais il est impuissant sur les populations (2) ».

La Gironde reste très calme. Le cardinal Donnet fait publier dans la presse locale qu'il n'a approuvé ni la distribution d'une brochure intitulée *Sauvons le Pape*, ni une quête faite pour le pape. Mais, arrivé à Paris pour la session du Sénat, il publie dans l'*Ami de la Religion* une note où il loue au contraire les distributions de brochures et les quêtes pour le pape, en regrettant que leurs organisateurs n'aient pas sollicité son concours. « Faiblesse habituelle et tergiversations du cardinal », note Rouland (3). Il n'y a aucune agitation en Dordogne ni dans les Charentes, malgré le mandement hostile de Cousseau et la *Lettre à nos commettants*, que Lemer cier fait distribuer, mais qui, dans ce pays napoléonien et anticlérical est unanimement blâmée.

A Poitiers, Pie fait plus d'opposition qu'aucun de ses collègues. Il consent, sur l'intervention du préfet, à ne faire lire qu'à Poitiers son mandement du 13 janvier (4), mais il le met en vente et le fait distribuer, ainsi que plusieurs autres lettres pastorales où il attaque le gouvernement. Le préfet Paulze d'Ivoy, qui lui est favorable, doit cependant constater qu'il a pour but « l'excitation des esprits (5) ». Un vicaire de Parthenay,

(1) BB²² 370, premier trimestre 1860.

(2) BB²² 451, 16 février.

(3) F¹² 2.506.

(4) Voir p. 363.

(5) F¹² 2.561.

Poplineau, publie en février une brochure, *Le pape devant un maire de village*, qui est poursuivie pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Ouvertement soutenu par Pie, qui lui donne de l'avancement, et par tout le clergé, Poplineau est acquitté par le tribunal de Niort sur le principal chef de l'accusation et condamné seulement à 100 francs d'amende pour omission du dépôt. Le parquet fait appel a minima, mais la cour de Poitiers, tout en approuvant la saisie de la brochure, confirme le jugement de Niort. Dans ces régions, le gouvernement ne peut compter sur la magistrature assise pour réprimer l'agitation cléricale. Damay écrit : « Il faut, chose incroyable, du courage et de l'indépendance, à raison du milieu qui nous presse, pour se poser en partisan dévoué, en sincère admirateur » du gouvernement impérial (1). Le 13 mars, Pie adresse à Dupanloup une longue lettre de félicitations qu'il communique à son clergé, et qu'il fait mettre en vente. Contre l'avis du préfet et du directeur de l'enregistrement, qui est cléricale, Damay juge que cet écrit, n'ayant pas le caractère d'un acte d'administration diocésaine, ne doit être exempté, ni du dépôt, ni du timbre. Approuvé par Delangle, et malgré les protestations de Pie, il fait condamner l'imprimeur de l'évêché à 100 francs d'amende pour avoir omis ces formalités. La circulaire du 25 janvier reçoit ainsi sa première application (2). En dehors de la société légitimiste, où l'on signe des adresses au pape et des pétitions au Sénat, le diocèse reste calme. Le clergé, bien que mécontent, ne fait pas d'agitation, et les populations sont indifférentes. A une élection partielle, à Bressuire, ancien pays de chouannerie, l'administration accepte de patronner le candidat cléricale désigné par La Rochejaquelein, de Lescours, mais celui-ci, blâmant la politique italienne de l'empereur, refuse de se présenter comme candidat officiel. L'administration désigne alors un autre candidat, Le Roux, qui est élu sans concurrent (3). La Vendée reste également très calme.

Dans le ressort d'Angers (4) « le petit nombre des manœuvres qui se sont produites pour exciter l'agitation religieuse a fait

(1) BB²⁰ 385, quatrième trimestre 1859.

(2) BB¹⁸ 1.606. Voir p. 366.

(3) BB¹⁸ 1.567 ; F¹⁸ I, dossier Lowasy de Loinville.

(4) Le 28 novembre, Angers avait donné dans une élection partielle 19.369 voix au candidat officiel catholique, Segris, contre 3.531 au légitimiste de Cumont, gérant de l'Union de l'Ouest. Segris avait eu l'appui du clergé, « dont Votre Excellence, écrivait le recteur de Rennes à Rouland, s'était assuré les sympathies par une mission spéciale donnée à l'un de ses délégués ». (F¹⁷ 9.986, 30 décembre 1859.)

ressortir ce que l'attitude générale du clergé a eu de réservé... Ce résultat est dû en grande partie aux sages recommandations des évêques ; il est dû surtout à l'insuccès des premières manifestations dont les populations n'ont été nullement émues. Les villes ont répondu aux provocations ultramontaines par des répulsions manifestes, les campagnes les ont accueillies avec la plus complète indifférence. En vain on a voulu les apitoyer sur les maux dont on disait la religion menacée, elles ne croiront jamais la religion compromise tant qu'elles verront le culte libre et le clergé respecté (1) ».

Des prêtres font signer des adresses au pape et des pétitions au Sénat. Dans la Mayenne, des instituteurs congréganistes distribuent la brochure de Ségur à leurs élèves, et, à Laval, leur lisent le mandement de Pie (2). Dès le début d'avril, des quêtes pour le pape commencent. La surveillance exercée sur le clergé l'irrite, et il se rapproche des légitimistes, dont les journaux, plus répandus et mieux rédigés que les feuilles préfectorales, sont frappés d'avertissements. Le dimanche de Pâques, l'évêque de Laval, Wicart, omet de chanter le *Domine salvum*. Il affirme n'avoir eu aucune intention hostile, mais il échange à ce sujet des lettres assez vives avec Rouland. Dévoué jusqu'alors au gouvernement, il s'en éloigne de plus en plus (3).

Le 19 décembre, deux élections partielles avaient eu lieu en Bretagne. Nantes, toujours libérale, avait élu le candidat officiel, un protestant, Voruz, contre un légitimiste, que le clergé n'avait pas ostensiblement soutenu. A Vitré-Fougères (4) le préfet Féart, voulant avoir un député qui lui dût son élection, avait fait désigner comme candidat officiel le sous-chef du cabinet de l'empereur, de Dalmas, étranger au département. Les légitimistes, intransigeants ou ralliés, lui opposèrent un magistrat, Le Beschu de Champsavin. Brossais Saint-Marc avait déjà compromis son autorité auprès de son clergé en publiant une lettre pastorale très favorable à l'empereur sur la question romaine. Bien que brouillé avec Féart, il engagea Le Beschu à retirer sa candidature ; ayant échoué, il autorisa de Dalmas à dire aux curés qu'il avait la sympathie de leur archevêque. Puis il se plaignit de l'usage excessif qui fut

(1) BB³⁰ 368, extrait du rapport du procureur général d'Angers.

(2) F¹⁹ 6.254.

(3) F¹⁹ 2.527.

(4) F¹⁹ 2.567 ; BB¹⁸ 1.567 ; F¹⁷ 9.986 ; Baroche, 1.004, Rennes, 1.005, Rouland.

fait de cette autorisation, et exprima à de Dalmas le « dégoût » que lui inspirait la pression administrative. De Dalmas, cependant, continuait à se prévaloir de l'appui de l'archevêque et à promettre au clergé des faveurs administratives. « Voter pour M. de Dalmas, disait en chaire le curé de Fougères, c'est voter pour l'agrandissement de l'église. » Le clergé, d'abord favorable à Le Beschu, hésita et se divisa. De Dalmas fut élu par 25.570 voix contre 2.821 à Le Beschu. C'était un triomphe pour Féart, une défaite pour les légitimistes, une humiliation pour Brossais Saint-Marc. Pourtant, l'alliance du gouvernement et du clergé, rompue par la guerre d'Italie, semblait s'être reformée ; elle fut définitivement brisée par *Le Pape et le Congrès*.

Le conflit ouvert entre le pape et l'empereur rejette en effet tout le bas clergé breton dans l'opposition. Les légitimistes ralliés, les catholiques avant tout, qui avaient été jusqu'alors les plus chauds partisans du gouvernement, font également défection. Les efforts poursuivis pendant huit ans par l'administration, la politique de conciliation dont le voyage impérial de 1858 avait marqué le triomphe éphémère, ont irrémédiablement échoué. Le gouvernement consacre lui-même cet échec en supprimant l'Univers et la Bretagne, qui avaient puissamment contribué à lui rallier le clergé breton. L'alliance traditionnelle des nobles et des prêtres se reforme contre le gouvernement impérial.

Beaucoup de curés attaquent le gouvernement dans leurs sermons, surtout en commentant l'encyclique : « Il n'est que trop vrai que les partis ont poussé à l'agitation, que la distribution des brochures à 10 et 15 centimes, que sur plusieurs points la prédication, et partout le pétitionnement ont été les moyens systématiquement organisés pour semer les défiances et irriter les esprits (1). » Jaquemet, devenu très hostile au gouvernement, se plaint amèrement de la surveillance exercée sur son clergé et obtient que le procureur impérial de Savenay, qui avait outrepassé les instructions de Delangle, soit blâmé. L'Espérance du Peuple reçoit un avertissement en janvier. Brossais Saint-Marc, bien que très mécontent, reste fidèle au gouvernement. La Motte de Broons est réservé, mais les prêtres

(1) F¹⁷ 9.986, 24 février 1860. L'administration fit saisir sans oser la poursuivre une brochure hostile rédigée en breton par un prêtre légitimiste des Côtes-du-Nord, Lemeur (BB³⁰ 451).

les plus influents du diocèse de Vannes, les chanoines Le Joubioux, et le Crom, ancien représentant à la Constituante, dirigeant l'agitation ; les frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel y prennent part. Le préfet écrit à Rouland le 29 février : « Je renonce à signaler individuellement à Votre Excellence tous les prêtres auxquels on attribue des propos plus ou moins coupables (1). » L'évêque de Saint-Brieuc, modéré mais faible, se sent débordé par le mécontentement de son clergé, irrité de la suppression de l'Univers et de la Bretagne. « Déjà par deux fois, écrit-il à Rouland, j'ai arrêté des manifestations que voulait faire le clergé et auxquelles des laïques désiraient s'associer (2). » Sergent écrit lui aussi : « J'ai... empêché dans mon diocèse des manifestations que l'on se proposait de faire (3). » Le clergé paraît cependant moins hostile au gouvernement dans le Finistère que dans le reste de la Bretagne.

Tous les rapports sur la Bretagne s'accordent à constater que cette « agitation assez sérieuse... reste... presque exclusivement renfermée dans les classes supérieures et dans les presbytères, et qu'elle ne pénètre point dans la masse des populations ». Les paysans restent indifférents à la question romaine. « Pour eux, tant que rien ne sera changé à la situation actuelle du clergé, tant que le culte se célébrera avec sa pompe ordinaire, la religion ne sera point sérieusement compromise (4) » ; ils continuent à faire confiance à l'empereur. Le peuple des villes est anticlérical.

L'agitation cléricale a donc échoué en ce sens que nulle part le peuple ne s'en émut : soit parce qu'il était hostile ou indifférent aux intérêts religieux ; soit parce que, le culte n'étant pas troublé, il ne sentait pas l'Église menacée ; soit par apathie politique ; soit parce que, même dans les régions où l'influence du clergé était très forte, elle était contrebalancée par celle de l'administration. La leçon de cet échec ne fut pas perdue : il n'y eut, jusqu'à la fin de l'Empire, aucune tentative d'agitation analogue.

Mais le clergé tout entier, même dans les régions où il n'y eut pas d'agitation, était profondément mécontent de la politique suivie par le gouvernement, et, dans sa très grande majo-

(1) F¹⁹ 5.872.

(2) F¹⁹ 2.575, 27 février. Voir p. 368.

(3) F¹⁹ 2.564, 6 janvier.

(4) BB¹⁹ 1.567 ; rapport du procureur général de Rennes, 18 janvier.

rité, lui devint hostile. Sa défection entraîna celle de beaucoup de légitimistes ralliés à l'Empire et des catholiques avant tout qui l'avaient ardemment soutenu. L'opposition des « anciens partis », impuissante tant qu'elle n'était formée que de légitimistes intransigeants et d'orléanistes libéraux, comprit désormais, avec la très grande majorité du clergé, presque toute l'aristocratie, et une grande partie de la bourgeoisie, cléricale ou protectionniste. La masse des électeurs conservateurs resta docile à l'administration, mais les cadres du parti de l'ordre furent désormais hostiles au gouvernement impérial. Inquiets de cette situation, beaucoup de procureurs généraux exprimèrent le vœu que la question des Romagnes reçût le plus tôt possible une solution quelconque, mais définitive, ce qui aurait, croyaient-ils, apaisé l'opinion. Or, pendant les années qui suivirent, la question romaine resta au contraire constamment ouverte, et entretint l'hostilité des cléricaux contre le gouvernement impérial. Elle resta la principale préoccupation de l'opinion publique et domina la vie politique de la France.

L'agitation cléricale irrita Napoléon III, qui trouva le clergé ingrat. Il est difficile de savoir quelle influence elle eut sur sa politique italienne. Thouvenel écrivit à Gramont le 29 janvier : « Des considérations intérieures que je n'ai pas besoin de vous développer nous interdisent l'emploi du moyen que vous avez suggéré le 24 septembre dernier (1) et dont j'aurais usé, je crois, sans le tapage produit par la fameuse et regrettable brochure. On nous accuserait de livrer le pape à la révolution, et Dieu sait à quel point l'empereur est éloigné de toute idée de violence à l'égard du Saint-Siège... » ; et le 15 avril : « Des considérations intérieures ne nous auraient pas permis de rappeler l'armée *ab irato* (2). » D'après ces deux lettres, l'agitation aurait atteint, du moins en partie, le but que se proposaient les cléricaux, en incitant le gouvernement impérial à ménager le pape plus qu'il n'en avait l'intention.

(1) Gramont, par lettre du 21 janvier, avait de nouveau proposé le rappel d'une partie des troupes françaises, pour faire peur au gouvernement pontifical.

(2) *Le secret de l'empereur*.

CHAPITRE XV

La question romaine en 1860 Les secours au pape (avril-décembre)

I. — *Les suites de l'agitation*

L'agitation avait été presque ignorée des journalistes, qui connurent surtout les mandements des évêques. Aussi, à la fin de 1859 et au début de 1860, l'opinion se répandit que l'opposition cléricale n'était formée que de quelques évêques violents, tandis que le bas clergé, vivant près du peuple, restait fidèle au gouvernement impérial. Cette thèse contraire à la vérité fut longtemps soutenue par la presse officieuse. La presse anticléricale accueillit avec joie les circulaires de février : « Il y a dans ces divers documents officiels une révélation, c'est que les tentatives d'agitation que nous soupçonnions existent sur une large échelle », constata le *Siècle* le 21 février. Le *Siècle* et l'*Opinion Nationale* y puisèrent en effet des arguments contre le parti cléricale, qu'ils purent attaquer librement, parfois avec l'appui de la presse officieuse. Le *Constitutionnel* répondit aux brochures de Dupanloup en citant les écrits d'un de ses prédécesseurs, Rousseau, évêque d'Orléans sous le Premier Empire, qui avait attaqué le pouvoir temporel. Dupanloup condamna les doctrines et la conduite de Rousseau et traita les rédacteurs du *Siècle*, qui avait soutenu le *Constitutionnel*, de « gens sans honneur ». Ils lui intentèrent un procès, et leur exemple fut suivi par des parents de Rousseau. Dupanloup fut acquitté, mais avec des considérants sévères. Il reçut les félicitations de beaucoup d'évêques, et celles de la société orléanaise (1).

Les journaux irréligieux n'avaient d'ailleurs que la liberté d'attaquer le parti cléricale. Le *Siècle*, ayant interprété comme un retour à la liberté de discussion en matière religieuse un non

(1) BB¹⁸ 1.609 ; Lagrange : *Vie de Mgr Dupanloup* ; T. Delord : *Histoire du Second Empire*.

lieu dont avait bénéficié l'*Examen critique de la religion chrétienne* de Larroque (1), fut frappé d'un avertissement le 12 mars, les attaques contre la religion étant « plus coupables encore propagées par la voie de la presse périodique que lorsqu'elles se produisent dans des ouvrages qui, par leur forme et leur nature, ne s'adressent qu'à un nombre très limité de lecteurs ».

Napoléon III proposa, en février, de laisser au pape la souveraineté nominale des Romagnes, que Victor-Emmanuel aurait gouvernées à titre de vicaire du Saint-Siège. L'échec de cette proposition était déjà certain lorsque l'empereur ouvrit, le 1^{er} mars, la session législative. Il laissa prévoir que, malgré ses conseils, le Piémont annexerait l'Italie centrale, et que la France réclamerait la Savoie et Nice. Il se plaignit de « l'émotion d'une partie du monde catholique ». Le président du Corps Législatif, Morny, déclara dans son discours du 2 mars : « Lorsque le prêtre sort de son caractère, emprunte des armes mondaines et empiète sur les intérêts civils, soudain la susceptibilité gallicane se réveille, et l'esprit religieux perd tout ce que gagne l'esprit d'indépendance civile et politique qui fait le fond de l'opinion du pays (2). »

Les cardinaux, comme la plupart des évêques, déploraient le conflit survenu entre l'empereur et le pape. Ils étaient intervenus confidentiellement auprès du gouvernement impérial pour lui en signaler le danger, mais ils s'inquiétaient aussi de l'intransigeance de Pie IX. Rouland écrivit le 10 mars à Thouvenel : « Dans une récente audience accordée par l'empereur, le cardinal de Bonald a offert à Sa Majesté de proposer à ses collègues une démarche auprès du pape pour l'éclairer sur la situation. L'empereur a agréé ; les cardinaux se sont donc réunis il y a quatre jours. »

« Le cardinal de Bonald désirait qu'une lettre collective signalât positivement au Saint Père le péril qui pourrait résulter pour sa politique des calomnies et des erreurs dont on l'entourait

(1) BB¹⁸ 1.603. D'après Delangle, l'ordonnance de non-lieu, rendue le 12 janvier était « uniquement » fondée sur ce que le fait de la publication en France n'était pas suffisamment prouvé », le livre, qui avait paru à Bruxelles, contenant « de violentes attaques contre le catholicisme constituant dans leur ensemble un outrage à la morale publique et religieuse ». En fait, l'administration en toléra la vente, parce qu'ils s'agissait, non d'un pamphlet, mais d'un ouvrage sérieux destiné à un public restreint.

(2) Un abbé gallican reprocha à Morny de confondre le gallicanisme et l'irrégion. Morny répondit par une lettre publique : « J'ai voulu dire que lorsque le clergé envahit le domaine politique, la réaction qu'il produit, et dont le principe est l'indépendance gallicane, dépasse le but et conduit à l'irrégion. »

au sujet de la France. Ses collègues ont pensé que cette formule si directe et si vive pourrait heurter le pape au lieu de le faire réfléchir, et que d'ailleurs son entourage, profondément blessé d'allusions aussi personnelles, réagirait de toutes ses forces. »

« Il a donc été convenu que la lettre au pape commencerait par des assurances de filial dévouement au Saint Père ; qu'on y ajouterait « que dans les circonstances actuelles, ce dévouement « devait surtout se manifester par des conseils sincères ; qu'il « importait de ne rien faire à Rome en ce qui touche la France « (*circa res nostras*) sans beaucoup de mesure et de bons renseignements ; qu'à cet effet les cardinaux français, usant de leur « droit et remplissant leur devoir, priaient instamment Sa « Sainteté de les admettre à donner leur avis, etc ». Telle est en effet la substance de la lettre au pape que j'ai lue, le cardinal de Paris me l'ayant communiquée confidentiellement. Elle a été expédiée à Rome par un messenger particulier. »

« Son but était surtout de faire comprendre au pape qu'il pouvait être trompé par les hommes ardents et exclusifs sur tout ce qui concerne la France, et qu'il fallait bien se garder de toute agitation ou bulle agitatrice ou de toute exposition de doctrines antipathiques à la constitution civile et politique de notre pays. Les cardinaux supposent que le pape leur répondra et leur permettra ainsi des communications à l'aide desquelles ils pourront s'expliquer plus amplement (1). » Cette tentative échoua, et le conflit entre le Saint-Siège et le gouvernement impérial continua de s'aggraver.

Victor-Emmanuel et Pie IX ayant rejeté la solution du vicariat, l'Italie centrale vota son annexion au Piémont, et, le 24 mars, fut signé le traité franco-sarde portant que la Savoie et Nice seraient réunies à la France « sans nulle contrainte de la volonté des populations ». Le 26 mars, le pape lança une bulle d'excommunication contre « tous ceux qui ont perpétré tout ou partie de la criminelle rébellion des provinces susdites de nos États... leurs fauteurs, auxiliaires et adhérents », ce qui pouvait paraître atteindre Napoléon III. Le Moniteur rappela le 1^{er} avril que les Articles Organiques interdisaient de publier en France les actes pontificaux sans l'autorisation du gouver-

(1) Correspondance diplomatique. Thouvenel fit informer Gramont de cette démarche « qui témoigne assez... 1° des inquiétudes du clergé, au point de vue religieux, de l'attitude politique de la cour de Rome ; 2° des dispositions réelles de l'opinion, en France, à l'égard de questions que l'esprit de parti, où un zèle mal éclairé contribuent à faire envisager à Rome sous un faux aspect. »

nement. L'Ami de la Religion fut averti le 3 avril, pour avoir critiqué les Articles Organiques. Le nonce envoya la bulle aux évêques, ce qui était irrégulier. Le gouvernement, cependant, ne protesta pas (1). Il avait atteint son but : le texte de la bulle ne fut pas publié et elle ne provoqua aucune émotion.

Les pétitions pour le pouvoir temporel furent discutées le 29 mars par le Sénat. La commission demandait le passage à l'ordre du jour. Quatre cardinaux : Donnet, Gousset, Mathieu et Morlot, l'évêque de Marseille Mazenod, et deux laïques demandèrent le renvoi des pétitions au ministre des Affaires Étrangères, en spécifiant que ce vote ne serait pas un blâme pour le gouvernement ; ils furent très modérés. « Il me semble, écrivait Mérimée (2) que les cardinaux se sont cru obligés de parler à cause de leur habit, mais qu'ils ne se sont pas donné de peine. » Le gallican Dupin leur répondit « avec une verve merveilleuse ». Il invoqua les traditions gallicanes, dénonça comme irrégulières la publication de l'encyclique du 19 janvier en France et la célébration des prières qu'elle prescrivait. « Mais, dit-il..., sur ces prières, qui ne sont que des pétitions, la Providence a passé à l'ordre du jour. » Cette phrase devint célèbre. Dupin expliqua ensuite « l'origine du serment que les papes prêtent de ne pas laisser démembrer les États de l'Église. Il ne s'agit pas du tout de les soustraire à ces diminutions qui peuvent arriver à tous les gouvernements temporels. Ce serment est le remède qu'on a trouvé aux prodigalités des papes qui donnaient de toutes mains à leurs neveux et à leurs bâtards, quand ils en avaient. Tout cela a été dit avec des mots semi-bouffons, semi-terribles qui emportaient la pièce. Nous avons envoyé les pétitionnaires à tous les diables, concluait Mérimée, à 116 voix contre 16 ». Contrairement à l'usage, et malgré les représentations de Morlot (3) le gouvernement fit publier le compte rendu des débats, donnant ainsi au discours de Dupin, d'ailleurs un peu édulcoré, un grand retentissement et un caractère quasi officiel (4).

L'opposition fut plus vive au Corps Législatif qu'au Sénat. Les

(1) F¹⁹ 1.932 ; Correspondance diplomatique, 8 et 10 avril.

(2) Mérimée, qui était sénateur, a raconté la séance à Panizzi dans deux lettres du 31 mars et du 1^{er} avril.

(3) F¹⁹ 2.492, Magnin.

(4) Plusieurs évêques protestèrent contre le langage de Dupin, notamment Pie (lettre pastorale du 7 avril) et Dufêtre, évêque de Nevers, diocèse d'origine de Dupin. (Voir Crosnier : *Vie de Mgr Dufêtre*.)

cléricaux, dirigés par Plichon et Flavigny, attaquèrent, d'accord avec les républicains, l'élection du sous-chef de cabinet de l'empereur, de Dalmas, et les procédés employés par l'administration. Baroche reconnut qu'il y avait eu des excès de zèle ; malgré l'énorme majorité obtenue par de Dalmas, son élection ne fut validée que par 123 voix contre 109 (1). Le 12 avril, à propos de la fixation du contingent, les cléricaux Lemer cier et de La Tour reprochèrent au gouvernement de ne pas soutenir le pape dans la question des Romagnes. Granier de Cassagnac, sans blâmer le gouvernement, lui demanda de défendre le pouvoir temporel, tout en exprimant l'espoir que le pape ferait des réformes. C'était, semble-t-il, le sentiment de la grande majorité du Corps Législatif. Jules Favre, par contre, attaqua le pouvoir temporel, et regretta que le gouvernement après avoir paru en envisager la suppression continuât à le maintenir. Baroche répondit que le gouvernement jugeait nécessaire le pouvoir temporel, mais qu'il n'attachait pas la même importance à l'étendue plus ou moins grande des États pontificaux, et que, tout en cherchant à conserver les Romagnes au pape, il n'estimait pas qu'elle lui fussent indispensables. Le gouvernement, répliqua Lemer cier, ne garantit donc au pape que la possession de Rome ? Baroche refusa d'accepter cette interprétation de son discours.

II. — *Les volontaires pontificaux, le denier de Saint Pierre et l'emprunt romain*

Pie IX n'était pas seulement d'une intransigeance absolue dans la question romaine (2), il était devenu hostile à l'empereur. La sympathie même qu'il avait eue pour lui, et la déception qu'il éprouvait redoublaient son irritation (3). Antonelli, par prudence,

(1) L'élection d'un autre candidat officiel, La Ferrière (Orne), fut invalidée, et son concurrent, de Torcy, fut ensuite élu. Comme les cléricaux, les protectionnistes avaient saisi ces occasions de manifester leur mécontentement. D'ailleurs, sur les quatre députés qui votèrent contre le traité de commerce, trois : Plichon, Cuverville et Flavigny, étaient des cléricaux.

(2) Gramont à Thouvenel, 6 mars : « C'est dans le pape que réside l'opiniâtreté et l'aveuglement, et c'est de lui que part la résistance. Voilà où conduisent sur le trône la faiblesse et l'incapacité. Les saintes vertus ne suffisent pas pour régner. » (Cercay 165 A II 4, et *Le secret de l'empereur*.)

(3) Un diplomate français entré au séminaire français de Rome, Menneval, écrivait à Thouvenel, le 12 mars : « Le pape, je le sais de bonne source, a des sentiments français ; il est, au fond du cœur, très attaché à la personne et à la dynastie de l'empereur, et la vivacité même dont il a fait récemment preuve dans son allocution du jour de l'an et dans son encyclique témoigne surtout du chagrin que lui cause l'hostilité dont il se croit l'objet de sa part. » (Cercay 165 A II 4.)

lui conseillait vainement de ménager, au moins dans la forme, le gouvernement impérial. Pie IX subissait de plus en plus des influences violemment hostiles à l'empereur, notamment celle de son camérier secret, le belge Mérode, beau-frère de Montalembert, et celle du nonce Sacconi, brouillé avec le gouvernement impérial, et qui fréquentait les salons de l'opposition (1).

Napoléon III désirait évacuer Rome (2), mais avec l'assentiment du pape. Le roi de Naples ayant refusé de substituer ses troupes au corps d'occupation français, Thouvenel proposa, à la fin de mars, de faire occuper Rome par des troupes belges, bava-roises, espagnoles, et portugaises. Le pape ferait des réformes ; les puissances lui garantiraient la possession de ses États (3), moins les Romagnès, et lui fourniraient des subsides. Le pape refusa ; il ne voulait ni des réformes, ni de la garantie des puis-sances, qui aurait consacré la perte des Romagnes. Il désirait le départ des troupes françaises, mais il comptait sur les catholiques, et notamment sur ceux de France, pour lui procurer de l'argent et une armée.

Dès le 17 décembre 1859, l'évêque de la Guadeloupe, Forcade, qui se trouvait à Rome, écrivait à l'archevêque de Cambrai Régnier : « Quoique je n'en aie reçu aucunement la mission, je ne crois pas inopportun de vous dire que vous seriez fort agréable au Saint-Siège si vous aviez la bonne inspiration d'ordonner dans votre diocèse une quête en faveur du trésor pontifical qu'a ruiné l'insurrection des Romagnes. Je sais d'aussi bonne part que

(1) Gramont à Thouvenel (18 février) : « ... Mgr Sacconi est beaucoup plus violent que le cardinal ; il jette de l'huile sur le feu autant que possible ; il excite le pape, non seulement par ses appréciations malveillantes et passionnées, mais aussi et surtout par des anecdotes fausses et calomnieuses sur l'empereur, par des paroles qu'il prête à Sa Majesté, et une foule de rapports inexacts, qu'il recueille dans tous les salons de l'opposition la plus violente à Paris. Sa correspondance n'épargne pas le clergé non plus, et il est parvenu à nuire énormément dans l'esprit du pape au cardinal Morlot. » (Cercay 165 A II 4, et *Le secret de l'Empereur*). Mérimée à Panizzi (25 mars) : « Mgr Sacconi... était menaçant et furieux il y a quelques jours. Il a dit dans une maison qu'il dépendait de lui d'exciter la guerre civile en France et de mettre en pièces le trône de l'empereur. »

(2) Gramont à Thouvenel (24 mars) : « ... la nécessité, je dirai plus, l'urgence de notre retraite devient de jour en jour plus évidente car il faut désespérer d'exercer sur le Saint-Siège l'influence légitime à laquelle nous pouvons prétendre tant que nos soldats garderont à Rome le pape et le Sacré Collège. La présence de la garnison française crée au Vatican une surabondance de sécurité qui paralyse toute action politique ou diplomatique. Si au contraire Rome était gardée par les troupes pontifi-cales, le danger ne serait pas plus grand, mais la sécurité et la confiance des prélats beaucoup moindre, et vous les verriez bien plus souples et bien plus dociles. » (Cer-gay 165 A II 4 ; *Le secret de l'empereur*.)

(3) Napoléon III était hostile à cette garantie, et la fit, par la suite, disparaître du projet. (*Le secret de l'empereur* : Thouvenel à Gramont, 8 avril.)

possible que Sa Sainteté ne veut rien demander, et encore bien moins rien imposer à cet égard, mais que, néanmoins, elle verrait avec un plaisir infini la France lui donner cette nouvelle preuve de son dévouement ; je sais qu'on ne veut inviter aucun évêque en particulier à prendre l'initiative, mais qu'on voudrait bien que les plus anciens et les plus considérables la prissent *quasi proprio motu*. Je sais enfin à n'en pouvoir douter que cette question ayant été mise hier sur le tapis dans le cabinet du Saint Père, votre nom y a été prononcé... ce qu'on a surtout en vue, c'est moins le résultat matériel que l'effet moral » (1). Régnier, qui venait de faire une quête pour reconstruire sa cathédrale répondit que le moment ne lui paraissait pas venu de fonder l'œuvre du denier de Saint Pierre. Au début de 1860, Pie, ayant consulté à ce sujet plusieurs de ses collègues en reçut également des réponses dilatoires. Jaquemet lui-même répondit : « Je dois dire que, même dans le bon pays que j'habite, on prévoit de grandes difficultés. On a réussi à répandre dans le peuple des villes et des campagnes une demi-persuasion qu'il ne s'agit dans l'affaire de Rome que d'intérêts temporels, et que c'est une question d'argent. Ma pensée serait donc d'attendre (2) ». Pie se rangea à cet avis. Le procureur général de Nîmes, Thourel, qui était clérical, dit dans un rapport du 27 février savoir de bonne source que « le légat du pape à Paris a autorisé les évêques à ouvrir une souscription en faveur du Saint Père (3) ». Jusqu'au mois d'avril, aucun d'eux ne prit pareille initiative.

Par contre, dès la fin de février et au mois de mars (4), des quêtes furent faites pour le pape dans plusieurs villes (Besançon, Bordeaux, Lyon, Rouen, Strasbourg, Saint-Brieuc) et, en avril, dans beaucoup d'autres. Ces quêtes étaient faites par des dames, presque toujours légitimistes, et uniquement dans la riche société cléricale. Les évêques ne les patronnèrent pas, et l'argent ne fut pas transmis au pape par leur intermédiaire. A Rouen, on parla de le lui faire parvenir par le comte de Chambord (5). La confrérie qui s'était formée à Lyon envoya une délégation porter à

(1) Destombes : *Vie du cardinal Régnier*.

(2) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(3) BB³⁰ 451.

(4) Voir chap. XIV, § 4.

(5) Le procureur général de Rouen écrivait au sujet de cette quête : « L'archevêque de Rouen en a eu connaissance, je le tiens de lui-même ; mais en principe, il ne l'approuvait pas ; en fait, il ne l'a pas appuyée. » (BB³⁰ 387, premier trimestre de 1860.) Le procureur général évaluait les sommes réunies à 50.000 francs. Les agents du gouvernement n'avaient sur ce point que des renseignements très incertains.

Rome le produit de ses quêtes (1). En général, il semble que l'argent fut envoyé au nonce : « Il reçoit et envoie beaucoup d'argent à Rome », écrivait Gramont le 3 mars ; et le 6 : « Le nonce a décidément organisé la perception du denier de Saint-Pierre, à Paris et dans la province. Quelqu'un a vu chez lui un coffre rempli d'argent, d'or et de billets, préparé pour l'expédition à Rome, et il lui a dit : voilà la réponse des catholiques à l'empereur (2) ». D'autre part, à la fin de mars, le Saint-Siège demanda au gouvernement impérial l'autorisation d'émettre un emprunt en France, et elle lui fut accordée en principe (3).

Le gouvernement pontifical se préoccupait aussi de renforcer son armée. Dès octobre 1859, il avait demandé l'autorisation d'embaucher des Français dans l'armée pontificale. Le gouvernement impérial la lui avait refusée en raison de la « législation qui... impose à tout Français qui veut prendre du service dans une armée étrangère l'obligation d'en obtenir préalablement l'autorisation sous peine de perdre sa nationalité (4) ». En mars 1860, Antonelli insista : « Ce ne serait pas, disait-il, un enrôlement réglé, mais l'acceptation de services volontaires proposés par des citoyens français libres de tout engagement envers leur pays. Jusqu'ici le Saint-Siège a toujours refusé afin de ne pas aller à l'encontre du désir que Votre Excellence avait manifesté au nonce, mais il attacherait un grand prix à ce que le gouvernement de l'empereur, sans rien autoriser officiellement, tolérât, de sa part l'acceptation de ces offres de services individuels (5) ». Le gouvernement impérial persista dans son refus, sauf le cas d'autorisation personnelle et révocable.

Or le gouvernement pontifical faisait alors demander à Lamoricière de venir organiser son armée. Proscrit en décembre 1851, rentré en France grâce à l'amnistie de 1859, Lamoricière était récemment revenu au catholicisme. Il avait cessé d'être républicain, mais il restait irréductiblement hostile à l'Empire. Après que l'ancien ambassadeur de France à Rome, Corcelles (6), et l'évêque d'Amiens l'eussent pressenti, Mérode vint le trouver au début de mars et vainquit ses hésitations. Lamoricière, sous un

(1) F¹⁰ III Rhône 10 ; voir ci-dessous ; à la fin de juin, elle avait réuni 200.000 fr. A Paris, la sœur de Veuillot fit des quêtes pour le pape.

(2) Cerçay 165 A II 4 et *Le secret de l'empereur*.

(3) Correspondance diplomatique, 24 et 31 mars.

(4) Correspondance diplomatique, 29 octobre 1859.

(5) Correspondance diplomatique, 10 mars 1860.

(6) Voir sa lettre du 8 avril à Thiers (Bibliothèque nationale, manuscrit 20.618) ; Flornoy ; Lamoricière ; Besson : *Vie de Mgr Xavier de Mérode*.

faux nom, se rendit à Rome par l'Autriche, accompagné de Mérode ; il y arriva le 1^{er} avril.

Antonelli assura Gramont que le pape ne nommerait pas Lamoricière général en chef sans l'autorisation de l'empereur, mais Lamoricière refusa de la demander. « D'autre part, la coterie du Vatican à la tête de laquelle marche Mgr de Mérode tenait à imprimer à cette mesure le caractère d'un défi insultant à la France, et malgré le cardinal Antonelli, dont l'esprit mesuré sentait toute l'imprudence de cette conduite, malgré des promesses formelles violées avec une aisance qui est vraiment inqualifiable, la nomination du général de Lamoricière fut signée le mardi 3 au soir par Sa Sainteté, et, le mercredi matin, le cardinal m'en fit part (1). » Gramont fit alors révoquer cette nomination, et se fit charger par le gouvernement pontifical de demander l'autorisation de l'empereur. Elle fut donnée le 5 avril, par télégraphe. Le 7 avril, le Journal de Rome publia une proclamation de Lamoricière : « La révolution, comme autrefois l'islamisme, menace aujourd'hui l'Europe, et, aujourd'hui comme autrefois, la cause du pape est celle de la civilisation et de la liberté dans le monde. »

« La combinaison Lamoricière a été conçue et s'exécute dans un esprit d'hostilité incontestable envers le gouvernement de l'empereur » écrivit Gramont à Thouvenel le 7 avril (2). Il se plaignit du commandant du corps d'occupation, le général de Goyon, clérical et de tendances légitimistes, qui faisait bon accueil à Lamoricière (3). Le 10, Gramont signala le rôle joué à Rome par les cléricaux français : « ... à peine M. de Lamoricière fut-il à Rome qu'on y vit arriver de nombreuses délégations qui se présentèrent en corps et avec pompe devant Sa Sainteté, affectant tous les caractères de l'opposition dynastique la plus prononcée, et tenant aux pieds du trône pontifical un langage dont la violence dénote une exaltation fanatique. Les camériers secrets qui dirigent la camarilla pontificale et dont l'influence a été si souvent désastreuse pour le Saint-Siège encouragent ces manifestations par tous les moyens dont ils disposent. Il y a quelques jours, un air de mystère régnait au Vatican ; on arrêtait les visiteurs en leur demandant : « êtes-vous Breton ? »

(1) Gramont à Thouvenel, Correspondance diplomatique, 7 avril ; dépêche incorrectement citée dans le livre jaune.

(2) Cérçay 165 A II 4, et *Le secret de l'empereur*.

(3) Il demanda même son rappel, le 10 avril, puis revint sur cette demande après avoir eu une explication avec lui. (Cérçay 165 A II 4 et *Le secret de l'empereur*.)

et on leur expliquait que les salles étaient momentanément fermées parce que le Saint Père y recevait les hommages de la Bretagne, qui, par députations, venait protester contre l'empereur excommunié. Samedi dernier, c'était le tour des Lyonnais à la tête desquels un M. Chaurand, de Lyon, pérorait comme un énergumène et criait à haute voix qu'il venait offrir au pape 60.000 francs par mois. Un Français, qui, bien que catholique fervent, n'a pas cru devoir répudier sa nationalité, fut interpellé vivement en ces termes : « Monsieur, on est sujet du pape avant d'être sujet de son souverain ; si vous n'êtes pas dans ces sentiments, que venez-vous faire ici ? »... Le général de Lamoricière ne perd pas une occasion de mal parler de l'empereur, et il le fait sans aucune retenue, même avec les membres du corps diplomatique... je vous citerai une phrase de Mgr de Mérode, répétée par une personne qui l'avait entendue avec indignation. Comme on le félicitait du succès de sa mission : *Mais oui*, dit-il, *c'est un petit soufflet que nous donnons à l'empereur.* » Gramont conseillait d'évacuer Rome : « Le gouvernement pontifical ne nous demande pas de rester, et le général en chef déclare n'avoir aucun besoin de notre concours. Notre départ est admis par l'opinion publique, il est, pour ainsi dire, commandé par les circonstances (1). »

Bientôt, Lamoricière modéra son langage, à la demande d'Antonelli, et rendit visite à Gramont. Mais le 16 avril, une commission de cardinaux fut constituée pour recevoir les dons faits au pape, et, le 21, Mérode fut nommé ministre des Armes. Napoléon III, blessé de ces manifestations hostiles, désirait plus que jamais l'évacuation. Le gouvernement pontifical la désirant également, elle fut décidée le 11 mai par un échange de notes. Elle devait être terminée dans les premiers jours de septembre. Gramont partit peu après en congé. Mais le 11 mai, Garibaldi avait débarqué en Sicile. Après l'Italie centrale l'Italie du Sud était gagnée par le mouvement national.

Cependant, les négociations relatives à l'emprunt romain se poursuivaient. Le gouvernement impérial posa comme conditions que la souscription serait limitée pour la France à 25.000.000 de francs, et que le rôle du nonce se bornerait à désigner la banque chargée de l'émission. Le gouvernement craignait en

(1) Cette dépêche fut citée dans le livre jaune, et fit sensation. Cependant, les passages les plus vifs, et notamment le mot de Mérode avaient été omis. Gramont informa Thouvenel le 21 avril que le duc de La Rochefoucauld Bisaccia avait fait don à Pie IX de 12 canons rayés. (Cergay, 165 A II 4.)

effet qu'une nouvelle agitation religieuse ne fût organisée sous ce prétexte. Antonelli assura Gramont que rien n'était plus éloigné des intentions du Saint-Siège, mais il avoua que, les rentes 5 % de l'État pontifical étant à 80, émettre au pair de nouvelles rentes 5 %, c'était « faire appel à la charité et au dévouement plutôt qu'aux capitalistes », et donner à l'emprunt « un caractère religieux plutôt qu'un caractère financier (1) ». Il n'accepta qu'à la fin de mai les conditions du gouvernement impérial.

Déjà, quelques évêques organisaient l'œuvre du denier de Saint Pierre. L'évêque d'Angers, Angebault, la constitua le premier par circulaire du 13 avril, sur le modèle de l'œuvre pour la Propagation de la foi : chaque curé formerait un comité ; les fidèles s'engageraient à verser une cotisation régulière, et se grouperaient par dizaines : « Ausitôt que la première dizaine est formée, tous ceux qui la composent doivent agir chacun pour former une nouvelle dizaine, et ainsi de suite. » Vers la même date, le cardinal de Bonald approuva l'œuvre du denier de Saint Pierre qui se constituait à Lyon. Comme Angebault, il se déclarait persuadé que le gouvernement impérial verrait cette œuvre avec faveur. Le gouvernement craignit au contraire qu'elle ne fournit des cadres à l'opposition cléricale. Au surplus, de tels comités tombaient sous le coup du décret du 25 mars 1852 sur les associations (2).

Par circulaire du 5 mai, Rouland informa les évêques que le gouvernement autorisait l'emprunt romain. « Mais il importe que cet emprunt garde son caractère financier, car il est l'acte

(1) Correspondance diplomatique, 5 mai.

(2) Doney (18 avril), Belaval (20 avril), Régnier (25 avril) furent parmi les premiers évêques à encourager publiquement les dons au pape, et à se charger de les transmettre, mais ils ne constituèrent pas de comités. Belaval, évêque de Pamiers, très dévoué au gouvernement, avait écrit le 12 avril à Rouland au sujet des quêtes faites par des dames dans plusieurs villes : « Ce mode... me sourirait fort peu. Je le trouve blessant pour la dignité de l'autorité ecclésiastique, et, jusqu'à un certain point, pour la loyauté et la franchise qui doivent toujours caractériser ce que cette autorité prescrit ou permet. Pourquoi d'ailleurs paraître se défier de l'approbation, du moins de la bienveillante tolérance du gouvernement quand il s'agit d'un témoignage de sympathie à donner au chef de l'Eglise pour lequel l'empereur a toujours hautement professé un filial dévouement ? Donc, Monsieur le Ministre, à moins que Votre Excellence ne m'en détourne, et dans un intérêt, je le répète, de dignité et de franchise, pour ôter même toute occasion, tout prétexte à l'esprit de parti quel qu'il soit, je serais disposé à ouvrir une souscription au secrétariat de l'évêché. Il suffirait pour cela d'une circulaire très simple, très brève, adressée aux curés avec nouvelle recommandation d'observer une irréprochable prudence. Du reste, je crois le clergé de ce diocèse vraiment exemplaire à cet égard. J'aviserais à la persévérance. » (F¹⁹ 2554.)

d'un souverain étranger s'adressant, du consentement de l'empereur, aux ressources de la France par des considérations et pour des besoins temporels. Chacun est libre, comme personne privée, de souscrire à l'emprunt romain, mais les évêques et le clergé ne sauraient être, comme personnes publiques, organisateurs, agents ou intermédiaires d'une mesure exclusivement politique et séculière. Je n'hésite pas à ajouter, Monseigneur, que les évêques et le clergé ne doivent pas non plus établir sans l'autorisation du gouvernement, des agences ou comités de souscription destinées à solliciter dans les communes des dons et secours pour les besoins de la cour de Rome. Que les citoyens donnent librement et individuellement, c'est leur droit, mais les adhésions ne peuvent être ni provoquées (1) ni organisées comme s'il s'agissait d'une dette ou d'une contribution nationale. Nul n'a le pouvoir de ressusciter, dans notre pays, sous une forme publique et presque administrative les anciens tributs ou collectes qui rappelleraient des prétentions et des usages proscrits par le temps et par la législation (2) ». Pie, par un mandement du 26 juin, Angebault, Dufêtre et Plantier, par des lettres à Rouland, protestèrent contre ces prescriptions, et contre l'appellation de « souverain étranger » appliquée au pape (3).

Le 17 juin, le nonce informa le gouvernement impérial que les banquiers Blount et de la Bouillerie seraient chargés de l'emprunt romain. Mais, contrairement aux engagements pris par le gouvernement pontifical, « Mgr Sacconi a écrit aux évêques pour les exciter à recommander par un mandement spécial aux fidèles de verser leur argent à MM. Blount et Cie. Ce procédé, écrivait Thouvenel (4), a très vivement irrité le conseil des ministres, et si

(1) Rouland voulait même interdire les quêtes dans les églises. (F¹⁹ 5.605.)

(2) Plusieurs évêques reprochèrent à Rouland d'attribuer gratuitement ces prétentions à Pie IX. Or, Gramont écrivait le 3 avril à Thouvenel : « Le pape s'est déjà exprimé sur la question des subsides ; il n'accepte pas le système d'une rente inscrite au grand-livre des États. Il ne se prêterait qu'à une contribution qui aurait la forme d'une compensation des anciens droits canoniques perçus sur les bénéfices vacants, et qui par cela même serait très difficile à concilier avec les institutions actuelles de la plupart des États contribuants. » (Cérçay 165 A II 4 ; *Le secret de l'empereur*.)

(3) Les lettres d'Angebault et de Plantier furent publiées dans les journaux belges. Ils affirmèrent n'avoir été pour rien dans cette publication. On pensa, au ministère des Cultes qu'elle était « sans aucun doute le fait du nonce » (F¹⁹ 2.489), qui usait constamment de procédés incorrects.

(4) Au chargé d'affaires de France à Rome, le marquis de Cadore, 24 juin. (Cérçay 165 A II 4.) L'évêque d'Agen avait cité, dans sa circulaire, la lettre que le nonce lui avait adressée. Antonelli désavoua ces procédés du nonce. (Correspondance diplomatique, 29 et 30 juin, 11 et 14 juillet.)

l'appel du nonce entraînait de fâcheuses démonstrations, le gouvernement se verrait contraint, dans un intérêt de paix publique, à retirer une autorisation dont on viole les conditions ».

Dociles au nonce, les évêques, malgré la circulaire du 5 mai, firent des lettres pastorales pour recommander l'emprunt romain. Beaucoup d'entre eux prirent en même temps des dispositions relatives au denier de Saint Pierre (1). Ils se félicitèrent de la générosité des fidèles envers le pape et se chargèrent de lui faire parvenir les sommes qui leur seraient transmises par l'intermédiaire des curés et des servants. La plupart n'ordonnèrent pas de quêtes. Certains spécifièrent que les offrandes devaient être spontanées, qu'il n'y aurait pas de quêtes, même dans les églises, et que les comités étaient interdits. Sur ce denier point, celui qui préoccupait le plus le gouvernement, les évêques se conformèrent en général à la circulaire du 5 mai (2).

Mais des associations laïques cherchaient à organiser les secours au pape. Le comité de Saint Pierre se mit en relations avec quelques évêques (3), et chercha à constituer des comités départementaux, tant pour réunir de l'argent que pour recruter des hommes (4). Il avait pour correspondants à Rome le supérieur du séminaire français de la congrégation du Saint-Esprit, Stumpf 5, et le général des Dominicains, Jandel (6). Le gouvernement ne paraît pas en avoir eu connaissance. Ce comité ne semble d'ailleurs pas avoir joué un rôle prépondérant dans l'organisation des secours au pape.

Les cléricaux de Lyon tentèrent aussi de constituer une organisation générale. Par une circulaire du 29 Juin, ils informèrent les évêques de l'œuvre qu'ils avaient fondée « avec l'autorisation de S. E. le cardinal de Bonald », des services qu'elle avait rendus, et de l'accueil bienveillant que Pie IX avait réservé à sa délégation. « Sa Sainteté... a daigné ériger leur société en archiconfrérie et l'enrichir de nombreuses indulgences (7). Aujourd-

(1) Certains refusèrent de l'établir dans leur diocèse, notamment le nouvel évêque de Nancy, Darboy (BB²² 381, deuxième trimestre 1860).

(2) Cependant, Dreux-Brézé institua en mai, dans toutes les paroisses de son diocèse une confrérie pour l'œuvre du denier de Saint-Pierre. Angebault maintint l'organisation qu'il avait prescrite. Les journaux républicains organisèrent des quêtes en faveur de Garibaldi.

(3) Paguelle de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.

(4) Boissard : *Théophile Foissel*.

(5) Gautherot : *Emile Keller*.

(6) Cormier : *Vie du P. Jandel*.

(7) Voir Daux : *Le denier de Saint Pierre*, 1907 ; in-12 ; Béringer : *Les indulgences* ; t. II, 1890, in-16.

d'hui, la charité chrétienne leur fait un devoir d'offrir à tous leurs frères un moyen de participer aux faveurs qui leur ont été accordées. C'est dans cette pensée que nous prions Votre Grandeur d'autoriser dans son diocèse l'établissement de l'archiconfrérie de Saint Pierre... Quant au versement des sommes recueillies, le conseil diocésain institué par Votre Grandeur pourra à son choix les adresser, soit au conseil de Paris, qui a fait une demande d'agrégation à l'archiconfrérie (1), soit au trésorier du conseil de Lyon. » L'archiconfrérie, qui était en relations avec la commission de cardinaux instituée par le pape à cet effet, et avec Lamoricière, avait pour but la défense du Saint-Siège « dans tous ses droits spirituels et temporels », pour règle « une entière soumission au chef de l'Église », pour moyens « la prière, la publication et la propagation des meilleurs écrits composés en faveur du siège apostolique, et les souscriptions connues sous le nom de denier de Saint Pierre », enfin « tous autres moyens transitoires ou secondaires indiqués par les circonstances ». Le « recteur » de l'archiconfrérie était le vicaire général de Serre, neveu de Bonald. Dans chaque diocèse, l'évêque devait nommer un « vice-recteur » ecclésiastique et un conseil laïque (2).

Le gouvernement fut informé de cette tentative par l'évêque de Montpellier. Rouland, par circulaire du 18 juillet, annonça aussitôt aux évêques que le gouvernement ordonnait la dissolution de cette association illégale « essentiellement laïque dans sa composition... aussi politique que religieuse par son but ». Il les invita à empêcher leurs prêtres d'y entrer. En même temps, il chargea le préfet du Rhône de voir le cardinal de Bonald. Celui-ci répondit que « tout cela s'était fait, non seulement sans son aveu, mais à son insu ; il s'est montré fort mécontent de l'abus qu'on avait fait de son nom (3) et... a déclaré qu'il allait dissoudre l'archiconfrérie et écrire aux évêques pour désavouer la circulaire qui leur avait été adressée (4) », ce qu'il fit aussitôt. Plusieurs évêques écrivirent d'ailleurs à Rouland qu'ils avaient spontanée-

(1) Il s'agit probablement du comité de Saint Pierre.

(2) Lyon était le centre de l'œuvre pour la Propagation de la foi, répandue dans toute la catholicité, et dont les souscripteurs étaient groupés par dizaines sous la direction du clergé. Cette organisation pouvait servir de modèle à l'œuvre du denier de Saint Pierre : Angebault et d'autres évêques l'imitèrent. Mais, contrairement à la Société de Saint-Vincent de Paul, l'œuvre pour la Propagation de la foi, qui cependant n'était pas autorisée, paraît n'avoir inquiété le gouvernement ni avant 1859, ni pendant l'agitation cléricale.

(3) L'approbation qu'il avait donnée dans son mandement d'avril à l'œuvre du denier de Saint Pierre était en effet vague et générale.

(4) F¹⁶ III Rhône 10 ; voir aussi F¹⁹ 5.631.

ment désapprouvé l'archiconfrérie de Saint Pierre (1) ; elle paraît avoir été effectivement dissoute, (2) tandis que le comité de Saint Pierre subsista.

Les Français qui s'engagèrent au service du pape furent très peu nombreux. Le 29 mai, le bataillon franco-belge ne comptait que 54 inscrits (3). En septembre, 4 à 500 Français servaient dans l'armée pontificale. Les enrôlements se faisaient, d'après Gramont (4), « les uns par l'office de recruteurs plus ou moins honnêtes dans leur manière d'embaucher les enrôlés, les autres par suite d'un sentiment, sinon très éclairé, du moins désintéressé et spontané de la part des volontaires. Quant aux premiers, les avertissements que Votre Excellence m'a chargé de transmettre, et les mesures prises par le gouvernement de l'empereur suffiront, j'aime à le croire, pour rappeler les recruteurs pontificaux à l'observation des lois, et les faire renoncer à un système de supercherie qui n'est plus de notre temps ». La seconde catégorie, de beaucoup la plus nombreuse, était formée de quelques séminaristes, et surtout de nobles légitimistes, venus notamment de l'Ouest, et violemment hostiles à l'Empire (5). Dans les corps de volontaires français, écrivait Gramont (6), « l'empereur et son gouvernement sont insultés de telle façon que ceux qui ne font pas profession de haine n'y peuvent pas rester ». A une dizaine d'exceptions près, ils n'avaient pas sollicité du gouvernement l'autorisation de servir à l'étranger ; aux termes de l'article 21 du Code civil, ils avaient donc perdu la nationalité française. Le gouvernement continua cependant à les considérer provisoirement comme Français.

Leur conduite rendait la situation de Gramont d'autant plus difficile que le général de Goyon restait en relations avec Lamoricière et Mérode. Pendant son congé (20 mai-11 juillet) Gramont obtint de l'empereur l'assurance que Goyon serait rappelé. De retour à Rome, il écrivit le 21 juillet à Thouvenel (7) : « J'ai vu

(1) F¹⁹ 2.489 Angebault, 2.506 Donnet, 2.555 Darboy, 2.596 Delcussy. Par contre, à Angoulême, le comité affilié à l'archiconfrérie était dirigé par le secrétaire de l'évêché. (BB³⁰ 450.)

(2) Veillot : *Correspondance*, t. I : lettre du 8 août à Mme de Pitray.

(3) Le Gonidec de Traissan : *Souvenirs des zoutaves pontificaux*. Correspondant, 10 mai 1911.

(4) *Correspondance diplomatique*, 27 juillet.

(5) Flornoy : *Lamoricière*. Un général piémontais, lisant la liste des Français tués ou blessés à Castelfidardo se serait écrié : « Quels noms ! On croirait lire une invitation au bal à la cour de Louis XIV. »

(6) Cergay 165 A II 4, 28 juillet. Voir *Correspondance diplomatique*, 28 avril, 16 juin, 27 juillet, 3, 13, 18, 21 août.

(7) Cergay 165 A II 4 ; *Le secret de l'empereur*.

les preuves de ce que je vous écris : savoir que le ministre de la Guerre (1) agit en dehors de vous, et dans un sens diamétralement opposé au ministre des Affaires Étrangères au sujet des affaires de Rome. Le général de Goyon est l'instrument de cette intrigue, et des dames que vous devinerez sans que je vous les nomme en sont l'âme. On vient de lui envoyer des agents secrets qui sont venus avec l'ordre de faire des rapports dans un sens indiqué à l'avance. Le général enverra ces rapports afin qu'ils soient opposés aux informations du ministre des Affaires Étrangères, autrement dit, de l'ambassadeur... Si les circonstances vous avaient mis comme moi en mesure de connaître toute la puissance et toutes les ressources de l'organisation occulte dont je vous signale ici une très petite ramification, vous comprendriez parfaitement que je ne trace pas ces quelques lignes sans quelque inquiétude. » L'impératrice était en effet favorable au pape. Plusieurs de ses dames d'honneur (2) étaient très cléricales. C'était un des moyens par lesquels les influences cléricales continuaient à s'exercer sur le gouvernement. Goyon partit en congé au début d'août, mais il se croyait certain de revenir.

Les volontaires français, bien que très peu nombreux, pouvaient être utiles au pape, car ils étaient sûrs, tandis que les soldats pontificaux recrutés en Italie ne l'étaient pas. Il est très difficile d'évaluer le produit du denier de Saint Pierre pendant cette période. D'après un rapport du procureur général de Lyon, on l'évaluait en juillet à 1.500.000 francs, pour la France et la Belgique, ce qui paraît vraisemblable (3). Or les dépenses annuelles du Saint-Siège étaient d'environ 60.000.000 de francs. Enfin l'emprunt romain ne produisit en France que 17 millions sur les 25 que la cour de Rome avait l'autorisation d'émettre.

L'effet moral de ces secours fut médiocre. Ils ne provenaient que des classes riches, et surtout du parti légitimiste, ce qui confirmait la thèse du gouvernement d'après laquelle l'agitation relative à la question romaine était plus politique que religieuse. Le peuple resta tout à fait étranger à ces manifestations, même dans les régions très cléricales.

Les rapports des procureurs généraux sur le second trimestre de 1860 s'accordent à constater que l'agitation était alors tout

(1) Randon, qui était protestant, était très dévoué à l'Église. Il se convertit au catholicisme en 1867. Voir ses *Mémoires* ; et la *Vie du maréchal Randon*, par Rastoul.

(2) Mmes de Malaret née Ségur, de Montebello, de Viry, de Lourmel, etc.

(3) BB³⁰ 379.

à fait calmée. A la fin de juin, le gouvernement leva la défense faite aux journaux en octobre 1859 de publier et de commenter les mandements épiscopaux. Aux élections municipales d'août, le clergé, découragé par son échec du début de l'année, ne fit en général pas d'opposition (1). Le refroidissement de ses relations avec le gouvernement se manifesta seulement à l'occasion de cérémonies religieuses.

Parisis, ayant obtenu la béatification de Labre, organisa de grandes fêtes à Arras pour le retour des cendres du bienheureux : 23 évêques y assistèrent (15-17 juillet). Mais le gouvernement, qui n'avait pas été consulté sur l'opportunité de cette cérémonie, refusa le concours de la troupe, et n'accorda qu'avec difficulté celui des musiques militaires. Il laissa les journaux irréligieux ridiculiser Labre, et la négligence des soins de propreté qui l'avait rendu célèbre. Il ordonna à l'imprimeur de déposer au parquet le texte des discours épiscopaux un jour avant qu'ils fussent prononcés. Pie, malgré la demande du vicaire général d'Arras, Des Billiers, fit dans le sien des allusions à la question romaine (2).

La Fête-Dieu prit parfois le caractère d'une manifestation légitimiste, par l'exhibition d'emblèmes fleurdelysés. Le service funèbre que Rouland demanda aux évêques de faire célébrer dans toutes les églises pour la mort de Jérôme Bonaparte fut souvent négligé. Le *Te Deum* du 15 août ne fut pas partout célébré avec autant de pompe que le gouvernement l'eût souhaité. Dans sa circulaire pour la fête de l'empereur, Rouland avait évoqué, « aux deux extrémités de l'Asie, nos soldats armés pour la défense de la civilisation chrétienne ». Morlot et quelques autres évêques dévoués firent allusion dans leurs circulaires aux expéditions de Chine et de Syrie, mais elles n'atténuaient aucunement l'hostilité des cléricaux contre le gouvernement impérial (3).

(1) Sauf de rares exceptions, telles que Lille. BB²⁰ 377, BB¹⁰ 1.607.

(2) F¹⁰ 5.545 ; Guillemant : *P.-L. Parisis*. Baunard : *Histoire du cardinal Pie*. Le gouvernement accorda d'ailleurs une subvention de 10.000 francs pour les frais de la canonisation de Labre.

(3) Ils y furent en général très indifférents, et reprochèrent même parfois au gouvernement de ne pas faire assez dans ces régions pour les intérêts de l'Église. Le 16 novembre 1861, l'évêque de Chartres demanda à Rouland que l'empereur intervint en faveur des chrétiens de Cochinchine. Rouland nota : « L'évêque radote. Que veut-il donc ? Nous envoyons là-bas vaisseaux, hommes, argent, et nous y engloutissons nos enfants et nos trésors. En vérité, c'est une exigence folle. » (F¹⁰ 2.516.)

III. — *L'annexion de Nice et de la Savoie* (1)

La Savoie était disputée entre le parti libéral et le parti clérical. Celui-ci, hostile à Cavour, désirait l'annexion à la France ; ses journaux, le Bon Sens, et le Courrier des Alpes la demandèrent dès 1859. L'archevêque de Chambéry, Billiet, l'accepta volontiers, après être resté longtemps fidèle à la maison de Savoie. Il écrivit le 30 mars à Morlot : « Je suis heureux de pouvoir dire à Votre Éminence que le clergé de ce diocèse n'a jamais pensé qu'il pût s'abstenir dans une question si grave pour tous les intérêts de la Savoie. Dès le principe, il s'est mis à la tête du mouvement favorable à l'annexion de la Savoie à la France. Les noms des curés, des vicaires, paraissent dans toutes les listes de signatures (2). » Billiet écrivit en outre à l'empereur : « Le clergé de Savoie s'est toujours fait un devoir de donner l'exemple de la fidélité à son souverain... Depuis que la cession faite par le roi Victor-Emmanuel est devenue certaine, il s'est trouvé très honoré d'être annexé à cette France où règne le catholicisme le plus sincère et le plus éclairé du monde chrétien. Il s'est plu à rappeler aussi tout ce que Votre Majesté a fait dans l'intérêt de la religion et de l'Église depuis son avènement à l'Empire. » Billiet, tout en assurant l'empereur que le clergé voterait pour l'annexion, demandait pour prix de son concours le maintien du statut religieux de la Savoie. L'on craignait que les deux petits diocèses de Tarentaise et de Maurienne ne fussent rattachés à celui de Chambéry (3). Les évêques désiraient garder « la libre collation de toutes les cures de leur diocèse sans aucune intervention du gouvernement ». On souhaitait que l'évêché vacant d'Annecy fût confié à un Savoisien.

(1) Correspondance diplomatique : mars, juin, juillet, août, décembre 1860, janvier 1861. F¹⁹ 1.955 ; 2.515, Billiet ; 2.492, Magnin ; 2.580, Vibert ; 6.179, Sola ; 5.807 (voyage de l'empereur), 5.778, 5.859, F¹⁷ 9.987, Chambéry. Trésal : *L'annexion de la Savoie à la France*, 1913, in-8°.

(2) F¹⁹ 2.492 ; ces listes de signatures sont les pétitions en faveur de l'annexion à la France. Le 26 mars, Thouvenel télégraphia à Gramont : « Est-il vrai que Rome ait prescrit au clergé de Savoie de s'abstenir ? Tâchez qu'on lui laisse toute liberté : il est pour nous. » Gramont répondit le 27 : « Le cardinal Antonelli m'assure que l'on n'a envoyé aucune instruction au clergé de Savoie, et que l'on le laissera libre. » (Correspondance diplomatique.) Le clergé de Nice fut également favorable à l'annexion, mais il avait beaucoup moins d'influence.

(3) Cavour écrivait à Nigra le 27 mars : « Les évêques, dans la crainte d'une réduction du nombre des sièges épiscopaux se tiennent dans une grande réserve. » Bollea : *Una silloge di lettere...*

« Le mariage civil est aussi l'une des choses que le clergé de Savoie redoute davantage... (1) Si... Votre Majesté, pouvait faire... une exception, au moins pour un temps, statuer que l'officier d'état-civil ne pourra enregistrer les mariages que lorsque les époux auront été mariés à l'église, elle ferait une chose très propre à lui concilier les sympathies du clergé et des fidèles les plus sincèrement catholiques (2). » (30 mars.)

Rouland (3) assura Billiet que les évêchés de Tarentaise et de Maurienne seraient maintenus au moins jusqu'au décès de leurs titulaires (4), mais il ne prit pas d'engagement pour la nomination de l'évêque d'Annecy. « Quant à notre législation civile sur le mariage, Votre Grandeur semble avoir compris elle-même combien il nous serait difficile de ne point l'appliquer à la Savoie librement réunie à l'Empire français. En réalité, Monseigneur, l'esprit catholique règne si bien en France que nous ne pourrions pas citer un mariage civil sur plusieurs milliers qui n'ait été suivi de la bénédiction religieuse. » D'ailleurs le gouvernement « devra peu à peu préparer l'administration des communes à la bonne tenue de l'état-civil (5) et, jusqu'à ce qu'elle puisse trouver pour cette oeuvre des auxiliaires propres à la bien accomplir, il serait imprudent de lui confier la célébration civile des mariages. Il y aura donc nécessairement un délai entre le moment de l'annexion et celui de l'application de nos lois sur le mariage civil, délai pendant lequel tout sera préparé pour l'application de la loi française ». Le gouvernement ne pouvait, d'autre part, renoncer au droit de regard que lui assurait le Concordat sur la nomination des curés. « Au reste, Monseigneur, vous devez savoir comment les choses se passent en France. Les évêques nomment aux cures et l'empereur agréé leurs choix. Or sur la masse énorme de nominations faites depuis quarante ans, je ne crois pas qu'on puisse citer l'exemple de trois refus d'agrément... »

Le gouvernement refusait donc d'acheter par des concessions le concours du clergé savoisien, qui, par aversion contre le gouvernement piémontais, devait nécessairement voter pour

(1) Il avait résisté lorsque le gouvernement piémontais avait cherché à l'établir. Voir J. Maurain : *Le Saint-Siège et la France de décembre 1851 à avril 1853* ; et ci-dessus, p. 99.

(2) F¹⁰ 2.515.

(3) D'après la minute autographe conservée à F¹⁰ 2.515.

(4) En fait, ils n'ont jamais été supprimés.

(5) L'état civil avait jusqu'alors été tenu par le clergé.

l'annexion. Il contribua en effet ostensiblement au succès du plébiscite, les 22 et 23 avril. Les libéraux s'étant ralliés, l'annexion fut votée à la quasi unanimité.

Le 11 juin, Rouland demanda aux évêques de célébrer par un *Te Deum* la réunion de la Savoie et de Nice à la France. Guibert, tout en ordonnant le *Te Deum*, fit des réserves dans son mandement : « ... s'il existait une solidarité réelle entre l'acquisition des nouveaux territoires cédés à la France et l'usurpation d'une partie du domaine du Saint-Siège, et que nous en eussions la preuve certaine, aucune puissance au monde ne serait capable d'obtenir de nous des prières pour un événement qui se lierait à une sacrilège injustice. » Rouland lui ayant vivement reproché cette insinuation, Guibert la justifia par les débats du parlement sarde. Cet échange de lettres consacra sa rupture avec le gouvernement (1). La plupart des évêques ne partagèrent pas ces scrupules, et ordonnèrent volontiers un *Te Deum* pour une annexion très populaire et où le clergé avait joué un grand rôle.

Le parti clérical, ayant été le premier en Savoie à demander l'annexion, fut favorisé par l'administration aux dépens des libéraux. Le 12 août, le préfet de la Savoie écrivait à propos du prochain voyage de l'empereur : « Le clergé savoisien s'est montré activement favorable à l'annexion. Son dévouement à la France et à l'empereur ne s'est pas démenti, bien qu'il s'attende à perdre la tenue de l'état-civil. Les réclamations instantes qui ont été faites au sujet du mariage civil et religieux n'ont pas eu lieu en vue de créer des embarras, ni même avec un grand espoir de réussir, mais plutôt parce que les évêques se considèrent comme tenus en conscience de faire tous leurs efforts et de ne rien négliger pour en soutenir jusqu'au bout le principe. Quoiqu'il en soit, il me paraît juste et d'une bonne politique que le clergé reçoive en la personne de ses supérieurs un témoignage éclatant de la satisfaction de l'empereur (2). » Napoléon III décora les évêques et plusieurs prêtres, notamment le rédacteur du *Bon Sens*. Le gouvernement assura au clergé des avantages pécuniaires notables.

Le clergé savoisien s'émut de Castelfidardo, et fit signer des adresses au pape (3), mais il ne fit pas d'opposition. Il appréciait,

(1) F¹⁰ 2.556 ; Paguette de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*. D'autres évêques firent aussi quelques réserves : Boudinet (F¹⁰ 2.488), de Langalerie (F¹⁰ 2.494).

(2) F¹⁰ 5.607.

(3) Gramont écrivit à Thouvenel que le marquis Costa de Beauregard chef de

après l'hostilité du gouvernement piémontais, la bienveillance de l'administration impériale. Les élections au Corps Législatif eurent lieu en décembre. En Savoie, les chefs du parti clérical, de Boigne et Greyffé de Bellecombe, furent désignés comme candidats officiels et élus à la quasi unanimité. En Haute-Savoie, où les libéraux étaient beaucoup plus influents, l'administration resta neutre. Après un premier tour confus, l'élection se fit au second sur la question de la zone : ses plus chauds partisans, un clérical, Pissard, et un protestant étranger au parti libéral, Bartholoni, furent élus.

Pie IX, après avoir demandé, sans beaucoup insister, le maintien du mariage religieux en Savoie, reconnut l'extension aux provinces annexées du régime concordataire (décembre). En la notifiant aux évêques de la Savoie et de Nice, il spécifia que leurs diocèses n'étaient soumis, ni aux Articles Organiques, ni au mariage civil (1). Cette protestation resta vaine. Le recteur de Chambéry écrivait le 14 mai 1861 : « Le clergé ne conserve plus aucune illusion sur la *faute* qu'il a commise en poussant à l'annexion (2) ». Que cette affirmation soit ou non fondée, l'assimilation complète de la Savoie à la France ne rencontra pas d'opposition de la part du clergé ni de ses partisans (3).

Tandis que le clergé savoisien était très analogue au clergé

la délégation qui porta cette adresse au pape, se posa, pendant son séjour à Rome « comme très ardent légitimiste et comme dans la plus violente opposition contre le gouvernement de l'empereur ». Mais Costa de Beauregard ne fit en France aucune opposition. (Cercay, 165 A II 4, décembre 1860.)

(1) « ... *Nullum unquam locum habere poterunt, nec articuli organici contra quos haec apostolica sedes constanter reclamare et protestari haud omisit, nec lex de civili matrimonio, nec alia quovis dispositio quæ catholicæ ecclesiæ doctrinæ ejusque juribus quovis modo adversetur.* » (31 décembre 1860, Mémoires publiés par l'Académie salésienne, 1885, t. VIII.) Voir Cercay 165 A II 4, 15 décembre.

Le gouvernement avait du attendre l'extension du Concordat à la Savoie pour nommer l'évêque d'Annecy. Il nomma le 11 décembre le supérieur du grand séminaire d'Annecy, Magnin, gouvernemental et modéré. (F¹⁰ 2.492.)

(2) F¹⁷ 9.987.

(3) Au contraire, le député clérical de Boigne écrivait à Baroche le 14 février 1862 : « Je remercie infiniment Votre Excellence de l'extrême bonté qu'elle a eue de m'écrire au sujet de l'application aux diocèses annexés des stipulations du Concordat relatives aux fêtes chômées. Depuis l'annexion, c'est-à-dire depuis deux ans, nous étions soumis encore à cet égard à un régime distinct, et, Dieu merci, cette dernière ligne de démarcation vient d'être effacée. C'est un bonheur. Le chômage, dans un pays devenu français, de fêtes qui ne sont pas chômées en France pouvait amener dans la suite de graves inconvénients. » (Baroche 987.)

D'autres questions furent également réglées sans difficultés. (F¹⁰ 2.011.) Les vicaires qui étaient instituteurs dans quelques communes furent peu à peu remplacés par des laïques. (F¹⁰ 5.778, 1^{er} juillet 1862.) L'administration veilla à ce que les petits séminaires ne souffrissent pas de la suppression des subventions dont ils bénéficiaient parfois sous le régime sarde. (F¹⁰ 5.859, Albrieux.)

français, celui de Nice se rapprochait plus du clergé italien. Il avait d'ailleurs peu d'influence. L'évêque Sola, bien que piémontais, conseilla à ses prêtres de voter pour l'annexion quand elle devint certaine. Son dévouement à la maison de Savoie l'avait fait mal voir à Rome. Après l'annexion, il resta gouvernemental, et hostile à l'ultramontanisme. Il avait peu d'autorité sur son clergé. Le 20 février 1863, le recteur d'Aix écrivait encore : « Le clergé de ce pays nous est entièrement contraire. Son chef nous est au contraire favorable... Le grand séminaire... est maintenant une pépinière d'ennemis de la France... Mgr l'archevêque d'Aix a visité le grand séminaire. Je sais qu'il en a été scandalisé. Tout lui a paru italien : ignorance, saleté, et sentiments ennemis de la France (1). » Rouland demanda à Sola de franciser ses séminaires ce qu'il fit peu à peu. Son clergé, dont la situation matérielle avait été très améliorée (2), ne fit d'ailleurs aucune opposition.

IV. — *Castelfidardo*

Garibaldi, maître de la Sicile depuis le mois de mai, envahit en août le royaume de Naples. L'évacuation de Rome par les troupes françaises fut ajournée. Le nonce demanda, le 10 août, ce que ferait le corps d'occupation français si des troubles se produisaient dans les États romains. Napoléon III nota : « Tant que les troupes françaises resteront à Rome, elles maintiendront dans cette ville l'autorité du pape et veilleront à sa sûreté, mais ne s'éloigneront pas de la capitale (3). » Puis il partit pour la Savoie ; il y reçut le 28 août deux émissaires de Cavour, Farini et Cialdini. Ils lui dirent que les Marches et l'Ombrie s'agitaient et que le gouvernement piémontais allait les faire occuper pour ne pas être devancé par Garibaldi. « L'empereur a tout approuvé, écrivit le 29 Cavour à Nigra. Il paraît même que l'idée de voir Lamo-

(1) F¹⁹ 6.179.

(2) Dans une circulaire du 20 mai 1863, Sola écrivait à ses prêtres : « Lorsque par une lettre pastorale du 9 avril 1860, j'engageais MM. les Curés à s'associer au mouvement qui allait se produire pour l'annexion du comté de Nice et de la Savoie à la France, je n'avais pas seulement en vue des raisons d'ordre et d'intérêt publics, mais je présentais aussi les avantages que ce concours aurait apportés dans les rangs du clergé, et dans l'état matériel du diocèse. Mes espérances n'ont pas été déçues. » Le traitement du clergé paroissial fut porté de 94.600 à 141.500 francs. 200.000 francs furent dépensés pour l'évêché, et 400.000 environ pour les édifices paroissiaux. F¹⁹ 6.179.

(3) 10 août, Correspondance diplomatique.

ricière aller se faire... lui a souri beaucoup (1). » En tout cas, il ne s'opposa pas formellement aux projets de Cavour.

Le 8 septembre, le gouvernement piémontais somma le Saint-Siège de licencier ses troupes étrangères, faute de quoi les Piémontais occuperaient les Marches et l'Ombrie. « Je n'ai, je crois, éprouvé de ma vie pareille indignation » écrivit le 9 Thouvenel à Gramont (2). L'empereur, alors à Marseille, fit renforcer la garnison de Rome, et y renvoya le général de Goyon. Il télégraphia à Victor-Emmanuel : « S'il est vrai que sans raison légitime, les troupes de Votre Majesté entrent dans les États du pape, je serai forcé de m'y opposer... M. Farini m'avait exposé bien différemment la politique de Votre Majesté. Je la prie néanmoins de croire à tous mes sentiments d'amitié (3) ». Le ministre de France quitta Turin, à titre de protestation. Gramont espérait que le corps d'occupation français recevrait l'ordre d'occuper les Marches et l'Ombrie. En communiquant au consul de France à Pesaro la dépêche de Napoléon III à Victor-Emmanuel, il ajouta : « L'empereur ne tolérera pas l'invasion piémontaise ». Mérode annonça à Lamoricière que l'empereur s'y opposerait « par la force ». Les Piémontais envahirent le 11 septembre les États pontificaux. Le 18, ils rencontrèrent à Castelfidardo l'armée pontificale qui fut prise de panique, à l'exception des volontaires autrichiens et français dont beaucoup furent faits prisonniers après une vive résistance. Cialdini dit à plusieurs d'entre eux : « Croyez-vous donc que nous aurions été assez fous pour nous engager de la sorte sans être sûrs d'être approuvés ? Non seulement l'empereur ne s'oppose pas à notre marche, mais il l'approuve, je vous en donne ma parole d'honneur. Il me l'a dit lui-même à Chambéry... voici ses derniers mots : *Bonne chance, et faites vite* (4). » Le mot fit sensation à Rome et en France. Le 29 septembre, Lamoricière capitula dans Ancône.

Le 20 septembre, Gramont avait écrit à l'empereur : « Malgré les assurances contraires que j'ai données, le Saint Père paraît convaincu qu'il existe entre Votre Majesté et le roi de Sardaigne un accord pour tolérer la présence des troupes piémontaises dans les Marches et dans l'Ombrie. Il est fortifié dans cette opinion par l'avis pour ainsi dire unanime du corps diplomatique et de toute la population. Les Piémontais la proclament partout où ils

(1) *Lettere edite ed inedite*, publiées par Chiala, t. VI.

(2) *Le secret de l'empereur*.

(3) *Le secret de l'empereur*.

(4) Gramont à Thouvenel, 6 octobre, Cerçay 165 A 11 4, *Le secret de l'empereur*.

arrivent... Le pape nous considère comme complices des Piémontais, et il a résolu de ne pas accepter la protection restreinte à la ville de Rome que l'armée de Votre Majesté lui assure (1). Son intention est de partir et de se rendre soit en Espagne, soit à Trieste ; j'en ai été prévenu par le cardinal Antonelli. Le pape pose la question en ces termes : « Si les Français sont ici en amis « pour me défendre, qu'ils m'aident à repousser les Piémontais de « mes États ; s'ils refusent de le faire, c'est qu'ils pactisent avec mes « ennemis et dès lors, je ne puis me fier à eux ; ils ont un rôle dans « le complot tramé contre ma couronne. » J'ai lieu de croire que Sa Sainteté va mettre le général de Goyon en demeure de marcher sur Viterbe ou sur quelque place voisine, et que le refus du général sera le signal de son départ précédé d'une protestation. (2) »

Le départ de Pie IX était la solution souhaitée par les deux partis extrêmes : par le gouvernement sarde qui comptait achever ainsi l'unité italienne, car Napoléon III avait décidé dès le 11 septembre que si Pie IX quittait Rome, le corps d'occupation rentrerait en France, et par le parti Mérode qui espérait une réaction de l'opinion catholique en faveur du pape chassé de Rome (3). Au contraire, Gramont, très hostile à l'unité italienne, considérait le départ du pape comme une catastrophe qui eût produit en Europe un effet funeste au gouvernement impérial. Il croyait ce départ certain si le corps d'occupation français restait inactif à Rome. Il était humilié et consterné de voir l'empereur tolérer les entreprises des Piémontais.

Thouvenel avait d'abord partagé l'indignation de Gramont, mais il lui écrivit le 23 septembre (4) : « Ne nous faisons pas d'illusion toutefois ; notre opinion n'est pas en ce moment celle du public. Sans doute le sens moral est blessé de la conduite de la Sardaigne mais je n'ai encore vu personne qui fût d'avis de nous y opposer matériellement... le pontife est respecté, le souverain n'est pas populaire... Ici ce sont des faits que chacun peut malheureusement toucher du doigt. » Thouvenel désirait que Pie IX restât à Rome mais ne redoutait pas son départ : « Le monde catholique serait ému, mais le vent n'est plus aux croi-

(1) Les environs de Rome, qui n'étaient pas occupés par les Français, et que les Piémontais n'avaient pas envahis commençaient à s'agiter.

(2) Cette lettre, dont copie fut envoyée à Thouvenel, n'atteignit pas l'empereur, qui avait quitté Marseille pour l'Algérie. Cerçay 165 A 11 4.

(3) C'était l'avis du nonce (voir Lecanuet : *Montalembert*) et aussi, d'après Gramont, celui de Goyon : « Il trouve et il dit que le départ du pape simplifierait tout. » (2 octobre, Gramont à Thouvenel, Cerçay 165 A 11 4 ; *Le secret de l'empereur*.)

(4) *Le secret de l'empereur*.

sades, et la France, dans son immense majorité, serait tellement blessée de la défiance qu'on pense à lui témoigner que l'effet attendu, espéré peut-être, se trouverait infailliblement manqué. Sauf quelques salons, ce n'est pas l'empereur, c'est le pape qui perdrait. » Cette lettre avait été écrite par Thouvenel avant qu'il eût vu l'empereur. Napoléon III, rentré le 23 septembre à Paris, était résolu à ne pas intervenir militairement contre le Piémont, mais aussi à protéger le pape. Thouvenel, après avoir été reçu par lui, écrivit à Gramont : « L'empereur m'a répété à diverses reprises qu'il regardait le traité de Zurich comme destiné à survivre à ce qui se passe aujourd'hui... Vous mériterez autant de la chrétienté que de la France si vous parvenez à empêcher le pape de donner à la révolution et à la Sardaigne la satisfaction qu'elles désirent également, celle de trouver la place vide à Rome (1). » Le Moniteur du 29 septembre annonça le départ d'une nouvelle division pour Rome, et que les troupes françaises occuperaient non plus seulement Rome, mais tout le patrimoine de Saint Pierre, c'est-à-dire toute la partie des États pontificaux que les Piémontais n'avaient pas envahie : c'était la mesure que Gramont avait déclarée indispensable pour que le pape restât à Rome. Quant au règlement définitif des affaires d'Italie, le Moniteur déclarait qu'il ne pouvait être que l'œuvre d'un congrès.

Mais au cours des semaines qui suivirent, une série d'incidents indisposèrent de nouveau le gouvernement impérial contre le Saint-Siège. Le prince Napoléon, qui souhaitait, comme Cavour et Nigra, le départ de Pie IX (2), en profita pour tenter de persuader à son cousin que ce départ serait la meilleure solution de la question romaine.

Le 28 septembre, le pape dénonça, dans une allocution consistoriale, l'agression du gouvernement piémontais qui, « abusant du triomphe que, par les secours d'une grande et belliqueuse nation, lui a procuré la guerre la plus funeste », avait envahi ses États, malgré « les déclarations réitérées qui nous ont été faites par l'un des plus puissants princes de l'Europe ».

(1) 23 septembre, *Le secret de l'empereur*.

(2) Il écrivait à Nigra le 10 octobre : « L'empereur est indécis, flottant, bien disposé au fond, mais ballotté, mal conseillé. Thouvenel n'est pas trop mal ; l'opinion publique est très bonne pour le Piémont, quoique l'on vous trouve un peu ambitieux, mais très mal pour Garibaldi... La grande question aujourd'hui, c'est de savoir ce que va faire le pape. Ce sera bien beau, le jour où il s'en ira. » Comandini : *Il principe Napoleone nel risorgimento italiano*.

Il attaqua vivement « ce funeste et pernicieux principe de non intervention que depuis assez peu de temps certains gouvernements proclament et mettent en pratique... Il s'agit d'un principe de rébellion... qui donne facilement à comprendre quel danger menace chaque jour tout gouvernement, et quel fléau il entraîne pour toute société civile, puisqu'il ouvre une issue au fatal communisme ». Gramont écrivit à Thouvenel le 2 octobre : « L'allocution pontificale que je vous envoie est encore une fâcheuse manifestation, mais j'espère que ce sera la dernière, et elle a été faite avant que le pape sût l'envoi de la division (1). » Or une édition spéciale en avait été antérieurement adressée au nonce qui la communiqua aux évêques et à l'Ami de la Religion avant d'en informer le gouvernement (2). Cette nouvelle incorrection irrita vivement le gouvernement impérial ; elle fut désavouée par Antonelli ; le nonce partit en congé quelques jours après, et le gouvernement impérial insista officiellement pour qu'il ne reprît pas son poste. Il ne devait en effet revenir à Paris qu'un an plus tard, pour présenter ses lettres de rappel.

Gramont lui-même fut exaspéré par un article du Journal de Rome (24 octobre) d'après lequel il aurait dit que l'empereur s'opposerait « par la force » à l'invasion des États Pontificaux, alors que ces mots avaient été ajoutés par Mérode. Il n'obtint qu'à grand peine une rectification. Il était écœuré de la « déloyauté » de l'entourage du pape ; il écrivit à Thouvenel le 30 octobre : « Il vous sera facile, par les détails que je viens de vous donner, de vous faire une idée de la désorganisation et de la décrépitude de tout le système. On éprouve un mélange de pitié et de dégoût en sondant cet abîme. C'est ici que l'Orient commence (3). »

D'autre part, l'armée pontificale profitait de l'occupation du patrimoine de Saint Pierre par les troupes françaises pour réprimer rudement les mouvements nationaux qui s'y étaient produits, et Mérode passait pour enclin à reprendre l'offensive contre les Piémontais. Napoléon III était indigné de ce résultat de la protection, qu'il assurait à Pie IX (4). Les propos injurieux

(1) Cerçay 165 A II 4.

(2) Correspondance diplomatique, 6 et 13 octobre. *Le secret de l'empereur*, 13 octobre.

(3) Cerçay 165 A II 4 ; *Le secret de l'empereur*.

(4) « L'empereur est irrité un peu contre tout le monde, mais contre le pape encore plus que contre nous » écrivait le 10 octobre Cavour à Farini. (*Lettere edite ed inedite*, publiées par Chiala, t. IV.) Napoléon III écrivait le 21 octobre à Randon :

que l'on tenait sur son compte dans l'entourage de Pie IX l'irritaient, et il voyait que l'opinion française n'était pas favorable au pape. Thouvenel écrivait à Gramont le 20 octobre : « Pendant que l'opinion du clergé et des légitimistes s'exalte, moins en faveur du pape que contre l'empereur, celle du pays se calme d'une façon remarquable et le départ du Saint Père, en ce moment du moins, ne ferait tort qu'à lui-même (1). » Gramont ayant écrit le 3 novembre (2) qu'il craignait de nouveau le départ du pape, Thouvenel l'informa le 10 qu'un propos attribué à Mérode (3) avait « profondément blessé Sa Majesté... On travaille beaucoup autour d'elle (4) pour la convaincre qu'au point de vue où en sont les choses, mieux vaudrait que le pape quittât Rome. Ce n'est pas mon avis, mais je comprends néanmoins toutes les difficultés que rencontrera bientôt la prolongation du séjour du Saint Père dans sa capitale (5) ». Viel Castel notait le 17 novembre : « L'empereur disait il y a cinq jours à la princesse Mathilde : « Le pape témoigne de nouveau l'intention de quitter Rome; je voudrais que la chose fût faite, cela avancerait bien les affaires (6). » Gramont répondit le 20 novembre à Thouvenel : « Le pape a vu clair, et maintenant, il ne veut plus s'en aller que si on le chasse. Il faudrait donc que l'empereur fit quelque chose qui forçât le pape à partir : qu'il le livrât aux Piémontais, qu'il lui fit couper les vivres... Je sais bien que *ceux* dont vous me parlez ne demanderaient pas mieux que l'empereur fit ce quelque chose, mais je crois que ce serait une faute énorme, pour l'intérieur comme pour l'exté-

« Écrivez au général de Goyon une lettre bien nette pour lui faire bien comprendre quelle est sa position à Rome. Les troupes françaises occupent Rome militairement et non politiquement. Elles doivent assurer la tranquillité, réprimer militairement les désordres, mais ne jamais être les auxiliaires directs des agents de police. Elles doivent opérer séparément... afin de ne jamais prendre sur elles l'odieux de ces répressions politiques. » Napoléon III concluait en disant du général de Goyon : « Malheureusement, il ne comprend pas sa position. » (*Mémoires du maréchal Randon.*)

(1) *Le secret de l'empereur.*

(2) Correspondance diplomatique.

(3) Il aurait dit au général de Goyon : « Vous êtes le dernier oripeau qu'emploie votre maître pour cacher son infamie. » D'après Gramont, le propos n'aurait pas été tenu.

(4) Allusion au prince Napoléon.

(5) *Le secret de l'empereur.*

(6) *Mémoires du comte H. de Viel Castel.* C'est ce que Louis Thouvenel a appelé le secret de l'empereur. Il paraît probable que Napoléon III désira au début de novembre le départ du pape ; mais il ne le souhaitait pas à la fin de septembre, car c'est après son retour à Paris que furent prises les mesures sans lesquelles, d'après Gramont, le pape ne serait pas resté à Rome.

rieur (1). » Le bruit courut que les Français allaient évacuer Rome, mais cette mesure extrême ne fut pas adoptée (2).

Pie IX consentit à blâmer les violences de langage de Mérode mais il était très irrité contre le gouvernement impérial. Il prononça le 17 décembre une allocution consistoriale pleine d'amertume. Recevant Gramont quelques jours plus tard, il lui dit : « *J'ai toujours eu... confiance dans la France, et c'est encore de la France que j'attends le bien de l'Église, comme c'est d'elle que je reçois mes plus grandes consolations.* — La manière dont le pape avait prononcé ces dernières paroles étaient significative. Je ne pouvais m'y tromper : il était évident que Sa Sainteté voulait encore cette fois... faire une distinction entre la nation et son gouvernement. » Gramont protesta et rappela les services rendus par l'empereur au Saint-Siège, mais Pie IX ne répondit pas (3).

V. — *Effet de Castelfidardo sur l'opinion française* (4)

Comme le remarquait Thouvenel, Castelfidardo ne modifia pas sensiblement la situation politique que la question romaine avait créée en France depuis le début de l'année. La cause italienne était peu populaire, sauf auprès des républicains. La politique brutale et les succès prodigieux du Piémont inspiraient peu de sympathie ; l'on craignait que la formation d'une grande puissance en Italie ne fût pas favorable à la France. Le rôle joué par Garibaldi inquiétait les conservateurs. L'écrasement de la petite armée de Lamoricière par des troupes piémontaises blessa le sentiment chevaleresque et l'orgueil national, assez puissants sur l'opinion publique. Mais le pape et ses partisans étaient également peu populaires. La nouvelle atteinte portée au pouvoir temporel ne mécontenta guère que ceux dont l'affaire des Romagnes avait déjà fait des opposants. Les anticléricaux, bonapartistes ou

(1) Cerçay 165 A II 4 ; *Le secret de l'empereur*.

(2) Les Marches et l'Ombrie votèrent à une énorme majorité leur annexion au Piémont, ainsi que les Deux-Siciles. Cependant, le roi de Naples résista dans Gaète aux troupes piémontaises jusqu'au 13 février 1861.

(3) Correspondance diplomatique, 29 décembre.

(4) Outre les rapports trimestriels des procureurs généraux et des recteurs, voir surtout les rapports des préfets et quelques lettres échangées entre les évêques et Rouland, réunis à F¹⁰ 1.931. Voir aussi F¹⁰ 1.933 (notes pour l'empereur sur la police des cultes) ; BB²⁰ 423, 450, 451, BB¹⁸ 1.606 et 1.613 à 1.620 ; les dossiers des évêques suivants : F¹⁰ 2.531, Bonald ; 2.506, Donnet ; 2.553, Dupanloup ; 2.526, Guerrin ; 2.556, Guibert ; 2.479, Levezou de Vesins ; 2.561, Pie ; 2.549, Plantier ; 2.527, Wicart ; dans les dossiers du clergé du second ordre, voir notamment F¹⁰ 5.768, 5.776, 5.790, 5.796, 5.846.

républicains, s'en réjouirent, et la masse de la population resta indifférente. Les tentatives d'agitation qui avaient échoué l'hiver précédent ne furent pas renouvelées. Il n'y eut ni pétitions au Sénat, ni adresses au pape (1), ni distributions de brochures. Les sermons hostiles furent peu nombreux, sauf dans l'Ouest (2). La suppression de la Gazette de Lyon, prononcée le 20 octobre, incita la presse cléricale à rester réservée (3).

C'est auprès des évêques que Castelfidardo produisit le plus d'effet. Le gouvernement perdit alors la confiance de beaucoup de prélats qui lui étaient restés fidèles même après l'annexion des Romagnes au Piémont. Au début de 1860, la plupart des évêques considéraient encore que leur moyen d'action le plus efficace était d'intervenir confidentiellement auprès du gouvernement pour l'éclairer et faire appel à sa bonne volonté. Ces démarches furent beaucoup plus rares lors de l'annexion des Marches et de l'Ombrie (4), parce que les évêques en général n'espéraient plus que le gouvernement en tiendrait compte (5). Certains croyaient

(1) Sauf en Savoie (voir § 3). Dans quelques autres diocèses (Aix, Digne, Montpeller), des adresses furent signées, mais seulement par le clergé.

(2) Le gouvernement fit traduire devant les tribunaux trois ecclésiastiques, faute de pouvoir les faire punir par leurs évêques. L'évêque de Laval, Wicart, à qui le procureur général s'était plaint d'un vicaire qui avait ajouté des commentaires violents au mandement épiscopal répondit : « Parmi les témoins, quelques-uns pourront répéter ce qu'ils ont déclaré, que ce n'est pas au vicaire qu'il faut faire un procès, mais à l'évêque, dont le langage a été bien plus fort que celui du jeune prêtre. » (19 novembre.) Il blâma d'ailleurs le vicaire d'avoir commenté son mandement « l'évêque sachant ce qu'il dit et ce qu'il veut dire ». Le vicaire fut poursuivi et acquitté. (BB²⁰ 450). Un élève du séminaire de Montmorillon fut condamné à 200 francs d'amende pour avoir tenu publiquement des propos violemment hostiles à l'empereur. Sur appel du ministère public, la peine fut portée à trois mois de prison et 500 francs d'amende. (F¹⁰ 5.846.)

(3) « ... Depuis quelques jours, il s'est produit dans cette partie de la presse qui a la prétention de représenter la cause sacrée de l'Église, un redoublement de violences qu'il importe d'arrêter par un acte de fermeté devenu nécessaire. Une considération m'a frappé surtout : les consciences ne doivent-elles pas malheureusement être troublées, et l'autorité de la foi amoindrie par la confusion, que l'esprit de parti cherche à établir entre ses passions et les intérêts religieux ?... » (Rapport de Billault publié dans le *Moniteur*.)

(4) Salinis, gravement malade, vit l'empereur en décembre et l'adjura de changer de politique. Bonnechose intervint également auprès de lui. Angebault et Rivet lui écrivirent. (Voir leurs biographies.) Le clergé ne jugeait pas ces démarches confidentielles suffisantes. Un prêtre du diocèse de Dijon, Barthélémy, blâmait, dans une lettre du 16 octobre, la conduite de son évêque, Rivet « qui n'a même pas publié l'encyclique du Souverain Pontife, qui n'a pas publié de lettre pastorale, qui n'a rien fait pour le denier de Saint Pierre, mais qui, par un beau discours à un beau sire, a mérité l'ignoble faveur d'être nommé officier de la Légion d'honneur. Chien muet ! Poule mouillée ! » (AB XIX 518). Rivet avait en effet reçu la croix d'officier et adressé un discours à l'empereur, le 24 août, à son passage à Dijon.

(5) Guibert écrivait à Mazenod : « Quand il a été évident que les observations confidentielles ne faisaient pas changer d'une ligne la voie funeste qu'on s'était

même qu'il livrerait Rome aux Piémontais comme il leur avait laissé prendre le reste des États pontificaux. La plupart d'entre eux restèrent d'ailleurs très modérés dans leurs actes publics.

L'archevêque de Bordeaux, Donnet, à qui la famille du mort le plus connu de Castelfidardo, Pimodan, demandait un service funèbre, et que l'on sollicitait même d'ordonner des prières publiques, prit, le 26 septembre, l'avis de Rouland, qui lui répondit : « Il me semble qu'il n'y a pas lieu d'ordonner des prières publiques pour les Français morts en Italie au service militaire du Saint-Siège. Elles ne se font en France, et pour les Français morts sous notre drapeau, que sur la demande expresse du gouvernement. Mais les évêques sont toujours libres d'accorder des services funèbres pour les particuliers et les familles qui le demandent dans un intérêt de religion et de piété. Seulement, dans ce cas, il s'agit de cérémonies particulières qui ne prennent point le caractère de prières publiques et qui se limitent naturellement à certaines églises et à certaines localités (1). »

Il n'y eut pas de prières publiques, mais le clergé ne se borna pas, comme le désirait Rouland à célébrer quelques cérémonies privées sur la demande des familles des 25 Français tués à Castelfidardo. Dès la fin de septembre, plusieurs évêques firent spontanément célébrer des services funèbres dans leur cathédrale, et parfois dans d'autres églises de leur diocèse. Cet exemple fut suivi, en octobre et en novembre dans presque tous les diocèses de France. La plupart des évêques assistèrent au service funèbre ; beaucoup officièrent ; certains prononcèrent eux-mêmes l'oraison funèbre ; d'autres en chargèrent un prédicateur ; les plus prudents interdirent toute allocution (2).

Ces services funèbres furent autant de manifestations cléricales et légitimistes. Ils eurent, dans certaines villes, beaucoup

tracée, et qu'on s'y affermissait de plus en plus, soit que l'on regardât nos communications personnelles comme une marque de confiance, soit qu'on y vit une marque de timidité, fallait-il persévérer dans cette réserve ? C'est ce que je n'ai pas cru possible. » (Paguette de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.)

(1) F¹⁹ 1.931.

(2) Certains même, auraient désiré, comme le gouvernement que la cérémonie n'eût pas lieu. D'après le procureur général de Nancy, le service funèbre célébré dans la cathédrale de Nancy, le fut « malgré la défense formelle de Mgr l'évêque ». (BB²⁰ 451, 9 novembre.) L'évêque d'Amiens, Boudinet, en fit célébrer un, après avoir promis au préfet de s'abstenir. Celui-ci écrivit à Rouland : « Notre pauvre évêque sera toujours le même : timoré, quelque peu ambitieux et conciliant jusqu'à la faiblesse, il cherchera pendant toute sa vie le secret impossible de concilier tous les partis » (19 octobre). « Appréciation parfaite », nota Rouland. (F¹⁹ 1.931.)

d'éclat (1), mais en général, l'assistance fut très peu nombreuse. Elle fut partout composée presque exclusivement de légitimistes. Les fonctionnaires n'y assistèrent pas. Les populations restèrent tout à fait indifférentes.

Dès la fin de septembre, d'autre part, plusieurs évêques publièrent des mandements pour protester contre la spoliation dont le pape était victime. Mais ils furent d'abord peu nombreux. A la fin d'octobre, Jaquemet écrivait à Pie : « Enfin, voilà donc quelques vengeurs armés pour la défense de la cause de Dieu, et le droit ne sera pas étouffé sans protestation ; mais, hélas, que de voix silencieuses ! Pourquoi tous les archevêques et évêques se taisent-ils ? Est-ce l'heure de se réserver ? et doivent-ils nous laisser écraser par une certaine opinion publique comme une poignée d'évêques mécontents dans l'épiscopat satisfait et confiant ? (2) ».

Comme à la fin de 1859, comme au début de 1860, l'exemple donné par les prélats les plus ardents fut peu à peu suivi par la plupart de leurs collègues, sous la pression du Saint-Siège, du bas clergé, et des laïques les plus influents. Les évêques développèrent les mêmes arguments que le pape dans son allocution du 28 septembre. « Comme lui, écrivait l'évêque d'Autun, et plus que lui à cause de l'honneur de la France, nous nous plaignons de l'inefficacité des promesses solennelles et tant de fois renouvelées qui ont été faites au Saint-Siège, et que nous ne voulons pas oublier, non plus que les services et les bienfaits ». Comme lui, ils condamnaient le principe de non intervention, que l'évêque de Blois appelait « les désolantes maximes de l'égoïsme et de l'indifférence ». Tous très sévères pour le Piémont, les évêques s'exprimaient vis-à-vis du gouvernement impérial de manières très diverses ; la plupart l'adjuraient de redevenir favorable au Saint-Siège ; quelques-uns lui témoignaient encore leur confiance ; d'autres l'attaquaient presque ouvertement. Dans l'ensemble, les mandements furent plus violents et plus hostiles au gouvernement que lors de l'affaire des Romagnes. La presse cita longuement ces lettres pastorales comme elle y était autorisée depuis le mois de juin.

(1) Notamment à Orléans, où Dupanloup prononça l'oraison funèbre ; Berryer était dans l'auditoire. A Nîmes le préfet remarqua que « le catafalque... était incomparablement mieux orné que celui qui avait été élevé pour S. A. I. le prince Jérôme ». (F¹² 1.931.)

(2) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*. Jaquemet était alors extrêmement inquiet. Il envisageait l'éventualité d'une tentative de schisme, et de sa propre incarcération. (Martin : *Vie de Mgr Jaquemet*.)

Le pape, par l'organe du Journal de Rome, lançait de nouveaux appels à la générosité des fidèles (1). Il dota d'indulgences l'archiconfrérie de Saint-Pierre-es-liens qui s'était formée à Rome pour l'organisation du denier de Saint Pierre, et lui donna le droit, par bref du 4 novembre de « s'agréger, du consentement de l'ordinaire du lieu, d'autres confréries de même nom et de même but, et de leur communiquer toutes ses indulgences, et tous ses privilèges (2) ». Les évêques français qui ne s'étaient pas occupés de l'œuvre du denier de Saint Pierre ou qui ne l'avaient pas suffisamment organisée l'instituèrent à cette époque.

Ces manifestations des évêques irritèrent le gouvernement qui les avait jusqu'alors ménagés. Le Moniteur du 17 novembre publia deux circulaires de Billault, l'une du 10 novembre sur les conditions de publication des actes épiscopaux, l'autre du 16 sur l'œuvre du denier de Saint Pierre. Celle-ci confirmait la circulaire de Rouland du 5 mai, qui n'avait pas été publiée, mais elle était beaucoup plus vive de ton, et annonçait que si les comités qui se formaient pour organiser le denier de Saint Pierre refusaient de se dissoudre, leurs membres s'exposeraient aux peines prévues par la loi sur les associations. Un communiqué adressé peu après à plusieurs journaux précisa : « L'offrande individuelle est et reste libre ; et qui ne pourrait la faire parvenir directement le peut par l'intermédiaire de son évêque ou de son curé. Mais ce que le gouvernement n'autorise pas,... c'est l'organisation de comités, de décuries enfermant dans les liens de leur organisation une armée de contribuables et agitant les esprits par les ardeurs de leur propagande. »

Beaucoup d'évêques se conformèrent à ces prescriptions. Ils invitèrent les curés à recueillir les offrandes spontanées des fidèles et firent placer dans les églises des troncs pour le denier de Saint Pierre (3). Presque tous établirent en outre une ou plusieurs quêtes annuelles. Rouland qui, en juin, s'était opposé aux quêtes dans les églises, les admit, mais il interdit les quêtes à domicile (4). Il toléra aussi que les curés, pour recueillir les offrandes se fissent aider de quelques laïques comme l'ordon-

(1) Les fonds lui manquaient pour payer les premiers coupons de l'emprunt romain.

(2) Béringer : *Les Indulgences*, t. II, 1890, in-16.

(3) Boudinet, qui évitait même d'employer le nom de denier de Saint Pierre, demanda à Rouland le 17 novembre « si le gouvernement verrait une organisation ou une association occulte dans le fait d'un *tronc ad hoc* placé dans l'église, et où, très librement, très spontanément, les fidèles sauraient qu'ils peuvent déposer leur offrande ? » Rouland répondit qu'il autorisait les troncs. (F¹⁰ 1.931.)

(4) F¹⁰ 1.931, Besançon.

nèrent plusieurs évêques(1). L'évêque de Montauban, Doney, alla plus loin : il établit dans son diocèse une confrérie que Pie IX agrégea, par un bref du 22 janvier à l'archiconfrérie de Saint-Pierre-es-liens de Rome. Rouland, prévenu, écrivit à Delangle : « Les déclarations formelles du prélat et l'opinion émise par M. le préfet du Tarn-et-Garonne m'ont engagé à ne pas entraver la confrérie de Saint Pierre, mais j'ai engagé l'autorité départementale à surveiller avec soin cette œuvre, et à éviter qu'elle ne reprenne un caractère général et n'revête des formes contraires aux intentions du gouvernement (2). » Le gouvernement évitait autant que possible de s'attaquer aux dispositions prises par les évêques, contre lesquels il ne disposait d'aucune sanction efficace : c'est pourquoi la circulaire du 16 novembre ne fut pas appliquée à la lettre. Mais les comités organisés dans quelques diocèses étaient placés sous la direction des évêques et des curés, ce qui donnait au gouvernement certaines garanties ; en fait, ils ne devinrent nulle part des centres d'agitation politique. Le gouvernement avait réussi à empêcher ce qu'il redoutait le plus, et ce que le comité de Saint Pierre ne réalisait que très imparfaitement : une organisation centralisée, s'étendant à toute la France, relevant directement du pape, et dirigée par des laïques.

Sur le produit du denier de Saint Pierre, l'on ne dispose que de renseignements fragmentaires, donnés, soit par les évêques dans leurs mandements, soit par leurs biographes. Il produisit à Paris 964.444 francs de 1860 à 1863, et 2.078.093 francs de 1863 à 1869. Les sommes recueillies chaque année paraissent avoir atteint ou dépassé 200.000 francs dans les diocèses les plus riches et les plus pieux : Lyon, Cambrai, Laval, Angers, Nantes ; 100.000 francs à Besançon, au Mans, à Orléans, à Rennes ; 60.000 francs à Dijon, Marseille (3), Montpellier ; 40.000 francs à Arras, Auch, Beauvais ; 30.000 dans des diocèses riches mais indifférents comme Nancy et Grenoble. Le produit total pour la France aurait donc été de trois à quatre millions par an.

D'autre part, Billault régla, par sa circulaire du 10 novembre, les conditions de publication des actes épiscopaux. « ... depuis quelque temps, d'assez nombreux écrits publiés sous le titre de mandements ou de lettres pastorales traitent les questions les

(1) Ceux d'Orléans, de Saint-Claude et de Tours, notamment.

(2) BB³⁰ 451.

(3) De 1863 à 1867 ; voir F¹⁰ III Bouches-du-Rhône 7.

plus étrangères aux intérêts spirituels ; de véritables brochures politiques où... les actes des gouvernements sont discutés, et parfois attaqués avec une vivacité extrême usurpent les immunités exclusivement accordées aux actes spéciaux de la juridiction épiscopale... Les mandements et lettres pastorales, qui, ne sortant pas du domaine spirituel, s'impriment en placard pour être affichés et lus dans les églises continueront... d'être affranchis du timbre et du dépôt. Mais les écrits, qui quel que soit leur titre, prenant pour franchir l'enceinte du sanctuaire le format de la brochure, vont trop souvent se mêler à la politique temporelle, ne doivent pas profiter d'une dispense qui n'a pas été établie pour eux. En jouissant d'une entière liberté de publicité, ils seront soumis aux conditions de la loi commune. Vous signalerez... cette distinction aux imprimeurs de votre département ; c'est à eux que sont imposées ces obligations du dépôt et du timbre ; c'est contre eux que serait dirigée la poursuite, s'ils ne les remplissaient pas ».

Les mêmes instructions avaient été données par Delangle dès le 25 janvier, mais non publiées (1). Sous la forme brutale que leur donnait publiquement Billault, elles émurent vivement les évêques. Le cardinal archevêque de Lyon, Bonald, resté jusqu'alors très modéré, publia dans l'*Ami de la Religion* et fit paraître en brochure, avec timbre et dépôt, une « *Lettre au ministre des Cultes* » datée du 24 novembre, qu'il n'adressa même pas à Rouland. C'était, depuis le début de la question romaine, la première protestation publique d'un évêque contre un acte de politique intérieure du gouvernement impérial. « On a cru voir dans cette circulaire, écrivait Bonald, un commencement de persécution, par cette atteinte grave portée à la liberté du ministère des évêques. » Pouvait-on dire que les mandements traitaient « les questions les plus étrangères aux intérêts spirituels » alors qu'ils défendaient la souveraineté temporelle du Saint-Siège, nécessaire à son indépendance ? La circulaire n'imposait-elle l'obligation du timbre et du dépôt qu'aux mandements édités en brochure ? ou s'appliquait-elle aussi aux mandements imprimés en placard, si l'on jugeait qu'ils sortaient du domaine spirituel ? Dans ce cas, les évêques seraient soumis, non seulement au contrôle de l'autorité civile incompétente, mais à la

(1) Voir p. 366. La plupart des évêques qui avaient fait imprimer en 1860 leurs mandements en brochures, avaient spontanément rempli l'obligation du timbre et du dépôt. La circulaire de Delangle avait cependant donné lieu à quelques conflits. (BB¹⁸ 1.606, F¹⁸ 2.489, Angebault ; 2.526, Guerrin.)

« censure de l'imprimeur » qui, dépendant entièrement de l'administration, craindrait de s'exposer aux sanctions prévues par la circulaire. « Enchaîner la liberté qu'ont les évêques de parler, c'est plus que d'enchaîner leurs mains ; les réduire au silence, c'est plus que de les condamner au silence des cachots. De pareilles entraves, M. le Ministre, sont la violation formelle du Concordat de 1801 qui déclare que la religion catholique doit être librement exercée. » Le clergé, que l'on surveille ainsi, a cependant « donné des preuves d'une soumission qui a soulevé contre lui des animosités bien vives ». Par contre, les « brochures qui développent tout un plan de schisme pour la France (1), les feuilles qui attaquent chaque jour avec une violence sans pareille tous les droits spirituels et temporels du Saint-Siège... sont l'objet de la tolérance la plus bienveillante. Il ne faudrait pourtant pas donner un démenti à cette parole du chef de l'État : l'Empire, c'est la paix. » La lettre de Bonald regut les adhésions des archevêques de Tours et de Rennes, et celle de l'évêque de Chartres. L'évêque de Nîmes, Plantier, publia une protestation analogue, qui lui valut les félicitations des évêques d'Angers, d'Orléans et de Pamiers.

Le gouvernement réfuta, dans un communiqué, « des erreurs d'autant plus regrettables qu'elles partent de plus haut. » Bonald « semble supposer que les formalités de la déclaration et du dépôt constituent une censure préventive, alors que ce sont de simples formalités de contrôle ». A quoi Parisis répondit dans une lettre publique à Billault (15 décembre) : « ... si la circulaire sert à empêcher éventuellement la publication des mandements, elle est oppressive, sinon elle est inutile et gêne sans but les évêques pour qui elle établit une charge financière, et qu'elle signale aux populations comme suspects dans l'avenir ».

Rouland, pour apaiser les évêques, expliqua et précisa la circulaire du 10 novembre, dans une circulaire du 2 janvier : « ... beaucoup de N. S. les évêques ayant cessé depuis près d'un an de m'envoyer un double exemplaire de leurs mandements (2), il était naturel de rétablir à la charge des imprimeurs la formalité du dépôt préalable... jamais elle n'a constitué autre chose qu'un moyen d'assurer à l'autorité la prompte connaissance des imprimés destinés au public ». Cependant le

(1) Cayla : *Pape et empereur*.

(2) Cette pratique courtoise, généralement suivie pendant les premières années de l'Empire, avait été en effet abandonnée par les évêques les plus hostiles au gouvernement.

gouvernement avait été touché « de l'embarras que les prélats éprouveraient vis-à-vis des imprimeurs diocésains hésitant sur le véritable caractère des mandements et sur les formalités à remplir. » Il exemptait donc du timbre les « mandements imprimés dans le format traditionnel, lus en chaire, affichés dans les églises et envoyés aux curés desservants pour les besoins et dans les limites du diocèse. Mais si ces lettres ou mandements, aspirant à un retentissement que l'épiscopat n'avait pas coutume de juger nécessaire à l'accomplissement de ses devoirs spirituels prennent la forme de brochures et deviennent un objet de colportage, de vente et d'exposition hors du diocèse..., ils doivent être assujettis aux obligations du droit commun suivant les matières qu'ils traitent ».

Ces circulaires furent appliquées parce que le gouvernement, désarmé vis-à-vis des évêques, avait les moyens de se faire obéir des imprimeurs (1). Comme Billault et Rouland l'avaient annoncé, elles n'entravèrent nullement la publication des actes épiscopaux. Leur résultat pratique était donc minime, et il peut paraître surprenant qu'elles aient tant mécontenté les évêques. C'est qu'elles montraient le gouvernement résolu à ne pas laisser exploiter contre lui les privilèges qu'il assurait à l'Église. Beaucoup de ces privilèges, comme celui dont bénéficiaient les mandements, étaient contraires à la loi. Le retour au droit commun, opéré partiellement par Billault et Rouland sur ce point particulier, était l'arme la plus redoutable dont le gouvernement disposât contre l'Église.

(1) Des infractions commises à Cahors (BB^{1*} 1.619) à Poitiers et à Rodez (BB^{1*} 1606) furent suivies de sanctions, d'ailleurs légères.

CHAPITRE XVI

La nouvelle politique ecclésiastique (1859-1860)

I. — *La politique ecclésiastique en 1859*

Depuis le début de 1859, la politique italienne de Napoléon III l'avait mis en conflit avec le Saint-Siège et avec le parti clérical français. Mais le conflit resta d'abord limité à la question romaine, et la politique ecclésiastique du gouvernement impérial ne fut pas modifiée. Peu à peu, cependant, les relations entre l'Église et l'Empire, qui s'étaient déjà refroidies au cours des années précédentes, empirèrent. L'emprise du Saint-Siège sur l'Église de France, les progrès de l'enseignement congréganiste, le développement des congrégations et des associations religieuses préoccupèrent de plus en plus, à la fin de 1859 et au début de 1860, le gouvernement impérial.

L'évêque d'Aire, Hiraboure, mourut en juin 1859, l'archevêque de Toulouse, Mioland, et le cardinal archevêque de Bourges, Dupont, en juillet 1859. Le premier aumônier de l'empereur, Menjaud, évêque de Nancy, brouillé avec son préfet et ses chanoines fut nommé à Bourges (1). Le gouvernement désigna pour Nancy un vicaire général de Beauvais, Obré, chaudement recommandé par son évêque, l'ultramontain Gignoux, mais qui au concile d'Amiens, en 1853, avait combattu comme exagérément ultramontaines les opinions de Gousset et de Salinis (2). Un ultramontain prononcé, Epivent (3), fut nommé à Aire; un ultramontain modéré, ami de Hamille, l'évêque de Limoges, Desprez (4), fut nommé à Toulouse et remplacé à Bourges par un prélat de même nuance, Fruchaud (5).

A la même date, par contre, Rouland préparait une nomi-

(1) F¹⁹ 2.508.

(2) F¹⁹ 5.786.

(3) F¹⁹ 2.480.

(4) F¹⁹ 2.587.

(5) F¹⁹ 2.588. Voir Bazin : *Vie de Mgr Maret*. Lettre de X... à Maret (14 août 1859).

nation qui eût été fort mal accueillie par les ultramontains. Morlot, fatigué par ses nombreuses charges, désirait un évêque auxiliaire, et son choix s'était porté sur un de ses vicaires généraux, Darboy. Darboy avait été un des collaborateurs les plus ardents de Sibour, dans ses luttes contre les ultramontains. Il avait prêché aux Tuileries le carême de 1859 et avait plu à l'empereur. Rouland désirait le nommer évêque auxiliaire de Paris, puis coadjuteur avec future succession (1). Mais, Oubrè ayant refusé le siège de Nancy, Rouland nomma à sa place Darboy, tout en gardant l'intention de lui réserver la succession de Morlot à Paris (16 août 1859). Il fut préconisé sans difficulté. Aucune autre nomination épiscopale ne fut faite jusqu'au mois de mai 1860.

Mais d'autres difficultés surgirent entre le gouvernement et le Saint-Siège. Un desservant du diocèse de Montpellier, Basset (2), avait été interdit pour adultère en 1856, par son évêque Thibault. En 1859, ses pouvoirs sacerdotaux ne lui ayant pas été rendus dans le diocèse de Montpellier, il attaqua en cour de Rome la sentence d'interdiction comme irrégulière ; elle était en effet contraire au droit commun de l'Église, étant conforme au droit coutumier français. Basset, qui en outre portait des accusations contre les mœurs de son évêque, fut d'autant mieux accueilli à la nonciature et à Rome, que Thibault, gallican prononcé, refusait de prendre part à l'agitation soulevée par la question romaine.

Rouland demanda que Gramont s'opposât à l'annulation de la sentence épiscopale et se plaignit à nouveau de « la facilité déplorable avec laquelle le nonce accueille les accusations les plus odieuses contre nos évêques. Non content de prêter l'oreille aux calomnies les plus invraisemblables, Mgr Sacconi les provoque et entretient dans ce but une correspondance avec des prêtres tarés. Cette police occulte exercée par de tels agents indigne l'épiscopat qu'elle déconsidère et affaiblit, et maintes fois déjà, j'ai reçu à cet égard les plaintes les plus vives. Aujourd'hui plus que jamais... il me semblerait nécessaire de faire comprendre au Saint-Siège que le gouvernement ne peut tolérer ce système d'espionnage et de délations et qu'il ne veut plus permettre au nonce de sortir de son rôle d'ambassadeur. J'ai déjà attiré l'attention de M. le garde des Sceaux sur ces dénon-

(1) F¹² 2.555, Darboy ; 2.556, Guibert. Correspondance diplomatique, 30 juillet et 13 août 1859. Eugène Martin : *Histoire des diocèses de Toul, Nancy et Saint-Dié*.

(2) F¹² 2.539. Correspondance diplomatique, novembre, décembre 1859.

ciations calomnieuses ; si l'on persistait à encourager ces accusations, je n'hésiterais pas à provoquer des poursuites, qui pourraient éclairer l'opinion publique sur la part que prend à ces menées le représentant du Saint-Siège (1) ».

Gramont avertit le gouvernement qu'au point de vue canonique Thibault était incontestablement dans son tort (2). Le cardinal Cagiano, président de la congrégation du Concile, l'invita à rendre spontanément ses pouvoirs à Basset, faute de quoi sa sentence serait cassée. Il l'informa que le pape était très mal disposé envers lui et l'engagea à donner sa démission (3). Thibault refusa et obtint, grâce à l'appui du gouvernement, une transaction. Le pape rendit ses pouvoirs à Basset après lui avoir fait faire 15 jours de pénitence dans un couvent ; le ministère des Cultes et l'évêché de Montpellier durent lui faire une pension, mais Thibault ne fut pas obligé de lui donner un poste (avril 1860).

Depuis longtemps mécontent de Sacconi, le gouvernement impérial désirait que le pape mit fin à sa mission en le nommant cardinal. Gramont s'y employa. Le gouvernement pontifical lui annonça le 1^{er} novembre que Sacconi serait fait cardinal au courant de décembre, et proposa pour sa succession Chigi, nonce à Munich, que le gouvernement impérial accepta avec empressement (4). Un chapeau de cardinal de la couronne de France était vacant par la mort de Dupont ; Napoléon III avait désigné dès le mois d'août pour lui succéder, l'évêque de Marseille,

(1) 7 novembre 1859. Rouland à Walewski. Minute : F¹⁰ 2.539 ; Original : Correspondance diplomatique.

(2) Il transmit à Rouland une note rédigée par le P. Trullet « consultant canoniste de l'ambassade, homme distingué et *entièrement* dénué des préventions et préjugés si fort en vogue à la cour de Rome ». (3 décembre 1859. F¹⁰ 2.539.) Trullet, religieux de l'ordre des Mineurs conventuels avait été nommé consultant canoniste de l'ambassade en mars 1858 en remplacement du P. Vaure, du même ordre. (Voir Correspondance diplomatique, 23 janvier et 20 mars 1858.) Il ne craignait pas de servir le gouvernement contre la cour de Rome, mais grâce à sa parfaite connaissance des milieux ecclésiastiques romains, il se rendait un compte exact de ce qu'il était possible d'obtenir et des moyens à employer, qui consistaient ordinairement à se contenter de satisfactions de fait, en évitant de soulever des questions de principe. Au contraire, les prêtres français favorables au gouvernement étaient pour la plupart des gallicans convaincus enclins à invoquer des principes inacceptables pour le Saint-Siège. Trullet joua, à partir de 1859, un rôle assez important.

(3) 4 février 1860. *Papiers secrets et Correspondance du Second Empire*.

(4) Il avait été chaudement recommandé à Walewski par le baron de Menneval, ministre de France à Munich, qui peu après entra dans les ordres. Voir Correspondance diplomatique, 12, 18 janvier 1859 ; 1^{er}, 12 novembre 1859. Gramont écrivit à Rouland le 3 décembre à propos de l'affaire Basset : « Maintenant que j'ai obtenu, non sans peine, je vous l'assure, le rappel de Mgr Sacconi, vous n'aurez plus à constater de semblables intrigues. » 3 décembre 1859. F¹⁰ 2.539.

Mazenod, que l'on trouvait à Rome trop gouvernemental (1). Mais au mois de décembre, le pape annonça que les malheurs de l'Église l'empêchaient de nommer aucun cardinal. Il causait ainsi au gouvernement impérial un double désagrément. Les procédés incorrects dont Sacconi continua à user et ses mauvais rapports avec le gouvernement contribuèrent, en 1860, à aigrir les relations des deux cours (2).

Depuis quelques années déjà les progrès de l'enseignement congréganiste rencontraient, de la part de l'autorité civile, quelques résistances. Un conflit sérieux se produisit en 1859 (3). Le maire d'Orbey (Haut-Rhin), Lefébure, membre du Corps Législatif, était en 1858 mécontent de son instituteur laïque et désirait que l'école fût dirigée par des congréganistes. L'instituteur fut remplacé à la rentrée, mais par un autre laïque. Le 10 novembre, le conseil municipal émit le vœu que l'école fût confiée à des frères. L'inspecteur d'académie n'en tint pas compte, le poste n'étant pas vacant. Le préfet, Odent, constatant que sous l'influence du clergé « les meilleures positions tombent... successivement aux mains des instituteurs religieux » jugeait « utile de retenir les conseils municipaux sur la pente où les pousse le clergé » (7 janvier). Lefébure dénonça à Rouland l'hostilité systématique de l'inspecteur d'académie contre les frères. Rouland répondit que le vœu du 10 décembre était nul puisqu'il n'y avait pas vacance ; que les conseils municipaux devaient être consultés en cas de vacances par décès, révocation ou démission, mais non à chaque mutation ; que cependant, on devait tenir compte de leur sentiment et que celui d'Orley obtiendrait satisfaction « dans un temps plus ou moins rapproché ». (17 février.)

(1) Voir Correspondance diplomatique, 6, 20 décembre 1859, 10, 18 mars 1860 ; F¹⁹ 2.448 ; Toussaint Rambert : *Vie de Mgr de Mazenod*.

(2) Le Saint-Siège continuait d'ailleurs à travailler au triomphe complet de l'ultramontanisme en France. La compagnie de Saint-Sulpice, malgré les concessions qu'elle avait faites à l'ultramontanisme dans son assemblée générale de 1856 restait suspecte à Pie IX. La *Théologie* des Sulpiciens de Toulouse malgré les corrections qu'elle avait subies, et les *Prælectiones juris canonici* du Sulpicien Icarl (1857-59), furent dénoncées par les ultramontains comme entachées de gallicanisme. Le bruit courut qu'elles seraient mises à l'Index et que la compagnie elle-même serait dissoute. Pour écarter ces menaces, le supérieur général Carrière, dut se rendre à Rome, en mars 1860 et, dès son retour, ordonner par circulaire aux Sulpiciens de conformer strictement leur enseignement aux doctrines approuvées par le Saint-Siège. Voir les lettres adressées au Sulpicien Boiteux par Ch. Roux, élève au séminaire français de Rome (AB XIX, 517), Follet, Denavit, Labbé (AB, XIX 518).

Voir bibliographie, Congrégations, Sulpiciens ; Gousset : *Le cardinal Gousset*.

(3) F¹⁹ 13.568.

Le 5 octobre, Lefébure insista : « Pendant le cours de la session législative dernière, plusieurs députés... se joignirent à moi pour entretenir Votre Excellence des entraves qu'éprouvait l'exercice du droit conféré aux conseils municipaux d'opter entre instituteurs laïques et maîtres religieux. Votre Excellence avait fait la promesse de donner des instructions aux préfets pour inciter ces fonctionnaires à ne s'opposer en aucun cas aux vœux exprimés par les communes à ce sujet. » En restreignant aux décès et aux démissions le droit d'option des communes on « rendrait le dit droit presque illusoire », et Rouland paraissait avoir accepté de « faire fléchir dans la pratique la rigueur de son opinion sur le point de droit discuté. C'est ainsi que nous étions parvenus à nous accorder. » Or le préfet du Haut-Rhin persistait à maintenir un laïque à Orbey. En outre, Lefébure réclamait, d'accord avec « la députation tout entière du Haut-Rhin », le déplacement de l'inspecteur d'académie ; il développa ses vues dans un mémoire imprimé.

Rouland répondit (31 octobre) qu'il était impossible de consulter les conseils municipaux à chaque mutation et que les supérieurs des congrégations enseignantes, voulant pouvoir changer librement les frères et les sœurs n'étaient pas moins hostiles à la thèse soutenue par Lefébure que les autorités universitaires ; que même en cas de décès ou de démission, le rôle du conseil municipal se bornait à émettre un vœu et que d'ailleurs l'administration tenait grand compte du sentiment des populations (1). C'était déclarer que les préfets pouvaient rejeter les vœux des municipalités s'ils n'y voyaient pas l'expression fidèle du sentiment populaire (2). Les progrès des sœurs et surtout des frères, étant dus beaucoup plus à l'influence du clergé et des classes riches qu'à la faveur des populations, les congrégations ne pouvaient que souffrir du principe posé par Rouland.

Par son interprétation étroite du terme vacance Rouland ne servait pas moins l'enseignement laïque : il ôtait ainsi aux conseils municipaux dominés par le clergé la plupart des occasions qu'ils avaient auparavant de demander des congréganistes ; le cas inverse, par contre se présentait très rarement à cette

(1) « Quant à M. l'inspecteur d'académie dont vous me demandez le déplacement, ajoutait-il, je n'ai point à m'expliquer à son sujet : c'est avec ses chefs dans l'ordre hiérarchique que la question peut être utilement discutée. » Cet inspecteur fut déplacé au cours de l'année scolaire 1860-61.

(2) Voir F¹⁷ 9.986, rapport du recteur d'Aix (janvier 1860).

époque, et d'ailleurs les mutations des congréganistes se faisaient rapidement et sans bruit, de sorte que les municipalités laïques ne pouvaient guère en profiter pour manifester leurs préférences (1).

Rouland chargea en outre le chef de la division de l'enseignement primaire, Pillet, de lui exposer dans son ensemble la situation légale des congrégations vouées à l'enseignement primaire. Pillet, dans sa note du 7 février 1860 (2), critiqua les avantages excessifs que leur avait accordés la loi du 15 mars 1850, élaborée « en défiance de l'enseignement laïque et de l'enseignement universitaire ». Il signala les privilèges dont elles bénéficiaient au point de vue militaire (3). Il insista surtout sur le profit qu'elles tiraient d'une jurisprudence que le Conseil impérial de l'Instruction Publique avait fait prévaloir contre l'administration. La plupart des congrégations vouées à l'enseignement primaire n'avaient été autorisées que pour un ou plusieurs départements où l'administration jugeait qu'elles rendraient de réels services. Or le Conseil impérial avait aboli cette restriction, de sorte qu'elles pouvaient dans toute la France diriger des écoles publiques. C'était encourager la tendance générale des congrégations qui « au lieu d'ouvrir des écoles où de pauvres villages en manquaient, avaient été en former dans des grands centres de population à côté des écoles communales qu'elles s'efforçaient de ruiner ». Elles concurrençaient l'enseignement laïque au lieu de le compléter (4). C'est ainsi que l'administration universitaire, pour d'autres raisons que l'administration préfectorale, leur devenait défavorable.

Cependant la commission constituée par Rouland en décembre 1858 avait fait demander aux préfets, par circulaire du 7 juillet 1859, des renseignements détaillés sur les congrégations d'hommes. Le tableau statistique dressé d'après ces rapports en décembre 1859 (5) faisait ressortir les nouveaux

(1) Rouland a déclaré plus tard au Sénat (20 mars 1862) que son interprétation avait toujours prévalu depuis 1852. Il est vrai que les conseils municipaux n'étaient pas consultés à toutes les mutations ; mais lorsqu'ils désiraient confier leurs écoles aux congréganistes, ils saisissaient l'occasion d'une mutation pour émettre un vœu auquel l'administration se conformait presque toujours.

(2) F¹⁹ 6.247.

(3) Voir Chapitre XXIII, § 3

(4) Rouland avait déjà réagi contre cette tolérance et il avait obtenu le 3 avril 1857 que le Conseil impérial de l'Instruction publique rejetât la demande des Frères de la Doctrine chrétienne de Nancy qui, autorisés pour 3 départements, voulaient l'être pour toute la France. Malgré ce refus, ils avaient en 1859 des écoles dans 12 départements. (Voir statistique des congrégations, Baroche 1.018 et F¹⁹ 6.244.)

(5) Baroche 1.018, F¹⁹ 6.244, F¹⁹ 6.283.

progrès qu'elles avaient réalisés depuis 1856. Elles étaient au nombre de 72 (1), comptant 13.404 religieux répartis en 3.088 établissements ; 9 congrégations nouvelles s'étaient installées en France en 3 ans. Les préfets ne formulaient en général pas d'autres plaintes contre les ordres religieux que leur développement excessif.

Mais le gouvernement eut bientôt contre certaines congrégations des griefs sérieux et précis. Les congrégations d'hommes étaient très nombreuses dans la région du Nord. Elles étaient en rapports étroits avec les maisons belges de leurs ordres ; des religieux belges avaient même été appelés en France pour évangéliser les populations flamandes. Ces ordres religieux, à demi étrangers, établis dans une région très cléricale où ils trouvaient de puissants appuis et rencontraient peu de résistance, peu surveillés par un préfet très enclin à ménager l'Église, Vallon, étaient loin de se conformer toujours aux lois françaises et aux règlements. A la fin de 1859 et au début de 1860, plusieurs congrégations furent compromises dans une série d'affaires délictueuses sur lesquelles un procureur général capable et ambitieux, Camescasse, protégé de Rouland, et depuis longtemps hostile au parti clérical, attira l'attention du gouvernement (2).

Le 21 novembre 1859, Camescasse signala à Delangle et à Rouland la plainte déposée le 12 par une dame Leprêtre, de Douai, dont la fille Antoinette, âgée de 19 ans, avait disparu le 3 novembre après avoir écrit qu'elle entraît au couvent. Camescasse soupçonna aussitôt le confesseur d'Antoinette, un Rédemptoriste. Ces religieux, établis à Douai en 1852, lui étaient suspects. Au mois de juin 1859, ils avaient facilité la fuite d'un garçon de 16 ans, Walle, entré dans un couvent de Capucins à Versailles, et qui n'avait été rendu à sa famille que sur l'intervention de l'autorité civile. Elle s'était contentée de ce résultat au lieu de poursuivre les moines pour détournement de mineur. Cette tradition de tolérance vis-à-vis des congrégations (3) allait constamment gêner Camescasse. « J'aurais pu

(1) Dont 23 autorisées ou reconnues comme établissements d'utilité publique. Je n'ai pas retrouvé les états dressés par les préfets ; leurs lettres d'envoi, dont plusieurs donnent des renseignements sommaires, sont à F¹⁹ 6.253.

(2) BB¹⁹ 1.602, A 3 2.231 ; F¹⁹ 6.254 (lettres personnelles adressées à Rouland par Camescasse). Destombes : *Vie du cardinal Régnier* ; Guillemant : *Paris*.

(3) De même, le préfet de la Haute-Marne s'était borné à faire rendre à sa famille une jeune fille de 15 ans que les religieuses de la Miséricorde avaient détournée et,

provoquer une instruction, écrivait-il à Rouland le 21 novembre. Mais vous savez que Dubrulle et Drouart de Lezin (1) ont la berlue dès qu'il y a une soutane en vue. Le dernier, tout en donnant aux Rédemptoristes des conseils aussi paternels qu'inutiles sur la convenance du retour d'Antoinette, s'était abstenu de me parler de son départ qu'il connaissait depuis le 5, de sorte que j'aime mieux, avec un commissaire de police intelligent et raisonnable autant que la profession le comporte pousser moi-même mes premières reconnaissances afin qu'on ne me barbouille pas l'affaire... »

Les Rédemptoristes, interrogés, prétendirent d'abord qu'ils ignoraient où était Antoinette. Puis ils autorisèrent une dame, qui, de concert avec eux, avait favorisé la fuite de la jeune fille, à avouer qu'elle avait été reçue comme postulante chez les Clarisses d'Arras. La supérieure, contrairement à la loi, l'avait admise sans s'assurer de son âge ni du consentement de sa famille et le vicaire général, Des Billiers, informé après coup, avait blâmé cette irrégularité, mais n'y avait pas mis fin. Antoinette fut rendue à sa mère le 1^{er} décembre, sur l'intervention du procureur impérial d'Arras. Elle affirma qu'elle avait agi spontanément et que, dès sa majorité, elle entrerait au couvent. Camescasse donna à Rouland de mauvais renseignements sur « l'esprit exalté et envahissant » des Rédemptoristes. « Votre Excellence voit... avec quelle facilité les congrégations d'hommes se propagent dans ce département au mépris des lois.... Il faut convenir qu'elles trouvaient jusqu'ici toute espèce d'encouragement de la part de l'autorité administrative et que toute difficulté semblait s'aplanir devant elles (2). » Cependant il était d'avis de classer l'affaire : « J'ai la triste conviction que nous n'aurons aucune déclaration sincère de la part de tous ceux qui pourraient être appelés à témoigner (3). » Il ne pouvait compter ni sur le concours des juges d'instruction, ni sur celui des jurés, cléricaux ou mécontents du traité de commerce avec l'Angleterre.

Rouland exigea l'ouverture d'une information sur les affaires Walle et Leprête, non pour obtenir une condamnation, mais pour réunir des renseignements précis sur les deux congrégations

cachée à Troyes, dans leur maison mère (F¹⁰ III Haute-Marne 5, 7 janvier 1859). Voir chap. IV, § 5.

(1) Les juges d'instruction. Le second fut remplacé peu après. Voir Destombes : *Vie du cardinal Régnier*.

(2) 11 janvier 1860, à Rouland. F¹⁹ 6.254.

(3) 12 février 1860, Camescasse à Delangle. BB¹⁹ 1.602.

mises en cause. Comescaze lui écrivit le 28 février : « Le juge d'instruction le plus important est Dubrulle : je n'ai rien à ajouter. Le deuxième est Dorlencourt, que vous connaissez, et qui, pour se rendre plus digne de la présidence, allait chaque matin à la messe de Mgr Parisis. Les premiers chrétiens étaient livrés aux bêtes et je suis entre les mains des juges d'instruction ! Je les suivrai pas à pas... (1). »

D'autres incidents compromettaient à la même époque les congrégations du Nord. En décembre 1859, un capucin d'Hazebrouck, prêchant à Saint-Omer, critiqua la condamnation infligée en 1850 par la cour de Toulouse à un moine, Léotade, pour viol et assassinat dont son ordre le prétendait innocent. Rouland le fit blâmer par Parisis (2). D'autre part, un Rédemptoriste de Douai, prêchant à Saultain, attaqua la politique italienne du gouvernement. Rouland fit prescrire une information judiciaire qui n'aboutit pas (3). Enfin la justice s'occupait à cette époque d'une grave affaire de détournement de mineurs israélites qui devait produire quelques mois plus tard un grand scandale, et où plusieurs congrégations et plusieurs prêtres du diocèse de Cambrai étaient impliqués (4). Dès la fin de 1859, le gouvernement impérial décida de ne laisser les congrégations non autorisées fonder de nouveaux établissements que lorsqu'il en reconnaîtrait lui-même l'utilité (5).

Dès avant l'agitation sur la question romaine, le gouvernement se préoccupait aussi des associations religieuses laïques. Le 9 décembre 1859, l'Univers annonça, d'après le *Messenger de la Charité*, la création d'un comité consultatif des œuvres

(1) F¹⁰ 6.254.

(2) BB¹⁰ 1.604 A 3 2.360, F¹⁰ 6.254.

(3) BB³⁰ 450 ; février 1860.

(4) Affaire Bluth, Mallet. Voir § 3.

(5) 1859 est la date que donnèrent les ministres quand ils se référèrent à cette décision. (F¹⁰ 6.288, Baroche à Ravinet, 27 février 1866 ; F¹⁰ 3.972 : Baroche au préfet de la Sarthe, 21 décembre 1868, etc.) Elle s'est généralement accréditée. Cependant la note de Hamille et le mémoire de Rouland (avril 1860) recommandent la mesure en question comme si elle n'avait pas été définitivement arrêtée. Dans le Résumé des opinions émises par la commission ministérielle dont la constitution fut décidée le 23 décembre 1860, il est dit que « depuis près d'une année, on a interdit tout nouvel établissement... » (Baroche 1.018). Rouland, dans une lettre du 14 novembre 1862 au préfet du Finistère, parle de « la règle générale adoptée par le gouvernement depuis 2 ans » (F¹⁰ 6.254). C'est seulement le 23 février 1860 que Rouland invita les préfets à le tenir informé de « la diminution ou de l'augmentation des établissements fondés... par les congrégations religieuses d'hommes ». Il paraît vraisemblable que la décision de limiter le développement des congrégations non autorisées fut prise en principe à la fin de 1859 confirmée et mise en pratique au printemps de 1860 et définitivement maintenue à la fin de 1860.

et institutions charitables qui se proposait de fournir aux fabriques et à toutes les œuvres catholiques de bienfaisance ou d'enseignement des renseignements, des conseils et l'appui de son influence, auprès des pouvoirs publics notamment. Le comité comprenait tout l'état-major des œuvres catholiques, prêtres et laïques. Hamille signala cette note à « l'attention la plus *sérieuse* » de Rouland (1) par un rapport qui montre bien l'influence que les catholiques, grâce à leur position sociale, exerçaient sur les administrations publiques. « Voici donc un comité qui va se répandre dans nos bureaux et y soutirer nos secrets pour se donner de l'importance et se substituer à l'autorité épiscopale comme à celle du gouvernement. Si je trouve quelques noms plus ou moins attachés à l'empereur, je n'en suis que plus ému : ceux-là obtiendront des renseignements « pris à des sources sûres », procureront « la connaissance de ce qui a réussi ailleurs », donneront à leurs démarches « l'appui d'une sérieuse influence ». C'est une administration des Cultes et une administration charitable à côté des institutions publiques. J'ai un grand respect pour le clergé et un dévouement loyal aux intérêts religieux de mon pays ; mais, fonctionnaire fidèle, je signale cet envahissement à la sollicitude du gouvernement... J'ai vu bien des nouveautés, depuis plusieurs années ; j'ai gémì des empiètements du parti néo-catholique, mais rien de plus fort n'a été tenté... Trouvera-t-on beaucoup de fonctionnaires assez énergiques pour refuser des renseignements ou même leur concours à MM. Mullois (2), de Ségur, Cochin, A. Chevallier, Lemer cier ou le baron Sérurier ? Il en est qui verront là des soutiens pour le présent et des protecteurs *pour les en cas*... En administration, le grand mérite est de prévoir l'avenir. Si, sous la monarchie, on avait écouté les avis des pauvres bureaucrates, nous ne serions pas, en 1859, en face de l'immense organisation de Saint-Vincent de Paul (3) ».

(1) 10 décembre 1859, F¹⁹ 1.932.

(2) Chapelain de la maison de l'Empereur.

(3) Hamille ajoutait : « Pour prouver à Votre Excellence tout le mal qu'on a pour veiller sur ses affaires, je vais lui citer un exemple. Il y a peu de jours, une décision ministérielle remplissant une promesse ancienne augmentait de 15.000 francs le crédit applicable à la cathédrale d'Albi. Dès le lendemain de votre signature, l'Ami de la Religion l'annonçait, et cependant je suis sûr de mon principal collaborateur qui ne l'a pas dit ».

II. — *Le Mémoire de Rouland*

En 1860, le gouvernement impérial adopta une nouvelle politique ecclésiastique qu'il suivit presque jusqu'à sa chute. Elle rencontra souvent l'opposition du clergé et presque constamment celle du Saint-Siège. Après huit années d'alliance, l'Empire et l'Église furent pendant dix ans presque toujours en conflit. Ce contraste est frappant ; mais, dès le lendemain du coup d'État, la politique hostile à l'ultramontanisme et au cléricanisme qui prévalut après 1860 avait eu ses partisans dans l'administration et le gouvernement ; pendant la période d'alliance les conflits latents avaient été nombreux.

Dès son arrivée au ministère, Rouland avait envisagé les moyens de restreindre l'emprise du Saint-Siège sur l'Église de France et celle du clergé sur la société civile. Par le décret d'abus rendu contre l'évêque de Moulins, il avait rompu la prescription des Articles Organiques. Il avait cherché à empêcher l'ingérence des congrégations romaines et du nonce dans les affaires de l'Église de France ; à nommer des évêques hostiles aux progrès de l'ultramontanisme ; à limiter le développement des congrégations ; à fortifier l'enseignement public laïque. Ses notes relatives à l'affaire de Moulins, aux messes *pro populo*, à l'enquête qu'il prescrivit en décembre 1858 sur les congrégations, sont tout à fait analogues comme fond et comme forme au Mémoire qu'il soumit à l'empereur en avril 1860. La question romaine changea peu ses idées sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Église, mais elle lui donna l'occasion de les appliquer.

Elles devaient en effet susciter dans l'Église un profond mécontentement. C'est pourquoi, jusqu'en 1860, Rouland ne put les appliquer que très partiellement. Mais, au début de 1860, l'agitation montra que l'Église, dans son ensemble, était hostile au gouvernement impérial et qu'elle se servait contre lui des privilèges dont il la faisait bénéficier. Grâce à la liberté de parler et d'écrire, de se réunir et de s'associer que les catholiques conservaient seuls en France, ils avaient pu faire ce qu'aucun autre parti n'avait tenté depuis le coup d'État : une campagne d'opposition ouverte. Napoléon III en fut irrité et les accusa d'ingratitude. Il fut blessé de la conduite du pape qui prenait son ennemi Lamoricière comme général en chef et tolérait l'hostilité bruyante que les volontaires pontificaux manifestaient contre l'Empire. Napoléon III n'avait pas sacrifié

son alliance avec l'Église à une politique ecclésiastique dont il se souciait peu, mais une fois cette alliance rompue par les affaires d'Italie, il laissa libre cours à la réaction anticléricale qui s'était préparée pendant la période précédente dans le gouvernement comme dans l'opinion. C'est en avril 1860 que Rouland dressa le plan des mesures à prendre.

Il se préoccupa surtout des congrégations ; elles n'avaient pris qu'une très faible part à l'agitation : quelques religieux avaient prononcé des sermons hostiles ; un certain nombre d'instituteurs congréganistes avaient distribué la brochure de Ségur à leurs élèves, mais ils avaient agi sous la pression des curés. Les congrégations se savaient mal vues du gouvernement et elles avaient tenu à ne pas fournir de prétexte à son hostilité (1).

Rouland, dans sa circulaire du 17 février, fit cependant allusion aux sermons hostiles de quelques religieux et aux lois qui régissaient les congrégations. Au surplus, ces incidents n'étaient pour lui qu'un motif supplémentaire pour appliquer une politique antérieurement arrêtée, et dont le contrôle des congrégations était un élément essentiel.

L'enquête de 1859 avait fourni à ses services les renseignements nécessaires (2). Le chef de la division compétente, Nigon de Berty qui restait favorable aux congrégations, exprima son avis dans une série de notes rédigées à la fin de janvier et au

(1) Le général des Jésuites, notamment, écrivit le 25 janvier aux provinciaux de France. « Quoique j'aie à bon droit confiance que dans les difficiles circonstances actuelles, tous les nôtres, conformément à mes instructions antérieures, éviteront avec le plus grand soin tout ce qui pourrait offenser, cependant je n'ai pas jugé inutile de recommander instamment à Votre Révérence de veiller attentivement à ce qu'aucun des nôtres, soit en public soit en privé, ne fasse ou ne dise rien qui puisse accroître des passions, hélas trop excitées, ou susciter de justes mécontentements et attirer à notre compagnie de graves difficultés. » (21 janvier 1860.) Cette circulaire fut communiquée au préfet du Nord par le supérieur de la résidence de Lille. (F¹⁹ 6.288 Nord.) Burnichon en a fait mention dans : *La Compagnie de Jésus en France, Histoire d'un siècle*, (t. IV, p. 297.) Le 30 mai, les provinciaux réglèrent dans une circulaire « la conduite à tenir et les réponses à faire dans le cas où la police tenterait une inquisition ».

Guéranger écrivait le 10 avril 1860 : « Vous aurez été surprise que je n'aie pas publié aussi ma brochure ; ce n'est certes pas la tentation qui m'en a manqué. La prudence m'a retenu : toute violence est à redouter de la part de ces gens qui ont écrasé l'Univers qui avait rendu tant de services au gouvernement. Je n'ai pas voulu prendre sur moi une trop grande responsabilité. Je me suis abstenu de faire ce que, simple particulier, j'aurais fait des premiers. » (*Dom Guéranger et Mme Durand...* par Guépin, Paris, 1911, in-8°.)

(2) Rouland demanda de plus le 30 mars à ses collègues du Commerce et des Finances des renseignements statistiques sur le personnel et les biens des congrégations (F¹⁹ 6.244, 6.248, 6.308).

début de février (1) : Le plus grand nombre des établissements autorisés étaient « composés de 2 ou 3 sœurs chargées de tenir l'école des filles et de soigner les malades indigents (2) » ; ces religieuses rendaient de grands services et étaient populaires. La valeur des immeubles possédés par les congrégations autorisées atteignait 105.000.000, mais, sur ce total, les trois-quarts environ servaient au logement des communautés : leur richesse n'était donc pas excessive. « La législation actuelle prescrit... aux associations religieuses de demander au gouvernement l'autorisation de s'établir, mais aucune sanction pénale n'a été attachée à l'observation des dispositions de la loi du 24 mai 1825 et du décret du 31 janvier 1852 sur ce point essentiel... D'un autre côté *la liberté individuelle et la liberté des cultes sont garanties par la constitution de 1852 à tous les Français*. En présence des principes posés en 1789, les gouvernements qui se sont succédés en France depuis le Concordat de 1801 jusqu'à ce jour ont laissé aux associations religieuses la facilité de se former sans autorisation sous la juridiction de l'évêque diocésain et la surveillance des autorités civiles.» Les Articles Organiques ayant en effet aboli toutes les exemptions « ... actuellement le prélat de chaque diocèse maintient la discipline, réprime sans bruit les abus et contient les communautés religieuses dans les limites de leurs bonnes œuvres... Sans doute, le gouvernement a le droit incontestable, comme étant chargé de la haute police de l'État et en vertu des décrets du 25 Messidor an XII, 18 février 1809 et 26 décembre 1810, de dissoudre, par la voie administrative, les associations religieuses non autorisées. Il a usé quelques fois de ce droit à l'égard des congrégations d'hommes (voir les décrets des 28 juillet et 14 novembre 1811, les décisions de 1826, 1831, 1839, et 1842 relatives aux Trappistes et aux Capucins et le Moniteur du 3 mai 1845). Quand aux *congrégations religieuses de femmes*, on a montré pour elles une grande tolérance depuis un demi-siècle. » (3) De Berty restait attaché à la politique bienveillante suivie jusqu'alors par le gouvernement impérial vis-à-vis des congrégations.

Mais Rouland, dès le 23 février, ordonna aux préfets « dans le double intérêt de la surveillance de l'État et des attributions du pouvoir diocésain » de l'avertir immédiatement

(1) F¹⁹ 6.244, F¹⁹ 6.246.

(2) 3 février 1860, F¹⁹ 6.244.

(3) F¹⁹ 6.246, 31 janvier 1860.

lorsqu'une congrégation d'hommes voudrait fonder dans leur département « soit une église, chapelle ou oratoire, soit une maison conventuelle ou noviciat, soit un établissement d'instruction publique (1) ». Pour arrêter la nouvelle politique du gouvernement vis-à-vis des congrégations, Rouland, jugeant que Berty leur était trop favorable, demanda un rapport détaillé à Hamille, bien que cette question sortît de ses attributions (2).

Hamille (3) fut très sévère pour les congrégations d'hommes. « J'admets, écrivait-il, l'utilité d'un clergé régulier, mais je suis obligé de constater que les développements qu'il a pris en France, depuis 15 ans surtout sont préjudiciables à l'État, aux familles, au clergé séculier et à la religion elle-même. » Ils ont favorisé les progrès de l'ultramontanisme aux dépens de l'autorité épiscopale (4). « Je sais bien que nous avons en ce moment de grosses dissidences avec une portion de l'épiscopat et que c'est mal choisir son jour que de le défendre. Pour moi, les principes sont éternels et la vérité est toujours opportune quand on s'adresse à un homme d'État. Ceci posé, je prétends que nous ne pouvons rien dans les matières religieuses si nous ne faisons pas respecter ou rétablir l'indépendance que nos évêques avaient autrefois vis-à-vis de la cour de Rome et l'autorité qu'ils exerçaient sur leur clergé. Dans ma conviction, on a trop méconnu ce principe depuis 15 ans. Les divers gouvernements n'ont pris aucun souci, lorsque cela était si nécessaire, de l'introduction des idées nouvelles ; ils ont laissé l'épiscopat se défendre seul contre les prétentions des hommes avancés et il a fini d'abord par se décourager, puis par succomber. Je pourrais citer beaucoup de faits. Je me bornerai à rappeler l'abandon des liturgies diocésaines auxquelles nos évêques étaient aussi attachés que leurs peuples. »

« Dans ces luttes, les congrégations ont joué un grand rôle et donné l'exemple au clergé séculier. Ce sont *même des congréganistes ordinairement si prudents* qui ont soutenu la discussion publique sur les questions liturgiques... ». « La soumission des congrégations religieuses d'hommes à l'autorité diocé-

(1) Copie de cette circulaire fut envoyée le 2 mars aux recteurs.

(2) Hamille était depuis 1854 chef de la deuxième division chargée de l'administration temporelle des intérêts diocésains ; mais, auparavant, comme chef de bureau, il avait eu à s'occuper des congrégations religieuses.

(3) Baroche 1.018. « Avril 1860. Note confidentielle pour S. E. M. le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes. Observations sur l'existence et l'autorisation des congrégations religieuses. » Le manuscrit de cette note, de la main de Hamille, forme un cahier de 48 pages.

(4) Voir F¹⁸ 2.531 : Thibault à Rouland, 21 décembre 1859.

saine est un mensonge ; les ordres viennent de Rome et l'obéissance remonte à Rome. »

« Le développement des congrégations d'hommes... a surtout causé les plus graves préjudices aux intérêts matériels et moraux du clergé séculier. » Elles attirent « l'élite de nos jeunes prêtres ». Elles fournissent la plupart des prédicateurs en renom et les confesseurs les plus recherchés de l'aristocratie. « Autrefois le clergé paroissial réunissait les ressources qui lui étaient nécessaires pour l'exercice du culte et les aumônes. Aujourd'hui, excepté à Paris et dans quelques rares localités, l'argent va dans les couvents. » Le développement des ordres religieux nuit à la religion « dans un pays où les idées religieuses ont des racines profondes, mais où l'on est toujours en défiance contre le clergé... Le luxe affecté de nouveau par les congrégations, leurs envahissements journaliers, leurs accaparements, les exhérédations qu'on leur reproche, leur domination, leur habileté, et jusqu'à leurs hommes de talent, tout cela émeut l'opinion publique et finira par l'irriter jusqu'au point de nuire aux pratiques religieuses. »

Pour remédier à ces abus, Hamille ne voulait pas recourir aux « moyens violents... Donc je suis pour la modération : Je le suis d'autant plus que nous traversons un moment de crise qui ne doit pas dominer notre raison ni altérer notre sagesse. J'opine donc pour que, dans tout ce qu'on croira devoir faire, on s'attache à démontrer qu'en arrêtant le développement des congrégations on veut protéger en France les véritables intérêts religieux et rendre au clergé séculier, à celui qui vit pour et au milieu du peuple, l'influence qu'on lui a si injustement enlevée... En un mot, il ne faut pas qu'on puisse dire que le gouvernement s'attaque aux congrégations pour réagir contre le clergé tout entier et faire revivre de mauvaises tendances. »

« Quels moyens employer ? Ne pas songer à des instructions générales ; étudier chaque localité et s'inspirer des circonstances particulières. Agir sans bruit et avec une discrétion à toute épreuve, ménager les établissements existants tout en les maintenant dans leurs limites actuelles ; les empêcher par conséquent de s'occuper d'œuvres nouvelles. » En particulier, Hamille recommandait, comme en 1856, d'interdire aux congrégations d'ouvrir au public leurs chapelles. « C'est en grande partie à l'ouverture au public de ces églises illégales qu'il faut attribuer l'influence progressive des congrégations et la misère croissante de notre service paroissial. » Hamille citait notamment les cha-

pelles ouvertes par les Jésuites à Montpellier, à Toulouse, à Nantes (1). Le gouvernement devrait surtout « déployer toute son habileté et toute sa fermeté » pour empêcher les congrégations non autorisées de fonder de nouveaux établissements. « Pour cela, il me paraîtrait tout simple de prévenir la corporation qui manifesterait l'intention de s'établir dans une ville que l'État ne reconnaît pas l'utilité de sa résolution ; qu'en conséquence il est résolu à ne pas tolérer l'établissement. Quelques exemples, et les circonstances aidant suffiraient, je le crois, pour arrêter l'élan des congrégations qui ont le grand mérite de rentrer sous terre quand l'orage gronde et qui ne résistent guère à une volonté fermement manifestée (2). »

Hamille était par contre très favorable aux congrégations de femmes « ...il faut user vis-à-vis de ces associations d'une bienveillance égale à la surveillance qu'exigent les associations d'hommes. Quoi qu'il en soit, je soutiens que le nombre des congrégations de femmes est depuis longtemps suffisant et qu'il est temps d'arrêter aussi leurs développements ». Il critiquait sévèrement le décret du 31 janvier 1852 qui, en fait, avait privé l'État de « toutes les anciennes garanties ». « Cependant, je le reconnais, il n'est pas opportun d'en provoquer législativement soit la révocation, soit la modification. Que reste-t-il donc à faire ? ... Peu de chose malheureusement. » En ce qui concerne les demandes d'autorisations, « s'en remettre autant que possible à la *résistance* passive des bureaux ; avec un peu d'intelligence, de la discrétion et du dévouement, elle peut produire d'excellents résultats *négalifs*. Donc, ajourner les affaires autant qu'on le pourra... »

(1) « Les Jésuites de Nantes ont fait construire en très peu de temps une grande et belle église ; cet édifice est ouvert au public qui y trouve le luxe de nos églises de Paris, et toutes les chapelles sont pourvues de nombreux confessionnaux. Eh bien, à côté de cet édifice lestement construit et aussi lestement payé s'élève depuis bien des années et avec une grande peine une église paroissiale encore inachevée et dépourvue des objets qui lui sont nécessaires. Pour arriver à couvrir ce monument le pauvre curé s'est ruiné et ses tribulations ont été telles qu'il a succombé à la peine. »

(2) Hamille traitait sommairement des congrégations enseignantes. Son opinion était celle de la plupart des hauts fonctionnaires du Second Empire. Il jugeait bon que l'enseignement primaire et l'enseignement des jeunes filles fussent donnés par les congrégations. Mais il préférerait pour les garçons l'enseignement secondaire laïque. « Quant à moi, si j'avais une fille j'en confierais l'éducation à des religieuses. Si au contraire j'avais un fils je le placerais dans nos excellents lycées. Je fais d'ailleurs une grande différence entre les écoles *primaires* et les écoles d'instruction *secondaire*. Si j'aime à voir confier les premières aux associations religieuses, je me défie au contraire des congrégations qui tendent à s'emparer du cœur et de l'esprit de nos jeunes gens. Les frères peuvent, dans des événements, se laisser un peu entraîner par les considérations religieuses, mais ils ne se feront jamais les agents de la révolution. En a-t-il été de même des instituteurs ? »

S'attacher fermement et avec soin à tous les motifs de rejet ; tenir enfin compte des avis municipaux ». Etre plus sévère pour les demandes des congrégations à supérieure générale, qui peuvent fonder de nouvelles maisons, que pour les communautés, limitées à un seul établissement. Rester d'ailleurs bienveillant envers les congrégations utiles, hospitalières ou enseignantes. « Le légitime désir d'empêcher des abus ne doit pas nous rendre injustes. »

Le gouvernement, tout en montrant « un peu plus de sévérité » que par le passé et en faisant droit aux réclamations fondées des héritiers, devait, d'après Hamille, autoriser libéralement les dons et legs faits aux congrégations enseignantes ou hospitalières de femmes. dons et legs presque toujours grevés de lourdes charges et dont les communes (1) et les classes indigentes profitaient bien plus que les congrégations elles-mêmes. Les ressources considérables que tiraient les congrégations d'hommes de la prédication et de la confession faisant défaut à celles de femmes, elles ne pouvaient s'enrichir outre mesure. Au surplus leur refuser l'autorisation d'accepter les dons et legs serait les inciter à « avoir recours aux moyens ténébreux et illégaux ».

A l'appui de leurs demandes en autorisation d'accepter des dons et legs, les congrégations devaient fournir un état de leur situation financière, avec actif et passif. Ces états étaient très souvent inexacts. Rouland avait manifesté l'intention d'exiger à l'avenir des états précis et exacts. Hamille, tout en l'approuvant en principe, considérait que l'administration n'était pas en état de les contrôler sauf lorsqu'ils étaient exagérément mensongers. Dans l'ensemble, il jugeait que le gouvernement, tout en se montrant un peu plus strict à leur égard, ne devait pas modifier sensiblement sa politique vis-à-vis des congrégations de femmes.

Rouland, dans le Mémoire qu'il remit en avril 1860 à Napoléon III sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Église (2), utilisa la note d'Hamille, mais en modifia parfois les conclusions et se plaça à un point de vue plus général. Il jugea nécessaire d'éclairer l'empereur par un exposé historique des rapports de l'Église et de l'État en France. « La tendance essentielle du catholicisme romain a été, est et sera toujours l'esprit de domi-

(1) Ces fondations obligeaient souvent les communes à confier leurs écoles aux congrégations. Mais pour Hamille, favorable à l'enseignement congréganiste des filles, ce n'était pas un inconvénient.

(2) Sur l'authenticité de ce mémoire, voir l'appendice annexé à ce paragraphe.

nation séculière, résultat inévitable de la transformation d'un homme, du pape, en vicaire infailible et absolu de Jésus-Christ sur la terre. » Sous l'ancien régime, le clergé français « avait suffisamment atteint ce but de domination temporelle » : Il était donc gallican et s'entendait avec les rois pour limiter les pouvoirs du pape en France. « Depuis la révolution de 1789, le clergé, privé de ses biens, de ses privilèges, de sa constitution, réduit à être comme un ordre de fonctionnaires salariés, sentant parfaitement sa dépendance vis-à-vis de l'État, devait éprouver le besoin, en se détachant de gouvernements trop neutres envers lui, de se créer une influence nouvelle ». Docile, puis infidèle à Napoléon I^{er}, déçu par la Restauration, hostile à la monarchie de Juillet, il devint de plus en plus ultramontain. Après 1848, « il poussa vivement... à la coalition de tous les éléments d'ordre public pour échapper aux démagogues, et c'est le même motif qui entraîna ses votes en faveur du président : il frappait ainsi la république démocratique et sociale. Mais quand il crut que Napoléon III, devenu successivement dictateur et empereur consentirait à jouer le rôle d'un nouveau Charlemagne, *évêque du dehors*, il se montra dévoué et enthousiaste. Certes l'empereur n'avait pas de pareilles idées : il voulait attacher solidement le clergé à l'Empire par un régime honorable de protection et de liberté. Il satisfaisait en cela un des grands besoins sociaux tout en suivant une politique habile ; mais il n'entendait pas livrer l'État à l'Eglise. Le clergé, de son côté, supposait facilement ce qu'il désirait. On vit donc en 1852, et cela est digne de remarque, le plus d'empressement et de sympathies dans la portion de l'épiscopat notoirement ultramontaine. C'était elle en effet qui était la mieux initiée par Rome aux projets d'envahissement, qui les suivait avec le plus d'ardeur et qui cherchait en conséquence à se concilier la bienveillance du souverain et à l'engager dans les voies d'une large tolérance. »

Le clergé en a profité pour accroître son influence sur la société laïque. En effet, les congrégations, grâce à la pression exercée par les curés sur les municipalités, grâce au refus de percevoir la rétribution scolaire, se sont fait confier un grand nombre d'écoles primaires, tandis que leurs établissements secondaires attirent en grand nombre les enfants des « hautes et moyennes classes de la société ». « Quant à l'éducation des femmes... elle est presque tout entière dans les mains congréganistes depuis les petites écoles rurales et les salles d'asile jusqu'aux plus splendides maisons d'éducation de Paris. Il

est impossible à l'élément laïque de lutter sur ce terrain contre l'élément religieux qui, en réalité ou en apparence, présentera toujours aux familles bien plus de garanties de moralité et de dévouement. »

« Mais il ne faut pas se dissimuler que l'enseignement congréganiste... n'est guère sympathique ni au gouvernement actuel, ni aux idées du pays. C'est pour cela que l'épiscopat et Rome ont toujours lutté pour que l'État n'ait sur ces établissements qu'une surveillance purement nominale en alléguant que les congrégations religieuses ne peuvent admettre qu'un inspecteur ecclésiastique. En 1852, on a beaucoup trop cédé sur ce point dans les réglemens faits à cette époque. » C'est dans les établissements congréganistes « que se rencontrent les livres d'histoire rédigés dans le but de glorifier les monarchies de droit divin, d'exalter la suprématie religieuse et de déprécier indirectement les principes civils et politiques conquis depuis 1789. » Les questions d'enseignement ont donc une grande importance politique.

Les autres congrégations servent aussi puissamment l'influence cléricale. « On proposa à l'empereur, sans lui en indiquer la portée, le fameux décret de 1852 qui détruit l'ancienne et sage jurisprudence du Conseil d'État, et qui permet l'extension presque illimitée des autorisations applicables aux congrégations de femmes. » ... « On peut affirmer qu'aujourd'hui il n'est pas une classe de la société qui ne soit pas enlacée plus ou moins dans le réseau si admirablement tendu des congrégations et des associations dites de secours *de charité*. Elles pénètrent jusque dans l'armée sous le prétexte de l'instruction gratuite et de conférences spirituelles ; elles groupent les ouvriers de tout état ; elles établissent une espèce de franc-maçonnerie et de solidarité entre les citoyens de tout rang ; elles sont, par leurs affidés ou adhérents, dans toutes les administrations ; elles ont l'enfant et l'homme mûr, le pauvre et le riche, elles sont partout. » L'agitation religieuse a montré leur puissance et leur cohésion : « La Société de Saint-Vincent de Paul n'a pas pensé et agi autrement que les couvents, les séminaires et les ordres congréganistes ; d'un bout à l'autre de l'immense échelle, il y a eu le même sentiment, et le pamphlet de Mgr de Ségur a été des salons du nonce jusqu'à l'échoppe de l'ouvrier, jusqu'au banc de la petite école primaire. »

« Mais ce n'était pas assez d'avoir ainsi préparé et institué, autour de la société laïque, tant de moyens d'action au profit de l'élément religieux. Il fallait s'assurer qu'ils seraient toujours

employés conformément au but qu'on voulait atteindre : la domination catholique romaine. Les évêques et le clergé séculier auraient pu s'inquiéter de cette domination ultramontaine ; ils auraient pu, tout en désirant le développement de la religion et de leur situation personnelle, soit modérer un mouvement excessif, soit même s'opposer, dans l'intérêt de leur indépendance, à l'absorption méditée à Rome. On s'est donc efforcé, surtout à partir de 1852, de briser toute velléité de résistance chez les évêques et le clergé séculier, et *l'Univers*, organe avoué du Saint-Siège, s'est chargé, tout en louant l'empereur et en attaquant violemment le parti catholique *parlementaire ou libéral* (de Falloux, de Montalembert, Lacordaire, etc.) d'établir un système de compression ecclésiastique qui a fini par triompher. M. Veuillot était devenu le *pape laïque des Gaules* ; il prêchait avec autant d'audace que de talent, les doctrines de la suprématie spirituelle et temporelle du Saint-Siège ; il fulminait contre le schisme de l'Eglise gallicane, et contre tout lien du prêtre envers l'État. »

« Et au même moment, les nonces du Pape, en France, organisaient autour des évêques la plus intolérable servitude. Ils avaient, auprès de chacun d'eux, des ecclésiastiques dévoués, surveillant et dénonçant leur conduite. Tout évêque suspect d'indépendance ou de résistance était l'objet de ces mille tracasseries que Rome peut susciter, à cause des pouvoirs qu'elle accorde ou refuse à l'épiscopat. »

« Tout prêtre un peu éminent qui ne se donnait pas au parti ultramontain était le but de défiances et de calomnies, qui, disait-on, *brisaient sa crosse épiscopale*. Les choses en étaient à ce point, qu'un ministre des Cultes, effrayé du ton dégagé et affirmatif avec lequel un nonce prononçait son *veto* sur les choix épiscopaux, fut obligé de faire une déclaration énergique sur les droits de l'empereur, et d'inviter ce nonce à vouloir bien s'en souvenir. »

« Au même moment encore, Rome tenta d'asservir l'épiscopat en se mêlant à l'administration des diocèses, en appelant le clergé inférieur à s'adresser aux préfets des congrégations apostoliques pour tout ce qui intéressait sa conscience, sa liturgie, ses dispenses. En sorte que les évêques, amoindris, humiliés, n'avaient pas d'autre parti à prendre pour recouvrer leur autorité, que de se montrer ultramontains, et de gagner ainsi les bonnes grâces du Saint-Siège. »

« Les conciles provinciaux, dominés par les hommes ardents,

n'ont pas servi à autre chose qu'à consommer cette ruine de notre ancienne Église, et de tous les sentiments qui rattachent encore le clergé et la patrie française... »

« On inaugura, malgré les vives répugnances de la majorité des évêques et des prêtres séculiers la liturgie romaine, qu'on présenta à l'empereur comme une simple affaire d'unité matérielle dans le culte catholique ; on se garda bien d'avouer que c'était l'atteinte la plus profonde portée aux usages et à la constitution de l'Église gallicane, le triomphe du romanisme en France et une charge de plus de 6 millions aux fabriques et aux communes. » Rouland craignait même que pour compléter le triomphe de l'ultramontanisme, le clergé régulier ne fût progressivement substitué au clergé séculier dans le ministère paroissial.

« ... dès à présent, le pape, abusant de la liberté accordée, affecte de considérer la France comme une province de son empire catholique. Il y distribue librement les actes et les mandements de son gouvernement personnel, et il y administre directement, comme il le ferait à Ancône ou à Pérouse, les affaires de l'épiscopat et de l'Église, suivant ainsi la fameuse formule ultramontaine : *le clergé de France est catholique avant d'être français.* »

« Rien ne prouve mieux l'exactitude de ces appréciations que l'étude des causes et des procédés de l'agitation religieuse actuelle, à propos de la question italienne. La majeure partie de l'épiscopat se souciait peu de démonstrations extérieures : Le pape a pesé sur elle par l'appel énergique de deux encycliques. Chaque évêque a été entouré, poussé, menacé au nom de sa conscience catholique, au nom de ses devoirs d'obédience pontificale. Il a fallu trois mois pour arracher à tous et à chacun le mandement voulu. — Et que disent aujourd'hui les habiles du parti ultramontain ? — *L'Église française a parlé, s'écrie l'évêque de Poitiers, elle est unanime.* »

« Oui, au moyen de l'obsession la plus violente. On commence par courber l'épiscopat sous la doctrine imposée de la supériorité infailible du pape ; on achève cet asservissement par toutes les tracasseries du pouvoir administratif romain sur les choses spirituelles et sur les affaires diocésaines, et, quand on est assuré de la sorte de ne pas trouver de résistance sur quelque sujet que ce soit, fût-ce la question politique des Romagnes, on se vante d'avoir le libre assentiment du monde catholique, on met le pape derrière l'Église universelle, qui est censée avoir parlé et agi librement... C'est un étrange abus de la force et de la ruse !... »

« Désormais, Rome domine le clergé et l'Église de France, et par le clergé et l'Église, elle prétend dominer le pays. » Cependant si la « résistance extérieure » du clergé français aux progrès de l'ultramontanisme a pris fin, il en est loin d'en être tout entier partisan. Les évêques tiennent à leurs prérogatives menacées, les prêtres séculiers jaloussent les moines. Une grande partie du clergé sait « que le pays ne consentira jamais à renier ses progrès civils et politiques pour se mettre à la suite d'une théocratie quelconque » et que dans ces conditions, un conflit violent avec le gouvernement impérial serait préjudiciable à l'Église. « Se brouiller violemment et irrévocablement avec l'empereur et le pays est chose plus facile à dire qu'à faire... C'est là le fond des dissidences qui existent actuellement dans la clergé. On se rappelle peu la querelle et la déclaration de 1682 : Le débat n'est plus guère théologique ; il est tout moderne, tout politique, tout social, et si les *ultramontains* d'aujourd'hui sont encore les ultramontains d'autrefois, les *gallicans* actuels ne sont plus ceux de Louis XIV. On est de son époque ou du Moyen Age, on est Français ou Romain. Telle est la vraie question. »

« Dans cet état de choses, que convient-il de faire ? Faut-il, changeant brusquement de système, expulser les congrégations religieuses d'hommes, modifier la loi sur l'enseignement, appliquer tous les Articles Organiques et arriver à ce point que la légalité absolue ressemblera à une persécution ? Non, car on douterait de la sincérité du souverain passant si vivement de la protection large et affectueuse à la rigueur de toutes les prohibitions ; on blesserait tout le clergé et une foule de catholiques honorables ; on ferait supposer, malgré tout, qu'on revient aux préjugés voltairiens, et peut-être aurait-on à se défendre contre une réaction antireligieuse qui se croirait autorisée dans ses excès. »

Sachant que « l'opinion du pays fait elle-même la police des fautes du clergé », Rouland jugeait que le gouvernement devait être modéré : « rester dans l'honnêteté du sentiment religieux — ne pas user de violence ; emprunter à notre droit public ce qui est nécessaire pour arrêter des envahissements insupportables ; — séparer ainsi la cause de la religion, sincèrement pratiquée, des exaltations et des calculs de la propagande romaine. » Rouland proposait les mesures indiquées par Hamille, en se montrant un peu plus rigoureux :

1° Ne plus tolérer de nouvel établissement de congrégations

d'hommes non autorisées « à moins de besoins locaux parfaitement constatés. »

« 2^o Apporter désormais la plus grande sévérité dans les *autorisations* des congrégations de femmes » ; on ne peut les empêcher de se former, mais tant qu'elles ne sont pas reconnues leur existence est généralement précaire.

« 3^o Ramener le Conseil d'État à une grande sévérité dans l'appréciation des dons, legs et libéralités » aux congrégations autorisées (1).

Rouland proposait en outre une série d'autres mesures :

« 4^o Maintenir le plus qu'il est possible, sans briser la liberté du choix des conseils municipaux, l'enseignement *laïque* primaire » qui, s'il n'est pas soutenu par « l'intelligence et la fermeté des préfets » risque d'être éliminé au profit des congrégations, par l'action du clergé sur les municipalités. « Aujourd'hui, que les instituteurs, modestes et utiles fonctionnaires, sont dévoués à l'empereur et rendent de notables services dans les communes rurales, on serait fort affaibli, au point de vue du suffrage universel, si tout l'enseignement primaire passait dans la main des congrégations, qui dépendent plus de Rome que de la France. Aussi il serait sage de ne plus reconnaître désormais comme établissement d'utilité publique aucune congrégation d'hommes pour l'enseignement primaire ; »

« 5^o Soutenir énergiquement l'enseignement de l'État, car c'est le véritable enseignement national, et mettre ses établissements, par un budget suffisant, à même de s'accroître, de perfectionner leur installation matérielle et leurs moyens d'instruction ; là est la clef de voûte de l'avenir. C'est ce que le parti légitimiste-catholique avait merveilleusement compris, en demandant si vivement, sous Louis-Philippe, la liberté de l'enseignement monopolisé par l'Université, et en faisant voter, en 1850, sous la présidence, la loi sur l'instruction publique. Plus tard, au début de la dictature, il osa songer à l'abolition absolue de l'enseignement par l'État, afin de livrer cet enseignement au clergé et aux congrégations ; mais l'empereur, bien renseigné sur la portée d'une telle mesure, s'y refusa. Toujours est-il que, grâce à la loi de 1850, permettant à tout citoyen français d'enseigner, le parti légitimiste-catholique a pu perpétuer dans les jeunes générations la division des castes et des idées,

(1) Le détail des mesures prises est exposé dans une note rédigée le 16 mai par Nigon de Berty et approuvée par Rouland (F¹⁹ 6.313).

qui pouvait disparaître sous l'unité de l'enseignement universitaire. Il a pu ainsi continuer, par les enfants élevés dans les maisons congréganistes, l'existence de ses doctrines sociales et politiques. — C'est un grand mal. Mais si grand qu'il soit, il est impossible de songer à supprimer la loi qui garantit la liberté des familles. Ce serait une lutte immense, acharnée et contraire au droit. Reste donc ce seul parti équitable et prudent : il y a concurrence. Fortifions et favorisons l'enseignement de l'État, qui prépare à toutes les carrières, qui est le plus solide et le plus patriotique, en même temps qu'on l'a rendu religieux, moral et paternel ; »

« 6^o Revenir autant qu'on le peut, sans pousser les choses à outrance, à l'exécution des dispositions organiques qui mettent de salutaires obstacles à l'envahissement du pouvoir des papes sur le clergé et sur l'État ; en d'autres termes, ne tolérer aucune attaque contre notre législation civile et notre constitution politique, soit dans les écrits, soit dans les chaires. »

« Régler l'office du nonce en France, comme celui de tout autre ambassadeur d'une puissance amie, et ne souffrir en rien qu'il corresponde, au nom du pape, avec les évêques français — ni qu'il fasse aucun acte de juridiction — ni qu'il ait le moindre regard sur le choix des évêques. »

« Tenir énergiquement la main à ce qu'aucun acte de la cour de Rome ne puisse être reçu, publié ou distribué en France, sans l'autorisation du gouvernement. Éteindre peu à peu la faculté, laissée depuis dix ans aux évêques, d'assembler périodiquement des conciles provinciaux sans l'autorisation spéciale du gouvernement. »

« Choisir résolument les évêques parmi les ecclésiastiques pieux et honorables, mais connus par leur attachement sincère à l'empereur et aux institutions de la France. »

« Supprimer les journaux religieux, dont personne ne soupçonnait le besoin avant l'invasion et les agitations du parti ultramontain. Le clergé a sa discipline, ses évêques, ses prêtres, ses chaires, ses mandements, ses lettres pastorales et un gouvernement complet. Il n'y a nulle nécessité d'ajouter la polémique de la presse aux moyens ordinaires de publicité de ce gouvernement ecclésiastique. Au reste, cette presse tout entière n'a jamais été que l'instrument des doctrines et des desseins de la théocratie romaine ou du catholicisme parlementaire. Aujourd'hui elle est l'aliment le plus actif de l'agitation religieuse. Supprimez ce foyer d'excitation qui s'étend dans tous les pres-

bytères, et le clergé sera tranquille. *L'Univers* a troublé la tête de tout le jeune clergé en lui prêchant la suprématie religieuse, et le dommage causé ne sera pas effacé avant de longues années. — Imposer la tutelle de l'Église à l'État ; saper toutes les libertés civiles et politiques ; — miner toutes les institutions laïques ; — attaquer incessamment toute alliance européenne autre que celle de l'Autriche et des États catholiques ; — amener ainsi au-dessus de tout et partout l'influence, les idées et la main de Rome, voilà l'œuvre des journaux religieux, appuyés par le parti légitimiste. »

« Encourager enfin l'étude publique des anciennes libertés françaises, et professer partout et avec énergie les principes conservateurs de l'indépendance de l'État vis-à-vis de la papauté. »

« 7^o Conserver d'ailleurs un régime de loyale protection pour les véritables intérêts religieux et de déférence envers le clergé. Rien ne serait plus facile et plus juste à la fois que d'augmenter le traitement du clergé inférieur qui, dans presque toute la France, éprouve de dures privations. — C'est ainsi qu'il faut l'attacher au gouvernement. Si l'épiscopat, par faiblesse ou tout autre motif, abandonnait l'empereur, il faudrait se concilier le clergé inférieur, qui ne demande pas mieux que d'avoir un peu plus d'indépendance ecclésiastique et qui souffre parfois du despotisme épiscopal (1). »

« Dans tous les cas, il importe beaucoup que le pays religieux s'étonne du bruit des querelles ou y reste indifférent, en voyant le culte national toujours tranquille, protégé et honoré. C'est pour cette cause qu'il est très utile que les allocations du budget soient augmentées au profit de la construction et de la réparation des églises, presbytères et édifices diocésains. »

« 8^o Peut-être enfin serait-il opportun que le gouvernement se préoccupât des grandes associations laïques, telles que Saint-Vincent de Paul, Saint-François-Xavier, etc., qui, par leur

(1) Rouland avait été très déçu par l'attitude des évêques dans la question romaine; il écrivait à Maret le 9 avril à propos de l'archevêque de Tours, Guibert : « L'ignorance des choses, le préjugé ou l'égoïsme clérical sont au fond du cerveau et du cœur de bien des prélats qu'on supposait français. En réalité, ils ne voulaient pas de pape laïque, de pape Veillot, de despotisme journal, mais ils voulaient et veulent la domination ecclésiastique... » (Cité par Bazin : *Vie de Mgr Maret*). Le 23 avril, Rouland se plaignit à Angebaud de la part prise à l'agitation par les évêques, qui auraient dû faire confiance à l'empereur : « C'est vous dire assez, Monseigneur, pourquoi j'ai cessé bien des correspondances. » (F¹⁹ 2.489.)

La nouvelle politique que cette déception lui faisait envisager ne fut jamais adoptée. Le gouvernement, conformément aux principes énoncés par Hamille, continua à soutenir la cause de l'épiscopat.

direction et par la nature de leurs œuvres, sont réellement dans la main du clergé et du parti légitimiste. »

Sans contester l'activité charitable de la Société de Saint-Vincent de Paul, Rouland constatait qu'elle était devenue une grande puissance sociale. « Quel immense levier ce pourrait être, dans des mains hostiles, pour remuer les idées politiques. Oui, il faut le répéter, la puissance des associations est telle qu'on vient à elles par des motifs purement temporels. Elles pèsent, plus qu'on ne pense, sur les déterminations des familles, et c'est un spectacle assez étrange que celui d'un nombre considérable de nos fonctionnaires enrôlés sous leurs bannières, tandis que leurs enfants, fuyant les établissements de l'État, reçoivent l'instruction chez les Jésuites, les Carmes, les Maristes, les Dominicains. »

« Cette note est rédigée dans un grand esprit de franchise et de vérité ; on n'a rien voulu dissimuler. Cependant, si graves que soient les choses exposées dans cette note, on sait parfaitement qu'elles ne constituent pas un péril suprême pour le pays. On peut donc les envisager froidement. La puissance matérielle et morale de l'empereur est immense. La majorité, en France, se soucie peu des prétentions cléricales et ne se courbera jamais ni devant les doctrines théocratiques de Rome, ni devant les intrigues et les regrets des partis politiques coalisés. Le pays a trop de force dans les intérêts nationaux, et trop de foi dans les principes de la société moderne, pour ne pas briser, par la seule manifestation de sa pensée, toute cette laborieuse restauration des hommes et des théories du passé. — Mais comme il y a là des éléments d'agitation et de désordre, il est du devoir d'un gouvernement prévoyant de veiller attentivement. La prudence produit la sécurité. »

La politique ecclésiastique préconisée dans ce mémoire fut, à partir de 1860, celle du Second Empire.

Note sur l'authenticité du Mémoire de Rouland

Il a été publié en 1873, un « *Mémoire remis à l'empereur par un de ses ministres des Cultes sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Église.* » (Bourges, typographie Pigelet, Paris, Th. Olmer, in-8°.) Le mémoire était précédé d'une courte préface (1)

(1) « Le document ci-après, qui a été mis sous les yeux de l'empereur par un de ses ministres des Cultes, et sur lequel nous pourrions donner des explications plus

signée de Léon Pagès, publiciste catholique, connu surtout par ses travaux sur le Japon. Cette publication paraît avoir été peu remarquée. Cependant Polybiblion en donna un bref compte rendu (1873, t. X, p. 296), qui se terminait par ces mots : « Ce mémoire... paraît avoir tous les caractères de l'authenticité. »

En 1876, Léon Pagès publia « *Deux nouveaux mémoires anonymes faisant suite au mémoire remis à Napoléon III par un de ses ministres des Cultes sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Église.* » (Bourges, Pigelet, in-8°), en réalité beaucoup moins importants et d'origine différente (1). Mais L. Pagès indiquait dans sa préface que le premier mémoire était daté d'avril 1860.

En 1879, L. Pagès publia à Paris (Imprimerie Pillet et Dumoulin) une deuxième édition du « *Mémoire remis à Napoléon III...* », avec une préface du 21 septembre 1879 dirigée contre Jules Ferry. Il confirmait la date d'avril 1860, et nommait pour la première fois Rouland.

L'authenticité du Mémoire n'a jamais, je crois, été formellement contestée. Par contre, le nombre des auteurs qui en ont fait état est restreint. (J. de Narfon : *Vers l'Église libre*. Bourgain : *L'Église de France et l'État au XIX^e siècle*.) D'autres auteurs, qui auraient eu dans leurs livres l'occasion d'en parler, notamment Debidour et Dutacq, ne l'ont pas fait. En suspectaient-ils l'authenticité ? Ou plutôt, n'en ont-ils pas eu connaissance ?

Rouland mourut le 12 décembre 1878, cinq ans après la publication de Pagès. Il paraît certain qu'il n'y répondit pas. Peut-être n'en eut-il pas connaissance, mais cette hypothèse est peu vraisemblable. S'il la connut, son silence tendrait à prouver l'authenticité du Mémoire. La politique qui y était préconisée était contraire au sentiment de la plupart des conser-

amples, expose un programme général, trop fidèlement suivi pour le malheur du chef de l'État et surtout de la France. »

« Ce document a les caractères matériels de l'authenticité. D'autre part, il suffit de suivre page par page, dans la seconde partie, tous les développements de la trame, pour constater la science perverse des conseillers et la docilité servile du souverain dans cette campagne contre l'Église qui a commencé en 1860 et qui n'a cessé, de la part de ses auteurs, que le jour où leur ont manqué les instruments de règne. »

« Il est à déplorer que le régime qui a suivi l'Empire (nous omettons évidemment le régime d'aventure issu du 4 septembre, et nous entendons parler du gouvernement de M. Thiers), que ce régime, disons-nous, ait essayé, non sans succès, de perpétuer la tradition impériale. »

LÉON PAGÈS.

« NOTA. — Le document sera déposé chez un notaire et communiqué sur autorisation. »

(1) L. Pagès les attribue à Jean Wallon, et indique qu'ils proviennent de la bibliothèque de Mme Cornu.

vateurs français, et Rouland eut sans doute protesté si elle lui avait été attribuée par un document apocryphe (1).

Les principaux arguments contre l'authenticité du Mémoire sont les suivants : L. Pagès lui-même n'en était pas absolument certain. Il n'a pas dit comment il en avait eu connaissance, mais les papiers des Tuileries ont eu des sorts si divers qu'il est fort possible que l'un d'eux soit tombé entre ses mains. Le caractère tendancieux de ses préfaces, le parti qu'il cherchait à tirer de ce document pour discréditer à la fois le gouvernement impérial et la politique gallicane seraient de nature à rendre suspecte sa publication. L'hypothèse d'un faux paraît pourtant invraisemblable, et celle d'une erreur d'attribution se heurte aussi à de sérieuses objections.

L'argument principal en faveur de l'authenticité du Mémoire, c'est sa vraisemblance. Il indique, comme le remarque L. Pagès, la politique qui fut suivie après 1860 par le gouvernement impérial. D'après les documents que j'ai trouvés aux Archives Nationales et dans les papiers de Baroche, la concordance est même beaucoup plus étroite que L. Pagès ne pouvait le savoir. On y retrouve, non seulement dans les grandes lignes, mais sur beaucoup de points de détail les idées de Rouland, et presque textuellement des expressions qu'il a employées ailleurs, dans des textes que L. Pagès ne pouvait pas tous connaître. L'on comparera donc le Mémoire avec les documents suivants dont j'ai cité plusieurs passages.

1^o La lettre de Rouland à Walewski du 7 novembre 1859. (F¹⁹ 2.539. Voir p. 436) ;

2^o Le schéma de l'enquête sur les congrégations rédigé par Rouland en décembre 1858. F¹⁹ 6.253 ; voir p. 217) ;

3^o La note confidentielle sur les congrégations remise en avril 1860 à Rouland par Hamille. (Baroche 1.018 ; chap. XVI, § 2)

4^o Les notes rédigées par de Berty de février à mai 1860 (F¹⁹ 6.244, 6.246, 6.313.) ;

5^o Une lettre de Rouland à Maret, d'avril 1860 (Bazin : *Vie de Mgr Maret* ; voir p. 459) ;

6^o Le « Résumé des opinions émises par la commission chargée d'examiner plusieurs questions relatives aux congrégations. » (Baroche 1.018 ; voir chap. XVI, § 3) ;

(1) Rouland brula tous ses papiers en 1871. Son petit-fils a bien voulu me dire qu'il n'avait aucun document relatif au Mémoire. Il ne sait, ni si l'ancien ministre de Napoléon III en eut connaissance, ni s'il y répondit.

7^o Une note manuscrite de Rouland, rédigée sans doute au début de 1861 (F¹⁰ III Vienne 9 ; voir p. 499) ;

8^o Une note de Rouland à l'empereur sur le rôle du nonce. (Correspondance diplomatique, 22 octobre 1861) ;

9^o *L'Exposé de la situation de l'Empire du 14 janvier 1863*. (voir p. 137) ;

10^o Les discours prononcés au Sénat par Rouland le 25 mai 1860 (Voir chap. XVI, § 3) et le 11 mars 1865.

Cette comparaison m'a convaincu de l'authenticité du Mémoire de Rouland.

III. — *Le gouvernement et les congrégations (1860)*

La nouvelle politique du gouvernement ne tarda pas à se manifester. En mars, Rouland fut averti que les Capucins du Nord allaient fonder de nouveaux établissements, notamment à Valenciennes où ce projet était mal accueilli par la population et par le clergé séculier. Il leur fit notifier qu'aucun établissement ne serait toléré (1). Le 6 mars, prévenu par le recteur de Rennes que les Jésuites installés à Brest comptaient y ouvrir un collège, il ordonna au recteur de leur faire savoir que le gouvernement ne tolérerait pas l'ouverture d'un établissement secondaire dont le besoin ne se faisait nullement sentir dans le Finistère ; « s'ils passaient outre à cet avertissement, qu'ils se tiennent pour prévenus que l'établissement serait fermé par l'administration... La loi de 1850 sur la liberté d'enseignement n'a point eu pour but d'éluder les prohibitions qui frappent les congrégations religieuses d'hommes(2) ». Rouland informait d'ailleurs les Jésuites de Brest que les établissements existants des congrégations non autorisées seraient tolérés. Mais il entendait leur faire sentir que leur existence dépendait du bon plaisir de l'empereur. Informé au début d'avril qu'un Jésuite de Bordeaux avait attaqué en chaire les lycées, il chargea le préfet de la Gironde de convoquer le supérieur des Jésuites. « Vous lui direz en mon nom... qu'il ne doit pas oublier que si les Jésuites, prohibés par les lois, sont en France, ils le doivent à l'empereur, et que ce n'est pas en attaquant violemment et injustement les établissements de l'État qu'ils témoigneront leur bon esprit et leur reconnaissance ; qu'il y a du danger pour les Jésuites à se

(1) F¹⁰ 6.254.

(2) Lettre citée par Jules Ferry au Sénat le 6 mars 1880.

montrer aussi ardents et brouillons, et que l'hospitalité qu'on leur accorde serait rétractée s'ils en usaient pour mettre le trouble dans le pays et dans les consciences. Faites cette déclaration ferme et nette. » (1)

Le 30 mai 1860 le Sénat discuta la pétition Billy, dirigée contre les congrégations non autorisées et contre les legs faits aux ordres religieux au détriment des familles. Le rapporteur, Dupin (2), documenté par l'administration des Cultes, attaqua les congrégations avec sa vivacité habituelle, dénonça leur développement excessif et la situation illégale de beaucoup d'entre elles. « Nunquam tantum malum in republica fuit, nec ad plures pertinens » déclara-t-il (3). Les cardinaux et plusieurs laïques défendirent les congrégations contre le reproche qui leur était fait de dépouiller les familles. Ils souhaitaient d'ailleurs que la situation des congrégations non autorisées fût régularisée (4). Puis Rouland, parlant comme sénateur, proclama « la sincérité des idées religieuses du gouvernement de l'empereur » mais défendit « le droit imprescriptible de l'État, le droit de surveillance et d'autorité sur les associations ». Il déclara que l'existence des congrégations non autorisées était « contraire à la loi » et dangereuse. Cependant il approuva les refus d'autorisation qui avaient été opposés aux congrégations contemplatives et parfois aux congrégations hospitalières et enseignantes de femmes. « Il faut une juste mesure, même dans les bonnes choses... il faut se rappeler que le clergé régulier n'a point ses véritables chefs en France et que le clergé séculier, le clergé national, a droit à notre protection. » Le gouvernement devait donc limiter le développement des congrégations, qui suscitait de sérieux mécontentements. Le renvoi au ministre des Cultes fut voté par 68 voix contre 28. Contraire-

(1) F¹⁹ 6.288. Lot-et-Garonne.

(2) Dupin venait de publier une deuxième édition de son *Manuel de droit canonique* mis à l'Index en 1845, grossi d'un appendice sur la question romaine. Il l'adressa à l'empereur le 3 mai comme une « défense du pouvoir temporel contre les entreprises incessantes du pouvoir spirituel ». (AB XIX 173. R. Hall, *Papiers sauvés des Tuileries*.)

(3) Mathieu releva cette citation de Tite Live qui semblait assimiler le développement des congrégations aux scandales des Bacchanales.

(4) Ce vœu émis notamment par le cardinal Mathieu et qui était celui de beaucoup d'évêques mécontenta les Jésuites ; l'assistant des Jésuites français à Rome écrivait le 5 juillet : « Le cardinal de Besançon a très bien parlé et très mal conclu ; j'en dis autant de Mgr de Nevers. Selon ces prélats vénérables, il faut en finir : que toutes les congrégations religieuses se présentent à l'approbation. Le gouvernement examinera, approuvera, rejettera... » (cité par Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France : Histoire d'un siècle*).

ment aux usages, le gouvernement fit publier les débats au *Moniteur* (15-16 juin), annonçant ainsi, en partie, l'évolution de sa politique ecclésiastique. Plusieurs prélats protestèrent dans des circulaires à leur clergé contre les accusations de Dupin (1).

Le gouvernement, cependant, poursuivait l'application de sa nouvelle politique. En matière d'enseignement, il s'opposa à l'ouverture de divers établissements congréganistes bien que « l'intérêt des mœurs publiques et de la santé des élèves », seul motif d'opposition prévu par l'article 64 de la loi du 15 mars 1850, ne fût pas en cause. C'est ainsi que le préfet de l'Ain, après avoir révoqué pour insubordination les Maristes qui dirigeaient l'école communale de Nantua, fit opposition à l'ouverture d'une école libre qu'ils voulaient fonder, en donnant comme motif que cette lutte scolaire diviserait la commune ; le conseil départemental ratifia cette opposition le 9 juin malgré les protestations de l'évêque (2).

Le gouvernement s'opposa également à l'ouverture à Angers d'un établissement secondaire que des Barnabites auraient dirigé, sous le couvert d'un abbé muni des titres exigés par la loi, et le conseil départemental du Maine-et-Loire approuva l'opposition ainsi motivée (octobre 1860) (3).

D'autre part des congrégations établies dans le Nord (4) furent impliquées en 1860 dans plusieurs affaires délictueuses. La plus retentissante fut un détournement de mineures israélites. Un israélite converti, Ratisbonne, avait fondé à Paris, pour travailler à la conversion de ses coreligionnaires, une

(1) Notamment Bonald, Donnet, Dufêtre ; mais ils précisèrent que les circulaires ne devaient pas être lues en chaire.

(2) F¹⁷ 10.914. Les conseillers municipaux qui soutenaient les Maristes furent battus peu après aux élections municipales. (F¹⁸ 5.787, Rollet.)

(3) Rouland avait même décidé en mai 1860 de faire opposition à la translation du collège de Jésuites de Poitiers dans un local plus vaste. L'article 64 de la loi du 15 mars 1850, ne devait pas être considéré comme « absolument limitatif », écrivait-il le 22 mai au garde des Sceaux. Le directeur du collège de Poitiers n'en était que le chef nominal, le chef véritable n'ayant pas les titres requis. Rouland comptait justifier ainsi l'opposition, motivée en réalité par les craintes que le collège inspirait au point de vue politique au procureur général. Mais le procureur général lui-même avertit le gouvernement que l'opposition ne serait sans doute pas ratifiée par le conseil départemental. Rouland dut se borner à changer l'inspecteur d'académie, Audinet, trop favorable aux Jésuites, et décida de soumettre leurs établissements à « une inspection fréquente et sérieuse ». (BB¹⁸ 1.535. F¹⁹ 6.288.)

(4) On peut citer en outre une tentative de détournement de mineure commise à Troyes par les sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours. Il n'y eut pas de poursuites, mais Rouland menaça la supérieure, en cas de récidive de retirer à sa congrégation l'existence légale et de la dissoudre. (mai 1860. F.¹⁹ 6.253.)

société de prêtres et une congrégation de femmes dite de Notre-Dame de Sion (1). En 1847, une israélite de 22 ans, Anna Bluth, y fut baptisée sous le nom de Marie Siona. Elle entreprit aussitôt de convertir ses parents et ses sept frères et sœurs ; elle y fut aidée par Ratisbonne et, après qu'elle se fut installée à Cambrai, par un chanoine de cette ville, Mallet. En 1854, les parents Bluth et la plupart de leurs enfants étaient établis à Cambrai et convertis au catholicisme. Il paraît établi que, dès cette époque, Siona était la maîtresse de Mallet. Bientôt sa mère, puis son père revinrent au judaïsme (1855). Ils demandèrent que leurs quatre enfants mineurs, dont le clergé dirigeait l'éducation, leur fussent rendus. Ils réussirent à reprendre leur fils ; mais Siona et Mallet, aidés par plusieurs membres du haut clergé de Cambrai, dont le vicaire général, Vallée, et par les dames de la Sainte-Union, réussirent à soustraire à leurs parents Louise et Elisabeth Bluth. Louise, née en 1835, fut cachée dans un couvent belge de la Sainte-Union. Elle refusa de se faire religieuse et sortit du couvent au bout de deux ans ; elle resta quelques temps en relations avec Mallet et Ratisbonne puis rentra chez ses parents. Elisabeth, née en 1842, fut cachée pendant quatre ans dans plusieurs couvents français et belges des dames de la Sainte-Union. Elle devint folle, et les dames de la Sainte-Union la firent entrer en avril 1860 dans un asile public d'aliénés. C'est ainsi que ses parents, et la justice, qu'ils avaient depuis longtemps saisie, la retrouvèrent. Elle revint d'ailleurs à la raison. Par contre, Siona, devenue folle en 1859, ne guérit pas. Une troisième fille mineure des Bluth, Sophie, établie à Arras disparut en septembre 1859 ; ses parents accusèrent Mallet de cette disparition ; mais la justice ne retint pas cette accusation faute de preuves (2).

Dans cette affaire, plusieurs circonstances aggravèrent aux yeux du gouvernement et de l'opinion, sinon juridiquement, le crime de détournement de mineures ; deux des filles Bluth étaient devenues folles ; une troisième avait disparu et beaucoup la croyaient encore cachée dans un couvent. Surtout la conduite du chanoine Mallet, amant de Siona et qui avait en outre cherché à séduire deux de ses sœurs (3), ôtait à ces détournements l'excuse d'un motif religieux et désintéressé.

(1) Celle-ci fut autorisée en 1856. Voir F¹⁰ 5.842, Ratisbonne. Voir bibliographie : Congrégations, divers ; Ratisbonne.

(2) Elle fut plus tard reconnue inexacte.

(3) Ces faits niés par Mallet furent établis au cours du procès. Un frère de Siona

Delangle consulta Rouland le 26 octobre sur l'opportunité des poursuites. « Le retentissement de ces débats devant une cour d'assises ne serait sans doute pas sans de graves inconvénients et donnerait un aliment nouveau aux passions publiques et religieuses et il pourrait à ce point de vue être considéré comme manquant d'opportunité. » Cependant après les détournements de mineurs commis en 1859 par les Rédemptoristes dans ce même diocèse de Cambrai et qui n'avaient pas été punis par l'autorité diocésaine, Delangle craignait « l'inefficacité d'un appel que Votre Excellence ferait au pouvoir disciplinaire de Mgr l'archevêque de Cambrai. » La nécessité de faire un exemple réclamait l'intervention de la justice. Rouland, le 21 octobre, se prononça résolument dans le même sens. « ... Les lois du pays ont été indignement violées et il importe à la liberté des consciences et à la sécurité des familles d'être garanties contre les tentatives coupables d'un prosélytisme aveugle... C'est aux coupables de répondre du scandale qu'ils auront occasionné (1). »

A la même époque, le gouvernement fut informé que les Capucins belges d'Hazebrouck (2) cherchaient à capter des successions par l'intermédiaire de fidéicommissaires. Rouland fit ouvrir une information judiciaire. Peu après, leur agent d'affaires et un de leurs frères lais furent arrêtés pour attentat aux mœurs. (Octobre 1860, janvier 1861.)

Le gouvernement avait en outre un grief politique contre les congrégations et surtout contre les Jésuites. S'ils restaient ostensiblement étrangers à l'agitation, le nombre de leurs anciens élèves qui s'engageaient sous les ordres de Lamoricière montrait assez les tendances de leur clientèle et de leur enseignement. « Nous comptons 69 de nos anciens élèves dans l'armée pontificale (3) et sur les 69, 32 étaient de notre maison de Vannes, dont 3 morts » écrivait Pillon le 23 novembre (4).

Aussi, le gouvernement renforça-t-il à la fin de 1860 les mesures déjà prises pour limiter le développement des congrégations. Le 16 novembre, Rouland rappela aux préfets sa cir-

affirmait et le procureur général Camescasse paraît avoir cru que Siona était enceinte, en 1859, et qu'elle était devenue folle à la suite d'un avortement.

(1) F¹⁹ 5.799.

(2) Rouland apprit en novembre que de nombreux Jésuites et Capucins italiens étaient établis en Corse. Il chercha à les faire expulser, mais dut renoncer ensuite à ce projet. (F¹⁹ 6.288, Corse.)

(3) Sur environ 350 Français.

(4) Cité par Orhand : *Le P. Pillon de la Compagnie de Jésus*.

culaire du 23 février sur les nouveaux établissements des congrégations non autorisées. « Il importe beaucoup que l'autorité publique soit en mesure de se prononcer avant que ces projets soient réalisés. Les congrégations, averties à temps dans le cas où le gouvernement croirait devoir s'opposer à leurs entreprises, n'auraient point ainsi de dommages à supporter... Il ne convient pas aux intérêts de l'État que les congrégations prennent une extension abusive. »

Le 23 décembre, Rouland écrivit au ministre d'État, Walewski (1) qu'ayant soumis à l'empereur plusieurs questions relatives aux congrégations, celui-ci lui avait « donné l'ordre de prendre l'avis d'une commission » présidée par le ministre d'État et formée de tous les ministres compétents (2). Six questions furent soumises à la commission.

Première question. — Les instituteurs devaient être nommés, d'après le décret du 9 mars 1852, « les conseils municipaux entendus ». Mais la circulaire du 3 avril 1852 stipulait que l'instituteur nommé serait laïque ou congréganiste « selon le vœu exprimé par le conseil municipal », dont l'avis semblait ainsi lier l'administration. La commission déclara que la loi ne donnait aux conseils municipaux « que le droit d'être entendus, c'est-à-dire d'exprimer un vœu, un avis. Il était sage d'ailleurs de ne pas laisser aux conseils municipaux, si accessibles aux influences dans les campagnes, une prérogative qui pouvait détruire entièrement l'enseignement laïque au profit des congrégations religieuses et de la remettre à l'autorité départementale,

(1) Walewski avait été, comme ministre des Affaires Étrangères, partisan de l'entente avec le Saint-Siège. Redevenu ministre après un intervalle de 11 mois, il n'avait pas été mêlé comme Rouland, Baroche et Delangle aux conflits issus de la question romaine ; il était exempt des préventions que pouvaient inspirer à ses collègues leurs principes gallicans et la lutte qu'ils soutenaient depuis un an contre l'opposition cléricale.

(2) F¹ 6.253 Rouland chargea Walewski de faire les convocations. Le « Résumé des opinions émises par la commission chargée d'examiner plusieurs questions relatives aux congrégations religieuses » est conservé dans les papiers Baroche (1.018) avec, de la main de Rouland, la note « Pour l'empereur ». La date de la réunion n'est pas indiquée. Elle est probablement des premiers jours de 1861. « Étaient présents LL. EE. le ministre d'État, président, le président du Conseil d'État, le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes » (c'est-à-dire, Walewski, Baroche, Persigny et Rouland) « M. le garde des Sceaux, convoqué, n'a pu se rendre à la séance. » On peut remarquer que Delangle était un des ministres les plus anticléricaux. Le Résumé comprend 6 questions, très probablement rédigées par Rouland, et les 6 « Résolutions » de la Commission. Quelques notes marginales ont été ajoutées plus tard par Baroche et Hamille.

Faguet, dans *L'Anticléricalisme* (1906) et André Mater, dans *La Politique religieuse de la République française* (1909) en ont cité quelques lignes sans donner de référence.

plus éclairée et plus ferme. La circulaire du 3 avril a donc mal interprété le décret du 9 mars 1852 en exagérant le droit des conseils municipaux et en diminuant celui des préfets. Mais il importe que l'avis des conseils municipaux soit toujours demandé dans les cas prévus par la loi et qu'il soit respecté toutes les fois qu'il sera le résultat de délibérations libres et sincères, le droit de choix et de nomination n'ayant été attribué aux préfets que pour résister aux influences et aux manœuvres qui pourraient fausser la volonté des communes dans un intérêt laïque ou religieux. Il importe aussi que le ministre de l'Instruction Publique ne rapporte pas ouvertement et brusquement la circulaire de son prédécesseur par une manifestation officielle contraire. La prudence exige que le retour aux vrais principes se fasse progressivement, par la pratique des faits, des espèces, et à l'aide de communications personnelles entre les préfets et les inspecteurs d'académie. En agissant ainsi, on mettra un terme, sans lutte ni éclat, à l'envahissement toujours croissant des écoles communales par les congrégations d'hommes, soit à l'extension abusive de ces sortes de congrégations. »

2^e question. — Les frères des Écoles chrétiennes refusent illégalement de percevoir la rétribution scolaire. Leur institut n'est autorisé que pour l'enseignement primaire. « Convient-il de laisser cette communauté, qui a déjà envahi toutes les bonnes écoles de France fonder de grands pensionnats dans lesquels elle enseigne, en dehors du grec et du latin, les sciences appliquées, l'histoire et les lettres, et dont elle retire de larges bénéfices ? »

« Résolution. — Les frères doivent se renfermer dans les limites légales de leur autorisation. Leur but, en sortant de l'enseignement primaire, est d'attirer dans leurs pensionnats les enfants des propriétaires ruraux et de la petite bourgeoisie. Il ne convient pas de laisser une extension trop grande à une communauté congréganiste qui rend sans doute des services au peuple mais qui ne reconnaît d'autres chefs que son supérieur général et son procureur à Rome (1) ; »

« 3^e question. — Les congrégations religieuses d'hommes, tant qu'elles n'ont pas obtenu l'autorisation par un acte légis-

(1) Hamille a noté ici : « Les frères ont cédé depuis sur la question de rétribution scolaire. » Le 10 juin 1861 Rouland écrivit à leur supérieur général, le F. Philippe, que le gouvernement leur refuserait « sa bienveillance » tant qu'ils s'opposeraient à la perception de la rétribution scolaire. C'est alors que le F. Philippe céda. Mais la subvention annuelle de 8.400 francs qui avait été supprimée en 1857 ne fut pas rétablie. (Pouzoulat : *Vie du Frère Philippe*.)

latif sont prohibées en France par la loi du 3 messidor an XII. Elles ont été tolérées par le gouvernement impérial... Depuis près d'une année on a interdit tout nouvel établissement en tolérant d'ailleurs ceux qui avaient été créés antérieurement. Convient-il de continuer cette interdiction ? »

« *Résolution* : Le clergé voudrait établir sa domination sur la société au moyen de l'instruction des enfants dont il cherche à s'emparer depuis 1850, surtout à l'aide des grands et nombreux établissements créés par le clergé *régulier*... La liberté d'enseignement créée par la loi de 1850 et qui semble consacrer un grand principe d'équité a cet immense inconvénient de perpétuer dans notre pays par la diversité de l'éducation donnée à la jeunesse toutes les divisions sociales et politiques qui s'effaceraient avec le temps dans l'unité de l'enseignement de l'État. Les établissements religieux sont le refuge des enfants appartenant aux familles qui n'adoptent ni les principes de 89, ni le gouvernement de l'empereur. L'instruction qui s'y distribue est conforme à ces regrettables tendances. »

« Il est désirable, au reste, que l'État, qui a conservé sa mission d'enseignement public, lutte courageusement contre une concurrence formidable. La population de ses lycées augmente notablement, mais il doit persévérer dans toutes ces améliorations matérielles et morales. Il faut qu'il inspire une grande confiance aux familles par une instruction sincèrement religieuse, par une discipline vigilante et paternelle, par des soins assidus, par un régime excellent, par la solidité et l'éclat de ses études. Là est sa plus grande force contre les établissements libres appartenant au clergé. »

« D'un autre côté, les congrégations religieuses d'hommes visent, en multipliant leurs noviciats et leurs couvents, à remplacer *notre clergé séculier*, c'est-à-dire les curés et les desservants qui sortent de nos séminaires, qui sont originaires du pays et qui reconnaissent la direction de leur évêque, attaché lui-même au pays et à l'empereur par sa nationalité et son serment. Or le *clergé régulier* est tout simplement une milice secouant le joug de l'ordinaire, n'ayant ni patrie, ni personnalité, obéissant *perinde ac cadaver* au gouvernement absolu d'un étranger, supérieur général en résidence à Rome ; encore quelques années et le clergé séculier, supplanté par les congrégations, autrement actives et puissantes, ne se recrutera plus et les titres ecclésiastiques seront forcément conférés aux religieux des divers ordres qui auront envahi leurs diocèses. En d'autres termes, Rome

disposera directement et absolument de tout le clergé de France. »

« Enfin plusieurs ordres religieux recourent publiquement aux quêtes et aux aumônes. L'exemple de la vie des couvents, en dehors de l'activité sociale, n'a rien que la France doive envier : les populations s'inquiètent de voir s'élever de toutes parts des établissements considérables pour des congrégations qui ont fait vœu de pauvreté et qui, afin de se créer d'aussi grandes ressources ont dû provoquer, sous toutes les formes, une foule de dons et de libéralités au préjudice des familles. »

« Il est donc d'une sage politique : 1^o de continuer à interdire aux congrégations non reconnues la fondation de tout nouvel établissement monastique ou d'instruction publique ; 2^o de ne présenter aucune loi pour la reconnaissance de ces congrégations ; 3^o de borner la tolérance hospitalière accordée par l'empereur au maintien des établissements existants, sauf à aviser en cas de griefs sérieux. »

La 4^e question portait sur l'autorisation des congrégations de femmes. La commission critiqua sévèrement le décret du 31 janvier 1852 comme ayant sacrifié les droits de l'État aux intérêts des congrégations (1). Elle précisa que les congrégations de femmes qui remplissaient les conditions matérielles exigées par le décret ne pouvaient nullement revendiquer la reconnaissance légale comme un droit et que le gouvernement pouvait la leur refuser s'il le jugeait bon. « L'État veille souverainement à tous les intérêts, et sa surveillance, comme sa liberté, seraient annulées s'il ne pouvait examiner s'il y a utilité ou inconvénient à autoriser les congrégations et leurs succursales. Aujourd'hui plus que jamais, ce contrôle impartial, mais sévère, est indispensable de la part du ministre des Cultes et du Conseil d'État (2) ; »

« 5^e question. — Les congrégations religieuses prétendent qu'elles ne peuvent se pourvoir en autorisation *qu'après une existence de fait plus ou moins longue*, attendu, disent-elles, qu'on les oblige à fournir la preuve de ressources suffisantes et de l'adhésion des localités, ce qui est impossible, ajoutent-elles, si l'autorisation est *demandée au moment de s'établir*. Au contraire, d'après le vœu de la loi, les règles du bon sens et les véritables

(1) Voir chap. IV, § 4.

(2) Baroche a noté plus tard ici « l'autorisation ne devrait être accordée qu'après enquête faite sur l'utilité et la convenance d'établir dans le lieu indiqué une congrégation nouvelle s'il en existe d'autres dans la contrée en quantité suffisante pour les besoins de l'enseignement et de la charité. » Hamille a répondu : « L'enquête a lieu. »

intérêts de l'État, l'autorisation ne doit-elle pas être demandée *avant de former définitivement l'établissement?* »

« *Résolution.* — L'autorisation doit être demandée avant de former l'établissement. Cela résulte clairement des dispositions de la loi de 1825 et il ne pourrait en être autrement. » Sans quoi « il est évident que la porte sera ouverte à tous les abus. Les congrégations s'établiront à l'aventure, suivant leurs espérances, leurs caprices ou leurs rivalités. Agissant souvent sans ressources assurées, rencontrant même dès l'origine des luttes ou des répugnances, elles auront recours à tous les moyens d'intrigue, de sollicitation, de captation, pour attirer à elles des adhésions, des préférences, et des libéralités. Les unes succomberont, et ce sera la peine de leur imprudence. Les autres réussiront, mais par des procédés qui précisément éveillent la défiance et les préjugés des populations toujours prêtes à soupçonner l'empiètement et l'avidité des communautés religieuses. En outre le gouvernement, avec ce système d'autorisation demandée seulement après une longue existence de fait est réduit à ne jamais la refuser. Il se trouve en effet devant des établissements fondés depuis plusieurs années et qui se prévalent toujours du fait consommé et des apparences d'une bonne œuvre réalisée. Il est trop tard, dès lors, pour objecter l'accroissement abusif de ces établissements. Rien n'a été plus habile que la pensée secrète qui *grâce au comité consultatif des congrégations*, grâce à la connivence ou à la trop grande bonne foi des hommes répandus dans nos administrations, a fait à peu près introduire cette jurisprudence de l'autorisation ne pouvant et ne devant être demandée qu'après une longue existence de fait (1). Le libre arbitre du gouvernement a été ainsi supprimé et l'administration supérieure a été réduite à un pur contrôle de conditions matérielles ».

« Il est urgent de revenir à l'application intelligente et vraie des lois et des règlements. Toute congrégation religieuse doit demander *l'autorisation avant de fonder ses établissements* et toute congrégation qui aura violé cette règle devra être punie par le refus absolu de l'autorisation (2). »

(1) Note de Hamille. « On va trop loin. Les faits ne sont pas conformes à cette argumentation. On exigeait une longue existence quand on appliquait la loi de 1825. »

(2) Note de Hamille. « Il y aurait à conférer sur cette partie de la résolution ; la pratique, ici, peut guider la théorie. » Rouland chercha à appliquer les principes formulés ici. Avisé de la création au Blanc (Indre) d'un pensionnat dirigé par la congrégation de la Trinité, il notait, en décembre 1862 : « Répondre que la congrégation faisant un véritable établissement devait se pourvoir d'une autorisation légale.

« 6^e question. — Dans la pratique suivie par le ministère de l'Instruction Publique et des Cultes et par le Conseil d'État pour l'autorisation des dons et legs faits aux communes et aux congrégations religieuses, la faveur est souvent excessive et tend à créer les abus suivants :

« 1^o Dans le cas d'une libéralité faite à une congrégation sans aucune condition ou charge (2), on ne se préoccupe que des réclamations qui peuvent être faites par les familles pour réduire ou maintenir le taux de cette libéralité. Ne serait-il pas sage d'envisager aussi la question de richesse ou de pauvreté de la congrégation, car à quoi bon augmenter les biens de mainmorte dans les mains de gens qui n'en ont pas besoin ? » :

« 2^o Les personnes qui veulent substituer dans nos écoles primaires l'enseignement congréganiste à l'enseignement laïque ne manquent pas de faire un don ou un legs aux communes, à la charge, par elles d'entretenir à *perpétuité* des frères ou religieux à l'école communale. Les communes, déterminées par un avantage pécuniaire, acceptent et abdiquent ainsi à perpétuité le droit de choix. Une pareille condition ne doit-elle pas être rejetée comme contraire à la loi de 1850 qui a réservé aux communes leur libre arbitre et au décret de 1852 qui laisse à l'autorité préfectorale le soin de choisir et de nommer les instituteurs ? »

« 3^o Le comité consultatif des congrégations religieuses, prévoyant cette objection a conseillé un autre système, celui des dons et legs faits, non plus aux communes, mais aux congrégations elles-mêmes, à la charge de fonder une école qui dès lors devient une école libre destinée à tuer tôt ou tard l'école communale laïque. Une fois cette dernière école abandonnée, l'école libre congréganiste est forcément adoptée par la commune et le but est atteint. Ne convient-il pas de surveiller attentivement ce système et de dire aux congrégations enseignantes que *nous avons autorisées* : Nous vous avons reconnu et nous vous avons donné l'existence civile afin que vous puissiez concourir à l'instruction primaire due par chaque commune à ses enfants. Mais si, désertant cette pensée loyale, vous nous demandez d'accepter des libéralités faites dans le but constant de ruiner les écoles

Que cela ne se faisant pas, j'aviserai plus tard à ne pas reconnaître si l'on veut tardivement se faire autoriser pour des dons ou legs. » (P¹⁹ 6.325.) Ces efforts ne semblent pourtant pas avoir mis fin à la pratique condamnée par la 5^e résolution.

(1) Note de Hamille : « Le cas est si rare. » La 6^e question montre que le passage de la note d'avril 1860 où Hamille jugeait impossible de contrôler efficacement les dons et legs faits aux congrégations n'avait pas convaincu Rouland.

communales laïques au profit d'écoles libres tenues par vous, nous nous croirons en droit de refuser (1). »

« Pourquoi, quant aux congrégations d'hommes autorisées, ne pas exiger aussi l'autorisation des noviciats et maisons conventuelles que la maison mère fonde dans l'Empire tandis qu'on exige cette autorisation pour les succursales créées par les congrégations religieuses de femmes ? »

« *Résolution.* — Les questions qui viennent d'être posées ainsi que beaucoup d'autres qui se présentent fréquemment dans la pratique administrative doivent être l'objet d'une sérieuse attention de la part du ministre des Cultes et du Conseil d'État. Il ne s'agit point d'abandonner les principes de sagesse et de conciliation que l'empereur a toujours suivis dans les affaires religieuses (2). Le repos du pays, la moralité des populations, la force du pouvoir sont gravement intéressés au maintien des bonnes relations entre le gouvernement temporel et l'Église. Il s'agit uniquement de rendre efficace et réelle, tout en lui conservant son caractère bienveillant, la surveillance que les lois ont confiée à l'autorité centrale sur les congrégations. Nos pères, fervents catholiques, avaient vu dans cette surveillance le moyen de prévenir des abus, des empiètements et de garantir l'indépendance de l'État. Ce but, également désiré par la législation actuelle, peut être atteint, sans mesures provocatrices ou retentissantes, par le fait d'une administration vigilante, éclairée et toujours aussi éloignée de la prévention que de la faiblesse (3). »

Les collègues de Rouland approuvaient donc sa nouvelle politique vis-à-vis des congrégations, en insistant toutefois sur la nécessité qu'il avait lui-même reconnue de procéder sans éclat ni brutalité, plutôt par l'étude des cas particuliers que par des

(1) Les dons et legs faits aux congrégations d'hommes enseignantes reconnues étaient autorisés par décrets rendus en Conseil d'État sur la proposition du ministre de l'Instruction Publique.

(2) Note de Hamille : « Ces réflexions sont d'une haute sagesse et d'une politique élevée. Défendons nos jeunes gens contre l'éducation congréganiste, mais reconnaissons que les sœurs font mieux, beaucoup mieux, mille fois mieux que les institutrices laïques. Dans ces matières il faut être juste. »

(3) Note de Baroche (au crayon) : « Quand un legs est considérable et dépasse notablement les besoins de la maison légataire, on doit le réduire ou même refuser l'autorisation, quelle que soit la position et la volonté de la famille. Il est d'intérêt public que les biens de mainmorte n'augmentent pas dans une trop grande proportion. Il devrait en être de même quand les donations et legs abondent en faveur d'une même congrégation. »

mesures générales et absolues (1). Le gouvernement impérial espérait ainsi limiter le développement des ordres religieux sans encourir le reproche de nuire à la religion, et sans aggraver ses conflits avec l'Église.

IV. — *Les nominations épiscopales* (2)

Rouland avait proposé dans son mémoire de choisir des évêques ouvertement dévoués à l'empereur et aux institutions françaises. La mort de l'évêque de Vannes (5 mars 1860) donna au gouvernement impérial une première occasion de suivre cette politique. Rouland pensa d'abord à nommer le sulpicien Baudry, qui refusa et l'engagea à nommer Maret. Maret, alors le principal représentant du gallicanisme, était en outre très attaqué parce qu'il approuvait ouvertement la politique italienne de l'empereur, tout en étant attaché au pouvoir temporel du pape. Rouland jugea d'abord qu'il n'était « pas possible » (3), puis il changea d'avis, et fit signer le 25 mai par l'empereur le décret de nomination.

Mais le 26 mai, Rouland écrivit à Thouvenel (4). « Le nonce du pape, averti par moi suivant l'usage de la nomination de l'abbé Maret à l'évêché de Vannes, vient de me faire une visite pour me prier d'ajourner la publication du décret au *Moniteur*. » Le nonce déclarait que la surdité de l'abbé Maret pouvait faire obstacle à sa préconisation (5), qu'il espérait d'ailleurs que cet obstacle pourrait être surmonté, n'ayant pas d'autres objections contre cette nomination. Rouland, par contre, craignait que le motif invoqué ne fût un prétexte pour empêcher « une nomination aussi *française* que celle de l'abbé Maret... ». « Le gouvernement se soucie peu de céder aux préjugés ardents de MM. d'Arras, de

(1) Au cours de l'année 1860, Rouland avait toléré :

1° La fondation à Seysin (Isère) d'un noviciat de Basiliens, à condition qu'il ne serait pas transformé en collège ;

2° Le séjour aux environs d'Angers de quelques Barnabites, à condition qu'il n'y serait pas créé de véritable succursale de l'ordre ;

3° L'établissement à Aubigny (Cher) de 3 Barnabites, à condition qu'ils n'ouvrieraient pas de collège. (F¹⁹ 6.254 et Baroche 1.018.)

(2) Sur l'affaire Maret, voir la Correspondance diplomatique (mai-septembre) ; Cérçay 165 A II 4 (juin-août) ; F¹⁹ 6.178 ; Bazin : *Vie de Mgr Maret* donne un récit détaillé. Voir aussi Thouvenel : *Le secret de l'empereur* ; Baunard : *Vie du cardinal Lavigerie* ; Lavigerie : *Quelques souvenirs personnels sur Mgr Maret* (1897, in-18). Sur l'affaire Mouniq, voir F¹⁹ 1.955.

(3) Maret à Baudry, 20 mai (cité par Bazin).

(4) Correspondance diplomatique et F¹⁹ 6.178.

(5) La surdité complète était un empêchement canonique.

Poitiers, etc. L'empereur veut garder intact son droit personnel de choix ; le temps est venu de marcher dans les voies de la conciliation. » Pourtant, Rouland ajournait la publication du décret ; il chargeait Thouvenel de faire savoir à Rome que la surdité de Maret était légère et n'entravait pas son activité.

Cependant Sacconi, en dépit des déclarations qu'il avait faites à Rouland, faisait campagne à Paris, à Vannes et dans les journaux belges (1) contre la nomination de Maret. Les ultramontains étaient violemment hostiles à Maret ; même des modérés favorables au gouvernement, comme Bonnechose et Morlot, tout en rendant hommage à sa valeur intellectuelle et à son honorabilité, le jugeaient peu apte à diriger un diocèse ; ils regardaient sa nomination comme inopportune et de nature à aggraver le conflit avec le Saint-Siège.

A Rome, le chargé d'affaires de France, Cadore, démontra que la légère surdité de Maret ne pouvait être un empêchement canonique à sa préconisation ; le 12 juin, Antonelli lui fit espérer une solution favorable ; mais le 16 le gouvernement pontifical fut avisé par le nonce d'une autre objection ; Maret, par suite d'une maladie de la vessie, avait porté pendant un certain temps l'habit laïc, ce qui était une faute canonique sérieuse.

Le gouvernement pontifical continuait à déclarer que son refus n'était pas motivé par le gallicanisme de Maret. Le gouvernement impérial savait que ce gallicanisme était la cause réelle de l'opposition que rencontrait son choix. Mais le pape attachait sincèrement de l'importance aux objections qui, pour le nonce et les ultramontains, n'étaient que des prétextes (2). Susceptible et jaloux de son autorité, il s'irritait d'autant plus de l'insistance du gouvernement impérial qu'il était indisposé contre lui par la question romaine. « Non jamais, dit-il à Cadore, jamais on ne me forcera à donner mon consentement à un choix que je n'approuve pas... L'empereur m'a dit qu'il me laisserait le spirituel : je compte sur sa promesse. » (3)

« La question est des plus graves, écrivit Rouland à Thouvenel. On veut arriver à constituer un précédent sans exemple

(1) D'après Rouland (Correspondance diplomatique, 27 juin) l'Universel déclara « au début même des négociations que jamais le nonce ne consentirait au choix de l'abbé Maret et qu'il resterait *inflexible* ». L'empereur en fut « blessé profondément ».

(2) Thouvenel écrivait à Cadore le 24 juin : « ... Si l'abbé Maret appartenait à la coterie qui entend disposer des évêchés en France, on ne lui reprocherait ni la dureté de son oreille, ni la faiblesse de sa vessie. » (Cercay 165 A II 4.)

(3) 19 juin, Correspondance diplomatique, Cadore à Thouvenel.

dans nos annales ecclésiastiques (1), c'est-à-dire annuler le droit de choix de l'empereur et toutes les règles qui en sont à la fois la garantie et le contrôle. Il est impossible d'accepter une pareille situation et, au besoin, nous devons, par une résistance absolue, publique, faire appel au droit souverain qu'on nie et aux sentiments de justice et de dignité du pape que l'on trompe impudemment. » (2) Le même jour (21 juin), l'empereur ordonna à Rouland de publier le décret de nomination, pour poser la question « dans la rigueur des formes et du droit » (3). Le décret parut au Moniteur du 25 juin.

Le pape persista dans son refus de préconiser Maret. Rouland, dans une note du 1^{er} juillet, engagea l'empereur à ne pas céder (4). Sachant qu'il ne s'intéressait pas au gallicanisme, Rouland insista sur l'aspect politique de l'affaire. Maret « prêtre d'une piété éclairée et de la vie la plus pure... comprenant le vrai rôle de la religion du Christ dans les sociétés modernes... a le tort inexpiable d'accorder à l'empereur le respect et la confiance d'un bon citoyen ». D'où l'hostilité des ultramontains, partisans « de la subordination des souverains. Ils ont compris que Votre Majesté venait de faire un acte de sagesse et de fermeté qui pouvait rassurer la portion modérée et nationale de notre clergé, et qui coupait court aux prétentions et aux agitations du parti exagéré. Ils ont donc, le nonce et les ultramontains, assailli le Saint Père de notes violentes et calomnieuses et ont fait entendre qu'il y allait dans cette affaire du sort de la faction ultramontaine. Tel est, Sire, le vrai motif de l'opposition qui éclate à Rome et qui a le tort de se cacher sous des prétextes puérils ».

« Mais on soulève aussi, Sire, une question des plus graves pour la dignité de votre couronne. Aux termes de l'article 5 du Concordat, Votre Majesté « *nomme aux évêchés vacants et l'institution canonique* est donnée par le pape ». Le droit de l'empereur va donc au delà d'une indication, d'une présen-

(1) Voir F¹⁹ 1.956, note sur les refus d'institution canonique depuis 1516 ; sous l'ancien régime, ces refus furent assez nombreux, mais le gouvernement français ne s'inclina jamais devant la résistance du pape, et ses candidats finirent par être préconisés. De 1815 à 1860 le gouvernement ne s'inclina qu'une fois devant un refus d'institution canonique. Guillon, qui avait donné les derniers sacrements à Grégoire, fut nommé évêque de Beauvais au début de la Monarchie de Juillet. Le pape refusa de le préconiser. Après un an de conflit le gouvernement rapporta la nomination de Guillon, qui fut nommé évêque *in partibus*.

(2) 21 juin (matin), Rouland à Thouvenel. Correspondance diplomatique.

(3) 21 juin (soir), Rouland à Thouvenel. Correspondance diplomatique.

(4) F¹⁹ 6.178.

tation. Il est le droit du souverain vis-à-vis de ses sujets. Vous nommez les évêques, Sire, et, dans nos traditions, l'évêque nommé prend son titre et ses insignes. Quant à l'institution canonique, le pape, chef spirituel de l'Église, peut seul la concéder, mais il *doit* la concéder, à moins de causes exceptionnelles, graves, purement canoniques. Autrement, s'il pouvait refuser en dehors de ces causes ou sans les indiquer et *sans en discuter la réalité contrairement avec Votre Majesté*, le droit de nomination de l'empereur serait annulé. Le clergé français n'aurait qu'un seul souverain, le pape (1). Ce n'est pas la première fois, Sire, que Rome essaie de combattre les tendances françaises par le refus de l'institution et il n'y a point à s'en effrayer. Il convient, suivant moi, de demander au Saint Père la sincère déclaration de ses motifs canoniques et de lui offrir la preuve décisive de leur inexactitude en ajoutant que l'empereur n'abdiquera pas le droit de défendre ses choix et de persévérer dans ceux qui sont justes et bons... Peu importe... que la négociation doive être longue. Les vicaires capitulaires peuvent sans inconvénient administrer le diocèse de Vannes, et rien n'empêche un évêque titulaire ou *in partibus* d'y faire la distribution des sacrements épiscopaux. »

« J'appuie très fort les principes contenus dans cette lettre, nota Napoléon III. Je veux y tenir. Communiquez-là à M. Thouvenel et réfléchissez s'il ne serait pas bon de faire connaître par les journaux l'état de la question. »

Maret adressa un mémoire au pape, discuta plusieurs fois avec le nonce les reproches qui lui étaient faits, fit état des félicitations que lui avaient adressées les vicaires capitulaires de Vannes, et plusieurs évêques (2). Gramont, dès son retour à Rome, développa les arguments indiqués par Rouland (3). Le pape maintint sa décision. Gramont, reçu par lui le 16 juillet, ayant réfuté les prétextes donnés par le nonce, Pie IX reprocha à Maret d'être hostile au pouvoir temporel et gallican. Un évêque français (4) lui avait fait l'éloge de Maret, mais avait

(1) Rouland écrivait à Thouvenel le 27 juin : « Si nous cédon, autant rayer le Concordat. » Correspondance diplomatique.

(2) Donnet, Billiet, Guibert, Rossat, Landriot, Plantier.

(3) Dans une note du 27 juillet (Correspondance diplomatique), citée par Bazin. Il y dénonçait le « régime odieux et dégradant de l'espionnage secret et de la délation sans contrôle » que la nonciature faisait peser sur le clergé français. Cadore s'était déjà plaint au Saint-Siège de la conduite tenue par Sacconi dans l'affaire Maret et dans celle de l'emprunt romain, et avait de nouveau réclamé son rappel.

(4) Didiot, évêque de Bayeux.

ajouté qu'il était « le drapeau du gallicanisme ». « Comment voulez-vous, me dit le Saint Père, que j'aie instituer pour évêque le drapeau du gallicanisme (1) ? » C'était la première fois que Pie IX formulait cette objection dont ses collaborateurs avaient affirmé qu'elle n'était pour rien dans son refus. Enfin, Antonelli précisa dans une note du 27 août la doctrine du Saint-Siège. « Le devoir et la responsabilité du Souverain Pontife dans le choix des évêques sont... tels qu'ils le rendent seul juge compétent et exclusif de l'aptitude de ceux qui doivent être promus aux évêchés. Il a le droit libre et entier comme le devoir formel de refuser l'institution canonique à tous ceux qui ne sont pas reconnus par lui comme aptes à l'épiscopat ou qui n'ont pas à ses yeux les qualités requises par les lois de l'Église pour remplir des fonctions aussi délicates. Quoique dans le choix des évêques... l'initiative de la présentation, ou nomination, appartienne, dans plusieurs États catholiques, aux souverains de ces États, il est reconnu qu'une telle nomination ne provient que d'une concession du Saint-Siège. Le privilège de présenter ou de nommer attribué aux souverains n'a point par conséquent dépouillé le Saint Père du droit, ou, pour mieux dire, ne l'a point exempté du devoir de porter son jugement sur les qualités de ceux qui doivent être promus à la charge importante de pasteurs et de s'assurer de leur idoneité. » (2)

Rouland, dans une lettre à Thouvenel, du 6 septembre 1860 (3), constata que les prétextes allégués par le nonce étaient réfutés. « Que reste-t-il donc ? Le pape l'a dit lui-même. M. Maret apparaît à ses yeux comme le chef du gallicanisme. Et quand cela serait ! Est-ce qu'aucun pape depuis 300 ans a songé à refuser l'institution canonique au clergé gallican ? Est-ce que le Saint-Siège n'a pas fini par instituer les trois évêques nommés, signataires de la fameuse déclaration de 1682 ? Est-ce que l'Église française aurait été un schisme permanent ? Est-ce que l'empereur a aboli le Concordat et les Articles Organiques pour accepter le droit commun romain ? Si le refus actuel du Saint Père signifie que nos évêques doivent abandonner les lois et les traditions de leur pays, qu'ils doivent être sujets exclusifs de Rome ; s'il

(1) Gramont à Thouvenel, 21 juillet 1860. Correspondance diplomatique. Maret, dans une note du 14 août 1860, se défendit d'être gallican, n'ayant jamais adhéré à la déclaration de 1682. Ce que Rome lui reprochait sous le nom de gallicanisme c'était son « libéralisme théologique ».

(2) Correspondance diplomatique, 27 août (traduction).

(3) Correspondance diplomatique.

comporte en un mot la substitution de l'Église ultramontaine à l'Église française telle qu'elle est constituée, je me permets de dire que ce refus ouvre la plus grave question religieuse que nous ayons eu à traiter depuis longtemps. »

Les ultramontains, d'après Rouland, étaient secondés par les catholiques libéraux et légitimistes, hostiles à l'empereur. « Le pape est gouverné de France à Rome par les évêques de Poitiers, de Montauban, d'Arras, de Nîmes, etc., qui se sont faits les agents et les directeurs des affaires religieuses et qui marchent d'accord avec tous les nouveaux croisés, avec les gens de *l'Union* et de *l'Univers*. Il importe de briser cette coalition qui veut brouiller l'empereur et le pape et qui vise à des restaurations dynastiques ainsi qu'à l'annulation de nos lois concordataires et organiques. Il y va de notre liberté religieuse : la question est assez grosse aux yeux du pays, qui n'acceptera jamais le joug ultramontain comme en Espagne ou en Autriche, pour entraîner la nécessité d'une résistance invincible de notre part. L'évêché de Vannes peut rester vacant dix ans s'il le faut sans que la France s'en émeuve... Tout cela retombera plus sur la papauté que sur nous-mêmes. Et le grand secret de ces difficultés c'est d'avoir raison et de persévérer. Le *non possumus* appartient à l'empereur aussi bien qu'au pape. »

Les deux gouvernements restèrent sur leurs positions jusqu'en 1861. Le conflit sur les droits des deux pouvoirs dans la nomination des évêques allait se perpétuer jusqu'à la chute du Second Empire. Dès 1860, le pape s'opposa à un nouveau choix du gouvernement impérial.

L'évêque de la Martinique, Porchez, était mort le 11 juin 1860. Une lutte très âpre était alors engagée pour la domination ecclésiastique des Antilles françaises entre la congrégation du Saint-Esprit (1) et ses adversaires. La congrégation du Saint-Esprit, reconnue et subventionnée par le gouvernement français, se consacrait au service religieux des colonies françaises, formait dans son séminaire de Paris une partie notable de leur clergé et y exerçait une grande influence. Simple association de prêtres séculiers à son origine, elle s'était transformée en 1855 en une

(1) F¹⁹ 6.236. Note du supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit, 21 août 1859.

F¹⁹ 6.253. Rapport de Lagrange sur les congrégations de Paris (novembre 1860).

F¹⁹ 6.284. Baroche à Drouyn de Lhuys, 15 juillet 1863.

F¹⁹ 1.955. Note remise par Mouniq à Rouland.

La congrégation du Saint-Esprit, 1926, in-12.

véritable congrégation. Le ministère des Cultes avait jugé que cette transformation lui faisait perdre le bénéfice de la reconnaissance légale, mais son avis n'avait pas prévalu (1). Dépendant étroitement de la congrégation de la Propagande, la congrégation du Saint-Esprit était très ultramontaine, et son action ne se limitait pas aux colonies. Elle jouait à Rome et dans l'Église de France un rôle important. Le P. Gaultier, supérieur du séminaire de Paris, « jouissait d'une grande influence à Rome. Les nonces le consultaient toujours pour les nominations épiscopales (2) ». Le séminaire français fondé à Rome en 1853 par la congrégation du Saint-Esprit, et où les évêques ultramontains envoyaient leurs meilleurs séminaristes, avait été canoniquement institué le 14 juillet par une bulle de Pie IX. Il allait jouer dans l'évolution du clergé français vers l'ultramontanisme un rôle essentiel (3). Les affaires ecclésiastiques des colonies prenaient ainsi une portée générale (4). Mécontenter la congrégation du Saint-Esprit, c'était s'attaquer au parti ultramontain et au Saint-Siège.

À la Martinique, l'influence de la congrégation du Saint-Esprit était prépondérante, surtout depuis que Porchez en était évêque (5). Il lui avait confié la direction de son séminaire, précédemment dirigé par un séculier, l'abbé Mouniq. Par contre l'évêque de la Guadeloupe, Forcade, dont le séminaire avait jusqu'alors été dirigé par les Pères du Saint-Esprit, leur en retira la direction et la confia à Mouniq. Nommé par Napoléon III malgré l'administration des Cultes, préconisé à regret par le pape, Forcade avait eu de nombreuses difficultés avec

(1) F¹⁹ 6.284, 15 juillet 1863.

(2) Mabile : *Mgr Mabile, évêque de Versailles*.

(3) Mouniq, dans une note confidentielle à Rouland disait du supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit : « Le R. P. Schwindendammer fait ses espions dans les différents diocèses de France les ecclésiastiques qui ont fait leurs études théologiques au séminaire français à Rome... À Rome, les Pères du Saint-Esprit... attirent autant qu'il est en leur pouvoir les évêques français dans leur séminaire. En les hébergeant ils augmentent leur influence dans les divers diocèses de France. En un mot les Révérends Pères tendent à se créer à Rome une puissance telle que désormais les évêques nommés par le gouvernement de l'empereur ne soient préconisés que sur leur avis ». (F¹⁹ 1.955.) Voir p. 411 le rôle joué par le supérieur du séminaire, Stumpf, dans l'agitation cléricale.

(4) C'est à ce seul point de vue que je les étudie ici. Pour plus de détails voir Affaires Étrangères, Mémoires et Documents, volume 115. Archives nationales F¹⁹ 6.200 à 6.212.

(5) Vicaire général de la Martinique sous son prédécesseur Leherpeur, il avait été nommé évêque le 24 juin 1858 et s'était fait sacrer à Paris au séminaire de la congrégation du Saint-Esprit.

le Saint-Siège et aussi avec le gouverneur de la Guadeloupe ; mais il se rendit en Europe en 1859 et intrigua à Rome et à Paris ; il parvint à rentrer en grâce auprès du gouvernement impérial, dont il obtint la promesse d'être nommé en France, et auprès du Saint-Siège. Il restait brouillé avec la congrégation du Saint-Esprit. Porchez étant mort le 21 juin, Forcade écrivit le 25 (1) : « Après ses funérailles, auxquelles j'ai présidé, les prêtres les plus considérables et les plus recommandables du diocèse sont venus me supplier de leur obtenir pour évêque ce même M. Mouniq dont je vous ai parlé pour ma propre succession. Si elle ne doit pas s'ouvrir de sitôt, je le veux bien... mais au cas contraire, je dois vous prier de nouveau de me faire réserver pour ma chère Guadeloupe mon susdit candidat. En toute hypothèse, veuillez bien, je vous prie, mon cher Seigneur, à ce qu'on ne nomme pas plus d'un côté que de l'autre un *spirilocole*. Quel que fût d'ailleurs son mérite, pour ce seul fait, il échouerait indubitablement dans nos Antilles où les révérends sont devenus pour tous intolérables. C'est surtout parce que l'on sait très bien que M. Mouniq, non seulement ne subira pas leur joug mais, selon toute apparence, ne tardera pas à en délivrer le pays, qu'on le désire si généralement et si vivement à la Martinique. » L'archevêque de Bordeaux, Donnet, dont dépendaient les évêchés coloniaux, appuya la candidature de Mouniq. Hamille la recommanda à Rouland dans une note du 13 juillet où il le mettait en garde contre le candidat de la congrégation du Saint-Esprit, Testard du Cosquer, ancien vicaire général de la Guadeloupe, curé de Brest où il patronnait les Jésuites. Le 25 août 1860, Mouniq fut nommé évêque de la Guadeloupe. Par suite d'une erreur des bureaux, cette nomination ne fut officiellement notifiée au Saint-Siège qu'à la fin de décembre. Mouniq, averti de l'opposition que rencontrerait sa préconisation, était déjà arrivé à Paris.

Les évêchés de Troyes, de Nevers et de Soissons devinrent vacants par le décès de leurs titulaires (octobre-décembre 1860). Les nominations et celle d'Annecy (2) furent faites le 11 décembre. L'official du diocèse de Paris, Ravinet, collaborateur des évêques gallicans Affre et Sibour, était nommé à Troyes (3). Un autre membre du clergé de Paris, Christophe, était nommé à Soissons. Il avait été aumônier de l'ambassade de France à Rome de 1838

(1) Lettre adressée à « Mon cher Seigneur » (probablement Donnet) (F¹⁹ 2.581).

(2) Voir chap. XV, § 4.

(3) F¹⁹ 2.590.

à 1841 et jugeait sévèrement le pouvoir temporel du pape (1). Forcade, malgré un mandement hostile à la politique italienne du gouvernement, que lui reprocha Rouland, était nommé à Nevers.

Le 22 décembre, Gramont prévint Thouvenel que la nomination de Mouniq ne serait sans doute pas acceptée à Rome. « Il n'y a du reste dans l'opposition du Saint-Siège aucune raison de doctrine, m'assure-t-on, mais une question de mœurs. L'abbé Mouniq se serait compromis avec une religieuse dont il est épris au point de causer un grand scandale... Ayant été prévenu, il y a quelque temps déjà, qu'on pensait à l'élever à l'épiscopat, le Saint Père lui avait fait écrire confidentiellement qu'il devait comprendre que sa conscience ne lui permettait pas d'accepter l'épiscopat après les erreurs regrettables dans lesquelles il s'était laissé entraîner et que l'enquête canonique mettrait en évidence à son détriment... On paraît croire ici que l'abbé Mouniq ne se fera pas prier pour renoncer (2)... » Le pape cherchait ainsi à annuler le choix du gouvernement en faisant pression sur le prêtre nommé pour qu'il renonçât à l'épiscopat. Par la suite, il employa ce procédé dans plusieurs autres cas.

Le 25 décembre, le pape écrivit personnellement à Napoléon III (3). Il déclarait ne pouvoir préconiser deux évêques nommés par le gouvernement impérial « à raison des doutes qui se sont élevés dans mon esprit... et qui portent sur la doctrine en ce qui concerne l'un (4), sur la morale en ce qui concerne l'autre; je veux parler des abbés Maret et Mouniq. Je dois assurer Votre Majesté que lorsque ma conscience m'impose, pour de justes motifs, le devoir de refuser de conférer à un prêtre le très saint caractère épiscopal, je ne puis trahir ce devoir, et, avec l'aide de Dieu, je ne le trahirai jamais. Il me semble qu'il

(1) F¹ 2.584. Christophe écrivait le 17 décembre à Rouland : « Votre Excellence sait que mes idées sur la situation ne datent pas d'aujourd'hui. Je ne suis pas étonné de ce qui arrive aujourd'hui à l'Italie et à Rome en particulier; ce qui m'étonne le plus, c'est la prolongation d'une crise qui me paraissait imminente déjà en 1840 ». Il envoyait au ministre des extraits des lettres qu'il avait reçues, notamment celui-ci du comte Paul de Tascher. « Ayant vu de vos yeux les monstrueux abus du pouvoir temporel, vous comprenez la nécessité à laquelle force est de se résigner. » Quelques mois auparavant, Christophe avait été nommé officier de la Légion d'honneur par Napoléon III « à qui, dit-on, il avait rendu plusieurs services d'ordre différent ». (*L'Épiscopat français depuis le Concordat jusqu'à la Séparation*).

(2) Cergay 165 A II 4.

(3) La copie conservée dans la Correspondance diplomatique (annexe à la dépêche du 29 décembre) a été publiée dans *Le secret de l'empereur*.

(4) Les prétextes derrière lesquels cette objection essentielle à la nomination de Maret s'était d'abord dissimulée étaient donc abandonnés.

vaudrait beaucoup mieux, je dirai même qu'il est nécessaire de faire ce qui s'est fait plusieurs fois en France sous les gouvernements qui ont précédé celui de Votre Majesté, et qui s'est fait avec Votre Majesté elle-même, c'est-à-dire de s'entendre » avec le Saint-Siège sur les nominations épiscopales avant la publication des décrets.

Pie IX abordait ensuite la question de la démission de Morlot. Le Saint-Siège et les cléricaux lui reprochaient de n'avoir fait, depuis le début de la question romaine, aucune manifestation contre le gouvernement (1). Plusieurs membres du comité central de la Société de Saint-Vincent de Paul l'avaient engagé à résigner sa charge de grand aumônier, en manière de protestation, et le même vœu lui avait été exprimé de Rome. Mais Morlot avait refusé, cette démission devant nuire aux intérêts de son diocèse, et il avait offert de donner sa démission de toutes ses charges, y compris l'archevêché de Paris (2). Le cardinal Morlot, écrivait le pape, « ne cesse, depuis plusieurs mois d'insister auprès de moi sur son désir de retraite et je lui ai tout d'abord répondu que, quelque pénible que fût pour lui l'accomplissement des fonctions si diverses dont il est chargé, il pourrait renoncer à toutes, mais jamais à son siège épiscopal. Il n'en persista pas moins à répéter qu'il voulait absolument se retirer... Il est bien certain que je ne crois pas devoir accueillir son désir avant que Votre Majesté ait la bonté de m'indiquer le sujet ou plutôt les sujets sur lesquels elle a fixé sa pensée pour occuper le siège si difficile de Paris... Non seulement ma demande n'est pas indiscrete mais elle est juste... Je ne suis que trop réduit à n'avoir presque plus de pouvoir temporel et les hommes de mauvaise volonté peuvent bien amener les choses jusqu'à ce point, au moins pour quelque temps, mais je ne resterai jamais sans mon pouvoir spirituel parce que les hommes sont impuissants à l'arracher des mains du vicaire de Jésus-Christ... Du reste, bien que le choix des sujets proposés (3) pour les évêchés actuellement vacants dans l'Empire français eût pu-être en partie meilleur, je n'ai pas de motifs canoniques pour m'opposer à leur présentation et ils seront préconisés par moi... »

Napoléon III répondit le 8 janvier (4) : « J'ai toujours regardé

(1) Voir pp. 364 et 404, note 1.

(2) E. Ollivier : *L'Empire libéral*, t. VII, éclaircissement 6. Voir bibliographie : catholiques laïques : A. de Melun.

(3) Forcade, Christophe, Ravinet et Magnin.

(4) 27 janvier 1861 ; *Le secret de l'empereur*.

comme indispensable au bonheur des peuples catholiques l'accord des souverains avec le chef de la religion. Car, lorsque cet accord existe, tout s'aplanit, et les questions d'amour propre ou de droit strict disparaissent devant une entente amicale et des concessions réciproques. Mais, lorsque de malheureuses circonstances ont fait naître la défiance et presque l'hostilité entre des pouvoirs créés par Dieu pour vivre dans la concorde, tout devient difficile : les moindres divergences d'appréciation dégénèrent en embarras graves et en causes incessantes d'antagonisme. Ce qui se passe depuis 18 mois en est la preuve évidente. »

Napoléon III justifiait alors sa politique italienne et rappelait ce qu'il avait fait pour maintenir le pouvoir temporel du pape. « De quelle manière, cependant, ma conduite a-t-elle été récompensée ? On m'a signalé comme l'adversaire du Saint-Siège ; on a ameuté contre moi les esprits les plus exaltés du clergé de France ; on est allé jusqu'à solliciter l'archevêque de Paris de donner sa démission de grand aumônier ; on a voulu faire des évêques et de leurs subordonnés une administration étrangère recrutant des hommes et de l'argent en dépit des lois du pays. Enfin Rome s'est faite un foyer de conspiration contre mon gouvernement, et cependant j'ai autorisé l'homme qui avait le plus ouvertement agi en qualité de partisan de la République, à devenir le chef de l'armée du Saint Père. »

« Tant de démonstrations hostiles n'ont rien changé à ma ligne de conduite. J'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour maintenir l'autorité du pape sans compromettre les intérêts de la France... Dans l'état actuel des choses, je regrette vivement que nos rapports ne soient plus animés de cet esprit de conciliation qui m'aurait permis d'accepter les propositions de Votre Sainteté. Si elle engage l'archevêque de Paris à continuer ses fonctions, je ne doute pas que ce prélat, recommandable à tant de titres, ne se conforme à sa volonté. Si néanmoins il persiste à se retirer, je chercherai parmi les évêques celui qui me paraîtra le mieux satisfaire aux exigences religieuses et aux convenances politiques. »

« J'aurais aimé, écrivait Thouvenel à Gramont, que la réponse fût un peu plus ménagée, mais j'ai vu tout de suite que je n'y réussirais pas. » (1) L'empereur, blessé par les procédés du Saint-Siège et les attaques du parti clérical, leur était devenu au moins aussi hostile que ses ministres.

(1) 27 janvier 1861, *Le secret de l'empereur*.

CHAPITRE XVII

La question romaine en 1861 (1)

I. — *Les débats de l'adresse*

Par le décret du 24 novembre 1860, Napoléon III modifia les conditions de la vie politique en donnant au Sénat et au Corps Législatif le droit de discuter et de voter chaque année une adresse en réponse au discours du trône ; les débats parlementaires seraient en outre désormais publics. Billault, Magne et Baroche furent nommés ministres sans portefeuille et chargés de représenter le gouvernement devant les Chambres. Walewski remplaça Fould comme ministre d'État, et Persigny succéda à Billault au ministère de l'Intérieur. Il fit remise aux journaux des avertissements dont ils avaient été frappés, annonça l'intention « de favoriser... l'acclimatation des habitudes de libre discussion » (7 décembre), et invita les préfets à témoigner des égards aux hommes des anciens partis.

Certains pensèrent que la question romaine et l'agitation religieuse n'étaient pas étrangères à la décision de l'empereur. « ... Le moment était venu pour lui, écrivait Gramont (2), de décharger sa personnalité du poids des mécontentements que sa politique doit nécessairement engendrer... l'empereur ne peut ni satisfaire les réactionnaires, ni satisfaire les révolutionnaires c'est la conséquence du rôle de modérateur qu'il a choisi. Or, cela étant, l'empereur a fort bien fait d'appeler le Sénat et les députés à prendre leur part du fardeau. Cela décharge sa personne et fortifie sa politique. » Les changements de personnes étaient peu significatifs. Persigny s'était vivement prononcé, dans son dis-

(1) Correspondance diplomatique. Cerçay, 165 A II 4. Voir bibliographie : Affaires d'Italie.

(2) Gramont à Thouvenel, le 1^{er} décembre 1860 (Cerçay, 165 A II 4, et *Le secret de l'empereur*).

Voir aussi Mérimée à Panizzi, 2 décembre 1860, et Victor Pierre : *Les élections de 1863* (1863, in-12).

cours de Roanne (27 août), pour la politique italienne de l'empereur (1). Il refusa d'autoriser Veuillot à créer un journal. L'opposition cléricale ne répondit pas à l'avance qu'il avait faite aux anciens partis. D'autre part Walewski restait peu favorable à l'Italie, et fut désormais au conseil le principal partisan de l'entente avec le Saint-Siège. « Il n'y a pas malheureusement le moindre esprit de corps dans le ministère reconstitué » écrivait Thouvenel (2).

A. cette époque, les relations entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège étaient très tendues, et il leur devenait difficile d'entretenir des rapports diplomatiques normaux. Le gouvernement impérial réclamait depuis 1859 le rappel de Sacconi, et se heurtait toujours au refus du pape de nommer des cardinaux. Sacconi, qui était allé à Rome en octobre 1860, y resta, tout en gardant son titre de nonce à Paris, pendant près d'un an. La situation de Gramont était devenue très difficile à Rome depuis les incidents d'octobre, et, dès le mois de novembre, il demanda à Thouvenel de le nommer à un autre poste. Le gouvernement impérial inspirait une telle méfiance au Saint-Siège et au clergé français qu'il fut soupçonné de préparer un schisme. Un publiciste obscur, Cayla, ayant publié à Paris une apologie du schisme intitulée *Pape et Empereur*, cette brochure qui avait fait peu de bruit fut publiquement et longuement condamnée par Pie IX dans son allocution consistoriale du 17 décembre 1860. Le cardinal Mathieu en publia une réfutation. Jaquemet, qui, dès le mois de septembre, avait mis son clergé en garde contre le danger d'un schisme, en fit l'objet d'un mandement de carême.

Le Moniteur (2 janvier) rappela que le pape avait lui-même déclaré la brochure de Cayla « plus digne de dédain que de réfutation » et que le gouvernement n'étant « armé d'aucun droit préventif à l'égard des livres et des brochures » ne pouvait être rendu responsable de pareilles absurdités. Les évêques et les prêtres les plus dévoués au gouvernement, tels que Delamarre (3), Maret et Baudry n'en furent pas moins accusés de préparer un schisme. Nombre de prêtres croyaient réellement à ce péril.

Pie IX avait tenté sans succès de faire directement appel à l'empereur. Il se déclara touché de la lettre « très franche, très

(1) Voir sa lettre du 12 octobre à Falloux, citée par Goyau : *Un roman d'amitié entre deux adversaires politiques Falloux et Persigny*.

(2) Le 13 janvier 1861, à Gramont ; voir aussi sa lettre du 28 avril 1861 : *Le secret de l'empereur*.

(3) F¹⁰ 2.494, voir p. 544, n. 4.

sérieuse, mais en même temps très respectueuse envers le chef de l'Église » (1) que lui avait adressée Napoléon le 8 janvier. Il répondit le 24 février sans aigreur, mais en critiquant vivement la politique suivie en Italie par Napoléon III depuis 1859. Ainsi se termina cette correspondance directe qui n'aggrava ni n'améliora les rapports des deux gouvernements.

Ils devinrent encore plus délicats quand l'ancien roi des Deux-Siciles, après avoir longtemps défendu Gaëte contre les Piémontais, s'établit à Rome, où le pape l'hébergea au Quirinal (février). Pie IX unissait ainsi sa cause à celle de la légitimité, personnifiée par les Bourbons de Naples. De Rome, François II encourageait, contre le gré du gouvernement impérial, la guérilla que ses partisans soutenaient encore dans les montagnes de la Calabre, et qui tourna bientôt au brigandage.

Dans le discours du trône (4 février) Napoléon III expliqua pourquoi il avait appliqué « le principe de non intervention » au moment de Castelfidardo : «...Les opinions extrêmes préféreraient les unes que la France prit fait et cause pour toutes les révolutions les autres qu'elle se mit à la tête d'une réaction générale. Je ne me laisserai détourner de ma route par aucune de ces excitations opposées. » Le gouvernement prépara la discussion de l'adresse en publiant un « *Exposé de la Situation de l'Empire* (2) » et surtout un livre jaune où étaient citées les dépêches de Gramont qui dénonçaient les intrigues et l'hostilité contre l'empereur de la coterie Mérode-Lamoricière (3).

Ces dépêches furent utilisées par La Guéronnière dans une brochure intitulée *Rome, la France et l'Italie*, où il attribuait à l'hostilité politique des légitimistes et des catholiques libéraux contre l'Empire toute l'agitation religieuse. La question romaine n'était pour les adversaires du gouvernement, qu'un prétexte, et

(1) Gramont à Thouvenel, 2 février 1861. (Cerçay, 165 A II 4, *Le secret de l'empereur*)

(2) L'*Exposé* constatait les progrès de l'enseignement congréganiste « grâce aux libéralités particulières et à la loyale pratique par l'Etat du principe de la liberté. Il est toutefois sage et utile que le gouvernement maintienne l'équilibre entre l'enseignement laïque et l'enseignement congréganiste... ». L'*Exposé* rappelait qu'un crédit extraordinaire de 1.000.000 avait été affecté aux édifices diocésains. « Le budget depuis 5 ans a été sérieusement augmenté... Au milieu des événements divers qui ont pu créer certaines agitations, la pensée loyale et bienveillante de Sa Majesté a continué et continuera de veiller à la satisfaction de tous les besoins religieux. »

(3) Notamment, la dépêche du 10 avril 1860 sur les Bretons (voir p. 407) qui fit beaucoup de bruit. « Je conçois parfaitement, écrivait Gramont à Thouvenel le 19 février, les difficultés en présence desquelles vous vous êtes trouvé quand l'empereur vous a demandé de publier ces documents mais vous conviendrez avec moi que cela m'a fait une bien pénible position. » (Cerçay 165 A II 4, *Le secret de l'empereur*.)

le clergé avait été sinon « l'instrument volontaire », du moins « la dupe de l'esprit de parti ». Cette accusation souvent portée dans la presse avait été vivement combattue par Plantier dans un mandement d'août 1860. Reprise quasi officiellement (1), elle exaspéra le clergé. Le cardinal Antonelli s'en plaignit avec véhémence dans une dépêche du 26 février. Plusieurs évêques protestèrent avec indignation dans leurs lettres pastorales (2). Dupanloup riposta par une brochure ; mais Pie, se signala par la violence et l'audace de sa réponse : « Lave tes mains, ô Pilate, la postérité repousse ta justification. » Dans le sommaire de la doctrine du Christ « que toutes les lèvres chrétiennes récitent chaque jour, figure... le nom mille fois exécrationnable de l'homme qui lui a donné la mort ; et cet homme ainsi marqué du stigmate déicide, cet homme ainsi cloué au pilori de notre symbole, ce n'est ni Hérode, ni Caïphe, ni Judas... cet homme, c'est Ponce Pilate, et c'est justice... Pilate pouvait sauver le Christ, et sans Pilate, on ne pouvait pas mettre le Christ à mort. » (22 février) (3).

Ce mandement, envoyé à tous les évêques de France, fut publié dans le Monde. Persigny annonça dans le Moniteur du 28 février qu'il serait déféré en Conseil d'État pour abus, et ajouta : « Je n'ai... voulu prendre aucune mesure pour empêcher la publication d'un document où se révèle avec tant d'audace la pensée d'un parti qui, sous le voile de la religion, n'a d'autre but que de s'attaquer à l'élu du peuple français. » Persigny adoptait ainsi publiquement la thèse de La Guéronnière. Le gouvernement donna en outre à ses fonctionnaires ordre de rompre toutes relations avec Pie et Dupanloup.

C'est dans ces conditions que la discussion de l'adresse s'ouvrit au Sénat, le 28 février. Toute la discussion générale porta sur la question romaine (4). La Rochejaquelein, Heeckeren,

(1) La Guéronnière était alors chef de la division de la presse au ministère de l'Intérieur. Il déclarait, dans une préface signée, que son ministre, Persigny, l'avait autorisé à publier cette brochure « en toute indépendance ». Thouvenel écrivit à Gramont le 17 février « La nouvelle brochure de M. de La Guéronnière m'a causé de grands ennuis. L'empereur, cette fois, n'y est pour rien ; l'inspiration est partie de M. de Persigny... A l'entendre il a fait un acte purement intérieur, destiné à éclairer le pays et à contrebalancer les mandements pamphlets des évêques. » (*Le secret de l'empereur.*)

(2) L'archevêque de Tours, les évêques d'Angers, Autun, Belley, Carcassonne, Grenoble.

(3) Des allusions à Pilate avaient déjà été faites par Montalembert (voir p. 350), par Pie lui-même dans l'oraison funèbre de George Massonais, évêque de Périgueux ; d'autres furent faites plus tard par d'autres évêques, mais jamais de manière aussi directe et aussi retentissante.

(4) Le projet d'adresse rédigé sous la direction de Troplong approuvait la politique suivie en Italie par l'empereur : « Là vous vous êtes séparé des agressions injustes, ici

Gabriac, les cardinaux Mathieu et Donnet défendirent le pouvoir temporel du pape et regrettèrent que l'empereur ne l'eût pas intégralement sauvegardé. Outre l'argument religieux qui faisait du pouvoir temporel la garantie nécessaire de l'indépendance spirituelle de la papauté, et l'argument de droit public qui montrait la souveraineté légitime du pape violée par l'invasion piémontaise, les orateurs développèrent un argument politique : ils considéraient le nouveau royaume d'Italie, grande puissance de vingt millions d'habitants, comme un danger pour la France. L'ancien préfet de police, Piétri, reprit au contraire la thèse soutenue par La Guéronnière. Mais l'événement marquant fut le grand discours prononcé le 1^{er} mars par le prince Napoléon. La question romaine, d'après lui, ne comportait que deux solutions : ou bien une intervention armée de la France pour rétablir l'ancien régime en Italie, ou bien l'unité italienne avec Rome pour capitale, le pouvoir temporel du pape étant restreint aux quartiers de la rive droite du Tibre. Il dénonça violemment la politique rétrograde du Vatican et les intrigues bourbonniennes qui s'y abritaient. Il attaqua les traités de 1815 et défendit la cause du progrès, de la démocratie et de la liberté : Rome était un nouveau Coblenz. « Nous ne sommes pas, dit-il, les représentants de la réaction, mais de la société moderne. »

La violence et la hardiesse de ce discours (1) produisirent un effet d'autant plus vif qu'on se demanda si le prince n'avait pas exposé la véritable politique de l'empereur. Cette présomption fut confirmée par l'enthousiasme de Persigny qui télégraphia aux préfets (2) : « Un magnifique discours vient d'être prononcé au Sénat par le prince Napoléon. Il a... produit une immense sensation. » Persigny fit publier ce discours dans le *Moniteur des communes*, qui était affiché dans toutes les communes de France. Napoléon III félicita son cousin : « Quoique ne par-

vous vous êtes affligé de résistances impolitiques... Pour l'avenir nous continuerons à placer notre confiance dans le monarque qui couvre la papauté du drapeau français ; qui l'a assistée dans ses épreuves et s'est constitué pour Rome et le trône pontifical la sentinelle la plus vigilante et la plus fidèle. »

(1) « Nos collègues en sont consternés, notait Ollivier. Le lendemain du jour où il a été prononcé Persigny ayant dit avec enthousiasme chez Schneider que telle était la véritable politique de l'empereur, Cassagnac lui a répondu que s'il en était ainsi, l'empereur se f... d'eux ; que sa politique, telle qu'elle résulte des pièces et des dépêches est toute autre... » Cette note, publiée dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} septembre 1925, est inexactement datée du 14 février. Cavour écrivit au prince le 16 mars : « Le discours de Votre Altesse est pour le pouvoir temporel du pape ce que Solférino a été pour la domination autrichienne. » (Comandini : *Il principe Napoleone*.)

(2) Cette dépêche, qui ne devait pas être publiée le fut par plusieurs préfets.

taguant pas toutes tes opinions, je veux cependant te féliciter de l'immense succès que tu as obtenu hier au Sénat. Il y a des sentiments patriotiques si bien exprimés dans ton discours que je tiens à te dire combien j'en suis heureux. » (1) Mais cette lettre ne fut pas publiée. A part Persigny, les ministres n'approuvèrent pas le discours du prince (2).

Billault défendit la politique d'équilibre suivie par l'empereur et le principe de non intervention. « Est-il donc possible que vous évacuiez Rome ? » lui demanda Ségur d'Aguesseau. « Je ne répondrai pas à la question que vous me posez », reprit Billault. « Repoussez par une déclaration précise et solennelle ces indignes outrages dont l'empereur est aujourd'hui l'objet. Quant à lui, je ne sais pas si son noble cœur en est blessé, mais je sais qu'ils ne modifieront ni sa foi, ni sa politique. » La discussion reprit le 7 mars au sujet d'un amendement déposé par les cléricaux. « ... Le gouvernement... maintient à Rome la souveraineté temporelle du Saint-Siège sur laquelle repose l'indépendance de l'autorité spirituelle. » Trois cardinaux et des laïques défendirent l'amendement avec modération et en rendant hommage au gouvernement. Il ne fut écarté à la demande de Billault que par 79 voix contre 61. Sur l'ensemble de l'adresse les cardinaux s'abstinrent, à l'exception de Mathieu qui vota pour.

Les débats de l'adresse s'ouvrirent le 11 mars au Corps Législatif. Ils furent, comme au Sénat, dominés par la question romaine (3), mais l'opposition cléricale y fut beaucoup plus violente. Elle ne craignit pas de montrer que son dévouement à l'Empire était conditionnel, et la dynastie fut plusieurs fois mise en cause. Flavigny se plaignit de la publicité donnée au discours du prince Napoléon. « L'Empire, dit Kolb Bernard, est né d'une protestation relevée contre l'esprit révolutionnaire par l'esprit conservateur, par l'esprit monarchique et catholique du pays. » Cette lutte entre deux principes opposés se poursuivait toujours et le gouvernement impérial manquait à sa mission en tolérant les entreprises du Piémont contre le Saint-Siège. Plichon, après avoir été rappelé à l'ordre pour avoir accusé Victor-Emmanuel de « déloyauté », attaqua le principe des nationalités : « Le nom de Napoléon, qui a été pour la France

(1) Voir d'Hauterive : *Napoléon III et le prince Napoléon*.

(2) *Le secret de l'empereur* : Thouvenel à Flahault, 11 mars 1861.

(3) « A suivre les débats du Corps Législatif, on eût cru qu'il n'y avait dans le monde qu'une seule affaire, celle d'Italie. Et en effet, il n'y en avait guère d'autre... » (E. Ollivier, *L'Empire libéral*.)

un signe providentiel de ralliement au moment de nos discords civiles, est pour l'Europe à lui seul une source de défiance car dans ce nom s'incarnent les plus grandes calamités qui l'aient accablée. « La politique italienne du gouvernement susciterait de nouvelles coalitions. De nombreux députés protestèrent contre ces paroles. « On ne se croirait pas dans une Chambre française » s'écria le président Morny. Baroche jugea nécessaire de répondre aussitôt à Plichon (12 mars) ; mais le principal discours fut prononcé le 13 mars par l'alsacien Keller. Il justifia hautement la politique du Saint-Siège et blâma les concessions humiliantes que le gouvernement impérial lui avait demandées. Elles étaient d'ailleurs inutiles. L'Italie voulait Rome, « la clef de voûte du monde catholique et de l'influence française dans le monde ». Pour arrêter les entreprises du Piémont contre le pouvoir temporel, point n'était besoin d'intervenir par les armes : « Il suffisait de vouloir, mais on ne voulait pas », et Castelfidardo avait suivi l'entretien de Chambéry. Or ce n'était ni le Piémont, ni même l'Angleterre qui avait pu contraindre la France à tolérer des attentats si contraires aux déclarations de l'empereur. Keller, mettant Napoléon III directement en cause, lut à la tribune la lettre qu'Orsini lui avait adressée en 1858, et déclara : « La Révolution incarnée dans Orsini, voilà ce qui a fait reculer la France. » Il somma le gouvernement de sortir enfin de l'équivoque et de prendre parti dans la grande lutte engagée entre « la foi catholique, en même temps romaine et française, et la foi révolutionnaire... Êtes-vous révolutionnaires ? Êtes-vous conservateurs ? ou bien êtes-vous simplement spectateurs du conflit... Il est temps de regarder la Révolution en face, et de lui dire : *Tu n'iras pas plus loin* ». L'effet produit fut immense. « Jamais, depuis que je suis au Corps Législatif, je n'ai vu un tel succès... » notait Émile Ollivier (1). La plupart des députés, sans partager toutes les idées de Keller, étaient comme lui violemment hostiles aux révolutionnaires italiens, et la politique de l'empereur les inquiétait. Billault riposta aussitôt ; il reprocha à Keller d'avoir accusé l'empereur de faiblesse, de fausseté, puis de lâcheté (2), affirma que les changements territoriaux qui s'étaient produits en Italie étaient conformes à la volonté des populations et exalta le principe de la souveraineté

(1) Revue des Deux Mondes, 1^{er} septembre 1925. Note du 13 mars. Il ajoutait : « Je pense avec effroi à la contre-révolution envahissant le monde si l'Empereur était renversé. »

(2) « Je n'ai pas dit cela », répondit Keller.

nationale. Il n'effaça pas l'impression produite par Keller.

La lutte reprit le 22 mars sur le paragraphe relatif à Rome. Jules Favre critiqua vivement le pouvoir temporel du pape, et l'intransigeance de Pie IX ; il fit l'éloge de la politique libérale qui avait inspiré la guerre d'Italie, et réclama l'évacuation de Rome. Granier de Cassagnac approuva la politique suivie par l'empereur mais déclara nécessaires le pouvoir temporel et l'occupation militaire de Rome. Lemer cier fit au contraire une apologie sans réserve de la politique de Pie IX. Billault défendit de nouveau la politique d'équilibre suivie par le gouvernement impérial, et se prononça contre l'évacuation de Rome. Il chercha, comme au Sénat, à susciter une protestation contre les attaques dont l'empereur était l'objet, contre les violences des mandements épiscopaux. Il tenta d'échapper au dilemne où Jules Favre et les cléricaux avaient essayé de l'enfermer. « On nous disait l'autre jour : Si vous n'étiez pas catholiques, vous seriez une puissance de second ordre ; et un autre orateur ajoutait. Si vous n'étiez pas catholiques, vous ne seriez rien. Moi j'ajoute : Si nous reniions 1789 et ses principes et ses conquêtes, si nous revenions à 1788, que serions-nous ? »

L'amendement de Jules Favre pour l'évacuation de Rome fut rejeté par 246 voix contre 5. C'était un premier succès pour les cléricaux (1). Deux d'entre eux, O'Quin et Ancel, qui ne s'étaient pas encore compromis dans le débat, soutinrent alors un amendement qui faisait confiance au gouvernement, mais précisait que l'occupation de Rome devait être maintenue. Le succès en paraissait si probable que Morny prit la parole pour demander à la majorité de faire pleinement confiance à l'empereur ; il finit par obtenir d'O'Quin et d'Ancel le retrait de leur amendement.

Le texte de la commission louait l'empereur d'avoir « assuré à la papauté sa sécurité et son indépendance, et sauvegardé sa souveraineté temporelle autant que l'ont permis la force des choses et la résistance à de sages conseils ». Lemer cier et Ancel demandèrent alors la suppression de ces derniers mots. « Nous désirons tous rendre hommage à l'empereur, dit Flavigny, mais nous voulons que cet hommage ne soit pas un blâme pour le pape. » Malgré une pressante intervention de Baroche, la suppres-

(1) Voir sur cette séance, Darimon : *L'opposition libérale sous l'Empire* (1861-63). « Au fond, écrivait-il, la majorité partage les sentiments des Lemer cier et des O'Quin. »

sion ne fut repoussée que par 158 voix contre 91 (1). C'était la première fois que, pour un vote important, une aussi forte minorité se prononçait contre le gouvernement. Persigny, irrité, dit à Ancel : « Nous nous retrouverons aux élections ». 13 cléricaux votèrent seuls contre l'ensemble de l'adresse, les 5 s'étant abstenus.

Au Corps Législatif comme au Sénat, la discussion avait surtout porté sur le passé. Seuls le prince Napoléon et les républicains avaient proposé une solution : l'évacuation de Rome. Les cléricaux, tout en protestant contre la situation faite au pape n'avaient pas osé réclamer explicitement une intervention armée pour le remettre en possession de ses provinces perdues. Billault avait affirmé que le gouvernement impérial ferait respecter l'indépendance de la papauté mais n'avait pas précisé les moyens qu'il emploierait pour y parvenir.

La discussion de l'adresse fut peu suivie dans les campagnes, mais elle passionna l'opinion publique des villes que dix années de silence avaient déshabituée de l'ampleur et de la vivacité des débats parlementaires (2). La presse qui les reproduisait gagna en intérêt et put, elle aussi, discuter plus librement (3). La question romaine fut la préoccupation dominante du pays comme des Chambres.

La discussion de l'adresse avait montré combien il était difficile au gouvernement de faire prévaloir sa politique d'équilibre entre les deux grandes tendances, l'une démocratique, l'autre cléricale, qui s'étaient manifestées. Pour la première fois depuis

(1) D'Albuféra, Ancel, d'Andelarre, de Beauvau, de Benoist, de Blosseville, de Boigne, Boullé, Bourcier de Villers, Brame, Brochant de Villiers, Bucher de Chauvigné, de Caffarelli, Canaple, de Carayon-Latour, de Chabrillan, de Chambrun, J. de Champagny, N. de Champagny, de Charpin Feugerolles, de Chasot, de Chazelles, Chevandier de Valdrôme, de Colbert Chabanaïs, de Corberon, du Couedic, de Cuverville, E. Dalloz, Ferdinand David, David-Deschamps, E. Duclos, J. Durand, Etcheverry, de Flavigny, Gareau, Gisclard, Godard-Desmarest, Gouin, de Grammont, Greyfié de Bellecombe, de Grouchy, Guyard-Delalain, Hallez-Claparède, Janvier de la Motte, de Jonage, Josseau, de Jouvenel, Keller, de Kervéguen, Kolb Bernard, de Lacheisserie, Frédéric de La Grange, Larrabure, de Las Cases, de La Tour, Laugier de Chartrouse, Lebreton, Leclerc d'Osmonville, Lefébure, Le Méhorel de la Haichois, A. Lemercier, Le Pelletier d'Aulnay, Lescuyer d'Attainville, Lesergeant de Monnecôve, de Lespérut, Louvet, Mame, Millet, Monier de la Sizeranne, de Morgan, de Mortemart, J. Murat, O'Quin, J. Ouvrard, de Parieu, Pérouse, Plichon, Portalis, Pouyer Quartier, de Rambourgt, de Ravinel, de Reiset, de Richemont, de Rochemure, de Sainte-Hermine, de Saint-Germain (Manche), Sallandrouze de Lamornaix, Segris, de Ségur Lamoignon, de Talhouet, de Tauriac. On remarquera que parmi ces 91 députés, figuraient soixante nobles.

(2) Voir les rapports trimestriels des procureurs généraux (BB* 370-388) et ceux des recteurs (F¹⁷ 9.987). Ceux des préfets manquent, mais des résumés en ont été conservés à F⁷ 12.243.

(3) Jusqu'au mois de juillet, il ne fut pas donné d'avertissement.

dix ans, la vie politique de la France n'était plus dominée par le gouvernement impérial, mais par le conflit entre les partisans de l'Église, attachés au vieux droit public de l'Europe monarchique, et les démocrates anticléricaux, défenseurs du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le conflit, réveillé par la question romaine était apparu tellement irréductible, tellement profond et durable, que la question dynastique en devenait secondaire. Les républicains et les bonapartistes démocrates comme le prince Napoléon et Piétri se rejoignaient à gauche ; les légitimistes comme La Rochejaquelein, les indépendants comme Plichon et des impérialistes comme Lemer cier s'unissaient à droite (1).

Au Sénat et au Corps Législatif, les cléricaux formaient de très fortes minorités, tandis que les démocrates anticléricaux n'y avaient que quelques représentants. Mais la nation était beaucoup moins favorable à l'Église que les Chambres (2). Le clergé, uni aux légitimistes comme avant le 2 décembre et passé presque tout entier à l'opposition, y fut encouragé par la violence des orateurs cléricaux et par les fortes minorités qu'avaient obtenu leurs amendements. Mais son influence n'était considérable que dans l'Ouest, la Flandre, l'Alsace et les pays de montagnes. Or même dans ces régions le peuple ne s'émut pas. Au contraire, notamment dans l'Ouest, la rupture, en mettant fin aux concessions par lesquelles le gouvernement cherchait à rallier les légitimistes

(1) Thiers a exposé cette situation de manière tendancieuse, mais frappante, dans une lettre à Asseline (citée par Daniel Halévy : *Le courrier de M. Thiers*). « Il y a deux camps opposés aujourd'hui en France. D'un côté le despotisme flattant les passions démocratiques, de l'autre la liberté auprès de laquelle cherchent un refuge les plus grands intérêts sociaux, politiques, religieux, commerciaux... Dans lequel des deux veut-on que nous nous rangions ? Pouvons-nous être à la suite du prince Napoléon et de M. Jules Favre ? On peut, il est vrai, être avec M. Billault, c'est-à-dire avec l'empereur, qui est l'hypocrisie d'une politique dont le prince Napoléon est le cynisme... Le camp où je trouve la liberté, avec la liberté, les intérêts les plus élevés du sol français, de l'industrie nationale, de la vieille religion du pays et de la vraie politique française, est celui où j'aime le mieux être quel que soit le danger, quelque soit l'impopularité. Je ne suis pas un dévôt mais la présence du pape dans le camp de la liberté ne me rend pas ce camp moins habitable. Sans doute, il ne faut pas défendre l'industrie en filateur, ni la religion en capucin. Il faut défendre l'une et l'autre en politiques éclairés. Mais ce sont d'excellents clients et je trouve que c'est une bonne fortune pour la liberté que d'avoir à défendre des intérêts de cette nature. Avoir avec soi tous les gens auxquels on faisait ordinairement peur n'est pas une fâcheuse condition. D'ailleurs avoir obtenu 60 voix dans le Sénat, 90 dans le Corps Législatif n'est pas l'indice d'un terrain mal choisi. »

(2) Certains catholiques s'en rendaient compte. Foisset écrivait après le vote des 91 : « C'est inespéré ! C'est prodigieux ! mais ne nous abusons pas : c'est là un état-major sans armée. La France est avec Napoléon III : elle le suivra jusqu'aux abîmes. » (26 mars 1861, Boissard : *Théophile Foisset*.)

et le clergé, diminua leur influence. Elle encouragea les agents et les partisans du gouvernement, qui depuis longtemps dénonçaient comme funeste la politique de conciliation. Assurés d'être désormais soutenus contre les partis d'ancien régime, ils déclaraient que l'Empire revenait ainsi à sa véritable tradition. On cita beaucoup le mot de Napoléon I^{er} : « Les blancs sont toujours blancs et les bleus toujours bleus (1) ». Dans tout le reste de la France, notamment dans l'Est et le Centre, l'opposition cléricale se heurta à l'indifférence et souvent à l'hostilité des populations. Elle eut donc beaucoup moins de succès dans le pays que dans les Chambres (2). Les agents du gouvernement jugeaient qu'elle ne risquerait de gagner les masses qu'au cas où le pouvoir temporel succomberait et où le pape quitterait Rome.

« Il y a entre les classes élevées et les masses des divergences de plus en plus profondes, remarquait un procureur général (3). L'esprit d'ordre et de conservation domine chez les uns tandis que chez les autres l'influence des doctrines et des instincts révolutionnaires n'a d'autre contre-poids que le prestige et la force du gouvernement impérial. » En effet les classes riches étaient en majorité acquises à l'opposition cléricale, tandis que le peuple, pour autant qu'il prenait part à la vie politique, se prononçait contre le pouvoir temporel. Le discours du prince Napoléon exaspéra les cléricaux et effraya même la fraction non cléricale de la bourgeoisie qui approuvait la politique du gouvernement. Il eut au contraire un vif succès populaire dans les grandes villes et dans les régions anticléricales.

Le gouvernement impérial se prononçait contre les deux partis extrêmes, et déclarait ne vouloir servir en Italie, ni la révolution, ni la réaction. Mais dans les débats de l'adresse, sa controverse avec les démocrates était restée courtoise, tandis que son

(1) Ce mot avait été cité lors du vote de l'adresse par allusion aux bulletins blancs déposés pour les amendements cléricaux, et aux bulletins bleus qui les avaient fait rejeter.

(2) Le procureur général de Nancy, constatant que plusieurs députés de son ressort étaient au nombre des 91, déclarait que si les populations avaient élu librement leurs représentants, tous auraient voté contre l'amendement cléricale.

(3) Celui de Besançon (BB³³ 373, premier trimestre 1861) ; plusieurs de ses collègues firent la même constatation.

Mérimée écrivait à Panizzi le 30 mars après avoir fait l'éloge du discours où Jules Favre avait réclamé l'évacuation : « Je crois que si l'on soumettait la question de Rome au suffrage universel, elle serait décidée conformément aux conclusions de Favre, mais je crains qu'il n'y ait pas une grande majorité. Si au lieu du suffrage universel, vous consultiez les gens comme il faut, les gentlemen, la *gente de frac*, comme on dit en espagnol, l'immense majorité serait de l'autre côté. »

conflit avec les cléricaux avait été violent. Comme de plus beaucoup de gens croyaient que le prince Napoléon avait exprimé les idées de l'empereur, les débats de l'adresse parurent rapprocher le gouvernement des anticléricaux. Aussi beaucoup de préfets et de procureurs généraux crurent-ils que les républicains se ralliaient à l'Empire en haine du clergé, et que leur adhésion compenserait largement la défection des cléricaux. Les républicains étaient en effet favorables à la politique italienne que préconisait le prince Napoléon, et que Napoléon III avait paru adopter en 1859 ; ils approuvaient les mesures que prenait le gouvernement contre l'opposition cléricale, mais ils ne se ralliaient pas. Ils paraissent au contraire avoir bénéficié beaucoup plus que le gouvernement de la réaction anticléricale qui se produisait alors dans le peuple.

La plupart des Français qui s'intéressaient à la vie politique étaient favorables à l'une des deux thèses extrêmes que rejetait le gouvernement. Le tirage des journaux parisiens peut à cet égard donner une indication. Une statistique officielle l'évalue en août à 91.292 pour les « journaux progressistes » c'est-à-dire démocrates et anticléricaux ; à 38.285 pour les « journaux légitimistes et ultramontains » ; à 52.832 pour les « journaux gouvernementaux » ; à 36.379 pour les « journaux orléanistes ». Ceux-ci étaient pour la plupart hostiles à l'unité italienne, mais aussi à la théocratie romaine. Parmi les journaux gouvernementaux, seul le Pays, dirigé par Granier de Cassagnac, était favorable à l'Église. La Patrie et surtout le Constitutionnel soutenaient au contraire une polémique constante contre les journaux cléricaux (1).

(1) F¹⁸ 295

<i>Journaux gouvernementaux</i>	
Moniteur	17.242
Constitutionnel	19.448
Patrie	22.904
Pays	7.000
Revue contemporaine	1.700
Revue européenne	1.780
	<u>52.832</u>

<i>Journaux légitimistes et ultramontains</i>	
Ami de la religion	6.261
Correspondant	3.290
Gazette de France	6.020
Journal des Villes et des Cam- pagne	1.000
Monde	13.982
Union	7.732
	<u>38.285</u>

<i>Journaux progressistes</i>	
Charivari	2.250
Opinion Nationale	17.252
La Presse	17.740
Revue nationale	1.750
Siècle	52.300
	<u>91.292</u>

<i>Journaux orléanistes</i>	
Courrier du Dimanche ...	5.039
Journal des Débats	12.842
Revue des Deux Mondes ..	12.400
Semaine financière	3.400
Temps	3.178
	<u>36.859</u>

Enfin cette situation politique nouvelle, ces discussions publiques et violentes, l'incertitude où l'on était de l'avenir, troublaient l'opinion et y entretenaient un malaise tout à fait contraire à la tranquillité confiante qui avait caractérisé les premières années de l'Empire et que l'administration aurait voulu maintenir. Plusieurs procureurs généraux renouvelèrent le vœu que la question romaine reçût au plus tôt une solution, la prolongation de l'attente et de l'inquiétude actuelles étant à leur avis ce qui pouvait être le plus préjudiciable au gouvernement. Mais la question romaine resta ouverte, et le calme qu'elle avait troublé ne se rétablit plus. Les débats de l'adresse de 1861 marquent une étape importante dans la renaissance de la vie politique française.

Mais, si le gouvernement impérial était affaibli par la reconstitution des partis, la masse des paysans et beaucoup de bourgeois restaient encore passifs, et dociles à l'administration. En outre, la politique d'équilibre exposée par Billault correspondait au désir général de paix. Bien que les partisans du Saint-Siège n'eussent jamais réclamé explicitement une intervention armée contre l'Italie, bien que les partisans de l'unité italienne se fussent bornés à réclamer l'évacuation de Rome, l'on craignait qu'une solution extrême de la question romaine n'entraînât la France dans une nouvelle guerre, soit contre l'Italie, soit contre l'Autriche. Or le pays redoutait beaucoup cette éventualité.

II. — *Le gouvernement et le clergé* (1)

Si le résultat durable des débats de l'adresse fut de réveiller la vie politique française, le résultat immédiat fut de provoquer dans le clergé, une effervescence qui se manifesta pendant le carême, l'avent et la semaine sainte. Dans la plus grande partie de la France, ces manifestations de mauvaise humeur furent assez peu nombreuses et n'eurent aucun effet sur l'opinion. Mais dans les montagnes du Jura et du Massif central et surtout dans l'Ouest où, depuis le début de 1860, le calme ne s'était jamais entièrement rétabli, le clergé entama une violente campagne contre le gouvernement impérial et réussit à créer une certaine agitation.

(1) Les principales sources sont : F¹⁰ 1.933, notes pour l'Empereur ; F¹⁰ 5.605, police des Cultes. BB³⁰ 436, BB³⁰ 450 et 451, BB¹⁸ 1.621 à BB¹⁸ 1.642, F¹⁰ 5.776, F¹⁰ 5.779, F¹⁰ 5.787, F¹⁰ 5.788, F¹⁰ 5.790, F¹⁰ 5.791, F¹⁰ 5.798, F¹⁰ 5.800, F¹⁰ 5.810, F¹⁰ 5.832, F¹⁰ 5.846, F¹⁰ 5.847, F¹⁰ 5.852, F¹⁰ 5.864, F¹⁰ 5.868.

Rouland, dans la plupart des diocèses, ne pouvait plus compter sur les évêques pour réprimander les prêtres hostiles ; depuis 1860, il les faisait souvent convoquer et admonester par les préfets ou les procureurs impériaux. Mais les prêtres les plus hardis, encouragés parfois par leurs évêques refusèrent de se rendre à ces convocations. Rouland eut alors recours à un nouveau procédé de répression, bien que Tardif en contestât la légitimité (1) : la suppression de traitement.

Il autorisa des préfets à suspendre le traitement de prêtres hostiles qui refusaient de se rendre à leurs convocations ou qui avaient accueilli leurs observations sans déférence (2). Cette mesure ne fut appliquée que dans une dizaine de cas (3), et pour peu de temps, mais les préfets en menaçaient couramment les prêtres qui attaquaient le gouvernement, et cette menace suffisait généralement à les impressionner.

Plusieurs informations furent ouvertes contre des prêtres hostiles, mais elles se terminèrent par des non-lieu et par des blâmes du préfet ou de l'évêque (4). « La grande difficulté, écrivait Rouland (5), est celle-ci : Veut-on poursuivre évêque ou prêtre pour un mandement, pour un délit écrit ? bannissement, cour d'assises. Il y a excès de juridiction et de pénalité : donc on hésite (6). Veut-on poursuivre le délit verbal, le sermon en

(1) Tardif dans une note du 13 mars 1861 rappela que le gouvernement s'était engagé par l'article 14 du Concordat à assurer « un traitement convenable aux évêques et aux curés ». Il estimait que le mot de « curés » désignait aussi dans ce cas les desservants ; les Articles Organiques prévoyaient d'ailleurs explicitement le traitement des desservants. « Ajoutons que les sommes offertes par la loi de finances au personnel du clergé ont toujours été considérées comme constituant des pensions alimentaires et non comme des traitements de fonctionnaires, qu'elles sont insaisissables... et qu'elles ne sont soumises à aucune retenue. » « C'est égal, nota Rouland, il faut tenter cette répression, la seule qui existe ». (F¹⁹ 5.592)

(2) L'administration suspendit aussi le traitement des prêtres condamnés, pendant leur détention, et des prêtres poursuivis, pendant l'information judiciaire (F¹⁹ 6.118)

(3) 12 jusqu'au 6 février 1861, dont 4 dans la Haute-Saône où le préfet recommandait cette sanction comme très efficace (F¹⁹ 6.118, F¹⁹ 5.790).

(4) Quelques jeunes gens, séminaristes ou élèves de collèges congréganistes, s'étaient enrôlés dans l'armée pontificale. Persigny, par une circulaire confidentielle du 4 mars 1861, invita les préfets à faire connaître que l'article 21 du Code Napoléon d'après lequel un Français ne pouvait prendre du service à l'étranger sans l'autorisation de l'empereur, sous peine de perdre sa nationalité, serait désormais « rigoureusement appliqué aux individus qui prennent du service dans l'armée pontificale ». Cette menace ne fut pas strictement exécutée (sur les difficultés qu'elle comportait, voir Cérçay, 165 A II 4, 16 février 1861). Les engagements furent d'ailleurs très peu nombreux.

(5) Note autographe sans date, mais écrite au début de 1861 (F¹⁹ III Vienne 9).

(6) C'est ainsi que le gouvernement déféra Pie au Conseil d'État pour abus, mais ne demanda pas au Conseil d'État l'autorisation de le poursuivre devant les tribunaux, bien qu'il eût commis un délit caractérisé.

chaire, police correctionnelle : mais sur 100 informations, 98 échouent, ces témoins d'église ou de sermon variant, hésitant ou se contredisant. Quant à la juridiction du Conseil d'État, elle proclame un principe, déclare un abus, mais elle n'a pas de sanction. Les lois organiques aussi sont des déclarations de principe sans nulle sanction. »

« Il nous reste donc pour résister : 1^o Les suppressions de traitement par omission de mandatement ; 2^o Le refus de secours ou de faveurs aux évêques ; 3^o La rupture des relations officielles avec eux ; la vive discussion par la presse de leurs actes, c'est-à-dire leur traduction devant le pays, moyen énergique, le plus efficace de tous peut-être s'il était pratiqué dans les diocèses mêmes et par la presse départementale, sans préjudice bien entendu de la presse parisienne ; 4^o Enfin la destruction ou l'affaiblissement successif par les voies administratives de toutes les organisations cléricales : congrégations, établissements extra-légaux, presse hostile, etc. Hors de là, il faut ou des lois nouvelles ou des mesures exceptionnelles. »

Cependant, l'agitation se poursuivait dans l'Ouest ; elle était particulièrement vive dans le diocèse de Poitiers, où l'exemple de Pie encourageait le clergé (1). « C'est une croisade générale, qu'il est impossible de tolérer plus longtemps », écrivit le préfet (2). Le 6 avril, le procureur général informa le garde des Sceaux qu'un sermon d'une violence inouïe venait d'être prononcé par le vicaire d'Availles, Lhêmeau. Devant cette offensive qui menaçait de troubler toutes les provinces de l'Ouest, le gouvernement jugea insuffisantes les armes administratives qui avaient eu jusqu'alors la préférence de Rouland. Il jugea nécessaire d'effrayer le clergé. Le garde des Sceaux, Delangle, adressa le 8 avril aux procureurs généraux une circulaire qui fut publiée au *Moniteur*. « Depuis quelque temps, on me signale divers membres du clergé catholique, qui, verbalement ou par écrit, traitent publiquement et dans l'exercice de leurs fonctions des matières que la loi leur interdit expressément de discuter. Les uns... se livrent à la critique du gouvernement et s'efforcent d'appeler, sur la politique de l'empereur la défiance ou la réprobation ; les autres... prennent à partie la personne même du souverain et, sous un voile plus ou moins transparent, cherchent à l'accabler d'outrages. » Delangle rap-

(1) Voir § 4.

(2) Rapport sur la deuxième quinzaine de mars (F⁷ 12.243).

pelaît que l'article 201 du Code pénal « punit d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans les ministres du culte qui prononcent dans l'exercice de leurs fonctions et en assemblée publique un discours contenant la critique ou censure du gouvernement, d'une loi, d'un décret impérial ou de tout acte de l'autorité publique », et qu'aux termes de l'article 204 « tout écrit contenant des instructions pastorales en quelque forme que ce soit et dans lequel un ministre du culte se sera ingéré de critiquer ou de censurer soit le gouvernement, soit tout acte de l'autorité publique, emporte la peine du bannissement contre le ministre qui l'aura publié ». Ces dispositions étaient restées longtemps inappliquées parce que l'attitude du clergé avait été « généralement respectueuse et réservée » et que le gouvernement « dans son indulgence, a mieux aimé tolérer des écarts isolés que de poursuivre devant les tribunaux, au détriment peut-être de la religion elle-même, des prêtres imprudents. Mais elles n'ont rien perdu de leur autorité, et le gouvernement manquerait à son devoir s'il n'employait contre l'hostilité systématique dirigée contre lui les armes que la loi lui remet pour maintenir la paix et le bon ordre. Je vous charge en conséquence, M. le procureur général de vous faire rendre un compte exact de toutes les infractions qui se produiront dans votre ressort et, quand les faits auront été judiciairement constatés, de déférer leurs auteurs quels qu'ils soient à la juridiction compétente : il est temps que la légalité reprenne son empire. »

La circulaire était dirigée contre les évêques aussi bien que contre les prêtres. La procédure fut en outre simplifiée. Deux prêtres du diocèse de Poitiers, Lhémeau et Bigarré, furent traduits directement devant les tribunaux pour des sermons hostiles, sans l'autorisation du Conseil d'État qu'il était d'usage de demander en pareil cas. Lhémeau ayant soulevé cette question de compétence (1), la Cour de Cassation rejeta son pourvoi le 10 avril 1861. Cet arrêt établissait une nouvelle jurisprudence d'après laquelle les prêtres pouvaient être poursuivis pour faits commis dans l'exercice de leurs fonctions sans l'autorisation du Conseil d'État lorsque les poursuites étaient intentées par le ministère public, cette autorisation restant nécessaire pour les poursuites intentées par des particuliers (2). Pour la première fois

(1) F¹° 5.847, Lhémeau.

(2) Bigarré n'avait pas soulevé cette question ; il fut néanmoins condamné à 50 francs d'amende en première instance et à 500 francs en appel. « Cet arrêt est important, notait Delangle, il faut lui donner de la publicité. » (BB³° 451, voir aussi F¹° 5.846 et BB¹° 1.628.)

également, un prêtre, Lhémeau, fut condamné au maximum de la peine prévue par l'article 201 du Code pénal, c'est-à-dire à deux ans de prison. Il s'enfuit à Genève où un poste de vicaire lui fut confié. Le gouvernement semblait résolu à user des moyens de répression dont il disposait (1).

Cette circulaire de Delangle émut beaucoup le clergé. Guibert protesta par une lettre publique adressée à Rouland (24 avril). La circulaire était de nature à blesser profondément le clergé de France qu'elle mettait en suspicion, au risque de nuire à son autorité. Elle était injuste, car le clergé n'avait fait que son devoir en défendant le pape, elle serait de plus inefficace : « Qui ne se souvient de ce qui est arrivé sous le Premier Empire ? Quel appui lui apporta la législation dont on ressuscite aujourd'hui toutes les rigueurs ? Quand le devoir de parler existera, nul ne se laissera arrêter par des considérations humaines. Il n'y a qu'un moyen de changer un état de choses que tout le monde déplore, c'est d'enlever les causes qui l'ont amené. » Jaquemet et La Bouillierie félicitèrent publiquement Guibert. Angebault (2) et d'autres évêques adressèrent à Rouland des plaintes analogues, mais confidentielles. D'Alzon adressa à Delangle une lettre extrêmement violente que signèrent la plupart des prêtres de Nîmes (3).

Le Sénat discuta le 31 mai une pétition signée d'habitants de Cahors qui réclamaient l'abolition des articles 201 et 204 du Code pénal comme tombés en désuétude et contraires à la liberté des Cultes garantie par la constitution. Le cardinal Mathieu déclara par contre que la circulaire du 8 avril était un acte « sévère mais légal » et qu'il l'avait accueillie « avec amertume » mais avec résignation. Il protestait au contraire contre l'arbitraire des préfets qui convoquaient les curés pour les blâmer, ou suspendre leur traitement sans consulter les évêques (4). Or l'administration était généralement mal informée, par des gendarmes ou des gardes champêtres ignorants et il était indispensable que les évêques fussent appelés à contrôler les enquêtes administratives

(1) En outre, c'est le 5 mai 1861 que Persigny prescrivit aux préfets de le renseigner sur l'activité de la Société de Saint-Vincent de Paul. Cette circulaire fut le premier acte de l'enquête qui aboutit à la dissolution de la Société.

(2) F¹⁹ 2.489.

(3) F¹⁹ 5.835

(4) C'est sur ce dernier point que Mathieu fit porter son argumentation. Il ne contesta pas la légalité des suppressions de traitement. Aussi cette discussion au Sénat fut-elle invoquée sous la III^e République comme attestant la légalité de cette mesure. (Voir Treich, *La police du culte catholique en France* ; Georges Picot, *La pacification religieuse et les suppressions de traitement*. (1832-1892), 1892, in-12.

dirigées contre leurs prêtres. Cette collaboration qui avait été pratiquée jusqu'en 1860 avait donné de bons résultats. Baroche, puis Rouland répondirent que l'administration n'avait souvent pas pu obtenir des évêques une répression efficace, que de janvier 1860 à mai 1861 « plus de 100 faits particuliers, bien précisés, clairement indiqués dans les rapports... auraient pu donner lieu à des poursuites »; et qu'après avoir longtemps usé d'indulgence, le gouvernement avait dû réagir soit par la voie administrative, soit par la voie judiciaire. La pétition fut rejetée.

Bien que les imperfections signalées par Mathieu dans le système de répression du gouvernement fussent réelles (1), il mit fin rapidement à l'agitation sans multiplier les procès. Le nombre des prêtres condamnés pour des délits politiques commis en 1861 ne dépassa guère une demi-douzaine (2). Il y eut un certain nombre d'informations judiciaires et de très rares suppressions de traitement. La circulaire de Delangle et ces quelques exemples suffirent à intimider le clergé. Plusieurs évêques, craignant une répression plus efficace, incitèrent leurs prêtres au calme et réprimandèrent plus vivement ceux qui se montraient violents. De plus, l'indifférence des populations contribua à décourager le clergé. Son hostilité persistante ne se manifesta plus que par la froideur avec laquelle il célébra la fête de l'empereur, par quelques omissions du *Domine salvum*, et par quelques sermons violents. La petite agitation qu'avaient suscitée les débats de l'adresse ne tarda pas à s'éteindre. Les rapports des procureurs généraux et des recteurs sur les deuxième et troisième trimestres de 1861 s'accordent à constater cet apaisement (3). Seule la société légiti-

(1) Rouland signala le 5 octobre au ministre de la Guerre, que les rapports des gendarmes sur le clergé étaient souvent défectueux et lui demanda de rappeler « à MM. les chefs de légion que les officiers et sous-officiers placés sous leurs ordres ne sauraient apporter trop de discernement et d'attention dans les questions qui peuvent compromettre l'honneur et la considération des ecclésiastiques ». Randon répondit qu'il avait donné des ordres en ce sens par une circulaire du 19 juillet 1859, et qu'il les renouvelait. (F¹⁰ 5.607.)

(2) Bigarré et Lhémeau dans la Vienne.

Amelineau (Charente-Inférieure), condamné à un mois de prison pour sermon hostile et grâcié à la demande de son évêque Landriot. (F¹⁰ 5.852.)

Varlier (Puy-de-Dôme), condamné en appel à 25 francs d'amende pour fausses nouvelles. (BB¹⁰ 1.628, A 3 4.570.)

Bordeaux (Indre-et-Loire), condamné à 6 mois de prison pour un discours séditieux prononcé à la distribution des prix de l'école congréganiste de Chinon (BB¹⁰ 1.635) et (F¹⁰ 5.868). Ce fut la seule condamnation sérieuse avec celle de Théveneau.

Krempf (Moselle), condamné à un mois de prison pour sermon hostile. (BB¹⁰ 1.642 A 3 5.918.)

(3) Sur les conflits qui subsistèrent dans quelques diocèses, voir §§ 4, 5, 6. Des pétitions furent signées pour le maintien des troupes françaises en Syrie. Le gouver-

miste continua à s'agiter. Elle donna son concours à une loterie pontificale organisée à Rome par la princesse Borghèse et à des manifestations de sympathie organisées en l'honneur des Bourbons de Naples qui étaient hébergés au Quirinal par Pie IX. Un prélat romain très hostile au gouvernement impérial, auditeur de Rote pour l'Autriche, Nardi, fit une tournée dans l'Ouest, visitant les familles légitimistes des volontaires pontificaux, et s'occupant avec les évêques de l'organisation du denier de Saint Pierre (1). Ces incidents n'avaient d'autre résultat que de compromettre la cause de l'Église en paraissant l'associer, en France comme à Rome, à la cause légitimiste.

Dans les élections cantonales de juin 1861, qui furent très animées, la question religieuse ne joua pas un rôle prépondérant. « Le clergé s'est en général comporté avec réserve dans les dernières élections ; dans quelques cantons cependant, il est intervenu assez vivement, particulièrement en Bretagne » (2). Dans l'Ouest, en effet, le clergé soutint les candidats légitimistes partout où ils affrontèrent la lutte, même lorsque les candidats du gouvernement étaient notoirement dévoués aux intérêts religieux. Il échoua dans l'Ille-et-Vilaine et dans la Loire-Inférieure, mais il triompha à Vannes, à Napoléonville, à Saint-Thégonnec et remporta deux succès dans le Maine-et-Loire.

Dans le reste de la France, la lutte ne s'engagea que dans un petit nombre de cantons. En effet, beaucoup de conseillers sortants élus naguère avec l'appui de l'administration étaient cléricaux ; or l'administration leur maintint en général son patronage, et le clergé les soutint (3). Il arriva même dans l'Ardèche et dans l'Orne que les partisans du gouvernement, trouvant trop cléricaux les candidats de la préfecture, les combattirent et firent élire contre eux les libéraux (4). Le gouvernement, cependant combattit quelques conseillers sortants : il fit battre au Havre l'auteur de l'amendement des 91, Ancel, et à Gerspolsheim, le rédacteur du journal cléricale l'Alsacien, Huder, qui fut écrasé par le député

nement y vit une manœuvre cléricale pour prolonger l'agitation et il s'efforça d'y mettre obstacle. (BB¹⁸ 1.729.)

(1) Voir BB¹⁸ 1.637 et F¹⁸ 5.605. Gramont assura que Nardi n'était chargé d'aucune mission du gouvernement impérial (Correspondance diplomatique, septembre 1861), mais La Valette, qui lui succéda comme ambassadeur de France à Rome, était d'un sentiment opposé. (Correspondance diplomatique, 18 mars 1862.)

(2) Résumé des rapports de gendarmerie sur la police des cultes. (F¹⁸ 5.605. Voir BB¹⁸ 1.631.)

(3) Voir notamment BB¹⁸ 1.631, Aix, Besançon.

(4) F¹⁷ 9.987, Caen et Grenoble.

protestant, de Bussierre ; mais l'administration ne put empêcher la réélection de Plichon à Bailleul (1).

Dans quelques cantons, le clergé et les légitimistes engagèrent la lutte contre les conseillers sortants soutenus par l'administration. Ils conquirent quelques sièges (2), mais échouèrent le plus souvent. Le chef du parti légitimiste et clérical du Languedoc, l'abbé d'Alzon, fut écrasé à Montpellier. Faute de candidats légitimistes, le clergé soutint dans quelques cantons, et surtout dans le Sud-Ouest, des indépendants, des orléanistes ou même des républicains. Ces coalitions eurent très peu de succès. Les élections montraient que l'administration ne pouvait compter sur le concours du clergé, sauf dans le cas où les candidats officiels lui inspiraient personnellement confiance. Elles montraient aussi que le clergé n'était en état d'imposer ses candidats que dans un petit nombre de régions (3).

Un incident fit beaucoup de bruit. Le directeur du *Siècle*, Havin, fut élu conseiller général à Thorigny-sur-Vire (Manche) sans être combattu par le gouvernement. Il déclarait dans sa circulaire électorale : « Le ministre de l'Intérieur m'a offert spontanément de m'appuyer à Thorigny-sur-Vire ; l'empereur a bien voulu me faire écrire par M. Mocquard qu'il voyait avec plaisir ma candidature et qu'il avait apprécié mon concours loyal et patriotique lors des guerres de Crimée et d'Italie. Enfin M. le préfet a recommandé à MM. les maires de se montrer bienveillants pour ma candidature. » Cette bienveillance du gouvernement impérial pour le directeur du grand journal républicain et anticlérical mécontenta vivement les catholiques (4).

Dans les nouvelles conditions de la vie politique et devant le renforcement de la répression gouvernementale (5), les moyens d'action propres au clergé : lettres pastorales, sermons et bro-

(1) F¹^c III Nord 15. Le gouvernement reunit des renseignements sur les fonctionnaires qui avaient soutenu Plichon et sur les moyens à prendre pour le priver de leur concours. « Toutes les faveurs du gouvernement ont passé pendant 15 ans par les mains de M. Plichon pour arriver dans l'arrondissement de Hazebrouck et c'est ce qui y fait sa force. Il est essentiel que l'on sache qu'il n'en est plus ainsi. »

(2) Un dans le Loir-et-Cher, un dans la Haute-Loire, deux dans l'Aveyron, etc.

(3) Une élection législative eut lieu à Avignon le 8 septembre 1861. L'archevêque Debelay vota pour le candidat officiel Pamard, mais ses vicaires généraux et tout son clergé soutinrent le légitimiste de Gaillard. Celui-ci n'obtint cependant que 4.044 voix contre 18.058 (voir F¹^c 9.987, Aix).

(4) Voir les discours prononcés au Sénat par Ségur d'Aguesseau et La Rochejaquelein. (20 février 1862.)

(5) Par une circulaire confidentielle du 26 septembre 1861, Persigny ordonna aux préfets de dresser la liste des hommes dangereux, républicains, orléanistes et légit-

chures, qui, en 1860, avaient permis à l'opposition cléricale de se manifester malgré la suppression des libertés politiques, perdirent en 1861 leur influence prépondérante. En particulier, les mandements qui avaient été naguère l'arme principale de l'opposition ne jouèrent plus qu'un rôle très secondaire auprès des discours des Keller et des Plichon, plus audacieux, plus nettement politiques, plus intelligibles au public, et que la presse faisait connaître dans toute la France. Désormais l'opposition cléricale usa de plus en plus pour combattre le gouvernement des moyens politiques normaux, l'action parlementaire, l'action électorale (1) et la presse. Mais sur ce nouveau terrain, les anticléricaux pouvaient la combattre à armes égales.

III. — *L'ajournement de la question romaine*

« Vous lirez, les débats de l'adresse, écrivait Thouvenel à Gramont le 24 mars (2). A mon avis il s'en dégage les idées suivantes : la majorité du pays verrait avec regret et même avec un certain mécontentement notre armée s'éloigner de Rome tant que l'existence indépendante de la papauté ne sera pas convenablement assurée ; mais la même majorité s'opposerait à toute action militaire ayant pour objet de recouvrer un pouce des provinces détachées des États du Saint-Siège, et elle demande que le gouvernement pontifical administre ce qui lui reste de population et de territoire en séparant le spirituel du temporel (3). » Ces dispositions du pays, et l'opposition que le Sénat et le Corps Législatif eussent faite à l'abandon de Rome incitèrent le gouvernement à ne pas imposer une solution violente de la question romaine.

Or une solution amiable paraissait plus que jamais impossible. Des négociations que Cavour avait tenté d'engager avec le Saint-Siège avaient échoué. Antonelli, puis Pie IX, dans son allocution consistoriale du 18 mars 1861, déclarèrent que le Saint-Siège ne

mistes qui « pourraient se faire le centre d'une résistance ou se mettre à la tête d'une insurrection ». Cette circulaire ne semble pas avoir été particulièrement dirigée contre l'opposition cléricale.

(1) Falloux demanda au comte de Chambord de délier les légitimistes de la consigne d'abstention qu'il leur avait imposée en 1852 pour leur permettre de prendre part à la défense de l'Église. Chambord refusa ; mais seuls un petit nombre d'intransigeants lui obéirent. La plupart des légitimistes qui s'étaient retirés de la vie politique y rentrèrent (Falloux, *Mémoires d'un royaliste*.)

(2) *Le secret de l'empereur*.

(3) Ce dernier point était plus indifférent à l'opinion que ne le supposait Thouvenel.

pouvait renoncer à ses droits sur aucune partie de son territoire (1). La Chambre des députés italiens répondit le 27 mars en proclamant Rome capitale du nouveau royaume d'Italie ; elle déclarait d'ailleurs que l'indépendance du pape serait respectée (2).

Le gouvernement impérial restait hésitant et divisé. L'impératrice, Walewski, Magne et Randon voulaient maintenir indéfiniment l'occupation. Sans adopter la thèse radicale du prince Napoléon, Thouvenel, Morny, Persigny, Rouher, Billault et la plupart de leurs collègues désiraient une solution acceptable pour l'Italie. Napoléon III, qui méprisait le gouvernement des prêtres et qui, presque seul dans son entourage, avait une sympathie réelle pour les Italiens, désirait vivement évacuer Rome, mais sans sacrifier Pie IX.

Avec son assentiment, Thouvenel, renonçant à obtenir l'agrément du pape pour une transaction, chercha à lui en imposer une tout en sauvegardant ce qui restait du pouvoir temporel. La France évacuait Rome moyennant l'engagement pris par l'Italie de ne pas attaquer le territoire pontifical. Le prince Napoléon approuvait ce plan, et Napoléon III inclinait à l'accepter. Un accord semblait prêt à être conclu sur ces bases avec Cavour quand il mourut le 6 juin. Thouvenel jugea que son successeur n'aurait pas l'autorité nécessaire pour faire respecter le traité ; la négociation fut ajournée.

Napoléon III décida, contre l'avis de Gramont, de reconnaître le royaume d'Italie et de reprendre avec la cour de Turin les relations diplomatiques rompues depuis Castelfidardo. Il fit rédiger par Thouvenel un rapport en ce sens, et lui en fit donner lecture au conseil des ministres, où, selon son habitude, l'impératrice siégeait. Surprise et mécontente, elle se leva et sortit. Favorable au pape, elle usa désormais contre Thouvenel de toute son influence. Le gouvernement impérial précisa qu'en reconnaissant le royaume d'Italie, il n'entendait pas affaiblir la « valeur des protestations de la cour de Rome » et que les troupes françaises resteraient à Rome tant que les intérêts qui les y avaient amenées ne seraient pas « couverts par des garanties suffisantes ». Cepen-

(1) L'allocution du 18 mars contenait en outre une amère critique de la société moderne.

(2) Cavour dans son discours du 27 mars se déclara partisan de la formule : « L'Église libre dans l'État libre. » Montalembert qui avait employé cette formule dans une lettre publique adressée à Cavour (Correspondant, 25 octobre 1860), protesta contre l'usage qu'en faisait le ministre italien.

dant le choix des représentants montra le désir d'entente des deux gouvernements. L'Italie fut représentée à Paris par Nigra partisan de l'alliance avec la France et personnellement bien vu de l'impératrice ; le gouvernement impérial nomma à Turin Benedetti, favorable à l'Italie et hostile à la cour de Rome (1).

Le successeur de Cavour, Ricasoli, envoya à Napoléon III, pour le remercier, et pour lui demander d'évacuer Rome, son ami Arese, qui était agréable à l'impératrice (2). L'empereur, lui dit Thouvenel (3), « croirait manquer à l'honneur en abandonnant le pape dont il a pris la défense pendant ces 12 années. A en juger par l'opposition qu'a rencontrée dans le conseil des ministres, dans le Sénat et dans le Corps Législatif, la reconnaissance du royaume d'Italie, le rappel des troupes fait en ce moment provoquerait une agitation qui compromettrait sérieusement la tranquillité en France et mettrait en danger la dynastie impériale. Il faut donc renvoyer la décision jusqu'au moment où un nouveau pontife occupera le siège de Saint-Pierre. » Napoléon III confirma cette réponse : « ... je ne puis rappeler mes troupes sans que la sécurité du pape soit garantie, et par conséquent que vous soyez d'accord avec la cour de Rome. Or tant que le pape actuel vit, tout espoir de pouvoir même ouvrir des pourparlers est vain. » L'empereur ajouta « qu'il était prêt à combiner ses efforts avec les nôtres pour obtenir dans l'éventualité d'un conclave l'élection d'un pape libéral... Que si le nouveau pape était absolument réactionnaire, l'empereur, n'étant pas lié avec lui par tant de motifs de déférence, rappellerait ses troupes (4) ».

La solution de la question romaine fut ainsi ajournée. Pendant neuf ans, les trois parties intéressées restèrent sur leurs positions : le gouvernement italien réclamant Rome capitale ; le Saint-Siège refusant de renoncer à ses provinces perdues ; le gouvernement impérial persistant à vouloir réconcilier l'Italie et le Saint-Siège, et exigeant jusque là le maintien de ce qui subsistait des États pontificaux. L'intransigeance du gouvernement italien se justifiait par un fait certain : l'extrême fragilité du pouvoir temporel du pape, qui ne subsistait que grâce à la présence des troupes françaises. Mais on s'expliquerait difficilement

(1) Le gouvernement italien avait demandé « un représentant qui ne fût pas, comme la plupart des diplomates de ce pays, contraire à l'Italie et aux véritables idées de l'empereur. (Vimercati à Ricasoli, 25 juin 1861 ; Ricasoli : *Lettere e Documenti*.)

(2) « Tu es aimé par qui nous déteste », lui écrivait Conneau le 24 juin (cité par Grabinski).

(3) Arese à Ricasoli, 1^{er} juillet 1861, cité par Grabinski.

(4) Arese à Ricasoli, 3 juillet 1861, cité par Grabinski.

l'obstination du gouvernement impérial et du Saint-Siège, si l'on perdait de vue qu'ils ont attendu l'un et l'autre, pendant ces neuf années, des événements qui ne se sont pas produits.

Le pape et ses conseillers étaient persuadés que le nouveau royaume, faute de pouvoir assimiler les Deux-Siciles, se disloquerait bientôt et que le pouvoir temporel du Saint-Siège serait alors intégralement rétabli. Cette conviction était aussi celle des adversaires français de l'unité italienne, notamment celle de Gramont dont elle inspire toute la correspondance (1) et de Walewski (2). Il semble que Napoléon III l'ait, à certains moments partagée (3).

Le maintien indéfini de l'occupation française à Rome se justifiait parfaitement à ce point de vue : il s'agissait de sauvegarder l'indépendance du pape pendant une crise transitoire que dénoueraient la dislocation de l'unité italienne et la restauration intégrale du pouvoir temporel. Les Italiens étaient d'autant plus fondés à attribuer cette arrière-pensée au gouvernement impérial que Rome n'était pas seulement l'asile du

(1) Voir notamment sa lettre du 15 juin à Thouvenel : « Soyez de plus en plus certain que l'unité de l'Italie est le plus absurde des rêves ; vous ne serez pas longtemps sans en avoir la preuve. » (Cergay, 165 A II 4.)

(2) *Le secret de l'empereur*, 28 avril et 4 mai 1861.

(3) Voir à Cergay, 165 A II 4, une lettre inédite importante du 21 juillet où Gramont, alors à Vichy avec Napoléon III, communique à Thouvenel l'impression qu'il a retirée de ses conversations. « Je trouve l'empereur considérablement refroidi à l'égard des choses italiennes..., trois ou quatre fois il a déclaré qu'à ses yeux l'unité italienne était une chimère impossible et que l'ambition du Piémont mettait en péril l'indépendance de la péninsule. » Napoléon III espérait que l'Autriche lui céderait la Vénétie. « Alors je la donnerais au Piémont. Naples serait rendue à *François II* et les *Marches* et l'*Ombrie* retourneraient au pape. Et ces trois États s'uniraient ou ne s'uniraient pas par un lien fédéral ». Gramont ajoutait : « Il est évident pour moi que depuis l'an dernier, l'empereur a fait un pas en arrière... Je crois même pouvoir ajouter que son langage et ses jugements sont plus sévères et moins bienveillants que les vôtres sur toutes les questions péninsulaires. Il est question de savoir si l'intérêt français et impérial ne défend pas de livrer Rome au Piémont et l'empereur a répondu en lui-même : « Oui, il le défend. »

Comme Gramont attribue ici à l'empereur des idées analogues aux siennes, son témoignage doit être accueilli avec prudence, mais il est confirmé par d'autres indices. La Valette écrivit à Thouvenel le 5 juillet 1862 (Cergay, 165 A II 5) : « Le Saint Père, si j'en crois Mgr Franchi, a beaucoup insisté sur une conversation que le nonce, à son arrivée à Paris [janvier 1862] aurait eue avec l'empereur et dans le courant de laquelle Sa Majesté aurait dit que l'unité de l'Italie était une chimère et que le pape eût-il quitté Rome depuis dix-huit mois y reviendrait plus fort que jamais ; dans l'opinion de l'empereur la réalisation du rêve qui fait de Rome la capitale de l'Italie ne devait avoir pour résultat que de précipiter la dislocation du nouveau royaume. Venues de si haut, de telles appréciations avaient nécessairement produit une grande impression sur le pape, et Sa Sainteté se serait montrée moins disposée que jamais à compter avec un état de choses que l'empereur lui-même paraissait considérer comme éphémère. » Voir p. 423.

pape, mais celui du roi de Naples qui organisait la guérilla dans ses anciens États avec l'appui du Saint-Siège et grâce à la tolérance du général de Goyon. Mais cette manière de voir ne fut certainement pas celle de Thouvenel qui s'était très tôt (1) convaincu, malgré l'avis contraire de Gramont (2), que la chouannerie napolitaine échouerait. Et si Napoléon III a parfois douté de la solidité de l'unité italienne, il ne semble pas que l'attente de sa dislocation ait été le principal motif qui le décida, en 1861, à ajourner la question romaine.

Il comptait bien plutôt, pour résoudre la question romaine, sur un autre événement, qui, lui aussi, ne s'est pas produit : la mort prochaine de Pie IX. Il espérait, alors, exercer de concert avec le gouvernement italien une influence prépondérante sur le conclave et faire élire un pape libéral qui se serait entendu avec l'Italie (3). Même au cas où un pape intransigeant aurait été désigné, la mort de Pie IX eût facilité la solution de la question romaine, car Napoléon III se considérait comme engagé d'honneur (4) et personnellement vis-à-vis de lui, tandis qu'il n'aurait pas eu les mêmes scrupules vis-à-vis de son successeur.

Or, en 1861, il paraissait très probable que Pie IX ne vivrait pas longtemps. Il était âgé de 69 ans et atteint d'épilepsie. En avril 1861, il s'évanouit dans la chapelle Sixtine, et cet incident attira l'attention sur l'état précaire de sa santé. En juin il fut sérieusement malade. Prévoyant sa fin prochaine, il remit à plusieurs cardinaux un bref où, dérogeant à la tradition en raison des graves circonstances que traversait l'Église, il ordonnait que son successeur fût élu aussitôt après sa mort. Ce bref fut communiqué à Gramont par un cardinal favorable.

(1) Par exemple, il écrivait dès le 10 décembre 1860 à Persigny : « Il est regrettable que des journaux comme le Pays et la Patrie qui passent à tort ou à raison pour être les organes officiels du gouvernement de l'empereur propagent des bruits faux ou exagérés sur les événements dont Naples ou les provinces environnantes peuvent être le théâtre » (F¹ 570).

(2) La Valette, qui succéda à Rome, à Gramont, écrivait à Thouvenel le 19 janvier 1862 : « Je ne vous cache pas que je suis indigné, quand je lis les correspondances de l'année passée, de voir à quel point on s'est trompé ou on vous a trompé, surtout en ce qui touche François II et tout ce qui tient à la réaction. » (Cercay, 165 A II 5.) Le terme de réaction désignait alors les entreprises pour la restauration des Bourbons à Naples.

(3) La candidature du cardinal d'Andrea, et celle du cardinal Santucci qui avait pris part aux négociations engagées par Cavour furent envisagées, mais d'Andrea fut disgracié et Santucci mourut en Août 1861.

(4) Thouvenel, dans une lettre du 26 octobre à Benedetti, précisait : « Je me suis... assuré que c'est bien plutôt une question d'honneur qu'une question de conscience qui arrête Sa Majesté. » (*Pages de l'histoire du Second Empire*, par Louis Thouvenel).

à l'Italie, d'Andrea. Gramont prépara alors, avec l'assentiment de Thouvenel, une circulaire que l'ambassadeur aurait adressée aux cardinaux si Pie IX était mort (juin 1861). Le gouvernement impérial s'y engageait à faire respecter la liberté du conclave, mais à la condition qu'il eût lieu dans les délais d'usage. Si les cardinaux se conformaient au bref de Pie IX, les troupes françaises évacueraient Rome aussitôt (1). Cette circulaire et les renseignements que réunit Gramont à la même époque sur tous les cardinaux montrent que le gouvernement impérial attachait au conclave une grande importance et fondait sur lui de grands espoirs. L'attente de la mort prochaine de Pie IX fut un des principaux motifs qui décidèrent le gouvernement impérial à ajourner la solution de la question romaine, en 1861 et en plusieurs circonstances ultérieures (2).

Il est très difficile de savoir dans quelle mesure la décision de ne pas abandonner le pape fut inspirée à Napoléon III par la crainte de l'opposition cléricale, par l'influence conservatrice et souvent cléricale de son entourage, par le souci de l'« intérêt français et impérial » comme le croyait Gramont, ou par ses sentiments personnels vis-à-vis de l'Église et de Pie IX. Il semble qu'aucun de ces motifs n'aurait été à lui seul décisif. Quoi qu'il en soit, malgré ses perpétuelles hésitations, malgré les sautes d'humeur que déterminaient chez lui les circonstances ou les influences qu'il subissait, et suivant lesquelles le Saint-Siège ou le gouvernement italien encourraient tour à tour son mécontentement, il défendit fidèlement jusqu'à sa chute le petit territoire qui, depuis Castelfidardo, constituait la puissance temporelle de Pie IX.

Au mois d'août 1861 le changement du personnel chargé d'assurer les relations entre Rome et Paris fut décidé. Le pape consentit enfin à nommer des cardinaux. Sacconi, qui d'ailleurs avait en fait cessé ses fonctions depuis octobre 1860, reçut le chapeau au consistoire du 30 septembre. Il eut pour successeur Chigi, comme le Saint-Siège et le gouvernement en étaient convenus depuis 1859 (3) Chigi n'entra d'ailleurs en fonction

(1) Le texte de cette circulaire figure dans la Correspondance diplomatique en annexe à la dépêche du 30 décembre 1862. Voir Cérçay, 165 A II 4, 18 et 22 juin 1861.

(2) Mérimée écrivait à Panizzi le 14 octobre 1861 : « Un bruit s'est répandu qui, je crois, n'est qu'une invention pour autoriser à attendre sans rien faire ; c'est que Notre Saint Père allait bientôt mourir. Naturellement, on dit que l'on peut ajourner toute solution jusqu'à son successeur ; très bonne occasion pour ne rien faire du tout. » Cette opinion peut contenir une part de vérité, mais elle est certainement exagérée.

(3) Voir p. 437. Le gouvernement, d'ailleurs, eut bientôt des doutes sur les mérites

qu'en janvier 1862. L'auditeur de Rote, La Tour d'Auvergne, avait été nommé le 6 avril coadjuteur de l'archevêque de Bourges. Il ne s'était mêlé à Rome, ni de politique, ni des divisions du clergé français. Gramont désirait que son successeur tint la même conduite : « ... toute immixtion d'un ecclésiastique, fût-il le meilleur, le plus dévoué à l'empereur, le plus intelligent des prêtres, toute immixtion dis-je d'un *ecclésiastique* dans nos rapports avec la cour de Rome est à mes yeux un inconvénient grave et un danger sérieux. Il arrive toujours un moment où le prêtre est obligé, sous peine de renier son caractère, de subir l'influence ou l'autorité romaine. Rien ne serait plus faux que de croire trouver un concours utile dans un auditeur de Rote dévoué et capable ; on ne tarderait pas à s'en apercevoir. Ce qu'il importe de trouver, c'est un prêtre *pas remuant*, ayant de la réserve et de la tenue et acceptant le poste d'auditeur de Rote comme une transition aux dignités ecclésiastiques en France, c'est-à-dire à un évêché français ; il faut être certain avant de le choisir qu'il ne compte pas se faire de la Rote une situation romaine et s'en servir pour gagner les bonnes grâces du Vatican, mais qu'au contraire par goût, par instinct, par ses liens de famille ou même par une légitime ambition il ne cesse de voir sa carrière comme devant se faire en France et par son gouvernement » (1). Cependant, l'empereur et Thouvenel choisirent un prêtre intelligent, actif et ambitieux, Lavigerie. C'était un ancien professeur à la faculté de théologie de Paris, très lié avec Maret qui le recommandait chaudement ; il s'était occupé en 1860 des secours à fournir aux chrétiens de Syrie, où il avait longuement séjourné, ce qui l'avait tenu à l'écart de la question romaine. Sa nomination fut agréée par le pape le 31 mars 1861. Il arriva à Rome en novembre.

D'autre part la nomination de Gramont à Vienne fut décidée à la fin d'août, ainsi que la nomination de La Valette à Rome. La Valette, comme ambassadeur à Constantinople, avait défendu les intérêts catholiques dans la querelle des Lieux Saints, mais il était indifférent en matière religieuse, peu favorable à l'Église

de Chigi, et chercha vainement à faire désigner à sa place le nonce à Madrid, Spacca Pietra (Correspondance diplomatique, 10 avril 1861, janvier 1862). La Valette avertit Thouvenel que Chigi était « un ultramontain et un bourbonien de première force ». (11 janvier 1862, Cerçay, 165 A II 5.)

(1) Cergay, 165 A II 4, 7 juin 1861 (voir aussi 9 et 11 juin et 23 novembre 1861). *Le secret de l'empereur*. Baudard : *Vie du cardinal Lavigerie*.

et au Saint-Siège (1). Ce changement fut d'autant plus désagréable au Saint-Siège, que Gramont avait ouvertement pris position contre l'unité italienne. Le pro-secrétaire d'État, Berardi, déclara à Cadore « que l'impression qu'en ressentirait le Saint-Siège serait très fâcheuse : on était très prévenu au Vatican contre M. de La Valette, on lui attribuait une nature et un caractère un peu cassants qui indiquaient qu'en l'envoyant à Rome, l'empereur avait l'intention de brusquer les choses ; on faisait remarquer que Mme de La Valette était protestante... (2) de plus, on motivait le départ du duc de Gramont par des considérations toutes politiques et on supposait qu'il n'avait pas voulu retourner à Rome pour n'être pas témoin de la chute de la papauté. » (3) Cadore protesta vivement contre cette interprétation, et le pape ne se plaignit pas de la nomination de La Valette.

La nomination de La Valette succédant à celle de Benedetti montrait que l'empereur restait favorable à l'Italie. Mais, du mois de juin jusqu'à la fin de l'année, malgré les demandes instantes du gouvernement italien, il refusa de brusquer la solution de la question romaine. « L'empereur paraît décidé à rester dans le *statu quo* tant que vivra le pape actuel », écrivait le 26 octobre Thouvenel à Benedetti (4). C'est surtout de la mort de Pie IX qu'il s'entretint avec La Valette lorsqu'il lui donna ses instructions (octobre) (5). La Valette arriva à Rome le 3 décembre.

(1) Voir p. 176. Mérimée écrivait à Panizzi à la fin d'octobre : « Il me semble avoir toutes les qualités désirables pour traiter avec des ecclésiastiques : une orthodoxie égale à la vôtre, et des dispositions à donner aux cardinaux toute la confiance que leur habit inspire à un bon catholique comme vous ou moi... »

(2) C'était également le cas de la duchesse de Gramont, qui se convertit d'ailleurs plus tard au catholicisme. Au contraire, la marquise de La Valette, d'origine américaine, et qui avait une grande activité mondaine, était ouvertement peu favorable à l'Église.

(3) Cérçay, 165 A II 4, Cadore à Thouvenel, 31 août 1861.

(4) *Pages de l'histoire du Second Empire*.

(5) 21 décembre 1861, La Valette à Thouvenel (Cérçay, 165 A II 5), voir p. 600. Le Prince Napoléon écrivait à Ricasoli le 31 octobre : « ... L'empereur, aujourd'hui, sait ce qu'il ne veut pas, et non ce qu'il veut ; car indiquer un but (l'arrangement de l'Italie et de la Papauté), sans indiquer les moyens d'y parvenir sachant que les deux causes sont impossibles à accorder, ce n'est point avoir une politique. » L'envoyé de Ricasoli auprès du prince, Klapka, écrivait le 1^{er} novembre : « Il m'assura qu'il lui serait difficile d'exercer l'influence désirable sur l'esprit de l'empereur, lequel aurait à lutter contre les réclamations de presque tout son entourage. Il n'y a que MM. de Morny, Rouher, le sénateur Pietri qui approuvent franchement l'idée de l'évacuation. Persigny y met des conditions et Thouvenel n'ose pas se prononcer. » En effet, Persigny, très chaud pour l'Italie au début de 1861, devenait plus hésitant : le 7 juin, tout en assurant Ricasoli de son « amour pour la cause de l'Italie », il déclarait : « Pour moi, quoique convaincu de l'immense supériorité du parti libéral en France sur ce

Le maintien de l'occupation française n'améliora pas sensiblement les relations entre Rome et Paris, mais il montra aux évêques français que le gouvernement impérial n'était pas décidé à abandonner le pape, comme beaucoup d'entre eux l'avaient cru après Castelfidardo. En septembre et en octobre, alors que le changement des ambassadeurs montrait que la question romaine était temporairement ajournée, plusieurs prélats écrivirent à l'empereur pour l'adjurer d'empêcher la ruine du pouvoir temporel. L'évêque de Chartres, Regnault, le fit sur un ton presque comminatoire (1) ; les autres (2) affirmèrent comme lui que l'Église de France défendrait le pouvoir temporel jusqu'au martyr, mais ils déclarèrent qu'ils mettaient leur confiance en l'empereur. « Votre Majesté, écrivaient les évêques de la province de Tours, a jusqu'ici protégé avec nos soldats la personne vénérée du Souverain Pontife. Cette noble mission, remplie avec une piété digne des beaux temps de la foi, honore notre pays et le prince qui la gouverne. Mais, Sire, c'est moins la personne du chef de l'Église qui est en péril en ce moment que l'Église elle-même et nous venons supplier Votre Majesté d'examiner dans son cœur si la religion et la France n'attendent rien de plus du prince chrétien et du fils aîné de l'Église... Notre confiance, Sire, la confiance des chrétiens est en vous. Les choses sont arrivées à ce point que rien en ce moment ne peut être fait sans vous pour l'Église ou contre l'Église. » Rouland répondit le 9 octobre dans les formes les plus courtoises, que l'empereur travaillait à donner à la question romaine une solution conforme « aux véritables intérêts de l'Église ». Il écrivit plus nettement à l'évêque de Saint-Brieuc (3). « Notre armée assurera dans Rome l'indépendance complète du Souverain Pontife. Le Saint Père a reçu sur ce point les assurances les

qu'on appelle le parti catholique, je ne croirais pas devoir conseiller à l'empereur rien qui pût lui donner l'apparence, non seulement de persécuter l'Église, mais de ne pas faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger le pape... ». Ricasoli : *Lettere e Documenti*, t. VI.

(1) F¹⁹ 1.931 : 2 octobre 1861 : « Jamais les motifs de sécurité personnelle ne doivent être mis dans la balance quand il s'agit du bien général. » Regnault citait les paroles de Mardochée à Esther : « Si vous demeurez dans le silence, Dieu trouvera bien d'autres moyens de sauver son peuple, tandis que vous et votre maison, vous périrez. »

(2) Voir la lettre de Gerbet (F¹⁹ 1.931, 28 septembre) et celle de Martial à Rouland (F¹⁹ 2.575, 13 septembre) ; la lettre collective des évêques de la province de Tours à l'empereur (AB XIX 525 ; Paguette de Follenay, *Vie du cardinal Guibert*, 31 août). Les évêques de la province de Rennes adressèrent également un mémoire à l'empereur (F¹⁹ 2.497, Dubreuil, septembre.)

(3) F¹⁹ 2.575, septembre 1861.

plus formelles et il a daigné témoigner sa reconnaissance soit par des dépêches adressées à Sa Majesté, soit par des actes publics qui n'ont pas échappé à l'épiscopat. » (1)

Guibert écrivit peu après à Regnault : « Mes appréhensions sont toujours bien grandes ; les choses sont arrivées à ce point que notre gouvernement subit les événements, loin de les diriger. Il ne désire pas l'unité italienne, mais si elle se fait, il souscrira aux conséquences et abandonnera le pape, tout en exigeant des garanties qui jetteront de la poudre aux yeux du public indifférent ou inintelligent mais qui au fond ne garantiront rien et laisseront l'Église en proie aux crises les plus affreuses (2). »

Lorsque, pour dégager sa responsabilité dans le démembrement des États pontificaux, l'empereur invoquait, en 1860, la force des événements, Guibert, comme beaucoup de ses collègues, refusait toute créance à cette allégation, et y voyait une preuve de la mauvaise foi du gouvernement. Il se rendait compte, en octobre 1861, qu'elle renfermait une grande part de vérité. En octobre 1860, il considérait comme vain de faire des démarches confidentielles auprès d'un pouvoir qu'il croyait résolument hostile au Saint-Siège ; en octobre 1861, il les jugeait utiles, parce qu'il voyait le gouvernement passif et hésitant entre les diverses influences qui s'exerçaient sur lui. Sans rendre sa confiance à l'empereur, il ne la lui refusait plus entièrement. La politique italienne du gouvernement inspirait moins de défiance et d'appréhensions aux évêques en octobre 1861 qu'en décembre 1860. La question romaine paraissait en voie d'apaisement. Dans quelques diocèses cependant, et surtout à Poitiers, les conflits qu'elle avait allumés étaient toujours aussi vifs.

IV. — *Le conflit de Poitiers* (3)

Le gouvernement, à la fin de l'année 1861, avait décidé de rompre toutes relations avec les deux évêques qui s'étaient le plus illustrés dans la défense de la cause pontificale, Pie et Dupanloup. Cette mesure avait autrefois été prise contre Baillès et, depuis la fin de 1858, elle était appliquée contre

(1) Voir p. 522.

(2) Cité par Paguelle de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.

(3) Aux sources indiquées p. 242, ajouter F¹³ 5.846, F¹³ 6.092, F¹³ 297 (rapport de Gallix, 20 octobre 1861), BB¹³ 1.606, 1.613, 1.618, 1.619, 1.620, 1.628, 1.629, 1.635, 1.638, 1.647, 1.648 ; F¹⁷ 9.987 ; F^{1b} I, dossier Levert ; F¹⁷, dossier Juste.

Correspondance diplomatique, juillet, août 1861.

l'évêque de Moulins, Dreux-Brézé, dont le diocèse, en dépit de la question romaine, était resté depuis lors assez calme. Mais la lutte engagée contre Dupanloup et surtout contre Pie se présentait dans des conditions bien différentes : il ne s'agissait plus seulement d'un conflit local : l'opinion publique, presque inexistante jusqu'en 1859 jouait de nouveau un rôle. La célébrité de Pie et de Dupanloup, le caractère tour à tour dramatique et comique de leurs démêlés avec l'autorité attiraient d'autant plus l'attention que la question romaine avait cessé d'agiter le reste de la France. Les incidents d'Orléans et de Poitiers défrayèrent, en 1861, les journaux et les conversations des salons. En outre, le conflit de Poitiers mettait en cause la personne de l'empereur que Pie avait directement attaqué.

La question romaine, où Pie n'avait cessé depuis 1859 de manifester la plus vive hostilité contre le gouvernement impérial, avait exacerbé le conflit engagé depuis 1852 dans le diocèse de Poitiers. La Rochejaquelein, d'abord favorable au Piémont, s'était fait au Sénat le champion du Saint-Siège et avait resserré son alliance avec Pie. Celui-ci dominait entièrement le clergé, les congrégations, les associations religieuses et le parti légitimiste de son diocèse : il groupait toutes ces forces dans une opposition ardente.

Cependant, beaucoup de fonctionnaires lui étaient favorables. Le premier président, de Sèze, et le préfet de la Vienne, Paulze d'Ivoy, restaient enclins à le ménager. Mais le gouvernement, à mesure que l'hostilité de l'évêque devenait plus vive, attachait plus de poids aux avis de ses adversaires, Damay et Juste (1).

En juillet 1860, le préfet des Deux-Sèvres, Lowasy de Loinville, qui avait longtemps subi l'ascendant de La Rochejaquelein fut révoqué. En décembre 1860, Paulze d'Ivoy fut remplacé par un préfet énergique et habile, Levert, qui, comme Damay, jugea nécessaire d'entamer contre Pie une lutte sans merci (2).

(1) La lutte entre le parquet général et l'évêché se manifesta même à propos de délits de droit commun. Le 13 décembre, un desservant des Deux-Sèvres, Berthomier fut condamné à 5 ans de prison pour attentat à la pudeur. « ... Jusqu'au dernier moment, écrivait Damay, le clergé l'a défendu à outrance. Le curé de canton... est venu devant la cour d'assises attaquer les témoins et chercher à emporter son acquittement. On a fait plaider par l'avocat que l'évêque le croyait innocent... Berthomier a été condamné, mais ce fut une victoire disputée malgré l'évidence et l'odieux des faits ; il est effrayant de voir ce que le clergé, quand son intérêt est en jeu, ose, en morale comme en politique, couvrir de sa protection. » (BB¹⁰ 385, 4 juin 1860. Voir aussi BB¹⁸ 1.648.)

(2) Un nouveau maire de Poitiers fut nommé peu après et l'inspecteur d'académie, Audinet, très clérical, fut déplacé.

C'est sur leur demande que le gouvernement déféra au Conseil d'État le mandement de Pie du 22 février et décida de rompre tous rapports avec lui. Les fonctionnaires furent invités à cesser toutes relations avec l'évêché. Delangle écrivit le 6 mars à de Sèze (1) : « ... J'aime à me persuader que tous les hommes sincèrement attachés à nos institutions, et particulièrement les magistrats, ont tenu à honneur de se séparer de l'évêque et de manifester leur désapprobation. Il vous appartiendrait, Monsieur le Premier Président, si mes prévisions n'étaient pas complètement réalisées sur ce point, de rappeler aux magistrats qui n'auraient point cessé leurs relations avec Mgr Pie ce devoir que leur imposent et les fonctions qu'ils remplissent et la confiance dont le gouvernement les a investis (2). » De Sèze répondit le 7 mars que, comme lui (3), ses collègues avaient hautement blâmé le « mandement inqualifiable » de Pie. « Tout le parti légitimiste est allé remettre sa carte chez l'évêque le jour même où a paru le Moniteur, mais je puis affirmer à Votre Excellence que pas un membre de ma compagnie n'a imité cet exemple, que *tous* se sont abstenus de voir l'évêque depuis ce jour et s'abstiendront de le voir désormais comme ils le voyaient par le passé. » Il ajoutait : « La magistrature de Poitiers... est comme moi *sérieusement dévouée* au gouvernement de l'empereur ; ce dévouement se traduirait en faits positifs si l'occasion le rendait nécessaire mais nous n'imitons pas *l'exemple* de deux ou trois d'entre nous que je pourrais vous citer et qui crient leur dévouement *sur les toits* pour en tirer profit s'ils le peuvent et aussi pour couvrir des antécédents politiques qu'aucun de nous ne leur envie. » Damay, cependant, avait transmis à ses substituts par une circulaire officielle les instructions du ministère. Mais il proposa vainement à de Sèze d'adresser une circulaire analogue aux magistrats inamovibles (4). De Sèze écrivit de nouveau le 8 mars à Delangle

(1) La lettre analogue adressée par Rouland au recteur est à F¹⁸ 6.092.

(2) BB¹⁸ 1.606.

(3) De Sèze citait la lettre qu'il avait adressée à Persigny le 1^{er} mars pour approuver sa lettre publique au préfet de la Vienne : « Malheureusement, les lauriers de Mgr Dupanloup empêchent Mgr Pie de dormir et depuis un an, on ne le reconnaît plus. Espérons que la leçon qu'il va recevoir lui profitera et le ramènera dans une voie meilleure. Longtemps j'ai cherché et j'ai réussi *par mes bons rapports* à modérer ce prélat, mais depuis les affaires de Rome (je l'ai dit à Sa Majesté en octobre dernier), j'ai reconnu qu'il n'y avait plus rien à faire et j'ai dû éloigner de plus en plus mes relations avec lui. »

(4) Il rendit compte de ce refus à Delangle le 8 mars : « Quand M. le Premier Président émet l'opinion qu'il maintenait le prélat avant la guerre d'Italie, il commet une erreur manifeste. Loin de le dominer, l'honorable M. de Sèze n'était qu'un instrument

qu'il préférerait n'intervenir qu'auprès de quelques magistrats « qui entretiennent des rapports habituels avec Mgr Pie », et seulement « sous forme de conversation *intime et confidentielle*... Je crois que dans des cas pareils il faut faire le *moins de bruit possible* et s'abstenir surtout de prendre des mesures générales et bruyantes qui réellement ne sont pas nécessaires ».

« Je suis de l'avis du procureur général, nota Delangle. Il faut agir résolument contre l'évêque de Poitiers. Les ménagements exposent à de fâcheuses interprétations. On ne doit point d'égards à un prêtre qui peut commettre de tels excès. » Il écrivit à de Sèze le 11 mars : « Je vous invite donc, Monsieur le Premier Président, à notifier nettement non seulement aux membres de votre Cour mais aussi aux magistrats de votre ressort que vous verriez avec approbation qu'ils cessassent leurs relations officieuses et officielles avec l'évêque de Poitiers. » De Sèze s'inclina. La politique de Damay triomphait.

Pie protesta le 11 mars dans une lettre à Rouland contre les Articles Organiques, « appendice irrégulier du Concordat », en vertu desquels il était déféré au Conseil d'État, et contre la lettre de Persigny d'après laquelle il aurait obéi à « des passions étrangères aux intérêts de la religion ». Il déclara n'avoir attaqué que La Guéronnière et non l'empereur. Quant à sa phrase sur Pilate : « J'ai prémuni, disait-il, je n'ai pas insulté, je n'ai pas fait le tableau de ce qui est, j'ai fait le tableau de ce qui serait » si le pape était abandonné. Les amis de Pie trouvèrent qu'il reculait (1). Il n'en fut pas moins frappé d'une sentence d'abus, le 30 mars, bien que Cornudet et d'autres conseillers d'État catholiques eussent pris sa défense. L'un des considérants invoquait la déclaration de 1682 comme la sauvegarde de la séparation entre le spirituel et le temporel dans le droit public français.

Beaucoup d'évêques blâmaient la violence de Pie ; même parmi les témoignages de sympathie qu'il avait reçus d'une vingtaine de ses collègues, quelques réserves étaient faites sur la vivacité de son mandement. Mais Pie reçut, à la fin de mars, de chaudes félicitations de Pie IX. Aussi prononça-t-il, le 30 mars,

entre ses mains habiles. La mesure d'aujourd'hui dérange les habitudes et les intimités d'hier encore, cause probable de quelques hésitations dans le concours demandé. » (BB¹⁸ 1.606.)

(1) Voir *Correspondance de Mgr Gay, évêque d'Anthédon*, 14 mars 1861. Le texte primitif du mandement de Pie contenait cette phrase : « Pilate, que sa femme a détourné de se donner des torts envers ce juste... » La mère de Pie lui fit supprimer cette allusion à l'impératrice.

devant son habituel auditoire légitimiste un sermon sur le texte *gaudete in æternum* où il exprimait sa joie et sa fierté. Il s'abs tint d'ailleurs de le publier, et se borna à écrire à ses prêtres, au sujet de la sentence d'abus dont il était frappé : « Vous savez... quelle est la valeur canonique de ces sortes d'arrêts. » Il partit ensuite en tournée pastorale dans la région de son diocèse où les légitimistes et le clergé avaient le plus d'influence : le nord des Deux-Sèvres. Ses partisans lui firent une réception triomphale (1) à laquelle plusieurs maires prirent part malgré les ordres du gouvernement.

L'agitation était alors très vive dans le diocèse. « Les églises sont de véritables clubs, que je suis impuissant à surveiller, écrivait le 4 avril le préfet, Levert (2). Les chaires ont été transformées en tribunes d'où beaucoup d'honnêtes curés, jusqu'à présent inoffensifs, surexcités d'un côté par l'exemple de leur évêque, poussés de l'autre par les rancunes du parti légitimiste se croient dans l'obligation de protester maladroitement, au nom du pape, contre la politique du gouvernement de l'empereur. Dans beaucoup de paroisses, de véritables réquisitoires ont été prononcés. »

Mais l'autorité civile, armée par la circulaire de Delangle, réagit vigoureusement. L'imprimeur de Pie, Oudin, fut condamné à 500 francs d'amende, pour n'avoir pas fait le dépôt d'une des éditions du mandement de Pie du 22 février 1861. Quatre informations judiciaires furent ouvertes contre des prêtres, et, grâce à la pression exercée par leurs chefs (3), les magistrats poitevins enclins à ménager le clergé condamnèrent deux des accusés, Bigarré et Lhêmeau, celui-ci à deux ans de prison. « L'effet produit par la condamnation du vicaire d'Availles a été très grand, écrivit Levert le 26 mai. Elle a causé aux catholiques légitimistes une émotion profonde, mais elle a été très favorablement accueillie par le reste des populations (4). » L'agitation commença dès lors à se ralentir.

(1) Pie se vanta de ses succès dans une lettre du 16 juin à Rouland où il critiqua le rapport de Suin sur lequel le Conseil d'État l'avait condamné.

(2) F¹⁰ III Vienne 9. Voir § 2 ; cette agitation du diocèse de Poitiers fut, sans doute, la principale cause de la circulaire du 8 avril 1861.

(3) De Sèze écrivait le 8 août à Persigny au sujet des condamnations de Lhêmeau et de Bigarré : « Dans les circonstances graves où... nous avaient placés les actes de l'évêque de Poitiers je sentais la nécessité d'imprimer à la justice de la Cour une marche très décidée, aussi ferme que modérée. Mes instructions ont été suivies. » (F¹⁰ III Vienne 9.)

(4) F¹⁰ 5.847.

La nouvelle ligne de conduite de l'administration se manifesta publiquement à la procession annuelle du miracle des clefs, qui fut privée pour la première fois du concours de la municipalité, de la troupe et des pompiers. Levert reprit en main le Journal de la Vienne (1) qui avait jusqu'alors ménagé l'évêché et qui, sous la direction d'un ancien rédacteur de la Presse, entreprit contre lui une vive polémique. Les élections cantonales de juin furent un succès pour l'administration car, en dehors du Bocage vendéen, le clergé avait peu d'influence sur les masses. Le gouvernement retira à La Rochejaquelein la présidence du conseil général des Deux-Sèvres qui fut confiée à son vieil adversaire, le général Allard. Sur l'ordre de Persigny (2), le préfet Lorette fit émettre par le conseil général un vœu pour l'érection d'un évêché à Niort, ce qui eût privé le diocèse de Poitiers de sa région la plus religieuse. Après trois mois de luttes où elle avait d'abord été débordée, l'administration commençait à prendre le dessus. A la retraite pastorale, au début de juillet, Pie engagea ses prêtres à rester réservés.

Mais, le 30 juin, il avait prononcé une homélie qui donna lieu à un nouveau et violent conflit. « Je vois trois choses dans le récit de Luc, avait-il dit : Hérode qui fait du mal à l'Église et qui met la main sur Pierre, Dieu qui sauve Pierre miraculeusement, enfin Dieu encore qui fait mourir Hérode misérablement. » Il avait ensuite expliqué que cet Hérode n'était ni Hérode I^{er} l'Ascalonite, ni Hérode II Antipas, mais « un troisième Hérode ». Les dépêches de Levert et de Damay qui signalaient cette homélie comme une insulte à Napoléon III, lui furent transmises à Vichy. Il paraît en avoir été très irrité. Dès le 6 juillet, Delangle fit ouvrir une information préparatoire tandis que Thouvenel adressait au chargé d'affaires de France à Rome, Cadore, une dépêche très pressante. « Le pape lui-même a bien voulu charger le duc de Gramont de porter de sa part à l'empereur des paroles d'amitié et de gratitude. » Thouvenel ne doutait donc pas que le Saint-Siège blâmât le langage de Pie, mais il demandait « que le Saint Père usât des moyens qui sont à sa disposition pour faire parvenir à Mgr Pie un témoignage formel de sa désapprobation... Si les allusions de l'évêque de Poitiers sont aussi transparentes que coupables,

(1) F¹⁸ 297.

(2) Cet ordre fut donné à l'insu de Rouland qui prévoyait les difficultés que soulèverait un pareil projet. Un nouveau vœu fut émis en 1862, mais seulement par 13 voix contre 11 ; comme le premier, il ne reçut pas de suite. F¹⁹ 2.016.

n'avons-nous pas le droit de nous étonner de voir ce prélat, aveuglé par son hostilité, aller chercher jusque dans le secours matériel que nous prêtons au Saint Père un texte d'odieuses accusations contre Sa Majesté. Mais nous en appelons au pape lui-même. Est-ce que le vénérable successeur de Saint Pierre se croit captif à l'ombre de notre drapeau et pense-t-il qu'en montant la garde à la porte de sa capitale, ce soit sa liberté qu'oppriment les soldats de Napoléon III ? »

« Des attaques aussi injustes, des excitations aussi passionnées parties de la bouche d'un évêque sont d'une nature trop sérieuse pour qu'il ne soit pas du devoir du gouvernement de Sa Majesté, dans le double intérêt de sa dignité et de la paix publique dont il est responsable, d'aviser aux moyens d'y mettre un terme : ... Vous pourrez ajouter, Monsieur, que si le Saint Père, dans les allocutions que les consistoires lui fournissent l'occasion de prononcer, voulait bien faire entendre quelques paroles semblables à celles que le duc de Gramont a été heureux de recueillir de la bouche de Sa Sainteté et exprimer des sentiments conformes à ceux dont lui a fait part le cardinal Antonelli, aucun évêque ne se croirait désormais en droit de tenir le langage que l'évêque de Poitiers s'est permis. » (1)

Or, le 6 juillet précisément, le ministre des Armes du pape, Mérode, se querella avec le général de Goyon, cependant très favorable au Saint-Siège, l'insulta, et lui tint des propos offensants pour l'empereur. Goyon lui répondit qu'il le souffletait moralement et cesserait tous rapports avec lui. Antonelli lui présenta le 7 les excuses du gouvernement pontifical. Cadore fit remarquer à Antonelli l'analogie des deux incidents. « De la part du Saint-Siège, ai-je dit au cardinal, la tolérance de pareilles accusations semblerait indiquer le dessein secret de les voir se propager dans le monde catholique, alors qu'il sait que ce ne sont que des odieuses calomnies. » (2) Le cardinal Antonelli « a paru se refuser à croire que les intentions de Mgr Pie aient été telles que le supposait le gouvernement de l'empereur ; ce n'étaient... que des citations historiques que chacun pouvait interpréter à sa manière, d'autant plus que l'usage est de faire, le jour de la saint Pierre, des sermons sur les persécutions subies par le prince des apôtres. Cependant, le cardinal ne contestait

(1) Correspondance diplomatique. Copie de cette dépêche fut laissée à Antonelli.

(2) 16 juillet. Correspondance diplomatique. Cette dépêche est personnelle, l'incident de Goyon n'ayant fait l'objet d'aucune démarche officielle du gouvernement.

pas le danger qu'il y avait, dans les circonstances actuelles, à prêter ainsi des armes à la malveillance et à la calomnie. Quant au secours et à l'appui donnés par l'empereur au Saint-Siège, c'était là, et je crois devoir rapporter les paroles textuelles du cardinal, un fait *matériel, éclatant* que personne ne pouvait chercher à nier ou à dénaturer, et il saisissait avec bonheur cette nouvelle occasion de répéter ce qu'il avait dit à ce sujet à M. le duc de Gramont : les sentiments personnels du Saint Père étaient bien connus puisqu'il avait chargé notre ambassadeur de porter l'expression de sa gratitude à Sa Majesté ». (13 juillet).

Conformément à la demande de Thouvenel, Antonelli, qui était en rivalité avec Mérode et cherchait à ménager le gouvernement impérial, demanda à Pie IX d'exprimer au consistoire du 22 juillet sa gratitude envers l'empereur. Mais Pie IX en fut dissuadé par son entourage, qui partageait généralement la haine de Mérode contre l'Empire. Il déplora au contraire la reconnaissance du royaume d'Italie par la France. Antonelli obtint seulement l'insertion dans le compte rendu officiel (1) d'une phrase que le pape n'avait en fait pas prononcée. Le pape, déclara le Journal de Rome du 23 juillet « a dit avoir témoigné au représentant de la France près le Saint-Siège que tout en sentant toute la gratitude qu'il devait pour le ferme appui que lui prêtent les vaillantes troupes de cette grande nation, il ne pouvait se dissimuler d'un autre côté l'abus que les ennemis de l'ordre faisaient déjà et continueraient à faire de l'acte de reconnaissance du prétendu roi d'Italie, acte qui avait produit dans son cœur une douloureuse surprise ».

Billault, qui faisait l'intérim des Affaires Étrangères, jugea cette déclaration très peu satisfaisante (2) et regretta surtout que le pape n'eût pas nommé l'empereur (3) : « Pour la seconde fois il se borne à se montrer uniquement reconnaissant envers la France et envers ses soldats. Cette observation n'échappe à personne et doit nécessairement produire un effet regrettable. » Les démarches faites par le gouvernement impérial avaient été divulguées par l'Indépendance Belge. Pie, « loin de penser qu'on déplore ses écarts jugera au contraire qu'il sert

(1) Le pape n'avait pas prononcé de véritable allocution. Il n'y eut donc pas d'autre publication officielle que ce compte rendu.

(2) Rouland cependant en fit état dans la circulaire annuelle pour le *Te Deum* du 15 août.

(3) Voir p. 426.

la cause de l'Église comme on le désire à Rome et nous devons nous attendre à de nouvelles attaques qu'il ne nous sera pas permis de tolérer. C'est ainsi que de jour en jour on aggrave les difficultés d'une situation qui nuit essentiellement à la religion au lieu de chercher avec nous les moyens d'en conjurer les périls. » (1)

A la fin de juillet, l'incident Mérode-Goyon avait été divulgué par les journaux parisiens (2) et comme les excuses faites par le gouvernement pontifical à Goyon étaient restées secrètes, Billault proposa à l'empereur de demander au Saint-Siège une réparation publique. Napoléon III avait été « exaspéré » du langage tenu par Mérode (3). « Il faut demander réparation au gouvernement du pape sans exagérer ni restreindre l'incident », télégraphia-t-il le 3 août à Billault (4). Finalement une demande aussi nette parut inopportune (5). Le gouvernement impérial s'en remit au Saint-Siège des mesures à prendre et laissa l'opinion publique juger le langage de Mérode.

Cadore entretint personnellement Pie XI des deux incidents. Mais le pape, tout en faisant l'éloge de Goyon, considérait l'incident comme clos. « Sa Sainteté, écrivait Cadore (6), a complètement désapprouvé le langage de l'évêque de Poitiers et elle m'a *promis* qu'elle saisirait la première occasion de le lui dire elle-même ». Malgré cette promesse, le gouvernement n'obtint, pas plus contre Pie que contre Mérode, aucune satisfaction publique.

Au contraire, Pie ayant écrit au pape le 25 août pour protester contre le démembrement éventuel de son diocèse, et pour affirmer qu'il n'avait voulu faire aucune allusion personnelle à Napoléon III, Pie IX accepta cette interprétation et assura Pie que son diocèse ne serait pas démembre de son vivant. « Continuez donc, comme maintenant, avec la même religion, la même piété et le même zèle à défendre et à protéger intrépidement la cause de l'Église catholique, particulièrement en cette époque de révolution et d'impiété... » (7). Le pape encourageait les ennemis les plus violents du gouvernement impérial (8).

(1) Billault à Cadore. Correspondance diplomatique, 3 août 1861.

(2) Constitutionnel, 31 juillet.

(3) Nigra au prince Napoléon, 2 août 1861. Comandini : *Il principe Napoleone*.

(4) Correspondance diplomatique. Il était alors à Fontainebleau.

(5) L'appui ostensible du gouvernement impérial aurait compromis Antonelli qui cherchait à faire révoquer Mérode.

(6) Correspondance diplomatique, 27 août. Cette dépêche porte la mention « à communiquer à Sa Majesté ».

(7) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(8) Au début de 1862, le gouvernement publia dans son livre jaune la dépêche de Thouvenel du 6 juillet et la réponse de Cadore du 13. Pie protesta aussitôt auprès de

D'autre part, l'information judiciaire ouverte contre Pie échouait. Les témoins se dérobaient, « difficulté déjà constatée plusieurs fois en pareille matière dans un pays où l'on redoute l'influence du clergé et où la plupart des fonctionnaires eux-mêmes semblent avoir été pris parmi ses partisans (1) ». Le témoignage du commissaire de police seul aurait pu servir de base à l'accusation. Un sous-chef de bureau à la préfecture invoquait, pour ne pas témoigner, « son oreille un peu dure ». Le conservateur ces hypothèques déclarait « qu'il s'était un peu assoupi ». (2) L'information fut abandonnée vers la mi-août.

Cependant les populations se montraient nettement favorables, à l'administration dans la lutte qu'elle avait entreprise contre Pie. La fête du 15 août fut « une longue leçon donnée par la population elle-même aux ennemis du gouvernement ». Levert en triompha : « Depuis plusieurs années la fête de l'empereur se célébrait ainsi ; une grande messe était chantée à la cathédrale, à laquelle assistait tout le faubourg Saint-Germain de la ville. Immédiatement après, et au moment où les autorités arrivaient pour le *Te Deum*, toutes les familles nobles quittaient bruyamment l'église, renversant les chaises et faisant une véritable sortie de théâtre. Cette année, Monseigneur a officié lui-même, mais à l'issue de la messe une foule que j'estime à plus de 8 ou 10.000 personnes a envahi l'église, occupant les portes et arrêtant la circulation. C'est à grand'peine que j'ai pu pénétrer dans l'édifice où mon arrivée a été saluée par les cris réitérés de : vive l'empereur ! C'était la première fois qu'une semblable manifestation avait lieu. » (3) De même, à la distribution des prix des écoles congréganistes qui était naguère « un petit triomphe » pour Pie (4), il fut relégué au second plan et dut entendre un discours très gouvernemental du préfet qui fut applaudi (5).

Thouvenel contre les accusations dont son homélie avait été l'objet (Correspondance diplomatique, 4, 5 février 1862). Elles furent discutées au Sénat le 27 février 1862. Mathieu défendit Pie. Billault chercha à montrer qu'il avait été blâmé par le pape. Pie, dans une lettre publique à Billault (4 avril 1862), protesta de nouveau contre l'accusation dont il avait été l'objet. Il déclara que le 30 juin 1861, il s'était borné à relire, à peine modifié, un sermon déjà prononcé par lui en 1854. La valeur de cet argument aurait pu être discutée, mais Billault refusa d'engager avec Pie une controverse épistolaire.

(1) Damay à Delangle, 21 juillet BB¹⁸ 1.606.

(2) 12 août Damay à Delangle BB¹⁸ 1.606. Le gouvernement fit du moins sentir son mécontentement à ces fonctionnaires. « La suite a prouvé combien leur loyauté devait leur devenir funeste », écrivit Pie à Billault le 4 avril 1862.

(3) F¹⁹ 2.561, 20 août 1861, Levert à Rouland.

(4) BB¹⁸ 1.606, 22 août 1861, Damay à Delangle.

(5) Pie fut en outre accueilli très froidement dans l'arrondissement anticléricale de Melle, où il fit, en septembre, une tournée pastorale (BB¹⁸ 1.638).

Rouland nota sur le rapport de Levert : « L'empereur désire que le fait si important du *Te Deum* soit rapporté dans les journaux locaux pour être ensuite mis au Moniteur... *Idem* du fait de la distribution des prix des écoles chrétiennes ». Napoléon III prenait en effet très à cœur le conflit de Poitiers. Le 11 septembre, il écrivit de Biarritz à Randon. « J'apprends que malgré la défense faite à tous les fonctionnaires de fréquenter l'évêque de Poitiers, le colonel de Gondrecourt, lors du départ de son régiment, s'est rendu avec éclat à cheval à la tête de son corps d'officiers chez l'évêque. Il mérite une sévère réprimande. » (1) Mais cette semonce fut atténuée par Randon qui était très clérical, et le 28 septembre, le nouveau général de brigade, de Kersalaun, et le colonel de Wacquand, dont le régiment de chasseurs à cheval remplaçait à Poitiers celui de Gondrecourt, rendirent visite à l'évêque à la tête de leurs officiers (2). Encouragé par cette défection, de Sèze voulut faire inviter Pie à la séance de rentrée de la cour d'appel. Delangle, prévenu par Levert et Damay s'y opposa.

Levert et Damay, malgré ces défections, continuaient à faire flèche de tout bois contre Pie et ses partisans. Des informations judiciaires furent ouvertes contre deux prêtres pour sermons séditieux, contre un Jésuite pour un sermon hostile aux protestants. Elles se terminèrent d'ailleurs par des non-lieu. Le Mémorial des Deux-Sèvres qui soutenait Pie fut condamné à une amende. Plusieurs procès scandaleux où des ecclésiastiques du diocèse étaient impliqués reçurent une large publicité ; deux prêtres, Reys et Petit, furent encouragés à se révolter contre leur évêque. Petit ayant fait sa soumission, le ministère des Cultes lui retira un secours qu'il venait de lui faire attribuer. Enfin, le gouvernement mit les rieurs de son côté grâce à l'affaire Gicquel.

Peu après le service funèbre célébré par Pie en octobre 1860 en l'honneur des morts de Castelfidardo, on avait annoncé la mort, dans ce combat, d'un volontaire nommé Gicquel, breton d'origine, mais qui s'était engagé à Poitiers après avoir reçu la bénédiction de l'évêque. Pie fit alors célébrer un service funèbre spécial pour Gicquel, et prononça une oraison funèbre où il exaltait cet homme du peuple, fils de la catholique Bretagne, qui avait sacrifié sa vie pour la défense de l'Église (30 octobre). On sut peu après que Gicquel était indemne, mais cette méprise fit

(1) *Mémoires du maréchal Randon.*

(2) F¹⁰ III Vienne 9.

alors peu de bruit. Il n'en fut pas de même quand Gicquel qui, après comme avant son engagement, avait mené une vie crapuleuse, fut condamné à 15 mois de prison pour escroqueries par le tribunal de Laval (octobre 1861). Le procureur impérial cita avec complaisance, dans son réquisitoire, des fragments de l'oraison funèbre prononcée par Pie un an auparavant. Cet incident fut largement exploité à Paris et en province par les journaux officieux et par la presse républicaine (1). Pie se justifia devant la conférence diocésaine en faisant remarquer que certains pères de l'Église, notamment saint Grégoire de Naziance, avaient commis des méprises bien autrement fâcheuses.

Ce fut en 1861 le dernier incident retentissant du conflit de Poitiers. Pendant les premiers mois de 1862, Pie se montra très prudent ; les débats de l'adresse et une nouvelle crise de la question romaine détournèrent du diocèse de Poitiers l'attention générale.

V. — *Le conflit d'Orléans* (2)

Le conflit d'Orléans fut beaucoup moins violent que celui de Poitiers. Dans le Loiret, où le parti clérical était très faible, Dupanloup n'était soutenu que par la haute société orléanaise. Il n'apportait d'ailleurs pas dans son opposition le même acharnement que Pie. Tandis qu'à Poitiers les autorités civiles et l'évêché se combattaient sans merci, ils négocièrent à Orléans.

Dupanloup était entré en conflit avec le préfet du Loiret, Le Provost de Launay, et ne lui avait pas rendu visite le 1^{er} janvier 1861, tout en restant en relations avec les autres fonctionnaires. Après la réponse de Dupanloup à La Guéronnière, Le Provost de Launay, sur l'ordre de Persigny, enjoignit à tous les fonctionnaires de cesser leurs relations avec l'évêque (20 février). Le premier président, Duboys (3), et la plupart des magistrats inamovibles continuèrent à voir Dupanloup, à qui la

(1) BB¹⁰ 1.618 ; F¹⁰ 2.561.

(2) Les principales sources sont le dossier du préfet Coëtlogon (F^{1b}I) et celui de Dupanloup (F¹⁰ 2.553). Voir aussi F¹⁰ III Loiret 12 ; BB²⁰ 382, BB¹⁰ 1.631, F¹⁰ 5.836 (Genteau). Coëtlogon a publié, en 1881, un certain nombre de documents relatifs à ce conflit sous le titre *L'État et le Clergé : les conflits religieux en 1861*, Paris, in-18. Voir également Lagrange : *Vie de Mgr Dupanloup*.

(3) Originaire d'Angers, il désirait y être nommé premier président. D'après Coëtlogon, c'est pour obtenir cette nomination qu'il créait au gouvernement des difficultés à Orléans, alors qu'il était autrefois peu favorable au clergé (voir F^{1b}I Coëtlogon, 30 avril 1861 et F¹⁰ III Loiret 12, 6 novembre 1861.)

haute société orléanaise fit fête. Le Provost de Launay fut nommé le 15 mars préfet du Calvados et remplacé par Coëtlogon.

Coëtlogon trouva chez les fonctionnaires « le plus vif désir d'oublier le passé dans lequel il y a eu réciproquement... de regrettables démarches ». (1) D'autre part, Dupanloup et son clergé qui, sur l'ordre de Persigny n'avaient pas été invités à l'installation du préfet, lui rendirent cependant visite. Dupanloup se déclara « persuadé que l'empereur avait d'excellentes intentions à l'égard du pape et de la religion (2) ». Le lendemain Coëtlogon lui rendit sa visite : « Mgr Dupanloup laissa vite percer son désir de rapprochement... « Tenez, Monsieur le Préfet, on « parle de mon opposition, de mon caractère difficile. Eh bien, « demandez à M. Rouland si, au point de vue administratif, il y a « beaucoup d'évêques qui lui aient donné moins d'embarras que « moi, et quant à la politique... dans les élections, j'ai toujours « donné des preuves de bon concours et tous les prêtres, le grand « séminaire compris, ont, sur mes recommandations, voté pour « les candidats du gouvernement, » (ce qui est parfaitement vrai). » Dupanloup nia ensuite les relations qu'on lui attribuait avec les princes d'Orléans. Coëtlogon concluait. « Ce qu'il y a de positif, c'est que chacun est las de cette lutte et de ces tiraillements qui ne peuvent être que préjudiciables à tous... Je pense donc, M. le Ministre, qu'il ne faut pas heurter inutilement cette nature de sensitive en le rejetant quand même dans une active opposition. Nous devons nous montrer d'autant plus prudents que la magistrature ne nous suivrait pas dans une autre voie. » (3)

Cependant Coëtlogon demandait, pour renforcer l'autorité civile, le remplacement du procureur général, maladroit et incapable. Dès le 18 avril, un magistrat énergique et adroit, Grandperret, fut appelé à ce poste. Sur les assurances qui lui furent données par un magistrat ami de Dupanloup, Cambefort, Coëtlogon crut l'évêque disposé à demander à l'empereur une audience qui consacrerait sa réconciliation avec le gouvernement. Dupanloup était alors en tournée pastorale et devait rentrer le 6 mai à Orléans. Pour ménager un rapprochement qu'il croyait certain, Coëtlogon, appuyé par la municipalité d'Orléans, obtint des ministres l'autorisation de faire inviter Dupanloup, le 9 mai, aux fêtes du comice agricole. L'empereur fixa le jour où il recevrait Dupanloup.

(1) Coëtlogon à Persigny, 4 avril 1861 ; F¹⁹ 2.553.

(2) Coëtlogon à Persigny, 5 avril 1861, F^{1b1}, Coëtlogon.

(3) 6 avril 1861, Coëtlogon à Persigny : F^{1b1}, Coëtlogon, et *L'État et le clergé*.

Celui-ci écrivit le 5 mai à Cochin qu'il était disposé à aller voir l'empereur, en refusant de prendre au préalable aucun engagement. Il lui demandait son avis et celui de Montalembert. Cochin lui conseilla instamment de n'en rien faire. « Cette tentation, cette persuasion d'agir sur l'empereur par de bonnes et fortes raisons, Mgr Morlot, Mgr Parisis l'ont eue. Mgr de Salinis mourant l'a essayée ; ce qu'ils n'ont pas obtenu après dix ans d'adulation, comment l'obtiendrez-vous ? » En allant voir l'empereur, Dupanloup paraîtrait faire sa soumission au gouvernement (1).

Dupanloup suivit ces conseils. Rentré le 7 au soir à Orléans, il avait annoncé à Cambefort qu'il demanderait audience à l'empereur, mais aussitôt après, il revint sur cet engagement (2). Coëtlogon ne voulut pas annuler l'invitation qui avait été adressée à l'évêque pour les fêtes du comice agricole. Dupanloup y prononça un discours non politique, qui eut un vif succès. Au banquet, un toast fut porté en son honneur (9 mai). Le 11 mai, Coëtlogon espérait encore décider l'évêque à demander une audience à l'empereur, bien que Persigny lui eût enjoint de ne pas insister pour « une visite que le gouvernement n'a ni demandée ni désirée ». (3) Il n'obtint aucune assurance positive.

Le 14 mai, Persigny arrêta la négociation engagée par Coëtlogon et lui infligea un blâme sévère. « Je regrette beaucoup que vous vous soyez laissé tromper par l'évêque et ses amis. Tout cela a été une comédie du commencement jusqu'à la fin... Après un scandale qu'il avait causé, le gouvernement l'avait mis en interdit comme l'évêque de Moulins et celui de Poitiers. C'était à lui, par un acte public et une démarche éclatante, de se faire relever de l'interdit. Et voilà cependant qu'il a repris sa position dans le monde administratif d'Orléans sans avoir fait aucune démarche, en intervertissant les rôles et se faisant solliciter par le préfet d'aller voir l'empereur, et il ose répondre ceci : qu'il ne refuse pas de voir l'empereur quand il en aura l'occasion. On ne peut pas prolonger plus longtemps une situation pareille

(1) 6 mai 1861 ; cette lettre est citée par Lagrange, et plus correctement, dans *A. Cochin, ses lettres et sa vie*.

(2) Il avait reçu, outre la lettre de Cochin, la visite de Sauzet. La théorie de La Guéronnière, d'après laquelle l'hostilité des évêques contre le gouvernement impérial était inspirée par les hommes des anciens partis, semble ici justifier. Mais Dupanloup était en relations beaucoup plus étroites que ses collègues avec les catholiques libéraux. En outre la divergence de vues entre Cochin et Dupanloup ne portait que sur une question de tactique.

(3) 11 mai 1861, Persigny à Coëtlogon, F¹^b1, dossier Coëtlogon.

et ses conséquences. Vous devez déclarer nettement à l'évêque que vous êtes rappelé à vos instructions. » (1)

L'interdit fut donc maintenu ; mais il n'y avait pas de conflit ouvert entre l'autorité civile et l'évêché. C'est ainsi qu'un vicaire de Pithiviers ayant été accusé de sermon séditieux, Coëtlogon avisa Dupanloup, qui réfuta cette accusation par des explications précises. « J'ose espérer que vous en serez satisfait, écrivait-il, et que cet incident n'interrompra pas cette bonne renommée de la sagesse et de la modération du clergé orléanais à laquelle j'attache tant de prix et qui, dans les temps les plus difficiles, n'a jamais reçu aucune atteinte qui pût tenir devant un examen impartial et attentif. » (2) Coëtlogon déclara en effet le vicaire innocent. Il atténuait beaucoup les mesures administratives dirigées contre le clergé (3).

Au mois d'août, Dupanloup alla voir Rouland et lui demanda une subvention pour sa cathédrale ; mais il refusa de témoigner le moindre regret de sa conduite, et Rouland fit maintenir l'interdit. Le premier président Dubois persista d'ailleurs à l'enfreindre. Il invita Dupanloup à la rentrée de la cour et au diner qu'il offrit à cette occasion. Le gouvernement ne put qu'ordonner aux fonctionnaires et aux officiers de n'assister ni à l'une ni à l'autre. Le diocèse d'Orléans resta d'ailleurs parfaitement calme.

VI. — *Le conflit de Laval* (4)

Dans plusieurs autres diocèses, la question romaine suscita de violents conflits entre le clergé et l'autorité civile. Ceux du diocèse de Laval, qui furent parmi les plus vifs, montrent bien à quelles difficultés se heurtait en pareil cas le gouvernement impérial.

L'évêque de Laval, Wicart, autrefois très dévoué au gouvernement, lui était devenu très hostile depuis la question

(1) F¹^bI, dossier Coëtlogon, 14 mai 1861. En même temps que cette lettre personnelle, Persigny adressa à Coëtlogon une longue lettre officielle de blâme, où il faisait l'historique de la négociation. Il chargea Coëtlogon de la lire à Dupanloup « comme de vous-même, et pour lui faire apprécier la situation exacte des choses ».

(2) BB¹^s 1.631, F¹^s 5.836, Genteau. Le clergé orléanais, modéré et peu influent, était en effet resté très calme.

(3) Voir *L'État et le Clergé*. Il fit maintenir au budget départemental une subvention de 2.800 francs pour le chapitre, une de 3.000 francs pour les sœurs de charité. Par contre la subvention de 2.000 francs pour les séminaires diocésains fut supprimée.

(4) F¹^s 2.527, F¹^s III Mayenne 9.

romaine (1). Par contre le préfet Belurgey de Grandville, naguère très favorable au clergé, s'était rallié à la politique de combat contre les légitimistes cléricaux que préconisait depuis longtemps Boudet. Le 31 décembre, Wicart se borna à déposer sa carte à la préfecture et, recevant le 1^{er} janvier la visite du préfet, il lui déclara s'être intentionnellement abstenu d'entrer chez lui. Puis il invita à dîner, pour le 22 janvier, plusieurs fonctionnaires; dont le secrétaire général de la préfecture, Segrétain (2), à l'exclusion du préfet. Segrétain fut aussitôt révoqué.

Wicart protesta vivement contre cette mesure auprès de Rouland et de Persigny. Le 29 mai, il se plaignit à Rouland d'une lettre peu courtoise par laquelle le préfet avait répondu à son invitation à la Fête-Dieu. « Je regrette assurément, répondit Rouland, la forme sèche et raide de la lettre de M. le préfet... mais tel est malheureusement et trop souvent le résultat des froissements et des irritations qui divisent les hommes lorsqu'ils se sont heurtés dans quelques circonstances de leur vie publique. » Rouland rappelait à Wicart le « procédé vif et blessant » dont il avait usé le 1^{er} janvier vis à vis du préfet. « Que puis-je faire, si ce n'est de désirer que la concorde et la confiance remplacent des sentiments d'aigreur et d'éloignement ? Je voudrais pouvoir contribuer à faire partager ce désir, et au chef du diocèse et à l'administrateur du département » (3). Wicart dit alors qu'il oublierait « ces misères... si ma pauvre pensée n'avait si souvent à se porter vers ce beau séminaire futur qui, de loin, me regarde et me montre ses longs murs interrompus où pas un ouvrier n'est monté depuis plus de six mois » (4). En effet la subvention accordée par l'État pour la construction du grand séminaire avait été réduite de 115.000 francs en 1860 à 30.000 en 1861 pour « concilier l'intérêt politique avec l'impossibilité de suspendre l'entreprise » (5).

Dépendant ainsi du gouvernement, Wicart parut disposé à s'en rapprocher. Il s'empressa de déplacer un vicaire dont le parquet général d'Angers lui avait signalé les intrigues et les violences (6). Il demanda à assister à la distribution des prix du lycée. Rouland jugea que sa présence serait utile au lycée, dans ce pays

(1) Voir pp. 395 et 427, n. 2.

(2) Ce n'était pas l'ancien député de Laval.

(3) F¹⁹ 2.527.

(4) F¹⁹ 2.527, 8 juin 1861 « Orgueilleux et gourmé », a noté Rouland sur cette lettre.

(5) F¹⁹ 2.527. Note de Hamille, 10 février 1864.

(6) BB¹⁶ 1.632.

très clérICAL, et, devant la rivalité de l'évêque et du préfet, désigna pour présider la cérémonie le recteur de Rennes, Magin (1). Celui-ci avait préparé un discours où il rendait successivement hommage à l'évêque et à l'Église, au préfet et à l'empereur. Peu avant la cérémonie, Magin apprit que Belurgey de Grandville, en congé à Saint-Malo, d'où il devait revenir à Laval pour la distribution, n'y assisterait pas, étant, disait-il, malade. Magin, déconcerté, supprima en hâte les passages où il s'adressait directement au préfet. Restait un éloge pompeux de l'évêque (8 août). Le président du tribunal, de Gasté, beau-frère de Boudet, et le procureur impérial Crépon, qui devait peu après requérir contre Gicquel (2) étaient des adversaires résolus de Wicart. Ils s'indignèrent du discours de Magin. « L'impression a été aussi accentuée et aussi fâcheuse que possible », écrivit Crépon le soir même. Les rapports de gendarmerie exprimèrent le même sentiment. Le 10 août, Belurgey de Grandville se plaignit vivement à Persigny.

L'empereur, informé par les rapports de gendarmerie qui lui étaient directement adressés, sans passer par les ministres, fit écrire par Mocquard à Rouland de destituer Magin. Rouland était sûr du dévouement de Magin qui défendait énergiquement l'Université contre la concurrence du clergé, formidable dans l'Ouest. Il exposa à l'empereur (3) dans quelles conditions Magin avait dû mutiler son discours. Il assura que Magin, par une phrase improvisée d'hommage à l'empereur, avait su donner à son discours un caractère nettement gouvernemental (4). Il rendit responsable de l'incident « la vanité personnelle et obtuse » de Belurgey de Grandville qui, sous un prétexte, n'avait pas voulu assister à une cérémonie qu'il ne présidait pas et où l'évêque était présent, et qui avait poussé « la gendarmerie à faire des rapports qui ne sont pas l'expression du vrai » (5). Rouland manda Magin à Paris, le fit recevoir par Persigny qui se convainquit de sa bonne foi et lui conseilla d'adresser à l'empereur une lettre témoignant de son dévouement.

Boudet, par contre, intervint chaleureusement en faveur de Belurgey de Grandville, montra qu'il n'avait pu inspirer des rap-

(1) Sur cette affaire, voir F¹⁰ III Mayenne 9.

(2) Voir § 4.

(3) 15 août 1861, F¹⁰ III Mayenne 9.

(4) Les magistrats assurèrent n'avoir pas entendu cette phrase.

(5) « Je n'avais nullement indiqué à M. Rouland (*sic*) la source de mes renseignements », nota Napoléon III.

ports de gendarmerie rédigés alors qu'il était encore à Saint-Malo, et que l'indignation causée aux fonctionnaires par le discours de Magin avait été unanime et spontanée (1). Boudet fit partager son avis à Rouher, qui venait de prendre l'intérim du ministère de l'Intérieur. Mais Napoléon III revenant sur sa première impression fit écrire par Mocquard une lettre flatteuse à Magin (2). Il envisagea même la révocation du préfet, bien que Rouland ne l'eût aucunement demandée,

Belurgey de Grandville resta préfet de la Mayenne jusqu'en 1864 sans rentrer en relations avec Wicart. Les rapports de l'évêque avec les autres fonctionnaires restèrent très froids, mais, sans se rapprocher du gouvernement, il se montra très réservé.

L'empereur paraît avoir pris plus à cœur ces incidents où sa personne était mise en cause que telle grave question de politique. Les conflits locaux nés de la question romaine tiraient de sa susceptibilité, et de l'effet qu'ils produisaient sur l'opinion publique leur principale importance. Mais en 1861, l'application de la nouvelle politique ecclésiastique arrêtée en 1860, suscita, entre l'Église et l'État des conflits d'une plus réelle gravité.

(1) Seuls, l'inspecteur d'académie et le proviseur témoignèrent en faveur de leur chef.

(2) Magin, dans une lettre du 29 août 1861 au fils de Rouland, en cite ce passage : « L'empereur a été heureux de reconnaître que le rapport dont vous avez été l'objet n'avait aucun fondement... ». Sa Majesté « accepte avec plaisir les nouvelles assurances de votre dévouement et me charge de vous faire savoir que le seul résultat pour elle d'un incident fâcheux a été de lui faire apprécier particulièrement un fonctionnaire sur lequel elle aime à compter » (Dossier Magin, F¹⁷).

CHAPITRE XVIII

La nouvelle politique ecclésiastique (1861-1862)

I. — *Le gouvernement et les congrégations : procès scandaleux*

Les affaires délictueuses auxquelles avaient pris part des congrégations du Nord (1) eurent leur dénouement au début de 1861. L'affaire Bluth vint le 1^{er} mars devant les assises du Nord. Le procureur général Camescasse écrivit le 18 février à Rouland : « Le jury semble fait exprès pour la défense. Si j'en crois les renseignements qui nous viennent de toutes parts, tout le clergé s'agite sans relâche ; il en devait être ainsi, et pour nous achever, Decaudaveine, atteint d'ophtalmie, a dû céder la présidence à Bottin. Nous ne reculerons pas d'une semelle, bien au contraire, mais enfin, jusqu'ici, le ciel ne favorise pas l'innocence, qui est évidemment incarnée en la personne du procureur général. » (2)

Camescasse soutint lui-même l'accusation. Mallet seul était inculpé. Bien que son immoralité ne fût pas juridiquement liée aux faits retenus par l'accusation, Camescasse y insista beaucoup, et elle ne fut que faiblement contestée. Ratisbonne, la supérieure des Dames de la Sainte-Union, et les quelques ecclésiastiques de Cambrai qui avaient été mêlés à l'affaire, mais dont l'honorabilité était certaine, n'étaient pas poursuivis. Ils furent seulement entendus comme témoins, mais ils évitèrent de se solidariser avec Mallet. Celui-ci, à qui la salle était hostile, fut condamné à six ans de réclusion pour détournement de Louise Bluth et complicité dans le détournement d'Elizabeth Bluth. Sur ce second chef, la Cour de Cassation accueillit son pourvoi le 12 avril, mais il fut de nouveau condamné à cinq ans d'emprisonnement, le 10 juillet, par les assises de la Somme. Rouland envisagea la révocation de l'autorisation

(1) Voir chap. XVI, § 1 et § 3.

(2) F¹⁹ 6.254 ; voir aussi F¹⁹ 5.842 et F¹⁹ 5.799.

accordée en 1856 aux sœurs de Notre-Dame de Sion (1) et en 1850 aux Dames de la Sainte-Union (2).

Les autres informations ouvertes en 1859 et 1860 contre des religieux du Nord n'établirent pas de délits assez caractérisés pour permettre des poursuites (3). Mais le gouvernement se fonda sur les faits établis par ces informations pour prendre des sanctions administratives (4). Il fit dissoudre l'établissement des Capucins d'Hazebrouck pour faits d'immoralité et de captation, et celui des Rédemptoristes de Douai pour détournements de mineurs. Il fit expulser en outre les Rédemptoristes belges des maisons de Lille, Dunkerque et Boulogne (5). Les ordres furent donnés le 31 mars, les arrêtés préfectoraux furent pris le 3 avril. Les expulsions ne donnèrent lieu à aucun incident. Régnier prit la défense des congrégations dont il avait favorisé le développement. Il adressa au Constitutionnel, qui attaquait les religieux belges, des lettres où il plaidait leur cause et les déclarait nécessaires à son diocèse (25, 30 avril, et 6 mai). Il publia dans un journal clérical du Nord, le *Propagateur*, une déclaration favorable aux moines expulsés, et, bien qu'ils fussent peu sympathiques au clergé séculier, il parvint à faire contresigner son attestation par plus de trente curés de canton du Nord (6). Sur son initiative, soixante industriels protestèrent par une pétition au Sénat contre l'expulsion des religieux qui laissait sans secours religieux leurs ouvriers flamands.

Ces protestations étaient surtout dirigées contre les mesures qui avaient frappé les Rédemptoristes. Tardif, considérant que les faits qui leur était reprochés remontaient à 1859 et étaient « loin d'avoir la certitude et la gravité des faits reprochés aux Capucins », avait conseillé à Rouland de les épargner (7). Rouland avait passé outre. Pour se défendre contre les critiques dont sa mesure était l'objet, il voulait que le non-lieu pour les affaires Walle et Antoinette Leprête fût précédé de considé-

(1) Il y renonça sur l'intervention de Morlot. F¹⁹ 5.842, Ratisbonne.

(2) Voir § 4.

(3) Au cours de ces informations, divers autres faits d'immoralité et un détournement de mineure furent imputés à des congréganistes du Nord. Mais ils étaient mal établis et anciens (BB¹⁸ 1.602, F¹⁹ 6.254.)

(4) F¹⁹ 6.254 ; F¹⁰ III Nord 15.

(5) Au nombre de 22. 19 Rédemptoristes français restèrent dans ces trois établissements.

(6) Parisi protesta également, dans une lettre publique à Rouland (10 avril), contre l'expulsion des Rédemptoristes belges de Boulogne.

(7) F¹⁰ III Nord 15.

rants très sévères pour les Rédemptoristes. Or, par suite d'une absence de Comescaze, le non-lieu fut rendu le 4 avril avec des considérants sommaires qui semblaient innocenter les religieux. Comescaze fit alors rouvrir l'instruction, sous prétexte de faits nouveaux. Un nouveau non-lieu, accompagné de considérants très sévères pour les Rédemptoristes, fut rendu le 27 mai (1), c'est-à-dire à temps pour que Billault pût en faire usage au Sénat contre la pétition des industriels du Nord, qui fut discutée le 12 juin.

Les scandales ecclésiastiques dont le département du Nord était le théâtre eurent un retentissement d'autant plus grand qu'on ne pouvait les considérer comme des faits isolés. Dans toute la France, les premiers mois de 1861 furent marqués par plusieurs condamnations rendues contre des ecclésiastiques pour des crimes et des délits de droit commun, principalement des attentats aux mœurs. La justice renonçait aux ménagements dont elle avait longtemps usé vis-à-vis des ecclésiastiques. Les relations des évêques avec les préfets et les magistrats des parquets n'étaient plus assez cordiales pour permettre le succès des négociations confidentielles grâce auxquelles, naguère, des prêtres n'étaient frappés que de sanctions disciplinaires pour des faits qui auraient fait comparaître devant les tribunaux tout autre citoyen. Des évêques refusèrent de sévir contre des prêtres dont l'autorité civile leur signalait l'immoralité, et les magistrats renoncèrent peu à peu à ces démarches officieuses. En outre, nombre d'entre eux étaient peu disposés à épargner un clergé devenu hostile. Les dispositions du gouvernement, surtout, avaient changé. Rouland ne cherchait plus comme autrefois (2), à sauver des tribunaux les prêtres coupables. Informé que le garde des Sceaux avait autorisé le parquet à ne pas poursuivre un prêtre convaincu d'outrages à la pudeur que son évêque avait consenti à chasser du diocèse, Rouland notait : « Non ! il n'y a pas deux justices ! Le scandale est public, comment expliquer l'inaction de la justice ? Demander formellement une poursuite à M. le garde des Sceaux, dont je ne suis pas censé connaître la tolérance » (3). En outre, alors qu'avant 1859 les rares condamnations portées contre des ecclésiastiques avaient été tenues

(1) BB¹² 1.602 ; F¹² 6.254.

(2) Voir pp. 77 et 79

(3) F¹² 5.833. Imbert, décembre 1862. La poursuite n'eut d'ailleurs pas lieu, le délit étant mal caractérisé. Le préfet de la Nièvre partageait l'avis du garde des Sceaux,

aussi secrètes que possible par l'autorité civile, elle ne mit, après 1860, aucun obstacle à leur publication. Aussi les scandales se multiplièrent-ils (1).

Michelet, publiant une seconde édition de son livre : *Le prêtre, la femme et la famille*, écrivait dans sa préface le 1^{er} mai 1861 : « Mon livre a maintenant d'abondants commentaires et de surabondantes preuves. Je remercie la justice de France qui, dans son beau réveil, a pris à cœur la défense des mœurs ; qui, dans cent procès commencés à la fois fait luire une telle lumière sur la question (du reste peu obscure) du célibat ecclésiastique. » Lorsqu'une infraction à la loi du célibat était autrefois constatée, l'on disait : « C'est une rare exception..... Si rares que tout département, toute ville, (et bientôt tout village) dénonce les mêmes scandales ; si rares que les degrés divers de la hiérarchie, les divers ordres religieux envoient les uns après les autres aux tribunaux leurs spécimens, héros, saints et martyrs, qui préparent pour Toulon la nouvelle légende dorée. »

Le clergé, exaspéré par la suppression brutale du privilège dont il avait longtemps bénéficié chercha souvent à sauver ceux de ses membres que poursuivait la justice, soit en facilitant leur fuite, soit en usant de son influence, au cours des procès, sur les témoins (2), les jurés et les magistrats. Ceux-ci, indignés de cette résistance à la justice, s'affermisssaient dans leur sévérité nouvelle. Beaucoup de ces procès scandaleux prirent l'allure de batailles politiques entre l'autorité civile et le clergé (3).

un prêtre ayant récemment été condamné à Nevers pour crime contre les mœurs. « Un nouveau procès eût été déplorable dans ses effets en achevant de démoraliser l'opinion déjà très surexcitée à l'endroit du clergé. »

(1) F¹⁰ 5.589, 6.254 (lettres de Camescasse à Rouland) ; 5.795, Grelat ; 5.796, Tissier ; 5.811, Ollivier ; 5.832, Barbin ; 5.833, Boyer et Imbert ; 5.846, Biéron et Coutant ; 5.870, Queyssac. BB³⁰ 385, Poitiers (1860-1863) ; 378 Limoges, quatrième trimestre 1861 : BB¹⁸ 1.629, A³ 4.687. F¹⁷ 9.987 ; Rennes, 21 février 1861 ; Toulouse, 31 mars 1861 ; Poitiers, 30 juin 1861. F¹⁰ III Charente-Inférieure 13, 1861. Voir *Crimes, délits, scandales au sein du clergé*. 1861, in-8° ; Michaud : *De l'état présent de l'Église catholique romaine en France*, 1875, in-12.

(2) Sur les faux témoignages, voir BB³⁰ 384, Pau ; premier trimestre de 1862 ; F¹⁰ III Bouches-du-Rhône 13 ; 8 février 1862.

(3) Le rapport adressé le 28 février 1862 à Delangle par le procureur général de Limoges, Courboreu, est caractéristique : L'évêque de Tulle, Berteaud, « sous l'influence d'un déplorable fanatisme religieux », refuse presque toujours de prendre des sanctions contre ses prêtres « quelle que soit la gravité des faits, et malgré la plus incontestable clarté des preuves ». Un desservant, Queyssac, étant accusé de délit contre les mœurs, Berteaud le remplace, mais en lui promettant une autre paroisse. Des poursuites judiciaires sont alors engagées. « L'évêque de Tulle n'a jamais admis dans son diocèse, l'intervention des procureurs impériaux, et c'est pourquoi ce prélat s'était promis de faire échouer la poursuite dirigée contre l'abbé Queyssac. Depuis le commencement de l'instruction jusqu'au jugement. Mgr Berteaud a fait deux voyages à Brive, et je

Des prêtres séculiers furent condamnés au début de 1861, mais les condamnations les plus retentissantes atteignirent des moines (1) et surtout des instituteurs congréganistes. En même temps que la répression devenait plus sévère, les délits commis par des frères devenaient plus nombreux : « Dans certaines congrégations enseignantes, écrivait le recteur de Rennes (2),

n'hésite pas à attribuer en grande partie à son influence directe et personnelle le déplorable jugement rendu par le tribunal de cet arrondissement. Dans la pensée de l'évêque de Tulle, cet acquittement immérité et vraiment scandaleux devait être aux yeux de tous le signe véritable de la suprématie de l'autorité ecclésiastique et montrer l'impuissance de l'autorité judiciaire qui avait follement engagé une lutte inégale. » Le député de Brive, de Jouvenel, et le sous-préfet, avaient secondé les démarches de l'évêque. Le parquet fit appel, et obtint à Limoges une condamnation à un an de prison. « A Limoges, Mgr Fruchaud a été plus réservé, plus prudent ; son concours n'a pas fait défaut au prévenu. Les curés de deux paroisses l'ont solennellement visité, et l'un d'eux avait manifesté l'intention de lui apporter à l'audience même son puissant patronage. Les conseils de M. le Premier Président ont fait renoncer à cette imprudente manifestation. Quant au parti clérical, aux chefs du parti légitimiste et à la société de Saint-Vincent de Paul, ils s'étaient rendus à l'audience avec un empressement significatif, et je sais que plusieurs membres de la cour, sous l'influence de leurs recommandations, abordaient l'examen de la cause avec les dispositions les plus bienveillantes. Leur honnêteté et l'évidence des preuves ont déjoué toutes les intrigues et dérangé les plans des patrons de l'abbé Queyssac, qui, dans la matinée même où l'arrêt fut prononcé, disaient : « Nous sommes certains d'avoir 6 voix sur 8. » Cette affaire, en effet, avait pris aux yeux des hommes de parti et du clergé les proportions d'une cause politique et religieuse. C'était d'un côté le gouvernement avec ses *rigueurs* contre le clergé ; de l'autre, c'était la religion qu'il fallait défendre à tout prix. Certes, le péril était grand, dans le ressort, pour cette prérogative civile que nos pères semblaient pourtant avoir définitivement conquise, mais la fermeté de la Cour a amené le triomphe éclatant de la vérité et de la loi. J'ai le regret d'avoir à dire à Votre Excellence que tous les chefs de service à Limoges (sauf le procureur impérial et le colonel de gendarmerie, le nouveau préfet n'étant pas encore installé) ont eu, à l'occasion de cette affaire, une attitude équivoque et regrettable. Après l'arrêt ils ont pris parti pour le procureur général contre l'évêque, mais auparavant, ils évitaient presque le magistrat qui remplissait loyalement son devoir... » (F¹² 5.870. Voir aussi BB³⁰ 378.)

Lorsqu'un membre influent de la Société de Saint-Vincent de Paul était poursuivi, le procès devenait également un conflit politique (F¹² III Nièvre 9, 21 mai 1861).

(1) Le P. Archange, ancien supérieur général des Capucins de France, prédicateur renommé, qui dirigeait à Marseille le tiers ordre des Capucins, et qui s'était rendu célèbre par ses campagnes contre les mauvais livres, dont il avait notamment fait un autodafé à Grasse, fut condamné le 16 avril par le tribunal d'Aix, à deux mois de prison pour outrage public à la pudeur. Il avait fait défaut et s'était réfugié à Londres. Le provincial des Capucins, Laurent, publia dans la Gazette du Midi, du 24 avril, une lettre où il affirmait que le P. Archange était innocent bien que « compromis par un enchaînement de circonstances fatales et de faits extérieurs ». Pour le justifier, il aurait fallu « entrer dans des détails réprouvés par la morale publique » et le « poser en accusateur d'une mère de famille absente ». Aussi ses supérieurs lui avaient-ils enjoint de se réfugier à l'étranger. L'administration répondit dans un communiqué à la Gazette du Midi que le P. Archange avait été condamné « à la suite des constatations juridiques les plus irréfutables » et que sa fuite « ne saurait être interprétée que comme une preuve nouvelle de sa culpabilité ». L'affaire eut, dans le Midi, un grand retentissement. Voir Gazette des tribunaux, 20 avril ; et *Crimes, délits, scandales au sein du clergé*.

(2), F¹² 9.987 ; 21 février 1861.

nombre d'attentats contre les mœurs... s'expliquent... par la sérieuse difficulté de recruter un nombre suffisant de sujets préparés par leur éducation à toutes les vertus d'une espèce de sacerdoce... L'extension des congrégations au delà des bornes légitimes est donc pour elles-mêmes un péril.» Le supérieur des frères des Écoles chrétiennes, la mieux organisée cependant de toutes les congrégations vouées à l'enseignement primaire, constata dans les deux circulaires du 30 mai 1860 et du 2 mai 1861 la gravité du mal. Plusieurs frères, notamment en Maine-et-Loire et dans la Charente-Inférieure, furent condamnés au début de 1861 pour attentats à la pudeur commis sur leurs élèves. De 1861 à 1863, le pourcentage des instituteurs publics condamnés pour crimes fut six fois plus élevé chez les congréganistes que chez les laïques (1).

Devant l'ampleur de ces scandales, le gouvernement tenta de dégager sa responsabilité par une note insérée au *Moniteur* du 2 juin, où il déclarait « n'avoir pas cru pouvoir gêner l'indépendance » des polémiques sur les questions religieuses « tout en en déplorant parfois les excès ». Mais, devant « les attaques violentes... dirigées chaque jour par la voie des journaux et des brochures contre le clergé catholique », le gouvernement « dont le devoir est de faire respecter la religion et ses ministres », userait des moyens de répression que lui conférait la loi. Sur la demande du ministre de l'Intérieur, des informations venaient d'être ouvertes contre deux brochures : « *Crimes, délits, scandales au sein du clergé* » et « *Les petits livres de la rue de Fleurus* » (2).

Le gouvernement n'en fut pas moins violemment attaqué par Keller, le 8 juin, à propos du budget de l'Intérieur. Keller affirma que le ministre de l'Intérieur favorisait les partis révolutionnaires dans leur lutte contre le clergé, et qu'il avait « mis au service de ses nouveaux amis les lois sur la presse, les lois sur le colportage, les lois sur les étrangers (3), en un mot toutes les armes qu'il avait reçues pour les combattre ». Il accusa la commission du colportage de refuser son estampille aux brochures publiées en faveur du Saint-Siège, et de l'accorder « aux chansons contre Lamoricière, aux pamphlets contre la

(1) Voir p. 212, note 2.

(2) Voir BB¹⁸ 1.631. Ces brochures furent saisies. Une information fut également ouverte contre une brochure de Cayla : *Les prêtres à marier*. Mais le parquet jugea impossible de les poursuivre.

(3) Allusion à l'expulsion des religieux belges, et d'un vicaire espagnol du diocèse d'Avignon, coupable de sermon séditieux (F¹⁸ 5.783, Ferrer).

papauté » (1). Il se plaignit amèrement de la publicité donnée aux procès scandaleux où étaient impliqués des ecclésiastiques. « Et vous croyez que tout est sauvé par cet avis tardivement inséré au Moniteur à la veille de cette discussion ! » Il protesta contre le décret d'abus qui avait frappé Pie, contre la surveillance exercée par la police sur le clergé. Il proclama que l'Église était la grande force conservatrice. « Je me demande quel avantage un gouvernement sérieux et qui veut être honoré peut trouver à laisser bafouer, insulter, ridiculiser le clergé » (2). Keller fut plusieurs fois interrompu et blâmé par Morny. Baroche se borna à répondre que le gouvernement tolérait la polémique des cléricaux, qui était tout aussi violente que celle de leurs adversaires. Mais cette impartialité, même en la supposant réelle, n'était pas de nature à satisfaire Keller, qui réclamait du gouvernement une politique de combat contre les adversaires de l'Église.

Le Sénat discuta le 12 juin la pétition des industriels du Nord en faveur des Rédemptoristes belges. Mathieu la soutint. Il fit valoir que les informations ouvertes contre quelques Rédemptoristes n'avaient pas abouti, et que, le 29 avril 1860, Rouland avait donné à Régnier l'assurance qu'ils ne seraient pas inquiétés. Billault répondit que les faits établis par les informations judiciaires étaient graves, et fit état des considérants sévères du non-lieu rendu dans l'affaire de détournement de mineurs où étaient impliqués les Rédemptoristes. La pétition fut rejetée. Ce fut le dernier débat de la session de 1861 sur les questions religieuses.

La rigueur et la publicité de la répression dirigée par le gouvernement, après 1861, contre les captations, les détournements de mineurs (3) et les attentats aux mœurs commis par des ecclésiastiques, fournirent à la propagande anticléricale une arme redoutable, l'opinion publique française étant, en

(1) Un membre de la commission du colportage, A. Le Roux, contesta ce second point, mais non le premier ; il fit valoir que la commission donnait son estampille aux brochures de piété, et notamment à celles de la Société de Saint-Vincent de Paul.

(2) Keller cita une affaire qui faisait alors beaucoup de bruit. Edmond About écrivait dans l'Opinion Nationale des lettres sur l'Alsace contre lesquelles le maire de Saverne, se jugeant diffamé, déposa une plainte. Il la retira à la demande du préfet. Le procureur général fit alors retirer d'office cette affaire du rôle du tribunal de Saverne où elle était inscrite. Ce procédé, dont la régularité était contestable, suscita les protestations de la cour de Colmar. L'incident, en lui-même, ne touchait pas aux questions religieuses, mais l'intervention du gouvernement avait eu pour résultat de protéger un publiciste et un journal très anticléricaux.

(3) Voir § 4.

ces matières, d'une grande sévérité. La divulgation de ces procès devint une des principales rubriques du *Siècle*, de l'*Opinion Nationale* et des journaux républicains de province. Mais le clergé conçut, du retentissement donné à ces procès, « dans un but de manifeste et profonde malveillance » (1), une très vive rancune contre le gouvernement.

II. — *Les nominations épiscopales (1861-1862)* (2)

Au début de 1861 les négociations sur l'affaire Maret étaient interrompues, les deux gouvernements n'ayant pu que constater leur complet désaccord. Par contre, le gouvernement impérial s'employait activement à faire agréer la nomination de Mouniq. En outre Thouvenel s'intéressait personnellement à l'archiprêtre de Notre-Dame de Paris, Lecourtier, que le gouvernement avait souvent projeté d'élever à l'épiscopat, mais que la nonciature déclarait indigne. Il chargea Gramont de faire accepter sa nomination à la cour de Rome. Les négociations sur Mouniq et Lecourtier mirent en évidence le point précis sur lequel portait le litige.

D'après la doctrine de Saint-Siège, le pape, lorsqu'il refusait de préconiser un évêque nommé, n'avait pas à faire connaître les motifs de son refus, ni, à plus forte raison, à les discuter contradictoirement avec le pouvoir civil. Le gouvernement impérial, par contre, refusait de s'incliner devant une décision non motivée : « Nous demandons cette enquête, écrivait Rouland le 26 janvier (3), parce que *tel est notre droit* et que nous ne devons courber la tête devant un refus qu'à la condition de la vérité constatée. » Gramont répondit, d'après le consultant canoniste

(1) Mémoire rédigé pour Drouyn de Lhuys par Dupanloup, en 1862 ; cité par Lagrange : *Vie de Mgr Dupanloup*.

(2) Correspondance diplomatique février-juillet 1861, décembre 1861, mars 1862. Cergay, 165 A II 4, janvier-juin 1861 : lettres de Gramont à Thouvenel. (La plupart des lettres de Gramont qui concernent les nominations épiscopales, et notamment toutes celles qui sont relatives à Mouniq, n'ont pas été publiées dans *Le secret de l'empereur*).

Cergay 165 A II 5, mars 1862 : Lettres de La Valette à Thouvenel.

F¹⁹ 2.459 : Réponses à la circulaire du 11 mars 1861.

F¹⁹ 1.954 et 1.955, Mouniq ; 2.588, Colet ; 2.531, Ginouilhac ; 2.497, Dubreuil ; 2.555, Darboy ; 2.559, Baudry ; 2.565, Landriot ; 2.575, David ; 2.576, Nogret ; 2.583, Bernadou ; 2.499, Boutonnet ; 6.176, Bravard et Cruice ; 6.178, Maret ; 6.178, Lecourtier ; 2.494, Delamarre ; 2.534, Fillion.

(3) Je n'ai pas retrouvé sa lettre ; la citation est extraite de la dépêche de Gramont à Thouvenel du 12 février 1861, qui manque à la Correspondance diplomatique, mais dont la copie est conservée à F¹⁹ 1.955.

de l'ambassade, Trullet, que ce droit n'était pas stipulé par le Concordat et que l'Église ne l'admettait pas (1) et que si l'on pouvait obtenir la communication et la discussion des motifs de refus du Saint-Siège, c'était en les demandant, non comme un droit, mais « comme un acte d'équité et de bonne entente (2) ». Au surplus, le gouvernement pontifical était si affirmatif que Gramont inclinait à croire Mouniq et Lecourtier coupables.

« Le gouvernement français, précisa Rouland (3), n'a jamais eu la pensée de contraindre le pape à donner l'institution canonique à un prêtre qui lui paraît indigne, ni de se faire le juge de la validité d'empêchements canoniques dont Sa Sainteté est le souverain appréciateur. » Il demande seulement une enquête, « droit qui ne procède pas d'une convention ou d'un concordat, mais qui se déduit des règles de l'équité, du droit canonique lui-même et de cette impossibilité absolue de concilier d'une autre manière la réalité des faits avec la théorie, parfaitement légitime d'ailleurs, de l'indépendance des deux pouvoirs. » En outre « nous croyons, comme nos pères que l'on connaît mieux à Paris qu'à Rome les faits accomplis sur le territoire de l'Empire et que le gouvernement français est tout au moins en état de fournir au Souverain Pontife d'utiles renseignements sur des hommes dont il a dû rechercher avec soin les antécédents ». Enfin, si on n'obtient pas ces discussions, « l'exercice des droits de l'empereur se trouve paralysé... le Concordat devient inapplicable ».

Le pape, cependant, faisait pression sur les évêques nommés pour qu'ils donnassent leur démission : « Vous n'ignorez pas, d'ailleurs, écrivait-il le 14 février à Mouniq, qu'il ne peut y avoir rien de plus agréable, de plus honorable pour un ecclésiastique que d'obéir sans hésiter et dans toute l'humilité de son âme à la voix du vicaire de Jésus-Christ sur la terre. Quiconque entend cette voix, entend la voix de Dieu lui-même. Vous

(1) F¹⁹ 1.955, 12 février 61, Gramont à Thouvenel ; 15 février 61, Gramont à Rouland. La note de Trullet est à F¹⁹ 1.954.

(2) F¹⁹ 1.954, note de Trullet. Trullet proposait pour l'avenir le système naguère usité par le gouvernement des Deux-Siciles : Le gouvernement dressait une liste de tous ses candidats à l'épiscopat, et la soumettait au Saint-Siège. Celui-ci désignait les candidats auxquels il conférerait volontiers l'institution canonique sans s'expliquer sur les autres : le gouvernement, en choisissant les évêques parmi les candidats agréés par le Saint-Siège, était sûr que leur préconisation ne rencontrerait aucune difficulté. Ce système dont Pie IX devait souvent par la suite demander l'application, fut écarté par le gouvernement impérial comme « dangereux ».

(3) 23 février 1861, Rouland à Thouvenel. Cette dépêche est classée par erreur dans la Correspondance diplomatique au 23 février 1862.

savez d'ailleurs que le lourd fardeau du ministère épiscopal, redoutable même pour les épaules des anges, ne doit être accepté par personne lorsqu'on sait de source certaine que cela déplaît beaucoup au pontife romain (1). » Cette obligation de conscience, si elle avait été acceptée par tous les prêtres français, eût réduit à néant le droit de nomination du gouvernement. Rouland rédigea pour Mouniq un projet de réponse au pape : Mouniq refusait de démissionner, non par ambition, mais pour ne pas paraître confirmer les accusations publiquement portées contre ses mœurs.

Maret, par contre, ne voulait pas rester l'objet d'un conflit entre le Saint-Siège et le gouvernement. Dès le 25 janvier, il écrivit à l'empereur qu'il tenait sa démission à la disposition du gouvernement et se contenterait d'un évêché *in partibus*. Rouland ne voulut pas céder aussitôt : « Si l'on cédait si vite sur cette nomination accordée à un sujet éminent, on mettrait le Saint Père en goût de refus et on pourrait l'inciter à de nouvelles difficultés sur quelques-uns des choix récemment faits par l'empereur. Il me semble que la question de l'abbé Maret doit rester pendante, et à l'état d'incident très sérieux tant que Rome ne sera point déterminée en ce qui concerne M. l'abbé Mouniq. Il ne faut pas qu'elle croie ne pas nous blesser profondément par son premier refus et tout effacer par l'officé d'une transaction facilement acceptable » (2). Rouland craignait alors pour l'institution canonique de Baudry, sulpicien éminent, mais de doctrines très hardies et grand ami de Maret, qui avait été nommé le 31 janvier à l'évêché de Périgueux, vacant par la mort de l'ultramontain George Massonnais (21 décembre 1860). Mais Gramont l'informa le 15 février que Baudry serait préconisé (3).

Rouland résista encore deux mois, puis céda : « ... Aujourd'hui, M. Maret, effrayé de la responsabilité qu'on veut faire peser sur lui, demande instamment à sortir d'une situation qu'on

(1) F¹⁹ 1.955.

(2) 21 février 1861, Rouland à Thouvenel. Correspondance diplomatique.

(3) F¹⁹ 1.955 : « L'origine de Saint-Sulpice n'est pas son meilleur titre à la bienveillance pontificale, mais on ne fera aucune difficulté. » Baudry fut préconisé le 18 mars. Voir : Correspondance diplomatique, 21 février 1861 et F¹⁹ 2.559. Les lettres adressées au sulpicien Boiteux (AB XIX 517-519) montrent que cette nomination par laquelle la Compagnie de Saint-Sulpice semblait se solidariser avec le gouvernement, notamment dans l'affaire Maret, fut très mal accueillie par les Sulpiciens. Elle fut cependant acceptée par les supérieurs de la Compagnie. Peut-être craignaient-ils que l'enseignement de Baudry ne compromît leur séminaire de Paris.

Voir Houtin, *Le P. Hyacinthe dans l'église romaine*.

a su lui rendre intolérable et il me supplie de faire agréer sa démission » (1). Le gouvernement renonça donc à ce qu'il considérait toujours comme son droit et se contenta d'obtenir pour Maret un titre d'évêque *in partibus*. Maret fut nommé évêque de Sura par le pape et chanoine du premier ordre de Saint-Denis par le gouvernement.

Cette concession n'avança nullement l'affaire Mouniq ; quelques explications furent données à Gramont sur les motifs pour lesquels le pape lui refusait l'institution canonique, mais officieusement (il n'en est pas fait mention dans la correspondance officielle) et sans la précision nécessaire pour qu'il fût possible de les discuter. Mouniq se rendit à Rome en juin 1861 pour se justifier, mais le pape, tout en lui offrant un titre honorifique (2), refusa de le préconiser. Rouland annonça l'intention de laisser vacant non seulement l'évêché de la Martinique, mais aussi celui de la Guadeloupe (3) tant que Mouniq ne serait pas préconisé.

Par contre, le Saint-Siège finit par accepter la nomination de Lecourtier. Les obstacles avaient d'abord paru insurmontables, mais Gramont était sur un excellent terrain, car le Saint-Siège ne cessait de réclamer, à propos des affaires Maret et Mouniq, que les évêques ne fussent nommés qu'après une entente préalable. Or, si le gouvernement rejetait ce système comme contraire à ses droits, Thouvenel l'avait en fait adopté pour son protégé Lecourtier. Cette négociation officieuse (4) était donc conforme aux réclamations du Saint-Siège. Gramont et Trullet demandèrent à Sacconi et à Antonelli non comme un droit, mais comme un service, la communication des griefs du Saint-Siège contre Lecourtier : c'étaient de graves accusations relatives à ses mœurs (5). Après discussion, elles finirent

(1) 11 mai 1861, Rouland à Thouvenel, Correspondance diplomatique.

(2) Mouniq crut comprendre qu'il s'agissait d'un évêché *in partibus* (F¹⁹ 1.955), mais d'après Antonelli, le pape n'avait parlé que d'une dignité inférieure, sans doute celle de protonotaire apostolique (Correspondance diplomatique, 30 juillet 1861). Gramont écrivait le 15 juin à propos de Mouniq : « Rien n'égale la perfidie et la scandaleuse injustice que l'on pratique ici dans ces questions d'institutions canoniques. » (Cergay, 165 A II 4).

(3) Vacant par la nomination de Forcade à Nevers.

(4) Il n'en est pas fait mention dans la Correspondance officielle avant le 15 juin.

(5) Sacconi objecta aussi que Lecourtier brigait l'épiscopat depuis 25 ans. Trullet répondit que « s'il fallait déclarer indignes de l'épiscopat tous ceux qui ont travaillé à l'obtenir, il faudrait classer dans cette catégorie les deux tiers de l'épiscopat catholique », 5 janvier 1861, Trullet à Gramont (Cergay, 165 A II 4); cette objection ne fut pas renouvelée.

par se réduire à une seule : Lecourtier aurait tenu autrefois une conduite scandaleuse aux Eaux-Bonnes. Le 25 mai, Gramont jugeait encore cet obstacle dirimant. Mais l'évêque d'Amiens, Boudinet, qui, de passage à Rome en mai 1861 avait considéré l'accusation comme fondée, entreprit, à la demande du gouvernement, d'en vérifier l'exactitude. Dès le 3 juin, il écrivait à Rouland : « J'ai la grande joie de dire à Votre Excellence que M. Lecourtier, de Notre-Dame de Paris, n'est pas le triste prêtre des Eaux-Bonnes. » (1) Lecourtier fut nommé évêque de Montpellier (2) le 5 juin et préconisé sans difficulté le 22 juillet. Le Saint-Siège reconnaissait par cette préconisation que ses objections contre l'élévation de certains prêtres français à l'épiscopat pouvaient n'être pas fondées.

Les autres évêques nommés en 1861 furent préconisés sans difficultés bien que tous eussent été choisis d'après la nouvelle politique adoptée en 1860. Le 11 mars 1861, Rouland demanda par circulaire aux évêques et aux préfets de lui indiquer les prêtres qu'ils jugeaient dignes de l'épiscopat (3). Les réponses des préfets lui furent particulièrement utiles, car elles signalaient les rares prêtres qui, malgré la question romaine, étaient restés favorables au gouvernement. C'est parmi eux, désormais, que furent choisis les évêques.

L'archevêché d'Auch, vacant par la mort de Salinis (30 janvier), fut offert à deux libéraux : l'évêque de Grenoble, Ginouilhac, et l'évêque de La Rochelle, Landriot, qui refusèrent, puis à l'évêque gallican de Luçon, Delamarre, qui accepta avec empressement. Son dévouement au gouvernement avait rendu sa situation très difficile « au cœur de la légitimité la plus ardente de France, au milieu d'hommes ennemis déclarés du gouvernement qui ne peuvent, écrivait-il, comprendre ma modération ni me pardonner de ne pas être un ennemi de l'empereur » (4). Il fut nommé le 20 février et préconisé le 18 mars.

(1) L'erreur semble être résultée d'une confusion de noms (F¹⁹ 6.178).

(2) L'évêché de Montpellier était devenu vacant par la mort du gallican Thibault, qui y avait énergiquement réprimé l'agitation cléricale et légitimiste. Les élections des vicaires capitulaires avaient marqué une réaction contre son administration. Dans ces circonstances difficiles, le gouvernement tenait à avoir à Montpellier un évêque capable et dévoué.

(3) Les 2 circulaires sont à F¹⁹ 2.609. Plusieurs réponses d'évêques et quelques réponses de préfets sont réunies à F¹⁹ 2.459. La plupart sont dispersées dans les dossiers des candidats.

(4) Delamarre faisait valoir ces arguments dans une lettre du 12 février 1861, où il demandait son changement à Rouland (F¹⁹ 2.494). Il avait récemment publié une lettre assez vive sur la question romaine : « elle était nécessaire, disait-il, au point de

L'auditeur de Rote, La Tour d'Auvergne, fut nommé le 8 avril coadjuteur de l'archevêque de Bourges. Il avait été recommandé par Morlot, et, très chaleureusement, par Gramont : « il serait incapable de se laisser entraîner par les prélats ultramontains qui nous inquiètent par leur agitation... Franchement et loyalement rallié au gouvernement, il serait peu accessible aux cajoleries de l'opposition et puiserait dans sa situation individuelle et personnelle une indépendance que bien des évêques abdiquent dans l'idée de se grandir... Il connaît toutes les faiblesses, petites et intrigues de la cour de Rome, il en a plus d'une fois parlé avec moi et il les juge sagement » (1).

La nomination des coadjuteurs n'étant pas réglée par le Concordat, provoquait généralement une discussion entre le gouvernement impérial, d'après lequel elle devait se faire comme celle des évêques, et le Saint-Siège, d'après lequel le pape y procédait en mentionnant seulement le consentement de l'empereur. Finalement le Saint-Siège fut censé ignorer le décret de nomination, et préconisa La Tour d'Auvergne par une bulle où, conformément aux précédents, il était fait état du choix de l'empereur (2).

Le vicaire général de Dijon, Colet, fut nommé le 5 juin évêque de Luçon sur la recommandation de son évêque Rivet, qui avait été un des prélats de France les plus modérés et les plus favorables au gouvernement malgré la question romaine (3).

Le diocèse de Vannes où l'opposition cléricale pouvait devenir particulièrement redoutable, était gouverné depuis plus d'un an par des vicaires capitulaires peu favorables au gouvernement (4). Pour faire face à cette situation difficile, le gouvernement nomma évêque de Vannes le 5 juin le supérieur du petit séminaire de Saint-Pons, Dubreuil, collaborateur et ami de l'ancien évêque de Montpellier, Thibault, gallican et gouvernemental comme lui (5). Il fut préconisé le 22 juillet comme Colet et

vue de ma conscience d'évêque comme à celui de l'administration supérieure. La malveillance était parvenue à accréditer le bruit d'un envoyé de Votre Excellence auprès de moi pour traiter d'un projet de schisme ou du moins pour me consulter. Ma lettre, qui ne contient pas un mot malveillant pour l'empereur, a eu l'effet que j'attendais et a été une justification au double point de vue précité ».

(1) 15 février 1861, Gramont à Rouland (F¹⁹ 1.955).

(2) F¹⁹ 2.475 ; Correspondance diplomatique ; Cergay, 165 A II 4. *Le secret de l'empereur*, mai, juin 1861.

(3) F¹⁹ 2.588, Colet.

(4) Ils avaient en avril conseillé à Maret de donner sa démission. Aux élections cantonales, les légitimistes triomphèrent à Vannes et à Napoléonville.

(5) F¹⁹ 2.497.

Lecourtier, bien que des retards, sans doute accidentels, eussent failli ajourner sa préconisation à un consistoire ultérieur. Enfin l'évêque de Marseille, Mazenod, étant mort le 22 mai, le gouvernement pressentit pour sa succession Darboy et Landriot qui refusèrent (1). Il envisagea ensuite la nomination du curé de la Madeleine, Deguerry, pour qui le Saint-Siège était mal disposé (2). Il accepta, puis refusa. Le gouvernement nomma alors le 18 juin le directeur de l'école des Carmes, Cruice (3), un ami de Maret, qui fut préconisé le 22 juillet.

Sur 11 évêques nommés depuis décembre 1860, 5, Ravinet, Christophe, Baudry, Lecourtier, et Cruice appartenaient à la fraction gallicane du clergé de Paris. Le nouvel auditeur de Rote, Lavigerie, avait la même origine. On s'en émut beaucoup. Avant même que Lecourtier, Cruice et Lavigerie fussent nommés, l'ultramontain Boudinet écrivait à Rouland : « ... Pourquoi ne vous dirais-je pas mes appréhensions ? Est-ce donc que Paris seul serait l'école exclusive de la piété et du talent pour l'épiscopat ? On avait tort d'exclure les prêtres de Paris parce que, vus de près, on voyait mieux les côtés faibles, mais exclure les diocèses de province ce serait un tort plus grave encore. » (4) Legallican Darboy écrivait à Rouland dès le 31 mars : « ... Serait-il expédient aujourd'hui de prendre les évêques trop coup sur coup dans le clergé de Paris ? Des gens plus ou moins sincères y verraient et surtout affirmeraient qu'il faut y voir un système calculé pour un but qui ne ferait pas plaisir à Rome. » (5)

Mazenod était depuis 1859 présenté pour le chapeau par le gouvernement impérial, ce qui contribuait à ajourner toute promotion de cardinaux : « ... d'un côté le pape ne voulait pas le nommer, et de l'autre il ne pouvait pas en nommer d'autres sans le nommer aussi » (6). Après sa mort, le gouvernement présenta à sa place l'archevêque de Chambéry, Billiet, un vieillard très modéré, très gouvernemental, peu ultramontain,

(1) F¹⁹ 2.555 et 2.565. Tous deux étaient mal vus du Saint-Siège qui aurait pu susciter des difficultés pour les dégager des liens qui les unissaient à leur église. Landriot posa donc comme condition de sa translation à Marseille que le pape lui en exprimerait le désir. L'archevêque d'Aix, Chalandon, pressenti par le préfet des Bouches-du-Rhône, Maupas, fit la même réponse.

(2) *Le secret de l'empereur*, 19 mai et 9 juin.

(3) F¹⁹ 6.176. Ce fut le dernier évêque nommé en 1861.

(4) F¹⁹ 6.178. Dossier Lecourtier, 31 mai. Voir la *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau* (31 mai 1861).

(5) F¹⁹ 2.555.

(6) Gramont à Thouvenel, 7 juin 1861, Cerçay 165 A II 4. Voir F¹⁹ 2.448. *Correspondance diplomatique*, 10 et 18 juin.

mais qui n'avait pas encouru le mécontentement du pape (1). Il fut préconisé à la première promotion de cardinaux, le 28 septembre. Le 27 octobre, il reçut la barrette à Compiègne des mains de l'empereur, qu'il compara à Charlemagne.

Dès la première audience que Pie IX accorda le 8 décembre 1861 au nouvel ambassadeur, La Valette, il aborda lui-même l'affaire Mouniq : « Le Saint Père m'a déclaré dans les termes les plus précis qu'il lui était impossible de faire connaître, ainsi que nous le demandions, les motifs qui lui défendaient de préconiser l'évêque nommé de la Martinique : c'était un cas de conscience et nous ne devons pas songer à insister. » (2) Cependant La Valette reprit la négociation avec Antonelli. Celui-ci préconisa le système déjà recommandé par Trullet en janvier (3). La Valette le rejeta formellement et revendiqua pour le gouvernement impérial son droit intégral de nomination. « J'ajoute, comme un détail que j'ai dû relever, que Son Eminence, dans le cours de cette discussion a constamment affecté de se servir du mot *présenter* au lieu de *nommer*. » (4) La Valette écrivit à Thouvenel dans une lettre personnelle : « Au nom du Ciel, défendez-vous sur l'affaire Mouniq, sur laquelle je me montre très ferme. Si nous cédon facilement, on nous traitera désormais de Turc à More. » (5)

Dans une importante dépêche du 15 février 1862, Rouland exposa de nouveau la thèse du gouvernement (6). Le Concordat n'était pas une concession de l'autorité ecclésiastique, mais une « convention synallagmatique ». « En revendiquent le droit de *nommer* les évêques, le Premier Consul n'avait pas évidemment la pensée de se contenter d'un simple droit de *patronage*, de

(1) 9 juin 1861 (*Le secret de l'empereur*). Thouvenel à Gramont : « Les concurrents sont l'archevêque de Rouen, l'archevêque d'Avignon et l'évêque de Dijon, doyen de l'épiscopat français. On parle aussi de l'archevêque de Chambéry. Mgr de Bonnechose est assurément le plus distingué de tous. Sa Majesté incline en sa faveur, mais le ministre des Cultes fait quelques objections. » En 1857, Rouland avait déjà dissuadé l'empereur de nommer Bonnechose archevêque de Paris.

(2) 8 décembre 1861, La Valette à Thouvenel. Correspondance diplomatique.

(3) Voir p. 541, note 2.

(4) La Valette à Thouvenel. Correspondance diplomatique, 27 décembre 1861.

(5) 11 janvier 1862. La Valette à Thouvenel, Cerçay, 165 A II 5.

(6) Correspondance diplomatique, F¹² 1955. Cette dépêche fut citée le 21 mars 1903 au Sénat par Émile Combes, alors président du conseil. « Je voudrais, disait-il, pouvoir vous lire d'un bout à l'autre les lettres écrites à ce sujet par le ministre des Cultes d'alors, Rouland, le ministre des Cultes le plus énergique qu'ait eu le Second Empire. Vous y trouveriez l'exposé de la doctrine concordataire fait de main de maître, avec une netteté de vues et une fermeté de langage qui fermaient la voie à toute réplique. »

présentation régi par les anciennes règles bénéficiales (1). Il attachait sans contredit au mot *nommer* son acception ordinaire... Les parties contractantes n'auraient pu lui donner une autre signification sans s'expliquer à cet égard. » Les droits des deux parties sont donc absolus. « Les deux pouvoirs, indépendants dans leur principe et leur nature, restent encore indépendants dans l'accomplissement des actes qui appartiennent à leur sphère d'action respective. Nous n'hésitons pas à reconnaître au Souverain Pontife une prérogative que nous réclamons pour l'empereur et nous n'avons jamais eu la pensée de réclamer du pape l'institution canonique pour un ecclésiastique qu'il jugerait indigne de l'épiscopat. Nous ne discuterons même pas la doctrine nouvelle qui revendique pour la papauté le droit de statuer *ex informata conscientia* sans faire connaître les motifs de son refus. Ces doctrines se rattachent en effet plus ou moins étroitement à un ordre d'idées qui échappe à nos appréciations. » Mais en fait cette doctrine conduit à une impasse : « L'empereur ne nomme pas un évêque sans avoir la conviction que l'ecclésiastique nommé est digne de ces hautes fonctions. Il peut sans doute se tromper, mais il ne lui est pas permis de revenir sur sa décision sans des motifs sérieux. On ne saurait donc s'étonner s'il désire connaître les faits reprochés à un prêtre dont on lui a rendu les plus honorables témoignages, s'il regrette de ne pas être mis à même de répondre aux accusations calomnieuses que les passions politiques ou religieuses dirigent sans relâche contre les choix du gouvernement. » D'où la nécessité pratique d'une discussion contradictoire.

L'entente préalable réclamée par le Saint-Siège « ne ferait que déplacer la difficulté sans avoir d'effets utiles. L'entente préalable supposerait en effet la production sincère de griefs relevés contre les candidats, une discussion loyale et complète de leurs titres, l'abandon du droit de prononcer *ex informata conscientia* sur le mérite des ecclésiastiques présentés. Or, le Saint Père ne voudrait jamais consentir à abdiquer ce qu'il considère comme une prérogative essentielle (2), il se réserverait toujours d'écarter pour des motifs de conscience les candidats produits. Le gouvernement maintiendrait sa liste de présentation en demandant à connaître les motifs d'exclusion et le conflit

(1) Telle était, au contraire, la doctrine de l'Église.

(2) En effet, dans le système proposé par Antonelli, le pape aurait désigné les candidats « dont les noms ne soulevaient aucune objection sans s'expliquer sur les autres ». La Valette à Thouvenel, 27 décembre 1861. Correspondance diplomatique.

s'engagerait de nouveau sans que la solution fût en rien facilitée. Nous ne pouvons donc accepter une combinaison qui n'aurait d'autres résultats que d'amoindrir le droit du souverain, de substituer en réalité un simple droit de *présentation* à un droit de *nomination*, de lui enlever l'initiative qui lui appartient sans même prévenir le retour des embarras que l'on voudrait écarter. » (1)

Quant à Mouniq, le gouvernement « reste convaincu de la parfaite honorabilité de cet ecclésiastique et il ne peut, sans abdiquer son droit de souveraineté, se laisser imposer une opinion contraire dans un ordre de faits qu'il est à même de mieux connaître que le Saint-Siège. Il persistera donc dans une nomination *que rien ne peut suppléer* » tant que le Saint-Siège ne lui aura pas prouvé la culpabilité de Mouniq. Cette dépêche fut transmise à La Valette le 18 par Thouvenel, avec un commentaire un peu plus modéré.

Antonelli maintint intégralement la thèse pontificale (2). Mais à cette date une nouvelle crise de la question romaine était ouverte. «... Il me semble, écrivit [La Valette (3)], que dans les circonstances actuelles, au moment où le pouvoir temporel du Saint Père est si rudement attaqué, pour ne pas dire si fortement compromis, nous aurions mauvaise grâce à engager une lutte à outrance sur une question qui appartient au domaine spirituel. Non pas, certes, que je sois disposé à rien abandonner des prérogatives de la couronne ; je crois au contraire que nous ne saurions défendre trop énergiquement des droits aussi essentiels qu'incontestables, mais j'en ajournerais la revendication à une époque plus opportune. J'en ai assez dit et en termes assez nets pour réserver la question ; je la laisserais dormir quelque temps. » Il comptait d'ailleurs obtenir officieusement communication des griefs du Saint-Siège contre Mouniq. Rouland accepta la méthode proposée par La Valette « car après tout, le cardinal Antonelli, tout en se refusant à l'idée d'une explication *obligatoire*, reconnaît implicitement la nécessité de cette explication à laquelle il aurait à concourir par ses communications verbales » (4). En effet, le 21 mars, La Valette transmet à Thouvenel

(1) Ce passage fut cité par Combes. En effet, l'adoption du système de l'entente préalable avait eu sous la III^e République les conséquences que prévoyait Rouland.

(2) Voir son long mémoire dans la Correspondance diplomatique (11 mars 1862).

(3) Dans une lettre personnelle à Thouvenel, 1^{er} mars 1862 (Cerçay, 165 A II 5).

(4) Rouland à Thouvenel, 14 mars 1862 (F¹⁹ 1.955) : Le 10 mars, le gouvernement pourvut à la vacance du siège de la Guadeloupe que Rouland avait d'abord projeté de prolonger, jusqu'à la préconisation de Mouniq.

les accusations formulées par Antonelli contre Mouniq : « M. l'abbé Mouniq, qui avait laissé déjà dans le diocèse de Tarbes des souvenirs défavorables, aurait, pendant son séjour à la Martinique, abusé de sa position de directeur d'une congrégation de filles pour poursuivre une religieuse de ses obsessions ; ce fait résulterait non seulement des lettres de cette religieuse, existant en originaux à Rome, mais des lettres de ses compagnes. Il paraîtrait même que M. l'abbé Mouniq se trouvant seul avec la religieuse malade, cette dernière n'aurait échappé aux tentatives dont elle était l'objet que grâce à l'arrivée de plusieurs sœurs accourues à ses cris. » (1) Ces accusations étaient depuis longtemps connues du gouvernement (2). Mouniq, qui renouvela ses protestations d'innocence, avait déjà, sur ces points, présenté sa défense.

La première accusation semblait réfutée par le ton très cordial d'une lettre que l'évêque de Tarbes, Laurence, qui était déjà en fonctions lorsque Mouniq avait quitté ce diocèse, lui adressa le 19 juillet 1861, en faisant des vœux pour sa préconisation (3). L'origine de la seconde accusation, était, d'après un partisan de Mouniq, la suivante : pendant que Mouniq représentait au concile de Périgueux (1856) l'évêque de la Martinique, Leherpeur, le prêtre qui le remplaçait comme confesseur d'une communauté de femmes, le dénonça pour « certaines actions passées. Ces actions, évidemment sans gravité et sans conséquence, avaient été ensuite dénaturées, grossies et dépeintes sous de noires couleurs ». Leherpeur crut d'abord à la culpabilité de Mouniq puis à son innocence, et lui confia de nouvelles dignités (4).

Le gouvernement partagea cette dernière opinion et resta inébranlable dans sa décision de maintenir la nomination de Mouniq. Il infligea un blâme sévère au vicaire administrateur de la Martinique, Guesdon, tout dévoué à la congrégation du Saint-Esprit, qui annonçait publiquement que jamais Mouniq ne serait préconisé et ordonnait à tous les prêtres du diocèse, s'ils étaient consultés sur ce point, de répondre que l'on devait s'en remettre au jugement du pape (mars-juillet 1862) (5).

(1) Correspondance diplomatique, 21 mars 1862.

(2) D'autres accusations, plus graves encore, portées contre les mœurs de Mouniq, n'avaient pas été reprises par Antonelli.

(3) F¹⁰ 1.955.

(4) Gosse, curé doyen de Basse-Pointe (Martinique) à Rouland (18 mai 1861), F¹⁰ 1.955.

(5) F¹⁰ 1.955.

La vacance du siège de la Martinique allait durer jusqu'à la chute de l'Empire (1).

Les cinq évêques nommés en 1862 par le gouvernement impérial furent préconisés sans difficultés, bien que certaines de ces nominations eussent soulevé en France de vifs mécontentements. Les sièges du Mans, de Saint-Brieuc et de Gap étaient devenus vacants à la fin de 1861. Le 10 janvier, le gouvernement nomma l'évêque de Saint-Claude, Fillion, au Mans, d'où il était originaire et où il était unanimement aimé et respecté. Fillion était ultramontain, mais dévoué au gouvernement, et il était resté très modéré dans la question romaine. Il n'accepta le siège du Mans qu'après avoir reçu l'assurance que le pape autoriserait son transfert (2).

Fillion fut remplacé à Saint-Claude, le 10 janvier, par le curé de Loches, Nogret, qui s'était distingué depuis 1859 en manifestant publiquement son dévouement à l'empereur (3). L'archevêque de Tours, Guibert, que cette conduite avait mécontenté, déclara à Rouland, lorsque la nomination de Nogret lui fut notifiée, qu'il ne le croyait pas apte à l'épiscopat. Rouland, qui s'était assuré de l'assentiment de Morlot, mais qui avait évité de consulter Guibert, lui rappela ironiquement qu'il avait eu autrefois bonne opinion de Nogret et avait fort approuvé sa décoration en août 1860.

Aussitôt les journaux légitimistes et cléricaux, notamment la France Centrale de Blois annoncèrent que la préconisation de Nogret rencontrerait de grosses difficultés, parce qu'il aurait naguère, refusé de lire en chaire un mandement de Guibert sur

(1) Forcade, l'ancien ennemi des « spiritocoles » avait complètement abandonné son protégé Mouniq et l'engagea sèchement, le 25 juillet 1862, à donner sa démission (F¹² 1.955). Forcade, depuis qu'il avait obtenu un évêché en France, avait d'ailleurs pris une attitude hostile au gouvernement. Il ne parla pas de l'empereur dans son mandement d'installation. Il entra bientôt en conflit ouvert avec le préfet, de Magnitot. En 1862, il adressa à l'empereur, de passage à Nevers, un discours qui fit scandale par l'insistance avec laquelle il l'incitait, d'une part, à accorder des fonds pour l'ornement de la cathédrale, et de l'autre, à terrasser à nouveau le « sanglier révolutionnaire ». (F¹² 2.481, F¹⁷ 9.987, Dijon).

(2) F¹² 2.534.

(3) Notamment à la distribution des prix du collège de Loches (août 1861). Le directeur de la bibliothèque impériale, Taschereau, qui recommandait Nogret à Rouland, lui raconta l'incident suivant : « En 1815, dans les cent jours, à Vannes, M. d'Autichamp vint mettre le séminaire en réquisition. Tous les élèves se rendirent dans les rangs vendéens. Un seul, un Breton..., élevé dans les sentiments de 1789, comme toute la bourgeoisie bretonne, prit son fusil et, tout jeune, vint rejoindre nos soldats. Celui-là, c'était le jeune Nogret : Ayez confiance, le bleu sera toujours bleu. Je vous réponds de lui comme de moi. » (F¹² 2.576, 31 décembre 1861.)

le denier de Saint-Pierre, mandement qu'un vicaire général avait dû lire à sa place. Ce récit était inexact (1). Rouland le démentit par un communiqué sévère aux journaux qui l'avaient publié, et chargea Thouvenel de mettre en garde le nonce et l'ambassadeur (2). Cette précaution fut superflue ; Guibert, qui se rendit à Rome peu après, ne s'opposa pas à la préconisation de Nogret. Il accepta même de présider à la consécration.

A Gap, Rouland nomma l'archiprêtre d'Alger, Bernadou, prêtre habile et ambitieux, depuis longtemps candidat à l'épiscopat (3) (10 janvier). A Saint-Brieuc, il nomma David, vicaire général de l'évêque de Valence, Lyonnet, ancien chartreux de Lyon, bonapartiste déclaré, grand ami de Maret. « C'est un gallican de la veille et de l'avant-veille, écrivait Lyonnet (4) : aussi les gens de l'Univers le redoutent horriblement : il a souvent fustigé leurs chefs. » Sa nomination fut très vivement attaquée, notamment par Falloux (5). Il fut cependant préconisé sans difficulté.

Rouland nomma le 10 mars évêque de la Guadeloupe le curé de Saint-Affrique, Boutonnet, gallican et dévoué, en lui recommandant de ne pas confier son séminaire à la congrégation du Saint-Esprit (6). Dès le 8 février, Boutonnet l'avait rassuré sur ce point (7) : « Je ne me laisserai pas dominer par les congrégations envahissantes... Le voisinage des pères Jésuites qui ont bâti dans notre ville un collège colossal, et les moyens dont ils se servent pour mener l'eau à leur moulin m'auraient fait perdre l'envie, si jamais je l'avais eue, de me fourrer dans leurs filets... Mgr Croizier... le savait si bien qu'il me choisit, de préférence à tout autre, pour arrêter ici leur clan envahisseur.

(1) Nogret écrivit le 26 février 1862 à Taschereau : « Où en sommes-nous ? Où en est l'église de France avec de pareils défenseurs ? C'est déplorable ! C'est infâme ! » (F¹⁹ 2.576).

(2) Correspondance diplomatique, 28 janvier 1862.

(3) F¹⁹ 2.583.

(4) A Rouland, le 4 janvier 1862 (F¹⁹ 2.575).

(5) Voir Correspondance diplomatique, 13 février 1862. Falloux, d'après Rouland, aurait confondu David avec un prêtre, son homonyme, connu pour son immoralité. Surtout Falloux avait reproché à David d'avoir aidé le gouvernement à s'assurer le contrôle de l'Ami de la Religion, ce que Rouland déclarait inexact. Le supérieur de Saint-Sulpice, Carrière, écrivait le 4 mars 1862 à Icard : « Le pauvre Mgr David a eu bien à souffrir et tout à fait à tort. » Il a été attaqué « d'une manière indigne et qui serait incompréhensible si on ne savait jusqu'où peut mener l'esprit de parti. » (AB XIX 512).

(6) Voir F¹⁹ 6.209, 23 octobre 1868, Rigault de Genouilly à Baroche, F¹⁹ 2.499.

(7) Par une lettre à un président de chambre à la Cour de Paris, de Gaujol, conseiller général de l'Aveyron, qui le recommandait à Rouland (F¹⁹ 2.499).

Si je suis nommé à la Guadeloupe, je ne recevrai dans mon séminaire que des prêtres exclusivement soumis à leur évêque, et marchant avec lui dans la voie de la loyauté et de la soumission aux lois de l'État. » L'évêque de Rodez, Delalle, avait d'ailleurs approuvé la nomination de Boutonnet.

Enfin, Rouland nomma le 12 août 1862, évêque de Coutances, un vicaire général de Sens, Bravard, gouvernemental et gallican qui fut préconisé malgré les démarches du cardinal de curie Villecourt (1).

Bravard avait été recommandé à Rouland par un sénateur, un député et plusieurs autres laïques. De même, Nogret avait été recommandé par Taschereau, Boutonnet par Gaujol, Bernardou par les anciens gouverneurs de l'Algérie, Randon et Pélissier ; Rouland, tout en prenant généralement l'avis des évêques, choisissait de plus en plus les candidats à l'épiscopat d'après les renseignements fournis par les préfets et par des laïques haut placés. Il tenait aussi grand compte de l'avis de Maret (2).

On peut rapprocher de la nouvelle politique suivie par le gouvernement en matière de nominations épiscopales la mesure dont il frappa, en avril 1862, la Correspondance de Rome (3). Après que son journal eût été supprimé en 1852 (4), Chaillot avait gardé à Rome une réelle influence. A partir de 1855, il publia un périodique mensuel rédigé en français, malgré son titre latin, les *Analecta juris pontifici* où il défendit l'ultramontanisme le plus extrême. A la fin de 1860, il reprit en outre la publication de la Correspondance de Rome « qui n'est pas plus exagérée dans ses doctrines, mais qui, par ses articles politiques et sa publicité plus régulière et plus fréquente peut offrir plus de dangers » (5). L'administration des Cultes s'en inquiéta : « ... La publication tout entière .. est hostile aux principes de notre gouvernement, et on le sent à chaque mot... Tout tend à exalter au delà de toute mesure la puissance pontificale et à

(1) F¹⁰ 6.176, Rouland écrivit à Bravard le 11 octobre. « Je savais la conduite assez tortueuse de M. le cardinal V., mais il n'y a chez lui que des velléités, et pas d'énergie, ce qui serait grave, car il voit mal les choses et les hommes. Au reste, nulle objection n'a été articulée de près ou de loin de Rome à nous. » En effet, Villecourt, bien que très hostile à la politique gallicane du gouvernement, et bien placé pour la contrecarrer ne semble avoir joué qu'un rôle peu important.

(2) Aucun des cinq évêques nommés en 1862 n'appartenait au clergé de Paris.

(3) F¹⁰ 1.931. Correspondance diplomatique, mai-juin 1862 : Ces documents sont reproduits dans ma seconde thèse : *Le Saint-Siège et la France*, premier appendice.

(4) Voir chap. III, § 1^{er}.

(5) 14 mai 1862, Rouland à Thouvenel, F¹⁰ 1.931 et Correspondance diplomatique

annihiler devant elle toutes les autres puissances... Elle montre en outre ses préférences légitimistes... » (1) Un article sur les nominations épiscopales mécontenta particulièrement Rouland (mars 1862). La Correspondance de Rome considérait le droit du gouvernement comme « une pure concession du Saint-Siège », et elle proclamait que le pape avait le droit de refuser à son gré l'institution canonique : « Ce serait un subterfuge misérable que de restreindre... le droit de refus au cas d'indignité ou d'incapacité canonique. »

A la demande de Rouland, Persigny interdit le 6 avril l'entrée en France de la Correspondance de Rome. Chaillot proposa au chargé d'affaires de France à Rome, Bellune, si cette mesure était rapportée, d'apporter dans son journal « la plus grande réserve, et même une réserve favorable au gouvernement de l'empereur... M. Chaillot, ajoutait Bellune, est camérier secret du pape, consultant de la congrégation des Évêques et Réguliers, et chargé plus spécialement des affaires de l'épiscopat français. C'est peut-être un homme à ménager » (2). Mais Rouland dénonça comme un grave danger le centre d'action ultramontaine formé à Rome par quelques prêtres français. « ... Cette *petite église...*, qu'on signalait en 1852 au cardinal Antonelli... cette coterie... subsiste toujours..., elle est plus ardente et plus entreprenante que jamais et... Mgr Chaillot... y joue un rôle considérable au grand détriment de l'influence française et de l'autorité épiscopale. » Il refusa d'ajouter foi aux promesses de Chaillot et d'accepter la transaction proposée.

La politique du gouvernement impérial s'inspirait de plus en plus des principes gallicans.

III. — *La Société de Saint-Vincent de Paul* (3)

Depuis le début de l'Empire, les associations religieuses laïques avaient souvent préoccupé le gouvernement. Ces préoc-

(1) Mars 1862. Note de Jourdain, F¹⁹ 1.931.

(2) 3 mai 1862, F¹⁹ 1.931.

(3) Les dossiers que le ministère de l'Intérieur et la direction des Cultes avaient réunis sur la Société de Saint-Vincent de Paul manquent aux Archives Nationales. Les principales sources sont : le dossier de la chancellerie (BB¹⁹ 1.639), les rapports trimestriels des procureurs généraux (BB²⁰ 370-388), les rapports de Gallix sur la Société de Saint-Vincent de Paul en Bretagne (F⁷ 12.389) et à Poitiers (F¹⁸ 297), les rapports trimestriels des recteurs (F¹⁷ 9.987). Les débats de l'adresse et les biographies des chefs de la Société de Saint-Vincent de Paul, Cochin, Melun, Keller, et surtout Baudon, donnent d'importants renseignements.

cupations redoublèrent après l'agitation religieuse, et, dans son mémoire d'avril 1860, Rouland dénonça la Société de Saint-Vincent de Paul comme un grave danger. Cependant, aucune mesure ne fut prise contre elle à cette époque. C'est seulement le 5 mai 1861 que Persigny, dont la Société de Saint-Vincent de Paul avait déjà, en 1852 et 1854, attiré l'attention, invita les préfets, par une circulaire confidentielle, à le renseigner sur l'activité des conférences de leur département (1). Il chargea en outre son homme de confiance, l'inspecteur de l'imprimerie et de la librairie Gallix, qui était alors en tournée dans l'Ouest, de le renseigner sur les forces du parti clérical et notamment sur la Société de Saint-Vincent de Paul (2). Cette enquête montra combien les progrès de la Société de Saint-Vincent de Paul étaient rapides. Elle comptait en France environ 100.000 membres et 1.549 conférences, contre 500 en 1852 et 1.000 en 1859. Son budget atteignait 5 millions. Elle exerçait une influence sociale considérable. L'enquête confirma le jugement porté par Rouland dès avril 1860 : « Il est hors de doute qu'on n'entre plus dans ces sociétés uniquement par amour de la charité ou par goût des exercices religieux ; elles sont si nombreuses, si bien recrutées dans tous les rangs de la société, qu'on y trouve une solidarité puissante pour les intérêts de famille et de carrière. » Aussi la Société de Saint-Vincent de Paul recrutait-elle de nombreux adhérents parmi les étudiants des facultés, et même parmi les élèves des lycées (3).

Les légitimistes y étaient nombreux et souvent en majorité. A ce grief les partisans de la Société de Saint-Vincent de Paul répondaient qu'elle comptait aussi parmi ses membres beaucoup de fonctionnaires : 123 présidaient des conférences, 826 faisaient partie de leurs bureaux (4). Mais leur participation aux travaux de la Société ne suffisait pas à rassurer le gouvernement ; elle

(1) A la fin d'avril 1861, Rouland notait à propos d'une association dirigée par les Dominicains : « C'est... un grand abus que les associations laïques pieuses organisées par des ordres prohibés. Elles tombent directement sous le coup de la loi de 1849 et du Code pénal. Le moment est venu de les examiner de près et de prendre parti ; mais la plus vaste et la plus politiquement redoutable est celle de Saint-Vincent de Paul. » (F¹⁹ 6.427.)

(2) Le rapport de Gallix sur le parti clérical en Bretagne (9 août 1861, F⁷ 12.389) porte cette note, ajoutée postérieurement : « Ce rapport adressé à M. de Persigny a été la cause assurément des mesures prises par le gouvernement contre la Société de Saint-Vincent de Paul. »

(3) F¹⁷ 9.986, Aix ; 22 mars 1860.

(4) Les bureaux étaient de 3 à 5 membres, soit pour 1.549 conférences un total d'environ 6.000, dont les fonctionnaires fournissaient donc plus du dixième.

était au contraire pour lui, à certains égards, un nouveau motif d'inquiétude; nombre de ces fonctionnaires étaient fort peu dévoués à l'Empire; c'était le cas notamment de magistrats inamovibles comme Foisset (1). D'autres étaient l'objet de « sourdes influences », de « fréquentes sollicitations de leurs co-sociétaires ». Le procureur général de Rennes, Camescasse, déclarait que « peu à peu, sans qu'ils s'en aperçussent, on voyait dominer dans leurs idées les préoccupations légitimistes » (2). Dans tout l'Ouest, les légitimistes exerçaient sur les conférences de Saint-Vincent de Paul une influence prépondérante.

Même dans le reste de la France, où ils étaient moins nombreux et moins influents, la Société de Saint-Vincent de Paul présentait un danger pour le gouvernement. La plupart des petites conférences rurales étaient inoffensives et se consacraient uniquement à la charité, mais les conférences des villes servaient de cadres à l'opposition cléricale. Elles réunissaient les catholiques militants de tous partis, et ceux qui, naguère, comme Keller et Lemer cier avaient été bonapartistes, n'étaient pas les moins hostiles au gouvernement. Sans doute, le règlement pour lequel la Société Saint-Vincent de Paul s'interdisait la politique, était très généralement appliqué. Mais en groupant les cléricaux, elle leur assurait une cohésion et une influence sociales dont ils tiraient parti pour leur action politique.

Le 22 septembre, une réunion de 32 conférences fut organisée à Lusignan (Vienne), sous la présidence de l'évêque d'Angoulême, Cousseau, ami de Pie, qui prononça une allocution (3). Le 25 octobre, le *Siècle* cita ce passage du discours de l'évêque : « Nous ne devons pas craindre Judas, mais nous devons craindre Jésus-Christ... et vous, vaillants soldats de Saint-Vincent de Paul, serrez vos bataillons. » Le *Siècle* dénonga la violence de ces paroles, prononcées dans le diocèse de Poitiers, déjà si troublé par l'agitation cléricale : « ... Nous ne pouvons nous empêcher de trouver extraordinaire que le gouvernement se laisse ainsi attaquer par les ultramontains dans les principes sur lesquels

(1) Conseiller à la cour de Dijon, il avait été frappé d'un avertissement disciplinaire au début de 1861 pour ses articles dans le *Correspondant*. Il les publia désormais sous la signature d'un ami. Il présidait le comité provincial de la Société de Saint-Vincent de Paul.

(2) BB²⁰ 386, quatrième trimestre 1861.

(3) Voir *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau*.

Dès le 20 septembre, Damay avait attiré l'attention du gouvernement sur cette réunion et il s'était plaint de l'administration des chemins de fer qui avait accordé des demi-tarifs à tous les sociétaires (BB¹⁸ 1.639).

il repose, de même que la société moderne. » S'il tolère de pareilles attaques, « il ne doit pas avoir deux poids et deux mesures : qu'il ne mette pas d'entraves aux réunions démocratiques, aux réunions électorales, aux réunions purement politiques : il ne doit pas y avoir de privilège pour les adversaires de la Révolution française ». Le 8, l'officieuse Patrie commenta en termes analogues le discours de Cousseau. Celui-ci, dans une lettre publiée par le Monde, démentit les propos qui lui étaient prêtés. « Les noms de Ponce Pilate et de Judas (que je n'ai pas prononcés) vous sont insupportables ; je le comprends, ils sont chargés de l'exécration des siècles, mais les personnages eux-mêmes sont de vos amis. » Le démenti fut confirmé par le maire et le curé de Lusignan (1) mais n'arrêta pas la campagne des feuilles anticléricales.

Le Moniteur du 18 octobre publia une circulaire adressée le 16 aux préfets par Persigny. Il y rappelait les circulaires des 30 octobre 1850, 19 août 1852 et 15 juin 1854 par lesquelles le gouvernement avait invité les sociétés de bienfaisance à se pourvoir de l'autorisation légale. « Malgré ces avertissements, la considération qui s'attache aux actes de bienfaisance a prolongé jusqu'ici la tolérance de l'autorité mais il est devenu indispensable et il est juste de régulariser une situation dont le temps n'a fait qu'aggraver les inconvénients ; ... à part ces inconvénients, les associations de bienfaisance, autorisées ou non..., méritent toute la sympathie du gouvernement pour les bienfaits qu'elles répandent dans le pays, soit qu'elles revêtent un caractère religieux comme les Sociétés de Saint-Vincent de Paul, de Saint-François Régis et de Saint-François de Sales, soit que, d'origine différente, elles aient une organisation purement philanthropique comme la franc-maçonnerie. » Persigny faisait un vif éloge de ces deux espèces d'associations, notamment des conférences de Saint-Vincent de Paul. « L'esprit de ces sociétés paraît en lui-même étranger aux préoccupations politiques, car, formées d'hommes religieux appartenant indistinctement à toutes les opinions, elles comptent dans leur sein un grand nombre de fonctionnaires publics et d'amis dévoués du gouvernement. »

(1) Le gouvernement fit publier peu après dans le Moniteur des Communes que « le doyen d'âge de la Conférence de Saint-Vincent de Paul de Lusignan » avait été condamné pour attentat aux mœurs. Pie, dans sa lettre publique à Billault du 4 avril 1862, protesta contre cette publicité faite à la condamnation d'un vieillard qui n'appartenait à la conférence que comme adhérent. Elle comptait d'ailleurs un autre membre plus âgé que lui.

Mais Persigny jugeait dangereuse l'organisation hiérarchisée de la Société de Saint-Vincent de Paul, dont le conseil supérieur se recrutant par cooptation dirigeait les comités régionaux qui à leur tour s'imposaient « à toutes les sociétés d'une province comme pour les faire servir à une pensée étrangère à la bienfaisance... Une telle organisation ne peut s'expliquer par l'intérêt seul de la charité ». En conséquence, et conformément à la loi, les préfets devaient inviter toutes les sociétés de bienfaisance non autorisées de leur département, loges maçonniques ou conférences de Saint-Vincent de Paul à se faire autoriser. Les préfets pouvaient également autoriser les comités formés par les délégués élus des conférences d'une même ville. « Enfin si ces diverses sociétés... vous expriment le désir d'avoir à Paris... une représentation centrale, vous me transmettez l'expression de leurs vœux avec les raisons qu'elles auraient à faire valoir et j'aurai l'honneur de prendre les ordres de l'empereur pour décider sur quelles bases et d'après quels principes cette représentation centrale pourrait être organisée. Jusque-là vous interdirez les réunions de tout conseil supérieur, central ou provincial et vous en prononcerez la dissolution. »

Cochin et quelques autres membres du conseil général voulaient résister à outrance et porter le conflit devant les tribunaux. Le gouvernement ayant la loi pour lui, la majorité préféra négocier ; elle espérait que l'orage passerait comme en 1852 et en 1854. Morlot intervint en faveur de la Société auprès du gouvernement. Mais le 12 novembre, le préfet de police interdit les réunions du conseil général qui se sépara (14 novembre) en déléguant ses pouvoirs à son président Baudon. Le 15 novembre, Baudon invita les conférences à demander, comme Persigny les y autorisait, le maintien du conseil général. Elles le réclamèrent unanimement. Les négociations continuèrent. Le gouvernement exigeait la suppression des conseils provinciaux, l'exclusion du conseil général de ses membres les plus hostiles, notamment Keller, et la nomination par l'empereur du président de la Société. Baudon et ses amis demandèrent à Keller sa démission (1) mais, d'accord avec Morlot, ne consentirent pas à remettre la nomination du président au gouvernement. Le 5 janvier, Baudon informa les conférences de l'échec des pourparlers, et les incita à continuer leur œuvre malgré la suppression du conseil général. « Si je n'ai plus l'honneur de vous parler en son nom, je serai, comme par le

(1) Voir Gautherot : *Émile Keller*.

passé, à votre disposition, prêt à consacrer sans réserve à vous et à vos pauvres mes forces et ma vie tout entière.» (1)

Le 6 janvier, il indiqua, pour le remplacer au cas où il se trouverait empêché d'exercer les pouvoirs que lui avait confié le conseil général, les trois présidents des conseils supérieurs de Belgique, de Hollande et de Prusse rhénane. Cette décision, communiquée le 24 janvier par Baudon au président du conseil supérieur du Piémont, fut saisie par la police piémontaise et transmise au gouvernement impérial qui la publia le 25 janvier. Persigny avait posé aux conférences la même question qu'au conseil général : « Les conférences désirent-elles avoir un conseil général formé de la plupart des membres de l'ancien conseil mais ayant pour président un haut dignitaire de l'Église nommé par l'empereur, ou préfèrent-elles continuer à fonctionner isolément comme elles y sont autorisées aujourd'hui ? » 86 seulement se prononcèrent pour la première solution, 788 approuvèrent le refus opposé par Baudon aux propositions du gouvernement (2).

Baudon publia en février plusieurs pièces justificatives. La note du 6 janvier ne concernait, disait-il, que les conférences de Saint-Vincent de Paul établies à l'étranger. Quant aux conférences françaises, « je ne pense pas qu'il existe une loi qui m'empêche de correspondre avec ceux de mes confrères qui voudraient m'écrire ou recevoir mes lettres ». Cette brochure fut notamment communiquée au cours des débats de l'adresse aux sénateurs et aux députés qui allaient avoir à se prononcer sur le conflit engagé entre le gouvernement et la Société de Saint-Vincent de Paul.

La plupart des conférences se firent autoriser comme le leur

(1) Le procureur général de Nancy communiqua au gouvernement, dans son rapport du quatrième trimestre de 1861, une série de documents qui montrèrent que le président et le secrétaire du comité central de Nancy avaient, dès le 10 novembre, invité les présidents de conférences à rester en relation avec eux (BB³⁰ 381). Il en fut probablement de même dans toute la France. Sous prétexte de relations personnelles entre les présidents de conférences et les anciens présidents des conseils provinciaux et du conseil général, la Société de Saint-Vincent de Paul tenta ainsi de conserver son organisation centralisée.

(2) La franc-maçonnerie accepta au contraire un grand maître nommé par l'empereur. Le Grand-Orient, pour s'assurer la bienveillance du gouvernement, avait élu, en 1852, Lucien Murat grand maître. Mais Lucien Murat vota en 1861 au Sénat l'amendement des cardinaux. Beaucoup de maçons voulurent lui opposer le prince Napoléon, à l'élection qui devait avoir lieu peu après. Le gouvernement ajourna l'élection. Après que la Franc-Maçonnerie se fut inclinée devant la circulaire de Persigny, l'empereur nomma grand maître le maréchal Magnan, qui n'était pas maçon (janvier 1862).

avait prescrit Persigny, mais 300 environ, contrairement aux avis du conseil général, se déclarèrent dissoutes (1). Les unes prononcèrent leur dissolution pour protester contre les mesures prises par le gouvernement et pour ne pas subir son contrôle : c'étaient celles que dominaient les légitimistes : elles furent surtout nombreuses dans l'Ouest (2). Mais, d'autre part, la plupart des fonctionnaires, et beaucoup de personnes désireuses de ne pas rester dans une association mal vue du gouvernement, quittèrent la Société de Saint-Vincent de Paul après la circulaire de Persigny. Or le développement de la Société avait été si rapide que nombre de conférences venaient à peine de se former et n'avaient qu'une existence très précaire : elles ne survécurent pas à ces défections.

La circulaire de Persigny, survenant alors que la question romaine paraissait en voie d'apaisement, suscita, dans l'épiscopat et dans l'état-major du parti catholique, l'indignation et le ressentiment les plus vifs. Elle portait un coup très grave à l'influence cléricale en France. L'hommage rendu à la Société de Saint-Vincent de Paul parut une hypocrisie, son assimilation à la franc-maçonnerie une insulte (3). Les évêques, comme d'ordinaire, agirent, les uns par des démarches confidentielles (4), les autres par des protestations publiques. Dupanloup publia deux brochures ; l'évêque de Rodez, à une loterie organisée au profit de la Société de Saint-Vincent de Paul (5), l'évêque de Carcassonne aux obsèques de Lacordaire attaquèrent dans leurs discours la circulaire de Persigny (6). Parisis, après quelques hésitations, publia le 21 novembre un mémoire adressé à Rouland où il déclarait que la mesure prise par le gouvernement serait funeste à l'œuvre bienfaisante des conférences de Saint-Vincent de Paul, car elle portait atteinte à la considération, à la sécurité, et à l'organisation qui leur étaient nécessaires.

Dès le 30 octobre, l'évêque de Nîmes, Plantier, avait adressé à Rouland une lettre publique beaucoup plus violente contre la

(1) Du 16 octobre à la fin de février ; voir Lemercier : Corps législatif, 17 mars 1862.

(2) 57 sur 97 dans les 5 départements bretons, 44 sur 48 dans la Loire-Inférieure (BB⁹⁰ 386).

(3) Elle ne s'explique pas seulement par le désir de paraître impartial. Les loges maçonniques commençaient alors à servir de cadres à l'opposition démocratique, comme les conférences de Saint-Vincent de Paul à l'opposition cléricale.

(4) Dupanloup, préparant sa brochure, écrivait... « plusieurs évêques m'ont écrit pour me prier de suspendre à cause des démarches qu'ils font auprès de l'empereur ». Cité par Lagrange. Voir aussi F¹⁰ III Côtes-du-Nord 11 (6 novembre 1861).

(5) BB⁹⁰ 380.

(6) BB¹⁸ 1.642, A³ 5.962 et F¹⁰ 2.506.

Franc-Maçonnerie et contre la circulaire de Persigny : « C'est une nouvelles blessure faite à la grande Église de Jésus-Christ, concluait-il, et... cette plaie, s'ajoutant à d'autres plaies, ne nous autorise que trop à craindre pour l'avenir des coups plus douloureux encore. » Pour la première fois, Rouland répondit publiquement à un évêque, dans le *Moniteur* du 10 novembre. Tout en reconnaissant à Plantier le droit de défendre ses opinions, il blâma sévèrement la violence de son langage : « ... Pour rendre un légitime hommage aux conférences de Saint-Vincent de Paul, il n'était pas besoin d'insulter d'autres associations et de les signaler à la haine et au mépris publics. » Rouland reprochait en outre à l'évêque d'avoir employé « les expressions les plus acerbes contre un acte émanant d'un ministre de l'empereur et de s'être égaré hors des voies de la sagesse et de la charité ».

Dans la presse, la polémique fut très vive. Persigny, qui depuis le mois de juillet avait déjà averti quelques journaux légitimistes de province (1), frappa en outre l'*Ami de la Religion* (décembre) et le *Correspondant*, pour un poème de Victor de Laprade, professeur à la faculté des lettres de Lyon et membre de l'Académie française, intitulé *les Muses d'État*. En outre, Laprade fut révoqué le 14 décembre sur le rapport de Rouland : c'était, depuis la répression de 1852, la première révocation prononcée contre un professeur de l'enseignement supérieur.

Si les mesures prises contre la Société de Saint-Vincent de Paul mécontentèrent vivement les catholiques militants, elles ne suscitèrent aucune agitation et furent accueillies avec indifférence ou même avec satisfaction (2). Les milieux populaires où les conférences de Saint-Vincent de Paul exerçaient leur activité charitable restaient rebelles à leur influence. Le clergé même ne s'agita pas (3), sauf dans le diocèse de Nîmes, où l'évêque Plantier était entré en conflit personnel avec Rouland (4).

L'influence légitimiste et ultramontaine du vicaire général

(1) L'*Ami du Peuple* d'Angers (juillet), l'*Écho de l'Aveyron* (septembre), la *France Centrale*, le *Journal de Rennes* (octobre).

(2) Un seul procureur général, celui de Metz, de Gérando, déclare que ces mesures ont produit dans son ressort un mauvais effet. Mais Gérando, qui était fort clérical, a exprimé ainsi plutôt ses propres sentiments que l'expression moyenne de la Lorraine. Les autres procureurs généraux, tout en rendant hommage à la plupart des membres de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, qui se préoccupaient uniquement de charité, jugeaient dangereuse l'organisation hiérarchique détruite par le gouvernement.

(3) Il n'était pas unanimement favorable au développement de la Société de Saint-Vincent de Paul (AB XIX 524).

(4) Sur le conflit de Nîmes, voir F¹⁰ 2.549, F¹⁰ 5.835, BB¹⁰ 1.636 et 1.642, BB²⁰ 382. Clastron : *Vie de Mgr Plantier*.

d'Alzon était devenue prépondérante auprès de l'évêque et du clergé de Nîmes. Le parti légitimiste et clérical s'était réformé dans le Gard tel qu'il y existait avant 1851, et se montrait ouvertement hostile au gouvernement impérial. Plantier l'avait déjà attaqué dans divers actes publics, mais jamais avec autant de violence que dans sa lettre à Rouland. Le préfet Dulimbert, qui depuis longtemps désirait la lutte contre l'évêché, remercia Rouland de sa riposte publique : « Ce prélat souffrait trop du peu d'attention accordée jusqu'à ce jour à ses différentes publications pour qu'on puisse penser qu'il ne tentera pas de chercher dans le bruit, fallût-il aller jusqu'au scandale, avec la satisfaction si longtemps refusée à son amour-propre de jouer un rôle, une compensation aux blessures récentes faites à sa vanité ; fût-il d'ailleurs disposé à ne pas agir ainsi, qu'il y serait entraîné par les flatteries du petit cercle d'ecclésiastiques, jeunes en général, dont il s'entoure et dont les caresses l'ont perdu (1). » En effet, Plantier répondit à Rouland, et le texte de sa lettre circula bientôt à Nîmes. Il invoquait contre le ministre l'opinion du vrai monde catholique..., l'histoire de l'Église..., enfin le tribunal de Dieu. Ces trois grandes perspectives forment un glorieux contre-poids aux applaudissements avec lesquels le Constitutionnel et le Siècle ne manqueront pas d'accueillir le blâme éclatant dont Votre Excellence m'a jugé digne ».

Rouland fit publier cette lettre pour en faire juge l'opinion publique. Dulimbert en fit « adresser un exemplaire au Charivari par le président de la loge des Francs-Maçons » (2). « Je verrais sans regrets, lui écrivit Rouland (3) que la presse locale comme celle de Paris exprimât franchement son opinion sur tout ce qu'il y a d'inconvenant et de prétentieux dans cet appel au tribunal de Dieu que me notifie le prélat. » Mais Dulimbert ne disposait, pour sa polémique, que du Courrier du Gard, journal protestant qui se rapprochait de l'administration à mesure qu'elle entraînait en conflit avec le clergé ; il jugea inopportun d'engager dans la presse locale une polémique trop vive qui eût pris l'aspect d'un conflit entre les deux cultes. Il se borna à faire publier dans le Courrier du Gard la lettre de Plantier en la rap-

(1) F¹⁰ 2.549, 15 novembre 1861, Dulimbert à Rouland.

(2) 20 novembre 1861, F¹⁰ 2.549, Le Charivari était un journal satirique républicain de Paris. On voit par cet exemple comment l'administration et la presse républicaine pouvaient collaborer contre le clergé.

(3) 23 novembre 1861, F¹⁰ 2.549.

prochant d'un mandement gouvernemental du nouvel évêque de Montpellier, Lecourtier.

Cette polémique surexcita le clergé. Le procureur général Thourel, enclin à la conciliation, estimait que jusqu'alors « le clergé en général et même Mgr Plantier avaient tenu compte des avis de l'autorité », mais il dut reconnaître que l'attitude de beaucoup de prêtres était devenue « agressive... », des prédications irritantes ont eu lieu ; les mots de persécution et de despotisme ont été prononcés. On a fait appel à la foi des populations en leur représentant la religion comme menacée par le pouvoir lui-même ». Les cinq conférences de Saint-Vincent de Paul de Nîmes se déclarèrent dissoutes.

Plantier était alors en tournée pastorale. Le dimanche 20 novembre, veille de son retour, les prédicateurs eurent « pour but d'exciter les fidèles à préparer à l'évêque une éclatante ovation... Les populations n'y auraient pas songé sans cette provocation » (1). Le 21 novembre, quelques hommes, un grand nombre de femmes, et les élèves du pensionnat dirigé par d'Alzon, qui avaient été mis en congé, acclamèrent sur la place de la cathédrale, Plantier, qui leur adressa une allocution.

Le 22 novembre, Dulimbert écrivit à Rouland que Plantier avait dit : « Je compte sur votre foi, et s'il le fallait, je ferais appel à vos bras (2). » Rouland lui demanda aussitôt s'il pouvait établir cette phrase par des témoignages certains. « Ceci est de la provocation à la guerre civile et à la révolte. Il y aurait prise de ce côté à une procédure judiciaire, et peut-être à un grand acte de répression. » Rouland envisageait de plus « une rupture officielle et éclatante comme celle que nous avons déclarée à Orléans, à Poitiers et à Moulins » (3). Dulimbert demanda la rupture et des poursuites : « Mgr Plantier est un méchant homme ; il se croit à l'abri de tous risques personnels ; aucune considération étrangère à lui ne l'arrêtera et cependant, s'il n'est pas arrêté, il occasionnera de grandes calamités (4). » Dès le 23 novembre, il avait en outre signalé un discours séditionnel que d'Alzon avait adressé à Plantier le 21, sous le porche de la cathédrale. Le Monde publia le 1 décembre le texte de ce discours qui était en effet nettement délictueux.

Le 7 décembre, à la demande de Rouland, Delangle ordonna

(1) BB¹⁰ 1.642, 30 novembre 1861. Rapport de Thourel.

(2) Son premier rapport, daté du 21 novembre, ne contenait pas ce renseignement.

(3) 26 novembre 1861, F¹⁰ 2.549.

(4) 28 novembre 1861, F¹⁰ 2.549.

au procureur général d'ouvrir une information préparatoire sur le discours d'Alzon et « incidemment » sur celui de Plantier. En même temps, ordre fut donné à tous les fonctionnaires de rompre avec l'évêque. L'information échoua. Des partisans de Plantier avaient fait circuler des copies manuscrites de son discours où figurait l'appel aux bras des catholiques ; mais Plantier publia dans une lettre pastorale un texte de son allocution où cette phrase ne se trouvait pas. Elle ne figurait pas non plus dans les premiers rapports de police, et y avait été ajoutée après coup (1). Il était impossible de poursuivre un évêque dans ces conditions.

D'autre part, d'Alzon n'avait pas parlé publiquement, comme le *Monde* l'avait écrit, et comme l'administration l'avait cru, mais dans le palais épiscopal, en présence du clergé et d'un très petit nombre de laïques. Le texte publié par le *Monde*, et que la police tenait pour exact, était contesté par d'Alzon. Il ne fut pas poursuivi ; par contre le gérant et le rédacteur du *Monde* furent condamnés à 6 jours de prison, le 13 février 1862, pour fausses nouvelles et excitation à la haine et au mépris du gouvernement (2).

Peu après, d'Alzon provoqua un nouvel incident. Persigny, conformément à sa circulaire du 16 octobre, avait dissous la Société de Saint-François de Sales que dirigeait d'Alzon. Plantier décida alors que des sermons spécialement destinés aux membres de l'association auraient lieu dans les églises paroissiales. Le premier fut prononcé le 16 février par d'Alzon qui, irrité de la condamnation du *Monde*, se montra très violent (3). Sur la demande du préfet le gouvernement ordonna une information judiciaire, mais Thourel, qui la désapprouvait, la fit clore par un non-lieu.

Comme à Poitiers et à Orléans, quelques magistrats inamovibles continuèrent à voir Plantier après sa mise en interdit (4). Pour qu'il continuât à donner lui-même la confirmation et la première communion au lycée, Dulimbert autorisa l'inspecteur d'académie et le proviseur à conserver quelques relations avec lui (5). Mais le gouvernement marqua sa volonté d'isoler Plantier

(1) Thourel, hostile au préfet et à ses subordonnés les commissaires de police, écrivait le 26 décembre : « Il y a eu là un de ces tripotages de police qui ne sont que trop communs et à l'aide desquels on s'efforce de donner un corps à un fait important qui figurerait avantagusement dans un rapport mais qui ne repose sur aucune preuve. » (BB¹⁸ 1.642.)

(2) BB¹⁸ 1.636.

(3) Il prononça le soir un sermon beaucoup plus modéré, les chanoines l'ayant incité à la prudence (BB¹⁸ 1.636, F¹⁹ 5.835 d'Alzon.)

(4) De plus, en avril 1862, le maire de Sumène prit part à la réception organisée en l'honneur de Plantier, qui venait y faire sa visite pastorale (BB¹⁸ 1.642).

(5) Montpellier, 8 février 1862 (F¹⁷ 9.987).

en déplaçant un de ses amis les plus influents, Curnier, receveur général du Gard, ancien député et président du conseil général (1). D'ailleurs l'effervescence produite dans le clergé du Gard s'apaisa vers la fin de 1861, et, malgré le conflit ouvert entre l'autorité civile et l'évêché, le diocèse de Nîmes resta assez calme dans les premiers mois de 1862 (2).

Au cours des débats de l'adresse, les mesures prises contre la Société de Saint-Vincent de Paul furent vivement attaquées, surtout au Sénat. Les cardinaux Morlot et Mathieu, et des membres de la Société comme Ségur d'Aguesseau, Thayer et Lemer cier, s'attachèrent à montrer qu'elle était uniquement charitable et ne pouvait constituer un danger politique puisqu'elle était sous la surveillance de l'épiscopat, comptait parmi ses membres beaucoup de bonapartistes, et n'avait rien de secret dans son organisation. Le conseil général et les conseils provinciaux, loin d'inciter les conférences à sortir de leur rôle charitable, avaient blâmé celles qui s'étaient laissées entraîner à quelque acte politique. Si le patronage du gouvernement avait été refusé, c'était pour maintenir à la Société son caractère de neutralité politique. Thayer montra que le budget secret du conseil général, qui lui avait été reproché, ne s'élevait qu'à 28.000 francs, et que le cardinal protecteur, par qui, d'après le gouvernement, la Société était gouvernée de Rome, n'avait reçu d'elle en 9 ans que 11 lettres et en avait laissé 8 sans réponse. Thayer et le baron Dupin déclarèrent que, pour ne pas paraître se mêler de politique, la Société de Saint-Vincent de Paul, malgré les sollicitations dont elle avait été l'objet, avait refusé de s'occuper du denier de Saint-Pierre. Ségur d'Aguesseau alla jusqu'à dire que la circulaire de Persigny constituait un abus de pouvoir et que la Société de Saint-Vincent de Paul aurait pu le faire traduire devant les tribunaux (24, 25 février).

Billault répondit que la circulaire du 16 octobre n'était qu'un rappel à l'exécution des lois, et qu'elle avait paru nécessaire à la suite d'une enquête sérieuse qui avait montré la puissance et le développement rapide de la Société. « Le gouvernement ne s'est pas arrêté à quelques faits de détails, c'est par des raisons élevées et générales qu'il s'est déterminé. » Cette puissante organisation internationale qui entretenait avec le Saint-Siège des relations peu conformes aux principes gallicans ne pouvait-elle pas

(1) Baroche 989, 5 janvier 1862, Curnier à Baroche.

(2) Plantier, dans une lettre pastorale d'avril 1862, réfuta le discours prononcé par Bonjean sur le temporel.

devenir dangereuse ? N'était-elle pas dominée par le sentiment qui avait donné naissance à l'agitation religieuse et envenimé la question romaine, « ce sentiment d'autant plus tenace et plus ardent qu'il se confond avec le sentiment religieux, ce sentiment plus ultramontain que français, peu déférent pour le pouvoir temporel, peu reconnaissant ce de qu'il fait, mais cherchant à se créer partout des influences... Ces influences semblent pénétrer partout et créer autour de nous, autour des grands corps de l'État, je ne sais quel réseau d'action qui, loin de dénouer les difficultés, semble contribuer à les serrer davantage ».

Comme preuve du mauvais esprit de la Société de Saint-Vincent de Paul, Billault montra comment elle s'était conduite depuis la circulaire du 16 octobre. Tout d'abord, le conseil général avait montré sa méfiance envers le gouvernement en refusant de laisser nommer par lui son président. Il avait contrevenu directement aux ordres du gouvernement, en confiant à Baudon ou, éventuellement, aux présidents des conseils de trois pays étrangers, la mission de maintenir l'organisation hiérarchique de la Société. « Les conférences entrent dans la voie des relations occultes, elles reconnaissent une influence que l'État avait momentanément supprimée. Elles se font en conséquence, quoiqu'elles ne le sachent peut-être pas elles-mêmes, elles se font des sociétés secrètes. » Le gouvernement, conclut Billault, « fera tout ce qu'il pourra légitimement faire pour que les tendances de l'esprit religieux soient satisfaites ; mais quant à laisser toucher à la plus petite partie de cette couronne, symbole du pouvoir temporel, non certes, il ne le souffrira pas » (1).

La Société de Saint-Vincent de Paul était donc frappée non pour des faits définis d'opposition, mais comme constituant par son développement, son organisation et ses tendances, un danger possible pour le gouvernement. Le cardinal Mathieu remarqua que tous ces griefs résultaient de ce que la Société de Saint-Vincent de Paul était « une institution catholique ». En effet toute grande force sociale catholique, même neutre politiquement, était inévitablement suspecte au gouvernement impérial.

Le 25 avril, Persigny informa les préfets que, les conférences n'acceptant pas la nomination du président par le gouvernement, le conseil général ne serait pas reconstitué. Les conférences qui, obéissant aux instructions de Baudon, resteraient en relations

(1) 25 février 1862, Billault s'exprima plus brièvement et de manière analogue au Corps Législatif (17 mars).

avec lui « se mettraient en opposition flagrante avec les lois qui régissent les associations ».

Ces prescriptions eurent pour résultat, non d'interrompre, mais de rendre plus difficiles les relations des conférences avec Baudon. La suppression des conseils provinciaux contribua aussi beaucoup à désorganiser la Société. La circulaire du 16 octobre, entraîna, soit aussitôt, soit au cours des années suivantes, la dissolution d'au moins 400 conférences. Celles qui survécurent, fonctionnant isolément, et soumises au contrôle qu'exerçait l'administration sur toutes les associations autorisées perdirent beaucoup de leur influence. Elles furent très affaiblies par la triple défection des partisans du gouvernement, de ses adversaires intransigeants et des nombreux adhérents qui étaient entrés par intérêt dans la Société. « Que veut le gouvernement ; écrivait A. Cochin (1), que la Société soit affaiblie ? Elle l'est ; que les plus vifs s'en aillent ? Ils s'en vont ; que la tête soit coupée ? Nous nous décapitons nous-mêmes, le programme est rempli (2). »

IV. — *Le gouvernement et les congrégations : Leur expansion. Leur prosélytisme (1861-1862)*

Comme le gouvernement l'avait décidé en 1860, l'administration des Cultes et le Conseil d'État n'accordèrent plus que difficilement l'autorisation aux congrégations de femmes (3).

(1) Cité par Falloux : *Augustin Cochin*.

(2) Le gouvernement chercha à étendre son influence sur les œuvres de bienfaisance. Il tenta notamment de créer, sous le patronage du prince impérial, une Société des prêtres de l'Enfance au Travail, pour laquelle Rouland réclama, le 28 juillet 1862, le concours des évêques. Elle n'eut aucun succès (F¹⁹ 5.608).

(3) (F¹⁹ 6.246).

	Total	Congrégations à supériorité générale	Congrégations à supériorité locale	Etablissements	Etablissements			Total des dons et legs
					d'ensei- gnement	hospitaliers et d'ensei- gnement	hospitaliers	
1860	102	1	2	99	28	61	13	809.503
1861	32	0	1	31	7	21	4	610.063
1862	6	0	2	4	1	2	3	1.209.676
1863	9	0	4	5	1	1	7	652.072
1864	21	2	5	14	1	9	11	2.044.839
1865	11	1	1	9	5	0	6	1.648.934
1866	11	1	6	4	6	2	3	1.197.155
1867	17	6	6	5	8	3	6	1.208.548
	209	11	27	171	57	99	53	9.380.790

Par contre, l'application des mesures arrêtées en 1860 vis-à-vis des congrégations d'hommes était difficile. Le gouvernement ne disposait contre elles que d'une seule arme, la dissolution. En effet Delangle, consulté par Rouland, lui répondit que si les dispositions législatives relatives aux associations que le décret du 25 mars 1852 avait remises en vigueur semblaient « d'après la généralité de leurs termes... applicables aux associations religieuses », les sanctions légales qu'elles prévoyaient n'avaient en fait jamais été appliquées à des congrégations (1). Or le gouvernement, qui venait de dissoudre plusieurs établissements congréganistes du Nord, désirait ne recourir à une mesure aussi retentissante que le plus rarement possible. Il procédait donc par intimidation.

Il menaça de dissolution les établissements congréganistes dont il avait à se plaindre au point de vue politique. Deux Jésuites du Morbihan ayant prêché, en mars 1861, sur la question romaine, Rouland chargea le préfet de leur notifier qu'en cas de récidive, il ferait fermer toutes les maisons que leur ordre avait dans le Morbihan, et notamment le collège de Vannes. Le supérieur, Pillon, assura le préfet que de tels sermons, rigoureusement interdits par le général et les provinciaux, résultaient d'imprudences individuelles dont il saurait prévenir le retour : « Nous sommes reconnaissants au gouvernement des immunités qu'il nous accorde et nous ne nous exposerions pas à compromettre notre situation par des imprudences... Je comprends tellement la nécessité de nous abstenir de toute immixtion dans les affaires politiques que je m'étais opposé autant que je l'avais pu au départ de mes élèves pour Rome, et que mon opposition ne s'était arrêtée que devant la volonté nettement exprimée des parents. Je comprenais d'ailleurs parfaitement que ces jeunes gens étaient surtout inspirés par le désir de fuir plus tôt le grec et le latin (2). »

Toutes les congrégations à supérieures générales autorisées après 1861, sauf une, n'avaient d'établissements que dans un seul diocèse, à l'évêque duquel elles étaient par conséquent effectivement soumises.

Le petit nombre d'établissements autorisés après 1861 vient de ce que, sur l'avis conforme de la Cour de Cassation, le Conseil d'État, par arrêt du 9 juillet 1861, a admis que la supérieure d'une congrégation enseignante autorisée avait qualité pour recevoir une libéralité faite à une école dépendante de celle-ci, même si l'école n'avait pas d'existence civile distincte. Il devenait donc inutile d'autoriser comme établissements religieux les écoles tenues par des sœurs. Seuls les établissements véritablement importants devaient continuer à être autorisés.

Voir *Compte général des Travaux du Conseil d'État depuis le 1^{er} janvier 1861 jusqu'au 31 décembre 1865* (Paris, janvier 1868).

(1) BB¹⁶ 1.625 : 15 mars 1861.

(2) F¹⁹ 6.288, rapport du préfet à Rouland (3 avril 1861). Le récit de Pillon, tel que le cite son biographe, Orhand, est assez différent. Il dit avoir assuré le préfet que

Peu après, un Jésuite ayant prêché contre les protestants à Parthenay, le provincial de Paris, Fessard, obtint qu'il ne serait pas poursuivi en lui interdisant la prédication pour un an et en proclamant la reconnaissance des Jésuites envers l'empereur. Interpellé par le procureur général, Damay, sur les tendances légitimistes des Jésuites de Poitiers, « il reconnut qu'il y avait pour Poitiers cette difficulté que les élèves appartenaient principalement aux légitimistes, et qu'en conséquence, ils avaient des ménagements à garder sous ce rapport » (1).

Pour empêcher les congrégations d'hommes non autorisées de se développer, le gouvernement menaça celles qui créeraient sans son assentiment de nouveaux établissements, de dissoudre ceux-ci, et même de mettre fin à la tolérance dont elles avaient jusqu'alors bénéficié. Cette menace suffisait parfois pour effrayer soit les religieux, soit l'évêque dans le diocèse duquel ils voulaient s'établir. Mais souvent les congrégations, lorsqu'elles étaient d'accord avec les évêques, réussissaient à déjouer la surveillance de l'administration, et à créer un établissement avant que le gouvernement fût informé de leur projet. Placé devant le fait accompli, le gouvernement préférait généralement ne pas procéder à la dissolution du nouvel établissement. Il se bornait alors à poser des conditions : le nombre des religieux ne dépasserait pas un chiffre fixé, généralement très faible ; ils ne feraient pas d'enseignement ; leur chapelle ne serait pas ouverte au public (2). Ces conditions étaient acceptées par les moines, mais ils cessaient de les respecter dès que la surveillance de l'administration se relâchait. Le gouvernement toléra ainsi en 1861 la fondation

es Jésuites ne faisaient pas de politique : « J'avais recommandé à nos missionnaires de s'abstenir de rien dire dans leurs prédications de carême qui touchât à la politique ; mais ils pouvaient et devaient se conformer aux prescriptions du Saint Père et des évêques qui recommandaient d'instruire les peuples sur leurs devoirs envers l'Église et son chef. J'ai fait observer à M. le Préfet que dans tout ce qui touche aux sentiments politiques de mes élèves, j'avais toujours usé d'une grande prudence pour empêcher les manifestations hostiles au gouvernement, et que loin de les exciter à aller grossir les rangs des volontaires pontificaux (vocation que, je respectais et que j'admirais), je les arrêtais et je les modérais, les engageant plutôt à terminer régulièrement leurs études. » Pillon fit en outre parvenir un mémoire justificatif à un sénateur cléricale de Gabriac. Voir p. 467.

(1) BB¹⁸ 1.629, 24 juillet 1861. En 1862, Rouland menaça également à la suite de sermons hostiles, de fermer les établissements des Oblats de Marie en Vaucluse (BB¹⁸ 1.645, janvier) et ceux des Dominicains en Haute-Garonne (BB¹⁸ 1.647, mars).

(2) Sur ce point, les évêques étaient souvent d'accord avec le gouvernement (F¹⁰ III Ain 11, 27 décembre 1861). Rouland chercha aussi à empêcher les établissements congréganistes existants de fonder de nouvelles œuvres. (F¹⁹ 6.288, Bas-Rhin, avril 1861.)

d'une dizaine d'établissements nouveaux de congrégations d'hommes non autorisées (1).

La lutte ne fut vive que dans deux cas : l'établissement des Jésuites à Pau, et celui des Capucins à Angers (2). Les Capucins avaient prêché une mission à Saumur en 1855, et le carême à Angers en 1858. Hamille citait leur succès comme caractéristique de la vogue des congrégations : « A Angers, pays religieux, l'évêque avait voulu fonder une maison de prédicateurs *diocésains*. Dans ce but, il avait fait un appel de fonds : il ne put réunir qu'une somme insignifiante. Un Capucin, peu capable du reste, vint prêcher une station. Elle était à peine terminée que MM. de Saint-Vincent de Paul demandaient la création d'une maison de Capucins et assuraient une somme considérable (3). » Un immeuble fut acheté en 1860. Mais Rouland fit avertir l'agent des Capucins à Angers, l'abbé Lambert, et l'évêque Angebault que le nouvel établissement ne serait pas toléré, le clergé séculier d'Angers suffisant largement à sa tâche (12 décembre 1860). Le préfet, Bourlon de Rouvre, très anticlérical, était prêt à soutenir la lutte. Angebault était disposé à s'incliner, mais le provincial des Capucins, Laurent, s'obstina, alla voir Rouland et fit intervenir Angebault auprès de lui (février 1861). Rouland persista dans son refus. Les Capucins du Nord étaient compromis dans de graves scandales ; peu après, le P. Archange, qui était autrefois venu à Angers s'occuper de la fondation projetée, fut condamné pour outrage aux mœurs. Laurent comprit que le gouvernement était mal disposé pour les Capucins et que Rouland, comptant sur l'appui de l'opinion publique, n'hésiterait pas, s'ils fondaient un établissement à Angers à le dissoudre, et peut-être à frapper les autres couvents de l'ordre. Laurent ajourna donc la réalisation de ses projets (4).

(1) Des notes conservées à F¹⁹ 6.254, et à Baroche 1.018 donnent la liste de ces tolérances et de leurs conditions. Le gouvernement laissa s'établir des Capucins à Thonon (juin), des Carmes à Tarasteix (Hautes-Pyrénées, avril), des Oblats à Angers (avril) et à Poitiers (novembre), des Prémontrés à Cuisery (Saône-et-Loire, mai), des Rédemptoristes à Avon (Seine-et-Marne), des Dominicains à Marseille (octobre), des Trappistes à Tamié (Savoie, novembre : « L'empereur s'intéresse à cet ordre qui a reçu plusieurs fois Napoléon I^{er} à l'hospice du Mont-Cenis. »). En outre, deux Carmes purent s'établir à Lille comme aumôniers de congrégations de femmes, sous condition qu'il n'y serait pas fondé d'établissement. Enfin, les Jésuites purent fonder un noviciat à Pau, et prendre la direction du séminaire d'Ajaccio (F¹⁹ 1.933 et 6.288). Par contre, aucun nouvel établissement ne paraît avoir été toléré en 1862.

(2) F¹⁹ 6.247, 6.254, BB¹⁸ 1.625 ; Ubald d'Alençon : *Les frères mineurs capucins à Angers* (1855-1870). (Revue de l'Anjou, 1909.)

(3) Note d'avril 1860, Baroche 1.018.

(4) Il reprit ses démarches en 1862 et fit intervenir auprès de l'empereur l'évêque

Les Jésuites, par contre, surent vaincre la résistance de Rouland (1). Un groupe de catholiques dirigés par les Rességuier, la principale famille légitimiste des Basses-Pyrénées, avait acheté en 1858 un immeuble à Pau et l'avait fait offrir à la Compagnie de Jésus par Mgr de Ségur. L'évêque de Bayonne, Lacroix, était gallican, mais il désirait des prédicateurs auxiliaires et demanda aux Jésuites de lui en fournir sous la condition qu'ils lui obéiraient ponctuellement. Ils acceptèrent et trois d'entre eux se rendirent à Pau en octobre 1860, comme locataires de l'immeuble qui leur était offert. Leur présence était tolérée par le gouvernement. Le 11 janvier, le préfet des Basses-Pyrénées, Pron, informa Rouland que les Jésuites avaient inauguré une chapelle le jour de Noël, qu'ils étaient maintenant au nombre de 25 à 30, pères ou novices, et exerçaient déjà une sérieuse influence sur les classes riches. Rouland ordonna de notifier aux Jésuites « qu'ils aient à fermer leur noviciat dans le délai de trois mois parce que, autrement, il serait administrativement fermé ». Le supérieur des Jésuites fit valoir que le noviciat n'était pas un nouvel établissement car il existait antérieurement à Toulouse : il ne s'agissait donc que d'un transfert. Rouland, écrivit le 29 janvier que dans ces conditions la maison de Pau serait tolérée : « Je ferai, ajoutait-il, fermer l'établissement et appliquer les lois si le noviciat s'augmente d'un seul novice, prêtre ou frère lai. Charger le préfet d'y veiller. »

Peu auparavant les Jésuites de Toulouse avaient en effet vendu les anciens locaux de leur noviciat, mais pour s'établir dans un immeuble plus vaste, construit à grands frais et auquel une église était annexée (2). Rouland, voyant que les Jésuites comptaient bien conserver leur établissement de Toulouse, décida de supprimer l'établissement nouveau créé à Pau sous prétexte de transfert. Il chargea Pron de leur ordonner de quitter Pau, où les curés s'inquiétaient de leur présence, pour rentrer à Toulouse. Les Jésuites, par « toutes les démarches imaginables », obtinrent un sursis qui leur permit d'intervenir à Paris. Le préfet avertit

de Versailles, Mabile. Rouland obtint encore le maintien de l'interdiction. Mais en 1863, sur le desir exprimé par l'empereur, la fondation fut tolérée. Les Capucins n'envoyèrent d'abord qu'un ou deux des leurs à Angers, pour ne pas attirer l'attention, puis ils s'y établirent au nombre de 4 ou 5 et ils profitèrent du départ de Bourlon de Rouvre, en octobre 1865, pour ouvrir leur chapelle au public.

(1) F¹⁹ 6.288 ; Pouplard : *Vie du Révérend Père Pierre Michel Fessard*. Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un Siècle*.

(2) Ils avaient en outre à Toulouse un collège et une maison de campagne.

Rouland qu'ils allaient donner « un coup de collier formidable » (1). Ils obtinrent en effet la protection du sénateur Dariste, ancien député des Basses-Pyrénées ; l'évêque d'Amiens, Boudinet, plaida leur cause auprès de l'empereur (2) ; le provincial de Paris, Fessard, fut chargé par son collègue de Toulouse de suivre l'affaire. Il échoua auprès de Rouland, mais il obtint une audience de l'empereur, qui décida du succès de ses démarches : Napoléon III le reçut avec bienveillance, et se montra disposé à tolérer le transfert ; il mena Fessard dans la chambre du prince impérial et lui demanda de le bénir.

Le 10 mai, Fessard intervint de nouveau auprès de Rouland, en laissant voir qu'il ne s'agissait pas d'un simple transfert. Le noviciat de Vals (Haute-Loire) avait été transformé en 1860 en un refuge pour les Jésuites expulsés par le gouvernement italien, et les novices avaient été envoyés à Toulouse. Les bâtiments de Toulouse ne pouvaient contenir à la fois les novices de Toulouse et ceux de Vals. Certains d'entre eux avaient donc été envoyés à Pau. Pourquoi le gouvernement s'y opposerait-il, après avoir d'abord toléré l'établissement ? « J'avoue, Monsieur le Ministre, que je concilierais cela difficilement avec l'idée que votre entretien de jeudi a dû me donner de la largeur, de la sagesse et de l'équité de votre administration. Vous le dirai-je ? Je suis persuadé que l'empereur est ici pour moi : vous ne serez pas contre, et je ne saurais croire que vous ayez le dessein d'inquiéter le noviciat de Pau, *post factum*... Après l'accueil et le langage que je n'oublierai jamais de l'empereur, après les paroles si remarquables aussi de Votre Excellence, je ne saurais penser que je traite ici avec un gouvernement hostile aux ordres religieux ; eh bien, si j'ai raison, la conclusion de cette affaire nous sera favorable, et si elle est telle, je ne craindrai pas de l'affirmer, elle ne sera point nuisible à une autorité à laquelle, j'ai souvent aimé à le publier, nous devons tant de reconnaissance » (3).

Rouland fit vérifier ces renseignements. Le préfet de la Haute-Loire croyait que, malgré l'arrivée des Jésuites étrangers, il y avait encore à Vals des Jésuites français. Le préfet et le procureur général de Toulouse déclarèrent que les Jésuites y

(1) F¹⁰ 6.288, 11 mai 1861, Pron à Rouland.

(2) « Je vous remercie d'avoir laissé *Pau* faire le bien, » écrivit Boudinet à Rouland, le 31 mai ; « l'empereur m'avait bien promis que si la chose n'était pas consommée, il vous verrait pour l'empêcher. » (F¹⁰ 6.178, Lecourtier.)

(3) Fessard à Rouland, 10 mai 1861 ; F¹⁰ 6.288. Les dernières lignes sont également citées par Pouplard.

étaient toujours très nombreux et n'abandonneraient certainement pas leur nouvel immeuble. « Il est donc évident, écrivit Rouland à Pron le 18 mai (1), que l'ordre des Jésuites, en essayant de fonder un noviciat à Pau songe à augmenter le nombre de ses établissements... Toute la vérité n'a donc pas été dite à l'empereur par le père provincial... quand il a affirmé qu'il s'agissait « purement et simplement de remplacer le noviciat de Toulouse « par un noviciat à Pau » mais « sans augmenter le nombre des établissements ... (2) » Mais il est impossible que la haute bienveillance de l'empereur ait été invoquée, même sur un exposé inexact, sans qu'elle laisse la trace de ses gracieux effets, et surtout alors que le provincial a exprimé, au nom de son ordre ses sentiments de respect et de fidélité. » Rouland tolérerait donc l'établissement de Pau, tel que l'avait demandé l'évêque, c'est-à-dire composé de quelques prédicateurs auxiliaires, sous deux conditions : le noviciat serait retransféré à Toulouse, et il n'y aurait pas de chapelle publique.

Les Jésuites et Lacroix protestèrent vivement contre ces deux conditions. L'empereur, après que Rouland lui eût exposé ce que Fessard lui avait tu, s'en était remis à lui de cette affaire, tout en lui recommandant la bienveillance. Rouland transigea. Il autorisa le noviciat mais persista à interdire la chapelle publique, et, en 1862, il s'opposa absolument à l'ouverture d'un établissement d'enseignement que les Jésuites auraient dirigé sous un prête-nom. Les Jésuites poursuivirent pendant plusieurs années leurs efforts pour avoir une église et un collège mais ils se heurtèrent à une résistance tenace de l'administration (3).

(1) F¹⁹ 6.288.

(2) L'intention des chefs de la Compagnie était de transférer entièrement à Pau le noviciat de Toulouse. Elle ne fut d'ailleurs réalisée qu'en 1866, des novices étant restés jusqu'à cette date à Toulouse. L'immeuble construit en 1860 servit alors uniquement de « résidence », c'est-à-dire qu'il n'abrita plus que des Pères Jésuites : c'est à quoi il était dès l'origine destiné (voir Burnichon). Les Jésuites pouvaient dire véritablement qu'ils ne cherchaient pas à augmenter le nombre de leurs noviciats ; mais ils cherchaient à accroître le nombre de leurs établissements en remplaçant le noviciat de Toulouse par le noviciat de Pau, tout en lui substituant à Toulouse, une « résidence ».

(3) En fait, leur chapelle fut au bout de quelques années ouverte au public et très fréquentée. Elle fut officiellement inaugurée par Lacroix en novembre 1868. Mais ils ne parvinrent pas à ouvrir un collège. Un vicaire de Pau, Sempé, que l'administration considérait comme leur représentant, ouvrit en juillet 1862 une école primaire, puis chercha à créer en outre une école secondaire, soit en sollicitant lui-même une dispense de stage qui lui eût permis de la diriger, soit en faisant faire les démarches par un de ses collaborateurs pourvu des titres requis par la loi. Mais l'administration lui refusa cette dispense et fit opposition aux demandes de ses collaborateurs. Le conseil départemental de l'Instruction Publique, bien que de tendances cléricales,

Ces deux exemples montrent que l'empereur était loin d'attacher la même importance que Rouland au contrôle des congrégations. Il continuait à s'intéresser peu à la politique ecclésiastique, sauf lorsqu'il était attaqué soit personnellement, soit dans ses prérogatives de souverain, dont il était jaloux. Aussi soutenait-il ses ministres contre Pie et Dupanloup, et contre le pape lorsque celui-ci portait atteinte aux privilèges de la couronne de France en refusant de préconiser les évêques nommés. C'étaient les seules questions ecclésiastiques qu'il prit personnellement à cœur. Quant au reste, il laissait habituellement faire ses ministres. Mais comme les cléricaux avaient facilement accès auprès de lui et qu'il était porté à satisfaire ceux qui s'adressaient personnellement à lui, il leur faisait souvent des concessions. Comme de plus il était très difficile de surveiller efficacement les congrégations religieuses, le gouvernement ne put que ralentir leurs progrès, sans parvenir à les arrêter.

L'affaire Bluth avait attiré l'attention du gouvernement sur les détournements de mineurs commis par le clergé. Ils donnèrent lieu en 1861 à de vifs conflits. Tout d'abord l'affaire Bluth n'était pas close par la condamnation de Mallet. Rouland informa Régnier le 13 avril 1861 qu'il allait retirer aux Dames de la Sainte-Union, compromises dans l'affaire, l'autorisation qu'elles avaient obtenue en 1850 (1). Régnier et le supérieur de la congrégation, l'abbé Debrabant, entreprirent des démarches pour prévenir cette mesure. Les « hommes les plus bienveillants et les mieux renseignés » leur donnèrent le même conseil : « Il faut arriver jusqu'à l'empereur (2). » Le maréchal de Mac-Mahon intervint en effet auprès de lui et obtint, en juin, que la maison-mère de Douai, seule compromise fût seule frappée (3). Le conseil municipal de Douai se prononça en sa faveur (11 septembre). Cependant, le 10 octobre, Rouland lui retira par décret l'autorisation, ce qui la laissait d'ailleurs subsister comme communauté

ratifia cette opposition. La lutte continua en 1863 et en 1864. Sempé faisait donner illégalement à ses élèves un enseignement secondaire. Enfin, il réussit à déjouer la surveillance de l'administration et obtint du conseil départemental l'autorisation de faire ouvrir une école secondaire par un de ses collaborateurs. Mais l'administration parvint à empêcher cette école de passer sous la direction des Jésuites. Voir F¹⁷ 10.754.

(1) F¹⁷ 6.244. La Sainte-Union avait été autorisée le 13 avril 1850 comme congrégation à supérieure générale. 5 de ses établissements avaient été autorisés, tous dans le Nord.

(2) Destombes : *Vie du cardinal Régnier*.

(3) Sous la condition que le parti cléricale cesserait sa polémique contre l'expulsion des Capucins et des Rédemptoristes.

non autorisée (1). Régnier protesta contre cette sanction par une lettre pastorale du 5 novembre et une vive polémique s'ouvrit aussitôt dans la presse locale.

Plusieurs autres détournements de mineurs furent constatés en 1861. En mars, un enfant juif fut baptisé par un curé de la Moselle, avec l'autorisation de l'évêque, et placé chez des catholiques où il resta 18 mois pendant que sa famille le recherchait. Comme l'enfant se plaignait d'être maltraité par ses parents la justice n'engagea pas de poursuites, et le fit confier à une famille juive de Metz (2). En juin 1861, le gouvernement fut avisé du prosélytisme excessif des sœurs de Notre-Dame des Anges, de Bordeaux ; comme aucun délit caractérisé ne put être établi, Rouland s'adressa à Donnet, dont les sœurs avaient souvent méconnu l'autorité, et la communauté fut dissoute. La supérieure générale, établie à Puyperoux (Charente), fut avertie que la congrégation tout entière subirait le même sort en cas de récidive (3).

L'affaire Linnerviel eut beaucoup plus de retentissement (4). Des israélites, les Linnerviel, avaient mis en nourrice leur fille Sarah chez leurs coreligionnaires, les Estener. Ils cessèrent bientôt de payer la pension, et les Estener élevèrent la jeune fille comme leur enfant. A la mort d'Estener, en 1859, Sarah Linnerviel avait 18 ans : son père demanda qu'elle lui fût remise. Mais l'exécuteur testamentaire d'Estener, un catholique, Collas, huissier à Riom, la cacha chez les Carmélites de Riom, où elle entra le 8 janvier 1860, sous un déguisement. Pour dépister ses parents et la justice qu'ils avaient alertée, Sarah Linnerviel fut transférée à Riom chez les sœurs de Bon-Secours ; ces sœurs la remirent ensuite à une catholique qui s'intéressait à elle, Mlle Legay ; celle-ci la cacha à Combronde, chez les sœurs de la Miséricorde (5), puis à Corbeil dans un établissement de la congrégation de Sion, car elle voulait se convertir au catholicisme. En mars 1861, effrayés par le procès Mallet, les dirigeants de la

(1) Régnier demanda le transfert à Sin de la maison-mère de la congrégation. Le conseil municipal de Sin s'y opposa, mais après l'apaisement du conflit, le transfert fut autorisé par décret le 30 novembre 1862.

(2) BB¹⁰ 1.626.

(3) F¹⁰ 6.313. L'évêque d'Angoulême, Cousseau, fut très mécontent de la conduite de Donnet. Voir *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau*. (21 novembre 1861, janvier 1862.)

(4) F¹⁰ 6.253. BB¹⁰ 386. Voir Bibliographie : congrégations ; divers, Ratisbonne.

(5) La maison mère de cette congrégation avait déjà participé en 1860 à un détournement de mineure. Voir p. 441, note 3.

congrégation de Sion la renvoyèrent à Paris chez les Dames du Sacré-Cœur, puis au Puy, chez les Dames du Bon-Pasteur, et enfin à Auxerre où elle fut rendue à sa famille en juin 1861.

Rouland exigea que Ratisbonne et toutes les supérieures des communautés où Sarah Linnerviel avait été cachée fussent entendus à l'instruction, et que leurs actes fissent « l'objet d'une enquête sévère ». Cependant les époux Collas et Mlle Legay furent seuls inculpés. Ils furent jugés à Riom le 26 novembre 1861 ; le clergé faisait ouvertement campagne pour eux et il exerçait sur beaucoup de magistrats une grande influence. Ratisbonne et deux autres religieux, le Mariste Ducoumeau, et le Jésuite Ramière, qui dirigeaient des communautés de femmes mêlées à l'affaire, étaient cités comme témoins : ils firent l'apologie de leur conduite. Les accusés furent acquittés, mais durent payer 3.000 francs de dommages et intérêts. L'âge de Sarah Linnerviel, qui était près de sa majorité et avait pleinement approuvé ceux qui l'avaient cachée, le désintéressement de ceux qui l'avaient détournée (1), enfin l'influence du clergé expliquent l'indulgence du jugement. Mais les aventures de la jeune fille, ses déguisements et ses cachettes successives frappèrent l'opinion publique.

Rouland en fit l'objet d'un rapport à l'empereur (2). « C'est la deuxième édition du procès Bluth et Mallet... A Riom, deux ecclésiastiques congréganistes, l'un *Jésuite*, l'autre *Mariste* ont hautement affirmé devant le pays la légitimité de la doctrine du prosélytisme catholique, c'est-à-dire le droit du prêtre à convertir l'enfant malgré la volonté paternelle. C'est la doctrine Mortara de Rome... Je ne crois pas, Sire, qu'il faille laisser impunies toutes ces tentatives essayées par le parti clérical contre l'indépendance de la société civile et contre les lois de l'État. Je me propose donc : 1^o De soumettre à Votre Majesté le projet d'une circulaire aux évêques déclarant que nulle autorité, quelle qu'elle soit, n'a le droit de prêcher la désobéissance aux lois civiles et que toutes les congrégations qui concourraient sous prétexte religieux au détournement des enfants seraient poursuivies criminellement et dissoutes par le gouvernement ; 2^o De prononcer d'accord avec M. le ministre de l'Intérieur la dissolution de la congrégation des Maristes de Riom, laquelle d'ailleurs n'a jamais reçu d'autorisation légale. Je n'ai pas besoin de dire à l'empereur que

(1) L'on croyait cependant que les époux Collas espéraient gagner de l'argent dans l'affaire.

(2) 1^{er} décembre 1861, F¹⁵ 2.549, Plantier.

la doctrine ultramontaine qui proclame la supériorité de l'Église sur les droits de la famille est la même que celle qui proclame l'autorité supérieure du pape sur les souverains et les institutions politiques. »

Malgré cette phrase destinée à éveiller la susceptibilité de l'empereur, Rouland n'obtint pas entièrement satisfaction. Aucune sanction ne fut prise contre les Maristes, ni contre les autres congrégations compromises ; mais sa circulaire, dont la forme était très vive, fut approuvée et publiée dans le *Moniteur* du 26 décembre (1).

Le lendemain même, l'évêque d'Arras, Parisis, riposta par une lettre publique (2). La publicité donnée à la circulaire de Rouland était, disait-il, « gratuitement offensante » pour le clergé ; la circulaire elle-même était inexacte par exagération car elle accusait « beaucoup de communautés religieuses » d'enfreindre les lois civiles, alors que les abus de ce genre étaient « très rares, très accidentels, aussitôt réparés que signalés ». Enfin c'était aux évêques, qui « même aux yeux de la loi sont chargés de la surveillance et de la direction des maisons religieuses », que le gouvernement aurait dû s'adresser. « Vous avez la police à vos ordres, Monsieur le Ministre, et sans doute elle vous rapporte bien des récits, mais veuillez tenir pour certain que, par exemple, en ce qui me concerne, je sais mieux que la police ce qui se passe dans les maisons religieuses de mon diocèse. Eh bien j'affirme qu'il ne s'y commet, vis-à-vis des enfants mineurs, rien qui soit condamné par les lois de mon pays. »

Rouland répondit à Parisis comme naguère à Plantier par une lettre insérée au *Moniteur* (12 janvier). « Si une discussion générale, sérieuse devient nécessaire, j'ose espérer que je n'y ferai pas défaut et si le pays exige des révélations complètes, je serai prêt à les lui donner. » Pour le moment, il se contentait d'un argument *ad hominem* tiré de l'affaire d'Antoinette Leprête, qui, mineure, avait été reçue à Arras même chez les Clarisses, contre le gré de sa famille. Grâce à l'intervention de la justice, concluait Rouland, « une mère a pu retrouver sa fille dont l'évêque d'Arras ne connaissait pas l'admission illégale dans un couvent situé à la porte de son palais ».

Parisis répondit que cet incident ne suffisait pas à légitimer la

(1) Elle portait la date du 1^{er} décembre et était adressée aux préfets.

(2) Sur cette polémique voir BB¹⁸ 1.602, F¹⁸ 6.254, et Guillemanl, *P.-L. Parisis*.

(3) Voir chap. XVI, § 1^{er}.

circulaire du 1^{er} décembre et contesta plusieurs détails donnés par Rouland. Celui-ci, irrité, fit publier par le *Courrier du Pas-de-Calais* les principaux documents de la procédure (1) que reproduisirent les journaux anticléricaux de Paris. Le vicaire général Des Billiers, sur qui pesait la principale responsabilité, déclara cette publication irrégulière et tendancieuse. Il demanda vainement que la procédure fût intégralement publiée et pensa à intenter au *Courrier du Pas-de-Calais* un procès en diffamation. Le juge d'instruction, d'autre part, voulait poursuivre Parisis qui avait critiqué son information. Parisis prépara une circulaire à son clergé sur cette affaire. A la même époque la polémique engagée entre Regnier et les journaux officieux devenait de plus en plus vive.

Mais les autorités locales étaient lasses du conflit. Les deux préfets désiraient l'apaisement. « Il serait vraiment temps que cette polémique cessât », écrivait le recteur (2). Et surtout, Camescasse, dont l'habileté, l'énergie et le dévouement avaient seuls permis au gouvernement de triompher dans sa lutte contre les congrégations du Nord, avait été nommé à Rennes. Son successeur, Pinard (3), était cléricale. « Quant à l'impression produite par la polémique en question, écrivait-il, elle est regrettable à tous les points de vue. Les hommes extrêmes seuls la voient se continuer avec satisfaction. Les ultra-légitimistes l'exploitent pour semer dans les consciences honnêtes d'injustes défiances contre le pouvoir... les radicaux en font un thème pour attaquer toute institution religieuse en exagérant certains abus... La majorité, d'accord avec le gouvernement, veut entourer d'un double respect les choses saintes et les lois du pays. Aussi elle souhaite la fin d'une polémique compromettant dans une large mesure la paix des esprits (4). » Hamille, qui était originaire du Pas-de-Calais, s'entremet. Un magistrat de Douai avertit, au début de février,

(1) Il écrivit au préfet du Pas-de-Calais que le journaliste devait montrer « toute la confusion de langage et d'idées derrière laquelle se retranche l'évêque... avec une ignorance ou une mauvaise foi désolante... Je vais vous causer, mon cher préfet, un peu de souci. Mais la chose est grave et il faut que Mgr d'Arras paye son impudence ». (18 janvier), cité par Guilleminant.

(2) 11 janvier 1862, F¹⁷ 9.987.

(3) Voir Pinard : *Mon journal*.

(4) 17 janvier 1862 (BB¹⁸ 1.602). Pinard ajoutait : « Je dois... signaler un péril qui peut naître dans le cours de cette discussion si elle se prolonge. Plusieurs personnes, par une indiscretion dont j'ignore la source, savent qu'après une première ordonnance non motivée dans l'affaire des Clarisses et des Rédemptoristes, l'information fut reprise sur charges nouvelles et qu'une deuxième ordonnance, motivée, fut rendue plus tard.

Régnier et Parisis que s'ils cessaient la polémique, le gouvernement les imiterait. Ils suivirent ce conseil et le calme se rétablit bientôt dans les deux diocèses du Nord.

Cependant, la discussion de l'adresse au Sénat fournit au gouvernement l'occasion de donner aux congrégations un nouvel avertissement public. « Tandis que d'abondantes libéralités privées vont trouver les congrégations religieuses, le clergé des paroisses reste dans sa pauvreté, sous le poids de son labeur et de ses devoirs envers le monde », disait l'adresse. Les cardinaux assurèrent que les congrégations étaient pauvres (1) et firent leur éloge. Billault maintint qu'elles étaient beaucoup plus riches que le clergé séculier. Le gouvernement, « s'il avait péché par un excès quelconque, n'aurait réellement péché que par un excès de tolérance, de bienveillance envers les établissements religieux ».

Pendant les mois suivants les congrégations, effrayées par les sanctions prises en 1861, ne donnèrent lieu qu'à des incidents sans gravité (2).

Elles insinuent déjà que l'information n'a été reprise qu'afin de demander au juge d'instruction une arme pour la discussion du Sénat. Il serait déplorable que la presse s'emparât de ces insinuations pour faire planer sur la justice des soupçons immérités... » L'on a vu (p. 535) que ces « insinuations » étaient entièrement fondées.

(1) Ils déclarèrent aussi que le relèvement des traitements du bas clergé n'était pas urgent : « Dans la détresse où sont aujourd'hui nos ouvriers, dit Mathieu, je ne crois pas pouvoir voter cette augmentation pour le clergé cette année-ci. »

(2) Le gouvernement soutint l'évêque de Nice, Sola qui, malgré les démarches du Saint-Siège, persistait à refuser aux Jésuites italiens réfugiés à Monaco, l'autorisation de s'établir dans son diocèse (F¹⁰ 6288, mai 1862). Il se préoccupa des œuvres militaires, dirigées par les Jésuites et que les généraux cléricaux favorisaient. Rouland et Delangle signalèrent particulièrement à Randon celles de Grenoble et « l'influence regrettable » que les Jésuites pourraient prendre ainsi « sur l'esprit de l'armée ». Mais Randon était favorable aux Jésuites et leurs œuvres militaires ne paraissent pas avoir été frappées. (BB¹⁰ 1.658, F¹⁰ 6.288 ; septembre-novembre 1862.)

Sous l'influence d'un Dominicain, une mineure, Marie Jardel, voulut se faire religieuse sans le consentement de ses parents. Mais les Dominicaines de Mauléon, chez qui elle s'était présentée, l'obligèrent à prévenir sa famille à laquelle elle fut rendue. Le gouvernement renonça à poursuivre le Dominicain. (F¹⁰ 6.254 ; F¹⁰ 5.853, Sabatier ; F¹⁰ III Basses-Pyrénées 11 ; juillet, août 1862). Sur un autre fait de prosélytisme, voir BB¹⁰ 1.654, A 3 7.196.

Enfin, le gouvernement, craignant de nouveau que le Saint-Siège ne fit transférer à Rome la résidence du supérieur général des Chartreux, lui rappela que ce transfert ferait perdre aux Chartreux tous les avantages dont ils jouissaient. Le gouvernement pontifical déclara qu'il n'avait jamais eu l'intention qu'on lui prêtât (Correspondance diplomatique* juillet 1862).

Sur les Rédemptoristes de Morlaix, voir chap. XIX, § 4.

V. — *Instruction Publique*

Conformément au plan préconisé par lui en 1860, Rouland fortifia l'enseignement public laïque par des relèvements de crédits, et chercha à le défendre contre la concurrence des congrégations.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le gouvernement ne toléra l'ouverture d'aucune école dirigée par une congrégation non autorisée. Le clergé séculier ne créant qu'un petit nombre d'écoles nouvelles, le nombre des établissements ecclésiastiques d'enseignement secondaire resta à peu près constant, à partir de 1860, pendant quelques années. Il était d'ailleurs suffisamment élevé pour qu'ils pussent, dans toutes les régions de la France, concurrencer l'enseignement public.

Par le décret du 25 février 1860, Rouland rappela en outre qu'il était interdit aux institutions libres de prendre le titre de collège, réservé aux établissements municipaux. Tout en renonçant officiellement au nom de collège, elles le gardèrent souvent en fait, mais les universitaires furent satisfaits de voir le gouvernement condamner « une usurpation moins innocente et moins désintéressée peut-être qu'on ne voudrait le faire croire ». (1)

Rouland veilla à ce qu'aucun collège municipal ne fût cédé au clergé. Il en fit au contraire rétablir plusieurs qui avaient été supprimés après 1850 (2), et en fit ériger trois en lycées (3). Des efforts furent faits pour que les fonctionnaires fissent instruire leurs enfants dans les établissements publics (4), mais beaucoup de magistrats inamovibles et d'officiers continuèrent à faire élever les leurs dans des établissements congréganistes.

De 1852 à 1865, le nombre des élèves des établissements ecclésiastiques augmenta un peu plus que celui des établissements de l'État. Mais il est difficile de savoir si cet accroissement des effectifs des écoles ecclésiastiques s'est poursuivi constamment

(1) F¹⁷ 9.986. Rapport du recteur de Lyon (7 avril 1860). « C'est un titre de noblesse usurpé », écrivait le 10 avril 1858, le recteur de Bordeaux, qui interdisait vainement aux Jésuites de le prendre (F¹⁷ 9.986).

(2) 1860, Domfront, Saint-Yriex, Cholet ; 1861, Arles, Pézenas ; 1862, Manosque ; 1863, Agde, Clermont l'Hérault, Menton.

Le collège de Guebwiller fut créé en 1862.

(3) Niort (1861), Vesoul et Nevers (1862).

(4) Le proviseur de Pau écrivait au recteur de Bordeaux : « M. Nadal, commissaire central, avait mis son fils dans une maison dirigée par le clergé. Je me suis plaint à qui de droit. Le jeune Nadal nous reviendra dimanche... » (13 juin 1862, rapport du recteur de Bordeaux. F¹⁷ 10.734).

de 1854 à 1865 ou s'il s'est ralenti à partir de 1860 au profit de l'enseignement public (1).

L'enseignement primaire donna lieu à une lutte plus vive. A mesure que l'influence administrative diminuait et que la vie politique se réveillait, la lutte pour la domination de l'école devenait un des principaux objets de la vie municipale. Elle donnait parfois lieu à des conflits violents. Plusieurs s'ouvrirent à la fin de 1860 avant que Rouland eût pris des mesures générales.

La municipalité et la population d'un village de la Haute-Loire, Saint-Pierre-du-Champ, hostiles à l'instituteur, avaient vainement demandé qu'il fût remplacé par des Maristes dont l'école libre était fréquentée par presque tous les enfants. Après une absence de l'instituteur, le maire lui refusa l'acte de son école : l'inspecteur primaire dut requérir le concours des gendarmes, qui furent attaqués par les villageois et ne purent qu'à grand peine s'emparer de l'école (27 novembre 1860). Le maire fut révoqué, le curé et une dizaine d'émeutiers condamnés à l'amiende. Le gouvernement dut faire pression sur l'évêque pendant plus d'un an pour obtenir le déplacement du curé (2).

Dans le Lot, il y avait un grand nombre d'écoles de filles dirigées par des institutrices qui n'avaient pas les titres requis par la loi. Sur l'ordre du ministre de l'Instruction Publique, et malgré les résistances qu'il savait devoir rencontrer, le préfet, d'Amilnha, ordonna la fermeture de 113 écoles illégales de filles, dont les élèves devraient se rendre, soit dans les écoles légales de filles, soit, comme celles-ci faisaient défaut dans beaucoup de communes, dans les écoles de garçons (25 octobre 1860). L'un des buts de cette mesure était d'augmenter le nombre des élèves des écoles publiques et, par conséquent, le produit de la rétribution scolaire. L'exemple

(1) Effectifs des diverses écoles secondaires.

	Lycées	Collèges	Total des établissements publics	Écoles d'enseignement secondaire privé			Total des établissements
				Garçons	Filles	Les deux sexes	
1854	21.623	24.817	46.440	25.174			71.614
1859	26.795	27.353	54.158				
1863	30.669	32.282	62.951				
1865	32.630	33.938	66.568	33.962			100.530
				9.197	15.389	9.475	

(2) F^o 5.848, Perre.

Bardou, ayant vainement sommé le préfet de rapporter cette mesure, rappela par une circulaire du 16 novembre que les écoles mixtes avaient été condamnées par le concile provincial d'Albi comme dangereuses pour la moralité. Si l'arrêt du préfet était maintenu, continuait-il, « ce serait pour vous comme pour nous une obligation rigoureuse de nous opposer à son exécution par tous les moyens qui sont en notre pouvoir ». Ordre était donné de lire cette circulaire au prône. Le 30 novembre, dans un mandement sur le denier de Saint-Pierre, l'évêque réitéra aux pères de famille l'ordre de ne pas envoyer leurs filles dans les écoles mixtes. « Il vaut mieux pour elles ne connaître que le simple catéchisme qu'on leur enseigne à l'église ; elles seront toujours assez savantes si elles ont appris à vivre dans la crainte de Dieu et dans l'éloignement du péché. » Cette lettre fut saisie parce que les formalités du timbre et du dépôt n'avaient pas été remplies.

Le 24 décembre, l'évêque protesta dans une circulaire confidentielle contre cette mesure et combattit à nouveau les écoles mixtes. « Notre respect pour les lois est assez connu... Nous dirons seulement que, s'il s'agissait de lois qui fussent en opposition avec celles de la religion, nous aurions, avec la grâce de Dieu, le courage du *non possumus*, et que nous saurions affronter toutes les persécutions. » Rouland, après avoir envisagé un appel comme d'abus, envoya à Bardou une lettre de blâme. « ... Je dois rappeler à Votre Grandeur que l'instruction publique est régie en France par des lois à l'exécution desquelles il n'appartient à personne de faire obstacle. » Si l'évêque maintenait « cet appel à la résistance... je serais forcé d'user pour faire respecter la loi des moyens qu'elle met à la disposition de l'autorité » (1). Le préfet expliqua qu'il avait autorisé les pères de famille à envoyer leurs filles dans les écoles de garçons, mais qu'il ne les y contraignait pas ; que toutes les précautions étaient prises dans les écoles publiques mixtes pour éviter la promiscuité des enfants des deux sexes, et qu'elles fonctionnaient dans de nombreux départements sans donner lieu à aucune plainte ; que d'ailleurs les écoles illégales du Lot admettaient à la fois des filles et des garçons. Un délai fut accordé aux écoles illégales pour permettre à leurs institutrices de se pourvoir du brevet de capacité, et une commission extraordinaire fut créée pour les examiner. La loi put ainsi être appliquée sans difficultés. Le conflit, cependant,

(1) F¹⁶ III Lot 11. Voir aussi BB¹⁸ 1.619, et F¹⁹ 5.797, Alazard.

était devenu très vif entre Bardou et d'Andigné ; celui-ci, qui n'avait pas été adroit, fut remplacé au mois d'avril 1861.

Les nouvelles tendances du ministère de l'Instruction Publique commençaient à inquiéter le clergé. Au mois de février 1861, Angebault, qui avait autrefois mis en garde ses collègues contre la loi de 1854, leur adressa une nouvelle circulaire sur la manière dont le gouvernement appliquait et modifiait la loi de 1850 : « Toutes ces modifications nous semblent inspirées par une idée fixe et manifestent toutes une tendance commune, l'absorption par l'État de la direction de l'enseignement... Evidemment elles ont profondément altéré, sinon détruit complètement l'esprit de la loi de 1850 » (1). Rouland, lorsqu'il eut connaissance de cette circulaire, reprocha vivement à Angebault son hostilité contre la surveillance de l'État et « cette pensée... que les écoles libres doivent être plus particulièrement chères au clergé et à toutes les personnes religieuses » (19 juillet 1861). Mais Angebault renouela ses critiques, et plusieurs évêques l'approuvèrent (2).

Rouland, cependant, travaillait à la défense de l'enseignement primaire laïque. Dans son désir d'améliorer la situation matérielle et morale des instituteurs publics il organisa pour eux un concours portant sur « les besoins de l'instruction primaire dans une commune rurale, au triple point de vue de l'école, des élèves et du maître » (décembre 1860). 5.940 instituteurs concoururent ; le rapport de la commission d'examen fut publié le 21 et le 22 septembre 1861 au *Moniteur*. Les instituteurs n'avaient pas osé exposer au gouvernement tous leurs griefs contre le clergé, mais ils se plaignirent des fonctions accessoires qui leur étaient imposées soit par le maire, soit par le curé. Par une circulaire du 26 août 1862, Rouland précisa que le maire et le curé ne pouvaient demander le concours de l'instituteur qu'en dehors des heures de classe. En fait, beaucoup d'instituteurs restèrent secrétaires de mairie, ce qui leur donnait une certaine influence, mais il semble qu'on les obligea moins que par le passé à remplir les fonctions de sacristain ou de chantre (3).

(1) Angebault se plaignait notamment de la subordination des délégués cantonaux aux inspecteurs primaires et de ce qu'une école libre subventionnée par une commune était de ce fait considérée comme une école publique.

(2) Voir F¹⁷ 11.656, et Gillet, *Vie de Mgr Angebault*. Cette controverse ne fut pas publique.

(3) Ils furent également mieux soutenus par l'administration dans leurs conflits avec les curés, (voir F¹⁸ 5.851, Canin ; F¹⁹ 5.861, Boucays).

Mais c'est surtout contre les privilèges des congrégations enseignantes que Rouland s'efforça de réargir. Il avait déjà obtenu, conformément à la loi, longtemps violée sur ce point par les congrégations enseignantes, que les institutrices et les instituteurs publics congréganistes ne fussent chargés d'une école ou déplacés, qu'après avoir été régulièrement nommés par les préfets. Par circulaire du 13 mai 1861, il notifia aux préfets que cette règle était valable, non seulement pour les instituteurs titulaires, mais pour les adjoints. L'autorité civile ne devait d'ailleurs entériner les désignations faites par les supérieurs des congrégations, qu'après s'être elle-même renseignée sur les sujets dont la nomination ou la mutation était proposée. Son contrôle devait également s'exercer sur les mutations d'instituteurs libres (1) : « Telle école libre ouverte après une déclaration régulière faite par un frère passe sous la direction d'un autre frère sans qu'aucune déclaration nouvelle n'ait été faite à la mairie. » La loi devrait être désormais respectée. « Ainsi, Monsieur le Préfet, ce serait vainement qu'on chercherait à faire prévaloir près de vous cette pensée que c'est l'association qui ouvre l'école, qu'elle a le droit de disposer de ses membres et qu'il suffit que vous soyez informé du changement. La loi est formelle elle ne connaît que les individus. »

Ce principe (2), valable pour les écoles libres comme pour les écoles publiques, était précisément celui que les congrégations et le clergé combattaient avec le plus d'énergie (3). Parisis se plaignit à Rouland de sa circulaire (4), puis crut pouvoir en restreindre la portée, dans une lettre adressée à son clergé qui lui valut les félicitations de plusieurs évêques. Mais Rouland

(1) Adjoints non compris.

(2) Conformément à cette même tendance, l'administration qui, jusqu'alors n'assurait souvent le soin de punir les fautes commises par les instituteurs congréganistes à leurs supérieurs religieux, entreprit de les réprimer elle-même. Voir p. 212.

(3) Voir p. 211. Dupanloup, dans un mémoire destiné à Drouyn de Lhuys, invoqua contre la circulaire de Rouland le passage suivant du commentaire 108 de la loi de 1850. « Ce n'est pas avec tel membre d'une association religieuse, pris comme individu que la loi met l'autorité en rapport, mais avec l'association entière. Agir autrement, ce serait briser la hiérarchie de ces associations. Ce n'est donc pas tel ou tel frère que l'autorité accepte, mais un membre de telle association, et les supérieurs de l'association conservent la libre disposition de ses sujets, sauf à prévenir en cas de changement... Cela s'est toujours passé ainsi, même sous la législation antérieure. Ou il faudra se passer des bienfaits des instituts religieux, ou il faut accepter ces conditions nécessaires à leur bonne organisation. » « Eh bien, concluait Dupanloup, la circulaire contredit formellement ces paroles. » Voir Lagrange : *Vie de Mgr Dupanloup*.

(4) Les évêques de Nîmes et de Saint-Claude protestèrent également. (F¹⁷ 11.656, note du 13 mai 1862).

protesta contre cette interprétation de sa circulaire et se refusa à toute concession (1).

Appliquant la 2^e résolution de la commission ministérielle qui s'était réunie au début de l'année (2), il ordonna aux préfets de ne plus tolérer l'opposition des frères des Écoles chrétiennes à la perception de la rétribution scolaire, sauf le cas où les municipalités se prononceraient formellement pour la gratuité, en assumant les charges qui en résulteraient. Il admit seulement que les frères ne seraient pas obligés, comme les instituteurs laïques, de percevoir eux-mêmes cette rétribution qu'ils réprouvaient. Elle serait perçue en dehors d'eux par la municipalité. Le Fr. Philippe, supérieur général de l'Institut des Écoles chrétiennes jugea que la résistance qu'il opposait depuis sept ans à la volonté du gouvernement devenait impossible et il s'inclina. L'application de cette circulaire, avantageuse pour l'État mais préjudiciable aux frères et aux familles, rencontra quelques résistances. A Belpech (Aude) la municipalité décida de percevoir la rétribution scolaire : le frère des Écoles chrétiennes qui dirigeait l'école communale organisa une petite émeute, aux cris de « Vivent les frères, à bas le conseil municipal » (août 1861). 11 émeutiers furent arrêtés, et plusieurs furent condamnés malgré la mollesse d'un juge d'instruction cléricale. Le frère fut déplacé (3). En trois ans le nombre des élèves payant la rétribution scolaire s'accrut de 200.000. Les frères des Écoles chrétiennes, naguère favorisés par le gouvernement, en étaient désormais mal vus. « M. Rouland, écrivait plus tard Duruy, leur faisait mille petites tracasseries (4). »

Le principal but de Rouland était d'arrêter la conquête des écoles municipales par les congrégations. Il avait soutenu, dans le conflit d'Orbey (5), que les préfets n'étaient obligés de consulter les conseils municipaux qu'en cas de vacance par décès ou démission, et que, même dans ce cas, ils pouvaient se prononcer contre

(1) Voir Guillemant : *Parisis*. La situation de Parisis au Conseil impérial de l'Instruction Publique devenait difficile. On l'écartait des commissions influentes. Les quatre autres évêques qui siégeaient au Conseil : Morlot, Daniel, Sergent et Darboy (qui remplaçait Cœur) avaient été choisis par le gouvernement pour leur modération et se montraient conciliants envers lui.

(2) Voir p. 469 : Conformément à cette même résolution, Rouland, par circulaire du 7 juillet 1862, interdit aux frères de donner dans des pensionnats autorisés comme écoles primaires, un enseignement secondaire. Voir Poujoulat : *Vie du Fr. Philippe*.

(3) F¹ 111 Aude 8, BB 18 1636.

(4) Lettre au Cardinal de Bonnechose, 25 avril 1866. « J'ai, du premier jour, renoncé à cette guerre de taupes », ajoutait-il (*Notes et souvenirs*).

(5) Chap. XVI, § 1^{er}.

l'avis du conseil municipal. Il jugea bientôt que la première de ces règles, tout en étant plus favorable à l'enseignement laïque que la pratique antérieure, n'était pas encore entièrement équitable à son égard. En effet, jamais les congréganistes ne démissionnaient, et leurs supérieurs les remplaçaient dès qu'ils étaient malades, de sorte que les vacances par décès étaient chez eux très rares. Les municipalités dont les écoles étaient dirigées par des congréganistes et qui désiraient les confier à des laïques n'avaient donc jamais l'occasion de manifester leurs préférences. Or le cas, très rare avant 1859, devenait plus fréquent à mesure que les conseils municipaux, représentant plus fidèlement le sentiment populaire échappaient à l'influence cléricale, si puissante après la répression de 1852. Rouland invita donc les préfets à profiter des mutations d'instituteurs congréganistes (1) pour provoquer un vœu des conseil municipaux qu'ils sauraient sincèrement désirer de laïciser leur école (2).

Cet ensemble d'instructions, nettement opposées à la pratique généralement suivie jusqu'en 1859, accroissait les pouvoirs des préfets. Les mutations étant fréquentes, le préfet avait maintes occasions de provoquer des vœux de la part des municipalités dont il savait les intentions conformes aux siennes. Sauf dans les cas assez rares de décès ou de démissions, il pouvait au contraire éviter de consulter celles dont il n'approuvait pas les tendances, et, s'il avait des raisons sérieuses, il pouvait se prononcer contre leur avis : moyen extrême que Rouland n'autorisait qu'exceptionnellement mais qui attestait la suprématie de l'autorité préfectorale sur les municipalités en matière scolaire. La plupart des préfets étaient en lutte avec le clergé. Stimulés par Rouland, ils usèrent des nouveaux pouvoirs qui leur étaient conférés pour défendre l'enseignement laïque.

C'est ainsi qu'en janvier 1861, l'instituteur laïque de Fréjus ayant démissionné, le préfet nomma, sans même consulter le conseil municipal, un autre laïque. Plusieurs conseillers municipaux désirant des congréganistes, l'évêque de Fréjus se plaignit, mais le préfet invoqua la nécessité d'arrêter les progrès des congrégations dans un département où « déjà les instituteurs

(1) D'après la circulaire du 13 juillet 1861, ces mutations ne pouvaient être effectuées qu'après avoir été ratifiées par le préfet. Celui-ci devait donc suspendre la ratification jusqu'à ce que la municipalité intéressée se fût prononcée, et nommer le cas échéant un instituteur laïque.

(2) Voir Eugène Rendu : *Guide des écoles primaires* (1862), et 8 F¹⁷ 11.656, note de Rouland sur l'école de filles de Maule (Seine-et-Oise), décembre 1862.

laïques sont exclus de tous les postes importants » (1), et Rouland l'approuva.

Parfois des préfets se prononcèrent contre les vœux des conseils municipaux, bien que les sachant conformes au sentiment des populations. Rouland approuva le préfet de la Vendée qui, malgré le conseil municipal, maintenait à Saint-Jean-des-Monts un instituteur laïque. Un frère de Saint-Gabriel qui dirigeait autrefois l'école de cette commune avait été, à la suite d'affaires de mœurs, remplacé en 1859 par un laïque. Le préfet reconnaissait que la population « ignorante et fanatique » était, comme le conseil municipal, soumise au clergé ; mais il jugeait opportun de lui résister, d'autant plus que ce « dernier refuge de la chouannerie restait hostile au gouvernement impérial » (2).

Le clergé et ses partisans attachaient trop d'importance à la conquête des écoles pour ne pas combattre énergiquement la nouvelle politique de l'administration. Le conflit s'engagea sur deux nouveaux incidents.

L'instituteur du Sel (Ille-et-Vilaine) étant mort, le conseil municipal, par 8 voix contre 2, demanda un congréganiste. Le préfet Féart l'incita à revenir sur ce vote, en faisant valoir que le concours d'un instituteur laïque était précieux au maire, surtout dans un chef-lieu de canton. Par 7 voix contre 3, le conseil municipal persista dans son vœu. Féart passa outre, et nomma le 1^{er} novembre un laïque (3). Brossais Saint-Marc demanda à Rouland d'annuler cet arrêté, et, sur son refus, adressa au Sénat une pétition où il dénongait les arrêtés de Féart « comme contraires à la liberté d'enseignement, et comme constituant des actes arbitraires et illégaux » (4). Billault répondit qu'au contraire la loi donnait au préfet le droit de ne pas se conformer au vœu des municipalités, et que Féart avait eu pour en user des motifs sérieux : « Il y a des communes où malheu-

(1) F¹⁰ III Var 12. Ce même préfet, de Fleury, bien que défenseur résolu de l'enseignement laïque, refusa en juillet 1861, de se conformer à un vœu de la municipalité du Muy, qui, sans qu'il y eût vacance, demandait que ses instituteurs congréganistes fussent rempalcés par des laïques. Le conseil municipal, de tendances républicaines, fut battu aux élections suivantes. Ce cas où, par exception, l'autorité du préfet s'était exercée contre une municipalité au bénéfice des congréganistes fut porté à la connaissance de Billault en mai 1862, pour qu'il pût en faire état dans la discussion sur la pétition de l'archevêque de Rennes (voir ci-dessous) et le citer en exemple de l'impartialité de l'administration (F¹⁰ III Var 12).

(2) F¹⁰ III Vendée 8 ; 2 novembre 1861.

(3) Le 28, il nomma institutrice au Sel la femme du nouvel instituteur, sans même consulter le conseil municipal. Il dut plus tard, rapporter cette nomination.

(4) Voir Moniteur I, 4, 8 mai 1862 et BB¹⁰ 1.647.

reusement l'esprit de prosélytisme poussé à l'excès emploie pour arriver à un but qu'il croit bon toutes les influences, même celles que donne sur l'âme des fidèles l'administration des sacrements. Dans cette petite commune du Sel, une enquête faite par le juge de paix a constaté le regrettable emploi de ces moyens d'influence », notamment « l'insistance très vive pratiquée auprès d'une mère pour que, malgré la volonté du père, l'enfant soit retiré de l'école communale et envoyé à l'école congréganiste ». Il y avait en effet au Sel une école libre congréganiste. Loin de porter atteinte à la liberté d'enseignement, l'arrêté de Féart la sauvegardait. Ce discours montrait que le gouvernement considérait comme blâmables et cherchait à combattre les moyens de pression couramment employés par le clergé dans les régions où il était puissant (1). Le Sénat rejeta la pétition en votant la question préalable. Brossais Saint-Marc protesta en nommant le curé du Sel chanoine honoraire.

Peu après (2), une seconde pétition similaire fut discutée. Le comte de Tournon et les frères Laurin avaient fait à la commune de Rivolet (Rhône) une donation destinée à entretenir une école communale congréganiste (mars 1860). Cette donation fut acceptée le 17 avril par la commune, et approuvée le 27 novembre par le préfet du Rhône. Mais le 16 novembre, celui-ci avait remplacé l'instituteur laïque de Rivolet par un autre laïque, âgé de 22 ans. Aux réclamations des donateurs, il répondit que leur fondation aurait son effet le jour où le poste deviendrait vacant par décès ou démission (septembre 1861). Encouragé par l'exemple de Brossais Saint-Marc, le comte de Tournon protesta par une pétition contre cet ajournement. Il cita d'après Eugène Rendu (3), les instructions de Rouland qui invitaient les préfets à provoquer un avis des conseils municipaux désireux de laïciser leur école à l'occasion des mutations des instituteurs congréganistes. Il réclama la réciprocité pour les conseils municipaux désireux de substituer des congréganistes

(1) Le gouvernement était d'ailleurs désarmé. Rouland ayant voulu poursuivre pour abus un prêtre qui avait plusieurs fois refusé la communion à une institutrice laïque, dut y renoncer : « D'après la jurisprudence du Conseil d'État, le refus de communion ne constitue pas un cas d'abus s'il n'est pas accompagné dans l'exercice du culte de procédés ou de réflexions qui puissent compromettre l'honneur de la personne. » (F¹⁹ 5.851, Le Gast.)

Voir aussi F¹⁷ 9.987. Rapport du recteur de Clermont, 20 janvier 1863 (Haute-Loire).

(2) F¹⁷ 11.656, et *Moniteur*, 20 mai.

(3) *Guide des écoles primaires*.

à des laïques. Mais le Sénat rejeta sa pétition en votant la question préalable (1),

Par une circulaire du 12 juillet, Rouland signala aux préfets que son interprétation du décret du 9 mars 1852 avait été ratifiée par les votes du Sénat : le droit de nomination appartenait donc aux préfets seuls, les conseils n'ayant que voix consultative ; et il n'y avait « véritablement vacance d'emploi et nécessité de consulter les conseils municipaux » que dans les cas de décès, démission ou révocation des instituteurs ». Les préfets pourraient ainsi maintenir « l'équilibre entre l'élément laïque et l'élément congréganiste... ; la faculté illimitée de fondation des écoles libres suffit, ce me semble, à la satisfaction de toutes les tendances individuelles ».

Rouland fit modifier en outre la jurisprudence relative aux dons et legs, qui avait jusqu'alors été très favorable aux intérêts religieux, et qui, en particulier, avait puissamment contribué aux progrès de l'enseignement congréganiste. Dans sa circulaire du 10 avril 1862, il rappela un grand nombre de clauses qui rendaient inacceptables les donations, et dont jusqu'alors l'administration des Cultes et le Conseil d'État n'avaient pas toujours tenu un compte rigoureux. Toutes les donations destinées à des écoles, faites à des évêchés ou à des fabriques, seraient considérées comme nulles, parce que sortant de leurs attributions légales (2). Seraient également tenues pour nulles toutes les donations destinées à des écoles « qui attribueraient à d'autres qu'aux autorités expressément désignées par la loi soit le choix de l'instituteur communal, soit le droit de dresser une liste des enfants pauvres à admettre gratuitement à l'école publique... La condition qui tendrait à imposer à une commune l'obligation de confier à *perpétuité* la direction de l'une ou l'autre des écoles communales à des instituteurs ou à des institutrices appartenant à un ordre religieux serait également contraire aux lois précitées suivant lesquelles les communes et l'autorité départementale doivent conserver leur liberté d'option entre l'enseignement laïque et l'enseignement religieux. »

(1) En septembre, d'ailleurs, le conseil municipal de Rivolet se déclara, par 8 voix contre 2, satisfait de son instituteur laïque.

(2) Il en était de même des donations faites à ces établissements qui seraient destinés aux pauvres, les bureaux de bienfaisance étant légalement seuls qualifiés pour secourir les pauvres. Seraient également tenues pour nulles toutes les donations faites à des œuvres religieuses non reconnues, telle que l'œuvre de la Propagation de la foi, les confréries, les missions, etc.

Sur la question beaucoup plus importante des legs, la circulaire était moins précise. Elle indiquait seulement qu'ils pouvaient être acceptés avec les conditions imposées « en tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois », c'est-à-dire que le Conseil d'État pouvait autoriser l'acceptation des legs tout en rejetant celles des conditions imposées qui seraient contraires aux lois. Toutefois, en ce cas, les héritiers devaient être consultés, ce qui paraissait leur laisser le droit de réclamer l'annulation du legs si toutes les conditions stipulées dans le testament n'étaient pas acceptées.

La question des legs était en effet très délicate. Rouland avait d'abord voulu faire refuser tous les legs scolaires faits à des évêchés ou à des fabriques (1). Puis il renonça à cette solution radicale. Le 9 avril 1862, il en soumit une autre au Conseil d'État. Depuis 1841, le Conseil d'État autorisait l'acceptation conjointe des legs destinés aux écoles ou aux pauvres par les établissements religieux auxquels ils étaient faits et par les établissements qui seuls eussent été légalement qualifiés pour les recevoir, c'est-à-dire les communes et les bureaux de bienfaisance. L'intervention de ces derniers était d'ailleurs une simple formalité car l'administration des legs restait confiée aux établissements religieux qui tiraient donc un grand profit de cette jurisprudence (2). Rouland, en 1862, restait partisan de ce régime pour les legs destinés aux pauvres, mais non pour les legs destinés aux écoles : « Si l'on peut, sans grands inconvénients, confier à des établissements religieux le soin de distribuer quelques libéralités aux pauvres, on ne saurait autoriser aucune immixtion de ces mêmes établissements dans l'administration des écoles (3). » Rouland proposait donc de renverser les rôles entre les deux établissements autorisés à accepter conjointement le legs. La commune percevrait les arrérages du legs et serait chargée de les administrer, le rôle de la fabrique se bornant à vérifier l'affectation des fonds à des dépenses scolaires. A part ce contrôle matériel, l'établissement légataire serait ainsi totalement exclu de l'administration du legs. L'acceptation conjointe qui fonctionnait naguère au bénéfice des fabriques subsisterait, mais au bénéfice des communes.

Le Conseil d'État adopta cette nouvelle jurisprudence. Son avis du 10 juin 1863 précise « qu'en ce cas l'établissement reli-

(1) F¹⁰ 4.167, 21 juin 1861, note de Berty.

(2) Voir p. 62. L'établissement légalement qualifié se bornait à vérifier que le legs était utilisé conformément aux volontés du testateur.

(3) F¹⁰ 4.167, 9 avril 1862; Rouland au président de la section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique et des Cultes

gieux institué conserve un droit de surveillance quant à l'exécution et au maintien de la fondation, mais qu'à la commune appartient celui de diriger l'école, d'en fixer le régime, d'administrer les biens provenant des dons ou legs et d'en percevoir les revenus. » Le Conseil d'État adoptait la même solution pour les dons ou legs faits aux congrégations enseignantes reconnues, et destinés à fonder ou à entretenir des écoles publiques. Le seul cas où la commune n'était pas chargée de l'administration d'un legs destiné à une école, était celui d'un legs fait à une congrégation enseignante reconnue pour fonder une école libre : Son rôle se bornait alors à « une simple surveillance pour l'exécution de la fondation ». Cette jurisprudence, qui prévalut malgré certaines résistances jusqu'à la fin de l'Empire (1), était très importante car elle privait l'enseignement congréganiste d'un de ses principaux éléments de succès.

L'avis du Conseil d'État du 10 janvier 1863, rendu secrètement au moment des élections, passa inaperçu, mais la circulaire du 10 avril 1862, bien qu'elle ébauchât seulement la nouvelle jurisprudence et rappelât surtout les lois en vigueur, suscita de vifs mécontentements (2). Elle entravait en effet l'Église dans deux de ses principales activités : l'enseignement et l'assistance. « ... Plusieurs points qui étaient restés indécis, qui admettaient encore des exceptions, deviennent aujourd'hui des règles invariablement fixées, et toujours au détriment de la liberté et de la dignité de l'Église », écrivait Guibert à Rouland (3). « Ainsi... un évêché, une cure, une fabrique, par cela même qu'ils sont établissements ecclésiastiques se trouvent inhabiles à recevoir des donations devant profiter à l'instruction ou à l'enseignement... Si, avant de prononcer d'une manière formelle une semblable incapacité, on avait daigné se souvenir que c'est l'Église qui a conservé au monde les sciences, les lettres, les arts à travers les ténèbres et les désordres des âges passés, peut-être un sentiment de reconnaissance ou au moins de convenance aurait empêché

(1) Elle fut encore aggravée au profit des communes par les avis du Conseil d'État des 22 novembre 1866 et 18 décembre 1867, mais dans deux cas les héritiers, jugeant qu'elle méconnaissait la volonté du testateur, demandèrent l'annulation des legs dont le bénéfice avait été ainsi attribué aux communes. Les deux procès furent jugés en faveur des héritiers, l'un par le tribunal de Saint-Marcellin (4 août 1868) et par la cour de Grenoble (15 juillet 1869), l'autre par celle d'Angers (28 mars 1871). (Voir Gillet : *Vie de Mgr Angebaull.*) Le Conseil d'État ne changea sa jurisprudence qu'après la chute de l'Empire. (F¹⁰ 4.167, 4.168, 4.169.)

(2) Elle était adressée aux préfets, mais copie en fut envoyée aux évêques.

(3) 25 avril 1862, F¹⁰ 2.556.

d'imprimer cette tâche aux institutions et aux personnes ecclésiastiques. Ainsi encore, il est décidé qu'un évêché, une cure ne sont pas aptes à recevoir des donations faites en faveur des pauvres. Ici, Monsieur le Ministre, je ne veux me permettre aucune réflexion de peur de sortir de la modération que je veux toujours m'imposer. Qu'il me suffise d'en appeler au sens chrétien... J'ai la confiance que l'Église retrouvera avec le temps la liberté qu'on s'attache sans cesse à restreindre, et je forme des vœux pour que le gouvernement, à son tour, retrouve la confiance des hommes religieux qu'on semble prendre à tâche d'éloigner de lui de plus en plus. »

Dupanloup (1) s'exprimait encore plus vivement sur cette circulaire : « Là toutes les plus odieuses précautions, toutes les prévoyances soupçonneuses des vieilles lois contre nous, contre notre enseignement, notre action, notre charité, notre plus simple influence, sont reprises et précisées avec un soin bizarre de détail, et, je le dirai, avec le regard clairvoyant d'une haine subalterne qui va à tout... il y a une chose dont je suis bien sûr, c'est que l'empereur n'a pas lu cette circulaire qui est, en 23 pages in-folio, un des réseaux d'oppression et d'entraves les plus complets que, depuis 60 ans, on ait essayé de jeter sur l'Église. Ma mémoire ne me rappelle rien de pareil et d'aussi haineusement calculé. Dans cette circulaire, les défiances contre la probité des évêques sont à peine dissimulées. »

Par cet ensemble de mesures, Rouland atteignit le but qu'il se proposait : il arrêta les progrès de l'enseignement primaire congréganiste (2) dont l'essor, depuis 1850, menaçait gravement l'enseignement laïque. A partir de 1862, le nombre des écoles publiques conquises par les congréganistes sur les laïques fut insignifiant comme celui des écoles communales congréganistes laïcisées.

Tout en défendant énergiquement l'enseignement public laïque, le gouvernement ne voulait pas qu'il pût paraître antireligieux, et le manifesta avec éclat en janvier 1862. Depuis 1857,

(1) Dans son mémoire destiné à Drouyn de Lhuys, cité par Lagrange.

(2) Conformément aux instructions citées p. 586. Rouland, sur la demande des conseils municipaux, fit même laïciser quelques écoles congréganistes sans qu'il y eût vacance d'emploi : notamment celles de Montreuil-sur-Ille (Ille-et-Vilaine) où les frères n'avaient été introduits en 1859 qu'après une violente campagne du clergé, et un vœu émis à une voix de majorité par le conseil municipal (septembre 1862) ; de Chaource (Aube, octobre 1862), de Maule (Seine-et-Oise, décembre 1862). Mais ces cas restèrent exceptionnels et le nombre des écoles publiques congréganistes reconquises par les laïques fut très faible.

la chaire d'hébreu au Collège de France était vacante, et le gouvernement s'était abstenu de pourvoir à cette vacance, car il savait que l'Académie des Inscriptions et le Collège de France présenteraient Ernest Renan, jeune savant mal vu des catholiques parce qu'après avoir été élève du séminaire de Saint-Sulpice, ses recherches l'avaient décidé à renoncer au catholicisme (1). Le gouvernement, d'ailleurs, chargea Renan d'une mission en Syrie et publia son rapport au Moniteur. En avril 1861, il se décida à provoquer des présentations. Renan fut désigné en première ligne par l'Académie des Inscriptions et le Collège de France, et nommé le 11 janvier 1862. « Ça été une vraie bataille, écrivait-il (2), et je sais beaucoup de gré à l'empereur d'avoir résisté aux obsessions dont il a été l'objet. Le nonce du pape a été jusqu'à en faire une affaire diplomatique auprès de M. Thouvenel... ». Mais il s'inquiétait du rapport précédant le décret de nomination, où Rouland avait insisté sur la nécessité de ne pas heurter les croyances religieuses.

Le 23 février, à l'inauguration du cours, l'auditoire était très nombreux et très bruyant. C'était peu après la révocation de Laprade et il y avait un groupe d'étudiants catholiques hostiles, mais les anticléricaux étaient en énorme majorité. Il y eut avant le cours un tumulte et des bousculades où la police dût intervenir. « Renan entre, note Taine (3), c'est un tonnerre, on agite les chapeaux on se lève, on hurle. Quelques sifflets. Le tonnerre d'applaudissements reprend plus fort. Impossible pendant vingt minutes d'ouvrir la bouche. » Renan parla des études hébraïques en général. Il appela Jésus « un homme incomparable, si grand que, bien qu'ici tout doive être jugé au point de vue de la science positive, je ne voudrais pas contredire ceux qui, frappés du caractère exceptionnel de son œuvre, l'appellent Dieu... ». « Les étudiants, remarque Taine, applaudissent comme des abonnés du Siècle, grossièrement. Après la leçon, une colonne énorme... va l'applaudir rue Madame. » Les cléricaux exploitèrent contre Renan la phrase sur Jésus-Christ et l'agitation suscitée par son cours. Le 26 février, le cours fut suspendu, le professeur ayant « exposé des doctrines qui blessent les croyances chrétiennes et qui peuvent entraîner des agitations regrettables ».

(1) Renan : *La chaire d'hébreu au Collège de France* (juillet 1862), reproduit dans les *Questions contemporaines* (1868). *Correspondance* (1846 à 1871.)

(2) 28 janvier 1862, *Correspondance*.

(3) H. Taine. *Sa vie et sa correspondance*, t. II, 1904.

« La suspension, écrivit Renan (1), a été prononcée sur les réclamations presque menaçantes des cardinaux et après une démarche des plus pressantes faite auprès de l'impératrice par plusieurs évêques. La coïncidence des discussions du Sénat, du discours du prince Napoléon, de l'affaire de Rome et d'une certaine agitation de la jeunesse, a été d'un poids encore plus décisif. C'est à l'empereur que je pardonne le plus volontiers... Il avait fait, en me nommant malgré les démarches actives du parti catholique, un acte presque courageux... Aucun autre gouvernement en France ne l'aurait fait. »

Napoléon III avait écrit à Renan de s'entendre avec Rouland pour que son cours fût rouvert. Rouland reprocha à Renan de s'être écarté du programme indiqué dans le décret du 11 janvier. Renan déclara qu'il ne pouvait être lié par ce programme rédigé contre son sentiment, et revendiqua hautement la liberté de la science ; traitant des études hébraïques en général, il ne pouvait passer sous silence les origines du christianisme ; il devait d'ailleurs nécessairement contredire les dogmes d'un des cultes reconnus par l'État, puisque la divinité de Jésus-Christ, affirmée par le catholicisme, est niée par le judaïsme. Rouland parut d'abord favorable à la réouverture du cours, puis elle fut indéfiniment ajournée (2).

Ce bruyant incident montrait les hésitations du gouvernement impérial vis-à-vis de la libre recherche scientifique. Après avoir officiellement facilité et patronné les travaux de Renan, il lui interdisait de formuler dans une chaire publique les conclusions de ses recherches. En effet, la raison d'ordre public paraît bien n'avoir été qu'une cause accessoire, ou le prétexte de la suspension, car après avoir, selon l'usage, ouvert son cours par un exposé général, Renan allait étudier des questions techniques qui n'eussent pas prêté à des manifestations. Le cours fut donc suspendu parce que Renan, traitant une question qui intéressait les religions pratiquées en France, s'était placé « au point de vue de la science positive ». La même question devait se poser, avec plus d'ampleur encore, à la fin de l'Empire, à propos de l'enseignement de la médecine.

(1) *Correspondance*, 10 mai 1862.

(2) Voir la protestation de Parisis contre la réouverture éventuelle du cours « après l'effroyable expérience qui en avait été faite ». (28 avril 1862, cité par Guilleminant : *Parisis*.)

VI. — *Conclusion. Politique et administration* (1)

La politique ecclésiastique du gouvernement, depuis 1860, tendait à ruiner l'influence politique et sociale du clergé afin de la mettre hors d'état de faire une opposition dangereuse. Mais, tout en combattant le cléricisme, il tenait à ne pas paraître hostile à l'Église. Aussi, conformément au mémoire de Rouland d'avril 1860, le gouvernement avait-il cherché à instaurer sa nouvelle politique, sans paraître obéir à un plan d'ensemble, sans faire voter de lois nouvelles, en prenant, sans trop d'éclat, dans chaque cas d'espèce des mesures administratives. Il aurait été difficile d'établir sa responsabilité dans la multiplication des procès scandaleux. Sa décision d'arrêter en principe le développement des congrégations d'hommes non autorisées resta secrète. Sa politique scolaire, ses tendances dans le choix des évêques, échappaient au grand public. Pour compléter l'effet de ces précautions, il tenait à « conserver... un régime de loyale protection pour les véritables intérêts religieux et de déférence envers le clergé » (2). En protégeant ostensiblement la religion, il espérait garder la confiance des catholiques et les détacher de l'opposition cléricale.

C'est ainsi que le budget du culte catholique continua de s'accroître, passant de 45.371.100 francs en 1860 à 48.326.800 en 1863 (3). Il bénéficia en outre d'importants crédits extraordinaires et notamment de 4.000.000 prélevés sur les reliquats de l'emprunt de 1859 qui furent affectés à la construction et à la réparation des édifices du culte. Dans les *Exposés de la situation de l'Empire* de 1861, 1862 et 1863, le gouvernement insista sur ces marques de bienveillance données au culte catholique malgré l'agitation cléricale (4).

Ces ménagements n'eurent aucun succès auprès de la très

(1) Le 16 octobre 1861, Tardif fut nommé chef de la première division de l'administration des Cultes en remplacement de Nigon de Berty, mis à la retraite. Le 24 juillet 1862, Hamille, tout en restant à la tête de la deuxième division, succéda à Contencin, décédé, comme directeur de l'administration des Cultes. Celle-ci fut donc désormais effectivement dirigée par les deux collaborateurs de confiance de Rouland.

(2) Mémoire de Rouland (avril 1860). Voir p. 459.

(3) Mais pendant la même période le budget de l'Instruction Publique, tombé en 1860 à son minimum : 20.393.800 francs, fut porté à 24.329.621.

(4) Dans le budget de 1863, notamment, le traitement des desservants de plus de 60 ans fut relevé de 100 francs.

D'autre part la communauté de Sainte-Geneviève qui n'avait pas donné les résultats qu'on en espérait fut réunie par le décret du 22 mai 1862 à l'école des Carmes ; les chapellenies devinrent des bourses destinées aux jeunes ecclésiastiques qui poursuivaient à l'école des Carmes, leurs études supérieures.

grande majorité du clergé. Passionnément attaché à son influence politique et sociale, il conçut contre le gouvernement qui cherchait à la détruire un ressentiment profond et durable. Un intéressant catalogue de ses griefs a été dressé par Dupanloup, à la fin de 1862, dans un mémoire (1) qu'il adressa à Corcelles pour être communiqué à Drouyn de Lhuys, qui venait d'être nommé ministre des Affaires Étrangères et désirait réconcilier le gouvernement et le clergé. Dupanloup dénonçait « la guerre, cachée quelquefois sous des apparences de légalité, mais cependant vive et manifeste jusqu'à la maladresse, parfois jusqu'au scandale, qui nous est faite par trois ministres : le ministre de l'Intérieur, le ministre des Cultes et le garde des Sceaux. Cette guerre se révèle, depuis trois ans surtout, par une suite de mesures hostiles, de tracasseries vexatoires, de circulaires profondément blessantes où l'intention d'humilier, d'entraver l'Église et de maltraiter le clergé est aussi visible qu'impolitique... Vous pourrez... vous convaincre des blessures odieuses que de tels actes et de telles paroles, répétés avec une suite et une persistance singulières et, on le dirait pour certains, avec je ne sais quelle satisfaction personnelle, sont de nature à faire au clergé. Assurément si on veut de parti pris aliéner au gouvernement tout l'épiscopat français on ne saurait mieux faire ;... les uns sont relatifs à la liberté de l'Église, les autres à la liberté de la charité, les autres à la liberté de l'enseignement religieux ou à l'existence des congrégations religieuses, c'est-à-dire que, sur toute la ligne, nous sommes en quelque sorte traqués et poursuivis. »

Sur les douze actes ministériels incriminés par Dupanloup six sont relatifs à la répression de l'agitation relative à la question romaine (2), six se rapportent à la nouvelle politique ecclésiastique du gouvernement impérial (3). Et, comme la liberté de plus en plus grande laissée à la presse anticléricale restait l'un des principaux griefs du clergé contre le gouvernement, Dupanloup rappelait

(1) Cité par Lagrange : *Vie de Mgr Dupanloup*, t. II, Appendice.

(2) 1° L'interdiction faite aux journaux en octobre 1859 de publier les mandements.

2° La circulaire de Billault du 17 février 1860.

3° L'insertion au Moniteur du 1^{er} avril 1860 de la note rappelant le premier des Articles Organiques ;

4° La circulaire du 16 novembre 1860, sur le dénier de Saint-Pierre ;

5° La circulaire du 10 novembre 1860, sur le timbre et le dépôt des mandements ;

6° La circulaire de Delangle du 8 avril 1861 ;

(3) 7° La circulaire de Persigny du 16 octobre 1861, sur la Société de Saint-Vincent de Paul ;

avec amertume que la plupart de ces mesures gouvernementales n'avaient pas seulement nui directement à l'Église, mais qu'elles avaient fourni « abondante pâture aux attaques les plus passionnées des journaux impies ». « Je dis, concluait-il, qu'il est impossible de ne pas voir là un enchaînement, des tendances, un système d'hostilité organisée et de persécution persévérante. Il est facile de comprendre, dans la pratique, combien d'entraves et de vexations le zèle de l'administration locale fait naître chaque jour des circulaires ministérielles. La vérité est que cette guerre qui nous est faite est souverainement impolitique et ne peut qu'entretenir dans le clergé les plus graves défiances et une profonde irritation. Ce que je dis est si vrai, Monsieur, et les évêques en sont si pénétrés, qu'un mémoire étendu et collectif sur ce sujet se préparait. La nomination d'un nouveau ministre des Affaires Étrangères et les espérances qu'elle a fait naître ont seules ajourné l'exécution de ce projet. »

L'augmentation du budget des Cultes ne réussissait nullement à apaiser cette irritation. Au contraire, les adversaires du gouvernement voyaient avec inquiétude que la distribution des crédits lui donnait un moyen de pression sur le clergé. « Dans la situation faite à l'Église de France depuis le commencement de ce siècle, écrivait Pie (1), le gouvernement est le dispensateur unique et absolu de faveurs très appréciables, non seulement au point de vue d'un profit personnel et vulgaire, mais dans l'intérêt des œuvres religieuses et charitables auxquelles un évêque a voué toutes ses pensées et toutes ses affections. » Or le gouvernement proportionnait ses faveurs au concours qu'il pouvait attendre de chaque évêque (2) et les préfets agissaient de même vis-à-vis des curés (3).

8° La circulaire de Rouland du 1^{er} décembre 1861 sur le prosélytisme des congrégations ;

9° La circulaire de Rouland du 13 mai 1861, sur les nominations d'instituteurs congréganistes ;

10° La décision de Rouland dans l'affaire du Sel ;

11° L'affaire de la Sainte-Union de Douai et le « retentissement donné à des affaires judiciaires dans un but de manifeste et profonde malveillance » ;

12° La circulaire de Rouland du 10 avril 1862 sur les dons et legs.

(1) Lettre publique à Rouland (16 juin 1861).

(2) Pie l'avait dès longtemps appris à ses dépens. Dès le 7 juillet 1859, n'ayant pas obtenu pour son grand séminaire la subvention qu'il sollicitait, il disait à ses prêtres : « Plusieurs de vous, Messieurs, ont exprimé assez haut, sinon leur désaveu, du moins leur regret que le premier pasteur du diocèse, en se montrant trop avare de paroles de louanges et de confiance qui lui coûteraient si peu et qui seraient si remarquées, faisait refluer vers d'autres rives plus heureuses les flots d'or qui ne demandaient qu'à s'épancher sur nos terres. » Cité par Baunard ; voir aussi p. 530.

(3) Le préfet du Doubs, par exemple, signalant que le desservant d'Hérimoncourt

La répartition des crédits budgétaires n'était d'ailleurs qu'un des nombreux moyens dont disposait l'administration pour récompenser ou punir le clergé de son attitude politique. Elle entretenait, en effet, avec lui des rapports constants, que les dix premières années du Second Empire avaient plus que jamais resserrés. Or la nouvelle politique ecclésiastique du gouvernement était fort souple : rien n'était plus facile que de l'appliquer, selon les cas, les personnes et les régions, d'une manière rigoureuse ou atténuée. Qu'ils s'agit de congrégations autorisées ou non, de dons et legs faits aux établissements religieux, de questions scolaires, de police du culte et notamment de processions (1), de délits commis par des ecclésiastiques, de conflits municipaux, de la direction imprimée à la presse, l'administration pouvait faire bénéficier le clergé de tous les privilèges dont il avait joui jusqu'en 1859, ou au contraire l'en déposséder complètement. Réciproquement, dans tous ces domaines, le clergé pouvait faciliter la tâche de l'administration ou lui susciter des difficultés sérieuses, notamment en matière scolaire. Tout conflit entre l'administration et le clergé devait donc s'étendre et s'envenimer. C'est ainsi que s'établit après 1860 un système de marchandages et de représailles qui devait durer jusqu'à la fin de l'Empire.

La diversité des régions françaises au point de vue politique et religieux se manifesta plus nettement encore que par le passé. Dans les diocèses les plus troublés par la question romaine, le conflit aboutit à une rupture complète et à une lutte sans merci, sur tous les terrains, entre l'administration et le clergé (2). Mais en général, le clergé n'osait pas faire une opposition ouverte et même, dans certaines régions où la question romaine avait eu peu de retentissement, soit que le clergé fût très peu influent (3), soit qu'il ne s'intéressât qu'aux affaires locales (4), ses rapports

avait incité la conférence de Saint-Vincent de Paul de cette localité à se dissoudre en protestant contre les mesures du gouvernement, ajoutait : « Je me propose, lors du règlement du budget de la commune d'Hérimoncourt, de le faire regretter au desservant de cette paroisse » (13 octobre 1861). Et Rouland notait : « Dire que je partage l'avis du préfet, de retrancher plus tard du budget de la commune le supplément voté au curé par le conseil municipal. » F¹⁹ 5770, Hérimoncourt.

(1) Les autorités cessèrent souvent de se rendre aux processions lorsque le clergé se montra hostile au gouvernement. Voir F¹⁹ 5.549, F¹⁶ III Aude 8, 1861.

(2) Il y eut des exceptions. Dans le diocèse de Nantes où le clergé était puissant et très ardent, l'évêque Jaquetmet, violemment hostile à la politique italienne du gouvernement, et le préfet Henri Chevreau, très ferme contre les entreprises cléricales, réussirent cependant à conserver des relations très courtoises. Martin : *Vie de Mgr Jaquetmet*.

(3) Région parisienne, Bourgogne.

(4) Normandie, Pyrénées.

administratifs avec l'autorité civile restèrent presque ce qu'ils étaient autrefois.

Mais dans toute la France, quelle que fût la conduite que lui dictât la prudence, le clergé était désormais plein de rancune et de défiance vis-à-vis du gouvernement. Même parmi les évêques, pour qui, à cause de leurs fonctions, de bonnes relations avec le pouvoir civil étaient une habitude et presque une nécessité, les partisans dévoués du gouvernement impérial étaient rares : c'étaient pour la plupart des gallicans qui avaient besoin de lui contre le Saint-Siège. Alors que, grâce au maintien des troupes françaises à Rome, la question romaine semblait s'apaiser, le mécontentement qu'elle avait suscité dans le clergé fut entretenu par la nouvelle politique ecclésiastique du gouvernement.

Si le clergé, dans sa très grande majorité, ne savait aucun gré au gouvernement impérial des ménagements qu'il gardait, en France comme à Rome, vis-à-vis de l'Église, ceux-ci ne restèrent cependant pas sans résultat. On peut en effet leur attribuer dans une large mesure le calme que gardèrent les populations catholiques pendant cette période. Si on excepte quelques incidents sans portée, elles accueillirent avec une complète indifférence les nominations d'évêques gallicans, la défense de l'enseignement laïque, le contrôle du développement des congrégations religieuses et les mesures prises contre la Société de Saint-Vincent de Paul. Rien n'étant changé dans leur vie religieuse quotidienne, elles se tenaient pour satisfaites et le clergé, même dans les régions où son influence était la plus grande, ne put leur faire partager ses griefs contre le gouvernement, ni les émouvoir en se plaignant d'une persécution qu'elles ne pouvaient constater. Les sentiments du clergé n'étaient partagés que par les catholiques militants qui appartenaient presque tous aux classes riches. Le parti clérical, ardent, tenace, bien organisé, et socialement influent, restait incapable de susciter un mouvement populaire d'opposition contre le gouvernement, aussi bien pour la défense des privilèges de l'Église que pour celle du pouvoir temporel du pape.

CHAPITRE XIX

La question romaine en 1862 (1)

I. — *Les débats de l'adresse* (2)

« Lorsque j'ai vu l'empereur à Saint-Cloud (3), écrivait le 21 décembre 1861 La Valette à Thouvenel, presque tout l'entretien a roulé sur une éventualité considérée comme probable : la mort du pape, une nouvelle élection et par suite de nouvelles chances d'arranger bien ou mal la question et de quitter Rome. Nous devons rayer cela de nos papiers : Sa Sainteté se porte à merveille... il n'a plus contre lui que d'avoir 70 ans et cela peut nous mener loin » (4). La Valette, qui souhaitait ardemment l'évacuation, était d'accord avec le nouvel auditeur de Rote, Lavigerie, pour affirmer que, même si le Piémont s'abstenait complètement, le gouvernement pontifical serait renversé le lendemain du jour où les troupes françaises quitteraient Rome. Le Saint-Siège, cependant, était toujours aussi intransigeant.

Les ministres de Napoléon III restaient très divisés, mais l'évacuation trouva un nouveau et influent partisan : Fould, qui était redevenu le 24 novembre ministre des Finances et dénon-

(1) Sources : Correspondance diplomatique :

Cerçay, 165 A II 5. La Valette à Thouvenel,

Cerçay, 165 A II 3. Benedetti à Thouvenel,

F¹ 1.931, 1.934, 1.940, 1.955.

La République Française : n° du 10 septembre 1892 ; lettres de Tissot, secrétaire de La Valette, publiées par Salomon Reinach.

Voir Bibliographie : Affaires d'Italie.

(2) L'intervention armée du gouvernement impérial au Mexique, commencée à la fin de 1861 et qui ne devait prendre fin qu'en 1867, semble avoir été en partie inspirée par l'idée de fonder un empire catholique. Elle s'exerça, pendant plusieurs années, au profit du clergé mexicain. De plus, Napoléon III, en soutenant Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, espérait obtenir de celui-ci la cession de la Vénétie qui dédommagerait l'Italie du maintien du pouvoir temporel du pape. Mais le Saint-Siège et les cléricaux français ne surent aucun gré au gouvernement impérial de son intervention au Mexique. Ainsi que les expéditions de Syrie et de Chine, elle n'eut aucune répercussion sur la politique religieuse intérieure de la France.

(3) La Valette quitta Paris à la fin de novembre.

(4) Cerçay, 165 A II 5.

gait publiquement les charges qu'imposait l'occupation. L'empereur et Thouvenel recommencèrent à chercher une combinaison qui permit d'évacuer Rome sans entraîner la ruine du pouvoir temporel.

Les partisans de l'évacuation redoutaient les tendances cléricales des Chambres. La Valette écrivait à Thouvenel (1) : « Que l'empereur tienne un langage ferme dans ses discours, ou il laissera prendre au Sénat et au Corps Législatif des positions qu'il aura, par la suite, bien de la peine à modifier. » Le gouvernement décida de donner aux Chambres une nouvelle preuve de l'intransigeance de la cour de Rome. Le 11 janvier, Thouvenel chargea La Valette de représenter au Saint-Siège la nécessité de se résigner, en fait, au *statu quo* (2). Le pape refusa absolument de « se prêter à aucune négociation qui, même avec la réserve des droits du Saint-Siège, entraînerait en fait la perte d'une seule partie de l'ancien territoire. Le cardinal secrétaire d'État déclare que Pie IX n'a pas le droit de le faire, qu'un conclave n'a pas le droit de le faire, que les successeurs du Saint Père n'auront pas le droit de le faire. » (3) Ce refus catégorique figura dans les documents diplomatiques communiqués aux Chambres avant le débat de l'adresse.

L'empereur, dans son discours du trône (27 janvier), se borna à déclarer brièvement qu'en Italie il cherchait toujours à « concilier deux causes dont l'antagonisme trouble partout les esprits et les consciences » (4). Le 23 janvier, il avait fait un bon accueil au nouveau nonce, Chigi, et s'était déclaré touché des paroles que le pape avait prononcées à son adresse, en recevant le général de Goyon (5). L'empereur aurait également, vers cette époque, dit

(1) 9 janvier 1862 (Cercay, 165 A II 5).

(2) Thouvenel télégraphia le 17 janvier à La Valette : « Dans la crainte que votre réponse à ma dépêche du 11 janvier ne m'arrive pas à temps pour être insérée dans le recueil des documents diplomatiques, je vous prie de m'informer du premier effet de vos démarches dans une dépêche télégraphique que je puisse faire imprimer. » (Correspondance diplomatique.)

(3) La Valette à Thouvenel ; télégramme du 18 janvier (Correspondance diplomatique). C'est la dépêche du même jour, où La Valette apportait plus en détail la réponse d'Antonelli, qui fut publiée.

(4) Ce discours d'après La Valette, ne fut « que médiocrement goûté par le Saint-Siège... Le cardinal Antonelli ne m'a pas dissimulé l'impression du gouvernement pontifical : « Concilier, m'a-t-il dit, mais on ne concilie pas la *croix* avec l'*impiété* et le *vol*. » 1^{er} février. (Cercay, 165 A II 5.)

(5) « J'appelle les bénédictions du Ciel sur l'empereur, sur la France et particulièrement sur cette partie de la France qui, au milieu des épreuves que traverse le Saint-Siège, m'a donné des preuves marquées de sympathie. » (Correspondance diplomatique 2 janvier.) Le Moniteur ne reproduisit que le début de la phrase. Le 1^{er} janvier 1861, Pie IX n'avait pas nommé l'empereur.

au nonce qu'il ne croyait pas à la stabilité de l'unité italienne (1). « Le grand mal, écrivait Thouvenel à Benedetti (2), est toujours dans le manque de volonté *en haut*. »

Au début de février, les journaux publièrent une circulaire du 18 janvier, par laquelle le cardinal Caterini, préfet de la congrégation du Concile, informait l'épiscopat catholique qu'une trentaine de chrétiens, martyrisés au Japon au ^{xvi}^e siècle, seraient canonisés à la Pentecôte, et que le pape verrait avec plaisir tous les évêques qui le pourraient se rendre à Rome à cette occasion. Rouland écrivit le 6 février à Thouvenel (3) que les canonisations, célébrées d'ordinaire avec le seul concours des prélats italiens, n'étaient qu'un prétexte et que le pape, en convoquant les évêques du monde entier avait certainement pour but de faire approuver par eux son intransigeance dans la question romaine : « On espère d'ailleurs grâce à cet assentiment prétendu de l'Église pouvoir troubler profondément les consciences et placer presque dans un état de schisme les États et les gouvernements qui voudraient désormais distinguer entre les choses purement spirituelles et les intérêts matériels de la papauté. » Il fallait donc obtenir du gouvernement pontifical des « explications catégoriques » sur le but réel de la convocation. De plus, contrairement aux conventions maintes fois renouvelées, le gouvernement pontifical avait omis de communiquer à l'ambassadeur un exemplaire de sa circulaire, de sorte que le gouvernement impérial l'avait connue après les évêques et par les journaux ; cette omission était d'autant plus grave que cette pièce intéressait directement le gouvernement impérial, sans l'autorisation duquel les évêques ne devaient pas se rendre à Rome. « Ne serait-il pas utile en outre de faire sentir au Saint Père tout ce qu'il risque avec de pareilles façons d'agir qui blessent les habitudes et les lois de la France et qui tendent à affaiblir et à corrompre les véritables institutions de l'Église... l'Église universelle n'est point le pape tout seul mais bien le pape agissant avec les évêques régulièrement assemblés en Concile ; convoquer subrepticement les évêques, à l'insu des souverains catholiques, les assembler entre les quatre murs du Vatican sans aucune des formes et des garanties que l'Église a définies pour la solennité d'un Concile ; obtenir ainsi à huis clos des consentements que rien ne constate, c'est

(1) Voir p. 509, note 3.

(2) Janvier : L. Thouvenel : *Pages de l'histoire du Second Empire*.

(3) F¹⁹ 1.940, et Correspondance diplomatique.

tout simplement substituer le pape à l'Église, avilir l'épiscopat et attaquer profondément la constitution catholique. Jamais en France, de pareilles usurpations n'ont été admises et ce qui s'est passé dans la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception a été le signal, et non la justification de pareils empiètements. Toutes ces questions sont graves pour le présent et pour l'avenir et il est essentiel qu'elles soient énergiquement soulevées. Nous ne pouvons rester inactifs et indifférents devant les prétentions qui sapent toutes nos libertés et franchises gallicanes. Il n'est plus permis de fermer les yeux sur les envahissements qui se multiplient... ». Dès le 5 février, Thouvenel avait donné à La Valette des instructions en ce sens.

Interpellé sur la circulaire de Caterini, Antonelli déclara n'avoir « pas cru que ce document fût de nature à être préalablement communiqué à l'ambassadeur ». Il accepta de lui en remettre un exemplaire, en attestant par écrit que c'était « une simple invitation bienveillante sans aucun caractère obligatoire » (1). A plusieurs reprises il donna à La Valette l'assurance qu'aucune question étrangère à la canonisation ne serait traitée à la réunion du moi de mai, et « qu'il n'y serait fait aucune allusion à la situation présente de l'Église » (2). Mais La Valette ne put obtenir sur ce point aucun engagement écrit et, convaincu de la duplicité de la cour de Rome, il mit le gouvernement en garde contre ses desseins.

Le Moniteur du 20 février publia les déclarations d'Antonelli et en prit acte : « Dans cet état de choses, le gouvernement a exprimé la pensée que les évêques ne devraient quitter leur diocèse et demander l'autorisation de quitter l'Empire que dans le cas où de graves intérêts diocésains les appelleraient à Rome. » Rouland écrivit le 14 mars à Thouvenel (3) : « Je ne pense pas qu'il y ait un grand nombre d'évêques qui entreprennent le voyage. La note insérée au Moniteur a suffi pour faire comprendre la répugnance du gouvernement. L'épiscopat, en outre, a ainsi appris de manière certaine que la convocation n'avait rien d'obligatoire et plus d'une conscience flottante ou timide se croira rassurée. » Rouland espérait ainsi, sans avoir à prendre de mesure « prohibitive », amener la plupart des évêques français à s'abstenir. « Je n'ai pas besoin d'ajouter que je partage complète-

(1) La Valette à Thouvenel, 7 février 1862, Correspondance diplomatique.

(2) La Valette à Thouvenel, 8 février 1862. Correspondance diplomatique.

(3) F¹ 1.955.

ment les idées de M. de La Valette sur les intentions de Rome. On appelle les évêques sous prétexte d'une cérémonie religieuse, mais en réalité on veut agiter les questions actuelles et se couvrir de l'approbation d'un semblant de Concile général. »

La politique du gouvernement vis-à-vis de l'Église, en France et à Rome, fit le principal objet des débats de l'adresse (1). Au Sénat, dans la discussion générale, les cardinaux Mathieu et Donnet furent modérés, mais La Rochejaquelein et Ségur d'Aguesseau sommèrent violemment le gouvernement de rompre avec la révolution ; ils dénoncèrent la protection accordée par le gouvernement à la presse anticléricale et notamment à Havin (2). Ségur d'Aguesseau adjura l'empereur « d'empêcher M. de Persigny de devenir le Polignac de l'Empire » (20 février). Baroche affirma l'impartialité du gouvernement dans le contrôle de la presse. Piétri réclama l'évacuation de Rome si le Saint-Siège restait intransigeant, et s'inquiéta de la réunion prochaine des évêques. « Les princes de l'épiscopat... dit-il, ont la mémoire du cœur plus courte que le petit clergé qui lui, sorti du peuple, vivant avec le peuple, est attaché à la dynastie napoléonienne. » C'était la théorie officielle et contraire aux faits que La Guéronnière avait lancée en 1861.

Le prince Napoléon, raillant le « bigotisme du Moyen Age », dénonça les cléricaux comme les partisans de l'ancien régime et les ennemis traditionnels de l'Empire démocratique et révolutionnaire. Il rappela 1815 (3), la révolte de ces chouans dont descendait La Rochejaquelein et la Terreur blanche qui avait suivi Waterloo (22 février). Ce discours émut beaucoup le Sénat. Billault chercha à le rassurer en déclarant que l'Empire était « issu de la Révolution mais... pour en devenir à la fois le propagateur, le directeur et le modérateur ». Il affirma que le gouvernement restait toujours aussi favorable à la religion (22 février). Thouvenel écrivit le 26 à Benedetti (4) : « La discussion du Sénat doit vous édifier sur l'esprit qui anime la majorité de cette assemblée. Le Times a bien raison de la comparer à un Museum d'histoire naturelle : l'empereur peut juger maintenant de la

(1) Certains de ces débats relatifs à la politique intérieure sont résumés dans les chapitres précédents. On ne trouvera donc ici, avec la discussion sur la question romaine, que l'indication de la marche générale des débats.

(2) Voir p. 505.

(3) Napoléon 1^{er}, disait-il, a été ramené du Golfe Jouan aux Tuileries aux cris de : « A bas les nobles, à bas les émigrés, à bas les traîtres. » Le tumulte fut inouï : on avait entendu : à bas les prêtres.

(4) *Pages de l'histoire du Second Empire.*

lourdeur du boulet qu'il s'est mis au pied. » Napoléon III fut d'ailleurs mécontent du discours de son cousin (1).

La discussion des paragraphes amena des débats importants sur la Société de Saint-Vincent de Paul (2), sur les congrégations (3), puis sur la question romaine. L'adresse regrettait à la fois « la résistance et l'immobilité » de la papauté et les « prétentions immodérées » de l'Italie. Bonjean invoqua l'autorité de saint Bernard et de sainte Catherine de Sienne pour montrer que le pouvoir temporel entravait, loin de la servir, l'indépendance spirituelle de la papauté (4). Donnet et Mathieu combattirent son argumentation. Le principal événement fut un nouveau discours du prince Napoléon qui réclama l'évacuation de Rome. Il attaqua violemment le pouvoir temporel : « J'ai toute confiance dans les décisions de l'Empereur... dit-il, quitte à être désavoué par M. le Ministre commissaire du gouvernement, peu m'importe. J'ai pleine confiance que la question italienne ne se résoudra que dans le sens de l'unité, que la solution ne saurait être autre sous Napoléon III qu'elle n'a été sous Napoléon I^{er} » (5). Billault, en effet, désavoua le prince. Le gouvernement impérial, dit-il, ne veut pas rendre au pape ses provinces perdues, mais « il ne veut pas de l'évacuation qui livrerait Rome à la révolution, amènerait la chute de la puissance pontificale et soulèverait dans tout le monde catholique un trouble profond ». Billault critiqua d'ailleurs sévèrement l'intransigeance de la cour de Rome. L'adresse fut votée par 123 voix, contre 6, dont celles des cardis-

(1) Il lui écrivit le 23 février : « Je ne puis m'empêcher de regretter vivement ton discours d'hier... On m'a dit que tu vas parler sur l'impôt du sel et contre le clergé ; j'espère que tu n'en feras rien, car je désire calmer les esprits et empêcher cette explosion de sentiments violents qui gênent la marche régulière de mon gouvernement et de ma politique. » D'Hauterive : *Napoléon III et le prince Napoléon*.

(2) Voir chap. XVIII, § 3.

(3) Voir chap. XVIII, § 4. La suspension du cours de Renan fut également évoquée (chap. XVIII, § 5).

(4) Ce discours fut largement répandu par le gouvernement, notamment dans les diocèses de Nîmes et de Poitiers. Il fut réfuté par Pie et Plantier.

(5) Voir la curieuse lettre adressée au prince Napoléon, le 3 mars, par Émile de Girardin : « D'une année à l'autre, vous avez fait un grand pas ; l'an dernier, vous demandiez pour le pape un quartier de Rome, cette année vous demandez le rappel de nos troupes sans vous arrêter à la question de savoir où s'enfuira le pape, ce qu'il deviendra, ce qu'il fera. » Napoléon III « est dans une impasse dont il ne peut sortir que par un nouveau coup d'État... Suppression de la constitution, suppression du Sénat, suppression du budget des Cultes, simplification de l'État, changement complet de la politique de ces dix années de règne, liberté de la presse, liberté de réunion, réveil de l'opinion démocratique pour faire contre-poids à l'opinion catholique, voilà tout ce qu'il y a au fond de ces mots et de cette conclusion de votre discours : évacuation de Rome. Vous en êtes-vous bien rendu compte ? » Cité par Ollivier : *L'Empire libéral* ; t. V.

naux. Thouvenel regretta que Billaut se fût trop engagé contre l'évacuation. « M. Billaut, écrivait-il, trouvera peut-être (1) l'occasion de ravalier ce qu'il a dit de trop au Sénat, mais sans son exorde, il n'aurait jamais fait passer la fin de son discours qui est assurément un fort pavé jeté dans les jardins du Vatican » (2).

Au Corps Législatif, Billaut, attaqué à la fois par Keller et par Jules Favre, reconnut les contradictions de la politique impériale : « Le principe de la souveraineté du peuple est la base de notre droit public. Je reconnais que chez les Romains ce droit est suspendu. » Il répéta que l'empereur voulait concilier « l'indépendance du Saint-Siège et la liberté de l'Italie ». L'adresse qui déclarait la France « catholique et libérale » (3) fut votée par 244 voix contre 9 (20 mars). Dans l'ensemble, les débats de l'adresse avaient rendu plus difficile au gouvernement de sortir du *statu quo*. Ils ne suscitèrent aucune agitation dans le pays : ils avaient perdu l'attrait de la nouveauté et la monotonie des discussions sur la question romaine commençait à lasser le public.

Dans l'ensemble, les questions religieuses ne suscitèrent pendant cette période que très peu d'incidents (4). La plupart des évêques traitèrent dans leurs mandements de carême des sujets purements religieux, et il y eut très peu de prédications politiques (5). Les souscriptions pour le denier de Saint-Pierre continuèrent sans bruit et sans grand succès. Une loterie pontificale fut organisée comme en 1861, et, bien qu'elle n'eût pas été

(1) Au Corps législatif.

(2) Mars 1862 à Benedetti. *Pages de l'histoire du Second Empire*.

Benedetti trouva, plus encore que Thouvenel, le discours trop hostile à l'évacuation. Au contraire, La Valette, voyant que le Vatican en était très mécontent, s'en déclara satisfait.

(3) « C'est dire deux fois qu'elle n'est pas révolutionnaire », déclarait Keller.

(4) Le plus remarqué se produisit à Toulouse. L'archevêque Desprez annonça par mandement au début d'avril que de grandes fêtes et plusieurs processions marqueraient le troisième jubilé centenaire de la victoire complète remportée en mai 1562 par les catholiques sur les protestants, qui avaient été expulsés ou massacrés. Cet anniversaire était célébré chaque année par la procession des corps saints, mais l'origine en était presque oubliée. Desprez rappelait ce « fait glorieux » et vantait le « courant... qui entraînait alors la pensée de nos pères et lui donnait une aussi catholique impulsion... Vous serez... les imitateurs fidèles de nos pères ». Le gouvernement, par une note insérée au Moniteur du 10 avril, blâma cette commémoration d'un « douloureux et sanglant épisode de nos anciennes discordes religieuses », et interdit toutes processions ou cérémonies extérieures à l'exception de la procession traditionnelle des corps saints. Desprez s'inclina. (BB¹² 1.650, F¹² III Haute-Garonne 14 ; F¹² 1.945 ; Lacointa : *Vie du cardinal Desprez*.) Cette intervention déçut les populations « assez peu chrétiennes au fond, mais amoureuses de cérémonies et de spectacles ».

(5) Voir cependant BB¹² 1.647 et p. 569, note 1.

autorisée, le gouvernement n'y mit pas d'obstacle pour ne pas attirer l'attention sur cette affaire (1). Quelques conférences de Saint-Vincent de Paul se déclarèrent dissoutes au milieu de l'indifférence générale. Mais l'apaisement était superficiel. Le clergé, très réservé, restait toujours aussi hostile au gouvernement et la question romaine continuait à peser sur la vie politique. «... Le *statu quo*, écrivait Thouvenel (2); nous expose au mécontentement des uns et des autres, et entretient dans le pays un malaise dont la plupart des préfets demandent le terme avant les élections » (3).

Si Thouvenel voulait toujours faire sortir la question romaine du *statu quo* (4), l'empereur restait hésitant. La présence simultanée à Rome de La Valette et du général de Goyon symbolisait l'incohérence de la politique impériale. Par son cléricisme et sa bienveillance pour la réaction napolitaine, le général de Goyon incitait la cour de Rome, qui le savait soutenu par Randon et par l'impératrice, à compter sur la prochaine dislocation du royaume d'Italie et sur le concours sans conditions du gouvernement impérial. Il l'affermissait ainsi dans son intransigeance. La Valette se rendit à Paris à la fin de mars et déclara qu'il ne retournerait à son poste que si Goyon était rappelé. L'empereur se trouvait ainsi contraint, sur un point secondaire, mais caractéristique, de sortir du *statu quo*.

II. — *L'assemblée des évêques*

Au cours des mois de mars et d'avril, le gouvernement vit que, contrairement à ce qu'il avait espéré, la plupart des évêques français se rendraient à Rome, pour la canonisation des martyrs japonais. Il n'osa pas le leur interdire, ce qui eût été très grave, et se borna à exiger qu'ils sollicitassent avant de partir l'autorisation de l'empereur (5). Plusieurs évêques très dévoués au

(1) BB^{1*} 1.650.

(2) 22 mars 1862, à Gramont. *Le secret de l'Empereur*.

(3) On pensait alors généralement que le Corps Législatif serait dissous avant la fin de son mandat.

(4) Il écrivait le 8 avril 1862 à Gramont (*Le secret de l'Empereur*) : « Interdire à l'Italie toute agression contre le territoire pontifical et laisser au Pape le temps d'organiser son administration civile et une force armée, deux ou trois ans par exemple, après quoi nous quitterons Rome ; voilà la seule combinaison à laquelle on puisse prêter les mains avec chance de la voir aboutir. »

(5) F^{1*} 2.465. Rouland fit subordonner à cette autorisation l'octroi du passeport. Tous les évêques informèrent le gouvernement de leur départ, mais souvent sans solliciter expressément son autorisation. Le gouvernement se contenta de cette noti-

gouvernement (1) firent valoir qu'en se rendant à la convocation du pape, ils seraient à même de défendre les « idées modérées » et la cause de la France ; ils demandèrent même à Rouland des conseils sur la conduite à tenir à Rome.

Rouland les en remercia, mais paraît en général avoir persisté à conseiller l'abstention aux évêques qui lui demandèrent son avis. Parmi les évêques qui restèrent en France, certains étaient des ultramontains résolus, comme Pie, Wicart Parisis, mais la plupart étaient des modérés gouvernementaux tels que Darboy, Landriot, Rivet, Baudry, Magnin, Ravinet, Christophe, Colet, Lecourtier, Dubreuil : leur abstention leur fut parfois sévèrement reprochée par les ultramontains (2). Finalement une cinquantaine d'évêques français sur 85 se rendirent à Rome (3).

Le gouvernement avait lieu de craindre que les manifestations préparées par le pape ne fussent dirigées non seulement contre la politique impériale, mais contre les principes de la civilisation moderne. Rouland écrivit à Belaval le 4 mai : « ... La lettre des évêques napolitains au pape me donne de vives inquié-

fication. Rouland écrivait à Dreux-Brézé le 3 mars : « Votre lettre, en m'annonçant le projet arrêté par Votre Grandeur de se rendre à Rome, ne pouvait avoir d'autre but que de régulariser ce projet conformément aux lois du pays et aux traditions toujours suivies par l'épiscopat. » En conséquence, l'autorisation était accordée sans avoir été demandée.

(1) Belaval, F¹⁰ 2.554 ; Donnet, F¹⁰ 1.931 ; Lyonnet, F¹⁰ 2.484 ; et aussi Darboy, F¹⁰ 2.555 qui, finalement, n'alla pas à Rome.

(2) Notamment à Dubreuil, Boudinet, Christophe et surtout Lecourtier. Au début de 1862, un jeune prêtre ultramontain, Galéran, ancien élève de d'Alzon, qui après plusieurs actes d'insubordination venait d'être éloigné de Montpellier et nommé desservant de Ceyras, avait demandé à Lecourtier l'autorisation de se rendre à Rome. Elle lui fut refusée. Lecourtier s'étant lui-même abstenu d'y aller en juin, Galéran l'accusa dans la Gazette du Midi d'avoir cédé à la pression du gouvernement. Cet article fut reproduit par le Monde et l'Union. Le gouvernement leur adressa un communiqué sévère, tandis que Lecourtier frappait Galéran de suspense (6 août). Le Saint-Siège, sur appel de Galéran, lui fit écrire une lettre déferente à Lecourtier, et invita celui-ci à le réintégrer dans ses fonctions. Lecourtier, par une ordonnance aux considérants sévères lui rendit ses pouvoirs sacerdotaux, mais pas son poste. Il fut de nouveau attaqué par la presse cléricale à laquelle le gouvernement imposa silence par un communiqué menaçant (14 novembre). Le nonce chargea le métropolitain, l'archevêque d'Avignon Debelay, d'obtenir que Lecourtier rendit un poste à Galéran. Lecourtier s'y refusa, mais consentit, sur le conseil de Rouland, à lui faire obtenir un secours. (F¹⁰ 5.829 ; F¹⁰ 570.)

(3) Leur départ ne provoqua que peu d'incidents. Plantier, qui était en conflit aigu avec le gouvernement et qu'une cinquantaine de prêtres accompagnait à Rome, fut l'objet d'ovations à son départ de Nîmes et dans les gares, sur le trajet Nîmes-Marseille (F¹⁰ 1.931 et Clastron : *Vie de Mgr Plantier*). Le navire qui portait la plupart des évêques quitta Marseille en présence d'une foule qui chantait des cantiques, tandis que des contre-manifestants (parmi lesquels de nombreux Italiens) criaient : « A bas le pape roi, à bas la prêtraille, vive l'empereur » (BB³⁰ 370).

tudes. Il est évident que cette adresse faite pour les prélats qui seront absents est le type de celle qu'on voudra avoir à Rome des prélats *présents et assemblés*. Je doute qu'un tel langage soit prudent et conciliant. Le renouvellement des doctrines trop absolues de la papauté en ce qui concerne les choses humaines et politiques, la déclaration de guerre lancée contre la civilisation moderne sans distinction du *bon* et du *mauvais* me paraissent peu propres à cimenter l'alliance de l'Église et des États et des nations. Je vois avec peine aussi la papauté se substituer trop ouvertement à l'Église universelle, et, dans tout cela, l'épiscopat s'affaisse et périt. Il semble qu'on aime et provoque les luttes : c'est peu sage... » (1).

Rouland avait un autre motif d'inquiétude. La congrégation de l'Index venait de condamner une brochure publiée en 1861 par un professeur de théologie au séminaire de Langres, l'abbé Godard : « *Les principes de 1789 et la doctrine catholique.* » « Cette brochure pieuse, honnête, intelligente avait un but de conciliation entre l'Église et la société moderne (2). » Godard jugeait en effet la Déclaration des droits de l'homme conforme à la doctrine catholique. Le chargé d'affaires de France à Rome, Bellune, ne put se procurer le texte de la sentence : « On ne s'est pas dissimulé le péril qu'il y avait à condamner des principes qui servent de base à la constitution de l'Empire français. Mais le parti de la modération a succombé et la condamnation a été résolue pour ce fait que *plusieurs des principes de 1789 sont contraires à la doctrine catholique*. L'accusation générale portée contre ces principes consiste en ce qu'ils *établissent que tout pouvoir vient du peuple, tandis que d'après l'Église tout pouvoir vient de Dieu* » (3).

Dupanloup et Augustin Cochin qui étaient à Rome furent très émus de cette condamnation (4). Ils réussirent à obtenir qu'elle ne s'étendrait pas à une seconde édition que Godard rédigerait conformément aux avis des théologiens romains (5).

(1) F¹² 2.465. Lyonnet écrivait le 19 mai à Rouland : « Vous connaissez depuis longtemps mes opinions : ... attachement à l'Église et au Saint-Siège dans tout ce qui est de leur ressort, mais attachement à la France et à son gouvernement pour tout le reste. C'est d'ailleurs la disposition que j'ai cru remarquer dans la plupart des évêques que j'ai rencontrés : ils ne se gênent pas pour imputer et repousser la déclaration des évêques de Naples ; ils apportent généralement des idées modérées sur la grande question qui préoccupe tous les esprits. » (F¹² 2.484.)

(2) 2 mai 1862. Note de Rouland (Correspondance diplomatique).

(3) 17 novembre 1862. Correspondance diplomatique et F¹ 5.814.

(4) Cochin avait fait dans le Correspondant l'éloge de la brochure de Godard.

(5) Cette seconde édition, parue en 1863, était très sévère pour la déclaration des

Le P. Modena, secrétaire de l'Index, répondit aux plaintes de Cochin que la condamnation frappait le livre de Godard, non les principes de 89. Mais Cochin resta inquiet. Il écrivait le 3 mai à Montalembert : « Le Saint Père paraît avoir envie de profiter de la réunion des évêques pour qualifier *certaines erreurs...* Je me suis permis de le supplier humblement de ménager la liberté, notre seul terrain pour le servir en France.... Il a daigné me donner les meilleures assurances. Je dis bien bas que je ne suis pas très rassuré. Il est tout à fait à désirer que les évêques libéraux viennent, et en grand nombre » (1).

Le groupe catholique libéral et le gouvernement impérial souhaitaient également la conciliation de la doctrine catholique avec les principes de 1789. Ils étaient également menacés par l'intégrisme du Saint-Siège ; mais la politique les divisait et les empêchait de s'unir sur le terrain où leurs intérêts étaient identiques. Cette division servait la politique de Pie IX. Elle eut pour conséquence, à cette époque, la disparition du seul quotidien catholique français qui combattit l'ultramontanisme autoritaire. Le gouvernement, depuis la suppression de l'Univers, avait empêché Louis Veuillot, soit de créer un nouveau journal, soit de collaborer au Monde. Celui-ci, plus terne et plus modéré que l'ancien Univers, mais fidèle à ses doctrines, était de beaucoup le principal journal catholique français.

Le gouvernement désirait plus que jamais avoir un journal catholique qui lui fût dévoué (2). Il tenta d'abord de soumettre le Monde à son influence, et reconnut que c'était impossible. Il négocia longuement, comme en 1858, avec Gondon pour la création d'un nouveau journal. Puis, comme en 1858, il préféra tenter de s'assurer le concours de l'Ami de la Religion, dont il approuvait le libéralisme gallican, mais que, malgré l'accord de 1859, la question romaine avait plus que jamais rejeté dans l'opposition. Le directeur de l'Ami de la religion, l'abbé Sisson, était gallican et en bons termes avec le gouvernement (3), mais

droits de l'homme (G. Weill : *Histoire du catholicisme libéral*). Augustin Cochin, cependant, en tira argument pour déclarer dans le Correspondant que le Saint-Siège ne condamnait pas les principes de 1789.

(1) A. Cochin, *ses lettres et sa vie*. Voir Falloux : *Augustin Cochin*.

(2) F¹⁸ 423, Universel. F¹⁸ 314, Ami de la Religion. Voir Gondon. *Mes relations avec l'administration de la presse*, 1862, in-8°, *Pourvoi et requête ampliative contre un arrêté du ministre de l'Intérieur*, 1863, in-8°. Ledos : Ami de la Religion (*Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*).

(3) Voir F¹⁸ 2.575, dossier David.

il n'était pas le maître du journal (1). Ses principaux bailleurs de fonds, à l'exception de quelques ecclésiastiques bien disposés pour le gouvernement, et presque tous ses collaborateurs étaient des catholiques libéraux, très hostiles à l'Empire. En 1861, l'*Ami de la Religion*, dont la situation financière était difficile, fut mis en actions et un certain nombre d'actions se trouvèrent disponibles, qui, avec celles de Sisson, formaient la majorité (2). En décembre 1861, le gouvernement les fit acheter, mais le secret ne put être gardé. Les principaux rédacteurs, de Carné, Lavedan, Lenormant, démissionnèrent en déclarant qu'ils ne considéraient plus l'*Ami de la Religion* comme indépendant. Sisson nia la vente du journal et chercha à donner le change par quelques critiques dirigées contre le gouvernement. Ce fut en vain ; l'*Ami de la Religion*, blâmé par plusieurs évêques, perdit rapidement presque tous ses abonnés. Sisson décida de le vendre et de se retirer.

Le gouvernement changea de plan et autorisa Gondon à fonder un nouveau journal catholique, le *Globe* (22 avril 1862). Il l'obligea à racheter l'*Ami de la Religion*, non pour en continuer la publication, mais pour le liquider et en prendre la succession. Gondon acheta le 5 mai l'*Ami de la Religion*, et annonça que le *Globe* paraîtrait le 25 juin. Mais l'administration de la presse ayant acheté en décembre des actions de l'*Ami de la Religion* exigea que des actions du *Globe* lui fussent remises pour une valeur équivalente. Gondon refusa. L'autorisation de faire paraître le *Globe* fut révoquée le 13 juin. L'*Ami de la Religion* cessa de paraître le 15. Le *Monde* resta le seul quotidien catholique de Paris (3).

Alors que les évêques portaient pour Rome, Napoléon III fit une nouvelle tentative pour résoudre la question romaine. Sur les instances de La Valette, Goyon fut rappelé à Paris (4) et

(1) Il paraît bien ne l'avoir jamais été, contrairement à ce qu'il déclarait à Delangle en novembre 1858.

(2) Note du 15 octobre 1861 (F¹² 314). Sur 800 actions de 500 francs, 184 appartenaient à Sisson, 86 à des membres du clergé « la plupart bons » (dont 9 évêques, Angebault, Bonnechose, Daniel, Guibert, Jaquemot, Mathieu, Morlhon, Plantier, Rivet et plusieurs prêtres, notamment Cognat, Buquet, etc.) ; 274 à des laïques, « la plupart très hostiles » (Baudon, Broglie, Cochin, Falloux, Lemerrier, Montalembert, Poujoulat, etc.) ; 236 étaient disponibles ; d'après Gondon, le gouvernement les aurait payées 130.000 francs.

(3) Le *Journal des Villes et des Campagnes*, semi-quotidien, chercha, avec le concours de Gondon, à prendre la place de l'*Ami de la Religion* : il demanda vainement l'autorisation de devenir quotidien et resta très peu important (F¹² 372).

(4) Il fut nommé sénateur à titre de dédommagement.

remplacé par le général de Montebello. « Il y a urgence à ce que la question romaine reçoive une solution définitive, écrivit le 20 mai, Napoléon III à Thouvenel. L'intérêt du Saint-Siège, celui de la religion, exigent que la pape se réconcilie avec l'Italie, car ce sera se réconcilier avec les idées modernes. » Sans lui donner la forme d'un ultimatum, il fallait faire une nouvelle démarche pour aboutir à cette réconciliation. Thouvenel en précisa les bases dans une dépêche du 31 mai à La Valette : *Statu quo* territorial garanti par les puissances ; réforme du gouvernement pontifical ; transfert de sa dette à l'Italie ; liste civile fournie au pape par les puissances catholiques. Thouvenel soulignait que la politique impériale avait pour but de conserver au pape ce qui lui restait de ses États, mais il ajoutait : « Vous aurez pourtant à laisser pressentir au cardinal Antonelli que si l'on nous oppose aussi catégoriquement que par le passé la théorie de l'immobilité, le gouvernement de l'empereur ne saurait y conformer sa conduite... ». Thouvenel savait que le pape serait encouragé à la résistance par la présence des évêques. « Le terrain est aussi mal préparé que possible au Vatican pour la nouvelle tentative de conciliation que notre ambassadeur est chargé de faire... écrivait-il à Benedetti (1). Il sera refusé net... et le moment me paraît approcher où une dernière lutte s'engagera entre les deux opinions représentées dans le conseil des ministres. Qui vivra verra, et j'aime mieux ne rien prévoir. »

A la fin de mai, près de deux cents évêques étaient réunis à Rome (2). Une profonde division s'affirma aussitôt, entre les intégristes dociles à la cour de Rome, dont le cardinal anglais Wisemann fut le principal chef, et les modérés que Dupanloup dominait par son talent, son activité et la renommée que lui avait valu son rôle dans la question romaine. Les français étaient à peu près également divisés entre les deux partis. Veillot était à Rome et stimulait les intransigeants. La Valette arriva seulement le 6 juin, trop tard pour jouer un rôle actif.

La cour de Rome exerça une action prépondérante sur les évêques. Elle en choisit dix-huit qui furent chargés de rédiger une adresse au pape (3). Wisemann, qui présidait la commission, et Dupanloup qui, avec l'archevêque de Sens, y représentait les évêques français, avaient préparé des projets. D'après Lavi-

(1) 11 juin : *Pages de l'histoire du Second Empire*.

(2) Leur nombre dépassa plus tard 250

(3) Cette adresse devait répondre à l'allocation pontificale qui n'était pas connue des évêques.

gerie (1) « le projet primitif rédigé par le cardinal Wisemann parlait non seulement du pouvoir temporel mais encore des principes des sociétés modernes qu'il qualifiait ainsi : « Libertates « illas ridiculas quibus modernæ nationes gloriantur. » Suivait un développement non moins insensé et non moins odieux. Sur la question même du pouvoir temporel ; il s'adressait ainsi au pape : « Irrue in hostes ecclesiæ, arripe gladium, percute omnes « illos qui sive armis, sive consilio, sive quocumque alio modu « latrocinium passi sunt. ». Enfin, il terminait en disant au Saint Père : « Loquere, et mandata tua ad reges terræ perferemus. » On croit rêver lorsque l'on entend de semblables paroles. Chose plus étrange encore et qui montre à quel degré d'inintelligence de notre temps nous sommes descendus, cette adresse, lue dans une commission préparatoire de dix-huit évêques, n'a pas excité une seule réclamation. Je me trompe. M. l'évêque d'Orléans, seul, s'est levé et a déclaré que si une pareille adresse était adoptée, il se retirait, ne voulant en aucune manière en accepter la responsabilité ; il a ajouté qu'il allait engager tous les évêques de France à suivre son exemple. Devant cette déclaration formelle, on s'est arrêté, un peu effrayé d'une semblable conséquence. L'adresse de Mgr Dupanloup qui... rendait un hommage solennel à la France et à l'empereur ayant aussi été repoussée (2), on a fait un composé de ces deux pièces, retranchant de l'œuvre de M. l'évêque d'Orléans ce qu'elle avait de plus favorable, et de celle de M. le cardinal Wisemann ce qu'elle avait de plus vif. Il en est encore resté assez pour vous donner une idée du reste. » Pie IX ne renonça d'ailleurs pas à la condamnation des libertés modernes qu'il préparait depuis plusieurs années (3), et qui venait d'être

(1) 10 juin 1862, lettre à Rouland ; F¹⁰ 2.487.

(2) Un prélat autrichien déclara que si l'on remerciait Napoléon III, il fallait aussi remercier l'empereur d'Autriche, qui était tout dévoué au Saint-Siège, bien que les circonstances l'eussent empêché de lui porter secours : Lavigerie écrivait dans la même lettre : « Tous les évêques étrangers, à peu près sans exception, s'expriment ici sur l'empereur de la manière la plus haineuse. Ils témoignent vis-à-vis de lui de la défiance la plus profonde. Ils se sont opposés à ce que l'on dise un seul mot de reconnaissance envers Sa Majesté. » Rouland nota : « C'est le reflet des préjugés et des haines accréditées en pays étranger et surtout en Allemagne. L'évêque de Strasbourg me disait hier que plusieurs évêques allemands passant par Strasbourg pour aller à Rome, étaient tout étonnés « de ne pas trouver le clergé français persécuté et humilié ».

Cette disposition des étrangers excita sans doute le patriotisme de Dupanloup.

(3) Voir Hourat : *Le Syllabus, étude documentaire*, Paris 1904, in-18. Dès 1852, ce projet était à l'étude ; une commission fut chargée de le préparer. Pie IX lui signala comme particulièrement importante une « *Instruction pastorale sur diverses erreurs du temps présent* », publiée par Gerbet, évêque de Perpignan, le 23 juillet 1860. La commission la prit pour base de ses travaux ; les 70 propositions furent élaborées en février 1862.

écartée de l'adresse. Il fit remettre à tous les évêques une liste de 70 propositions jugées dignes d'anathème et qui formulaient les principales « erreurs » du temps (1). C'était l'ébauche du Syllabus. Les évêques étaient invités à faire connaître leur sentiment à ce sujet dans un délai de trois mois.

L'adresse, réduite à la question du pouvoir temporel, fut définitivement rédigée par une sous-commission de cinq membres auprès de laquelle le sous-secrétaire d'État pour les Affaires Ecclésiastiques, Franchi, joua un grand rôle. La défense très énergique du pouvoir temporel par laquelle Dupanloup avait contrebalancé son hommage à Napoléon III, fut en grande partie adoptée. L'adresse déclarait le pouvoir temporel une institution providentielle indispensable au bien de l'Église, stigmatisait ceux qui voulaient le détruire, félicitait Pie IX de l'avoir défendu avec intransigeance et proclamait que les évêques le suivraient dans cette voie « jusqu'à la prison et jusqu'à la mort ». Elle souhaitait que les souverains séculiers comprissent que la cause du pape était leur propre cause. Ce texte fut agréé par le pape. Voici, d'après Rouland, comment il fut ensuite ratifié par les évêques (2) : « Les évêques, divisés en plusieurs groupes, sont mandés chez un cardinal. Chaque groupe, successivement et séparément introduit, entend la lecture rapide du texte latin de cette longue adresse, lecture faite avec l'accentuation italienne, et il est aussitôt convié à signer ce que la plupart n'ont pu ni saisir ni comprendre. Si quelques voix s'élèvent contre cette façon d'agir, si brusque et si périlleuse, on insinue que le temps manque, qu'il y a des garanties dans les travaux de la commission et que les hésitations sembleraient accuser l'indifférence et l'hostilité contre le Saint-Siège, et tout le monde signe, non pas grâce à une adhésion réfléchie et intelligente mais par un sentiment de déférence et de soumission. »

Pie IX, dans son allocution du 9 juin, déclara qu'il continuerait à défendre avec la même fermeté son pouvoir temporel. Il flétrit le gouvernement italien et passa sous silence le rôle de la France. Anticipant sur la condamnation solennelle et détaillée qu'il préparait, il attaqua violemment les principes modernes qui tendent à constituer en dehors de la religion et de l'Église, la philosophie, la morale et la politique (3). L'adresse

(1) La Valette s'en procura le texte et le transmit le 19 juillet au gouvernement (Cerçay, 165 A II 5, F¹⁰ 1.932).

(2) 25 juillet 1862. Correspondance diplomatique.

(3) « L'allocution pontificale ressemble à tous les actes de la même espèce. Elle

fut publiée le même jour. L'ensemble, malgré les atténuations apportées à l'adresse par Dupanloup donna l'impression d'une manifestation solennelle d'intransigeance. « Nos évêques, écrivait Lavigerie, sont pour la plupart attristés de ce résultat, mais ils ont évidemment manqué de courage » (1). Ils sont « comme honteux de ce qu'ils ont fait ; je parle bien entendu des raisonnables ; les autres sont triomphants ». Quant au Saint-Siège, fort de l'adhésion de l'épiscopat, il rejeta formellement les nouvelles propositions du gouvernement impérial. Après plusieurs entrevues avec Antonelli et Pie IX, La Valette transmit le 24 juin à son gouvernement ce refus définitif.

L'allocation pontificale et l'adresse des évêques ne suscitèrent en France aucune émotion mais furent vivement discutées par la presse. La presse officielle fit valoir que l'adresse, inspirée par le Saint-Siège n'avait pas été librement discutée par l'épiscopat. L'évêque ultramontain de Montauban, Doney, répondit le 10 juillet par une lettre publique. Il affirma que Venillot n'avait pris aucune part à l'élaboration de l'adresse et que le projet Wisemann ne contenait pas la phrase « Irrue in hostes ecclesiae... ». « Et je nie par suite qu'un évêque français ait eu lieu de faire les énergiques protestations qu'on lui attribue. A plus forte raison n'a-t-il pas eu à déclarer qu'il quitterait Rome à l'instant et qu'il entraînerait après lui tous les évêques français. » Mais Doney reconnut que la phrase élogieuse pour l'empereur avait été supprimée, et sa lettre confirmait le rôle prépondérant du pape : « La commission a... été formée sous l'impulsion de qui était posé pour le faire... » ; quant à l'adresse, si « beaucoup d'évêques n'ont pas été à même d'en méditer à loisir toutes les phrases et toutes les expressions, ils l'ont tous approuvée sans scrupule et avec une pleine confiance, soit parce qu'ils en connaissaient tous parfaitement l'ensemble et la portée, soit parce qu'ils ne pouvaient ignorer que le Souverain Pontife l'avait d'avance agréée telle qu'elle leur était présentée ». L'intransigeance du Saint-Siège le desservit auprès de l'opinion publique.

Le gouvernement, instruit par un incident récent (2), chercha

emploi, pour frapper les erreurs opposées à la doctrine de l'Église et malheureusement aussi aux simples préjugés de quelques-uns, les adjectifs les plus formidables. » Lavigerie à Rouland, 10 juin, F¹⁰ 2.487.

(1) 10 juin 1862, à Rouland (F¹⁰ 2.487). D'après La Valette, Morlot et La Tour d'Auvergne auraient hésité à signer l'adresse.

(2) L'archevêque de Tours, Guibert, et l'évêque d'Angers, Angebault, s'étaient rendus à Rome en février. Ils étaient de tendances gallicanes, mais la question romaine avait rendu leurs relations avec le gouvernement difficiles. A Rome, ils refusèrent les

à empêcher les manifestations auxquelles aurait pu donner lieu le retour des évêques (1). Il y réussit généralement. Dans plusieurs villes le clergé voulait aller processionnellement attendre l'évêque à la gare et le conduire à la cathédrale : l'autorisation lui fut refusée. Quelques prélats n'annoncèrent pas leur retour qui passa inaperçu. La plupart se rendirent sans cortège à leur cathédrale où ils prononcèrent des allocutions devant un public formé de prêtres, de séminaristes et de femmes. Dans le Midi, où les populations aimaient les cérémonies religieuses, les évêques furent souvent salués et escortés par des foules assez nombreuses. A Nîmes surtout, Plantier fut accueilli par une foule immense et enthousiaste. A Rennes, par contre, comme en mars à Angers, la démonstration cléricale et légitimiste organisée pour le retour de l'archevêque fut troublée par « une contre-manifestation très énergique » aux cris de : Vive l'empereur, à bas les calotins, vive l'Italie (juin) (2).

Les évêques qui avaient été à Rome publièrent des mandements sur les cérémonies qui y avaient eu lieu. Ceux qui étaient restés en France adhérèrent tous à l'adresse (3). Dans de très nombreux diocèses le bas clergé adhéra également à l'adresse. Ces manifestations laissèrent l'opinion indifférente.

Invitations de La Valette et du général de Goyon et acceptèrent celles de Mgr Nardi, adversaire notoire du gouvernement impérial. Les journaux officiels critiquèrent cette conduite. Guibert revint sans incident, mais à Angers, le clergé tint, malgré les instances de l'administration, à organiser une manifestation pour le retour d'Angébault. Les ouvriers, qui souffraient de la crise économique, étaient irrités contre l'évêque qui avait porté à Rome 150.000 francs pour le denier de Saint-Pierre. Le préfet fit consigner la troupe. Lorsque le cortège composé de prêtres, de séminaristes, et de femmes, passa devant la caserne, les soldats crièrent : Vive l'empereur. La foule les imita et, jusqu'à la cathédrale, Angébault fut suivi par des groupes hostiles qui criaient : Vive l'empereur (19 mars) : F¹⁰ 2.489, BB¹⁰ 1.648, F¹⁰ III Maine-et-Loire 12; Gillet : *Vie de Mgr Angébault*.

(1) Voir F¹⁰ 1.931, BB¹⁰ 1.653 et 1.654. Le comte de Chambord recevait alors à Lucerne les légitimistes français, qui étaient au nombre de plus de 3.000. Il semble qu'un seul prélat français, l'évêque d'Angoulême, Cousseau, soit allé le saluer.

(2) F¹⁰ 2.567 et BB¹⁰ 1.653. Le 25 juillet, Rouland, ministre de l'Intérieur par intérim, rappela par circulaire aux préfets qu'il était interdit d'arborer sans autorisation tout drapeau ou emblème étranger. Il voulait, écrivait-il le 29 à Delangle, empêcher « l'exposition des couleurs et emblèmes pontificaux dont on abuse dans les campagnes pour la réception des évêques » (BB¹⁰ 1.657).

(3) On remarqua l'adhésion de l'évêque de Nancy, Darboy, qui s'accompagnait d'un chaleureux hommage au gouvernement impérial. Par contre une phrase du mandement de Paris déplut au gouvernement. « Cette fois encore, écrivait-il, c'est en vain que les nations auront frêmi et que leurs princes se seront réunis dans un seul et même complot pour attaquer le Seigneur et son Christ en se ruant sur la chaire de Pierre. » Interpellé, Parisis déclara que cette phrase était la traduction d'un psaume et que rien n'était plus loin de sa pensée que de faire ainsi allusion à Napoléon III. Une note en ce sens fut publiée dans la presse locale (BB¹⁰ 1.653).

L'empereur, toujours sensible à ce qui le concernait personnellement, avait été blessé par la suppression du témoignage de reconnaissance que Dupanloup avait voulu lui faire donner (1). L'interdit dont Dupanloup était frappé depuis plus d'un an fut levé. Rouland le félicita d'avoir défendu « contre des doctrines exagérées les grandes et sages traditions de l'Église s'associant pour le diriger au mouvement légitime du temps et des idées », et d'avoir proclamé « la loyale protection dont la France et l'empereur ont donné tant de preuves à la religion et au Saint Père... Sa Majesté a daigné me charger, Monseigneur, de vous exprimer sa vive satisfaction et ses remerciements » (2).

Le gouvernement, en outre, protesta vivement à Rome, non contre le texte même de l'adresse des évêques, bien qu'il le jugeât trop intransigeant, mais contre les procédés par lesquels la cour de Rome les avait obtenus (3). Elle avait, contrairement aux déclarations d'Antonelli, utilisé l'assemblée des évêques à des fins totalement étrangères à la canonisation des martyrs Japonais. Elle avait surtout imposé ses vues aux évêques sans leur permettre de délibérer. Si de pareils procédés s'instauraient « il n'y aurait plus d'autorité pour l'épiscopat parce qu'il n'y aurait plus ni dignité, ni liberté, ni règle dans les actes collectifs qu'on voudrait lui attribuer. Ce serait la ruine de l'Église par l'oubli de ses plus respectables pratiques ; et les souverains catholiques ont le plus immense intérêt à ce que les choses de la religion qui touchent de si près au repos des États ne puissent être traitées et décidées qu'avec toutes les formes consacrées car elles sont la garantie réelle et canonique d'un examen sérieux et profond » (4).

Antonelli répondit « en cherchant à démontrer que l'adresse des prélats catholiques s'était produite en dehors des conseils de la cour de Rome » (5), et que celle-ci, en les convoquant, n'avait

(1) Voir Nuova Antologia, 1^{er} janvier 1900 : 14 juin 1862, Vimercati à Rattazzi.

(2) Cité par Lagrange. Cependant le gouvernement prononça le 26 juillet la suppression du journal clérical, l'Orléanais, pour un article pessimiste sur l'industrie des couvertures.

(3) Correspondance diplomatique, 25 juillet 1862. Note de Rouland transmise à Thouvenel après avoir été approuvée par l'empereur.

(4) Dans la dernière partie de sa note, qui ne fut pas transmise à La Valette, Rouland déclarait que le gouvernement impérial ne reconnaîtrait pas comme une décision canonique de l'épiscopat l'ensemble des avis individuels qu'émettraient les évêques sur les 70 propositions qui leur avaient été soumises. C'est après avoir consulté par écrit et individuellement les évêques que Pie IX avait proclamé le dogme de l'Immaculée Conception.

(5) La Valette à Thouvenel, 1^{er} août 1862 (Correspondance diplomatique). La Valette

vraiment pour but que la canonisation des martyrs japonais. Dans une dépêche au nonce (12 août) qui fut communiquée à La Valette, il développa cette argumentation et exprima chaleureusement la reconnaissance du Saint-Siège pour Napoléon III (1).

La cour de Rome restait fidèle à la tactique qu'elle suivait depuis 1860 : Elle refusait obstinément au gouvernement impérial tout témoignage public de reconnaissance pour la présence des troupes françaises à Rome et cherchait à calmer sa mauvaise humeur par des protestations de gratitude données verbalement ou dans des documents confidentiels qui, même s'ils avaient été publiés, n'auraient engagé que la responsabilité d'Antonelli.

III. — *La chute de Thouvenel et l'ajournement de la question romaine*

Le refus opposé par le pape aux propositions du gouvernement impérial montrait qu'il n'accepterait aucune solution de la question romaine sur la base du *statu quo*. Thouvenel aurait voulu, comme le conseillaient depuis longtemps La Valette et Lavigerie, lui en imposer une. Mais avant qu'aucune décision eût été prise par l'empereur, Garibaldi, renouvelant son entreprise de 1860, débarqua en Sicile le 19 juillet en annonçant l'intention de marcher sur Rome. Le 25 août, il débarquait en Calabre. Le même jour le Moniteur annonça que le concours des troupes françaises ne ferait pas défaut au pape. Le gouvernement italien, sous la pression du gouvernement impérial, arrêta Garibaldi qui fut pris et blessé le 29 août à Aspromonte. Cette marque de fermeté confirma Thouvenel dans son intention de régler la question romaine avec l'Italie en dehors du pape.

Mais l'empereur restait indécis. « Sa résolution est très hésitante, écrivait Thouvenel le 1^{er} septembre (2), et l'influence cléricale, à l'heure qu'il est, tend à dominer auprès de lui l'influence libérale... Napoléon III, poussé au pied du mur, doit-il agir comme le ferait Henri V... ? Parmi mes collègues, M. Delangle, M. Billault, M. Rouher, M. Baroche, M. de Persigny, M. Rouland, M. Fould, le maréchal Vaillant, M. de Chasseloup-Laubat, avec les nuances de leur caractère, pensent comme moi,

écrivait le 2 dans une lettre privée : « Le cardinal m'a menti avec une effronterie dont je rougissais pour lui. » (Cerçay, 165 A II 5.)

(1) Correspondance diplomatique, 23 août.

(2) A Flahault, ambassadeur à Londres, père de Morny ; *Le secret de l'empereur*.

et nous avons avec nous M. Troplong, et M. de Morny ; le comte Walewski, le maréchal Randon (1) et M. Magne sont seuls dans le camp adverse, mais ils ont une *auxiliaire puissante* et l'air de la cour leur est favorable. »

Le 10 septembre, le ministre italien des Affaires Étrangères, Durando, lança une circulaire où il réclamait Rome capitale. Cette prétention, soutenue avec insistance par l'Angleterre, irrita l'empereur. Il était alors à Biarritz où il subissait sans contre-poids l'influence des Walewski et surtout celle de l'impératrice (2). Le 22 septembre, il écrivit au maréchal Randon, qui lui offrait sa démission. « Je ne sais si je ne ferai pas quelques modifications dans le ministère, mais dans tous les cas, ce sera toujours dans le sens de vos opinions » (3). La Guéronnière avait fondé un journal d'allure officieuse, la France, où il combattait l'unité italienne. Le bruit courut que Thouvenel serait remplacé par un conservateur clérical : soit Drouyn de Lhuys, soit Walewski. Cependant Thouvenel obtint la publication, dans le Moniteur du 25 septembre, des dépêches relatives au rejet des dernières propositions françaises, ce qui donnait à l'opinion publique une nouvelle preuve de l'intransigeance du Saint-Siège.

La crise s'ouvrit dès le retour de l'empereur à Saint-Cloud (9 octobre) (4). Au conseil des ministres du 10, il ne fut pas question de Rome. Pour effacer l'impression produite par la circulaire Durando, Thouvenel avait obtenu du gouvernement italien une nouvelle note conciliante, qui demandait seulement l'évacuation. L'impératrice dit à Nigra : « J'ai été troublée lorsqu'on m'a annoncé une nouvelle note de votre gouvernement ;

(1) Le général de Montebello, successeur du général de Goyon, avait été blessé de la mauvaise volonté du pape à l'égard du gouvernement impérial, et marchait d'accord avec La Valette. Pour pouvoir continuer à fournir à l'empereur des renseignements opposés à ceux de l'ambassadeur, Randon envoya à Rome un de ses collaborateurs, le colonel Merlin, qui vit l'empereur à son retour (22 août) et critiqua vivement la conduite et le langage de La Valette. Mme de Montebello, catholique ardente, ancienne dame d'honneur de l'impératrice, agissait dans le même sens que Randon. (Voir Rastoul, *Vie du maréchal Randon*.)

(2) Les « italianissimes » savaient qu'ils encourageaient le ressentiment de l'impératrice. « Je vois d'ici, écrivait le 24 mars 1862 Benedetti à Thouvenel, que chacune de mes dépêches me vaut, en certain lieu, quand on en lit l'analyse, un point noir, et le nombre doit commencer à en être considérable. » (Cercay, 165 A II 3.)

(3) *Mémoires du maréchal Randon*.

(4) Les principales sources sont : 1° Les lettres de Thouvenel, publiées par son fils dans *Le secret de l'empereur* et les *Pages de l'histoire du Second Empire* ; 2° les *Lettres à M. Panizzi*, de Mérimée, informé par Fould ; deux d'entre elles sont datées du 15 octobre, alors que l'une au moins est du 14 ; 3° le récit inédit et autographe de Baroche (Baroche, 1.015) : Il est intégralement cité ici, sauf le début.

mais la circulaire du général Durando existe, et je suis trop franche pour ne pas vous dire que je l'aurais dictée telle qu'elle est » (1). Pour la première fois sous le Second Empire, la question de la responsabilité et de la solidarité ministérielle fut nettement posée.

« ... le lundi (2).. écrit Baroche, M. Thouvenel arriva chez moi fort ému, et m'annonça qu'il arrivait de Saint-Cloud et que l'empereur, au milieu de grandes protestations d'attachement et même de reconnaissance, lui avait déclaré qu'il croyait devoir se séparer de lui et le remplacer par M. Drouyn de Lhuys. L'empereur avait ajouté que, sur la demande du nouveau ministre des Affaires Étrangères, M. de Persigny quitterait aussi le ministère. D'ailleurs, la politique sur la question de Rome ne changerait pas : on suivrait toujours les errements de la lettre du 20 mai, mais avec des hommes nouveaux moins engagés que MM. Thouvenel et de Persigny, on espérait faire accepter par Rome ce que cette cour avait refusé au mois de juin dernier, et agir plus efficacement sur l'Italie. M. Thouvenel avait fait prier Fould et Rouher de venir chez moi et ces collègues ne tardèrent pas à arriver. »

« Nous fûmes tous d'accord pour considérer la situation comme très grave. Le changement brusque et simultané des deux ministres qui, à l'intérieur et à l'extérieur, représentaient la politique libérale devait produire en France et en Europe le plus déplorable effet. C'était un grand danger pour l'empereur, d'autant plus que la modification ministérielle menée par W. (3) laissait apercevoir une autre personne (4) dont l'influence dans la politique et sur l'empereur serait assurément mal accueillie du public. Vainement l'empereur proclamerait-il qu'il ne changerait pas de politique. L'évidence des faits serait plus forte que ses paroles et l'émotion générale pourrait aller très loin en France et, en sens divers, à Rome et dans le royaume d'Italie. Nous n'hésitâmes donc pas à convenir que si l'empereur persistait dans son projet, nous ne pourrions rester aux affaires et que nous offririons notre démission à Sa Majesté. Il fut entendu que Fould irait le lendemain au nom de nous trois soumettre à l'empereur ces observations et lui déclarer notre résolution. M. Fould s'est rendu le mardi matin à Saint-Cloud. En l'écoutant,

(1) Thouvenel à Benedetti, 11 octobre. *Pages de l'histoire du Second Empire.*

(2) 13 octobre.

(3) Walewski.

(4) L'impératrice.

l'empereur a paru très étonné de notre émotion et du parti que nous étions disposés à prendre. Il ne s'agissait que d'un changement de personne et non de politique. Dans notre constitution, les ministres n'ont pas une politique à eux, mais sont les instruments de celle de l'empereur. L'empereur ne peut-il changer un de ses ministres sans ébranler la position des autres ? Qu'y a-t-il de commun entre la mission de diriger les Affaires Étrangères d'après les résolutions de l'empereur, mission dont M. Thouvenel était chargé, et les fonctions de MM. Fould, Rouher et Baroche ? »

« Cependant, sur les observations de Fould, l'empereur a fini par admettre que dans tout gouvernement, des hommes qui ont le sentiment de leur dignité ne peuvent faire partie des conseils du souverain quand, sur une question capitale, la politique est dirigée dans un sens que leur conscience réprouve. Le public ne peut croire que chacun d'eux s'isole et se cantonne dans ses attributions spéciales. »

« Il y a entre eux tous aux yeux du public une solidarité de fait, sinon de droit. D'ailleurs la politique bonne ou mauvaise suivie pour les affaires étrangères a une action directe sur les finances, sur le commerce, sur les travaux publics. »

« Dans le cours de la conversation, répondant à une observation de Fould tirée de la nécessité d'un bon accord entre le ministre de l'Intérieur et celui des Affaires Étrangères, l'empereur a été amené à dire que, pour montrer qu'en éloignant Persigny de l'Intérieur il ne voulait pas exclure les idées libérales, il confierait, si on le voulait, ce département à Rouher et chargea Fould de lui en faire la proposition. »

« On s'était réuni chez moi pour entendre de la bouche de Fould le récit de ce qui s'était passé entre l'empereur et lui. L'idée d'appeler Rouher au ministère de l'Intérieur sans autre compensation à la retraite de Persigny fut jugée par tous inacceptable. Rouher ne comprenait pas comment il pourrait agir dans ce ministère et surtout diriger la presse sans être en accord parfait avec le ministre des Affaires Étrangères. D'ailleurs, disions-nous, Rouher est déjà dans le cabinet. Que gagnons-nous à le voir changer de portefeuille ? Nous perdons toujours la voix et l'influence de Persigny. Si on veut que le public ne voie pas dans l'éloignement de Thouvenel et de Persigny la preuve d'un changement de politique, il faut que le ministre qui personnifie la politique pontificale soit aussi écarté. Que Walewski sorte du cabinet, même pour être ambassadeur à Rome, que Persigny

le remplace au ministère d'État, que Rouher aille à l'Intérieur et le remplacement de Thouvenel par Drouyn sera compensé aux yeux de tous. »

« Rouher est parti à son tour pour Saint-Cloud afin de porter à l'empereur nos observations nouvelles et son refus de prendre l'Intérieur. »

« L'empereur était sorti et il n'a pu le voir qu'après une longue attente et vers six heures et demie. »

« Sa Majesté, qui sans doute avait cru que l'offre faite de donner à Rouher l'Intérieur aplanirait toutes les difficultés, s'est montré vivement contrarié de notre refus. C'est vous, dit-il, qui faites la crise en vous retirant, et non pas moi. Je ferai mettre au Moniteur que vous ne vous êtes éloignés qu'à l'occasion de dissentiments sur les personnes et non pour des motifs politiques, puisque ma politique n'est pas changée. »

« Nous dinions chez Rouher, Fould, Thouvenel et moi. Il n'est rentré qu'à huit heures. L'écrit qu'il nous a fait n'a rien changé à nos résolutions. Walewski l'a fait, dans la soirée, prier à deux reprises de venir le voir, lui déclarant qu'il se serait rendu chez lui s'il eût été seul. Rouher l'a vu et Walewski, pour l'intimider sans doute, lui a raconté la colère de l'empereur, manifestée par des paroles dures et blessantes pour nous qui ne sont certainement pas sorties de la bouche de Sa Majesté, et a fini par lui dire qu'il partait pour Saint-Cloud (il était dix heures et demie) où il avait ordre de porter les décrets qui paraîtraient le lendemain au Moniteur. »

« Pendant l'absence de Rouher, Persigny est venu, et nous avons appris qu'à six heures, en revenant de Chamarande et sans aucun avertissement préalable, il avait trouvé un billet de l'empereur qui lui demandait sa démission en protestant d'ailleurs de la continuation de ses bons sentiments pour lui. Persigny avait répondu en se mettant à la disposition de Sa Majesté mais en demandant une audience pour le lendemain à dix heures et en priant qu'on ne fit rien avant de l'avoir entendu. »

« Nous convenons que Fould et moi irons à Saint-Cloud le lendemain matin mercredi. »

« Le mercredi, j'étais à huit heures du matin chez Fould. Morny y vint, fort animé, parlant de sa démission et de celle de M. de Flahault, insistant surtout pour qu'on repoussât absolument Drouyn de Lhuys. »

« Arrivés à Saint-Cloud, l'empereur nous reçut immédiatement. Il avait l'air calme et bienveillant comme à l'ordinaire.

Eh bien, nous dit-il, quelles nouvelles m'apportez-vous ? » (1). Après de longs débats, où Persigny et Morny firent à l'empereur des remontrances très énergiques, les ministres acceptèrent le remplacement de Thouvenel par Drouyn de Lhuys, Persigny gardant l'Intérieur (15 octobre).

Le ministère restait profondément divisé, et la politique de l'empereur plus que jamais incertaine. « Tout le monde perd en considération », écrivait Mérimée (15 octobre); et Augustin Cochin : « Ce sera un événement si M. de Persigny quitte le ministère. Sans cela, ce n'est qu'un tâtonnement de plus, un symptôme boiteux de l'influence qu'exerce l'impératrice quand le prince Napoléon n'est pas là » (20 octobre) (2). Le 18 octobre, dans une circulaire publique aux agents diplomatiques, Drouyn de Lhuys déclara que la lettre adressée le 20 mai par Napoléon III à Thouvenel restait la base de la politique française dans la question romaine. Le même jour, Persigny, dans une circulaire aux préfets, déclara que la nomination de Drouyn de Lhuys ne changeait rien à la politique impériale et que la ligne de conduite de l'administration n'en devait pas être modifiée(3). Le seul résultat net de la crise fut l'ajournement de la question romaine. Les « italianissimes », Benedetti et La Valette, furent remplacés, celui-ci par un ambassadeur agréable au pape, le prince de la Tour d'Auvergne, frère de l'archevêque (4). Dans une dépêche du 26 octobre au chargé d'affaires de Turin, publiée dans le *Moniteur* du 18 novembre, Drouyn de Lhuys rejeta formellement les prétentions émises dans la circulaire Durando : « Le gouvernement italien... s'est placé sur un terrain où les intérêts permanents et les traditions de la France... nous interdisent de le suivre. »

La Tour d'Auvergne fut chargé de représenter au pape la nécessité d'accepter en fait, sinon en droit, le *statu quo*, et de procéder à des réformes ; mais il ne devait pas insister pour une prompt satisfaction. Le pape lui répondit d'une manière évasive,

(1) Le récit de Baroche s'arrête là : Il a ajouté au crayon : « Longue conversation, Persigny restera. Je le trouve dans la cour en sortant du palais. Il entre chez l'empereur. Vive explication sur l'influence intérieure et de ménage. Conversation de Fould avec l'impératrice. Drouyn est nommé. » Pendant cette crise, Billault était malade et absent de Paris.

(2) Cochin à Montalembert. Correspondant, janvier 1924.

(3) Drouyn de Lhuys, d'après Darimon (*L'opposition libérale*) fut très mécontent de cette circulaire et des directives favorables à l'Italie que Persigny continuait à donner aux journaux officieux.

(4) Le personnel de l'ambassade fut presque entièrement renouvelé. Voir d'Ideville : *Journal d'un diplomate en Italie : Rome* (1862-66). Flahault donna également sa démission.

mais conciliante, et lui exprima sa reconnaissance pour l'empereur. Les documents diplomatiques publiés en janvier 1863 montrèrent que les bons rapports étaient rétablis entre les deux cours bien que le gouvernement impérial n'eût pas renoncé à ses vues. A son audience du 1^{er} janvier, le pape bénit chaleureusement Napoléon III et sa famille.

Cette détente se manifesta également dans les débats de l'adresse. L'empereur déclara que « notre honneur et nos engagements passés nous obligeaient à soutenir » le pape. Le Sénat (1) et le Corps Législatif se félicitèrent de l'apaisement de la question romaine. Aucun catholique ne vota contre l'adresse. Seul Keller s'abstint en déclarant que le maintien du *statu quo* n'était pas une solution.

En réalité, la cour de Rome n'était nullement disposée à accorder des réformes, et, si elle avait manifesté tant de bonne volonté au gouvernement impérial depuis l'avènement de Drouyn de Lhuys, c'est qu'elle en avait conçu des espoirs excessifs (2). Montebello, signalant à Randon le 28 mars quelques difficultés qu'il rencontrait de la part des autorités pontificales, les attribuait « à une mauvaise humeur qui s'accroît à mesure que tombent les illusions dont on s'est bercé au moment du changement du ministre des Affaires Étrangères, à mesure que les mois s'écoulent sans apporter dans la politique ce revirement radical qu'on avait rêvé. Dès le premier jour j'ai eu l'honneur de vous signaler l'exagération de joie et d'espérance que j'avais constatée et de vous faire pressentir les difficultés qui devaient en être la suite... » (3).

(1) Au Sénat, Thouvenel, sans se plaindre de sa chute, montra qu'elle n'avait pas fait progresser la question romaine. Il était vain et contraire à la politique suivie par l'empereur depuis 1859, d'espérer la dislocation du royaume d'Italie. D'autre part, on ne pouvait maintenir le *statu quo* qu'en imposant aux Romains « un régime dont les plus catholiques d'entre nous ne voudraient pas pour eux-mêmes. J'ai la ferme confiance que si une nouvelle tentative à Rome n'est pas plus heureuse que les précédentes, l'empereur croira le moment venu de sortir des embarras dont sa modération et sa patience ne sauraient l'empêcher à la longue d'apprécier la gravité et de mesurer les périls » (29 janvier). Ce discours, dont la convention de septembre vérifia deux ans plus tard les conclusions, fit alors peu d'effet.

(2) Ils furent d'ailleurs entretenus par les égards que le gouvernement impérial eut pour elle. C'est ainsi qu'elle obtint l'autorisation de placer en France le reliquat des titres de l'emprunt qui n'avaient pas été placés en 1860, soit 8 millions. (Voir Correspondance diplomatique, mars-mai 1863.) Comme en 1860, il avait été convenu que le clergé ne prendrait aucune part à l'emprunt. Seul l'évêque d'Autun fit de l'emprunt l'objet d'une circulaire.

(3) Correspondance diplomatique. D'Ideville confirme ces renseignements. D'après lui, La Tour d'Auvergne, qui fut nommé à Londres en octobre, fut satisfait de quitter Rome où il n'aurait pu que décevoir les espoirs excessifs que le pape plaçait en lui (*Journal d'un diplomate en Italie*).

En effet, lorsque Drouyn de Lhuys, le 14 mars 1863, chargea La Tour d'Auvergne de soulever de nouveau la question des réformes, le gouvernement pontifical répondit qu'il ne jugeait pas le moment venu d'en accorder. La Tour d'Auvergne, en faisant connaître l'échec de ses démarches, ajouta : « Sa Sainteté s'en montrait un peu attristée parce qu'elle croyait y voir la preuve de dispositions moins bienveillantes à son égard de la part du gouvernement impérial » (1). Les relations entre les deux cours restèrent cependant bonnes, car Drouyn de Lhuys avait prévu le refus du pape et prescrit à La Tour d'Auvergne de ne pas insister. Il se contenta « d'ajourner... la réalisation de nos espérances jusqu'à l'avènement d'un nouveau pape... Il nous importe... de nous y préparer dès à présent et je vous prie, Prince, d'en faire un des objets principaux de votre sollicitude » (2). Dès le mois de décembre, une indisposition du pape avait rappelé cette éventualité. La Tour d'Auvergne avait trouvé trop brutale la menace d'évacuation prévue par Gramont pour empêcher un conclave précipité (3). Le gouvernement réunit des renseignements sur tous les cardinaux. Pour accroître son influence en cas de conclave, il accorda des allocations aux chanoines de Latran et forma le projet, auquel il renonça, de demander au Saint-Siège le droit de nommer un ou plusieurs cardinaux de Curie français (4).

Arese, que le gouvernement italien avait envoyé sonder Napoléon III sur la question romaine, vit que, pour le moment, il n'obtiendrait rien : «... Le vent qui souffle ici ne nous est nullement favorable, écrivait-il (5). Il est de mode d'être très catholique ; la proximité des élections fait que l'on veut tenir compte du clergé. ... J'ai vu Drouyn... Il m'a dit qu'avec un changement de pape l'état des choses et les engagements de la France changeraient aussi. ... Somme toute... ici aussi on fait de la politique au jour le jour. » Comme en 1861, le gouvernement impérial trouvait dans l'éventualité de la mort de Pie IX un motif de plus d'ajourner la solution de la question romaine.

(1) Correspondance diplomatique, 27 mars 1863.

(2) Correspondance diplomatique, 14 mars.

(3) Correspondance diplomatique, 30 décembre 1862. Voir p. 511.

(4) Février-mai 1863. Le pape avait récemment nommé cardinal de Curie un bénédictin français, Pitra, mais il n'avait naturellement pas consulté le gouvernement impérial. (Voir Correspondance diplomatique, janvier 1863.)

(5) 16 mars, au ministre des Affaires Étrangères, Pasolini. Voir Giuseppe Pasolini : *Memorie raccolte dal suo figlio*. Bonfadini : *Vita di Francesco Arese* ; Grabinski : *Un ami de Napoléon III, le comte Arese*.

IV. — *La politique ecclésiastique après la chute de Thouvenel*

La chute de Thouvenel fut accueillie dans toute la France avec une vive satisfaction par le clergé et par les cléricaux. Le gouvernement affirmait que sa politique n'était pas changée, mais l'on savait que l'évacuation de Rome était ajournée *sine die*, et c'était l'essentiel pour les cléricaux. Ils savaient qu'une intervention armée pour rendre au pape ses provinces perdues était impossible, et s'ils persistaient à espérer la dislocation de l'unité italienne, le maintien du *statu quo*, en attendant, les satisfaisait. La chute de Thouvenel ne mécontenta qu'une faible minorité de républicains et de bonapartistes démocrates (1), car si la nation, dans sa grande majorité, était rebelle, en politique, à l'influence du clergé, elle avait peu de sympathie pour les Italiens, que l'on trouvait remuants, insatiables et ingrats.

Le malaise que la question romaine entretenait depuis trois ans parut se dissiper. Presque tous les procureurs généraux signalèrent cette détente et s'en félicitèrent. L'effet fut surtout grand dans les régions où le clergé était influent. Il faut, écrivait le procureur général de Besançon, « remonter bien loin en arrière pour trouver un acte politique qui ait eu, aux yeux du pays, autant d'importance... Grande a été la joie dans le clergé et parmi les conservateurs » (2). Même dans les régions peu religieuses comme celle de Paris, l'apaisement de la question romaine eut de l'importance, car elle était un « dissolvant dangereux pour le parti conservateur » (3). Si la satisfaction du clergé et de ses partisans était certaine, était-il reconnaissant au gouvernement de sa nouvelle politique italienne, et disposé à se rapprocher de lui ? Sur ce point, les rapports sont beaucoup moins affirmatifs. La réponse définitive ne devait être fournie que par les élections.

Le mémoire rédigé par Dupanloup pour Drouyn de Lhuys (4) montre que, malgré la circulaire de Persigny, la chute de Thouvenel avait suscité dans le clergé l'espoir d'un changement de la

(1) L'Opinion Nationale fut frappée le 8 décembre d'un avertissement : « considérant qu'en attribuant fausement et malgré des avertissements officiels tous les actes du gouvernement à des influences qu'il appelle cléricales, ce journal continue à dénaturer les intentions libérales du gouvernement de l'empereur ».

(2) BB²² 373.

(3) BB²² 384.

(4) Voir chap. XVIII, § 6.

politique intérieure du gouvernement, et que ce changement était désiré par Drouyn de Lhuys. Mais les actes du gouvernement montrèrent bientôt que la politique inaugurée en 1860 restait en vigueur.

Tout d'abord, la lutte se poursuivait dans le diocèse de Poitiers, et y reprenait son ancienne violence (1). Plusieurs prêtres attaquèrent le gouvernement en chaire au cours de l'été, et l'un d'eux, Cailleteau, fut condamné à 15 jours de prison (2). La situation du recteur, l'abbé Juste, qui était à la fois l'adversaire de Pie comme chef de l'académie, et soumis, comme prêtre à sa juridiction, devenait de plus en plus difficile. Rouland le nomma à Clermont le 23 septembre. Le 7 septembre, Pie, commençant une tournée pastorale dans les Deux-Sèvres, fut accueilli à La Ferrière par une manifestation légitimiste, avec exhibition de drapeaux blancs. Les communes du bocage où il se rendit ensuite lui firent un accueil chaleureux, et il y prononça des allocutions très vives contre le gouvernement. Une information fut ouverte, qui n'aboutit pas. Persigny fit prendre par les maires de toutes les communes où devait passer Pie des arrêtés municipaux interdisant toute cérémonie extérieure. La police et la gendarmerie en surveillèrent l'application, et des contraventions furent dressées contre onze curés qui n'en avaient pas tenu compte. Pie se trouvait alors dans la plaine ; les manifestations y furent beaucoup moins chaleureuses que dans le bocage et suscitèrent même des contre-manifestations. Le gouvernement, non sans hésitations, car les juges de paix étaient cléricaux ou peu sûrs, fit poursuivre les onze curés, qui furent condamnés à des amendes inférieures à 5 francs (janvier 1863). Pie décida l'un d'eux, pour lequel les faits étaient mal établis et le jugement mal motivé, à se pourvoir en Cassation (3). Dans des lettres publiques adressées à

(1) Outre les sources citées chap. XVII, § 4, voir BB¹² 1.653, 1.654, 1.658, 1.662, 1.664.

(2) Il fut acquitté en appel.

(3) Rouland écrivit le 7 avril à Delangle : « Ce pourvoi soulève la grave question des droits du gouvernement (administration préfectorale et municipale) sur la voie publique et sur les processions et manifestations. Cette affaire inquiète beaucoup le ministère de l'Intérieur, et, pour mon compte, je suis un peu ému du péril que court, *dil-on*, à la Cour de Cassation le principe si énergique posé par l'article premier du Concordat, que « l'exercice public du culte catholique n'a lieu que conformément aux règlements de police ». On affirme que l'avocat général Charrins est peu disposé à comprendre ce principe, que la Cour chancelle, etc. Il serait bon, je crois, que votre attention spéciale se portât sur cette affaire qui est appelée à un grand retentissement. » Le gouvernement ne voulut pas que cette affaire fut débattue avant les élections, et en obtint l'ajournement. Le 25 juin, la Cour de Cassation cassa, sans renvoi, le jugement du juge de paix. (BB¹² 1.658 ; F¹² 5.847.)

Persigny, Pie se plaignit de ces poursuites, et attaqua vivement la politique du gouvernement (1).

Engagée dans une lutte sans merci, l'administration exploitait tous les incidents qui pouvaient déconsidérer Pie ou son clergé. Pie, écrivant le 25 mai 1863 à Rouland en faveur d'un prêtre compromis dans une affaire de mœurs, lui rappelait « les blessures qu'a reçu récemment le clergé de Poitiers dans l'affaire du vicaire de Champdeniers (2) par la publicité et le retentissement scandaleux qu'on lui a donnés » (3). Mais c'est surtout de l'affaire de Charroux que le clergé fut blessé.

L'abbaye de Charroux possédait au Moyen Age une relique qui passait pour celle de la circoncision, et dont l'ostension se faisait en grande pompe tous les sept ans. Au xvi^e siècle, cette cérémonie tomba en désuétude, la relique ayant été perdue. On la crut retrouvée, avec plusieurs autres, lorsqu'en 1856, un reliquaire ancien fut découvert à Charroux, dans le couvent des Ursulines, qui dirigeaient un pensionnat de jeunes filles. Pie en admit l'authenticité, en confia la garde aux Ursulines, rétablit la procession des reliques, et y assista le 19 juin 1862. En novembre, il donna son patronage au projet de construire une chapelle destinée à recevoir la relique. L'opinion publique, qui avait jusqu'alors ignoré la trouvaille de 1856, l'accueillit avec scepticisme et ironie. Levert écrivit le 11 décembre à Rouland : « Cette affaire... produit la plus vive impression dans le pays. Dans le monde, dans les cercles, les cafés, les lieux publics, elle est le sujet de toutes les conversations. Jusqu'à présent, personne n'a encore pris la défense de Mgr Pie. Ses meilleurs amis se bornent à déplorer la publicité donnée à l'adoration du saint Prépuce, et l'histoire des Ursulines de Charroux est un thème inépuisable de plaisanteries » (4). Peu après, Pie dut reconnaître que la présence de cette relique dans le reliquaire était au moins douteuse. Il se plaignit amèrement des sarcasmes dont il était l'objet. Cette mésaventure, consécutive à celle de Gicquel,

(1) Le prétexte de ces lettres fut la publication dans l'Indépendance Belge du 11 novembre 1862, d'une lettre adressée le 14 novembre 1861 au cardinal Donnet par Persigny. Celui-ci, justifiant la politique du gouvernement et les mesures prises contre la société de Saint-Vincent de Paul, se plaignait de l'hostilité systématique de Pie et de quelques autres évêques.

(2) Condamné en novembre 1862 à 5 ans de prison pour crime contre les mœurs. L'évêché, où il avait été dénoncé depuis trois ans, avait refusé de sévir (F¹⁹ 5.846, Biéron).

(3) F¹⁹ 5.846, Coutant.

(4) F¹⁹ 2.561 ; voir BB¹⁸ 1.653 ; Baunard : *Histoire du cardinal Pie* ; Houtin : *La controverse de l'apostolicité des églises de France au XIX^e siècle*, 1903, in-12.

défraya la presse à Poitiers, à Paris, et même à l'étranger. « Une conspiration cynique et honteuse a été organisée à Poitiers contre Mgr Pie, et le préfet y a trempé avec ou sans l'autorisation de M. de Persigny », écrivait le Journal de Bruxelles. C'était une nouvelle preuve « du mauvais esprit qui règne dans les régions du gouvernement au point de vue religieux ». (10 janvier.) Du moins de pareils incidents étaient-ils des plus néfastes à l'apaisement des conflits relatifs à la politique religieuse.

Le gouvernement eut aussi l'occasion de montrer que sa politique vis-à-vis des congrégations n'avait pas changé. Deux Rédemptoristes s'étaient établis le 3 octobre à Morlaix, dans une maison appartenant à l'évêque. L'administration n'apprit leur arrivée qu'après coup. Ils étaient d'ailleurs mal vus de la population, et un charivari leur fut donné le 19 octobre. Rouland écrivit au préfet et à l'évêque de Quimper que l'intention du gouvernement était « de ne pas tolérer quant à présent de nouveaux établissements de la part des congrégations religieuses d'hommes non reconnues » (1), et que les Rédemptoristes, compromis dans plusieurs procès étaient particulièrement indésirables. Ceux qui s'étaient établis à Morlaix devaient donc repartir au plus tôt. L'évêque, Sergent, s'inclina. Un des Rédemptoristes resta, prétendant « que les lois qui prohibent les congrégations religieuses d'hommes non reconnues ne peuvent atteindre un simple religieux invoquant les droits du citoyen français » (2). Rouland déclara cette conduite « frauduleuse » et obligea le religieux à partir. Par un communiqué adressé aux journaux cléricaux de l'Ouest et de Paris, et au journal libéral le Temps, qui avaient critiqué sa décision, le gouvernement rappela que la loi lui donnait des pouvoirs discrétionnaires sur les congrégations non autorisées.

Le choix du gouvernement pour le siège archiépiscopal de Paris, laissé vacant le 29 décembre par la mort de Morlot, fut également caractéristique (3). L'empereur, comme en 1857, aurait volontiers nommé Bonnechose. Rouland obtint la nomination de Darboy (10 janvier), l'ancien collaborateur gallican et libéral de Sibour. Évêque de Nancy depuis trois ans seulement, il s'était fait remarquer par le dévouement au gouvernement impérial qu'il n'avait cessé de manifester. Cette nomination, souhaitée par

(1) 23 octobre, F¹⁹ 6.254. Voir aussi BB¹⁹ 1.661, et F¹⁹ 570.

(2) F¹⁹ 6.254 : Rouland au préfet, 14 novembre.

(3) Correspondance diplomatique. F¹⁹ 2.555, 1.954, 1.956 ; voir, outre les biographies de Darboy, Bazin : *Vie de Mgr Maret*.

Morlot, et envisagée depuis 1859 par le gouvernement impérial, était un défi à l'opposition cléricale et au parti ultramontain. Le curé légitimiste de Saint-Thomas-d'Aquin, Debeauvais, écrivait à son ami Dupanloup : « On parle *énormément* de Mgr Darboy comme successeur, mais *l'énormité* même me rassure » (1). L'ultramontain Gay, vicaire général de Pie, lui écrivit le 25 janvier : « l'espérance qu'on a... c'est que le nouvel élu est dans un état de santé déplorable » (2). Les adversaires de Darboy cherchèrent à empêcher sa préconisation.

Le nonce, Chigi, informé le 10 janvier, après la signature du décret mais avant sa publication au Moniteur, chercha à faire ajourner celle-ci. C'était ainsi que Sacconi avait procédé vis-à-vis de Maret. Chigi faisait valoir qu'un évêque ne pouvait être transféré qu'après avoir été dégagé par le pape des liens qui l'unissaient à son premier diocèse : le décret ne devait donc pas être publié tant que Pie IX n'aurait pas donné son agrément au transfert. Rouland répondit que la publication laissait « intacts et respectés les droits du Saint-Siège » (3) et fit paraître le décret au Moniteur du 12. « Si l'on admettait la nécessité d'une adhésion préalable de la cour de Rome, on annulerait le droit du souverain, on le réduirait, pour les sièges les plus importants à une simple présentation ; ou, contrairement à un usage presque constant qui s'appuie sur de hautes convenances, Sa Majesté se verrait, contrainte de prendre les archevêques dans le clergé du second ordre. » Le gouvernement pontifical approuva la thèse soutenue par Chigi, mais Darboy fut préconisé sans difficultés (16 mars).

Lavigerie, dont la situation à Rome était difficile, sollicita l'évêché de Nancy (4). Le gouvernement demanda l'assentiment du pape qui était nécessaire, l'auditeur de Rote étant prélat de sa maison. Pie IX le donna, tout en regrettant que l'auditorat de Rote pour la France ne fût considéré que comme un marchepied pour parvenir à l'épiscopat. Lavigerie fut nommé le 5 mars, évêque de Nancy et préconisé le 16 avec Darboy (5). Ces deux nominations eurent une importance considérable, car Darboy et Lavigerie furent, jusqu'à la fin de l'Empire, les principaux conseillers ecclésiastiques du gouvernement impérial, et inspirèrent sa politique gallicane.

(1) 2 janvier, AB XIX 524 ; voir la lettre du 13 janvier, AB XIX 525.

(2) Cité par Boisrouvray : *Mgr Gay, évêque d'Anthédon*.

(3) 11 janvier 1863, Rouland à Chigi ; F¹⁰ 1.954.

(4) F¹⁰ 2.450 et Correspondance diplomatique.

(5) Il fut sacré à Rome, ce qui suscita quelques difficultés.

Drouyn de Lhuys nomma auditeur de Rote le supérieur du petit séminaire de Paris, Place (1), dévoué au gouvernement impérial, mais ami des catholiques libéraux. Entré tard dans les ordres, il avait été attaché d'ambassade à Rome sous les ordres de Corcelles ; plus tard, il avait longtemps dirigé le petit séminaire d'Orléans, et il était resté en bons termes avec Dupanloup. Sa nomination (14 mars) montre que Drouyn de Lhuys, qui était en relations avec les hommes des anciens partis, cherchait à établir entre le gouvernement et les catholiques libéraux l'entente dont l'assemblée des évêques avait montré la possibilité.

Par contre, trois évêchés étant devenus vacants, Rouland, cette fois, ne fut pas guidé dans ses choix par les tendances plus ou moins gallicanes des candidats, mais seulement par leur dévouement politique au gouvernement. Il nomma à Périgueux Dabert (2), vicaire général de Viviers, et à Cahors, Peschoud (3), vicaire général de Saint-Claude, sur la recommandation de leurs évêques, Delcussy et Nogret, tous deux modérés et gouvernementaux. Il nomma au Puy l'un des chefs du groupe ultramontain qui avait rallié à l'Empire le clergé des Côtes-du-Nord, l'official de Saint-Brieuc Lebreton, qui, malgré la question romaine, était resté fidèle au gouvernement (4) (16 mai). Tous trois furent préconisés sans difficultés.

L'opinion publique s'intéressait peu aux nominations épiscopales, mais les questions religieuses furent de nouveau agitées, à la fin de 1862 par une pièce de Théâtre, *Le Fils de Giboyer*, où Émile Augier, bonapartiste démocrate, faisait une vive satire de l'opposition cléricale (5). La commission de censure théâtrale avait remis le 9 octobre au gouvernement un rapport hostile à l'autorisation : il était inopportun de laisser débattre en scène des questions aussi graves ; en outre, l'auteur présentait comme « factieuses et rétrogrades » des doctrines dans lesquelles « il n'y a rien que n'admette le croyant le plus ordinaire, l'homme le moins fanatique et le moins fervent en matière religieuse ». Augier refusa de modifier sa pièce. Elle fut cependant représentée le 1^{er} décembre à la Comédie française. Le bruit se répandit que l'autorisation était due à l'intervention personnelle de

(1) Correspondance diplomatique ; F¹⁹ 2.568.

(2) F¹⁹ 2.559.

(3) F¹⁹ 2.637.

(4) F¹⁹ 2.563

(5) BB¹⁹ 1.666. *La censure sous Napoléon III. Le tour de France du fils de Giboyer*, 1864, in-8°.

l'empereur. Le Moniteur démentit cette nouvelle (8 décembre), mais Augier confirma que l'autorisation avait été accordée malgré la commission de censure. (*Opinion Nationale*, 10 décembre). En janvier, l'empereur et l'impératrice allèrent voir jouer *Le Fils de Giboyer*. Vuillot, attaqué incidemment, répondit par une brochure, *Le Fond de Giboyer*.

Dès le début de janvier, des tournées de représentations furent organisées en province. *Le Fils de Giboyer* fut joué, au cours des semaines suivantes, dans une trentaine de villes, suscitant dans chacune de vives polémiques. Deux maires seulement (1). en interdirent la représentation. En général, la pièce fut très applaudie. Dans quelques villes, les légitimistes tentèrent des contre-manifestations qui échouèrent devant l'intervention de la police et l'anticléricisme de la majorité du public. A Nîmes, d'Alzon, dans une lettre publiée le 2 janvier par l'*Opinion du Midi* somma la municipalité de retirer sa subvention au théâtre qui allait jouer *Le Fils de Giboyer*. Le préfet frappa cet article d'un avertissement. La pièce fut jouée avec succès au début de février, sous la protection de la police ; d'après le procureur général Thourel, qui était cléricale, la police s'était chargée de la distribution des billets et les avait vendus à des protestants et à des anticléricaux (2). A Toulouse, les manifestants légitimistes, qui étaient en faible minorité, furent expulsés et condamnés à de minimes amendes ; ils avaient pour avocat le fils du premier président, Jacques Piou. Le parquet fit appel et obtint des condamnations un peu plus sévères (janvier.) A Saumur, des officiers de l'école de cavalerie furent parmi les perturbateurs ; ils furent mis aux arrêts. Le procureur général, Darnis, écrivait le 6 février : « Il est malheureusement vrai que l'école de cavalerie se recrute d'officiers sortis pour la plupart des écoles libres, comme l'institution de la rue des Postes, et que cet élément hostile se répand dans l'armée de manière à inspirer des craintes pour l'avenir... Nous commençons à recueillir les fruits de la liberté de l'enseignement laissée aux Jésuites » (3). Après l'autorisation de la pièce, ces tournées de représentations faites sous la protection de la police donnèrent l'impression que le gouvernement patronnait cette pièce anticléricale. Les catholiques en furent très mécontents.

Peu après, un autre conflit religieux s'ouvrit, qui intéressait

(1) Ceux de Bergerac et de Châtellerauld.

(2) F¹⁹ 5.835.

(3) BB¹⁸ 1.606 ; voir aussi F¹⁶ III Maine-et-Loire 12.

un milieu restreint, mais influent. Dupanloup, dans un *Avertissement à la jeunesse et aux pères de famille*, attaqua vivement les doctrines irréligieuses de Renan, de Taine, et de Littré. Cette brochure était d'actualité : le cours de Renan était toujours suspendu ; Taine venait d'être nommé examinateur à Saint-Cyr malgré les répugnances de Randon et les démarches des cléricaux, dont l'influence avait empêché, quelques semaines auparavant, sa nomination à l'École Polytechnique (1) ; Littré était candidat à l'Académie française. Dupanloup y fit une très vive campagne contre lui (2). Le 23 avril, après plusieurs tours de scrutin, un légitimiste cléricol, de Carné fut élu par 18 voix contre 12 à Littré. Jusqu'alors, dans les milieux académiques, les libéraux, catholiques ou incroyants, s'étaient généralement alliés contre le gouvernement impérial (3). L'initiative de Dupanloup rompit cette union. De Carné eut les voix de tous les cléricaux ; Littré eut celles des bonapartistes anticléricaux : Sainte-Beuve, Augier, Mérimée, et celles de burgraves libéraux : Thiers, Rémusat, le duc de Broglie et Berryer. Le Journal des Débats, resté fidèle à la tradition libérale, critiqua Dupanloup.

Cet incident présente un réel intérêt. La division qu'il établit dans les milieux académiques, littéraires et intellectuels ne cessa de s'accroître au cours des années suivantes, à mesure que le conflit de l'esprit critique et de la science indépendante avec la doctrine de l'Église se manifesta plus nettement. Au point de vue politique, la question que Dupanloup venait de soulever à l'Institut allait se poser devant la nation tout entière. La lutte serait-elle entre les partisans et les adversaires de l'Empire autoritaire, ou entre les partisans et les adversaires du cléricisme ?

(1) *H. Taine. Sa vie et sa correspondance*, t. II.

(2) Notamment auprès de Thiers ; voir Bibliothèque Nationale, manuscrit 20.619 ; et Daniel Halévy : *Le courrier de M. Thiers*.

(3) Déjà cependant cette coalition s'était divisée. En février 1862, « le clan cléricol » avait assuré la défaite de Cuvillier Fleury, soutenu par le « groupe libéral ». (*Correspondance du duc d'Aumale et de Cuvillier Fleury*). Mais la défaite de Littré eut une signification religieuse beaucoup plus nette et beaucoup plus de retentissement.

CHAPITRE XX

Les élections de 1863

I. — *La campagne électorale* (1)

Malgré les conflits suscités par la politique ecclésiastique, le gouvernement, au cours des débats de l'adresse, ne fut pas combattu par les cléricaux, que l'ajournement de la question romaine avait satisfaits. Cependant les anciens chefs de l'opposition cléricale, Plichon, Lemer cier, Keller, sachant que l'administration les combattrait aux prochaines élections, critiquèrent le découpage des circonscriptions, calculé pour nuire à l'opposition, et le système des candidatures officielles. Le gouvernement répondit qu'il y restait fidèle (6 février et 24 avril).

On apprit peu à peu quels étaient ses choix. Il maintenait son patronage à une soixantaine des 91, mais le refusait à 24, parmi lesquels les plus connus : Keller, Plichon, Lemer cier, Cuverville, Ancel, d'Andelarre, Flavigny (2). Persigny adressa le 5 avril au concurrent de Keller une lettre qui fut communiquée à tous les maires de l'arrondissement de Belfort et où il expliquait le motif de ces exclusions. « Si M. Keller n'était qu'un homme religieux, ardemment dévoué au pape, quels que fussent ses votes à la Chambre, le gouvernement n'hésiterait pas à l'accepter ainsi qu'il a fait pour M. X... et M. Y... qui ont voté comme lui ; mais M. Keller ne se borne pas à vouloir le triomphe de la religion. Inspiré par des partis ennemis de l'Empire ou par des passions dangereuses pour la cause qu'il défend, il est, je regrette de le dire, de ces hommes aveuglés qui, en cherchant à mettre en lutte le pape et l'empereur, sont en réalité, les ennemis de la religion et de leur pays... ». Dans sa circulaire publique du 8 mai, Persigny disait encore : « Quelques

(1) Victor Pierre : *Les élections de 1863* (1863, in-12).

(2) Sur les quelque 180 députés élus avec l'appui de l'administration qui n'avaient pas voté l'amendement des 91, 24 perdirent son patronage. Il y eut donc proportionnellement 2 fois plus d'exclus parmi les cléricaux que parmi les non cléricaux.

députés seulement, dans le nombre de ceux qui ont voté contre le gouvernement lors d'une circonstance importante, n'ont plus le patronage officiel ; mais leur vote n'est entré pour rien dans la résolution qui les concerne... ». Le gouvernement prétendait par ces exclusions ne desservir ni la cause de l'Église, ni celle de l'indépendance des députés ; mais il ne voulait « appuyer auprès des électeurs que des hommes dévoués sans réserve et sans arrière-pensée à la dynastie impériale et à nos institutions. » En fait, Keller, seul était devenu un adversaire irréductible de l'Empire ; mais les autres cléricaux exclus étaient indifférents en matière dynastique : sans être hostiles à l'empereur, ils ne lui étaient pas dévoués. Le Journal des Villes et des Campagnes fut frappé le 21 avril d'un avertissement pour avoir prétendu que l'empereur avait dit à l'un des 91 exclus : « Si vous n'êtes pas le candidat de l'administration, vous serez le mien. » Par ces exclusions, le gouvernement fit des questions religieuses, qui paraissaient apaisées, l'un des sujets principaux de la polémique électorale.

« Ce n'est pas nous qui rappelons l'attention publique sur la question romaine, c'est le gouvernement » déclara, dans son numéro d'avril, le Correspondant. Il fit remarquer que ces mesures justifiaient la politique des catholiques libéraux qui comptaient, pour défendre la religion, non sur le gouvernement, mais sur les libertés publiques. Le Monde, qui, par aversion contre le libéralisme, s'était jusqu'alors peu occupé des élections et s'était montré assez favorable au gouvernement, déclara le 12 mai : « Ce fait doit éclairer les catholiques ; la question religieuse se trouve dans les élections non moins que la question polonaise (1), que la question de la liberté, et les candidats catholiques avant tout sont si naturellement les défenseurs de tout ce qui est juste et bon, de la vraie liberté, de la Pologne catholique, de tous les grands intérêts du pays, qu'il ne saurait y avoir d'hésitation sur l'appui qui leur est dû... ». « Il n'est pas douteux que les hommes à qui leur attitude dans la question romaine a valu la disgrâce de M. le ministre de l'Intérieur ne présentent aux catholiques les meilleures titres de confiance. » Le Monde engageait les catholiques à voter pour eux comme pour ceux des 91 qui gardaient le patronage du gouvernement. Le Monde ajouta le 20 mai : « Nous voyons avec plaisir que les

(1) La Pologne, alors en insurrection contre la Russie, avait à la fois les sympathies des catholiques et celles des démocrates.

candidats catholiques sont nombreux et que beaucoup d'entre eux ont des chances sérieuses. » Outre les députés sortants les plus connus étaient Montalembert, candidat dans le Doubs et dans les Côtes-du-Nord, son gendre de Meaux, son beau-frère Mérode, et A. Cochin.

Les résultats que pouvaient obtenir les cléricaux dépendaient de deux graves questions de tactique : celle de l'abstention et celle des alliances. Les légitimistes, qui formaient le gros de l'opposition cléricale, avaient toujours pour consigne de s'abstenir. Tous les anciens chefs parlementaires du parti, Berryer et Falloux notamment, représentèrent au comte de Chambord les dangers de cette tactique : ils firent valoir surtout la nécessité de défendre la cause de l'Église. Le comte de Chambord maintint sa décision. La Gazette de France conseilla de voter blanc ; l'Union ne prit que peu de part à la campagne électorale. Mais de nombreux chefs légitimistes, désobéissant à leur roi, se présentèrent. Falloux se récusa en invoquant sa mauvaise santé. Berryer hésita longtemps et n'accepta la candidature qu'on lui offrait que sur les instances de deux évêques, Dupanloup et Jaquemet, et d'un Jésuite, le P. Félix. Les ordres du comte de Chambord restèrent ainsi sans effet, sauf dans quelques circonscriptions de l'Ouest. L'influence du clergé contribua beaucoup à faire rentrer le personnel légitimiste dans la vie politique.

La question des alliances était plus complexe. Le gouvernement était si fort que beaucoup de ses adversaires jugeaient nécessaire de coaliser contre lui tous les opposants : légitimistes, orléanistes, républicains, indépendants catholiques ou protectionnistes. La plupart des « burgraves », notamment Thiers et Berryer, étaient de ce sentiment. L'« union libérale » était défendue par la Revue des Deux Mondes, le Journal des Débats, la Presse, et par le Temps qu'avait fondé en 1861 un alsacien protestant, Nefftzer.

Mais elle fut combattue par tous les hommes qui attribuaient à la question religieuse une importance prépondérante. Le Monde exprima le sentiment général des cléricaux en repoussant toute alliance avec les républicains ou avec les libéraux laïques. Le Siècle, qui voulait faire de la question romaine « la pierre de touche... de tous les partis (2) » se prononça

(1) Audren de Kerdrel, Fresneau, Durfort de Civrac, de Vogué, etc.

(2) 5 février 1863.

non moins énergiquement contre l'union libérale : « Entre le parti démocratique et le parti légitimiste et clérical ou plutôt clérical, car aujourd'hui ces deux partis ne forment plus qu'un, il y a de l'irréparable », écrivit le 1^{er} avril Taxile Delord. Il repoussait toute alliance avec Berryer, Montalembert ou avec les orléanistes qui comme Guizot, avaient défendu la cause du pape : « Réunir toutes les nuances d'un vrai libéralisme, à la bonne heure ! Mais que proposerait-on donc en ce moment au parti démocratique ? De reconstituer une rue de Poitiers électorale et cléricale ; s'il refusait d'y siéger à côté des vieux entremetteurs de coups d'État, des faiseurs de campagne de Rome à l'intérieur, ce n'est pas moi qui l'en blâmerais. » Le *Siècle* du 12 avril ajouta : « Le parti clérical n'est pas en désaccord avec le gouvernement sur la question de la liberté, mais sur la question du pouvoir temporel. Supprimez cette cause de dissentiment, le parti clérical reprend dans les rangs des amis du gouvernement la place qu'il y avait prise au lendemain du coup d'État » (1).

La critique la plus forte et la plus retentissante de l'union libérale fut faite par Alphonse Peyrat (2) dans une lettre adressée à Nefftzer, que publia le *Temps* du 9 avril : « De toutes les prétentions, la plus chimérique serait celle qui voudrait renfermer la question électorale dans la sphère des principes en faisant abstraction des personnes... Je vous demande quels sont, dans le parti légitimiste et clérical, les hommes que vous ferez entrer dans votre coalition et que vous recommanderez au suffrage des démocrates et des libéraux ? Il faut juger des hommes non par les principes qu'ils professent dans l'opposition mais par ceux qu'ils pratiquent quand ils sont au pouvoir. Or les légitimistes et les cléricaux, quand ils ont été maîtres du pouvoir, ont fait « de l'absolutisme politique leur doctrine fondamentale ». Je cite les propres paroles de M. Guizot, qui n'est pas suspect... Il y a un an, un rédacteur du *Monde* a publié comme un manuel

(1) L'Union libérale fut également combattue par un ancien pair de France, d'Alton Shée, dans une brochure intitulée « *Une fusion légitimiste, orléaniste et républicaine* », en réponse à Prévost Paradol qui, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} janvier 1863 avait regretté la division que *Le Fils de Giboyer* suscitait entre opposants cléricaux et anticléricaux. D'Alton Shée, s'adressant aux démocrates, leur signalait « dans les cléricaux les adversaires les plus dangereux ».

(2) A. Peyrat, qui avait longtemps collaboré à la *Presse* et l'avait dirigée en 1861, avait dû la quitter en 1862. Girardin, qui en avait repris la direction, lui donnait une orientation beaucoup moins hostile au gouvernement que Peyrat. Le *Temps*, bien que très favorable à l'union libérale, donna l'hospitalité aux articles où Peyrat la critiquait.

à l'usage de son parti, une traduction de l'encyclique *Mirari vos*, où Grégoire XVI anathématise comme une peste la liberté de conscience, la liberté de la presse, toutes les libertés modernes.»

« Depuis trois ans, vous le savez, les légitimistes et les cléricaux n'ont pas fait un mouvement, pas prononcé un discours, pas écrit une ligne sans attaquer les hommes les plus éminents du parti démocratique, sans exprimer leur antipathie contre les principes qui forment la base de la société moderne et auxquels nous tenons, vous et moi, par le fond même de nos entrailles. Peut-être supposez-vous que l'expérience les a instruits et qu'ils ont ouvert les yeux ? M. de Riancey (1) est un homme franc, M. Laurentie (1) un galant homme, M. Coquille (2) n'a pas l'habitude de cacher sa pensée, et M. Janicot (3) n'y va pas par quatre chemins ; interrogez-les, et quand vous aurez leur réponse vous me direz si vous croyez toujours à la possibilité d'une coalition. »

« Remarquez que je ne vous parle pas de M. de Montalembert, ne supposant pas que l'idée puisse jamais vous venir de faire entrer dans votre coalition l'homme qui, dans sa lettre du 12 décembre, s'est félicité qu'on eût « mis en déroute tous les bandits de l'Europe », qui a traité le 24 février d'ignoble surprise, déclaré que la France était affamée de silence, et que son grand bonheur était d'être débarrassée de cette tour de Babel qu'on appelait l'Assemblée Nationale » (4).

« Réfléchissez-y bien, mon cher ami, et vous verrez qu'il n'existe aucun terrain où puisse s'opérer une coalition entre le parti réactionnaire et le parti démocratique. Il y a longtemps que vous discutez contre les légitimistes et les cléricaux : les trouvez-vous aujourd'hui plus libéraux qu'il y a dix ans ? Comme les idées nouvelles les envahissent, les cernent et les dominent, ils sont quelquefois forcés, comme le prophète, de rendre hommage à ce qu'ils ont si longtemps maudit, mais ces hommages ne passent pas le bout des lèvres. Au fond, croyez-le bien, ils

(1) De l'Union.

(2) Du Monde.

(3) De la Gazette de France.

(4) Montalembert, contre qui les républicains avaient de si sérieux griefs, était cependant le seul chef catholique que la haine de l'Empire eût rendu presque favorable à l'Union libérale. Il recommanda aux électeurs des libéraux non cléricaux. Il écrivait après les élections : « Je suis battu et content. Oui, content de ce que partout, excepté dans l'explicable ville de Besançon, la démocratie des villes ait refusé d'être dupe ou complice de César. » (Cité par Bascoul : *Vie de Mgr Besson*.) Il avait été recommandé aux électeurs par Émile Ollivier.

sont toujours les mêmes, aimant ce que nous détestons, détestant ce que nous aimons. Pour résumer ma pensée en un seul mot, *c'est là l'ennemi*. » Cette conclusion, bientôt résumée par la phrase : « Le parti cléricale, c'est l'ennemi » (1), devait être reprise par Gambetta en 1876 et devenir, sous la forme fameuse : « Le cléricisme, voilà l'ennemi », le cri de guerre du parti républicain (2).

Le 26 mai, cinq jours avant le scrutin, fut publiée par les journaux catholiques une *Réponse de plusieurs évêques aux consultations qui leur ont été adressées relativement aux élections prochaines*. Elle était l'œuvre de Dupanloup ; les six autres signataires, Guibert, Régnier, Brossais Saint-Marc, Jaquemet, Dupont des Loges, et Regnault n'y avaient guère coopéré que par quelques suppressions. Ces sept prélats s'étaient, depuis la question romaine, très nettement séparés du gouvernement, et dans tous leurs diocèses, sauf dans ceux de Chartres et d'Orléans, l'opposition cléricale disposait de forces sérieuses. Seul Brossais Saint-Marc était ultramontain ; Dupanloup, Guibert, Jaquemet et Dupont des Loges, ces deux derniers de tendances légitimistes, étaient en bons rapports avec les catholiques libéraux : deux autres évêques, un modéré, Didiot, et un ultramontain, Delalle adhèrent à la lettre des sept évêques. Voici quels en étaient les principaux avis : les sept évêques exhortaient tous les catholiques à voter. Ils se déclaraient étrangers aux compétitions des partis : impérialistes, légitimistes, orléanistes, « républicains de bonne foi », comptaient dans leurs rangs de bons catholiques qui avaient également droit à la bienveillance de l'Église. « Comme citoyens », les sept évêques souhaitaient que le pouvoir fût respecté, et contrôlé : c'était le mot employé par Morny à la clôture de la session, mais les prélats le commentaient dans un sens plus libéral : ils recommandaient de se placer sur le terrain des institutions existantes, mais de choisir librement entre les candidats officiels et opposants. « C'est une question de conscience et de confiance personnelle. » « Comme évêques »,

(1) Nefftzer répondit à Peyrat le 11 avril : « Le parti cléricale est-il bien, comme vous le dites, l'ennemi, au sens absolu du mot ? Je pourrais vous rappeler que La Fontaine avait une autre notion de l'ennemi et vous laisser le soin de la chercher dans ses fables. » Il déclara qu'il voterait pour n'importe quel candidat opposant, fût-ce Montalembert, plutôt que pour le candidat officiel.

(2) D'abord dans le manifeste de son groupe, l'Union républicaine (30 juin 1876), puis dans son discours du 4 mai 1877, à la Chambre : « Je ne fais que traduire le sentiment intime du peuple de France en disant du cléricisme ce qu'en disait un jour mon ami Peyrat : le cléricisme, voilà l'ennemi. »

ils signalaient la nécessité de défendre et de compléter la liberté religieuse : « Ne reste-t-il pas des entraves inutiles, des sévérités sans objet, des défiances que repousse l'esprit de notre société ? La liberté religieuse est la première de toutes, elle tient à la conscience et aux entrailles même de l'homme, elle est le principe de toutes les autres et leur dernier asile au jour où elles sont menacées ; et en même temps, il faut le dire aussi, dans notre société si agitée, cette liberté religieuse n'a pas de meilleur appui que la liberté publique. » D'autre part, « ...l'exclusion d'un certain nombre des députés qui se sont montrés le plus fidèles à la cause du Saint-Siège est une chose significative et regrettable. Sans vouloir rien exagérer et en tenant compte des bonnes intentions, on peut la craindre ; la question est ajournée, apaisée, elle n'est pas résolue ». Or l'Église était unanime à déclarer le pouvoir temporel nécessaire au pape. Les catholiques devaient donc servir de toutes leurs forces cette triple cause : « Indépendance temporelle du chef de l'Église, liberté religieuse, liberté générale ». Quant aux curés, ils devaient prendre part aux élections mais avec modération et charité, non en partisans ; ils devaient « surtout » ne pas se laisser gagner « par le parti qui promettra le plus à votre presbytère ou à votre sacristie ».

Les sept évêques se prononçaient donc contre la consigne d'abstention du comte de Chambord. Ils invitaient tous les catholiques, à voter pour les candidats, officiels ou non, qui s'engageraient à défendre la cause de l'Église ; ils indiquaient cependant leurs préférences pour les candidats non officiels en s'abstenant de donner au gouvernement aucune marque de confiance, en faisant l'apologie des libertés publiques, en recommandant aux curés de ne pas se laisser acheter par des promesses de subventions. Ils condamnaient implicitement l'union libérale qui excluait absolument les candidats officiels cléricaux et voulait grouper tous les opposants, partisans et adversaires de la « liberté religieuse » et du pouvoir temporel. En fait, avec une nuance plus hostile au gouvernement, leur tactique était celle du Monde, qui fit d'ailleurs l'éloge de leur lettre. Mais ils déclaraient solidaires, dans l'état actuel de la société, la liberté religieuse et les libertés publiques : c'était le principe des catholiques libéraux, qui devait déplaire au Saint-Siège et aux ultramontains (1) car, ceux-ci, même lorsqu'ils utilisaient

(1) Pie, tout en faisant des réserves sur la question des libertés publiques félicita Guibert de ce manifeste « dont il faut, disait-il, mesurer le mérite au déplaisir qu'il cause dans le camp ennemi ».

contre le gouvernement les libertés publiques, évitaient d'ériger cette tactique en doctrine.

On vit surtout dans la lettre des évêques un acte d'opposition. Les journaux libéraux l'approuvèrent. Rouland adressa le 31 mai aux sept évêques une lettre que publia le *Moniteur* du 2 juin. Il regrettait qu'ils eussent passé sous silence les devoirs des citoyens envers l'empereur ; surtout, il les blâmait sévèrement d'avoir empiété sur les droits des autres évêques et contrevenu aux lois de l'État en formant « une espèce de concile » pour adresser à toute la France un manifeste politique sortant de leurs attributions. Guibert riposta très vivement le 4 juin en contestant au gouvernement le droit de dicter leur conduite aux évêques.

Ainsi les catholiques étaient appelés à choisir entre trois politiques nettement formulées : faire confiance au gouvernement impérial en votant pour tous les candidats officiels ; rompre complètement avec le gouvernement et voter contre tous ses candidats en s'unissant aux opposants de toutes nuances ; soutenir les candidats, officiels ou non, qui donneraient le plus de garanties à la cause de l'Église. De ces trois politiques, la première était recommandée aux catholiques par le gouvernement, la seconde par les libéraux plus préoccupés de politique que de religion, la troisième par les journaux catholiques et par les sept évêques, qui s'accordaient avec le *Siècle* et avec Peyrat pour faire de la question religieuse l'élément essentiel de la vie politique.

Le Saint-Siège, tant par hostilité contre les libertés politiques et les catholiques libéraux que parce qu'il avait alors une certaine confiance dans les dispositions du gouvernement impérial, paraît avoir été peu favorable à l'opposition. Montalembert, se plaignant à Foisset du concours que plusieurs évêques prêtaient au gouvernement, ajoutait : « Je vous avoue au reste que les plus mauvais évêques me semblent encore au-dessus du nonce dont je vous transmets les paroles débitées lundi chez Mme de Galliéra :... » Toute cette agitation électorale « me déplaît et n'a aucune importance. Je sors de chez l'empereur ; « il est tout à fait bien, rempli de bonnes intentions, et de fort « bonne humeur... J'ai toute confiance en lui. — Mais Monseigneur, « dit la duchesse, vous oubliez donc l'invasion des Marches et de « l'Ombrie. — Ah Madame, il faut l'entendre là-dessus, il a eu « ses raisons. » Puis, reprenant sur les élections : « Les sept évêques « ont eu tort d'écrire leur lettre ; ils se mêlent de ce qui ne les

« regarde pas. Quant à M. Cochin, je ne désire pas du tout qu'il soit nommé : c'est un brouillon (imbroglione) » (1). La cour de Rome ne paraît d'ailleurs pas avoir cherché à imposer une tactique aux catholiques français...

En fait, la diversité des régions françaises au point de vue politique et religieux, et la situation très confuse qui résultait du réveil subit de la vie politique (2), empêchaient l'emploi d'une tactique uniforme. Suivant les régions, les personnes et les circonstances, les catholiques français se partagèrent très différemment entre les trois tendances qui s'étaient manifestées pendant la campagne électorale. Cependant quelques faits généraux se dégagent.

Depuis l'avènement de Drouyn de Lhuys il était difficile aux cléricaux d'agiter les populations contre le gouvernement en leur représentant le pape comme en danger immédiat. Au contraire ils se félicitaient de voir adopter la politique qu'ils avaient toujours préconisée : les officiels justifiaient ainsi leur accord avec l'administration ; les opposants déclaraient que le revirement s'était opéré sous leur pression, et que le gouvernement, s'il était débarrassé d'eux, reviendrait à ses anciens errements. En outre, les candidats cléricaux sentirent que la question romaine, apaisée depuis l'avènement de Drouyn de Lhuys, n'était plus la principale préoccupation de l'opinion publique et que l'on désirait avant tout un régime plus libéral. Ils adaptèrent leur programme et leur campagne à cet état de l'opinion. Les 91 qui gardaient le patronage du gouvernement se glorifièrent d'avoir fait preuve d'indépendance dans cette circonstance importante. Les cléricaux opposants, même lorsque l'appui du clergé faisait presque toute leur force, se présentèrent surtout comme des libéraux ; ils défendaient la « liberté religieuse » et le pouvoir temporel qui en était d'après eux la garantie nécessaire, mais en insistant surtout sur la nécessité de déve-

(1) Lecanuet : *Montalembert*. Ce récit, bien qu'empreint des exagérations habituelles à Montalembert, est corroboré par d'autres témoignages sur les dispositions du nonce. Voir p. 668.

(2) Il est souvent très difficile, tant les partis étaient encore peu organisés de savoir comment les catholiques, ou les républicains, ou les légitimistes ont voté dans telle ou telle circonscription en 1863. Cette expression est même parfois dépourvue de sens, les votes de beaucoup d'électeurs, même parmi ceux qui n'obéissaient pas à l'administration, n'ayant eu aucune signification politique. Les agents du gouvernement, à l'exemple de Persigny, reprochaient volontiers aux oppositions leurs alliances, qu'ils jugeaient de nature à les discréditer. Aussi leurs déclarations et même leurs rapports, tendent-ils à exagérer le nombre des cas où l'union libérale a été pratiquée.

lopper les libertés publiques et de contrôler le gouvernement.

D'autre part, la lettre de Persigny contre Keller servit de modèle à l'administration dans ses luttes contre les opposants cléricaux. Elle déclarait ne pas leur faire grief de leurs opinions relatives au pouvoir temporel et aux questions religieuses, et elle choisissait souvent pour les combattre des cléricaux notoires. Mais elle les attaquait soit comme partisans du régime parlementaire, qui avait affaibli la France et frayé les voies à la révolution, soit comme hommes de l'ancien régime, attachés à la monarchie bourbonnienne, au drapeau blanc, aux droits féodaux (1). Dans cette lutte, l'administration eut souvent à souffrir de la défection des maires, qui, au début de l'Empire, avaient été en grand nombre choisis parmi les légitimistes (2).

II. — *Les élections de 1863 : étude par régions* (3)

A Paris, un seul des députés sortants élus comme candidats officiels était des 91 : Guyard Delalain. Il fut abandonné par le gouvernement (4) et ne se représenta pas. L'opposition démocratique refusa de s'allier aux royalistes ; cependant, elle soutint Thiers, parce que Persigny l'avait violemment attaqué. Parmi ses candidats figuraient les directeurs des deux grands journaux anticléricaux, Havin et Guérout, bien que celui-ci fût bonapartiste. Tous, sauf Thiers, étaient hostiles au pouvoir temporel du pape. Thiers était favorable aux revendications catholiques et ne s'en cachait pas ; mais il n'avait pas manifesté ses opinions sur ce point aussi publiquement que d'autres chefs orléanistes, et il en parla peu dans sa campagne. Comme en outre il avait autrefois combattu les Jésuites, et qu'il était ouvertement incroyant, sa candidature, bien que peu sympathique aux anticléricaux n'était pas inacceptable pour eux.

Il fut élu, ainsi que tous les autres candidats de l'opposition

(1) Persigny autorisa le rétablissement sur les listes électorales des volontaires pontificaux rentrés en France qui en avaient été rayés conformément à l'article 21 du Code Napoléon.

(2) Sur la pression administrative, voir Jules Ferry : *La lutte électorale en 1863*. (1864, in-12.)

(3) Les rapports des préfets manquent. Ceux des procureurs généraux (BB³⁰ 427-431) sont la principale source. Voir également leurs rapports trimestriels (BB³⁰ 370-388) et les rapports de gendarmerie (F¹⁰ 5.605). Le Versement de la Chambre : A 198-211, donne des renseignements sur les élections contestées. Les autres sources sont éparses dans la série F¹⁰.

(4) Il y avait dans la Seine une circonscription de moins qu'en 1857.

démocratique. Guérout avait pour concurrents, outre le candidat officiel Fouché Lepelletier, Augustin Cochin, qui, malgré sa situation personnelle, n'arriva qu'au troisième rang. Il retira sa candidature et ne prit pas parti dans la lutte engagée pour le ballottage. Quelques-uns de ses électeurs demandèrent à Guérout s'il acceptait la formule : l'Église libre dans l'État libre. Guérout l'accepta en soulignant tous les renoncements qu'elle comportait de la part du clergé. Au second tour, la plupart des électeurs de Cochin paraissent avoir voté pour lui (1).

Dans toute la région parisienne, les questions religieuses ne jouèrent presque aucun rôle électoral. Même les 91 combattus par le gouvernement y insistèrent aussi peu que possible ; ils savaient que le clergé leur était acquis mais que son influence était très faible, et que leurs principales forces étaient dans leurs situations personnelles et dans le concours des libéraux. Gareau fut battu à Meaux, Flavigny à Chinon (2) ; Grouchy fut réélu à Montargis. Ailleurs les prêtres ne firent pas campagne, et votèrent suivant leurs préférences personnelles pour les candidats officiels ou pour leurs concurrents. La circulaire publique où l'évêque de Soissons, Christophe, recommanda à ses prêtres de soutenir les candidats officiels (3) ne fut qu'une démonstration de dévouement au gouvernement et n'eut pas d'efficacité.

En Normandie, le gouvernement ne combattit que trois des nombreux cléricaux sortants. Blosseville, dont la circonscription avait été disloquée, et à qui l'appui d'un clergé sans influence n'était d'aucun secours, fut écrasé à Louviers (4). Ancel, combattu au Havre, soutenu avec réserve par Bonnechose (5), fut réélu moins comme cléricale que grâce à sa situation personnelle et à l'appui que les républicains lui prêtèrent au second

(1) Guérout :	11.098	17.421
Fouché Lepelletier..	9.531	11.025
Cochin	6.696	
Prévost Paradol ...	2.236	
De Jouvencel	650	

(2) Les deux autres sortants d'Indre-et-Loire, Gouin et Mame, étaient aussi des 91 ; l'administration les fit cependant réélire, non sans avoir menacé Gouin de lui retirer son patronage, parce qu'il soutenait Flavigny.

(3) *Monde*, 31 mai.

(4) G. Petit (<i>officiel</i>).....	20.567	Voir Passy : <i>Le marquis de Blosseville</i>
de Blosseville	2.855	
de Montreuil (<i>légitimiste</i>) ..	1.952	

(5) Voir Besson : *Vie du cardinal de Bonnechose* ; et Lecanuet : *Montalembert* (lettre de mai 1863 à Foisset). Bonnechose était candidat au chapeau de cardinal laissé vacant par la mort de Morlot.

tour (1). Six autres des 91 furent réélus avec l'appui de l'administration (2), et parmi les nouveaux députés qu'elle fit élire, plusieurs étaient très cléricaux. Cependant, dans le Calvados, où l'évêque avait adhéré à la lettre des sept évêques, des candidats légitimistes se présentèrent et réunirent une vingtaine de milliers de voix. A Saint-Lô, enfin, Havin battit difficilement le candidat officiel cléricale (3). Le gouvernement, dans l'ensemble de la Normandie, continuait, malgré quelques conflits locaux, à s'appuyer sur la noblesse et la haute bourgeoisie, plus cléricales que la masse de la population.

Dans la région du Nord, par contre, la haute bourgeoisie protectionniste et cléricale, dont l'influence était grande, était depuis longtemps mal disposée pour le gouvernement. Les mesures qu'il avait prises contre les congrégations du Nord et les polémiques auxquelles elles avaient donné lieu, avaient irrité le clergé. Régnier était un des signataires de la lettre des sept évêques. L'opposition cléricale disposait de plusieurs journaux (4). Dans le Pas-de-Calais, deux candidats officiels, dont un des 91, Lesergeant de Monnecôte, furent battus par deux libéraux cléricaux, Piéron-Leroy et Martel. Dans le Nord, l'administration soutint et fit élire plusieurs cléricaux : Brame, Godard Desmarest, des Rotours, qui battit à Lille un républicain ; elle ne combattit pas Kolb Bernard, qui fut élu contre un libéral. La puissante compagnie d'Anzin, dirigée par des orléanistes cléricaux (5), présenta contre des candidats officiels deux de ses régisseurs : Lambrecht, qui fut élu à Douai, et Thiers, qui fut battu de peu à Valenciennes. L'élection où le clergé joua le rôle le plus important fut celle de Dunkerque-Hazebrouck où Plichon, combattu par l'administration qui avait modifié sa circonscription, fut brillamment réélu (6).

(1) Ancel	12.785	15.927
Mazeline (<i>officiel</i>)	7.170	7.902
Ollivier (<i>républicain</i>)....	5.955	

(2) Notamment d'Albuféra, dans la circonscription anticléricale d'Évreux et Poyer Quartier à Rouen, où il battit de peu un républicain.

(3) Havin	16.139	Voir F ¹⁸ 417, dossier du Siècle
de Kergorlay....	15.291	

(4) Notamment du Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais. C'était autrefois un journal démocratique dirigé par Ayraud Degeorges, qui avait publié les articles de Napoléon III, quand il était prisonnier à Ham. Ayraud Degeorges obtint l'autorisation de transférer son journal d'Arras à Lille, et le vendit en 1861 à Kolb Bernard (F¹⁸ 297).

(5) F ¹⁸ III Nord 16.	
(6) Plichon.....	19.326
De Clebsattel....	12.337

En Lorraine, un seul des 91, Ségur Lamoignon (Meuse) fut abandonné par l'administration, et ne se représenta pas. L'Espérance de Nancy, légitimiste, recommanda l'abstention à Lunéville et à Toul où les candidats officiels n'étaient pas cléricaux, et où les opposants étaient l'un protestant, l'autre hostile au pouvoir temporel (1). A Épinal, la lutte fut très vive entre Bourcier de Villers, l'un des 91, soutenu par l'administration, et l'orléaniste cléricale Buffet. Le clergé soutint énergiquement Buffet : par rancune contre le gouvernement, il préférait, entre deux cléricaux, l'opposant à l'officiel. Buffet fut battu de peu (2). Un de ses amis, Aubry, obtint à Neufchâteau une forte minorité contre le candidat officiel.

Dans plusieurs circonscriptions d'Alsace, les questions religieuses dominèrent les élections. Jusqu'en 1861, l'administration avait réservé le privilège des annonces légales au journal cléricale, l'Alsacien. Puis, en raison de son hostilité dans la question romaine, elle avait partagé les annonces entre lui et le Courrier du Bas-Rhin, protestant. Elle ne disposait d'aucun journal sûr. Pendant la campagne électorale, l'Alsacien lui fut très hostile, et reçut deux avertissements (3). Les cures, qui prirent une part active aux élections, et qui, souvent firent en chaire ou même au confessionnal de la propagande pour leurs candidats, étaient en général mal disposés pour le gouvernement. Par contre, Raess, sans seconder l'administration comme elle l'aurait désiré, se montra très conciliant. Dans le Bas-Rhin, trois candidats officiels sortants, deux catholiques, dont un des 91, et un protestant, furent réélus. Celui-ci, de Bussierre, eut à Strasbourg pour unique adversaire un autre protestant, O. Barrot. Le Courrier du Bas-Rhin soutint de Bussierre, tandis que l'Alsacien, par hostilité contre l'administration, se prononçait pour Barrot. Mais Raess et son clergé assurèrent l'élection de Bussierre. A Schlestadt, l'administration opposa à Hallez Claparède, un des 91, un autre catholique, Zorn de Bulach, chambellan de l'empereur. Raess resta neutre, mais le clergé, dans sa grande majorité, se prononça pour Hallez Claparède et fit une vive cam-

(1) Montalembert avait cependant recommandé celui-ci.

(2) Il eut 14.334 voix contre 14.524. L'élection fut invalidée, et Buffet fut élu le 17 janvier 1864 par 18.321 voix contre 13.478.

(3) 22 avril et 4 juin. L'administration lui retira complètement les annonces. en 1864 et les partagea entre le Courrier du Bas-Rhin et l'Indicateur du Bas-Rhin, bi-hebdomadaire devenu politique, dont elle chercha à faire son organe, mais qui ne se développa pas (F¹⁸ 297.)

pagne en sa faveur : il ne fut battu que de 130 voix (1). Dans le Haut-Rhin, deux catholiques sortants, dont un des 91, furent réélus sans lutte avec l'appui de l'administration et du clergé. A Mulhouse, la lutte fut entre deux protestants, et le candidat officiel battit le libéral. A Belfort, la lutte fut très vive. Contre Keller, le gouvernement présentait West, ancien préfet du Bas-Rhin, qui, en cette qualité avait favorisé les catholiques. Migeon, à qui quelques curés restaient fidèles, était aussi candidat. Keller eut, à défaut de l'appui de Raess (2), celui de la grande majorité des curés qui firent en sa faveur une ardente campagne. Il n'obtint cependant même pas le quart des suffrages exprimés (3).

Le clergé se montra réservé dans l'Ain, et soutint dans le Jura les candidats officiels qui lui étaient dévoués, mais il engagea dans le diocèse de Besançon une lutte ardente contre l'administration (4). Il eut partout ses candidats : dans le Doubs, Mérode et Montalembert, contre les officiels sortants ; dans la Haute-Saône, à Gray, le duc de Marmier, contre le député sortant ; à Vesoul et à Lure, deux des 91 : d'Andelarre, que l'administration combattait vivement, et Grammont, à qui elle n'opposait pas de concurrent, bien qu'il se déclarât indépendant. Mathieu soutint discrètement, mais avec fermeté, les opposants. Le clergé agit avec une violence et un ensemble qui surprirent les agents du gouvernement. Le procureur général, Blanc, très favorable à l'Église, écrivait (5) : « Dans le Doubs, l'exaltation cléricale n'a pas connu de bornes ; c'était une véritable croisade ; la chaire chrétienne en a partout retenti, et dans des termes qui font peu d'honneur à la modération évangélique ; on peut dire sans exagération que toute l'Église y a concouru, et avec un ensemble qui accusait une suprême direction : les couvents fabriquaient des bulletins de vote, les enfants des écoles les colportaient, une myriade de lévites arrachés un instant au silence du cloître (6) parcourait les campagnes et propageait le mot d'ordre... Lors de la

(1) Il eut 14.794 voix contre 14.921. Cette élection fut invalidée, et Hallez Claparède fut élu le 17 janvier 1864 à 400 voix de majorité. Voir F¹² 5.864.

(2) F¹² 5.864 : 25 janvier 1864 : Raess à Baroche.

(3) West		11.255	13.828
Migeon		8.545	12.266
Keller		6.055	

(4) F¹² I, Isoard et Pastoureau ; BB¹² 1.677 ; F¹⁷ 9.987.

(5) BB³² 373.

(6) Mathieu avait donné congé à ses séminaristes, pour leur permettre d'agir sur leurs familles.

fermeture du scrutin, on a vu auprès de chaque urne un ecclésiastique prendre place et contrôler l'opération du dépouillement des bulletins de vote... ». Le président du conseil général de la Haute-Saône, le sénateur Amédée Thierry, écrivit à l'empereur : « Chaque paroisse est devenue un centre électoral où tous les moyens ont été employés pour détourner de sa voie sincère le suffrage universel ; on a agi sur les femmes, sur les enfants ; le confessionnal est devenu une tribune politique ; enfin on a prêché ouvertement dans les églises, non pas contre le candidat officiel, qui a été bientôt mis de côté, mais contre le gouvernement dans la personne de son représentant, le préfet, puis contre le gouvernement sans voile » (1). Les deux préfets ripostaient avec une égale vivacité. « Les blancs sont toujours blancs », déclarait celui de la Haute-Saône, Isoard, qui représentait d'Andelarre et de Marmier comme les représentants de l'ancien régime. « Livrer le pays aux aventures, préparer de nouvelles révolutions, ébranler et compromettre l'Empire, » tels devaient être, d'après le préfet du Doubs, Pastoureau, les résultats de la politique préconisée par Montalembert. L'Union Franc-Comtoise reçut un avertissement le 23 avril. Émile Ollivier recommanda aux républicains de voter pour Montalembert, mais son avis ne paraît pas avoir été suivi (2).

L'administration triompha dans le Doubs et fut battue dans la Haute-Saône où l'influence du clergé était cependant bien moindre. Ce résultat ne fut pas seulement dû à l'habileté de Pastoureau et à la maladresse d'Isoard. Dans la Haute-Saône, les trois candidats soutenus par le clergé avaient également pour eux les maîtres de forges et les agriculteurs protectionnistes ; ils s'occupaient activement des affaires locales. D'Andelarre, surtout, correspondait avec ses électeurs et savait défendre leurs droits et leurs intérêts. Au contraire, Mérode, et Montalembert, qui ne vint même pas faire campagne dans le Doubs, n'avaient pour eux que l'influence du clergé. Elle s'exerça avec une vigueur qui leur assura de fortes majorités dans les cantons de la montagne, mais qui irrita les protestants et beaucoup de catholiques de la plaine et des villes. Dans beaucoup d'autres régions de France, les succès et les échecs du clergé

(1) F¹bI, dossier Isoard, 30 juin.

(2) Il écrivait à un de leurs chefs : « Si les élections se faisaient sur la question romaine, je vous dirais : votez contre M. de Montalembert. Le gouvernement les ayant lui-même placées sur le terrain de la liberté, je vous dis : votez pour M. de Montalembert ». *Empire libéral*, t. VI.

eurent les mêmes causes que dans le diocèse de Besançon (1).

Dans les deux départements savoisiens (2), le gouvernement, depuis l'annexion, s'appuyait sur le parti cléricale qui en avait été le principal artisan. Mais Ferrand, nommé en 1861 préfet de la Haute-Savoie, où le parti libéral était puissant, entreprit de le rallier. Il transforma le journal cléricale, le Bon Sens, en un journal neutre, le Mont-Blanc, soumis à la préfecture. Il fit nommer le maire libéral d'Annecy, Levet, président du conseil général. Levet aurait voulu être candidat officiel en 1863. Mais le gouvernement soutint les quatre sortants : les trois cléricaux furent élus sans concurrents sérieux (3), les libéraux n'ayant pas engagé la lutte. Le protestant Bartholoni, à Thonon-Bonneville, fut combattu par un cléricale, de Viry, dont la femme était dame d'honneur de l'impératrice, et qui prétendait avoir l'appui de l'empereur. L'évêque Magnin lui était favorable, mais, sur les instances de Rouland, il n'intervint pas dans la lutte. Nombre de curés votèrent pour Bartholoni, qui était riche, généreux et pas anticléricale. La plupart soutinrent de Viry, mais il n'obtint que 4.882 voix contre 17.158.

Les questions religieuses ne jouèrent pas de rôle important dans le Sud-Est. Un indépendant favorable au clergé, Garnier, fut élu dans les Hautes-Alpes ; mais en général, les candidats officiels, parmi lesquels les cléricaux étaient nombreux, ne rencontrèrent pas d'opposition de la part du clergé, sans d'ailleurs trouver chez lui d'appui efficace. L'évêque de Nice, Sola, publia une circulaire favorable aux candidats officiels, mais il n'avait pas d'autorité sur son clergé. On accusa le personnel du grand séminaire de Grenoble d'avoir voté pour l'opposant libéral, Casimir Périer. Ginouilhac réfuta cette accusation, mais il semble que la grande majorité de clergé ait voté pour Casimir

(1) Besançon-Pontarlier		Baume-les-Dames-Montbéliard	
Conegliano	20.517	Latour Dumoulin.....	20.943
Montalembert	9.064	Mérode	12.301
Jouffroy (<i>démocrate</i>).....	2.279		
Lure		Vesoul	
Grammont	20.817	D'Andelarre	17.640
		Galmiche	9.048
		Gray	
		De Marmier.....	11.241
		Lélut	8.949

(2) F¹⁷ 9.987 ; F¹⁸ 2.492.

(3) En Savoie, et à Annecy-Saint-Julien.

Périer (1). Dans la Drôme, un des 91, de Lacheisserie, fut abandonné au dernier moment par l'administration qui fit élire contre lui Lacroix Saint-Pierre. De Lacheisserie réunit plus de 9.000 voix.

Les Bouches-du Rhône furent l'un des départements où se posa nettement la question des alliances. Des républicains voulaient s'allier aux légitimistes ; d'autres étaient « plutôt disposés à voter pour les candidats bonapartistes contre les candidats légitimistes et cléricaux » (2). Finalement, l'union libérale fut réalisée, avec, comme candidats, Berryer, Thiers et Marie. Le gouvernement opposa à Berryer, pour lui enlever des voix républicaines, un bonapartiste démocrate, Lagarde, et à Marie, pour lui enlever des voix cléricales, un des 91, Canaple. La Gazette du Midi, légitimiste, annonça que l'évêque et son clergé voteraient pour Berryer, Thiers et Canaple. Cruice, dévoué au gouvernement, déclara dans une lettre publique (21 mai) qu'il avait lu cette information « avec étonnement » et qu'il conseillait à son clergé de ne pas prendre part aux luttes de partis : « Nos sympathies sont acquises à ceux qui sauront à la fois soutenir les intérêts si graves de la religion et servir loyalement leur pays. » C'était un blâme à peine voilé de l'union libérale, mais Cruice avait peu d'autorité sur son clergé, et le clergé lui-même n'était pas très influent. L'union libérale fut loyalement pratiquée. Berryer et Marie furent élus avec d'énormes majorités (3).

Dans le Centre, le clergé, peu influent, ne joua pas de rôle important. La plupart des conservateurs continuant à s'unir autour de l'administration contre les républicains, les candidatures d'opposition légitimiste et cléricale furent peu nombreuses et eurent peu de succès : de Vogué eut moins de 6.000 voix dans le Cher. Certains curés, notamment dans le Limousin, votèrent pour des libéraux avancés, à défaut d'autres opposants. Les évêques, par contre, ne suscitèrent pas de difficultés à l'administration ; celui d'Autun recommanda même à son clergé, dans une circulaire confidentielle, de voter pour les candidats officiels.

Le clergé joua un rôle plus actif en Auvergne. « Partout, écrivait le procureur général de Riom, le clergé s'est montré plus ou moins hostile au gouvernement, en prêchant l'abstention

(1) F¹⁹ 2.531 et F¹⁹ 2.479, Gérin, 5 mai 1867.

(2) Taxile Delord : *Histoire du Second Empire*, t. III.

(3) Marie eut 16.570 voix contre 6.282 à Canaple ; Berryer, 14.425 contre 7.318 à Lagarde. Thiers fut battu avec 7.800 voix.

et en s'abstenant, ou en votant pour le candidat de l'opposition, sauf dans la première circonscription du Cantal où il a donné ses suffrages au candidat recommandé par l'administration, député sortant qui avait voté le maintien du pouvoir temporel (1)... A l'origine, le clergé se contentait d'agir sourdement, mais quand a paru le manifeste des sept évêques, il a mis le masque de côté et s'est jeté à corps perdu dans la lutte électorale » (2). En effet, les candidats officiels, à l'exception de Parieu, n'offraient ni par leur passé ni par leur programme de garanties aux cléricaux. Les opposants soutenus par le clergé furent cependant largement battus. Deux des 91 étaient combattus par l'administration. L'un d'eux, de Jouvenel, obtint à Brive, où il avait une forte situation personnelle, une importante minorité (3). L'autre, de Chazelles, fut écrasé à Clermont, bien qu'un vicaire général l'eût recommandé aux curés à l'insu de l'évêque. L'orléaniste de Barante n'eut à Thiers, malgré l'appui des légitimistes et du clergé, qu'une faible minorité. Dans la deuxième circonscription du Cantal, l'opposant cléricale, Bourret, devança dans l'arrondissement de Murat le candidat officiel, mais sa défaite fut assurée par l'arrondissement de Saint-Flour. Même dans les montagnes de la Haute-Loire (4), le candidat du clergé, Ollivier, n'eut que 4.000 voix, et si, dans l'autre circonscription, le légitimiste de Flaghac en obtint près de 12.000, ce fut grâce au concours des républicains de Brioude.

Dans cette région, l'hostilité du clergé contre le gouvernement n'alla pas jusqu'à le faire voter pour les démocrates. A Aurillac, le libéral Bastid eut les voix « des hommes de toutes les oppositions, moins les cléricaux » (5) qui votèrent pour de Parieu. Dans les circonscriptions où les candidats officiels non cléricaux n'étaient pas combattus, ou ne l'étaient que par des républicains, le clergé s'abstint ou perdit ses voix sur des cléricaux non candidats (6). L'union libérale joua donc à Brioude au profit des cléricaux, mais les républicains n'en bénéficièrent dans aucune circonscription de cette région. Les élections

(1) De Parieu.

(2) BB³⁰ 386.

(3) Il fut combattu par l'administration, moins pour avoir voté l'amendement des 91 que pour avoir combattu la dotation Palikao dont il était rapporteur.

(4) Yssingeaux, et une moitié de l'arrondissement du Puy.

(5) BB³⁰ 431, 3 juin.

(6) C'est ainsi que le séminaire de Montferrand, situé dans la circonscription de Mornay, vota pour Chazelles, qui était candidat dans la circonscription voisine. (BB³⁰ 431.)

montrèrent en outre que les conservateurs d'Auvergne, étaient plus dociles à l'administration qu'au clergé.

Dans le diocèse de Lyon, l'administration, voulant surtout vaincre les républicains, désigna presque partout comme candidats officiels des cléricaux qui furent soutenus par le cardinal de Bonald et par la plupart des curés. Trois furent cependant battus par les républicains : deux à Lyon, et Charpin Feugerolles, un des 91, à Saint-Étienne. Dans deux circonscriptions, par contre, l'administration combattit le candidat du clergé : à Villefranche, où Mortemart, l'un des 91, fut écrasé, ne réunissant pas 4.000 voix, et à Montbrison, où le gendre de Montalembert, de Meaux, obtint contre un candidat officiel une minorité de 7.500 voix.

Dans l'Ardèche, le clergé, dirigé par un évêque gouvernemental, Delcussy, n'engagea pas la lutte, bien qu'un seul des trois sortants, Rochemure, l'un des 91, lui fût dévoué. Les deux autres, quoique protestants, furent réélus sans concurrents. Dans le Gard, (1) le gouvernement, averti par le conflit très vif auquel avait donné lieu la représentation du *Fils de Giboyer*, s'était préparé à la lutte. Le journal catholique, l'Opinion du Midi, longtemps modéré, était devenu sous la direction de Numa Baragnon et de l'abbé de Cabrières, secrétaire de Plantier, l'organe de l'opposition légitimiste la plus violente. Le privilège des annonces légales qu'il avait jusqu'alors partagé avec le Courrier du Gard, protestant, fut entièrement réservé à celui-ci. L'Opinion, frappée d'un premier avertissement le 26 septembre 1862 pour avoir incité les catholiques à s'unir et à ne compter que sur leurs propres forces, puis d'un second le 8 janvier 1863 à propos du *Fils de Giboyer*, dut, sous la menace d'un troisième qui eût entraîné sa suppression, se séparer de Cabrières et de Baragnon et renoncer à combattre l'administration (2). Le procureur général Thourel, cléricale et hostile à Dulimbert, fut mis à la retraite le 31 mars. La circonscription de Nîmes, où les légitimistes étaient très influents, fut morcelée (3). Son ancien député, Pérouse, un des 91, fut abandonné par l'administration et ne se représenta pas. L'opposition légitimiste et cléricale n'osa pas engager la lutte ; l'administration présenta

(1) F¹⁰ 5.835, d'Alzon.

(2) 16 avril, F¹⁰ 297.

(3) Un légitimiste Béchard, voulut se présenter, pour protester contre le morcellement, dans les trois circonscriptions, Mais il s'inscrivit trop tard et ne put être candidat.

un protestant et trois catholiques très modérés, qui, sauf à Uzès, furent élus à d'énormes majorités (1).

Dans la Lozère, l'administration opposait un candidat, J. Barrot, à de Chambrun, l'un des 91. Ce fut sans doute, de toute la France, l'élection où le clergé joua le plus grand rôle (2). Même l'évêque Foulquier, cependant très modéré, soutint de Chambrun. Un grand nombre de maires cléricaux refusèrent de le combattre. Le préfet, avant ou après les élections, en révoqua quinze, dont ceux de Mende et de Langogne. Il craignit que les instituteurs, sous la pression du clergé ne fissent, eux aussi, défection. Sur ses plaintes, Rouland lui télégraphia : « La pression du clergé sur les instituteurs est intolérable. Dites à l'évêque que je ne la souffrirai pas, et rassurez publiquement les instituteurs par la déclaration que vous jugerez opportune. » Le 28 mai, le préfet publia cette dépêche (3) qui porta à son comble l'irritation du clergé. Le desservant de Chasserades écrivit au préfet que sa circulaire était une « infamie » et lut sa lettre en chaire. Le clergé usa de toute son autorité contre Barrot, qui n'obtint que 9.405 voix contre 17.871 à Chambrun. Des informations furent ouvertes contre huit prêtres qui avaient prononcé des sermons politiques particulièrement violents. Dès le 17 juin, toutes furent closes par non-lieu, sauf celle du desservant de Chasserades qui fut condamné à 100 francs d'amende. Ce fut le seul prêtre condamné pour fait relatif aux élections de 1863.

Dans les trois circonscriptions de l'Aveyron, le clergé soutint les opposants légitimistes, qui obtinrent en tout 25.000 voix (4). Il fit surtout une ardente campagne à Millau Saint-Affrique en faveur de V. de Bonald. Le candidat officiel, Calvet Rogniat, combattu par certains maires, s'appuya sur les instituteurs et fit des dons abondants. Il fut élu par 15.052 voix contre 10.075. Cette élection suscita des polémiques qui durèrent plus d'un an, et où l'évêque Delalle, qui avait adhéré à la lettre des sept

(1) A Uzès, un indépendant puissamment riche, Bravay, se présenta contre le candidat officiel Chabanon, et fut secrètement, puis ouvertement soutenu par le préfet. Il obtint aussi l'appui du clergé en s'engageant à défendre le pouvoir temporel. Les questions religieuses ne jouèrent qu'un très faible rôle dans cette élection qui fit beaucoup de bruit. Bravay, fut élu, deux fois invalidé, et réélu.

(2) F¹⁹ 6.177, F¹⁹ 5.821.

(3) Ce que Rouland jugea « absurde » (F¹⁹ 6.177).

(4) Le journal cléricale, l'Écho de l'Aveyron, reçut le 19 mai un second avertissement : « En présentant contrairement à la vérité, la religion catholique et le Souverain Pontife comme étant en péril, il cherche à jeter le trouble dans les consciences, et excite à la haine du gouvernement qu'il veut rendre responsable de ces dangers imaginaires ».

évêques, intervint personnellement contre Calvet Rogniat (1). Dans le Tarn, le clergé combattit aussi les candidats officiels, et surtout l'israélite Eugène Péreire, que l'administration présentait à Castres contre Carayon Latour, l'un des 91. Péreire fut élu par 20.611 voix contre 6.940. Dans le Lot, les deux cléricaux sortants, soutenus par l'administration, furent élus sans concurrents.

Dans l'Hérault, le protestant Pagézy, maire de Montpellier fut présenté par l'administration et élu à une énorme majorité contre le député sortant, Doumet, bien vu des cléricaux. Dans les Pyrénées-Orientales, (2) le préfet Salles soutenait Justin Durand, l'un des 91, député depuis 1852, et qui, appuyé par les blancs et par le clergé, restait odieux aux rouges pour avoir pris part à la répression de 1852. Ses adversaires décidèrent Isaac Péreire à se présenter contre lui. Il fut très attaqué par le clergé comme israélite, mais sa candidature fit de rapides progrès. Le 24 mai, le gouvernement retira son patronage à Durand qui abandonna la lutte. Péreire fut élu par plus de 28.000 voix. Un vicaire général, Bedos, avait soutenu sa candidature ; Gerbet le révoqua (3).

Dans les Basses-Pyrénées, les trois députés sortants qui avaient voté l'amendement des 91 furent soutenus par l'administration et réélus à la quasi unanimité.

Dans le Sud-Ouest, le clergé fut généralement hostile au gouvernement, mais il ne joua qu'un rôle d'appoint. « Les deux grands partis, écrivait le procureur général d'Agen (4), sont aujourd'hui le parti national et le parti des opinions rouges. Le parti légitimiste, le parti cléricale et le parti orléaniste peuvent réunir dans les classes élevées quelques suffrages, mais ils sont impuissants à engager et à soutenir la lutte contre le gouvernement. » Aussi les candidats d'opposition étaient-ils presque tous amenés à faire appel aux électeurs républicains. Ils eurent

(1) F¹⁹ 2.570, 5.853.

(2) A 208, F¹⁹ 5.845, F¹⁹ I, Coetlogon ; compte rendu des séances du Corps législatif, 24 novembre.

(3) « ... A l'occasion de circonstances qui ont provoqué une vive émotion dans le pays, vous vous êtes séparé de la ligne suivie par votre évêque, par l'administration à laquelle je vous avais associé, et par le clergé du diocèse, dans une question qu'ils s'accordaient à considérer comme touchant aux intérêts de la religion et à la cause du Saint-Siège. » Gerbet à Bedos, 3 juillet. F¹⁹ 5.845. L'élection de Péreire, qui avait été largement financée, fut invalidée. Le gouvernement nomma un nouveau préfet, Coetlogon, en l'invitant à rester neutre ; mais il soutint Péreire, qui fut réélu le 20 décembre par 21.322 voix contre 14.869 à Durand.

(4) 17 mai ; BB³⁰ 427.

cependant le plus souvent le concours du clergé. Rémusat, qui fut battu à Toulouse, mais obtint 9.488 voix, écrivit à Thiers : « Le clergé était pour moi, dans ce qu'il a de considérable. Mais, chose assez remarquable dans un pays très dévot, il a peu d'influence politique, et une partie des curés de village est bonapartiste. » (1) Dans le Gers, les libéraux, Lavergne et Lacave-Laplagne, recommandés à la fois par Montalembert et par les chefs républicains furent soutenus par la plupart des curés, tandis que l'archevêque Delamarre appuyait contre Lacave-Laplagne le candidat officiel Granier de Cassagnac, qui était favorable à l'Église. Dans le Lot-et-Garonne, les libéraux, Baze et Martinelli, eurent aussi l'appui du clergé. « L'attitude du parti légitimiste et du clergé a été d'autant plus blâmable, écrivit le procureur général d'Agen (2), qu'ils prêtaient sciemment leur concours à des hommes qui, de leurs idées et de leurs espérances, n'en avaient qu'une seule : renverser l'ordre de choses actuel. » Dans la Dordogne également, le clergé vota en général pour les opposants (3). Dans la Gironde, un troisième Péreire, candidat officiel à Bazas fut vivement combattu par un légitimiste cléricale. Malgré les coalitions formées contre eux, les candidats officiels obtinrent de fortes majorités. A Bordeaux, par contre, le candidat officiel soutenu par le cardinal Donnet et par le clergé, ne fut élu contre un républicain qu'au second tour, et avec une majorité de quelques voix (4). Dans les Charentes enfin, Lemer cier, combattu par le gouvernement qui l'avait jusqu'alors imposé à des populations anticléricales, et abandonné par l'évêque gouvernemental, Landriot (5), fut écrasé à Saint-Jean-d'Angély (6).

Dans le Poitou, naguère le principal centre de l'agitation cléricale, les candidats officiels furent tous très facilement élus.

(1) 27 octobre, Bibliothèque nationale, manuscrit 20.619.

(2) B¹ 370.

(3) F¹ 2.559.

(4) Curé	11.285	13.384
Lavertujon.....	8.961	13.344
Dufaure	3.716	

Au premier tour, la fraction ardente du clergé avait soutenu Dufaure, qui s'était engagé à défendre le pouvoir temporel du pape.

(5) Lecanuet : *Montalembert* (lettre de mai, à Foisset). Landriot avait cependant fait des objections contre le choix du candidat officiel, Roy de Loulay, qui était anticléricale.

(6) Roy de Loulay	17.307
Lemer cier	5.942
Simonot (<i>démocrate</i>).....	5.902

L'influence électorale du clergé n'était grande que dans le bocage vendéen, et il ne put y engager la lutte. Ce fut en effet une des rares régions où les légitimistes obéirent strictement à la consigne d'abstention du comte de Chambord. En Vendée, les trois candidats officiels furent élus sans concurrents, et par plus de la moitié des électeurs inscrits. Colet avait recommandé à son clergé de ne pas inciter les électeurs à s'abstenir. Certains prêtres votèrent même pour les candidats officiels. L'un d'eux, Sainte-Hermine, autrefois bleu, avait d'ailleurs voté l'amendement des 91. A Parthenay et à Bressuire, l'abstention des légitimistes assura également le facile triomphe des candidats officiels. Celui de Bressuire, Ch. Le Roux, combattu par un candidat soutenu par des républicains et par quelques légitimistes, prétendit qu'il avait l'appui de Pie et reçut un démenti. Pie déclara qu'il restait neutre dans cette circonscription, et ne prit pas de part ostensible aux élections de la Vienne. Le clergé y soutint deux opposants qui n'eurent que de très faibles minorités.

« Le clergé de la Sarthe a pris très peu de part aux élections. Mgr Fillion s'est abstenu de recommander les candidats du gouvernement mais il n'a pas caché ses sympathies personnelles qui leur sont acquises. » (1) Ils représentaient d'ailleurs bien les tendances de leurs circonscriptions au point de vue religieux. L'anticlérical Haentjens, gendre du maréchal Magnan, grand maître de la Franc-Maçonnerie, écrasa à Saint-Calais un légitimiste par 20.425 voix contre 4.540. A Mamers, Leret d'Aubigny triompha également d'un légitimiste par 21.908 voix contre 5.778, tandis que de Talhouet et de Beauvau, qui avaient voté l'amendement des 91, étaient réélus, l'un, à La Flèche, sans concurrent, l'autre au Mans, par 14.708 voix contre 7.077 à un libéral avancé. De même, dans la Mayenne, le bleu Mercier triompha à Mayenne, et le blanc Leclerc d'Osmonville à Laval, où il ne fut pas combattu par les légitimistes (2). Le troisième candidat officiel, de Pierres, fut élu à Château-Gonthier par 11.464 voix contre 8.041 à un opposant « républicain, orléaniste, clérical suivant les circonstances. » (3)

Dans le Maine-et-Loire, l'administration patronnait les quatre sortants, qui avaient voté l'amendement des 91. Louvet

(1) 6 juin 1863 ; rapport du procureur général d'Angers. BB³⁰ 427.

(2) Le rédacteur de leur journal, l'Indépendant de l'Ouest, Muller, qui voulait se présenter dut y renoncer, certains légitimistes étant résolus à s'abstenir, et d'autres acceptant Leclerc d'Osmonville « pour ne pas se séparer du clergé ». Monde, 20 mai.

(3) 6 juin 1863, rapport du procureur général d'Angers, BB³⁰ 427.

fut élu sans lutte à Saumur. A Cholet, Las Cases, à qui l'on reprochait d'avoir aidé le gouvernement à acheter l'Ami de la Religion, fut combattu par le clergé qui soutint Durfort de Civrac. Il fut cependant élu par 17.282 voix contre 11.757. A Angers, les légitimistes ne présentèrent pas de candidats, et certains d'entre eux votèrent contre Segris pour le républicain Giraud : « Le clergé paraît s'être divisé ; pendant que l'évêque et un des grands vicaires affectaient de voter à bulletin ouvert pour M. Segris, un autre grand vicaire, le séminaire, les Jésuites et quelques ecclésiastiques des paroisses votaient pour M. Giraud. » (1) Cet appoint paraît avoir été peu important, car Giraud n'obtint que 5.401 voix contre 22.019. A Baugé Segré, Berryer et l'Union de l'Ouest, qui fut frappée le 2 mai d'un avertissement, recommandèrent de voter pour le républicain Freslon. Mais Falloux, la plupart des légitimistes et le clergé restèrent fidèles à Bucher de Chauvigné, l'un des 91, qui fut élu par 18.091 voix contre 6.167 à Freslon.

En Bretagne, les questions religieuses jouèrent un rôle très important, et souvent tout à fait prépondérant. Dans la Loire-Inférieure (2) le clergé était très hostile au gouvernement mais les légitimistes, fidèles à la consigne d'abstention ne présentèrent pas de candidats. Le candidat officiel fut élu sans concurrent à Savenay. A Ancenis et à Paimbœuf, le clergé soutint des opposants sans nuance politique définie, qui n'eurent que de faibles minorités. A Nantes il fit une vive campagne contre le candidat officiel protestant, Voruz, pour un libéral, Lanjuinais, qui, soutenu à la fois par les légitimistes et par les républicains (3), fut élu par 12.248 contre 11.710 (4).

En Ile-et-Villaine, la lutte fut extrêmement vive (5). Depuis 1861, Brossais Saint-Marc était aussi ardent comme opposant qu'il l'avait été naguère comme bonarpatiste. Ses conflits avec Féart étaient devenus de plus en plus vifs, surtout en 1862. Le gouvernement avait montré sa volonté de poursuivre la lutte en remplaçant le procureur général, du Beux, dont Féart déplorait la

(1) 6 juin 1863, rapport du procureur général d'Angers BB⁹⁹ 427.

(2) Depuis la question romaine, le clergé défendait de lire le journal de la préfecture, l'Union Bretonne, dont le tirage baissa de près d'un tiers (F¹⁹ 297). Le Phare de la Loire fut averti le 24 février et suspendu le 6 juin.

(3) Le Phare de la Loire avait été le seul journal républicain à critiquer le *Fils de Giboyer*, qui en effet, avait nui à la formation de l'union libérale.

(4) Lanjuinais vota souvent avec les républicains, mais le 15 avril 1865, il fut des 84 députés qui réclamèrent des garanties pour le pouvoir temporel du pape.

(5) F¹⁹ 5851.

faiblesse par l'anticlérical Camescasse (octobre 1861). Seul le député de Saint-Malo, Caffarelli, l'un des 91, eut à la fois l'appui de l'administration et celui du clergé. A Redon-Montfort, Féart opposa à Duclos, l'un des 91, un candidat officiel presque aussi clérical, de la Guistièrre, beau-frère du légitimiste Fresneau. A Vitré-Fougères, le légitimiste Audren de Kerdrel, qui depuis 1852 obéissait à la consigne d'abstention, se présenta contre de Dalmas. A Rennes, le candidat officiel sortant, de Piré, eut pour concurrent un des nombreux légitimistes qui, ralliés à l'Empire avant la guerre d'Italie lui étaient redevenus hostiles depuis la question romaine : Ange de Léon, qui, nommé maire de Rennes en 1855, avait chaleureusement accueilli Napoléon III en 1858, mais avait été révoqué à la demande de Féart en 1861. Le 3 mai, le Journal de Rennes fut suspendu pour deux mois pour un article sur le serment. Brossais Saint-Marc, irrité, adhéra à la lettre des sept évêques, bien que leurs opinions politiques et religieuses fussent très différentes des siennes. Il fit, en mai, une tournée pastorale et électorale dans la circonscription de Vitré-Fougères. Le clergé, unanime dans son opposition, fit une campagne excessivement violente. Dans chaque paroisse, le curé, et surtout ses vicaires recevaient les circulaires et les bulletins de vote du candidat opposant, et les distribuaient, souvent à domicile. Ils parlaient en chaire contre le candidat officiel et faisaient aux fidèles un devoir de conscience de voter contre lui. Le jour du scrutin, ils se faisaient montrer les bulletins que les électeurs allaient mettre dans l'urne, et s'assuraient que c'étaient bien ceux du candidat clérical. Féart, dans plusieurs circulaires, signala ces agissements aux maires et leur ordonna de les contrecarrer, mais beaucoup se dérobèrent ; il en révoqua plusieurs (1). Il exploita l'hostilité du peuple contre l'ancien régime. Enfin les excès mêmes de la pression cléricale suscitèrent une réaction, à laquelle, d'après Camescasse, doit être « attribuée une partie notable du succès des candidats du gouvernement. » (2) De La Guistièrre fut élu par 17.208 voix contre 11.151 à Duclos, Piré par 20.836 contre 7.220 à Ange de Léon, de Dalmas par 18.613 contre 15.696, à Audren de Kerdrel. Camescasse écrivit

(1) Après les élections, une protestation contre la pression exercée par Féart, ne fut repoussée au conseil général que par 21 voix contre 18, dont celle du sénateur président, La Riboisière.

(2) BB³⁰ 386. En particulier, les républicains, à qui leur chef, Dréo, gendre de Garnier Pagès, avait recommandé de voter pour Audren de Kerdrel se décidèrent, devant la campagne menée par le clergé, à voter contre lui.

le 2 juin : « Le caractère de l'élection dans le département, c'est le drapeau tricolore l'emportant sur le drapeau blanc, l'élément civil sur l'élément clérical. » (1)

Dans le Morbihan, les trois candidats de l'administration étaient cléricaux. Deux furent élus sans concurrents. Le troisième, Le Méhorel de La Haichois, fut combattu à Lorient par le légitimiste Fresneau. Le nouvel évêque bonapartiste, Dubreuil, prit ouvertement parti pour le candidat officiel. Mais le groupe d'ecclésiastiques qui, depuis 1848, dirigeait la politique du Morbihan, soutint Fresneau (2) et adressa à tous les prêtres une circulaire en sa faveur. Le clergé se divisa. Le Méhorel de La Haichois fut élu par 22.583 voix contre 7.155 à Fresneau.

Dans le Finistère, il n'y eut pas de conflit violent entre l'administration et le clergé. Sergent, gouvernemental et conciliant, déclara qu'il combattrait à Morlaix la candidature du député sortant, de Tromelin, mal vu du clergé pour avoir traité, au Corps Législatif, les soldats du pape de mercenaires, mais qu'il soutiendrait tout autre candidat que lui substituerait l'administration. Le préfet, Richard, conseilla au gouvernement de céder : « Il serait regrettable et même dangereux, écrivait-il à Rouland (3), de détruire, peut-être à jamais, par une lutte dans laquelle la question politique n'est pas engagée, un accord entre le clergé et l'administration que j'ai eu tant de peine à maintenir,... et dont vous appréciez mieux que qui ce soit... tous les avantages dans un pays aussi religieux que la Bretagne. » Un candidat bien vu du clergé, Dein, fut substitué à Tromelin. Énergiquement soutenu par Sergent, il obtint une forte majorité sur un légitimiste, bien qu'une partie des curés eussent voté contre lui. Vis-à-vis des autres candidats officiels, tous cléricaux, Sergent garda une neutralité bienveillante. Les candidats légitimistes, soutenus seulement par une partie du clergé, n'eurent que de faibles minorités. Seul de Gasté, légitimiste converti à la république en 1848 et resté clérical, obtint à Brest plus de 10.000 voix.

Dans les Côtes-du-Nord, la suppression de la Bretagne avait marqué, en 1860, la rupture entre le gouvernement et le groupe ultramontain qui l'avait jusqu'alors soutenu. Mais la rupture n'avait pas été complète. L'Armorique, qui succéda

(1) BB³⁰ 431.

(2) Voir Buléon et Le Garrec : *Sainte-Anne d'Auray* : t. III : *Le petit séminaire*.

(3) F¹⁰ 2.564, mars 1863.

à la Bretagne, resta un journal gouvernemental et clérical. Grâce à deux évêques gouvernementaux, Martial, puis David, l'administration réussit à ne pas entrer en conflit violent avec le clergé. En 1863, le gouvernement maintint son patronage à deux des 91 : de Champagny, qui fut réélu sans concurrent à Dinan, et de La Tour, qui eut à Lannion une énorme majorité sur Thiers. Par contre, le gouvernement combattit Cuverville à Loudéac, et la candidature de Montalembert à Saint-Brieuc engagea une seconde bataille. L'administration adopta deux tactiques opposées. A Loudéac, elle soutint de Janzé, qui avait été républicain en 1848 et restait très libéral. Il dut prendre l'engagement de voter pour le pouvoir temporel du pape, mais il n'en fut pas moins combattu par le clergé et soutenu par les bleus. Ceux-ci décidèrent le républicain Glais Bizoin, qui en 1857 avait été candidat à Loudéac, à ne pass'y présenter « pour les laisser se porter tous vers M. de Janzé contre M. de Cuverville » (1). A Saint-Brieuc, au contraire, afin d'enlever à Montalembert le plus possible de voix cléricales, l'administration présenta un légitimiste rallié très clérical, Geslin de Bourgogne. Glais Bizoin se présenta à Saint-Brieuc. Enfin, à Guingamp un légitimiste, Ropartz, se présenta contre le candidat officiel, Le Gorrec.

David, très dévoué au gouvernement tandis que son clergé lui était en majorité hostile, soutint tous les candidats officiels. Il évita de se compromettre en faveur de Janzé (2) mais il combattit vivement Montalembert (3). La Foi Bretonne (4) annonça cependant qu'il s'était rallié à la candidature de Montalembert, et publia une lettre de Dupanloup qui invitait tous les catholiques à voter pour celui-ci. David reprocha vivement à Dupanloup « cet acte contraire à toutes les convenances et à toutes les délicatesses observées jusqu'ici entre évêques » (5). Il adressa un démenti public à la Foi Bretonne, en se déclarant hautement favorable à Geslin de Bourgogne, et en se plaignant des procédés employés par ses adversaires (6). Il ne réussit d'ailleurs pas à

(1) 19 mai, rapport de Camecasse, BB³⁰ 431.

(2) Deux prêtres avaient violemment attaqué de Janzé ; il fut question de les poursuivre, ou de les faire déplacer par l'évêque. David obtint qu'il n'y eût pas de sanctions. (BB³⁰ 1.673 ; BB³⁰ 431.)

(3) Lebreton, depuis longtemps candidat à l'épiscopat, prit également parti contre Montalembert, et Rouland, sur la recommandation de David, le nomma évêque du Puy, le 16 mai. (F¹⁰ 2.563.)

(4) Elle avait été frappée le 3 mai d'un avertissement.

(5) Cette lettre, citée par Lecanuet : *Montalembert*, ne fut pas publiée.

(6) Monde, 31 mai. David fut accusé d'avoir retiré sa clientèle à son imprimeur,

empêcher son clergé de voter en majorité pour Montalembert. De même, à Guingamp, la plupart des curés votèrent pour le légitimiste, tandis qu'à Loudéac, le clergé était unanime à soutenir ardemment Cuverville.

L'opposition cléricale subit un triple échec : Le Gorrec fut élu par 14.715 voix contre 6.632, et de Janzé par 12.847 contre 10.655. Quant au résultat de Saint-Brieuc, ce fut une surprise complète : Montalembert, qui n'était pas venu faire campagne, obtenait seulement 3.524 voix ; Geslin de Bourgogne 7.156, et Glais Bizoin était élu par 12.827 voix. L'administration avait surestimé l'influence du clergé, et méconnu le sentiment démocratique et libéral des populations, qui, voyant en Geslin de Bourgogne comme en Montalembert, des blancs, avaient voté en masse pour le bleu : Glais Bizoin.

III. — *Les résultats des élections*

Dans l'ensemble de la France, les élections de 1863 montrèrent combien le clergé était hostile au gouvernement. Les évêques, comme dans la question romaine, furent beaucoup plus modérés que leurs prêtres : la plupart évitèrent de prendre part ostensiblement aux élections. Le manifeste des sept évêques n'obtint que deux adhésions publiques ; une dizaine d'évêques prirent même ouvertement parti pour le gouvernement : la plupart avaient été récemment nommés ou promus : Delamarre, Christophe, Cruice, Colet, Dubreuil, David. Par contre, le bas clergé, dans sa grande majorité, était au moins aussi hostile au gouvernement que les sept évêques, et il alla plus loin dans l'opposition qu'ils n'avaient osé le conseiller dans leur lettre. Elle ne fut pas pour lui un mot d'ordre, mais un encouragement. Le Monde avait recommandé de voter pour les candidats les plus dévoués à l'Église, qu'ils fussent ou non officiels. Les sept évêques n'avaient indiqué qu'à mots couverts leurs préférences pour les opposants. Le bas clergé ne se résigna à voter pour les candidats officiels que lorsqu'ils étaient cléricaux et combattus par des républicains. Partout où les opposants n'étaient pas nettement anticléricaux, il vota pour eux, même s'ils offraient à l'Église des garanties moindres que les candidats officiels. Il n'était nullement guidé

parce que celui-ci était favorable à Montalembert. Rouland télégraphia au préfet le 1^{er} juin : « Dites à l'évêque que sa conduite est admirable. Le Moniteur de demain contiendra blâme officiel de la consultation des sept évêques. » (F¹⁰ 2.575.)

par les principes libéraux qu'avaient exposés les sept évêques et semble même avoir moins eu souci de fortifier à la Chambre le parti cléricale que de manifester sa rancune contre le gouvernement. La violence de son hostilité qui, depuis 1861, s'était peu manifestée, surprit beaucoup d'agents du gouvernement qui l'avaient crue apaisée par l'avènement de Drouyn de Lhuys. L'empereur s'en plaignit au nonce (1). La question romaine avait suscité dans les rangs du clergé un ressentiment vivace, que la répression de l'agitation et les conflits dus à la nouvelle politique ecclésiastique du gouvernement avaient entretenu et même exaspéré.

Cependant, le clergé n'alla pas jusqu'à s'allier aux républicains. L'antagonisme qui existait entre eux et lui, et que le *Monde* et le *Siècle* s'accordaient à constater, s'avéra profond et général. De même que le parti républicain avait, dans beaucoup de circonscriptions, ses candidats, le clergé chercha à avoir les siens et il y parvint généralement dans les régions où il était influent, exception faite des quelques circonscriptions de l'Ouest où les légitimistes restaient fidèles à la consigne d'abstention. Il évita ainsi, partout où il était puissant, de s'allier aux républicains ou même aux libéraux. Au contraire, dans les circonscriptions où les républicains risquaient d'être élus, il s'allia contre eux à l'administration et soutint les candidats officiels cléricaux (2). Réciproquement, dans les circonscriptions où le clergé combattit violemment les candidats officiels, ceux-ci, devenus les représentants des bleus contre les blancs eurent souvent l'appui des républicains qui, trop faibles pour présenter des candidats, voyaient dans le clergé un ennemi plus proche et plus redoutable que le gouvernement impérial (3). Bref, dans les régions cléricales, que l'administration fût dans un camp ou dans l'autre, la vie politique était dominée par l'antagonisme entre le clergé et ses adversaires ; sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, ils ne pouvaient s'unir contre le gouvernement.

L'union libérale n'eut de succès que dans les circonscriptions où les questions religieuses ne jouaient qu'un rôle secondaire

(1) Correspondance diplomatique, 12 décembre 1863.

(2) Notamment à Lyon, Saint-Étienne, Aurillac, Saint-Lô. A Angers et à Baugé-Segré, malgré les appels de l'Union de l'Ouest en faveur des républicains, la grande majorité du clergé vota pour les candidats officiels cléricaux.

(3) Notamment à Loudéac, Vitré-Fougères, Perpignan, Clermont. A Brioude, par contre, les républicains votèrent pour l'opposant cléricale, mais le candidat officiel était presque aussi cléricale que lui.

et où le clergé avait peu d'influence. Le plus souvent, les partis n'étant pas constitués, elle se réalisa sans accord concerté, spontanément : c'est ainsi, que dans la région parisienne et dans le Sud-Ouest, des libéraux eurent à la fois les voix du clergé et celles des républicains. Cette coalition fut possible parce qu'ils ne parlaient pas des questions religieuses, ou en parlaient sans précision (1). Dans quelques circonscriptions, un accord fut conclu entre les partis : c'est ainsi que Thiers fut élu à Paris Berryer et Marie à Marseille, Lanjuinais à Nantes ; or, dans ces grandes villes, le clergé n'était qu'un faible appoint ; à Paris, il ne joua pas de rôle appréciable dans l'élection de Thiers ; à Marseille, l'évêque, et probablement une bonne partie de ses prêtres, n'étaient pas favorables à Marie. Le clergé ne prit donc qu'une très faible part à l'union libérale. Thiers et Berryer, dont elle assura l'élection, allaient rendre à l'Église des services considérables. Mais ni l'un ni l'autre n'étaient de véritables cléricaux, et cette nuance, qui les avait rendus acceptables aux électeurs républicains, était sensible au clergé (2). Dans l'ensemble de la France, le clergé fournit parfois un appoint à des libéraux non cléricaux ; nulle part il ne vota dans son ensemble pour des républicains ; les prêtres qui poussèrent l'opposition jusque là furent peu nombreux et isolés. Mais ces collusions mécontentèrent vivement le gouvernement, et comme elles étaient de nature à discréditer les oppositions et à expliquer leur succès, il leur attribua une importance qu'elles n'avaient pas (3).

Dans toutes les régions où il était influent, le clergé usa de son autorité spirituelle pour faire pression sur les électeurs, ce qui était un cas d'abus prévu par les Articles Organiques (articles 6, 52 et 53). Les très nombreux curés, qui, en parlant en chaire des élections, attaquèrent le gouvernement, tombaient

(1) Là où le clergé n'avait le choix qu'entre des candidats officiels non cléricaux et des républicains, il paraît s'être le plus souvent abstenu, quelques prêtres votant parfois pour des républicains, et un plus grand nombre votant pour les candidats officiels.

(2) Dupanloup écrivait le 20 mars à H. de Lacombe : « Une chose m'est insupportable à penser. C'est que la question de MM. Thiers et Berryer étant décidée, celle de MM. de Falloux et de Montalembert ne le soit pas. Que ces deux hommes échouent, c'est un déshonneur pour la religion et pour le clergé. Ils sont tous deux nos vrais représentants : les deux autres nous défendent, mais représentent la politique. » (*Lettres choisies de Mgr Dupanloup*, publiées par Lagrange. On a vu que Thiers et Berryer venaient de voter pour Littré à l'Académie.)

(3) Cette appréciation inexacte est encore celle de Debidour : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France*, p. 580.

même sous le coup de l'article 201 du Code pénal, que Delangle avait rappelé dans sa circulaire du 8 avril 1861 ; beaucoup de prêtres auraient également pu être condamnés pour avoir attaqué des fonctionnaires ou des particuliers. Un assez grand nombre d'informations furent ouvertes, mais toutes, sauf une (1), furent closes par non-lieu. Le gouvernement ne voulait pas prolonger l'agitation électorale par des procès qui, loin de les servir, auraient pu compromettre les candidats officiels combattus par le clergé (2). Le gouvernement attendit la fin des élections pour déférer le 12 juin au Conseil d'État la consultation des sept évêques et la lettre du 4 juin par laquelle Guibert avait répondu au blâme de Rouland.

L'opposition cléricale, à ne considérer que les résultats numériques, avait subi un échec : sur les 91, (3) 24 avaient perdu le patronage du gouvernement ; 6 n'avaient pas osé poursuivre la lutte (4) ; 12 étaient battus (5) ; 6 seulement étaient réélus (6). Parmi les nouveaux députés de l'opposition, une dizaine seulement étaient favorables aux revendications catholiques (7). Plus que cette perte d'une dizaine de sièges, on remarquait l'échec de tous les opposants « catholiques avant tout » : Montalembert, Cochin, de Meaux, Keller, Lemer cier, Cuverville (8). Parmi les quinze élus de l'opposition cléricale, rares étaient ceux qui mettaient les questions religieuses au premier plan de leurs préoccupations. « Un... caractère saillant de l'élection, écrivait Ollivier, est la déroute, à Paris comme dans les départements, du parti des agitateurs épiscopaux. » (9)

L'on savait que l'influence du clergé s'exerçait surtout sur

(1) Celle dirigée contre le desservant de Chasserades (Lozère).

(2) Procès-verbal ayant été dressé contre deux prêtres de l'Aveyron pour avoir calomnié Calvet Rogniat, Delangle notait : « Pas de poursuites : elles seraient un inconvénient pour la paix publique, un danger pour Calvet Rogniat. » (BB³⁰ 429, juin 1863).

(3) Sept d'entre eux, pour diverses raisons, ne s'étaient pas représentés : Boullé, Brochant de Villiers, de Chabrillan, Gisclard, Greyfié de Bellecombe, Monier de la Sizeranne, Ouvrard.

(4) Durand, Guyard-Delalain, Pérouse, de Reiset, de Ségur Lamoignon, de Tauriac.

(5) De Blosseville, de Carayon Latour, de Chazelles, de Cuverville, Duclos, de Flavigny, Gareau, de Jouvenel, Keller, de Lacheisserie, Lemer cier, de Mortemart.

(6) Ancel, d'Andelarre, de Chambrun, de Grouchy, Hallez Claparède (après invalidation de son concurrent), Plichon.

(7) Thiers, Berryer, Buffet (élu après invalidation de son concurrent), Lambrecht, Martel, Piéron-Leroy, de Marmier, Bravay, Garnier, Lanjuinais.

(8) Les trois députés qui, par leur lettre à l'empereur du 9 janvier 1860, avaient inauguré l'opposition parlementaire cléricale étaient donc battus.

(9) *L'Empire libéral*, t. VI.

les classes riches, et que, dans une grande partie de la France, il n'avait aucune action sur le peuple. Mais les élections de 1863 montraient que, même dans les régions les plus cléricales, il ne disposait pas des votes de la majorité des électeurs. Dans l'Ouest même, tous ceux de ses candidats qui étaient combattus par le gouvernement échouaient (1). Dans l'autre grande région cléricale, les versants sud et est du Massif central, un seul opposant cléricale était élu. Encore de Chambrun, député sortant, très riche, originaire de la Lozère, où sa famille avait un grand prestige, avait-il, indépendamment de l'appui du clergé, des avantages énormes sur le candidat officiel, à peu près inconnu dans le département. De même, si le clergé avait beaucoup contribué à l'élection de Plichon, de Hallez Claparède et de Buffet, ceux-ci avaient en outre une situation personnelle très supérieure à celle de leurs concurrents. Quant aux autres élus de l'opposition, l'appui du clergé n'avait été pour eux qu'un appoint secondaire. Ils avaient été élus soit comme libéraux, soit comme protectionnistes, soit grâce à leur situation personnelle, et surtout parce que les électeurs voulaient avoir des députés plus connus dans le pays, plus indépendants, plus actifs, plus préoccupés des intérêts locaux que ne l'étaient généralement les candidats désignés par l'administration. Les catholiques qui, comme Montalembert, ne répondaient pas à ce vœu des populations avaient échoué. Tout l'effort du clergé n'avait pas suffi à les faire triompher, car la pression cléricale échouait auprès des électeurs indépendants ou même les indisposait, tandis que l'administration disputait, non sans succès, au clergé le vote des électeurs passifs.

Cependant, le Corps Législatif de 1863 fut au moins aussi avorable à l'Église que celui de 1857 et l'influence qu'il exerça en sa faveur fut beaucoup plus considérable. La force du parti cléricale, en effet, n'y était pas dans l'opposition, mais bien dans la majorité. Ceci tenait à plusieurs causes. D'une part, beaucoup de députés élus comme candidats officiels, choisis dans les classes riches, étaient comme elles plus cléricaux que les populations qu'ils représentaient. Le gouvernement, soit parce qu'il restait fidèle à ce système qu'il avait adopté en 1852, soit parce qu'il ne voulait pas éliminer un trop grand nombre de députés sortants, continua ainsi à faire élire des députés cléricaux dans des régions indifférentes ou anticléricales : d'Albuféra dans l'Eure, Lebreton

(1) Sauf Lanjuinais, pour qui les républicains avaient voté.

dans l'Eure-et-Loire, Gellibert des Seguins dans la Charente, Kervéguen et Lescuyer d'Attainville dans le Var, etc. Les cas de ce genre furent d'ailleurs moins nombreux en 1863 qu'en 1857 ou 1852.

D'autre part, dans les régions catholiques, le gouvernement renouvela son investiture à la plupart des 91 ; et lorsqu'il eut à choisir de nouveaux candidats, il crut habile, pour désarmer l'opposition cléricale, de désigner des cléricaux avérés. Cette tactique facilita peut-être la défaite des opposants, quoique, des bleus tels que de Janzé et de Dalmas aient triomphé de leurs concurrents aussi bien que des cléricaux comme Las Cases ou de la Guistièrre ; mais les victoires ainsi obtenues étaient stériles, car, si elles satisfaisaient la rancune du gouvernement contre certains opposants, elles n'affaiblissaient en rien l'opposition cléricale. Sur les 84 députés, qui, le 15 avril 1865, votèrent pour un amendement favorable au pouvoir temporel que repoussait le gouvernement, 70 avaient été élus comme candidats officiels (1).

Enfin et surtout, les élections de 1863 incitaient les députés élus comme candidats officiels, et particulièrement les cléricaux, à être moins dociles envers le gouvernement. Plusieurs d'entre eux savaient qu'ils devaient moins leur élection à son patronage qu'au libre choix de leurs électeurs. Tous voyaient que l'influence électorale de l'administration diminuait rapidement et cherchaient à s'assurer d'autres appuis. L'un des plus précieux pour tous ceux qui représentaient des régions cléricales était le concours du clergé. Or le clergé s'était montré beaucoup plus intransigeant que le gouvernement. Sur les 91, 24 seulement avaient perdu le patronage de l'administration, mais tous, à deux ou trois exceptions près (2) s'étaient assuré par ce vote l'appui du clergé ; et il avait combattu les députés qui avaient repoussé l'amendement. Les députés, pour peu que leurs circonscriptions fussent cléricales, étaient donc tentés d'encourir le mécontentement éventuel du gouvernement plutôt que la rancune certaine et implacable du clergé.

(1) Voir la carte hors texte. Sur les 91, 60 avaient été soutenus par l'administration (en y comprenant Kolb Bernard et de Grammont, qui pouvaient être considérés comme indépendants). Sur ces 60, 4 seulement avaient été battus : 2 par des républicains : Canaple et Charpin Feugerolles ; 2 par des opposants cléricaux : Lesergeant de Monnecôte et Bourcier de Villers. 56 siégeaient donc dans le nouveau Corps Législatif, outre les 6 qui avaient été réélus contre l'administration.

(2) Las Cases et Bourcier de Villers, notamment.

La tactique suivie par le clergé fut ainsi l'un des principaux facteurs de la décomposition de l'Empire autoritaire. Il était incapable de vaincre seul dans les élections, mais son concours était indispensable à tout candidat qui n'était pas soutenu, soit par les républicains, soit par l'administration. Il était l'élément essentiel du vieux parti de l'ordre, dont les élections de 1863 marquaient le réveil et qui, jouant un rôle de plus en plus important à mesure que le gouvernement impérial s'affaiblissait, allait, après sa chute, gouverner la France. Tous les succès remportés par le clergé français de 1863 à 1876 ont leur origine dans la part qu'il prit aux élections de 1863.

Les catholiques libéraux, dont le clergé, sans partager les opinions, avait appliqué la tactique, se réjouirent de le voir utiliser les libertés publiques et s'associer à ceux qui en réclamaient le développement. A cet égard, les élections, malgré tant d'échecs, étaient pour eux une victoire. « Les catholiques, écrivait le Correspondant, seraient bien peu soucieux de leur propre gloire autant que de leur intérêt évident s'ils laissaient oublier que ce mouvement d'indépendance courageuse et calme est venu d'eux, qu'ils en ont donné le premier exemple à propos de la question romaine. De toutes les sentinelles endormies, la première qui se soit réveillée, c'est la conscience religieuse. » (1)

Des catholiques s'inquiétaient, par contre, des progrès rapides d'un parti républicain foncièrement anticlérical. Debeauvais écrivait à Dupanloup : « Les élections, en général, sont hostiles à l'Église, mais elles ne le sont pas moins au gouvernement. » (2) D'ailleurs, le danger républicain paraissait encore éloigné.

(1) Juin 1863. L'auteur, pour être exact, aurait dû préciser qu'il ne parlait que du camp conservateur.

(2) AB XIX 525, 16 juin.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE XXI

La politique ecclésiastique avant la convention du 15 septembre 1864

I. — *Les suites immédiates des élections*

Les élections de 1863 ne donnaient sur les tendances du pays en matière de politique religieuse que des indications complexes et divergentes. Les mesures prises par le gouvernement après le scrutin montrent qu'il souhaitait l'apaisement des querelles religieuses, mais sans vouloir faire de concessions. Cet apaisement était d'ailleurs également souhaité par le Saint-Siège. Dupanloup avait chargé, au lendemain des élections, son ami le curé de Saint-Thomas d'Aquin, Debeauvais, de se plaindre au nonce du gouvernement et des évêques qui l'avaient soutenu. « Le nonce, lui écrivit Debeauvais, a répondu à tout cela qu'il y avait bien, en tout ceci, de l'exagération, puis motus ! Ne me tenant pas pour battu, je lui ai exprimé les craintes qui étaient dans beaucoup d'esprits sur les mauvais desseins de nos maîtres vis-à-vis de l'Église et de la papauté... qu'il ne fallait pas se faire illusion sur l'esprit *anticlérical*, c'est-à-dire *anticatholique*, qui s'était si imprudemment et si audacieusement déchaîné contre les candidats à la Chambre les plus dévoués et les plus utiles à la cause de l'Église ; là-dessus, on a secoué la tête et dit carrément, presque sèchement qu'on croyait aux *bonnes intentions* du gouvernement. Qu'au reste il ne s'occupait pas de Rome en ce moment, et avait d'autres affaires, et puis, tout a été fini. ... Évidemment, j'étais dans ce moment le représentant de l'évêque d'Orléans, qu'on trouve qui va toujours trop vite, et qui est toujours sur le pied de guerre. » (1)

Le Moniteur du 24 juin publia un remaniement ministériel important. Persigny, Walewski, Delangle et Rouland quittaient

(1) 21 juin (AB XIX 525). Debeauvais ajoutait : « On prête à M. Thiers d'avoir depuis longtemps défini le nonce un *niais élégant*. M. Thiers n'est ni respectueux, ni poli ; moi, je dirais quelquefois du nonce qu'il est *candid*, par là même timide, et facile aux *illusions confiantes* : c'est si commode. »

le ministère. Baroche prenait le ministère de la Justice, auquel les Cultes, pour la première fois sous le Second Empire, étaient rattachés. Il était remplacé comme président du Conseil d'État par Rouher (1). Boudet était chargé de l'Intérieur, Duruy de l'Instruction publique. Les services du ministère d'État étaient scindés. Le maréchal Vaillant devenait ministre de la Maison de l'empereur. Billault était nommé ministre d'État ; il devait, assisté par le président du Conseil d'État, représenter le gouvernement devant les Chambres, les ministres sans portefeuilles étant supprimés.

Les catholiques remarquèrent surtout le départ des trois ministres qui avaient eu avec eux les plus vifs conflits : Persigny Delangle, et Rouland. Guibert écrivit à Pie : « Les victimes étaient bien les trois plus mauvais. M. Baroche est, dit-on, un homme relativement modéré. » (2) Baroche (3), en effet, n'avait guère été publiquement mêlé aux conflits religieux ; le public ne savait pas qu'il était très gallican et qu'il avait fermement soutenu Thouvenel. On remarqua peu la chute du principal partisan du Saint-Siège dans le ministère, Walewski (4). Duruy, que Napoléon III avait personnellement choisi, et Boudet, qui devait sa nomination à son ami Billault, étaient ignorés du public. Mais Vuillot savait Duruy « un universitaire renforcé », et connaissait Boudet, « l'ancien ennemi de notre pauvre Segrétain, protestant voltairien et anti-prêtre à l'excès ». (5) La situation prépondérante donnée à Billault montrait également que l'empereur ne se ralliait pas à la politique cléricale.

Cependant le parti cléricale, encouragé par la chute de ses adversaires, tenta d'obtenir de leurs successeurs une atténuation de leur politique ecclésiastique. On crut, dans le clergé, que la vivacité avec laquelle Rouland avait blâmé les sept évêques, et la réponse que Guibert lui avait adressée, avaient contribué à sa chute. Guibert écrivit à Baroche pour l'engager à abandonner le recours d'abus introduit contre les sept évêques par son prédécesseur. Mais le 16 août, le Conseil d'État prononça une sentence d'abus contre les sept évêques pour les motifs donnés par Rou-

(1) Rouher était remplacé comme ministre des Travaux publics par Béhic.

(2) Paguette de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.

(3) Voir les lettres de félicitations qui lui furent adressées par plusieurs évêques et sa réponse à Maret, F¹⁹ 5.608.

(4) Un autre adversaire de Thouvenel, Magne, avait, quelque temps auparavant, donné sa démission.

(5) *Correspondance*, t. II. Lettre datée par erreur de juillet 1866.

land, et contre Guibert parce que sa lettre du 4 juin critiquait la politique du gouvernement et lui contestait « le droit de faire respecter par les évêques les obligations à eux imposées par les lois de l'Empire ». Cornudet écrivit : « Le triste honneur de cette journée revient à M. Baroche, qui, par un discours de cinq quarts d'heure, beaucoup plus habile et plus modéré que n'eût été un discours de M. Rouland a enlevé à une faible majorité les votes du Conseil. Le rapport venimeux de M. Suin avait été rejeté à l'unanimité. » (1)

La question des congrégations fut posée par les Dominicains, qui voulaient fonder un collège à Arcueil et s'étaient heurtés à l'opposition de Rouland (2). « La main de Dieu est là », écrivit, en apprenant sa chute, le P. Captier. Duruy le regut, et tout en faisant « montre de son esprit anticlérical », lui déclara que l'opposition à l'ouverture du collège ne venait pas de lui, mais du ministère des Cultes. Duruy écrivit en effet à Baroche que, les Dominicains ayant déposé au rectorat les pièces exigées par la loi pour l'ouverture d'une école secondaire, il était disposé à leur en accuser réception, tout en admettant que le gouvernement, en vertu des lois sur les congrégations, devrait s'opposer à la fondation projetée. Mais Baroche, bien que résolument hostile à l'ouverture du collège, répondit qu'il n'appartenait pas au ministre des Cultes de prendre la responsabilité de l'opposition (3). Il conseilla à Duruy de refuser de recevoir le dossier de la future école, les Dominicains, « frappés d'une incapacité absolue par la loi fondamentale du pays », n'étant pas qualifiés pour en faire le dépôt (16 juillet). Duruy regut cependant le dossier et en accusa réception, en renvoyant les Dominicains au ministère de l'Intérieur quant à l'application des lois sur les congrégations. Boudet, après quelques hésitations, se montra hostile à la fondation projetée. Les Dominicains passèrent outre, et ouvrirent le collège d'Arcueil en octobre, avec six religieux, des séculiers et des laïques. Le gouvernement menaçait alors de prononcer la ferme-

(1) Paguelle de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.

(2) F¹⁰ 3.972 ; Reynier : *Vie du R. P. Captier*, 1875, in-12. Duruy : *Notes et souvenirs*.

(3) Hamille justifiait ainsi cette thèse : « ... si le ministre des Cultes est spécialement chargé de la police ecclésiastique et de l'exécution des lois y relatives, il a un rôle non moins délicat et important vis-à-vis du clergé et pour le gouvernement. C'est à lui qu'incombe la mission si grave, si difficile, d'établir ou maintenir les relations entre l'État et l'Eglise. Si l'on réclame de lui des mesures sévères hors les cas de nécessité, on affaiblit une action qui peut être précieuse au point de vue de la politique générale : il faut tâcher qu'on ne dise pas que le ministre des Cultes est contre les cultes. » (F¹⁰ 3.972.)

ture de l'établissement. Il obtint la dissolution de la communauté et le départ de quatre religieux ; mais les deux autres furent sécularisés et purent ainsi conserver la direction de l'école. Le gouvernement restait fidèle à la décision prise en 1860 (1), tout en admettant, comme avant 1863, des exceptions et des compromis.

Les anciens chefs de la Société de Saint-Vincent de Paul firent faire des démarches auprès des nouveaux ministres dès leur avènement. Billaut, interrogé par Parisi et Cornudet, se montra très bienveillant. « Il a déclaré vouloir nous laisser faire, reprendre nos allures, agir comme par le passé. Il demande seulement quant à présent qu'en faisant nos affaires, nous évitions de reprendre nos anciens noms pour ne pas exposer le gouvernement à la guerre du parti démocratique... Il a énergiquement déclaré que depuis deux ans la ligne de conduite des conférences avait été irréprochable. » (2) En effet, isolées et affaiblies par les mesures prises en 1861, elles avaient perdu la plus grande partie de leur influence sociale qui avait inquiété le gouvernement. Boudet fut aussi bienveillant que Billaut, tandis que Baroche se montra « moins bien disposé ». Baudon jugea que ces bonnes paroles étaient trop vagues pour qu'il fût prudent de réorganiser la société (3). Il n'en résulta qu'un peu plus de liberté pour les réunions de l'ancien conseil général qui n'avait jamais interrompu complètement ses travaux.

Au cours de ses démarches, Parisi demanda également à Billaut et à Boudet d'autoriser Louis Veuillot à reprendre la direction d'un journal. Leur réponse fut évasive. Après un an

(1) Augustin Cochin protesta contre la décision prise par le gouvernement vis-à-vis des Dominicains d'Arcueil (Correspondant, décembre) et pria Dupanloup, alors à Rome de s'en plaindre. (*A. Cochin, ses lettres et sa vie*). En 1864, le gouvernement obtint la dissolution des établissements fondés à la Garde-Dieu (Tarn-et-Garonne), et à Segries (Basses-Alpes) par les Bénédictins cisterciens. (Octobre, novembre 1864.) Il refusa à l'archevêque de Cambrai, l'autorisation de reconstituer les communautés de Capucins et de Rédemptoristes dissoutes en 1861. Il fit même expulser en septembre 1864 le Capucin qui était jus-qu'alors resté à Hazebrouck pour garder la maison de son ordre. (Baroche 1.018 ; F¹⁹ 6.247, 6.254.) D'après les documents de l'administration des Cultes, le gouvernement aurait également empêché les Capucins de fonder des établissements à Angers et à Besançon. Ils paraissent au contraire avoir réussi à prendre pied dans ces deux villes en 1863 et 1864. (F¹⁹ 3.972, 3 octobre 1869, lettre de Fillion au ministre des Cultes ; U. d'Alençon : *Les frères mineurs Capucins à Angers*, Revue de l'Anjou, 1909.) En outre l'évêque de Périgueux, Dabert, confia son grand séminaire aux Jésuites, qui dirigeaient déjà le petit. Baroche en fut mécontent, mais ne s'y opposa pas (F¹⁹ 2.559, mars 1864.)

(2) Decaux à Baudon. Cité par Schall : *Un disciple de saint Vincent de Paul au XIX^e siècle, Adolphe Baudon*. (juillet-août 1863.)

(3) La mort de Billaut, survenue le 13 octobre, contribua peut-être à cette décision.

d'attente Parisis écrivit personnellement à Napoléon III (1) : il reçut une réponse négative (7 juin 1864).

Le gouvernement, sans modifier sa politique ecclésiastique, en adoucissait les formes. Il chercha également à apaiser les conflits qui, dans plusieurs diocèses, mettaient aux prises l'administration et le clergé. Aussitôt après les élections, le préfet de la Haute-Saône, Isoard, vaincu dans la lutte acharnée qu'il avait entreprise contre les opposants cléricaux fut mis en disponibilité. Cette mesure suscita les vives protestations des partisans fidèles du gouvernement, qui se plaignirent d'être abandonnés (2). Le nouveau préfet, Tharreau, travailla en effet à l'apaisement. Isoard, d'ailleurs, remplaça à la préfecture de l'Aveyron Boby de La Chapelle, brouillé avec le clergé pour avoir soutenu Calvet Rognat. Quelques mois plus tard, le préfet de la Lozère fut également déplacé. Les relations furent reprises, à l'occasion de la nouvelle année, entre l'évêque de Laval et le préfet de la Mayenne. Le nouveau procureur général de Nîmes, Paul, rendit visite à Plantier malgré l'interdit dont il était frappé pour lui donner l'occasion de se rapprocher du gouvernement. Mais cette tentative, à laquelle collabora l'archevêque de Toulouse, Desprez, échoua, Plantier, même après la chute de Rouland, se refusant à faire le premier pas vers le gouvernement (juillet 1863) (3).

Baroche tenta même un rapprochement avec Pie. Un desservant de la Vienne ayant commis un outrage public à la pudeur, Baroche, au lieu de le faire poursuivre à grand bruit, selon la pratique plusieurs fois suivie à Poitiers en 1861 et 1862, offrit à Pie, « d'éviter le scandale d'un débat public en prenant... l'initiative d'une répression sévère » (19 août 1863). Il consentit même, sur sa demande, à lui communiquer le dossier de l'instruction. Pie convaincu, frappa le desservant d'interdit, et remercia chaleureusement Baroche : « Je n'oublierai jamais ce bon procédé, et je me félicite des dispositions conciliantes dont il est le gage » (23 octobre). Baroche l'informa aussitôt qu'il avait fait prendre une ordonnance de non-lieu : « Vous me trouverez toujours disposé à prévenir par des communications franches et complètes les difficultés qui tendraient à s'élever entre votre administration et celle dont l'empereur a bien voulu me confier la direction. » (4) Pour ne pas paraître faiblir, Baroche avait conféré le 15 août la cra-

(1) 10 mai 1864 ; AB XIX 173, évêque d'Arras. Voir Guillemant : *P.-L. Parisis*.

(2) F¹⁰I, dossier Isoard.

(3) F¹⁰ 2.549.

(4) 28 octobre. F¹⁰ 5.846, Coutant ; voir aussi BB¹⁰ 1.657. En effet, sans assurer

vate de commandeur à l'ennemi de Pie, Damay. Damay et Levert estimaient que Pie était toujours aussi hostile ; ils voulaient poursuivre la politique de combat qui avait affaibli son influence et assuré la prépondérance de l'administration ; ils jugeaient qu'une tentative de conciliation « conduirait à laisser renaître ici les influences funestes du passé » (1). En mars 1864, la préfecture d'Arras, que Levert désirait depuis longtemps, devint vacante et il y fut appelé. Son successeur, Tourangin, reçut l'ordre de ne pas rendre visite à Pie, mais un nouveau régiment ayant été envoyé à Poitiers, son colonel alla saluer Pie, qui lui rendit sa visite, et alla en outre voir Tourangin : les voies étaient ouvertes à un rapprochement (juin 1864) (2).

Le ministère fut de nouveau modifié par la mort de Billault (13 octobre 1863) qui fut remplacé par Rouher. Rouher était plus lié que Billault avec les italianissimes : Thouvenel, La Valette, et Benedetti, et il leur restait fidèle dans leur disgrâce. Mais il n'était pas irrégulier, comme Billault, et il ne partageait pas l'hostilité contre les légitimistes cléricaux que Billault avait gardée de sa carrière dans la Loire-Inférieure. Rouland succéda à Rouher comme président du Conseil d'État.

Dans les débats de validation, les députés cléricaux élus comme candidats officiels s'unirent souvent à l'opposition pour blâmer les excès de la pression administrative. Larrabure contesta la validité de l'élection de Grenoble, bien que Casimir Périer ne fût pas un véritable clercal. L'invalidation de Jaucourt, vainqueur de l'un des 91, Gareau, fut demandée par Segrès, dont la motion obtint 84 voix, minorité relativement forte. Le Corps Législatif invalida trois des députés officiels que le clergé avait le plus vivement combattus : Isaac Péreire, qui fut réélu, Zorn de Bulach et Bourcier de Villers qui furent battus.

Par contre, les commissaires du gouvernement et les candidats officiels qui avaient été combattus par le clergé, se plainquirent de la pression qu'il avait exercée sur les électeurs et lui reprochèrent d'avoir utilisé son autorité spirituelle à des fins

au clergé les mêmes privilèges qu'avant 1859, Baroche, pendant toute la durée de son ministère chercha généralement à atténuer le retentissement des crimes ou délits commis par des prêtres. Voir F¹⁰ 5.807, Signoret ; 5.822, Provençal ; 5.824, Charbonnel ; 5.858, Evon ; 5.870, Vigier.

(1) BB³⁰ 385, premier trimestre 1864.

(2) En septembre 1864, Féart, qui avait rompu toutes relations avec Brossais Saint-Marc, fut remplacé par un autre préfet, Lefebvre. Boudet entendait que celui-ci suivit la politique de son prédécesseur. Ce changement atténua cependant la vivacité du conflit. (Baroche 987, Boudet à Baroche, 17 septembre 1864. F¹⁰I : dossier Lefebvre.)

électorales. Zorn de Bulach, notamment fut très vif : « Je sais bien d'ailleurs, dit-il, que ce langage est une imprudence, alors que mon élection est contestée. » En effet, son discours irrita le clergé qui, après son invalidation, le combattit plus âprement encore qu'en 1863 et assura sa défaite. Le discours de Calvet Rogniat ne mécontenta pas moins le clergé de l'Aveyron, et fut critiqué par Delalle dans des brochures publiques. Le 13 janvier 1864, Plichon et plusieurs autres ecclésiastiques ayant déposé un amendement à l'adresse pour la liberté du suffrage universel, Rouher répondit que le clergé ne la respectait pas. Je n'aime pas, dit-il, à voir le prêtre qui baptise l'enfant, qui bénit les unions, qui connaît les secrets intimes de la famille, qui est le consolateur à l'heure des séparations suprêmes, je n'aime pas le voir se convertir en agent électoral. La religion y perd son influence moralisatrice qui est le patrimoine de tous. » L'amendement réunit 43 voix, y compris celles des républicains.

Pendant que la politique des catholiques libéraux était adoptée, non sans succès, par toute l'opposition cléricale, ils subissaient un grave échec doctrinal. Montalembert s'était rendu au congrès catholique de Malines (1) et y avait formulé leurs principes avec vigueur et netteté (20 et 21 août 1863). Il déclara que les catholiques devaient loyalement accepter la démocratie libérale pour pouvoir la réconcilier avec la religion. Plus audacieusement, il fit un éloge passionné de la liberté de conscience et de la liberté des cultes. Il flétrit toutes les persécutions, celles qui avaient été dirigées par l'Eglise comme les autres. Ce discours, qui eut un grand retentissement, fut aussitôt dénoncé à Rome par les ultramontains français. Le cardinal Antonelli adressa à Montalembert une lettre confidentielle de blâme et exigea de lui une réparation. Montalembert lui répondit en expliquant les doctrines qu'il avait professées dans le sens le plus conforme à l'orthodoxie, et déclara accepter d'avance sa condamnation si elle était prononcée par le pape. Pie IX se contenta de cette lettre et ne voulut pas frapper Montalembert d'un blâme public (2). Mais sa désapprobation fut connue des catholiques libéraux et les découragea.

(1) Cochin, Cornudet, Melun et beaucoup d'autres catholiques français s'y rendirent également. Le gouvernement impérial s'inquiéta, craignant qu'ils ne voulussent fonder en Belgique un centre d'opposition cléricale. Voir Schall : *Un disciple de saint Vincent de Paul au XIX^e siècle* : Adolphe Baudon.

(2) Correspondance diplomatique, 16 janvier 1864. Lecanuët : *Montalembert*. Le gouvernement avait craint, au contraire, que Dupanloup n'eût été fait cardinal « in petto » au consistoire du 25 décembre.

Les tentatives faites par le gouvernement pour l'apaisement des conflits religieux réussirent en partie. L'effervescence de la période électorale se calma très vite, et le clergé, redevenu très réservé, ne donna lieu qu'à de rares incidents. Le pape, à l'occasion du 1^{er} janvier 1864, exprima publiquement sa reconnaissance envers l'empereur, et en parla à l'ambassadeur comme « d'un homme providentiel » (1). Il n'y eut, dans la discussion de l'adresse, qu'un débat très bref sur la question romaine ; ce furent les cléricaux, Kolb Bernard et de La Tour, qui, pour montrer la faiblesse de l'opposition républicaine, exigèrent un scrutin sur l'amendement de Guérout qui réclamait l'évacuation immédiate de Rome. Il fut rejeté par 218 voix contre 12.

Dans les élections cantonales de juin 1864, l'attitude du clergé fut « généralement réservée » (2). Il n'intervint activement que sur quelques points, et, en général, sans succès. L'administration subit un échec dans le Morbihan, mais elle gagna trois sièges en Ille-et-Vilaine sur l'opposition cléricale. Elle fit battre de Marmier dans la Haute-Saône. En Alsace, elle fit élire, avec l'appui de Raess, Zorn de Bulach, dont le clergé avait assuré la défaite aux élections législatives. A Montauban, elle fit élire son candidat contre un catholique légitimiste et un protestant démocrate. Dans beaucoup de régions où la lutte entre l'administration et le clergé avait été très vive en 1863, notamment dans le Doubs et en Lozère, elle ne se renouvela pas en 1864. Par contre, Plantier intervint avec ardeur dans une élection législative partielle, à Alais, pour le légitimiste de Larcy, contre le candidat officiel Fabre, cependant cléricale et neveu de l'ancien archevêque de Paris, Affre. Plantier écrivit le 29 juillet à ses prêtres : « Plus vous agirez avec énergie, plus vous entrerez dans mes vues. » Le clergé, à peu d'exceptions près, fit une vive campagne contre Fabre, qui fut cependant élu par 12.845 voix contre 8.093, bien que la plupart des républicains eussent voté pour de Larcy (3).

A la fin de 1863 et en 1864, la lutte pour les « libertés nécessaires », la loi sur les coalitions, la guerre du Mexique et la question polonaise rejetèrent les affaires religieuses au second plan de l'actualité politique. Mais leur importance prépondérante dans la vie publique de la nation n'en était pas moins évidente. Taine, qui, comme examinateur à Saint-Cyr, fit en 1863, 1864 et 1865

(1) Correspondance diplomatique, 26 décembre 1863.

(2) F¹⁹ 5.605 ; voir F¹⁹ 5.851, Riaud ; BB¹⁹ 373, 381 ; BB¹⁹ 1.688, 1.692, 1.696.

(3) BB²⁰ 430 ; BB¹⁸ 1.692 ; Versement de la Chambre A 201 ; Clastron : *Vie de Mgr Plantier*.

des tournées dans les principales villes de France, fut stupéfait de l'importance du rôle que le clergé, et surtout les congrégations, jouaient en province (1) : « Nous n'avons pas idée de cela à Paris ; nous vivons dans un petit cercle de sceptiques instruits et spirituels ; nous ne voyons pas le gros public, la grosse France... » (2) « Le caractère saillant de l'Église en France est d'être une institution temporelle, une machine de gouvernement. Le sentiment religieux proprement dit, moral, mystique, artistique, tel qu'on le voit en Allemagne, en Italie, en Angleterre y est presque nul, tout à fait sporadique ou rudimentaire. » L'esprit du clergé « est celui d'acquisition et de domination » (3). « Plus j'y regarde, plus je me convaincs qu'il n'y a que deux partis en France : cléricaux et libéraux. Cela n'est pas visible à Paris à cause du tumulte et de la variété des opinions, mais il est clair que tout ce qui est arriéré, provincial, inerte, adonné aux intérêts, a tout le clergé pour gouvernement » (4).

II. — Duruy et les doctrines irréligieuses

Victor Duruy était un universitaire de carrière. Professeur d'histoire au lycée Saint-Louis, il avait voté pour Cavaignac en 1848 et contre le coup d'État en 1851. Il était ouvertement libre penseur et anticlérical. Ses opinions avaient nui à sa carrière. L'Univers, en 1853, avait publié une dénonciation d'un abbé directeur d'une institution libre contre l'*Abrégé de l'Histoire de France* de Duruy. « Le livre de M. Duruy, loin d'être imposé à la jeunesse... n'engage que son auteur et lui a déjà attiré un blâme mérité », déclara aussitôt le Journal officiel de l'Instruction Publique (2 avril 1853). (5)

Mais en 1859, Duruy eut une entrevue de Napoléon III qui, préparant une vie de César, s'intéressait à ses travaux sur l'histoire romaine. En janvier 1860, Rouland lui demanda des notes sur le pouvoir temporel du pape. Duruy le représenta comme

(1) H. Taine : *Carnets de voyage, notes sur la province*. Taine a utilisé ces notes dans le livre des *Origines de la France contemporaine* qui traite de l'Église ; mais il les y a systématisées d'une manière qui leur fait perdre une grande partie de leur valeur historique.

(2) 1863 : Toulouse.

(3) 1865 : Strasbourg.

(4) 1863 : Besançon.

(5) Duruy : *Notes et Souvenirs*.

s'étant constitué « par des moyens très humains » et n'étant pas indispensable à l'Église. Il fut question de publier cette étude aux frais du gouvernement ; puis Duruy la publia à son compte sans la signer (1). Sur l'intervention de l'empereur, Rouland nomma Duruy inspecteur de l'académie de Paris et professeur à l'École Normale (1861), puis inspecteur général (1862). Duruy, dès lors, aida souvent l'empereur dans ses études sur l'histoire romaine. Il se trouvait en tournée à Moulins lorsqu'il apprit qu'il était nommé ministre de l'Instruction Publique.

Napoléon III connaissait les opinions politiques et religieuses de Duruy, et il avait pour lui beaucoup de sympathie. « Mais il ne faudrait pas croire qu'il s'intéressât à fond à l'œuvre de son ministre et qu'il la suivit de près, ni qu'il le soutint de son autorité dans les moments difficiles. Il se contentait de le laisser faire. Jamais il ne lui donnait d'instructions, jamais il n'eut avec lui une conversation suivie sur les affaires. » Or Duruy était isolé au milieu de ses collègues qui « le considéraient comme un intrus au moins comme un étranger au bâtiment ». E. Lavisse, qui fut son secrétaire particulier, explique combien sa situation était de ce fait, délicate. « Il s'appuyait, non sur une ferme autorité d'où il pût tirer une force réelle, mais sur une estime et une sympathie personnelles. Nous sentions très bien au ministère de l'Instruction Publique que nous étions en l'air et qu'un jour il faudrait descendre tout d'un coup » (2).

Duruy ne cacha pas à Napoléon III que son programme de développement de l'instruction publique rencontrerait l'opposition irréductible de l'Église. Il revint plusieurs fois sur ce point dans ses rapports à l'empereur, où l'Église est représentée comme essentiellement hostile à la civilisation moderne. « Songeons..., écrivait-il le 6 août 1863, à organiser l'éducation des filles, car une partie de nos embarras actuels vient de ce que nous avons laissé cette éducation aux mains de gens qui ne sont ni de leur temps, ni de leur pays. » Et le 29 octobre 1863 : « Que la société laïque, attaquée de front par les évêques, minée en dessous et dans l'ombre par les congrégations, puisse au moins se défendre en plein soleil, *sub dio*, non pas en attaquant à son tour, mais en laissant l'esprit de justice et de vérité qui l'anime se répandre au dehors et sur tout, fussent les hommes de ténèbres s'effarer encore, et crier, comme ils le font aujourd'hui dans... le Monde et

(1) *Les Papes princes italiens* (1860).

(2) Ernest Lavisse : *Un ministre : Victor Duruy*.

la Gazette de France contre l'enseignement de l'histoire contemporaine, c'est-à-dire contre la lumière » (1).

Cette hostilité radicale contre l'Église inquiétait les autres ministres. Beaucoup d'entre eux l'avaient combattue, mais ils déclaraient, et souvent croyaient sincèrement n'en combattre que les empiètements et les abus. Ils professaient le respect du catholicisme, qu'ils jugeaient salulaire au point de vue social : sans sacrifier les droits du pouvoir civil, ils souhaitaient que les rapports de l'Église et de l'État fussent bons. Gallicans, ils voulaient détourner le clergé du cléricalisme et de l'ultramontanisme. Pour cela, il fallait que le gouvernement lui inspirât confiance et donnât des gages de son dévouement aux véritables intérêts religieux. Le gouvernement ne pouvait prétendre exercer quelque influence dans l'Église s'il était soupçonné de lui être fondamentalement hostile. Duruy risquait de le compromettre auprès des évêques, des prêtres et des catholiques les plus modérés sur lesquels il cherchait à s'appuyer. A cet égard les tendances de Duruy mécontentèrent tous les conseillers de l'empereur, et les gallicans presque autant que les cléricaux. « J'étais suspect à mes collègues politiques » a-t-il écrit plus tard. Aussi, peu soutenu par Napoléon III, était-il tenu à beaucoup de réserve.

Il indiqua cependant ses intentions dès son avènement. Le 29 juin, il rétablit par décret l'enseignement de la philosophie dans les lycées et collèges, et l'agrégation de philosophie, que Fortoul avait sacrifiés en 1852 aux défiances du clergé. Il déclara en ouvrant la session du Conseil impérial de l'Instruction Publique : « Le sens de ma nomination, c'est que l'Université est appelée à faire elle-même sa fortune » (juillet). Parisis critiqua le décret du 29 juin et interrogea Duruy avec défiance sur ses intentions. « Ce que je veux faire, Monseigneur ? répondit Duruy, le contraire de ce que vous avez fait. Où je veux aller ? à la lumière, non pas aux ténèbres » (2). Par circulaire du 24 septembre, il établit l'enseignement de l'histoire moderne et contemporaine dans la classe de philosophie, ce qui mécontenta les legitimistes et les cléricaux (3). Le système de la bifurcation fut abandonné.

(1) *Notes et souvenirs*. Duruy aurait voulu établir la liberté de l'enseignement supérieur. Il put seulement autoriser des conférences libres privées, par mesures spéciales.

(2) Victor Duruy : *Notes et Souvenirs*.

(3) Téphany : *Vie de Mgr Sergent*. Sergent, membre du Conseil impérial de l'Instruction publique, reprocha surtout à Duruy, dans une lettre du 6 octobre, d'avoir

Ainsi, Duruy, dès son avènement fut suspect au clergé (1). Or les doctrines irréligieuses faisaient à cette époque de grands progrès dans l'opinion. Les cléricaux accusèrent le gouvernement non seulement de ne pas s'opposer à leur diffusion, mais d'y contribuer en donnant à l'enseignement public une direction trop peu religieuse. Cette question allait jouer un rôle croissant jusqu'à la fin de l'Empire.

La *Vie de Jésus* publiée par Renan peu après les élections (28 juin 1863) fit une grande sensation. Renan n'avait pas voulu écrire une étude critique, mais un récit, « un roman », disaient Taine et Berthelot (2), où il faisait revivre, non sans arbitraire, celui qu'il avait appelé « un homme incomparable ». Son livre rendait accessibles et attrayants à tous les hommes cultivés les éléments de la critique biblique. Il en fit même une édition simplifiée pour le grand public. Aussi le livre eut-il un immense succès, ce qui le rendait aux yeux du clergé extrêmement dangereux. L'admiration même et le respect que Renan professait pour Jésus, sans croire à sa divinité, passèrent pour une hypocrisie. Son livre, mis à l'Index dès le 24 août, fut attaqué avec violence par les évêques (3) et par tous les publicistes cléricaux. Berthelot écrivit le 3 septembre à Renan, absent de Paris, que la *Vie de Jésus* soulevait « une tempête de contradiction et de haine : pape, archevêques, évêques, curés, diacres et sous-diacres, tout le monde s'en mêle, sans parler du tiers ordre et des fils des ex-libéraux d'autrefois... c'est pour la vie désormais... Votre nom va marquer dans le XIX^e siècle à l'égal des philosophes du XVIII^e siècle » (4).

Darboy représenta à l'empereur qu'il ne pouvait, dans ces conditions, autoriser Renan à reprendre son cours. Napoléon III adressa même des félicitations à Parisis pour avoir pris part à « la défense de la foi » en critiquant « l'ouvrage récent qui tente d'élever des doutes sur l'un des principaux fondements de notre religion » (14 novembre). Cette lettre fut publiée par Parisis. Le 16 décembre, la question fut débattue au Sénat. « L'empereur, dit La Rochejaquelein... a parlé un noble langage. Les

indiqué comme sujets d'enseignement, la Pragmatique de Bourges, la déclaration de 1682, et les progrès de la tolérance en matière religieuse.

(1) Cependant il échangeait encore en novembre 1863 des lettres courtoises avec Dupanloup.

(2) H. Taine, *sa vie et sa correspondance*, t. II.

(3) Il fit l'objet de 18 mandements.

(4) E. Renan et M. Berthelot. *Correspondance* (1847-1892).

hommes qui doivent parler en son nom parlent-ils comme lui...? Beaucoup de gens se demandent : Mais quelles sont les tendances vraies du gouvernement ? Ces tendances sont-elles chrétiennes ? » Remarquant que plusieurs professeurs avaient fait l'éloge du livre de Renan, La Rochejaquelein attaqua Duruy au sujet des nouveaux programmes. Dans celui de philosophie, la seule phrase relative à la religion lui paraissait inspirée par le déisme de Robespierre (1). Il regrettait que dans le programme d'histoire figurât « l'avènement du principe nouveau de la tolérance ». Il assura que le Conseil impérial de l'Instruction publique n'avait été consulté qu'après coup et conclut : « Le ministre n'a pas fait son devoir. » Le cardinal Mathieu critiqua également le programme de philosophie et le cardinal Donnet se plaignit des livres antireligieux, notamment du « *Maudit* », livre anonyme dont le héros était un prêtre interdit et qui faisait alors quelque bruit.

Rouland, parlant au nom du gouvernement comme président du Conseil d'État, reconnut que le programme d'histoire n'avait été soumis au Conseil impérial qu'après avoir été publié (2). Il affirma que le gouvernement, fidèle à ses « tendances honnêtes et religieuses », voulait que l'enseignement public fût « moral et religieux » et donnait au clergé par la liberté de l'enseignement et par la direction de l'instruction religieuse dans les établissements publics, une large part d'influence. « Mais partir de la liberté accordée au clergé pour arriver à l'étrange excès de ce clergé entrant dans nos lycées, non plus pour y enseigner le dogme et le devoir religieux mais pour y dominer tout le système de l'enseignement et pour s'y constituer le surveillant et le directeur du professorat, c'est créer tout d'un coup la suprématie cléricale où elle n'a pas le droit d'exister ; c'est nier l'indépendance du gouvernement et la liberté du pays... jamais la France ne consentira à une pareille concession. » Quant aux livres irréligieux, « la liberté de penser et d'écrire n'a de limites que les lois. » Or ceux dont on s'était plaint n'étaient pas délictueux. « Blâmons ce qui est mal, mais sachons souffrir ce que la loi ne défend pas ; c'est la liberté du pays. »

Le débat reprit en mars 1864, à propos d'une pétition contre les publications irréligieuses (3). Le rapporteur, de Royer, rappela

(1) « Le devoir a pour sanction suprême l'immortalité de l'âme et la justice divine. »

(2) Rouland croyait que Duruy avait intrigué pour l'évincer au ministère de l'Instruction Publique. Il le défendit assez mollement.

(3) L'auteur, un protestant, attribuait à ces publications, et notamment à la *Vie de Jésus* de Renan, les progrès de l'immoralité.

que la législation était sévère en ces matières. Elle punissait l'outrage à la morale publique et religieuse (loi du 17 mai 1819, article 8), l'outrage ou la dérision adressée à l'un des cultes rétribués par l'État (loi du 25 mars 1822, article premier), l'attaque contre la liberté des cultes et l'outrage fait publiquement aux ministres d'un culte rétribué (loi du 11 août 1848, articles 3 et 5). De Royer montra que ces lois étaient appliquées (1), et que le gouvernement usait en outre de son contrôle sur le colportage et la presse pour protéger la religion. Il conclut au rejet de la pétition (11 mars).

La Guéronnière, qui avait présidé en 1853 la commission du colportage, déclara que les publications irréligieuses étaient « un danger plus grand » que les publications immorales (2). Elles attentaient à la liberté de conscience, car celle-ci, pour La Guéronnière était seulement la liberté des diverses religions : « Quant à cette liberté qui se manifeste par la négation de toutes les religions ... non, non ! ce n'est pas la liberté de conscience, c'est la liberté sans conscience, c'est la conscience sans foi. » Elle aboutit « à ce qu'il y a de plus triste, de plus désolant, de plus honteux, de plus mortel pour une société c'est-à-dire à l'athéisme. » C'étaient les théories en honneur au début du Second Empire (3) qui condamnaient le droit à l'incroyance au nom de l'intérêt social. L'archevêque de Rouen, Bonnechose, qui venait d'être nommé cardinal, déclara que la propagande antireligieuse n'était pas suffisamment réprimée. Les lois ne punissaient que l'outrage violent et grossier à la religion, alors que les attaques de forme courtoise étaient beaucoup plus dangereuses. Le livre de Renan notamment, était « un blasphème de la première page jusqu'à la dernière ». « Il y a un point où la liberté cesse de mériter ce nom, c'est là où commence le péril des âmes, le péril de la société. »

Delangle, ancien garde des Sceaux, comme de Royer, justifia la législation qu'avait attaquée Bonnechose. Elle punit l'outrage,

(1) La moyenne annuelle était :

a) Pour outrage à la morale publique et religieuse :

De 1846 à 1850.....	13 affaires,	31 prévenus
De 1851 à 1855.....	71 —	141 —
De 1856 à 1860.....	132 —	275 —

b) Pour outrage à l'un des cultes rétribués :

De 1846 à 1850.....	77 affaires,	148 prévenus
De 1851 à 1855.....	130 —	243 —
De 1856 à 1860.....	101 —	185 —

(2) Les cléricaux mêlaient souvent les deux questions (voir notamment la séance du 22 juin 1865 au Sénat).

(3) Voir p. 162.

« mais si la discussion est calme, paisible modérée, l'Église répondra: pourquoi nous défier de ses efforts ? » Il révéla que des poursuites avaient été envisagées contre le livre de Renan, mais que le procureur général (1) bien que sincèrement catholique, les avait jugées impossibles. En effet « la rédaction en était décente, respectueuse ». (*interruptions*) (2). Delangle fit l'éloge de la liberté d'opinion, un des principes de 1789 qui formaient la base de la constitution. Le commissaire du gouvernement, Langlais, appuya Delangle, en déclarant qu'on ne pouvait rendre plus sévère une législation qui datait de la Restauration. La pétition fut rejetée à la quasi unanimité (18 mars).

Devant ces attaques, le gouvernement n'osa pas laisser à Renan sa chaire au Collège de France. Duruy lui offrit vainement de l'abandonner pour un poste important à la Bibliothèque Nationale. Le conseil des ministres se prononça alors pour la révocation. Duruy s'y opposa d'abord : « On me demande, écrivit-il à l'empereur le 24 mars, de frapper un membre du plus haut et du plus libre enseignement que nous possédions, le Collège de France, pour un fait, la publication de la *Vie de Jésus* qui ne tombe pas sous le coup de la loi, qui a été accompli en dehors des fonctions professorales,... qui enfin, datant de près d'une année, semble avoir acquis le bénéfice de la prescription. » Le gouvernement de Charles X, dans un cas analogue, n'avait pas révoqué Dubois. « Je supplie l'empereur de ne pas accorder cette joie à ses ennemis et à ses faux amis, de ne pas faire ce que la Restauration elle-même n'a pas osé accomplir. » De plus, Duruy avait pris dès son avènement un décret qui empêchait le gouvernement de révoquer un professeur d'Université sans l'assentiment d'un conseil : or certains membres de ce conseil, Dupin, de Royer, se prononçaient contre la révocation. Plutôt que de la prononcer, Duruy offrit sa démission qui fut refusée ; puis il céda. Le *Moniteur* du 2 juin annonça que la chaire de langues hébraïques était supprimée, et que Renan était nommé à la Bibliothèque Nationale. Renan refusa à nouveau cette solution et fut révoqué le 12 juin : on avait profité de ce que le décret de garantie pris par Duruy ne s'appliquait pas explicitement aux professeurs du Collège de France. Le professeur d'hébreu à la faculté de théologie fut candidat à la chaire de Renan, transformée en chaire de philologie

(1) Cordoën, qui était mort depuis.

(2) Mérimeé écrivit le 24 mars à Panizzi : « On devient de plus en plus capucin au Sénat et partout. Vous ne sauriez croire les murmures qui ont accueilli M. Delangle, lorsqu'il a osé dire que Renan n'avait pas parlé de J.-C. d'une manière irrespectueuse. »

comparée ; mais Duruy, qui avait « une revanche à prendre », nomma un israélite (1).

Pendant les deux premières années de son ministère, Duruy n'eut pas de conflit ouvert avec le clergé. Très souvent, il ne put agir vis-à-vis de lui comme il l'aurait souhaité ; c'est ainsi que le 29 octobre 1863, il rappela à l'empereur que la loi du 15 mars 1850 prescrivait l'inspection de l'enseignement libre. « pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois », « Je n'en demande pas davantage, mais je demande tout ce que la loi m'accorde. Or nulle inspection n'est faite et n'ose se faire. Les portes des écoles congréganistes sont hermétiquement closes. Moi-même, inspecteur de l'académie de Paris, je ne suis parvenu qu'avec d'infinies difficultés dans la cour de la maison des Jésuites de la rue des Postes, et je n'y ai rien pu voir que les murailles. Là, n'en déplaît aux cléricaux de robe courte qui prétendent ne pas connaître les cléricaux de robe longue (2). là, Sire, on conspire contre vous et contre notre société. Là sont les plus dangereux ennemis de votre fils ; ils préparent une bataille que l'empereur gagnera, que le prince impérial perdrait. » Duruy n'obtint pas un assentiment assez net pour pouvoir appliquer strictement la loi. Il tenta cependant de surveiller les établissements secondaires libres. Par une circulaire du 30 juin 1864 aux recteurs et aux préfets, il chercha à savoir si la Saint-Henri n'était pas fêtée dans certaines écoles en l'honneur du comte de Chambord. L'administration ne put établir l'existence de ces fêtes que dans un petit nombre d'écoles, notamment, chez les Jésuites de Poitiers (3).

Bien que manquant de renseignements précis, Duruy restait persuadé que l'enseignement secondaire libre était hostile à l'Empire tel qu'il le concevait, et il signalait à l'empereur les hauts fonctionnaires qui confiaient leurs fils aux congrégations (4). Mais l'empereur ne partageait pas ses opinions sur ce point et n'exerça nulle pression sur le personnel du gouverne-

(1) Duruy : *Notes et Souvenirs*.

(2) A un récent Conseil, un ministre avait dit à Duruy : « Il n'y a point de cléricaux et ce nom ne correspond à rien. » Duruy : *Notes et Souvenirs*.

(3) F¹⁷ 10.102.

(4) 18 juillet 1864. Duruy à Napoléon III : Le maire de Bayonne a « beaucoup de dévouement personnel pour Votre Majesté, mais il fait élever ses fils par les Jésuites, ce qui me le gâte un peu » (*Notes et Souvenirs*). Rouher écrivait le 14 juillet 1865 à Thouvenel : « J'ai toujours oublié de vous dire qu'il y a un mois, M. Duruy m'a montré d'un air *objurgateur* un rapport qui vous dénonce bel et bien comme ayant mis votre fils dans une jésuitière. M. Duruy a dû reporter cette dénonciation à l'empereur, je

ment (1). Le supérieur de l'école des Jésuites de la rue de Vaugirard pouvait écrire en 1867 : « Parmi les enfants qui nous sont confiés beaucoup appartiennent aux familles des grands personnages de l'État » (2).

Duruy aida le nouveau préfet de la Lozère, Menche de Loisne, à évincer les Jésuites du collège municipal de Mende, qu'ils dirigeaient depuis 1850. Le bail fait à cette époque expirant, un traité fut conclu le 7 août 1862 entre la ville et les Jésuites, qui en prévoyait le renouvellement pour 9 ans, avec une subvention de 4.000 francs. Le décret du 20 mai 1863 modifia le traité, exigea la suppression de la subvention, la faculté réciproque de résilier le bail tous les 3 ans, la subordination de l'enseignement aux programmes et au contrôle de l'Université : Rouland avait voulu rendre le traité inacceptable pour les Jésuites. Ils le repoussèrent et firent tous leurs efforts pour le faire modifier ; ils acceptèrent même de rester sans subvention : en vain. « Il me paraît d'une importance capitale, écrivait de Loisne, que nous ayons à Mende un établissement universitaire important qui fasse échec à ceux que dirigent les prêtres. Tout l'avenir politique de la Lozère est là. » (3) Il s'opposa à la cession du collège à une autre congrégation, et exigea que le futur principal du collège fût un laïque, et non un prêtre comme le proposait le recteur. Il obtint de Duruy une subvention qui permit de ne pas grever trop lourdement le budget de la ville, hostile au collège laïque par économie et par cléricisme. Il décida enfin le conseil municipal à voter le 8 juin, par 10 voix contre 5, la subvention nécessaire de 4.500 francs. « Je me battais... contre le sentiment universel de la population », écrivait-il (4). Il obtint de l'évêque Foulquier, toujours modéré, une neutralité bienveillante pour le collège

vous en avertis. Mettez-moi donc en position d'expliquer au besoin la situation. » Le fils de Thouvenel, était non chez les Jésuites, mais à la maîtrise créée à l'évêché de Metz par Dupont des Loges et dirigée par des prêtres séculiers. Il y resta d'ailleurs peu de temps et entra ensuite dans un lycée (*Pages de l'histoire du Second Empire*).

(1) Pinard, procureur général à Douai, reçu par l'empereur en 1865, lui dit qu'il faisait élever son fils chez les Jésuites. Napoléon III répondit : « Plusieurs de mes conseillers les ont en grande suspicion, mais je ne partage pas toutes leurs défiances et je n'ai pas de parti pris. » Il rappela que, comme président de la République, il avait autorisé l'ouverture de leurs collèges. « On ne peut faire grief à un fonctionnaire de choisir des établissements que nous avons ouverts. Vous connaissez Cornudet, il a fait élever chez eux, je crois, tous ses fils ; cela ne m'a point empêché de le faire président de section dans mon Conseil d'État. » (Pinard : *Mon journal*).

(2) Burnichon : *La compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*, t. IV, p. 305.

(3) 30 avril 1864, F¹⁰ III Lozère 9. Voir aussi F¹⁰ 6.288, et Burnichon. *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*, t. III.

(4) 15 juin 1864, F¹⁰ III Lozère 9.

universitaire qui s'ouvrit avec succès en octobre 1864. C'était le premier collège que les Jésuites perdaient en France depuis 1850.

Duruy était beaucoup moins hostile aux congrégations en matière d'enseignement primaire que d'enseignement secondaire. Il ne s'opposa pas aux vœux de quelques conseils municipaux qui voulaient confier aux congrégations leurs écoles jusqu'alors laïques (1). Il tenta d'établir une entente avec l'Institut des Écoles chrétiennes. Il écrivait à l'empereur le 22 mars 1864 : « J'ai eu avec le Fr. Philippe un long entretien d'où nous sommes sortis tous deux très contents et à la suite duquel j'ai visité durant quatre heures sa grande maison de Passy. La loi relative à l'enseignement spécial (2)..., cet entretien, cette visite et nos franches explications seront, je crois, un traité de paix signé définitivement entre la congrégation et mon ministère, où il est de tradition de faire aux frères une guerre de chicanes que je trouve indigne du gouvernement de l'empereur. Cette paix sera placée sous la garantie de ce double principe : pour les frères, liberté de donner aux enfants tout de qu'ils sont capables de leur enseigner, pour le ministère droit sévèrement exercé de surveillance et de contrôle » (3). L'entente devait durer deux ans.

Pendant ce début du ministère de Duruy, le clergé n'eut donc pas à se plaindre de ses actes : il révoqua Renan et se montra souvent moins défavorable que Rouland aux congrégations. Mais ses opinions et ses intentions commençaient à être bien connues : on savait qu'il voulait développer l'instruction à tous ses degrés, et par tous les moyens : enseignement supérieur, secondaire, primaire, conférences libres, cours d'adultes, bibliothèques scolaires. On savait qu'il jugeait que cette tâche devait être assumée par l'État, non par l'Église. C'était assez pour que le clergé le considérât comme un ennemi.

III. — *La politique gallicane*

Le gouvernement impérial irait-il, dans son désir d'apaisement, jusqu'à sacrifier sa politique gallicane ? Un de ses actes

(1) F¹⁷ 11.656.

(2) Elle fut votée le 11 avril 1865. Elle autorisait les frères à enseigner dans leurs pensionnats les matières relevant de l'enseignement secondaire, à part les langues anciennes, ce qu'ils faisaient depuis longtemps lorsque Rouland avait voulu les restreindre strictement à l'enseignement primaire.

(3) Duruy : *Notes et Souvenirs*.

les plus remarquables put le faire croire. Morlot n'avait pas été remplacé comme cardinal de couronne. Napoléon III désigna pour lui succéder un prélat qui lui était personnellement sympathique, et que les instances de Rouland l'avaient empêché de nommer archevêque de Paris en 1857 et 1863, cardinal en 1861 : l'archevêque de Rouen, Bonnechose, intelligent, ambitieux, peu sûr, en bonnes relations avec le gouvernement comme avec l'opposition cléricale, et à peu près rallié à l'ultramontanisme après l'avoir combattu. Il fut préconisé au consistoire du 25 décembre. Le 14 janvier 1864, à la remise du chapeau, il parla de « la foi catholique », de « l'attachement filial à l'Église » et de la « mission providentielle » de l'empereur. Il vanta également les sentiments religieux de l'impératrice (1). Napoléon III répondit par un éloge de la foi, « notre guide et notre soutien ». Il attaqua ceux qui ne trouvaient pas le régime impérial assez libéral, et témoigna son étonnement « de voir... des hommes à peine échappés au naufrage appeler encore à leur aide les vents et les tempêtes. » Il conseilla à Bonnechose d'apporter au Sénat « cet esprit de conciliation qui ne sépare pas la cause de la religion de celle de la patrie, cet esprit de tolérance qui attire et persuade. » Les autres cardinaux, mauvais orateurs, modérés et gouvernementaux, n'avaient jamais gêné sérieusement le gouvernement au Sénat. Au contraire Bonnechose, qui parlait bien et ne craignait pas de s'attaquer au gouvernement y prit souvent la direction de l'opposition cléricale (2).

Cette nomination était un acte personnel de l'empereur. Baroche, de formation juridique comme Rouland, était au moins aussi gallican que lui, et le montra dans toutes les importantes questions ecclésiastiques qui se posèrent en 1863 et 1864. Les relations avec le Saint-Siège furent rendues plus difficiles par un changement d'ambassadeur. La Tour d'Auvergne, qui était en grand crédit auprès de Pie IX, avait quitté Rome dès le mois de juillet et fut nommé à Londres en octobre. Il fut remplacé par le comte de Sartiges, qui avait succédé à Benedetti à Turin, et qui,

(1) Voir p. 695, note 6.

(2) Mérimée écrivait à Panizzi le 14 mars 1865 : « Les cardinaux, à l'exception de M. de Bonnechose, sont des sots et ne savent pas dire deux mots. Mais le Bonnechose est très habile. » D'Ideville, deuxième conseiller de l'ambassade de France à Rome, notait le 4 octobre 1864, après avoir causé avec Bonnechose : « Je dois dire qu'il m'eût été difficile de raconter à M. de Sartiges [l'ambassadeur] ma conversation. Le cardinal est très net ; maintenant qu'il a son chapeau, il a une indépendance que sans doute il aurait eue auparavant, mais il s'exprime avec une vivacité et une franchise qui font trembler ses nouveaux collègues. » (*Journal d'un diplomate en Italie*, t. II, Rome.)

sans être hostile au Saint-Siège, ne lui était pas dévoué. Son caractère difficile, les ménagements qu'il garda pour les deux partis « noir » et « bleu » qui divisaient la société romaine, inspirèrent peu de sympathie à Pie IX (1).

Les nominations épiscopales ne suscitèrent pas de conflits. Les sièges d'Avignon et de Soissons devinrent vacants en août et septembre 1863. Baroche nomma le 16 octobre à Soissons, Dours, inspecteur d'académie à Versailles, avec qui il était en relations comme président du conseil général de Seine-et-Oise. Dours, entré dans l'Université en 1838, avait connu à Laval Boudet, qui le recommanda comme « tout dévoué à l'empereur et fermement attaché aux libertés de l'Église gallicane et à toutes celles que la révolution de 1789 a introduites dans notre ordre social ». Dours avait su cependant rester en bons termes avec l'évêque ultramontain de Versailles, Mabile (2).

Le 24 octobre, Baroche nomma à Avignon l'évêque de Vannes, Dubreuil (3), et le remplaça par un vicaire général du cardinal Donnet, Gazailhan (4), gouvernemental et modéré comme lui. Les élections avaient porté à l'état aigu le conflit engagé entre Dubreuil et les chefs les plus ardents du clergé du Morbihan (5). Le 29 septembre, le supérieur du séminaire de Sainte-Anne d'Auray, Jaffré, fit célébrer en grande pompe l'anniversaire du comte de Chambord malgré les ordres formels de Dubreuil. Le 30 septembre, Dubreuil, qui avait en outre avec lui des difficultés administratives, le remplaça et le nomma desservant d'une petite paroisse. Les professeurs, soutenus par les élèves et une grande partie du clergé, protestèrent. L'un d'eux déclara au légitimiste Fresneau que l'évêque était fou. Dubreuil le révoqua, ce qui suscita une émeute des élèves. Nommé à Avignon, Dubreuil, d'accord avec Gazailhan, résolut de prendre sur lui la responsabilité de la répression. Tous les professeurs furent disgraciés, et le régime du petit séminaire, qui avait joui jusqu'alors d'une large autonomie, fut modifié (décembre). Le nonce conseilla aux opposants de s'incliner et de ne pas combattre le nouvel évêque. Jaffré écrivait avec amertume : « Qu'un foyer catholique un peu ardent s'ouvre quelque part, il faut bien vite

(1) D'Ideville : *Journal d'un diplomate en Italie*, t. II, Rome, Mme de Sartiges était américaine et protestante, mais ne semble pas avoir nui à la situation de son mari.

(2) F¹⁰ 6.176.

(3) F¹⁰ 2.497.

(4) F¹⁰ 6.177.

(5) F¹⁰ 5.605, 5.872 ; voir bibliographie : épiscopat Bécet.

l'éteindre. Les pompiers ne manquent pas, et de tout costume » (1). Dours, Dubreuil et Gazailhan furent préconisés sans difficultés. Pie IX fit allusion à l'affaire Mouniq, qui, écrivait Sartiges, « semble lui tenir grandement à cœur ». Sartiges répondit que le gouvernement impérial attendait toujours, pour annuler la nomination de Mouniq, que le Saint-Siège lui eût prouvé son indignité. Pie IX se borna à déclarer qu'il ne préconiserait jamais « un ecclésiastique d'une réputation aussi douteuse ». Il regretta une fois de plus que le gouvernement ne pratiquât pas l'entente préalable. Ce fut, jusqu'en octobre 1864, le seul débat sur ces questions (2).

Deux associations religieuses jouaient un rôle capital dans la lutte que poursuivait le Saint-Siège pour compléter en France le triomphe de l'ultramontanisme. La congrégation du Saint-Esprit y travaillait ardemment. La compagnie de Saint-Sulpice y faisait obstacle (3). Elle restait très mal vue de Pie IX depuis la crise de 1852. Lorsque Carrière s'était rendu à Rome en 1860, on l'avait pressé de modifier les statuts de la compagnie, et de les soumettre au Saint-Siège. Il semble que l'intention du pape était d'obtenir que, suivant l'exemple donné en 1855 par les prêtres du Saint-Esprit, Saint-Sulpice, association de prêtres séculiers soumise aux ordinaires, se transformât en une véritable congrégation, strictement disciplinée et dépendant étroitement du pape, où il eût été facile de réprimer les tendances gallicanes (4). En 1863, Carrière alla porter à Rome les nouveaux statuts. Le 15 juillet, Baroche chargea Drouyn de Lhuys d'intervenir auprès du gouvernement pontifical pour empêcher cette transformation. En 1855, le ministère des Cultes avait déjà estimé que la société des prêtres du Saint-Esprit perdait, du fait de sa transformation, l'existence légale dont elle avait bénéficié jusqu'alors. Cet avis n'avait pas prévalu mais le gouvernement impérial devait aujourd'hui user de l'arme dont il disposait pour empêcher le Saint-Siège de transformer Saint-Sulpice en congrégation, et l'avertir qu'en ce cas, la compagnie perdrait l'existence légale.

Cette intervention était trop tardive. Un décret de la congré-

(1) *Correspondance de M. Jaffré, publiée par Leclanche* (juin 1864).

(2) *Correspondance diplomatique*, 19 mars 1864.

(3) *Correspondance diplomatique*, juillet 1863. F¹⁰ 6.284. Discours prononcés au Sénat par Rouland, le 11 mars, par Darboy, le 15 mars 1865. Voir bibliographie : Sulpiciens, polémique Icard Fèvre.

(4) Le Saint-Siège désirait aussi transformer en congrégations les Lazaristes, et les Sœurs de la Charité. Baroche au contraire, vantait la « forme séculaire si bien appropriée au génie de notre pays », de ces associations religieuses.

gation des Évêques et Réguliers (24 juillet), et un bref du pape (27 juillet), réglèrent la nouvelle situation de Saint-Sulpice. La compagnie, sur la recommandation de nombreux évêques, obtenait l'approbation du pape, quelle n'avait jamais regue, et évitait la transformation complète que redoutait Baroche : son organisation n'était pas modifiée ; aussi l'approbation du pape était-elle donnée à la compagnie seulement ; l'approbation des statuts était ajournée « à un moment plus favorable. » Tout en réservant ainsi pour l'avenir la possibilité de transformer la compagnie de Saint-Sulpice en congrégation, le Saint-Siège avait obtenu l'assurance qu'elle précipiterait son évolution vers l'ultramontanisme. Carrière étant mort l'année suivante, le pape obtint que son successeur ne fût pas Icard, trop favorable au droit coutumier, mais l'ultramontain Caval. La compagnie eut désormais un procureur à Rome, et, à partir de 1865, un cardinal protecteur, qui fut un ultramontain intransigeant, Villecourt (1). En 1865, Rouland considérait que Saint-Sulpice avait capitulé, et donnait désormais « l'instruction ultramontaine ».

Cette évolution était grave, car Saint-Sulpice était en fait le seul centre important d'études supérieures ecclésiastiques qu'il y eût en France. Le groupe de prêtres distingués que Maret avait réunis autour de lui était d'un gallicanisme trop accentué pour pouvoir exercer une grande influence sur le clergé. Tardif constatait que l'école des Carmes, « malgré tout le mérite de ses supérieurs et directeurs, n'inspire, quoiqu'on puisse dire, au point de vue théologique que très peu de confiance à la très grande majorité de l'épiscopat. On ne peut se dissimuler qu'il en est de même de la Sorbonne ». (2) Par contre, le séminaire français de Rome dirigé par la congrégation du Saint-Esprit avait un succès croissant. Son esprit n'était pas favorable au gouvernement impérial à l'influence duquel il échappait totalement.

Dans cette situation difficile, le projet fut formé de permettre à des prêtres français de compléter à Rome leur instruction sous l'égide du gouvernement impérial. L'église de Saint-Louis des Français à Rome avait douze chapelains, prêtres français échoués à Rome « à la suite de mécontentements ou d'illusions », nommés et rétribués par le gouvernement impérial, mais qui ne lui rendaient aucun service, et qui même lui étaient souvent hostiles.

(1) Correspondance diplomatique, 12 décembre 1865.

(2) F¹⁰ 4.092, 26 novembre 1863. Malgré l'avis de Tardif, une section de théologie fut créée à l'école des Carmes. (Versement de la Chambre, C 451.)

En 1862, Lavigerie forma le projet, que La Valette approuva et transmit à Thouvenel le 9 août, de les astreindre à prendre leurs degrés dans les universités romaines. Le 17 juillet 1863 (1), Baroche objecta que cette proposition « ne saurait évidemment imprimer à nos établissements de Rome une direction plus française, plus conforme aux traditions de notre pays et aux vues de notre politique. Elle se rattache à une pensée qui s'est déjà produite à diverses reprises et qui me paraîtrait offrir dans sa réalisation de graves inconvénients : celle de transformer peu à peu Saint-Louis des Français en un séminaire où les jeunes ecclésiastiques les plus distingués viendraient tour à tour s'inspirer des doctrines romaines et prendre leurs grades en théologie et en droit canon ». Baroche, adoptant « un point de vue tout opposé », aurait voulu « envoyer dans cet établissement des hommes capables d'imprimer une direction à l'esprit public à Rome et non des jeunes gens disposés à subir toutes les influences », de manière à faire de Saint-Louis des Français, non « un séminaire, ni une école, mais un lieu de retraite où d'anciens vicaires généraux, directeurs de séminaires, termineraient leur carrière sacerdotale en rendant encore des services à leur pays. » Ces projets n'eurent pas de suites.

Un nouveau projet fut établi en février 1864 par le P. Trullet, consultant canoniste de l'ambassade, qui jugeait impossible de ressusciter le gallicanisme, et se plaçait volontiers, pour contrecarrer les desseins de la cour de Rome, sur son propre terrain, celui de l'ultramontanisme. Il constatait que les élèves du séminaire de la congrégation du Saint-Esprit (2) recevaient à Rome, grâce aux universités romaines et aux stages qu'ils faisaient à la congrégation du Concile ou dans d'autres administrations pontificales, « une instruction beaucoup plus large et plus approfondie qu'elle ne saurait l'être dans leurs diocèses... Ces faits autorisent à prévoir et à affirmer que les jeunes élèves du séminaire de Sainte-Claire sont appelés à donner un jour, par la supériorité relative de leur instruction, leurs aptitudes pratiques et leurs relations avec Rome, la direction et le ton à tout notre clergé national. Certaines indiscretions... permettent même d'ajouter que tel a été le but qu'ont eu en vue en l'établissant les fondateurs de ce séminaire. La faveur dont le Saint-Siège a entouré cet établissement

(1) Correspondance diplomatique.

(2) Ce séminaire était dit de Santa Chiara (Sainte-Claire), d'après le nom des locaux qu'il occupait.

confirme aussi de son côté ces prévisions et ces rapports. » Le nombre des élèves n'était que d'une soixantaine, mais suffirait à la longue pour atteindre le but visé.

« Le but du gouvernement de Sa Majesté... serait évidemment d'empêcher que le séminaire... devînt le foyer de doctrines destructives des prérogatives impériales et le centre d'une opposition à la part d'action légitime qui appartient au chef de l'État dans les affaires de l'Église. » Or il n'était pas au pouvoir du gouvernement, même au prix d'un conflit avec le Saint-Siège, de supprimer le séminaire de Sainte-Claire. Il devait au contraire l'élever « au rang d'institution d'utilité nationale », y créer des bourses et inciter les évêques à y envoyer au moins un séminariste chaque année. Les places de chapelains de Saint-Louis seraient réservées aux meilleurs élèves de Sainte-Claire. Ces faveurs donneraient au gouvernement un titre pour intervenir dans la direction du séminaire. La bulle qui l'avait canoniquement institué (1859) lui donnait pour protecteur le Cardinal-Vicaire, mais il pouvait avoir, comme d'autres établissements romains d'enseignement, un sous-protecteur qui serait l'auditeur de Rote pour la France. Sartiges, en approuvant ce projet, fit remarquer que l'exécution en serait facilitée par les difficultés financières du séminaire de Sainte-Claire, qui était en déficit, et par la dépendance où la congrégation du Saint-Esprit se trouvait vis-à-vis du gouvernement impérial qui accordait 80 bourses à son séminaire de Paris pour le recrutement du clergé colonial (1).

Ce projet, comme les précédents, n'eut pas de suites. Il montre bien le dilemme devant lequel se trouvait le gouvernement impérial depuis l'échec des négociations relatives à l'institution canonique des facultés de théologie. Trullet considérait, et l'avenir devait pleinement justifier ses prévisions (2), que Rome serait de plus en plus pour le clergé français le centre des hautes études ecclésiastiques. Aussi conseillait-il au gouvernement impérial d'accepter cette évolution et de la faciliter pour pouvoir la diriger. Baroche jugeait au contraire, non sans raisons, que le gouvernement n'acquerrait ainsi aucune influence sérieuse et contribuerait au triomphe de l'ultramontanisme. Il persistait donc à favoriser la faculté de théologie de Paris et l'école des Carmes, bien

(1) Correspondance diplomatique, 13 février 1864. Le rapport de Trullet est annexé à cette dépêche.

(2) Le séminaire de Sainte-Claire, érigé en 1902 en séminaire pontifical, a pris une importance croissante. Il est devenu l'une des principales sources du recrutement de l'épiscopat français.

que, de l'aveu même de ses collaborateurs, ces établissements fussent, par leur gallicanisme accentué, suspects au clergé, et hors d'état d'exercer sur lui une réelle influence.

Le Saint-Siège, cependant, triomphait dans la lutte engagée depuis dix ans entre le gouvernement impérial et lui pour la direction des hautes études ecclésiastiques. Il avait rejeté en 1858 la transaction qui lui était offerte en refusant d'accorder l'institution canonique aux facultés françaises de théologie. Malgré toutes les garanties qu'il eût pu obtenir, ces facultés, situées en France, auraient nécessairement subi dans une certaine mesure l'influence de l'épiscopat, du gouvernement et de la société laïque française. Rouland avait alors espéré que, dans la concurrence engagée entre le séminaire de Sainte-Claire et la faculté de théologie de Paris, celle-ci l'emporterait. Mais en 1864, la défaite de celle-ci était certaine ; elle rendait des services réels au gouvernement en groupant des gallicans distingués dont plusieurs devinrent évêques, mais elle ne jouait pas d'autre rôle. Le séminaire de Saint-Sulpice gardait une beaucoup plus grande importance, mais il avait dû renoncer à défendre le droit coutumier français et il restait cependant discrédité auprès des ultramontains. Par contre, le séminaire de Sainte-Claire, étranger aux traditions ecclésiastiques françaises, romain par son siège, par sa collaboration avec les universités et les administrations pontificales, par sa subordination au Saint-Siège, se développait rapidement. Ses élèves ne recevaient pas seulement un enseignement ultramontain, ils le recevaient de professeurs italiens ; ils adoptaient non seulement les doctrines, mais l'esprit, les coutumes, et jusqu'à l'habillement du clergé romain. C'était la voie dans laquelle le Saint-Siège entraînait l'Église de France. Sa victoire dans la lutte pour la direction des hautes études ecclésiastiques marque une des principales étapes de l'évolution du clergé français vers l'ultramontanisme.

Dans sa lutte contre les progrès de l'ultramontanisme, Baroche eut à défendre l'autorité épiscopale, notamment contre des prêtres soutenus par le Saint-Siège. La cour de Rome, après avoir écarté pendant dix ans Lecourtier de l'épiscopat, n'avait pas tardé à lui susciter des difficultés. Déjà en 1862, elle avait soutenu contre lui un prêtre ultramontain de Montpellier, Galéran. (1) Par une note du 16 août 1863, le nonce demanda au gouvernement impérial d'obtenir la démission de Lecourtier. Son

(1) Voir p. 608, n. 2.

« caractère bizarre..., ses manières fières et absolues vis-à-vis de ses diocésains et surtout de son clergé, et son attitude même inconvenante envers le Saint-Siège, sont un sujet de pénible préoccupation pour Sa Sainteté » (1). Ces défauts du caractère de Lecourtier aggravaient en effet les difficultés que ses opinions impérialistes et gallicanes lui suscitaient auprès des ultramontains et des légitimistes de son diocèse. « Comment accueille-t-on à Rome nos demandes de remèdes extraordinaires contre des évêques bien autrement coupables vis-à-vis de nous ? » nota Baroche, en réponse à la demande du nonce. Cependant, comme Lecourtier demandait instamment à quitter Montpellier et que la cour de Rome n'eut pas permis son transfert à un autre siège, Baroche lui fit offrir un canonicat à Saint-Denis. Il refusa et Baroche n'insista pas malgré une nouvelle démarche du pape.

Mais le Saint-Siège disposait d'une nouvelle arme contre Lecourtier. Il avait révoqué un vicaire, Rouet, et l'avait nommé aumônier du noviciat des frères des Écoles chrétiennes, à Fonseranes. Rouet ayant refusé en alléguant l'état de sa santé et en produisant des certificats médicaux, Lecourtier lui retira le droit de dire la messe partout ailleurs qu'à Fonseranes. Rouet fit appel au métropolitain, sans succès, puis à Rome. La congrégation du Concile invita Lecourtier à motiver sa sentence, et, sur son refus, donna gain de cause à Rouet. Le Saint-Siège demanda au gouvernement impérial de faire appliquer par Lecourtier la sentence romaine. Baroche répondit que le gouvernement n'avait pas « à se faire l'exécuteur de la sentence d'un tribunal dont il ne saurait reconnaître la compétence sans déroger à des principes d'ordre public ». Il protesta contre les encouragements donnés aux recours au pape « qui tendent à affaiblir l'autorité épiscopale, à briser les liens de la hiérarchie, à désorganiser les diocèses. Les plus chers intérêts de l'Église réclament l'exacte observation de la discipline. Or, il importe qu'on le sache bien à Rome, le mouvement qui entraîne le jeune clergé dans des doctrines hasardeuses a en grande partie pour mobile le désir de s'affranchir de l'autorité de l'évêque, autorité sérieuse, efficace, et d'y substituer un pouvoir lointain dont l'indulgence nous est assez révélée par l'attitude du clergé qui l'entoure... » (2)

Mais bientôt l'administration des Cultes et l'ambassade

(1) F¹⁹ 6.178. Voir aussi F¹⁹ 5.829, Rouet ; Correspondance diplomatique, 30 septembre 1863, février, mars, avril 1864.

(2) F¹⁹ 5.829, 29 octobre 1863 ; Baroche ajoutait que « ces recours sont ruineux pour les évêques qui veulent faire soutenir avec soin leur sentence devant des juri-

s'accordèrent à constater que Lecourtier s'était mis complètement dans son tort au point de vue du droit commun de l'Église sans avoir pour cela de sérieux motifs. Sartiges tenta de négocier un compromis, mais le pape rendit le 18 avril ses pouvoirs spirituels à Rouet, ce qui obligea Lecourtier à se contenter d'une lettre déférente. Lecourtier, mécontent du gouvernement qu'il accusait de l'avoir mal défendu, déçu de ne pas obtenir la sénatorialité ou le transfert qu'il sollicitait, fut bientôt en presque aussi mauvais termes avec l'administration qu'avec son clergé, et avec le gouvernement impérial qu'avec la cour de Rome. Son caractère difficile, aigri par ses déboires, ne cessa de susciter des difficultés dans le diocèse de Montpellier (1). Il devenait difficile au gouvernement de trouver des gallicans assez résolus pour le secondar franchement dans ses conflits avec la cour de Rome, et assez pondérés pour ne pas lui susciter plus d'embarras qu'ils ne lui rendaient de services.

Au cours de la négociation, Baroche avait protesté contre la sommation faite à Lecourtier de motiver le déplacement qu'il avait infligé à Rouet. Il tenait à maintenir le droit absolu de l'évêque à déplacer les desservants et les vicaires (2). Peu après, il revint sur cette question, le Monde ayant annoncé qu'elle était étudiée à Rome. Il déclara que le Saint-Siège ne pouvait modifier sans le concours du gouvernement français le Concordat qui réservait l'inamovibilité aux curés : « Nous ne saurions laisser, étendre ce privilège aux desservants dont la nomination n'est pas soumise à l'agrément du chef de l'État. » (3) Antonelli déclara que l'information du Monde était inexacte. Bien que l'inamovibilité du clergé paroissial fût la règle posée par le Concile de Trente, le Saint-Siège admettait, dans certains cas, qu'elle ne fût pas appliquée, notamment « dans un pays où le clergé est aussi peu nombreux qu'en France, et où les évêques sont obligés de nommer aux

dictionnaires où le moindre vice de forme emporte le fond. Il est tel évêque aujourd'hui qui renonce à prendre des mesures disciplinaires contre un de ses prêtres parce qu'il est hors d'état de faire les dépenses qu'entraînerait éventuellement un recours contre sa sentence. »

(1) En 1866, de nombreux prêtres et fidèles adressèrent des pétitions contre lui au gouvernement. « Il est permis de douter de l'intégrité de sa raison », écrivait le préfet le 2 décembre 1866, et cette opinion paraît avoir été assez répandue. Baroche écrivit le 11 décembre à Lecourtier que le gouvernement l'avait jusqu'alors protégé à grand peine contre le pape, mais que les nouveaux torts qu'il se donnait le rendaient indéfendable. Lecourtier, irrité, commença dès lors à se rapprocher des légitimistes (F¹⁰ 6.178).

(2) 19 janvier 1864, F¹⁰ 5.829.

(3) 13 mai 1864 ; Mémoires et Documents, volume 116.

cures vacantes les jeunes prêtres au fur et à mesure qu'ils prennent les ordres » (1). Cette déclaration était sincère : l'amovibilité des desservants est une des seules coutumes essentielles de l'Église concordataire à l'abolition de laquelle Pie IX n'ait pas travaillé.

Pour la première fois sous le Second Empire, le gouvernement se trouva amené à intervenir contre les progrès de la liturgie romaine. Elle avait alors triomphé dans tous les diocèses de France sauf 11. Encore 9 (2) de ceux-ci l'avaient-ils adoptée en principe. Le cardinal Mathieu lui-même, après une longue résistance, avait accepté à la fin de 1862 d'établir dans son diocèse la liturgie imposée par Rome (3). Seuls Lyon et Belley restaient fidèles à la liturgie lyonnaise, très particulière et très ancienne. Le triomphe de l'unité liturgique était donc proche. Le Saint-Siège et les ultramontains étaient d'autant plus désireux de le compléter. « Je suis frappé, écrivait Sartiges, du travail d'assimilation qui se poursuit ici des églises de la catholicité toute entière au rite, à la liturgie, aux coutumes, à l'habillement sacerdotal de Rome (4). Ces formes ont pris une telle importance dans l'esprit du Saint Père que Sa Sainteté en est arrivée à faire des représentations aux membres du clergé qui se présentent devant lui avec le rabat porté dans le costume ecclésiastique français. » (5)

Les deux prélats qui n'avaient pas encore adopté la liturgie romaine, et ceux qui, comme Darboy et Dupanloup, en ajournaient indéfiniment l'adoption bien qu'elle fût décidée en principe, étaient, de la part du Saint-Siège et des ultramontains, l'objet d'une vive pression (6). Le cardinal de Bonald, affaibli par l'âge, cédant à l'influence de son neveu et vicaire général, de Serre, et à celle des Jésuites de Lyon, annonça à la fin de 1863 l'intention de rétablir la liturgie romaine. Il autorisa cependant la

(1) 20 mai 1864, Sartiges à Drouyn de Lhuys, Mémoires et Documents, volume 116.

(2) Besançon, Chartres, Clermont, Grenoble, Orléans, Pamiers, Paris, Tulle, Verdun. Dijon adopta la liturgie romaine en avril 1864.

(3) Il avait d'ailleurs obtenu du Saint-Siège d'importantes concessions dans l'élaboration du propre.

(4) Le 6 juillet 1863, Baroche avait pris un décret réglant le costume des chanoines du second ordre de Saint-Denis. La cour de Rome protesta contre ce qu'elle considérait comme un empiètement du pouvoir civil. Voir T. Delord : *Histoire du Second Empire*, t. IV.

(5) 23 janvier 1864, Correspondance diplomatique.

(6) Debeauvais écrivait le 22 janvier 1864 à Dupanloup : « La liturgie romaine serre chaque jour dans un cercle plus étroit la liturgie gallicane. On ne compte plus que trois diocèses *hétérodoxes* (sic), Lyon, Paris et Orléans, ce qui, entre nous, relève peu les ordinaires dans l'esprit et l'estime des *orthodoxes*. On en parle même assez mal, en particulier à la nonciature et dans certains clubs purs et pieux. Mais on espère

rédaction d'une supplique pour le maintien de la liturgie lyonnaise. Sur 1.463 prêtres du diocèse, 1.420 la signèrent (1). Cinq curés de Lyon, de Saint-Étienne et de Montbrison la portèrent à Rome où Bonald se trouvait déjà. « Ces messieurs, écrivit à Baroche le préfet du Rhône, désireraient se placer sous la protection de l'ambassade française et se présenter sous ses auspices au Vatican. » (2) Baroche fit donner à Sartiges des instructions à cet effet. Arrivés à Rome le 23 janvier, les curés, décidés à n'user « qu'avec la plus grande réserve » du concours de l'ambassadeur qui les aurait compromis, évitèrent de le voir et se bornèrent à lui écrire. Sartiges intervint en leur faveur auprès d'Antonelli. Ils ne purent d'abord obtenir une audience du pape. Puis Bonald la leur fit accorder, à condition qu'il serait présent, porterait seul la parole et que l'adresse ne serait pas remise. Les curés durent accepter. Bonald, présent avec de Serre, les empêcha de parler à Pie IX. Celui-ci les blâma de leur démarche, et d'avoir mêlé le gouvernement impérial à cette question purement religieuse. Il leur annonça que la liturgie lyonnaise ne subirait que quelques retouches, mais que le bréviaire et le missel romains seraient progressivement introduits à Lyon (4 février). Ils remirent en partant leur supplique à Antonelli et quittèrent Rome (3). Ils avaient été blessés de la malveillance qu'ils avaient rencontrée au Vatican, sauf auprès d'Antonelli. Un cardinal italien avait dit à Bonald, qui le leur répéta : « Il est temps que cette église de Lyon expie son ancienne gloire par un peu d'humiliation. »

Bonald, dans une circulaire à son clergé que publièrent les journaux locaux et le Monde (14 février), rendit compte des paroles adressées par le pape aux curés. Le clergé lyonnais fut

trionpher et sauver enfin l'Église de ses ennemis du dehors et du dedans. Nous avions déjà l'autre jour, une consolation dans la dignité, l'indépendance et la fierté du discours de S. Em. le cardinal de Bonnechose qui a, en effet, déjà établi trois fois la liturgie romaine à Carcassonne, à Évreux et à Rouen. Je suis même sûr qu'on trouverait chez les purs plus d'un exemple pareil. » (AB XIX 525), voir p. 686.

(1) Sur ce conflit, voir surtout la Correspondance diplomatique (janvier-avril 1864) et F¹⁰ 5.435. Voir aussi F¹⁰ 5.434 et F¹⁰ 5.821 (Valin et Richard). Parmi les très nombreuses brochures publiées sur cette question, beaucoup sont à F¹⁰ 5.435. Voir surtout le *Compte rendu de la députation envoyée à Rome par le clergé du diocèse de Lyon* 1864, in-8°.

(2) 12 janvier 1864, F¹⁰ 5.435.

(3) L'un d'eux, Vincent, malade lors de l'audience resta à Rome, et vit le pape le 11 février. Il lui déclara, d'après le *Compte rendu de la députation...* que l'intervention du gouvernement n'avait pas été sollicitée par le clergé lyonnais. Il est difficile de savoir dans quelle mesure le préfet du Rhône, en la demandant, avait agi de sa propre initiative ou à la demande des curés. En tout cas, Vincent persista, malgré les ordres qui lui furent donnés, à tenir Sartiges au courant de ses démarches.

irrité de leur sévérité. Le gouvernement impérial se plaignit au Saint-Siège de la protestation formulée par le pape contre son intervention, justifiée par le trouble que causait la question liturgique dans les trois départements du Rhône, de la Loire et de l'Ain. Antonelli répondit à Sartiges que le pape l'avait chargé d'exprimer à Bonald le mécontentement que lui avait causé la publication des paroles qu'il avait confidentiellement adressées aux curés (23 février). Une note du Moniteur (28 février) fit connaître le blâme infligé à Bonald par le pape, et laissa entendre que Pie IX n'avait pas protesté contre l'intervention du gouvernement impérial. Bonald opposa à cette note un démenti public (9-11 mars). Sartiges apprit en effet qu'Antonelli, après lui avoir annoncé le 23 février qu'il transmettrait le jour même à Bonald le blâme du pape, ne l'avait fait que le 8 mars, et par personnes interposées. Le Moniteur du 22 mars annonça que ce blâme, pour avoir été retardé, n'en avait pas moins été infligé. Cet incident irrita le gouvernement et le mêla plus étroitement au conflit.

Pie IX imposa la solution qu'il avait annoncée le 4 février aux curés lyonnais par un bref du 17 mars au cardinal de Bonald : « Nous vous avons excité de tout notre pouvoir à suivre le bel exemple de presque tous les sacrés et très illustres évêques de France », écrivait-il. Mais il marquait nettement qu'en matière de liturgie, le Saint-Siège ne se bornait pas à conseiller les évêques et décidait souverainement. « Nous voulons, ordonnons et mandons que... le missel et le bréviaire romains soient introduits graduellement dans le diocèse de Lyon. » En outre, la liturgie lyonnaise, « infectée » par les modifications qu'y avait introduites un archevêque janséniste, Montazet, serait corrigée conformément aux décisions prises par la congrégation des Rites. Cet ordre mettrait fin à l'opposition « de quelques curés lyonnais » dont la « conduite condamnable » avait été pour l'Église « un sujet de scandale ». Ce bref, sur l'ordre du pape, fut communiqué au clergé lyonnais par une circulaire du cardinal de Bonald (24 mars) et publié dans le Monde (7 avril) (1). Le gouvernement s'efforça de restreindre cette publicité qui était illégale, le bref n'ayant pas encore été soumis au Conseil d'État. Baroche écrivit le 10 avril au procureur général de Lyon, Gaulot : « Le gouvernement a pu quelquefois

(1) Les « *Lettres de Sophronius* », pamphlets gallicans sur la liturgie lyonnaise, déjà condamnés par l'évêque de Versailles, Mabille, furent mises à l'Index en mars. Leur auteur, un prêtre versaillais, Bertrand, se soumit, puis en publia de nouvelles. Il fut interdit par Mabille (octobre) et se soumit de nouveau. (F¹¹ 5.435.)

user de tolérance, et, à mon sens, il a eu tort. Mais aujourd'hui, l'abus est devenu si grave qu'il importe essentiellement de faire respecter une des lois fondamentales du pays, et, en même temps, une des plus anciennes règles de l'Église de France. » (1) Pendant quelques semaines, le gouvernement espéra que le pape, inquiet des conséquences de son bref du 17 mars, le modifierait, mais il n'en fit rien, malgré les conseils d'une partie de son entourage.

Sartiges obtint le 30 avril l'amplication du bref qui lui avait été refusée jusqu'alors, le Saint-Siège ne voulant pas soumettre un acte d'ordre spirituel à un gouvernement laïque. Le 13 mai, le gouvernement déclara que la publication en était interdite. Baroche en donna deux raisons à Bonald : « Les anciennes règles de l'Église que notre législation consacre et maintient sous la dénomination générale de *canons reçus en France* attribuent aux évêques le droit de régler tout ce qu'on désigne habituellement par le mot de *liturgie* et nos prélats n'ont pas cessé, jusqu'à ces derniers temps, d'exercer cette importante prérogative. Or en autorisant par décret la publication d'un bref dans lequel la chancellerie romaine se substitue sur ce point à l'autorité épiscopale et impose directement à un diocèse de l'Église de France un changement de liturgie, le gouvernement sanctionnerait, autant qu'il est en lui, la négation du droit épiscopal et l'affaiblissement d'un pouvoir que les intérêts de la société aussi bien que ceux de l'Église elle-même lui commandent de faire respecter. » En outre le gouvernement refusait de « s'associer » aux « reproches amers » que faisait le pape au clergé de Lyon (2). Les doctrines gallicanes avaient rarement été soutenues par le gouvernement impérial avec une pareille netteté.

Bonald parut s'incliner devant la décision du gouvernement et obtint de Gaulot la cessation des polémiques. Mais, sous la pression des ultramontains dont il subissait de plus en plus l'ascendant il chercha cependant à faire exécuter les ordres du pape. Il approuva une brochure, « *Les vrais principes sur la question liturgique* », où le Concordat et les Articles Organiques étaient vivement attaqués et qui fut saisie dès sa publication (juillet) (3). Il tenta vainement à plusieurs reprises de faire signer à ses prêtres une adresse d'adhésion au bref du 17 mars (juin-décembre). Il nomma à une des principales cures de Lyon

(1) F¹° 5.435.

(2) 12 mai 1864, F¹° 5.435.

(3) BB¹° 1.677.

un prêtre dont le seul titre était de n'avoir pas signé la pétition pour le maintien de la liturgie lyonnaise ; il révoqua et força à se rétracter un desservant qui avait publiquement attaqué la liturgie romaine (1). Cette pression sur les prêtres étant peu efficace, il imposa aux séminaristes à qui il conférait les ordres l'adoption du bréviaire et du missel romains. Il nomma une commission chargée de mettre au point le propre de la liturgie lyonnaise corrigée suivant les ordres de Rome.

Mais ici, le gouvernement disposait d'une arme efficace. Il interdit aux imprimeurs de publier les livres nécessaires à l'application de la liturgie romano-lyonnaise (2). Il fut soutenu par les conseils de fabrique, qui, tant par attachement à la liturgie lyonnaise que par esprit d'économie, ne voulaient pas payer les nouveaux livres liturgiques. La résistance dura cinq ans (3). C'est seulement en 1869 que les nouveaux livres liturgiques furent publiés et rendus obligatoires dans les couvents et les séminaires (16 mai) (4). A cette date, la plupart des jeunes prêtres avaient déjà adopté le bréviaire et le missel romains. Le diocèse de Belley, comme celui de Lyon, revint progressivement à la liturgie romaine.

Baroche eut encore à défendre l'autorité épiscopale, en la personne de Sola, évêque de Nice, très mal vu du Saint-Siège pour ses bons rapports avec le gouvernement italien. Sola se rendit à Rome en décembre 1863, pour tenter de mettre fin aux difficultés que lui suscitait la cour de Rome, soit en lui refusant les dispenses que, comme tous les évêques, il avait à solliciter, soit en soutenant les prêtres révoltés contre lui (5). Il échoua, et le conflit reprit en 1864 sur l'organisation du chapitre (6). Le statut des chapitres français avait été fixé le 9 avril 1802 par un décret du cardinal Caprara, publié par arrêté du 29 germinal an X. Ce statut établissait des chapitres de huit membres, et permettait aux évêques d'en modifier l'organisation avec l'assentiment du gouvernement et après avoir pris l'avis de leur cha-

(1) F¹⁰ 5.821 : Valin.

(2) Au contraire le bréviaire et le missel romains, étant usités sans aucune modification dans tous les diocèses qui avaient adopté la liturgie romaine, se trouvaient dans le commerce.

(3) Bonald cependant tint compte des ordres de Rome dans la rédaction des « Ordo » du diocèse, qui prescrivaient chaque année l'ordre des offices.

(4) Ils devinrent obligatoires dans tout le diocèse en 1875.

(5) F¹⁰ 2.466 ; Correspondance diplomatique, 20 décembre 1863.

(6) Mémoires et Documents, volume 117. Correspondance diplomatique, 6 août 1864 ; F¹⁰ 5.834. (N. D. de Laghet, Deleuse.) ; F¹⁰ 5.605 ; F¹⁰ 111 Alpes-Maritimes 2.

pitre. Pendant la période où Nice était rattachée au Piémont, furent créés, outre les huit canonicats rétribués par l'État, treize canonicats prébendés, fondés par des particuliers, et dont certains titulaires étaient appelés aux canonicats d'État lorsque ceux-ci devenaient vacants. Nice se trouvant de nouveau sous le régime concordataire, sous tatut capitulaire était illégal ; en outre, les chanoines prébendés étaient hostiles à Sola. Il les sacrifia donc, et, contre l'avis de son chapitre où ils formaient la majorité, il revint au statut français par décision du 22 avril 1864, que le Conseil d'État entérina le 28 mai. Les chanoines adressèrent une protestation au pape dont le nonce leur transmit le 19 mai les félicitations : « Sa Sainteté engage le corps capitulaire à tenir ferme, afin que les statuts actuels ne soient point changés sans le concours de l'autorité légitime. » (1) Cette lettre, notifiée à Sola par le doyen du chapitre, fut communiquée au gouvernement impérial qui reprocha vivement au Saint-Siège cet appui donné à un chapitre en révolte contre son évêque et contre le pouvoir civil, et, plus encore, l'immixtion du nonce dans les affaires de l'Eglise de France. Le gouvernement français, fidèle à l'ancien droit gallican résumé par le second des Articles Organiques avait toujours maintenu, en principe, sinon en fait, que le nonce devait se renfermer strictement dans ses fonctions politiques d'ambassadeur, et ne jamais entrer en relations avec le clergé français. A plusieurs reprises, notamment en 1823 et 1850, il avait obtenu que le Saint-Siège blâmât son représentant pour avoir enfreint cette règle (2).

L'intervention de Sartiges fit ressortir l'opposition des principes français et romains sur ce point. Antonelli déclara qu'en « ce qui concerne le nonce, la cour de Rome n'a jamais admis qu'il n'aurait que le caractère d'ambassadeur, et qu'il serait en conséquence privé du droit d'entretenir des rapports directs avec l'épiscopat français ; qu'elle a toujours soutenu le principe

(1) Mémoires et Documents, volume 117.

(2) Déjà en mai 1864, Baroche s'était plaint des fonctions religieuses que le pape conférait parfois au nonce. Chigi avait notamment été chargé, en qualité de délégué du pape, d'installer Darboy comme primicier du chapitre de Saint-Denis, et Buquet comme chanoine évêque. Le gouvernement impérial avait éludé la difficulté en distinguant « Sa Grandeur l'archevêque de Myre, de Son Excellence le nonce apostolique », mais il aurait de beaucoup préféré que le délégué du pape en pareille circonstance fût un prélat français. De plus, les bulles ou brefs qu'il s'agissait d'exécuter avaient été enregistrés par le Conseil d'État en vertu des Articles Organiques. Le ministre des Cultes tenait à mentionner cet enregistrement ; le nonce voulait l'ignorer, de sorte qu'il fallait avoir recours à des subterfuges pour éviter des conflits. (Mémoires et Documents, volume 117 ; F¹⁹ 1.924.)

contraire, attendu que les affaires politiques n'étant à ses yeux que très secondaires aux questions religieuses, si la faculté de s'en occuper était retirée aux nonces, elle verrait à peine la nécessité d'entretenir des ambassadeurs auprès des cours européennes... que vis-à-vis de la France, vu la divergence d'appréciation sur la valeur des Articles Organiques, la cour de Rome, sans toutefois abdiquer le principe et simplement par esprit de conciliation, avait en général pris le parti de faire spécialement remettre au gouvernement français copie des documents que le nonce était chargé de communiquer aux évêques ». Antonelli exprima seulement, et avec beaucoup de réserves, le regret que Chigi n'eût pas informé le gouvernement impérial de l'affaire de Nice. « Le Saint Père..., ajoutait Sartiges, m'a parlé dans les termes les plus aigres de Mgr Sola et c'est sur l'ordre direct de Sa Sainteté que Mgr Chigi est intervenu... c'est, suivant moi, parce que le pape est personnellement engagé dans l'affaire que son gouvernement éprouve cet embarras à prononcer un blâme comme il l'a fait dans des circonstances qu'il prétend, sans grande apparence de raison, ne pas être identiques à celle-ci. » (1)

Quant au chapitre de Nice, le gouvernement pontifical déclara que son statut n'aurait pas dû être modifié sans le concours du Saint-Siège, d'autant plus que le régime français, auquel il avait été ramené n'était pas conforme aux canons. C'était un nouvel exemple de la politique suivie depuis 1852 par le Saint-Siège. Comme le régime ecclésiastique français était, sur un grand nombre de points, contraire au droit commun de l'Église, les évêques français étaient amenés à enfreindre presque constamment les prescriptions de celui-ci. Le Saint-Siège tolérait ces irrégularités de la part des évêques qui lui étaient dociles, mais les condamnait lorsqu'elles étaient commises par des évêques qui, comme Sola, contrecarraient sa politique. Il disposait ainsi d'un moyen de pression presque irrésistible sur l'épiscopat français (2).

Baroche avait ainsi, sur tous les terrains, défendu énergiquement les principes gallicans (3). En outre, de graves conflits

(1) 2 août 1864, Mémoires et Documents, volume 117.

(2) La discussion sur le chapitre de Nice se poursuivit pendant plusieurs mois, les deux gouvernements restant sur leurs positions. Sola continua à rencontrer de graves difficultés dans l'administration de son diocèse. En octobre 1866, il confia son petit séminaire aux Lazaristes, mesure destinée à franciser cet établissement et qui fut mal vue du clergé. (F¹⁰ III Alpes-Maritimes 1.)

(3) Comme Rouland, il tenait d'ailleurs à étayer sa politique gallicane de mesures favorables au clergé. Il releva de 100 francs le traitement des desservants âgés de plus de 60 ans (août 1863, août 1864).

s'étaient engagés en 1864 entre Darboy et Pie IX. Le gouvernement les connaissait, mais c'est seulement plus tard qu'il y fut directement mêlé.

D'autre part, le 15 mars 1864, Maret fit savoir à l'empereur que Pie IX préparait une encyclique contre les libertés modernes (1). Drouyn de Lhuys télégraphia le 16 à Sartiges de s'opposer à « ce très regrettable projet ». « Sa Sainteté, écrivit Sartiges, m'a répondu qu'il ne pouvait pas être question pour le Saint-Siège de se prononcer sur les formes constitutionnelles de la liberté politique, que si quelque chose se faisait, ce serait simplement une exposition de principes en ce qui touche la liberté religieuse des consciences dont les représentations variées qui s'établissaient aujourd'hui parmi les catholiques rendraient peut-être opportune une exposition nouvelle de la doctrine de l'Église. » (2) Sartiges insista à plusieurs reprises auprès d'Antonelli, et eut l'impression qu'il comprenait le danger d'une pareille encyclique. « Il a ajouté que, quoiqu'il existât toujours un travail sur ces matières, il n'était nullement question pour le moment de le coordonner et de lui donner le jour » (23 avril). La menace parut écartée. Il n'en fut plus question jusqu'en décembre. Au second congrès de Malines, au cours de l'été 1864, Dupanloup et le jésuite Félix soutinrent, avec plus de modération que ne l'avait fait Montalembert en 1863, les idées catholiques libérales.

(1) F¹² 1.934 ; Bazin : *Vie de Mgr Maret*.

(2) 19 mars : Correspondance diplomatique.

CHAPITRE XXII

La convention de septembre, l'encyclique « *Quanta Cura* » et la question romaine jusqu'en 1867

I. — *La convention de septembre* (1).

Le gouvernement italien ne cessa pas, en 1863 et en 1864, de représenter à Napoléon III la nécessité de régler au plus tôt la question romaine. Mais au printemps de 1864, le gouvernement impérial comptait encore attendre la mort de Pie IX, qui fut assez gravement malade en mars. Le 19 mars, Drouyn de Lhuys écrivit confidentiellement à Sartiges que si le conclave désignait un pape intransigeant, « il arriverait peut-être un moment où n'ayant rien à espérer de la modération et de la prudence de ceux à qui serait remis le gouvernement de l'État pontifical, nous nous trouverions dans l'obligation de nous retirer en laissant aux mains de la Providence l'œuvre que nous nous reconnaitrions impuissants à accomplir ». Sartiges était chargé d'en avertir, le moment venu, les cardinaux (2). D'autre part, le 2 avril, Drouyn de Lhuys le chargea de faire savoir au pape que s'il mourait, les troupes assureraient le maintien de l'ordre et la liberté du conclave, ce qui était de nature à dissuader le Saint-Siège de faire procéder à une élection brusquée.

Jusqu'au début de juin, la mort de Pie IX fut le principal objet des conversations entre Napoléon III, Nigra, et Pepoli ; c'est également dans cette éventualité que le président du conseil italien, Minghetti, n'osant s'adresser à Drouyn de Lhuys, chercha à s'assurer le concours de Rouher qui lui répondit le 15 avril :

(1) De nombreux extraits de la Correspondance diplomatique ont été publiés dans : Archives diplomatiques 1865, t. I ; d'Harcourt : *Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, 1882, in-8°, et surtout dans les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871* ; voir en outre : Minghetti : *La convenzione di Settembre*, résumé dans le Correspondant (25 mai-10 juin 1899), par Grabinski ; d'Ideville, *Journal d'un diplomate en Italie* ; Thouvenel, *Pages de l'histoire du Second Empire*.

(2) Correspondance diplomatique.

« La retraite de M. Thouvenel a marqué la volonté arrêtée de l'empereur de n'adopter aucune résolution sur le pouvoir temporel du pape avant la mort de Sa Sainteté Pie IX. »

Malgré les efforts du général de Montebello, l'État pontifical servait toujours de base aux guerillas bourboniennes qui opéraient dans l'ancien royaume de Naples. Le pape attendait toujours à bref délai la dislocation de l'unité italienne. Drouyn de Lhuys lui-même en était arrivé à « répondre quelques paroles énergiques contre la folie des aspirations et des espérances réactionnaires ». (1) A la fin de juillet survint un incident analogue à l'affaire Mortara. Un enfant juif de 10 ans, Coen, en apprentissage chez un cordonnier catholique, fut mené dans un couvent par un prêtre et deux laïques, bien qu'il ne fût pas baptisé. Ses parents ne purent pas même le voir. Le gouvernement impérial protesta très vivement, déclarant que l'occupation de Rome lui donnait une part de responsabilité. « L'opinion publique qui exerce après tout une puissance incalculable dans les temps modernes, l'opinion publique n'admet pas à une époque de tolérance et de liberté de conscience et de culte comme celle où nous vivons, qu'un enfant soit ravi à sa famille, même pour lui conférer les bienfaits de la religion véritable. » (2) Pie IX répondit que le petit Coen voulait être chrétien ; il refusa absolument de le rendre à ses parents et le fit baptiser.

Pendant ce temps, les négociations secrètes engagées entre Napoléon III, Nigra et Pepoli, progressaient. Le projet d'évacuer les États pontificaux, l'Italie prenant l'engagement de les respecter, était envisagé depuis 1861. Les Italiens proposèrent que le transfert de leur capitale à Florence attestât la sincérité de cet engagement. Napoléon III jugea la garantie suffisante. L'impératrice était alors absente de Paris. Drouyn de Lhuys ne fut mis au courant qu'en juillet : on le chargeait de faire aboutir la solution préconisée par Thouvenel en 1862, et dont l'abandon avait été consacré par son avènement. Il l'accepta cependant, soit que ses idées eussent évolué, soit qu'il craignit que Rouher ne parvînt à le faire remplacer par Thouvenel, comme il s'y efforçait depuis plusieurs mois (3). Drouyn de Lhuys dit à Nigra : « Naturellement, le résultat de tout cela

(1) Note de sa main sur la dépêche de Sartiges du 9 juillet 1864. (Correspondance diplomatique.)

(2) Drouyn de Lhuys à Sartiges, 7 août. Voir aussi Correspondance diplomatique, 3 septembre ; F¹³ 1.937, et Mérimée : *Lettres à Panizzi*, 22 août.

(3) Thouvenel : *Pages de l'histoire du Second Empire*.

sera que vous finirez par aller à Rome, mais il est important qu'entre ce fait et celui de l'évacuation il y ait un tel intervalle et une telle série d'événements qu'on ne puisse absolument établir une connexion entre eux ni admettre que la France en ait la responsabilité » (1). C'était en effet le sens que la convention avait pour les Italiens. Était-ce celui qu'elle avait pour Napoléon III et pour son gouvernement ? L'incertitude sur ce point allait durer trois ans, jusqu'à Mentana.

L'accord fut conclu le 7 août et signé le 15 septembre (2). L'Italie s'engageait à respecter le territoire pontifical, à le protéger contre toute attaque extérieure, et à ne pas protester contre la formation d'une armée pontificale recrutée à l'étranger (3). Ayant annexé une grande partie des États de l'Église elle devait prendre à sa charge une part correspondante de la dette pontificale. L'évacuation de Rome par les troupes françaises se ferait progressivement et devrait être terminée en deux ans, délai dont Rouher déclara qu'il s'efforcerait de le faire abrégé. Un article secret de la convention en subordonnait l'exécution au transfert de la capitale italienne à Florence. La convention fut très mal accueillie en Italie. Le gouvernement italien déclara qu'il ne renonçait pas à aller à Rome, mais à y aller par la force. Le gouvernement impérial protesta publiquement, et déclara qu'il n'admettrait pas que l'Italie prit possession de Rome à la suite d'une révolution, même spontanée.

La convention avait été conclue tout à fait en dehors du gouvernement pontifical et à son insu. Sartiges même n'en fut informé que le 21 septembre : il reçut l'ordre de ne provoquer aucune réponse et de donner des explications « dans des termes bienveillants, amicaux, exempts de récriminations » (20 septembre). Le pape lui dit : « J'admets les exigences de certaines situations ; je reste reconnaissant à l'empereur de tout ce qu'il a fait pour moi depuis seize ans et de tout ce que, certainement, il fera encore, mais j'avoue que cette nouvelle m'est arrivée comme un coup de foudre. Toutefois, nous avons, dit-on, deux ans devant nous, c'est beaucoup : il faudra voir ce que deviendra l'Italie » (24 septembre). Le gouvernement pontifical n'avait aucune confiance dans les engagements pris par l'Italie. De plus,

(1) Nigra à Minghetti, 21 avril 1864. (Minghetti : *La convenzione di Settembre*.)

(2) Victor-Emmanuel hésita longtemps. Le prince Napoléon et Rouher lui conseillèrent de signer au plus vite, de crainte que l'empereur, sous des influences cléricales, ne retirât son adhésion à l'accord.

(3) Pourvu qu'elle ne fût pas assez forte pour constituer une menace pour l'Italie.

il refusait d'accepter le *statu quo*. Tout en se plaignant de la convention, il s'abstint d'ailleurs de protestations violentes. Thouvenel, renseigné par l'ambassadeur d'Espagne à Rome, écrivit à Benedetti : « On est là-bas aussi résolu que par le passé à ne pas céder d'un iota et l'on compte plus que jamais sur les gens que l'empereur a eu la bonté de ressusciter. Malgré cela, la pape a, paraît-il, une certaine équité à l'égard des personnes. Sa Sainteté ne cache pas son mépris pour M. Drouyn de Lhuys et pour M. de Sartiges dont la position à Rome est pitoyable » (1).

En France, les partisans et les adversaires du pouvoir temporel s'accordèrent à considérer la convention de septembre comme un abandon à peine déguisé du pape (2). Les assurances contraires du gouvernement n'inspirèrent confiance qu'aux conservateurs peu préoccupés des affaires religieuses. Cependant la convention de septembre ne produisit aucune agitation dans le pays (3) : les populations l'accueillirent avec indifférence : Le clergé, malgré son mécontentement, resta tout à fait calme. Ses précédents échecs lui avaient appris la prudence : et surtout il était rassuré par le délai de deux ans qui devait s'écouler avant l'évacuation. Il pensait, comme Pie IX, que la situation pouvait changer d'ici là, et il espérait que l'évacuation, tant de fois annoncée depuis 1859 et jamais effectuée, serait une fois de plus ajournée au dernier moment. Quelques évêques seulement publièrent des mandements sur la convention de septembre (4).

La question romaine n'en était pas moins rouverte. Une fois de plus, l'empereur, par un accord personnellement et secrètement négocié avec les Italiens, donnait soudainement à sa politique une direction nouvelle, et contraire aux sentiments des catholiques. Toute la défiance et toute l'hostilité du parti cléricale, calmées, sinon disparues depuis l'avènement de Drouyn de Lhuys, en furent réveillées. Émile Ollivier écrivait : « L'effet le plus certain de la dernière convention sera de rendre implacables les haines cléricales et légitimistes : et comme d'autre part, elle ne suffira pas, en présence du régime intérieur maintenu,

(1) *Pages de l'histoire du Second Empire*.

(2) Voir notamment Mérimée : *Lettres à Panizzi*, et A. Cochin, *Ses lettres et sa vie*.

(3) Voir les rapports trimestriels des procureurs généraux et des recteurs. Les rapports de quinzaine des préfets pour octobre 1864 sont généralement conservés dans la série F¹ 111. Un seul sermon politique donna lieu à une information judiciaire (BB¹ 1.712, Poitiers).

(4) D'après Besson : *Vie du cardinal de Bonnechose*, Pie IX aurait désiré une démarche collective de l'épiscopat français.

à ramener une partie notable de l'opinion démocratique, le gouvernement aura de plus en plus pour adversaires résolus toute la partie passionnée du public politique. » (1) (Octobre 1864.)

II. — L'encyclique « *Quanta cura* » et le *Syllabus* (2)

Le 15 décembre, Sartiges télégraphia à Drouyn de Lhuys que l'encyclique contre le libéralisme, dont il n'avait plus été question depuis avril, venait d'être envoyée aux évêques. Le 17, il en transmit le texte (3) ; sa dépêche arriva le 21 à Paris. A cette date, des émissaires de la nonciature avaient déjà remis l'encyclique aux évêques (4). Le gouvernement la laissa publier dans la presse. Elle parut dans les journaux du 25.

L'encyclique *Quanta cura* portait la date chère à Pie IX du 8 décembre. Elle condamnait avec véhémence tous les principes qui limitent l'autorité de l'Église sur la société civile et son pouvoir coercitif, c'est-à-dire toutes les coutumes gallicanes et toutes les libertés modernes : contrôle exercé par le pouvoir civil sur le clergé par l'exequatur et l'appel comme d'abus, liberté de conscience, liberté des cultes, liberté de la presse, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, laïcité du droit civil et de l'enseignement. C'était le développement de la condamnation formulée dans l'allocution consistoriale du 9 juin 1862 contre les principes politiques des sociétés modernes. Comme presque tous les actes pontificaux, dont la traduction française rendait encore plus bizarre le style prolix et confus, l'encyclique *Quanta cura* était illisible pour le grand public.

Mais elle était accompagnée du *Syllabus*, catalogue de

(1) *Souvenirs d'Ernest Daudet*, Correspondant, 25 mars 1921 : voir aussi Darimon, *Le Tiers Parti*.

(2) F¹⁹ 1.934, 1.935, 1.936, 1.937 ; F¹⁹ 5.605, F¹⁹ 6.093 ; Correspondance diplomatique ; trois des principales dépêches de Drouyn de Lhuys (27 décembre, 7 janvier, 8 février) furent publiées par le gouvernement avant les débats de l'adresse. Outre les biographies des évêques et des laïques catholiques, voir Hourat : *Le Syllabus* 1904, in-18 ; Et. Pougeois : *L'encyclique de 1864 et l'épiscopat français, Lettres, réponses et circulaires de tous les évêques de France à S. E. M. le Ministre des Cultes et à leur clergé*, 1865, in-8°. Il m'a paru inutile de faire ici une analyse détaillée de l'encyclique *Quanta cura* et du *Syllabus*.

(3) Sa lettre d'envoi montre qu'il n'en avait pas vu la gravité. Dans son accusé de réception du 24, Drouyn de Lhuys déclare n'avoir pas encore étudié l'encyclique.

(4) Cousseau à Pie, 21 décembre 1864 : « Vous venez de recevoir sans doute comme moi, par quelque main sûre, cette belle et forte bulle... » (*Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau*). Keller et le comité de Saint-Pierre s'étaient chargés de cette distribution, pour laquelle la nonciature avait préféré ne pas se servir de la poste. (Gautherot : *E. Keller*).

80 courtes propositions condamnées par Pie IX dans ses œuvres antérieures et où étaient formulées les principales erreurs du temps. Le *Syllabus* n'aggravait pas la doctrine de l'Église, mais il la formulait de manière tranchante et brève, et par conséquent accessible au grand public. Voici par exemple la proposition 77 : « A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'État, à l'exclusion de tous les autres cultes. » Sa condamnation, ainsi exprimée, est très frappante. Développée dans l'allocution consistoriale *Nemo Vestrum*, du 26 juillet 1855, elle avait passé inaperçue. On remarqua surtout la 80^e proposition : « Le pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne. » Sa condamnation, déjà prononcée le 18 mars 1861 dans l'allocution *Jamdudum cernimus*, parut sous la forme que lui donnait le *Syllabus*, un cri de guerre, et un défi. Aussi le *Syllabus*, dont l'originalité et la portée dogmatique sont restreints, est-il le plus célèbre de tous les actes pontificaux publiés au XIX^e siècle (1).

Il fut accueilli avec enthousiasme par les ultramontains ardents, c'est-à-dire par une importante fraction du clergé et par un très petit nombre de laïques. Depuis les catholiques libéraux jusqu'aux conservateurs indifférents, tous ceux qui souhaitaient à des fins religieuses, politiques ou sociales, un rapprochement entre l'Église et la société civile en furent consternés. Surtout, dès sa publication, le *Syllabus* heurta l'opinion moyenne, le sentiment général des Français, qui, comme lors de l'affaire Mortara, se révéla hostile à la doctrine catholique, dans son intransigeante intégrité. Les ennemis de l'Église comprirent aussitôt que le *Syllabus* était pour eux une arme redoutable. Ils en accueillirent la publication avec joie. Elle devait en effet contribuer puissamment à développer l'anticléricalisme et l'irréligion.

Le 27 décembre, Drouyn de Lhuys écrivit à Sartiges que l'encyclique et le *Syllabus* produisaient un effet défavorable au Saint-Siège, et nuiraient aux efforts que faisait le gouvernement impérial pour sauvegarder le pouvoir temporel du pape. Maret, le 27 décembre et Darboy, le 30, conseillèrent tous deux à Baroche d'engager des négociations avec Rome

(1) Un des meilleurs théologiens libéraux, Ginouilhac, écrivant à Maret au sujet du *Syllabus* et de l'encyclique remarquait : « ... l'encyclique..., comme Votre Grandeur l'a certainement bien compris, fait le point principal de la difficulté » (Bazin : *Vie de Mgr Maret*.)

pour obtenir des modifications ou des éclaircissements et d'interdire momentanément aux évêques, seuls qualifiés pour publier régulièrement l'encyclique, de le faire. Darboy s'offrait à faire « connaître au pape les perplexités où il vient de jeter les consciences et l'impérieux besoin qu'elles ont d'être éclairées et rassurées sur la portée et les conséquences pratiques de son dernier acte... quelques-unes de ces opinions si durement flétries ont pris une forme concrète et une valeur sociale ; elles se trouvent réalisées depuis 60 ans, soit dans la constitution... soit dans les lois ». L'encyclique est-elle « une direction doctrinale se référant à l'ordre des idées et n'intéressant guère que ceux qui enseignent et discutent, ou bien aussi une règle pratique se référant à l'ordre des faits et par là intéressant tout le monde ? » Dans le premier cas « quel sera le résultat de l'encyclique ? Sinon faut-il sortir de France et s'insurger contre la loi ? En tous cas qu'y-a-t-il à faire pour les catholiques ? Le Saint Père ne le dit pas et ne le laisse pas deviner. » Darboy espérait que le Saint-Siège, devant l'émotion suscitée par ses derniers actes, « se hâterait de décider qu'il n'y a rien à changer dans la pratique journalière de la vie et qu'on peut conduire les hommes et les choses à peu près comme par le passé » (1).

Mais le gouvernement ne se contenta pas d'un ajournement. Baroche, par une circulaire du 1^{er} janvier qui fut publiée au *Moniteur*, informa les évêques que le gouvernement se proposait d'autoriser la publication de la fin de l'encyclique qui accordait un jubilé pour 1865 (2). Quant à la partie dogmatique de l'encyclique et au *Syllabus*, « Votre Grandeur comprendra que la réception et la publication de ces actes qui contiennent des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la constitution de l'Empire (3) ne sauraient être autorisées. » Le gouvernement comptait sur les évêques pour inviter le clergé au calme.

Le 8 janvier, le cardinal archevêque de Besançon, Mathieu, et l'évêque de Moulins, Dreux-Brézé, lurent l'encyclique dans leurs cathédrales (4). Le gouvernement décida, au conseil

(1) F¹⁰ 1.934. Note de Darboy.

(2) Le décret fut pris le 5 janvier.

(3) L'article premier de la constitution de 1852 la déclarait fondée sur les principes de 1789. Les Articles Organiques, nettement condamnés par l'encyclique, pouvaient être également considérés comme un des éléments essentiels du droit public français.

(4) A Besançon, cette lecture passa si inaperçue que le procureur général n'en fut informé que trois jours plus tard. Mathieu fit discrètement remarquer à Baroche que les évêques gallicans avaient souvent été mal soutenus par le pouvoir civil : «... depuis le commencement de ce siècle, le gouvernement a souvent mis de côté les libertés et

des ministres du 11 janvier, de les poursuivre en Conseil d'État. Les documents relatifs à ces poursuites expliquent pourquoi le gouvernement avait toléré que l'encyclique fût publiée par les journaux, sans permettre qu'elle le fût par les évêques. L'empereur rédigea au conseil du 11, deux projets de note : « L'encyclique, comme document historique, ne pouvait pas être interdite à la publicité, mais comme elle contient des principes opposés à ceux qui sont à la base de la constitution, le devoir du gouvernement est d'empêcher la publication de doctrines opposées à notre droit public. — L'encyclique publiée par les journaux peut-elle l'être par les évêques ? La liberté dont jouit la presse empêche l'interdiction de ce document historique, mais le gouvernement ne peut admettre qu'officiellement des évêques qui ont prêté serment à l'empereur recommandent des doctrines en opposition aux principes du gouvernement » (1).

Le rapport de Baroche à l'empereur sur le recours d'abus contre Dreux-Brézé (11 janvier) (2) précisait : « On objecterait vainement pour disculper Mgr de Dreux-Brézé la faculté qui a été laissée aux journaux de publier l'encyclique et son annexe. Ce mode de publication n'a aucune valeur ecclésiastique... D'après les principes les plus anciens et les plus incontestables du droit canonique, principes inscrits dans nos lois, c'est à l'évêque de chaque diocèse, c'est à l'ordinaire qu'il appartient exclusivement d'instruire les fidèles, de promulguer au besoin et de rendre exécutoires dans le ressort de sa juridiction les actes du Saint-Siège. » D'après cette théorie gallicane, la publication de l'encyclique dans les journaux informait les catholiques

maximes de l'Église gallicane et il m'est impossible de voir pourquoi je serais plus obligé que lui à maintenir un édifice qui s'écroule et dont il a détaché les pièces principales » (15 janvier 1865). Il annonça, contrairement à ce qu'avaient fait les évêques récemment poursuivis pour abus, l'intention de se défendre devant le Conseil d'État, puis il y renonça. La sentence d'abus fut rendue le 6 février. Mathieu n'en fit pas moins cadeau à Mme Baroche, le 8 juin, d'un reliquaire précieux. (Voir Besson : *Vie du cardinal Mathieu* ; Mme Baroche : *Second Empire. Notes et Souvenirs*). Il ne rompit donc pas avec le gouvernement ; par contre la sentence d'abus dont il était frappé décida les ultramontains de son diocèse, qui l'avaient jusqu'alors violemment combattu, à se réconcilier avec lui. Ce fut le principal résultat, et c'avait été sans doute le but principal de sa manifestation. (F¹⁹ 6.093 : Bergier : *Supplément à la Vie du cardinal Mathieu*.)

Quant à Dreux-Brézé, toujours en interdit depuis 1858, il restait très hostile au gouvernement, mais, détesté de son clergé et de ses diocésains, il était réduit à l'impuissance et avait renoncé à l'opposition active.

(1) F¹⁹ 1935.. Cette note ne fut pas publiée.

(2) F¹⁹ 6.093 et Baroche 1.018.

sans comporter pour eux aucune obligation (1). Baroche n'ajoutait pas que cette publication était au contraire très utile au gouvernement à qui elle donnait l'appui de l'opinion publique dans sa résistance aux prétentions théocratiques du Saint-Siège.

Baroche donnait un autre argument très intéressant : « L'Église de France est... quoiqu'on s'efforce de l'oublier une Église concordataire. Le Premier Consul a conclu le Concordat avec le représentant d'une religion dont les croyances et les pratiques étaient nettement arrêtées et bien connues. De son côté, il attribuait à ce même culte, tel qu'il était défini et enseigné, des prérogatives nombreuses et des avantages considérables. Pourrait-il être permis aujourd'hui à une des parties constituantes de modifier seule les bases de ce traité et ce contrat synallagmatique ? Si, dans une hypothèse invraisemblable mais que Votre Majesté voudra bien me permettre pour lui faire saisir ma pensée, si des modifications considérables étaient apportées au dogme et à la discipline de l'Église catholique, si par exemple, en vertu d'une décision du Saint Père, les évêques étaient dépouillés de leur autorité et étaient réduits au rôle de vicaires généraux des congrégations romaines, le Concordat ne serait-il pas violé ? Le gouvernement ne serait-il pas fondé à dire que lorsqu'il a traité avec la cour de Rome, il avait en vue une organisation ecclésiastique toute différente et qu'on ne peut pas modifier si profondément le traité sans son adhésion ? L'article premier de la loi du 18 germinal an X n'a d'autre but que de réserver à l'État le droit de veiller au maintien des principes généraux sur lesquels repose la convention de l'an IX. Lorsque, sans lui demander son assentiment, sans même le prévenir, une des deux parties contractantes vient modifier l'état des choses existant à l'époque du traité, n'a-t-il pas le droit de demander des explications et d'examiner s'il doit laisser promulguer officiellement dans l'Empire les nouvelles doctrines et les nouveaux préceptes ? »

(1) Cet argument est critiqué dans une note anonyme (F¹⁰ 6.093, dossier Mathieu), sans doute émanée d'un canoniste consulté par le gouvernement et qui montre la différence entre le gallicanisme ecclésiastique et le gallicanisme parlementaire. « Le rapport part de ce principe que c'est à l'évêque de chaque diocèse qu'il appartient *exclusivement* d'instruire les fidèles. Cela n'est pas exact en ce qui concerne le Souverain Pontife. Suivant la doctrine catholique, les fonctions du pape sont les mêmes à l'égard de toute l'Église que celles de chaque évêque à l'égard de son diocèse... En attribuant au Souverain Pontife cette autorité d'enseigner toute l'Église, on ne dépouille pas plus les évêques de leur droit qu'un évêque qui prêche dans une paroisse ne dépouille le curé des siens. »

Cet argument, sans valeur au point de vue catholique (1), exprimait avec force l'inquiétude du gouvernement devant les progrès de l'ultramontanisme et le déclin de l'autorité épiscopale, qui diminuait gravement la valeur de la principale prérogative que lui avait assurée le Concordat : la nomination des évêques. L'insuffisance du remède préconisé par Baroche se manifesta de plus en plus, mais le danger qu'il signalait était un des plus graves dont fût menacé le régime concordataire.

Drouyn de Lhuys, dans une dépêche du 7 janvier à Sartiges, avait déjà déclaré que l'encyclique tendait « à méconnaître plus ou moins directement » le Concordat, qui n'avait pas reconnu au catholicisme le titre de religion d'État (2). Il montrait également avec beaucoup de force que l'encyclique n'avait pas seulement mécontenté les catholiques libéraux ou gallicans, mais tous les catholiques modérés étrangers aux dissensions religieuses. « Tous ceux-là, c'est-à-dire l'immense majorité des catholiques, considèrent avec une sorte d'étonnement et d'inquiétude le manifeste que le Saint Père vient d'adresser à la catholicité ; ils ne sont ni des théologiens, ni des casuistes mais il leur suffit d'être de leur temps, d'être nés et d'avoir grandi dans les traditions et les principes qui constituent l'essence de la société actuelle pour ne pas se méprendre sur la portée politique de ce manifeste et appréhender le trouble qui peut en résulter dans les consciences. L'immense majorité des catholiques ne voit donc... dans l'encyclique du 8 décembre qu'une tentative d'apologie en faveur de l'ancien régime ; c'en est assez pour expliquer le légitime et profond regret que lui inspire ce document (3). »

(1) Voir la note anonyme F¹⁹ 6.093. Si l'Église condamne les nouvelles erreurs qui se manifestent dans le monde, elle déduit ces condamnations de principes qu'elle déclare immuables. « C'est par conséquent un dépôt de doctrines qui s'accroît de siècle en siècle », sans qu'il y ait en théorie novation. « Il ne faut donc pas parler de violation de contrat, de doctrine nouvelle. On prouverait très aisément que la bulle ne contient rien de pareil. »

En fait, d'autre part, le premier des Articles Organiques est simplement une nouvelle affirmation du vieux droit gallican d'exequatur. L'interprétation qu'en donne Baroche est donc au moins arbitraire.

(2) D'après Sartiges, au contraire, l'encyclique ne paraissait « en contradiction avec aucune des prescriptions de notre Concordat ». (27 décembre 1864, Correspondance diplomatique.) La contradiction n'est pas, en effet, dans les stipulations littérales, mais entre l'esprit des deux documents.

(3) Cette dépêche fut publiée par le gouvernement.

Le chargé d'affaires de France à Rome, Armand, très catholique, disait au pape, quelques mois plus tard, qu'il y avait en France « un ou deux dixièmes de catholiques fervents, deux dixièmes de schismatiques, de dissidents ou d'incrédules, et six dixièmes

Sartiges, conformément aux suggestions d'Antonelli, cherchait à atténuer aux yeux du gouvernement la gravité de l'encyclique. « Il est bon de savoir que les rescrits pontificaux auxquels on donne le nom d'encycliques ne sont nullement une profession de dogme, mais simplement des doctrines qui n'impliquent ni infailibilité, ni immuabilité, si bien que le même pape ou ses successeurs peuvent, les circonstances changeant, modifier du tout au tout les principes proclamés dans les encycliques antérieures. Ces actes n'étant donc pas articles de foi, les fidèles et le clergé s'attribuent et s'accordent très légitimement le droit de discuter les énonciations précédemment émanées du Vatican... Cette nouvelle déclaration de principes depuis longtemps professés à Rome conservera naturellement un caractère purement spéculatif et ne modifiera en rien la pratique actuelle des choses dans l'expédition des affaires ecclésiastiques entre les deux gouvernements... Votre Excellence se félicitera certainement avec moi de n'avoir à relever dans l'encyclique du 8 décembre aucune personnalité d'ordre politique et de n'y trouver que des propositions, regrettables il est vrai mais exprimées à titre général et sans portée immédiate » (27 décembre) (1).

Sartiges ajouta le 31 décembre que l'encyclique avait paru inopportune à une grande partie du clergé romain et qu'Antonelli se plaignait de n'avoir pas été consulté : « Le Saint Père lui-même semble un peu étonné du bruit que le manifeste du Vatican produit dans le monde catholique. » Il « aurait dit que l'on prête à ses déclarations une portée qu'elles n'ont pas et qu'il

de catholiques tièdes ; ces derniers sont prêts à se prononcer pour ou contre le Saint-Siège ». (Correspondance diplomatique, 5 août 1865.)

Dans un compte rendu du livre de Georges Weill sur le catholicisme libéral, A. Houtin fait cette remarque, qui ne me paraît pas en contradiction avec les conclusions de Georges Weill : « L'auteur dit... que « le catholicisme libéral n'a jamais eu en France de nombreux adhérents. » Ses adhérents militants ont peut-être été peu nombreux, mais ceux qui ont pratiqué le libéralisme, c'est-à-dire ceux qui en ont pris et en ont laissé dans l'enseignement officiel d'une Église intransigeante, me semblent avoir été la majorité, tant parmi les laïques que dans le clergé. » (Revue d'histoire des Religions, 1910.) Le très petit nombre des catholiques libéraux conscients, le nombre immense des catholiques modérés, c'est-à-dire inconsciemment libéraux, sont en effet deux caractéristiques essentielles du catholicisme français au XIX^e siècle. C'était précisément cette situation que Pie IX avait en vue.

Pie disait à son clergé du manifeste pontifical : « Il tend à mettre fin à des divisions domestiques, à régler la croyance et le langage des catholiques qui s'éloignaient de la doctrine et de l'esprit de l'Église. Le naturalisme politique, érigé en dogme des temps modernes par une école sincèrement croyante, mais qui se met en cela d'accord avec la société déchristianisée au sein de laquelle elle vit : voilà l'erreur que le Saint-Siège a voulu signaler... » (*Œuvres*, t. V. p. 436 ; 1879, in-8°.)

(1) Correspondance diplomatique.

n'a rien fait que réunir et coordonner des explications qu'à la demande de divers évêques il avait successivement formulées pendant le cours de son long règne. Il affirme en outre que toute arrière-pensée politique est écartée de cette exposition de doctrines... Je ne serais pas étonné que, si l'on provoquait quelques explications sur ce sujet, on ne trouvât la cour de Rome disposée à expliquer dans un sens qui en atténuerait la portée les paroles et l'esprit de l'encyclique et du *Syllabus* » (1).

Peu après, Antonelli déclara encore « que c'était contre l'esprit de socialisme et contre les mauvaises passions du siècle qu'était dirigé l'anathème du Vatican et qu'ils s'étonnaient que l'empereur, qui représente les idées conservatrices, ne vît pas tout de suite ce qu'il y avait de conservateur dans les doctrines émises par le Saint Père, doctrines qui du reste étaient anciennes et avaient été approuvées par 200 évêques de la catholicité. » (3 janvier) (2) Sartiges ayant regretté que ces commentaires rassurants ne fussent pas publiés, Antonelli déclara que le gouvernement pontifical ne pouvait pas entamer de polémiques. Peu après, Antonelli, au nom du pape disait-il, déclara encore que l'encyclique et le *Syllabus* étaient mal interprétés, que la traduction française en était fautive ; qu'ils formulaient au surplus la thèse, c'est-à-dire l'idéal de l'Église, et non l'hypothèse, c'est-à-dire la règle de conduite tenant compte des circonstances. Par exemple, le pape condamnait en principe la liberté des cultes, mais il tolérait à Rome des chapelles protestantes et des synagogues.

Répondant à une accusation que l'on commençait à formuler en France contre le *Syllabus*, Antonelli déclarait en outre « que la situation faite au gouvernement pontifical par la convention du 15 septembre n'avait en quoi que ce fût influé sur la rédaction, sur l'esprit, sur l'heure de la publication de cet acte. » Sartiges ajoutait foi à cette affirmation ; il pensait que les sécularisations opérées en Italie, au Mexique, en Pologne, les résistances que rencontrait l'ultramontanisme en France, en Allemagne et en Italie, et les progrès de l'exégèse et de l'histoire critique de l'Église, avaient surtout contribué à décider le pape à publier l'encyclique qu'il avait préparée depuis plusieurs années (7 janvier).

En réponse aux protestations de Drouyn de Lhuys, Antonelli

(1) « Le gouvernement de l'empereur n'a pas à provoquer de telles explications. » Cette note en marge de ce passage est probablement de Drouyn de Lhuys. (Correspondance diplomatique.)

(2) En juin 1862.

répéta ses déclarations. Il ajouta « qu'un de nos évêques (Mgr Dupanloup) lui avait écrit pour lui demander que la cour de Rome s'explique plus clairement qu'elle ne l'avait fait dans l'encyclique et le *Syllabus* sur la question du serment à prêter aux gouvernements ». Sartiges lui représenta que les interprétations intransigeantes de certains évêques rendaient encore plus souhaitables des explications conciliantes de la part de la cour de Rome, non seulement sur le serment, mais sur toute l'encyclique. Mais Antonelli, une fois de plus, se déroba en disant qu'il en référerait au pape (14 janvier).

Or tandis qu'Antonelli cherchait ainsi à atténuer les répercussions politiques de l'encyclique en en donnant confidentiellement à l'ambassadeur l'interprétation qu'allaient reprendre en France les catholiques libéraux, Pie IX n'acceptait nullement cette atténuation de son manifeste. Recevant Sartiges à la fin de décembre, il ne lui en parla pas (1). L'on rapporta bientôt ses paroles tenues à un prélat français. « L'on dit que je me repens de l'encyclique ; si c'était à recommencer, je recommencerais » (2).

Les évêques se trouvaient dans une situation très difficile. Ils ne pouvaient s'incliner devant la décision du pouvoir civil qui prétendait les empêcher de publier un acte dogmatique du Saint-Siège, mais, à de rares exceptions près, ils désiraient ne pas entrer en conflit avec le gouvernement. D'autre part, l'encyclique était impopulaire et beaucoup d'entre eux la jugeaient inopportune. Aussi les manifestations de l'épiscopat furent-elles très variées.

En ce qui concerne l'interprétation de l'encyclique, des thèses opposées furent soutenues. L'évêque de Montauban, Doney, écrivait le 3 janvier une lettre publique à Baroche : « Je conviens, Monsieur le Ministre, qu'une partie des doctrines qu'on professe en ce moment et qu'on regarde, de bonne foi sans doute, comme un fondement assuré pour les gouvernements modernes, sont en opposition directe avec celles que l'Église a toujours professées et que Pie IX vient encore de proclamer avec une franchise, une netteté, un courage qui annoncent bien une certaine grandeur d'âme... Il semble être à deux doigts de sa perte et il parle comme les Boniface VIII et les saint

(1) Il prononça d'ailleurs le 1^{er} janvier, en recevant l'état-major du corps d'occupation, des paroles aimables pour l'empereur.

(2) Correspondance diplomatique. Sartiges à Drouyn de Lhuys, 21 janvier 1865. Des copies de cette dépêche et des précédentes (sauf celle du 14 janvier), se trouvent à F¹⁹ 1.934.

Grégoire VII. » Cette interprétation intransigeante de l'encyclique ne fut donnée que par quelques évêques (1).

Pie lui-même écrivait le 2 janvier : « Votre Excellence affirme que l'encyclique et son annexe contiennent des propositions contraires à la constitution de l'Empire. Je ne le crois pas, à moins que ce que la constitution du Second Empire appelle « les principes de 1789 » ne soit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : dogmatisme trop décrié, trop contestable et dans tous les cas trop spéculatif pour que des hommes sérieux et pratiques en aient voulu faire la base d'un établissement politique. » 36 évêques affirmèrent que l'encyclique était compatible avec la constitution (2). Beaucoup d'autres, sans se prononcer nettement, se montrèrent disposés à l'admettre. L'archevêque de Bordeaux, Donnet, toujours conciliant, écrivit au pape pour lui demander de donner une interprétation rassurante de l'encyclique. Il paraît probable qu'un certain nombre d'évêques modérés firent des démarches analogues.

Mais ce fut Dupanloup qui soutint avec le plus d'éclat et qui fit prévaloir, dans une large mesure, l'interprétation conciliante de l'encyclique. Ses amis catholiques libéraux en étaient stupéfaits et désespérés. Certains, dans leur désarroi, pensaient à abandonner le Correspondant (3). Dupanloup voulut tenter de sauver la situation. Il consulta sur l'interprétation de certains points de l'encyclique, Antonelli, et put s'assurer que ses dispositions étaient conciliantes (4). Pour faire accepter au pape une interprétation libérale de son manifeste, il étudia dans une même brochure *La convention du 15 septembre et l'encyclique du 8 décembre* (23 janvier), sous prétexte de démontrer que celle-ci n'était ni une conséquence ni une justification de celle-là.

Dans la première partie de sa brochure, Dupanloup critiquait

(1) D'après l'administration des Cultes, les évêques d'Alger, d'Angoulême et de Metz furent seuls à déclarer que l'encyclique, sur certains points, n'était pas compatible avec la constitution. Encore l'affirmèrent-ils beaucoup moins nettement que Doney.

(2) La plupart étaient de tendances gallicanes ou libérales : Dubreuil, Rivet, Ginouilhac, Cruice, Lecourtier, Lavigerie, Dupanloup, Landriot, David ; mais certains étaient des ultramontains autoritaires : Parisi, Wicart, Plantier, Caverot notamment.

(3) Broglie et Cochin quittèrent le comité de rédaction du Correspondant, qui dut « faire le mort » pendant plusieurs années. Voir Correspondant, 10 octobre 1929 : J. de Pange : *Théophile Foisset et le prince de Broglie*.

(4) Voir p. 715. Antonelli parla à Sartiges de cette lettre le 14 janvier. Sa réponse put donc parvenir à Dupanloup plusieurs jours avant que celui-ci eût publié sa brochure, qui parut le 23 janvier.

vivement la convention de septembre ; il montrait d'après les débats du parlement de Turin que les Italiens voulaient plus que jamais annexer Rome : puisqu'ils annonçaient ainsi l'intention de violer la convention, la France ne devait pas leur en laisser le bénéfice. « Non, la France ne sera ni la dupe ni la complice du Piémont. Le Piémont nous a rendu notre parole, nous la reprendrons. » D'autre part, ce qui devait également assurer à la brochure la bienveillance de Pie IX, Dupanloup protestait avec une extrême vivacité contre l'interdiction faite aux évêques, seuls compétents, de publier l'encyclique, alors que les journalistes ignorants des choses de la religion pouvaient à leur gré la publier et la commenter de manière inexacte et tendancieuse. Les mesures du gouvernement étaient contraires à la liberté (1) comme au bon sens.

Enfin Dupanloup restreignait la portée de l'encyclique à l'aide des mêmes arguments qu'Antonelli avait donnés à Sartiges : Les actes pontificaux étaient mal traduits et mal interprétés ; ils formulaient la thèse, non l'hypothèse ; ils étaient religieux et non politiques. Dupanloup portait surtout ses efforts sur l'interprétation du *Syllabus*, plus accessible à l'opinion publique : « C'est une règle élémentaire d'interprétation que la condamnation d'une proposition... n'implique pas nécessairement l'affirmation de sa contraire, qui pourrait être souvent une autre erreur, mais seulement de sa contradictoire. » Par exemple le contraire de la 80^e proposition du *Syllabus* serait : Le pontife romain doit être « l'irréconciliable ennemi » du progrès, du libéralisme, et de la civilisation moderne, ce qui serait « une absurdité ». La doctrine de l'Église, c'est que le pape n'a pas à se réconcilier avec tout ce qui est bon dans la civilisation moderne et qu'il n'a jamais cessé d'encourager, ni avec ce qui est mauvais qu'il doit persister à condamner. Pour interpréter le *Syllabus*, il fallait donc se reporter aux actes pontificaux auxquels il renvoyait. Dupanloup expliquait ainsi les points les plus importants des actes pontificaux ; exagérant une thèse déjà soutenue par Antonelli, il déclarait que seules les doctrines révolutionnaires, telles que la liberté illimitée de la presse, étaient condamnées par l'encyclique. Il affirmait qu'elle n'était en rien contraire à la constitution, et relevait tout ce qu'il y avait de chrétien

(1) Dans une lettre du 7 février au Journal des Débats, Dupanloup disait que la politique de certains adversaires de l'Église « consiste à avoir à la bouche les libertés de 1789 et à la main les entraves de 1682 ».

dans la législation française : le serment religieux prêté devant les tribunaux, la fermeture des services publics le dimanche, etc. Il proclamait sa « confiance dans les libertés civiles et politiques » et donnait à entendre que le pape leur était favorable.

Le succès fut immense dans le monde catholique, non seulement auprès des catholiques libéraux mais auprès de tous ceux qui avaient trouvé excessif et inopportun le manifeste de Pie IX. Trente quatre milliers d'exemplaires furent vendus en quelques semaines. Dupanloup reçut les félicitations de 630 évêques, c'est-à-dire de la très grande majorité de l'épiscopat catholique, celles du nonce et enfin un bref de Pie IX (4 février). Sartiges écrivit le 31 janvier : « Il me revient que, bien que le Saint Père se soit exprimé d'abord en termes louangeurs sur la brochure de Mgr Dupanloup, ces louanges n'auraient pas été sans être accompagnées de certaines restrictions, au point de vue tout particulièrement des commentaires fournis par l'évêque d'Orléans sur l'esprit de l'encyclique. » D'après Antonelli, « c'était la première partie de la brochure qui faisait passer la seconde ». Les ultramontains ardents et notamment Veillot, qui était à Rome (1), firent tous leurs efforts pour desservir Dupanloup auprès du pape, mais beaucoup de prélats romains influents prirent son parti (2). Finalement, Pie IX le félicita d'avoir protesté contre l'interdiction de publier l'encyclique et réfuté les calomnies des journaux, mais évita d'approuver son interprétation de l'encyclique. Malgré cette réserve, Dupanloup pouvait se prévaloir de l'assentiment du pape, ce qui complétait, du moins temporairement, son succès (3).

(1) Il qualifiait la brochure de « mauvaise œuvre et de mauvaise action. » (Correspondance diplomatique, 4 février.)

(2) Antonelli remit peu après à Sartiges le recueil des actes de Pie IX auxquels renvoyait le *Syllabus*, que la Chambre apostolique venait de publier. Trullet vérifia que les interprétations données du *Syllabus* par Dupanloup étaient exactement conformes aux actes pontificaux dont il était le catalogue. Dans un rapport du 11 février, il concluait, après avoir donné quelques exemples : « Ce que je viens d'alléguer suffit pour faire naître la conviction que Mgr d'Orléans a eu communication préalable des documents auxquels se réfèrent les propositions du *Syllabus*, et que c'est sur ces documents qu'il a travaillé sa brochure. » (Correspondance diplomatique.)

(3) Antonelli avait dit à Sartiges que la réponse du pape était prudente : « Je doute que Mgr Dupanloup la publie », avait-il ajouté. (Correspondance diplomatique, 14 février.) En effet Dupanloup ne la publia pas, ce qui aurait d'ailleurs suscité un nouveau conflit avec le gouvernement impérial. Mais en mars, l'*Unità Cattolica*, organe des Jésuites de Turin, publia le bref, sans doute pour montrer qu'il n'approuvait pas sans réserve l'interprétation donnée par Dupanloup. Il se terminait ainsi : « Nous vous témoignons donc la reconnaissance de notre âme, bien persuadé par le zèle avec lequel vous avez continué de défendre la cause de la religion et de la vérité,

Dans les lettres et les mandements de presque tous les évêques français, dont beaucoup sont antérieurs à la brochure de Dupanloup, on retrouve les mêmes éléments essentiels (1) : Une interprétation conciliante de l'encyclique, allant plus ou moins loin dans le sens libéral, et une protestation plus ou moins véhémente contre l'interdiction de la publier.

Tous les évêques firent de l'encyclique l'objet d'une lettre pastorale ou d'une circulaire à leur clergé, ou en parlèrent dans leur mandement de carême. Mais beaucoup ordonnèrent à leurs prêtres de ne pas lire ces documents en chaire. Et, de toute manière, ils étaient trop longs et rédigés dans un langage trop particulier pour agir sur l'opinion publique : le rôle important qu'ils avaient joué en 1859 et en 1860 n'était dû qu'à l'extrême sévérité du régime de la presse, et il avait pris fin dès qu'elle était redevenue plus libre (2). Aussi plus de trente évêques firent-ils publier dans la presse des lettres de protestation, plus brèves et plus claires que des mandements (3). Près de trente autres, par contre, restèrent fidèles à la pratique plus conciliante des lettres confidentielles. Quelques évêques seulement s'abstinrent de protester contre la mesure prise par le

que vous expliquerez à votre peuple le véritable sens de nos lettres avec autant de diligence et d'exactitude que vous avez employé de vigueur à réfuter les interprétations calomnieuses qu'on a voulu leur donner. » Sartiges protesta contre les termes de ce bref où il était question de « l'injurieuse prohibition » édictée par le gouvernement impérial. (Correspondance diplomatique, 18 mars.)

(1) Parisis aborda en outre une question délicate que Dupanloup avait laissée de côté, celle de l'autorité doctrinale de l'encyclique et du *Syllabus*. Il écrivait le 18 janvier dans une lettre publique à Baroche : « Vous me direz peut-être, M. le Ministre, que toutes les condamnations prononcées par les deux dernières pièces émanées du Saint-Siège ne sont pas des articles de foi. Pour quelques-unes d'entre elles, j'avouerai bien que non, en ce sens que ceux qui ne les admettraient pas ne seraient pas pour cela formellement hérétiques, mais non pas en ce sens que l'on puisse les rejeter sans se rendre grandement coupable en matière de foi. » La question de l'autorité du *Syllabus* devait être longtemps débattue. Depuis 1870, les théologiens discutent pour savoir s'il est un acte *ex cathedra*, participant de l'infaillibilité pontificale. La question ne paraît pas encore tranchée. (Voir Mourret : *Histoire générale de l'Église*, t. VIII).

(2) Même un mandement très violent de Pie, où il tenait un langage belliqueux et faisait l'éloge de Judith, passa à peu près inaperçu. Damay demanda un recours pour abus, mais le gouvernement ne le jugea pas opportun (F¹² 1.935).

(3) Dreux-Brézé écrivait à Guibert : « L'important est que les réclamations soient générales, et aussi publiques, car on ne se préoccupe guère des lettres qui vont dormir dans les cartons. Elles ne sont bonnes que comme productions à décharge pour leurs auteurs au jugement dernier et n'ouvrent pas les yeux de ceux qui les lisent en ne voulant pas les voir. » (Paguella de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.) Par contre, Ginouilhac n'était pas partisan des lettres publiques au ministre : « Ce mode de manifestation de nos sentiments ne m'a jamais paru ni respectueux, ni assez digne. » Bazin : *Vie de Mgr Maret*.

gouvernement (1). Seul (2), Lecourtier l'approuva explicitement, dans une lettre très confidentielle (3).

Par contre seuls Mathieu et Dreux-Brézé désobéirent aux ordres du gouvernement. La plupart des évêques, ayant eux-mêmes envoyé le texte de l'encyclique à leurs prêtres, ou faisant état de sa publication par la presse, la déclarèrent valablement promulguée et obligatoire. Les autres, sans se prononcer aussi explicitement sur ce point de droit canonique, adhérèrent à l'encyclique et recommandèrent aux fidèles de s'y conformer.

L'administration des Cultes nota que 38 évêques, dont Dupanloup, avaient dans leurs actes publics « inséré... des témoignages de déférence pour l'empereur, le gouvernement et l'autorité civile » (4). Mais, malgré ces égards pour le gouvernement, malgré ces interprétations conciliantes qu'ils avaient données de l'encyclique, les évêques, souvent contre leur propre sentiment, n'en avaient pas moins tous obéi au pape, et protesté presque unanimement contre l'interdiction de publier l'encyclique. Ce résultat paraît avoir déçu et mécontenté le gouvernement impérial.

Le nonce créa un nouvel incident (5) en adressant des félicitations que publièrent les journaux à Pie (12 janvier) et à Dupanloup (26 janvier), qui avaient d'ailleurs donné des interprétations à peu près opposées de l'encyclique. Comme dans l'affaire du chapitre de Nice, mais dans des circonstances beau-

(1) Notamment l'évêque de Nancy, Lavigerie.

(2) Darboy avait conseillé l'interdiction, mais à titre provisoire. L'évêque d'Ajaccio, Casanelli d'Istria, écrivit le 9 janvier à Baroche qu'il n'aurait pas été hostile à cette solution : « Si Votre Excellence, en interdisant aux journaux de s'occuper de l'encyclique, eût prié l'épiscopat français d'ajourner la publication des documents pontificaux, à cause de la difficulté des temps et des circonstances, je serais peut-être entré dans ses vues et me serais conformé, quoique non sans peine, à son désir. » (F¹⁰ 1.935.)

(3) (10 janvier) « ... Si tout rescrit pontifical doit être accepté « avec une soumission absolue », demain Rome peut nous envoyer la déposition de Napoléon III comme Hildebrand priva Henri IV de l'Empire... C'est un symptôme comme un autre, mais il est un peu étonnant en 1865... Veut-on nier que l'Etat ait le droit de viser les « bulles, « brefs, rescrits... » C'est alors tout un système à établir, une législation à refondre, un nouveau droit public religieux à proclamer... Si le gouvernement ne réprime pas, quoique avec mesure, tous les timides vont parler, et on signalera une fois de plus à la haine des partis les quelques hommes sages qui savent allier avec une foi sincère l'honneur d'appartenir à l'Eglise de France. » Lecourtier adhéra à l'encyclique par une circulaire du 25 février, F¹⁰ 1.935.

(4) F¹⁰ 1.935. On remarqua le mandement de Darboy, plus favorable encore que celui de Dupanloup aux libertés modernes, et très élogieux pour le gouvernement impérial. Voir p. 728.

(5) Mémoires et Documents, volume 117 ; Correspondance diplomatique ; F¹⁰ 1.924 et F¹⁰ 1.934.

coup plus graves, le nonce était ainsi sorti de ses fonctions d'ambassadeur, pour encourager le clergé à résister au pouvoir civil. Antonelli, sur une réclamation instante de Drouyn de Lhuys (8 février), accepta de blâmer le nonce : d'après Sartiges, il craignait de mécontenter le gouvernement à la veille des débats de l'adresse. Chigi fut reçu par l'empereur qui rédigea de sa main la note que publia le *Moniteur* (15 février). Le nonce « a exprimé ses regrets de la publicité donnée à des lettres particulières adressées aux évêques d'Orléans et de Poitiers, et a assuré Sa Majesté que, pénétré des devoirs de son caractère diplomatique, il n'avait jamais eu l'intention de s'écarter des règles du droit international ». Chigi tenta vainement de faire atténuer cette note et obtint seulement qu'il y fût ajouté ; « Sa Majesté a accueilli avec bienveillance ces explications ». On trouva généralement dans l'opposition cléricale que le nonce n'aurait pas dû accepter un blâme aussi sévère (1).

Le bas clergé, qui, en 1860, avait suscité l'agitation religieuse, resta, en 1865, extrêmement réservé ; il y fut incité par les conseils des évêques (2), par la crainte de la répression, par l'hostilité de l'opinion. Seul un curé du diocèse de Poitiers lut l'encyclique en chaire (3). Les sermons violents furent très rares (4) et accueillis avec indifférence.

Par contre, les questions religieuses furent très discutées dans la presse, et redevinrent la principale préoccupation de l'opinion publique. Elle se prononça d'abord avec une telle vigueur contre l'encyclique et le *Syllabus* que le clergé et les journaux favorables à l'Église en furent très embarrassés. La circulaire de Baroche fut pour eux une diversion très heureuse ; elle leur permit de faire porter le débat, non plus sur les libertés modernes, mais sur le gallicanisme, terrain qui leur était beaucoup

(1) En juin, le gouvernement protesta encore contre la publication par le *Monde* (25 mai) d'une lettre de félicitations adressée par le secrétaire du pape au chanoine Pelletier pour un traité : « *Des chapitres cathédraux en France* » et un « *Mémoire pour le chapitre cathédral de Nice* », où le statut légal des chapitres était critiqué au nom des principes ultramontains. Le gouvernement n'obtint aucune satisfaction (*Mémoires et Documents*, volume 117 ; F¹⁰ 1.937).

(2) Cependant, Plantier, qui était en voyage à Rome, voulut organiser pour son retour à Nîmes une manifestation analogue à celle de 1862, mais le gouvernement autorisa le préfet Dulimbert à s'y opposer, même par la force. Plantier rentra le 20 février « dans le plus strict incognito ». (F¹⁰ 2.549).

(3) F¹⁰ 1.935. L'incident étant isolé et n'ayant pas eu de répercussion, le curé ne fut pas poursuivi.

(4) F¹⁰ 5.605 ; BB¹⁰ 1.708, 1.709. Un certain nombre de rapports de quinzaine des préfets pour janvier 1865 sont conservés dans la série F¹⁰ III.

plus favorable car les mesures prises par le gouvernement paraissaient à beaucoup désuètes, inefficaces et ridicules. Même parmi les procureurs généraux, dont la plupart étaient de tendances gallicanes, plusieurs regrettèrent que le gouvernement eût fourni ce secours à l'opposition cléricale. Elle utilisa d'autre part largement l'argumentation donnée par Dupanloup, que l'approbation de six cent trente évêques et l'assentiment du pape pouvaient faire passer pour la doctrine officielle de l'Église.

Le gouvernement frappa sévèrement la presse cléricale (1). L'Union de l'Ouest fut suspendue pour 2 mois le 6 janvier, pour un article contre l'interdiction de publier l'encyclique. La Gazette du Midi fut avertie le 13 janvier pour avoir critiqué le recours comme d'abus formé contre Mathieu et Dreux-Brézé. Le Journal des Villes et des Campagnes reçut le 15 mars un troisième avertissement à propos des débats du Sénat sur les questions religieuses. Un article sur les rapports de Sartiges avec Pie IX, publié par l'Union de l'Ouest et reproduit par le Monde leur attira un avertissement (26 mars). L'Union de l'Ouest fut peu après de nouveau suspendue pour 2 mois (8 avril). Au contraire la presse anticléricale put librement attaquer l'encyclique. Dupanloup dénonça dans sa brochure cette partialité du gouvernement. Elle correspondait d'ailleurs au sentiment général de l'opinion publique, qui ne fut nullement ému par les récriminations des évêques et resta très hostile au *Syllabus*.

III. — Darboy et Pie IX (2)

En même temps que le grave conflit suscité par l'encyclique, d'autres difficultés s'élevaient entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège. Au Mexique, le protégé de Napoléon III, Maximilien, entra en conflit avec le clergé soutenu par la cour de Rome. Elle était surtout mécontente de la politique gallicane du gouvernement impérial.

Le 17 septembre, Baroche nomma à l'évêché de Châlons un prêtre très libéral, Meignan (3), professeur d'écriture sainte

(1) Une amnistie fut d'ailleurs accordée à la presse le 8 juin 1865.

(2) Correspondance diplomatique (août 1864, janvier 1865); sur l'affaire Roy. Mémoires et Documents, volume 116 et F¹ 6.108. Voir bibliographie: évêcat, Darboy; et de plus E. Olivier: *L'Empire libéral*; Burniehon: *La compagnie de Jésus en France: Histoire d'un siècle*; Pouplard: *Vie du R. P. Michel Fessard*; Orhand: *Le P. Pillon*.

(3) Boissonnot: *Le cardinal Meignan*; voir aussi un portrait de Meignan dans A. Houtin: *La crise du clergé* (chapitre: Ambitieux), 1908, in-12.

à la Sorbonne, vicaire général de Paris, protégé de Darboy, de Maret et de Lavigerie. Le même jour, un curé de Béziers, Ramadié (1), gallican prononcé, très lié autrefois avec Thibault et chaudement recommandé par Maret, fut nommé évêque de Perpignan.

Meignan, après quelques hésitations de la nonciature, fut accepté par le Saint-Siège, mais le pape écrivit à Ramadié pour l'inviter à donner sa démission d'évêque nommé. Ramadié décida d'aller à Rome et de voir Pie IX. Cette démarche réussit entièrement. D'après Antonelli, « Sa Sainteté avait été tellement touchée de cette démarche spontanée qu'elle avait à peine permis au nouveau prélat de lui présenter sa justification. Il paraît que la dénonciation secrète dont Mgr Ramadié avait été l'objet avait porté sur quelques réflexions prêtées au curé de Saint-Jacques (2) et absolument niées par lui, sur le culte de l'Immaculée Conception. » (3) Cet incident montre que Pie IX ne se prononçait pas sur les évêques nommés d'après une enquête objective, mais qu'il se fiait entièrement à ses impulsions personnelles.

Peu après, l'archevêché d'Albi devint vacant. Baroché chargea de ce diocèse difficile l'évêque bonapartiste et gallican de Valence, Lyonnet (4 décembre) (4). Il désigna pour lui succéder l'archiprêtre de la cathédrale de Moulins, Gueulette, l'un des chefs du clergé de Moulins dans sa résistance à Dreux-Brézé, « gallican prononcé, impérialiste sincère, » disait Maupas (2 décembre) (5). Le pape se plaignit de ce choix, et dit à Sartiges qu'il ne savait s'il pourrait préconiser Gueulette. Il insista une fois de plus pour que des listes de candidats à l'épiscopat lui fussent soumises où il désignerait ceux qu'il se refuserait à préconiser. Sartiges répondit que Chigi recevait ses informations « principalement de la congrégation du Saint-Esprit qui passait pour être passionnée dans ses appréciations » (6). Finalement Gueulette fut préconisé.

A la même époque, les relations de Pie IX avec Darboy, depuis longtemps difficiles, traversaient une crise où le gouvernement dut intervenir. Depuis qu'il avait succédé à Morlot comme archevêque de Paris et grand aumônier, Darboy avait

(1) F¹⁹ 2.484 ; Correspondance diplomatique, 21 octobre et 3 décembre.

(2) Ramadié.

(3) Correspondance diplomatique, 3 décembre.

(4) F¹⁹ 2.484.

(5) F¹⁹ 2.592.

(6) Correspondance diplomatique, 27 décembre 1864.

beaucoup accru son crédit auprès de l'empereur, mais il avait eu plusieurs conflits avec les légitimistes (1) et les ultramontains. Les vicaires capitulaires avaient exclu du diocèse de Paris un prêtre ultramontain, Davin, qui avait fait paraître après la mort de Morlot un opusculé que celui-ci lui avait interdit de publier, et où il montrait que Bossuet avait parfois été plus sévère pour les papes que Voltaire. Darboy maintint cette exclusion quoique les protestations de Davin eussent été bien accueillies à Rome. L'évêque de Versailles, Mabile, fit nommer Davin aumônier de l'école militaire de Saint-Cyr (2). Darboy ajourna le rétablissement de la liturgie romaine. Il chargea en 1864 des conférences de l'avent à Notre-Dame, un carme, le P. Hyacinthe, qui venait de faire ses débuts dans la prédication ; orateur puissant, de tendances très libérales, il fut aussitôt attaqué par le Monde pour avoir fait l'éloge de la Révolution de 1789 (3). En février 1864, Darboy fit faire par ses vicaires généraux, chez toutes les congrégations d'hommes établies à Paris, une visite canonique destinée à affirmer les droits de l'ordinaire. Le supérieur du collège de Jésuites de Sainte-Geneviève, Pillon, soutenu par le nonce, revendiqua vainement les privilèges de l'exemption (4). La visite eut lieu le 5 février. Le provincial de Paris, Fessard, absent lors de l'incident, désavoua Pillon à son retour et fit des excuses à Darboy (15 février) (5).

Mais le 26 avril, Pie IX adressa à Darboy une lettre sévère où il lui demandait compte de sa conduite, et lui reprochait en outre la vogue du spiritisme et les tendances libérales d'une grande partie de la jeunesse catholique. Darboy tarda à répondre et donna au pape un nouveau grief contre lui en prononçant un discours très libéral à la distribution des prix du lycée Louis-le-Grand. Sartiges sut que Pie IX se plaignait amèrement de Darboy, et déclarait qu'il ne le nommerait jamais cardinal. Darboy répondit enfin le 1^{er} septembre, avec beaucoup de hauteur, en affirmant que les reproches du pape n'étaient pas fondés :

(1) En février 1864, il refusa de faire célébrer un service funèbre solennel pour la duchesse de Parme, alors que beaucoup d'évêques en autorisèrent un et officièrent eux-mêmes.

(2) Davin : *Étude critique sur Bossuet* (notice sur Davin, de J. Fèvre).

(3) A. Houtin : *Le P. Hyacinthe dans l'église romaine*.

(4) Les Capucins protestèrent également ; les autres congrégations, et même la congrégation ultramontaine du Saint-Esprit s'inclinèrent.

(5) Cette concession lui fut vivement reprochée par Pie IX, qu'il vit en 1865. Fessard fut remplacé comme provincial en novembre 1864, et envoyé en Chine en octobre 1865.

«... votre sévérité, qui s'exerce si rarement, porte ici tout à faux... Il semble qu'on veuille à toute force me faire coupable ; on écarte tout ce qui peut expliquer, sinon justifier mon acte ; et c'est à l'égard d'un évêque, au moment où vous l'appellez votre frère, qu'un pareil procédé se produit ! Mais on devrait s'en abstenir même envers le dernier des chrétiens si quelqu'un des chrétiens pouvait être nommé le dernier... Les réguliers sont mes inférieurs et non pas mes égaux ». Darboy expliquait qu' « aucune maison de religieux actuellement établie à Paris » n'avait l'existence canonique qui seule conférait le privilège de l'exemption. En effet, n'ayant pas l'existence légale ni le droit de posséder, elles ne remplissaient pas certaines conditions exigées par le droit canonique ; une, surtout, leur faisait défaut, « la licence expresse de l'ordinaire ». Accorder dans ces conditions le bénéfice de l'exemption aux congrégations serait sacrifier les droits des évêques, soumettre la France à la juridiction immédiate du pape et y établir le régime des pays de mission ; tel était bien le but des religieux, encouragés par la nonciature. « Mais cette ingérence directe et immédiate de la papauté dans un diocèse n'est pas de droit ordinaire. C'est une exception toujours malheureuse en un certain sens, puisque'elle suppose dans le diocèse où elle se produit une situation déplorable et un mal dont elle est le seul et unique remède. » Darboy annonçait son intention de défendre les droits de l'épiscopat en s'appuyant au besoin sur l'opinion publique et en faisant appel au concours de ses collègues. Il se plaignait en outre de la divulgation de la lettre du pape, et des difficultés administratives qu'il rencontrait constamment à Rome. Sa lettre était d'un ton tout à fait inusité, qui devait exaspérer Pie IX, habitué à l'adulation et excessivement susceptible. Cependant il écrivit le 24 novembre à Darboy en termes bienveillants, et sans discuter sa lettre (1).

Darboy fut nommé sénateur en octobre. Il apprit que Mgr de Ségur, devenu, malgré sa cécité, un des chefs les plus actifs du parti ultramontain, l'avait desservi auprès de Pie IX dans une audience que celui-ci lui avait accordée le 28 juin. Darboy exigea de Ségur une satisfaction écrite, et, jugeant insuffisante la lettre qu'il en reçut, il lui retira le droit de prêcher et de confesser dans son diocèse (1^{er} décembre). Ségur, qui aurait pu faire appel à Rome, se soumit pleinement le 11 décembre (2).

(1) *Mgr Darboy et le Saint-Siège.*

(2) Ségur : *Mgr de Ségur ; Souvenirs et récit d'un frère.* Univers, 22 février, 1^{er} mars 1889.

Dès le mois de novembre, le gouvernement avait été amené à intervenir dans une affaire qui mettait en conflit depuis plus d'un an l'archevêché de Paris et le Saint-Siège, et qui devait durer jusqu'après la chute de l'Empire. L'abbé Roy, curé inamovible de Neuilly, habitait depuis plusieurs années avec la femme de son frère, alors que celui-ci en vivait séparé, lorsque Morlot, après maintes remontrances, lui ordonna de mettre fin à cette cohabitation, qui causait du scandale. Roy obéit, mais continua à visiter et à recevoir très fréquemment sa belle-sœur, qui s'était installée tout près de son presbytère. Morlot lui ordonna d'interrompre ces relations, et, sur son refus, le frappa de suspense conformément à une sentence rendue par l'officialité de Paris sur le rapport du promoteur Langénieux, plus tard cardinal et archevêque de Reims (février 1862). Roy, ne s'étant pas incliné, fut interdit et destitué en mai ; un procureur fut chargé d'administrer la paroisse. Roy fit appel au Conseil d'État et à la congrégation du Concile. Celle-ci fit demander à Darboy par le nonce de revenir sur les mesures prises par Morlot. Darboy refusa (mai 1863). La congrégation réclama alors le dossier de la procédure qui avait abouti à la condamnation de Roy. Darboy ne transmit que quelques documents, et une réfutation du mémoire de Roy (septembre). Le pape décida alors de faire instruire le procès à Rome. La congrégation du Concile lui ayant à nouveau réclamé le dossier, Darboy répondit que l'enquête, par crainte du scandale, avait été « administrative et non juridique », que Morlot avait « commencé cette affaire en père, non en juge... C'est pourquoi il n'a pas fait recueillir par écrit et signer les dépositions des témoins » (1). Comme toujours en France à cette époque, la législation ecclésiastique qui ne reconnaissait pas d'existence légale aux officialités, et la sévérité de l'opinion pour les mœurs du clergé avaient empêché l'ordinaire de suivre une procédure canoniquement régulière.

Le 27 août 1864, la congrégation du Concile cassa l'ordonnance de destitution, et stipula que Roy devrait être réintégré dans sa cure après avoir fait dix jours de pénitence dans un couvent désigné par Darboy. Le 17 octobre, Darboy se plaignit au pape en lui représentant que Roy était certainement coupable. A titre de transaction, il acceptait que la sentence de déposition fut invalidée, mais à condition que Roy donnât sa démission.

Baroche appuya Darboy. Sans engager une controverse

(1) 8 juillet 1864. F¹⁸ 6.108.

vaine sur l'autorité des congrégations romaines en France, il fit valoir que la réintégration de Roy dans sa cure indignerait l'opinion publique, troublerait l'ordre et serait exploitée contre le clergé. « Le ministre des Cultes peut proclamer à l'honneur de notre clergé que jamais peut-être la moralité de nos prêtres n'a été plus pure, mais que jamais aussi l'opinion n'a été plus sévère à leur égard... Nous ne devons pas compter ici sur cette indifférence voisine du mépris qui caractérise ailleurs les relations du clergé avec les masses. En France, le clergé paroissial jouit d'une haute estime ; croyants ou incrédules ont pour lui une égale considération et lui remettent sans hésiter l'éducation religieuse et la direction spirituelle de leurs enfants. Mais on exige que sa conduite soit irréprochable et que par une vie sans tache, il mérite la confiance dont il est honoré. Aussi... dès que le moindre soupçon s'élève sur le compte d'un ecclésiastique, les plaintes les plus pressantes me sont adressées, et si des mesures immédiates n'étaient prises pour justifier hautement l'innocent ou punir le coupable, les populations se porteraient souvent aux plus regrettables extrémités, ou appelleraient des ministres d'un autre culte. » Dans le cas de Roy, « la presse quotidienne ne manquerait pas de s'emparer de cet incident et de répéter sous toutes les formes et avec toutes les réflexions qu'il est facile d'imaginer que dix jours de pénitence paraissent à Rome une expiation suffisante pour vingt années de relations adultérines entre un curé et sa belle-sœur. » (1)

Roy, soutenu par le Saint-Siège, ne refusa pas de donner sa démission, mais posa comme condition préalable qu'il recevrait un secours annuel de 4.000 francs (2). Darboy exigea une démission pure et simple. Les négociations traînèrent en longueur. Le 28 novembre, Roy, se croyant sans doute certain d'avoir gain de cause, s'était désisté de son recours en Conseil d'État. Le 17 décembre, un décret rendit exécutoire, quant à ses effets civils, la sentence de déposition rendue par Morlot en 1862, bien qu'elle eût été cassée à Rome le 27 août. Roy forma alors le 8 avril 1865 un nouveau recours en Conseil d'État contre le décret qui le privait de sa cure malgré la sentence de la congrégation du Concile. Ainsi, Darboy et le gouvernement, conformément aux principes gallicans, refusaient de tenir compte des arrêts des congrégations romaines.

(1) Baroche à Drouyn de Lhuys, 10 novembre 1864, F¹⁷ 6.108.

(2) Le traitement des curés inamovibles était de 1.200 à 1.500 francs.

Enfin, Darboy, dans son mandement sur l'encyclique *Quanta cura* ne craignit pas de donner à Pie IX les conseils les plus contraires à sa doctrine et à ses sentiments. Après avoir condamné les erreurs de l'époque contemporaine, « tournez maintenant vos yeux vers ce qu'elle peut avoir d'honorable et de bon, et soutenez-la dans ses généreux efforts par la grâce de vos prières aussi bien que par l'autorité de vos conseils... C'est à vous qu'il appartient de réconcilier la raison avec la foi, la liberté avec l'autorité, la politique avec l'Église.. Tirez de votre grande âme de pontife une de ces paroles qui amnistient le passé, rassurent le présent et ouvrent les horizons de l'avenir. » (1)

IV. — *Les débats de l'adresse*

Avant la session, certains actes de l'empereur furent interprétés comme des marques d'irritation contre le clergé. Le *Moniteur* publia le 3 janvier un décret du 24 décembre qui nommait le prince Napoléon vice-président du conseil privé. L'importance de ce poste en cas de régence était soulignée, de sorte que le rôle du prince paraissait s'accroître aux dépens de l'impératrice. Quelques jours après, le gouvernement laissa les funérailles laïques de Proudhon, l'un des ennemis les plus ouvertement déclarés de l'Église, prendre le caractère d'une manifestation. Un discours y fut prononcé par le représentant de la franc-maçonnerie

Dans le discours du trône prononcé le 15 février, Napoléon III déclara que la convention de septembre, « dégagée d'interprétations passionnées », consacrait « deux grands principes : l'affermissement du nouveau royaume d'Italie, et l'indépendance du Saint-Siège ». Il rappela tout ce que son gouvernement faisait pour le clergé. « Mais plus nous l'entourons de considération et de déférence, plus nous comptons qu'il respectera les lois fondamentales de l'État. Il est de mon devoir de maintenir intacts les droits du pouvoir civil que, depuis Saint-Louis, aucun souverain en France n'a jamais abandonnés. » L'empereur déclarait en outre : « Dans le pays du suffrage universel, tout citoyen doit savoir lire et écrire. Un projet de loi vous sera

(1) Darboy refusa d'inciter Lecourtier à donner sa démission, comme Pie IX l'en avait prié. Il assura Pie IX que le gouvernement impérial était favorable au Saint-Siège ; « mais ceux qui savent n'ont pas votre confiance, et ceux qui l'ont ne savent pas ». (12 février 1865 ; *Mgr Darboy et le Saint-Siège*).

présenté pour propager de plus en plus l'instruction primaire. »

En effet, Duruy pressait l'empereur de rendre l'instruction primaire gratuite et obligatoire ; il lui donnait entre autres raisons dans son rapport du 6 février (1) qu'elle servirait l'Empire « contre les cléricaux qui vivent de ténèbres, en faisant la lumière ». Tous les autres ministres combattaient cette réforme, coûteuse et trop hardie. Le discours de Napoléon III montrait qu'il inclinait à l'adopter. En effet, le *Moniteur* publia le 6 mars un rapport de Duruy concluant à la gratuité de l'enseignement primaire. Ce rapport, accueilli avec éloges par les républicains, inquiéta les conservateurs et surtout les cléricaux. Mais aussitôt une note officielle spécifia qu'il n'exprimait que l'opinion personnelle de Duruy. Celui-ci demanda vainement le désaveu de cette note. L'empereur continuait à subir tour à tour les influences libérale et cléricale.

L'adresse donna lieu au Sénat à un grand débat sur les questions religieuses. Donnet et Mathieu furent très modérés. Celui-ci déclara cependant que sa conscience ne lui avait pas permis d'obéir aux ordres du gouvernement. Rouland (2) prononça le 11 mars un réquisitoire sensationnel contre l'ultramontanisme. « Catholique sincère et gallican », il déclara que le gallicanisme, n'ayant jamais été condamné, pouvait être librement professé par les catholiques, et qu'il permettait seul une bonne entente entre l'Église et l'État. « Le Saint Père est trompé par les intrigues, entraîné par les obsessions d'un parti que je nomme tout haut : le parti ultramontain. » Pour apprécier la situation actuelle « il faut arracher le voile qui couvre depuis douze ans les desseins, les menées et les actes du parti ultramontain ». En effet, les évêques et les prêtres gallicans n'osant pas se plaindre publiquement, et le gouvernement préférant faire le silence sur ces questions délicates, le public ignorait presque entièrement la lutte sourde qui se poursuivait depuis 1852 dans l'Église de France. Le discours de Rouland, riche de toute l'expérience qu'il avait acquise en sept ans au ministère des Cultes, fut, pour beaucoup, une révélation. Il dénonça la richesse et les empiètements des congrégations, leurs tendances politiques rétrogrades, leur prosélytisme excessif, leur insubordination vis-à-vis des évêques. Il cita en exemple Darboy, qui

(1) Victor Duruy : *Notes et Souvenirs*.

(2) En septembre 1864, il avait quitté la présidence du Conseil d'État pour devenir gouverneur de la banque de France. Il parlait donc en son nom personnel.

avait su faire respecter son autorité. « Les réguliers en France ne sont pas en possession légale, canonique, des exemptions avec lesquelles, trop souvent, ils bravent l'ordinaire. » Rouland fit connaître quelle pression le Saint-Siège avait exercée sur la compagnie de Saint-Sulpice ; comment il avait imposé aux évêques le rite romain, pour détruire l'ancienne liturgie, symbole du gallicanisme ; comment, par l'Index, auquel les principes gallicans refusaient toute autorité en France, le parti ultramontain avait imposé le silence à ses adversaires ; comment le bas clergé avait été encouragé à se révolter contre l'ordinaire notamment à Besançon et à Paris. Bonnechose, interrompant Rouland, protesta contre cette affirmation et répondit par une formule qui devint bientôt célèbre : « Il n'y a pas un général dans cette enceinte qui acceptât le reproche de ne pas savoir se faire obéir de ses soldats... chacun de nous aussi a un régiment à commander, et il marche. » Rouland critiqua les interventions de la nonciature dans les affaires de l'Église de France et la facilité avec laquelle elle accueillait des dénonciations souvent calomnieuses ; il montra comment la cour de Rome s'appliquait à empêcher le gouvernement de contrôler la publication des actes pontificaux ; il raconta comment le Vatican avait fait voter l'adresse des évêques en 1862 sans leur permettre de la discuter. Cet exposé, appuyé d'exemples précis, fit une grande impression. C'était la première fois que la politique ecclésiastique adoptée depuis 1860 par le gouvernement impérial était publiquement formulée et justifiée dans son ensemble. Rouland conclut en affirmant que si le *Syllabus* avait été préparé depuis longtemps, le Saint-Siège l'avait publié comme une riposte à la convention de septembre, et pour susciter une agitation analogue à celle de 1860.

Bonnechose, répondant le 14 mars, se plaignit de ces révélations et chercha à atténuer la gravité des divisions de l'Église. Il montra que l'ancien gallicanisme n'existait plus et que les Articles Organiques étaient un anachronisme. Comme Mathieu et Donnet, il donna de l'encyclique une interprétation très conciliante.

Bonjean attaqua comme Rouland l'ultramontanisme et surtout les congrégations. Darboy prononça le 15 mars son premier discours. Il déclara que l'autorité des Articles Organiques, en tant que règlements de police, devait être reconnue, et que d'ailleurs ils répondaient à des nécessités politiques : « Par conséquent, ils n'existeraient pas qu'on les ferait, et ils ne seraient pas faits

qu'on les pratiquerait... le pape lui-même les a admis en principe. » Il fallait seulement les modifier sur quelques points. Quant au droit d'exequatur, Benoit XIV l'avait naguère explicitement reconnu au roi de Sardaigne. Darboy, écartant la séparation de l'Église et de l'État et la domination d'un des deux pouvoirs par l'autre, conclut à la nécessité du régime concordataire. Il affirma que les congrégations n'étaient pas canoniquement exemptes et ne relevaient que des évêques ; il lut la lettre d'excuses que Fessard lui avait adressée ; il invita le clergé à se montrer conciliant envers le pouvoir civil. Le commissaire du gouvernement, Thuillier, fit l'éloge du Concordat, des Articles Organiques, et de l'entente entre l'Église et l'État.

Le débat sur la convention de septembre eut beaucoup moins d'importance, tous les orateurs étant d'accord pour souhaiter le maintien du pouvoir temporel. Rouher déclara que le gouvernement espérait toujours réconcilier le Saint-Siège et l'Italie, le catholicisme et la civilisation moderne. Les deux paragraphes de l'adresse qui approuvaient pleinement la convention de septembre et la politique religieuse du gouvernement pontifical furent votés à la quasi unanimité. Le gouvernement pontifical en fut très déçu (1).

Avant la discussion de l'adresse au Corps Législatif, le personnel du gouvernement subit deux changements. Le président du Corps Législatif, Morny, était mort le 10 mars. Il était partisan d'une évolution libérale de l'Empire, et très hostile au cléricisme. Il fut remplacé, pendant la session de 1865, par le vice-président Schneider. Le 3 avril, Boudet fut remplacé au ministère de l'Intérieur par La Valette. Drouyn de Lhuys télégraphia à Sartiges le 5 que cette nomination n'indiquait « aucun changement dans la politique extérieure de Sa Majesté » (2). Thouvenel constata en effet que La Valette, naguère italianissime, avait opéré « une prompte volte-face » et avait « de très bons rapports avec M. Drouyn de Lhuys » (3). La Valette était libre penseur et anticlérical, mais sans conviction profonde. Rouher trouva en lui l'instrument docile qu'il désirait.

Dans la discussion générale de l'adresse, Kolb Bernard attaqua vivement la politique religieuse du gouvernement :

(1) Correspondance diplomatique, 23 mars.

(2) Correspondance diplomatique.

(3) 15 avril 1865, Thouvenel à Benedetti (*Pages de l'histoire du Second Empire*).

« Le gouvernement a peur du catholicisme et tire contre lui de ses lois toutes les severites qui s'y trouvent... l'État ne doit pas être un auxiliaire dans la guerre insensée qui est faite à l'Église. » Le 7 avril, les républicains déposèrent un amendement pour l'instruction primaire gratuite et obligatoire. Havin le soutint et attaqua les congrégations. Le vice-président du Conseil d'État, de Parieu, qui avait été en 1850 ministre de l'Instruction Publique fit au contraire leur éloge et combattit les arguments que Duruy avait donnés dans son rapport publié le 6 mars (1). Le 8, Guérault attaqua l'encyclique, tout en montrant qu'elle exprimait la véritable doctrine de l'Église. Il préconisa, pour l'avenir, la séparation de l'Église et de l'État et la suppression du budget des Cultes. C'était la première fois que cette solution était défendue devant le Corps Législatif. Guérault déclara d'ailleurs qu'elle ne lui paraissait pas encore applicable (2). L'ultramontain de La Tour, donna au contraire l'interprétation conciliante de l'encyclique : « La théocratie cléricale, à notre époque, quel anachronisme ! » Il montra que jusqu'à la question romaine, la doctrine de l'Église ne l'avait pas empêchée d'entretenir d'excellents rapports avec le gouvernement. Le président du Conseil d'État, Vuitry, fut, lui aussi conciliant. Le paragraphe qui défendait avec modération les droits du pouvoir civil fut voté à l'unanimité.

Un débat plus important s'engagea sur la convention de septembre. Plichon l'avait déjà attaquée le 27 mars dans la discussion générale, en disant qu'après l'évacuation, une révolte se produirait à Rome et que l'Italie saisirait ce prétexte pour s'en emparer : « La France protestera en s'inclinant. » C'était le point précis sur lequel les cléricaux allaient vainement chercher pendant deux ans à obtenir un engagement ferme et net du gouvernement. Kolb Bernard remarqua le 12 avril que « l'indépendance du Saint-Siège » était une formule « nuageuse ». Une garantie formelle du pouvoir temporel ne se montre ni

(1) Vers cette époque, de Parieu attaqua vivement, au Conseil d'État, un projet déposé par Duruy. Duruy riposta : « Je vous connais depuis longtemps, Monsieur, vous qui avez fait jadis peser sur nous la Terreur blanche... » (Duruy : *Notes et Souvenirs*). De Parieu était beaucoup plus cléricale que les autres membres du gouvernement. Dès le 28 avril 1864, Thouvenel écrivait que Rouher désirait se débarrasser de Parieu « en état flagrant d'opposition venimeuse » (*Pages de l'histoire du Second Empire*.)

(2) Le 10 juin 1865, dans la discussion du budget des Cultes, Jules Favre se prononça sans réserves pour la séparation ; le gallicanisme, qui seul avait permis l'union de l'Église et de l'État, étant périmé. Cette thèse fut combattue au nom du gouvernement par de Parieu.

dans le discours du trône, ni dans l'adresse du Sénat, ni dans notre adresse. » Thiers prononça le 13 avril le premier de ses grands discours sur la question romaine. Faisant abstraction de tout sentiment religieux, il prit position contre l'unité italienne et contre un conflit avec l'Église. L'unité italienne serait néfaste aux intérêts de la France, qui devait au contraire s'allier à l'Autriche contre la Prusse. La suppression du pouvoir temporel serait contraire à la politique traditionnelle de la France, champion du catholicisme, et porterait atteinte à la liberté de conscience de tous les catholiques. Elle entraînerait, ou la séparation de l'Église ou de l'État, ou la formation d'Églises nationales, c'est-à-dire qu'elle ouvrirait pour le catholicisme une crise terrible. Or l'Église catholique, depuis la Révolution, avait cessé de constituer un danger politique ; elle rendait au contraire, comme les autres cultes, de grands services au point de vue moral et social. L'encyclique était regrettable, mais c'était une manifestation verbale, sans conséquences pratiques. L'Église restait une force civilisatrice avec laquelle il ne fallait pas rompre. Cette apologie du pouvoir temporel, faite uniquement au point de vue politique et social, était celle qui pouvait agir le plus fortement sur la masse des conservateurs (1).

Après qu'Émile Ollivier eut défendu les droits des Romains, mais non ceux de l'Italie, sur Rome, Rouher, le 15 avril, répondit à Thiers par des attaques personnelles et en souhaitant une fois de plus que le pape se réconciliât avec l'Italie. Thiers insista, critiquant vivement le principe des nationalités et affirmant que, si le pape avait pu perdre la plus grande partie de ses États sans que l'Église en souffrît, la possession de Rome lui était indispensable. Rouher déclara que l'adresse suffisait à marquer la volonté de la Chambre de maintenir la souveraineté pontificale (2). Deux amendements plus explicites avaient été déposés, l'un par des députés cléricaux élus comme candidats officiels (Millet, Etcheverry, de Saint-Germain, etc.) l'autre par les indépendants cléricaux. Buffet retira celui-ci en faveur du

(1) Dupanloup demanda au pape de remercier Thiers. Pie IX le chargea de le féliciter, et déclara prier Dieu pour « qu'il envoie un jour sa céleste lumière à un homme si éminent ». (Dupanloup : *Lettres choisies*, 17 mai 1865.) Sur le mécontentement des anciens amis libéraux de Thiers, voir Mérimée : *Lettres à M. Panizzi*.

(2) « Nous comptons fermement sur l'exacte et loyale exécution d'engagements qui lient réciproquement l'Italie et la France. Il est sans doute, Sire, des événements que la prudence humaine ne saurait toujours prévoir, ou conjurer, mais pleins de confiance en votre sagesse, nous vous approuvons d'avoir réservé à cet égard votre entière liberté d'action. »

premier qui fut repoussé par 166 voix contre 84, (1) et 23 abstentions. Ce scrutin montrait que l'opposition cléricale était à peu près aussi nombreuse qu'en 1861. Elle avait plus d'autorité qu'alors : en 1861, le gouvernement avait pu soutenir que les 91 exprimaient leur opinion personnelle plutôt que celle de leurs commettants ; en 1865, les 84 s'appuyaient, pour la plupart, sur le sentiment de leurs électeurs, qui, en 1863, avaient pu se prononcer sur la question romaine. Cette opposition cléricale n'était d'ailleurs nullement irréconciliable. Seul Thiers vota avec les républicains contre l'ensemble de l'adresse. Trois cléricaux, Berryer, Kolb Bernard et Haliez Claparède, et deux anticléricaux, Havin et Guérault, s'abstinrent. Les débats de l'adresse ne suscitèrent pas d'émotion dans le pays ; les polémiques relatives à l'encyclique s'étant apaisées, les questions religieuses cessèrent de préoccuper l'opinion publique (2).

V. — *L'application de la convention de septembre* (3) (1865-1867)

Un incident retentissant se produisit en mai 1865 qui devait influencer gravement sur la politique impériale (4). Le

(1) Ancel, d'Andelarre, Balay, de Beauvau, Berryer, de Boigne, Bois-Viel, Boucaumont, Bouchetal-Laroche, Brame, Bucher de Chauvigné, Buffet, Caffarelli, de Chambrun, J. de Champagny, N. de Champagny, Chevandier de Valdrôme, de Chiseuil, de Coehorn, Conseil, Corneille, du Couedic, Coulaux, E. Dalloz, Dechastelus, Dein, Etcheverry, A. Fleury, Garnier, Gellibert des Seguins, Godard-Desmarest, de Grammont, de Grouchy, de La Guistièrre, Haliez-Claparède, Janvier de La Motte, de Jonage, de Kervéguen, Kolb Bernard, La Grange, Lambrecht, Lanjuinais, Larrabure, de Las Cases, de La Tour, Lebreton, Leclerc d'Osmonville, Lédier, Le Méhorel de la Haichois, Le Pelletier d'Aulnay, Lescuyer d'Attainville, Lespérut, Louvet, de Luzy-Pélissac, de Marmier, Martel, Millet, de Morgan, J. Murat, O'Quin, Palluel, de Parieu, Paulmier, Peyrusse, Piéron Leroy, de Piré, Pissard, Plichon, Pouyer-Quertier (fils) Quesné, de Ravinel, de Réguis, de Richement, de Rochemure, des Rotours, de Saint-Germain, de Sainte-Hermine, Joseph Simon, de Talhouet, Thiers, Thoinnet de La Turmelière, Thomas-Kercado, de La Tourette, de Wendel.

Abstentions : André (Gard), Bartholoni, Belmontet, de Benoist, Bournat, Bravay, Busson-Billault, Calvet Rogniat, Cazelles, de Corberon, du Fay de La Tour Maubourg, Josseau, Lafond de Saint-Mur, Latour-Dumoulin, Laugier de Chartrouse, Lefébure, Malézieux, Émile Péreire, Perras, de Rambourgt, Schneider, Segris, Stiévenart-Béthune. Voir la carte hors texte.

(2) Elles ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans les élections municipales de 1865. Dans les campagnes de l'Ouest, les listes des maires furent souvent combattues par le clergé. Les démocrates anticléricaux l'emportèrent dans de nombreuses villes. Dans le Gard et en Vaucluse, ils s'allièrent aux légitimistes cléricaux (BB¹ 1.717 ; BB² 373, 375, 385, 386 ; F¹ 5.605).

(3) Des fragments de la Correspondance diplomatique sont cités dans les Archives Diplomatiques qui reproduisent aussi les documents officiels italiens, et surtout dans les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871* (t. X, XII, XIII, XIV, XVII).

(4) Peu auparavant, Persigny, après un voyage à Rome, avait publié, sous forme d'une lettre publique à Troplong, une brochure sur la question romaine où il déclarait

15 mai, le prince Napoléon, inaugurant à Ajaccio le monument de Napoléon I^{er}, prononça un grand discours. Il exposa plus vivement encore qu'au Sénat ses opinions démocratiques et anticléricales, en les attribuant à Napoléon I^{er} : « Napoléon était religieux d'une façon générale et élevée, mais il est difficile de rattacher ses convictions à une religion formulée. » Il n'était donc pas véritablement catholique. Il a compris « la nécessité de supprimer le pouvoir temporel des papes... L'avenir n'a-t-il pas assez justifié les prévisions de Napoléon ? Ne sentez-vous pas à ces luttes soulevées par le pouvoir temporel des papes qu'il s'agit aujourd'hui, pour tous les partisans de la liberté et de l'esprit moderne, d'enlever cette dernière forteresse du moyen âge ! Rome aux mains du pape, c'est le foyer de la réaction contre la France, contre l'Italie, contre notre société ».

Napoléon III était alors en Algérie. Le discours du prince Napoléon parut le 19 mai dans l'Opinion Nationale et dans les journaux libéraux, mais le conseil des ministres et le conseil privé, réunis sous la présidence de l'impératrice régente, décidèrent de ne pas le publier dans le Moniteur. L'empereur adressa le 23 mai à son cousin une lettre de blâme et la fit publier au Moniteur (27 mai) : « Le programme que vous placez sous l'égide de l'empereur ne peut servir qu'aux ennemis de mon gouvernement. » Le prince Napoléon donna aussitôt sa démission de vice-président du conseil privé et de président de la commission de l'Exposition (1). Cette rupture réjouit les conservateurs et consterna les bonapartistes libéraux. Thouvenel écrivit à Benedetti (2) : « Les amis de l'Empire et de la dynastie, ceux qui ne pensent à rien *au delà*, doivent être très affectés de ce qui se passe et faire ce qui dépend d'eux pour empêcher une aggravation de la crise... Il serait déplorable de livrer le prince aux Guérout et aux Girardin. » Sainte-Beuve, dont le prince Napoléon venait d'obtenir la nomination au Sénat, écrivit à la princesse Mathilde : « Deux seuls journaux se sont réjouis de la lettre et du coup qu'elle frappe : ce sont deux journaux royalistes ; la Gazette et l'Union... Il est bon qu'il y ait plus d'un côté

nécessaire le pouvoir temporel, mais critiquait très vivement la politique pontificale. Cette brochure, qui mécontenta le pape, n'exprimait que les vues personnelles de Persigny, et non celles du gouvernement auprès duquel il n'avait plus d'influence.

(1) Voir les *Notes et souvenirs* de Mme Baroche (note dont l'original est à Baroche 1.015).

(2) 1^{er} juin 1865, *Pages de l'histoire du Second Empire*.

à l'interprétation napoléonienne. Le prince représente l'interprétation démocratique, patriotique, de 1815, bleue. Il peut y avoir des nuances au bleu, mais le blanc ne sera jamais une de ces nuances... C'est s'affaiblir pour le chef de l'État que de se retrancher son côté gauche... » (1)

Le prince Napoléon cessa de s'occuper de politique. Napoléon III perdait en lui et en Morny ses deux seuls conseillers qui fussent partisans d'une évolution libérale et anticléricale de l'Empire (2). Au contraire, après quelques hésitations, il choisit pour succéder à Morny comme président du Corps Législatif, Walewski, partisan lui aussi des réformes libérales, mais cléricale (3). L'évolution de l'Empire vers le libéralisme allait se faire non d'accord avec les démocrates anticléricaux, comme l'eût souhaité le prince Napoléon, mais en collaboration avec les indépendants cléricaux, auxquels Émile Ollivier se rallia peu à peu. L'intransigeance des républicains, plus hostiles à l'Empire que les hommes des anciens partis, fut la cause principale qui engagea l'empereur dans cette voie, mais la transformation de l'entourage impérial y contribua.

Chez les partisans de l'Empire autoritaire, une évolution favorable à l'Église se produisit également. La disgrâce du prince Napoléon accrut l'influence rivale de l'impératrice. En outre, régente pendant le voyage de Napoléon III en Algérie, elle était entrée en relations plus étroites avec le personnel politique. Son influence était d'autant plus grande que la mauvaise santé de l'empereur rendait probable une longue régence où l'impératrice, le prince Napoléon n'étant plus vice-président du conseil privé, eût été toute puissante. Or elle était toujours très favorable au pape. Elle fut par contre bienveillante pour Duruy. D'autre part la prépondérance de Rouher dans le gouvernement s'affirmait. Il restait lié avec les « italia-nissimes ». Il obtint que Thouvenel fût nommé grand référendaire au Sénat et projetait de lui faire donner un poste plus important (4). Mais Thouvenel était trop gravement malade pour jouer un rôle politique et il mourut en octobre 1866. Ni Benedetti,

(1) *Lettres à la princesse.*

(2) Mocquard, qui était anticléricale, mourut également en 1865.

(3) Il fut élu député en septembre 1865 et nommé président le 1^{er} novembre, mais il fut choisi dès avril. (Voir Mme Baroche : *Notes et Souvenirs*, avril 1865; l'original de cette note est à Baroche L.015.)

(4) L'impératrice télégraphia le 6 août 1865 à La Valette : « Dites à M. Thouvenel que je suis très heureuse de le voir rentrer aux affaires du gouvernement. » F¹⁶ III Seine 30.

devenu à la fin de 1864 ambassadeur à Berlin, ni le sceptique La Valette n'exercèrent sur Rouher une influence comparable à celle qu'avait exercée Thouvenel. Il devint peu à peu moins favorable à l'Italie. Ainsi, le mécontentement causé à l'empereur par le *Syllabus* épuisa promptement ses effets, et l'année 1865 marque au contraire le début d'une évolution favorable au Saint-Siège. Cependant, le désaccord persistait sur la question romaine.

Dans une dépêche du 14 mars 1865, qui fut publiée avant la session de 1866, Drouyn de Lhuys avait expliqué pourquoi le gouvernement impérial tenait à réserver sa liberté d'action. Déclarer qu'après un délai de deux ans, le gouvernement impérial, quoiqu'il advint, n'interviendrait plus militairement à Rome, ce serait encourager les révolutionnaires italiens. « Déclarer que nous sommes résolus, quoique fasse ou ne fasse pas le gouvernement pontifical, à le soutenir dans tous les cas, soit en maintenant indéfiniment nos troupes à Rome, soit en les y ramenant après les avoir retirées... ne serait-ce pas, en inspirant à la cour de Rome une dangereuse sécurité, encourager les tendances absolues, les résolutions extrêmes auxquels d'imprudents conseils pourraient l'entraîner ? » Or, c'était cette garantie inconditionnelle que le Saint-Siège, comme les cléricaux français, réclamait.

Dès le 15 avril 1865, le gouvernement impérial avait projeté d'aider le gouvernement pontifical à organiser une légion de catholiques non italiens (1). Mais Pie IX répondit « qu'une garantie morale de la part de la France serait plus puissante que tous les secours du dehors. « M. Rouher, disait le pape... a « bien fait des déclarations rassurantes pour nous aux Chambres « françaises mais, dans les Chambres italiennes et les journaux, « on a fait des contre-déclarations... l'empereur peut dire catégoriquement : « Personne ne touchera au petit État qui reste au « pape, ou l'on aura à faire à la France » ; alors nous n'aurons « plus besoin de légion étrangère » (2). Peu après, Pie IX dit encore à Sartiges : « ... comme la révolution ne tardera pas à éclater après votre départ, il faudra bien que vous reveniez. — Mais, Saint Père, la réserve que nous avons faite de notre liberté d'action n'implique pas nécessairement que nous devons faire une seconde expédition de Rome. Je n'ai, quant à moi, jamais

(1) Voir les *Mémoires du maréchal Randon*.

(2) Correspondance diplomatique, 30 mai 1865.

rien vu dans les dépêches qui m'ont été adressées qui puisse faire pressentir une éventualité de ce genre. » (1) Une négociation engagée entre le Saint-Siège et le gouvernement italien au sujet du régime ecclésiastique de l'Italie échoua (juillet 1865.)

Cependant le gouvernement pontifical se montra, peu à peu, moins intransigeant. En octobre 1865, le ministre des Armes, Mérode, toujours très hostile à l'Empire, fut remplacé. Une partie du corps d'occupation ayant été rapatriée, la cour de Rome protesta contre l'évacuation, mais accepta l'offre de concours qui lui avait été faite par le gouvernement impérial pour l'organisation d'une légion étrangère. Un décret impérial du 30 janvier 1866 organisa la légion romaine : elle devait compter 1.200 hommes dégagés de leurs obligations militaires ; les étrangers pouvaient y être admis ; les officiers français garderaient en y entrant leurs droits à l'ancienneté ; la légion serait entraînée en France et envoyée à Rome avant l'évacuation. Nigra ayant représenté qu'une coopération trop étroite du gouvernement impérial aboutirait à maintenir l'occupation sous une forme déguisée, Drouyn de Lhuys lui répondit : « Il n'existera aucun rapport, aucune solidarité entre cette légion et le gouvernement français. » (2) En outre la cour de Rome accepta la participation de l'Italie au règlement de la dette pontificale. Elle consentait donc à collaborer à l'exécution de la convention de septembre.

En France, ni le début de l'évacuation, ni les services funèbres qui furent célébrés dans de nombreux diocèses pour la mort de Lamoricière, survenue le 11 septembre 1865 (3) ne suscitèrent d'émotion. Napoléon III déclara le 22 janvier 1866 en ouvrant la session : « Nous avons lieu de compter sur la scrupuleuse exécution du traité du 15 septembre et sur le maintien indispensable du pouvoir du Saint Père. » Cette phrase fut accueillie avec satisfaction par les cléricaux (4). Au Sénat, Bonnechose et Ségur d'Aguesseau s'en félicitèrent, mais réclamèrent le maintien de l'occupation. Mathieu déclara avoir toute confiance en l'empereur. Bonjean, seul, plaida la cause de l'Italie, et déclara le pouvoir temporel « plutôt nuisible qu'utile

(1) Correspondance diplomatique, 11 juillet 1865.

(2) 22 février 1866 : Nigra à La Marmora. *Libre vert italien*. Archives diplomatiques, 1868, t. 1^{er}.

(3) BB¹⁸ 1.717 ; un comité organisa une souscription pour l'érection d'un monument. Le gouvernement accepta qu'il fût élevé dans la cathédrale de Nantes (3 mai 1866), ce qui ne fut fait qu'en 1879. (G. Bourgin : *Un chapitre de la question romaine*. Revue des études napoléoniennes, 1923.)

(4) BB¹⁸ 1.729.

au développement du sentiment religieux ». Rouher se félicita de l'apaisement de la question romaine. Il accepta l'interprétation que les catholiques avaient donnée des paroles de l'empereur : « Le discours du trône n'a pu et voulu parler que de la souveraineté temporelle. » (1) Avec le concours de la légion d'Antibes (2), le pape pourrait, après l'évacuation, maintenir l'ordre dans ses États ; le gouvernement impérial faisait confiance au gouvernement italien, mais, en cas de manquement à la convention de septembre, il gardait toute sa liberté d'action (12 février). Ces déclarations étaient plus favorables au Saint-Siège que celles de 1865 ; mais elles étaient plus sympathiques à l'Italie et moins affirmatives quant à l'éventualité d'une seconde expédition de Rome en cas d'insurrection, que les cléricaux ne l'eussent souhaité ; surtout, elles annonçaient la volonté d'évacuer Rome à la date fixée. Le paragraphe fut cependant voté à l'unanimité.

L'adresse du Corps Législatif fut très explicite sur la question romaine : « La convention du 15 septembre, loyalement exécutée, sera une nouvelle garantie de la souveraineté temporelle dont le maintien est indispensable à l'exercice indépendant du pouvoir spirituel du Saint Père. » Les orateurs cléricaux, Kolb Bernard, de Piré, Chesnelong (3), déclarèrent se méfier de la convention mais l'accepter puisque l'empereur l'interprétait dans le sens le plus favorable au pouvoir temporel et que le pape consentait à collaborer à son application. Le paragraphe fut adopté à une énorme majorité contre 18 voix de gauche (4) (1^{er} mars). Le Corps Législatif, à mesure que son influence croissait, se prononçait de plus en plus nettement contre un conflit avec l'Église. Le clergé accueillit avec satisfaction le vote de ce paragraphe, mais, suivant la remarque d'un préfet (5), il « aurait préféré que l'initiative de ces expressions fût prise par le gouvernement, et que celui-ci n'eût pas l'air de se laisser pousser dans cette voie par les représentants du pays. » En fait, les indépendants cléricaux prenaient une influence croissante sur le Corps Législatif, parce que les députés élus comme candidats officiels, qui partageaient la plupart de leurs opi-

(1) Le procès-verbal signale ici un « mouvement très marqué d'assentiment ».

(2) La légion constituée par le décret du 30 janvier se formait à Antibes.

(3) Chesnelong venait d'être élu député des Basses-Pyrénées, comme candidat officiel à une élection partielle.

(4) Ollivier et Darimon avaient voté avec la gauche.

(5) F¹⁰ III Orne 9 ; février 1866.

nions, s'enhardissaient de plus en plus à suivre leur exemple, et à ne pas obéir docilement au gouvernement.

Le principal intérêt de la session, même au point de vue de la politique religieuse, fut un amendement réclamant des réformes libérales qui, déposé par Buffet, réunit 45 signatures. A quelques exceptions près (1), les signataires étaient des cléricaux. Elus soit comme indépendants (2), soit comme candidats officiels (3), ils s'étaient précédemment unis contre la politique italienne de l'empereur ; ils s'unissaient maintenant pour limiter son pouvoir. Ils formèrent le noyau de ce qu'on appella le Tiers Parti. Ils votèrent contre l'amendement libéral des républicains, et si 13 de ceux-ci votèrent le leur, qui obtint en séance 63 voix, il ne s'établit pas de collaboration entre le Tiers Parti, conservateur cléricale, et la gauche démocratique et anticléricale. Par contre Émile Ollivier vota l'amendement du Tiers Parti, et collabora par la suite de plus en plus étroitement avec lui. Berryer et Thiers, bien que celui-ci inspirât souvent le Tiers Parti (4), s'étaient abstenus, ne voulant pas voter un amendement qui contenait une adhésion explicite à la dynastie napoléonienne (19 mars). Ils s'abstinrent dans le vote sur l'ensemble de l'adresse, ainsi qu'Émile Ollivier et Havin ; les 45 votèrent pour, les 17 républicains seuls votèrent contre.

Napoléon III, désirant assurer à l'Italie la possession de la Vénétie, donna son assentiment à l'alliance qu'elle conclut avec la Prusse contre l'Autriche. Cette politique, soupçonnée, bien que secrète, fut dénoncée par Thiers le 3 mai dans un grand discours. Ses attaques contre l'unité allemande et l'unité italienne furent manifestement approuvées, non seulement par le Tiers Parti mais par la majorité gouvernementale. La question romaine n'était plus, comme avant 1862, un problème isolé ; elle mettait en cause la politique impériale vis-à-vis de l'Autriche et de la Prusse, c'est-à-dire les intérêts vitaux de la France.

La défaite de l'Autriche et l'annexion de la Vénétie à l'Italie mécontentèrent le clergé et ses partisans. L'opinion publique, qui n'avait jamais été favorable à l'Italie en dehors des milieux

(1) De Dalmas, Eschassériaux, de Janzé, Javal, Latour-Dumoulin, Maurice Richard.

(2) Ancel, d'Andelarre, Buffet, de Chambrun, Garnier, Grouchy, Hallez-Claparede, Kolb Bernard, Lambrecht, Martel, Plichon, etc.

(3) Brame, Chevandier de Valdrôme, Gellibert des Seguins, Lebreton, Lefébure, Lespérut, de Ravinel, de Régis, de Talhouet, de Wendel notamment.

(4) Le Tiers Parti, disait-on, devrait s'appeler le parti Thiers.

républicains, lui devint moins sympathique encore en raison de son alliance avec la Prusse, qui venait de s'affirmer comme une rivale dangereuse pour la France. La crise amena, en août, la démission de Drouyn de Lhuys. Benedetti, pressenti par Rouher, déclina toute candidature. Le marquis de Moustier, ambassadeur à Constantinople, conservateur et clérical, fut nommé ministre des Affaires Étrangères.

En aidant l'Italie à annexer la Vénétie, Napoléon III espérait que cette satisfaction apaiserait les revendications italiennes sur Rome (1). Sartiges constata que beaucoup de prélats romains étaient d'un sentiment opposé : « ... la cession de la Vénétie, au lieu d'être le rachat de Rome, a été la chute du dernier boulevard qui séparait cette ville de l'Italie, et l'absorption des États pontificaux ne serait plus, selon eux, qu'une affaire de temps » (7 juillet) (2). Sartiges ajoutait le 7 août : « La paix qui se négocie ... accable la cour de Rome. Pie IX, à l'âge de 75 ans, n'a pas le temps d'attendre la fin du long recueillement auquel les circonstances condamnent l'Autriche, sur le concours de laquelle reposaient de vagues espérances de restauration. » (3)

Le gouvernement impérial fit tous ses efforts pour protéger le Saint-Siège contre les dangers qui pouvaient résulter de l'évacuation. L'armée pontificale, qui s'accroissait de nombreux volontaires, dont beaucoup étaient français, fut renforcée en septembre 1866 par la légion d'Antibes. Malgré les engagements pris vis-à-vis du gouvernement italien, celle-ci n'était pas seulement formée de volontaires, mais aussi d'hommes tirés des régiments français et dont le temps de service n'était pas terminé. Le gouvernement admettait donc qu'ils s'acquittaient en servant le pape de leurs obligations militaires envers la France. Ces légionnaires étaient fort peu dévoués au pape, et dès le 6 novembre, 120, soit plus d'un dixième de l'effectif total, avaient déjà déserté.

(1) Le 12 juin un traité secret avait été signé entre la France et l'Autriche : L'Autriche s'engageait, si elle remportait des succès en Allemagne, à céder la Vénétie à la France, qui la rétrocéderait à l'Italie. L'empereur François-Joseph avait fait ajouter la clause suivante : « En rétrocédant la Vénétie à l'Italie, le gouvernement français stipulera la reconnaissance de la souveraineté temporelle du pape et l'inviolabilité du territoire actuellement soumis à son autorité, tout en maintenant les réserves faites en faveur des droits du Saint-Siège. » (*Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. X.) La rétrocession de la Vénétie à l'Italie fut faite, mais pas dans les conditions prévues par le traité du 12 juin. Le gouvernement italien n'eut à prendre aucun nouvel engagement relatif à la question romaine.

(2) Correspondance diplomatique et *Origines...*

(3) Correspondance diplomatique, et *Origines...*

Napoléon III avertit à plusieurs reprises les Italiens qu'il ne laisserait pas porter atteinte au pouvoir temporel du pape (1). Écrivant à Arese le 3 novembre, il se plaignit de l'ingratitude qu'il rencontrait de la part des Italiens après leur avoir fait obtenir la Vénétie : « Maintenant il reste l'affaire de Rome, mais il faut qu'on sache que de ce côté, je ne céderai rien, et que je suis bien décidé, tout en exécutant la convention du 15 septembre, à soutenir le pouvoir temporel du pape par tous les moyens possibles. » (2) En novembre, il envoya le général Fleury porter le même avis à Victor-Emmanuel (3). Il fit déclarer au gouvernement italien ce que ses ministres avaient toujours évité de promettre, soit au pape, soit aux Chambres françaises : « Le marquis de Moustier, écrivait Nigra, m'a déclaré que si le pape était obligé de quitter Rome à la suite d'un mouvement insurrectionnel ou d'une invasion des États pontificaux, l'empereur des Français serait forcé de faire une seconde expédition à Rome ; mais il me déclara en même temps que rien ne pourrait être plus désagréable à l'empereur que de se voir placer dans cette triste nécessité. » (4) Pour appuyer cette menace, Napoléon III décida que des troupes seraient concentrées à Toulon, prêtes à partir pour Rome en cas de besoin. L'impératrice forma même, d'accord avec Napoléon III, le projet de se rendre à Rome, et elle en avertit le pape par l'intermédiaire de Mme de Montebello (5). Mais l'opposition très vive des ministres et les dispositions peu conciliantes du gouvernement pontifical la décidèrent à renoncer à ce projet. Enfin le gouvernement impérial subordonna l'évacuation à la signature, par le gouver-

(1) Le prince Napoléon dans un article sur « *Les alliances de l'Empire en 1869 et 1870* » (1878, in-8°) a ainsi apprécié la politique de son cousin après 1866 : « L'empereur, par crainte du parti clérical, que son entourage lui représentait comme très influent, n'osait abandonner le pouvoir temporel du pape, et cependant, dans son opinion intime, il le condamnait... Il se croyait lié par un sentiment de délicatesse, au moins vis-à-vis du pape actuel. Il comptait vaguement sur l'avenir, le changement du pontife romain, des événements imprévus pour sortir la politique française de cette impasse. »

Ce que Napoléon III « condamnait », c'est le gouvernement des prêtres tel qu'il existait à Rome. Il semble avoir désiré la réforme, mais non la suppression du pouvoir temporel.

(2) Grabinski : *Un ami de Napoléon III : le comte Arese*.

(3) *Souvenirs du général Fleury*. Une copie de la note qui lui fut remise est conservée à AB XIX 174, question romaine.

(4) Nigra à Visconti Venosta. (*Livre vert italien*, Archives diplomatiques 1868, t. I). Le gouvernement italien répondit qu'en vertu du principe de non intervention, il ne pouvait admettre, ni une seconde expédition de Rome, ni une garantie du territoire pontifical par les puissances.

(5) Correspondant, juillet 1910 : *Napoléon III et le maréchal Randon*.

nement italien, d'un accord par lequel, conformément à la convention de septembre, il assumait la charge de la plus grande partie de la dette pontificale (7 décembre) (1).

Malgré toutes ces mesures favorables au gouvernement pontifical, l'évacuation, qui fut terminée le 13 décembre, consterna le Saint-Siège et le clergé français : ils avaient espéré jusqu'au dernier moment qu'elle serait ajournée. Le pape, recevant en audience publique d'adieux Montebello et son corps d'officiers, leur tint un langage plein de tristesse et d'amertume. Il leur dit qu'il priait pour l'empereur, dont la santé était mauvaise et dont l'âme était inquiète, mais que l'empereur devait prier lui aussi et remplir ses devoirs de souverain très chrétien. Il refusa de s'engager dans la voie de la conciliation vis-à-vis de l'Italie et des Romains comme le lui conseillait le gouvernement impérial : « Non, dit-il au chargé d'affaires de France, Armand..., tout ce que je ferais est inutile. On veut dépouiller (scorticare) le pape et après cela lui dire en outre : *e sua colpa*. » (2) De Moustier se plaignit de cette intransigeance, et de l'allocution aux officiers, où le pape avait fait état de bruits tendancieux répandus par les ennemis de l'Empire (3). Le pape fut ensuite un peu rassuré par l'annonce du voyage de l'impératrice. Lorsqu'elle y eut renoncé, il redevint pessimiste et amer. Les Italiens, dit-il à Sartiges, « m'ont pris les quatre cinquièmes de mes États... ils veulent le tout et prendront le tout, quoique je dise et quoique vous fassiez. » (4)

En France, l'évacuation suscita dans le clergé l'émotion la plus vive que la question romaine lui eût causée depuis 1860. Beaucoup d'évêques avaient écrit à l'empereur pour en demander l'ajournement (5). Malgré toutes les promesses du gouvernement

(1) L'application de cet accord nécessita encore de longues négociations.

(2) 11 décembre. Correspondance diplomatique et *Origines...* (t. XIII).

(3) « Le Saint Père ne peut ignorer que Sa Majesté est, depuis longtemps, parfaitement rétablie. Réveiller en ce moment ce souvenir, c'était donner un aliment à la malignité plutôt qu'un témoignage de sympathie au souverain de la France. Ce fâcheux résultat ne pouvait qu'être aggravé par une allusion difficile à comprendre à des préoccupations qui n'ont jamais existé. » 18 décembre. Correspondance diplomatique et *Origines...*

(4) 29 décembre. Correspondance diplomatique, et *Origines...*

(5) F¹⁹ 1.938. Voici une des réponses de Napoléon III, adressée à l'évêque de Troyes : « En rappelant nos troupes de Rome, je n'en retire pas la protection de la France. Je tiendrai la main à ce que la convention de septembre soit sincèrement exécutée, et, si Dieu me vient en aide, la papauté n'aura rien à redouter des dangers qui vous paraissent menacer son existence ; entourée des respects du monde, indépendante de nous-mêmes, elle continuera à être l'objet de notre plus vive sollicitude. »

impérial, elle parut annoncer l'abandon définitif du pouvoir temporel. Guibert écrivait à Pie : « Je plains ceux de nos collègues qui avaient mis toute leur confiance dans la bonne volonté du pouvoir et les belles promesses qu'on nous avait faites. Quelle déception ! Que Dieu leur ouvre les yeux ! Rien ne pourrait plus excuser leur aveuglement. » (1) (18 novembre). Les évêques les plus dévoués au gouvernement n'étaient pas rassurés. David écrivait à Maret : « Si le pape part, malheur aux évêques qui ont montré leur confiance dans les déclarations de l'empereur, et beau triomphe pour ceux qui ont dit : « Lave tes mains, ô Pilate. » (2) Les légitimistes exploitaient le mécontentement du clergé. Le comte de Chambord, dans une lettre publique du 9 décembre, déclara que l'année 1866 « n'avait pas été heureuse pour l'Europe, et, en particulier, pour la France ». Il protesta contre l'évacuation de Rome : « Nous laissons abattre une des grandes choses que Dieu a faites par la France, *gesta Dei per Francos*, je veux dire la souveraineté temporelle du chef de l'Église... Dans son pouvoir temporel, c'est bien son autorité spirituelle qu'on veut atteindre, c'est au principe même de toute autorité et de toute religion qu'on s'en prend. » Le danger que courait l'Église légitimait les protestations du clergé, bien que « l'immixtion de l'Église dans la politique » fût en principe regrettable (3).

Tous les évêques ordonnèrent des prières publiques pour le pape, par des mandements souvent très vifs (4). Comme en 1860, mais cette fois avec la tolérance ou même le concours du gouvernement, le clergé procura au pape des hommes et de l'argent. Il fit de grands efforts pour augmenter le produit du denier de Saint Pierre ; des comités ou des confréries furent créés à cette époque dans beaucoup de diocèses, où par suite des interdictions édictées en 1860 par le gouvernement, l'œuvre avait été jusqu'alors exclusivement dirigée par le clergé. Il s'efforça également d'assurer le recrutement de l'armée pontificale. Le ministre de la Guerre invita les généraux à solliciter le concours des évêques pour le recrutement de la légion d'Antibes, qui était très difficile. Cette collusion fut divulguée par une maladresse de l'évêque de Vannes, qui publia les lettres confidentielles que le général commandant la division de Rennes lui

(1) Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(2) Bazin : *Vie de Mgr Maret*.

(3) *IBI* 1^{er} 1.716.

(4) *F* 1^{er} 1.937, 1.938.

avait adressées (1). Mais le clergé chercha surtout à susciter des enrôlements dans le corps des volontaires franco-belges, dit des zouaves pontificaux, qui, désorganisé après Castelfidardo, venait d'être reconstitué. Outre le denier de Saint Pierre, il créa l'œuvre des zouaves, par laquelle les diocèses prenaient à leur charge l'entretien d'un certain nombre de zouaves (2). Comme en 1860, la plupart des volontaires furent des légitimistes de l'Ouest, très hostiles au gouvernement impérial (3). Leur nombre fut d'environ 2.000, y compris les Belges. La légion d'Antibes comptait environ 1.000 hommes, mais beaucoup n'étaient pas de véritables volontaires.

Les mandements épiscopaux et la réorganisation des secours au pape donnèrent au bas clergé l'occasion de manifester son inquiétude et son irritation. Comme en 1860, la mort de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, présentée comme une expiation de la persécution dirigée contre Pie VII, servit de thème à beaucoup de sermons. De nombreux prêtres se servirent, soit de la récente maladie de l'empereur, soit de la nouvelle loi militaire (4) pour inquiéter les fidèles. Dans l'Ouest, et dans quelques autres régions le bas clergé, pour la première fois depuis 1861, entreprit une campagne d'agitation (5), annonçant que l'Église allait être persécutée, et qu'une révolution surviendrait par la faute de l'empereur. Dans toute la France, les sermons séditieux furent assez nombreux. Les évêques étaient peu enclins à les réprimer sévèrement. Un modéré, l'évêque de Belley, Langalerie, défendait un de ses prêtres en écrivant au préfet : « On ne peut pas nous empêcher d'être tristes, inquiets, préoccupés, en songeant à l'avenir et en mesurant le peu de chemin qui reste à faire pour arriver à une dernière catastrophe. » Il ajoutait que la révolution s'était perdue par la constitution civile du clergé, et Napoléon I^{er} par sa lutte contre Pie VII (6). Cependant, une seule condamna-

(1) BB³⁰ 386, quatrième trimestre 1866.

(2) D'après l'Univers (1^{er} juin 1867), le diocèse de Cambrai en entretenait 143, Nantes 60, Arras 59, Rennes 32, Tours 28, Laval 23, etc.

(3) Ils s'abstinrent notamment d'assister à la cérémonie religieuse célébrée à Saint-Jean de Latran, pour l'anniversaire de Napoléon III. (Correspondance diplomatique, 24 avril 1867.)

(4) Une pétition contre la nouvelle loi militaire fut organisée peu après par le Journal de Rennes, et recommandée par le clergé. Un prêtre qui l'avait affichée fut condamné à 100 francs d'amende pour avoir apposé sans autorisation une affiche politique. (BB¹⁸ 1.749.)

(5) Outre les rapports périodiques des préfets (F¹⁶ III) et des procureurs généraux (BB³⁰ 370-388), voir F¹⁹ 1.937 ; 5.783, Andrieu ; 5.803, Machère ; 5.787, Mathieu. BB¹⁸ 1.742, 1.743.

(6) F¹⁹ 5.787, Mathieu ; 24 décembre.

tion fut prononcée : un prêtre de l'Ain fut condamné à six mois de prison pour avoir injurié l'empereur et annoncé sa mort prochaine au cours d'une conversation tenue dans une voiture publique (1).

Sauf dans le Maine-et-Loire et la Loire-Inférieure, où les prophéties sinistres du clergé causèrent quelque inquiétude, les populations restèrent calmes : les périls dont le clergé croyait l'Église menacée n'étaient qu'une éventualité trop incertaine pour causer, même dans les régions très catholiques, une grande émotion. Au contraire l'évacuation de Rome, qui coïncidait avec celle du Mexique, fut bien accueillie par l'opinion, lasse des expéditions lointaines et des aventures. Le calme parfait qui se maintint à Rome après l'évacuation acheva de rassurer les populations catholiques. Le clergé lui-même resta inquiet mais cessa de s'agiter. Le pape accepta le plan franco-italien pour la répartition de la dette pontificale.

En ouvrant la session le 14 février 1867, l'empereur se félicita de ces résultats, et loua la loyauté du gouvernement italien : « Mais si des conspirations démagogiques cherchaient, dans leur audace, à menacer le pouvoir temporel du Saint-Siège, l'Europe, je n'en doute pas, ne laisserait pas s'accomplir un événement qui jetterait un si grand trouble dans le monde catholique. » Bien que Napoléon III eût attribué à l'Europe le rôle que les catholiques lui auraient voulu voir assumer, ce discours fut bien accueilli à Rome. L'adresse venait d'être supprimée, et le droit d'interpellation institué : c'était la première des réformes libérales annoncées par l'empereur dans sa célèbre lettre du 19 janvier 34. Il n'y eut pas d'interpellation sur la question romaine : elle ne fut traitée qu'incidemment dans un grand débat où Thiers, à propos de l'Allemagne, attaqua le principe des nationalités. Rouher déclara : « Je considère la protection du pouvoir temporel comme désormais assurée. » (16 mars) (3).

En juillet 1867, le ministre de la Guerre, Niel, préoccupé

(1) Il ne fit pas appel et exprima ses regrets à l'audience. Sa peine fut réduite à trois mois de prison. (F¹⁸ 5.787, Pernot ; F¹⁸ III Ain 6).

(2) Les changements opérés à cette occasion dans le ministère n'intéressaient pas la question romaine. Randon fut remplacé au ministère de la Guerre par Niel, cléricale comme lui. Peu après, Schneider remplaça Walewski à la présidence du Corps Législatif.

(3) Dans ce discours, Rouher déclara ne rien regretter de ce qui s'était fait en Italie depuis 1859. Plantier protesta vivement contre cette déclaration. (Clastron : *Vie de Mgr Plantier*.)

Sur les élections cantonales d'août 1867, voir BB¹⁸ 1.754, BB³⁸ 385, Poitiers F¹⁸ 5.835, d'Alzon ; 5.855, Ploubalay. Le clergé ne joua de rôle actif que dans l'Ouest

des désertions qui désorganisaient la légion d'Antibes alors que Garibaldi annonçait l'intention d'attaquer Rome, chargea un général en activité, Dumont, d'aller sur place étudier la situation. Dumont, très clérical, assista en uniforme à une revue de la légion d'Antibes et la harangua. Le gouvernement italien se plaignit vivement de cette mission. Le Moniteur déclara le 1^{er} août que Dumont n'avait été chargé que d'une mission officieuse, et que le discours qu'on lui attribuait était apocryphe. Peu après (15 août) la Gazette de France publia une lettre adressée par Niel au sujet des désertions au colonel commandant la légion d'Antibes. « Je la confonds, écrivait-il, avec les corps de notre armée pour tout ce qui intéresse son honneur militaire et les nécessités de son organisation. » Le gouvernement italien sut que certains légionnaires n'avaient pas achevé leur service militaire en France, et que le ministère de la Guerre les considérait comme responsables vis-à-vis de lui en cas de désertion. Nigra protesta contre ces pratiques contraires à la convention de septembre et qui tendaient à maintenir, en fait l'occupation française à Rome. Il obtint l'assurance que, désormais, seuls les Français dégagés de toute obligation militaire pourraient prendre du service dans la légion romaine (2 septembre). Le gouvernement impérial reconnaissait ainsi que la pratique jusqu'alors suivie était irrégulière, et que dans son désir d'aider le pape, il s'était écarté, sinon des stipulations littérales, du moins de l'esprit de la convention de septembre (1).

et dans les pays mixtes : l'Alsace, et surtout le Gard. Il y combattit généralement les candidats officiels. Dans quelques cantons, notamment en Vaucluse, les blancs et les rouges s'allièrent contre l'administration.

(1) Correspondance diplomatique. *Livre vert italien* (Archives diplomatiques 1868, t. I). *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. XVIII.

CHAPITRE XXIII

Duruy, l'Instruction Publique et les progrès de l'irréligion

I. — *La lutte contre l'Église* (1).

Le *Syllabus* donna un nouvel essor à la propagande irréligieuse et anticléricale qui profita aussi du relâchement du régime autoritaire.

La vie intellectuelle se développait en dehors du catholicisme, et souvent contre lui. Les grands écrivains, Victor Hugo, Michelet, George Sand, qui lui étaient hostiles depuis de longues années, n'étaient plus isolés. Des savants : Berthelot, Robin, Paul Bert, et les naturalistes que les travaux de Darwin amenaient au transformisme ; des exégètes et des philologues : Renan, E. Havet, Littré ; des philosophes et des critiques : Taine, Sainte-Beuve, Renouvier, Larroque, Schérer, prenaient position contre le catholicisme avec une netteté qui s'opposait aux tendances conciliantes de Cousin et de son école. Certains d'entre eux écrivaient dans les journaux (2) ; de plus, les grandes revues leur étaient ouvertes : La Revue des Deux Mondes (3), la Revue de Paris (4) ; ils avaient pris pied à l'Institut bien que l'opposition de Dupanloup y eût ralenti leurs progrès (5).

Certains de ces intellectuels irréligieux étaient républicains, mais la plupart d'entre eux étaient en bons rapports avec le prince

(1) Le principal ouvrage est : G. Weill : *Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle*.

(2) Notamment dans le Journal des Débats et dans le Temps. Les Nouveaux Lundis de Sainte-Beuve paraissaient dans le Constitutionnel.

(3) Cependant l'article de Havet sur la *Vie de Jésus* de Renan (août 1863), scandalisa une partie des abonnés. La Revue des Deux Mondes, très peu favorable à l'Église jusqu'en 1867 se rapprocha ensuite des catholiques libéraux. (*Un siècle de vie française à la Revue des Deux Mondes : Le Livre du centenaire*, 1929, in-8° : Goyau : *Les questions religieuses*).

(4) D'autres revues se consacraient principalement au libre examen des questions religieuses : la Revue germanique depuis 1858, et, à partir de 1866, la Libre conscience et la Morale indépendante.

(5) En 1864, il fit refuser un prix à l'*Histoire de la littérature anglaise* de Taine.

Napoléon et la princesse Mathilde : vis-à-vis d'eux, le gouvernement était hésitant. Tout en blâmant publiquement la *Vie de Jésus* de Renan et en prononçant peu après sa révocation, il avait reconnu que des poursuites judiciaires étaient impossibles. La même décision fut prise en mars 1865 vis-à-vis des livres de P. Larroque : l'*Examen des doctrines de la religion chrétienne* et la *Rénovation religieuse*, dont l'entrée en France avait été interdite lors de leur publication, à la fin de 1859. Dès la fin de février 1860, l'administration, tout en continuant à en interdire la vente publique, avait permis qu'ils fussent expédiés sous bande de Bruxelles à des particuliers. Ils furent impunément réimprimés à Paris en 1864 et 1865 (1). Au début de 1865, Napoléon III, irrité par le *Syllabus*, nomma Sainte-Beuve au Sénat ; le 20 mai, il ordonna à Randon, qui, obéissant à des influences cléricales, avait remplacé Taine dans ses fonctions d'examineur à Saint-Cyr, de lui rendre son poste (2). Après la disgrâce du prince Napoléon, principal patron des écrivains libres penseurs, le gouvernement impérial leur fut moins favorable, mais ne chercha pas à les empêcher d'exprimer librement leurs idées.

Les adversaires de l'Église disposaient de puissants moyens de propagande. Les principaux journaux parisiens étaient toujours hostiles au clergé (3). Si la Presse, déchue de son ancienne importance était devenue officieuse, et, à partir de 1866, plutôt favorable à l'Église, le *Siècle* restait de beaucoup le premier journal de France. Plus hardi qu'autrefois, il continuait cependant à se placer sur le terrain du gallicanisme ou du libéralisme plutôt que de l'irréligion. Il critiquait l'Église dans toute son organisation et dans tous ses actes, mais en ne prétendant combattre que les abus du cléricanisme et de l'ultramontanisme. Havin, dans la

(1) BB¹⁸ 1.707.

(2) Voir H. Taine. *Sa vie et sa correspondance*, t. II, et les *Mémoires du maréchal Randon* qui donnent à l'incident la date erronée de 1863. Taine avait été nommé le 28 octobre 1864 professeur à l'École des Beaux-Arts, malgré les protestations de Paris. (Voir Guillemin : *P.-L. Paris*.)

(3) F¹⁸ 295. Tirage pendant le premier semestre de 1866.

Siècle	44.000	Journal des Villes et des Cam-	
Opinion Nationale	13.650	pagnes	3.600
Temps	9.600	France	9.800
Avenir National	7.050	Correspondant (mensuel)...	4.800
Journal des Débats	9.650	Moniteur	19.600
Monde édition (quotidienne	3.900	Constitutionnel	11.732
semi-quot..	5.350	Patrie	15.000
Union	7.600	Pays	3.300
Gazette de France	6.030	Liberté	20.000
Presse	10.000		

Manche, entretenait des relations très courtoises avec l'évêque gallican de Coutances, Bravard (1). Les trois anciens collaborateurs de Girardin qui dirigeaient les autres grands journaux de gauche, étaient par contre ouvertement libres penseurs et attachaient aux questions religieuses une très grande importance. Le saint-simonien Guérault, d'origine catholique, faisait dans l'Opinion Nationale une large place aux rubriques anticléricales, dirigées par Sauvestre (2). Le directeur du Temps, Nefftzer, ancien élève de la faculté de théologie protestante de Strasbourg, et son collaborateur Schérer, ancien pasteur, étaient libres penseurs aussi ouvertement que Guérault, mais il gardaient quelque sympathie pour le christianisme. Bien qu'ils fussent hostiles au cléricalisme, ils avaient conseillé en 1863 l'alliance avec les cléricaux. Alphonse Peyrat, qui avait condamné cette tactique, était lui aussi libre penseur et d'origine protestante, mais beaucoup plus hostile à l'Église. Il obtint en octobre 1864, l'autorisation de fonder un journal, l'Avenir National, où il fit la guerre au catholicisme et au cléricalisme (3).

Dupanloup, dans sa brochure *La convention du 15 septembre et l'encyclique du 8 décembre*, classait encore comme hostiles à l'Église les deux principaux journaux officieux, la Patrie et le Constitutionnel, et aussi le Journal des Débats. Celui-ci l'était beaucoup moins qu'autrefois, mais il avait vivement critiqué le *Syllabus*. Dupanloup faisait en outre remarquer que le gouvernement impérial avait autorisé depuis 1859 trois grands journaux anticléricaux : l'Opinion Nationale, le Temps et l'Avenir National, tandis qu'il avait supprimé l'Univers, contribué à la disparition de l'Ami de la Religion, et n'avait autorisé qu'un seul journal favorable à l'Église, sans lui être entièrement dévoué : la France.

En effet le gouvernement repoussait invariablement les démarches que faisait de temps à autre Veuillot pour être autorisé à créer un autre journal (4). Le Monde étant acquis à l'ultra-

(1) Léon Deries : *Un député et un évêque, Léonor Havin et Mgr Bravard*, s. d., in-8°.

(2) Voir les ouvrages de Sauvestre, formés en grande partie d'articles publiés dans l'Opinion Nationale : *Le parti dévot* (1863), *Les congrégations religieuses* (1867), *Instructions secrètes des Jésuites*, etc. Léon Richer, autre collaborateur de l'Opinion Nationale, a publié ses articles en 1868, sous le titre : « *Lettres d'un libre penseur à un curé de campagne* », avec préface de Guérault.

(3) F¹⁸ 319. Dossier de l'Avenir National.

(4) AB XIX 173. Évêque d'Arras. Parisis écrivit à Napoléon III, le 10 mai 1864 à ce sujet. Il évaluait à 140.000 le tirage des journaux hostiles à l'Église, « 140.000 feuilles antichrétiennes lancées chaque jour dans la France et à qui l'on peut sans exagération attribuer plus de 1.000.000 de lecteurs surtout à l'aide des

montanisme, les gallicans soutenus par le gouvernement d'une part, et les catholiques libéraux opposants, de l'autre, cherchaient à prendre la direction du seul autre journal catholique, le *Journal des Villes et des Campagnes*, semi-quotidien, modéré en religion comme en politique (1). Son propriétaire ayant refusé de s'entendre avec Maret (décembre 1864), le gouvernement ne lui accorda pas, malgré les recommandations de Drouyn de Lhuys l'autorisation de paraître tous les jours, de crainte qu'il ne devint l'organe des catholiques libéraux (2).

En province la situation était très différente (3). Plus des quatre cinquièmes des journaux subissaient l'influence de l'administration. Leurs tendances religieuses étaient d'ailleurs assez

cafés, cabarets, cabinets de lecture ». Le Monde, seul « exclusivement catholique, ne va que chez les prêtres et les familles très pieuses » et n'est pas lu « par ceux qui en auraient le plus besoin. Quand Veuillot rédigeait l'Univers, le journal pénétrait dans les cafés et se vendait aux gares de chemin de fer ».

(1) Il avait cependant été averti le 7 juin 1864 pour un article hostile aux universitaires.

(2) F¹⁸ 372.

(3) F¹⁸ 295 : L'administration de la presse comptait au 1^{er} janvier 1867, sur 272 journaux politiques de province, 222 journaux gouvernementaux et 50 opposants, dont 24 légitimistes, 8 orléanistes, 10 libéraux, 8 « démocratiques et républicains ». Dans cette note, les noms des journaux « les plus importants et les plus hostiles sont soulignés ». Le nombre des abonnés que j'indique, pour certains, entre parenthèses, est tiré des enquêtes faites de 1860 à 1864, par Gallix (F¹⁸ 297).

Légitimistes : Le Mémorial de l'Allier; le Journal de l'Aveyron; la *Gazette du Midi* (Marseille); l'Ordre et la Liberté (Caen, 1.300); La Foi Bretonne (Saint-Brieuc, 390); l'Union Franc-comtoise; l'Océan (Brest 720); la *Guienne* (Bordeaux 930); le *Journal de Rennes* (1.500); La France Centrale (Blois); *L'Espérance du peuple* (Nantes, 1.500); *L'Union de l'Ouest* (Angers); L'Indépendant de l'Ouest (Laval, 650); L'Espérance de Nancy (1.350); Le Vœu National (Metz, 1.100); le Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais (Lille, 1.700); le Courrier Douaisien (400); L'Écho de la Frontière (Valenciennes, 500); L'Émancipateur de Cambrai; l'Alsacien (600); la Chronique de l'Ouest (Le Mans, 1.050); le Courrier des Alpes (Chambéry, 1.200); le *Courrier de la Vienne* - le Senonais.

Orléanistes : l'Aube; le *Courrier de la Gironde*; l'*Impartial Dauphinois* (Grenoble, clérICAL); le *Journal de la Meurthe et des Vosges* (Nancy, 1.500; neutre en matière religieuse); l'Indépendant de la Moselle, le Courrier de Lyon (4.400, clérICAL); l'Union de la Sarthe (2.000, clérICAL); la Constitution d'Auxerre.

Libéraux : le *Sémaphore* (Marseille); le Courrier de La Rochelle; l'Union Bourguignonne; la Vigie de Cherbourg; l'Impartial de l'Est (Nancy, 3.000, anticlérICAL); le Courrier de la Moselle (Metz, 2.000; anticlérICAL); le *Courrier du Bas-Rhin* (protestant); le Messager de la Sarthe, le *Journal du Havre* (3.000, anticlérICAL); le Journal de Toulouse.

Démocrates : l'Indépendant de la Charente-Inférieure (1.100); le Journal de Beaune, la *Gironde* (5.900), le *Phare de la Loire* (Nantes, 1.800); l'Écho du Nord (Lille, 1.200); le Progrès de Lyon (1.500, en relations avec les cléricaux); le *Journal de Rouen* (3.600); le Mémorial des Deux-Sèvres (400, souvent allié aux cléricaux).

Sur les journaux gouvernementaux, l'administration de la presse comptait neuf opposants intermittents, dont trois cléricaux : l'Opinion du Midi (Nîmes); l'Union de la Haute-Marne (1.100); le Journal de l'arrondissement du Havre (1.000).

diverses. Les journaux opposants étaient en général les plus importants. Bien que le gouvernement eût supprimé la Gazette de Lyon en 1860, et autorisé la fondation de plusieurs journaux libéraux ou républicains, l'inégalité créée par la répression de 1851, qui n'avait guère laissé subsister que des journaux légitimistes et cléricaux, n'était pas encore effacée. La presse légitimiste de province à laquelle les « correspondances » donnaient une certaine cohésion (1), restait une force importante au service de l'Église. En outre plusieurs journaux orléanistes étaient cléricaux. Malgré leur fort tirage, les quelques journaux anticléricaux, républicains ou libéraux, se seraient trouvés en état d'infériorité, si la presse de Paris n'avait pas largement pénétré en province.

Les adversaires du clergé, qui avaient depuis longtemps leurs journaux, eurent à la fin de l'Empire leurs associations. La franc-maçonnerie continuait à bénéficier de la tolérance bienveillante du gouvernement. Elle avait recouvré le droit de libre élection. Magnan étant mort en mai 1865 (2), elle élut un nouveau grand maître, le général Mellinet, sénateur, dévoué au gouvernement, et qui la patronna auprès de lui (3). Pie IX, dans son allocution du 25 septembre 1865, renouvela les condamnations déjà portées par le Saint-Siège contre la franc-maçonnerie, mais le clergé ne le suivit qu'assez mollement dans cette campagne. Un certain nombre d'évêques attaquèrent la franc-maçonnerie dans leurs mandements, et quelques-uns prirent des mesures contre les francs-maçons, mais elles furent peu appliquées (4). Quatre ans plus tard, des prêtres de la Guadeloupe ayant refusé de célébrer les mariages de francs-maçons, le ministre des Cultes

(1) L'ancien rédacteur de l'Ami de la Religion, Lavedan, avait organisé avec d'autres publicistes, de Saint-Chéron et Clairbois, une « Correspondance », c'est-à-dire qu'ils rédigeaient à Paris des articles politiques, et les adressaient à tous les journaux légitimistes et cléricaux de province. Le gouvernement les fit condamner pour avoir publié sans autorisation un écrit politique périodique (17 mars 1864). Ce jugement, confirmé en appel, fut invalidé par la Cour de Cassation. La « correspondance Clairbois » continua à renforcer et à coordonner l'action de la presse légitimiste de province. (T. Delord : *Histoire du Second Empire*.)

(2) Voir chap. XXIV, § 1.

(3) Le Journal de Senlis ayant publié les soi-disant révélations d'un ancien franc-maçon contre la franc-maçonnerie, Mellinet se plaignit à Baroche et à La Valette (janvier 1866). Le Journal de Senlis reconnut qu'il avait été dupé par un escroc. (BB¹⁸ 1.726.) En janvier 1868, Mellinet se plaignit vivement à Baroche des attaques dirigées contre la franc-maçonnerie par l'archiprêtre de Dax (BB¹⁸ 1.760).

(4) L'évêque d'Autun, Marguerie, interdit de placer les insignes maçonniques sur les catafalques et d'admettre les francs-maçons comme parrains. Le préfet de police signala ce mandement à Baroche comme pouvant « devenir une cause de récriminations qui prendraient peut-être un caractère regrettable » (29 mars 1866). Baroche

put écrire au ministre de la Marine : « Grâce à la tolérance de l'épiscopat français, et aux sages conseils qu'il a adressés au clergé après l'allocution consistoriale du 25 septembre 1865... aucun incident analogue à celui qui s'est produit à la Guadeloupe n'a été jusqu'ici signalé au ministre des Cultes. Les instructions formulées à cette époque par plusieurs évêques avaient surtout un caractère comminatoire en ce qui touche l'administration des sacrements ; elles étaient plus explicites relativement à la prohibition des symboles maçonniques dans les cérémonies religieuses. » (1) Cette indifférence du clergé s'explique, parce que la franc-maçonnerie avait été jusqu'alors peu active (2). Mais elle devenait de plus en plus un centre d'action contre le clergé. L'allocution même de Pie IX et les polémiques auxquelles elle donna lieu contribuèrent à hâter cette évolution. Beaucoup de maçons étaient même républicains et libres penseurs (3) et trouvaient dans les loges un terrain favorable à leur propagande, bien qu'elle fût désapprouvée par les chefs de l'ordre (4).

Un franc-maçon républicain, Jean Macé (5), créa en 1866 la Ligue de l'enseignement, destinée à défendre et à propager l'enseignement laïque. L'Opinion Nationale publia le 31 octobre et le 15 novembre les premiers appels de Macé : « Je sais bien quel sera l'ennemi de notre Ligue de l'enseignement là où elle cherchera à s'organiser : ce ne sera pas le gouvernement. Je fais appel à tous ceux qui conçoivent la ligue comme un terrain neutre politiquement et religieusement parlant. » Guérault, Sainte-Beuve,

répondit que ces prescriptions étaient regrettables, mais que le gouvernement ne pouvait intervenir en pareille matière. (F¹² 5.607.)

Dans le même diocèse, l'aumônier du lycée de Mâcon avait publié après l'allocution de Pie IX une brochure anonyme contre la franc-maçonnerie. Le vénérable de la loge de Mâcon, professeur de philosophie au lycée, répondit par une brochure également anonyme, et très hostile au catholicisme. L'aumônier fut blâmé par l'évêque, et le préfet se plaignit du professeur. (F¹² III Saône-et-Loire 13, décembre 1865 ; voir F¹² III Dordogne 11, 16 août 1868, et 21 avril 1869.)

(1) F¹² 5.507, 28 octobre 1869.

(2) Sartiges disait à Pie IX à propos des obsèques de Magnan (voir chap. XXIV, § 1) « que la franc-maçonnerie n'était plus aujourd'hui qu'une association de charité et de bonne chère, qu'avec les assemblées publiques et la presse, elle avait perdu son caractère conspirateur ». (21 juin 1865, Correspondance diplomatique.)

(3) Le Monde Maçonnique était leur organe. Au convent de 1865, leur chef, Massol, fondateur de la Morale Indépendante, tenta de faire supprimer des statuts l'adhésion obligatoire à l'existence de Dieu. Il échoua, mais put faire spécifier que la maçonnerie respectait la liberté de conscience et n'excluait personne pour ses opinions. Le Siècle approuva la fidélité du Grand Orient au déisme.

(4) En janvier 1867, le général Mellinet suspendit la loge, l'Avenir, dont le vénérable était Pelletan, parce qu'elle cherchait à répandre la pratique des enterrements civils.

(5) Voir bibliographie : Instruction Publique.

Havin, Glais-Bizoin, furent les principaux patrons du cercle de Paris. Les cercles de province furent aussi formés de républicains et de bonapartistes anticléricaux. La ligue fut chaudement recommandée par le Monde Maçonique ; quelques loges y adhèrent, ainsi que beaucoup de maçons isolés. L'administration fut généralement bienveillante pour la ligue.

L'irréligion d'un Sainte-Beuve, d'un Taine, d'un Renan, s'accompagnait d'opinions politiques et sociales conservatrices. Le mouvement anticléricale s'accommodait, dans la franc-maçonnerie, du patronage officiel ; dans la Ligue de l'enseignement, il se déclarait politiquement neutre. Dans la presse, il était surtout représenté par les journaux républicains, mais l'Opinion Nationale, et même le Siècle, n'étaient pas irréductiblement hostiles au gouvernement, et les autres journaux ne le combattaient que par les moyens légaux. Au contraire, un mouvement révolutionnaire violent se développait à cette époque, dont l'hostilité ardente contre la religion était une des principales caractéristiques. Il avait son centre au quartier latin. Les étudiants en droit et en médecine (1), les professeurs et les répétiteurs des institutions libres laïques étaient en grande majorité républicains et libres penseurs. La discipline tracassière des lycées, les pratiques religieuses qui y étaient obligatoires leur avaient été odieuses. Ils souffraient du manque de liberté et haïssaient les deux autorités qui opprimaient la vie politique et intellectuelle du pays, le gouvernement impérial et le clergé. Ils admiraient la Révolution française jusque dans ses violences, et surtout dans ses luttes contre le catholicisme. Ils n'étaient pas seulement hostiles à l'Église catholique, mais à toutes les religions et au sentiment religieux ; la plupart d'entre eux étaient athées ; beaucoup étaient matérialistes.

Les plus actifs créèrent des feuilles périodiques non cautionnées, qui ne pouvaient par conséquent traiter de politique, mais qui attaquaient l'Église et l'ordre social. Ils lisaient des livres violemment hostiles au clergé, spécialité qu'avaient adoptée quelques éditeurs. Ils assistaient aux enterrements civils ; ceux de Proudhon et de Bixio furent, en 1865, les plus remarquables ; encore rares ils devenaient cependant peu à peu moins exceptionnels à Paris et même en province ; chacun d'eux avait encore la valeur d'une manifestation. Comme en Belgique, des associations

(1) Un agrégé de la faculté de médecine, Alfred Naquet, était un de leurs chefs les plus actifs. (F¹⁷ 12.429 ; note de la préfecture de police, 24 juillet 1867.)

de « solidaires » se formèrent, dont les membres s'engageaient à se faire enterrer sans cérémonie religieuse. Ces libres penseurs intransigeants condamnaient comme d'indignes transactions le catholicisme libéral et le gallicanisme au nom desquels le Siècle et beaucoup d'anticléricaux modérés combattaient l'ultramontanisme. Le préfet de police remarquait, au sujet d'un roman de R. Halt (1), dont le héros était un prêtre qui sortait de l'Église : « Le signe caractéristique de cette publication et ce qui la distingue des précédentes du même genre (2), c'est une hostilité déclarée envers le clergé gallican et libéral qui jusqu'ici semblait avoir été plus ménagé que le clergé ultramontain. » (3)

Le gouvernement s'inquiétait de cet anticléricanisme radical et cherchait à le réprimer, surtout quand il était associé à des doctrines révolutionnaires. Le 14 juillet 1865, un libraire, Valette, fut condamné à trois mois de prison pour avoir publié une brochure intitulée : *Le clergé au pilori* (4). Le 19 août, le journal des blanquistes, *Candide*, fut supprimé pour outrage à la morale publique et religieuse, et pour avoir traité de politique (5). La manifestation la plus remarquée d'anticléricanisme révolution-

(1) *Une cure du Dr Pontalais*, par R. Halt. Halt était le pseudonyme d'un ancien séminariste, Louis Vien, agrégé des lettres, professeur libre à Paris, collaborateur de la Revue de Paris et de la Revue de l'instruction publique ; Vien était républicain.

(2) Allusion au *Maudit*, roman publié en 1864, par « l'abbé X... », qui montrait à quelle misère l'hostilité de la société réduisait les prêtres sortis de l'Église. Ce livre, bien que très modéré dans la forme, causa un scandale, et fut mis à l'Index le 15 mars 1864. Son auteur publia plusieurs autres livres du même genre : *La Religieuse* (1864), *Le Jésuite* (1865), *Le Curé de campagne* (1867). Le procureur général de Paris écrivait au sujet de ce dernier : « Bien qu'inspiré, comme toutes les autres œuvres du même auteur, par les tendances les plus fâcheuses, et par l'idée systématique de discréditer le catholicisme et le clergé, ce nouvel ouvrage ne me paraît pas plus que ceux qui l'ont précédé susceptible d'être incriminé. » (6 septembre 1867, BB¹⁸ 1.755.) Le même auteur publia, en réponse aux « *Odeurs de Paris* », de Louis Veuillot, les « *Odeurs ultramontaines* », livre que le procureur général ne trouvait « ni sans valeur, ni sans importance ». (27 juillet 1867, BB¹⁸ 1.752.) Il semble bien que l'auteur de ces livres soit J.-H. Michon, polémiste gallican, depuis longtemps très suspect aux orthodoxes, mais à qui l'archevêque de Paris n'avait pas retiré ses pouvoirs sacerdotaux. (Voir la *Correspondance du cardinal Pie et de Myr Cousseau*.)

(3) 25 octobre 1865, BB¹⁸ 1.723. Le livre de Halt ne fut d'ailleurs pas jugé délictueux.

(4) BB¹⁸ 1.708.

(5) La même question se posait dans l'autre camp pour les semaines religieuses, qui n'étaient pas cautionnées. Celle de Nevers dut cesser en janvier 1865 la publication d'articles sur le gallicanisme qui touchaient à la politique (BB¹⁸ 1.707) ; celle d'Angoulême reçut un ordre analogue (BB¹⁸ 1.740). Celle de Rodez fut poursuivie pour le même motif après plusieurs avertissements officieux. Sous la pression de l'évêque, elle fut acquittée en première instance, mais sur appel formé par le procureur général, elle fut supprimée, et le gérant fut condamné à un mois de prison (novembre 1866) (BB¹⁸ 1.709).

naire se produisit en octobre 1865. Un congrès international d'étudiants s'ouvrit à Liège le 29 octobre. Quelques Français s'y rendirent et attaquaient violemment l'Église et l'Empire. A leur retour, ils furent traduits devant le conseil académique qui les exclut à jamais de l'université de Paris (sauf un) et pour deux ans de toutes les universités de France (décembre) (1). Leurs camarades, mécontents, firent du tapage aux cours des professeurs qui avaient siégé au conseil (décembre). Le 29 décembre, un ouvrage posthume de Proudhon, les *Évangiles annotés*, fut saisi pour outrage aux religions reconnues par l'État ; l'éditeur, Lacroix, fut condamné à un an, et l'imprimeur à trois mois de prison (2). A *Candide* avaient succédé le *Courrier Français*, et, en 1866, *La Libre Pensée*, dirigée par un ancien interne et un étudiant en médecine, Regnard, « un des directeurs du congrès de Liège ». Elle fut à son tour condamnée (3) le 20 mars 1867, mais continua à paraître sous le nom de la *Pensée Nouvelle*. Dans le procès dit du café de la Renaissance, dirigé contre les blanquistes (4), l'accusation leur fit notamment grief de leur propagande anticatholique (5). Mais ces poursuites ne réussirent pas à arrêter le mouvement révolutionnaire d'athéisme et d'anticléricalisme, qui persista jusqu'à la fin de l'Empire, et dont les conséquences devaient se manifester pendant la Commune.

Il n'intéressait d'ailleurs que des milieux très restreints. Ni les grands journaux anticléricaux, ni les députés de la gauche n'approuvaient les violences antireligieuses de la jeunesse des

(1) 5 appartenaient à la faculté de médecine, 2 à celle de droit.

(2) Un éditeur condamné en 1852 à cinq ans de prison pour outrage à la morale publique et religieuse et qui s'était enfui à l'étranger, Maurice de La Chastre, rentra en France, dès qu'il fut couvert par la prescription et reprit « immédiatement son œuvre de détestable propagande ». Le procureur général, tout en constatant le caractère délicieux de certaines de ses publications jugea cependant des poursuites inopportunes. (15 mai 1866, BB¹⁸ 1.732.)

(3) BB¹⁸ 1.746 et 1.752. Le procureur général retint notamment un article de Regnard sur Veillot (20 janvier 1867) : « Celui-là, au moins, a le courage de ses opinions. C'est le seul représentant sérieux du catholicisme... Pas d'infamie, pas de bassesse, de massacre ou d'autodafé qu'il ne revendique ou ne glorifie. Ah ! comme il vous envoie promener le Dieu de paix et de miséricorde ! et comme il a raison ! sachant bien que l'ignorance ou l'imbécillité ont pu seules, associer des termes aussi incompatibles. » Des journaux de tendances analogues furent fondés dans quelques grandes villes : notamment le *Père Tranquille*, à Marseille, dont l'imprimeur fut condamné à un mois, et l'éditeur à trois mois de prison en septembre 1866 (BB¹⁸ 1.734) ; le *Capitole*, de Toulouse, dont le gérant et l'imprimeur furent condamnés en juillet 1866. (BB¹⁸ 1.736.)

(4) Les blanquistes avaient participé en 1866 au premier congrès de l'Internationale, mais ils ne s'étaient pas entendus avec les ouvriers qu'ils trouvaient trop modérés. Au banquet final, le nom de Garibaldi avait été acclamé.

(5) *Gazette des Tribunaux*, 7 et 8 janvier 1867.

écoles. Le Siècle trouva regrettables les discours prononcés à Liège par les étudiants français, tout en demandant qu'ils fussent traités avec indulgence. Jules Favre (1), Havin, Jules Simon et Guérout lui-même professaient du respect pour le christianisme et pour le sentiment religieux. Mais les violences d'une infime minorité d'extrémistes inquiétaient tous les conservateurs et les confirmaient dans l'opinion que les religions sont un élément de conservation sociale. Elles furent exploitées par les catholiques contre l'irréligion et l'anticléricisme sous leurs formes les plus modérées, contre le gouvernement impérial qu'ils accusaient de faiblesse ou de complicité, et surtout contre Duruy et l'Université.

Dupanloup fut une fois de plus le principal champion de l'Église devant l'opinion. Il publia en octobre 1866 une lettre pastorale sur « *Les malheurs et les signes des temps* » où il interprétait les calamités : guerre, choléra, inondations, qui venaient de ravager l'Europe, comme des châtiments que lui avaient attiré les progrès de l'irréligion et les atteintes portées au pouvoir temporel du pape. Ce mandement fut comme le « manifeste des alarmistes » (2). L'opinion publique, après Sadowa, était inquiète et pessimiste. Dupanloup, très habilement, lui représentait l'anticléricisme comme la cause des malheurs et des dangers dont elle se préoccupait. L'attaque, dirigée contre les révolutionnaires, atteignait indirectement le gouvernement. Dupanloup publia peu après une brochure : « *L'athéisme et le péril social* », et reçut pour ses deux écrits les félicitations de Pie IX. Le clergé, si divisé à d'autres égards, était unanime sur ce point. Comme lors de l'affaire Renan, Darboy saisit cette occasion, rare pour lui, d'agir en plein accord avec l'Église, et publia en janvier 1867 un mandement de carême contre la libre pensée.

(1) Jules Favre posa en 1867 sa candidature à l'Académie française, au siège de Cousin, qui venait de mourir sans être rentré dans l'Église (Mérimee : *Lettres à M. Panizzi*). Le Siècle approuva Jules Favre. L'Avenir National lui reprocha de briguer les suffrages d'une assemblée hostile à la démocratie, et où siégeaient de nombreux cléricaux. Jules Favre fut élu le 2 mai par une coalition hostile à l'Empire dont faisaient partie les cléricaux, et qui assura le même jour l'élection de Gratry. Thiers écrivit à Jules Favre : « Les catholiques ont été pleins de zèle ; M. de Montalembert s'est fait porter à l'Académie, M. de Falloux a raffermi ceux de ses amis qui fléchissaient... Vous et M. Gratry avez eu 18 voix contre 11, 5 et 2. » (Maurice Reclus : *Jules Favre*.)

(2) Darimon : *Le Tiers Parti* (14 octobre 1866). Plusieurs autres évêques, notamment Pie et Plantier, donnèrent des inondations la même interprétation que Dupanloup.

II. — *Duruy, l'Instruction Publique et le clergé* (1)

Après l'échec de son projet sur l'enseignement primaire gratuite et obligatoire, Duruy n'eut pas, en 1865, de conflit grave avec le clergé. Mais l'impulsion vigoureuse qu'il donnait à l'enseignement public sous toutes ses formes suscitait dans l'Église une méfiance et une hostilité croissantes : « ... Les cléricaux sentent que je leur dispute énergiquement la jeunesse », écrivait-il (2).

Le 12 juillet, il remplaça au Conseil impérial de l'Instruction Publique l'évêque de Quimper, Sergent, par le nouvel évêque de Châlons, Meignan, beaucoup plus libéral et plus dévoué au gouvernement. Sergent et Parisis se plaignirent vainement (3). C'était la première fois que le gouvernement évinçait un évêque du Conseil impérial de l'Instruction Publique. Parisis y était désormais isolé, ses quatre collègues, Darboy, Dubreuil, Landriot (4) et Meignan, étant libéraux et très dévoués au gouvernement. Leur ami Lavigerie remplaça Parisis lorsqu'il mourut le 5 mars 1866.

N'ayant pu faire approuver en 1863 son projet sur la liberté de l'enseignement supérieur, Duruy fit un pas dans cette voie en autorisant des conférences et des cours libres ; ils prirent en 1865 un grand développement. Beaucoup d'intellectuels libres penseurs furent autorisés à en donner ; des conférences eurent même lieu au Grand Orient. Ces cours étaient très surveillés et aucune attaque contre l'Église n'y eût été tolérée, mais ils

(1) Dans la série F¹², les rapports politiques des recteurs cessent vers 1865. Voir surtout l'enquête sur l'enseignement secondaire (F¹² 9.979-9.985) et les rapports trimestriels des préfets (F¹² 7.504). Dans la série F¹³, voir surtout F¹³ 3.972, et, dans la série de la police des Cultes : F¹³ 5.768 Sabathez, 5.769 Samadet, 5.776 Courant et Dessais, 5.781 Cluny, 5.792 Souday, 5.796 Mingassou, 5.798 Ghyselinck et Hazebrouck, 5.809 Bernay, 5.811 Remollon, 5.819 A. Commequiers, 5.823 Demougeot, 5.832 Coueron, 5.847 Lacroix, 5.851 Campel, 5.853 Soulenq, 5.855 Daniel, 5.858 Domèvre, 5.860 Sainte-Gauburge, 5.868 Chazelles.

Les procureurs généraux furent invités en 1865 à traiter des questions d'enseignement dans leurs rapports trimestriels (BB³⁰ 370-388). La table des matières de la série BB¹³ permet d'y retrouver les conflits relatifs à l'Instruction publique, assez nombreux à cette époque.

Dans la série F¹⁶ III, voir notamment : F¹⁶ III Ille-et-Vilaine 13 (1866), Lozère 9 (1864-66), Maine-et-Loire 8 (1867), Sarthe 7 (1867), Somme 7 et 11 (1867).

(2) Le 7 septembre 1865, à La Valette (Victor Duruy : *Notes et souvenirs*).

(3) Téphany : *Vie de Mgr Sergent* ; Guillemant : *P.-L. Parisis* ; dans une lettre à Baroche relative à Sergent, Duruy écrit qu'il l'a renvoyé du Conseil impérial parce qu'il y dormait en pleine séance (habitude d'église), ce qui, un jour, amena un petit scandale ». 29 décembre 1867, Baroche 991.

(4) Landriot et Dubreuil avaient remplacé Morlot et Daniel.

n'en mettaient pas moins fin au monopole de la parole dont bénéficiait le clergé depuis quinze ans. L'un des conférenciers, Émile Deschanel, proscrit de décembre, libre penseur et anticlérical militant, écrivit plus tard que ces cours libres avaient créé « la prédication laïque » (1). Telle avait bien été, d'après son rapport du 29 octobre 1863 (2), l'intention de Duruy, et le clergé s'en rendait compte.

Duruy avait ouvert le 16 juillet 1864 une grande enquête sur l'enseignement secondaire public et libre (3). Elle montra que l'enseignement public ne donnait prise à aucune critique au point de vue religieux ou politique. Duruy attachait une grande importance à ce dernier point, car Napoléon III soupçonnait toujours, non sans raison, que l'Université lui restait sourdement hostile. « L'enseignement des écoles libres est-il irréprochable au point de vue de la morale, de la constitution et des lois ? (Article 21 de la loi du 15 mars 1850). Est-il, dans quelques maisons, inspiré, même indirectement, par l'esprit de parti ? » demandait le questionnaire ministériel. Les recteurs et les inspecteurs d'académie, faute d'inspections sérieuses, ne purent répondre sur ce point avec précision, et se bornèrent à constater que l'aristocratie légitimiste restait un des principaux éléments de la clientèle des établissements congréganistes. L'usurpation du titre de collègue devenait plus rare. L'enseignement laïque libre restait stationnaire tandis que l'enseignement public, d'une part, et les institutions ecclésiastiques de l'autre se développaient rapidement. « Ainsi, entre les deux grandes forces collectives de l'État et de l'Église, tend à disparaître, dans l'ordre scolaire, l'action privée des citoyens. » (4) Parmi les institutions ecclésiastiques, les écoles épiscopales étaient presque stationnaires depuis 1854. Au contraire les écoles dirigées par les prêtres séculiers avaient presque doublé leurs effectifs, et celui des institutions congréganistes s'était accru de 80 %. Duruy tira des rapports des recteurs une *Statistique de l'enseignement secondaire en 1865*, qui fut publiée en mars 1868, et qui contenait un éloge discret de l'enseignement public.

Duruy soutint énergiquement l'enseignement public. Il défendit

(1) *Les conférences à Paris et en France*, 1870, in-12.

(2) Voir p. 677.

(3) F¹⁷ 9.979 à 9.985 et *Statistique de l'enseignement secondaire en 1865*, à compléter par l'*Exposé de la situation de l'Empire* de janvier 1869.

(4) Duruy : *Rapport à l'Empereur* (mars 1868). (*Statistique de l'enseignement secondaire*.) Voir p. 581, n. 1.

dit des collèges municipaux combattus par le clergé (1). Il créa une douzaine de collèges nouveaux et érigea 6 collèges en lycées. De 1863 à 1868 l'effectif des collèges s'éleva de 32.282 à 33.593, celui des lycées de 30.069 à 38.001. Duruy ne prit pas de mesures générales pour restreindre l'influence du clergé sur l'enseignement secondaire. Il régla à son détriment quelques cas particuliers. Le collège municipal d'Hazebrouck était depuis longtemps dirigé par un prêtre, l'abbé Dehaene, qui avait fondé en outre deux écoles libres dans l'arrondissement de Dunkerque. L'administration le pressait vainement depuis cinq ans d'abandonner la direction de ces deux écoles, mais n'osait pas prendre de sanctions contre lui, parce qu'il était soutenu par tout le clergé, très puissant en Flandre. Duruy le révoqua le 6 mars 1865 et le remplaça par un autre abbé. Dehaene, suivi dans sa retraite par tous ses professeurs et par une partie de ses élèves, ouvrit à Hazebrouck une école libre. Il fut nommé chanoine honoraire par Régnier. Ses partisans combattirent la liste du maire aux élections municipales de juillet 1865, mais elle fut entièrement réélue (2).

Un pensionnat avait été illégalement ouvert à Dôle pour les élèves de l'institution qu'y dirigeaient les Jésuites. Le recteur de Besançon en requit par la voie judiciaire la fermeture; deux ordonnances de non-lieu furent rendues en première instance et en appel, le caractère scolaire de l'établissement n'ayant pas paru suffisamment établi aux magistrats locaux, très bienveillants pour les Jésuites. Mais le recteur, soutenu par Duruy, obtint gain de cause auprès de la Cour de Cassation (29 mars 1866) (3).

Les Jésuites faisaient état du succès aux grandes écoles d'un certain nombre de leurs élèves. Duruy, remettant à l'empereur le tableau de ces admissions pour l'année 1867, le trouvait « instructif et rassurant. Sur 836 admissions, les maisons ecclésiastiques, malgré leur nombreuse population et leurs richesses, n'en comptent que 127, soit 15 sur 100. Mais ce qui est plus remarquable, c'est qu'elles ne font arriver qu'un très petit nombre de leurs élèves aux écoles d'accès véritablement difficile et d'où sortent les hommes qui exercent de l'influence sur les lettres, les sciences et l'industrie: pas un à l'École Normale, 15 sur 145 à l'École Polytechnique; 22 sur 235 à l'École Centrale... En revanche,

(1) Notamment celui de Lannion pour lequel le gouvernement obtint la protection de l'évêque David; F¹² 5.855, Daniel; F¹⁷ 7.054, Côtes-du-Nord, 2^e trimestre 1866.

(2) F¹² III Nord 16, 23 mars 1865, rapport du sous-préfet d'Hazebrouck; F¹⁷ 9.987, avril 1865; BB¹² 1.717, 28 juillet 1865.

(3) BB¹² 1.732.

les Jésuites ont eu à Saint-Cyr 69 admissions sur 301. Ce succès s'explique par la facilité relative de l'examen, mais surtout parce que les Jésuites ont la clientèle assurée des familles légitimistes qui, par leurs traditions, sont des familles militaires, et par leurs opinions, ne veulent servir qu'à l'armée parce que là, selon elles, on sert l'État et non pas le prince. Il y a eu en effet cette année à Saint-Cyr 82 nobles et 219 roturiers » (1).

Si le rôle du clergé dans l'enseignement secondaire resta sous le ministère de Duruy ce qu'il était précédemment, il n'en fut pas de même pour l'enseignement primaire. Par circulaire du 30 juin 1868, Duruy invita les préfets à lui adresser des rapports trimestriels sur l'Instruction Publique. Ces rapports portent surtout sur l'enseignement primaire (2) et montrent que la situation, identique sur certains points à ce qu'elle était au début du Second Empire, s'était modifiée à d'autres égards au détriment du clergé. Les curés continuaient à ne pas s'intéresser à l'instruction elle-même ; ils restaient étrangers à la vie de l'école. C'était ce qui permettait généralement aux instituteurs laïques, presque tous disposés à témoigner aux curés la déférence voulue, de ne pas entrer en conflit avec eux. La coopération étroite prévue par la loi Falloux n'était nulle part réalisée ; les relations des curés avec les instituteurs étaient en général correctes, mais sans intimité, ni cordialité ; elles portaient surtout sur des détails étrangers à l'enseignement et sans importance réelle, mais qui suscitaient parfois des incidents : la place et la tenue des écoliers dans l'église par exemple. Dans beaucoup de régions, les instituteurs étaient encore chantres ou sacristains ; ce service d'église, souvent gratuit au début du Second Empire, était, vers 1865, généralement rétribué. Malgré la circulaire de Rouland du 26 août 1862, il mettait encore parfois les instituteurs dans une « quasi domesticité » (3) vis-à-vis du clergé.

Les administrations préfectorale et universitaire, sans obtenir des congrégations enseignantes vouées à l'enseignement primaire une docilité parfaite, réussissaient cependant à leur faire respecter les règlements dont elles tenaient autrefois peu de compte. L'inspection universitaire était généralement bien accueillie

(1) 21 novembre 1867 ; Duruy : *Notes et Souvenirs*. Ces résultats furent publiés dans la *Statistique de l'enseignement secondaire en 1865* (mars 1868). Ceux de 1868, plus favorables aux maisons ecclésiastiques, le furent également dans l'*Exposé de la situation de l'Empire*, de janvier 1869.

(2) F¹⁷ 7.504.

(3) F¹⁷ 7.054. Rapport du préfet de la Moselle troisième trimestre 1865.

dans les écoles congréganistes, même dans celles des religieuses cloîtrées ; elle y était considérée comme une marque d'estime et d'intérêt. Seules quelques congrégations de femmes cloîtrées persistaient à refuser aux inspecteurs l'accès de leurs externats qu'elles considéraient comme englobés dans leur clôture. Duruy confirma par circulaire du 27 octobre 1865 l'arrêt du Conseil impérial de l'Instruction Publique, qui, en 1859, s'était prononcé pour l'inspection des externats clôturés. Plusieurs évêques protestèrent. Des réclamations furent adressées à l'impératrice, mais Duruy lui fournit des explications et la circulaire fut maintenue. Quelques congrégations, notamment dans les diocèses de Rennes et de Toulouse, continuèrent d'ailleurs à refuser l'inspection (1).

Le principal rôle du clergé, en matière scolaire, était toujours de pousser les communes à confier leurs écoles aux congréganistes. Créer et faire vivre des écoles congréganistes libres n'était pour lui qu'un demi-succès ou plutôt qu'un moyen de ruiner les écoles laïques et de contraindre les communes à adopter l'enseignement congréganiste. La concurrence entre écoles congréganistes et laïques n'était une situation normale et stable que dans les villes. Dans les campagnes, elle n'était qu'une phase transitoire de conflit violent qui se terminait par la ruine d'une des deux écoles. Le curé préférait toujours un frère à l'instituteur laïque le plus pieux, le plus déférent, le plus docile ; il tenait plus encore à substituer des sœurs aux institutrices laïques. La lutte pour les écoles était vive, générale et continue dans le sud et l'est du Massif, central et dans l'Ouest. Dans le reste de la France, elle se produisait par intermittences, lorsqu'une occasion favorable se présentait pour les congrégations ; le cas était plus fréquent pour les sœurs que pour les frères car l'effectif de ceux-ci était insuffisant. Ces tendances du clergé se manifestaient déjà au début du Second Empire, mais elles se heurtaient depuis 1860 à des résistances de plus en plus fortes.

Les mesures prises par Rouland relativement aux droits des conseils municipaux, à la rétribution scolaire et aux dons et legs, et l'extension de la gratuité dans les écoles laïques, à laquelle Duruy procédait graduellement, entravaient l'essor des congrégations religieuses. Surtout, la situation politique, entièrement favorable au clergé après 1852, s'était modifiée. Dans beaucoup de régions l'administration avait eu besoin, en 1863, du concours

(1) F¹ 44.656, F¹ 3.972.

des instituteurs pour combattre l'opposition cléricale. Duruy rappelait fréquemment les services qu'ils avaient rendus. Il écrivait à Baroche le 23 décembre 1863 : « Les instituteurs laïques, généralement dévoués au gouvernement de l'empereur, ont pris part aux dernières luttes électorales et se sont ainsi mis en opposition avec le clergé ; celui-ci, jaloux de son influence, fait en ce moment des efforts considérables pour créer des écoles libres placées sous sa protection immédiate et destinées à ruiner les écoles publiques. » (1) C'était une tendance que le gouvernement devait combattre. Sans doute les préfets, d'accord avec Duruy, ne faisaient que très rarement usage contre les vœux des conseils municipaux de leur droit souverain de nomination, définitivement établi par le Sénat en 1862. Mais en général (2) ils exerçaient au profit des instituteurs laïques l'influence dont ils disposaient sur les municipalités.

Beaucoup des nombreux cléricaux entrés en 1850 dans l'administration de l'Instruction Publique en avaient été peu à peu éliminés, et, sous l'impulsion de Duruy, elle était devenue ardemment favorable à l'enseignement laïque. Les inspecteurs primaires, notamment, déployèrent en ce sens un zèle qui suscita souvent les plaintes du clergé (3). Au début du Second Empire, un instituteur qui se trouvait en conflit avec son curé était presque toujours sacrifié par ses chefs, quelle que fût l'origine du désaccord. Sous le ministère Duruy, il pouvait compter sur leur appui, s'il était dans son droit et s'il était d'accord avec le maire. Cette seconde condition était souvent réalisée, l'instituteur, dans beaucoup de communes, faisant fonctions de secrétaire de mairie. Mais il restait toujours l'inférieur du curé et lui devait le

(1) F¹⁹ 3.972.

(2) Voir par contre l'intervention du préfet de l'Hérault en faveur des frères de Clermont l'Hérault en 1864, BB¹⁹ 1.702, F¹⁷ 11.656.

(3) L'évêque de Meaux, Allou, écrivait le 16 janvier 1867 à Baroche : « La direction de l'enseignement me paraît laisser beaucoup à désirer dans le département de Seine-et-Marne. L'autorité s'y montre trop indulgente pour les instituteurs ou institutrices qui ne remplissent pas exactement les devoirs que leur impose le règlement des écoles sous le rapport de l'éducation religieuse et de la surveillance à exercer sur les enfants à l'église pendant les offices. Il y en a d'ailleurs qui n'y assistent pas avec la régularité et avec le respect dont ils devraient donner l'exemple. Je ne veux pas suspecter les intentions de MM. les inspecteurs, mais il y a un ensemble de faits qui pourrait faire croire qu'ils sont trop disposés à soutenir des instituteurs dont les discours et la conduite peu chrétienne annoncent une grande indifférence en matière de religion. Il y aurait sous ce rapport quelque chose et même beaucoup à faire dans l'intérêt de nos populations et dans celui du gouvernement et de la société. » F¹⁹ 5.823 Demougeot. Voir aussi F¹⁹ 3.972 Pas-de-Calais (janvier 1868), Vendée (décembre 1861), BB¹⁹ 1.730, A 4 4.536.

respect ; l'appui des autorités universitaires et du maire ne suffisait pas toujours à lui assurer une protection effective, de sorte qu'un conflit avec le curé était toujours pour lui un ennui grave qu'il cherchait généralement à éviter.

D'autre part, l'écrasement du parti républicain et la faveur de l'administration avaient livré en 1852 aux partisans du clergé et notamment aux légitimistes, les municipalités d'un très grand nombre de communes où ils étaient en minorité. Ils perdirent peu à peu ces positions à mesure que l'administration s'éloignait d'eux et que, grâce aux progrès des libertés publiques, les populations élaient des conseil municipaux qui les représentaient plus fidèlement. Cette réaction se fit souvent dans les campagnes en accord avec l'administration. Dans les villes, où elle profita surtout aux républicains, elle entraîna parfois la laïcisation des écoles précédemment confiées aux congrégations, notamment dans le Nord (1) ; en général, elle empêcha seulement les congrégations de faire de nouveaux progrès.

Enfin, alors que les sœurs étaient naguère partout plus populaires que les institutrices laïques, celles-ci, à la fin du Second Empire étaient préférées par les populations dans les régions peu cléricales comme la Côte-d'Or, l'Eure-et-Loir et même la Haute-Savoie. Les anciennes élèves des écoles normales primaires, surtout, étaient reconnues nettement supérieures aux religieuses.

Dans ses efforts pour propager l'enseignement congréganiste, le clergé était donc privé d'une grande partie des concours politiques, administratifs et financiers qu'il rencontrait autrefois. Aussi, les conflits scolaires se multiplièrent-ils, alors qu'au début du Second Empire, le clergé imposait le plus souvent sa volonté sans lutte. Il était ainsi amené à faire de plus en plus usage de ses armes spirituelles, auxquelles il pouvait naguère se dispenser d'avoir recours. Dans des localités où existait une école congréganiste libre, des curés attaquèrent en chaire l'école laïque et son instituteur, obligèrent les élèves à venir au catéchisme sous la direction des congréganistes ou même leur refusèrent absolument la première communion. Parfois la communion fut refusée, non seulement aux élèves de l'école laïque, mais aux parents de ceux-ci. Duruy se plaignit de ces procédés à Baroche, mais, comme le refus de sacrement ne constituait pas un cas d'abus, Baroche ne pouvait qu'intervenir auprès des évêques, et ceux-ci, presque

(1) Voir aussi F¹⁶ III Pyrénées-Orientales 5 (mars 1867).

toujours, soutenaient leurs prêtres. Duruy finit par renoncer à cette méthode. Il écrivit à Baroche le 16 mars 1867 : « L'expérience m'a prouvé qu'en pareil cas les plaintes de ce genre n'ont d'autre résultat que de rendre plus difficile la situation des instituteurs. » (1) Dans certaines régions du Massif central, comme l'Aveyron, et surtout dans les bocages de l'Ouest, le gouvernement était donc impuissant à défendre les écoles laïques contre la pression irrésistible du clergé et des grands propriétaires nobles. L'effectif insuffisant des congrégations religieuses restait une des principales sauvegardes de l'enseignement laïque (2). Mais dans les autres régions, l'appui de l'administration et des populations permit à l'enseignement laïque de résister et de progresser.

Le nombre des écoles publiques conquises ou perdues par les congrégations fut très faible ; les nombreuses écoles publiques nouvelles (3) furent l'enjeu principal de la lutte. Un ancien fonctionnaire du ministère de l'Instruction Publique, favorable au clergé, en a résumé les résultats ainsi : « Quant à la pression exercée de 1863 à 1869 pour imposer la direction laïque dans les maisons d'école dépendant des communes, elle éclate dans l'infime mesure des appels faits aux congréganistes pour les écoles de garçons : 103 pour environ 1.900 établissements nouveaux soit 5 % au lieu de 47 % pendant la période 1850-1863. Les associations religieuses de femmes... regurent 33 % des

(1) F¹⁰ 5.851 (Campel).

(2) Le clergé chercha à y remédier. L'article 25 de la loi du 15 mars 1850 autorisait tout ministre d'un culte reconnu à diriger une école primaire. Dupanloup, par circulaire du 29 janvier 1865, chercha à en tirer parti. Citant le mot de Thiers en 1850 : « Si l'on veut que ce pays-ci se tire d'affaire, il faut que l'école soit faite dans la sacristie », il incitait tous ses prêtres à créer une école libre. « La chose me paraît tellement importante que, dans le cas où elle ne pourrait pas réussir par les moyens ordinaires, si vous avez vous-même le goût, le temps et la force de faire l'école, bien qu'il soit très laborieux de cumuler les fonctions de curé et d'instituteur, je n'hésiterais pas à vous y autoriser, à vous y exhorter. » Mais ni dans le diocèse d'Orléans, ni dans le reste de la France les curés et desservants n'acceptèrent de se faire instituteurs. Le 13 janvier 1864 Baroche écrivait à Duruy qui redoutait ce danger qu'ils en seraient détournés par « une question de dignité ».

Par contre, dans quelques départements, et surtout en Ile-et-Vilaine, quelques vicaires ouvrirent des écoles ; souvent d'ailleurs ils ne les dirigeaient que nominativement et faisaient faire la classe par des maîtres sans brevets. Duruy demanda à Baroche de leur supprimer leur traitement, mais il n'obtint pas toujours satisfaction, car, si Baroche était assez favorable à l'enseignement laïque, ses collaborateurs et surtout Hamille blâmaient l'ardeur de l'administration universitaire et désiraient éviter d'entrer en conflit avec les évêques sur des questions scolaires. Les vicaires instituteurs restèrent d'ailleurs peu nombreux. Ce ne fut jamais qu'un expédient qui permettait au clergé d'attendre qu'il y eût des frères disponibles. F¹⁰ 3.972.

(3) Voir § 3.

nouvelles écoles contre 60 % de 1850 à 1863. Le contraste est ici d'autant plus saisissant que, de 1859 à 1862, le changement d'orientation de la politique impériale avait fait déjà prendre une attitude beaucoup moins favorable aux frères et aux sœurs. » (1)

Cet arrêt de leur expansion dans l'enseignement primaire public fut très sensible aux congrégations, car elles ne pouvaient trouver dans l'enseignement libre qu'une compensation insignifiante : elles ne purent créer qu'un très petit nombre d'écoles libres, celles-ci faisant très difficilement leurs frais. De 1863 à 1867, l'effectif total des écoles congréganistes diminua très légèrement pour les garçons tandis que celui des écoles laïques s'accroissait. Par contre, pour les filles, l'effectif total des écoles congréganistes continua à s'accroître plus rapidement que celui des écoles laïques. Cette évolution, faussée dans les premières années de l'Empire par les avantages exceptionnels dont bénéficiaient les congrégations, correspondait bien au sentiment populaire général tel qu'il avait toujours été : sympathique aux sœurs, défavorable aux frères (2).

Dans les régions où le français n'était pas la langue usuelle, Duruy chercha à le propager et se heurta à la résistance du clergé : en Bretagne, dans le pays basque (3), en Flandre, en

(1) G. Des Cilleuls. *Histoire de l'enseignement primaire libre en France*.

	Écoles publiques				Écoles libres congréganistes	
	Garçons		Filles		Garçons	Filles
	Congréganistes	Laïques	Congréganistes	Laïques		
1850.....	1.227	33.201	5.237	4.178	399	3.449
1863.....	3.038	35.348	8.061	5.998	536	5.771
1867.....	3.084	35.774	8.530	6.569	655	6.036

Nombre total des élèves des écoles de garçons (publiques et libres)

	Total général	Écoles congréganistes	Écoles laïques
1850.....	1.793.667	271.295	1.522.372
1863.....	2.265.756	495.655	1.770.101
1867.....	2.343.781	491.480	1.852.301

Nombre total des élèves des écoles de filles (publiques et libres)

	Total général	Écoles congréganistes	Écoles laïques
1850.....	1.528.756	682.501	846.255
1863.....	2.070.612	1.115.019	955.593
1867.....	2.172.186	1.203.817	968.369

(3) F¹⁷ 7.504. Basses-Pyrénées, 3^e trimestre 1865 : « On remarque avec peine que le clergé continue à enseigner le catéchisme en basque ce qui nuit à la propagation de

Alsace, et en Lorraine allemande, le clergé enseignait le catéchisme dans l'idiome local et exigeait que les instituteurs en fissent également usage pour l'instruction religieuse. Duruy, dans une lettre du 25 août 1866 à Baroche, reprocha cette exigence aux curés flamands (1) et déclara que les règlements obligeaient les instituteurs à donner en français toutes leurs leçons, y compris l'enseignement religieux. Il signala l'hostilité de certains prêtres contre la langue française : « Ces ecclésiastiques se font un cas de conscience de combattre le français comme la langue de l'impiété : « Notre langue flamande, dit l'un d'eux, est un préservatif contre les lectures dangereuses et une sauvegarde contre l'esprit d'indifférence en matière de religion. » Comme le gouvernement, Régnier devait souhaiter que les enfants de son diocèse, au lieu de rester étrangers à la grande famille française, voient s'ouvrir devant eux toutes les carrières dont leur ignorance leur ferme l'accès. Il est triste de penser qu'une partie du Nord de la France se trouve encore, par le langage, en dehors du mouvement qui nous entraîne vers le progrès. » Duruy demandait que Régnier dissuadât ses prêtres de chercher à imposer le flamand comme langue de l'instruction religieuse dans les écoles publiques, et les engageât à favoriser eux-mêmes les progrès du français.

Régnier, au contraire, maintint qu'il appartenait au clergé de décider en quelle langue serait donnée l'instruction religieuse dans les écoles primaires. « Il est de toute nécessité que cet enseignement élémentaire soit donné à l'école dans la langue qui doit le continuer et le développer à l'église. Le catéchisme doit donc être flamand dans toutes les paroisses où la prédication se fait en flamand. » Le catéchisme pouvait de plus être appris dans les deux langues par les enfants qui en étaient capables ; Régnier avait fait imprimer à cette fin, en 1863, une édition du catéchisme flamand avec le français en regard. Il s'était assuré qu'en Alsace et en Bretagne, comme en Flandre, l'enseignement religieux était donné par les instituteurs dans l'idiome local. L'administration avait fait dans le Finistère une tentative pour modifier ce régime et y avait renoncé sur les observations de l'évêque (2).

l'usage du français. » Duruy a noté : « Relever les points du territoire où le clergé exige le catéchisme en patois ou en langue étrangère, afin que j'en écrive aux évêques par le garde des Sceaux. »

(1) F¹⁵ 5.798, Hazebrouck ; Destombes : *Vie du cardinal Régnier*.

(2) Téphany : *Vie de Mgr Sergent*. « Bien qu'il ne parlât pas le breton, il ne négligea rien pour le maintenir et le développer dans son diocèse. »

Régnier comptait donc qu'il serait également maintenu en Flandre. « En fait, ajoutait-il, il est vrai que MM. les curés de la Flandre, comme ceux de la Bretagne et ceux de l'Alsace, regrettent en général et à bon droit que la langue française soit devenue, par l'abus malheureux qu'en fait la mauvaise presse, un moyen de propagande aussi irrégulière qu'immorale », mais il contestait que leur opposition au français fût systématique (23 octobre). Duruy déclara que, « la question étant l'objet d'une étude spéciale », il n'avait « quant à présent aucune observation à faire au sujet de la lettre de Monseigneur de Cambrai. » Il semble avoir renoncé à interdire rigoureusement l'usage du patois dans les écoles publiques.

La question des langues ne continua à être débattue que dans l'Est, où il ne s'agissait pas seulement de l'instruction religieuse, mais de l'enseignement primaire tout entier, qui longtemps y avait surtout été donné en allemand (1). L'administration universitaire cherchait, depuis 1852, et plus encore depuis 1860, à y faire au français une part aussi large que possible. Le résultat de ses efforts dépendit en grande partie des évêques.

A Strasbourg, Raess, de culture germanique, partageait la prédilection de son clergé pour l'allemand. L'instruction religieuse était donnée tout entière en allemand, l'enseignement primaire dans les deux langues, mais surtout en allemand. La campagne contre l'enseignement français, menée notamment dans deux hebdomadaires dirigés par des prêtres, le *Hausfreund* et le *Volksfreund*, se développa surtout à partir de 1867, sous la direction d'un curé de Strasbourg, Cazeaux, qui n'était d'ailleurs pas alsacien. Il publia en février et en mars 1867, des articles où il prenait la défense de l'allemand et se déclarait partisan du bilinguisme (2). Au contraire un député alsacien, Hallez Claparède (3) se prononça au Corps Législatif, le 9 mars 1867, pour la diffusion rapide du français en Alsace. Duruy déclara qu'il en était partisan, mais qu'elle rencontrerait de sérieux obstacles et que d'ailleurs l'administration ne voulait pas extirper l'allemand. L'empereur, qui savait bien l'allemand, prononça

(1) F¹⁷ 8.891, F¹⁸ 1.949. G. May : *La lutte pour le français en Lorraine avant 1870*, Paul Lévy : *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*.

(2) Ces articles parurent dans le *Courrier du Bas-Rhin*, protestant. Les pasteurs étaient encore plus favorables que les curés à l'allemand. Cazeaux réunit ces articles dans une brochure dédiée à Raess : *Essai sur la conservation de la langue allemande*.

(3) Il avait été élu en 1864, grâce à l'appui du clergé, qui se prononça au contraire contre sa candidature en 1869.

à Strasbourg en août 1867 un discours favorable au bilinguisme. Les partisans de la « Muttersprache » exploitèrent ces déclarations de l'empereur et de Duruy. Les résultats de l'enseignement bilingue étaient diversement appréciés. Cazeaux trouvait les progrès du français trop rapides et déclarait en 1869 : « Dans un avenir très prochain la langue allemande se trouvera, de fait, classée parmi les langues vivantes étrangères. » (1) L'inspecteur d'académie de la Moselle, Hanriot, trouvait au contraire qu'on faisait dans les écoles d'Alsace trop peu de place au français : « ... Avec ce programme, on arrive, tout simplement, à ce que les enfants au sortir de l'école parlent non pas le français, mais l'allemand » (2). Les progrès du français paraissent avoir été lents mais réels.

Dans la Meurthe, le français triompha complètement grâce au concours que Darboy, puis Lavigerie prêtèrent à l'autorité académique. Ils obligèrent les sœurs, qui naguère savaient surtout l'allemand, à apprendre et à enseigner le français. Ils brisèrent la résistance des prêtres hostiles à la propagation du français. Les instituteurs ne se servirent de l'allemand que pour faciliter l'enseignement du français.

C'est dans la Moselle que le conflit fut le plus vif. L'évêque, Dupont des Loges, favorable au français, ne voulait pas contrarier son clergé, attaché à l'allemand. L'administration, surtout depuis 1852, s'était « attachée à déraciner autant que possible chez les enfants... le patois allemand, seule langue transmise par les familles » (3). Elle combattait également l'enseignement de l'allemand littéraire, qui, très différent du patois, ne pouvait être considéré comme la langue maternelle des habitants. Après de nombreux conflits, le conseil départemental de l'Instruction Publique établit en mars 1865 un programme qui fut accepté par Dupont des Loges. L'allemand était admis, mais seulement comme moyen d'enseigner le français ; l'instruction religieuse devait être donnée en allemand mais aussi, autant que possible, en français. Cet accord fut souvent violé des deux côtés : les inspecteurs de Thionville et de Sarreguemines cherchèrent à supprimer complètement l'allemand, même pour l'instruction religieuse ; les curés refusèrent d'admettre à la première communion les enfants qui ne savaient le catéchisme qu'en français.

(1) 20 juin 1869, *Lettre publique aux députés alsaciens*. Voir aussi, 20 septembre 1868, *Lettre à M. le préfet du Bas-Rhin*.

(2) 5 avril 1869, Hanriot à Charles Robert, F¹⁷ 8891.

(3) F¹⁹ 1.949, 1^{er} août 1867. Rapport du préfet Odent.

Les populations désiraient la diffusion du français. La municipalité de Malling, notamment, appuyée par le député Stephen Liégeard (1), se plaignit de son desservant, qui refusait la première communion aux enfants parce qu'ils ne savaient que le français. Dupont des Loges, interrogé par Baroche, répondit que les habitants de Malling avaient eu tort de ne faire apprendre que le français à leurs enfants. « Je n'ai pu qu'approuver M. le desservant de Malling de sa résistance à une pareille prétention. Il ne faut pas oublier que, pour les pauvres enfants qui n'entendent parler dans leur famille que la langue allemande, le français est une langue savante. Ce qu'ils peuvent apprendre de cette dernière langue dans les écoles jusqu'à l'âge de la première communion est tout à fait insuffisant à servir d'instrument au prêtre pour leur expliquer et leur apprendre les éléments de la doctrine chrétienne. » (2) Cette interprétation du programme de 1865 eût abouti à consolider indéfiniment l'enseignement de l'allemand. Pour l'administration, il n'était au contraire qu'un moyen de franciser progressivement l'enseignement primaire et l'instruction religieuse : le conflit était irréductible.

III. — *L'Instruction Publique et la libre pensée devant les Chambres*

En 1865, diverses questions relatives à la liberté des cultes et à la liberté de conscience furent débattues au Sénat et au Corps Législatif. La majorité conservatrice des Chambres, inquiétée par le mouvement révolutionnaire, se montra très favorable au clergé (3). Le 15 juin 1865, le Sénat discuta une pétition qui demandait que les prêtres catholiques sortis de l'Église fussent autorisés à se marier s'ils changeaient de religion.

(1) Stephen Liégeard, élu en février 1867, avait été vivement combattu par le clergé (F¹⁰ III Moselle 9.)

(2) 14 octobre 1867, F¹⁰ 1.949. Dupont des Loges ajoutait : « On affecte de n'enseigner aux enfants, ni la lecture allemande, ni le catéchisme allemand, les deux seules choses que je demande et qui ont été prescrites dans tous les règlements. » Il réclamait pour le clergé seul, le droit de décider en quelle langue serait donnée l'instruction religieuse.

(3) Bien que le gouvernement augmentât progressivement le budget des Cultes, chaque année, des députés demandaient et souvent obtenaient des relèvements de crédits, surtout pour les édifices paroissiaux, pour la création de nouvelles succursales et de nouveaux vicariats. On peut remarquer que tous ces amendements déposés par des députés élus intéressaient le bas clergé, tandis que l'épiscopat avait été le principal bénéficiaire des augmentations qui avaient été apportées au budget des Cultes sous l'Empire autoritaire. Voir Versement de la Chambre : 437, 445, 446, 451, 458, 471 ; Corps Législatif, 13 juin 1866, 12 juillet 1867.

La jurisprudence qui les en empêchait avait été rompue par un jugement du tribunal de Périgueux rendu à la suite d'une plaidoirie retentissante de Jules Favre (8 février-31 juillet 1862) (1) et dont l'impératrice s'était inquiétée (2). Le pétitionnaire avait exclu les libres penseurs du bénéfice de la mesure qu'il proposait. Malgré cette précaution, qui prouve que l'on savait combien l'irréligion était mal vue au Sénat, la pétition fut rejetée à l'unanimité.

La question du repos obligatoire les dimanches et jours de fête fut de nouveau posée. Sur la plainte de plusieurs habitants de Sainte-Foy (Gironde), le commissaire de police dressa procès verbal en vertu de la loi du 18 novembre 1814 à un protestant nommé Paris qui chargeait des planches le jour de la Toussaint (novembre 1865). Le commissaire fut blâmé par ses chefs pour cet excès de zèle et dut démissionner. Mais les magistrats, bien que trouvant les poursuites inopportunes, ne purent les arrêter : Paris fut condamné à un franc d'amende et la sentence fut confirmée en appel et en cassation (3) (20 avril 1866). Baroche regretta cet incident qui fut exploité par la presse républicaine. Ernest Picard profita de la discussion du budget des Cultes pour signaler ce jugement contraire aux déclarations par lesquelles le gouvernement avait maintes fois affirmé qu'il observait en pareille matière les prescriptions de l'Église, mais ne voulait pas les faire appliquer de force. Rouher répondit que le gouvernement n'abrogerait pas la loi de 1814, mais l'appliquerait avec beaucoup de mesure. Picard riposta que c'était le régime de l'arbitraire. Le 26 juin, le Sénat délibérant sur des pétitions demandant l'une l'abrogation, l'autre l'application stricte de la loi de 1814, décida comme le Corps Législatif de s'en remettre au gouvernement (4). Celui-ci ne pouvait ni ne voulait faire appliquer la loi, mais il n'osait pas l'abroger de crainte de mécontenter les catholiques.

En 1866 et en 1867, des débats beaucoup plus importants

(1) Gazette des Tribunaux, 23 février 1862 ; Maurice Reclus : *Jules Favre*.

(2) F¹⁹ 5.507. Elle télégraphia à Rouland pour savoir si l'ancien prêtre, Brou de Laurière, avait aussitôt profité du jugement pour se marier ; Rouland répondit qu'il n'y serait pas autorisé tant que la cour d'Agen n'aurait pas statué en appel. Il semble que Brou renonça à se marier et que la cour n'eut pas à se prononcer.

(3) F¹⁹ 5.544, BB¹⁹ 1.729.

(4) Le rapporteur, Réveil, remarqua que la circulaire de Morny (15 décembre 1851) sur l'observation du repos dominical dans les chantiers de travaux publics, bien que confirmée par des décisions ministérielles du 22 juin et du 14 avril 1863, restait assez mal appliquée.

eurent lieu, où Duruy fut vivement attaqué. Le premier fut suscité par sa circulaire du 14 février 1866 relative au service militaire des membres des congrégations vouées à l'enseignement primaire et reconnues d'utilité publique. L'article 79 de la loi du 15 mars 1850, confirmant les lois de 1818 et de 1832, les avait exemptés à condition qu'ils prissent et tinssent l'engagement de servir dix ans dans l'enseignement public. Mais, depuis 1859, l'exemption était indistinctement accordée à tous les membres des congrégations reconnues, même s'ils servaient dans les écoles publiques comme domestiques, même s'ils enseignaient dans les écoles libres. Duruy mit fin par sa circulaire à cette illégalité. Le ministre de la Guerre, Randon, toujours favorable à l'Église, résista longtemps, puis, l'empereur approuvant Duruy, prit le 26 février une circulaire conforme à celle de son collègue. Mais une vive opposition se manifesta dans le clergé. « Il y a des inconvénients à s'aliéner les sympathies et le concours d'une des forces conservatrices de la société », écrivit à l'empereur le préfet de police, J.-M. Piétri (1) qui, comme directeur de la sûreté générale, recevait des rapports de toute la France.

Duruy fut irrité de la campagne engagée contre lui par les frères qu'il avait traités avec plus de bienveillance que Rouland. L'empereur, après avoir approuvé la circulaire, hésitait devant les objections qu'elle suscitait. Duruy, après lui avoir démontré qu'elle était strictement conforme à la loi de 1850, telle qu'elle avait toujours été interprétée et appliquée jusqu'en 1859, même par de Parieu, posa la question sur le terrain politique : Depuis son arrivée au ministère, il avait voulu « contenir, sans persécution ni taquinerie vexatoire, mais par l'application de la loi et surtout par l'essor donné aux écoles laïques, les progrès des 18 congrégations enseignantes déjà reconnues et ceux des associations non autorisées ». Cette œuvre était en bonne voie : « ... nos 40.000 instituteurs laïques, seront, en 1869, de précieux auxiliaires. » D'où l'opposition du clergé à une mesure de justice : « ... Ce grand corps sacerdotal ne peut se résigner à s'enfermer dans le temple, c'est à mon ministère à présent que tous les coups viennent retentir. Ils renoncent à saisir de haute lutte l'influence ; ils veulent la conquérir lentement par les écoles, sachant bien que qui a l'éducation a l'avenir... Je sais bien, Sire, que la France, quoiqu'on fasse, restera la petite fille de Voltaire, je veux dire l'héritière des bons côtés de son esprit. Mais au prix de quelles

(1) Duruy : *Notes et Souvenirs*.

luttres ? Je l'ignore. Prévenir ces luttres et rattacher fortement par l'éducation les masses populaires à la dynastie impériale, voilà la mission, la grandeur de mon petit ministère » (23 avril). « Les rapports des préfets que je reçois tous les trois mois (1) confirment la sourde hostilité qui existe entre les 40.000 instituteurs laïques et les 12.000 instituteurs religieux ; les premiers dont nous pouvons nous assurer le concours parce qu'ils dépendent de nous et que l'intérêt politique, comme l'intérêt de la civilisation, nous oblige à faire beaucoup pour eux ; les seconds dont nous ne serons jamais sûrs, car ils ne dépendent que d'eux-mêmes et de Rome. Je n'en conclus pas qu'il faille que le gouvernement agisse contre la petite armée au profit de la grande, mais je pense qu'il est intéressé à tenir la balance au moins égale entre elles et à ne pas constituer en faveur des uns un privilège dont ne jouiraient pas les autres. » (13 mai) (2)

Trois pétitions furent déposées contre la circulaire de Duruy, notamment par l'archevêque de Rennes et l'évêque d'Ajaccio. Le Sénat les discuta le 22 juin. La circulaire fut défendue par le général Charron, rapporteur, par deux légistes, Boulay de la Meurthe et Delangle, et par le commissaire du gouvernement, Genteur, chef de cabinet de Duruy. Ils montrèrent qu'elle était strictement conforme à la loi, ce que Darboy reconnut. Ils se gardèrent d'invoquer l'argument politique donné par Duruy à Napoléon III. Ce fut le cardinal de Bonnechose, qui, voyant la circulaire juridiquement inattaquable, souleva la question politique. Il dit que la circulaire nuirait au recrutement déjà si difficile des congrégations et accusa le gouvernement de leur être systématiquement hostile. « On veut les réduire, les abattre. » (3) Genteur assura qu'il n'en était rien, que le gouvernement voulait simplement le respect de la loi. Il ajouta que la nouvelle loi sur l'instruction primaire, déposée par Duruy et approuvée par le Conseil d'État et la commission du Corps Législatif, sans exempter totalement les frères, élargissait les cas d'exemption. Le Sénat renvoya au ministre les pétitions pour autant qu'elles demandaient un « adoucissement » des prescriptions de la loi de 1850, auquel le gouvernement venait de se déclarer favorable ; mais il les rejeta à l'unanimité moins

(1) F¹⁷ 7.504.

(2) *Notes et Souvenirs*. Voir Poujoulat : *Vie du Frère Philippe*.

(3) Déjà, le 10 février, à propos de la discussion de l'adresse, un sénateur cléricale, de Vincent, avait fait l'apologie des Jésuites et des frères des Écoles chrétiennes aux dépens des instituteurs, dont Rouland et Le Verrier avaient pris la défense.

quatre voix en tant qu'elles contestaient la légalité de la circulaire du 14 février. Duruy se félicita dans un rapport à l'empereur de cet échec « sanglant et bien significatif » des cléricaux. Il fit remarquer que Rouher et Vuitry, restés au Corps Législatif, n'étaient pas venus le soutenir. « Mais je pratique beaucoup le précepte de La Fontaine : Aide-toi le ciel t'aidera. J'ai tout montré, tout expliqué à bon nombre de sénateurs, et la magistrature qui siège au Luxembourg s'est levée comme un seul homme contre la prétention cléricale. » (1)

La loi nouvelle sur l'instruction primaire imposait aux communes de plus de 500 habitants l'obligation de créer une école publique de filles, alors que plusieurs milliers d'entre elles en étaient encore dépourvues. L'article 17 de la loi soumettait à l'inspection les écoles libres qui, conformément à l'article 36 de la loi du 15 mars 1850 (2), tenaient lieu d'écoles publiques ou qui recevaient une subvention de la commune, du département ou de l'État. Cet article était favorable aux religieuses qui dirigeaient des écoles libres dans les communes où n'existait pas encore d'école publique de filles : si les sœurs trouvaient que la transformation de leur école en école publique les rendait trop dépendantes de l'administration académique (3), elles pouvaient, d'accord avec la commune, la transformer en une école semi-publique, ce qui ne les astreignait qu'à l'inspection et leur permettait de bénéficier des subventions de la commune, du département et de l'État. Mais en fait, le développement des écoles normales, l'influence de l'administration universitaire, et la popularité dont les institutrices laïques commençaient

(1) 5 juillet 1866, *Notes et Souvenirs*. Voir aussi le *Rapport à l'empereur sur les pétitions renvoyées par le Sénat aux différents ministres en 1866* (5 février 1867).

(2) Art. 36 : « Le conseil académique peut dispenser une commune d'entretenir une école publique à condition qu'elle pourvoie à l'enseignement primaire gratuit dans une école libre de tous les enfants dont les parents sont hors d'état d'y subvenir. Cette dispense peut toujours être retirée. » Cette clause avait été peu appliquée.

(3) L'évêque de Nantes, Jaquemet, rappelait, dans une circulaire du 20 septembre 1867, les inconvénients de cette transformation : « Dépendance parfois excessive de l'autorité qui tend à exagérer ses droits, inspection fatigante, nécessité de se soumettre aux méthodes imposées et de fournir des tableaux, des renseignements sans nombre ; nomination des supérieures par le préfet. Toutefois, s'il devenait probable que la nouvelle école communale laïque à créer, pour laquelle seraient toutes les subventions et toutes les faveurs, pourrait faire une concurrence telle à l'école des religieuses qu'elle serait bientôt obligée de se fermer, mieux vaudrait peut-être accepter de devenir école communale. »

Jaquemet envisageait favorablement les écoles semi-publiques prévues par l'article 17 et donnait aux congrégations un modèle de traité à conclure avec les communes (F¹⁹ 3.972).

à bénéficier firent qu'un tiers seulement des nouvelles écoles furent confiées à des religieuses.

L'article 18 de la loi autorisait les frères à contracter dans les écoles semi-publiques l'engagement décennal qui les dispensait du service militaire. C'était un élargissement de l'exemption telle qu'elle avait été fixée par la loi de 1850, mais la condamnation de l'exemption générale, telle qu'elle fonctionnait depuis 1859. Enfin la loi autorisait les communes pauvres à établir la gratuité complète de leurs écoles moyennant le vote de trois nouveaux centimes additionnels. Beaucoup de communes prirent cette mesure en faveur de leurs écoles laïques, ce qui eut le résultat prévu par Duruy « d'arrêter l'envahissement des congrégations sans qu'elles puissent se plaindre ouvertement d'un moyen qui leur est emprunté » (1). Ainsi la loi, bien que plusieurs de ses dispositions fussent favorables aux congrégations et qu'aucune ne leur fût hostile, devait avoir et eut pour résultat de favoriser le développement de l'enseignement laïque.

Elle fut discutée au Corps Législatif en mars 1867, et les débats mirent en cause toute l'administration de Duruy. Kolb Bernard attaqua, au nom des droits de la famille, l'État enseignant qui, reconnaissant la liberté des cultes, « n'a pas de foi religieuse à donner aux jeunes populations qu'il appelle dans ses écoles ». Cette séparation de l'enseignement et de la religion devait nécessairement favoriser les progrès de l'irréligion et des doctrines révolutionnaires, comme l'avait montré le congrès de Liège. Kolb Bernard déclarait à l'Université : « Vous êtes un ministère, le ministère de la Libre Pensée. » Il se plaignit de la réaction qui se manifestait depuis 1852 contre la liberté de l'enseignement : la loi était un nouveau pas vers le monopole. « Vous voulez étendre l'instruction, fort bien ; mais vous voulez une instruction sans la foi religieuse ; une science sans règle et sans cœur, voilà ce qu'on ne saurait accepter. » (1^{er} mars.)

Duruy, depuis la réforme du 19 janvier, pouvait se défendre lui-même. Il montra que Kolb Bernard voulait supprimer l'Université et la remplacer par les congrégations. Il dit avoir traité celles-ci avec bienveillance, en respectant les vœux des conseils municipaux, et en autorisant les frères à donner l'enseignement secondaire spécial. L'enseignement congréganiste continuait d'ailleurs à progresser, et il n'était pas question de

(1) 21 avril 1866, Duruy à Napoléon III, *Notes et Souvenirs*. Voir F^{ts} III Côtes-du-Nord 11 (août 1867).

monopole. L' Université était religieuse et morale. La nouvelle loi permettrait de développer l'enseignement primaire (2 mars).

Le privilège des lettres d'obédience, qui permettaient aux religieuses d'enseigner sans avoir le brevet de capacité, fut ensuite discuté. Depuis 1864, l'administration universitaire ne cachait pas qu'elle en désirait la suppression, et des vœux émis en ce sens par les conseils départementaux de l'Instruction Publique avaient inquiété les évêques (1). Jules Simon, le 8 mars, demanda l'abolition du privilège. Le rapporteur, Chauchard, député de la Haute-Marne, qui avait en 1850 voté contre la loi Falloux, et était en mauvais termes avec le clergé, déclara qu'une suppression brutale serait fâcheuse mais que les sœurs, si elles présentaient des garanties au point de vue moral, étaient souvent peu instruites. « La commission a donc pensé qu'on devait procéder sans secousses et par voie de transition, mais elle appelle de tous ses vœux le jour où les institutrices laïques et les institutrices congréganistes seront rangées sous le même régime d'égalité devant le brevet de capacité. » De La Tour défendit le privilège ; Haentjens, en réclama la suppression. Baroche (2) fit valoir que les évêques s'appliqueraient à développer l'instruction des institutrices congréganistes (3). L'amendement de Jules Simon fut repoussé (8 mars).

Après un débat confus sur les écoles semi-publiques, Chesnelong réclama pour tous les frères l'exemption du service militaire. Duruy exposa vigoureusement les arguments déjà donnés à

(1) Voir Destombes : *Vie du cardinal Régner*.

(2) 8 mars 1867. Note de l'administration des Cultes : « Dans les grandes congrégations religieuses, on use assez rarement de cette faculté et la plupart des religieuses affectées à l'enseignement sont brevetées. Le droit de suppléer au brevet par la lettre d'obédience n'a de véritable intérêt que pour les congrégations pauvres des pays de montagnes où les déplacements sont difficiles et onéreux ; mais toute atteinte portée à l'article 49 n'en serait pas moins l'objet de vives réclamations et ces réclamations seraient assurément fondées pour les petites écoles, dans certaines provinces où, d'ici à longues années, on ne pourra établir d'institutrices brevetées. » (F¹⁹ 6.246)

En réalité, même dans les pensionnats, presque tous établis dans les villes et où l'enseignement était plus développé que dans les autres écoles congréganistes, beaucoup de religieuses n'étaient pas brevetées.

(3) A la suite d'un vœu émis en 1863 par le conseil général de la Meurthe qui, vu l'insuffisance de certaines sœurs, demandait que les écoles du département ne fussent plus confiées qu'à des institutrices brevetées, Lavigerie, par ordonnance du 19 mai 1864, décida que les religieuses devraient passer un examen devant une commission nommée par l'évêque pour pouvoir devenir institutrices. Cette mesure, qui reconnaissait les abus entraînés par le privilège des lettres d'obédience, fut dénoncée au nonce par deux évêques, et blâmée par lui (1865). Mais Lavigerie obtint l'approbation du pape (voir ses biographies par Klein et Baunard). Son initiative eut de bons résultats, mais l'épiscopat ne suivit pas cet exemple.

l'empereur et au Sénat. Il ajouta que des jeunes gens entraient dans des congrégations enseignantes pour ne pas faire de service militaire et en sortaient après 10 ans. Ces recrues intéressées abaissaient le niveau des congrégations : « Pendant l'année 1865 il y a eu, pour les instituteurs laïques, deux révocations sur 1.000 individus ; pour les congréganistes, 4 sur 1.000. » (1) Duruy rappela que le Sénat et les commissions du Corps Législatif avaient approuvé sa circulaire et conclut par une phrase qui fit scandale : « Derrière ces pouvoirs, je trouve enfin le pays, qui, avec son vieux bon sens gaulois, ne comprendra jamais un privilège en cette matière, ni qu'avec trois aunes de drap noir ou gris un chef de communauté puisse faire, en dehors du service public, un dispensé militaire. » (11 mars) Les amendements cléricaux furent rejetés ; aucun député ne vota contre l'ensemble de la loi, très populaire dans les campagnes.

Au Sénat, Rouland déclara qu'il n'était pas partisan de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, mais approuva la loi, même relativement au régime militaire des congréganistes (2). Les lettres d'obédience étaient « évidemment un privilège », qui se justifiait en 1850, l'enseignement des filles étant tout entier à créer, mais dont le maintien devait être mérité par une meilleure formation professionnelle des institutrices congréganistes.

Un seul des orateurs cléricaux, de Vincent, se déclara entièrement opposé à la loi : « Ayez le courage de votre opinion, dit-il. Vous voulez l'anéantissement de l'enseignement primaire libre donné par les congrégations enseignantes. » Duruy répondit : « La loi nouvelle étend au contraire les privilèges des congrégations religieuses. » Le cardinal de Bonnechose, sans combattre la loi, critiqua le régime des écoles semi-publiques et l'exemption trop restreinte accordée aux congréganistes. Il dit que l'enseignement laïque des filles ne pourrait pas se développer et que l'on serait obligé de faire appel aux religieuses pour les écoles nouvelles. Les institutrices congréganistes étaient aussi instruites que les autres, mais un examen passé devant les laïques effraierait leur timidité : le régime des lettres d'obédience devait donc être maintenu.

Séguir d'Aguesseau parla surtout des progrès de l'irréligion

(1) « C'est parce qu'on est plus sévère pour eux », interrompit Chevandier de Valdrome.

(2) Il expliqua pour quelles raisons d'opportunité il avait adopté une solution différente en 1859 (voir p. 329) ; Duruy le remercia.

et de l'immoralité. « J'ai bien des reproches à faire au gouvernement dans ces graves conjonctures » : la mollesse de la répression, la violation du repos dominical dans les chantiers publics, et des « nominations scandaleuses ». Pour la première fois au Sénat, la liberté de pensée fut ouvertement défendue. « Si c'est à M. Renan que l'honorable M. de Ségur d'Aguesseau prétend faire allusion, dit Sainte-Beuve, je proteste contre une accusation portée contre un homme de conviction et de talent, dont j'ai l'honneur d'être l'ami. » Malgré de violentes protestations, il poursuivit : « M. de Ségur d'Aguesseau a parlé de deux choses : Il y a un courant d'immoralité et d'obscénité que personne ne défend et qu'on réproche avec mépris, mais il y a aussi des opinions philosophiques honorables et respectables que je défends au nom de la liberté de penser et que je ne laisserai jamais attaquer et calomnier sans protestation. » Ces paroles suscitérent un tumulte inouï. Les sénateurs apostrophèrent Sainte-Beuve et demandèrent qu'il fût rappelé à l'ordre. « C'est la première fois que, dans cette enceinte, l'athéisme trouve un défenseur », s'écriait l'un deux. Canrobert, Le Verrier, Maupas étaient parmi les plus violents. Troplong ne blâma pas Sainte-Beuve, mais personne ne prit son parti (1). La loi fut votée à l'unanimité, moins la voix de Vincent (29 mars).

Duruy avait encouragé le développement des bibliothèques populaires. Il existait dans les villes des bibliothèques municipales et dans les villages des bibliothèques scolaires. Leur composition suscita souvent les protestations du clergé (2). Saint-Étienne avait élu en 1865 un conseil municipal démocrate et anticlérical (3). Le conseil chargea une commission d'organiser deux bibliothèques populaires. Le maire, sur les plaintes du clergé, demanda le retrait d'une partie des ouvrages choisis ; la majorité de la commission ne lui donna que partiellement satisfaction. Le préfet, pour dégager sa responsabilité, fit enlever

(1) *Correspondance de C. A. Sainte-Beuve*. Sainte-Beuve écrivait le 1^{er} avril : « Il est bien vrai... que ce sont de grands hypocrites. De tous ces catholiques de salons et d'assemblées on pourrait faire un élixir et on n'y trouverait pas assurément l'âme d'un seul bon chrétien. Ils m'ont fait à bon marché un beau rôle. » Voir aussi sa lettre du 30 mars à Troplong.

(2) F¹⁹ 3.972, avril 1865 (Seine-et-Marne), janvier 1868 (Pas-de-Calais), etc.

(3) F¹⁷ 9.987. Le recteur, commentant ce résultat, écrivit le 7 octobre : « L'ardeur des sympathies de l'ancien conseil pour les Jésuites et les congrégations lui avait aliéné les sympathies des libéraux... Quant à l'Université, elle peut accepter sans crainte le changement de personnes, car elle doit espérer du nouveau conseil plus de dévouement à l'enseignement laïque, soit secondaire, soit primaire. »

les bibliothèques des locaux scolaires où elles étaient installées (1). Les catholiques adressèrent alors une pétition au Sénat. Parmi les œuvres incriminées figuraient celles de Rabelais, Voltaire (2), Rousseau, Proudhon, Fourier, Michelet, Renan, G. Sand, Balzac, Pelletan, Eugène Sue, l'abbé X... (auteur du *Mauduit*), etc. Le rapporteur, Suin, déclara que la conduite de la commission ne tombait pas sous le coup de la loi mais qu'elle était regrettable (21 juin).

Sainte-Beuve parla le 25 juin contre la pétition. Il ne chercha pas à obtenir gain de cause dans l'incident de Saint-Étienne, mais à défendre de nouveau la liberté intellectuelle (3). Avec une verve agressive, il fit l'éloge des écrivains que l'on prétendait exclure, et dont certains étaient parmi les gloires les plus hautes de la littérature française. « Votre liste... est incomplète, Messieurs, il y manque Molière, il y manque *Tartuffe*. » (4) Il ne fallait pas établir un Index en France et classer les livres en bons et mauvais. Sainte-Beuve rappela que le prisonnier de Ham avait été un « socialiste éminent... L'empereur... honore de son estime M. Renan, comme il honore de son amitié George Sand. » Il était dangereux de supprimer la gauche de l'Empire : « à gauche est le cœur ». A la fin de la séance, un sénateur provoqua Sainte-Beuve en duel.

Après que le baron Dupin eût soutenu la thèse cléricale et rappelé que la constitution obligeait le Sénat à défendre la morale et la religion, Baroche (5) s'attacha à ôter à l'incident toute portée générale. Certains livres, justement célèbres, n'étaient pas à leur place dans des bibliothèques populaires. Celles-ci rendaient de grands services, mais l'institution était récente et des incidents étaient inévitables. Un décret devait prochainement fixer leur statut. Baroche accepta le renvoi de la pétition au ministre de l'Instruction Publique ; ce renvoi fut voté à la quasi unanimité. La commission des

(1) Le préfet désirait se concilier l'appui des catholiques pour combattre aux élections cantonales d'août 1867, le parti républicain. Celui-ci n'en fit pas moins élire son candidat à Saint-Étienne. (F¹⁹ III, Loire 6 et 9, 1867.)

(2) Le Siècle avait précisément ouvert, pour ériger une statue à Voltaire, une souscription qui faisait beaucoup de bruit.

(3) 26 juin 1867, Mérimée à Panizzi : « Il est impossible d'avoir plus d'esprit, mais il a sacrifié le fond à la forme et a dit tout ce qu'il fallait pour rendre impossible le vote qu'il demandait. Où s'arrêteront les cléricaux ? »

(4) Le desservant de Saulchoy (Pas-de-Calais) prit à la bibliothèque scolaire de cette commune les œuvres de Molière, et, invité à les rendre, il en fit disparaître *Tartuffe* (janvier 1868, F¹⁹ 3.972.)

(5) Duruy était à Lyon et venait de passer à Saint-Étienne.

bibliothèques populaires de Saint-Étienne fut dissoute par arrêté préfectoral, et les livres incriminés en furent retirés (1).

80 élèves de l'École Normale supérieure signèrent une lettre de félicitations à Sainte-Beuve, où ils regrettaient l'attitude du Sénat. Elle fut publiée dans l'*Avenir National*. Alors que Duruy était encore absent de Paris, le directeur, Nisard, et le sous-directeur, Pasteur, renvoyèrent l'auteur de l'adresse, Lallier. Ses camarades se solidarisèrent avec lui et réclamèrent sa réintégration. Fortement admonestés par Pasteur, ils protestèrent en sortant de l'École. L'impératrice aurait voulu que l'École fût supprimée ; Duruy obtint qu'elle fût seulement licenciée jusqu'au mois d'octobre (10 juillet) (2). Sainte-Beuve, qui était vainement intervenu en faveur de Lallier auprès de Nisard, s'adressa à Duruy et fit appel à leurs sentiments communs : « ... au fond, notre cause n'est pas si éloignée ni si distante, et je ne vais si en avant que parce que je n'ai pas la même responsabilité » (3). Lallier ne fut pas réintégré (4), mais Duruy lui fit donner un bon poste (5). Il profita de l'incident pour remplacer Nisard qui fut nommé au Sénat, et Pasteur qui devint professeur à la Sorbonne. Ces incidents associèrent plus étroitement encore, aux yeux des catholiques, Duruy, l'Université et la libre pensée.

(1) Le 9 juin 1868, le Sénat discuta une pétition analogue de catholiques d'Oullins (Rhône). Le rapporteur, Nisard, ancien directeur de l'École Normale, proposa le renvoi au ministère de l'Instruction Publique, la bibliothèque étant installée à l'école. Le commissaire du gouvernement, Genteur, précisa que cette bibliothèque populaire n'était pas destinée à la jeunesse et ne relevait pas de l'Instruction Publique, mais de l'Intérieur ; elle avait été créée par les ouvriers qui formaient à Oullins le parti libéral ; elle ne contenait ni livres immoraux, ni livres antireligieux. On lui reprochait surtout les romans d'Eugène Sue, de G. Sand, de Balzac, et les œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin. Le ministre de l'Intérieur avait déjà fait le nécessaire et ordonné le retrait de quelques romans d'Eugène Sue et de G. Sand. Un sénateur, F. Barrot, remarqua : « Cela les fera lire à toute la population d'Oullins ». Genteur obtint le vote de l'ordre du jour à la quasi unanimité.

(2) Voir Vallery Radot : *La vie de Pasteur* (1919, in-8°) ; Sainte-Beuve : *Lettres à la princesse* ; Nisard, *Souvenirs et Notes biographiques*. Sainte-Beuve écrivait le 9 juillet : « L'inconcevable faiblesse de [Nisard] et la roideur non moins incroyable de [Pasteur] ont brouillé une affaire qui devait se terminer à l'intérieur. L'absence du ministre a failli mettre les choses au pire. J'espère que tout est réparé depuis hier soir... »

(3) 22 juillet. Lettre publiée dans les *Lettres à la princesse*.

(4) L'élève qui avait publié l'adresse fut également exclu.

(5) « Chercher une place, et une bonne, pour l'élève Lallier », notait-il sur son dossier (cité par Nisard). Le directeur du personnel au ministère de l'Instruction Publique, Danton, informant Sainte-Beuve de la nomination de Lallier au lycée de Sens, « poste que les normaliens reçus agrégés n'obtiennent pas toujours », ajoutait : « Si j'avais été le maître, ce n'est pas l'École Normale qui aurait été licenciée. » (29 septembre 1867, *Lettres à la princesse*.)

CHAPITRE XXIV

Baroche et la politique gallicane

I. — *La lettre de Pie IX à Darboy (26 octobre 1865) (1)*

Le conflit entre Pie IX et Darboy aboutit en 1865 à une crise. Darboy avait de nouveau mécontenté Pie IX par son discours au Sénat (2) (15 mars 1865). Il l'irrita encore en donnant l'absoute le 1^{er} juin aux obsèques du maréchal Magnan, grand maître de la franc-maçonnerie, alors que les insignes maçonniques étaient placés sur le catafalque.

Pie IX se plaignait de Darboy à tout venant, et notamment à l'ambassadeur. Darboy lui écrivit le 1^{er} août 1865 en protestant contre ces accusations « imméritées ». En parlant au Sénat des Articles Organiques, « je n'ai point proclamé une nécessité ni un droit, j'ai constaté un fait en m'appuyant sur les intérêts et les tendances de l'époque et du pays ». Aux obsèques de Magnan, Darboy déclarait n'avoir point vu les insignes maçonniques (3). Il assurait Pie IX de sa déférence et de son dévouement : « ... Si les temps deviennent difficiles et que la chose en vaille la peine, je donnerai ma tête et passerai le premier. En temps ordinaire, je ferai comme tout le monde, je suivrai ma prudence, tâchant

(1) Voir les sources indiquées au chap. XXII, § 3, et de plus F¹² 2.448 et la Correspondance diplomatique, 25 février, 25 mars, 21 juin, 1^{er} août 1865.

(2) Darboy et Rouland avaient signalé à la tribune du Sénat l'histoire de Grégoire VII, de Davin, comme un exemple des exagérations ultramontaines. Randon révoqua Davin de ses fonctions d'aumônier à l'École militaire de Saint-Cyr. Mabile nomma Davin chanoine, mais le gouvernement refusa de ratifier cette nomination. Voir Davin : *Étude critique sur Bossuet* (notice biographique de J. Fèvre) ; Mabile : *Vie de Mgr Mabile*.

(3) Sartiges avait déjà fait remarquer à Pie IX « que sur le catafalque du maréchal Magnan, devaient se trouver une vingtaine de grands cordons, le cordon pontifical entre autres, un chapeau à plumes, son bâton, son épée ; qu'au milieu de cette panoplie, les yeux de l'archevêque pouvaient n'avoir pas rencontré les insignes du chef des francs-maçons ; qu'en outre, il donnait l'absoute à un mort dont le dernier vœu avait été de recevoir l'extrême-onction ». (Correspondance diplomatique, 21 juin 1865). Le curé des Invalides n'avait lui-même pas vu les insignes maçonniques (Voir *Mgr Darboy et le Saint-Siège*).

de n'engager que ce que je puis défendre et de réserver tout ce que je ne dois pas compromettre. » (1)

Cette lettre parut d'abord apaiser Pie IX, mais le 26 octobre 1865, il adressa à Darboy un bref de blâme sévère et détaillé (2). La lettre de Darboy du 1^{er} septembre 1864 contenait « des opinions... tout à fait contraires à la divine primauté du pontife romain sur l'Église universelle toute entière ». Pie IX s'était d'abord abstenu d'y répondre, comptant que Darboy viendrait à récipiscence, mais des faits ultérieurs et surtout le discours prononcé le 15 mars au Sénat l'obligeaient à condamner ces erreurs. « Nous ne pouvons pas ne pas être en proie à une vive affliction et à des angoisses en vous voyant... favoriser par vos façons d'agir et de sentir les doctrines fausses et erronées de Febronius (3) que le Saint-Siège, vous le savez bien, a repoussées et condamnées... Lorsque vous dites que la puissance du pontife romain sur les diocèses particuliers n'est pas ordinaire, vous énoncez une proposition contraire à la définition du quatrième Concile de Latran dans laquelle se trouvent des termes tout à fait décisifs : « L'Église romaine, d'après la disposition du Seigneur, a sur toutes les autres un droit souverain (*principatum*) de puissance ordinaire car elle est mère et maîtresse de tous les fidèles du Christ. » (Concile. IV Latran Cap. V.) ... Vous ne pouvez ignorer d'ailleurs que votre proposition est contraire à l'usage constamment suivi ainsi qu'à la doctrine acceptée et transmise avec vénération par l'Église catholique tout entière et par l'universalité de ses évêques. » Ceci ne transformait nullement les diocèses en pays de missions, ni les évêques en vicaires apostoliques, comme le prétendait Darboy, après Febronius. « En outre, et principalement dans votre discours au Sénat, vous avez taxé d'abus les appels au Siège apostolique. Vous attaquez le droit qu'a tout fidèle d'en appeler au pontife romain et vous dites que ce droit entrave et rend presque impossible l'administration du diocèse. » Or le droit d'appel au pape était essentiel à sa juridiction et ne pouvait qu'aider les évêques dans leur

(1) *Mgr Darboy et le Saint-Siège.*

(2) Le texte en fut publié pour la première fois en France par E. Ollivier dans « *Le 19 janvier* ». Il fut reproduit par les journaux et notamment par l'*Univers* (18-22 mars 1869). Une traduction est annexée à la critique qu'en fit Baroche le 20 avril 1868 (Correspondance diplomatique).

(3) Pseudonyme de l'auteur allemand d'un ouvrage paru en 1763 sur les pouvoirs du pape, et dont Marie-Thérèse et Joseph II s'inspirèrent dans leur politique religieuse. Il fut condamné par Clément XIII, dès le 27 février 1764. (Voir Mater : *L'Église catholique.*)

administration. « Quant à la déclaration que vous faites de votre volonté de résister, d'émouvoir pour votre querelle d'autres évêques et d'en appeler au public, ne voyez-vous pas que cette conduite séditieuse proposée par Febronius contre le siège apostolique offense gravement le divin auteur de la constitution de l'Église, et que vous faites la plus grande injure à vos collègues et au peuple catholique de France ? » D'autre part, les motifs pour lesquels Darboy contestait l'exemption des réguliers n'étaient pas valables : ils avaient obtenu le consentement tacite de l'ordinaire, et quant aux lois qui leur refusent l'existence légale et le droit de posséder, « quelle peut être la valeur des lois civiles de cette espèce en regard des droits et du gouvernement ecclésiastiques ? »

De même, traitant au Sénat des Articles Organiques, « ...vous avez conclu à l'obligation de leur accorder quelque autorité et quelque respect parce qu'ils répondent à une condition et à une nécessité préexistante et grave de la société. Vous n'ignorez pas pourtant comment le Siège apostolique n'a jamais négligé de protester contre ces articles publiés par le pouvoir laïque et contraires à la doctrine de l'Église, à ses droits, à sa liberté. » Il était faux que Benoît XIV eût reconnu au roi de Sardaigne, comme l'avait prétendu Darboy le droit d'*exequatur*. Pie IX déclarait enfin regrettable que Darboy eût assisté aux obsèques de Magnan, qu'il savait être grand maître de la franc-maçonnerie, même s'il n'avait pas vu ses insignes. Pie IX comptait que la conduite de Darboy serait désormais conforme à la doctrine de l'Église et aux droits du Saint-Siège.

Pie IX condamnait donc la législation ecclésiastique française, le droit exclusif des évêques à exercer dans leurs diocèses la juridiction ordinaire, et leur autorité sur les réguliers, c'est-à-dire les lois et les coutumes principales, qui, en limitant au profit du gouvernement et de l'épiscopat le pouvoir du Saint-Siège, avaient jusqu'alors caractérisé l'Église de France et le régime concordataire. C'était la condamnation la plus nette qu'un pape eût portée contre tout ce qui constituait, pour le gouvernement français, les droits et les devoirs d'un évêque.

Darboy écrivit à Pie IX une lettre déferente, mais sans rétractation aucune : « Je déplore le malentendu qui semble exister entre nous, et je désire contribuer à le faire cesser. Dans cette vue, je m'abstiens de discuter ici aucune accusation, aucun reproche... je suis plein de respect et de dévouement envers votre personne et... je n'ai pas d'autres doctrines que celles de l'Église,

ma mère. » (1^{er} janvier 1866). Darboy écrivit en même temps à Antonelli que la lettre du pape lui paraissait « plus que sévère... Je ne comprends vraiment rien aux procédés du Saint Père à mon égard. Quelqu'un écrit au pape contre moi ; aussitôt, et sans demander seulement si je reconnais la vérité des imputations, le pape les communique à ses visiteurs, et ainsi, par la haute autorité dont il est revêtu, il donne du crédit aux inventions les plus désobligeantes, qui font le tour des sacristies de France et d'ailleurs. » Darboy se plaignait du nonce, qui faisait connaître autour de lui l'existence et le texte de la lettre du 26 octobre, qui aurait dû rester confidentielle. « Au reste, je ne refuse pas la discussion. Je publierai même, si la chose devient nécessaire, ma correspondance avec le Saint Père et les pièces qui pourront éclairer l'opinion, et justifier mes paroles et mes actes. » (1)

Darboy ne changea pas plus de conduite que de langage. En particulier, il refusa, malgré l'arrêt de la congrégation du Concile, de réintégrer l'abbé Roy dans la cure de Neuilly. Les négociations, où Lavigerie s'était entremis, paraissent avoir donné lieu à un malentendu, Darboy et Baroche considérant que Roy avait donné sa démission, Roy, soutenu par le Saint-Siège, affirmant qu'il l'avait seulement offerte sous des conditions qui n'avaient pas été remplies. La cour de Rome parut d'ailleurs se rendre compte des difficultés auxquelles se heurtait la réintégration de Roy, et, sans l'abandonner, elle cessa d'appuyer activement ses démarches (2). Roy demanda au Conseil d'État, outre l'annulation du décret du 17 décembre 1864 qui l'avait privé de sa cure, l'enregistrement de l'arrêt rendu le 27 août 1864 par la congrégation du Concile. Le Conseil d'État, conformément à l'avis de Baroche d'après lequel les congrégations romaines n'avaient pas autorité en France, rejeta le 20 juin 1867 les pourvois de Roy. Le tribunal de la Seine, la cour d'appel de Paris, et la cour de Cassation, à qui Roy eut ensuite successivement recours, statuèrent comme le Conseil d'État, et lui refusèrent la jouissance du presbytère de Neuilly. Ces procès durèrent jusqu'à la fin de l'Empire. Grâce à l'appui du gouvernement impérial, Darboy avait obtenu gain de cause, et la sentence rendue le 27 août 1864 par la congrégation du Concile ne fut pas appliquée sous le Second Empire (3).

(1) *Mgr Darboy et le Saint-Siège.*

(2) Correspondance diplomatique, 5 février 1868.

(3) En 1875, Pie IX obligea l'archevêque de Paris, Guibert, à nommer Roy cha-

II. — *Les nominations épiscopales*

De décembre 1865 (1) à mai 1867, onze évêchés devinrent vacants et deux furent créés. En dix-huit mois, le gouvernement nomma ou promut seize prélats, près du cinquième de l'épiscopat français. Ce fut le principal objet de sa politique ecclésiastique, et, après la question romaine, la principale difficulté de ses rapports avec le Saint-Siège. En effet, jamais sous le Second Empire, les évêques n'avaient été choisis dans un esprit aussi hostile à la cour de Rome.

Lavigerie, qui avait déjà beaucoup contribué à la nomination de Meignan, écrivait en octobre 1865 à Maret : « Je viens de voir plusieurs collègues, et je me suis convaincu plus que jamais de la nécessité pour le gouvernement et pour nous de ne faire et de ne conseiller que des choix *excellents*. Je dis excellents à dessein, parce que ce sont les choix *à peu près bons* ou douteux qui perdent, et qui plus que jamais perdront tout. Le courant en sens contraire au nôtre, la passion, l'injustice contre l'empereur sont effroyables dans le clergé. Les exceptions se comptent. Des évêques faibles ne résisteront pas. Ils hésiteront par pudeur pendant quelques mois, et puis, ils feront volte-face sans avoir rien fait, rien tenté pour sauver les choses. Bien plus, ils croiront nécessaire dans leur déloyauté et leur lâcheté de réparer ce qui manquera à leur origine aux yeux de certaines gens en outrant tout jusqu'à l'insulte. C'est ce qu'ont fait les Dabert, les Lebreton et *tutti quanti*. Il n'y a qu'à lire leurs lettres du commencement de cette année (2). Mais de plus, des hommes nuls, sans talent, sans intelligence des choses, ne sachant ni parler ni écrire n'auront aucune influence. Le moment de la lutte ouverte viendra. Nous aurons peut-être un Concile général. Il nous faut des hommes qui sachent, d'abord, et puis qui soient capables d'écrire et de parler. Voilà la nécessité urgente du moment,

noine honoraire de Notre-Dame, et à lui assurer une forte pension. (Davin : *Étude critique sur Bossuet* : notice biographique de Fèvre sur Davin) ; d'après Mabile (note de 1867, sur le gallicanisme, citée par Mabile : *Vie de Mgr Mabile*), Darboy continua également à faire faire la visite canonique des réguliers. Les Jésuites paraissent du moins en avoir été exceptés.

(1) Aucun évêque ne fut nommé du 9 décembre 1864 au 30 décembre 1865.

(2) Dabert et Lebreton avaient protesté par des circulaires assez vives contre l'interdiction de publier l'encyclique (F¹⁹ 1.935). En outre, Dabert avait confié son grand séminaire aux Jésuites (F¹⁹ 2.559). Il attaqua l'enseignement universitaire (F¹⁰ III Dordogne 7 juillet 1867), et manifesta de plus en plus ses sentiments ultramontains.

Monseigneur. Je voudrais pouvoir la faire comprendre à l'empereur et à M. Baroche comme je la comprends, parce que je sens que je rendrais à la cause de la religion, de la vérité, du bon sens, de la paix des esprits, un inappréciable service. » (1) Ce furent ces idées qui guidèrent les choix du gouvernement impérial. Darboy, Lavigerie et Maret furent ses principaux conseillers.

Les évêques de Marseille et de Vannes, Cruice et Gazailhan, étaient devenus fous. On leur fit adresser leur démission au pape (octobre). Sous prétexte d'éviter aux deux diocèses une administration capitulaire, le pape voulut garder les démissions par devers lui jusqu'à la nomination de leurs successeurs, sur laquelle il demandait à être préalablement consulté. Le gouvernement repoussa de nouveau cette demande et attendit que l'acceptation des démissions par le pape eût été officiellement notifiée (26 décembre) pour procéder aux nominations (30 décembre) (2). Pour Vannes, Baroche fit écarter la candidature de Lebreton, qu'eût préféré le nonce, et nomma Béccl, originaire du Morbihan, qui, après avoir passé plusieurs années à Paris, avait été nommé par Gazailhan curé de la cathédrale de Vannes. Protégé de Darboy, il était bonapartiste et gallican, en lutte ouverte avec les chefs légitimistes et ultramontains du clergé du Morbihan (3). Baroche nomma en même temps à l'évêché de Cahors, vacant par la mort de Peschoud (4), un vicaire général de Clermont, Grimardias, dont son préfet faisait un vif éloge, et que Maret recommandait (5). L'auditeur de Rote, Place, fut nommé à Marseille le 5 janvier 1866. Lavigerie, tout en faisant grand éloge de ses opinions religieuses et en le considérant comme sympathique au gouvernement impérial, craignait, en raison de l'amitié qui le liait à Dupanloup, que son dévouement ne fût pas assez énergique pour résister à la pression qu'exerceraient

(1) F¹⁹ 2.500 (Hugonin). Lavigerie discutait ensuite plusieurs choix possibles. La plupart des candidats qu'il recommandait furent nommés en 1866 et 1867. Maret communiqua cette lettre à Baroche, à qui elle n'était pas destinée. Lavigerie, quand il en fut informé, écrivit à son tour à Baroche (3 novembre), pour rectifier ce qu'il avait écrit à Maret au sujet de Place (F¹⁹ 2.568).

(2) Correspondance diplomatique, septembre, octobre, décembre 1865. Les chapitres durent donc élire des vicaires généraux capitulaires. Ils mentionnèrent dans les procès-verbaux d'élections que le nonce les avait informés de l'acceptation des démissions par le pape. Baroche protesta contre cette nouvelle communication irrégulière du nonce avec des ecclésiastiques français. (F¹⁹ 1.924, janvier 1866.)

(3) F¹⁹ 2.593 ; Nicol : *Vie de Mgr Béccl*.

(4) Très dévoué au gouvernement, Peschoud s'était attiré pour ce motif des inimitiés dans un clergé assez ardent. Ses obsèques eurent peu de solennité, ce qu'on attribua à la mauvaise volonté du clergé. (F¹⁹ 2.637.)

(5) F¹⁹ 2.510.

sur lui les légitimistes de Marseille. L'avenir devait montrer que cette crainte n'était pas fondée (1).

Lorsque Parisis mourut le 5 mars, les évêques nommés n'étaient pas encore préconisés. La préconisation de Béccl rencontrait des résistances. Cette situation contribua peut-être à décider le gouvernement à ne pas nommer un gallican à Arras. Le préfet du Pas-de-Calais, Levert, l'ancien adversaire de Pie, recommanda chaudement le vicaire général Lequette, très aimé dans le diocèse, ultramontain, mais modéré et dévoué au gouvernement. Lequette fut nommé le 3 avril (2). Il fut préconisé le 22 juin avec les autres évêques nommés.

Pour la succession de Place à la Rote, le gouvernement désigna Isoard, directeur de la section laïque de l'école des Carmes, très libéral, protégé de Darboy, Lavigerie et Maret (3). Le gouvernement pontifical fit des objections, et manifesta ses préférences pour l'abbé de Rayneval, frère de l'ancien ambassadeur, ou pour l'abbé de l'Escaille, tous deux ultramontains. Le gouvernement impérial déclara aussitôt qu'il ne nommerait ni l'un ni l'autre. Le pape accepta alors Isoard, en se plaignant surtout du changement trop fréquent de l'auditeur de Rote pour la France. Il ne voulait pas que ce poste devînt « le marche-pied des évêchés », et annonça qu'il ne préconiserait pas Isoard si on le nommait évêque à bref délai. Il aurait voulu que l'auditeur de Rote fit sa carrière à Rome, y eût ses intérêts et en adoptât l'esprit. C'était précisément ce que le gouvernement impérial tenait à éviter (4). A propos d'Isoard, le pape parla également de l'entente préalable et du diocèse de la Martinique, vacant depuis six ans. Sartiges objecta : « Ce que Mgr Mouniq demande, c'est qu'il soit institué pour juger sa cause un procès canonique régulier. « Il sait bien que ce n'est pas possible », répondit avec quelque humeur le Saint Père » (5). Cette question

(1) F¹⁹ 2.500 Hugonin, F¹⁹ 2.568. Sur les débuts de l'administration de Place, voir F¹⁹ 1.955, dossier Hugonin, 26 juillet 1866, Hamille à Baroche. Les catholiques libéraux hostiles à l'Empire se réjouirent de la nomination de Place. (AB XIX 525, Debeauvais à Dupanloup, 9 janvier ; A. Cochin, *ses lettres et sa vie*, 8 janvier.)

(2) F¹⁹ 2.493.

(3) F¹⁹ 2.492. Correspondance diplomatique, juin 1866. Voir bibliographie : Saint-Siège. Isoard était le frère du préfet. Voir à F¹⁹ 2.450, les notes de Darboy sur les autres candidats possibles à la Rote.

(4) Voir p. 512.

(5) Correspondance diplomatique, 18 juin 1866. Le 26 décembre 1865, Sartiges avait écrit à Drouyn de Lhuys : « Il y a tout lieu de craindre que, tant que règnera Pie IX, l'abbé Mouniq n'obtienne pas l'institution canonique. » Baroche nota sur la copie de cette dépêche qui lui fut communiquée : « Nous attendrons ». (F¹⁹ 1.955.)

était ainsi mentionnée de temps à autre sans qu'une véritable négociation fût entreprise, les deux gouvernements étant résolus à ne pas céder.

Le pape était de plus en plus mécontent des choix du gouvernement impérial. La nomination suivante suscita un vif conflit. L'évêché de Bayeux étant devenu vacant, Baroche y nomma le 13 juillet le supérieur de l'école de Carmes, Hugonin, collaborateur direct de Darboy et de Maret, et que Lavigerie avait mis en tête de sa liste de candidats en 1865 (1). Aussitôt, le nonce déclara que Hugonin ne serait pas préconisé parce que, dans un livre publié en 1857, il avait professé la doctrine condamnée de l'ontologisme (2). Hugonin fit valoir que ce livre n'avait jamais été l'objet d'aucune censure, et qu'en 1857, l'ontologisme était professé dans une trentaine de séminaires français, à Louvain, et à Rome même par les Barnabites. C'était en septembre 1861 que le Saint-Office avait déclaré dangereuses sept propositions ontologiques (*non tuto docere possunt*). En 1862, Guibert, sur la demande de Jaquemet, dans le séminaire de qui l'ontologisme était enseigné par Branchereau, s'était enquis à Rome de la portée de cette condamnation, et avait obtenu l'assurance qu'elle visait, non l'ontologisme, mais le panthéisme (3). En 1864, Hugonin s'était rendu à Rome et cette réponse lui avait été confirmée. Il voulut présenter ces explications au nonce, qui refusa de le recevoir et chargea son ami, Gratry, de l'inviter à donner sa démission. Hugonin refusa. Baroche fit savoir au nonce et au pape que le gouvernement impérial ne céderait pas (4). Plusieurs évêques intervinrent à Rome en

(1) F¹⁹ 1.955, F¹⁹ 2.500. Correspondance diplomatique, juillet, août, octobre, novembre 1866.

(2) Cette doctrine faisait une très grande part à la raison dans la connaissance, et notamment dans la connaissance de Dieu. Elle confinait donc au rationalisme que condamnait l'Église. Mais la doctrine opposée du traditionalisme qui restreignait beaucoup le rôle de la raison, aboutissait, sous sa forme extrême, au fidéisme condamné de Lamennais et de Bautain. En juin 1855, quatre propositions traditionalistes furent condamnées. Cette question fut une de celles qui divisa le plus les philosophes catholiques, à cette époque. Ils polémisaient et se dénonçaient mutuellement au Saint-Siège. Les traditionalistes étaient en général des ultramontains autoritaires : Ventura, Bonnetty, et Ramière, un Jésuite de Vals. Les ontologistes étaient des libéraux : un Jésuite de Paris, Chastel ; Maret, Gratry, Cognat, Hugonin, et un Sulpicien, Branchereau.

(3) Cependant, Branchereau ayant résumé sa doctrine sur l'ontologisme en 15 propositions, le Saint-Siège, auquel il les soumit, les déclara condamnables. Branchereau s'inclina aussitôt. (A. Crosnier : *Louis Branchereau*.)

(4) Maret écrivit à Baroche le 6 août : « N'est-il pas évident que ce ne sont pas quelques opinions philosophiques en matière libre qu'on poursuit en M. Hugonin, mais bien sa sagesse théologique qui le tient éloigné de certaines écoles, sa modération

faveur de Hugonin. Pie IX était mal disposé pour l'école des Carmes, placée sous le patronage de Darboy, et dont un des directeurs, Isoard, venait de lui être imposé comme auditeur de Rote. Il chargea la congrégation de l'Index de lui remettre un rapport sur les œuvres de Hugonin. Elle y trouva plusieurs propositions condamnables. Hugonin proposa de les rétracter. Pie IX accepta alors de le préconiser, à condition que la rétractation eût une certaine publicité (octobre). Hugonin s'étant incliné, une nouvelle difficulté fut soulevée. Dans un article publié le 27 novembre 1858 sur l'affaire Mortara (1), Hugonin avait paru contester le droit de juridiction coercitive de l'Église. Il se déclara prêt à donner également sur ce point toute satisfaction au Saint-Siège. Cette objection fut alors abandonnée et Hugonin fut finalement préconisé le 22 février 1867, plus de sept mois après sa nomination.

Le 20 septembre 1866, l'évêque de Tarentaise, Turinaz, ayant démissionné, fut remplacé par un vicaire général de Billiet, gouvernemental et modéré comme lui, Gros. A l'archevêché de Reims, vacant par la mort du cardinal Gousset, le gouvernement nomma le 30 décembre l'évêque libéral de La Rochelle, Landriot, qui était très mal vu à Rome (2). Sur sa recommanda-

de caractère, son dévouement à la France et à l'empereur ? Voilà le fond de cette triste affaire. Elle est le résultat de l'ostracisme que le parti ultra-catholique, essentiellement ennemi de la France, de son génie, de ses institutions, de ses lois, de son empereur, voudrait faire peser sur tout prêtre qui ne subit pas le joug de ses doctrines et de ses passions. » (F¹⁹ 1.955.)

(1) Dans l'*Ami de la Religion*.

(2) L'origine de cette disgrâce était la lutte que Landriot avait soutenue contre l'Univers en 1852 et 1858 sur la question des classiques. De plus, il resta en très bons termes avec le gouvernement pendant la question romaine. C'est tout ce que son dossier fait connaître. (F¹⁹ 2.565.) A. Houtin avait aidé l'évêque de Tarentaise, Lacroix, à rédiger une biographie de Landriot, qui n'a pas été publiée. M. F. Sartiaux a bien voulu me communiquer ses notes. Bien que fragmentaires, elles sont très intéressantes. Dans une lettre du 27 février 1865 au cardinal Pitra, qui l'incitait à se rendre à Rome, Landriot, rappelant ses premiers conflits avec les ultramontains, écrivait : « J'étais alors peu au courant des cabales, des violences et des injustices dont ce parti était capable. J'ignorais qu'à Rome, il avait su, par l'influence de certains prélats, surprendre la confiance du pape et renouveler les scènes d'intrigues qui, depuis longtemps, se trouvent décrites dans le livre *De la considération* et dans les lettres de saint Bernard. Je croyais alors dans l'innocence et dans la simplicité de mon âme que la justice et la vérité des causes étaient, au centre de la catholicité, les meilleurs avocats. Je sais maintenant à quoi m'en tenir. » En 1858, pour avoir riposté aux attaques de l'Univers, Landriot reçut une lettre de Pie IX, où « l'évêque de La Rochelle, si indignement attaqué, était assez durement prié de se taire... J'offris à Dieu cette peine profonde et je l'enterrai dans le silence. Je compris que la même influence qui, en 1853, avait humilié l'épiscopat français devant un pamphlétaire, régnait toujours, et que le seul parti à prendre était la prière et la patience. Mais, de cette lettre, il résultait un enseignement : c'est qu'il était permis à des laïques sans mission d'attaquer odieusement les

tion, son compatriote et ami Thomas, vicaire général d'Autun, fut nommé à La Rochelle le 12 janvier 1867 (1). Un curé de Versailles, Hacquard, modéré, bien vu de son évêque, l'ultramontain Mabile, mais aussi de Darboy, fut nommé le même jour à Verdun (2).

A la suite du voyage de Napoléon III en Algérie (1865), le gouvernement avait formé le projet d'ériger le siège d'Alger en archevêché, et de créer deux nouveaux évêchés à Oran et à Constantine (3). Le pape, pressenti en septembre 1865, donna son assentiment, mais demanda à être préalablement consulté sur le choix des nouveaux évêques. Le gouvernement refusa, et, comme il n'était pas non plus d'accord avec l'évêque d'Alger, Pavy, sur les choix à faire (4), les négociations traînèrent. En octobre 1866, le gouvernement impérial fut saisi des projets de bulle érigeant les nouveaux diocèses. Elles lui reconnaissaient le droit de nommer aux évêchés d'Algérie, sans mentionner le Concordat, en raison de la dotation des nouveaux évêchés, qui lui assurait le droit de patronage. De plus, les bulles employaient l'expression : « *nominare, seu praesentare*. » Enfin, leur exécution était confiée au nonce. Le gouvernement impérial protesta. Antonelli déclara que le droit de patronage était équivalent au droit concordataire de nomination, et que les mots de nommer et de présenter étaient canoniquement équivalents (5). Il reconnaissait ainsi que le régime concordataire était en vigueur en Algérie, mais, conformément à la doctrine romaine, il minimisait les droits que le Concordat conférait au pouvoir civil. Il maintint que le nonce serait chargé de l'exé-

évêques, et que ceux-ci n'avaient pas même le droit de se défendre. Saint Grégoire le Grand disait autrefois : « L'honneur de mes frères dans l'épiscopat, c'est mon propre honneur. » Évidemment, les temps étaient changés. » Cependant, en 1860, en raison de la question romaine, Landriot se rendit à Rome. Mais ce voyage n'amena pas la réconciliation qu'il en espérait. Il resta en butte aux attaques des ultramontains, et reçut, notamment en 1864, de nouvelles marques de mécontentement de la cour de Rome. Sans riposter comme Darboy, il ne s'inclina pas. « Tant que Rome maintiendra les conditions qui m'ont été faites, je ne retournerai pas à Rome. » Il ne s'y rendit en effet que pour le Concile. Pie IX ne consentit qu'à regret à sa promotion. A. Houtin a noté : « Deux mondes : le monde officiel, et le monde souterrain. Officiel : Landriot dit qu'il est bien avec le pape. Souterrain : à ses amis, il ne cesse de se plaindre. »

(1) F¹⁹ 2.573. Thomas fut un des protecteurs les plus dévoués du P. Hyacinthe (*Du sacerdoce au mariage*).

(2) F¹⁹ 2.594.

(3) F¹⁹ 6.219. Mémoires et Documents, volume 115. Correspondance diplomatique, août, septembre 1865.

(4) Pages : *Mgr Pavy*.

(5) Cette question, qui devait prendre une grande importance sous la III^e République, fut parfois abordée sous le Second Empire sans jamais être discutée à fond.

cution des bulles, mais admit qu'il pourrait déléguer ses fonctions à un prélat français. Le gouvernement impérial ne voulut pas engager de polémique, et le Conseil d'État enregistra les bulles sous certaines réserves (3 janvier 1867) (1).

Le 16 novembre 1866, Pavy était mort, ce qui facilita la réorganisation ecclésiastique de l'Algérie. Lavigerie, qui rencontra à Nancy de sérieuses difficultés (2), demanda le nouvel archevêché et l'obtint. Il fit accepter ses candidats pour Nancy, Oran et Constantine. Les nominations furent faites, comme celles de Hacquard et de Thomas, dès le 12 janvier, avec une hâte dont se plaignit Pie IX : le gouvernement ne voulait pas laisser au Saint-Siège et à la nonciature le temps de préparer des objections contre ses candidats (3). Foulon, nommé évêque de Nancy, était supérieur du petit séminaire de Paris. « Nature ferme et froide, M. Foulon professe un mépris profond pour toutes les exagérations de l'école de l'Univers, écrivait Lavigerie à Baroche dès le 9 août 1864. Il est très franchement attaché aux traditions et aux idées de l'ancien clergé de France. Il est aussi très sincèrement dévoué au gouvernement de l'empereur. » (4) Las Cases, nommé à Constantine, était curé à Angers. Ancien vicaire général de Baudry, ami de Maret, il était très

(1) La bulle d'institution canonique de Lavigerie ne fut également enregistrée que sous réserves, pour le même motif.

(2) « Je cherche à modérer mon clergé, et j'ai bien à faire », écrivait-il à Maret en octobre 1865. (F¹⁹ 2.500, Hugonin.) Le clergé de Nancy était en effet difficile. Il reprochait à Lavigerie sa docilité au gouvernement impérial, qui s'était notamment manifestée lors de l'encyclique *Quanta cura*, et son caractère despotique. En 1864, il fut attaqué, ainsi que Darboy, par un abbé Bénard, auteur d'un livre théocratique, *Le Christ et César*, qui lui valut les félicitations de quelques évêques. Lavigerie lui imposa une rétractation. Un autre prêtre publiciste, Deblaye, fut frappé de suspense par Lavigerie en octobre 1866, et fit appel à Rome. (F¹⁹ 5.831, Bénard et Deblaye.) D'après Eugène Martin (*Histoire des diocèses de Toul, Nancy, Saint-Dié*), l'épiscopat de Lavigerie à Nancy fut « une longue série de récriminations et de murmures », un « régime plein de surprises, de violences et d'arbitraire ».

(3) Correspondance diplomatique, 28 janvier. Cette préoccupation se manifeste dans une lettre adressée le 23 décembre 1866 par Lavigerie à Baroche : « J'ai eu l'occasion de voir hier Mgr Aloysi, de la nonciature, et il m'a paru, par sa conversation, qu'il soupçonnait mes intentions ou plutôt mes désirs, tant pour mon départ que pour le choix de mon successeur à Nancy. Je lui ai répondu de façon à lui donner le change, mais je crains bien que nous ne soyons trahis. Par qui ? Je l'ignore absolument. Dans tous les cas, il n'y a rien à dire, rien à objecter contre M. Foulon. Ils ne seront pas contents de sa nomination, ni de celle des évêques et de l'archevêque d'Algérie, mais c'est là une disposition dont Votre Excellence a sans doute pris son parti et par dessus laquelle le gouvernement de l'empereur doit passer s'il veut un épiscopat raisonnable, sage et français. J'ai cru devoir écrire ces lignes à Votre Excellence pour qu'elle ne fût pas surprise si le nonce faisait faire auprès d'elle quelque tentative pour s'assurer de ce qu'il paraît soupçonner. » (F¹⁹ 2.532, Foulon.)

(4) F¹⁹ 2.532.

gallican ; c'était pourquoi Lavigerie l'avait fait nommer, bien qu'il le trouvât insuffisant « sous le rapport de la science et du talent. » (1)

Callot, nommé à Oran, appartenait à l'école des gallicans de Lyon, où il était curé. Il avait longtemps professé la théologie chez les Chartreux de Lyon (2). « Il est l'ami intime de l'évêque de Saint-Brieuc, de l'évêque de Bayeux et de l'évêque de Sura,... écrivait Lavigerie. Dans l'affaire des curés de Lyon, il a partagé l'avis de tous ses confrères, mais sa position de membre du conseil de l'archevêque le met complètement à l'abri du côté du nonce. » (3) Cet argument fut donné par Sartiges à Pie IX, qui, très mécontent de toutes ces nominations, critiquait surtout celle de Callot en raison de la part qu'il avait prise à la lutte contre la liturgie romaine. « Le pape répliqua que l'archevêque était devenu si faible qu'on peut lui faire dire ou faire tout ce que l'on veut. » (4) Devant la menace d'un refus de préconisation, Callot adressa le 28 février à Bonald une lettre qui fut publiée le 4 mars par le *Courrier de Lyon*, et où il déclarait accepter, contrairement aux accusations dont il était l'objet, l'encyclique *Quanta cura*, le *Syllabus*, et les décisions de Pie IX relatives à la liturgie lyonnaise. Ainsi ce prêtre choisi pour son gallicanisme reconnaissait publiquement l'autorité des actes pontificaux dont le gouvernement avait interdit la publication. Cependant, malgré l'appui de Bonald et les démarches instantes du gouvernement, le pape refusa d'autoriser le nonce à réunir ses informations canoniques, de sorte que Callot ne put être préconisé avec ses collègues au consistoire du 27 mars.

Le Saint-Siège avait proposé d'ajourner la préconisation des trois évêques d'Algérie jusqu'à ce que le pape fût suffisamment informé sur Callot. Mais Lavigerie, consulté par Baroche, déclara qu'ainsi « au lieu d'un évêque compromis, il y en aurait trois » (5). Lavigerie et Las Cases étant très mal vus à Rome, un pareil ajournement n'aurait en effet pas été pour eux sans inconvénient ni danger. Ils furent donc préconisés avec Hacquard et Thomas le 27 mars. Mais le gouvernement impérial informa

(1) F¹⁹ 2.500, Hugonin, lettre d'octobre 1865 à Maret. F¹⁹ 6.177.

(2) Le gouvernement avait vainement tenté de décider leur supérieur, Hyvrier, à accepter un évêché.

(3) F¹⁹ 2.551 ; F¹⁹ 1.955.

(4) Correspondance diplomatique, 28 janvier.

(5) 17 mars. « Il est bien pénible de laisser ainsi M. Callot dans l'embarras », ajoutait-il. (F¹⁹ 1.955.)

la cour de Rome qu'il entendait procéder simultanément à l'installation des trois évêques d'Algérie, et qu'elle ne pourrait par conséquent avoir lieu qu'après la préconisation de Callot.

L'on comptait alors qu'un nouveau consistoire aurait lieu avant Pâques, mais il fut ajourné. Pie IX reçut Sartiges, et, une fois de plus, réclama l'entente préalable sur les nominations épiscopales : « Je fais ce que je puis... pour ne pas gêner l'empereur dans l'exercice de son droit de nomination, et j'ai accepté celle de Mgr Landriot bien que j'eusse plus d'une observation à faire sur ce prélat, mais je ne puis pas accepter indistinctement tous les évêques nommés et à nommer par l'empereur, par la seule raison que leur nomination se trouve insérée au *Moniteur*. » Les souverains d'Espagne, de Portugal et de Prusse avaient cédé dans des cas analogues et « admis les scrupules de conscience du pape. Votre gouvernement ne les admet pas ; il annule la part du Souverain Pontife dans le contrat qui dit que l'empereur nomme les évêques, et que le pape leur confère l'institution canonique. C'est en effet l'annuler que de réduire l'action du pape à un simple enregistrement à Rome d'un décret impérial émis à Paris... L'on me dit bien : vous êtes libre d'accepter ou de refuser, mais comment suis-je libre de refuser, quand je vois que si je ne ratifie pas les nominations faites, les diocèses restent des années entières sans titulaires ?... » Sartiges répliqua que ces difficultés tenaient au crédit dont jouissait à Rome la fraction du clergé français hostile au gouvernement impérial (1). Le 13 mai, Pie IX adressa à Napoléon III une lettre de plaintes sur les malheurs de l'Église, les périls qu'ils comportaient pour la société, et le devoir, pour les puissants, d'y mettre un terme (2). Il concluait : « Qu'il plaise à Votre Majesté de me consoler, et de ne pas m'obliger à faire au monde certaines déclarations dont je voudrais m'abstenir. Que Votre Majesté protège l'enseignement, la liberté de l'Église, et qu'elle ait la patience de se mettre en relations avec le Saint-Siège pour le choix des évêques, et je lui promets que Dieu sera avec elle... »

Or, le 16 mai, le gouvernement fit trois nominations nouvelles

(1) Correspondance diplomatique, 1^{er} avril.

(2) ... « Je citerai parmi les désordres qui nous affligent ceux de l'enseignement. Je ne parlerai pas de la France, puisque Votre Majesté connaît très bien ses plaies et celles qui regardent l'instruction, mais je parlerai de l'Italie dont le gouvernement doit tout à Votre Majesté. » Pie IX se plaignait longuement des persécutions auxquelles l'Église y était en butte, et demandait à Napoléon III d'y mettre un terme. (Correspondance diplomatique.)

qui devaient être mal accueillies à Rome. L'archevêque de Sens, démissionnaire, fut remplacé par l'évêque de Gap, Bernadou, resté très fidèle au gouvernement pendant la question romaine, l'un des quatre ou cinq prélats dont la conduite relative à l'encyclique eût pleinement satisfait Baroche (1). Il fut remplacé à Gap par Guilbert, archiprêtre de Valognes, gallican et gouvernemental à un degré que son évêque, Bravard, dont les tendances étaient cependant analogues, trouvait excessif (2). Enfin un curé de Grenoble, Gérin, fut nommé à Agen (3). Il avait été chaudement recommandé par le préfet de l'Isère, Pastoureau : « Son dévouement et son zèle politique sont absolus, infatigables, militants. C'est en outre un prêtre exemplaire dans ses mœurs et dans toute sa conduite... M. Gérin est très dégagé de ce qu'on appelle les idées cléricales ; il n'aime ni les congrégations, ni les pratiques de la petite dévotion. C'est un esprit évangélique et élevé. Très net sur la question romaine, il ne voit de salut pour la papauté temporelle qu'à la condition qu'elle se laisse guider par les conseils du gouvernement de l'empereur. » (4) D'anciens préfets de l'Isère, le premier président, dont il était le confesseur, le procureur général, le général et Mme Fleury avaient vivement appuyé la candidature de Gérin. Par contre, aucun évêque ne l'avait recommandé (5). Au contraire, Ginouilhac, bien qu'hostile à l'ultramontanisme et en bons termes avec le gouvernement s'était prononcé le 4 juin 1861 contre sa candidature. Gérin, écrivait-il à Rouland, « jouit de peu de considération dans le clergé. Il est regardé généralement comme un ecclésiastique fier, intrigant, ambitieux, mondain... à l'occasion de la question romaine, il a pris une attitude toute différente de celle de ses collègues ». Sa nomination « ferait peu d'honneur au gouvernement, je n'en augurerais pas bien pour l'Église, et j'en serais profondément contristé. » (6)

Aussi Baroche ne consulta-t-il pas Ginouilhac en 1867. Mais il demanda aux magistrats quels étaient les motifs de son opposition. Ils répondirent que Ginouilhac, sans être hostile

(1) F¹⁹ 2.583. Cependant, Lavigerie s'en méfiait : « Mgr Bernadou n'est pas sûr », écrivait-il en octobre 1865 à Maret (F¹⁹ 2.500, Hugonin). Bernadou, en effet, vota au Concile pour l'Infaillibilité.

(2) F¹⁹ 2.506.

(3) F¹⁹ 2.479 ; Baroche 1.018 ; Correspondance diplomatique, juin à août 1867, juin 1868, juillet 1869.

(4) 20 avril 1867. Baroche 1.018.

(5) Il paraît avoir été ignoré du groupe Darboy, Lavigerie, Maret.

(6) F¹⁹ 2.479.

à l'Empire, était entouré d'adversaires du gouvernement qui savaient très mauvais gré à Gérin de son bonapartisme militant, et notamment du concours, que, presque seul dans le clergé, il avait prêté en 1863 à l'administration contre Casimir-Périer. Surtout, Ginouilhac reprochait à Gérin son « incrédule obstinée au miracle de La Salette qui est à la fois pour notre évêque une source d'embarras et de richesses... l'influence des religieux du couvent de La Salette grandit avec les dons des pèlerins qui s'élèvent chaque année à des sommes énormes. Votre Excellence comprendra mieux par cet état de choses les susceptibilités, plus vives peut-être que sincères de Mgr de Grenoble, (je dois à Votre Excellence l'expression de toute ma pensée) pour ceux qui, à son exemple, n'acceptent pas sur cette question qui a si profondément remué le diocèse, la théorie fructueuse des faits accomplis » (1). Il était arrivé plusieurs fois au gouvernement impérial de nommer un prêtre à un évêché contre l'avis de son évêque, mais jamais sans qu'il fût recommandé par d'autres prélats. Peut-être l'intervention du général Fleury fut-elle décisive. Ginouilhac écrivit aussitôt à Baroche : « Il est très probable que je serai consulté par S. Em. le nonce apostolique, et peut-être par le Saint Père, et s'il m'est possible d'éluder certaines questions, il en est sur lesquelles je devrai m'exprimer de manière précise. » Il parlerait « avec une vraie modération, par respect pour un acte du gouvernement de l'empereur », mais « selon sa conscience » (2). Le journal de Casimir-Périer, l'Impartial Dauphinois, attaqua violemment Gérin. On en répandit des numéros dans le diocèse d'Agen, mais cette manœuvre y fut assez mal accueillie par le clergé.

Cependant, Pie IX ajournait toujours la préconisation de Callot. Un incident caractéristique se produisit à la fin de mai. Baroche reçut une lettre signée de Callot, où celui-ci déclarait renoncer à l'évêché d'Oran. Callot, à qui Baroche écrivit aussitôt de ne pas se désister, répondit que cette lettre était l'œuvre d'un faussaire et que Bonald, indigné, écrivait en sa faveur au pape et au nonce (26 mai). Baroche fit prévenir Sartiges par télégraphe (27 mai). Pie IX avait également reçu une lettre de démission signée de Callot, et s'en était vivement réjoui. Sartiges avertit Antonelli qu'il s'agissait d'un faux. « Son Éminence

(1) Baroche 1.018. Lettre du premier président Bonnafous à Baroche, 1 mai 1867. Bonnafous ajoutait : « ... Le caractère de notre évêque... n'est pas à la hauteur de sa belle intelligence. »

(2) 19 mai, F¹⁹ 2.479.

jugeait d'une audace rare la personne qui avait osé tromper à la fois le pape et l'empereur, et en tout cas, elle nous remerciait de l'avoir prévenue assez à temps pour décommander la lettre que le pape l'avait chargée de faire préparer pour Mgr Callot et dans laquelle Sa Sainteté voulait lui témoigner sa satisfaction des sentiments d'abnégation qui l'avaient guidé dans cette circonstance. » (28 mai) (1) Or, contrairement à cette assurance, Bonald reçut une lettre du pape qui portait la date du 27 mai, et le chargeait de féliciter Callot de son désistement. Le nonce qui savait, depuis plusieurs jours, qu'il s'agissait d'un faux, lui écrivit dans le même sens le 3 juin. Les journaux cléricaux firent courir le bruit que Callot avait donné sa démission (2). Le gouvernement impérial dénonça ce que Bonald appelait « une abominable intrigue » (3). Moustier écrivit à Sartiges le 13 juin : « Nous ne saurions nous arrêter un seul instant à la pensée qu'on pût songer à Rome à se prévaloir contre Mgr Callot d'une manœuvre qui est plutôt de nature à éclairer le Saint Père sur les procédés des ennemis de ce prélat. » (4) Plusieurs des prélats français réunis à Rome (5), notamment le cardinal Donnet, plaidèrent auprès de Pie IX la cause de Callot qui fut préconisé le 12 juillet, six mois après sa nomination.

Pie IX, en effet, avait trouvé un meilleur terrain pour manifester son opposition aux tendances que révélaient les choix du gouvernement. Il avait constaté que Gérin ne jouissait pas, dans l'épiscopat français, des mêmes sympathies que Callot. Il avait reçu Ginouilhac le 12 juin. Dans une audience du 18 juin, où, pour la première fois, il donna à Sartiges bon espoir pour Callot, il ajouta : « Mais il y a un de vos nouveaux évêques que pour rien au monde je ne préconiserai, l'abbé Gérin. Il m'avait écrit directement et j'en ai profité pour lui répondre que je l'engageais à offrir de bonne grâce sa résignation. » (6) Gérin s'était en effet rendu à Paris au début de juin, et, sur le

(1) Correspondance diplomatique.

(2) Univers, 6 juin.

(3) F¹⁹ 1.955, 4 juin.

(4) Correspondance diplomatique. Voir Sartiges à Moustier, 18 juin. Un récit de cet incident, où Callot n'est pas nommé et qui contient certaines inexactitudes de détail, figure dans le livre anonyme : *Ce qui se passe au Concile*, (1870, in-8°). Il se termine ainsi : « Comme pour maintenir la démission, on alléguait des règles du droit canon qui ne permettent pas de revenir sur une affaire décidée par le pape, le gouvernement menaça de publier les faits... quelques jours après, Mgr X... était institué. »

(5) Voir § 3.

(6) Correspondance diplomatique, 18 juin. Le pape réclama de nouveau l'entente préalable. « En réponse, je rappelai à Sa Sainteté, ce que m'avait dit à ce

conseil du nonce, il avait écrit au pape qu'il attendait avec respect sa décision. Il fut fort étonné de voir cette lettre interprétée comme une offre de résignation : « Mgr le nonce apostolique, écrivait-il à Baroche, m'a indiqué lui-même les termes dont je devais me servir dans ma lettre au Saint Père, ajoutant que ce n'était là qu'une formalité respectueuse qui n'engageait à rien, qu'il aurait soin lui-même de tout arranger pour éviter de trop longs retards. Novice confiant et honnête, je l'ai cru sur parole... Je suis à la disposition de l'empereur qui ne peut pas vouloir la perte morale de ceux qui lui sont tout dévoués. En dehors de cela, je déclare qu'on me tuera avant que je renonce à un titre que je dois à la bienveillance de l'empereur et à votre gracieuse initiative. » (1) Baroche l'approuva : « La cour de Rome a des droits que nous sommes disposés à reconnaître au point de vue du dogme et de la moralité. Mais comme nous sommes bien assurés qu'elle ne pourra, à ce double point de vue, rien opposer à votre nomination, nous la maintiendrons avec une respectueuse fermeté. » (2)

Le nonce avait reproché à Gérin de s'être trop mêlé d'élections. Il répondit qu'il avait soutenu la cause de l'ordre et du gouvernement, mais toujours avec réserve. Il se défendit d'être trop mondain. Au reproche d'être hostile aux congrégations religieuses, il opposa le témoignage du Fr. Philippe, supérieur de l'Institut des Écoles chrétiennes, et celui du supérieur des Lazaristes, Étienne (3). Le chargé d'affaires de France à Rome, Armand, fit état de ces arguments. « On m'a répondu en ne paraissant point attacher d'importance à ces accusations. Toutefois le

sujet M. Baroche..., qu'après avoir en diverses occasions passé en revue, en présence du nonce, les candidats aux évêchés vacants, le nonce, non seulement aurait écarté la plupart des noms cités, mais aurait proposé d'autres noms en leur place ! Devant la gêne que lui causaient ces exclusions et prétentions à diriger ses choix, M. le ministre des Cultes aurait dû garder le silence sur les noms qu'il se proposait de soumettre à l'empereur. » Cette phrase laisse supposer que cette tentative fut faite par Baroche. Peut-être cependant Baroche avait-il seulement raconté à Sartiges comment Rouland, au début de son ministère, avait cherché à s'entendre avec le nonce et avait dû y renoncer. Rouland, dans son mémoire d'avril 1860 raconte cet incident de manière très analogue. Il paraît peu vraisemblable que Baroche ait renouvelé cette tentative. (Voir p. 454.)

(1) 25 juin. F¹⁹ 2.479.

(2) 26 juin, F¹⁹ 2.479.

(3) Gérin écrivit à Baroche le 7 juin : « Si j'osais me permettre devant un *grand personnage* que j'ai vu il y a quelques jours [le nonce] le langage que le P. Étienne m'a tenu sur l'Italie, sur Rome, sur la France, et surtout sur le gouvernement de l'empereur, on me ferait attendre longtemps ma préconisation. » (F¹⁹ 2.479.) Étienne était mal vu à Rome. Il était en butte à l'hostilité des Jésuites avec qui les Lazaristes étaient depuis longtemps en rivalité, surtout en Chine. (L. de Récalde : *Histoire jésuite*,

cardinal Antonelli et Mgr Berardi ont décliné toute explication sur les motifs de la résistance du Saint Père, ajoutant que c'était une question de conscience... Tout ce que j'ai pu apprendre de Mgr Berardi en le poussant dans ses derniers retranchements, c'est que les objections du Saint Père contre la préconisation de Mgr Gérin seraient plutôt négatives qu'actives... On allègue qu'il n'a point la plupart des qualités recommandées par l'apôtre Paul dans ses épîtres à Timothée et à Tite, si je ne me trompe, pour faire un bon évêque. Voilà le terrain sur lequel on se place au Vatican. » Armand répondit que l'évêché d'Agen resterait vacant tant que le Saint-Siège n'aurait pas prouvé au gouvernement impérial l'indignité de Gérin (1). « Un personnage en résidence à Rome, et très avant dans la confiance du Saint Père » expliquait ainsi ses motifs : « La vraie difficulté... que rencontre la préconisation de l'abbé Gérin ne vient pas de son côté, mais du côté du gouvernement, à qui l'on semblerait prêter un système, une tendance générale, ou comme un commencement de parti pris d'agir de lui-même et exclusivement pour les intérêts politiques, dans la question si grave pour l'Église du choix des évêques. Vous comprenez dès lors combien le Souverain Pontife doit être en garde contre des tendances et des idées qui ont apporté tant de douleur et d'embarras à son prédécesseur Pie VII, et qui sembleraient rappeler les mauvais jours de 1810-1811. » (2) Le choix de Gérin fut d'ailleurs la dernière manifestation de cette politique. Aucun évêché ne devint vacant jusqu'à la fin de 1869. A cette date, Baroche n'était plus ministre des Cultes et la politique ecclésiastique du gouvernement impérial s'était modifiée. Grâce à cette circonstance fortuite, le conflit entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège sur les nominations épiscopales, qui s'était constamment aggravé de 1863 à 1867, fut circonscrit au siège d'Agen, qui, comme celui de la Martinique, resta vacant jusqu'à la chute de l'Empire.

histoire vraie : A propos du bref « Dominus ac redemptor », et de la querelle des rites, 1924, in-12.)

Étienne ajourna jusqu'en 1838 l'adoption de la liturgie romaine dans la maison mère de sa congrégation (*Vie du P. Étienne*). Pie IX le trouva trop indifférent à la question romaine. En effet Thouvenel écrivait en 1862 à Benedetti qu'Étienne, avec qui il était très lié, lui avait déclaré « qu'il considérait le pouvoir temporel comme un boulet dont il désirait voir rompre la chaîne un moment plus tôt ». (*Pages de l'histoire du Second Empire.*)

(1) Correspondance diplomatique, 18 août.

(2) F¹ 2.479.

Les nominations faites sous le ministère de Baroche se rattachent à la politique que Rouland avait inaugurée en 1860 par la nomination de Maret. Mais Baroche l'appliqua de manière plus stricte que Rouland. Celui-ci voulait surtout avoir des évêques politiquement dévoués, et si, à partir de 1860, il nomma surtout des gallicans, il nomma ou promut aussi plusieurs ultramontains impérialistes : Dabert, Fillion, Forcade, La Tour d'Auvergne, Lebreton. Baroche ne nomma que des évêques dévoués à l'empereur (1) mais qui, de plus, à la seule exception de Lequette, étaient nettement hostiles à la direction que Pie IX imprimait à l'Église.

Cette hostilité à la politique du *Syllabus* provenait de sentiments différents suivant les candidats, mais qui s'unissaient chez la plupart d'entre eux de manière complexe (2) : l'ambition, le gallicanisme, le libéralisme. L'ambition et le désir de se concilier la faveur du gouvernement étaient, pour certains, le mobile prépondérant : tel paraît avoir été le cas de Gérin, de Bernadou, et, dans une large mesure, de Lavigerie. Mais la plupart des autres étaient au moins aussi désintéressés que les évêques nommés au début de l'Empire. Plusieurs étaient sincèrement gallicans, en ce sens qu'ils étaient attachés au droit coutumier et aux traditions de l'Église de France, qu'ils s'enorgueillissaient de lui appartenir, avaient peu de considération pour le clergé romain, et respectaient le pouvoir civil. Ramadié, Callot, Las Cases notamment, paraissent avoir été de véritables gallicans. D'autres, au contraire, ne se réclamaient des doctrines gallicanes que par opportunisme, pour limiter le pouvoir de Pie IX dont les tendances étaient opposées aux leurs, alors qu'ils auraient

(1) Il s'en est expliqué dans une lettre au cardinal de Bonnechose qui lui recommandait l'évêque d'Autun, Marguerie, pour le siège de Sens : « ... L'idée de proposer Mgr l'évêque d'Autun pour l'archevêché de Sens ne s'est pas présentée à moi. Je me hâte de dire que je me garderais bien de supposer à ce prélat aucune hostilité contre le gouvernement de l'empereur. Je sais au contraire quelle est la modération et la sagesse de son caractère, et jamais aucun embarras n'a été suscité par lui, jamais aucune plainte n'a pu être portée contre lui. D'un autre côté, je souscris à tout ce que Votre Éminence me dit de ses services et de ses vertus sacerdotales. Mais n'est-il pas vrai qu'absorbé dans la pratique de ces vertus mêmes, entré dans l'épiscopat en 1837, toutes nos émotions politiques ne sont pas arrivées jusqu'à lui, et que les choses de ce monde lui sont à peu près indifférentes ? En un mot, c'est une question qu'un ministre de l'empereur serait coupable de ne pas se poser, est-ce un ami de l'empereur ? » (avril 1867, F¹ 6.178). Cette minute est une des très rares pièces autographes de Baroche qui soient conservées aux Archives Nationales.

(2) La personnalité de Darboy est à cet égard assez énigmatique. A. Houtin le croyait libre penseur.

exalté l'autorité d'un pape qui leur eût été favorable (1). Ce que paraissent avoir surtout désiré les évêques nommés par Baroche, c'est que l'Église se montrât conciliante vis-à-vis de la société civile telle que l'avait constituée la Révolution de 1789 ; c'est qu'elle évitât des manifestations ou des actes d'intransigeance, comme le *Syllabus* ou la séquestration du petit Mortara, qui ne pouvaient que développer l'irrégion et l'anticléricalisme. Là se bornait le libéralisme de la plupart d'entre eux. Aussi étaient-ils favorables à l'Empire, bien qu'il eût supprimé en France les libertés publiques, parce que tous, et même ceux qui lui avaient été d'abord hostiles, savaient que l'appui du gouvernement impérial leur était indispensable pour résister à la cour de Rome (2). Certains des évêques nommés par Baroche allaient beaucoup plus loin que leurs collègues dans la voie du libéralisme. Meignan, Landriot, Hugonin, auraient désiré en particulier que l'Église se montrât moins défavorable à la liberté intellectuelle et au progrès des sciences, qu'elle fit plus confiance à la raison et à l'esprit critique. Quatre des nouveaux évêques (3) et l'auditeur de Rote, Isoard, étaient sortis du centre d'études gallican et libéral qui s'était formé à Paris autour de Maret. Comme Darboy, ils étaient en contact avec le mouvement de libéralisme hardi qui se développait dans le clergé parisien, et qui visait à un véritable bouleversement de l'Église (4). Ils étaient en bons rapports avec son repré-

(1) A l'époque du ralliement, plusieurs d'entre eux, partisans de la politique de Léon XIII, blâmèrent les prêtres et les catholiques qui résistaient à la volonté du pape.

(2) La plupart d'entre eux déplorèrent l'avènement de l'Empire libéral qui devait entraîner l'abandon de la politique gallicane. Voir Bazin, *Vie de Mgr Maret* (1869-1870).

(3) Meignan, Place, Hugonin, Foulon. Quatre des évêques nommés par Rouland avaient la même origine : Darboy, Lavigerie, Cruice et Baudry. En outre, Ravinet, Christophe et Lecourtier, nommés par Rouland, et Bécél, nommé par Baroche, avaient fait leur carrière, au moins en partie, à Paris.

(4) Tant par suite des conditions particulières à une très grande ville que par suite du gallicanisme et de la tolérance des trois archevêques qui s'étaient succédé à Paris depuis le début de l'Empire, il s'y était formé un milieu ecclésiastique très hostile aux tendances du Saint-Siège, et d'une hardiesse d'idées et de conduite inconnue dans le reste de la France. Certains de ces prêtres étaient à peine orthodoxes ; plusieurs vivaient en marge de la hiérarchie. (voir bibliographie : clergé parisien.)

Cette situation donna lieu à quelques incidents remarqués du public. Les prédications du P. Hyacinthe furent, dès leur début, accusées d'hétérodoxie ; dès 1864, Darboy dut prendre sa défense auprès du général des Carmes. En mars 1866, une société comprenant des israélites, des protestants et des catholiques se forma pour entreprendre une nouvelle traduction de la Bible. Elle prétendait compter parmi ses fondateurs un grand nombre de prêtres, dont elle donnait les noms. Le Monde dénonça ce scandale. Les prêtres les plus haut placés : Hugonin, Isoard, Gratry, déclarèrent qu'ils avaient été inscrits à tort. D'autres, tout en reconnaissant leur sympathie

sentant le plus célèbre, le P. Hyacinthe, dont Darboy et Isoard étaient les amis intimes. Les nuances les plus diverses de l'opposition que rencontrait dans le clergé français la politique de Pie IX étaient donc représentées parmi les nouveaux évêques (1).

Le gouvernement impérial voulut donner une consécration

pour l'œuvre entreprise par la société, furent contraints de déclarer qu'ils ne voulaient pas en faire partie ; ce fut le cas du P. Hyacinthe et du curé de Saint-Louis d'Antin, Martin de Noirlieu. Quelques prêtres, notamment J.-H. Michon et Michaud, qui devait plus tard quitter l'Église, restèrent fidèles à la société. (F¹^o 5.436.) En 1867, Hyacinthe et Gratry s'inscrivirent à une ligue internationale pour la paix, qui était surtout formée de libres penseurs. Gratry fut publiquement désavoué par le supérieur de l'Oratoire, Pététot.

(1) Le vote des évêques français au Concile du Vatican permet d'apprécier les résultats de la politique suivie par le gouvernement dans le choix des évêques (Voir F¹^o 1.940, notes de Tardif.) Au vote final, alors que la défaite de la minorité était certaine, et que de nombreuses défections l'avaient affaiblie, quarante-sept évêques français votèrent l'infaillibilité. Vingt-cinq s'abstinrent, quatorze étaient absents. (Les autres sièges étaient vacants.)

Sur les dix-huit évêques nommés par Baroche, Gérin n'était pas préconisé, Gazailhan avait démissionné, Hacquard et Bêcel étaient absents ; deux seulement, Lequette et Gros, votèrent l'infaillibilité ; les douze autres s'abstinrent : Callot, Dours, Foulon, Grimardias, Gueulette, Guilbert, Hugonin, Las Cases, Meignan, Place, Ramadié, Thomas.

Par contre, sur les cinq prélats promus par Baroche, deux, Lyonnet et Lavigerie, étaient absents ; trois, Bernadou, Dubreuil et Landriot, changèrent de camp, et votèrent l'infaillibilité.

Sur les dix-neuf évêques nommés par Rouland de 1860 à 1863, un, Mouniq, n'avait pas été préconisé ; quatre, Baudry, Boutonnet, Cruice, Peschoud, étaient morts ; deux, Lavigerie et Lecourtier étaient absents ; huit votèrent pour : Bernadou, Dabert, Dubreuil, La Tour d'Auvergne, Lebreton, Magnin, Nogret, Ravinet ; trois seulement s'abstinrent : Bravard, Colet, David.

Sur les quatre prélats promus par Rouland de 1860 à 1863, Delamarre était absent, Fillion et Forcade votèrent pour, Darboy s'abstint.

Sur les vingt-neuf évêques nommés de 1852 à 1859, dix étaient morts ; trois, Delamarre, Plantier et Pompignac étaient absents ; treize votèrent pour : Boudinet, Delalle, Delcussy, Epivent, Fillion, Forcade, Fruchaud, Jordany, La Bouillerie, Landriot, Langalerie, Maupoint, Sergent. Trois seulement s'abstinrent : Belaval, Darboy, Ginouilhac.

Sur les dix prélats promus de 1852 à 1859, trois étaient morts, Menjaud, Morlot, Salinis ; deux, Chalandon et Lyonnet, étaient absents ; cinq votèrent pour : Bonnechose, Desprez, Guibert, Mabille, Wicart.

Évêques nommés	Morts ou démissionnaires	Évêques français en 1870	Non préconisés	Absents	S'abstiennent	Votent pour
Avant 1852		33		5	6	22
De 1852 à 1859 : 29 .	10	19		3	3	13
De 1860 à 1863 : 19 .	4	15	1	3	3	8
De 1863 à 1869 : 18 .	1	17	1	2	12	2
De 1869 à 1870 : 7 ..		7	4		1	2
TOTAL.....		91	6	13	25	47

Enfin plusieurs des prélats nommés ou promus par Baroche furent plus tard les principaux partisans du ralliement : Lavigerie, Isoard, Meignan, Guilbert, Hugonin notamment.

éclatante à la politique qu'il avait suivie dans les nominations épiscopales. Un chapeau de cardinal de couronne étant vacant par la mort de Gousset, il présenta, pour lui succéder, le prélat français qui s'était le plus ouvertement opposé à Pie IX, l'archevêque de Paris, Darboy (1). Sartiges conseilla d'ajourner cette présentation. Il fit valoir que Pie IX, très mal disposé pour Darboy, pourrait prononcer un refus par lequel il se considérerait ensuite comme lié. Si Darboy, qui ne s'était pas rendu à Rome depuis qu'il était évêque, venait voir Pie IX, une réconciliation pourrait s'en suivre, qui faciliterait son élévation ultérieure au cardinalat. « Il serait à souhaiter que l'archevêque de Paris fit aux intérêts de l'Église française, à son dévouement à l'Empire, l'effort, grand pour lui, je le sais, de se rendre à Rome, et qu'une fois en présence du Souverain Pontife, il fit le sacrifice, toujours difficile pour un homme de son talent, de taire les arguments qu'il serait à même d'y apporter pour établir que, dans ses contestations avec le Saint-Siège, il a eu de son côté la lettre et l'esprit des lois religieuses écrites. Pie IX, après un règne de vingt années, pendant lequel il a proclamé de nouveaux dogmes, ne souffre plus la contradiction, qu'elle soit de forme ou de fond, en matières religieuses. Mais il n'apporte pas dans la pratique cette inflexibilité, et il laisse faire, pourvu qu'on lui accorde qu'il était en droit d'affirmer qu'il ne fallait pas faire. » (6 avril) (2) Or, dès le 10 janvier, Darboy avait annoncé à Pie IX, qui lui en avait fait exprimer le désir, qu'il comptait se rendre à Rome en juin pour le dix-huitième centenaire du martyre de saint Pierre, (3). Le gouvernement décida d'ajourner la négociation mais ses intentions ne restèrent pas secrètes.

Les choix du gouvernement impérial suscitaient chez les ultramontains français, comme à Rome, non seulement du mécontentement, mais une vive inquiétude. L'évêque de Versailles Mabile, dévoué à l'empereur mais très ultramontain, écrivait en 1867 (4) : « Le gouvernement déclare aujourd'hui tout haut qu'il ne veut dans l'épiscopat que des gallicans impérialistes. Il applique même cette mesure aux vicaires généraux, aux cha-

(1) F¹⁹ 2.448.

(2) Correspondance diplomatique.

(3) *Mgr Darboy et le Saint-Siège*. « J'en profiterai, écrivait-il, pour mettre aux pieds de Votre Sainteté l'hommage de ma déférence et de mon respectueux attachement, et pour faire cesser de regrettables malentendus et des préventions imméritées. » C'était précisément le langage que déconseillait Sartiges.

(4) Dans une longue et intéressante note sur le mouvement gallican depuis 1852. Mabile : *Vie de Mgr Mabile*.

noines et aux curés. Il refuse de les agréer s'il les juge trop attachés à Rome et aux doctrines du Saint-Siège (1). Vu cette disposition du gouvernement, et le nombre toujours croissant des prélats mal disposés pour le Saint-Siège, il était aisé de prévoir que la réaction gallicane se formerait en coalition, en véritable ligue. Il est certain que la coalition existe depuis 1864. En 1865 elle se flattait d'avoir dix-sept ou dix-huit membres pris parmi les évêques de France. Aujourd'hui elle peut se flatter d'en avoir plus de trente. Si les nominations aux sièges vacants continuent à se faire comme elles se font depuis quelques années, la coalition arrivera peu à peu à une énorme majorité. Si Mgr Darboy n'est pas le chef avoué de cette coalition, il en est l'âme et le centre. ... Depuis qu'il se sent tout puissant, depuis qu'il jouit à un haut degré des faveurs de l'empereur, il ne prend plus la peine de dissimuler ses sentiments. Il pense qu'avec de l'audace et de la tactique, il viendra à bout de poser son action comme il l'entend et d'intimider Rome... Quand un archevêque de Paris est animé d'un tel esprit, quand on sait qu'il est l'instrument du gouvernement, quand on examine ce qu'il peut pour le choix des évêques et l'influence qu'il a naturellement sur les évêques nommés, on est épouvanté pour l'avenir, et on se demande avec une profonde inquiétude ce qui arrivera ou ce qui pourrait arriver dans quelque temps. Mgr Darboy n'a plus qu'une ambition, celle de devenir cardinal. Or si, par la pression du gouvernement, cette dignité lui arrive, le mal sera à son comble. »

Ces inquiétudes étaient partagées par des évêques beaucoup moins ultramontains, mais qui, considérant le gouvernement impérial comme hostile à l'Église, s'effrayaient des complicités qu'il s'assurait dans l'épiscopat. Dès le 24 juin 1865, l'archevêque de Tours, Guibert, signalait au pape, comme l'une des principales questions que devrait traiter un Concile, les dangers

(1) Le gouvernement avait toujours fait des observations aux évêques, et surtout aux évêques nouvellement nommés, lorsqu'ils présentaient pour les fonctions de vicaire général des prêtres dont le choix lui paraissait malheureux. (Voir pp. 302 et 304). Il s'inclinait d'ailleurs généralement s'ils insistaient. (Voir F¹⁰ 1.955 Hugonin, et F¹⁰ 5.821 Richard.) Dès avant 1859, le gouvernement refusa aussi d'agréer la nomination d'un chanoine légitimiste présenté par Baillès (voir p. 102) et de deux curés légitimistes présentés l'un par l'évêque de Moulins, l'autre par celui de Vannes (Voir pp. 206 et 256). Après 1859, ces refus d'agrément restèrent très rares. Pour les chanoines, j'en ai relevé trois, dont un seul fut maintenu. (F¹⁰ 5.797 Alazard, 5.830 Brillaud, voir p. 781, n. 2). Il y en eut plusieurs pour les curés, et quelques-uns furent maintenus. (F¹⁰ 5.776 Cailaud, Le Boucher, Frouteau, 5.779 Bocquet, 5.800 Gardel, 5.801 Girardin, 5.849 Caroff, 5.869 Collinet, 2.593 Bécél, décembre 1866.)

que comportait le droit concédé aux gouvernements civils, devenus trop peu religieux, de nommer des évêques (1). Le refus d'institution canonique n'était plus un remède suffisant : « Outre que ces refus sont de nature à provoquer des mécontentements... il pourra arriver que le prince, au lieu de choisir les évêques les plus dignes, les plus éminents par la science et par la vertu, cherchera dans le clergé des prêtres médiocres, d'un caractère faible, adulateurs du pouvoir, qui, sans être notoirement indignes, seraient insuffisants pour les hautes fonctions de l'épiscopat. On comprend comment, avec un pareil système suivi avec persévérance pendant de longues années, une nation pourrait être réduite à n'avoir qu'un épiscopat abaissé, sans indépendance, et ne jouissant dans l'opinion d'aucune considération. »

Par contre, Dupanloup, bien qu'hostile au gouvernement impérial, se félicitait des nominations épiscopales par lesquelles il luttait contre les progrès de l'ultramontanisme. Il disait au procureur général d'Orléans, Grandperret : « Les vacances qui se sont si fréquemment ouvertes dans l'épiscopat français depuis quelques années ont donné lieu à des choix excellents. On ne peut qu'applaudir à la double préoccupation de M. le ministre des Cultes : *choisir pour évêques des hommes qui soient à la fois de vénérables prêtres et des amis du gouvernement de l'empereur.* » (2)

III. — *L'assemblée des évêques à Rome (juin 1867)* (3)

Le moment approchait où la force de l'opposition qui s'était formée dans l'épiscopat français contre la politique pontificale allait être mise à l'épreuve. L'on commençait à parler d'un Concile œcuménique. Pie IX, en mars 1865, avait chargé une commission de cardinaux d'étudier ce projet ; elle l'avait approuvé. Plusieurs évêques avaient été consultés (4) et s'étaient également montré

(1) Trois autres des neuf prélats français consultés par Pie IX sur l'opportunité et le programme d'un Concile général : Bonnechose, Mabile et Pie, signalèrent comme Guibert, la gravité de cette question. (Granderath : *Geschichte des Vatikanischen Konzils.*) La lettre de Guibert est citée par Paguette de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*, ainsi que plusieurs autres lettres postérieures où Guibert s'inquiétait des choix du gouvernement. Voir aussi F¹⁹ 2.556, 9 octobre 1869, une lettre de Guibert au ministre des Cultes.

(2) F¹⁹ 2.553, 26 avril 1867, Grandperret à Baroche.

(3) Correspondance diplomatique. F¹⁹ 1.939. E. Ollivier : *L'Église et l'État au Concile du Vatican*. Granderath : *Geschichte des Vatikanischen Konzils*. Cecconi : *Histoire du Concile du Vatican*.

(4) Trente-six en tout, dont neuf Français : Bonnechose, Dupanloup, Guibert, Mabile, Mathieu, Parisis, Pie, Plantier, Sergent (d'après Granderath).

favorables. Le secret n'avait pas été strictement gardé. D'autre part, Pie IX annonçait l'intention de réunir à Rome, en juin 1867, le plus grand nombre possible d'évêques pour la célébration du dix-huitième centenaire du martyre de Saint Pierre. Il s'agissait, avant le Concile, encore éventuel, de faire consacrer comme en 1862 par l'approbation de l'épiscopat, la politique pontificale dans la question romaine, et surtout en matière religieuse. Les Jésuites italiens réclamaient dans leurs journaux, non seulement une nouvelle et solennelle affirmation des doctrines du *Syllabus*, mais la proclamation du dogme de l'infailibilité pontificale. Le gouvernement impérial avait été informé, dès mars 1866, de la prochaine réunion des évêques. Il connaissait les projets des ultramontains, qui s'opposaient directement à sa politique ecclésiastique. Mais cette politique, si résolument et si méthodiquement suivie en matière de nominations épiscopales, fléchissait sur d'autres points, notamment vis-à-vis des congrégations et de la presse

A partir de 1865, le gouvernement, qui depuis 1860 avait fait de grands efforts pour arrêter le développement des congrégations d'hommes non autorisées se montra moins vigilant ou moins strict, et elles en profitèrent aussitôt (1). En février 1866, Baroche, averti que l'évêque de Troyes, Ravinet, fondait à Troyes une maison de prédicateurs Jésuites, lui écrivit que le gouvernement avait décidé en 1859 de ne plus laisser les congrégations d'hommes non autorisées fonder de nouveaux établissements « à moins de circonstances exceptionnelles qu'il se réserve d'examiner ». Ravinet, qui était modéré, fit valoir que son clergé était notoirement insuffisant, et Baroche toléra la fondation (2). Les Jésuites qui avaient rétabli en 1863 l'ancienne province de Champagne, s'établirent également en 1866 à Reims, à Versailles, en 1868 à Boulogne, en 1869 à Besançon (3). C'est vers cette époque également que les Jésuites de Pau et les Capucins d'Angers ouvrirent au public leurs chapelles alors que l'administration les en avait précédemment empêchés (4). Les Bénédictins s'établirent à Marseille en 1865, les Capucins à Perpignan en 1866 et au Mans en 1868, les Dominicains à Poitiers en 1867, etc.

(1) Il est difficile d'étudier avec précision cette évolution de la politique du gouvernement, les documents d'archives étant très rares sur ce point.

(2) F¹⁹ 6.288, Aube.

(3) Voir Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*.

(4) Voir chap. XVIII, § 4.

Plusieurs nouvelles écoles secondaires congréganistes furent ouvertes.

Or les congrégations d'hommes étaient l'un des agents les plus actifs des progrès de l'ultramontanisme. L'administration des Cultes constatait en 1865 « qu'un certain nombre de congrégations pèsent d'une manière regrettable sur l'ordinaire, et que dans plusieurs circonstances, notamment dans la question de l'encyclique, elles ont eu la plus fâcheuse influence sur l'attitude des évêques. » (1) Enhardies par le blâme infligé par Pie IX à Darboy pour avoir nié leur exemption, elles se considéraient de plus en plus comme indépendantes des évêques. Ginouilhac écrivait à Dupanloup, le 14 mai 1867 : « Ce que j'ai eu l'honneur de vous dire d'une dispense accordée à certains corps religieux m'est parfaitement certain, parce que les uns l'ont formellement avoué, et que les autres agissent ouvertement et constamment en conséquence. » (2)

D'autre part, les ultramontains disposaient toujours du principal journal catholique, le Monde. Ses deux éditions tiraient ensemble à plus de 9.000 exemplaires. Comme chaque numéro était lu par plusieurs lecteurs, et que le Monde était très peu lu par les laïques, ce tirage montre qu'il était lu par une très grande partie du clergé français. Dans un rapport du 18 décembre 1866, Duruy signala à l'empereur les plaintes des cinq évêques libéraux siégeant au Conseil impérial de l'Instruction Publique, contre le Monde, qui contribuait à rendre « leurs diocèses ingouvernables » (3). Ils assuraient Duruy que si le gouvernement supprimait le Monde, l'épiscopat, échappant à sa pression, se prononcerait en majorité contre la politique de Pie IX.

Non seulement le gouvernement ne supprima pas le Monde, mais à la suite de la lettre impériale du 19 janvier qui annonçait un régime plus libéral de la presse, l'autorisation de fonder de nouveaux journaux fut facilement accordée, et Louis Veuillot l'obtint le 17 février. Il réunit par souscription les fonds nécessaires ; après avoir vainement tenté d'acheter le Monde, il fonda un nouveau journal, et obtint de l'empereur l'autorisation de lui donner le nom célèbre de l'Univers, que revendiquait

(1) F¹⁹ 6.254.

(2) AB XIX 526.

(3) Duruy : *Notes et souvenirs*. Ils se plaignaient aussi du nonce, qui correspondait directement avec leurs prêtres.

le directeur du Monde, Taconet (1). L'Univers reparut le 16 avril 1867. Bien qu'assez modéré pendant quelques mois, il retrouva bientôt son ancien succès. Dès octobre ses deux éditions tiraient à 8.250 exemplaires, contre 6.400 à celles du Monde. En octobre 1868, le Monde était tombé à 4.500 tandis que l'Univers dépassait 10.000 (2). Ainsi le gouvernement, qui, par les nominations épiscopales, cherchait à fortifier dans l'Église de France l'opposition à la politique pontificale, laissait se développer deux des forces qui avaient le plus contribué à accroître la puissance du Saint-Siège en France : les congrégations d'hommes et la presse ultramontaine.

Ce fléchissement de la politique gallicane se manifesta encore à propos de la réunion des évêques à Rome. Maret, dans un mémoire du 25 mars, signala à l'empereur et à Baroche qu'elle risquait de donner lieu à une manifestation pour l'infailibilité pontificale (3). Un publiciste ultra gallican, Jean Wallon (4), adressa une pétition au Sénat, où il rappelait comment la cour de Rome avait procédé en 1862, et déclarait que la proclamation de l'infailibilité pontificale bouleverserait l'Église et l'État. Troplong signala cette pétition à Baroche : « Elle donnera lieu, écrivait-il, à une discussion très sérieuse dans le Sénat. » Tardif, consulté, répondit à Hamille le 8 avril que Wallon avait sans doute rédigé sa pétition avec l'aide d'ecclésiastiques compétents. « Comme énoncé de faits et appréciation de situation, je n'y vois presque rien à reprendre. » Il ne croyait pas cependant, que l'infailibilité pontificale serait proclamée à cette occasion. « L'auteur ou les auteurs s'exagèrent aussi la gravité de la situation et attachent trop d'importance à la question religieuse. Est-il nécessaire ou opportun de réveiller les vieilles querelles du Sacerdoce et de l'Empire lorsque l'Empire est aussi gravement menacé que le Sacerdoce, lorsque toutes les forces vives du pays doivent s'unir pour la solution des question sociales qui vont plus vite qu'on ne le suppose ? » Cette opinion, remarquable de la part d'un spécialiste des questions ecclésiastiques dont les tendances étaient gallicanes, s'imposait de plus en plus au personnel du gouvernement et à tous les conservateurs.

(1) F¹⁰ 384. Voir E. Veuillot : *Louis Veuillot*.

(2) En août 1867, le Journal des Villes et des Campagnes fut enfin autorisé à paraître tous les jours.

(3) Bazin : *Vie de Mgr Maret*.

(4) Il dirigeait avec quelques amis la rubrique religieuse d'un journal impérialiste récemment fondé, l'Étendard.

La politique gallicane divisait le gouvernement et le clergé, c'est-à-dire les deux grandes forces conservatrices qui devaient s'unir pour lutter contre les révolutionnaires : c'est pourquoi elle fut graduellement abandonnée. Tardif conseillait cependant d'accepter le renvoi de la pétition au gouvernement, qui pourrait en tirer argument pour inciter la cour de Rome à la modération. « Quant aux évêques, il serait bon de leur donner toutes facilités pour le voyage, et de chercher à constituer dès à présent un groupe de prélats disposés à résister aux entreprises hasardeuses. » (1)

C'est à quoi se borna en effet le rôle du gouvernement. Contrairement à ce qu'il avait fait en 1862, il ne dissuada pas les évêques qui lui étaient les plus dévoués de se rendre à Rome, et il ne tenta d'obtenir du Saint-Siège aucun engagement relatif à l'objet de la réunion des évêques. Il paraît même n'avoir pas envoyé d'instructions particulières à l'ambassadeur. Sartiges se borna, dans des conversations officielles avec les conseillers du pape, à leur recommander de laisser à la cérémonie son caractère religieux et commémoratif (2).

Il y avait alors dans l'épiscopat français trois groupes principaux : les ultramontains intransigeants, au nombre d'une quinzaine, approuvaient seuls la politique du *Syllabus* et désiraient la proclamation de l'infaillibilité pontificale, tout en regrettant parfois les exagérations et la précipitation des Jésuites romains. Pie, Doney, Mabile, étaient les plus influents. Les deux autres groupes étaient nettement hostiles à la politique de Pie IX. C'étaient d'une part les quelque trente évêques récemment nommés qui suivaient Darboy et Lavigerie ; et de l'autre, Dupanloup et ses amis, notamment ceux qui avaient signé avec lui en 1863 la lettre des sept évêques. Avec des tendances religieuses très analogues, ces deux groupes étaient profondément divisés par la politique, le premier étant favorable, le second hostile au gouvernement impérial.

Cette division était une cause de faiblesse. Le gouvernement semble avoir eu l'intention d'y porter remède par des nominations comme celles de Place, Hugonin, Thomas, qui, ayant des amis dans les deux groupes, pouvaient contribuer à les rapprocher. Les catholiques libéraux laïques, et la plupart des évêques amis de Dupanloup, tels que Guibert, Jaquemet, Dupont

(1) F¹⁹ 1.939. Wallon, voyant qu'il n'était pas soutenu par le gouvernement, retira sa pétition, qui ne fut pas discutée.

(2) Correspondance diplomatique, 12 mai 1867.

des Loges, restaient intransigeants dans leur opposition à l'Empire, et jugeaient très sévèrement les évêques gouvernementaux (1). Leur hostilité empêcha toujours un rapprochement véritable entre les deux groupes. Cependant des prélats comme Mathieu, Marguerye, Ginouilhac y étaient favorables, et Dupanloup lui-même y était disposé, tant la lutte contre l'ultramontanisme autoritaire le préoccupait. Il déclara au procureur général d'Orléans que le clergé devait accepter, dans la question romaine, le maintien du *statu quo*, et que les évêques qui se rendaient à Rome devraient être « prêts surtout à combattre les tendances rétrogrades d'une partie du haut clergé romain. Au surplus, chaque puissance catholique devrait être représentée à Rome de manière permanente par des cardinaux nationaux... Au sein même de l'Église de France, quelques évêques restent attachés à certaines idées excessives qui vont se produire de nouveau à Rome, et contre lesquelles il est nécessaire de réagir » (2). Dupanloup fut le principal organisateur de la résistance. Il se concerta par lettres avec ses amis et partit pour Rome plus d'un mois avant les cérémonies pour surveiller ce qui s'y préparait. Sa tâche fut facilitée par les dispositions des nombreux évêques modérés ou indécis. Ils étaient peu favorables à la politique de Pie IX, tant par crainte des crises qu'elle risquait de susciter que parce qu'elle portait atteinte à leur autorité. Non seulement les congrégations d'hommes s'affranchissaient de la juridiction de l'ordinaire, mais le mouvement d'indiscipline suscitée dans le bas clergé par la multiplication et le succès des appels en cour de Rome, se développait de manière à inquiéter sérieusement les évêques (3).

Deux questions surtout préoccupaient les évêques français : le droit coutumier et l'infailibilité pontificale. Très attachés au droit coutumier, c'était pour obtenir des dérogations au droit commun qu'ils désiraient un Concile général. Marguerye écrivait à Dupanloup le 26 février 1867 « qu'il serait bon de préparer un travail sur quelques questions de discipline touchant lesquelles les principes du droit commun, toujours invoqués à

(1) Voir dans A. Houtin : *Le P. Hyacinthe dans l'Église romaine*, les efforts faits par Montalembert pour détacher le P. Hyacinthe de Darboy. Voir aussi Paguelle de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*.

(2) F¹⁰ 2.553 : Grandperret à Baroche, 26 avril 1867. Voir p. 804.

(3) Même des prélats ultramontains, comme Gousset et Gignoux eurent à en souffrir. (F¹⁰ 5.850, Maurice ; Gousset : *Le cardinal Gousset* ; F¹⁰ 5.786 Dalon ; et AB XIX 525.)

Rome, ne sont pas observés en France, peuvent difficilement l'être, et même auraient besoin d'être modifiés dans un état de société si différent de ce qu'il était lors du Concile de Trente, et avant la grande Révolution. Le pape convient que ce travail serait nécessaire ; il me l'a dit à moi-même. En attendant, nous sommes dans une situation équivoque sur plusieurs points. Rome décide d'après le droit commun, et nous, nous sommes souvent en dehors dans la pratique, et même contre. On nous dit bien à Rome *en conversation* : faites pour le mieux, attendez, préparez les voies, etc. mais les ardents, en France, nous disent : vous êtes sans droit, et agissent de cette manière ; nos usages sont blâmés par des réponses de Rome, etc. ; je trouve cette position fâcheuse, et même parfois embarrassante au point de vue de la conscience. Mgr de Tours et Mgr de Grenoble me répondent qu'il n'y a rien à faire : Rome ne comprendrait pas nos demandes, elles seraient renvoyées aux congrégations et l'embarras augmenterait par des réponses toujours basées sur le droit commun. Il faut donc renoncer à toute démarche en ce sens. On peut cependant étudier quelques questions en vue de quelque occasion officieuse, pour nous conserver au moins une tolérance provisoire, dans les usages généralement suivis et justifiés. Parmi ces questions je signale celles-là : l'Index, cas réservés, réduction des legs, sociétés secrètes, chapitres et grands vicaires, communautés religieuses et droits des évêques, etc. Les *Analecta* (1) soulèvent sur toutes ces matières des difficultés pratiques qui troubleraient nos diocèses » (2).

L'autre question essentielle était celle de l'infaillibilité pontificale. Cette doctrine était admise par presque tous les évêques français, même par des adversaires résolus du parti ultramontain, comme Dupanloup et Lavigerie. Mais, en très grande majorité, ils en jugeaient la proclamation inopportune ; elle heurterait l'opinion, renforcerait le mouvement hostile à l'Église, et pourrait susciter une crise dans ses rapports avec les États ; elle accroîtrait l'autorité de Pie IX et consacrerait le triomphe de la politique du *Syllabus*. La plupart des évêques désiraient donc qu'elle fût écartée du programme du Concile. Ils ne voulaient surtout pas que Pie IX profitât de la célébration du martyre de Saint Pierre pour faire proclamer l'infaillibilité

(1) Les *Analecta juris pontifici* étaient un périodique ultramontain rédigé à Rome, mais par des Français, et en français (Voir J. Maurain, *Le Saint-Siège et la France...*, Appendice 1, et ci-dessus, page 553).

(2) AB XIX 524.

pontificale. Cette définition, sans discussion sérieuse, dans une réunion d'évêques qui n'était pas un Concile, eût été contraire aux traditions de l'Église, et aux droits de l'épiscopat. Elle n'eût pas permis de stipuler les conditions et les réserves sans lesquelles beaucoup d'évêques n'admettaient pas l'infaillibilité pontificale. Ginouilhac écrivait à Dupanloup le 31 janvier 1867 : « Je suis très préoccupé de l'objet probable de la convocation pour le mois de juin... De toute part, on me dit que ce sera, ou la définition de l'infaillibilité personnelle ou au moins séparée du pape, ou la préparation à cette définition. Ce serait le couronnement de son pontificat... A mon sens, il n'y a pas aujourd'hui de question plus grave que celle-là et les conséquences d'une définition semblable seraient désastreuses pour l'Église. Après la définition de l'Immaculée Conception dont on espérait tant humainement, et qui, au moins, était désirée par l'épiscopat catholique, nous avons eu la perte du domaine temporel. Après celle de l'infaillibilité papale, nous aurions, ou un schisme effroyable, ou une hostilité plus déclarée de toutes les puissances politiques et des intelligences les plus élevées contre l'Église. » (1)

Sur cette question d'opportunité, l'avis de Ginouilhac était partagé même par des évêques qui n'étaient ni gallicans, ni libéraux. Guibert, ultramontain d'origine, et qui l'était redevenu par hostilité contre le gouvernement impérial jusqu'à témoigner sa bienveillance à l'Univers ressuscité, écrivait le 25 avril à Dupanloup, qui allait partir pour Rome : « Il est bien important qu'il y ait là quelques prélats étrangers, de notre nation surtout, pour renseigner le Saint Père et les cardinaux sur l'opportunité de certaines questions qu'on pourrait proposer. Je n'ai rien appris, Monseigneur, touchant le projet de déclarer comme dogmes l'assomption de la Vierge et l'infaillibilité du pape. Comme Votre Grandeur, j'ai reçu dans le temps la lettre écrite au nom de Pie IX qui me demandait mon avis sur la tenue d'un Concile, et sur les matières qu'on pourrait y traiter. J'ai répondu, et vous comprenez bien que dans le programme que je me permettais d'indiquer, je ne faisais point mention de l'assomption ni de l'infaillibilité personnelle (2). La première vérité est admise par tout le monde ; je ne verrais aucun inconvénient à en faire

(1) AB XIX 526.

(2) Lettre du 24 juin 1865, citée par Paguelle de Follenay : *Vie du cardinal Guibert*. Le programme de Guibert portait surtout sur la discipline et les coutumes. Dupanloup avait établi un programme analogue. (Voir AB XIX 526, minute sans date d'une lettre à Antonelli.)

un article de foi, mais je crois cette déclaration tout à fait inutile. Quant à l'infailibilité du pape, elle est admise généralement ; pour mon compte, je l'ai toujours professée, mais je verrais bien des inconvénients à s'occuper de cette question dans le moment actuel. Je serais bien étonné si, à Rome, on nous proposait des décisions de cette nature. Il y a autre chose à faire en ce moment. » (1)

Les évêques gouvernementaux, en informant Baroche de leur départ pour Rome, l'assurèrent que si l'on tentait de faire proclamer l'infailibilité pontificale, ils s'y opposeraient. La plupart d'entre eux disaient d'ailleurs ne pas croire à une pareille tentative. Ils annonçaient en outre qu'en matière politique, ils n'oublieraient pas à Rome leur dévouement à l'empereur (2).

Cinq cents évêques environ se réunirent à Rome, dont soixante-dix français. Le 17 juin, le pape leur adressa une allocution dans laquelle il affirmait hautement, et dans leur entier, les doctrines proclamées dans le *Syllabus*. Cette déclaration a animé le zèle de ceux des prélats de toutes nations que leurs tendances rattachent à ce *credo* religieux politique, et la lutte s'est faite vive autour de l'adresse qui, le 26, doit être présentée au Saint Père ... la majorité de nos prélats français voudraient que l'on évitât d'introduire dans cette adresse tout ce qui pourrait, de près ou de loin, toucher aux questions politiques, et même tout ce qui, en matière de discipline ecclésiastique, serait trop absolu. Les Français, plus nombreux, obtinrent d'avoir quatre représentants à la commission de l'adresse, où les autres nations n'en avaient que trois (3). Ils se réunirent, et élurent leurs délégués au scrutin secret. Dupanloup eut seul la majorité absolue au premier tour. Rénier l'obtint au second, Bonnechose, au troisième. Mathieu fut élu au quatrième tour à la majorité relative (4).

Les Jésuites romains voulaient profiter de la réunion des évêques pour « faire prévaloir l'infailibilité religieuse et morale du pape, en un mot, élever le *Syllabus* à la hauteur de l'Évangile » (5). La *Civilla Cattolica* du 15 juin proposa même une formule de

(1) AB XIX 526.

(2) F¹⁹ 1.939. Voir : *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau*, 20 avril 1867, Lavigerie à Cousseau.

(3) 18 juin, Sartiges à Moustier, Correspondance diplomatique. Des extraits de la Correspondance diplomatique sont conservés à F¹⁹ 1.939.

(4) Baroche 1.000. Doney à Baroche, 25 juillet 1868.

(5) 23 juin, Sartiges à Moustier, Correspondance diplomatique.

définition. Les évêques français firent valoir que seul un Concile œcuménique pourrait définir un nouveau dogme. Les évêques assemblés à Rome étaient en général favorables à la réunion d'un Concile, mais, comme les Français, beaucoup d'étrangers tenaient pour peu opportune la définition de nouveaux dogmes, et voulaient surtout une révision de la discipline de l'Église. En outre, une rivalité assez vive se manifesta entre le clergé romain, habitué à diriger seul l'Église, et les évêques étrangers, dont beaucoup étaient convaincus de leur supériorité morale et intellectuelle. Devant ces dispositions, les Jésuites, qui avaient été les premiers partisans d'un Concile, dans l'espoir d'y faire définir l'infailibilité pontificale, craignirent au contraire qu'il n'aboutît à restreindre le rôle du clergé romain dans le gouvernement de l'Église. Ils cherchèrent à en faire ajourner la convocation, mais Pie IX l'annonça officiellement dans son allocution du 26 juin.

La commission de l'adresse désigna une sous-commission de six membres, dont l'ultramontain anglais Manning, Dupanloup, et le sous-secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques, Franchi. Le cardinal de Angelis leur fut adjoint comme président. Il proposa un texte rédigé au Vatican, que Dupanloup s'efforça d'atténuer, tandis que Manning voulait au contraire le rendre plus intransigeant. La discussion paraît avoir été dans l'ensemble favorable à Dupanloup. Comme l'allocution consistoriale du 26 juin à laquelle elle répondait, l'adresse des évêques du 29 juin, ne faisait que peu de place à la question romaine : elle se bornait à confirmer les déclarations faites sur ce point dans l'adresse de 1862. Elle contenait une allusion à l'interdiction faite par le gouvernement impérial de publier l'encyclique. Ce blâme discret fut d'ailleurs peu remarqué. Au point de vue religieux, elle exprimait les doctrines de Pie IX, mais prudemment, en évitant les mots et les formules qui les symbolisaient pour l'opinion publique : les évêques attaquaient vivement les doctrines rationalistes, incitaient les princes et les peuples à se montrer dociles à l'Église, et déclaraient adhérer aux actes doctrinaux émanés du Saint-Siège ; mais le *Syllabus* n'était pas nommé. Ils exaltaient le magistère pontifical, et l'autorité de la chaire de Pierre, à laquelle l'Église devait toujours s'attacher pour se préserver de l'erreur, mais le mot d'infailibilité n'était pas prononcé (1). Grâce à

(1) D'après Maynard (*Mgr Dupanloup, et M. Lagrange, son historien*), ce mot aurait figuré dans l'adresse sans l'opposition de Dupanloup.

ces artifices, les deux partis pouvaient s'attribuer la victoire (1).

Cependant, surtout comparée à celle de 1862, la réunion des évêques de 1867 marquait un succès pour les modérés. Sur la question romaine, la cour de Rome elle-même n'avait pas cherché à susciter de protestations violentes. En matière religieuse, les modérés qui admettaient l'infaillibilité pontificale sans vouloir qu'elle fût proclamée ne pouvaient qu'être satisfaits de la rédaction de l'adresse (2). Quant à la procédure, la discussion avait été plus sérieuse qu'en 1862, et la cour de Rome, tout en jouant un rôle prépondérant dans la rédaction de l'adresse avait dû tenir compte de l'opinion des évêques. En outre, le clergé romain était atteint dans son prestige. « En effet, le sentiment qui semble être au fond des esprits parmi les membres de l'épiscopat étranger, quel que soit d'ailleurs son dévouement au Saint-Siège et à l'unité de la foi, c'est que l'administration centrale de l'Église est loin d'être parfaite, et il y a une tendance très marquée à souhaiter la fin de ce municipalisme romain, qui s'est inféodé toutes les congrégations comme tous les grands ministères qui gouvernent les intérêts ecclésiastiques et mixtes du catholicisme. » (3)

Aussi les modérés, gallicans et libéraux, fondaient-ils de grands espoirs sur le Concile dont la réunion prochaine était maintenant officiellement annoncée.

(1) Doney, citant à Baroche le passage sur le magistère pontifical, ajoutait : « C'est là une reconnaissance *implicite* de l'infaillibilité pontificale, ou il faut renoncer à comprendre le langage humain. » (25 juillet 1868, Baroche 1.000.)

(2) Voir Lagrange : *Vie de Mgr Dupanloup*. Le cardinal Caterini, président de la congrégation du Concile, demanda aux évêques de communiquer au pape leurs observations sur un certain nombre de questions : dans ce questionnaire, daté du 6 juin, l'infaillibilité n'était pas mentionnée.

(3) Sartiges à Moustier, 6 juillet. Correspondance diplomatique, et F¹⁰ 1.939.

CHAPITRE XXV

La seconde expédition de Rome (1)

1. — *Mentana* v

Un journal républicain, le Phare de la Loire, lança en 1867 l'idée d'un congrès international de la paix. Elle fut accueillie par la plupart des républicains d'Europe. Au nombre d'environ 10.000, ils se réunirent à Genève au début de septembre sous la présidence d'honneur de Garibaldi. Le congrès affirmait ainsi son caractère républicain et révolutionnaire. Il reçut l'adhésion du congrès de l'Internationale des travailleurs qui siégeait à Lausanne, ce qui le fit passer pour socialiste. Garibaldi, qui préparait depuis juillet un coup de main contre Rome, fit du congrès une manifestation contre la papauté. Arrivé le 8, il harangua « les citoyens de cette ville de Genève qui ont porté les premiers coups à la Rome papale ; le moment est venu de compléter l'œuvre de vos pères ; il y a dans la mission des Italiens qui ont si longtemps gardé le monstre, une partie expiatoire. Notre devoir est de l'abattre. Nous l'abattrons. Votre concours sera peut-être nécessaire : j'y compte ». Puis il revint en Italie et pressa ses préparatifs.

Le président du conseil italien, Rattazzi, encourageait publiquement les romains à chasser le pape, leur promettant, s'ils réussissaient, l'appui de l'Italie. La plupart des conseillers de l'empereur jugeaient impossible de laisser renverser le pouvoir temporel. Moustier et Niel se prononçaient très énergiquement en ce sens. Or c'était à eux qu'incombait l'exécution des décisions du gouvernement impérial, ce qui leur donnait une grande influence. Dès le 6 août, Drouyn de Lhuys, qui restait membre du conseil privé,

(1) La source essentielle est *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871* t. XVII, XVIII, et surtout XIX, qui donnent non seulement tout ce qui, dans la Correspondance diplomatique, est relatif à la question romaine, mais aussi les procès-verbaux des conseils des ministres rédigés par Rouher. Voir en outre le *Livre vert italien* (Archives diplomatiques, 1868, et bibliographie : Affaires d'Italie.)

avait écrit à Napoléon III que son honneur et son prestige étaient engagés : cet argument tirait une force particulière de la fin tragique de Maximilien après l'évacuation du Mexique par les troupes françaises. Si l'empereur « n'envoie pas une armée pour sauver le pape, il assumera la responsabilité de la chute d'un pouvoir qu'il n'aura ni défendu, ni laissé défendre. La fureur des partis se déchaînera et s'écriera : « Après avoir abandonné Maximilien aux satellites de Juarez, on livre le pape au séides de Mazzini ; » tout est difficile mais cela est impossible » (1). Rouher lui-même, se prononça le 19 septembre dans le même sens, malgré le danger d'une alliance italo-prussienne. « Cette attitude me paraît seule conforme à notre dignité et à nos intérêts. Ne rien faire nous donnerait une apparence de complicité et renouvellerait toutes les accusations dirigées contre nous à propos des Marches et de l'Ombrie. Ce serait pour les élections plus ou moins prochaines une cause assez sérieuse d'affaiblissement. D'ailleurs les temps actuels veulent que nous fassions énergiquement respecter la foi des traités, et une conduite résolue est plus propre à empêcher des alliances regrettables que les apparences de l'irrésolution. » Il fallait donc préparer l'expédition. Rouher préconisait d'ailleurs deux mesures destinées à ménager l'Italie : le corps expéditionnaire serait rappelé aussitôt qu'il aurait repoussé Garibaldi, et les troupes italiennes pourraient occuper une partie du territoire pontifical, ce qui « prouverait une communauté de vues » (2). Enfin l'impératrice était toujours ardemment attachée à la cause du pape (3).

Par crainte du gouvernement impérial, le gouvernement italien fit arrêter Garibaldi (24 septembre) et le renvoya dans son île de Caprera. Mais, sous la pression de l'opinion, il toléra les préparatifs des garibaldiens qui commencèrent des incursions sur le territoire pontifical ; il chargea Nigra d'aller à Biarritz dire à Napoléon III que ces troubles rendaient nécessaire l'occupation de Rome par les troupes italiennes. Napoléon s'y opposa et fit prévoir une nouvelle expédition française à Rome. Le gouvernement pontifical ne cessait de la réclamer, sans trop l'espérer ; il hâtait l'arrivée de volontaires français qui lui permissent, en attendant les troupes françaises, de résister aux garibaldiens. Ceux-ci multiplièrent leurs incursions et s'avancèrent tout près

(1) Pradier Fodéré : *Documents sur l'histoire contemporaine*, Paris 1871, in-8°.

(2) *Papiers et correspondance de la famille impériale*.

(3) Elle félicita Dupanloup qui lui avait adressé une brochure qu'il venait de faire paraître en faveur du pape. (Voir Dupanloup : *Lettres choisies*.)

de Rome sans d'ailleurs trouver de concours chez les romains. L'armée pontificale leur tenait tête, mais, trop peu nombreuse, elle s'épuisait et la situation du pape devenait critique. Par l'encyclique du 17 octobre, Pie IX invita l'épiscopat à prescrire des prières publiques pour le Saint-Siège. Le gouvernement italien assurait que la frontière étant difficile à surveiller, il ne pouvait empêcher les garibaldiens de pénétrer sur le territoire pontifical.

L'empereur paraît avoir été décidé à assurer le maintien du pouvoir temporel du pape, même par une intervention armée ; toutefois, il désirait vivement éviter ce moyen extrême, odieux à l'Italie, plein de périls et de difficultés pour la France. Il pressa Victor-Emmanuel de « prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre inutile une intervention française à Rome » (11 octobre). Son désir d'éviter cette intervention paraît s'être encore accru lorsqu'il quitta Biarritz, où il subissait uniquement l'influence de l'impératrice, et rentra à Saint-Cloud. Dès le lendemain (16 octobre), il réunit un conseil des ministres, auquel assistait l'impératrice ; il fit exposer la situation par Moustier et consulta les ministres : « M. Baroche : il ne lui est pas démontré que le mauvais vouloir du gouvernement italien soit encore entièrement démontré. M. de La Valette : cette question est fort délicate, elle divise les serviteurs de l'Empire ; mais pour lui le danger le plus immense des résolutions possibles serait celui qui nous ramènerait à Rome. M. de Moustier appelle l'attention du conseil sur les conséquences de l'attitude d'abandon qui serait le résultat de la violation de la convention du 15 septembre. Le ministre des Travaux Publics (1) insiste très vivement pour que nous occupions immédiatement et énergiquement Civita-Vecchia. Le ministre d'État opine énergiquement pour faire observer la convention. Le garde des Sceaux partage l'opinion du ministre de l'Intérieur. Après un très long débat, l'empereur décide : 1^o Qu'on déclarera formellement à l'Italie qu'on s'opposera à l'entrée de ses troupes dans les États pontificaux ; 2^o Qu'on lui notifiera que si la convention continue à être inexécutée, on enverra à Rome un corps d'occupation » (2).

Comme Napoléon III, Rouher, tout en jugeant impossible d'abandonner le pape, cherchait à éviter l'intervention, ou à

(1) Forcade.

(2) Procès-verbal de Rouher (*Origines...*). D'après Émile Ollivier et Stern (*Geschichte Europa's*), Duruy se prononça comme La Valette et Baroche contre l'intervention. Les *Notes et Souvenirs* de Duruy ne donnent aucune indication sur ce point.

la rendre acceptable pour l'Italie. Nigra le vit le 17 octobre et écrivit aussitôt au ministre italien des Affaires Étrangères : « Si Votre Excellence pouvait m'autoriser à déclarer qu'en redoublant d'efforts le gouvernement du roi saurait repousser l'invasion sans occuper le territoire pontifical, je réussirais peut-être encore à empêcher l'expédition française. Si Votre Excellence ne peut me donner cette autorisation, l'expédition française aura lieu. Comme nous avons déclaré que dans ce cas nous interviendrions aussi, M. Rouher propose que la double intervention soit réglée d'un commun accord... M. Rouher prendrait en outre l'engagement de provoquer aussitôt que l'ordre aura été établi, une solution équitable de la question romaine... » (1)

Le 17 octobre, Rouher informe le conseil des ministres que Nigra sollicite instantment un délai de 48 heures : « L'empereur déclare adhérer à ce délai sans cependant interrompre les préparatifs nécessaires. » A la suite de nouvelles dépêches reçues de Florence sur l'activité des révolutionnaires, le conseil se réunit de nouveau le même jour et « discute longuement la question de savoir si ou non il y a lieu de faire partir immédiatement les troupes ». Finalement, leur départ est ajourné, mais Moustier télégraphie au chargé d'affaires de France à Rome, Armand : « Que le gouvernement pontifical continue à se défendre énergiquement, l'assistance de la France ne lui fera pas défaut. » Le 20 octobre arrivent à Rome un général et un amiral français chargés d'études relatives à l'expédition éventuelle. Moustier somme d'autre part le gouvernement italien d'arrêter les préparatifs des Garibaldiens. Le 29 octobre, Rattazzi démissionne. Le gouvernement impérial, recevant de Florence des assurances satisfaisantes, annonce, dans le *Moniteur* du 21, que l'embarquement des troupes est arrêté. L'intervention paraît évitée.

Mais Rattazzi, resté provisoirement aux affaires, tolère, malgré les avis de Nigra, les enrôlements de volontaires. Garibaldi s'échappe de Caprera et prend le commandement de ses hommes. Le gouvernement pontifical, réconforté par le télégramme de Moustier du 17 octobre, est de nouveau excessivement inquiet. Antonelli télégraphie le 24 à Chigi : « Notre position est intenable et même la sûreté personnelle du Saint Père est menacée... L'article du *Moniteur*, qui n'est pas assez clair, se prête à de bien

Persigny, d'après ses mémoires publiés par de Laire d'Espagny, fut partisan de l'intervention ; contrairement à ce qu'il suppose dans sa note du 11 novembre 1867, l'impératrice y fut ardemment favorable.

(1) *Livre vert italien.*

tristes interprétations. » Armand, très dévoué au Saint-Siège, insiste sur l'urgence d'une intervention. Au conseil des ministres du 24 octobre, « le ministre des Affaires Étrangères fait connaître les mauvaises nouvelles qui sont parvenues d'Italie et qui tendent à démontrer que la révolution l'emporte dans les régions du gouvernement italien. L'empereur, de l'avis du conseil, décide que des ordres vont être immédiatement donnés pour le départ du corps expéditionnaire ». Le 25, une circulaire de Moustier annonce l'expédition française en ajoutant : « Nous ne voulons en aucune manière renouveler une occupation, dont, mieux que personne, nous mesurons la gravité. » Le 26 octobre, le *Moniteur* fait savoir que « l'empereur a révoqué les ordres qu'il avait donnés de suspendre l'embarquement des troupes réunies à Toulon ». Le même jour la flotte prend la mer. Au conseil du 27 octobre « Sa Majesté donne lecture de diverses dépêches du roi d'Italie, annonçant que le ministère Menabrea était formé mais ne pouvait se maintenir ou accepter si l'intervention militaire avait lieu. L'empereur a répondu qu'il était trop tard, que la flotte était partie... L'empereur décide qu'un nouvel envoi de 5.000 hommes sera dirigé sur Civita-Vecchia » (1).

Une guerre contre l'Italie paraissait alors presque probable. Niel l'envisageait (2) et considérait l'occupation de Rome comme une mesure stratégique importante qui mettrait en péril la domination piémontaise sur le sud de l'Italie, où elle était encore précaire. Le Saint-Siège et les cléricaux français espéraient la dislocation de l'unité italienne. L'impératrice, « qui dissimulait mal, sous un aspect calme, la satisfaction de son âme », dit à Pepoli que l'Italie, si elle s'appuyait sur la Prusse contre la France, donnerait raison à Thiers contre Napoléon III. « Je tiens, conclut-elle, à l'indépendance de l'Italie parce que c'est une œuvre française, non à l'unité, qui est l'œuvre de la révolution (3). »

Ce n'étaient ni les sentiments ni la politique de l'empereur.

(1) D'après les héritiers de l'amiral de Gueydon, qui commandait l'escadre, elle avait reçu, après avoir appareillé, l'ordre de rester en rapport avec les sémaphores, mais Gueydon, craignant un contre-ordre, aurait feint de ne pas voir les signaux qui lui étaient faits et aurait profité de la nuit pour s'éloigner. (Voir Mercier : *Marin et Jésuite : Vie et voyages de François de Plas*, 1890, 2, in-8° ; de La Gorce : *Histoire du Second Empire*, t. V.) Les documents officiels paraissent montrer qu'il n'y eut pas de contre-ordre.

(2) Voir de La Tour : *Le maréchal Niel*, Paris 1912, in-12.

(3) 2 novembre 1867, Pepoli à Victor-Emmanuel. *Nuova Antologia*, 16 juin 1900, *Mentana*.

Le conseil des ministres du 30 octobre, informé que le gouvernement italien faisait occuper une partie des États pontificaux, décida seulement de préparer des renforts pour le corps expéditionnaire et d'adresser des dépêches, « l'une à Florence pour blâmer l'entrée des troupes italiennes, l'autre pour faire connaître à Rome la démarche faite et engager le gouvernement du pape à éviter tout conflit ». Les risques d'un conflit étaient cependant très grands, en raison de la solidarité qui unissait d'une part les troupes italiennes aux Garibaldiens, de l'autre, les troupes françaises à l'armée pontificale, et de l'exiguité du territoire pontifical sur lequel toutes ces troupes se trouvaient réunies.

Le 30 octobre, le corps expéditionnaire, débarqué la veille à Civita-Vecchia, entra à Rome. Garibaldi, qui, entré le 24 sur le territoire pontifical, s'était avancé très lentement jusqu'à quelques kilomètres de Rome, battit en retraite. Le 3 novembre, il fut rejoint à Mentana par une colonne formée de troupes pontificales et françaises qui mit ses volontaires en déroute. Le lendemain, Antonelli annonça au général de Failly, commandant le corps expéditionnaire son intention de faire attaquer les troupes italiennes. De Failly s'y opposa en disant que « ce serait une folie » (1). Antonelli renonça à son projet. Sur les démarches instantes du gouvernement impérial, les troupes italiennes évacuèrent les États pontificaux. La guerre était évitée (7 novembre).

Le premier rapport de Failly se terminait ainsi : « Nos fusils Chassepot ont fait merveille. » Le conseil des ministres discuta pour savoir s'il convenait, en publiant le rapport au Moniteur, d'y laisser cette phrase. Le danger qu'elle présentait au point de vue politique fut reconnu, mais Niel en exigea le maintien pour faire connaître à tous la supériorité du nouveau fusil français, employé pour la première fois. Publiée dans le Moniteur du 10 novembre, elle fit en Italie une impression atroce. Elle accrut la douleur et la rancune qu'avait causées Mentana aux patriotes italiens.

Cependant l'empereur, qui n'avait décidé qu'à regret une intervention odieuse à l'Italie, s'efforçait au contraire de ménager les sentiments et les intérêts italiens. Moustier proposa dans une circulaire du 9 novembre la réunion d'une conférence des puissances catholiques, qui eût réglé la question romaine. Le pape l'accepta en principe et l'Italie ne s'y refusa pas. Le

(1) Rothan : *La France et sa politique étrangère en 1867*.

12 novembre, une note insérée au *Moniteur* félicita le gouvernement italien d'avoir évacué le territoire pontifical et réprimé les menées révolutionnaires, et annonçait le prochain rappel des troupes françaises. Le départ d'une troisième division pour Rome fut contremandé. Le corps d'occupation reçut l'ordre de se concentrer à Civita-Vecchia, ce qui fut fait le 2 décembre. Une division rentra en France.

L'empereur, ouvrant le 18 novembre la session législative, déclara au sujet de l'intervention française à Rome : « Notre conduite ne pouvait avoir rien d'hostile à l'unité et à l'indépendance de l'Italie, et cette nation, un instant surprise, n'a pas tardé à comprendre les dangers que ces manifestations révolutionnaires faisaient courir au principe monarchique et à l'ordre européen. Le calme est aujourd'hui presque entièrement rétabli dans les États du pape, et nous pouvons calculer l'époque prochaine du rapatriement de nos troupes. Pour nous, la convention du 15 septembre existe, tant qu'elle n'est pas remplacée par un nouvel acte international. Les rapports de l'Italie avec le Saint-Siège intéressent l'Europe entière, et nous avons proposé aux puissances de régler ces rapports dans une conférence, et de prévenir ainsi de nouvelles complications... » Le nouveau chef du gouvernement italien, Menabrea, se félicita de ce langage et demanda que l'évacuation fût terminée avant la conférence. Le conseil des ministres du 23 novembre discuta « la question de savoir s'il faudrait évacuer très prochainement le territoire pontifical. Il est reconnu que si la conférence se réunit, l'évacuation devra avoir lieu. Dans le cas où la conférence ne se réunirait pas, il y aurait lieu de délibérer de nouveau sur les mesures à prendre ». Menabrea se déclara satisfait des explications de Moustier (3 décembre). A l'ouverture de la session, l'intervention française à Rome paraissait pouvoir être liquidée d'accord avec le gouvernement italien.

II. — *Le JAMAIS de Rouher*

La seconde expédition de Rome, qui sacrifiait au Saint-Siège l'Italie démocratique et libérale et condamnait les romains à subir le despotisme clérical, fut accueillie avec indignation par les républicains français, favorables à l'unité italienne et hostiles à l'Église. Leur mécontentement, très vif dans toute la France, se manifesta surtout à Paris. Le 29 octobre, Napoléon III et l'empereur d'Autriche, sortant de l'hôtel de ville

furent accueillis par des cris de Vive l'Italie, Vive Garibaldi. Le 2 novembre, des républicains allèrent au cimetière Montmartre saluer le tombeau de Manin ; beaucoup furent arrêtés. Des ouvriers, mécontents des députés républicains de Paris, qui n'avaient pas pris part à la manifestation, les sommèrent de donner leur démission pour protester contre l'expédition de Rome, mais ils s'y refusèrent.

Mentana contribua à diviser la France comme en 1849, le parti de l'ordre s'opposant aux républicains. En effet, la seconde expédition de Rome fut généralement bien accueillie, non seulement par les cléricaux, mais par tous les conservateurs. D'une part le congrès de Genève avait confirmé la solidarité des adversaires italiens du pouvoir temporel avec les révolutionnaires de tous pays, de sorte que la défaite de Garibaldi fut considérée comme une victoire de l'ordre social. En outre il parut que l'honneur de la France était en jeu, et que le gouvernement devait faire respecter les engagements pris envers lui par l'Italie, plus impopulaire que jamais depuis qu'elle se rapprochait de la Prusse. L'opinion était unanimement hostile à la guerre, et craignait qu'elle ne résultât de l'intervention ; mais cette préoccupation se dissipa lorsque les Italiens eurent évacué le territoire pontifical. Après tant d'échecs de la politique impériale à l'étranger, le succès rapide et décisif du corps expéditionnaire français fut accueilli avec satisfaction comme une preuve de la force militaire de l'Empire et un élément de prestige dont il avait grand besoin.

Cependant, deux craintes subsistaient parmi les conservateurs. Les uns, hostiles aux expéditions et aux aventures, craignaient, même après la guerre évitée, que l'occupation de Rome ne se prolongeât et ne devînt une charge pour la France ; les déclarations officielles d'après lesquelles l'évacuation était prochaine ne les rassuraient pas entièrement. Ce sentiment se manifesta surtout dans les régions indifférentes en matière religieuse. D'autre part, dans les régions où le parti cléricale était en lutte ouverte contre l'administration, notamment dans l'Ouest, elle s'inquiéta, ainsi que ses partisans, des concessions que le gouvernement pourrait être amené à faire à l'Église, Mentana paraissant devoir entraîner un rapprochement. Mais, dans l'ensemble, le personnel du gouvernement et de l'administration, de même que la masse des conservateurs, se réjouit de Mentana.

Dans le clergé, la satisfaction fut très vive, mais accompagnée de sentiments divers vis-à-vis du gouvernement impérial et sur

l'avenir de la question romaine. Pie IX exprimait chaleureusement sa reconnaissance pour l'empereur et acceptait la conférence qu'il avait proposée, mais sans confiance. Pour lui, la dislocation de l'unité italienne restait la seule solution durable de la question romaine, et il s'inquiétait du départ prochain des troupes françaises : « Si l'empereur cesse de venir en aide au pape, disait-il, le pape succombera et avec lui le principe monarchique. » (1) Dans le clergé et chez les cléricaux de France, deux tendances se manifestaient. Les modérés étaient satisfaits de ce que le gouvernement impérial avait fait pour le pape et du maintien du *statu quo*. Les intransigeants voulaient au contraire comme le pape la reconstitution intégrale des États pontificaux et la dislocation de l'unité italienne ; mécontents des longues hésitations de l'empereur, ils croyaient qu'il n'avait pas eu la ferme volonté de sauvegarder le pouvoir temporel, et que s'il était finalement intervenu, c'était par suite d'un concours de circonstances qui pouvait ne pas se renouveler, sous des influences qui pouvaient s'affaiblir ou disparaître. C'était par suite des lenteurs de Garibaldi, c'est-à-dire également par hasard, que le corps expéditionnaire français était arrivé à temps. Or le gouvernement impérial annonçait l'intention d'évacuer Rome ; l'Église ne pouvait pas accepter le retour à la situation précaire où le pape se trouvait avant l'expédition.

Parmi les mandements par lesquels les évêques ordonnaient les prières publiques demandées par le pape, et qui furent presque tous publiés après Mentana, plusieurs portaient la trace de ces préoccupations (2). Les évêques de Bayonne, Besançon, Cambrai, Laval, Metz, Montauban, Moulins, Nîmes, Poitiers notamment, attribuèrent le rôle décisif dans la défaite de Garibaldi, non au corps expéditionnaire français, mais aux troupes pontificales ; ils passaient sous silence le rôle du gouvernement impérial ou déclaraient qu'il n'avait apporté au mal dont il était responsable qu'un remède partiel et insuffisant, et réclamaient la reconstitution intégrale des États pontificaux. A part ces quelques exceptions, les mandements étaient en général favorables au gouvernement impérial ; les évêques dévoués célébraient avec enthousiasme l'intervention qui justifiait la confiance qu'ils lui avaient témoignée. Mais l'épiscopat était

(1) Sartiges à Moustier, 20 novembre 1867. Correspondance diplomatique et Origines...

(2) F¹ 1.937.

de beaucoup l'élément le plus modéré du parti cléricale.

Avant l'ouverture de la session, le ministère fut modifié. Depuis que les ministres étaient appelés à défendre eux-mêmes leur administration devant les Chambres (19 janvier 1867), La Valette, qui n'était pas doué pour la tribune, sentait qu'il ne pourrait garder le ministère de l'Intérieur. Son remplacement plusieurs fois ajourné devait avoir lieu avant l'ouverture de la session. C'est à tort que son départ fut attribué à l'opposition qu'il avait faite à l'expédition de Rome (1). Dès le 15 octobre, en effet, Rouher adressait un mémoire à l'empereur sur le choix d'un nouveau ministre de l'Intérieur (2). Dans ce mémoire, les questions de politique religieuse n'apparaissent pas. Rouher ne s'y intéressait pas et il était alors surtout préoccupé de l'évolution libérale de l'Empire. Il indiquait, parmi les nombreux candidats envisagés, des cléricaux comme de Parieu, de Benoist, Buffet, Segris, de Talhouet, Pinard, des gallicans comme Rouland, Delangle ou de Royer, sans faire mention de leurs tendances religieuses. Parmi les sept candidats qu'il présenta par ordre de préférence, le premier, Magne, était de tendances cléricales, le cinquième, de Royer, était gallican, le septième, Pinard, était un catholique zélé ; les quatre autres n'avaient pas en politique religieuse de tendance bien arrêtée.

Pinard, ancien procureur général, était conseiller d'État depuis le 5 mars 1866. Reçu par l'empereur pour la première fois en 1865, il l'avait assuré qu'il ne souhaitait pas pour l'Église « une situation privilégiée », ni qu'elle dominât l'État ; mais, « catholique, dans le sens sincère et complet du mot », il considérait « sa foi religieuse comme la condition du vrai progrès social » et voulait pour elle « la liberté de s'affirmer et de s'étendre » (3). Il fut nommé le 14 novembre ministre de l'Intérieur, comme catholique, sous l'influence de l'impératrice. Réserve faite des diplomates et des militaires, c'était sans doute le ministre le plus sincèrement dévoué à l'Église que Napoléon III eût eu depuis le 2 décembre. L'influence cléricale fut encore renforcée dans le ministère par la nomination de Magne au ministère des Finances, que Rouher dirigeait depuis le début de l'année.

(1) D'après les *Notes et Souvenirs* de Mme Baroche, il aurait été question de faire passer La Valette de l'Intérieur aux Affaires Étrangères. L'expédition de Rome rendit cette solution impossible. La Valette fut nommé membre du conseil privé, et ne tomba nullement en disgrâce.

(2) *Papiers et correspondance de la famille impériale*.

(3) Pinard, *Mon journal*. Voir p. 684, n. 1.

Le Sénat se réunit le 28 novembre. Le nonce et les cardinaux modérés, Donnet et Mathieu, étaient d'avis de ne pas interpeller, c'est-à-dire de faire confiance au gouvernement. Bonnechose et les cléricaux laïques, conseillés par Walewski, interpellèrent (1). Bonnechose, le 29, attaqua avec violence l'Italie, contesta l'autorité de la conférence et réclama la reconstitution intégrale des États pontificaux. Le 30, Darboy soutint au contraire la thèse modérée. Il montra que l'intervention était « un acte temporaire... un remède ou un expédient... plus... une complication qu'une solution », et, tout en réservant les droits du pape sur ses anciens États, il préconisa un accord avec l'Italie sur la base du *statu quo* (2). Ce fut également la thèse de Moustier qui ne cacha pas les embarras où l'expédition mettait le gouvernement impérial, et déclara impossible de briser l'unité italienne. Il exprima l'espoir que la conférence assurerait la sécurité du pape de manière à permettre le retrait des troupes françaises de Rome (3). Le Sénat, toujours docile au gouvernement, se contenta de ces déclarations, qui correspondaient bien à la politique conciliante que le gouvernement impérial suivait depuis Mentana vis-à-vis de l'Italie. La séance « a été mauvaise pour les catholiques », déclara l'Univers (2 décembre).

Le Corps Législatif était beaucoup moins docile. Le Tiers Parti, depuis 1866, y prenait une influence croissante. La lettre du 19 janvier 1867 l'avait fortifié en annonçant plusieurs des réformes qu'il réclamait. La majorité, devant la décomposition de l'Empire autoritaire, sentait qu'elle n'avait plus intérêt à

(1) Voir Besson : *Vie du cardinal de Bonnechose*. Walewski, brouillé avec Rouher avait dû abandonner la présidence du Corps Législatif.

(2) Ce discours fut reproché à Darboy : Pie IX qui croyait toujours imminente la décomposition de l'unité italienne, regretta qu'il eût parlé « de faits accomplis » et déclara à Sartiges que si un laïque pouvait émettre une pareille théorie « un prêtre ne se trouvait pas autorisé à la tolérer ou même à la discuter, attendu qu'elle se trouvait textuellement condamnée dans le *Syllabus* » (proposition 61). (Sartiges à Moustier, 28 décembre 1867. Correspondance diplomatique.)

Le cardinal Mathieu estimait au contraire que le discours de Darboy avait été irréprochable et très utile. Après le discours de Bonnechose, « l'affaire était perdue au Sénat comme affaire parlementaire... nous étions battus à plat sur toutes les coutures. L'archevêque de Paris a relevé l'affaire de la manière la plus honorable et la plus complète... Il n'a nullement dit qu'il acceptait les faits accomplis, il a dit seulement que quand on se trouve en présence de faits, on ne peut pas en faire abstraction... » Son discours fit beaucoup d'effet : « J'appelle cela un véritable triomphe parlementaire, quoique d'un autre genre que celui du Corps Législatif. » AB XIX 519, Mathieu à Boiteux, 2 février 1868.

Voir l'Univers du 4 avril 1868.

(3) Le gouvernement prévoyait déjà que la conférence ne pourrait pas avoir lieu. Voir Rouher à Baroche, 22 novembre 1867 (Baroche 982).

obéir aveuglément au gouvernement et qu'elle devait au contraire lui imposer sa politique. Elle venait de le forcer à atténuer la nouvelle loi militaire. En matière religieuse, elle partageait dans son ensemble l'hostilité du Tiers Parti contre les tendances laïques et démocratiques de Duruy, et son attachement au pouvoir temporel du pape. Depuis plusieurs années, elle avait amené le gouvernement à s'engager en sa faveur plus nettement qu'il ne l'eût souhaité. Elle était de plus en plus entraînée par le mouvement qui poussait les conservateurs à s'unir et à se concilier la grande force conservatrice, le clergé, pour combattre les républicains. Elle s'enhardissait dans ses tendances cléricales en voyant par la seconde expédition de Rome et par la nomination de Pinard que le gouvernement impérial n'était pas résolu à leur résister et pouvait être amené à les subir. Le gouvernement fut interpellé sur les affaires de Rome à la fois par les républicains et par les cléricaux.

Jules Favre, le 2 décembre, critiqua vivement l'intervention et montra que le gouvernement impérial, en organisant de concert avec le clergé le recrutement de la légion d'Antibes et de l'armée pontificale, avait violé le premier la convention de septembre. Il s'appuya fréquemment sur le discours prononcé par Moustier au Sénat : « M. le ministre des Affaires Étrangères a avoué lui-même que l'expédition ne terminait rien, qu'il n'y avait que des difficultés de plus. » Le gouvernement devait ou évacuer Rome ou s'y établir comme le défenseur du *Syllabus*. Le 3 décembre, Chesnelong répondit avec embarras sur le *Syllabus* et réclama de nouvelles garanties pour le pouvoir temporel. Jules Simon soutint que le pouvoir temporel, ne pouvant se soutenir sans l'appui de troupes étrangères, n'était plus pour le pape une garantie d'indépendance, et que la solution de la question romaine et des conflits religieux était la séparation de l'Église et de l'État. Guérault exprima la déception des bonapartistes de gauche : «... J'ai cru que le gouvernement arriverait progressivement à l'application des idées libérales. Cette croyance est aujourd'hui ébranlée chez moi et sans doute chez beaucoup de bons esprits... s'il devait continuer à être soumis aveuglément à l'influence cléricale, je déclare qu'il n'aurait pas d'adversaire plus résolu que moi » (1).

(1) Dans leurs discours, Guérault et surtout Jules Favre avaient réprouvé le matérialisme comme une réaction excessive contre le cléricisme. Jules Favre l'avait assimilé au « culte des voluptés grossières, de ces spéculations qui permettent à quelques aventuriers de s'enrichir aux dépens des dupes qui suivent leur char menteur ». Les

Le 4 décembre, de Moustier répondit. Sur le *Syllabus*, il contredit la thèse soutenue en 1865 par le gouvernement impérial : « ... nous sommes tous les enfants de 89, tous sincèrement attachés à ces principes... Nous croyons qu'ils ne sont à aucun degré en désaccord avec la thèse catholique. » C'était l'opinion qu'avaient soutenue naguère contre le gouvernement les cléricaux conciliants. Moustier eut des mots très durs pour l'Italie : « Il m'a semblé qu'on ne nous conviait pas seulement au rôle de dupes, qu'on nous conviait au rôle de traîtres. On ne nous disait pas : « Nous violons la convention », on nous disait : « Venez la violer avec nous »... Nous avons repoussé avec indignation cette complicité offerte avec une sorte de bonhomie qui en doublait l'affront » (1).

Mais quant au fond, Moustier ne donna pas satisfaction aux cléricaux. Il fit l'éloge de la politique italienne de l'empereur et souhaila la réconciliation de l'Italie et du Saint-Siège. « Si la conférence se réunit, nous examinerons... si la situation de l'Italie est telle que la sécurité du Saint-Siège soit assurée. S'il en est ainsi, nous ferons cesser une occupation anormale. Si la conférence ne se réunit pas, nous retombons sous le régime du 15 septembre, et alors nous demanderons au gouvernement italien s'il veut, cette fois, s'il peut l'exécuter, s'il consent à nous donner des assurances, des garanties plus fermes. Dans ce cas, nous remettrons une seconde fois la papauté entre les mains de sa loyauté (*Mouvement prolongé*). Je prie la Chambre de me laisser achever ma pensée (*oui, oui*). L'occupation permanente ne pouvant être conseillée par personne, le jour où nous pourrions compter sur le bon sens du peuple italien, sur la sagesse de son gouvernement (*bruil*), sur la certitude de la sécurité entière du Saint-Siège, nous ne devons pas rester à Rome. » (*Approbat-ion*.) Telle était la politique du gouvernement impérial, mais non celle du Corps Législatif.

C'est alors que Thiers monta à la tribune. Il déclara que toute conciliation entre le Saint-Siège et l'Italie était impossible, et attaqua vivement la politique des nationalités comme contraire

républicains avancés protestèrent avec indignation. Jules Favre les irrita de nouveau par son discours de réception à l'Académie française où il exalta le spiritualisme de son prédécesseur, Victor Cousin (23 avril 1868). Le *Siècle* défendit Jules Favre, mais l'*Avenir National* le critiqua. (Voir Maurice Reclus, *Jules Favre*). Peu auparavant, Gratry, dans son discours de réception à l'Académie française, avait fait l'éloge des principes de 89, mais en attaquant vivement Voltaire.

(1) Nigra protesta contre ces paroles.

à l'intérêt de la France. Au point de vue religieux, il fit l'éloge de Voltaire, mais ajouta que les temps étaient changés : « la religion catholique était oppressive, elle ne l'est plus ». Le pouvoir temporel du pape était un élément essentiel de l'organisation de l'Église, et sa suppression porterait atteinte à la liberté du culte catholique. Par conséquent, il devait être défendu non seulement par les catholiques, mais par tous les partisans de la liberté des cultes, par tous les Français attachés au « culte national... Je ne suis pas un apôtre du *Syllabus* ; on connaît mes études, ma vie, mes opinions ; mais je suis sensible au culte national, parce qu'il faut n'avoir rien dans l'âme, il faut n'avoir rien de la nation dans laquelle on est né si on n'est pas sensible au culte national ». Or la guerre de 1859 faisait peser sur la France la responsabilité des événements d'Italie. Si elle laissait succomber le pouvoir temporel ce serait elle qui l'aurait détruit. Thiers, tout en regrettant la formation de l'unité italienne, n'en réclamait pas la dislocation, mais il voulait que ce qui subsistait de l'État pontifical fût maintenu à tout prix. « Il y a eu grande sécurité à Rome quand nos troupes y sont arrivées ; vous les retirez à Civita-Vecchia ; déjà les inquiétudes recommencent, et les menaces aussi. » Quant à l'Italie, si elle ne pouvait pas se passer de Rome, si elle se heurtait à la France, elle n'aurait à s'en prendre qu'à elle-même de la dislocation de son unité (1). Ce discours fut accueilli par le Corps Législatif avec enthousiasme. L'attaque contre le principe des nationalités, la volonté de maintenir définitivement ce qui subsistait du pouvoir temporel, l'abandon des revendications pontificales sur les provinces perdues en 1860, la défense du catholicisme présentée, non au point de vue religieux, mais au point de vue national, politique et social, tout dans ce discours répondait aux sentiments de la majorité conservatrice. Elle manifesta hautement son approbation.

Le 5 décembre, le chef des partisans de l'Empire autoritaire, Jérôme David, vint à son tour « combattre les illusions que nous a révélées le langage de M. le Ministre des Affaires Étrangères au sujet de l'Italie ». Tout en critiquant sur certains points le discours de Thiers, il combattit les arguments que les adversaires du Saint-Siège tiraient du *Syllabus* : « Ces manifestations appar-

(1) Louis Veuillot avait exprimé le 17 novembre dans l'*Univers* une opinion analogue. Si la France empêche l'Italie de prendre Rome, l'unité italienne se disloquera : « Tout ce qui s'est fait en Italie depuis le traité de Zurich, étant contre nature, se dissoudra par nature... Il faut choisir entre Garibaldi et Pie IX. »

tiennent à l'ordre purement théologique... il ne serait pas juste d'y voir un système politique... Le Saint Père, nous l'espérons, introduira des réformes dans ses États, mais il ne peut les accorder que quand il n'aura pas à en redouter les effets. » Il félicita le gouvernement d'avoir fait « une expédition contre les révolutionnaires du dehors et du dedans », et l'engagea à persévérer dans cette voie. Ainsi, les éléments les plus dociles de la majorité trouvaient trop favorable à l'Italie celui des ministres qui, dans le conseil, avait le plus fermement défendu la cause pontificale.

Rouher intervint alors et chercha d'abord par des attaques violentes contre Garibaldi et le congrès de Genève, à faire accepter la politique italienne du gouvernement. Puis, voyant que le Corps Législatif restait froid, il suivit le courant irrésistible qu'avait provoqué Thiers. « Il y a un dilemme : le pape a besoin de Rome pour son indépendance ; l'Italie aspire à Rome qu'elle considère comme un besoin impérieux de son unité. Eh bien, nous le déclarons au nom du gouvernement français, l'Italie ne s'emparera pas de Rome, jamais ! Jamais la France ne supportera cette violence faite à son honneur, et à la catholicité... Est-ce clair ? » Cette fois, le Corps Législatif acclama Rouher comme il avait acclamé Thiers (1). Lorsqu'il descendit de la tribune, Thiers et Berryer obtinrent encore qu'il y remontât pour déclarer que par Rome, il entendait non seulement la ville, mais tout ce qui subsistait des États pontificaux. Vainement Jules Favre déclara que le gouvernement entreprenait « une tâche non seulement difficile, mais impossible ». Le Tiers Parti et la majorité exultaient de voir le gouvernement lié par l'engagement solennel que, depuis 1864, il avait toujours évité de prendre publiquement. Les auteurs de l'interpellation la retirèrent, et, sur la demande de Berryer, le Corps Législatif marqua son accord avec le gouvernement en votant l'ordre du jour par 237 voix contre 17.

Cette déclaration fameuse de Rouher marquait l'abandon de la politique italienne de Napoléon III. Le gouvernement impérial s'aliénait définitivement l'Italie, en s'opposant, non seulement dans le présent, mais pour toujours, à l'achèvement

(1) Cochin, présent à la séance, écrivit à Falloux : « Une assemblée aura sauvé le pape en 1849, une assemblée vient de le sauver en 1867. Il fallait assister à ce Mentana parlementaire. M. David ennuie, mais montre que les fidèles eux-mêmes poussent le gouvernement. M. Rouher essaye en vain de rallier et d'enlever ses troupes sans préférer d'engagement ; il recule, froideur, il s'engage, de nouveau sympathies, adhésion..., il essaye de se retirer, on ne le suit plus ; enfin il parle, précise, brûle les vaisseaux de M. de Moustier, blême et nerveux : acclamations incroyables, même des tribunes. » 7 décembre 1867 (*A. Cochin, Ses lettres et sa vie*).

de son unité. Il renonçait, en cas d'attaque contre le pouvoir temporel, à la liberté d'action qu'il s'était toujours réservée ; il abandonnait le seul moyen de pression dont il disposât vis-à-vis du gouvernement pontifical ; il renonçait à l'espoir qui l'avait jusqu'alors guidé, d'aboutir à une solution amiable donnant satisfaction aux revendications italiennes, tout en assurant au Saint-Siège le libre exercice de son autorité spirituelle.

Napoléon III, Rouher et Moustier affirmèrent officiellement que le discours du 5 décembre exprimait la politique que le gouvernement avait toujours suivie en Italie (1) ; nul ne s'y trompa. Non seulement il en marquait l'abandon, mais il était en contradiction directe avec les assurances données maintes fois aux Italiens par l'empereur et ses ministres, que la question romaine serait réglée, à la mort de Pie IX, soit par un accord satisfaisant pour l'Italie avec le nouveau pape, soit par l'abandon de celui-ci s'il était intransigeant. L'empereur, au conseil du 6 décembre, félicita Rouher « de son beau discours de la veille, en ajoutant : « En politique, il ne faut jamais dire : Jamais ». Puis, comme tout le monde gardait le silence : « Supposez qu'à un moment « donné, le pape et Victor-Emmanuel s'entendent, que devient « le mot éloquent du ministre d'État ? » (2)

L'opinion ne se méprit pas sur le sens de la séance du 5 décembre. Montalembert écrivit à Thiers : « Voilà donc le gouvernement parlementaire rétabli grâce à vous... Voici le pape sauvé, au moins provisoirement, par vous, et aussi par l'empire de la parole publique, de la libre discussion, de la lutte au grand jour, de ce que tant d'aveugles catholiques ont si lâchement renié depuis 1852 ; nous voici revenus, grâce à vous, à ces grands jours de 1848 et 1849 où la vieille libre religieuse de la France vibrerait d'accord avec les meilleurs instincts sociaux et politiques

(1) F¹ 1.937. Napoléon III, félicité par plusieurs prélats du discours de Rouher, leur répondit en ce sens. Il écrivit notamment le 15 décembre, à l'évêque d'Arras : « Les déclarations de mon gouvernement au Corps Législatif n'ont été que la confirmation de ma constante politique au sujet de la question romaine. J'ai toujours eu la pensée de préserver le Saint-Siège des agressions révolutionnaires. Je suis heureux que l'épiscopat rende justice à mes efforts. »

Rouher, acclamé après ses déclarations au Corps Législatif, avait dit : « Et vraiment Messieurs, sous l'émotion de vos applaudissements, j'éprouve en même temps une confusion véritable, car enfin quel est le jour, l'heure, l'instant où un autre langage a été tenu par le gouvernement impérial ? »

(2) Pinard, *Mon journal*. On raconta aussi que Napoléon III avait dit à Rouher : « Mais c'est le régime parlementaire qui est rétabli. » A quoi le ministre d'État aurait répondu : « Sire, il n'y a pas eu moyen de faire autrement. » (Darimon, *Histoire de 12 ans, Notes et Souvenirs (1857-1869)*).

du pays. » (10 décembre) Falloux écrivit à Thiers : « Quelle victoire pour vous, et quel triomphe pour l'ordre moral dans l'Europe tout entière... quelle démonstration aussi en faveur de la libre discussion. » (1) (9 décembre) Dupanloup, présent à la séance, notait : « Au Corps Législatif, grand événement. Vraie joie de ce Corps, plus au pape que nulle assemblée ne le fut jamais... C'était comme à Malines. » (2) Sainte-Beuve, consterné des déclarations arrachées à Rouher, constatait comme Montalembert : « Eh bien, voilà le gouvernement parlementaire en pleine fonction ». (3) Persigny, qui avait approuvé l'expédition de Rome, fit part à l'empereur le 7 décembre de la profonde inquiétude qu'il éprouvait « quand l'Empire semble crouler de toutes parts, quand la lutte acharnée, implacable, que vous font ceux qui, sous prétexte d'établir le régime parlementaire, ont juré votre perte, se poursuit de succès en succès, quand enfin chaque victoire oratoire de vos ministres est une défaite pour Votre Majesté. J'ai suivi les derniers débats ; j'ai vu d'un côté la haine la plus atroce et quelque chose de plus que la haine s'adressant à vous et à vous seul... et de l'autre, votre gouvernement, forcé peut-être par la situation des choses, s'inclinant devant vos ennemis, demandant humblement à des adversaires acharnés de retirer leurs interpellations, abandonnant d'un trait toute la politique suivie depuis quatorze ans entre l'extrême droite et l'extrême gauche ; enfin faisant d'un acte énergique, d'une victoire de Votre Majesté, l'occasion d'un triomphe pour vos ennemis ». (4)

Menabrea déclara qu'une conférence était devenue inutile, Rouher ayant « pour ainsi dire tranché la question en la préjugant d'une manière absolue en faveur du maintien de l'intégrité du territoire actuel du Saint-Siège » (12 décembre). Moustier,

(1) Voir les lettres de félicitations adressées à Thiers (Bibliothèque Nationale. Manuscrit 20.619), dont quelques-unes sont citées par D. Halévy : *Le courrier de M. Thiers*. Celle de Montalembert est citée par Lecanuet.

(2) *Journal intime*. Dupanloup avait ensuite été voir Thiers qui lui avait dit : « J'aime, je respecte, j'adore le catholicisme, mais je ne suis pas croyant... Je suis un philosophe spiritualiste passionné. Je respecte, j'adore le Christ parce qu'il a sauvé le spiritualisme sur la terre. Je l'aime. Son culte me plaît. »

Dupanloup demanda au pape de féliciter Thiers. Pie IX lui répondit de s'en charger : « Car, comme abusé par ses propres opinions, il a entremêlé à de louables pensées de nombreuses et graves erreurs, nous serions forcé en lui écrivant de mêler nous-même le blâme à l'éloge pour ne paraître pas tout approuver... » Maynard : *Mgr Dupanloup et M. Lagrange, son historien*.

(3) 7 décembre 1867 : *Lettres à la princesse*.

(4) Cité par T. Delord : *Histoire du Second Empire*, t. V.

dans ses négociations avec Nigra et dans une circulaire du 24 décembre, tenta vainement d'atténuer la portée du discours de Rouher, et d'établir qu'il ne modifiait en rien la politique impériale. L'Italie resta hostile et la conférence avorta. Napoléon III, ne pouvant obtenir de garanties nouvelles, ni des puissances, ni du gouvernement italien, dut laisser ses troupes à Rome. Elles devaient y rester jusqu'à la fin de l'Empire.

III. — *Les suites de l'expédition de Rome*

La déclaration de Rouher consacrait la rupture de l'Empire avec les démocrates anticléricaux. Elle fut assez bien accueillie des conservateurs, moins bien toutefois que ne l'avait été Mentana. Beaucoup considéraient l'occupation indéfinie de Rome comme une charge pour la France et une source de complications. Le discours du 5 décembre aggrava les inquiétudes que Mentana leur avait inspirées à cet égard.

Il fut accueilli avec joie par le clergé, mais ne détermina pas de revirement dans son attitude vis-à-vis du gouvernement. Les intransigeants, en effet, ne considéraient le maintien de l'occupation que comme une solution provisoire, et ne se tenaient pas pour satisfaits tant que le pape restait privé de la plus grande partie de ses anciens États. En outre, ils savaient que l'engagement pris par Rouher lui avait été imposé par les cléricaux du Corps Législatif et ils étaient persuadés que le gouvernement impérial ne le respecterait pas s'il n'y était pas contraint. Depuis 1859, les catholiques avaient eu à choisir entre deux tactiques : faire confiance à l'empereur, ou faire pression sur lui, en le combattant au besoin, pour lui imposer une politique favorable à l'Église. Le « jamais » de Rouher justifiait en apparence la première tactique, mais en réalité la seconde. Aussi le clergé et ses partisans restèrent-ils en grande majorité favorables à celle-ci, malgré le triomphe bruyant des évêques gouvernementaux. Le pape lui-même, tout en exprimant sa gratitude envers Napoléon III dans l'allocution consistoriale du 20 décembre et à l'occasion de la nouvelle année, n'était qu'à demi satisfait des déclarations de Rouher, et n'était pas entièrement rassuré sur la politique future du gouvernement impérial (1). Il ne lui donna aucun témoignage effectif de satisfaction (2).

(1) Besson : *Vie du cardinal de Bonnechose* ; Dupanloup : *Lettres choisies*.

(2) Voir chap. XXVII, § 1^{er}.

Le clergé français ne sortit pas de la réserve qu'il observait depuis plusieurs années. Sauf dans les pays légitimistes de l'Anjou et de la Vendée, où il resta très hostile au gouvernement, il parut en général un peu mieux disposé à son égard. Mais les préfets, en signalant cette nuance nouvelle de son attitude, ajoutèrent souvent que son concours ne devait nullement être considéré comme acquis pour les élections prochaines. La détente produite par la seconde expédition de Rome permettrait seulement de travailler avec chances de succès à un accord pour lequel le clergé poserait ses conditions et exigerait des garanties. L'Univers annonça le 27 mars 1868 quelle serait sa tactique électorale : voter pour le candidat le plus dévoué à l'Église, qu'il fût ou non patronné par l'administration (1). La principale conséquence intérieure de la seconde expédition de Rome fut donc négative. Elle empêcha la rupture totale entre l'Empire et l'Église qui eût résulté de la chute du pouvoir temporel. Le gouvernement impérial, en protégeant le pape, se préserva de l'irréconciliable hostilité des cléricaux, mais ne s'assura ni leur reconnaissance, ni leur confiance, ni leur dévouement. Ils restèrent comme auparavant prêts à le soutenir ou à le combattre selon que sa politique serait ou non favorable aux intérêts de l'Église. L'occupation de Rome ouvrait les voies à un rapprochement, mais ne l'assurait pas.

Il se heurtait encore à de graves obstacles : la politique ecclésiastique inaugurée en 1860, la direction imprimée par Duruy à l'Instruction Publique, le désaccord entre le gouvernement et les cléricaux du Tiers Parti sur la politique générale (2). Pinard était disposé, sur tous ces points, à des concessions qui eussent permis, en renouant l'alliance du gouvernement et du clergé, d'unir tous les conservateurs contre les républicains. Mais Pinard était isolé dans le conseil. Rouher, resté partisan du régime autoritaire, ne voulait pas d'une entente avec le Tiers Parti. Baroche continuait à suivre la politique gallicane qui mettait le gouvernement en conflit avec le Saint-Siège (3), et Duruy soutenait à cette époque les luttes les plus vives qui

(1) A propos de l'élection partielle de Lille, où le candidat officiel cléricale, des Rotours, avait été soutenu par le clergé contre le républicain.

(2) Sur les conditions d'un rapprochement, voir l'Osservatore Romano du 28 mars 1868. (Cité dans la Correspondance diplomatique.)

(3) Le cardinal Pitra, dont Pinard avait été l'élève au petit séminaire d'Autun, correspondait avec lui, et critiquait les prétentions du gouvernement en matière de nominations épiscopales. Elles furent intégralement maintenues. (Voir Battandier : *Le cardinal J.-B. Pitra*).

l'eussent encore mis aux prises avec le clergé. Même dans son propre ministère, Pinard n'était pas le maître, car il avait dû garder le directeur du personnel et du cabinet, de Saint-Paul, qui avait dirigé l'administration sous La Valette, et qui, soutenu par Rouher, continua à faire prévaloir le système autoritaire et à combattre le Tiers Parti.

Augustin Cochin, ancien camarade de Pinard, écrivait le 30 décembre à Falloux : « Ma conversation avec mon ami le ministre, ne me donne pas une haute idée, je le dis à regret, soit de sa volonté, soit de sa puissance. » (1) Elles furent bientôt mises à l'épreuve par le *Siècle*, qui demandait l'autorisation d'élever sur une place publique la statue de Voltaire, pour laquelle il avait depuis un an ouvert une souscription. L'empereur était indécis. Les cléricaux, qui attachaient une grande importance à cette question sur laquelle Dupanloup avait entamé une polémique avec le *Siècle*, s'adressèrent à Pinard, par l'entremise de Kolb Bernard. Ils purent constater sa bonne volonté, son peu d'influence, et sa crainte d'être compromis par des manifestations cléricales. Kolb Bernard écrivit le 29 janvier 1868 à Dupanloup (2) : « Il se montre très résolu à refuser toute autorisation en ce qui concerne l'érection de la statue *sur une place publique*. Que s'il s'agit de quelque lieu fermé comme le vestibule d'un théâtre, un musée, ou tout lieu analogue où Voltaire apparaîtrait comme littérateur, dramaturge, historien, etc., le ministre verrait ce qu'il aurait à faire... Tout cela suppose que le ministre aurait son entière liberté d'action et qu'elle ne serait pas gênée par une démarche publique, qui serait de nature à exciter les passions auxquelles il n'est pas toujours possible de résister. Le ministre verrait un acte de cette nature dans une pétition qui serait adressée au Sénat, et qui porterait le caractère épiscopal. Ce serait, de l'avis de M. Pinard, une levée de boucliers qui aurait à lui susciter les plus graves difficultés et à opposer des gênes considérables à son action personnelle et à ses intentions absolues de s'opposer au scandale que l'on redoute. » Pinard donna, en mai, l'autorisation d'élever la statue de Voltaire dans la cour de l'Institut (3).

Dans son *Journal*, où il se félicite hautement d'avoir empêché l'érection de la statue de Voltaire sur une place publique, Pinard

(1) A. Cochin, *Ses lettres et sa vie*.

(2) AB XIX 527.

(3) F¹⁸ 417. Voir p. 892.

ne cite qu'un seul autre service rendu par lui à l'Église pendant son ministère : il laissa la Société de Saint-Vincent de Paul poursuivre sa réorganisation qu'elle avait commencée dès 1864, et qui, dès les premiers mois de 1867 était très avancée, les comités centraux s'étant reconstitués dans de nombreux départements (1). En raison des libertés nouvelles et du réveil de la vie politique, elle ne retrouva d'ailleurs pas l'influence que ses privilèges lui avaient assurée au début de l'Empire, dans une société opprimée (2). Ces faveurs discrètes ne compensaient pas, aux yeux du clergé, la politique gallicane de Baroche, et l'action laïque de Duruy.

L'empereur se décida, dans les premiers mois de 1868, à faire voter les lois sur la presse et les réunions qui marquaient une étape décisive dans l'évolution libérale réclamée par le Tiers Parti (3). Mais celui-ci en désapprouva de nombreuses dispositions et persista à combattre un gouvernement que Rouher continuait à dominer. Au contraire, le clergé et les cléricaux autoritaires s'inquiétèrent de ces lois qui donnaient aux ennemis de l'Église de nouveaux moyens d'action (4). Ainsi, ni la politique ecclésiastique du gouvernement ni ses rapports avec le Tiers Parti ne furent sensiblement modifiés. Aussi la seconde expédition de Rome ne fut-elle pas suivie du renouvelle-

(1) Voir Pinard : *Mon Journal*, et Schall : *Un disciple de Saint-Vincent-de-Paul au XIX^e siècle*, Adolphe Baudon. La réorganisation ne fut achevée qu'en 1870. En 1867, une nouvelle tentative avait été faite par l'impératrice, aidée de Darboy, pour grouper sous le patronage officiel les œuvres et les sociétés de bienfaisance. Elle échoua, comme les précédentes. (Baunard : *Vie du vicomte A. de Melun*.)

(2) Comme depuis 1865, le gouvernement laissa les congrégations d'hommes fonder de nouveaux établissements.

(3) Quant à la loi militaire, elle n'eut pas de conséquences pour le clergé, mais le Fr. Philippe se plaignit de l'incorporation dans la garde mobile des célibataires des classes 1863 et suivantes qui avaient tiré de bons numéros. En effet, si les ecclésiastiques et les frères enseignant dans les écoles publiques étaient exemptés de tout service militaire, il n'en était pas de même, d'après la circulaire de Duruy, du 14 février 1866, des Frères qui enseignaient dans les écoles libres. En fait la garde mobile n'ayant pas été réellement organisée, les Frères ne paraissent pas avoir eu à souffrir de la loi. (F¹⁰ 3.972.)

(4) Voir p. 836, note 2. Au Corps Législatif, dans la discussion de la loi sur la presse, Jules Simon demanda l'abrogation de l'article 8 de la loi du 17 mai 1819, qui punissait d'un emprisonnement d'un mois à un an, « tout outrage à la morale publique ou religieuse ». Il critiqua cette expression beaucoup trop vague contre laquelle s'étaient élevés en 1819 de Serre et de Broglie. « Je réclame, dit-il, le droit absolu de discussion, comme étant le droit de la science, le droit de la pensée humaine. Vos règlements, d'ailleurs, ne sont pas seulement odieux et injustes, ils sont impuissants. » Le rapporteur, de Beauverger, fit rejeter l'amendement : « Il y a des bornes établies, reconnues, il faut les maintenir ; ces bornes s'appellent depuis des siècles la morale et la religion. C'est l'honneur de la loi de les faire respecter, c'est aussi le salut de la société. »

ment de l'alliance entre l'Empire et l'Église qu'elle paraissait annoncer.

Dans un certain nombre de diocèses, cependant, l'administration et le clergé se rapprochèrent. Une seule de ces tractations dépassa le cadre de la politique locale, celle qui aboutit à la reprise des relations avec Pie. Ce rapprochement, qui s'était ébauché en 1864, avait été arrêté par l'interdiction de publier l'encyclique, puis par l'évacuation de Rome. En août 1867, sur les instances de Pie, qui l'en sollicitait depuis 1864, Donnet envisagea la réunion d'un concile de la province de Bordeaux : il siègerait à Poitiers, en janvier 1868, pour le quinzième centenaire de la mort de saint Hilaire. Donnet sollicita l'autorisation de Baroche, qui fit des objections « sur l'opportunité de la réunion, sur le lieu même qui a été choisi », mais ne s'y opposa pas formellement (1). Le 7 décembre, Pie écrivit à Baroche pour remercier le gouvernement impérial des déclarations faites par Rouher au Corps Législatif. Le concile ne suscita aucun incident, et eut peu d'importance au point de vue religieux. C'était le premier concile provincial qui se réunissait en France depuis celui d'Agen (1859). Il n'y en eut pas d'autre jusqu'à la fin de l'Empire. Au point de vue politique, le concile de Poitiers facilita le rapprochement entre le gouvernement et Pie. Le concile, dans ses « acclamations », exprima sa reconnaissance à l'empereur. Donnet engagea Pie à lui demander audience. Pie, sur le conseil du gouvernement pontifical, s'y décida, et fut reçu le 26 février. C'était la condition fixée par Baroche depuis 1864 pour la levée de l'interdit (2). Les relations furent donc reprises entre l'évêque et les autorités civiles de Poitiers. Le préfet de la Vienne, Tourangin, qui, depuis 1864 désirait ce rapprochement, avertit d'ailleurs lui-même le gouvernement qu'il ne fallait pas en exagérer la

(17 février). Cependant, au Sénat, Ségur d'Aguesseau affirma que la loi permettait d'attaquer impunément « toutes les vérités morales et religieuses ». Au Corps Législatif, Berryer seul vota contre la loi. 23 sénateurs se prononcèrent contre elle, parmi lesquels le cardinal Donnet et des cléricaux tels que le baron Dupin, Ségur d'Aguesseau, de Vincent, etc., mais aussi des légistes laïques comme Delangle et Suin (4-7 mai 1868).

(1) F¹⁹ 2.561, F¹⁹ 5.591, F¹⁰ III Vienne 9. T. Delord : *Histoire du Second Empire*, t. IV. Baunard : *Histoire du cardinal Pie*.

(2) F¹⁹ 2.561, mars 1868. Pie écrivit le 28 février à Cousseau : « ... Je puis vous confier que l'empereur n'est pas gai ; les lois qui se discutent lui enlèvent le dernier mérite de son gouvernement aux yeux des conservateurs, qui était de demeurer fort et de vouloir durer ; j'ai pu dire des vérités de premier ordre. » (*Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau*.) Les lois dont il s'agissait sont les lois sur la presse et sur les réunions.

portée, et que les élections seules montreraient les véritables dispositions de Pie (1).

A part quelques évêques sur le concours desquels le gouvernement pouvait compter, et les prêtres de quelques régions légitimistes, qui lui étaient irréductiblement hostiles, le clergé français et ses partisans réservaient leur liberté d'action pour les élections de 1869.

(1) L'administration ayant repris ses relations avec l'évêque de Moulins, Dreux-Brézé, à la suite d'une visite qu'il avait faite à l'empereur à Vichy en juillet 1866, Plantier restait seul, frappé d'interdit. Il n'écrivit pas à l'empereur ni à Baroche après l'expédition de Rome. Cependant, un rapprochement s'esquissa au début de 1868, mais il fut arrêté par l'élection partielle du 3 août 1868, où le clergé soutint le légitimiste de Larcy contre le candidat officiel, Dumas. L'interdit fut maintenu jusqu'en mars 1869 ; il ne fut pas d'ailleurs strictement respecté. (F¹⁹ 2.549, F¹⁰ III Gard 7.)

CHAPITRE XXVI

Les conflits de Duruy avec le clergé

I. — *Les cours secondaires de jeunes filles*

Le Saint-Siège, depuis le vote de la loi de 1850, n'était pas intervenu en France dans les questions d'enseignement. La proposition 45 du *Syllabus*, qui condamnait l'enseignement laïque, se référait à des allocutions consistoriales anciennes (1^{er} novembre 1850, 5 septembre 1851). Mais à partir de 1867, le pape se préoccupa des questions relatives à l'instruction publique, et notamment de la direction qu'elle recevait en France. Il y fit allusion dans sa lettre du 13 mai 1867 à Napoléon III (1). Dans le questionnaire du 6 juin qui fut adressé par le cardinal Caterini à tous les évêques catholiques, la sixième question portait sur l'enseignement, qui, à tous ses degrés, échappait trop souvent « à l'autorité modératrice de l'Église, à son action et à son influence » (*vi et influxu*), ce qui le soumettait « à l'arbitraire de l'autorité civile et politique » et y faisait prévaloir « les opinions communément reçues de nos jours ». Les évêques étaient priés d'indiquer les remèdes qui pourraient être apportés « à un si grand mal ».

A cette époque, les adversaires français de l'enseignement laïque portèrent la lutte sur un nouveau terrain. L'enseignement supérieur, dont l'État gardait le monopole, n'avait longtemps été l'objet que de rares attaques. Le congrès de Liège et le développement de l'anticléricalisme révolutionnaire au Quartier latin attirèrent l'attention sur lui. Un rédacteur du *Journal des Villes et des Campagnes*, Léopold Giraud, recueillit un certain nombre de faits tendant à établir que l'enseignement de la faculté de médecine de Paris était matérialiste, et en fit l'objet d'une pétition au Sénat : « Les soussignés : 1^o Attirent l'attention du gouvernement sur l'enseignement de certaines de nos facultés ;

(1) Voir p. 793, note 2.

2^o Ils demandent, comme le seul remède à la propagation des funestes doctrines qu'ils signalent, la liberté de l'enseignement supérieur. » L'Univers (1) fit campagne pour cette pétition ; elle fut enregistrée le 7 juin, avec 719 signatures. Melun, Chesnelong, Cornudet, fondèrent sous la présidence du sénateur Dariste une société d'éducation et d'enseignement, qui demanda la liberté de l'enseignement supérieur. Cependant, malgré l'adresse des élèves de l'École Normale à Sainte-Beuve, cette question fit assez peu de bruit tant que Duruy n'eut pas engagé un nouveau conflit avec le clergé en cherchant à organiser l'enseignement secondaire des jeunes filles.

L'enquête du 16 juillet 1864 sur l'enseignement secondaire avait également porté sur les pensionnats de filles qui formaient alors le seul embryon d'enseignement secondaire féminin. Elle constata que plus de la moitié des pensionnats, et les plus importants, étaient dirigés par des religieuses, et que celles-ci, dans leur grande majorité, n'avaient pas le brevet, mais seulement la lettre d'obédience. L'inspection des pensionnats congréganistes, que Fortoul avait voulu organiser en 1854, n'avait pas été faite depuis 1858 (2). Duruy ne tenta pas de la remettre en vigueur. En dehors de l'enseignement primaire, non seulement l'État ne prenait aucune part à l'instruction des filles, mais elle échappait complètement à son contrôle. Dans son discours du 2 mars 1867 au Corps Législatif, Duruy, acceptant les idées émises par les républicains Carnot et Jules Simon, annonça l'intention de combler cette lacune. Il réunit aussitôt des renseignements (3).

Par circulaire du 30 octobre, il annonça aux recteurs comment il se proposait de procéder. Des cours d'enseignement secondaire spécial, c'est-à-dire sans latin ni grec, seraient donnés dans des locaux municipaux, par des professeurs de l'enseignement secondaire masculin : ils formeraient un cycle d'études de trois ou quatre ans, chaque cours durant six ou sept mois ; les élèves pourraient remettre des devoirs ; elles devraient, à la fin de chaque année, passer un examen, et l'ensemble des cours aurait un diplôme pour sanction. « Ces cours, s'adressant aux familles aisées ou riches, seraient naturellement payants », ce qui permettrait de rétribuer les professeurs, seule dépense néces-

(1) 24 mai et jours suivants.

(2) F¹⁷ 9.979 à 9.985. L'inspection des pensionnats laïques devait être faite par des dames désignées par le préfet. Elle existait à peine.

(3) F¹⁷ 10.741 ; F¹⁷ 10.856 à 10.858.

sitée par l'organisation nouvelle. L'Université n'avait d'ailleurs pas à créer le nouvel enseignement, mais seulement à seconder les initiatives privées ou municipales. Dans cette circulaire, Duruy multipliait les précautions : les jeunes filles seraient accompagnées aux cours par leurs mères, leurs gouvernantes, ou leurs maîtresses de pension. Tout en regrettant le manque d'instruction des jeunes filles françaises, Duruy insistait sur l'importance essentielle de leur formation morale et religieuse. Le rôle des familles et du clergé dans leur éducation devait donc rester capital ; il ne devait pas être réduit, mais complété par le nouvel enseignement.

Le 2 novembre, Duruy adressa de plus aux recteurs une circulaire confidentielle (1). Il y faisait valoir que les nouveaux cours pourraient assurer, non seulement des revenus supplémentaires aux professeurs, mais « une augmentation d'influence morale » à l'Université. « J'insiste particulièrement... sur la nécessité de donner à ces cours le caractère d'une création municipale ou d'une œuvre commencée sous votre contrôle par une société de professeurs agissant en toute liberté. Notre entreprise trouvera des contradicteurs et des opposants dont je connais la violence. Il est bon de nous abriter derrière deux choses qui émuelleront bien des traits : l'autorité municipale... la liberté des citoyens... Vous n'épargnerez rien pour assurer le succès, mais il entre dans mes vues que l'Université n'ait pas l'air, aux yeux du public, d'imposer un nouvel ordre d'enseignement. Elle répond à un appel... Si cette entreprise réussissait... nous aurions contribué à faire disparaître le divorce intellectuel qui n'existe que trop souvent entre le mari et la femme. Que de fois l'harmonie n'est-elle pas troublée dans les ménages par des différences d'éducation, de sentiments et d'idées qui empêchent les deux époux de se comprendre, les font vivre en deux mondes séparés et contraires. » Duruy invitait les recteurs à profiter de la session des conseils académiques pour donner aux inspecteurs d'académie des « instructions verbales ».

L'opposition prévue par Duruy se manifesta bientôt avec une extrême vivacité. Le 16 novembre, Dupanloup fit paraître une brochure, *M. Duruy et l'éducation des filles*. Il contestait que l'instruction des jeunes filles fût inférieure à celle des garçons. Il déclarait contraire aux convenances qu'elles se rendissent dans les locaux municipaux où devaient être donnés les cours.

(1) F¹⁷ 10.741. Elle ne figure pas dans le recueil de Delalain.

Il jugeait dangereux pour les mœurs, et surtout pour la religion qu'elles eussent pour professeurs des universitaires laïques, qui pouvaient être des jeunes gens, et dont les tendances étaient souvent irréligieuses, comme le montrait l'adresse des normaliens à Sainte-Beuve. Comment s'en étonner, d'ailleurs, alors que les livres de Duruy lui-même, étaient entachés d'irrégion ?

Cette brochure eut aussitôt un grand retentissement. En quelques semaines, l'adhésion publique de plusieurs évêques et la vive campagne engagée par la presse cléricale montrèrent que Dupanloup, en s'opposant aux cours secondaires de jeunes filles, était une fois de plus le champion de l'Église de France. Depuis l'interdiction de publier l'encyclique, c'était la campagne la plus vive que l'épiscopat eût menée contre un acte du gouvernement. Elle s'ouvrait deux semaines après Mentana, au lendemain de la nomination de Pinard, avant la réunion des Chambres, c'est-à-dire alors que la question romaine et la politique générale de l'Empire traversaient une crise décisive. Ni la reconnaissance, pour les services que l'empereur venait de rendre au pape, ni la crainte de l'indisposer à la veille d'un grand débat parlementaire, n'avaient décidé Dupanloup à ajourner l'attaque. Elles n'en atténuèrent nullement la vivacité, mais, ni l'empereur, ni son gouvernement ne furent mis en cause. L'offensive visait uniquement et personnellement Duruy. De même, l'empereur laissa Duruy se défendre en toute liberté, mais sans lui prêter son appui. La bataille scolaire se déroula en marge de la politique générale.

Duruy, plus violemment attaqué qu'il ne l'avait jamais été, riposta avec une égale vivacité. Il tira une prompte vengeance de Dupanloup : dès le 21 novembre, des cours de jeunes filles furent ouverts à Orléans, sous le patronage du maire, Vignat (1), et en présence du préfet. Duruy les félicita : « Les sophismes et la violence de votre irascible prélat ne vous ont pas arrêté ; je vous en félicite et vous en remercie », écrivit-il à Vignat ; et au professeur Boucher, son ancien élève, qui avait organisé les cours : « Bravo ! vaillant soldat ! la ville est prise et l'ennemi est en fuite. » (2) Il annonça aussitôt à l'empereur cette riposte

(1) Vignat avait déjà été en conflit avec Dupanloup. Celui-ci avait refusé de bénir de nouvelles fontaines publiques, parce qu'il avait jugé inconvenantes les statues dont elles étaient ornées. (F^{1c} III Loiret 12, avril 1864.)

(2) F¹⁷ 10.858. Vignat répondit le 23 novembre : « J'étais résolu à patronner les cours de jeunes filles quelque hostile que fût l'attitude de notre bouillant évêque, mais j'avoue que je ne m'attendais pas à la violence de ses attaques. Cette violence même

au « pamphlet plein de talent, de sophismes et de haine » de Dupanloup. « C'est la menace de ces cours qui ne sont imposés à personne, et où la mère accompagne sa fille, qui a mis l'irascible prélat hors de ses gonds. Il y voit un péril pour les couvents, une menace contre les captations de testament et cela l'effraye : il a raison. » (1) A Paris comme à Orléans, la violence même de l'attaque de Dupanloup servit Duruy. L'impératrice, qui avait de la sympathie pour sa personne, sinon pour ses idées, envoya ses nièces aux cours ouverts à Paris, et deux ministres notoirement favorables à l'Église, Moustier et Magne, y envoyèrent leurs filles.

Par contre, les moyens de défense employés par Duruy suscitèrent des objections dans le gouvernement. Il avait adressé en quelques semaines aux journaux cléricaux 17 communiqués où leurs arguments étaient longuement réfutés ; il avait en outre le concours énergique de la presse républicaine. Pinard prétendit ne plus transmettre aux journaux que des communiqués très courts, et remplacer les autres par des articles dans la presse officieuse. Duruy protesta vivement auprès de l'empereur : « Le communiqué... parle aux lecteurs mêmes de l'opposant, dans son propre journal, et la réponse va droit à ceux qui ont besoin de la recevoir. Qu'importe aux abonnés de l'Univers un article du Constitutionnel ou de la Patrie ? Ils ne le lisent pas, et ceux qui lisent ces deux journaux n'ont pas besoin d'être édifiés sur la valeur d'une assertion de l'Univers. » Chaque ministre, responsable devant l'empereur, devait pouvoir se défendre à son gré. Si le ministre de l'Intérieur peut contrôler ou réduire les communiqués d'un autre ministre, « c'est lui qui l'arme ou le désarme devant le public. En un mot, c'est le ministre de l'Intérieur maître de la bonne renommée et des intérêts les plus graves de ses collègues... ». « L'empereur a prescrit l'organisation de la défense dans chaque ministère ; voilà encore une vérité utile et pratique, à condition que nous ne regardions pas comme suffisant de faire rédiger des articles pour la presse semi-officielle. Les journaux opposants sont de toutes les couleurs, et se détestent entre eux ; on peut toujours en trouver quelques-uns qui acceptent avec empressement ce qui est désagréable à leur voisin. Quant à la petite presse,

nous a servis, puisqu'elle a rendu ma tâche plus facile et le succès des cours plus assuré... Il voulait convaincre, il a révolté. » Boucher écrivait le 28 : « Je ne pourrais vous peindre l'agitation où est Orléans » ; 46 jeunes filles s'étaient inscrites.

(1) 21 novembre : Voir Duruy, *Notes et souvenirs*.

il suffirait, sans lui rien demander, d'avoir, de temps à autre, de l'esprit pour elle ; elle prêterait momentanément sa publicité en échange. Pendant la récente campagne, quelques articles jetés dans la boîte du Figaro et du Charivari ont passé... Le rire, en France, est une arme très sérieuse, et le gouvernement ne sait pas rire. » (1) Duruy eut gain de cause. Il continua à envoyer de longs communiqués à la presse cléricale, et à aider les journaux républicains dans leurs polémiques contre le clergé (2).

Le 9 décembre, ouvrant la session du Conseil impérial de l'Instruction Publique, il répondit officiellement aux attaques de Dupanloup : «... Les professeurs de l'Université, dont la vie a été consacrée aux nobles soins de l'éducation intellectuelle et morale, n'ont pu lire sans indignation les pages où ils étaient dénoncés aux mères de famille comme dangereux pour la foi et la vertu de leurs filles. L'Université est noblement vengée par la confiance qu'elle inspire... A Paris même, la plus grande dame de France, dont l'esprit est aussi élevé que la religion est profonde, fait suivre à ses deux nièces quelques-uns des cours de la Sorbonne. » Sur la proposition de Royer, le Conseil décida la publication de ce discours.

Dupanloup, ulcéré par l'ouverture des cours à Orléans, et encouragé par les adhésions de ses collègues, publia en décembre une seconde brochure, puis, en janvier, une troisième, *La femme chrétienne et française*, où il invoquait moins les mœurs et les convenances, comme dans son premier écrit, que les droits de l'Église. Il déclarait ne combattre ni l'empereur, ni son gouvernement, mais seulement Duruy et ses alliés, les républicains hostiles à l'Église, qui, seuls, avaient réclamé au Corps Législatif la création de l'enseignement secondaire féminin. Leurs journaux dévoilaient « le véritable caractère de l'entreprise de M. Duruy » qu'il avait tenté de déguiser dans la circulaire du 30 octobre. Les femmes faisaient en France la force du catholicisme parce qu'elles avaient jusqu'alors été « élevées sur les genoux de l'Église ». Voilà ce que l'on voulait changer. Il s'agissait d'une « conspiration des libres penseurs contre la femme chrétienne

(1) *Notes et Souvenirs*, 8 décembre. Duruy ajoutait : « M. Baroche se récrie contre l'immoralité d'un pareil procédé. »

(2) Dans le tableau général des villes où furent ouverts les cours (F¹⁷ 10.741), on trouve pour presque tous cette mention : « Lettre confidentielle au recteur [ou à l'inspecteur] pour lui donner des renseignements destinés à la presse locale. » La presse républicaine fut toujours favorable aux cours ; la presse cléricale leur fut toujours hostile. Les journaux officiels furent souvent hésitants ou neutres. (Voir F¹⁰ 2.559, Dabert, juin 1868.)

et française ». Le projet de Duruy était contraire à la liberté de l'enseignement. « N'est-il pas manifeste que l'enseignement officiel, dans de telles conditions, écrasera l'enseignement libre ? » Or l'enseignement universitaire était suspect d'irrégion. Dupanloup attaquait nominativement, outre Duruy, plusieurs universitaires libres penseurs tels que F. Bouillier et Paul Albert. Renversant le mot célèbre de Montalembert, il déclarait : « Il y a un fait réel, énorme, évident, c'est que depuis dix ans, il se fait une campagne d'Italie à l'intérieur. » Le nouveau projet de Duruy n'était qu'une des formes de la guerre faite à l'Église.

Le clergé français soutint Dupanloup avec une unanimité bien rarement réalisée par lui sous le Second Empire. Il peut paraître surprenant que l'enseignement laïque des filles, toléré, sinon approuvé par le clergé pour les écoles primaires, ait rencontré de sa part une telle opposition lorsque Duruy voulut l'étendre aux études secondaires. Sans doute, les nouveaux cours devaient être donnés par des hommes, mais des hommes enseignaient dans certains pensionnats congréganistes de filles. Le véritable motif de l'émotion suscitée par le projet de Duruy fut sans doute qu'il concernait les classes riches, auxquelles le clergé s'intéressait plus qu'au peuple, parce qu'elles formaient le principal élément de sa puissance.

Duruy fut abandonné par la fraction de l'épiscopat qui jusqu'alors était toujours restée fidèle au gouvernement. Même les prélats, choisis pour leur bienveillance envers l'Université, qui siégeaient au Conseil impérial de l'Instruction Publique critiquèrent le nouvel enseignement. Le 9 décembre, Darboy, tout en regrettant la vivacité de la polémique, fit valoir ceux des arguments de Dupanloup qui ne mettaient pas l'Université en cause : les allées et venues des jeunes filles dans les locaux municipaux et l'appui, « immérité » disait-il, que la circulaire de Duruy avait reçu de la presse républicaine. Meignan et Dubreuil le 11 décembre, défendirent Dupanloup tout en assurant qu'il n'avait pas voulu attaquer l'Université (1).

(1) Voir à F¹⁷ 10.741 les procès-verbaux de ces deux séances. Celui de la première avait accentué tout ce qui, dans le discours de Darboy, pouvait être interprété comme un blâme à l'adresse de Dupanloup. Lorsqu'il fut lu le 11 décembre, Darboy était absent. Meignan, qui avait approuvé son intervention, déclara qu'il n'avait voulu et ne voulait s'associer à aucun blâme dirigé contre l'un de ses collègues. A une séance ultérieure, Darboy, qui n'avait pas eu connaissance du procès-verbal de la séance du 9, déclara ne pas comprendre le sens de la rectification de Meignan. Ce malentendu fut connu et exploité contre Darboy que l'on représenta, à tort, comme favorable au projet de Duruy. (Voir Correspondance diplomatique, 15 février 1868). Il adressa au

Si Darboy et ses collègues gardaient dans ces critiques une modération qui leur fut amèrement reprochée, d'autres évêques très gouvernementaux et très hostiles à la politique de Pie IX, tels que David (1), et Hugonin (2) furent parmi les premiers à adhérer en termes très vifs, et publiquement, aux brochures de Dupanloup. En effet l'incrédulité notoire de Duruy, son action laïque, et son alliance patente avec tous les ennemis de l'Église discréditaient le gouvernement impérial au point de vue religieux. Les évêques qui voulaient s'appuyer sur lui pour résister au Saint-Siège voyaient donc tous leurs efforts et tous leurs espoirs compromis par la direction que donnait Duruy à l'Instruction Publique. De plus l'occasion leur paraissait bonne de racheter par une protestation énergique leurs complaisances pour le gouvernement impérial, qui leur faisaient tort à Rome et auprès des cléricaux français.

Les lettres publiques d'adhésion que de nombreux évêques adressèrent à Dupanloup étaient en général très vives. Dans toutes, l'enseignement féminin était considéré comme le domaine propre du clergé. L'archevêque de Cambrai, Régnier, parlait de « nos jeunes filles ». Pie IX adressa lui-même le 21 décembre à Dupanloup un bref chaleureux de félicitations. Dupanloup fit savoir qu'il était approuvé par le pape ; le bref fut même publié au début de février sans que cette violation flagrante du premier des Articles Organiques fût suivie d'aucune sanction. L'intervention du pape décida ceux des évêques qui s'étaient jusqu'alors abstenus à envoyer leur adhésion à Dupanloup. Les plus modérés, qui, d'ailleurs, étaient d'accord avec lui sur le fond et regrettaient seulement la violence de ses attaques, ne publièrent pas leurs lettres d'adhésion (3). Dupanloup en reçut, en tout, « près de 80 », c'est-à-dire que l'épiscopat français fut presque unanime à le soutenir. En outre, plusieurs évêques

contraire le 16 février à Dupanloup une lettre qui ne fut pas publiée, et où, malgré quelques réserves, il l'approuvait sur les points essentiels. « Sur la question elle-même, et sur ce qui fait le fond de votre réponse, je ne pense pas qu'il y ait deux manières de voir parmi les catholiques. Il m'a toujours paru, d'ailleurs, que l'innovation de M. le Ministre ne tiendrait pas, malgré l'espèce de vie factice qu'elle emprunte à la polémique même et aux efforts dirigés contre elle. Le passé de M. Duruy pèse sur son présent comme vous le faites voir et comme il ne le sait que trop. » (Foulon : *Vie de Mgr Darboy*. Voir Boissonnot : *Le cardinal Meignan*). Dubreuil s'excusa auprès de Duruy d'avoir défendu Dupanloup (*Notes et Souvenirs*).

(1) F¹⁹ 2.575.

(2) F¹⁷ 10.856, Caen.

(3) La lettre de l'évêque du Mans, Fillion, fut publiée par Dupanloup sans l'aveu de son auteur et à son vif mécontentement. (F¹⁷ 10.856, F¹⁰ III Sarthe 7.)

publièrent des lettres pastorales contre les cours de jeunes filles (1). Pas plus que Mentana, le « Jamais » de Rouher n'avait atténué la vivacité de l'offensive cléricale (2).

Elle intéressait à la fois les nouveaux cours de jeunes filles, la situation de Duruy, et les rapports du gouvernement impérial avec l'épiscopat. A ce dernier point de vue, les catholiques hostiles à l'Empire se félicitèrent de cette bataille scolaire, survenue à l'époque précise où le clergé pouvait être tenté de se rallier. Augustin Cochin écrivait à Falloux, le 30 décembre : « La campagne contre M. Duruy a le très bon effet de tenir les évêques dans l'indépendance sur le terrain de leurs vrais devoirs, dans un moment où plusieurs auraient préféré l'encensoir au fusil ; elle enraye une très vilaine entreprise. » (3) Dupanloup, qu'Augustin Cochin aidait à rédiger ses brochures, fut probablement satisfait de ce résultat, mais rien ne prouve que ce soit dans cette intention qu'il ait entrepris sa campagne.

Duruy voyait bien que toute son œuvre était en cause. Il écrivait le 7 janvier au préfet de l'Hérault, Garnier : « Je vous suis très très obligé de l'appui que vous me prêtez contre cette émeute épiscopale. Rien de pareil ne s'est jamais vu en des temps réguliers. L'enseignement des filles n'est qu'un prétexte pour cette levée de boucliers. Les évêques voient avec effroi la société laïque bien résolue à chasser de son sein l'ignorance. L'enseignement spécial, les cours d'adultes, l'estime revenant à nos instituteurs laïques en raison de leur dévouement à nos institutions et à leur fonction ; les curés s'apercevant que leur omnipotence dans la commune s'est partagée ; tout ce mouvement considérable qui se fait, non pas contre l'Église, mais en dehors d'elle (4), inquiète les évêques et les épouvante parce qu'ils se sentent menacés dans leur désir de domination. La chaire, le confessionnal,

(1) Angebault, Bonald, David, Donnet, Dupont des Loges, Guibert, Place, Plantier, Regnault, Wicart.

(2) Les républicains estimaient au contraire qu'elle en avait été encouragée. Voir l'article du Progrès de Lyon, intitulé : « A quand les bûchers ? », que le baron Dupin cita au Sénat le 19 mai 1868 : « Du train dont vont les choses, on ne sait plus où s'arrêteront les prétentions des catholiques. Depuis Mentana, et le fameux « jamais » de M. Rouher, le jésuitisme, chassé de France sous la monarchie d'avant 1789, a relevé la tête et parle maintenant en maître. »

(3) A. Cochin, *ses lettres et sa vie*.

(4) L'évêque de Périgueux, Dabert, écrivait le 4 juin 1868 au préfet de la Dordogne : « Il paraît que c'est un parti pris : tout ce qui se fait officiellement aujourd'hui en vue de propager l'instruction, n'importe en quel sens ou à quel degré, doit devenir étranger à l'influence religieuse. Voilà pourquoi tout ce qui se fait devient si facilement hostile à la religion, car en matière d'enseignement, elle peut dire comme son divin fondateur : Quiconque n'est pas pour moi est contre moi. » (F¹⁹ 2.559.)

l'autel et le temple ne leur suffisent pas ; il leur faudrait la main mise sur la loi civile, et pour y arriver, ils voudraient saisir les jeunes générations. A nous, Monsieur le Préfet, de défendre et de sauver ce que nos pères ont conquis et nous ont légué au prix de tant de sacrifices. » (1)

La vivacité même des attaques qu'un si grand nombre d'évêques dirigeaient simultanément contre Duruy, le soin qu'ils prenaient de ne mettre en cause que lui, les bruits qui couraient de sa chute prochaine, indiquaient trop nettement le but de la campagne pour n'en pas compromettre le succès. Le journal officieux du pape, l'Osservatore Romano, déclara ouvertement que le renvoi de Duruy était la première condition que devaient exiger les catholiques pour prêter leur appui au gouvernement dans les prochaines élections (2). L'évêque d'Amiens, Boudinet, qui avait publiquement condamné les cours de jeunes filles et que le recteur de Douai signalait à Duruy comme un « ennemi très acharné, très opiniâtre, très persévérant » (3), dissuada Angebault de susciter une démarche collective des évêques auprès de l'empereur : « Je craindrais, écrivait-il, que ces coups redoublés frappés sur la tête de M. Duruy ne fissent que l'enfoncer davantage dans sa position et de l'y rendre plus solide. L'empereur y met, nous le savons, de l'amour-propre. Céder à ces manifestations des évêques lui répugne, et, dans son entourage, même ceux qui pensent comme nous sont de cet avis. » (4)

Mais si Duruy resta au ministère, l'organisation des cours de jeunes filles rencontra de très grandes difficultés. L'Université, cependant, répondit avec enthousiasme à l'appel de Duruy. Après tant d'années de défiance et d'oppression, elle était fière et heureuse de seconder un ministre sorti de ses rangs, fidèle à son idéal, qui la défendait hautement et lui faisait confiance, un chef énergique, hardi, et toujours prêt à payer de sa personne. Beaucoup d'universitaires avaient connu personnellement Duruy comme camarade, comme professeur, comme inspecteur (5). Presque tous avaient à cœur de servir sous ses ordres

(1) F¹⁷ 10.857.

(2) Correspondance diplomatique, 28 mars 1868.

(3) F¹⁷ 10.857, 20 décembre 1867.

(4) Gillet : *Vie de Mgr Angebault*. Voir Correspondance diplomatique, 15 février 1868.

(5) La plupart des collaborateurs de Duruy, notamment son secrétaire Ernest Lavisse, qui s'occupa particulièrement des cours de filles, appartenaient également

la cause de l'Université. L'opposition du clergé stimula encore l'amour-propre universitaire. Pourtant, même de ce côté, les cours rencontrèrent certaines difficultés. Quelques professeurs catholiques ne voulurent pas collaborer à un enseignement condamné par le clergé (1). D'autre part, l'administration ne voulut pas avoir recours à des professeurs notoirement irréligieux, dont certains s'étaient compromis par des conférences libres d'enseignement supérieur. Enfin, quelques professeurs donnaient des leçons dans des écoles de filles, parfois même dans des pensionnats congréganistes, ce qui les empêcha de prendre part à une organisation concurrente. Quant aux administrateurs, certains craignirent de compromettre par une lutte ouverte avec le clergé la prospérité des lycées et collèges dont ils avaient la direction. Mais, dans l'ensemble, administrateurs et professeurs firent tous leurs efforts pour organiser le nouvel enseignement. Duruy dut même souvent modérer leur zèle : il les dissuada surtout de soutenir eux-mêmes des polémiques contre le clergé dans les journaux.

Il fut très facile au clergé d'organiser une opposition efficace. Duruy désirait que quelques jeunes filles pauvres fussent admises gratuitement à suivre les cours pour y acquérir « un savoir qui sera pour elles un honorable moyen d'existence » (2). Mais il reconnaissait que ces cours, payants pour presque toutes les élèves et qui n'assuraient l'accès d'aucune carrière, s'adressaient presque uniquement « aux familles aisées ou riches ». Or c'était dans ce milieu, et surtout auprès des femmes, que l'influence du clergé s'exerçait le plus fortement. Il n'eut, en général, pas même besoin de faire ouvertement pression : les sermons hostiles au nouvel enseignement furent assez rares ; mais en confession, les jeunes filles et leurs mères furent invitées à ne pas y prendre part. A l'exception de quelques évêques qui restèrent neutres (3), le clergé fut unanime dans son opposition. Les congrégations, très puissantes auprès des classes riches des villes, y prirent une part discrète, mais considérable. Le nombre des

à l'Université. Ces relations personnelles de Duruy et de ses collaborateurs avec beaucoup d'universitaires fut pour lui une grande force.

(1) A Amiens, Lyon et Périgueux, notamment. A Lille, un professeur d'histoire, Chon, accepta, puis refusa, « changeant d'avis cinq fois en six semaines » (16 janvier 1869). Le recteur, Fleury, proposa de faire lui même les cours. Duruy nota : « Féliciter Fleury ; le charger de dire à Chon, notre ancien camarade, ce que je pense de sa petite trahison. » (F¹⁷ 10.857 Douai.)

(2) 25 octobre 1868, rapport à l'impératrice.

(3) Foulon et Dubreuil, notamment.

familles aisées disposées à résister aux instances du clergé était très faible. Même parmi les fonctionnaires, les universitaires seuls envoyèrent presque tous leurs filles aux nouveaux cours ; les autres s'abstinrent souvent, surtout les magistrats, qui, soit comme pères de famille, soit comme membres des conseils départementaux et académiques, se montrèrent en général peu favorables au nouvel enseignement. L'abstention des familles catholiques fut si générale que la bourgeoisie protestante, même dans les villes où elle était très peu nombreuse, comme Bordeaux, Orléans et Toulon, fournit souvent aux nouveaux cours une bonne partie de leurs élèves.

Les écoles où les jeunes filles recevaient un enseignement secondaire élémentaire, même lorsqu'elles n'étaient pas dirigées par des religieuses, étaient pour la plupart sous la dépendance du clergé. La collaboration que Duruy aurait voulu établir entre elles et les nouveaux cours ne se réalisa presque jamais. Il y eut au contraire concurrence. Le nouvel enseignement, outre l'opposition que lui faisait le clergé, avait à lutter contre des habitudes séculaires et contre le sentiment des convenances, très puissants auprès des classes riches, conservatrices, formalistes et timorées. Ce fut une grave difficulté de plus pour le recrutement des élèves. Les préfets, laissés libres par le ministre de l'Intérieur, montrèrent selon leurs sentiments personnels et la situation politique locale des dispositions très différentes vis-à-vis du nouvel enseignement. Celles des maires et des conseils municipaux, dont dépendait en grande partie l'établissement des cours, furent plus diverses encore.

Dans l'Ouest, la puissance du clergé empêcha partout d'ouvrir les cours, sauf à Napoléonville, vieux centre de bleus, où 20 jeunes filles furent inscrites (1). Même dans les grandes villes, Nantes, Brest, Angers, Laval, Le Mans, l'administration universitaire dut renoncer à ses projets. Il en fut de même dans toute la basse Normandie, moins cléricale que l'Ouest, mais très hostile aux nouveautés. Le recteur de Caen, jugé trop peu actif, reçut une admonestation du ministère : « Il ne faut pas oublier... que si le concours des municipalités est extrêmement désirable à tous égards, il n'est cependant pas indispensable. » Les communiqués adressés à la presse cléricale, et reproduits par le Bulletin

(1) Les jeunes filles étant presque toutes accompagnées, le nombre des auditrices était très supérieur à celui des inscriptions. A Napoléonville, par exemple, 60 dames ou demoiselles assistaient à l'ouverture des cours.

administratif de l'Instruction Publique fournissaient « les éléments d'une polémique digne et sérieuse » où le recteur devait seconder les journaux locaux favorablement disposés (1). L'échec fut total cependant dans son académie, sauf dans la Seine-Inférieure, où grâce à un préfet très favorable, Le Roy, des cours furent ouverts à Rouen (49 inscriptions) et à Dieppe (23).

Dans le Nord, l'opposition du clergé arrêta l'essor des cours qui s'étaient ouverts à Valenciennes et à Cambrai (30 et 12 inscriptions). Elle irrita le conseil municipal de Lille, démocratique et anticlérical, qui demanda que des cours fussent organisés. Mais le maire conservateur et la bourgeoisie lilloise, que le recteur tenait à ménager dans l'intérêt du lycée, ne leur étant pas favorables, les cours ne furent pas ouverts.

Dans la région parisienne, d'assez nombreux cours furent ouverts, outre ceux de Paris. A Amiens, Boudinet les combattit vivement. Le préfet, qui espérait le concours du clergé dans une élection partielle, n'assista pas à l'ouverture des cours (2), non plus que le maire. Mais le parti anticlérical les soutint, et il y eut plus de 30 inscriptions. Boudinet cessa ses relations avec l'inspecteur d'académie et menaça de ne pas aller au lycée donner la confirmation. Il se plaignit d'un professeur du lycée, Bohn, qui, dans un cours aux jeunes filles, avait évalué à 100.000 ans l'ancienneté d'un crâne préhistorique. L'inspecteur d'académie fit des observations à Bohn, mais Duruy le félicita personnellement d'avoir contribué à organiser les cours.

A Beauvais, les cours, malgré l'appui résolu du maire, n'eurent que 9 élèves. « L'opinion publique nous est favorable, écrivait l'inspecteur d'académie, mais les mères de famille entendent disposer de leurs filles ; or, dans la société beauvaisienne, les mères sont absolument sous la main du haut clergé. Pour maintenir la paix du ménage, des hommes intelligents et libéraux, sympathiques à nos efforts, nous refusent leurs filles. » (3) Le président du tribunal, après avoir été le premier à inscrire sa fille, ne l'envoya pas aux cours. Les cours furent

(1) F¹⁷ 10.856, 26 décembre 1867.

(2) L'inspecteur d'académie écrivait au recteur le 19 décembre : « Le préfet est persuadé que l'évêque le sert dans l'élection de Péroune. J'attends le résultat de dimanche pour lui démontrer le contraire. » (F¹⁷ 10.857.) Le clergé vota en effet en majorité pour le légitimiste qui fut élu. Il n'avait d'ailleurs pas été officiellement combattu par l'administration. (F¹⁰ III Somme 7, décembre 1867, janvier 1868).

(3) 5 juillet 1868, F¹⁷ 10.858.

également ouverts, mais avec peu d'inscriptions, à Saint-Quentin (15), Versailles (15), Chartres (18, dont 8 filles d'universitaires), Tours (24), Bourges (15). Le grand succès fut Orléans, avec 57 inscriptions. Une fois de plus, l'influence de Dupanloup se montrait aussi faible dans son diocèse que grande dans l'Église de France (1).

À Dijon, le conseil municipal démocratique ne s'intéressa pas à des cours dont ne pouvaient bénéficier que des familles riches. Il institua par contre pour les filles des cours d'enseignement primaire supérieur. Des cours secondaires furent ouverts à Troyes (15), à Auxerre (20), à Clamecy, où une vive polémique s'engagea entre républicains et cléricaux. Le ministère de l'Intérieur se plaignit à Duruy : « ... cette polémique offre le double inconvénient de provoquer les querelles religieuses, et de rendre possible une entente entre les membres de l'Université et le journal qui représente l'opposition radicale et antidynastique dans le département de la Nièvre. » Duruy répondit qu'il avait fait donner l'ordre aux professeurs « de se tenir en dehors de toute polémique, et de ne répondre à aucune provocation. » (2)

Aucun cours ne put être ouvert dans la Haute-Marne, les Vosges et la Meuse. Dans la Meurthe, la neutralité de Foulon, l'activité de l'inspecteur d'académie, Maggiolo, le concours du préfet, des municipalités et de la presse démocratique (3), assurèrent le succès des cours qui réunirent 58 adhésions à Nancy, 34 à Toul, 34 à Lunéville. Les cours s'ouvrirent à Metz, grâce à l'inspecteur d'académie, Hanriot et au préfet Odent, qui étaient déjà en lutte contre l'évêché au sujet de l'enseignement du français. Il en résulta un vif conflit. Dupont des Loges fit des questions d'enseignement l'objet de son mandement de carême (2 février). Il attaqua non seulement les cours secondaires de jeunes filles, mais toute l'œuvre de Duruy, et tout le mouvement irrégulier. Il fut le premier évêque à condamner solennel-

(1) Ce succès était particulièrement agréable à Duruy. Un incident s'étant produit entre Dupanloup et le maire, Vignat, il écrivit à celui-ci : « L'évêque oublie avec vous jusqu'au savoir vivre ; ce n'est pas étonnant ; il est battu par vous, par l'opinion publique, par le bon sens, comme par la sottise de quelques-unes des adhésions qu'il a si impérieusement réclamées. » (F¹⁷ 10.858) Le professeur Boucher fut décoré au 1^{er} janvier. Dupanloup, pour expliquer le succès des cours, faisait observer que beaucoup d'élèves étaient protestantes. Le préfet, Dureau, partisan d'un accord avec le clergé, réussit en janvier à atténuer le conflit entre Dupanloup et Vignat. (F¹⁶ III Loiret 7.)

(2) 28 février 1868, F¹⁷ 10.856.

(3) F¹⁷ 12.429. 27 août 1868, rapport de Maggiolo, devenu recteur de Nancy, sur la presse de son académie.

lement la Ligue de l'enseignement, dont il dénonça l'origine maçonnique et les tendances anticléricales : « L'article 3 porte que la société ne s'occupera ni de politique, ni de religion (1) : C'est l'exclusion systématique de la religion... » Il interdit aux catholiques d'adhérer à cette association. Or le cercle messin de la Ligue de l'enseignement, qui organisait depuis quelque temps des conférences, était présidé par un professeur franc-maçon, Vacca (2), mais comptait parmi ses adhérents de nombreux catholiques, des prêtres, et le rédacteur du journal légitimiste, le *Vœu National*. Ils durent se retirer, et leur départ fut plus que compensé par l'adhésion de nombreux anticléricaux. Odent constata que le « manifeste » de Dupont des Loges avait eu pour résultat de dessiner davantage, à l'image de la Belgique, le camp des libéraux et celui des cléricaux » (3). Les cours de jeunes filles, soutenus par le préfet, la municipalité, et le parti anticléric, résistèrent à la condamnation de Dupont des Loges, et réunirent 37 inscriptions.

En Alsace, les cours ne purent être ouverts qu'à Munster, grâce au maire protestant, Hartmann. Ailleurs, les protestants, disposant déjà d'écoles secondaires libres de filles, furent peu favorables. Le Jésuite Félix, venu prêcher l'avent à Colmar, stimula l'opposition cléricale contre l'enseignement laïque des jeunes filles. Il fonda à cette fin une association dirigée par la fille du maire de Strasbourg.

En Franche-Comté, l'échec fut presque complet. A Besançon, le conseil municipal décida, à une faible majorité, de prendre les cours sous son patronage, mais le préfet, le maire, et la magistrature gardèrent une neutralité plutôt malveillante. L'opposition du clergé fut très vive ; le nombre des inscriptions tomba de 19 à 10. A Vesoul, où le clergé était beaucoup moins influent, les cours réunirent 28 inscriptions, et à Châlon, 14.

Le préfet du Rhône, Henri Chevreau, était très favorable à l'enseignement laïque des jeunes filles, mais il jugeait « la ville de Lyon, la plus pénétrée de toutes par les influences ultra-

(1) Odent écrivit le 26 février : « On a peine à croire que cette mesure, toute de prudence, soit précisément celle qui excite le plus les anathèmes de Monseigneur... Que n'eût pas dit le prélat, et avec raison, si cette société avait été autorisée à faire des cours sur les matières religieuses ? » (F¹⁶ III Moselle 16 ; voir F¹⁶ 2.537 ; Klein : *Vie de Mgr Dupont des Loges*).

(2) Hanriot écrivait le 11 mai à Lavisse : « M. Vacca est un homme ardent, une sorte de sectaire, que, pour ma part (je vous le dis très confidentiellement), j'aimerais autant voir ailleurs qu'à Metz » (F¹⁷ 10.857).

(3) F¹⁶ III Moselle 11, février 1868.

montaines » (1). Il crut prudent, devant la croisade du clergé et la neutralité des magistrats (2), de donner aux cours la forme d'un enseignement professionnel, qui pourrait convenir aux petits commerçants. La ville donna son patronage, et les cours, commencés avec douze élèves, finirent par en grouper une quarantaine. Des cours furent également ouverts à Saint-Étienne. Deux des professeurs du lycée qui y participèrent avaient jusqu'alors donné des leçons dans un pensionnat congréganiste. Les religieuses leur retirèrent aussitôt ces fonctions. Le conseil municipal anticlérical, irrité par la campagne du clergé, vota un crédit qui permit de rendre les cours gratuits. Ils réunirent ainsi 179 inscriptions, c'est-à-dire beaucoup plus qu'en aucune autre ville de province.

Par contre, à l'exception de Limoges, où il n'y eut que 16 inscriptions, l'échec fut complet dans le Massif central et dans les Alpes. Même à Clermont, même à Grenoble, aucun cours ne put être ouvert. Une tentative faite au Puy n'aboutit qu'à une polémique violente entre l'évêque Lebreton et l'inspecteur d'académie, qui écrivit à Duruy : « A Paris, une lettre épiscopale est noyée dans l'immense publicité ; en province, dans un département arriéré comme le nôtre, c'est le soulèvement du sol. » (3)

En Provence, les cours purent être ouverts à Avignon, grâce à la neutralité presque bienveillante de Dubreuil, mais le parti clérical, dirigé par les Jésuites, prit l'offensive après la publication du bref pontifical, et les cours durent être fermés après deux mois à peine. A Toulon, l'appui de la femme du préfet maritime, de Chabannes, et de quelques officiers de marine protestants, permit de réunir 33 inscriptions, qui tombèrent bientôt à 17, Mme de Chabannes ayant quitté la ville. A Marseille, l'évêque Place, ordinairement gouvernemental, fut résolument hostile. Le maire étant très hésitant (4) le succès fut dû au préfet, Levert, l'ancien adversaire de Pie, qui obtint du conseil

(1) F¹⁷ 10.857, 10 décembre 1867, Chevreau à Duruy.

(2) Le procureur général Gaulot, très gallican, répondit aux regrets que Duruy lui avait fait exprimer par Chevreau, qu'il était en principe favorable à l'enseignement laïque des jeunes filles, mais qu'il n'en croyait pas le succès possible dans l'académie de Lyon. (F¹⁷ 10.857, 16 janvier.)

(3) F¹⁷ 10.856 ; 18 décembre 1867.

(4) Félicité par Duruy pour avoir assisté à l'ouverture des cours, il répondit avec embarras : « ... Je ne voulais pas, dans une conjoncture aussi délicate, me prononcer d'une façon absolue. Je n'en ai pas le droit... Surtout, je disais qu'il fallait prendre garde de heurter le sentiment religieux de la population marseillaise, sentiment que je partage personnellement. » (19 mars 1868, F¹⁷ 10.856.)

municipal un crédit permettant de créer 10 bourses. Il y eut 62 inscriptions.

Dans le Languedoc, des cours purent être ouverts, grâce aux protestants. A Nîmes, où les deux sociétés vivaient très séparées, sur 23 élèves inscrites, 19 étaient protestantes, et les quatre catholiques appartenaient à des familles étrangères au pays. Il y eut au Vigan 25 élèves, et 40 à Montpellier dont un tiers de catholiques parmi lesquelles la fille du préfet, Garnier. Celui-ci assura le succès des cours, malgré l'opposition de Lecourtier, qui se rapprochait du parti légitimiste. A Perpignan, où il n'y avait presque pas de protestants, le principal du collège, tenant, dans l'intérêt de son établissement, à conserver de bons rapports avec le clergé, ne voulut pas ouvrir de cours de filles.

Dans l'académie de Toulouse, les cours ne purent nulle part être ouverts. L'archevêque d'Albi, Lyonnet, qui avait promis son concours, recula devant les manifestations de ses collègues, et adhéra même à la brochure de Dupanloup.

Par contre, des cours furent ouverts à Pau, grâce au concours du préfet, d'Auribeau, et des hivernants. Le journal gouvernemental, organe des députés cléricaux, fut peu favorable aux cours tandis que le journal de l'opposition libérale fit campagne en leur faveur. Il y eut 16 inscriptions. A Mont-de-Marsan, grâce à l'appui du préfet, les cours s'ouvrirent, mais sur 15 élèves, 2 seulement étaient payantes. Les religieuses, qui dirigeaient le cours normal d'institutrices y envoyèrent 4 de leurs élèves. A Agen, les cours ne furent suivis que par 3 élèves, filles de l'inspecteur d'académie, du proviseur, et d'un employé de la préfecture. Il n'y eut que 12 inscriptions à Périgueux, malgré le patronage actif du préfet, de Saint-Pulgent, et 9 à Rochefort. Par contre, à Bordeaux, malgré Donnet, qui, après de longues hésitations, publia une lettre pastorale contre le nouvel enseignement, les cours, patronnés par le préfet, la municipalité, et par tous les journaux à l'exception de la Guyenne, réunirent 75 inscriptions, dont un tiers environ de protestantes.

Dans sa circulaire du 30 octobre, Duruy avait envisagé la fondation en « quelques semaines » de l'enseignement secondaire des filles « dans les 80 villes qui ont un lycée, et dans les 260 qui possèdent un collège ». Or les cours ne purent être ouverts, pendant l'année scolaire 1867-68, que dans 40 villes. Nulle part, semble-t-il, le cycle régulier d'enseignement prévu par Duruy ne put être établi : toutes les élèves suivirent les mêmes cours, au nombre de 5 ou 6, chacun d'une heure par semaine.

Le nombre de 50 élèves, qui suffisait pour faire vivre ces cours dans d'assez bonnes conditions, ne fut atteint ou dépassé que dans quelques grandes villes : Paris, Saint-Étienne, Bordeaux, Marseille, Orléans, Nancy, Rouen. Partout ailleurs, même dans les pays de l'Ouest où le libéralisme des villes s'opposait traditionnellement au cléricalisme des campagnes, même dans les régions anticléricales, comme la région parisienne, la Bourgogne, et les Charentes, l'influence du clergé sur la bourgeoisie urbaine était assez forte pour empêcher les nouveaux cours de se développer. Autour du petit noyau formé par les filles d'universitaires et de protestants, ils ne groupèrent qu'un nombre d'élèves insuffisant. Leur vie n'était assurée que par l'activité d'un professeur, ou par la bienveillance d'un préfet ; elle était à la merci des circonstances. Les évêques triomphèrent bruyamment de ce résultat. Duruy, dans un rapport du 25 octobre 1868 à l'impératrice (1), s'en déclara satisfait. Il ne pouvait parler autrement dans un rapport public ; mais peut-être estimait-il réellement que l'essentiel était d'avoir réussi à créer ces cours malgré la vive opposition du clergé, et qu'il serait ensuite relativement facile de les développer.

II. — *L'enseignement supérieur et les progrès de l'irréligion devant le Sénat*

Le conflit suscité par la création des cours secondaires de jeunes filles ne fut pas porté devant les Chambres, mais la pétition de L. Giraud sur l'enseignement supérieur, passée d'abord presque inaperçue, fut utilisée par les cléricaux pour combattre Duruy. Elle réunit de nouvelles signatures ; le total s'éleva jusqu'à 2.032 (2).

Duruy était personnellement favorable à la liberté de l'enseignement supérieur qu'il avait proposée dès 1863 et sur laquelle il comptait pour stimuler par la concurrence l'activité insuffisante des facultés. Elle avait été annoncée par la loi de 1850 ; elle pouvait compléter les nouvelles libertés accordées

(1) En soumettant son projet de rapport à l'impératrice, Duruy lui demanda l'autorisation de faire frapper des médailles à son effigie pour récompenser les meilleures élèves des cours. Elle répondit le 28 juillet : « Je vous remercie du rapport. Je le trouve très bien fait et très intéressant. Quant à la médaille, j'approuve votre pensée et votre proposition. » (F¹⁷ 10.741.)

(2) Les débats du Sénat sur la pétition Giraud ont été publiés en 1868 sous le titre : « *L'enseignement supérieur devant le Sénat* », avec une préface anonyme qui paraît bien être d'Ernest Lavisse (in-12).

à la presse et aux réunions. Duruy écrivit à Rouher le 7 décembre 1867 : « Il vaudrait mieux que le gouvernement eût l'honneur de l'initiative plutôt que de se laisser traîner à la remorque du parti clérical » ; il reconnaissait d'ailleurs les inconvénients de la réforme, c'est-à-dire « la création probable de cours catholiques en regard de cours ultra-libéraux, bien que la chimie, la physique, etc., ne puissent être ni républicaines, ni cléricales. » (1)

Une commission de 10 membres choisis dans le Conseil impérial de l'Instruction Publique fut chargée d'étudier secrètement le projet de Duruy. Il se heurta à l'opposition résolue des légistes autoritaires et gallicans : Delangle, Bonjean, de Royer, Troplong, qui, peu favorables aux réformes libérales, s'inquiétaient du parti que l'Église tirerait de celle-ci (2) : « Je me crois très libéral, dit Bonjean, mais je fais une exception pour l'enseignement. Quels sont les résultats de cette fatale loi de 1850 ?..... on s'en est servi pour démolir l'Université et la société moderne. Encore si l'État s'était assuré un droit de surveillance ! Le mot y est bien quelque part, mais la chose ?... le partage de notre jeunesse en deux courants est déjà suffisamment accusé : que sera-ce avec cette nouvelle liberté que l'on réclame ? La séparation sera faite et parfaite !... Si vous persistez dans votre projet vous livrez l'enseignement aux Jésuites, sans plus, et nous aurons décidément deux sociétés dans la nation. » Devant l'opposition unanime de la commission, le projet fut ajourné (3). Duruy insista vainement auprès de l'empereur lors du vote de la loi sur les réunions.

La pétition Giraud avait ceci de redoutable que le matérialisme, considéré par le Sénat et par presque tout le personnel dirigeant de l'Empire comme dégradant au point de vue moral et périlleux au point de vue social, était incontestablement la doctrine de certains professeurs de la faculté de médecine et de beaucoup de leurs étudiants. En outre, ce qui fortifiait l'argument des conservateurs, Alfred Naquet, chargé de cours à la faculté de médecine, et beaucoup d'étudiants en médecine étaient des révolutionnaires militants.

Duruy s'inquiétait de cette situation. Déjà, en novembre 1866, il avait demandé des explications à un professeur de la faculté de médecine, Robin, accusé d'avoir exprimé en chaire ses opi-

(1) *Notes et Souvenirs*.

(2) Ils s'inquiétaient particulièrement de l'enseignement que donneraient des facultés catholiques de droit.

(3) *Notes et Souvenirs*. Procès-verbal de la séance du 13 décembre.

nions matérialistes. Robin ayant opposé un démenti à cette accusation, Duruy écrivit au recteur que les professeurs ne devaient pas traiter des questions philosophiques étrangères à leur enseignement, et que les manifestations irréligieuses des étudiants ne sauraient être tolérées (1).

Cependant plusieurs thèses de médecine de tendances matérialistes furent acceptées par la faculté. L'une d'elles qui attirait l'attention par son titre : « *Étude medicopsychologique du libre arbitre humain* », et où le libre arbitre était nié, fut soutenue avec succès en janvier 1868. C'était l'époque où le conflit suscité par les cours de filles donnait à la pétition Giraud une importance nouvelle. Duruy annula alors par décret du 23 mars l'acceptation de la thèse, et infligea une réprimande au professeur qui l'avait acceptée.

Le 11 mars, Ségur d'Aguesseau s'était plaint du retard apporté à la discussion de la pétition. Le rapport du gallican Chaix d'Est Ange fut lu le 27 mars. Il admettait la liberté d'opinion en matière philosophique et religieuse, mais déclarait que l'enseignement devait être soumis à la surveillance de l'État. Or si un professeur de la faculté de médecine enseigne le matérialisme, « l'État doit intervenir à un double titre : d'abord parce qu'ici le professeur sort évidemment du cercle de son enseignement spécial et que son devoir est de s'y renfermer, ensuite et surtout parce qu'en laissant au professeur une juste liberté, l'État cependant ne doit pas lui permettre de donner à la jeunesse un enseignement ou antinational ou antireligieux. » (2)

Mais les faits allégués par Giraud étaient controuvés, et, si les tendances matérialistes d'un certain nombre de professeurs et d'étudiants de la faculté de médecine étaient certaines et regrettables, le gouvernement avait fait son devoir en les réprimant quand elles s'étaient manifestées autrement que comme des opinions privées. Le décret pris quatre jours avant par Duruy contre la thèse qui niait le libre arbitre attestait sa vigilance sur ce point. La pétition n'était donc pas fondée. Quant à la liberté de l'enseignement supérieur, Chaix d'Est Ange en montra surtout les dangers. Il montra que la loi de 1850, souvent représentée comme un « traité de paix entre l'État et l'Église, entre l'enseignement laïque et l'enseignement religieux », n'avait nullement mis fin à leur antagonisme. Au surplus le gouverne-

(1) Voir le rapport de Chaix d'Est Ange.

(2) « Marques nombreuses d'approbation. »

ment obéissait la question de la liberté de l'enseignement supérieur. Sur ce second chef comme sur le premier, il était donc inutile de lui renvoyer la pétition. Chaix d'Est Ange proposait le vote de l'ordre du jour. Il se prononçait donc pour Duruy, mais l'exposé détaillé qu'il avait fait des tendances matérialistes de la faculté de médecine procura des arguments à ses adversaires. La discussion fut ajournée après Pâques pour permettre aux cardinaux d'y prendre part. Le 21 avril, Ségur d'Aguesseau demanda que le gouvernement y fût représenté par Duruy. L. Giraud formula dans la presse de nouvelles accusations contre l'Université et particulièrement contre la faculté de médecine.

Le 12 avril, Dupanloup publia une nouvelle brochure : *Les alarmes de l'épiscopal justifiées par les faits*. Il se félicitait de l'insuccès des cours de jeunes filles. Il renouvelait la condamnation lancée par Dupont des Loges contre la Ligue de l'enseignement. Il attaquait vivement l'enseignement supérieur et les cours libres autorisés depuis 1864. Il s'indignait surtout de la place que prenaient dans l'enseignement les théories transformistes d'après lesquelles l'homme descendait du singe. Ce nouveau grief contre l'enseignement public avait alors beaucoup de succès auprès du clergé. « En matière d'enseignement, déclarait Dupanloup, toutes les phrases sur la liberté des opinions sont des sophismes coupables. Nul maître chargé d'élever, d'enseigner la jeunesse, n'a le droit de semer l'ivraie... » Cette déclaration, qui fut suivie le 17 mai d'une lettre publique de félicitations et d'encouragements à L. Giraud, montrait dans quel esprit le clergé soutenait la pétition pour la « liberté » de l'enseignement supérieur.

La lettre de Dupanloup à Giraud fut distribuée aux sénateurs à la veille de la discussion qui s'ouvrit le 19 mai : un bref adressé le 7 mai par Pie IX à Dupanloup y était cité, de sorte que la pétition bénéficiait non seulement du patronage d'un évêque mais de celui du pape. Elle avait d'ailleurs celui de tout l'épiscopat. Darboy lui-même avait conseillé à Napoléon III d'en accepter le renvoi. Napoléon III transmit son mémoire à Duruy en lui demandant d'examiner ce qu'il pouvait faire « pour contenter le bon archevêque ». Duruy, chez qui Darboy dînait le jour même, lui apprit qu'il était informé de sa « petite trahison » et qu'il persistait à combattre la pétition Giraud. Il tira argument auprès de l'empereur du bref pontifical illégalement cité par Dupanloup. « Tout cela confirme ce que j'ai eu l'honneur de dire à Votre Majesté au sujet de l'ordre envoyé de Rome avec le nouveau *Syllabus* auquel tous les évêques, même l'archevêque

de Paris, sont obligés d'obéir. Ce serait la mainmise sur l'ordre civil, mais l'empereur ne le permettra pas. » (1) (17 mai.)

Le baron Dupin parla le premier en faveur de la pétition. Il cita des paroles récemment prononcées par Rouher au Corps Législatif qui les avait hautement approuvées : «... Le matérialisme, savez-vous ce que c'est ? C'est l'irresponsabilité. (*Cris immenses d'assentiment.*) Si le matérialisme est vrai, nous sommes irresponsables, et si nous sommes irresponsables, les tribunaux... les condamnations prononcées contre les criminels, contre les assassins, sont d'odieuses comédies que rien ne doit justifier. »

Sainte-Beuve prit alors la parole. Un incident récent avait ameuté contre lui les cléricaux. Il avait offert au prince Napoléon et à quelques amis, Flaubert, Renan, Taine, About, Robin, un dîner qui avait été fixé sans préméditation au 10 avril 1868, c'est-à-dire au Vendredi Saint. Ce dîner avait été considéré comme un défi. Vuillot l'avait dénoncé dans l'Univers. Le 7 mai, Sainte-Beuve ayant parlé au Sénat dans la discussion de la loi sur la presse, bien qu'il ne traitât pas de questions religieuses, les sénateurs avaient couvert sa voix des bruits de leurs conversations et Troplong n'avait pu leur imposer silence (2). Le 19 mai, par contre, Sainte-Beuve put parler et défendre avec plus d'ampleur qu'en 1867 la cause de la libre pensée. Il opposa aux diocèses des évêques « un grand diocèse..., qui s'étend par toute la France, par tout le monde... qui gagne et s'augmente sans cesse, insensiblement et peu à peu plutôt encore que par violence et avec éclat ; qui comprend... dans sa latitude des esprits émancipés à divers degrés mais tous d'accord sur ce point qu'il est besoin avant tout d'être affranchi d'une autorité absolue et d'une soumission aveugle ; un diocèse immense... qui compte par milliers des déistes, des spiritualistes, et adeptes de la religion dite naturelle, des panthéistes, des positivistes, des réalistes... des sceptiques et chercheurs de toute vérité, des adeptes du sens commun et des sectateurs de la science pure. » (3)

Il retraça les progrès réalisés depuis trois siècles par la liberté de penser, contre lesquels s'étaient toujours brisées en France les

(1) *Notes et Souvenirs*. Caterini avait lui-même appelé « Syllabus » le questionnaire qu'il avait adressé à l'épiscopat. Mais il s'agissait d'un syllabus de questions, et non d'un syllabus de condamnations comme celui de 1864.

(2) Voir Bibliographie : Opinion, Sainte-Beuve.

(3) Il est remarquable que Sainte-Beuve n'ait pas nommé les matérialistes dans cette énumération.

tentatives de réaction ; « ... dans le langage officiel, tout le monde fait semblant, fait profession extérieure de croire, tandis que la grande majorité du dehors avance pourtant (bien lentement il est vrai) dans ce qu'on peut appeler le sens commun », c'est-à-dire qu'il se produit « une diminution croissante de la croyance au merveilleux, au surnaturel »... « Il est d'habitude (je dirai même de mode) d'injurier cette disposition d'esprit dans toutes les réunions, les solennités publiques, de la dépeindre comme un malheur, une infériorité morale déplorable. Je ne discuterai point ici ce côté de la question. » Sainte-Beuve se bornait à dire qu'en fait, l'État devait respecter les convictions de tout groupe nombreux de citoyens honorables, et que les libres penseurs avaient à cet égard les mêmes droits que les protestants ou les juifs. Les matérialistes ne devaient pas faire exception, l'État n'ayant pas plus à se faire le défenseur d'une opinion philosophique que d'une religion. En vertu de ce principe, les professeurs de la faculté de médecine devaient pouvoir exposer librement les résultats de leurs recherches scientifiques, sans se préoccuper des conséquences philosophiques qui pourraient en être déduites. « On me dira : l'enseignement donné par l'État ne doit pas être irréligieux ; c'est une maxime gouvernementale. Oui, mais dans des matières aussi indépendantes et aussi distinctes de la religion, l'enseignement, s'il ne doit pas être irréligieux ne doit pas être religieux non plus (ce qui n'aurait aucun sens), il doit être strictement scientifique. » Les progrès de l'irréligion constituaient, disait-on, un danger, Sainte-Beuve voyait un danger plus menaçant dans « l'attitude agressive et envahissante qu'a prise depuis quelque temps et avec un redoublement d'audace le parti cléricale. » (1) Il dénonça l'hypocrisie de la « haute société française », plus cléricale que croyante (2). « La mollesse des mœurs, la lâcheté des opinions, la facilité ou la connivence des gens bien appris laissent le champ libre plus que jamais en aucun temps à l'activité et au succès d'un parti

(1) Le cardinal Donnet protesta contre ce terme, considéré par lui comme injurieux.

(2) Le 10 décembre 1867, Guérault avait déjà émis des doutes sur les sentiments religieux de beaucoup des membres du Corps Législatif qui avaient approuvé la seconde expédition de Rome : « Je dis que pour s'exposer à des guerres religieuses, il faut un certain degré de fanatisme, que, Dieu merci, je ne trouve pas dans cette Chambre. Je dis qu'il faut être de ces catholiques croyants, pratiquants, inflexibles sur la pratique de la religion. Je ne veux pas faire de personnalités, mais si je faisais appel à tous ceux qui seraient dans les conditions voulues, combien y en a-t-il qui se lèveraient dans cette enceinte ? » Ce discours souleva de très vives protestations. Guérault faillit même être rappelé à l'ordre.

ardent qui a ses intelligences jusque dans le cœur de la place et qui semble, par instants, près de déborder le pouvoir lui-même. » Pour l'enseignement supérieur notamment, «... sous cette humble et spécieuse forme de liberté... le parti aspire... à la suprématie. En effet la liberté ne serait pas réelle pour deux raisons : tout d'abord le clergé catholique jouit de quantités de faveurs, avantages, immunités. Il est spécialement et magnifiquement protégé, rémunéré ; il prime tout. » Ensuite ses adversaires ne seraient pas libres : « Laissez-vous... se convoquer... et se tenir d'orageux congrès de Liège ? Évidemment non !... Vous continuerez, en vertu de certains articles positifs de la loi, de réprimer, de prévenir l'expression ouverte, la profession déclarée et la prédication de doctrines philosophiques que vous considérez comme dangereuses et antisociales. » Sainte-Beuve se prononçait donc pour le rejet de la pétition (19 mai).

La séance du 20 mai fut surtout marquée par le discours du cardinal de Bonnechose qui soutint dans toute son intransigeance la thèse catholique (1). Il affirma que la faculté de médecine était matérialiste. Il cita avec indignation le dictionnaire de Nysten, Robin et Littré qui définissait l'homme un « animal mammifère de l'ordre des primates, famille des bimanés » (2) et contredisait les récits de la Genèse sur la création. Il insista sur le cas du matérialiste Naquet, qui ayant récemment perdu sa petite fille, l'avait fait enterrer civilement, et qui depuis avait été condamné comme révolutionnaire. Il cita plusieurs thèses de tendances matérialistes et socialistes : «... Ce mouvement des esprits dans la faculté de médecine de Paris se rattache à un travail général pour corrompre la société tout entière. » Bonnechose insistait sur l'influence des médecins, et sur la manière pernicieuse dont en useraient les matérialistes pour qui les connaissances médicales pourraient devenir « des ressources et des moyens pour le crime » (*sensation*). On invoquait l'intérêt de la science, mais à tort : « La vraie science est religieuse... la fausse science au contraire, vaine et orgueilleuse, ne pouvant expliquer Dieu, se révolte contre lui... Elle dit, comme le premier auteur de toute rébellion : *Non serviam*. »

(1) Elle fut exposée avec moins de force, le 20 mai par Donnet, le 22 par de Vincent, tandis que Quentin Bauchart (20 mai) et Michel Chevallier (22 mai) reprenaient la thèse du rapporteur, Chaix d'Est Ange.

(2) Mérimée à Panizzi (28 mai) : « Si vous aviez vu l'explosion de fureur de tous les sénateurs en s'entendant traiter de mammifères bimanés, vous auriez ri du rire des dieux homériques. »

« Le mal est constaté, quel sera le remède ? Il faut choisir entre la répression et la liberté. » N'ayant pas confiance dans le gouvernement pour la répression, Bonnechose déclarait choisir la liberté, tout en ajoutant : « Dès qu'on enseignera publiquement des doctrines de nature à compromettre les bases de l'ordre social, vous pourrez employer soit les moyens administratifs, soit les moyens judiciaires pour réprimer de pareilles tentatives ». Il arrivait ainsi à réclamer pour le clergé, la liberté, pour les libres penseurs, la répression, pour l'enseignement public, l'obligation de s'inspirer du spiritualisme religieux.

Le 22 mai, le secrétaire général du ministère de l'Instruction Publique, Charles Robert, reprit la thèse de Chaix d'Est Ange, avec une nuance moins favorable à l'Église : «... Le gouvernement, comme le Sénat tout entier, partage cette conviction que la doctrine matérialiste et athée... qui nie Dieu, l'âme, l'immortalité, le libre arbitre, est un système désolant, funeste et déplorable. » Mais il assura que l'enseignement de la faculté de médecine n'était pas matérialiste, que les faits allégués par la pétition étaient faux, et que le gouvernement, lorsqu'il y avait eu des manifestations matérialistes, les avait réprimées. Il insista sur la distinction entre le domaine de la science et celui de la foi : « Le respect de cette distinction est en réalité la pierre angulaire de la science ».

Bonnechose, le 23 mai, maintint ses affirmations. Il n'admettait pas la distinction entre les opinions de l'homme et l'enseignement du professeur. Un matérialiste « doit rester matérialiste dans son enseignement officiel, quelles que soient les précautions dont il l'enveloppe ». Or un certain nombre de professeurs de la faculté de médecine étaient incontestablement matérialistes. Bonnechose assura que l'un d'eux avait déclaré deux jours auparavant, qu'il souhaitait que l'âme disparût de la médecine. Le fait était attesté par L. Giraud dans le Journal des Villes et des Campagnes.

Duruy établit aussitôt que Sée avait dit vouloir faire de la médecine une science, et en exclure, non pas l'âme, mais l'art. Il se servit de cette allégation inexacte et de quelques autres pour montrer le caractère tendancieux de la pétition. Il réduisit les manifestations matérialistes des étudiants à des égarements de jeunesse et contesta les accusations portées contre les professeurs : « Qu'il y ait à la faculté de médecine un professeur sur lequel des soupçons sérieux de matérialisme puissent être élevés, c'est possible, je n'ai pas à regarder dans le for intérieur. Ce

qui m'importe, ce dont j'ai la surveillance, c'est l'enseignement. » Or il n'avait jamais admis et n'admettrait jamais que l'enseignement s'inspirât d'une philosophie matérialiste. Il se réservait même d'engager contre les professeurs dont les écrits seraient répréhensibles à ce point de vue des poursuites disciplinaires, tout en déclarant ne pas juger ces poursuites opportunes contre le dictionnaire de Nysten, Robin et Littré.

Puis, passant à une accusation plus générale, « on nous dit : le matérialisme nous déborde... envahit la société française, et le point de départ de cette invasion, c'est l'Université... Messieurs, répondait-il, il est une doctrine avec laquelle l'Université ne peut pas vivre : c'est le matérialisme ; il en est une autre sans laquelle l'Université ne pourrait exister, c'est le spiritualisme. » S'appuyant alors sur le programme de morale de la classe de philosophie, qui avait été préparé par Darboy, et sur une lettre de Ravaisson, Duruy entreprit de démontrer que l'Université était plus spiritualiste qu'elle ne l'avait jamais été. « Et, Messieurs, si de l'Université je passe à la société elle-même, est-ce que vous n'êtes pas frappés comme moi de son caractère profondément chrétien ? Quand donc a-t-on vu une préoccupation plus ardente des pauvres... de ceux pour qui le Christ est venu au monde. C'est l'esprit même du gouvernement impérial. » Il dénonça la campagne cléricale organisée contre l'enseignement public par le *Syllabus Caterini* ; il attaqua à son tour l'enseignement congréganiste, disant que les professeurs de faculté reconnaissaient parmi les candidats aux examens « ceux qui sont élevés dans l'amour du pays, de ses lois, de ses institutions, et ceux qui ne sont pas élevés dans cet esprit-là. » Quant à la liberté de l'enseignement supérieur, l'Université était prête à l'accepter mais cette réforme établirait par une voie détournée le droit de discuter publiquement les questions politiques, droit que la loi récente sur les réunions n'avait pas admis. La question devait donc être ajournée tout en restant à l'étude.

Darboy soutint alors la pétition par un discours très modéré et très habile. Il montra aisément que les tendances matérialistes étaient beaucoup plus fortes à la faculté de médecine que Duruy ne l'avait prétendu. Il loua la fermeté avec laquelle Duruy avait réprimé certaines manifestations matérialistes et demanda le renvoi de la pétition au gouvernement, non dans un esprit de méfiance, mais pour l'encourager dans la lutte contre les mauvaises doctrines et l'engager à préparer la liberté de l'enseignement supérieur.

Après une discussion confuse, on passa au vote. « Nous crûmes jusqu'au bout que la partie était perdue pour nous », a écrit le secrétaire de Duruy, E. Lavis (1). Mais si Sainte-Beuve était tout à fait isolé dans le Sénat, les gallicans hostiles aux revendications cléricales y étaient nombreux. En outre, beaucoup de sénateurs n'osaient pas voter contre un ministre de l'empereur. Le renvoi fut rejeté par 84 voix contre 31 quant à la liberté de l'enseignement supérieur, par 80 voix contre 43 quant aux accusations portées contre la faculté de médecine.

Duruy n'avait pas obtenu ce triomphe sans concessions. Il était, d'après ses *Notes et Souvenirs*, spiritualiste, et presque chrétien. Pourtant son discours, qui laissait si peu de place dans l'Université à la liberté de la science, qui lui donnait une doctrine officielle, le spiritualisme, qui contestait aux professeurs le droit d'exposer les opinions auxquelles les avaient amenés leurs travaux, non seulement dans leur enseignement, mais dans leurs livres, lorsque ces opinions étaient réputées subversives, ce discours ne semble pas avoir exprimé toute la pensée de Duruy. Ses rapports confidentiels à l'empereur sont d'un autre ton, et d'un esprit plus libéral (2). Pour ménager le Sénat, Duruy avait rapproché, autant que possible, son point de vue de celui de Chaix d'Est d'Ange, dont le rapport exprimait les sentiments moyens du gouvernement et des milieux dirigeants non cléricaux.

Les débats furent suivis d'incidents à la faculté de médecine. Les étudiants accueillirent par des ovations les professeurs dénoncés par le clergé. Ayant voulu les attendre à la sortie pour les acclamer de nouveau, ils furent malmenés par la police. 200 d'entre eux allèrent féliciter Sainte-Beuve.

Le vote du Sénat, sans mettre fin à la campagne cléricale pour la liberté de l'enseignement supérieur, la ralentit (3) mais les progrès de l'irréligion continuèrent à susciter des plaintes très vives. Une curieuse manifestation d'anticléricalisme rural se produisit à cette époque dans les Charentes (4). Au début de mars, un noble avait fait don à l'église de Chéranceaux de

(1) *Un ministre : Victor Duruy*, par E. Lavis.

(2) La préface de *L'Enseignement supérieur devant le Sénat*, dont le caractère officieux est évident et qui fut rédigée, très probablement, par E. Lavis, est inspirée d'idées très analogues à celles de Sainte-Beuve. Elle est en outre ironique vis-à-vis des gallicans : « Nous remercierons... Mgr de Paris d'avoir montré que l'Église, divisée parfois sur quelques points de la politique humaine, se retrouve unie et forte chaque fois qu'il faut lutter contre la raison rebelle. »

(3) Des pétitions la réclamèrent de nouveau au début de 1869.

(4) BB¹⁸ 1.767, F¹⁰ III Charente 12, F¹⁰ III Charente-Inférieure 9.

deux grands vitraux fleurdelysés, portant les écussons de sa famille. La population, très hostile à l'ancien régime, fit le 13 avril une petite émeute, qui s'étendit aux communes voisines ; les emblèmes fleurdelysés, très nombreux dans les églises, furent saccagés aux cris de : « Vive l'empereur ! » A Cercoux notamment, la population, guidée par le maire, bouscula les gendarmes, envahit l'église et le presbytère et brûla les fleurs de lys. Les magistrats estimèrent que « la crainte du retour des Bourbons et du rétablissement de la dîme avait réellement et très sérieusement pénétré au milieu de cette population ignorante et crédule » (24 avril) (1). Le calme était à peine rétabli lorsque le nouvel évêque de La Rochelle, Thomas, avant de faire sa première tournée pastorale, envoya aux curés de grandes gravures qui devaient être portées au-devant lui lorsqu'il arriverait dans les paroisses. Ces gravures portaient avec les armes épiscopales divers emblèmes, notamment des épis de blé, des grappes de raisin, des fleurs de lys. Les paysans y virent l'emblème du rétablissement de la dîme et de l'ancien régime. Les troubles reprirent aussitôt dans de nombreuses communes de l'arrondissement de Jonzac, et s'étendirent aux arrondissements contigus de Barbezieux et de Blaye. Dans celui-ci, à Donnezac, « plusieurs centaines de paysans, dont quelques-uns armés, ont envahi l'église au cri de : « Vive l'empereur ! » en proférant des menaces contre les prêtres. La fête de l'Adoration perpétuelle, célébrée en ce moment, a été interrompue, les prêtres ont été dispersés. » (2) La gendarmerie, secondée par des escadrons de cavalerie, rétablit l'ordre et procéda à un certain nombre d'arrestations. Quelques condamnations furent prononcées. Aucun indice ne fut relevé d'une intervention de sociétés secrètes. Il s'agissait d'un mouvement général et spontané de la population. En juin, bien qu'elle ne fût pas entièrement rassurée, les processions eurent lieu et la tournée pastorale de l'évêque se poursuivit sans incident. Neuillot signala avec inquiétude dans l'Univers ce résultat de la déchristianisation des campagnes (9 juin). Duruy en tira argument contre le cléricalisme : « Tant que le prêtre reste à l'autel, on le révere ; dès qu'il veut sortir de l'église, on le redoute. Contre son influence politique, le paysan a gardé d'incurables défiances qui éclataient naguère à Jonzac et qui éclateraient partout le

(1) Rapport de l'avocat général. Quelques agitateurs accusés d'avoir exploité cette inquiétude furent condamnés, BB¹⁸ 1.767.

(2) 26 mai. Rapport du procureur général au garde des Sceaux, BB¹⁸ 1.767.

jour où cette influence redeviendrait visible et menaçante. » (1)

A Paris, les questions religieuses furent un des principaux objets des réunions publiques autorisées par la loi du 6 juin 1868 et où il était interdit de traiter de politique. Quelques catholiques tentèrent d'en donner et furent promptement découragés par l'ardente hostilité de leur auditoire. Elles permirent à l'anticléricisme révolutionnaire et athée qui s'était formé depuis plusieurs années de se manifester ouvertement, avec une violence outrancière. Les commissaires de police notèrent les déclarations suivantes (novembre 1868-janvier 1869): « Je ne discuterai pas l'enseignement cléricol : il ne peut être défendu que par des gens ayant à gagner au maintien de l'erreur et de l'abrutissement général des populations » (Rigault). « Ceux qui veulent faire triompher la Révolution doivent empêcher la propagande de toutes les religions par tous les moyens, car ce système est lié au système politique dont nous subissons le joug. » « Nous voulons... détruire ce vieux virus qui existe depuis qu'on a inventé le Bon Dieu. » (2) Le gouvernement, en 1868, n'usa pas des moyens dont il disposait pour réprimer ces violences. Il fit recueillir et publier les propos les plus scandaleux ; il espérait que le clergé, effrayé, se rapprocherait de lui par crainte du péril révolutionnaire.

III. — *La fin du ministère de Duruy*

Si, à partir de 1867, les principaux conflits de Duruy avec le clergé eurent pour objet l'enseignement supérieur et les cours secondaires de jeunes filles, d'autres portèrent sur l'enseignement primaire, et sur l'enseignement secondaire des garçons.

La conquête des écoles primaires par les congrégations, arrêtée dans l'ensemble de la France, se poursuivait dans les régions les plus cléricales, et notamment dans le bocage vendéen. Un conflit caractéristique se produisit dans l'arrondissement de Bressuire, à Boismé, résidence du marquis de La Rochejaquelein, fils du sénateur récemment décédé. L'école étant dirigée par un instituteur laïque, La Rochejaquelein le décida à prendre sa retraite en lui versant une pension supplémentaire, pour le remplacer par des frères. L'instituteur ayant pris sa retraite, le

(1) Duruy à Conti, secrétaire de Napoléon III, 31 mai 1868 (*Notes et Souvenirs*).

(2) Voir *Les réunions publiques à Paris 1868-1869* (1869, in-8°) : Chapitre : les questions religieuses.

préfet, Isoard, considéra qu'il n'y avait pas vacance du poste, puisqu'il n'y avait pas eu démission, et nomma, sans consulter le conseil municipal, un nouvel instituteur laïque. La Rochejaquelein protesta, et les habitants cessèrent d'envoyer leurs enfants à l'école. Isoard expliqua au gouvernement que le conseil municipal et la population n'étaient pas libres, La Rochejaquelein étant non seulement propriétaire de la mairie, où se faisait la classe, mais « possesseur du sol et de presque toutes les maisons de la commune » ... « En présence de la disposition bien connue du parti légitimiste dans le bocage vendéen de poursuivre à l'approche des élections législatives sa croisade contre l'enseignement laïque au profit des congrégations, et dans l'éventualité d'une lutte politique qui engagerait lors de ces élections le marquis de La Rochejaquelein contre le député, M. Ch. Le Roux, l'abandon de la mesure légalement prise par le représentant du gouvernement, et par suite la reconnaissance du pouvoir féodal de l'ancien seigneur de Boismé sur cette importante commune, produirait dans tout l'arrondissement de Bressuire au double point de vue politique et électoral un effet désastreux. » (1) Duruy aurait volontiers approuvé Isoard, mais Pinard jugea que la lutte était sans issue et mal engagée, le conseil municipal n'ayant pas été consulté sous un prétexte spécieux. Rouher ayant approuvé Pinard, Isoard fut invité à retirer son arrêté de nomination et à consulter le conseil municipal, qui se prononça naturellement pour une école congréganiste libre. Cette solution fut acceptée par le gouvernement, à condition que la nouvelle école serait soumise à l'inspection imposée par la loi de 1867 aux écoles libres tenant lieu d'écoles publiques.

L'école laïque avait succombé à Boismé malgré l'appui de l'administration, engagée dans une lutte politique acharnée contre La Rochejaquelein soutenu par le clergé. La situation était encore plus difficile lorsque l'administration, pour des raisons politiques désirait ménager le clergé. C'était le cas, notamment, en Vendée (2), où le préfet, de Fonbrune, espérait, grâce au concours de l'évêque Colet, détacher le clergé de l'opposition légitimiste. Colet, nommé comme modéré en 1861, était devenu de plus en plus intransigeant sous l'influence de son

(1) 29 décembre 1867, F¹⁰ III Deux-Sèvres 11.

(2) Les conflits scolaires y étaient vifs depuis longtemps. En 1863 Duruy avait dû faire remplacer l'aumônier du collège de Fontenay-le-Comte, BB¹⁰ 1.679.

entourage, et il approuvait la violente campagne menée par son clergé contre les instituteurs et surtout contre les institutrices laïques. Les curés vidaient leurs écoles en usant systématiquement des refus de confession (1). Fonbrune, tout en reconnaissant que les institutrices laïques étaient irréprochables, en déplaça plusieurs pour satisfaire le clergé. Deux de ses arrêtés furent annulés par Duruy, sur la demande d'un inspecteur d'académie, dévoué à l'enseignement laïque, Chanson (novembre 1868). Colet fit valoir que le préfet avait agi d'accord avec le député gouvernemental, de Sainte-Hermine, et les conseillers généraux. Il menaça de se retirer du conseil académique de Poitiers. Duruy se plaignit vivement à Pinard du préfet. Peu après, un nouveau conflit se produisit entre l'inspecteur primaire des Sables-d'Olonne, Berthelot, et le curé de Challans. Fonbrune prit parti contre Chanson et Berthelot : « Je ne saurais trop déplorer à l'approche des élections générales l'attitude que certains fonctionnaires de l'Université croient devoir prendre à l'égard du clergé, dont une grande partie est déjà si disposée à céder à des entraînements hostiles. Elle pourrait créer de très sérieux embarras si son vénérable chef était moins dévoué à l'empereur et s'il mettait moins de soin à le modérer et à le contenir. » (2) Duruy dut déplacer Berthelot. La lutte était également très vive en Ille-et-Vilaine, tant pour les collèges que pour les écoles primaires. Une société de l'enseignement libre s'y forma (28 avril 1868) qui compta bientôt parmi ses membres 14 conseillers généraux. L'inspecteur d'académie soupçonnait les conférences de Saint-Vincent de Paul « successivement reconstituées et ressuscitées » d'avoir organisé cette association (3). L'Univers (3 mai) cita la formation de cette société comme un exemple à suivre.

Par contre, la Ligue de l'enseignement prenait un grand développement. Les condamnations retentissantes lancées contre elle par Dupont des Loges et Dupanloup lui valurent une grande popularité auprès des anticléricaux, et lui assurèrent le concours des loges maçonniques. Dans plusieurs départements, elle eut le patronage de l'administration, notamment dans la Seine-Inférieure, où son président fut l'avocat général Raoul Duval, et dans la Dordogne, où le préfet, de Saint-Pulgent, ami de Duruy, organisa lui-même une société pour le développement

(1) F¹⁰ 5.819 A, Commequiers. Dans cette commune, on lançait des pierres à l'institutrice, tant la population était fanatisée. (Voir BB¹⁸ 1.784, F¹⁰ III Vendée 5.)

(2) 10 janvier 1869, Fonbrune à Baroche, F¹⁰ 3.972 et F¹⁰ III Vendée 8.

(3) F¹⁷ 12.429.

de l'enseignement primaire. L'évêque, Dabert, interdit à ses prêtres d'y collaborer, sans pouvoir en empêcher le succès (juin 1868). Il en résulta un vif conflit qui défraya la presse parisienne, et où Duruy intervint personnellement (1).

La question de l'enseignement du français en Lorraine fut également portée devant l'opinion par une pétition des habitants de Malling, aux enfants desquels le clergé persistait à refuser la première communion parce qu'ils ne parlaient que le français (2). Le juge de paix attesta, contrairement aux affirmations de Dupont des Loges, que les enfants savaient suffisamment le français et comprendraient le catéchisme au moins aussi bien en français qu'en allemand. La pétition, vivement combattue par la presse cléricale, fit l'objet d'un rapport entièrement favorable, et sévère pour le clergé d'Amédée Thierry (3). Elle fut renvoyée sans discussion, le 21 juillet, aux ministres de l'Instruction Publique et des Cultes. Duruy annonça à Baroche qu'il allait inviter les autorités de la Moselle à franciser l'enseignement primaire conformément à l'accord de 1865, et qu'il comptait donner des instructions analogues pour tous les départements où le français n'était pas seul usité ; mais le concours de Baroche lui était nécessaire, la résistance provenant du clergé (26 août). Baroche répondit de manière évasive, et aucune mesure nouvelle ne fut prise.

Dans la Moselle, la lutte continua. Dupont des Loges priva Malling de desservant, en y faisant assurer le service religieux par le vicaire d'une paroisse voisine. En février 1869, les habitants renouvelèrent leur pétition. L'inspecteur d'académie, Hanriot, écrivit le 5 avril à Charles Robert : « L'affaire de Malling n'est au reste qu'un des mille incidents de la lutte acharnée de nos curés contre la propagation du français... Actuellement, MM. les curés sont en train de faire circuler une pétition à S. M. l'empereur, dans le but de maintenir pour toute la Lorraine dite allemande l'enseignement simultané des deux langues, c'est-à-dire en fin de compte la prédominance de l'allemand. » Cette méthode,

(1) F¹⁰ 2.559, F¹⁰ III Dordogne 7 et 11. Duruy : *Notes et souvenirs*. Univers, 23 juin. Le Temps avait craint que l'administration ne tolérât la ligue « qu'à la condition d'y avoir l'œil, sinon la main ». Macé répondit : « L'œil, oui, tant qu'elle voudra ; cela ne nous gênera jamais, n'ayant rien à faire qu'elle ne puisse voir. La main, non. Ni elle, ni personne. » L'organisation centrale de la Ligue resta en effet indépendante. (Jean Macé : *Les origines de la ligue de l'enseignement*).

(2) Voir p. 770.

(3) L'Univers ayant critiqué ce rapport, Duruy le lui infligea en communiquant le 22 août.

employée en Alsace, ne permettait pas les progrès rapides obtenus en Lorraine : « Ici, nous avons une trentaine de communes pour le moins qui se trouvaient allemandes lorsqu'il y a six ans je vins dans la Moselle, et qu'aujourd'hui nous sommes forcés de rayer de la liste des communes allemandes. Voilà ce que l'on doit à nos braves instituteurs, et aux inspecteurs primaires qui les dirigent. Ce mouvement gagne de proche en proche, et c'est ce qui effraye MM. les desservants. » (1) La signature de la pétition, facilitée par l'approche de la communion pascale, fut accompagnée d'une vive polémique, où les prêtres alsaciens soutinrent leurs collègues de la Moselle (2). Cette campagne finit par triompher. Le 15 juillet 1869, trois jours après que Duruy eût cessé d'être ministre, mais alors qu'il expédiait encore les affaires courantes, le Conseil impérial de l'Instruction Publique décida l'abandon du programme de 1865. Cette concession eut pour résultat d'enhardir le clergé et de rendre plus vive encore son opposition à la propagation du français. Le nouveau programme ne fut promulgué qu'en 1870.

L'enseignement secondaire donna lieu à deux conflits, tous deux relatifs aux Jésuites (3). Le 14 décembre, le préfet et le sous-préfet des études du collège de Jésuites de Tivoli, à Bordeaux, furent condamnés en correctionnelle à dix jours de prison et à une amende, pour avoir frappé plusieurs de leurs élèves (4). Un seul des pères de famille intéressés avait porté plainte, et dénoncé les Jésuites dans le journal républicain de Bordeaux, la Gironde. La presse anticléricale exploita cet incident, qui fit beaucoup de bruit. Duruy déféra les Jésuites au conseil

(1) F¹⁷ 8.891. Hanriot ajoutait le 6 avril : « Je n'examine pas les intentions du clergé, mais il est certain qu'il n'agirait pas autrement s'il aspirait à dénationaliser nos contrées. Sans doute, le patriotisme tenace de ces contrées peut nous rassurer... »

(2) « Nous autres alsaciens, nous ne pouvons guère nous faire une idée du sauvage terrorisme avec lequel on y poursuit l'allemand », écrivait l'abbé Guerber, dans le *Volksfreund*. Il attaqua un article de Hanriot, signé « un universitaire », où s'affirmait la volonté d'« élaguer cet affreux patois allemand, pire que les ronces et l'ivraie dans un champ. » (F¹⁷ 8.891.)

(3) En outre, Angebault demanda le déplacement d'un professeur d'histoire du lycée d'Angers, Zévort, qui, dans un cours public avait « attaqué presque habituellement l'enseignement catholique ». Il s'en plaignit d'abord au recteur, mais Duruy démentit dans un communiqué les accusations portées contre Zévort. Angebault s'adressa alors à Baroche : « Si, dans nos provinces religieuses, de tels excès ne sont pas réprimés, la confiance envers l'autorité s'altérera, et à l'approche des élections, il importe, je crois, au gouvernement, de ne pas froisser les populations. » Zévort fut déplacé. (F¹⁹ 3.972 ; Gillet : *Vie de Mgr Angebault*.)

(4) BB¹⁸ 1.794 ; Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*.

départemental de l'Instruction Publique. Au cours de l'enquête, on s'aperçut que le chef réel de l'établissement n'avait pas le titre de bachelier exigé par la loi, et que le chef nominal ne résidait même pas au collège. Celui-ci fut frappé de réprimande, le préfet et le sous-préfet des études, d'interdiction d'enseigner, respectivement pour deux et sept ans. D'après Burnichon, l'archevêque de Toulouse, Desprez, fit intervenir Niel auprès de l'empereur, et cette intervention sauva le collège, que Duruy aurait voulu supprimer.

La congrégation de Sainte-Croix, qui possédait au Mans une grande école secondaire, fit faillite en 1868. L'évêque Fillion décida les Jésuites à racheter l'immeuble, et à y fonder un collège. Duruy, averti de ce projet, prévint Baroche le 25 décembre 1868 : « Le gouvernement veut-il autoriser l'ouverture de cette nouvelle maison ? Le moment serait mal choisi ce me semble, après le scandale de Bordeaux... » (1) Baroche chargea le préfet de la Sarthe de notifier à Fillion l'opposition du gouvernement. Il en fit part lui-même au provincial des Jésuites, Ponlevoy, qui était venu l'entretenir de l'affaire de Tivoli. De La Tour fit une démarche auprès de Duruy qui invoqua la décision de 1859 : « Elle ne pourrait être révoquée qu'en conseil, et je voterai pour le maintien de la restriction, attendu que les établissements universitaires sont très supérieurs, sous tous les rapports, aux établissements congréganistes. Permettre à ceux-ci de se multiplier empêcherait l'Université de faire tomber les préventions qu'elle inspire, à tort, à un certain nombre de familles. » (2) Fillion vit l'empereur et Baroche. Il soutint que la décision de 1859 n'était pas appliquée. Baroche fut embarrassé pour lui prouver le contraire par des exemples, le gouvernement ayant toléré depuis 1865 la création de presque tous les établissements qu'il avait d'abord interdits. Mais, en principe, la décision de 1859 était toujours en vigueur. « L'application de cette mesure, écrivait Baroche à Fillion, me paraît en ce moment même plus opportune que jamais, et plus utile aux établissements existants. On ne saurait se dissimuler en effet que les tendances des esprits sont peu favorables aux congrégations non autorisées. Les rapports qui parviennent au gouvernement, les pétitions adressées au Sénat (3), ne sauraient laisser de doutes

(1) F¹⁹ 3.972 ; Burnichon : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*. H. Chérot : *Les Jésuites sous le Second Empire*. Carnet, octobre 1902.

(2) Réponse citée par Burnichon, d'après de La Tour.

(3) La pétition à laquelle Baroche faisait allusion réclamait l'expulsion des Jésuites.

à cet égard. Les créations nouvelles ne manqueraient pas de susciter des réclamations et de provoquer des attaques contre la tolérance dont jouissent les sociétés religieuses qui ne sont pas reconnues par la loi. » (1) Les Jésuites ne purent s'établir au Mans qu'en 1870, après la formation du ministère Ollivier.

Enfin, à partir du mois de novembre 1868, la réouverture des cours secondaires de jeunes filles ranima les conflits qu'ils avaient suscités l'année précédente. Les protestations épiscopales furent beaucoup moins nombreuses (2) mais celle de l'évêque de Montpellier, Lecourtier, lui valut un bref de félicitations de Pie IX (25 novembre), que publia l'Univers du 22 décembre. L'opposition du clergé resta vive et unanime. Certains journaux cléricaux employèrent même un nouveau moyen d'intimidation : ils publièrent les listes des élèves inscrites (3). En outre, les préfets, désirant ménager le clergé en vue des élections, furent souvent moins favorables au nouvel enseignement qu'en 1867-68. Le recteur de Douai, Fleury, écrivait en novembre : « Je remarque dans notre ressort une recrudescence cléricale contre l'enseignement laïc. En vue des prochaines élections, c'est à qui, parmi les préfets, les conseillers généraux, les maires, évitera avec le plus de soin de contrarier l'influence cléricale qu'on redoute de voir se tourner contre soi. La chasse au laïc, passez-moi le mot, devient de plus en plus de mode dans un certain monde. » Les préfets les plus favorables tenaient avant tout à ne pas mécontenter les municipalités (4). Il en était de même presque partout. A Orléans, le préfet, Dureau, qui en 1867 avait assisté à l'ouverture des cours, ne répondit même pas à l'invitation qui lui fut adressée en 1868. A Tours, en 1867, le préfet Sohier avait fourni aux cours un local à la préfecture, les avait placés sous le patronage

Elle fut rejetée à l'unanimité par le Sénat le 28 avril 1869, et donna aux partisans des Jésuites l'occasion de faire leur éloge. Un légiste, Boulay de La Meurthe, rappela que la Compagnie n'avait pas en France d'existence légale, mais admit que les Jésuites étaient libres d'y résider à titre personnel, et même d'enseigner. Le gouvernement ne prit pas part à la discussion.

(1) 26 mai 1869 ; F¹⁹ 3.972, cité par Chérot.

(2) Sainte Beuve écrivit à ce sujet un article pour le Moniteur, qui avait cessé d'être l'organe officiel du gouvernement. Les évêques, écrivait-il, ont poussé des cris comme s'il s'agissait de sauver le Capitole, « des cris d'aigles », ajoutait-il. On lui demanda la suppression de ce trait. Il refusa et quitta le Moniteur pour le Temps. La princesse Mathilde rompit alors avec lui.

(3) F¹⁷ 10.856 Caen (Le Mans), 10.858 Poitiers (Rochefort).

(4) F¹⁷ 10.857. Voir aussi F¹⁷ 10.856 Besançon, 10.858 Paris (Orléans), Poitiers (Tours), Strasbourg.

de sa femme et y avait inscrit sa fille. En 1868, son successeur, Pastoureau, malgré l'intervention personnelle de Duruy, ne leur donna aucun appui, et trouva même un prétexte pour leur refuser un local.

En général, les cours furent ouverts dans les mêmes villes qu'en 1867. Quelques-unes, où ils avaient mal réussi, durent être abandonnées : Pau, Agen, Mont-de-Marsan, Troyes, Valenciennes, Cambrai notamment. De nombreuses tentatives furent faites pour en établir dans de nouvelles villes. Elles réussirent à Angoulême, après une vive résistance de l'évêché, à Reims, à Arras, à Boulogne, grâce à la colonie anglaise qui fournit 53 élèves sur 71, et surtout dans l'Est. En Alsace, où il n'y avait eu de cours qu'à Munster l'année précédente, ils furent ouverts, malgré la réserve des préfets et sous le patronage actif des municipalités, à Mulhouse (39 inscriptions), à Wissembourg (78), à Guebwiller (23). A Altkirch, le principal du collège s'abstint pour « ménager le curé de la ville et la partie de la population qui, aujourd'hui neutre, deviendrait facilement hostile », tandis qu'à Guebwiller « on ne craint pas la lutte avec le clergé, parce qu'on n'a plus rien à perdre de ce côté » (1). En Lorraine, grâce au concours des municipalités, le recteur Maggiolo, secondé par les préfets de la Meurthe et de la Moselle, celui des Vosges restant neutre, réussit à faire ouvrir des cours dans presque toutes les villes (2). Au total, les cours eurent lieu dans plus de 50 villes au lieu de 40. Le nombre des élèves n'augmenta pas, en général, et les cours de seconde année que l'on tenta de créer dans quelques villes eurent peu de succès. Du moins, le nouvel enseignement se maintenait, ce qui, à la veille des élections, était un résultat appréciable.

Pendant cette dernière période de son ministère, Duruy était de plus en plus isolé dans le gouvernement. Ses idées avaient toujours été très différentes de celles de ses collègues, et de la très grande majorité du personnel dirigeant. Mais tant que le gouvernement avait été en conflit ouvert avec le clergé, le libéralisme laïque de Duruy s'était en fait assez bien accordé avec les mesures prises par ses collègues contre l'influence

(1) F¹⁷ 10.858, 6 novembre 1868. Rapport de l'inspecteur d'académie du Haut-Rhin.

(2) Outre Metz (36 inscriptions), Nancy (37), Toul (35), Lunéville (10), où les cours avaient eu lieu en 1867, ils furent ouverts à Forbach (6), Phalsbourg (25), Bar-le-Duc (20), Verdun (15), Saint-Mihiel (50), Remiremont (41), Mirecourt (32) Épinal (22), Neufchâteau (5).

cléricale. Depuis 1865, par contre, et surtout depuis 1867, la lutte contre le cléralisme était passée au second plan des préoccupations du gouvernement. Non qu'il se fût réconcilié avec le clergé ; mais ses conflits avec celui-ci s'étant apaisés, il cherchait à reconstituer l'alliance des conservateurs contre les républicains. Le ministère de l'Intérieur, déjà moins hostile au clergé sous La Valette que sous Boudet ou Persigny, lui était devenu favorable depuis la nomination de Pinard (1). En province, les conflits violents entre l'administration et le clergé, encore très nombreux en 1863, s'étaient apaisés en 1869. Les luttes sans merci de Levert contre Pie, de Dulimbert contre Plantier, de Féart contre Brossais Saint-Marc, de Bélurget de Grandville contre Wicart, et bien d'autres, avaient pris fin. Il n'était peut-être aucun département en 1869 dont le préfet jugeât qu'il n'avait rien à attendre du clergé, et par conséquent rien à perdre à le contrarier. D'où la réserve généralement observée par l'administration vis-à-vis des cours de filles et de l'enseignement laïque en général.

Les gallicans, d'autre part, se préoccupaient moins de combattre l'influence du clergé dans la société civile que celle du Saint-Siège dans l'Église. Duruy, loin de les servir, les gênait. Les évêques se plaignaient de lui au ministère des Cultes, et, plus encore que Baroche, ses collaborateurs étaient enclins à leur donner raison (2). L'affaire des Jésuites du Mans est peut-être la seule où Duruy ait eu, à cette époque, l'appui du ministère des Cultes contre le clergé. Les légistes qui restaient préoccupés du danger cléricale n'étaient souvent pas d'accord avec Duruy sur le choix des moyens à employer. Dans la question de l'enseignement supérieur, notamment, leurs tendances autoritaires s'opposaient à son libéralisme. Duruy ne trouvait donc que peu de concours dans le gouvernement pour résister aux cléricaux, si puissants dans les Chambres, dans l'administration, et à la cour. L'empereur le laissait faire, mais sans le soutenir.

(1) Pinard déclare d'ailleurs dans « *Mon journal* » qu'il avait beaucoup de sympathie pour Duruy.

(2) Hamille, surtout, était hostile à Duruy. Il notait par exemple en octobre 1867 : « Si le clergé de Rennes a fait concurrence à l'Université, c'est la faute de l'Université... » et en novembre : « Je me suis permis, il y a deux jours, de dire à M. le ministre de l'Instruction Publique qu'on faisait trop de zèle dans son administration » (F¹⁰ 3.972). Tout en regrettant l'intransigeance de l'évêque de Périgueux en matière d'enseignement, Hamille notait en juin 1868 : « L'attitude de M. le ministre de l'Instruction Publique n'est-elle pas de nature à expliquer, sinon à justifier cette revendication ? » (F¹⁰ 2.559).

Par contre, l'accord de Duruy et des républicains était de plus en plus manifeste. Comme eux il voulait l'instruction primaire gratuite et obligatoire, la création de l'enseignement secondaire public des jeunes filles, le développement et la défense de l'enseignement laïque. En matière d'éducation, son programme et son idéal étaient les leurs. Aussi la ligue de l'enseignement, qui s'était constituée pour les soutenir, était-elle en grande partie formée de républicains. Aussi Duruy trouvait-il dans la presse républicaine un appui bien autrement énergique et sincère que celui des journaux officieux (1). La situation de Duruy devenait ainsi de plus en plus insolite, à mesure que le bonapartisme libéral et démocrate représenté par le Prince Napoléon déclinait (2), et que le parti républicain apparaissait comme la seule force capable de résister au cléricalisme (3).

(1) Au Corps Législatif, l'opposition républicaine « se montrait bienveillante et déferente envers lui ; c'est tout juste si elle ne l'applaudissait pas, mais Jules Favre, passant à côté de lui après le discours sur les dispenses militaires des congréganistes, lui disait à mi voix : « Très bon discours, Monsieur le Ministre ! » Et un jour, Ernest Picard l'invitait en souriant à passer à gauche : « Vous devriez venir avec nous ; il « n'y a que vous que nous redoutions dans le gouvernement. » Par moments, en effet, M. Duruy avait l'air d'un ministre de l'opposition. » (E. Lavisse : *Un ministre, Victor Duruy*).

(2) L'Opinion Nationale s'inquiétait de l'éducation donnée au prince impérial, dont le curé de la Madeleine, Deguerry, dirigeait l'instruction religieuse. D'après l'Indépendance Belge, le prince impérial aurait dit que, quand il serait grand, il obligerait tout le monde à remplir ses devoirs religieux, propos dont l'Univers fit l'éloge (10 septembre 1868). Le pape se déclarait très satisfait de l'éducation donnée au prince impérial (9 avril 1869, Correspondance diplomatique). Elle ne paraît pas, cependant, avoir été particulièrement cléricale. L'Opinion Nationale suggéra d'autre part d'associer ou de substituer le Prince Napoléon à l'impératrice en cas de régence. L'Univers protesta vivement.

(3) Le parti républicain devenait en outre de plus en plus hostile à l'Empire. Havin, qui avait toujours été conciliant vis-à-vis du gouvernement impérial, mourut en novembre 1868. Il reçut d'ailleurs les sacrements de l'Eglise, et la visite de l'évêque Bravard, qui, écrivait A. Cochin, « n'est pas difficile. » (A. Cochin, *ses lettres et sa vie*. Voir Univers, 16 novembre.)

CHAPITRE XXVII

La politique ecclésiastique avant les élections et le Concile

I. — *La présentation de Darboy pour le cardinalat* (1)

Darboy, arrivé le 22 juin 1867 à Rome pour les fêtes du centenaire de Saint Pierre, fut reçu le 25 par Pie IX, qui lui fit bon accueil. Rentre à Paris, il lui écrivit une lettre reconnaissante, où il expliquait par des raisons d'opportunité la manière particulière dont il défendait la cause de l'Église et du Saint-Siège. Le pape répondit le 1^{er} août par une lettre bienveillante (2). L'entrevue que Sartiges avait juré nécessaire d'attendre ayant eu lieu, Moustier l'invita le 18 juillet à présenter Darboy pour le chapeau de cardinal de couronne-laisse y ayant par la mort de Gousset. Cette négociation allait durer pendant six mois les relations des deux gouvernements. Antonelli objecta que dès la nomination de Darboy à Paris, Pie IX avait dit : « Voilà un archevêque que je ne ferai jamais cardinal. » Sartiges répondit que si Pie IX avait été longtemps mal disposé pour Darboy, il avait prouvé que ses sentiments étaient changés en le chargeant d'une mission de confiance qui consistait à plaider auprès de l'empereur la cause de l'entente préalable avec le Saint-Siège sur les nominations épiscopales. Pie IX reçut Sartiges le 29 et se montra hésitant. Darboy n'avait passé que quelques jours à Rome, et lors de son unique audience il n'avait fourni aucune explication sur les paroles et les actes qui lui étaient reprochés. Toutefois, Pie IX dit à Sartiges, qui partait en congé, que la négociation serait reprise à son retour à Rome, et qu'il pouvait faire espérer à l'empereur une issue favorable (3).

(1) Outre les sources indiquées au chap. XXII, § 3, voir la Correspondance diplomatique ; F¹⁹ 2.448 ; Bouzoud : *Vie de Mgr Isoard*.

(2) Foulon : *Vie de Mgr Darboy*.

(3) 30 juillet. Correspondance diplomatique.

Le 10 décembre 1867, au lendemain de Mentana et du « jamais » de Rouher, Moustier chargea Sartiges de renouveler ses instances auprès de Pie IX : « Si, dans les circonstances actuelles, Pie IX se sentait disposé à donner à Sa Majesté quelque témoignage particulier de ses sentiments, il ne saurait en trouver aucun dont Sa Majesté fût plus sincèrement touchée que la collation du titre de cardinal à Mgr Darboy. » L'empereur donna à Darboy une occasion d'être agréable au pape en le chargeant de lui faire connaître officieusement les mesures prises par le gouvernement impérial pour assurer sa sécurité au cas de nouvelle tentative révolutionnaire (1). Or Sartiges trouva Pie IX plus mal disposé qu'en juillet. Il jugeait nécessaire avant tout que Darboy lui donnât des explications écrites sur ses anciens errements. Il annonça par contre l'intention d'élever au cardinalat Mgr Lucien Bonaparte, un cousin de Napoléon III, prélat dépourvu d'influence et étranger à la politique (30 décembre). L'empereur fit répondre qu'il saurait gré au pape de cette promotion pourvu qu'elle ne servît pas de prétexte à ajourner celle de Darboy. La nomination d'un cardinal de curie, choisi *proprio motu* par le pape, n'avait en effet aucun rapport avec celle d'un cardinal de couronne, désigné par le souverain de la France en vertu d'un privilège traditionnel. Le gouvernement pontifical reconnut qu'il n'y avait aucun lien juridique entre les deux questions. Cependant la désignation de Darboy et la résistance du Saint-Siège s'étaient ébruitées, ce qui faisait au gouvernement impérial comme à l'archevêque de Paris une situation pénible. Napoléon III, qui prenait l'affaire à cœur, écrivit personnellement à Pie IX pour lui demander de nommer Darboy cardinal.

Antonelli et Berardi, se plaçant au point de vue politique, désiraient donner satisfaction au gouvernement impérial ; ils assuraient Sartiges que Darboy serait fait cardinal s'il consentait à donner les explications demandées. Mais Sartiges craignait que ces explications une fois données, Pie IX ne s'en déclarât pas satisfait et il jugeait imprudent de s'engager dans cette voie tant que la cour de Rome n'aurait pas « à l'avance catégoriquement défini ce qu'elle entendait par explications, les points sur lesquels elles devraient porter et l'étendue qu'elles devraient avoir. Rome a pour principe de ne considérer une concession obtenue que comme un premier pas dans la voie

(1) Voir Foulon : *Vie de Mgr Darboy*.

des concessions à obtenir » (1). En effet, le gouvernement pontifical n'exigeait plus seulement des explications confidentielles, mais une satisfaction publique, donnée par exemple dans un mandement. Or un accord sur le passé semblait bien difficile à atteindre alors que la conduite de Darboy, depuis son entrevue avec le pape, donnait lieu à de nouveaux griefs. Outre son discours au Sénat (2), le pape lui reprochait de faire l'éloge de Duruy (3). De plus, le « cas de conscience », question de théologie pratique que le clergé de Paris discutait tous les ans sous la direction de son archevêque, avait porté en février 1868 sur un point délicat : la conduite à tenir par le confesseur d'un homme « engagé dans la vie politique, qui ne veut point renoncer aux doctrines qui prévalent chez les sociétés modernes et qui se traduisent par la liberté des cultes, la liberté de la presse et l'intervention de l'État dans les manières mixtes. » Le « modérateur », Hamon, curé de Saint-Sulpice, s'était prononcé pour l'indulgence, contrairement au *Syllabus* (4). Darboy l'approuva, ce qui fut sévèrement jugé à Rome.

Napoléon III, irrité de cette résistance, fit réclamer la promotion de Darboy comme un droit absolu de la couronne de France. Quant aux explications demandées à Darboy, ajoutait Moustier, « il est toujours disposé à fournir toutes celles que peut comporter sa dignité d'archevêque si l'on veut lui articuler nettement les griefs opposés à sa promotion. » (6 mars.) Mais lorsque Sartiges renouvela ses démarches le 12 mars, Antonelli lui apprit que Pie IX avait déjà répondu à la lettre de Napoléon III par un refus, qui d'ailleurs n'engageait pas l'avenir. Le lendemain Lucien Bonaparte fut élevé au cardinalat. Sartiges estima que le pape avait été froissé du caractère impératif et pressant des démarches françaises, et de l'intervention personnelle de l'empereur.

Pour justifier sa résistance, le gouvernement pontifical fit communiquer à Baroche, par le nonce, le texte de la lettre adressée par Pie IX à Darboy le 26 octobre 1865. L'effet de cette communication fut au contraire d'aggraver et d'élargir le conflit et

(1) 15 février 1868. Correspondance diplomatique.

(2) Voir p. 825.

(3) 25 février 1868. Correspondance diplomatique. Darboy avait prononcé le 24 novembre, à Sainte-Geneviève, un discours sur l'union nécessaire du clergé et de l'Université.

(4) Univers 12, 22, 23 février, 17 juin 1868 ; Branchereau : *Vie de M. Hamon*. Correspondance diplomatique, 14 mars, 29 avril 1868.

d'inciter le gouvernement impérial à ne pas céder sur une question qui mettait en cause les principes essentiels des rapports de l'Église et de l'État (1). Baroche adressa à Moustier le 20 avril un mémoire considérable (2) : La condamnation de l'interprétation française du Concordat, telle que la prononçait Pie IX dans cette lettre, devait par réaction faciliter « le progrès d'un système qui réunit chaque jour de nouveaux adhérents dans tous les camps politiques, le *séparatisme*, que Grégoire XVI signalait déjà dans l'encyclique du 15 août 1832 comme un des périls de l'Église. Ce danger, bien plus sérieux aujourd'hui sous une organisation politique où le pouvoir législatif procède du suffrage universel, ne peut être conjuré que par la modération des évêques et leur respect pour les lois du pays... La violation d'un serment, la rébellion contre la constitution nationale et les lois séculaires du pays et, par voie de conséquence, une déclaration de guerre contre l'alliance conclue entre l'Église et l'État : voilà en réalité ce que demande à Mgr l'archevêque de Paris la lettre du 26 octobre 1865. »

Baroche justifiait longuement les Articles Organiques, auxquels Pie IX blâmait Darboy d'avoir accordé « quelque autorité ». Il rappelait la tradition séculaire dont ils étaient issus. « Ces nécessités, ces exigences ne sont-elles pas aujourd'hui bien plus pressantes encore ? Le sentiment de l'indépendance nationale, cette répulsion pour les doctrines théocratiques, qui n'a pas peu contribué à détacher de Rome une partie des nations de l'Europe, sont-ils aujourd'hui moins vifs que dans les siècles précédents ? Le principe de la liberté des cultes... ne vient-il pas ajouter à la gravité des motifs qui ont déterminé nos ancêtres à mettre des limites aux empiètements de l'autorité ecclésiastique ? Et si le gouvernement pouvait un jour faillir à sa mission, s'il voulait reprendre une œuvre que Louis XVIII n'a pas osé soumettre aux délibérations de la Chambre *introuvable*, s'il proposait la suppression des garanties que les prérogatives et

(1) Antonelli mécontenta également le gouvernement impérial en alléguant l'opposition à la promotion de Darboy d'une partie de l'épiscopat français. Moustier écrivit à Sartiges le 31 mars qu'Antonelli donnait ainsi « autorité aux raisons qui nous font craindre que les membres du clergé français fidèles aux devoirs que leur conscience et leur serment leur imposent envers l'empereur, soient moins appréciés et écoutés à Rome que ne le sont les ennemis de Sa Majesté. Il y a là pour l'empereur une préoccupation douloureuse après les services qu'il a rendus à l'Église... » (31 mars 1868, Correspondance diplomatique.)

(2) F¹⁹ 2.448 et Correspondance diplomatique. Cette lettre a été « autographiée à 8 exemplaires le 11 août 1904 ».

l'autorité reconnues au clergé rendent indispensables, qui peut affirmer que le Corps Législatif alors en fonction ne voudrait pas, au moins, enlever tout péril à cette mesure en supprimant le budget des Cultes, c'est-à-dire en consommant la séparation de l'Église et de l'État ? » Baroche affirmait en outre que l'Église elle-même avait admis le droit d'exequatur.

Passant « sur le terrain du droit canonique », il niait que la puissance du Saint-Siège sur les diocèses fût ordinaire et immédiate. « L'opinion émise sur cette question par Mgr Darboy a donc pour elle la logique, les principes les plus élémentaires du droit canonique, les canons du Concile de Trente, les décisions des Souverains Pontifes, l'opinion des jurisconsultes les moins suspects à Rome et toutes les analogies qu'on peut tirer de l'organisation civile. » Après avoir justifié Darboy des reproches secondaires qui lui étaient faits, Baroche concluait qu'il ne pouvait « encourager Mgr l'archevêque à répondre autrement qu'il l'a fait aux questions posées dans cette lettre ». En outre, le gouvernement impérial en ayant été saisi par le nonce, « une protestation contre les théories et les affirmations de cette lettre me paraît d'une impérieuse nécessité. Je dois laisser à Votre Excellence le soin de la préparer dans la meilleure forme qu'elle croira devoir employer ».

Une pareille protestation ne pouvait engager qu'une discussion sans issue, le Saint-Siège et le gouvernement impérial étant en désaccord irréductible, et sur l'interprétation du Concordat, et sur le rôle respectif du pape et des évêques dans l'Église. Le gouvernement impérial craignit qu'un pareil débat ne fermât définitivement à Darboy l'accès du Sacré-Collège. Moustier écrivit à Sartiges le 19 mai : « Le ministre des Cultes m'a adressé une lettre où notre point de vue est affirmé avec une respectueuse fermeté. Je devais vous l'envoyer, mais le nonce m'a supplié de n'en rien faire, me priant de ne pas soulever une polémique fâcheuse et me donnant depuis un mois des motifs d'espérance de plus en plus accentués quant à la prompte réalisation de nos vœux. » En outre, et toujours pour sauvegarder les chances de Darboy, Moustier modifiait conformément aux avis de Sartiges la marche de la négociation afin de ménager la susceptibilité du pape. Il renonçait à réclamer d'urgence la promotion de Darboy, et se bornait à maintenir sa candidature, en faisant savoir que le gouvernement impérial n'admettrait pas qu'aucun prélat français devînt cardinal avant l'archevêque de Paris. L'empereur, en écrivant au pape, n'avait pas voulu

faire pression sur lui. « Il ne s'attendait d'ailleurs en aucune façon à un refus qui lui a causé une vive peine, bien qu'il soit fermement résolu à ne pas le considérer comme définitif. » Pour ne pas courir le risque d'un refus absolu, Sartiges éviterait provisoirement toute discussion sur ce sujet avec Pie IX. Mais il saisirait toutes les occasions de faire valoir auprès de ses conseillers la revendication du gouvernement impérial, « afin d'y habituer peu à peu les esprits, sans les brusquer ; sous l'aménité de votre langage, laissez entrevoir cependant beaucoup de fermeté et un parti pris de demander justice jusqu'à ce qu'elle soit obtenue ». (19 mai.) La négociation, ainsi ralentie, devait se poursuivre jusqu'à la réunion du Concile.

Le conflit relatif à Darboy suscita de part et d'autre une vive irritation parce qu'il était le symbole d'un désaccord fondamental entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège et parce qu'il mettait en jeu les sentiments personnels de Pie IX et de Napoléon III. Le gouvernement impérial mécontentait profondément Pie IX en cherchant à lui imposer comme cardinal un prélat rebelle à son autorité, qui dirigeait contre lui la résistance du parti gallican et qui maintes fois l'avait personnellement blessé. Napoléon III, qui avait pour Darboy beaucoup d'estime et d'affection, était irrité de voir le pape qu'il protégeait au prix de tant de difficultés, lui refuser, au lendemain de la seconde expédition de Rome, une satisfaction personnelle et le bénéfice d'un privilège traditionnel de la couronne de France.

Sartiges écrivait à Moustier dès le 4 avril : « ... je crois... que nous marchons à un état de choses on ne peut plus tendu avec Rome... Depuis cinq années que je suis à Rome, je ne les avais pas encore vus aussi arrogants ! Je n'ai pas d'autre expression pour dépeindre l'attitude du cardinal Antonelli, et j'ai des témoins. » (1) Le 22 avril, le P. Hyacinthe, qui avait prêché le carême à Saint-Louis des Français, fut reçu par le pape. « Si, lui dit Pie IX, vous voyez votre empereur et l'archevêque de Paris, dites-leur que le pape se porte bien et qu'il prie tous les jours « *ut inimicos sanctæ ecclesiæ humiliare digneris.* » — Je n'ai pas l'honneur d'être reçu par l'empereur, répliqua le P. Hyacinthe ; quant à Mgr Darboy... je puis assurer Votre Sainteté qu'elle ne le trouvera jamais parmi les ennemis de l'Église. — Speriamo, répondit le pape, et il continua en français : Il serait mieux à sa place ambassadeur à Londres qu'archevêque

(1) Correspondance diplomatique.

à Paris » (1). Darboy notait le 12 juin : « M. Armand, secrétaire d'ambassade à Rome, me dit que le pape n'a rien contre moi personnellement, mais qu'il est jaloux de l'influence de Paris. L'empereur et ce qui l'approche, tout lui est odieux ici. » (2)

Le 2 juin, Moustier chargea Sartiges d'insister pour la préconisation de Gérin. Sartiges reprit cette négociation suspendue depuis septembre 1867 et se heurta à une résistance plus intransigeante encore qu'en 1867 : « ... à mesure que Pie IX entre plus avant dans la voie de la politique providentielle, à mesure qu'il se confie plus à Dieu et aux évêques ultramontains qu'aux souverains... qui jusqu'ici l'ont protégé... ses exigences deviennent plus hautes, son langage (celui de ses conseillers suit cette progression) plus absolu : le pape ne discute plus : il distribue la vérité aux rois et aux peuples ; à eux de prêter l'oreille ou de la rejeter ; quant à lui, il a accompli son devoir en la leur faisant entendre. » (3) Sartiges fit vainement prévoir à Antonelli que cette intransigeance aurait pour résultat de multiplier le nombre des évêchés vacants, comme sous Louis XIV, et de renforcer le mouvement pour la séparation de l'Église et de l'État. Pie IX se refusa, pour Gérin comme pour Mounié, à ouvrir le procès canonique qu'ils réclamaient : « Ce serait un scandale de plus et il y en a bien assez dans le monde. » (23 juin). La situation était sans issue.

Au moment où la politique ecclésiastique du gouvernement impérial aboutissait à un conflit aigu avec le Saint-Siège, l'un de ses conseillers faisait défection. Lavigerie avait organisé auprès des musulmans une propagande que le gouverneur général de l'Algérie, Mac-Mahon, pourtant très catholique, jugea coupable et dangereuse. L'empereur ayant approuvé Mac-Mahon, Lavigerie se rendit à Paris en mai 1868. Napoléon III lui demanda vainement de rester en France comme coadjuteur de l'archevêque de Lyon. Lavigerie refusa, et son différend avec Mac-Mahon fut tranché par un compromis. Mais, dans son conflit avec le gouvernement, il n'avait pas été soutenu par ses amis gallicans et libéraux, tandis que les ultramontains intransigeants l'avaient appuyé. Il resserra les relations qu'il avait toujours eu soin de conserver avec ceux-ci et cessa de seconder la politique ecclésiastique du gouvernement impérial (4).

(1) Cité par Houtin : *Le P. Hyacinthe dans l'Église romaine*.

(2) *Mgr Darboy et le Saint-Siège*.

(3) 13 juin ; Correspondance diplomatique.

(4) Voir Baunard : *Le cardinal Lavigerie*.

II. — *La bulle d'indiction du Concile*

Le gouvernement impérial espérait, en 1867, comme les évêques gallicans et libéraux, que le Concile restreindrait l'influence du clergé romain et moderniserait le droit canon (1). L'empereur prit à sa charge les frais de l'impression d'un grand ouvrage de Maret, qui, depuis longtemps partisan d'un Concile général, désirait par cette publication, contribuer à y vaincre l'ultramontanisme (2). Bien que l'impression se fit en grand secret, des évêques en furent informés. Dupanloup craignit que le concours de l'empereur ne discréditât les adversaires de l'ultramontanisme et blâma vivement les projets de Maret. Ginouilhac n'approuva pas ses critiques. « ... J'ai écrit à Mgr de Sura pour savoir de lui si l'intervention de l'empereur dans l'impression de son livre était et devait demeurer secrète. Il m'a répondu affirmativement... Cela étant, et la question de délicatesse mise à part, je ne comprends pas comment cette intervention qu'il n'a pas sollicitée, qui ne vient que bien après la composition de l'ouvrage, qui doit demeurer secrète, le déshonore s'il ne la répudie pas, et déshonore l'épiscopat avec lui. » Dès l'origine la question politique divisait les évêques français hostiles aux tendances de Pie IX (3).

Ginouilhac jugeait utile une discussion publique, que les ultramontains préparaient d'ailleurs de leur côté. « Après tout, la liberté des opinions et leur libre discussion est une bonne chose. Je me persuade, Monseigneur, que vous êtes aussi de cet avis. L'affaire du Concile général ne peut pas être conduite comme celle où vous avez eu une si grande et si belle part. Il importe qu'on n'y dicte pas des décrets comme on nous a dicté jusqu'ici des adresses, que le temps des surprises et des apparences finisse, que l'épiscopat reprenne aux yeux du monde et en réalité la position qui lui appartient et qu'il cesse de remplir

(1) Voir Martin, *Vie de Mgr Jaquetmet* : Jaquetmet à Richard (1867) « M. Baroche a dit à un évêque : nous ne désirons rien tant qu'un Concile œcuménique ». Au contraire un évêque français ultramontain, écrivait au pape : « Nous n'avons pas besoin d'assemblée œcuménique... la seule chose qui soit nécessaire à l'Église, c'est le pape. » « C'est bien dit », observa Pie IX (Correspondance diplomatique, 1^{er} septembre 1867).

(2) Bazin : *Vie de Mgr Maret*. Napoléon III, consulté dès 1865 sur ce projet, s'y était montré favorable.

(3) Les catholiques hostiles à l'Empire et au Syllabus jouèrent un rôle prépondérant dans le troisième congrès de Malines qui se tint au début de septembre (voir le rapport du préfet de police Piétri 15 septembre 1867. *Papiers secrets et correspondance du Second Empire*).

un rôle qui, pendant un certain temps, a pu avoir son utilité mais qui, au fond, s'il durait encore, ne serait pas digne de lui... Un des grands maux de notre temps, ce sont nos réticences, nos timidités, par des considérations bien respectables sans doute, mais qui prépareraient à l'Église si nous ne rentrions pas dans d'autres voies les plus cruelles épreuves. N'est-il pas évident qu'aucune des grandes questions qui intéressent l'Église et la société n'est préparée, et qu'aucune ne sera abordée si nous ne les abordons pas nous-mêmes ? » (1) Les inquiétudes qui se mêlaient ainsi aux espoirs des libéraux furent aggravées par le choix des consultants chargés par le pape de préparer le Concile : tous les Français désignés étaient des ultramontains ardents (2).

La question du Concile n'avait fait l'objet d'aucune démarche du gouvernement impérial auprès du Saint-Siège, lorsque Sartiges apprit qu'il était question d'omettre, dans la bulle de convocation du Concile, l'invitation traditionnelle aux souverains catholiques. Aussitôt il protesta très vivement auprès d'Antonelli et signala à Moustier la gravité de cette innovation : « Ce serait à la fois un acte d'omnipotence et de dédain des traditions que ni souverain ni peuple ne pourrait accepter ; si j'osais solliciter des instructions déterminées, je solliciterais celles de déclarer au Saint Père au nom de l'empereur que si la bulle de convocation n'est pas faite dans les formes ordinaires, si Sa Majesté n'est pas invitée à s'y faire représenter, que si elle n'a pas dans le futur Concile œcuménique des moyens de surveillance et de discussion propres à garantir les droits de ses sujets, de sa couronne et de son gouvernement, elle ne permettra pas aux évêques français d'obtempérer à l'invitation de Rome. » (13 juin.) Le 20 juin, Moustier répondit par télégraphe : « ... l'Empereur n'entend renoncer à aucune de ses prérogatives traditionnelles. Il compte donc être averti dans la forme accoutumée de la convocation du Concile et trouver dans la bulle l'invitation de s'y faire représenter suivant l'usage » (3). Mais aucune menace n'accompagnait cette demande.

(1) AB XIX 522. Ginouilhac à Dupanloup, 14 août 1867.

(2) Gay, vicaire général de Poitiers, et Jacquenet, chassé autrefois du diocèse de Besançon pour son ultramontanisme, furent nommés en novembre 1867 ; Chesnel (Quimper), Sauvé (Laval), Gibert (Moulins), furent nommés en 1868. Voir Grandeur : *Geschichte des Vatikanisches Konzils*.

(3) Correspondance diplomatique. L'empereur avait télégraphié le 19 juin à Moustier, de Fontainebleau : « Je désire que vous parliez demain au conseil de la dépêche de M. Sartiges du 13 juin. »

Antonelli en parut cependant impressionné, mais finalement (1) le pape n'invita pas les souverains catholiques, exprimant seulement l'espoir « qu'avec zèle, comme il convient à des princes catholiques, ils coopéreront à toutes choses qui peuvent être favorables à la gloire de Dieu et au bien du Concile. » (2) (29 juin). Antonelli chercha à atténuer la portée de cette innovation. Il expliqua à Sartiges que le pape ne pouvait inviter tous les chefs d'État catholiques, au nombre desquels se trouvaient Victor-Emmanuel, qui était excommunié, et Juarez. Il affirma que la phrase relative aux princes catholiques était « une invitation facultative », « Ce serait un grand malheur si la forme que les complications de notre situation nous ont fait adopter dans la bulle de convocation indisposait l'empereur alors que, dans le fond, le Saint Père considère Sa Majesté comme invitée à envoyer un ambassadeur au Concile œcuménique, où il jouira du traitement reconnu dans les Conciles œcuméniques précédents aux « orateurs » des souverains de la France. » Mais, pressé par Sartiges, que ces explications ne rassuraient pas : « Que voulez-vous, finit par dire le cardinal, ce Concile ne ressemble à aucun des Conciles qui l'ont précédé. » (27 juin.) L'ouverture du Concile était fixée au 8 décembre 1869.

La question fut débattue au Corps Législatif, à propos du budget des Cultes. Guérault, le 9 juillet, attaqua vivement l'ultramontanisme, et se prononça pour la séparation, non sans paraître regretter les armes que donnait le régime concordataire au gouvernement contre les empiétements du Saint-Siège. Émile Ollivier, le 10, fut plus net. Juridiquement, le gouvernement impérial avait le droit d'être représenté au Concile, mais ce droit, comme le gallicanisme tout entier, était périmé. Pie IX, en n'invitant pas les souverains, avait pris acte d'une situation de fait nouvelle : « Je ne connais pas depuis 89 d'événement aussi considérable : c'est la séparation de l'Église et de l'État opérée par le pape lui-même. » Ollivier déplorait d'ailleurs l'évolution de l'Église vers l'ultramontanisme autoritaire : « Je rends justice à M. le garde des Sceaux, je sais que sous son administration, être ultramontain n'est plus, comme autrefois, un titre de recommandation irrésistible pour obtenir un évêché. » « Au contraire », interrompit Baroche.

(1) D'après Granderath, la décision fut prise le 23 juin.

(2) La bulle d'indiction, rédigée en termes très généraux, ne mentionnait pas la question de l'infaillibilité pontificale.

Ollivier jugeait cependant inefficace la lutte contre l'ultramontanisme dans le cadre du régime concordataire. Il se prononçait résolument pour la séparation, qui ne devait pas prendre la forme d'une mesure hostile à l'Église, ni entraîner la suppression du budget des Cultes.

Baroche répondit par l'exposé de la thèse concordataire traditionnelle. « Nous avons deux règles de conduite dans nos rapports avec l'Église. D'abord le Concordat qui... est la loi de l'Église comme la nôtre, et les Articles Organiques que je mets sur le même pied. Nous avons ensuite cette règle générale et supérieure : les principes de 1789. » Ce régime ne satisfaisait pas les ultramontains, plus bruyants que nombreux, mais il était accepté et respecté par « la grande majorité du clergé » et par « la presque unanimité des évêques français ». L'épiscopat avait « affirmé dernièrement encore ses sentiments d'amour pour le pays et son dévouement aux institutions de la France ; cette doctrine gallicane — je n'ai pas peur de prononcer ce nom ici — il a eu l'occasion de la défendre à Rome l'année dernière... L'honorable M. Ollivier a dit qu'il était de doctrine certaine... que le pape tout seul était infaillible... c'est le principe contraire qui est certain ; l'infaillibilité du pape seul n'est pas admise par l'immense majorité du clergé français, ni par l'immense majorité de l'épiscopat. » Baroche se félicitait de la résistance des évêques français qui avaient empêché que l'infaillibilité fut reconnue dans l'adresse de juin 1867. Le gouvernement n'avait pas encore décidé s'il ferait ou non usage du droit incontestable qu'il avait d'être représenté au Concile. Il réservait également toute sa liberté d'action vis-à-vis des décrets qui pourraient y être pris (1). Le problème de la séparation ne se posait pas pour le moment. Il était d'ailleurs d'une extrême gravité : « Je ne sais pour qui la séparation serait plus dangereuse et plus funeste, pour l'Église ou pour l'État. Ajournons donc toutes ces questions puisque nous avons le droit de les ajourner. » (2)

Au Corps Législatif et dans la presse, on remarqua surtout

(1) Moustier développa ces déclarations dans sa dépêche du 4 août 1868 à Sartiges (Correspondance diplomatique).

(2) Les articles de presse sur ce discours sont réunis à F¹⁰ 1.940 et surtout à Baroche 1.123 et 1.124. Baroche fit imprimer à part son discours qu'il adressa à tous les évêques et à un certain nombre de curés. Des résumés des réponses des évêques figurent dans leurs dossiers (série F¹⁰). Les lettres elles-mêmes sont dispersées dans la correspondance de Baroche (Baroche 984-1.008). Les réponses des curés sont réunies à Baroche 973.

combien ce discours était opposé à la politique de Pie IX. Glais-Bizoin et plusieurs autres républicains félicitèrent publiquement Baroche. La presse républicaine ne l'attaqua pas. L'Avenir National remarqua même qu'en se prononçant pour l'ajournement de la séparation, il ne s'était pas formellement refusé à l'envisager. A part le Monde, qui félicita au contraire Baroche d'avoir repoussé la séparation, la presse cléricale le critiqua vivement. « M. Glais-Bizoin applaudissant M. Baroche, c'est tout un programme ! » écrivit de Riancey dans l'Union. « En réservant ce qu'il appelle sa liberté d'action, avant, pendant et après le Concile, il n'a point donné aux catholiques les gages qu'on aurait pu attendre de lui ; et il justifie pour les plus décisives questions qui nous préoccupent l'attitude d'éloignement que devront garder au scrutin les électeurs indépendants, catholiques et conservateurs. » (12 juillet) Veillot lui reprocha d'avoir prétendu que le clergé français était gallican et souligna son mot sur les nominations épiscopales : « Au contraire », « M. le ministre des Cultes s'est calomnié lui-même, et a calomnié le clergé français... Quelle parole, néanmoins ! quel pendant au *Jamais* de M. Rouher. » (17 juillet.)

Ollivier fut critiqué à la fois par la presse républicaine, qui réclamait la suppression du budget des Cultes, et par la presse cléricale qui repoussait la séparation. Seul l'Univers l'approuva. Veillot avait spontanément interprété comme lui la bulle d'indiction. Elle « constate implicitement qu'il n'y a plus de couronnes catholiques, c'est-à-dire que l'ordre sur lequel la société a vécu depuis plus de dix siècles a cessé d'exister... L'Eglise et l'État sont séparés de fait et tous deux le reconnaissent. L'État est « laïque », suivant l'expression de M. Guizot, « libre », suivant l'expression de M. de Cavour : deux hypocrisies de langage enveloppant l'aveu que l'État, la tête de la société, n'a plus de culte et n'en veut plus avoir, et cela même est encore une hypocrisie pour couvrir une chose plus formidable et plus anti-humaine, la négation de Dieu. C'est fait, et ce n'est pas un bien. L'État l'a voulu, non l'Eglise. L'âme et le corps ne sont plus unis. » (1) (11 juillet.)

La majorité de l'épiscopat, directement intéressée à l'alliance de l'Eglise et de l'État, accueillit avec satisfaction l'apologie

(1) Veillot annonçait pour l'avenir « l'organisation chrétienne et catholique de la démocratie... Cette démocratie baptisée et sacrée fera ce que les monarchies n'ont pas su ou pas voulu faire : elle abolira partout les idoles, elle fera régner éternellement le Christ ».

que Baroche en avait faite. Meignan approuva entièrement son discours : « Ce ne sont ni les amis sincères de l'État, ni les amis éclairés de l'Église qui demandent l'abrogation du Concordat qui a été et demeure si avantageux aux deux parties contractantes. La liberté gagnerait peu à cette abrogation et la concorde y perdrait beaucoup. Je ne puis songer sans effroi à la perturbation et aux souffrances que produirait dans beaucoup de diocèses, et notamment dans le mien, la suppression du budget des Cultes. Le curé de campagne appauvri serait livré à l'arbitraire des conseils municipaux, des notables souvent peu religieux, ordinairement tracassiers et souvent enclins à des passions locales. Les évêques échangeraient la large et bienveillante protection de l'État contre un isolement et une pauvreté qui, dans un pays comme le nôtre, nuiraient à leur dignité et à leur considération. Le clergé tout entier deviendrait facilement suspect à l'État et deviendrait fatalement l'objet d'une surveillance défiante... »

«... Je pense que l'État, sous une forme ou sous une autre, doit intervenir au Concile, non point comme juge de la foi, mais pour aider à la solution des questions mixtes, pour éclairer les Pères sur ses dispositions et pour défendre ses intérêts bien entendus. La représentation de l'État au Concile est la conséquence naturelle du Concordat et une tradition de l'histoire. Je m'assure que Rome satisfera aux justes réclamations de la France... Je crois qu'il est impossible que le Concile déclare article de foi l'infailibilité du pape *sans et contre les évêques*... Le Souverain Pontife ne peut être infailible que lorsqu'il interprète avec vérité le jugement de l'épiscopat, juge de la foi avec lui. Je suis persuadé que si l'on aborde cette matière dans le Concile, la sagesse des Pères ne formulera rien de plus que l'opinion que j'expose à Votre Excellence. »

« Il n'y a point à craindre qu'un Concile général aggrave les propositions du *Syllabus*. Le danger de cette pièce est son obscurité. Le *Syllabus* sera expliqué de manière à mettre cette vérité en lumière : la liberté des cultes est une nécessité pour la France du xix^e siècle. L'état des esprits la réclame et les divisions religieuses l'imposent dans l'intérêt de toutes les confessions. L'Église catholique doit principalement en bénéficier puisque, malgré la passion des oppositions, la raison finit toujours par avoir raison. Aussi, Monsieur le ministre, je donne mon approbation entière à la manière calme et confiante dont Votre Excellence a envisagé le futur Concile et les sentiments

de l'épiscopat français. Les brouillons de l'Église et ses ennemis du dehors se réunissent en ce moment pour créer une situation violente et dangereuse : rien n'est plus propre à tenir en échec les uns et les autres que l'attitude prise en ce moment par le gouvernement. » (1)

Les autres évêques gallicans et libéraux approuvèrent également, malgré certaines réserves (2), le discours de Baroche. Dupanloup lui-même, bien que peu favorable au gouvernement impérial, désirait qu'il fût représenté au Concile, et jusque dans le camp ultramontain, certains évêques, comme Pie, préféraient que le gouvernement fût officiellement représenté plutôt que de l'être officieusement par des évêques dévoués.

A Rome même, le discours de Baroche ne fut pas mal accueilli. « La cour de Rome tient par-dessus tout à la continuation de l'alliance de l'Église et de l'État, écrit Sartiges (3) ; le Saint Père me l'a répété à diverses reprises pendant ces cinq dernières années et a condamné explicitement dans son *Syllabus* la doctrine de l'Église libre dans l'État libre. » Le journal des Jésuites de Turin, l'*Unita Cattolica*, qui servait souvent d'organe officieux au Saint-Siège, et la Correspondance de Rome, publiée sous la censure préventive du maître des sacrés palais, attaquèrent vivement l'idée de la séparation prônée par l'Univers (4). L'*Unita* maintenait d'ailleurs que l'Église était maîtresse d'appeler ou non un souverain catholique à se faire représenter au Concile. Le Saint-Siège n'hésitait pas à engager l'Église dans une voie opposée à celle de la société moderne, et à contester aux États toute compétence en matière religieuse, mais il se refusait à admettre que la société civile pût répondre à cette intransigeance par la séparation de l'Église et de l'État (5).

(1) Août 1868, Baroche 988.

(2) Sur un point de fait, les sentiments de la majorité du clergé, l'évêque gallican de Perpignan, Ramadié, le contredisait : « Le mal est immense, Monsieur le ministre. Non, il n'a pas respecté la majorité du clergé français. Les prêtres qui adhèrent à la déclaration de 1682, qui bénissent la mémoire de notre grand Bossuet, sont en minorité, et cette minorité est timide, elle n'a pas le droit de parler. On l'opprime et elle n'est pas turbulente. » (23 juillet 1868, Baroche 1.002).

Guérout avait également affirmé que la majorité du clergé français était acquise à l'ultramontanisme.

(3) Correspondance diplomatique, 18 juillet 1868.

(4) *Ibid.*, 24 juillet 1868.

(5) Tournier : *Le Cardinal Lavigerie et son action politique (1863-1892)*, 1912, in-8°. Antonelli à Lavigerie, 15 septembre 1868 : « ... ce que j'apprends avec douleur dans le commencement de votre lettre correspond aux informations que je tiens d'autre part sur les périls qui menacent la religion en France et sur les progrès qui sont de plus en plus marqués dans la majorité du cabinet impérial au sujet des idées de séparation

Les évêques ultramontains français paraissent avoir partagé cet état d'esprit. Vuillot resta presque seul dans le camp catholique à admettre l'idée de la séparation, et à apprécier les avantages que l'Église pourrait en retirer.

A cette époque les dissensions religieuses prirent en France une nouvelle acuité. Les catholiques libéraux achetèrent le *Journal des Villes et des Campagnes*, qu'ils conservèrent pour le clergé, en le doublant d'un journal destiné aux laïques, le *Français*. Il eut pour principal rédacteur Beslay, mais Augustin Cochin et Dupanloup en furent les vrais directeurs (1). Le *Figaro* annonça le 30 juin que Maret avait soumis à l'empereur un livre hostile à l'autorité du Saint-Siège. Maret répondit qu'il n'avait soumis son livre au contrôle d'aucun laïque. Dupanloup, qui l'avait prié de prêcher la retraite du clergé d'Orléans, le jugea cependant compromettant et lui retira cette prédication. Par contre Ginouilhac, qui redoutait un schisme, l'approuva et l'engagea à voir l'empereur. « Il est singulièrement à désirer que dans les circonstances actuelles, Sa Majesté voie et entende des hommes tels que vous. » (2) Le nonce, qui avait vainement tenté de se procurer des épreuves du livre de Maret, lui fit de vifs reproches. Le pape parla sévèrement de lui (3), la *Civiltà Cattolica* et l'*Univers* l'attaquèrent violemment (novembre).

Depuis plusieurs mois, Darboy était menacé de la publication de la lettre pontificale du 26 octobre 1865, que le nonce avait communiquée à plusieurs prêtres français. En avril 1868, elle faillit être publiée à Paris. Le gouvernement se plaignit au nonce et ils réussirent à en prévenir la publication (4). Au mois d'août, on apprit qu'elle avait été publiée le 16 juillet dans un journal de Montréal. L'*Univers* l'annonça le 16 août. Elle fut peu après imprimée à Genève et répandue dans le clergé français. C'était une manœuvre destinée à empêcher la promotion de Darboy au cardinalat.

Darboy se plaignit vivement à Antonelli. La lettre du

entre l'Église et l'État... Bien qu'il y ait ces tendances dans les hautes régions du gouvernement, je ne peux pas cependant ne pas éprouver toute la répugnance que j'ai à croire que ce système se réalise en France, car outre la déformation qu'il ferait subir au principe d'autorité, il se présenterait comme une espèce de monstruosité dans son application à une nation non seulement catholique, mais encore fière de son titre de fille aînée de l'Église ».

(1) *A. Cochin. Ses lettres et sa vie.*

(2) 2 juillet 1868, Bazin : *Vie de Mgr Maret.*

(3) Correspondance diplomatique, 16 septembre 1868.

(4) *Mgr Darboy et le Saint-Siège*; Darboy notait le 22 avril : « C'est M. Roy, d'après le nonce, qui a divulgué la lettre. » Voir l'*Univers* du 14 mars 1869.

26 octobre, écrivait-il, « ne manque pas de sévérité, et ce qui est plus grave, elle contient des choses inexactes ». Il n'en avait d'ailleurs pas été question dans l'audience du 25 juin 1867. « Tout paraissait donc éclairci ou généreusement mis de côté, lorsque vers le 1^{er} janvier 1868, pour des raisons que le Saint-Siège expliquerait mieux que moi, la lettre de 1865 a été tirée de l'oubli et livrée en pâture au public. » Darboy exigeait que le Saint-Siège désavouât officiellement cette publication (1). Pie IX dit à Sartiges : « Ce n'est pas de Rome qu'est partie cette indiscretion que je blâme. » Mais il ne parut pas disposé à la désavouer publiquement (2).

Darboy déclara qu'après cette publication, il pouvait moins que jamais donner au pape les explications que l'on réclamait de lui. Il menaga au contraire de discuter publiquement la lettre pontificale, de relever ses inexactitudes et de poursuivre en justice ceux qui l'avaient publiée si la cour de Rome refusait d'en blâmer la publication (3). Au P. Hyacinthe, qui se déclarait ébranlé non dans sa foi chrétienne, mais dans sa foi catholique, Darboy répondit qu'il comprenait et partageait ses sentiments. « Mais cela mène au bûcher de Savonarole, et je ne veux pas y monter. » Il persista à confier au P. Hyacinthe la prédication de l'avent à Notre-Dame (4). Baroche s'entretint également avec le P. Hyacinthe et montra de la sympathie pour ses opinions. L'archevêque de Paris et le ministre des Cultes se sentaient en communauté de vues avec le moine libéral qui allait bientôt sortir de l'Église.

Les négociations avec Rome furent ralenties à la fin de 1868 par le changement de l'ambassadeur. Sartiges, nommé sénateur, quitta Rome au début de septembre et fut remplacé par le marquis de Banneville qui y arriva au début de novembre (5).

(1) *Mgr Darboy et le Saint-Siège*, 25 août 1868.

(2) Correspondance diplomatique, 1^{er} septembre 1868 25 août 1868.

(3) Voir Bouzoud : *Vie de Mgr Isoard*. Darboy à Isoard, 6 octobre 1868.

(4) A. Houtin : *Le P. Hyacinthe dans l'Église romaine* (10 octobre 1868).

(5) Banneville était un conservateur modéré. Il ne semble pas d'ailleurs que ce changement ait eu une signification politique. La situation personnelle de Sartiges était médiocre, en raison surtout de son mauvais caractère. Rouher écrivait à l'empereur le 15 octobre 1867 : « Notre représentation diplomatique est des plus faibles à Rome, à Saint-Petersbourg, à Madrid... » (*Papiers secrets et correspondance du Second Empire*.)

III. — *Le gouvernement et le clergé à la veille des élections*

Avant l'ouverture de la session de 1869, l'empereur changea deux ministres. Moustier, gravement malade, et Pinard furent remplacés par La Valette et Forcade La Roquette, deux partisans dévoués de Rouher que ce remaniement rendait entièrement maître du ministère (18 décembre).

Le renvoi de Pinard marquait le maintien des candidatures officielles qu'il avait combattues, et l'abandon de l'entente avec tous les conservateurs dynastiques, qu'il avait préconisée. Il souligna son opposition au régime autoritaire en refusant le siège qui lui était offert au Sénat pour pouvoir se présenter aux élections législatives. L'Univers, indifférent à l'évolution libérale de l'Empire, fit remarquer que Forcade était, comme Pinard, favorable à l'Église (1). Il s'était en effet énergiquement prononcé pour la seconde expédition de Rome. Sa nomination n'en marquait pas moins la rupture avec le Tiers Parti clérical.

La défiance qu'inspirait aux cléricaux la politique intérieure du ministère remanié s'accrut lorsque, en janvier, il autorisa le Siècle à faire ériger la statue de Voltaire sur une place publique, ce à quoi Pinard s'était toujours opposé (2). Par contre, le gouvernement se décida à réprimer, notamment en matière religieuse, les violences des réunions publiques sur lesquelles il fut interpellé le 1^{er} février par un arcadien clérical, de Benoist. Elles furent promptement arrêtées par les poursuites. L'interpellation du Tiers Parti ayant été repoussée dans les bureaux, Buffet saisit l'occasion du budget pour attaquer le système de la candidature officielle (6 avril). Forcade répondit en invoquant le danger révolutionnaire qui s'était manifesté dans les réunions publiques. Buffet répliqua que le gouvernement exagérait leur importance et faisait grand bruit autour d'elles pour justifier le maintien du régime autoritaire.

La nomination de La Valette avait beaucoup plus ému les catholiques que le renvoi de Pinard. Banneville fut chargé d'assurer le pape qu'elle n'indiquait aucun changement de politique. Pie IX accueillit cette assurance avec satisfaction, déclara

(1) 20 décembre. « Notons que M. Duruy reste inébranlable. Serait-il la pensée du règne, comme M. Rouher en est la parole ? »

(2) Louis Veuillot écrivit dans l'Univers le 13 janvier : « Nos compliments à M. Rouher, par qui ce qui reste encore de la France de saint Louis et de Jeanne d'Arc, reçoit cet ignoble soufflet. »

que malgré des divergences de vues il avait toujours apprécié la loyauté de La Valette et exprima sa reconnaissance envers l'empereur (1). Le gouvernement fit publier un compte rendu de cet entretien qui n'apaisa pas l'inquiétude des catholiques.

Le discours du trône passa l'Italie sous silence. L'*Exposé de la situation de l'Empire* enregistra le règlement définitif de la question de la dette pontificale et l'interpréta comme un signe d'apaisement. Quelques dépêches furent publiées où Moustier préconisait un rapprochement de l'Italie et du Saint-Siège qui permit l'évacuation de Rome ; mais, dans la dernière, (31 octobre) il déclarait que le moment de l'évacuation n'était pas encore venu (2).

Le 20 avril, La Valette, pressé par Jules Favre, dut s'expliquer sur la question romaine. Il parla d'une « négociation entamée sur le *modus vivendi* que le gouvernement italien, par notre intermédiaire, propose au gouvernement pontifical ». Il fit l'éloge de la politique conservatrice et modérée de l'Italie : « ... Le gouvernement italien... a proclamé son adhésion à des principes qui condamnaient implicitement tous les agissements qui ont amené la déplorable affaire de Mentana. » Il ajouta d'ailleurs que le moment n'était pas encore venu d'évacuer Rome. Cependant, son discours inquiéta beaucoup les catholiques. Au Sénat, le 30 avril, Ségur d'Aguesseau montra que La Valette revenait aux déclarations équivoques dont le gouvernement impérial avait autrefois si longtemps usé. Il blâma le mot de déplorable appliqué à Mentana. Il attaqua violemment le gouvernement italien et signala les bruits d'après lesquels Rome devait être évacuée peu après les élections (3). La Valette répondit : « M. de Ségur d'Aguesseau paraît redouter la conciliation, et la déclare impossible. Quant à moi, je ne désire rien autre

(1) Correspondance diplomatique, 26 décembre 1868.

(2) Cette décision avait vivement mécontenté les Italiens. Menabrea écrivait à Arese le 12 septembre 1868 : « Si l'empereur, en restant à Civita Vecchia, croit gagner à lui le parti ultramontain, il se trompe ; car ce parti prend cela pour de la faiblesse, ce qui l'enhardit dans la conspiration permanente contre les principes sur lesquels est fondé l'Empire. Si à l'ouverture des Chambres nous n'avons rien obtenu, je ne sais trop si notre ministre pourra encore rester à Paris. » (Bonfadini : *Vita di Francesco Arese*).

(3) Sartiges écrivait dès le 1^{er} avril 1868 dans une lettre particulière à Moustier, au sujet d'une crise d'épilepsie de Pie IX : « Cet accident, suite et précurseur d'accidents de même nature redoutables à un vieillard de 77 ans, doit nous rappeler que la question romaine reste à régler, et que, si nous ne voulons pas qu'elle nous surprenne à l'improviste, il nous faut la régler sans perdre trop de temps, par exemple après les élections terminées. » (Correspondance diplomatique.)

chose. » Il déclara que Rome ne serait pas évacuée tant que la sécurité du pape ne serait pas « parfaitement garantie ». C'était le langage que tenait autrefois Billault.

Les inquiétudes des catholiques n'étaient pas vaines. Depuis juillet 1868, Napoléon III avait engagé des négociations secrètes pour la formation d'une triple alliance entre la France, l'Autriche et l'Italie (1). Rouher, le prince Napoléon, et, à partir de décembre 1868, La Valette, furent seuls mis dans le secret. Les négociateurs italiens, Nigra et Vimercati, cherchèrent à obtenir, comme condition de l'alliance, l'évacuation de Rome. Le ministre autrichien des Affaires Étrangères, Beust, alors en conflit avec le Saint-Siège, était favorable aux revendications italiennes. Napoléon III désirait toujours évacuer Rome, et il envisageait même la possibilité de rappeler ses troupes avant le Concile. Il fit part de ses intentions à Nigra et à Vimercati, mais sans vouloir prendre d'engagement à cet égard dans le traité d'alliance. Jusqu'au mois de juin 1869, on crut à Paris que le gouvernement italien, satisfait des dispositions de l'empereur relativement à la question romaine, n'exigerait pas d'engagement formel. Mais, au début de juillet, Menabrea exigea l'évacuation immédiate de Rome, et l'assurance que, quoiqu'il advînt, le gouvernement impérial n'interviendrait plus militairement en faveur du pape. Napoléon III refusa. Menabrea retira alors « toutes les conditions, excepté celle d'une promesse d'évacuation *en général*, donnée au roi par l'empereur... » (2). Napoléon III refusa de faire cette promesse, et la négociation fut ajournée (3). On doit remarquer que cet ajournement est

(1) Le récit du prince Napoléon (*Les alliances de l'Empire en 1869 et 1870*, 1878, in-8°), et surtout celui d'Ollivier (*L'Empire libéral*, t. XI), doivent être utilisés avec précaution. Depuis les études de Bourgeois et Clermont (*Rome et Napoléon III*) et de Muret (*La question des alliances en 1869 et 1870*, Revue d'histoire moderne et contemporaine, 1906-07), des documents essentiels ont été publiés par Oncken : *Die Rhein-politik Kaiser Napoleons III*, et dans les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. XXII, XXIII, XXIV.

(2) Metternich à Beust, 14 juillet 1869 (Cité par Oncken).

(3) Nigra dit peu après au représentant de l'Autriche à Bruxelles, Vitzthum : « Le seul obstacle... qui arrête encore notre adhésion, c'est cette assurance verbale d'évacuer Rome avant la réunion du Concile, assurance que l'empereur Napoléon nous avait déjà donnée, mais qu'il a cru devoir rétracter à l'époque du message du 12 juillet, nous disant qu'il n'était plus maître de prendre un pareil engagement sans le Corps Législatif. » (Vitzthum à Beust, 11 septembre, cité par Oncken). D'après ce document, le refus de l'empereur aurait eu pour motif les concessions qu'il dut faire au nouveau Corps Législatif. Les élections en auraient donc été la cause décisive. Par contre, Napoléon III a affirmé qu'il n'avait jamais promis à Nigra et à Vimercati d'évacuer Rome avant le Concile, mais qu'il avait seulement envisagé cette éventualité. (Metternich à Beust, 20 septembre, cité par Oncken.)

postérieur de plusieurs semaines aux élections françaises (21 mai-6 juin), dont était sorti un Corps Législatif où le gouvernement ne pouvait trouver de majorité sans le concours des cléricaux. Il est donc difficile de savoir si les catholiques avaient tort de craindre que Napoléon III ne sacrifiât le pouvoir temporel au cas où le résultat des élections ne l'eût pas obligé à le défendre (1).

D'autre part, la politique ecclésiastique du gouvernement impérial continuait à le mettre en opposition directe avec le Saint-Siège. Le conflit relatif à Gérin (2) le préoccupait, car la vacance du siège d'Agen risquait de nuire au député sortant, Noubel, qui avait publiquement appuyé l'évêque nommé. Après la démarche vainement faite par Sartiges en juin 1868, le gouvernement pontifical fit, également en vain, plusieurs tentatives pour obtenir la renonciation de Gérin. Le 18 décembre, Antonelli chargea le cardinal Donnet de demander au gouvernement impérial le retrait de sa nomination. Il lui communiqua, ce qu'il avait refusé à l'ambassadeur, une liste des accusations portées contre Gérin. A part l'une d'elles relative à ses mœurs, qui n'était appuyée d'aucun témoignage sérieux, et que Ginouilhac ne jugeait pas fondée, c'étaient celles que le gouvernement connaissait officieusement depuis 1867 : opposition à La Salette, peu de piété, vie trop mondaine, trop d'activité politique, et des opinions peu favorables au pouvoir temporel. Donnet répondit le 28 février qu'il avait vainement tenté de faire revenir l'empereur et Baroche sur la nomination de Gérin, mais qu'il avait vu celui-ci et en avait obtenu, sur tous les chefs d'accusation, des réponses satisfaisantes : « Je me permets d'affirmer à Sa Sainteté qu'il ne fera aucune espèce de disparate parmi nous. » Malgré la recommandation de Donnet, le pape maintint son refus (3).

Quant à Darboy, Banneville avait d'abord suggéré qu'il attendit le Concile pour se justifier auprès du pape (4). Mais la lettre du 26 octobre 1865 fut publiée en France pour la première fois, au début de mars, par Émile Ollivier dans la 3^e édition

(1) Pendant toute cette période, les catholiques français continuèrent à envoyer à Pie IX des volontaires, des armes et de l'argent. Ces secours venaient surtout des légitimistes de l'Ouest (Correspondance diplomatique, 25 novembre 1868).

(2) Baroche 1.018, F¹⁵ 2.479.

(3) Donnet avait communiqué sa lettre à Baroche et à Gérin. Celui-ci en fit part à Noubel qui en informa les vicaires généraux capitulaires d'Agen. Ceux-ci déclarèrent à Donnet que le clergé d'Agen désirait vivement que Gérin ne devint pas son évêque.

(4) Moustier lui avait communiqué le 27 octobre « à titre confidentiel » le mémoire de Baroche du 20 avril 1868 sur la lettre pontificale.

de son livre « *Le 19 janvier* » : elle confirmait en effet son opinion sur l'irréversible déclin du gallicanisme. La lettre fut ensuite publiée dans l'Univers le 18 et le 22 mars. Dès le 11 mars, La Valette écrivit à Banneville que, pour éviter une interpellation qui obligerait le gouvernement impérial à discuter publiquement les doctrines soutenues par le pape, il était nécessaire que le gouvernement pontifical blâmât la divulgation de la lettre du 26 octobre. Banneville répondit le 17 mars : « Je suis autorisé par le cardinal secrétaire d'État à vous transmettre officiellement, dans les termes suivants, la déclaration que je viens d'en recevoir : 1° La lettre du pape à l'archevêque de Paris n'est pas un acte officiel et chancellerie (1), mais un document intime, confidentiel et privé ; 2° La cour de Rome en désavoue hautement la publication. » (2) Mais le pape refusait de publier lui-même cette déclaration.

Le gouvernement impérial évita cependant d'engager une discussion publique. Darboy, dans un mandement du 30 mars relatif au cinquantenaire de la première messe de Pie IX, exprima de manière générale sa déférence pour le pape, et publia les paroles bienveillantes que Pie IX lui avait adressées lors de son voyage à Rome en 1867 ; il donnait ainsi à croire que Pie IX considérait depuis longtemps comme clos l'incident relatif à la lettre du 26 octobre 1865. Pie IX, heureux qu'une discussion publique eût été évitée, fut satisfait du mandement de Darboy ; mais il persista à réclamer de lui une lettre de soumission. Darboy s'y refusa absolument, et La Valette protesta contre les exigences du pape : « Mon intention n'est pas présentement d'engager aucune discussion à ce sujet avec la cour de Rome. Mais je ne voudrais pas non plus qu'elle pût nous supposer satisfaits de la réserve où elle se maintient envers nous dans une affaire qui nous intéresse à un très haut degré » (3) (28 avril). Malgré la publication de la lettre pontificale en France, la controverse publique que le gouvernement et le Saint-Siège redoutaient également avait pu être évitée. Mais, cette complication écartée, le conflit sur le chapeau de Darboy et sur les doctrines émises par le pape dans sa lettre du 26 octobre 1865 restait irréductible.

Les préparatifs du Concile se poursuivaient à Rome sans que

(1) C'était ce qu'avait dit Émile Ollivier.

(2) Télégramme. Correspondance diplomatique. Le gouvernement impérial fit connaître, par ses journaux officiels, le résultat de sa démarche (F¹⁹ 2.448).

(3) Correspondance diplomatique.

les évêques français fussent tenus au courant. Certains d'entre eux, même parmi les gallicans, reconnaissaient les avantages du secret, qui permettait d'éviter les controverses publiques : c'était l'avis du cardinal Mathieu (1). Mais la grande majorité de l'épiscopat et le gouvernement impérial s'inquiétaient de cette situation (2). Au début de 1869, un nouveau consultant français fut nommé qui appartenait au groupe libéral, Freppel, que le gouvernement avait nommé en 1867 doyen des chapelains de Sainte-Geneviève en remplacement d'Hugonin (3). Il informa ses amis que les intransigeants du clergé romain, longtemps inquiets sur l'issue du Concile, étaient maintenant pleins d'espoir, et non sans raison. Banneville, par contre, persistait à penser que le Concile tournerait à leur détriment (4). Ils ne tardèrent pas à prendre publiquement l'offensive. Le 9 décembre 1868, Antonelli avait demandé aux nonces de réunir et de lui transmettre des renseignements fournis par des informateurs dévoués, sur l'attitude observée vis-à-vis du prochain Concile par les gouvernements, le clergé et les populations, sur les souhaits et les besoins particuliers de chaque pays. Chigi lui transmit peu après les rapports de quatre prêtres ultramontains de Paris. Or un de ces rapports confidentiels et des fragments d'un second (5) furent publiés le 6 février sous forme d'une correspondance de France par l'organe des Jésuites romains, la *Civiltà Cattolica*. Le nonce se plaignit à Antonelli de cette divulgation (16 février). Antonelli lui répondit que ces rapports serviraient aux travaux préparatoires du Concile, mais que leur publication était également utile.

L'article de la *Civiltà* exprimait les opinions et les vœux des ultramontains français. Il constatait l'attitude expectante et défiante du gouvernement impérial, mais espérait que le besoin qu'il avait du concours du clergé contre les révolutionnaires l'empêcherait de faire obstacle aux revendications ultramontaines. Quant à l'opinion française, en dehors des milieux catholiques, elle se préoccupait peu du Concile, et cette indifférence se reflétait dans la presse. Les catholiques français

(1) *Correspondance diplomatique*, 12 février 1869.

(2) *Ibid.*, Baroche à La Valette, 25 février 1869.

(3) AB XIX 524, Freppel à Dupanloup ; Nicol : *Vie de Mgr Bêcel.* Freppel se rallia quelques mois plus tard aux ultramontains intransigeants. Peut-être avait-il donné, avant d'être nommé consultant, quelque gage de cette conversion prochaine.

(4) *Correspondance diplomatique*, 12 février 1869.

(5) Celui-ci plus modéré et plus objectif ; voir sur ces incidents : Cecconi : *Histoire du Concile du Vatican*, t. II.

étaient divisés en deux groupes : les catholiques libéraux d'une part, « les catholiques proprement dits » de l'autre. Ceux-ci désiraient « la proclamation par le futur Concile œcuménique des doctrines du *Syllabus*... Ils accueilleraient avec bonheur la proclamation... de l'infailibilité dogmatique du Souverain Pontife. On ne se dissimule pas que le pape, par un sentiment d'auguste réserve, ne voudra peut-être pas prendre lui-même l'initiative de la proposer... mais on espère que l'explosion unanime de l'esprit saint, par la bouche des Pères du futur Concile œcuménique, la définira par acclamations. » L'épiscopat français, « à part quelques exceptions plus bruyantes qu'elles n'ont d'autorité », était favorable à ce programme. Quant aux questions particulières à la France, la plus importante était la situation du bas clergé, qu'il fallait soustraire à l'arbitraire épiscopal.

Ce manifeste, publié par la *Civiltà Cattolica*, dont un bref récent de Pie IX avait consacré le caractère officieux, fit sensation. Les doctrines qu'il soutenait étaient antipathiques à l'opinion française tout entière, à la seule exception des ultramontains intransigeants, qui n'étaient nombreux que dans le clergé. C'est surtout chez les catholiques gallicans et libéraux qu'il suscita une vive réaction. Le Français, dans des articles inspirés par Dupanloup (1), reprocha vivement à la *Civiltà* de réserver aux adversaires des catholiques libéraux la qualification de « catholiques proprement dits ». Il l'accusa de vouloir dicter au Concile son programme et ses décisions, et de chercher à empêcher toute discussion sérieuse en l'invitant à procéder par acclamation. Sans discuter au point de vue dogmatique la définition de l'infailibilité du pape, le Français en contestait « l'opportunité » : c'était le terrain sur lequel devait se placer l'opposition conciliaire. Sur deux autres points dont la discussion publique eût été délicate, l'article de la *Civiltà* avait soulevé dans le clergé et chez les catholiques de vives inquiétudes : l'adhésion du Concile au *Syllabus*, et la réforme de la discipline, qui menaçait directement les prérogatives des évêques.

Le gouvernement et l'empereur lui-même, furent très mécontents d'un manifeste aussi opposé à leur politique ecclésiastique et dont le caractère officieux ne faisait pour eux aucun doute (2). Il ne les décida pas cependant à sortir de l'expectative.

(1) 17 et 18 février, 18 et 19 mars. Voir Grandérath : *Geschichte des Vatikanischen Konzils*.

(2) Le nonce attira l'attention d'Antonelli sur un article du *Public* (24 février), qui exprimait l'impression du gouvernement impérial. Cet article intitulé « Un mani-

Le 9 avril, Émile Ollivier profita de la discussion du budget des Cultes pour poser au gouvernement trois questions relatives au Concile : 1^o Les évêques pourraient-ils s'y rendre librement ? 2^o Auraient-ils leur complète liberté d'appréciation ou une entente avec le gouvernement serait-elle organisée ? 3^o Le gouvernement interviendrait-il ? Baroche répondit affirmativement à la première question ; quant à la deuxième, le gouvernement avait trop confiance dans les sentiments des évêques français « pour chercher à peser sur leurs décisions ou même à organiser un accord entre eux et le gouvernement. » Sur le troisième point, Baroche refusa de donner, huit mois avant l'ouverture du Concile, l'opinion du gouvernement, « quand même elle serait arrêtée ». Il ajouta qu'après le Concile les droits de la France resteraient entiers vis-à-vis de ses décrets.

Le même jour, le ministre des Affaires Étrangères de Bavière, le prince de Hohenlohe, qui était en relations avec un théologien hostile à l'ultramontanisme, Dollinger, chargea ses agents diplomatiques de proposer aux gouvernements une intervention auprès du Saint-Siège. D'après les articles de la *Civiltà*, confirmés par d'autres indices, le Concile aurait à traiter du *Syllabus* et de l'infaillibilité pontificale, c'est-à-dire de questions qui intéressaient la société civile et ses rapports avec l'Église. Hohenlohe proposait donc d'examiner « s'il ne conviendrait pas de fixer à l'avance les mesures, sinon collectives, du moins identiques, qu'il faudrait prendre pour éclairer le Saint-Siège sur l'attitude que les gouvernements du continent prendront vis-à-vis du Concile œcuménique, ou bien si des conférences composées des représentants des États intéressés ne seraient pas considérées comme le moyen le plus propre à amener une entente entre les gouvernements. » La Valette transmit le 27 avril cette circulaire à Banneville, à titre d'information sur l'impression produite par les articles de la *Civiltà*, et en ajoutant qu'il la considérait comme prématurée. Il la soumit le 26 avril à Baroche : « J'ai reçu cette communication en me réservant de l'examiner avant de faire connaître notre opinion. La proposition qu'elle renferme nous entraînerait fort loin si elle était acceptée. Nous ne pouvons d'un autre côté méconnaître qu'elle répond à des préoccupations qui ne sont pas sans fondement, et nous pourrions avoir

feste », attaquait aussi vivement que le Français la correspondance de la *Civiltà* et révélait qu'elle était formée de rapports adressés au nonce. Le gouvernement impérial savait donc que ses rapports confidentiels n'avaient pu être communiqués à la *Civiltà Cattolica* que par le gouvernement pontifical.

intérêt à ne pas décourager un gouvernement catholique dont le clergé fort instruit est appelé certainement à jouer un rôle important dans le futur Concile. » (1) Le gouvernement impérial avait ainsi l'assurance de ne pas rester isolé s'il adoptait la politique d'intervention. Mais il resta encore pendant plusieurs mois dans l'expectative (2).

Sa réserve peut s'expliquer en partie par les éléments d'incertitude qui subsistaient, notamment quant à l'attitude du Saint-Siège. La réaction que suscitèrent en France et en Allemagne les articles de la *Civiltà* avait paru inquiéter le gouvernement pontifical. Antonelli assura Banneville qu'il n'en avait pas eu connaissance : « Ce sont les réponses qu'ils ont provoquées de partout qui m'ont obligé à les lire. Est-il rien de plus maladroit et de plus absurde ? » « Je ne crois pas, ajoutait Banneville, que Son Eminence ignorât autant qu'elle le dit les articles de la *Civiltà*. La pape, en tout cas, les connaissait à merveille. » (3) (4 avril). La *Civiltà* publia le 17 avril un nouvel article qui donnait du premier une interprétation modérée. Banneville, qui n'avait pas appris à connaître, comme Sartiges, La Valette et Gramont, la valeur des assurances d'Antonelli, était disposé à croire que le programme de la *Civiltà* n'était pas celui du Saint-Siège, et même que la question de l'infaillibilité pontificale ne serait pas portée devant le Concile. Mais il ne semble pas que le gouvernement impérial ait partagé son optimisme. Banneville lui-même constatait que Pie IX, à qui arrivaient de tout l'univers catholique des hommages enthousiastes à l'occasion du cinquantenaire de sa première messe (11 avril), était plus que jamais imbu de son omnipotence, qu'il était peu disposé à tenir compte de l'avis des gouvernements catholiques, et que, tout en assurant que les articles de la *Civiltà* n'engageaient pas le Saint-Siège, il n'avait nullement blâmé les opinions et les vœux qui y étaient exprimés.

Si les intentions de Pie IX n'étaient guère douteuses, la

(1) Correspondance diplomatique. Dans les négociations engagées à cette époque entre la France, l'Autriche et l'Italie pour la conclusion d'une triple alliance, il fut prévu que les trois puissances se concerteraient sur la politique à suivre vis-à-vis du Concile (Oncken : *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleons III*).

(2) Voir Oncken : *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleons III*. Les rapports de Metternich (19 juin 1869) et de Vitzthum (4 juillet) montrent qu'à cette époque, aucune décision n'avait encore été prise par le gouvernement impérial, et que, contrairement à l'assertion d'Émile Ollivier (*L'Église et l'État au Concile du Vatican*), Baroche était opposé à l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire au Concile.

(3) Correspondance diplomatique.

mort de ce vieillard de 77 ans était toujours à envisager. Or elle pouvait modifier complètement la situation de l'Église. Banneville écrivait le 2 juin : « Quand on parle... des tendances envahissantes et de l'omnipotence de Rome, il faut prendre garde que c'est de l'omnipotence du pape régnant qu'il s'agit surtout... C'est une déviation évidente de l'organisation du gouvernement général de l'Église, produite par l'influence d'un homme, due elle-même à des circonstances exceptionnelles, mais qui prépare probablement après lui une réaction vive... » (1) C'était ce qui incitait les catholiques libéraux et gallicans à ne pas désespérer. L'auditeur de Rote, Isoard, écrivait au P. Hyacinthe, qui songeait à sortir de l'Église : « Ce système de rigueur à outrance ne peut durer. D'une façon ou d'une autre, et très certainement avec un nouveau pontificat, il se fera une réaction. La gêne, le mécontentement sont universels, mais tout le monde attendra. Faites de même. » (2)

A la veille des élections générales, la politique ecclésiastique du gouvernement impérial était indécise et contradictoire. Les associations religieuses laïques et les congrégations non autorisées bénéficiaient de nouveau, à peu d'exceptions près, d'une entière tolérance, mais l'enseignement laïque était vigoureusement développé, malgré l'opposition du clergé. Le gouvernement nommait des évêques gallicans, mais il laissait publier les brefs pontificaux qui blâmaient Duruy. Les relations entre l'administration civile et le clergé étaient partout redevvenues courtoises, mais l'ancienne alliance n'était pas véritablement rétablie. Le gouvernement protégeait le pouvoir temporel du pape dont il combattait la politique. Dans les deux questions les plus graves pour l'Église, la question romaine et le Concile, la politique impériale restait incertaine. L'empereur et Rouher, devenu le chef du gouvernement, n'avaient pas sur les questions religieuses d'opinions arrêtées, et s'en préoccupaient peu. Rouher avait tour à tour patronné les « italianissimes » qui voulaient livrer Rome à l'Italie, et déclaré qu'elle ne s'en emparerait « jamais ». Napoléon III protégeait le pape à Rome en même temps qu'il soutenait Duruy qui, dans ses rapports, lui exprimait franchement son hostilité radicale contre l'Église.

(1) Correspondance diplomatique.

(2) Houtin : *Le P. Hyacinthe dans l'Église romaine*, 3 février 1869.

CHAPITRE XXVIII

Les élections de 1869 (1)

I. — *La campagne électorale*

Les catholiques discutaient depuis longtemps de la tactique qu'ils devraient suivre dans les élections générales de 1869. L'Univers avait à plusieurs reprises exposé la sienne : c'était celle que le Monde avait déjà adoptée en 1863 : se préoccuper uniquement des questions religieuses, et voter pour le candidat le plus favorable aux revendications catholiques, qu'il fût officiel ou opposant. Pour que cette tactique fût efficace, les catholiques devaient faire sentir leur force aux candidats et les contraindre à prendre des engagements précis. Dans les nombreuses élections partielles qui eurent lieu en 1868, cette condition fut rarement remplie. Eugène Veuillot écrivait le 20 avril 1868 : « C'est partout jusqu'ici le triomphe de l'incolore. Les officiels et les indépendants sont les uns et les autres particulièrement réservés sur les matières religieuses. » (2) E. Veuillot incitait donc les catholiques à intervenir plus activement dans les élections.

Beaucoup de catholiques jugeaient la tactique de l'Univers trop favorable au gouvernement. La correspondance Clairbois, que publiaient beaucoup de journaux cléricaux de province, l'accusa d'avoir acheté l'autorisation de paraître en aliénant

(1) Les rapports des procureurs généraux sont la principale source (BB¹⁸ 1.786-1.793). Leurs rapports trimestriels (BB²⁰ 389) donnent aussi quelques renseignements. Les dossiers du versement de la Chambre (A 212-230) sont plus importants que pour les élections précédentes, mais ils ne donnent que peu de renseignements sur l'action du clergé. On trouve quelques indications dans les rapports mensuels des préfets, dans les dossiers des évêques et dans ceux de la police des Cultes (clergé du second ordre). Des copies de télégrammes échangés entre le ministre de l'Intérieur et les préfets sont conservées à AB XIX 173. Plusieurs ont été publiés par R. Halt : *Papiers saurés des Tuileries*. Voir la campagne électorale de l'Univers, et, dans le Journal Officiel (juillet et décembre), les débats de validation.

(2) Il s'agit des élections de la Dordogne, du Tarn, de l'Ariège, de la Seine-Inférieure.

son indépendance au profit du gouvernement. L'Univers protesta et mit en cause Keller qui, avec Kolb Bernard et Lemer cier, inspirait la correspondance Clairbois. Keller, sans approuver les excès de polémique de Clairbois, répondit qu'il jugeait nécessaire de combattre systématiquement le gouvernement impérial (1). Tel était aussi le sentiment des légitimistes. Berryer et la Gazette de France restaient fidèles à l'union libérale. et recommandaient de voter même pour un républicain contre le candidat officiel, L'Union se bornait en pareil cas à conseiller l'abstention. Les journaux légitimistes de province étaient divisés.

L'élection du Jura, où Grévy était le seul concurrent du candidat officiel, suscita de vifs dissentiments parmi les cléricaux. Berryer recommanda de voter pour Grévy, mais la plupart des légitimistes ne le suivirent pas. L'Univers prit vivement parti pour le candidat officiel. Pinard crut utile, pour gagner le clergé, de faire nommer l'évêque gouvernemental de Saint-Claude, Nogret, officier de la Légion d'honneur (2). Grévy fut élu par 22.728 voix contre 11.138 (3). (17 août.) Les légitimistes paraissent s'être en général abstenus. Berryer prit part à la souscription Baudin et mourut peu après (novembre). Sa mort fut pour l'union libérale une perte sensible (4). Seul parmi les chefs légitimistes ou catholiques, il l'avait sincèrement et ouvertement pratiquée, même au bénéfice des républicains ; il était le seul dont le caractère et les convictions libérales leur inspirassent confiance. Après sa mort, l'Univers continua à attaquer sa politique, ce qui suscita de vives ripostes de la presse légitimiste. La violence de l'agitation républicaine à la fin de 1868 acheva de diviser l'opposition. A. Cochin écrivait à Montalembert le 18 décembre : « L'union libérale n'existe plus, même à Marseille, et depuis l'affaire Baudin, la fraternisation de la gauche et de la droite semble au pays une violence sans réalité. » (5)

(1) Univers, 17 juillet. Voir Gautherot : *Émile Keller*.

(2) 10 août 1868, Pinard à Baroche (Baroche 1.003). Voir Rouher à Baroche, 13 août (Baroche 982).

(3) BB²⁰ 427, rapports du procureur général de Besançon, classés par erreur à Aix. Par contre, Louis Veuillot recommanda de voter dans le Var pour l'opposant Dufaure, bien qu'il lui fût personnellement antipathique comme catholique libéral (Univers, 4 septembre). L'évêque de Fréjus, Jordany, soutint le candidat officiel, Pons Peyruc, qui fut élu par 17.496 voix contre 12.292 (septembre ; voir Pinard à Baroche, 7 septembre, Baroche 1.003).

(4) Lanjuinais mourut à la même époque. Thiers restait seul des trois cléricaux élus en 1863 avec les concours du parti républicain.

(5) A. Cochin, *ses lettres et sa vie*. Voir sa lettre du 30 septembre à Falloux.

Le mouvement révolutionnaire et antireligieux incitait au contraire les conservateurs et surtout les catholiques à se rapprocher du gouvernement. L'anticléricalisme ardent des républicains ne se manifestait plus seulement à Paris, dans les réunions publiques et dans la presse, mais aussi en province, dans les nombreux journaux démocrates fondés depuis 1868, dans les loges maçonniques, à l'occasion des enterrements civils. Le clergé en fut effrayé. Comme en 1863, il chercha surtout à faire élire les candidats les plus dévoués à l'Église, mais depuis lors, ses sentiments avaient évolué. Sa rancune contre le gouvernement, très vive en 1863, s'était apaisée, tandis que les républicains lui inspiraient beaucoup plus de crainte qu'en 1863. La cour de Rome était dans des dispositions analogues. Elle avait envisagé après la seconde expédition de Rome un accord général qui eût assuré au gouvernement impérial l'appui électoral des catholiques (1). L'action laïque de Duruy, la politique gallicane de Baroche ayant empêché cet accord, elle n'approuvait du moins ni l'opposition systématique, ni surtout l'alliance avec les partis révolutionnaires (2).

Les tendances politiques des laïques cléricaux étaient diverses. Plusieurs députés sortants les plus dévoués à l'Église étaient des « arcadiens », des partisans dévoués de l'Empire autoritaire, qui, sauf dans les votes relatifs à la question romaine, n'avaient jamais voté contre le gouvernement. Depuis la mort de Berryer, l'opposition cléricale au Corps Législatif ne comptait guère qu'un seul véritable ennemi de l'Empire, Thiers ; et, bien qu'il l'eût souvent dirigée, il n'était pas essentiellement cléricale. Un catholique avant tout, Chesnelong, légitimiste rallié, élu comme candidat officiel, écrivait le 3 octobre 1868 : « Dans ma conviction... l'Empire est actuellement, malgré ses fautes, le pivot de l'ordre en France et en Europe. Mais il faudrait savoir le soutenir en lui résistant, en développant en lui si possible, et je le crois possible, l'esprit de conservation assaisonné d'un libéralisme sincère et prudent. » (3) Ce sentiment était partagé, avec une nuance plus ou moins favorable au gouvernement, par presque tous les députés cléricaux sortants, qu'ils appartenissent au Tiers Parti ou à la majorité gouvernementale.

(1) Correspondance diplomatique, 28 mars 1868. C'est dans cet esprit qu'elle avait conseillé à Pie de rentrer en relations avec le gouvernement.

(2) Correspondance diplomatique, 16 et 20 juin 1869.

(3) De Marcey : *Ch. Chesnelong, son histoire et celle de son temps*.

Parmi les nouveaux candidats cléricaux, qui furent très nombreux, beaucoup étaient dans des dispositions analogues à celles de Chesnelong, mais d'autres étaient violemment hostiles à l'Empire ; c'étaient soit des cléricaux intransigeants comme Keller, soit surtout des légitimistes non ralliés. Restés nombreux dans l'Ouest et le Midi, maîtres des principaux journaux cléricaux de province, ceux-ci renoncèrent presque partout à suivre la consigne d'abstention du comte de Chambord. C'est parmi eux que l'union libérale trouva des adeptes.

Le renvoi de Pinard et la nomination de La Valette confirmèrent les cléricaux dans leur commune résolution de ne pas faire confiance au gouvernement, mais ils restèrent partisans, les uns de l'hostilité systématique, les autres du concours conditionnel. Falloux publia dans le *Correspondant* (25 février-25 mars) des articles (1) où il se prononçait pour l'union libérale (2) et attaquait vivement l'*Univers*. L'opposition devait s'unir pour mettre fin au pouvoir personnel : « Nous n'avons à nous concerter que sur des questions qui intéressent au même

(1) « *Des élections prochaines* ».

(2) Falloux savait mieux que personne combien l'union libérale était difficile à réaliser. Il semble bien l'avoir recommandée, non comme Berryer par principe et par conviction, mais par tactique. En 1866, le député de Bauge-Segré, Bucher de Chauvigné, étant mort, Falloux fut candidat à sa succession. Il pria Thiers de le recommander aux orléanistes libéraux, notamment à Dutier, ancien député de Bauge. Dutier répondit à Thiers qu'il refusait d'appuyer un homme dont les idées « resteront toujours la négation des nôtres », et dont les convictions libérales ne lui inspiraient aucune confiance : « Je ne lui reconnais de fermeté que sur un point, la question religieuse, qui l'absorbe et le domine entièrement. Hors de là, je le tiens pour suspect en tout et sur tout... Quinze ans durant, vous le voyez, nonobstant une opposition notoirement accentuée, se substituer comme député dans notre arrondissement un de ses amis constamment à genoux devant le pouvoir..., et cela ne vous inspire aucune défiance ? » En Anjou la lutte était toujours « entre les bleus et les blancs » et Falloux était avant tout un blanc (11 juillet).

En effet, Falloux, après avoir soutenu Bucher de Chauvigné en 1852 et 1857, l'avait appuyé en 1863 contre le républicain Freslon, candidat de l'union libérale, recommandé par Berryer et par l'Union de l'Ouest. La lettre de Falloux à Thiers (10 août 1866) où il cherche à justifier au point de vue libéral sa conduite en 1863, n'est nullement probante. En réalité, il avait méconnu l'union libérale en 1863 parce qu'elle devait servir un républicain contre un cléricel ; il en réclama le bénéfice en 1866 pour lui et pour son parti. Aussi Freslon ne répondit-il pas plus que Dutier à son appel. Au contraire, le *Siècle* et l'*Opinion Nationale* combattirent vivement sa candidature, le jugeant plus dangereux que le candidat officiel, Berger. L'administration utilisa l'appui des journaux démocratiques et les fit distribuer dans la circonscription. Malgré l'appui du clergé, Falloux n'eut que 7.262 voix contre 19.129 à Berger (juillet 1866). Voir BB³⁰ 427, et la correspondance de Thiers, Bibliothèque Nationale, manuscrit 20.619.

En 1869, peut-être Falloux jugeait-il, après les échecs subis par les chefs catholiques en 1863 et par lui-même en 1866, que le parti cléricel ne pourrait faire élire ses candidats que comme libéraux.

degré toutes les opinions et qui exigent, pour une heureuse solution, des discussions et des votes libres. La question religieuse elle-même doit-elle faire exception à cette règle ? Je ne le pense pas. Cette question a-t-elle impérieusement besoin d'un Corps Législatif qui soit prêt à souscrire officiellement un symbole religieux ? Non. Les questions religieuses aujourd'hui ont surtout besoin de la liberté. C'est la liberté religieuse que nous refusent tantôt le pouvoir, tantôt les passions révolutionnaires, et quiconque nous garantirait cette liberté rendrait à la religion le seul service qu'elle ait à demander. » Falloux recommandait donc l'union de tous les opposants, des républicains aux légitimistes, sur le terrain libéral. Il en excluait seulement ceux « qui non seulement ne veulent pas être catholiques, mais qui ne veulent pas que nous le soyons », qui faisant « la guerre à Dieu ne peuvent faire grâce au pape et... ont découvert que la liberté ne saurait exister dans le monde avec le pouvoir temporel des Souverains Pontifes », c'est-à-dire avec les radicaux révolutionnaires.

Le Correspondant publia de plus le 10 mai un article de A. Boullier : « *La guerre et les élections* », qui donnait aux catholiques un nouvel argument en faveur de l'union libérale. En cas de guerre contre la Prusse, la France, en dépit du « jamais » de Rouher, serait inévitablement amenée à rappeler ses troupes de Rome pour s'assurer l'alliance ou la neutralité de l'Italie. « Pour le moment, le pape n'a qu'une chose à craindre, c'est la guerre. » Or seule l'élection de candidats indépendants pouvait assurer le maintien de la paix. Il fallait donc « voter contre le candidat officiel, partout et toujours, et... ne pas hésiter à donner sa voix, soit au premier, soit au second tour de scrutin, au candidat indépendant qui a le plus de chances, quelle que soit la nuance de son opinion... Pour ceux qui désirent le maintien du pouvoir temporel du pape, l'opinion des candidats sur ce point particulier n'est certes pas indifférente, mais j'ose dire pourtant qu'elle n'est que secondaire. Car la question romaine n'est pas aujourd'hui posée directement. Elle n'est posée que subsidiairement, elle se confond avec celle du maintien de la paix. » Parmi les candidats indépendants, « s'il y en a qui ne sont point favorables au maintien du pouvoir temporel, cette opinion de leur part n'a qu'une importance relative. Ils sont pour la paix... et en revendiquant la paix, ils défendent le pouvoir temporel de la seule manière dont il doive et dont il ait besoin d'être aujourd'hui défendu. Les candidats officiels les plus favorables au pape,

à cause de leur origine et du principe qu'ils représentent, ne pourraient rien pour lui. »

C'était le point de vue de Thiers et des libéraux non cléricaux. Prévost-Paradol, candidat à Nantes, interpellé sur la question romaine, répondait : « J'ai toujours appelé cette question du pouvoir temporel l'agent électoral le plus puissant du gouvernement, et en effet... pour lui, quoi de plus commode ? Selon les circonstances, selon le candidat à combattre, il est cléricale ou anticléricale, cela ne l'embarrasse guère... Ne vous leurrez pas d'une idée fausse en pensant que la question romaine sera posée nettement et isolément comme elle l'a été jadis. Non... elle sera enveloppée dans la question générale de la paix et de la guerre. » Si elle se posait isolément, Prévost-Paradol annonçait qu'il s'abstiendrait (1). Les républicains modérés, Jules Favre, et surtout Ernest Picard, étaient également disposés à laisser au second plan les questions religieuses pour permettre à tous les opposants de s'unir. Mais ni la masse des républicains anticléricaux, ni le parti cléricale ne voulaient d'une pareille alliance. Déjà en 1863, alors que l'Empire était encore très puissant et que l'opposition se reformait à peine, l'union libérale n'avait pu être conclue que dans des cas très rares ; ils furent plus exceptionnels encore en 1869, les diverses oppositions ayant pris conscience de leur force, et sentant moins le besoin de s'unir contre un gouvernement affaibli.

La question romaine, que les partisans de l'union libérale prétendaient écarter de la campagne électorale, restait la principale préoccupation du clergé et des cléricaux. Le 23 avril, le député de Chambrun en fit l'objet d'une circulaire spéciale aux curés et aux marguilliers de la Lozère : « La plus grande question des temps modernes, la question romaine, se trouve toujours dans la condition périlleuse et ambiguë où elle a été placée depuis dix ans déjà par une politique imprudente et révolutionnaire... cet état se perpétue et se renouvelle avec une remarquable périodicité. En effet, au moment où s'approchait l'époque des élections générales... en 1862, un ministre conservateur animé d'intentions bienveillantes et respectueuses pour le Saint-Siège était appelé au poste des Affaires Étrangères... En 1863 avaient lieu les élections et, dès l'année suivante, le Saint-Siège était livré par la convention du 15 septembre aux convoitises de ses ennemis. » De même, à la fin de 1867, « la sécurité de ce trône

(1) Phare de la Loire, 11 mai.

vénérable où siège le père commun des fidèles paraissait assurée, et voici que de nouveau, on parle de concessions nouvelles et de nouvelles faiblesses vis-à-vis de la révolution... Qu'est-ce à dire ? Que rien n'est sauvegardé et garanti, qu'avant de prendre un plan définitif, on veut attendre l'issue des élections générales, et qu'on ne prendra ce parti qu'au lendemain des élections et d'après leur résultat ».

L'Univers cita avec éloges cette circulaire, et en tira argument contre la thèse de Falloux, d'après lequel « la question religieuse devait être écartée du débat électoral ». (12 mai.) « Soyons catholiques avant tout, obtenons des engagements, et, comme le dit M. de Chambrun, rien ne sera tenté. Mais si nous n'agissons pas, si nous suivons, ou les officiels qui s'en tiennent au « jamais » du ministre d'État, ou les unionistes qui sacrifient l'Église pour obtenir la responsabilité ministérielle, le gouvernement n'aura rien à craindre de la Chambre, et M. de La Valette signera quelque *modus vivendi* qui livrera Rome à Victor-Emmanuel. » (13 mai.) L'Univers précisa sa tactique en spécifiant que la qualité de candidat officiel était plutôt pour les catholiques, une contre-indication. Il écrivait d'un député de l'Ardèche, Rochemure : « quoique candidat officiel, il est franchement catholique et dévoué au pape » (28 avril). « Avoir acclamé le « jamais » de M. Rouher n'est pas du tout une garantie ; il faut avoir appuyé le pouvoir temporel contre la volonté du gouvernement. » (17 mai) En outre, les catholiques devaient exiger des engagements sur les « libertés » de l'Église. « Selon l'ancienne expression de M. le comte de Montalembert, nous sommes, pour le second scrutin comme pour le premier, au plus fort enchérisseur en fait de liberté religieuse. » (9 mai) En fait, les catholiques demandèrent souvent aux candidats de s'engager, non seulement à défendre le pouvoir temporel, même contre le gouvernement, mais aussi à voter pour la liberté de l'enseignement supérieur ; non que cette réforme, en elle-même, passionnât l'opinion catholique, mais elle symbolisait les revendications de l'Église en matière d'enseignement.

Si aucun des candidats en présence ne voulait prendre d'engagements, ce qui arrivait assez souvent dans les pays peu cléricaux où la lutte était entre le candidat officiel et le républicain, l'Univers invitait les catholiques à s'abstenir ou à voter blanc : « ... Qu'importe de faire échouer M. Pons-Peyruc (1),

(1) Candidat officiel dans le Var.

même au profit d'un radical, si l'on ne peut rien attendre de lui ? » (22 mai) « La voix de M. de Conegliano (1) n'étant assurée que dans les circonstances où elle ne serait pas nécessaire (2), on peut s'en passer. Et puis, la leçon qu'il recevrait en échouant par suite du refus de s'engager lui serait utile, et à d'autres aussi. » (29 mai) Cette campagne de l'Univers, qui correspondait au sentiment général du clergé porta ses fruits. En 1863, les questions religieuses avaient été passées sous silence dans la plupart des circonscriptions. En 1869, beaucoup de candidats conservateurs qui auraient préféré n'en pas parler furent obligés de s'en expliquer, et durent, souvent au cours de la lutte, prendre les engagements exigés par les catholiques.

L'effort fait par les catholiques pour gagner à leurs revendications le plus grand nombre possible de députés ne fut pas contrarié par le gouvernement. Il avait combattu en 1863 24 des 91, dont leurs principaux chefs. Sur les 84 députés qui avaient voté en 1865 l'amendement favorable au pouvoir temporel, 60 environ restaient en 1869 dans la vie politique. Le gouvernement en patronna une cinquantaine. A six autres, d'Andelarre, Brame, Buffet, Kolb Bernard, Martel et Plichon, il n'opposa pas de candidats. Il n'en combattit que cinq : Thiers, de Chambrun, de Grammont, Lambrecht, de Marmier (3). Encore de Chambrun était-il le seul des cinq qui fût clérical avant tout, le seul, sans doute, dont l'exclusion ait eu pour cause les questions religieuses. Dans les circonscriptions où il dut désigner de nouveaux candidats, le gouvernement choisit souvent des cléricaux. Il laissa ses candidats libres de prendre les engagements demandés par les catholiques. La moitié environ promirent ainsi, soit spontanément, soit au cours de la campagne, de voter en toutes circonstances, et même contre le gouvernement, pour le maintien du pouvoir temporel. Beaucoup d'autres, en évitant de s'engager formellement, se déclarèrent favorables au pouvoir temporel et résolus à soutenir la politique du gouvernement telle que Rouher l'avait exposée le 5 décembre 1867. Enfin la liberté de l'enseignement supérieur réunit parmi les candidats officiels un certain nombre d'adhérents, moins nom-

(1) Candidat officiel dans le Doubs, qui, au second tour, restait le seul concurrent du républicain. Conegliano, peu après l'article de l'Univers, prit les engagements exigés par les catholiques.

(2) C'est-à-dire lorsque le gouvernement se prononcerait pour le pouvoir temporel.

(3) Deux des 84, Hallez Claparède et Janvier de La Motte, renoncèrent à se présenter, le gouvernement ayant abandonné leur candidature.

breux toutefois que ceux qui s'engagèrent pour le pouvoir temporel (1).

Dans un grand nombre de circonscriptions, cependant, les candidats officiels n'eurent pas, au premier tour, l'appui du clergé. Dans les régions cléricales, bien qu'ils eussent presque tous pris les engagements demandés, le clergé leur opposa généralement des candidats dont il était plus sûr. Même dans les régions indifférentes, les cléricaux se comptèrent souvent sur un des leurs, ce qui montra d'ailleurs leur faiblesse.

Toutes les nuances de l'opposition ayant également cherché à présenter le plus possible de candidats, il en résulta, pour la première fois sous le Second Empire, un nombre élevé de ballottages. Généralement, le candidat de gauche, républicain ou libéral avancé, arriva en tête des opposants. Le clergé, qui avait le plus souvent soutenu au premier tour un opposant cléricale, se rallia presque toujours au candidat officiel pour assurer la défaite des républicains. Il soutint ainsi une vingtaine de candidats officiels, et n'en combattit que cinq ou six, au profit d'opposants plus favorables à l'Église (2). C'est-à-dire qu'ayant à opter entre l'union libérale et l'union des conservateurs, il se prononça pour celle-ci. Le gouvernement approuva l'alliance contractée au second tour entre ses candidats et le clergé (3). Le ministre de l'Intérieur télégraphia le 29 mai au préfet de la Vendée : « Vous faites bien de vous rapprocher du clergé. Je donne des ordres pour empêcher l'envoi des journaux qui feraient une polémique religieuse. Dans d'autres départements, le clergé se rapproche également du gouvernement. » (4)

(1) Les opposants s'engageaient au contraire plus volontiers pour la liberté de l'enseignement supérieur que pour le pouvoir temporel.

(2) Il y eut, en tout, près de soixante ballottages. Mais, dans les autres, le clergé ne joua pas de rôle appréciable.

(3) Ce rapprochement fut compromis par un article du *Moniteur* qui annonçait l'évacuation prochaine des États pontificaux. L'informatin du *Moniteur*, qui n'était plus journal officiel, fut démentie (AB XIX 173, télégrammes des préfets du Doubs (26 mai) et de la Loire-Inférieure (27 mai).

(4) AB XIX 173, Élections. — R. Halt : *Papiers sauvés des Tuileries*. L'Univers soutint, dans plusieurs cas, que les catholiques devaient s'abstenir, même au ballottage dans une lutte, entre un candidat officiel refusant de s'engager vis-à-vis d'eux, et un républicain. Le clergé se montra moins intransigent et soutint généralement les candidats officiels, même non cléricaux, contre les républicains. Voir § 2, Bouches-du-Rhône, Cher, Doubs, Seine-et-Marne.

II. — *Les élections de 1869 ; étude par régions*

Le premier tour eut lieu le 24 mai, et le second le 6 juin.

A Paris, les élections montrèrent la force du parti radical. Le programme de Belleville, où Gambetta avait formulé ses revendications, contenait la séparation de l'Église et de l'État, et « l'instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire ». Thiers, bien que soutenu par les républicains modérés, fut élu difficilement au second tour, contre un candidat officiel et un radical. Cochin groupa tous les conservateurs contre Guérout et Ferry. L'élection marqua le déclin du bonapartisme anticlérical au profit du parti républicain. Jules Ferry eut 12.916 voix, Cochin 12.470, Guérout 4.851. Au second tour, Ferry fut élu par 15.730 voix contre 13.944 à Cochin. Celui-ci écrivit le 8 juin à Dupanloup : « ... M. Ferry a appelé au secours MM. Michelet, Vacherot, Littré, Broca, Robin ; l'affaire est devenue une guerre de religion ; on m'a fusillé du nom de clérical et de Syllabus, et je n'ai pas pu, avec cette pierre à mon cou, remonter le courant. » (1)

En Seine-et-Marne, Renan, qui se présentait à Meaux (2), fut surpris de la sympathie que rencontraient ses idées en matière religieuse. Il écrivait le 14 mai : « L'esprit de ce pays est profondément libéral et indépendant, inexpérimenté, mais plein de bon sens et de droiture, et anticlérical au plus haut degré. » Et le 19 : « L'anticléricalisme du paysan et du peuple en ce pays est quelque chose d'étrange. La question capitale pour eux est la question de Rome, puis la séparation de l'Église et de l'État. Je comprends maintenant pourquoi ce pays a été le foyer primitif du protestantisme en France. » Renan eut 6.010 voix, le radical, de Jouvencel, 8.650, le candidat officiel, de Jaucourt, protestant élu en 1863 contre un des 91, 6.621, le candidat clérical, de Moustier, frère de l'ancien ministre, 4.097 seulement (3). Au second tour, de Jouvencel, de Jaucourt et Renan restèrent candidats. L'Univers conseilla l'abstention, aucun des trois n'étant satisfaisant. Les voix de Moustier

(1) A. Cochin, *ses lettres et sa vie*. Cochin avait cependant fait des concessions. Guérout lui écrivit le 16 juin : « En vous entendant accepter un peu tard, bien qu'avec une bonne grâce parfaite, la séparation de l'Église et de l'État, et même la fin du pouvoir temporel, sous la réserve de suffisantes garanties pour l'indépendance du Saint Père, j'ai reconnu que je m'étais exagéré la portée de vos tendances cléricales. »

(2) Voir sa *Correspondance* ; et G. Strauss : *La politique de Renan* (1909, in-8°).

(3) Deux candidats libéraux eurent ensemble 2.000 voix.

paraissent s'être reportées en majorité sur de Jaucourt, qui fut cependant battu par 9.167 voix contre 10.450 à Jouvencel, et 6.886 à Renan.

Dans toute la région parisienne, sans que l'anticléricalisme fût généralement aussi vif, le clergé avait très peu d'influence. La plupart des candidats conservateurs, officiels ou opposants, évitèrent de prendre des engagements qui leur auraient fait perdre plus de voix anticléricales qu'ils ne leur auraient fait gagner de voix cléricales. Les républicains et les libéraux avancés eurent plusieurs élus (1) et obtinrent de fortes minorités dans de nombreuses circonscriptions.

En Normandie, l'Eure restait dominée par des impérialistes autoritaires et peu cléricaux (2). On remarqua l'échec du prince de Broglie, qui réunit seulement 3.581 voix sur plus de 20.000 ; il avait d'ailleurs obtenu des voix de gauche, tandis qu'une partie du clergé soutenait le candidat officiel (3). Dans le reste de la Normandie, les candidats conservateurs, officiels ou opposants, étaient en général favorables à l'Église. Quoique les évêques fussent bien disposés pour le gouvernement, le clergé, qui ne pouvait d'ailleurs jouer qu'un rôle d'appoint, soutint le plus souvent les opposants conservateurs : trois furent élus avec son appui : Daru à Valognes (4), Gevelot à Domfront, Estancelin à Dieppe. Presque tous les députés élus en Normandie s'étaient prononcés pour les revendications catholiques, à l'exception des bonapartistes de l'Eure, et des démocrates élus à Rouen et au Havre contre deux conservateurs cléricaux soutenus par l'administration, Pouyer-Quertier et Ancel.

Dans la région du Nord, le gouvernement fit aux cléricaux de larges concessions sans pouvoir cependant s'entendre complètement avec eux. Dans le Pas-de-Calais, l'administration ne combattit pas Martel ; deux de ses candidats eurent l'appui du clergé ; mais dans trois autres circonscriptions, bien que l'évêque

(1) 2 en Seine-et-Marne, 1 en Seine-et-Oise, 1 dans l'Yonne, la Côte d'Or, le Loiret, le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire. A Troyes, cependant, le candidat officiel, Argence, et Casimir-Périer se déclarèrent tous deux favorables au pouvoir temporel. L'évêque Ravinet resta neutre ; le clergé soutint Casimir-Périer, qui n'en fut pas moins battu. (F¹⁸ 2.590.)

(2) C'était le parti créé par le préfet Janvier de La Motte, révoqué en 1868.

(3) Un desservant, de Bouclon, lié avec Janvier de La Motte, attaqua vivement de Broglie et les autres opposants. L'évêque d'Évreux le frappa de sanctions disciplinaires pour avoir publié des brochures malgré son interdiction. Voir BB¹⁸ 1.793 Rouen, F¹⁸ 5.809 de Bouclon, F¹⁸ III Eure 8 ; Passy : *Le marquis de Blossville* ; et les *Mémoires du Duc de Broglie*.

(4) F¹⁸ III Manche 6 ; F¹⁸ III Calvados 9.

Lequette, fût favorable au gouvernement, le clergé soutint des opposants cléricaux ; l'un d'eux, à Saint-Pol, ne fut battu qu'au second tour, où il eut l'appui des républicains (1). Dans le Nord, Plichon, Kolb Bernard, Brame et Pinard, candidat à Cambrai, ne furent pas combattus. L'administration n'engagea la lutte que contre un seul des cléricaux sortants, Lambrecht, qui fut battu de peu à Douai. Par contre un clérical, Boduin, battit à Valenciennes le candidat officiel sortant. A Lille, Thiers se présenta contre le député clérical sortant, des Rotours, soutenu par l'administration ; mais le clergé resta fidèle à des Rotours, qui fut élu à une forte majorité (2). Thiers, Boduin, et Lambrecht (3) étaient les candidats de la compagnie d'Anzin, qui était orléaniste. Sauf dans les trois circonscriptions qu'elle disputa à l'administration, l'union des conservateurs et du clergé se réalisa partout dans le Nord, au profit, soit des indépendants, soit des candidats officiels.

En Lorraine, la plupart des candidats officiels furent des cléricaux (4), et le gouvernement ne combattit pas Buffet. Aussi l'administration et le clergé marchèrent-ils d'accord dans la plupart des circonscriptions. Le clergé, cependant, soutint des opposants dans la Meurthe (5) et dans les Vosges où il fit élire, à Mirecourt, son candidat, de Dommartin.

En Alsace, l'administration entretenait de bons rapports avec Raess ; elle conclut, grâce à lui, dans le Bas-Rhin, un accord complet avec le clergé. Les quatre candidats officiels, dont un protestant, de Bussierre, et trois catholiques, Couleaux, de Leusse, et de Bulach, s'engagèrent par écrit vis-à-vis de Raess à défendre le pouvoir temporel. Ils furent tous quatre soutenus par le clergé et facilement élus. De Bussierre avait d'ailleurs pour seul adversaire à Strasbourg un autre protestant, Boersch ; de Leusse battit également à Wissembourg un opposant protestant ; quant à Bulach, il avait été combattu en 1863 et 1864 par le clergé qui avait assuré l'élection de Hallez Claparède, mais il s'était depuis réconcilié avec Raess (6). Hallez Claparède, abandonné par le clergé retira sa candidature. Dans le Haut-

(1) F¹⁰ III Pas-de-Calais 9.

(2) F¹⁰ III Nord 8.

(3) Le procureur général Morcrette, qui était en bons termes avec les conservateurs cléricaux, soutint ouvertement Lambrecht. (Voir son dossier, BB 6 11.)

(4) Notamment dans la Moselle. (F¹⁰ III Moselle 9, F¹⁷ 10.857, 24 novembre 1868, Hanriot à Lavis.)

(5) F¹⁰ III Meurthe 8.

(6) F¹⁷ 10.858, Strasbourg, Chérueil à Duruy.

Rhin, l'administration et le clergé, ne purent s'entendre qu'à Colmar, où ils soutinrent le fils du député cléricale sortant, Lefébure (1), contre le maire protestant de Munster, Hartmann. A Belfort, le député sortant, de Reinach, catholique, mais mal vu du clergé, fut combattu par un opposant cléricale, Viellard-Migeon. A Mulhouse, le député sortant était un protestant, Gros ; mais l'administration jugea que seul le maire, Dollfus, pouvait combattre avec chances de succès le démocrate Tachard ; tous deux étaient protestants ; le clergé resta neutre. Enfin, à Guebwiller, l'administration présenta Gros contre Keller. Le gouvernement fit de grands efforts pour obtenir le concours, ou au moins la neutralité de Raess à Guebwiller et à Belfort. Raess se montra conciliant, mais son clergé fut intransigeant. Les magistrats attribuèrent son intransigeance à la circulaire de Hartmann, qui, en attaquant violemment le pape, avait surexcité les passions religieuses. L'exaspération des catholiques assura le succès des trois candidats cléricaux, l'officiel Lefébure, et les deux opposants, Viellard-Migeon et Keller (2). Quant aux protestants, ils étaient en majorité hostiles au gouvernement : Dollfus n'eut que 6.428 voix contre 15.291 à Tachard. De Leusse, dans une circulaire du 6 juin aux curés de sa circonscription, tira des élections alsaciennes la conclusion suivante : « Je sais le rôle prépondérant que l'influence du clergé a exercé dans mon élection... Il y avait chez nous des catholiques ; il y a maintenant, j'en ai l'espoir, un parti catholique. Il ne tiendra qu'au clergé de le constituer fermement, en poussant toujours en avant des hommes de notre bord dans toutes les positions. J'y aiderai de tout mon pouvoir, et le gouvernement, qui a vu maintenant où sont ses vrais amis, nous soutiendra, j'en suis persuadé. » (3)

En Franche-Comté, les élections montrèrent l'affaiblissement de l'administration, isolée entre un clergé qui ne lui était pas dévoué, et des républicains anticléricaux en progrès très rapides. Dans la Haute-Saône, deux opposants cléricaux furent réélus : l'administration n'osa pas combattre d'Andelarre, et de Grammont battit facilement le candidat qu'elle lui opposa. A Gray, le candidat officiel, Gourgaud, bien qu'ayant pris les

(1) Kannengieser : *Un alsacien : Léon Lefébure*. (1912 in-8°.)

(2) Lefébure	18.254	de Reinach ...	13.046	Gros.....	9.763
Hartmann...	11.704	Viellard	14.321	Keller	15.066
				Grosjean...	1.970

(3) Univers, 4 septembre.

engagements exigés par les catholiques, fut vivement combattu par le clergé, et n'obtint que quelques voix de majorité sur le duc de Marmier (1). Dans le Doubs, le clergé avait encore une grande influence dans les montagnes, mais les républicains, unis aux protestants, dominaient la plaine. Dans les deux circonscriptions, l'administration, le clergé, et la gauche eurent chacun leur candidat au premier tour. Les deux opposants de gauche, le républicain Ordinaire à Besançon-Pontarlier, le libéral Latour-Dumoulin, soutenu par les protestants, à Baume-Montbéliard, arrivèrent en tête. Les deux candidats cléricaux, Pidoux et Mérode se désistèrent, et le cardinal Mathieu, resté neutre au premier tour, adressa une circulaire aux desservants pour les inviter à soutenir les deux candidats officiels, dont l'un, de Marmier, était cléricale (2), et dont l'autre, Conegliano, prit entre les deux scrutins l'engagement de voter en toutes circonstances pour le pouvoir temporel. Cette consigne fut généralement suivie par le clergé, mais les deux candidats de gauche n'en triomphèrent pas moins (3). Dans le Jura, les républicains enlevèrent les deux circonscriptions de la plaine, tandis que dans la région montagneuse de Saint-Claude, le député cléricale sortant, Dalloz, était réélu avec l'appui de l'administration.

Dans la région du Centre, le clergé, d'ailleurs peu influent, était lié avec les légitimistes, peu nombreux mais ardents ; d'autre part, la crainte des républicains, en progrès rapides, le poussait à se rapprocher de l'administration. En Saône-et-Loire, où les candidats officiels lui étaient peu sympathiques, il soutint les légitimistes avec une ardeur qui inquiéta le préfet ; mais malgré son appui, ils ne réunirent que de très faibles minorités (4).

(1) Gourgaud fut invalidé et battu en 1870 par 8.839 voix contre 11.387 à de Marmier. F¹⁰ III Saône 9.

(2) C'était le gendre de l'ancien ministre des Affaires Étrangères, de Moustier.

(3) Le ministre de l'Intérieur télégraphia le 29 mai au préfet du Doubs : « J'apprends avec plaisir que les voix de M. Pidoux se reportent sur M. de Conegliano. En présence du désir de M. de Mérode, continuez à soutenir M. de Marmier, mais en évitant toute attaque personnelle contre M. Latour-Dumoulin. » (AB XIX 173, et R. Halt : *Papiers sauvés des Tuileries*.) Voir aussi F¹⁰ 2.504, et F¹⁰ III Doubs 8.

Besançon-Pontarlier

Montbéliard-Baume-les-Dames

Ordinaire	16.200	18.288	Latour Dumoulin....	14.468	17.122
De Conegliano....	11.903	17.825	De Mérode	8.839	
Pidoux	6.956		De Marmier	8.808	13.524

(4) AB XIX 173, et R. Halt : *Papiers sauvés des Tuileries*, télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur : « Le clergé et les légitimistes se montrent très ardents. Dans le Charolais, c'est une croisade en faveur de M. de La Guiche... Le parti orléa-

Dans la Nièvre, par contre, le clergé appuya les trois candidats officiels cléricaux, qui ne furent combattus que par les républicains (1). Dans l'Allier, un seul des candidats officiels fut combattu, et seulement par un républicain. Un vicaire général, de Conny, publia dans le journal légitimiste, le *Mémorial de l'Allier*, des lettres favorables au républicain. Mais il fut désavoué par son évêque, Dreux-Brézé, et tout le clergé vota pour le candidat officiel (2).

Dans le Cher, un incident analogue, mais plus vif, se produisit. Le journal cléricale, le *Messenger du Centre*, recommanda l'abstention à Bourges, où le candidat officiel n'était combattu que par un républicain, et conseilla de voter ailleurs pour les opposants royalistes, de Vogué à Sancerre, Montsaunin ou Jaubert à Saint-Amand. Le préfet sut que ces articles avaient été écrits et publiés à l'insu de l'archevêque, La Tour d'Auvergne, resté neutre dans la campagne électorale, par son vicaire général, Lamblin. Il démasqua publiquement Lamblin, et s'en plaignit à La Tour d'Auvergne, qui le désavoua et lui retira ses fonctions (3). Le clergé soutint cependant les opposants, mais le scrutin montra combien son influence était faible. De Vogué n'eut que 7.027 voix contre 12.276 au candidat officiel. Jaubert et Montsaunin furent largement distancés par le candidat officiel Massé, et par le républicain Giraud. Le préfet écrivit alors à La Tour d'Auvergne (4 juin) : « Les conditions de la lutte électorale se sont complètement modifiées dans l'arrondissement de Saint-Amand. Les candidats qui pouvaient paraître aux yeux de Votre Éminence comme représentant plus particulièrement les idées religieuses se sont retirés eux-mêmes. Aujourd'hui, il ne reste en présence que le candidat officiel et le candidat radical, c'est-à-dire l'ordre et le désordre. En cet état de choses, ne vous paraîtrait-il pas convenable de sortir de la réserve que vous avez voulu garder jusqu'ici, et de faire connaître au clergé la véritable situation ? Je puis vous assurer, Monseigneur, qu'à plusieurs reprises, et en présence des hommes honorables que je vous ai désignés, M. Massé s'est prononcé pour la souveraineté temporelle du pape de manière à ne laisser

niste, les légitimistes et le clergé se bloquent contre M. Schneider. Quelle lutte ! » La Guiche eut 3.193 voix sur 22.000. A Autun, le candidat cléricale opposé à Schneider, de Louvencourt, eut 3.803 voix sur 30.000. Voir F¹⁰ III Saône-et-Loire 8.

(1) F¹⁰ III Nièvre 5.

(2) F¹⁰ 2.542 ; F¹⁰ III Allier 6.

(3) BB¹⁰ 1.787 ; F¹⁰ 5.796.

aucune inquiétude dans les consciences catholiques. » L'archevêque transmet cette lettre à ses prêtres en leur recommandant d'en tenir compte (1). Giraud fut cependant élu (2). Les questions religieuses ne jouèrent pas de rôle appréciable dans le Limousin. A Rochechouart, cependant, un indépendant fut élu avec l'appoint du clergé contre le candidat officiel.

En Auvergne, dans la région de Lyon et dans l'Ardèche, l'administration et le clergé s'allièrent ou se combattirent suivant que l'opposition républicaine était plus ou moins forte. Dans le Cantal, le député sortant clérical, de Parieu, fut battu à Aurillac par un libéral avancé, Bastid, tandis qu'à Murat-Saint-Flour, le candidat officiel battait un indépendant soutenu par le clergé, l'ancien procureur général Dessauet. Dans la circonscription montagneuse de la Haute-Loire (Yssingaux-Le Puy), bien qu'un légitimiste fût candidat, le clergé soutint le candidat officiel, Latour-Maubourg, qui s'était engagé à défendre le pouvoir temporel ; il obtint ainsi une énorme majorité. A Brioude, le clergé vota au premier tour pour un légitimiste, de Flaghac. Distancé par le candidat officiel et par un libéral qu'avaient soutenu les républicains, Guyot-Montpayroux, de Flaghac se désista pour celui-ci. L'évêque Lebreton, adressa au contraire une circulaire à ses prêtres pour les engager à soutenir le candidat officiel, de Romeuf. Mais de Romeuf évitait de s'engager à défendre le pouvoir temporel. Or Guyot-Montpayroux avait ménagé les catholiques pendant sa campagne ; il préconisait la séparation de l'Église et de l'État, mais aussi le maintien du budget des Cultes. Malgré l'évêque, le clergé assura son élection au second tour (3). Dans le Puy-de-Dôme, trois candidats officiels sur cinq prirent les engagements demandés par les catholiques ; les candidats légitimistes qui leur furent opposés

(1) BB¹³ 1.787. Au contraire l'Univers approuva l'intransigeance du *Messenger du Centre* et persista à considérer Massé comme hostile à l'Église. E. Veuillot écrivit dans l'Univers du 9 juin : « Il n'y a d'ailleurs pas à regretter que M. Giraud l'ait emporté sur M. Massé. »

(2) Giraud.....	8.851	11.984
Massé.....	8.259	11.236
Jaubert.....	4.484	
de Montsaunin.....	2.322	

(3) De Romeuf.....	13.008	12.926
Guyot Montpayroux.....	10.332	19.080
De Flaghac.....	4.832	
Grellet (<i>libéral</i>).....	1.995	

n'eurent que de faibles minorités. Mais à Thiers, le clergé soutint énergiquement l'orléaniste de Barante, qui fut élu.

Dans la Loire, le cardinal de Bonald et une partie du clergé, effrayés par le mouvement révolutionnaire et anticlérical, se seraient volontiers rapprochés de l'administration (1), mais le parti légitimiste qui avait récemment fondé un journal d'opposition intransigeante, la Loire (2), présenta partout, sauf à Roanne, des candidats contre les candidats officiels. A Roanne, un des 84, Dechastelus, eut 9.000 voix de majorité sur Jules Favre. A Saint-Étienne-ville, le républicain sortant fut réélu au premier tour. A Saint-Étienne-campagne, le candidat légitimiste, arrivé troisième, se désista pour le républicain contre le candidat officiel, de Charpin Feugerolles, un des 91, que patronnait Bonald ; le républicain fut battu de peu (3). « La situation de Saint-Étienne est triste, écrivait le procureur général. En bas des socialistes ou des jacobins inintelligents ; au sommet des légitimistes avec des tendances cléricales, et entre les deux une bourgeoisie mobile, inquiète, perdant la foi dans l'autorité. » (4) A Montbrison, un des 84, Bouchetal-Laroche, bien que combattu par le clergé au profit du gendre de Montalembert, de Meaux, fut réélu par 16.858 voix contre 10.402. Dans le Rhône, la force des républicains poussa les conservateurs à s'unir ; trois candidats légitimistes n'eurent que de très faibles minorités. Deux radicaux, Bancel et Raspail, furent élus, celui-ci contre Jules Favre, qui fut combattu comme trop favorable à la religion.

Dans l'Ardèche, les républicains, maîtres de la plaine et des régions protestantes, furent en minorité dans les trois circonscriptions, qui avaient été découpées à cette fin. Deux des 84, de Rochemure et de La Tourette battirent des républicains à Largentière et à Tournon avec l'appui du clergé. A Privas, le candidat officiel Dautherville, protestant, eut pour adversaires

(1) Voir F¹ 111 Loire 6, notamment mars 1869 : « Un banquet de libres penseurs, auquel je me suis bien gardé de m'opposer, et qui se composait de quelques individus bien connus par leurs opinions exagérées, a eu lieu à Saint-Étienne le vendredi saint. Cet incident, très remarqué par le parti religieux, le rendra probablement plus docile à manier aux élections prochaines. »

(2) BB¹ 1.776.

(3) De Charpin Feugerolles.....	12.454	14.830
Bertholon	10.124	14.130
De Saint-Genest	3.231	
Cuesson	1.204	

(4) 18 mai, BB¹ 1.788.

un républicain, Guiter, et un cléricale, de Jovyac. Au premier tour, l'évêque Delcussy resta neutre, et la plupart des curés soutinrent de Jovyac. Celui-ci, arrivé troisième, se désista en faveur de Dautherville qui s'engagea par écrit à rester neutre dans la question romaine. L'évêque et le clergé assurèrent son élection (1).

La Lozère et l'Aveyron, où les républicains étaient très peu nombreux, restaient disputés entre l'administration et le clergé. En Lozère, l'administration présenta contre de Chambrun le frère du candidat qu'elle lui avait opposé en 1863, F. Barrot. Comme en 1863, ce fut une des élections où le clergé joua le plus grand rôle (2). Bien que Barrot se fût déclaré favorable au maintien du pouvoir temporel et que Baroche se fût porté garant auprès de l'évêque Foulquier de ses sentiments catholiques, le clergé fut unanime à soutenir Chambrun. Foulquier n'intervint pas personnellement dans la lutte mais son vicaire général en prit la direction. Elle devint très vive. Le préfet télégraphia le 22 mai au ministre de l'Intérieur : « Nous sommes débordés par le mensonge et la corruption. Le clergé, exaspéré de nos progrès, combat avec une violence et une mauvaise foi sans précédents. Il reprend tout son empire sur les masses crédules, misérables et cupides qu'il trompe par ses calomnies (3) et corrompt par les dons qu'il fait au nom et avec l'argent de son candidat... Nous faisons tout ce qu'il est humainement possible de faire. » (4) Des manifestations anticléricales eurent lieu à Mende. Des prêtres furent insultés par des ouvriers. Barrot eut 5.000 voix de plus que son frère en 1863. Il eut la majorité dans la ville de Mende, et dans l'arrondissement protestant de Florac, mais les régions montagneuses des arrondissements de Mende et de Marvejols, restées soumises au clergé, assurèrent l'élection de Chambrun (5).

Dans l'Aveyron, la lutte fut moins vive, mais les deux députés sortants, Calvet-Rogniat à Millau-Saint-Affrique, et Girou de Buzareingues à Rodez-Espalion, furent combattus par le clergé bien qu'ils fissent profession de dévouement à l'Église.

(1) Dautherville.....	10.264	15.608
Guiter	10.512	12.190
De Jovyac	5.460	

(2) Voir F¹⁰ III Lozère 6, F¹⁰ 6.177, F¹⁰ 5.824, BB³⁰ 389, Versement de la Chambre A 221, et surtout BB¹⁰ 1.790.

(3) On fit courir le bruit que Barrot était protestant.

(4) AB XIX 173, et R. Halt : *Papiers sauvés des Tuileries*.

(5) Chambrun 17.887 ; Barrot 14.468.

L'administration, encore très puissante dans ces régions, les fit élire à de fortes majorités (1). L'évêque était resté neutre. A Villefranche, deux candidats cléricaux entre lesquels l'administration resta neutre obtinrent presque le même nombre de voix.

Dans le Tarn, où les légitimistes étaient moins puissants que dans l'Aveyron, l'administration s'entendit avec le clergé au prix de deux concessions : elle soutint à Albi le député sortant, Gorsse, élu contre elle en 1868 avec l'appui du clergé (2) ; elle abandonna Eugène Péreire, député sortant de Castres, où elle resta neutre (3). Le clergé combattit vivement Péreire et fit élire son concurrent, Reille. Dans le Lot, les deux députés sortants cléricaux furent facilement réélus avec l'appui du clergé et de l'administration.

Dans les Alpes, l'administration et le clergé s'allièrent dans la plupart des circonscriptions. Cependant le protestant Bartholoni, député sortant de Thonon, fut combattu par le clergé qui soutint un ami de Dupanloup, d'Yvoire. Jules Favre, sur le nom de qui les républicains se comptèrent au premier tour, les engagea à reporter leurs voix sur d'Yvoire dont ils assurèrent l'élection (4). Dans les trois autres circonscriptions savoisiennes, dans les Basses-Alpes et dans les Alpes-Maritimes, les députés cléricaux sortants furent facilement réélus avec l'appui de l'administration et du clergé. Dans les Hautes-Alpes, Guilbert assura l'appui du clergé au nouveau candidat officiel, le journaliste Clément Duvernois qui s'était engagé à défendre le pouvoir temporel du pape et la liberté de l'enseignement supérieur (5). Dans le Var, Émile Ollivier fut agréé par l'administration et soutenu par le clergé contre les radicaux.

Dans l'Isère, le clergé, d'ailleurs peu influent, soutint quatre libéraux patronnés par l'Impartial Dauphinois, et un candidat officiel qui fut battu par un républicain (6). Dans la Drôme, les élections montrèrent les grands progrès réalisés par les républicains, mais en raison du découpage des circonscriptions et de l'union des conservateurs, ils n'enlevèrent aucun siège.

(1) F¹⁰ III Aveyron 7 ; Corps législatif, 16 décembre 1869.

(2) F¹⁰ 2.484, BB³⁰ 431.

(3) Corps législatif, 3 décembre 1869.

(4) Bartholoni. 12.084 11.241

D'Yvoire 9.089

J. Favre 5.121. 12.149

A l'Académie française, J. Favre était en bons rapports avec les catholiques libéraux.

(5) Corps législatif, 14 décembre.

(6) F¹⁰ III Isère 7.

C'est dans le Midi provençal et languedocien que l'union libérale avait été le plus en faveur. Elle n'y eut cependant que peu de succès. Le légitimiste de Gaillard espérait en bénéficier en Vaucluse, mais les républicains présentèrent des candidats dans les deux circonscriptions. A Avignon, de Gaillard dut bientôt retirer sa candidature, le clergé soutenant le député cléricale sortant, Millet (1). Il resta candidat à Apt, où le clergé était peu favorable au député sortant, Pamard, bien qu'il fût patronné par Dubreuil, et eût pris l'engagement de voter pour le maintien du pouvoir temporel. Malgré l'appui du clergé, de Gaillard fut distancé par Pamard et par le républicain, T. Delord. Le clergé assura alors l'élection de Pamard. Millet fut également élu au second tour. L'élection montrait la force des républicains, la faiblesse des légitimistes, et le déclin de l'influence du clergé, réduit à servir d'appoint à la coalition conservatrice (2).

A Marseille, où l'union libérale avait triomphé en 1863, Marie se représentait, et Thiers posait sa candidature à la succession de Berryer. L'administration opposa F. de Lesseps à Thiers et présenta dans les trois autres circonscriptions des Bouches-du-Rhône des candidats cléricaux. Elle croyait, comme l'ancien ministre Béhic le télégraphiait à l'empereur, que les « intérêts religieux » étaient « encore prépondérants à Marseille » (3). Les légitimistes, ardemment hostiles au gouvernement, partageaient cette opinion. Ils présentèrent des candidats dans trois circonscriptions, et ce fut pour eux que le clergé se prononça. Le scrutin montra le déclin de son influence, et l'effondrement de l'union libérale. Il y eut trois ballottages où les radicaux, Gambetta et Esquiros à Marseille, Pelletan à Arles, arrivèrent en tête des opposants. Jules Favre eut à Aix une forte minorité. Place, bien que favorable aux candidats officiels, n'avait pas jusqu'alors pris ouvertement parti. Après le premier tour, il se prononça par une lettre que publièrent les journaux, puis

(1) De Gaillard expliqua son désistement dans une lettre, que l'Univers publia (3 mai) en se félicitant de cet échec de l'union libérale : « Dans l'intérêt de l'opposition, il y avait, ici comme partout, deux fautes à ne pas commettre : la première était d'éviter de poser le débat électoral entre le parti de 1848 et ce qu'on appelait il y a 20 ans le parti de l'ordre ; la seconde était de ne pas faire de la question du pape la question unique et déterminante du vote des divers partis. » Ces « fautes » ayant été commises à Avignon, de Gaillard renonçait à s'y présenter. Voir F¹⁰ III Vaucluse 6, F¹⁰ 1.497.

(2) Pamard	13.206	17.179	Millet	14.264	17.542
T. Delord	10.531	12.379	Gent (républicain) ...	13.595	15.443
De Gaillard...	4.802		Guérin (légitimiste)...	1.493	

3) 25 mai. AB XIX 173, et R. Halt : *Papiers sauvés des Tuileries*.

par une circulaire à son clergé : « Tant que la lutte est restée entre les partis et les opinions qui acceptaient les bases essentielles des sociétés humaines, nous avons pu garder le silence. Aujourd'hui, cette réserve n'est plus possible... Les noms de M. de Lesseps et de M. de Rougemont ne représentent plus seulement aujourd'hui les principes conservateurs et la stabilité, ils représentent, dans la lutte où nous sommes engagés, la religion, la famille, la propriété, la société. » Par contre la Gazette du Midi, légitimiste, recommanda de ne pas voter pour les candidats officiels, notamment pour de Lesseps, ami du prince Napoléon. A Arles, l'appoint des voix cléricales assura la défaite de Pelletan ; mais à Marseille, Esquiros et Gambetta triomphèrent. Le clergé avait, en majorité, obéi non à son évêque, mais à la Gazette du Midi, et s'était abstenu (1).

Dans le Gard comme dans les Bouches-du-Rhône, l'union libérale avait été souvent pratiquée. Le légitimiste Larcy, candidat de l'évêché, avait été soutenu en 1864 par les républicains. En 1868, dans une seconde élection partielle, les républicains avaient présenté un candidat contre de Larcy, mais en s'entendant avec lui pour combattre l'administration. De pareilles alliances avaient souvent été formées pour les élections municipales (2). Un nouveau préfet, Janvier de La Motte, nommé quelques mois avant les élections, chercha, pour empêcher l'union libérale de se reformer, à se rapprocher du clergé. Il

(1)	Marseille ville		Marseille banlieue	
Gambetta	8.663	12.868	De Rougemont...	8.945 9.787
De Lesseps	4.535	5.066	Esquiros.....	6.366 11.243
Thiers	3.582		Marie	4.626
De Barthélémy (<i>légitimiste</i>)	3.075		Borde	1.583
	Arles		Aix	
Pelletan	9.814	11.969	Bournat (<i>officiel</i>)	14.089
Laugier de Chartrouse	8.945	12.529	Jules Favre	9.864
Du Demaine (<i>légitimiste</i>)..	3.248		Poujoulat (<i>légitimiste</i>)..	3.495

D'après le procureur général (BB⁹⁹ 389), des légitimistes avaient voté au second tour pour les radicaux. Il semble que les agents du gouvernement, stupéfaits du succès des radicaux, aient exagéré l'importance de cet appoint. D'après les résultats comparés des deux tours de scrutin, il paraît avoir été très minime. Le préfet Levert écrivit même : « Le supérieur des Jésuites, le P. Tissier, a été signalé comme ayant voté pour M. Gambetta. » (F¹⁶ III Bouches-du-Rhône 7). Ce rapport paraît au moins invraisemblable.

Les candidatures de Gambetta et d'Esquiros trouvèrent un point d'appui dans les loges maçonniques où ils avaient été reçus. (*Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*. T. X. Estier et Buquet : *La libre pensée*.)

(2) Sur les luttes politiques dans le Gard de 1863 à 1869, voir BB⁹⁹ 430, BB¹⁰ 1.692, 1.712, 1.717, 1.746, 1.754.

pouvait compter sur le concours du journal catholique, l'Opinion du Midi (1). Il mit fin à l'interdit dont Plantier était frappé depuis 1862. Mais une fraction des légitimistes, dirigée par l'abbé d'Alzon, resta violemment hostile au gouvernement. Les quatre candidats officiels prirent l'engagement de défendre le pouvoir temporel. A Alais, de Larcy, qui était candidat à Montpellier, ne se représenta pas, et le républicain Cazot fut le seul candidat d'opposition. Au Vigan, le candidat indépendant, Chabaud Latour, était protestant comme le candidat officiel, André, et s'engagea comme lui à défendre le pouvoir temporel. A Nîmes et à Uzès, il y eut un candidat légitimiste et un candidat républicain. Plantier resta neutre, tout en blâmant l'alliance avec la gauche. Cependant, Cazot paraît avoir eu à Alais la plupart des voix légitimistes (2). Il fut d'ailleurs battu. André fut élu au Vigan. Mais à Nîmes et à Uzès, il y eut ballottage : c'étaient à Nîmes le républicain, à Uzès le légitimiste, qui arrivaient en tête des opposants. A Nîmes, le légitimiste, Béchard, se désista pour le républicain, Teulon. Les curés de Nîmes publièrent alors, d'accord avec Plantier, une déclaration collective dans l'Opinion du Midi du 4 juin : « 1^o Ils désapprouvent comme principe, avec l'extension qu'on prétend lui donner, ce que, bien improprement d'ailleurs, on est convenu d'appeler l'union ou la coalition libérale. Qui ne sait que la liberté est entendue de manière absolument opposée par les partis qu'il s'agit d'unir, et qui profiteraient l'un pour le bien, l'autre pour le mal, de leur victoire. Une pareille alliance est donc une faute. Et, en fait, quand on l'a tentée dans le Gard, personne n'ignore qu'il y a toujours eu les plus amers mécomptes. Pourquoi s'obstiner dans une combinaison dont l'insuccès est aussi certain qu'il serait humiliant ? 2^o Ils protestent en particulier contre l'application que certains esprits ont imaginé de faire de ce faux principe à l'élection qui va avoir lieu, et notamment à celle de la première circonscription. Ce serait au détriment des catholiques. » Teulon était protestant. Or les protestants avaient déjà un député élu sur quatre, ce qui correspondait à leur importance numérique. De plus Talabot s'était engagé à voter pour

(1) BB¹⁸ 1.784.

(2) Août 1868

Mai 1869

Dumas	13.927	Dumas	16.702
Cazot	4.391	Cazot	10.515
De Larcy.....	4.443	Duclaux-Monteil.....	1.513

le pouvoir temporel. Il fallait donc voter pour lui. Ce mot d'ordre fut suivi par la plupart des électeurs légitimistes, et Talabot fut élu. A Uzès, le républicain modéré se désista en faveur du légitimiste, mais le radical maintint sa candidature, et le candidat officiel fut également élu (1).

Dans l'Hérault, les légitimistes avaient fondé en 1868 un journal intitulé l'Union Libérale (2), et restaient partisans de cette tactique. Ils avaient l'appui de Lecourtier, devenu très hostile au gouvernement. Dans trois lettres publiques successives, il déclara que les candidats officiels ne pouvaient inspirer confiance aux catholiques : deux étaient protestants, et les deux autres n'étaient pas suffisamment dévoués à l'Eglise. Il recommanda de voter à Montpellier pour le légitimiste de Larcy contre le protestant Pagézy (3), et à Cette pour le légitimiste de Grasset, bien que le candidat officiel Coste-Floret fût catholique, et eût pris l'engagement de voter pour le pouvoir temporel. A Béziers et à Lodève, bien que le parti cléricale fût peu favorable aux candidats officiels, Roulleaux-Dugage et le protestant Cazelles, il ne put leur opposer de candidats : ils ne furent combattus que par des républicains, qui obtinrent d'ailleurs de fortes minorités. A Cette et à Montpellier, les républicains eurent plus de voix que les légitimistes. Larcy se désista en faveur d'Ernest Picard, que Lecourtier soutint, en haine de Pagézy. Les Jésuites de Montpellier et l'Univers se prononcèrent contre Picard. Mais les électeurs légitimistes et cléricaux votèrent presque unanimement contre le protestant pour le républicain dont ils assurèrent l'élection. A Cette, par contre, les cléricaux paraissent avoir voté en majorité au second tour pour Coste-Floret, qui fut élu (4).

Dans deux circonscriptions de l'Aude, le clergé soutint les

(1) Talabot ...	11.605	14.827	Genton	7.953	11.129
Teulon	10.618	11.919	De Grussol (<i>legil.</i>) ...	4.137	8.261
Bécharde....	3.606		Brun (<i>radical</i>)	2.793	1.406
Voir Clastron : <i>Vie de Mgr Plantier</i>			Bravay (<i>indép.</i>).....	2.491	
			Bonnefoy Sibour (<i>lib.</i>)	2.047	
			Du Camp (<i>républ.</i>) ...	1.992	

(2) BB¹⁸ 1.770 et BB¹⁸ 1.783.

(3) Pagézy était très conciliant vis-à-vis du clergé catholique, mais il avait irrité Lecourtier en patronnant les cours de jeunes filles.

(4) Voir F¹⁰ 6.178, F¹⁰ III Hérault 9. L'Univers recommanda instamment aux catholiques de voter pour Coste-Floret contre Jules Simon.

Pagézy	12.458	13.070	Coste-Floret	12.746	14.383
E. Picard	8.098	15.775	Jules Simon	10.865	12.992
De Larcy.....	7.971		De Grasset	2.856	

candidats officiels, mais dans la troisième, Limoux, il combattit avec acharnement le député sortant des Pyrénées-Orientales, Isaac Péreire, au profit du légitimiste de Guiraud (1). Bien que Péreire se fût engagé à voter pour le maintien du pouvoir temporel, le vicaire général Rigail adressa aux curés doyens une circulaire contre lui : « Quoique Monseigneur ne doute pas de la profonde répulsion de son clergé pour la candidature du juif dont l'élection serait une honte pour l'arrondissement de Limoux, il ne croit pas pouvoir se taire dans cette circonstance. » Le clergé devait soutenir Guiraud : « Il n'y a pas lieu de se gêner, car nos adversaires eux-mêmes, loin de nous blâmer de combattre une candidature aussi évidemment hostile que celle d'un juif à notre sainte religion, pourraient se scandaliser de notre réserve. » Péreire se plaignit à La Boullerie. Celui-ci, sans approuver la forme de la circulaire, déclara qu'elle avait été écrite sur son ordre. Péreire fit alors afficher la circulaire de Rigail dans l'espoir qu'elle susciterait une réaction. Le clergé fit contre Péreire une campagne excessivement violente. Beaucoup de curés l'attaquèrent en chaire et menacèrent ses partisans de leur refuser l'absolution. Péreire fut cependant élu par 10.293 voix contre 9.121 (2).

Dans les deux circonscriptions des Pyrénées-Orientales, les républicains présentaient Arago. Pour leur résister, l'administration jugea nécessaire de s'allier au clergé (3). Elle présenta à Perpignan Justin Durand, l'un des 91, qu'elle avait abandonné en 1863, et à Prades, un autre clérical. Tous deux furent élus, mais Arago eut de fortes minorités.

Dans les autres départements pyrénéens, l'administration s'entendit aussi avec le clergé, sauf à Bagnères, où il soutint un conservateur indépendant contre le candidat officiel (4). Le clergé n'appuya pas dans l'Ariège le républicain catholique, Arnaud,

(1) L'administration avait agréé la candidature de Péreire à Limoux. En fait, le ministère resta neutre, le préfet soutint Péreire, et le sous-préfet soutint Guiraud. Sur celui-ci, voir BB¹³ 1.754, Montpellier, élections municipales de Limoux.

(2) Versement de la Chambre, A 213. Le Corps Législatif invalida le 27 décembre, l'élection de Péreire pour pression officielle et corruption, par 129 voix contre 31. Le bureau s'était au contraire, prononcé pour la validation, et le rapporteur, Vendre, député de Grenoble, avait vivement blâmé la conduite du clergé. Le député d'Uzès, Genton fit des réserves sur certains excès, mais défendit le droit du clergé à intervenir dans les élections. Le 7 février 1870, Guiraud fut élu par 10.390 voix contre 8.813 à Péreire.

(3) C'est sans doute pourquoi Isaac Péreire, député sortant des Pyrénées-Orientales, dut se présenter à Limoux.

(4) F¹³ 5.865.

dont le libéralisme était d'ailleurs à peine orthodoxe. L'évêque de Bayonne fit une circulaire pour recommander à son clergé les candidats officiels (1). L'un d'eux fut cependant battu à Pau, malgré l'appui des chefs du parti clérical, par un fils de Fould, qui s'était d'ailleurs déclaré favorable au pouvoir temporel.

Les questions religieuses ne jouèrent pas un rôle électoral important dans le Sud-Ouest. La plupart des candidats conservateurs, officiels ou opposants, s'engagèrent à voter pour le pouvoir temporel (2). Les candidats officiels obtinrent généralement l'appui du clergé. Il soutint cependant quelques opposants. Les légitimistes cléricaux : Depeyre à Villefranche de Lauragais (3), de Limairac à Montauban, n'eurent que très peu de voix. Mais le clergé apporta son appoint à quelques libéraux qui obtinrent de fortes minorités ; il soutint à Mirande Lacave-Laplagne, bien que son adversaire, Granier de Cassagnac fût clérical, (4) et à Mont-de-Marsan Victor Lefranc, bien que l'évêque eût recommandé le candidat officiel (5) ; à Agen, il se divisa entre Baze et Nouvel, le protecteur de Gérin (6).

Dans les Charentes, l'anticléricalisme des populations se manifesta une fois de plus : le seul candidat clérical, A. Lemer cier, fut, comme en 1863, écrasé à Saintes, bien qu'il fût, cette fois, soutenu par le sous-préfet (7).

Dans la Vienne (8), le clergé, hostile aux candidats officiels qu'il jugeait trop peu favorables à l'Église, ne put les combattre efficacement. Un candidat clérical ne réunit à Châtellerault que quelques centaines de voix. A Civray, Thiers, recommandé par le *Courrier de la Vienne*, organe de l'évêché, n'obtint qu'une faible minorité. L'impuissance du clergé se manifesta également dans le sud des Deux-Sèvres. Mais dans la circonscription de Bressuire, il soutint avec ardeur la candidature du marquis de La Rochejaquelein contre le député sortant patronné par l'administration, Ch. Le Roux. La lutte, qui se préparait depuis deux ans. (9) fut très vive. Le Roux écrivit à Baroche le 14 mai :

(1) *Univers*, 9 mai.

(2) BB³⁰ 389, Agen.

(3) F¹⁰ III Haute-Garonne 9.

(4) F¹⁰ III Gers 8.

(5) Versement de la Chambre A 220.

(6) F¹⁰ III Lot-et-Garonne 9.

(7) BB³⁰ 389 Poitiers.

(8) BB³⁰ 389, F¹⁰ 5.847.

(9) F¹⁰ III Deux-Sèvres 7 et 11, BB³⁰ 389, F¹⁰ 2.561.

« J'espérais que Mgr l'évêque de Poitiers ne se serait pas mêlé de cette affaire puisque, depuis quelque temps, il se rapproche du gouvernement. Mais personne dans mon pays ne croira à son abstention : on sait parfaitement qu'un mot de lui empêcherait MM. les curés de se livrer à des attaques déplorables contre la politique de l'empereur. » (1) Le scrutin montra le contraste entre la plaine et le bocage où le clergé, allié aux nobles, restait tout puissant. Dans les trois cantons du bocage (2), La Roche-Jaquelein eut 6.291 voix contre 3.183 à Ch. Le Roux. Mais dans les sept cantons situés en tout ou en partie dans la plaine (3), Le Roux eut une écrasante majorité de 12.073 voix contre 3.379, ce qui assura son élection. Ici, le gouvernement impérial représentait encore les bleus contre les blancs, la Révolution contre l'ancien régime.

En Vendée, la situation était plus complexe. Dans l'arrondissement de Fontenay-le Comte, formé surtout de la plaine et du marais, les cléricaux ne présentèrent pas de candidat, et se bornèrent à demander au député gouvernemental sortant, A. Le Roux, de s'engager à voter pour le pouvoir temporel, ce qu'il fit (4). Il fut élu à une très forte majorité. Aux Sables-d'Olonne, les légitimistes présentèrent Falloux contre le député sortant, de la Poëze. A Napoléon-Vendée, de Sainte-Hermine, qui avait été des 91 et des 84, fut combattu à la fois par les légitimistes, qui présentaient Keller, et par les bleus dont le candidat était Alquier. L'évêque Colet, modéré, mais sans influence, laissa son vicaire général, de Lespinay, organiser l'opposition contre les candidats officiels. De Lespinay adressa aux curés une circulaire chaleureuse en faveur de Falloux (5).

(1) BB¹* 1.792.

(2) Bressuire, Cerizay, Châtillon. Voir Versement de la Chambre A 228, et le débat de validation (18 décembre 1869).

(3) Argenton-Château, Saint-Varent, Thouars, et quatre cantons de l'arrondissement de Parthenay.

(4) Univers 22 mai.

(5) « Sa candidature, je le sais, sera vivement combattue par un pouvoir qui redoute de trouver devant lui un adversaire aussi vigoureux de sa politique de hasard, dont les résultats ont été si tristes pour la religion et si humiliants pour la France ». L'hostilité du gouvernement devait redoubler l'ardeur des catholiques. Quant à de La Poëze, «... jamais par ses votes il n'a donné preuve d'attachement au Saint-Siège, et quand on lui en fait l'observation, il se contente de répondre : « Ma politique est celle de l'empereur. » Quelques-uns diront que M. de La Poëze est très complaisant, qu'il est toujours disposé, quand il en est requis, à faire sa tournée dans les diverses administrations afin d'appuyer des demandes de secours pour les églises, les écoles, les presbytères... Loin de ma pensée de nier son aptitude pour les opérations de ce genre, qui demandent uniquement de bonnes jambes, une obséquiosité soutenue, et toute la

Le clergé fit une campagne très vive, non seulement pour Falloux contre de La Poëze, mais pour Keller contre Sainte-Hermine (1). Il n'entraîna pas, cependant, la majorité des électeurs. Aux Sables-d'Olonne, de La Poëze fut élu par 17.900 voix contre 13.397. A Napoléon-Vendée, Keller eut 10.571 voix, Sainte-Hermine 9.892, et Alquier 6.792. Keller, élu en Alsace, retira sa candidature. Falloux et d'autres légitimistes refusèrent de se présenter à sa place. Le préfet, de Fonbrune, et Sainte-Hermine cherchèrent alors à obtenir l'appui du clergé. Sainte-Hermine s'engagea formellement à défendre le pouvoir temporel. Le préfet télégraphia au ministre de l'Intérieur : « Il est indispensable que les journaux de Paris envoyés en Vendée par ordre de Votre Excellence s'abstiennent de parler du clergé, qui marchera désormais avec nous, il y a lieu de l'espérer. » (2) Cette manœuvre suscita une réaction libérale en faveur d'Alquier ; la plupart des légitimistes s'abstinrent, mais le concours du clergé assura l'élection de Sainte-Hermine par 11.487 voix contre 10.122 (3).

Dans le Maine et l'Anjou, la reconstitution d'un parti républicain violemment anticlérical (4) facilita, dans la plupart des circonscriptions, un accord entre l'administration et le clergé. Dans la Sarthe, l'administration resta neutre vis-à-vis de Haentjens, le seul des députés sortants qui fût mal vu du clergé. Il fut facilement réélu. Les trois autres sortants furent réélus avec l'appui de l'administration, de l'évêque Fillion, et de la grande majorité du clergé. Il en fut de même dans la Mayenne, sauf à Château-Gonthier, où le clergé paraît avoir voté en majo-

souplesse du courtisan... Nous sommes véritablement à un moment solennel où tous ceux qui sont fermement dévoués à l'Église catholique doivent réunir leur influence sur les populations pour faire élire des candidats de la trempe de M. de Falloux, dont la candidature possède, je puis vous le certifier, toutes les sympathies de notre vénérable évêque, qui connaît mes démarches, qui les approuve et qui a bien à cœur de les voir couronner d'un entier succès. »

Cette circulaire fut publiée par l'administration, dans l'espoir qu'elle produirait une réaction. Elle fut lue le 3 décembre au Corps Législatif. Eschassériaux, le vainqueur d'A. Lemercier, s'écria : « C'est la candidature officielle de la cour de Rome opposée à celle du gouvernement de l'empereur. »

(1) F¹⁰ 5.819 A (Roy, Boisseau) ; F¹⁰ III Vendée 5, BB³⁰ 389.

(2) 29 mai AB XIX 173 ; voir p. 910.

(3) Les républicains et les cléricaux coalisés firent invalider cette élection (3 décembre). Les légitimistes et le clergé présentèrent alors la candidature de Falloux. Sainte-Hermine ne s'étant pas présenté, l'élection opposa nettement les bleus et les blancs. Alquier battit Falloux par 12.759 voix contre 12.259.

(4) Il avait deux journaux, le Courrier de la Sarthe, et l'Ouest. Voir F¹⁰ III Sarthe 7, Mayenne 6, Maine-et-Loire 8 ; BB³⁰ 389.

rité pour un opposant, Andral, bien que le candidat officiel, de Pierres, se fût engagé à défendre le pouvoir temporel. En Maine-et-Loire, Berger, le vainqueur de Falloux en 1866, ne fut pas combattu. Segris et Louvet eurent l'appui du clergé contre les républicains. Seul, Las Cases, bien que très catholique, fut battu par son vieil adversaire, Durfort de Civrac, que la majorité du clergé paraît avoir soutenu.

En Bretagne, les élections marquèrent un rapprochement entre l'administration et le clergé. Même en Loire-Inférieure, où il restait très hostile au gouvernement, l'union libérale ne survécut pas à Lanjuinais. Thiers, qui avait pensé se présenter à Châteaubriant, y renonça, quand il vit qu'il ne pourrait pas grouper sur son nom les bleus et les blancs (1). Bien que les trois députés sortants fussent cléricaux, le clergé soutint leurs concurrents légitimistes, qui furent battus, mais obtinrent de fortes minorités. A Nantes, Prévost-Paradol, qui se recommandait de l'union libérale, n'eut pas 2.000 voix. Le républicain Guépin, connu comme libre penseur, arriva en tête des opposants. Le légitimiste de Lareinty, se désista en recommandant de voter contre le candidat officiel, Gaudin, bien qu'il se fût engagé à défendre le pouvoir temporel. Mais le clergé soutint énergiquement Gaudin, et fut obéi de la plupart des électeurs légitimistes, qui assurèrent la défaite de Guépin (2).

En Ile-et-Vilaine, le préfet Lefebvre, nommé en 1864, avait peu à peu atténué la politique de combat contre les légitimistes et le clergé suivie depuis 1859 par son prédécesseur Féart. Jusqu'en 1867 cependant, de nombreux conflits continuèrent à mettre aux prises l'administration et le clergé (3). Mais, à la fin de 1868, Brossais Saint-Marc se montra disposé à seconder l'administration dans les élections, à une condition : le député de Vitré-Fougères, de Dalmas, dont l'élection, en 1859, avait marqué la rupture entre l'administration et l'archevêché, avait soutenu Féart dans ses luttes contre le clergé et combattait la politique d'apaisement de Lefebvre ; Brossais Saint-Marc exigea qu'il

(1) Revue illustrée de Bretagne et d'Anjou, 1889, t. IV. L. Séché : *M. Thiers, candidat à Châteaubriant...*

(2) Voir F¹⁰ III Loire-Inférieure 8.

Gaudin	12.001	16.832
--------------	--------	--------

Guépin	11.679	14.497
--------------	--------	--------

De Lareinty	5.208	
-------------------	-------	--

Prévost-Paradol	1.959	
-----------------------	-------	--

(3) F¹⁰I, dossier Lefebvre ; F¹⁰ 5.851 (Ménard, Montauban, Mury, Renault, Cam-pel), F¹⁰ III Ile-et-Vilaine 8 et 13, BB¹⁰ 1.717.

fût sacrifié. Lefebvre y consentit avec empressement, et se mit d'accord avec Brossais Saint-Marc sur le candidat qu'ils soutiendraient à Vitré-Fougères, Thil (1). L'archevêque abandonnait ainsi le légitimiste Audren de Kerdrel qu'il avait soutenu en 1863. Le gouvernement consentit à ne pas soutenir de Dalmas, qui avait souvent voté avec le Tiers Parti, mais resta neutre dans l'élection. Brossais Saint-Marc se contenta de cette demi-satisfaction. Il dit à Lefebvre : « J'aurais pu mettre le feu aux quatre coins de votre département ; j'ai au contraire partout repoussé les candidatures qui se présentaient contre les vôtres ; j'ai notamment, après une discussion fort vive, fait échouer celle de M. de Kerdrel, à Vitré comme à Rennes, et cela parce que je ne veux pas faire des élections politiques. Si les candidats officiels me donnent une satisfaction religieuse, je ne vois pas pourquoi je les combattrais. Du reste, ... on m'a toujours représenté comme hostile au gouvernement : je ne le suis pas. » (2) A Rennes et à Redon-Montfort, les candidats officiels cléricaux, de Piré et de La Guistièrre, furent réélus avec l'appui du clergé : les légitimistes n'osèrent pas engager la lutte. A Vitré-Fougères, de Dalmas, vivement combattu par le clergé et sourdement desservi par Lefebvre, eut l'appui de presque tous les maires, nommés alors que l'administration était en lutte avec le clergé, et restés anticléricaux. Il fut élu par 21.860 voix contre 13.276. C'était une victoire des bleus sur les blancs. A Saint-Malo, un des chefs de l'armée pontificale en 1860, de Lorgeril, s'était présenté. Brossais Saint-Marc, n'ayant pu l'en dissuader et n'osant pas le combattre, resta neutre entre lui et le candidat officiel, Rouxin, qui s'était engagé à voter pour le pouvoir temporel. Le clergé soutint de Lorgeril. De plus, deux libéraux se présentèrent. Il y eut ballottage. Au second tour, Rouxin, devenu le candidat des bleus contre les blancs, eut la plupart des voix qui s'étaient portées au premier tour sur les opposants libéraux, et fut élu (3). Les élections entraînèrent une nouvelle

(1) Thil, sous-préfet de Fougères en 1859, avait exercé en faveur de Dalmas une pression qui avait été jugée excessive. Il avait alors donné sa démission et avait été élu conseiller général. Plus tard, il s'était rapproché du clergé, et était devenu secrétaire du conseil général d'Ille-et-Vilaine.

(2) 26 avril, Lefebvre à Baroche, BB¹⁸ 1.792.

(3) Rouxin	12.795	16.773
De Lorgeril	8.332	10.740
Le Pommelec	4.462	
Pointel	1.527	

Le Pommelec s'était désisté en faveur de Rouxin. Le juge de paix de Dol expliquait ainsi cette élection : « L'esprit public... dans le canton de Dol, est éminemment

rupture entre Brossais Saint-Marc et les légitimistes. Un de ses vicaires généraux, Nouvel, beau-frère d'Audren de Kerdrel, donna sa démission (1).

Dans le Morbihan, les trois candidats officiels étaient cléricaux et furent soutenus par l'évêque, Bétel. Les légitimistes n'engagèrent la lutte qu'à Vannes, où leur candidat, de La Monneraye, eut, malgré Bétel, l'appui du clergé et battit de peu le candidat officiel (2). Dans les Côtes-du-Nord, l'accord fut complet entre l'administration et le clergé. Les candidats officiels cléricaux ne furent combattus que par les bleus et en triomphèrent dès le premier tour. De Janzé, abandonné par le gouvernement pour avoir souvent voté avec la gauche, Glais Bizoin, et le libéral opposé à de La Tour, réunirent d'ailleurs de fortes minorités (3).

Dans le Finistère, tous les candidats officiels, bien que cléricaux, furent combattus par des légitimistes que la majorité du clergé soutint, l'évêque Sergent restant neutre. Comme en outre des candidatures libérales furent posées, il y eut ballottage partout, sauf à Châteaulin, où le candidat officiel fut élu. Les opposants tentèrent, pour le second tour, de former l'union libérale, mais ils n'y parvinrent qu'imparfaitement, Sergent s'étant prononcé contre Thiers et contre le républicain de Kératry qui devaient en bénéficier (4). A Quimper, le légitimiste

libéral, et dévoué... comme on dit ici, au drapeau tricolore. MM. Rouxin, Pointel, Le Pommelec, représentaient cet esprit politique aux yeux de la population. On les considérait comme étant de la même couleur politique. M. de Lorgeril... ne personnifiait pas cet esprit politique... on le considérait comme foncièrement légitimiste. » (BB¹⁸ 1.792). Cette union des « libéraux », gouvernementaux ou opposants, contre les légitimistes, était l'opposé de ce que l'on appelait, dans le reste de la France, l'union libérale. L'élection fut invalidée, mais Rouxin fut réélu.

(1) Nouvel écrivit à Brossais Saint-Marc : « Ma conscience ne me permet pas, en présence de l'attitude que vous avez cru devoir tenir dans les dernières élections, de continuer à prendre part à votre administration. » (F¹⁸ 2.567, rapport de Lefebvre, 3 juillet.)

(2) De La Monneraye..... 15.540. Voir F¹⁸ III Morbihan 7.
 Thomas Kercado 13.059
 Jules Simon 1.105

(3) Saint-Brieuc Loudéac Lannion

De La Motte Rouge.	18.725	Carré Kérisouet.	15.017	De La Tour.	12.474
Glais Bizoin	12.801	De Janzé	6.386	Depasse.....	10.793
		De Villeneuve ..	3.567		

Sur l'élection de Lannion, voir F¹⁸ 5.855, et le débat de validation (3 décembre).

(4) AB XIX 173 et R. Halt, *Papiers sauvés des Tuileries* : 29 mai 1869 ; télégramme du ministre de l'Intérieur au préfet : « Ne négligez rien pour empêcher l'élection de M. Thiers à Morlaix... » Réponse du préfet, 30 mai : « Comme je viens de décider l'évêque à donner son concours contre MM. Thiers et Kératry, je reste ici demain pour tout arrêter avec lui. »

de Carné n'eut que la moitié des voix libérales et fut battu. A Brest, Kératry fut élu malgré l'opposition de Sergent grâce aux voix libérales de Gasté, et à l'appoint d'une partie des légitimistes. A Morlaix, le légitimiste, bien qu'ayant obtenu beaucoup plus de voix que Thiers se désista en sa faveur, mais le candidat officiel, soutenu par Sergent, fut réélu (1).

III. — *Les résultats des élections*

Le clergé et ses partisans suivirent presque partout dans les élections de 1869 la tactique préconisée par l'Univers, et votèrent pour les candidats les plus dévoués à l'Église, qu'ils fussent officiels ou opposants. Cependant, des tendances politiques assez différentes se manifestèrent dans l'épiscopat, dans le bas clergé, et chez les laïques cléricaux.

L'épiscopat resta très réservé. Aucune manifestation analogue à la lettre des sept évêques de 1863 ne se produisit. Les évêques qui intervinrent publiquement dans la campagne électorale furent très peu nombreux, et ne s'adressèrent pas à tous les catholiques, mais seulement à leurs diocésains (2). Sans doute l'intervention officieuse des évêques pouvait être et fut souvent aussi efficace qu'une manifestation publique ; plusieurs d'entre eux firent ou laissèrent agir leurs vicaires généraux ; mais d'autres observèrent une réelle neutralité. Sur une dizaine d'évêques qui intervinrent publiquement dans les élections, quatre se bornèrent à donner un témoignage de

(1) Quimper-Quimperlé			Brest		
Du Couedic	14.204	17.851	Conseil	7.469	10.577
De Carné	8.717	11.730	De Kersauson (<i>légit.</i>) ..	4.386	
Briot de La Mallerie. .	7.265		De Kératry	4.190	10.927
			De Gasté	3.821	
			Treitschler	845	
Morlaix			Landerneau		
Dein	12.509	15.042	Monjaret de Kerjégu .	8.058	8.135
De Kernenguy.....	9.678		Goury du Roslan.....	5.827	5.817
Thiers	3.958	12.681	De Gasté	2.555	5.015

A Landerneau, l'administration était restée neutre ; les deux principaux candidats étaient cléricaux.

Voir P¹^{re} III Finistère 3, et Corps Législatif, 21 décembre.

(2) Le Journal des Débats remarqua que l'évêque de Bayonne faisait l'éloge des candidats officiels, tandis que l'évêque de Montpellier recommandait de voter pour les opposants. L'Univers répondit que, dans des circonstances différentes, les deux évêques s'inspiraient du même principe : faire élire les candidats les plus dévoués à l'Église.

sympathie aux candidats officiels, dans des départements où il n'y avait pas de vraie lutte politique (Bayonne, Chambéry, Gap, Nice) ; parmi les autres, l'un s'attaqua surtout à des protestants (Montpellier) ; un second se prononça contre un israélite (Carcassonne) ; quatre, enfin, n'intervinrent qu'au second tour, contre des républicains ou des libéraux avancés, et dans des circonscriptions où une seule candidature conservatrice restait posée (Besançon, Bourges, Marseille, le Puy). La nature de ces interventions et leur rareté montrent que les évêques préféraient ne pas intervenir dans les divisions des conservateurs catholiques, ce qui compromettrait leur autorité pastorale pour un résultat politique minime et aléatoire. Presque tous les évêques étaient favorables à une entente de tous les conservateurs contre les républicains. Aussi, désirant ménager le gouvernement sans toutefois engager la lutte contre les cléricaux ardents qui lui restaient hostiles, ils restèrent pour la plupart très réservés.

Le bas clergé, toujours beaucoup plus ardent que l'épiscopat, prit une part très active aux élections. Comme en 1863, beaucoup de curés firent de la propagande électorale dans l'exercice de leurs fonctions et usèrent en faveur de leurs candidats de toute leur autorité spirituelle. Le gouvernement, plus indulgent encore qu'en 1863, ne fit traduire aucun prêtre devant les tribunaux ni en Conseil d'État ; il ne fit même pas ouvrir d'informations. L'administration se borna à signaler aux évêques quelques curés particulièrement violents. Au cours des débats de validation, la pression du clergé fut souvent signalée mais le Corps Législatif, tout en regrettant certains excès, ne la retint pas comme motif d'invalidation. La majorité considérait l'intervention du clergé dans les luttes électorales comme licite, et approuvait le gouvernement de ne pas appliquer les lois qui lui auraient permis d'en réprimer les abus.

Le bas clergé était plus intransigeant que l'épiscopat, et moins favorable au gouvernement. Tandis que les évêques évitaient de se compromettre dans les divisions des conservateurs, les curés, en général, appuyèrent énergiquement les candidats les plus cléricaux, même lorsqu'ils n'avaient que de faibles chances de succès. En outre, lorsque les candidats officiels et opposants présentaient les mêmes garanties au point de vue religieux, il vota de préférence pour ceux-ci.

Dans la plus grande partie de la France (1), les élections

(1) Région parisienne, Champagne, Bourgogne, vallée de la Loire, Centre, Charentes, plaines du Sud-Ouest.

montrèrent, comme celles de 1863, que son influence était faible. Dans les circonscriptions où la lutte était entre les républicains et les candidats officiels, le clergé ne fut qu'un élément secondaire de la coalition conservatrice. Dans les circonscriptions où des conservateurs, officiels et opposants, étaient aux prises sans qu'aucun d'eux fût particulièrement clérical, le clergé ne joua pas de rôle appréciable. Enfin les candidats véritablement cléricaux ne réunirent que de très faibles minorités.

En Normandie, en Lorraine, dans la Haute-Saône et la Haute-Marne, le clergé avait plus d'influence, et soutint généralement des indépendants du Tiers Parti qui étaient favorables à l'Église sans être cependant essentiellement cléricaux.

Dans les régions vraiment cléricales, les luttes du clergé contre l'administration furent plus rares qu'en 1863 : d'une part il était moins hostile qu'alors au gouvernement, et surtout, l'administration lui fit beaucoup plus de concessions. Dans une dizaine de circonscriptions, dont cinq dans le Nord, elle resta neutre, de sorte que les indépendants soutenus par le clergé furent facilement élus (1). Ailleurs, elle présenta presque partout des candidats cléricaux ; elle abandonna même les députés sortants mal vus du clergé, comme les deux Péreire, de Dalmas et de Janzé. Dans les circonscriptions où l'accord fut conclu dès le premier tour entre le clergé et l'administration, les légitimistes n'osèrent pas engager la lutte, et les candidats officiels n'eurent pas de concurrents ou ne furent combattus que par des républicains et des libéraux avancés. Cet accord fut réalisé dans les Pyrénées, sauf à Bagnères, dans les Alpes, sauf à Thonon, en Alsace, sauf à Guebwiller et Belfort, dans plusieurs départements de l'Ouest (Sarthe, Mayenne, Maine-et-Loire sauf Cholet, Ille-et-Vilaine sauf Saint-Malo, Morbihan sauf Vannes, Côtes-du-Nord) et dans plusieurs circonscriptions du Massif central (Tarn, Ardèche, Aurillac, le Puy, Roanne). Comme de plus l'administration avait renoncé à lutter dans une dizaine de circonscriptions cléricales, le nombre de celles où elle eut le clergé pour principal adversaire ne s'éleva guère, en tout, qu'à une vingtaine (2) sur lesquelles, cinq furent enlevées par les

(1) Brame, Kolb Bernard, Pinard, Plichon, Martel, Buffet, d'Andellarre, Desseiligny, Reille, Monjaret de Kerjégu.

(2) Dans l'Ouest, les quatre circonscriptions du bocage vendéen (Les Sables, Napoléon-Vendée, Bressuire, Cholet) ; les trois circonscriptions rurales de la Loire-Inférieure ; Saint-Malo, Vannes, Quimper, Morlaix ; en Alsace, Guebwiller et Belfort ; dans les Alpes, Thonon ; dans le Massif Central, Rodez, Millau, Mende, Saint-Flour, Montbrison.

cléricaux : Cholet, Vannes, Belfort, Guebwiller, Mende.

Les élections de 1869 confirmèrent donc que le clergé ne dominait la majorité des électeurs que dans un très petit nombre de régions. Partout ailleurs, il n'était qu'une force d'appoint, parfois considérable, souvent minime. C'est pourquoi la question des alliances avait tant d'importance. A cet égard, le clergé avait marqué ses tendances dès le premier tour, en s'alliant tantôt à l'administration, tantôt aux légitimistes, tantôt aux orléanistes ou aux conservateurs indépendants, mais jamais aux républicains (1). Le second tour confirma ces indications.

Dans une quinzaine de circonscriptions, la question se posa très nettement, les candidats cléricaux étant arrivés au troisième rang, après les candidats officiels et les républicains. Huit de ces ballottages s'étaient produits dans le Midi, terre d'élection de l'union libérale. Sauf un, les candidats légitimistes qui avaient obtenu au premier tour l'appui du clergé se désistèrent, plus ou moins ouvertement, en faveur des républicains. Au contraire les évêques, à la seule exception de Lecourtier, qui était un peu déséquilibré, recommandèrent de voter pour les candidats officiels, même lorsque, comme de Lesseps ou le protestant Dautherville, ils étaient peu favorables aux revendications catholiques. Sauf peut-être à Montpellier, le bas clergé paraît n'avoir nulle part soutenu les républicains (2) ; tout au plus s'abstint-il, comme à Marseille. Le plus souvent, il vota pour les candidats officiels. Recevant de leurs chefs religieux et de leurs chefs politiques des consignes contradictoires, les électeurs légitimistes et cléricaux se divisèrent, sauf à Brioude et à Montpellier, où leurs voix se reportèrent en bloc sur les opposants. A Saint-Étienne, Avignon, Apt, Arles, Nîmes, Cette, au contraire, l'élection des candidats officiels fut assurée par les voix légitimistes et cléricales. Dans les ballottages analogues qui s'étaient produits dans d'autres régions, le clergé se prononça énergiquement au second tour pour les candidats officiels, et les légitimistes se montrèrent moins favorables que dans le Midi à l'union libérale. Les voix légitimistes et cléricales qui se reportèrent sur les républicains furent presque toujours moins nombreuses que celles dont bénéficièrent les candidats officiels. Mais cette coalition de l'administration et du clergé suscita une

(1) Cependant un libéral presque républicain, Riondel, qui s'était engagé à voter pour le pouvoir temporel, paraît avoir été soutenu à Saint-Marcellin par la majorité du clergé.

(2) A Brioude, Guyot-Montpayroux n'était pas un véritable républicain.

réaction libérale qui en restreignit l'efficacité. Les candidats officiels furent battus dans le Doubs, à Bourges et à Brest. Ils ne furent élus que de peu à Nantes et à Napoléon-Vendée.

Réciproquement, les républicains ne votèrent pas volontiers, même au second tour, pour les opposants cléricaux. D'Yvoire fut le seul candidat essentiellement clérical dont ils assurèrent l'élection. Plusieurs autres candidats soutenus par le clergé furent élus avec leur appui : Daru, de Barante, Estancelin notamment ; mais c'étaient des libéraux bien plus que des cléricaux. Ils s'étaient engagés à voter pour la liberté de l'enseignement supérieur, et, bien que leurs promesses fussent parfois moins nettes sur ce point, à défendre le pouvoir temporel du pape ; mais les questions religieuses n'avaient joué qu'un rôle très secondaire dans leur campagne, et ils n'y attachaient pas une importance primordiale. Dans les pays où elles dominaient la vie politique, cette réserve eût mécontenté tous les partis : elle contribua à l'échec complet de Prévost-Paradol à Nantes. Mais dans les régions indifférentes, elle permit de réunir sur des libéraux modérés les voix de tous les opposants, des républicains aux cléricaux. Malgré ces quelques succès, l'union libérale était en recul évident. Son échec fut symbolisé par la défaite de Thiers dans toutes les circonscriptions de province où il s'était présenté : Lille, Marseille, Morlaix, Civray. Malgré les services qu'il avait rendus à la cause du pouvoir temporel, le clergé ne l'avait soutenu nulle part. A Paris même, son élection fut très difficile.

La France revenait progressivement à la situation politique de 1849 : d'une part les républicains, de l'autre, le parti de l'ordre soutenu par le clergé. Les républicains étaient en progrès très rapides, surtout dans les villes, et dans les campagnes de l'Est et du Midi. Dans beaucoup de circonscriptions, une majorité ne pouvait être formée contre eux qu'avec le concours du clergé, dont le gouvernement était par conséquent forcé de se rapprocher. Il y avait ainsi de moins en moins de place en France pour un bonapartisme anticlérical. A Paris, Guérout lui-même échoua, parce que les trois quarts des anticléricaux qui l'avaient élu en 1863 lui préférèrent en 1869 un républicain, Jules Ferry. Les républicains étaient unanimement hostiles à la domination politique du clergé ; sans doute, certains d'entre eux évitaient d'insister sur ce point pour ne pas s'aliéner les électeurs catholiques ; d'après l'Univers, deux libéraux presque républicains, Riondel (Saint-Marcellin) et Steenackers (Langres) s'engagèrent même

à voter pour le pouvoir temporel ; plusieurs autres, comme Guyot-Montpayroux à Brioude et Girot-Pouzol à Issoire ménagèrent les catholiques. Mais la masse du parti républicain, sans être comme les révolutionnaires parisiens violemment antireligieuse, était nettement anticléricale. La politique républicaine, à Rome comme en France, était directement opposée à celle du clergé. Au Corps Législatif, l'opposition républicaine n'avait cessé de réclamer l'évacuation des États pontificaux, et la liberté pour les romains de s'unir à l'Italie. La lutte contre le cléricisme était, surtout depuis Mentana, l'un des thèmes principaux de la presse républicaine. Gambetta, en inscrivant dans le programme de Belleville la séparation de l'Église et de l'État et l'instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire, n'exprimait pas seulement le vœu des radicaux parisiens, mais celui de la grande majorité des républicains français.

Les républicains, doublant à peu près leurs effectifs, eurent une trentaine d'élus. Le Corps Législatif comptant environ 280 membres, était donc pour près des neuf dixièmes composé de conservateurs, dont plus de 200 avaient été élus comme candidats officiels. Mais le rôle de l'administration dans les élections avait été beaucoup moins important que ce chiffre ne le laisserait supposer. Les candidats officiels s'étaient rendu compte que l'influence de l'administration, très affaiblie, ne suffirait pas à les faire élire, et qu'il leur fallait s'assurer les sympathies de leurs électeurs. Le gouvernement avait dû les laisser établir leur programme et mener leur campagne à leur gré. Beaucoup avaient adopté le programme libéral du Tiers Parti. Le nouveau Corps Législatif, bien qu'encore formé pour plus des deux tiers de candidats officiels, était donc beaucoup moins sous la dépendance du gouvernement que ses prédécesseurs. La décomposition de la majorité impérialiste aboutissait à la reconstitution de l'ancien parti de l'ordre.

En matière religieuse, notamment, beaucoup des membres du nouveau Corps Législatif avaient pris vis-à-vis de leurs électeurs des engagements assez précis pour que le gouvernement ne pût plus compter sur leur docilité. L'Univers publia la liste des députés dont le passé ou les engagements électoraux garantissaient qu'ils voteraient en toutes circonstances pour le maintien du pouvoir temporel (1) : ils étaient 131, parmi lesquels

(1) Une première liste de 125 noms fut publiée le 19 juin. Elle fut complétée le 2 juillet. L'Univers y ajouta les noms d'une trentaine de députés dont le dévouement à la cause du Saint-Siège lui paraissait probable, mais moins assuré. Ces listes n'ont natu-

une dizaine d'indépendants et une vingtaine d'opposants. Comme en 1863, c'était surtout parmi les candidats officiels que le clergé s'était assuré des appuis. La Gazette de France remarqua que l'Univers avait fait figurer sur sa liste une trentaine de députés qui, en 1865, avaient voté contre les 84, ou s'étaient abstenus (1), et qui ne pouvaient par conséquent être considérés comme des partisans sincères du pouvoir temporel. L'Univers riposta que ces conversions prouvaient l'efficacité de l'effort électoral des catholiques. L'Univers remarqua en outre : « Nous pourrions allonger cette liste. Il est en effet certain que sur les 200 députés élus avec l'appui de l'administration, il n'en est pas dix peut-être qui ne fussent plus disposés à défendre le pouvoir temporel qu'à le sacrifier... En somme, il est hors de doute : 1^o Que si le nouveau Corps Législatif est laissé à lui-même, il demandera à une énorme majorité que la France... maintienne le pouvoir temporel ; 2^o Que si le gouvernement hésite ou tergiverse, nous devons avoir pour le rappeler à son devoir, non pas 91 députés comme en 1861, ou 84 comme en 1865, mais environ la moitié de l'assemblée. » (19 juin.) Le Corps Législatif comptant en effet 280 membres, il était impossible de constituer sans les républicains une majorité disposée à sacrifier le pouvoir temporel du pape.

Dans les régions cléricales : Ouest, Nord, Alsace, Franche-Comté, Alpes, Pyrénées, Massif central, les républicains presque seuls avaient refusé de prendre les engagements exigés par les catholiques. Même les candidats officiels qui avaient été combattus par le clergé, même des conservateurs protestants avaient été obligés de s'engager à voter pour le pouvoir temporel. La plupart des élus de ces régions étaient foncièrement cléricaux. En Normandie, en Lorraine, et dans le Midi, presque tous les conservateurs, sans être catholiques avant tout, s'étaient engagés à défendre le pouvoir temporel. Le clergé formait en effet dans ces régions un appoint appréciable. Dans la région parisienne, en Champagne en Bourgogne, et dans les Charentes, par contre, la plupart des élus avaient évité de prendre des engagements qui auraient pu les desservir auprès de leurs élec-

rellement qu'une valeur approximative. Parmi les 131 figurent une dizaine de députés qui ne s'étaient pas prononcés nettement. Mais d'autre part, sur les 30 que l'Univers comptait comme douteux, une dizaine étaient de véritables cléricaux. Le chiffre de 130 paraît donc pouvoir être retenu. La liberté de l'enseignement supérieur avait moins de partisans parmi les candidats officiels, mais plus chez les opposants.

(1) 50 des 84 avaient été réélus. Sur les 131, 50 autres environ étaient entrés au Corps Législatif soit aux élections de 1869, soit de 1865 à 1869. Voir Univers, 24 juin.

teurs indifférents en matière religieuse. Beaucoup, d'entre eux n'étaient pas cléricaux, mais à part quelques isolés, il n'y avait plus de conservateurs anticléricaux.

Les élections forcèrent l'empereur à céder le pouvoir à l'ancien parti de l'ordre reconstitué, dont les cléricaux formaient l'élément essentiel. Cette évolution, qui marqua la fin de l'Empire autoritaire et le triomphe du clergé, se fit en deux temps. L'interpellation des 116, parmi lesquels figuraient plus de 60 cléricaux, obligea l'empereur à renvoyer ses ministres le 12 juillet (1). Il forma un cabinet de transition : l'élimination de Duruy et de La Valette, et la nomination d'un cléricail, La Tour d'Auvergne, au ministère des Affaires Étrangères, furent pour les catholiques une première et importante satisfaction. Le 2 janvier 1870 fut formé le ministère Émile Ollivier, où figuraient, sur huit ministres civils, six cléricaux prononcés : Buffet, Chevandier de Valdrôme, Daru, de Parieu, Segris et de Talhouet, sans compter Ollivier lui-même, que l'on savait résolu à ne pas intervenir au Concile et à ne pas envisager l'évacuation de Rome, avant qu'il eût pris fin. Le parti cléricail, qui, sous l'Empire autoritaire, n'avait exercé sur le gouvernement qu'une action indirecte, souvent puissante, mais toujours limitée, en prenait ainsi directement possession.

(1) D'après l'Univers (15 juillet), les députés cléricaux avaient décidé de déposer, après la discussion de l'interpellation des 116, une interpellation sur la question romaine. Rouher la déclara superflue, le gouvernement restant fidèle à ses déclarations du 5 décembre 1867. Ils persistaient cependant dans leur intention quand le Corps Législatif fut prorogé.

CONCLUSION

I

Le régime issu du 2 décembre prétendait rénover la vie politique française par l'abolition des partis. Il voulait mettre fin, par un accord acceptable pour tous, au grand conflit qui divisait la France depuis soixante ans. Il s'opposait à la république révolutionnaire, mais aussi à l'ancien régime, car il se réclamait des principes de 1789 et avait pour emblème le drapeau tricolore. Tous les Français devaient oublier leurs divisions et s'unir autour de l'empereur.

Cette rénovation avait pour condition le règlement des dissensions religieuses qui avaient jusqu'alors joué un si grand rôle dans la vie politique française. Louis-Napoléon le souhaitait et le croyait possible car il était étranger aux opinions et aux sentiments entre lesquels se partageaient sur ce point les Français : il n'était ni gallican, ni voltairien, ni cléricale. Parmi ses conseillers, certains étaient gallicans, mais la plupart, et les plus influents au lendemain du coup d'État, étaient, en matière de politique religieuse, des opportunistes sans convictions ni préjugés.

L'Église devait rompre les liens qui l'avaient unie à l'ancien régime, et renoncer à son rêve médiéval de domination temporelle. Les défiances et l'hostilité qu'elle avait autrefois suscitées devenant ainsi sans objet, le gouvernement devait lui laisser une large indépendance, et favoriser le développement de son influence, salutaire au point de vue moral, et qui seule pouvait prémunir la société contre la propagande révolutionnaire. Telle était la doctrine du nouveau régime.

En pratique, le gouvernement de Louis-Napoléon et le clergé s'allièrent contre les républicains qu'ils avaient écrasé de concert, à Rome en 1849, en France en 1852. Cette alliance pour la défense de l'ordre, dont l'occupation de Rome par les troupes françaises était la base et le symbole, assurait en outre aux deux parties d'autres avantages. Le clergé, en se ralliant

à l'Empire, réduisit les légitimistes à l'impuissance. Le gouvernement, en conférant à l'Église des avantages matériels et surtout en la laissant seule libre dans une société opprimée, lui donna une grande force d'expansion. Aussi l'alliance dura-t-elle jusqu'en 1859. Mais elle n'empêcha pas le développement de conflits latents entre l'Église et la société civile, qui portaient sur trois points principaux : la laïcité de l'État, l'organisation de l'Église de France, et le rôle du clergé dans la vie politique et sociale.

La Révolution française avait constitué un état laïque dont l'organisation et la législation étaient indépendantes de toute religion. La laïcité de l'État, la liberté de conscience et des cultes, principes réprouvés par l'Église, avaient été consacrés par la législation napoléonienne qui, en matière matrimoniale notamment, était tout à fait contraire au droit canonique. Napoléon I^{er} maintint également la suppression des ordres religieux. Le Saint-Siège avait cependant conclu un concordat avec lui, mais sans cesser de réprouver les principes de la législation française et plusieurs de ses principales dispositions.

La constitution de 1852 « reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789 », dont plusieurs sont condamnés par le Saint-Siège. Aucun accord n'était donc possible entre l'Église et l'Empire sur le terrain des principes. Mais en pratique, la laïcité de l'État telle que l'avait créée la Révolution, avait déjà, avant 1851, subi de fortes atteintes. L'État français n'était plus neutre entre les croyants de toutes confessions et les incroyants. Il reconnaissait et protégeait trois cultes ; le divorce avait été aboli ; le repos dominical était théoriquement obligatoire ; la loi punissait l'offense à la morale publique et religieuse ; Dieu était invoqué dans les serments prêtés en justice ; l'instruction religieuse était obligatoire dans les écoles primaires. La constitution de 1852 elle-même chargeait le Sénat de sauvegarder la liberté des cultes, mais aussi « la religion ».

La législation française était donc incohérente. Laïque en principe, elle n'ignorait pas cependant les religions ; par certaines de ses dispositions elle les protégeait, tandis que par d'autres, elle permettait d'enfreindre leurs prescriptions. Ce compromis, aussi contraire à la doctrine catholique qu'au principe laïque, correspondait bien aux dispositions du personnel dirigeant français, qui, notamment sous le Second Empire, était guidé dans sa politique ecclésiastique, non par des convictions religieuses

ou philosophiques, mais par des considérations d'opportunité politique et sociale. Il se mêlait ainsi de religion dans l'intérêt du gouvernement, de l'État, ou de la société, sans se soucier du vrai ni du faux. Il protégeait l'Église catholique, qui affirme la divinité de Jésus-Christ, et la Synagogue, qui la nie. Il se conformait à la doctrine catholique en interdisant le divorce ; il l'enfreignait en autorisant le mariage civil. Cette pratique, choquante pour un croyant ou pour un libre penseur convaincu, ne suscitait pourtant que peu de critiques.

L'Univers attaquait ouvertement les principes de 1789 et notamment la liberté des cultes. Il défendait hautement la thèse catholique. Mais les cléricaux, sentant qu'ils ne pourraient la faire prévaloir dans son intégrité, faisaient porter sur des questions pratiques leurs revendications immédiates. Ils réclamaient l'obligation du repos dominical, prescrit par les deux cultes chrétiens, et la consécration religieuse du mariage civil. Ainsi modifiée, la législation française, tout en restant en principe condamnable, serait devenue en fait satisfaisante pour l'Église. Elle eût été conforme, non à la thèse, mais à l'hypothèse. Elle eût sacrifié les droits des libres penseurs, mais l'irrégion paraissait alors si dangereuse pour l'ordre social que cette conséquence des revendications cléricales était plutôt pour elles un élément de succès. Au reste, les droits des libres penseurs étaient déjà méconnus par plusieurs des dispositions législatives adoptées depuis le début du siècle et qui portaient atteinte à la laïcité de l'État.

Entre la tradition laïque et les revendications cléricales, le gouvernement de Louis-Napoléon hésitait. Il n'osait ni abroger ni appliquer la loi de 1814. Il déclarait à ce sujet : « Il n'appartient au pouvoir civil d'intervenir que par l'exemple qu'il donne dans une affaire de conscience. » (9 juin 1852). Mais il rendait obligatoire l'instruction religieuse pour les élèves internes des lycées et collèges. Combattues par les légistes fidèles à la laïcité de l'État, les revendications cléricales échouèrent. L'échec de la négociation du sacre mit fin dès 1853 aux chances de succès qu'elles avaient pu avoir. Non seulement l'État français resta fondé sur des principes condamnés par l'Église, mais, dans des questions pratiques importantes, les dispositions du droit canon et de la législation française restèrent opposées. Cette opposition se manifesta au début du Second Empire lorsque le gouvernement piémontais, voulant établir une législation analogue à celle de la France, se heurta à la résistance acharnée du Saint-Siège.

Entre l'Église et l'État français, le désaccord ne portait pas seulement sur l'organisation de l'État, mais aussi sur celle de l'Église. Le Saint-Siège avait reconnu au gouvernement, par le Concordat, le droit de nommer les évêques, et « les mêmes droits et prérogatives » dont jouissait auprès du pape « l'ancien gouvernement ». Il concédait ainsi à l'État laïque issu de la Révolution la compétence ecclésiastique étendue de la monarchie très chrétienne. Aussi le Concordat fut-il considéré par le Saint-Siège, au *xix^e* siècle, comme une concession excessive qu'avaient nécessitée les malheurs des temps. Le premier consul, considérant au contraire que le Concordat seul n'offrait pas assez de garanties au pouvoir civil, ressuscita l'ancien droit public gallican par les Articles Organiques, contre lesquels le Saint-Siège ne cessa dès lors de protester.

Ce désaccord initial sur l'interprétation du Concordat fut aggravé, au milieu du *xix^e* siècle, par les progrès de l'ultramontanisme. De 1802 à 1848, l'Église de France, en vertu d'un droit coutumier très différent du droit commun de l'Église avait été gouvernée presque souverainement par les évêques. Peu importait, dès lors, que le Saint-Siège protestât contre les Articles Organiques, que le clergé français refusât de reconnaître leur autorité, et qu'ils fussent souvent enfreints : leur but essentiel était atteint ; l'autorité du pape en France était effectivement limitée par le droit coutumier, et les évêques, nommés par le gouvernement, se montraient généralement conciliants envers lui.

Mais à partir de 1849, les progrès de l'ultramontanisme furent très rapides, et l'autorité du pape sur l'Église de France s'accrut considérablement au détriment des évêques. Ceux-ci tentèrent en 1852 de défendre le droit coutumier. Le gouvernement de Louis-Napoléon, hésitant entre les intérêts permanents de l'État concordataire et l'intérêt immédiat qu'il avait à ménager le Saint-Siège, resta à peu près neutre, et l'encyclique du 21 mars 1853 marqua la victoire décisive des ultramontains.

Les Articles Organiques étaient, depuis le début de la crise, systématiquement violés, notamment dans leurs dispositions principales : le nonce, sortant de ses fonctions d'ambassadeur, intervenait au nom du pape dans les affaires de l'Église de France ; les congrégations romaines la gouvernaient par des décrets qui n'étaient pas soumis au Conseil d'État. Louis-Napoléon envisagea en 1852 la révision des Articles Organiques, mais le projet fut abandonné, de même que la réforme du mariage, avec la négociation du sacre. Le gouvernement impérial,

d'ailleurs, appliqua peu tout d'abord les Articles Organiques, mais l'enregistrement de la bulle relative à l'Immaculée Conception et la sentence d'abus rendue contre l'évêque de Moulins montrèrent qu'il ne renonçait pas en à user. Il persistait à considérer comme partie intégrante du régime concordataire des dispositions odieuses au Saint-Siège qui n'en tenait plus aucun compte.

Les progrès de l'ultramontanisme ne ruinaient pas seulement les Articles Organiques. Ils menaçaient indirectement le Concordat. La principale prérogative qu'il conférait au gouvernement français était de nommer les évêques ; elle perdait son prix à mesure qu'ils perdaient leur autorité. Le Saint-Siège, d'autre part, était de moins en moins disposé à reconnaître la compétence religieuse des gouvernements civils. La négociation relative aux facultés de théologie montra qu'il ne voulait pas accorder au gouvernement français, dans une institution ecclésiastique nouvelle, une part analogue à celle que le Concordat lui avait faite dans l'Église. Le statut de l'Église en France était jugé par le Saint-Siège si peu satisfaisant qu'il ne voulait le laisser s'étendre ni à de nouveaux pays comme le Piémont, ni à de nouvelles institutions comme l'enseignement théologique supérieur.

Enfin l'activité politique et sociale du clergé rencontrait en France de fortes résistances. Il ne les avait pas affaiblies en se séparant des légitimistes. Elles provenaient d'une aversion très profonde et très générale en France, non seulement contre l'ancien régime, mais contre la domination cléricale. Les privilèges et les faveurs dont bénéficia le clergé et l'accroissement de puissance qu'il en retira réveillèrent ce sentiment traditionnel. En outre l'Église, affirmant ses doctrines avec intransigeance, manifestait hautement sa volonté de dominer la société civile et de l'entraîner dans une voie opposée aux progrès de la civilisation moderne. Or si la grande majorité de la population française était attachée aux pratiques du culte catholique, les fidèles qui acceptaient dans son intégrité l'enseignement de l'Église, n'étaient qu'une très petite minorité. C'est ainsi que dans l'affaire Mortara, ni le clergé, ni la presse catholique (à l'exception de l'Univers) n'osèrent défendre ouvertement un acte du pape, conforme aux principes de l'Église, mais odieux à l'opinion française.

D'autre part, l'appui que le clergé prêta au gouvernement impérial, et la satisfaction bruyante avec laquelle il accueillit

la suppression des libertés publiques, eurent pour la vie politique française de graves et durables conséquences. Après avoir réclamé pour l'Église, pendant la Monarchie de Juillet et la Seconde République, le bénéfice du droit commun et de la liberté, le clergé abandonnait la cause libérale pour se rallier à un gouvernement autoritaire qui lui assurait une situation privilégiée. Les catholiques libéraux, demeurés fidèles à l'ancienne tactique, furent réduits à l'impuissance, et restèrent sept ans un état-major sans troupes. Mais lorsque l'Empire entra en conflit avec l'Église, lorsqu'il s'affaiblit et tomba, l'opposition qu'ils lui avaient faite à ses débuts les désigna pour assumer la direction politique des catholiques français.

Surtout, la conduite du clergé suscita chez les républicains un profond ressentiment. Ils ne lui avaient pas été hostiles en 1848, mais ils lui gardaient rancune de la part qu'il avait prise à la réaction depuis 1849. Le rôle qu'il joua dans l'établissement du Second Empire enracina chez eux une hostilité ardente contre l'Église et la conviction qu'elle était leur plus redoutable ennemi. Ces sentiments ne tardèrent pas à se faire jour, et, dès que la presse démocratique et libérale bénéficia d'un peu de liberté, elle en usa contre le cléricalisme. Les progrès rapides de son tirage, énorme par rapport à celui des autres journaux, montrèrent combien l'opinion était anticléricale.

Le gouvernement impérial trouva bientôt le clergé trop indépendant, trop puissant, trop envahissant. C'était en matière ecclésiastique qu'il se faisait le moins facilement obéir. Il s'inquiéta surtout des questions d'enseignement et du développement des congrégations. La loi de 1850 n'avait pas mis fin à la lutte entre le clergé et l'Université. Le gouvernement de Louis-Napoléon envisagea en 1851 la suppression de l'Université, mais il y renonça. L'on commençait à se rendre compte que la loi de 1850, par la concurrence de l'enseignement laïque et de l'enseignement congréganiste, divisait en deux camps adverses la jeunesse française. Ni les écoles congréganistes soupçonnées de tendances légitimistes, ni l'Université restée suspecte de libéralisme et de républicanisme, n'inspiraient au gouvernement impérial une entière confiance. Cependant, maître de l'enseignement public, il inclinait à prendre son parti contre les établissements libres sur lesquels il n'avait pas de contrôle.

D'autre part, les congrégations et les associations religieuses se développaient rapidement. Les congrégations de femmes

obtenaient facilement la reconnaissance légale grâce au décret du 31 janvier 1852. Les associations religieuses laïques et les congrégations d'hommes non autorisées bénéficiaient, contrairement à la loi, d'une entière liberté. Mais leurs progrès incessants, leur subordination immédiate au Saint-Siège, et leurs relations avec les légitimistes inquiétèrent le gouvernement. En décembre 1858, Rouland envisageait un changement de politique, et projetait de limiter leur développement.

En 1859, l'alliance entre le gouvernement impérial et l'Église se maintenait, mais les difficultés qu'elle comportait en 1851 subsistaient ou s'étaient aggravées. Une crise menaçait. Un des indices de cette situation troublée était le désaccord complet de la législation et de la pratique administrative. Les principales lois relatives aux questions religieuses étaient inappliquées et considérées comme inapplicables : les Articles Organiques, les lois relatives aux congrégations non autorisées, et, en général, aux associations, étaient constamment violées au bénéfice de l'Église. La loi de 1814 sur le repos dominical l'était aussi, mais à son détriment. Le gouvernement pouvait ainsi, sans faire voter de lois, combattre ou servir l'Église en appliquant plus ou moins les lois existantes. Il envisageait, dès avant la guerre d'Italie, toutes les mesures hostiles à l'ultramontanisme et au cléricanisme qu'il adopta en 1860, et commençait à en appliquer certaines.

II

La guerre d'Italie fit éclater brusquement le conflit qui se préparait. L'intérêt que portait Napoléon III à la cause italienne exerça ainsi une influence décisive sur la politique ecclésiastique du Second Empire. La question romaine, toutefois, n'était pas un simple incident de politique étrangère. En Italie comme en France, les principes de 1789 s'opposaient à la doctrine catholique. Dans les deux pays, Napoléon III rêvait de les concilier, mais l'accord, tel qu'il le concevait, constituait pour le clergé un progrès en France, un recul en Italie. En France, l'opposition entre la doctrine catholique et les principes de 1789 était surtout théorique, car certains de ces principes étaient tellement entrés dans les mœurs que le clergé ne les attaquait plus ouvertement, tandis que d'autres, suivant la remarque de Veuillot, étaient méconnus en fait par le gouvernement impérial qui s'en réclamait. L'application intégrale de la doc-

trine catholique était si évidemment impossible qu'à part l'Univers, les cléricaux n'osaient pas la défendre ouvertement ; ils affirmaient que l'Église avait renoncé aux prétentions qu'elle avait émises au Moyen Age. En fait, la masse des Français ne savaient pas à quel point l'Église était hostile aux institutions modernes et se fussent insurgés contre ses prétentions, si elles avaient pris une forme concrète.

En Italie au contraire, l'ancien régime ecclésiastique subsistait, sauf dans le Piémont où le gouvernement était en train de l'abolir. Dans les États de l'Église, surtout, le pape, resté souverain absolu, s'était toujours refusé, malgré les instances de Napoléon III, à introduire les institutions libérales et laïques. Le droit canon, appliqué par des prêtres, restait la loi en vigueur. Les Français connaissaient peu ce régime de despotisme cléricale, « dont les plus catholiques d'entre nous, disait Thouvenel, ne voudraient pas pour eux-mêmes » (1). En 1858, l'affaire Mortara émut l'opinion. Mais surtout Napoléon III, qui avait pris part dans sa jeunesse aux insurrections des Romagnes, restait très hostile au gouvernement des prêtres et il voulait en délivrer les sujets du pape. Il semble d'ailleurs avoir désiré le maintien du pouvoir temporel, mais sans attacher d'importance à l'étendue des États pontificaux. Le pape, au contraire, sentait que sa souveraineté temporelle était inconciliable avec les principes de 1789, et que ni la cession d'une province, ni des réformes ne suffiraient à satisfaire ses adversaires. Aussi se refusa-t-il à toute concession.

La question romaine opposait donc la conception laïque et la conception catholique de l'État. Surtout, elle mettait en cause le pape, dont les progrès de l'ultramontanisme faisaient effectivement le chef de l'Église. Aussi le clergé français adopta-t-il entièrement la thèse et les sentiments de Pie IX. Voyant tous les ennemis de l'Église hostiles au pouvoir temporel, il en concluait que le pape était attaqué non seulement comme souverain, mais comme pontife ; il croyait le pouvoir temporel indispensable à l'exercice du magistère pontifical ; il considérait donc la question romaine comme une question religieuse d'importance primordiale où tout bon catholique devait obéir au pape. Il n'hésita pas à rompre à ce sujet son alliance avec le gouvernement impérial, et l'attaqua violemment dès qu'il eut pris position contre la thèse pontificale. C'était, depuis 1852, la première tentative d'agitation contre le gouvernement impérial.

(1) Voir p. 624, n. 1.

Le clergé bénéficia de l'appui de beaucoup de conservateurs hostiles à tout mouvement révolutionnaire, et de politiques qui jugeaient contraires à l'intérêt de la France la chute du pouvoir temporel et l'unité italienne. Aussi entraîna-t-il dans l'opposition une grande partie des classes riches. Par contre il ne parvint pas à émouvoir sérieusement les masses catholiques, qui ne croyaient pas la religion menacée par le gouvernement alors qu'elles voyaient le culte respecté. Comme en outre le clergé avait indisposé, depuis 1852, une grande partie de la population, et que l'administration restait très puissante, l'agitation cléricale fut aisément et rapidement arrêtée. Mais beaucoup d'agents du gouvernement crurent, jusqu'à la fin de l'Empire, que si le pape était chassé de Rome, l'émotion gagnerait le peuple dans les régions religieuses, ce qui pourrait donner lieu à une agitation sérieuse. Cette opinion joua peut-être un rôle dans la politique italienne du gouvernement impérial.

Le gouvernement impérial, devant l'hostilité du clergé, décida en 1860 d'appliquer les mesures qu'il avait envisagées avant la guerre pour diminuer l'influence du Saint-Siège dans l'Église de France et celle du clergé dans la société civile. Le droit de nommer les évêques et les Articles Organiques lui donnaient les moyens de lutter contre l'ultramontanisme ; pour résister au cléricisme, il décida de défendre énergiquement l'enseignement laïque, et d'arrêter les progrès des congrégations, en n'autorisant plus de nouvelles congrégations de femmes et en ne permettant plus aux congrégations d'hommes non autorisées de créer de nouveaux établissements. Nominations épiscopales, enseignement, congrégations : c'étaient les trois points sur lesquels la lutte allait se poursuivre entre le gouvernement français et l'Église jusqu'en 1905. Aussi deux des hommes d'État qui ont le plus contribué à l'œuvre laïque de la III^e République, Jules Ferry et Émile Combes, ont-ils pu montrer que leur politique ecclésiastique continuait directement celle des ministres de l'empereur. En outre, le gouvernement impérial, tout en continuant à accroître le budget des cultes pour s'attacher le clergé séculier, laissa la presse républicaine attaquer le clergé, supprima des journaux cléricaux, fit dissoudre la Société de Saint-Vincent de Paul, et usa envers l'Église de tous les moyens de pression dont disposait un pouvoir absolu sur une institution aussi étroitement liée à l'État.

La question romaine, qui resta ouverte jusqu'à la fin de l'Empire, et l'application de la nouvelle politique ecclésiastique,

qui fut poursuivie, quant à l'essentiel, jusqu'en 1869, entretenrent des conflits incessants entre le gouvernement impérial et l'Église. Jusqu'en 1863, les questions religieuses dominèrent la politique française ; par la suite, elles continuèrent à jouer un grand rôle, mais elles se trouvèrent impliquées dans des problèmes plus généraux et plus importants encore. La question romaine mettait en cause les rapports de la France avec l'Italie, et, indirectement, avec l'Autriche et l'Allemagne ; or, l'éventualité d'un conflit avec la Prusse domina les dernières années du Second Empire. A l'intérieur, la politique religieuse dépendait de l'évolution générale de l'Empire et des rapports de l'ancien parti de l'ordre, qui se reconstituait peu à peu, avec le gouvernement.

Les trois conflits fondamentaux qui n'avaient pu être réglés pendant la période d'alliance mais étaient demeurés latents, éclatèrent après 1860. Les questions relatives à la laïcité de l'État, aux progrès de l'ultramontanisme, et à l'action politique et sociale du clergé, furent posées avec une remarquable netteté et donnèrent lieu à des polémiques et à des luttes violentes.

Dans plusieurs encycliques et allocutions consistoriales relatives à la question romaine, le pape attaqua vivement les principes politiques des sociétés modernes. Mais c'est par l'encyclique du 8 décembre 1864 et par le *Syllabus* qu'il les condamna le plus nettement et le plus solennellement. Cette condamnation frappait non seulement le parti républicain, mais le gouvernement impérial ; elle frappait aussi les catholiques libéraux, et même toute l'opposition cléricale, qui, à leur exemple, avait repris l'ancienne tactique du parti catholique, utilisait contre le gouvernement impérial ce qu'il avait laissé subsister des libertés publiques, et réclamait le retour au régime libéral et parlementaire. Drouyn de Lhuys constata que le *Syllabus* était une arme précieuse pour les ennemis de l'Église et qu'il était inacceptable non seulement pour les libéraux et les gallicans, mais pour la masse des catholiques français. Malgré l'interprétation conciliante que Dupanloup, suivi de presque tous les évêques français, donna de l'encyclique et du *Syllabus*, ces actes pontificaux montrèrent que tout État moderne devait inévitablement se trouver en rébellion latente contre la doctrine catholique.

L'encyclique et le *Syllabus*, qui condamnaient une fois de plus les Articles Organiques, occasionnèrent une des violations les plus éclatantes dont ils eussent été l'objet. Ces actes pontificaux furent en effet déclarés reçus en France par presque tous

les évêques, malgré l'interdiction formelle du gouvernement. La liturgie lyonnaise, le rôle du nonce, les actes et les discours de Darboy donnèrent lieu à une série de conflits analogues. Sauf dans l'affaire Roy, le gouvernement impérial n'obtint que quelques satisfactions de forme, et ne put faire prévaloir les Articles Organiques contre la volonté du pape. L'incident le plus grave fut la lettre du 26 octobre 1865 où Pie IX adressait un blâme sévère à Darboy pour avoir reconnu « quelque autorité » à la législation ecclésiastique française et au droit coutumier gallican. Malgré ces violations multiples des Articles Organiques, le gouvernement impérial proclamait sa volonté de les maintenir et cherchait à les faire respecter. A la fin de l'Empire, cependant, il laissa publier en France sans protester quelques brefs de Pie IX, relatifs à la campagne cléricale contre Duruy. Ces conflits montraient l'impuissance du gouvernement à remettre en vigueur les Articles Organiques, depuis longtemps tombés en désuétude.

Mais les progrès de l'ultramontanisme et la politique gallicane du gouvernement impérial eurent à la même époque une conséquence beaucoup plus grave. Ils compromirent le fonctionnement du Concordat. La principale prérogative qu'il accordait au gouvernement, le droit de nommer les évêques, avait jusqu'alors été exercée sans difficultés sérieuses (1). Pie IX l'entrava en refusant l'institution canonique aux évêques nommés qui lui déplaisaient. Ce droit était absolu d'après les canons de l'Eglise, mais le Concordat disait seulement : « Sa Sainteté confèrera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement. » Or la volonté du roi avait fini par prévaloir dans les conflits auxquels l'institution canonique avait donné lieu sous l'ancien régime. Cependant Pie IX refusa de préconiser Maret (1860), Mouniq (1861) et Gérin (1867). Il ne préconisa qu'après une vive résistance Lecourtier, Ramadié, Hugonin et Callot. A la fin de l'Empire, les difficultés se renouvelaient presque à chaque nomination, et elles se seraient sans doute multipliées si d'autres sièges épiscopaux s'étaient trouvés vacants après 1867, alors que le conflit était arrivé à l'état aigu. Le gouvernement impérial rapporta la nomination de Maret dès 1861, mais il maintint jusqu'à sa chute celles de Mouniq et de Gérin. L'évêché de la Martinique resta ainsi vacant dix ans et celui d'Agen quatre ans.

(1) Sauf pendant la captivité de Pie VII.

L'article 16 du Concordat, qui assurait au gouvernement français les privilèges traditionnels de la couronne de France, cessa également d'être appliqué. Pie IX refusa de conférer au candidat de l'empereur, Darboy, le chapeau de cardinal de couronne laissé vacant par la mort de Gousset. Les conflits de Darboy avec le Saint-Siège, et la situation dont il jouissait auprès de Napoléon III donnèrent à cette question une réelle importance. Enfin l'article 16 du Concordat fut encore méconnu par la bulle d'indiction du Concile du Vatican, qui, sans exclure formellement les gouvernements catholiques, ne les invitait pas à se faire représenter au Concile. Cette abstention était significative, car le but avoué des ultramontains était de faire proclamer par le Concile les doctrines du *Syllabus* et l'infaillibilité pontificale auxquelles le gouvernement impérial était résolument hostile, c'est-à-dire de compléter l'évolution théocratique et ultramontaine qui opposait l'Église à l'État et menaçait le régime concordataire. C'était, dit Émile Ollivier, « la séparation de l'Église et l'État opérée par le pape lui-même ».

Du moins la question de la séparation était-elle posée. Le parti républicain s'en déclarait partisan en principe. Vuillot l'envisageait, tout en la regrettant, et en en rejetant la responsabilité sur l'État. Mais ni le Saint-Siège, ni le clergé n'en voulaient : elle était contraire à leurs principes, et menaçait leurs intérêts, car ils gardaient le bénéfice du Concordat tout en restreignant peu à peu les prérogatives qu'il conférait au pouvoir civil. Quant au gouvernement impérial, il se servait de l'idée de la séparation comme d'une menace contre le Saint-Siège, mais restait hostile à cette réforme radicale. Il comptait encore tirer parti des prérogatives qu'il tenait du Concordat. Ayant nommé depuis 1860, et surtout depuis 1863, des évêques résolument hostiles à la politique de Pie IX, il espérait que leur opposition ferait échouer, au Concile comme à l'assemblée de 1867, les entreprises des ultramontains, et que la mort sans doute prochaine de Pie IX serait suivie d'une réaction qui faciliterait les rapports de l'Église et de l'État.

Cette politique comportait une large part d'illusions. Baroche, dans son discours du 10 juillet 1868, énonçait une contre vérité évidente lorsqu'il déclarait que le clergé français était en majorité gallican. Il s'exagérait aussi le nombre des évêques qui oseraient résister au pape. Enfin, pour les questions purement religieuses comme pour la question romaine, le gouvernement impérial paraît s'être exagéré les conséquences que pour-

rait entraîner la mort de Pie IX. Toutefois la politique ecclésiastique du gouvernement impérial n'était pas aussi vaine que l'ont affirmé certains adversaires du gallicanisme. Elle inspirait beaucoup d'inquiétude au pape et aux ultramontains français. Si Pie IX vécut jusqu'à 87 ans, c'est-à-dire beaucoup plus longtemps qu'on ne le croyait probable, la politique de son successeur fut effectivement très différente de la sienne ; soutenue par les évêques conciliants nommés à la fin de l'Empire, elle contribua à prolonger en France le régime concordataire. Si l'infailibilité pontificale fut proclamée au Concile du Vatican, l'on doit remarquer que, par suite des événements politiques consécutifs aux élections de 1869, la minorité fut privée du concours du gouvernement impérial. Darboy, resté fidèle à la politique gallicane qu'il avait contribué à faire prévaloir jusqu'en 1869, jugeait que le gouvernement impérial pourrait intervenir efficacement au Concile ; mais Émile Ollivier fit repousser sa demande. La politique gallicane n'échoua donc qu'après qu'elle eût été abandonnée par le gouvernement impérial.

Enfin les conflits auxquels donna lieu la question romaine opposèrent violemment cléricaux et anticléricaux. Cette division, que le gouvernement impérial s'était efforcé de représenter comme périmée, redevint un des éléments principaux et peut-être le principe fondamental de la vie politique française. Elle fut néfaste au Second Empire qui, ne pouvant s'identifier avec aucun des deux partis, était inévitablement amené à les méconter tous les deux.

La question romaine eut d'abord une telle importance que la lutte contre l'opposition cléricale fut pendant trois ans la préoccupation dominante du gouvernement. L'Empire parut évoluer vers le bonapartisme anticléricale du prince Napoléon. Dans les discussions de l'adresse en 1861, l'opposition cléricale réunit les plus fortes minorités qui se fussent prononcées contre le gouvernement dans une question importante : 61 voix contre 79 au Sénat, 91 contre 158 au Corps Législatif ; elle parut plus redoutable que l'opposition de gauche, non seulement par ses effectifs, mais par sa violence. Celle de Keller n'avait jamais été égalée par aucun député républicain. 13 députés cléricaux votèrent seuls contre l'ensemble de l'adresse tandis que les 5 s'abstenaient. Les journaux démocratiques : le *Siècle*, l'*Opinion Nationale*, approuvaient, par hostilité contre l'Église, la politique du gouvernement. En province, l'administration était presque partout en conflit avec le clergé et, pour le combattre,

se rapprochait de ses adversaires. Le cas des pays mixtes comme l'Alsace et le Gard est caractéristique : l'administration avait eu jusqu'alors pour organes officieux les journaux catholiques ; elle rompit avec eux et s'entendit avec les journaux protestants. Les agents du gouvernement répétaient alors volontiers le mot de Napoléon I^{er} : « Les bleus sont toujours bleus et les blancs toujours blancs. » Dans tout l'Ouest, en effet, l'administration faisait cause commune avec les bleus, et combattait la coalition légitimiste et cléricale que la question romaine avait reconstituée.

Mais cette situation politique était précaire. Les républicains, contrairement à ce que croyaient certains agents du gouvernement, ne se ralliaient pas. Écrasés depuis 1852 par l'alliance de l'administration et du clergé, ils bénéficiaient de la division de leurs adversaires ; ils approuvaient les mesures que le gouvernement prenait contre l'opposition cléricale et en tiraient parti, mais ils restaient irréductiblement hostiles à l'Empire. Le gouvernement ne trouvait par conséquent à gauche aucune compensation à la défection du clergé. D'autre part, l'impératrice, la cour et quelques ministres restaient favorables à l'Église. L'empereur ne voulait pas, comme le prince Napoléon, rompre complètement avec le parti cléricale en sacrifiant le pouvoir temporel. Après une crise, où, pour la première fois sous le Second Empire, la question de la solidarité ministérielle fut nettement posée, la nomination de Drouyn de Lhuys (octobre 1862) marqua l'ajournement de la question romaine.

Malgré cette concession, le clergé combattit aux élections de 1863 les candidats officiels, à l'exception de ceux qu'il savait devoir voter pour le maintien du pouvoir temporel, même contre le gouvernement. Les questions religieuses jouaient un rôle si important dans la vie politique française qu'elles divisèrent les opposants, malgré leur volonté commune de rétablir le régime libéral et parlementaire. Le clergé d'une part, les républicains anticléricaux de l'autre, s'opposèrent à l'union libérale. Elle ne put se former que dans quelques circonscriptions. L'opposition cléricale n'eut que très peu d'élus, mais beaucoup de candidats officiels favorables à l'Église ou désireux de s'assurer l'appui du clergé, partageaient au fond leurs sentiments et s'enhardirent à les manifester à mesure que le gouvernement impérial s'affaiblissait.

De 1863 à 1869 le gouvernement impérial continua à mécontenter le clergé par sa politique gallicane, à laquelle quelques

évêques étaient seuls favorables, et surtout par l'impulsion vigoureuse que Victor Duruy donna à l'enseignement laïque. Une détente suivit cependant les élections et le remaniement ministériel de 1863. Mais la convention de septembre et le *Syllabus* mirent de nouveau le gouvernement impérial en conflit aigu avec le clergé. Comme en 1861, l'opposition cléricale réunit une forte minorité de 84 voix, et l'Empire parut évoluer vers la gauche. Cette crise dura peu ; après le discours d'Ajaccio, l'empereur rompit avec le prince Napoléon et se rapprocha dès lors des cléricaux, sans toutefois sacrifier Duruy ni Baroche ; le gouvernement relâcha le contrôle qu'il avait tenté d'exercer sur les congrégations.

Sous le nom de Tiers Parti, l'ancien parti de l'ordre, cléricale et protectionniste, se reconstituait au Corps Législatif. Il réclamait des réformes libérales et le retour au régime parlementaire qui devait lui permettre de reprendre le pouvoir. Il exerçait sur la majorité une influence croissante. L'affaiblissement de l'Empire créait une situation analogue à celle de 1849, caractérisée par l'antagonisme des conservateurs et des républicains. Les progrès du parti républicain étaient associés dans toute la France à ceux de l'anticléricalisme : les deux mouvements avaient les mêmes principes, les mêmes journaux, les mêmes associations, le même recrutement. Dans les grandes villes, et surtout à Paris, les radicaux révolutionnaires étaient matérialistes, athées, et violemment antireligieux. Les conservateurs, même indifférents en religion, jugèrent dangereux pour l'ordre social les progrès de la libre pensée et de l'anticléricalisme. Ils s'en inquiétèrent et reprochèrent au gouvernement de les tolérer, à Duruy de les favoriser.

Le déclin du bonapartisme démocrate et anticléricale fut marqué, en 1867, par la seconde expédition de Rome. Le Corps Législatif, dirigé par les orateurs cléricaux : Chesnelong, Berryer et Thiers, en aggrava la portée en obligeant Rouher à déclarer le 5 décembre que jamais l'Italie ne s'emparerait de Rome. C'était l'abandon de la politique personnelle de l'empereur, et la victoire du parti de l'ordre cléricale. Loin de satisfaire le clergé, elle l'enhardit, et il redoubla ses attaques contre Duruy, tandis que Pie IX continuait à combattre la politique gallicane du gouvernement impérial.

Napoléon III voyait avec tristesse, se reformer les partis qu'il avait détruits en 1851. Il écrivit vers cette époque un projet d'article dirigé contre eux. Qui pouvait représenter le

peuple français ? « Est-ce M. Pelletan ? Celui-là veut 93, la guillotine et la liquidation sociale. Est-ce M. de Falloux ? Celui-là veut la suprématie de l'Église. » (1) Et il concluait que lui seul était le véritable représentant de la nation. A la fin de 1869, il devait dire à Émile Ollivier. « J'ai eu le malheur de commencer par la vieille rue de Poitiers. Je ne voudrais pas finir par la jeune. » (2) Il y fut cependant contraint.

Les élections de 1869 montrèrent que l'influence de l'administration sur le suffrage universel déclinait rapidement et que, pour résister aux républicains, dont les progrès étaient considérables, le concours de toutes les forces conservatrices, et par conséquent l'appoint du clergé, devenait nécessaire. Plus encore qu'en 1863, la question religieuse sépara les républicains des autres opposants. Si l'opposition cléricale eut peu d'élus, la moitié environ des députés s'étaient engagés à défendre le pouvoir temporel, même si le gouvernement l'abandonnait. Au Corps Législatif comme dans le pays, il était désormais impossible de constituer sans le clergé une majorité contre les républicains. Après quelques mois de transition, la formation du ministère Émile Ollivier remit le pouvoir au Tiers Parti cléricale.

A la fin de l'Empire, les questions religieuses divisent profondément la population française et jouent un rôle essentiel dans la vie politique. Une partie de la population subit l'influence du clergé ; une autre lui est nettement hostile ; entre les deux, il reste beaucoup d'indécis, qui, suivant les cas, se prononcent pour le clergé ou pour ses adversaires.

L'influence du clergé est très variable suivant les classes sociales et les régions, mais dans toute la société française, elle est beaucoup plus forte sur les femmes que sur les hommes. Plus de la moitié des filles du peuple qui vont à l'école, et presque toutes celles des classes riches, sont élevées par des religieuses. Ce sont les femmes qui fréquentent le plus assidûment les églises, et sur qui la prédication et la confession agissent le plus.

Le clergé exerce plus d'influence sur les classes riches que sur le peuple. La noblesse lui est toute acquise, et la bourgeoisie, qui lui était naguère hostile, subit de plus en plus son ascendant. Les tentatives faites par Duruy pour organiser un enseignement

(1) *Papiers secrets et correspondance du Second Empire.*

(2) Émile Ollivier : *L'Empire libéral.*

laïque des jeunes filles riches montrent qu'à part les protestants et les israélites, il est très peu de familles bourgeoises qui osent enfreindre ouvertement les ordres du clergé. Dans l'Ouest, où la bourgeoisie reste en grande partie bleue, l'échec est complet : le clergé a plus d'influence sur la vie privée de la bourgeoisie que sur son action politique. A cette évolution plusieurs causes ont contribué : la crainte des conséquences sociales de l'irrégion ; l'exemple de la noblesse ; le développement des congrégations spécialisées dans l'apostolat des classes riches, et notamment des collèges de Jésuites ; enfin le déclin du gallicanisme, qui était autrefois l'anticléricalisme des classes dirigeantes et dont la tradition se perd.

Par contre, l'influence du clergé est à peu près nulle sur le peuple des villes et notamment sur les ouvriers. L'action des sociétés religieuses de bienfaisance et de secours mutuels, très redoutée par le gouvernement impérial, n'a pas donné de résultats politiques appréciables. L'influence du clergé sur les paysans est très variable suivant les régions ; elle est très forte dans l'Ouest où elle s'unit à celle des grands propriétaires nobles, dans les pays de langue germanique : Flandre, Alsace, Lorraine orientale, et dans les pays de montagne : Pyrénées, Alpes, Jura, et surtout Massif Central, du Morvan aux Causses. Elle est plus faible mais réelle, en Normandie, en Artois, en Lorraine, dans les plateaux du Sud-Ouest. Elle est presque nulle dans la région parisienne, en Champagne, en Bourgogne, dans le Centre, et dans les Charentes.

En conséquence, l'action du clergé sur le suffrage universel est faible dans la plus grande partie de la France : il ne peut y jouer qu'un rôle d'appoint. Mais son concours est nécessaire aux conservateurs lorsque les républicains sont puissants. Par son ascendant sur les femmes et sur les classes riches, le clergé exerce une influence beaucoup plus grande que par son rôle électoral. Par exemple, son action sur les femmes assure en grande partie le recrutement des écoles congréganistes. D'autre part, son influence sur l'aristocratie et sur la bourgeoisie ne lui assure pas seulement le concours de leur richesse, mais aussi l'appui de beaucoup de hauts fonctionnaires qui appartiennent à ces milieux et dont la puissance est considérable sous un régime autoritaire. La plupart des diplomates, des officiers, des magistrats inamovibles, une partie du personnel des administrations centrales, un certain nombre de magistrats des parquets, de préfets, d'inspecteurs d'académie et beaucoup de maires sont cléricaux.

Ils faussent la politique ecclésiastique du gouvernement impérial en exagérant sa bienveillance pour le clergé pendant la période d'alliance, en faisant plus ou moins défection pendant les périodes de conflit.

Mais la domination cléricale a en France de nombreux adversaires. Une partie du personnel impérialiste, formée soit de gallicans, soit de bonapartistes démocrates, lui est hostile, mais elle est peu nombreuse ; les Charentes sont la seule région où les populations soient bonapartistes et anticléricales. A cette exception près, tout ce qui, en France, est anticléric, est républicain ou en train de le devenir. Le parti, maître des grandes villes, fait de rapides progrès dans les campagnes, soit dans les régions irréligieuses comme les environs de Paris, le Centre et la Bourgogne, soit dans les régions divisées où l'influence du clergé est forte mais ne s'exerce que sur une partie de la population : le Languedoc, la vallée du Rhône, l'Auvergne, la Franche-Comté, les régions mixtes de l'Alsace, et même l'Ouest, où les bleus se détachent de l'Empire.

Ces anticléricaux républicains sont presque tous des gens du peuple : ouvriers, artisans, paysans. Leurs chefs appartiennent soit à la bourgeoisie protestante ou israélite, soit aux professions libérales : médecins, avocats, journalistes. Il faut mettre à part les professeurs et les instituteurs, presque tous hostiles au clergé qui les combat ; bien que soumis au gouvernement, ils ne lui sont pas dévoués, et beaucoup sont secrètement républicains. Au point de vue religieux comme en politique, il y a, dans le parti républicain, des tendances diverses : les radicaux des grandes villes sont violemment anticléricaux et antireligieux ; les républicains modérés des campagnes sont seulement hostiles à la domination cléricale. Ils s'accordent cependant à demander l'évacuation de Rome, la défense et le développement de l'enseignement laïque ; ils sont en principe favorables à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Dès 1869, les républicains anticléricaux sont plus nombreux que les électeurs qui obéissent au clergé. L'énorme majorité conservatrice du Corps Législatif est assurée par l'influence administrative, encore forte, et par le vote des conservateurs non cléricaux, très nombreux dans les régions peu religieuses : environs de Paris, Champagne, Bourgogne, Centre, plaines du Sud-Ouest. Aussi les conservateurs sont-ils plus divisés par les questions religieuses que les républicains : les uns sont foncièrement cléricaux ; les autres, tout en désirant éviter d'entrer en

conflit avec l'Église, ne veulent pas la laisser dominer. Les cléricaux mêmes sont divisés par les évolutions opposées de la société civile, où les principes de 1789 s'affermissent, et de l'Église, où triomphent les doctrines du *Syllabus*. Les hommes politiques les plus dévoués à l'Église sont obligés pour la défendre d'invoquer, d'utiliser et de développer les libertés publiques. Ils sont, plus ou moins consciemment, des catholiques libéraux. Ils sont en grande majorité hostiles à l'infaillibilité pontificale, dont le clergé, à part quelques évêques, est au contraire ardemment partisan. Cette division entre le clergé intégriste et les laïques libéraux est pour le parti cléricale une faiblesse grave qui se manifesterait notamment après 1870.

A travers des circonstances très diverses, la politique ecclésiastique du Second Empire a eu, de 1852 à 1869, une certaine unité, due aux dispositions personnelles de l'empereur qui n'ont pas changé, et à celles du personnel dirigeant qui s'est peu renouvelé pendant cette longue période. Parmi les conseillers de l'empereur, certains étaient guidés, en matière de politique religieuse par des convictions et des sentiments profonds et stables. Le prince Napoléon et Duruy étaient anticléricaux ; l'impératrice était cléricale ; Troplong, Baroche, Rouland, Delangle et plusieurs autres étaient gallicans. Mais ces influences, qui d'ailleurs se contrecarraient mutuellement, furent le plus souvent dominées par celles des opportunistes qui se préoccupaient seulement de l'intérêt du gouvernement, et qui étaient prêts à le servir par l'ultramontanisme ou le gallicanisme, en s'alliant à l'Église ou en la combattant. Quant à l'empereur, il avait en matière religieuse des vues personnelles, assez chimériques et peu cohérentes, favorables sur certains points à l'Église et au Saint-Siège, mais qui leur étaient contraires à d'autres égards. Surtout, il subordonna sa politique ecclésiastique aux questions italiennes, qui le préoccupaient beaucoup plus.

Cette politique ecclésiastique, opportuniste et subordonnée à la question romaine, obtint, pendant la période d'alliance et pendant les conflits postérieurs à 1859, des succès apparents mais précaires. Les questions religieuses ont beaucoup contribué à l'affaiblissement du Second Empire, et le principal résultat de sa politique ecclésiastique a été d'accentuer une triple évolution qui se dessinait déjà avant 1851 : Les principes de l'Église et ceux des sociétés modernes se sont opposés plus nettement. Les progrès de l'ultramontanisme ont compromis le fonctionnement du régime concordataire. La question religieuse a dominé de

nouveau la vie politique française ; il est devenu impossible de gouverner la France sans avoir, ou l'appui du clergé, ou celui du parti républicain, celui-ci ralliant peu à peu tous les anticléricaux, tandis que tous les conservateurs étaient obligés de s'allier à l'Église. Après 1869, le pouvoir a été disputé, comme en 1849, entre le parti de l'ordre cléricale et les républicains anticléricaux.

APPENDICE

Note sur le mot : clérical, et ses dérivés

Littré, dans l'édition de 1863 de son dictionnaire, donne les deux sens de l'adjectif clérical : 1^o « Qui est propre aux ecclésiastiques... » 2^o « Qui est favorable au clergé, à l'Église. Le parti clérical. Tendances cléricales. Substantivement, les cléricaux. »

L'adjectif était fréquemment employé dans ce second sens depuis 1848, mais, au début du Second Empire, le premier sens était encore le plus courant. L'adjectif anticlérical, apparaît dès 1852. Le préfet du Nord parle dans un rapport du 21 mai 1852 de « réaction anticléricale » (F¹⁹ 5.547). Il commence à se répandre vers 1859. Le préfet du Finistère écrit que la bourgeoisie est « anticléricale » (F¹⁹ III Finistère 3, 2^e trimestre 1859). Augustin Cochin parle à N. de Beauregard, préfet du Jura, des préjugés « anticléricaux » de ses chefs (25 avril 1859, *A. Cochin, ses lettres et sa vie*). Toutefois le mot n'est pas encore d'un usage courant. Littré ne le donne pas en 1863. C'est de 1860 à 1863 que le mot de clérical commence à être employé substantivement. Émile Augier écrit à la fin de 1862 que *Le Fils de Giboyer* devrait avoir pour titre « les cléricaux » (Voir G. Weill : *Histoire de l'idée laïque*, pages 108 et 179).

Cléricalisme apparaît vers la fin de l'Empire ainsi qu'anticléricalisme (1), mais ces deux termes sont alors peu usités. Littré ne les donne pas en 1863.

A. Siegfried a écrit dans son *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République* (page 322). « Je n'emploie qu'à regret ce terme de *cléricalisme* qui est un terme de polémique et dont le sens est évidemment péjoratif puisque ni les catholiques, ni les cléricaux eux-mêmes ne s'en servent jamais. Mais je ne puis admettre, comme beaucoup de catholiques voudraient le prétendre, qu'il ne recouvre aucune réalité ; et surtout je ne lui trouve aucun équivalent. »

(1) Voir page 911.

Vu, le 7 mai 1930.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

*Le Recteur
de l'Académie de Paris :*

CHARLETY.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES (1)

A

Abbatucci : 16, 79, 160, 168, 178, 179, 224.
 About : 230, 331, 539, 839.
 Albert (Paul) : 844.
 Albuféra (d') : 151, 264, 265, 494, 645, 665.
 Allard : 246, 521.
 Allou : xvii, 286, 763.
 Alouvy : xvii, 102-104.
 Alquier : 927, 938.
 Alzon (d') : xix, 302, 390, 391, 502, 505, 562-564, 608, 632, 923.
 Ancel : 29, 151, 227, 493, 494, 504, 634, 644, 664, 734, 740, 912.
 Andelarre (d') : 29, 151, 227, 494, 634, 647-649, 664, 734, 740, 909, 914.
 Andigné (d') : 581-583.
 Andral : 929.
 André : 734, 923.
 Andrea (d') : 510, 511.
 Angebault : xvii, xxxv, 69, 148, 169, 236, 247, 348, 351, 380, 409-412, 427, 433, 502, 570, 583, 615, 616, 846, 847, 870.
 Angelis (de) : 813.
 Antonelli : 8, 39, 92, 99, 101, 102, 106, 108, 114, 155, 170, 201-203, 209, 326, 357, 362, 403, 406-409, 416, 422, 424, 476, 489, 506, 521, 522, 543, 547, 549, 550, 554, 601, 603, 612, 615, 617, 618, 674, 694, 696, 697, 700-702, 713, 714, 721, 723, 784, 790, 795, 798, 818, 820, 876-879, 881, 884, 885, 889, 890, 895, 897, 898, 900.
 Arago : 925.
 Archange : 537, 570.
 Arese : xlix, 113, 508, 625, 742, 893.
 Armand : 713, 743, 797, 798, 818, 819, 882.
 Arnaud (de l'Ariège) : 925.
 Aubry : 646.
 Audinet : 244, 465, 516.
 Auffret : 258, 259.
 Augier : 631-634.
 Aumale (d') : xlvii, 362.
 Auribeau (d') : 310, 854.

B

Baillès : xvii, 10-12, 42, 86-90, 100-104, 112, 146, 157, 193, 194, 242, 515.
 Balay : 734.
 Balzac (de) : 779.
 Bancel : 918.
 Banneville (de) : 891, 892, 895-897, 899-901.
 Bara : xvii, 112, 182, 286.
 Baragnon : 304.
 Baragnon (Numa), fils du précédent : 652.
 Barante (de) : 651, 918, 936.
 Bardou : xvii, 82, 295, 393, 582, 583.
 Baroche : ix, xxvii, xlv, 5, 16, 132, 151, 176, 178, 328, 343, 403, 471, 474, 486, 492, 493, 503, 539, 604, 618, 620, 621, 669-673, 687-701, 708-712, 715, 721-723, 726, 752, 753, 763-765, 767, 770, 776, 779, 781-784, 786-788, 791, 792, 794, 795, 797-801, 805, 807, 817, 833, 835, 837, 843, 869-871, 874, 878-880, 883, 885-889, 891, 895, 899, 900, 904, 919, 926, 951, 954, 958.
 Barrau (de) : 303, 304.
 Barret : 57.
 Barrot (F.) : 919.
 Barrot (J.), frère du précédent : 653.
 Barrot (O.) : 646.
 Barthélémy (de) : 319, 922.
 Bartholoni : 419, 649, 734, 920.
 Basset : 436, 437.
 Bastid : 651, 917.
 Baudin : 903.
 Baudon : xliii, 119, 121, 124, 125, 236, 558, 559, 566, 567, 671.
 Baudry : xvii, 475, 487, 542, 546, 608, 790, 800, 801.
 Baze : 655, 926.
 Beauvau (de) : 494, 656, 734.
 Bécel : xvii, xxxv, 744, 786, 787, 800, 801.
 Béchard : 652, 923, 924.
 Beckx : 123, 145, 160.
 Bedos : 654.
 Béhic : 669, 921.

(1) Cet index comprend les noms de tous les personnages du Second Empire mentionnés dans le texte du livre, à l'exception de Napoléon III et de Pie IX, pour lesquels il aurait fallu renvoyer à un trop grand nombre de pages. Je n'ai pas donné dans cet index les noms de personnes qui ne sont cités qu'en note. Parmi les personnages antérieurs au Second Empire qui sont mentionnés dans le texte, tels que Pie VII, Louis XIV, etc., Voltaire et Napoléon I^{er}, sont les seuls dont j'aie cru utile de faire figurer le nom dans l'index.

- Béclaval : xvii, 55, 188, 309, 369, 409, 433, 608, 801.
 Bellune (de) : 554, 609.
 Belmontet : 734.
 Bélurgey de Grandville : 250, 530-532, 874.
 Benedetti : xxvi, xlix, 113, 508, 513, 602, 604, 606, 612, 619, 623, 673, 687, 706, 735, 737, 741.
 Benoist (de) : 494, 734, 824.
 Benoist d'Azy : 371.
 Béranger : 167, 168, 222.
 Berardi : 513, 798, 877.
 Berger : 905, 929.
 Bernadette Soubirous : 232, 233.
 Bernadou : xvii, 187, 552, 553, 794, 799, 801.
 Bernier : xxxv, 248.
 Berryer : xlv, 9, 29, 172, 219, 429, 633, 636, 650, 657, 663, 664, 734, 740, 829, 836, 903-905, 921, 954.
 Bersot : li, 132, 141.
 Bert (Paul) : 748.
 Berteaud : xvii, xxxv, 294, 389, 536.
 Berthelot (Marcellin) : 679, 748.
 Berthelot : 869.
 Berty (Nigon de) : xvi, xxi, 17, 37, 50, 61, 71-77, 79, 95, 96, 126, 128, 216, 446-448, 595.
 Beslay : 890.
 Besson (l'abbé) : xxxvii, 277, 278.
 Besson (préfet du Nord) : 269.
 Beust : 894.
 Bigarré : 501, 519.
 Bigrel : 258, 259.
 Billault : xi, 16, 124, 163, 168, 171, 178, 224, 226, 236, 250, 349, 350, 367, 368, 373, 375, 380, 382, 427, 430-434, 486, 491-493, 495, 498, 507, 522-524, 535, 539, 565, 566, 579, 587, 596, 604-606, 618, 669, 671, 673.
 Billiet : xvi, xvii, 416, 417, 546, 789.
 Billy : 464.
 Bixio : 754.
 Blanc : xxii, 275, 647.
 Blanquart de Bailleul : xxxv, 265.
 Blosserville de : xlviii, 265, 494, 644, 664.
 Blount : 410.
 Bluth : 443, 466, 533, 574, 576.
 Boby de Lachapelle : 89, 673.
 Boduin : 913.
 Boersch : 913.
 Bohn : 850.
 Boigne (de) : 419, 494, 734.
 Boissy d'Anglas : 298.
 Bois-Viel : 734.
 Boittelle : 226.
 Bonald (de), archevêque de Lyon : xvii, 165, 297, 390, 400, 409, 411, 412, 432, 433, 465, 652, 695-699, 792, 795, 796, 846, 918.
 Bonald (Victor de), frère du précédent : 303, 653.
 Bonaparte (Jérôme) : 113, 160, 329, 415, 429.
 Bonaparte (le prince Napoléon) : xlviii, xlix, 113, 228, 232, 329, 346, 423, 425, 490, 491, 494-497, 507, 513, 594, 604, 605, 623, 705, 728, 735, 736, 742, 749, 859, 875, 894, 922, 953, 954, 958.
 Bonaparte (la princesse Mathilde) : xlv, 113, 179, 189, 425, 735, 749, 872.
 Bonaparte (Charles, prince de Canino) : 24, 320.
 Bonaparte (Mgr Lucien) : 877, 878.
 Bonjean : 57, 605, 731, 738, 856.
 Bonnechose (de) : xvii, xxxv, 5, 16, 46, 47, 49, 83, 86, 182, 183, 187, 188, 264, 265, 307, 327, 365, 369, 384, 405, 427, 476, 547, 629, 644, 681, 686, 696, 730, 738, 773, 777, 799, 801, 804, 812, 825, 861, 862.
 Borghèse (la princesse) : 504.
 Bottin : 532.
 Bouange : xvii, 187.
 Boucaumont : 734.
 Boucher : 841, 851.
 Bouchetal-Laroche : 734, 918.
 Boudet : 250, 530-532, 669-671, 673, 687, 731, 874.
 Boudinet : xvii, 103, 104, 111, 182, 202, 284, 346, 368, 369, 381, 382, 428, 430, 544, 546, 572, 608, 801, 847, 850.
 Bouhier de l'Écluse : 29, 44, 87.
 Bouillet : 38, 39.
 Bouillier : 844.
 Boulage : 256.
 Boulay de la Meurthe : 773, 872.
 Boullé : 494, 664.
 Boullier : 906.
 Bourcier de Villers : 270, 494, 646, 666, 673.
 Bourlon de Rouvre : xi, 248, 262, 270, 570.
 ournat : 734, 922.
 Bourret : 651.
 Boutonnnet : xvii, 552, 553, 801.
 Bouvier : xvii, xxxv, 11, 33, 38, 47, 56, 96, 189, 248, 249.
 Brame : 224, 227, 269, 494, 645, 734, 740, 909, 913.

Branchereau : xli, 788.
 Bravard : xvii, 553, 750, 794, 801, 875.
 Bravay : 652, 664, 734.
 Briot de Monrémy : 151.
 Broca : 911.
 Brochant de Villiers : 494, 664.
 Brodu : 88.
 Broglie (le prince Albert de) : xlii, 172, 173, 361, 362, 716, 912.
 Broglie (le duc de), père du précédent : 633, 835.
 Brossais Saint-Marc : xvii, 11, 43, 45, 152, 228, 229, 252-254, 342, 395, 396, 433, 587, 588, 639, 657, 658, 673, 773, 874, 929-931.
 Bruillard (de) : 164-166.
 Bucher de Chauvigné : 151, 246, 494, 657, 734, 905.
 Buffet : 646, 664, 665, 733, 734, 740, 824, 892, 909, 913, 939.
 Buissas : xvii, 55, 69, 152, 293.
 Bulach (de) : 646, 673-675, 913.
 Buquet : xxi, 185, 700.
 Bussierre (de) : 223, 274, 275, 505, 646, 913.
 Busson-Billault : 734.

C

Cabrières (de) : 652.
 Cadore (de) : 476, 478, 513, 520, 521, 523.
 Caffarelli (de) : 494, 658, 734.
 Cagiano : 437.
 Cailleteau : 627.
 Callot : xvi, xvii, 792, 793, 795, 796, 799, 801, 950.
 Calvet-Rogniat : 653, 654, 664, 672, 674, 734, 919.
 Calvières (de) : 44, 300, 301.
 Cambacérès : 274.
 Cambefort : 527.
 Camescasse : xxii, 384, 385, 441-443, 533, 535, 556, 578, 658, 660.
 Canaple : 494, 650, 666.
 Canrobert : 778.
 Captier : 670.
 Carayon-Latour (de) : 151, 494, 654, 664.
 Carné (de) : 611, 633, 932.
 Carnot : 839.
 Carrière : 438, 552, 688, 689.
 Cart : xxxvi, 277, 301, 302.
 Cartellier : 165, 166.
 Casanelli d'Istria : xvii, xxxvi, 194, 320, 348, 720, 773.

Caterini : 602, 603, 838, 863.
 Cavaignac : 3, 11, 677.
 Caval : 689.
 Caverot : xvii, xxxvi, 270, 369, 716.
 Cavour : xlix, 112-114, 180, 181, 229, 331, 348, 416, 420, 423, 490, 506, 507, 889.
 Cayla : 443, 487, 538.
 Cazeaux : 768, 769.
 Cazelles : 734, 924.
 Cazot : 923.
 Chabannes (Mme de) : 853.
 Chabaud-Latour (de) : 923.
 Chabrillan (de) : 494, 664.
 Chaillot : xxxiv, 553, 554.
 Chaix d'Est Ange : 857, 858, 862, 864.
 Chalandon : xvii, 184, 280, 318, 379, 420, 546, 801.
 Chambaron : 305.
 Chambord (de) : 29, 41, 42, 88, 100, 120, 124, 223, 243, 245, 256, 302, 309, 326, 341, 362, 405, 506, 616, 618, 636, 640, 672, 683, 687, 744, 905.
 Chambrun (de) : 279, 300, 494, 653, 664, 665, 734, 740, 907-909, 919.
 Champagny (N. de) : 256, 494, 734.
 Champagny (J.-P. de), frère du précédent : 258, 494, 660, 734.
 Chanson : 868.
 Charpin Feugerolles (de) : 494, 652, 666, 918.
 Charron : 773.
 Chasot (de) : 494.
 Chasseloup Laubat (de) : 619.
 Châstre (de la) : 156, 756.
 Chatrousse : xvii, 42, 143, 315, 316.
 Chauchard : 287, 776.
 Chaurand : 408.
 Chazelles (de) : 494, 651, 664.
 Chéruef : 308.
 Chesnelong : xliii, 739, 776, 826, 839, 904, 905, 954.
 Chevallier : 444.
 Chevandier de Valdrôme : 494, 734, 740, 777, 939.
 Chevreau (II.) : 252, 298, 598, 852.
 Chevreau (L.) : 298.
 Chevreau, père des précédents : 298.
 Chigi : 437, 511, 601, 630, 641, 668, 700, 701, 721, 723, 818, 897, 898.
 Chiscuil (de) : 734.
 Christophe : xvii, 483-484, 546, 608, 644, 800, 801.
 Cialdini : 420, 421.
 Clairbois, 752, 902, 903.
 Clausel de Coussergues : 303.
 Clausel de Montals : 7, 37, 42, 289.

Cochin (A.) : XLII, 119, 120, 124, 164, 172, 279, 283, 327, 361, 362, 444, 528, 558, 567, 609, 610, 623, 636, 642, 644, 664, 671, 674, 716, 829, 834, 846, 875, 890, 903, 911.

Coehorn (de) : 734.

Coen : xv, 704.

Coëtlogon (de) : xi, 527-529, 654.

Cœur : xvii, xxxvi, 103, 132, 183-186, 236, 286, 353, 382.

Cognat : xxxix, 174, 183, 788.

Colbert Chabonais (de) : 494.

Collet : xvii, 545, 608, 656, 661, 801, 867, 868, 927.

Collas : 575, 576.

Combes : 547, 549, 948.

Combes-Sieyès : 253, 255.

Conegliano (de) : 278, 649, 909, 915.

Conneau : 113.

Conny (de) : 190, 207, 916.

Conseil : 734, 932.

Contencin (de) : xv, 37, 68, 215, 293, 595.

Coquereau : xxi, 189.

Coquille : 638.

Corberon (de) : 494, 734.

Corcelles (de) : 361, 362, 406, 596, 631.

Corneille : 734.

Cornudet : XLII, 17, 96, 518, 670, 671, 674, 684, 839.

Costa : 317.

Costa de Beauregard : 418, 419.

Coste-Floret : 924.

Cotte (de) : 46-48.

Cotton : 301.

Couëdic (du) : 494, 734, 932.

Couleaux : 274, 275, 734, 913.

Cousin : LI, 172, 362, 748, 827.

Cousseau : xvii, xxxvi, 312, 370, 393, 556, 557, 575, 616, 716.

Crépon : 531.

Crèvecœur (de) : 319.

Croizier : xvii, 37, 42, 303, 304, 552.

Crosnier : 111, 291.

Crouseilhès (de) : 126, 127, 162.

Cruice : xvii, 546, 650, 661, 716, 786, 800, 801.

Cumont (de) : 394.

Curnier : 301, 565.

Curzon (de) : 243, 245.

Cuverville (de) : 6, 9, 258, 363, 371, 373, 374, 403, 494, 634, 660, 661, 664.

D

Dabert : xvii, 631, 671, 785, 799, 801, 846, 867, 869.

Dalloz : 494, 734, 915.

Dalmas (de) : 395, 396, 403, 658, 666, 740, 929, 930, 934.

Damay : xxii, 154, 244-246, 341, 394, 465, 516-518, 520, 525, 556, 569, 673, 719.

Daniel : xvii, 48, 182, 208, 236, 263, 348, 585.

Darboy : xvi, xvii, xxxvi, 236, 369, 411, 428, 436, 546, 586, 608, 616, 629, 630, 679, 695, 700, 702, 708, 709, 720, 722-731, 757, 758, 769, 773, 781, 784, 786-790, 794, 799-803, 806, 808, 809, 825, 835, 844, 845, 858, 863, 864, 876-882, 890, 891, 895, 896, 950-952.

Darcimoles : xvii, 91, 318.

Darimon : 232.

Dariste : 572, 839.

Darnis : xvii, 632.

Daru : 912, 936, 939.

Dauphin : xxxix, 185, 186.

Dautherville : 298, 918, 919, 935.

David, évêque de Saint-Brieuc : xvii, xxxvi, 552, 660, 661, 716, 744, 760, 792, 801, 845, 846.

David (Ferdinand) : 494.

David (Jérôme) : 828, 829.

David-Deschamps : 494.

Davin : xxxviii, 186, 724, 781.

Debeauvais : xxi, 630, 667, 668, 695.

Debelay, archevêque d'Avignon : xvi, xvii, 42, 68, 317, 388, 505, 547, 608.

Debelay, curé de Nantua, frère du précédent : 10.

Debrabant : 574.

Decaudaveine : 533.

Dechastelus : 734, 918.

Deguerri : 546, 875.

Dehaene : 760.

Dein : 659, 734, 932.

Delalle : xvii, 94, 182, 304, 348, 553, 560, 639, 653, 674, 801.

Delamarre : xvii, xxxvi, 112, 182, 201, 236, 242, 341, 347, 487, 544, 655, 661, 801.

Delangle : xi, 64, 132, 163, 215, 228, 236, 245, 321, 329, 334, 341, 366, 373, 376, 381, 394, 396, 400, 431, 432, 441, 467, 468, 500-503, 517-520, 525, 563, 568, 579, 596, 618, 664, 669, 670, 681, 682, 773, 824, 836, 856, 958.

Delcussy : xvii, 184, 298, 631, 652, 801, 919.

Déléon : 165, 166, 220, 221.

Delord : 637, 921.

Deltheil : 151, 295.
 Dépery : xvii, 7, 45, 315, 339.
 Depeyre : 926.
 Des Billiers : 415, 442, 578.
 Deschanel : 132, 759.
 Descottes : 290.
 Desmars : 151, 251.
 Desmolles : 151, 223, 299, 300.
 Desprez : xvii, xxxvi, 55, 185, 293, 338, 392, 435, 606, 672, 801, 871.
 Des Rotours, député du Nord : 645, 734.
 Des Rotours, député du Nord, fils du précédent : 833, 913.
 Dessauget : xxii, 917.
 Devinck : 151.
 Devoucoux : xvii, 187, 236, 265, 317.
 Didiot : xvii, 70, 112, 182, 263, 369, 478, 639, 645.
 Dollfus : 914.
 Dollinger : 899.
 Domergue : 33, 38.
 Dommartin (de) : 913.
 Doney : xvii, 55, 98, 107, 215, 225, 277, 305, 306, 340, 365, 370, 378, 393, 409, 431, 480, 615, 715, 716, 808, 814, 823.
 Donnet : xvii, xxxvi, 65, 83, 86, 87, 132, 151, 186, 188, 311, 347, 348, 369, 393, 402, 428, 465, 482, 490, 575, 604, 605, 655, 680, 687, 716, 729, 730, 796, 825, 836, 846, 854, 860, 861, 895.
 Donoso Cortès : xlii, 48.
 Dorlencourt : 443.
 Doumet : 654.
 Dours : xvii, 687, 688, 801.
 Dreux-Brézé (de) : xvii, xxv, 5, 36, 48, 115, 149, 153, 190-197, 206, 207, 221, 250, 389, 411, 516, 608, 709, 710, 719, 720, 722, 723, 823, 837, 916.
 Drouart de Lezin : 442.
 Drouyn de Lhuys : 16, 39, 46, 85, 95, 100, 596, 619, 620, 622-627, 631, 642, 662, 688, 702-704, 706-708, 712-714, 721, 731, 737, 738, 741, 751, 815, 949, 953.
 Du Beux : 657.
 Du Bodan : 255, 257, 261, 262.
 Duboys : 247, 526, 529.
 Dubreuil : xvii, 545, 608, 659, 661, 687, 688, 716, 758, 801, 844, 848, 853, 921.
 Dubrulle : 442, 443.

Duclos : 151, 253, 494, 658, 664.
 Ducoumeau : 576.
 Dufaure : 183, 655, 903.
 Du Fay de Lauraguet : 305.
 Dufêtre : xvii, xxxvi, 236, 250, 291, 337, 347, 389, 402, 410, 464, 465.
 Dulimbert : 301, 302, 390, 391, 562, 563, 652, 721, 874.
 Dumont : 747.
 Dupanloup : xvii, xxiv, xxxvi, xxxvii, 5, 8, 23, 34, 37, 39, 44, 48, 106, 121, 132, 141, 148, 158, 163, 172-174, 191, 236, 288, 337, 346, 347, 349, 351, 360, 361, 370, 383, 394, 399, 429, 433, 489, 515, 516, 517, 526-529, 540, 560, 574, 575, 584, 592, 596, 609, 612-615, 617, 626, 630, 631, 633, 636, 639, 660, 663, 667, 668, 671, 674, 695, 702, 715-722, 733, 748, 750, 757, 765, 786, 804, 806, 808-813, 816, 831, 834, 840-846, 851, 854, 858, 868, 883, 889, 890, 898, 911, 920.
 Dupin aîné : 150, 224, 402, 464, 465, 682.
 Dupin (le baron), frère du précédent : 565, 779, 836, 846, 859.
 Dupont, cardinal archevêque de Bourges : xvii, 162, 292, 338, 435, 437.
 Dupont, député de la Vienne : 151.
 Dupont des Loges : xvii, xxxvii, 11, 56, 115, 149, 153, 272, 332, 338, 382, 639, 683, 716, 769, 770, 818, 823, 846, 851, 852, 858, 868, 869.
 Durand : 494, 654, 664, 925.
 Durand Saint-Amand : 317.
 Durando : 619, 620, 623.
 Duranti (de) : 151.
 Durekheim Montmartin (de) : 274.
 Dureau : 851, 872.
 Durfort de Civrac : 29, 151, 247, 636, 657, 929.
 Duruy : I, LI, 16, 585, 669, 670, 676-680, 682-685, 729, 732, 736, 757-769, 772-780, 806, 817, 826, 833, 835, 838-858, 862-875, 878, 892, 901, 904, 939, 950, 954, 955.
 Duval : 868.
 Duvernois : 920.

E

Epivent : xvii, 188, 258, 259, 365, 369, 435, 801.
 Escaille (de P) : 787.
 Eschassériaux : 740, 928.

Espinasse : 226-228.
 Esquiros : 921, 922.
 Estancelin : 912, 936.
 Estener, 575.
 Etcheverry : 151, 494, 733, 734.
 Etienne : xli, 797.
 Eugénie, impératrice des Français :
 XLIX, 59, 69, 100, 102, 112-114,
 124, 176, 183, 228, 235, 329, 343,
 350, 414, 507, 508, 594, 607, 619,
 620, 623, 649, 686, 704, 735, 736,
 742, 771, 780, 816-819, 824, 835,
 842, 855, 875.

F

Fabre : 675.
 Failly (de) : 820.
 Falloux (de) : xvii, xlv, 4, 8, 9, 15,
 23, 26, 29, 37, 115, 124, 172, 173,
 186, 190, 229, 243, 246, 249, 326,
 361, 362, 364, 369, 454, 506, 552,
 636, 637, 657, 663, 757, 761, 776,
 831, 834, 846, 905, 906, 908, 921-
 929, 955.
 Farini : 420, 424.
 Faure : 315.
 Fayre : xlvi, 220, 227, 328, 403, 493,
 495, 496, 606, 732, 757, 771, 826,
 829, 875, 893, 907, 918, 920-922.
 Féart : 254, 255, 262, 324, 342,
 395, 396, 587, 588, 657, 658, 673,
 874, 929.
 Félix : 117, 637, 702, 852.
 Ferlay : 315, 316.
 Féron : xvii, 295, 353, 369.
 Ferrand : 649.
 Ferry : 123, 132, 461, 463, 911,
 936, 938.
 Fessard : xl, 569, 572, 724, 731.
 Fillon : xvii, xxxvi, 187, 280,
 346, 551, 656, 799, 801, 845, 871,
 928.
 Flahac (de) : 651, 917.
 Flahault (de) : xlix, 622, 623.
 Flaubert : 859.
 Flavigny (de) : 29, 151, 227, 403,
 491, 493, 494, 634, 644, 664.
 Fleury, député de la Loire-Inférieure :
 251.
 Fleury, recteur de l'académie de
 Douai : 848, 872.
 Fleury (le général) : xlvi, 343,
 734, 742, 794, 795.
 Foisset : xlii, 172, 287, 495, 556,
 641.
 Fonbrune (de) : 867, 868, 928.

Forcade : xvii, xxxvii, 84, 85, 182,
 404, 481, 482, 483-484, 543, 551,
 799, 801.
 Forcade la Roquette : 817, 892.
 Fornari : 33, 93, 119.
 Fortoul : ix, 12, 16, 18, 22, 35,
 37, 38, 49, 56, 62, 63, 71, 72, 76,
 83-86, 88-91, 94-98, 101, 103-109,
 111, 112, 115, 117, 121, 125, 126,
 128, 131-133, 137, 139, 141-143,
 145-149, 152-155, 157, 163, 168,
 169, 177, 178, 182, 183, 187, 202,
 203, 205, 210, 214, 216, 245, 279,
 287, 293, 316, 319, 678, 839.
 Fouché-Lepelletier : 644.
 Fould : 16, 230, 234, 235, 486, 600,
 618-623, 926.
 Foulon : xvii, 791, 800, 801, 848,
 851.
 Foulquier : xvii, 299, 365, 653, 684,
 919.
 Fournier : xvii, xxxvii, 252.
 Franchi : 813.
 François II, roi de Naples : 426, 488.
 Freppel : xvii, xxiv, xxxix, 897.
 Freslon : 657, 905.
 Fresneau : 253, 636, 658, 659, 687.
 Fruchaud : xvii, 389, 435, 537, 801.

G

Gabriac (de) : 490, 569.
 Gaduel : 48.
 Gaillard (de) : 505, 921.
 Galéran : 608, 692.
 Galliera (Mme de) : 641.
 Gallix : xiii, xv, 253, 555.
 Galtier : xvii, 104, 112, 182, 308.
 Gambetta, 639, 911, 921, 922, 937.
 Gareau : 227, 494, 644, 664, 673.
 Garibaldi, nonce à Paris : 5, 8, 84, 92,
 Garibaldi : 335, 408, 411, 420, 423,
 426, 618, 747, 756, 815, 816, 818, 820,
 822, 823, 828, 829.
 Garnier, préfet : 235, 846, 854.
 Garnier, député des Hautes-Alpes :
 649, 664, 734, 740.
 Garsignies (de) : xvii, 85, 285.
 Gasté (de), président du tribunal de
 Laval : 531.
 Gasté (de) : 659, 932.
 Gaudin : 929.
 Gaujol (de) : 552, 553.
 Gaulot : 165, 221, 697, 698, 853.
 Gaultier : 481.
 Gaume : 34, 48, 141.
 Gay : xxxviii, 190, 346, 518, 630, 884.

Gazailhan : xvii, 687, 688, 786, 801.
 Geiger (de) : 272.
 Gellibert des Seguius : 666, 734, 740.
 Genteur : 191, 207, 773, 780.
 Gerbet : xvii, xxxvii, 7, 85, 182, 277, 308, 352, 360, 362, 391, 613, 654.
 Gérin : xvii, xxvii, 794-799, 801, 882, 895, 926, 950.
 Geslin de Bourgogne : 660, 661.
 Gévelot : 912.
 Gibert : 190, 884.
 Gicquel : 525, 526, 531, 628.
 Gignoux : xvii, 185, 284, 347, 809.
 Ginouilhac : xvii, xxiv, 48, 84, 165, 166, 182, 314, 339, 544, 649, 708, 716, 719, 794-796, 801, 806, 809-811, 883, 890, 895.
 Girardin (de) : 159, 605, 637, 735, 750.
 Giraud, député du Cher : 916, 917.
 Giraud (L.), journaliste : 838, 855-858, 862.
 Giraud (Maximin) : 165, 166.
 Giraud : 657.
 Giroi-Pouzol : 937.
 Girou de Buzareingues : 919.
 Gisclard : 494, 664.
 Glais-Bizoin : 660, 661, 754, 887, 931.
 Godard : 609, 610.
 Godard-Desmarets : 494, 645, 734.
 Gomot : 191.
 Gondon : 236, 610, 611.
 Gondrecourt (de) : 525.
 Gorsse : 920.
 Gouault : 380.
 Gouin : 227, 494, 644.
 Gourgaud : 914, 915.
 Gousset : xvii, xxxvii, 5, 34, 39, 47, 49, 83, 112, 126, 132, 148, 149, 176, 182, 187, 199, 201, 202, 250, 277, 285, 327, 382, 402, 435, 789, 802, 809, 951.
 Goyon (de) : 180, 407, 413, 414, 421, 422, 425, 510, 521, 523, 601, 607, 611, 616.
 Grammont (de) : 494, 647-649, 666, 734, 909, 914.
 Gramont (de) : xxvi, xlix, 181, 202-205, 209, 230, 326, 328, 330, 343, 344-346, 353, 358, 398, 403, 404, 406-410, 413, 416, 421-426, 436, 437, 478, 483, 485-488, 506, 507, 509-513, 520-522, 540-545, 625 900.
 Grandperret : 527, 804.
 Granier de Cassagnac : xlv, 15, 350, 403, 490, 493, 497, 655, 926.
 Grasset (de) : 924.

Gratry : xxxix, 283, 327, 757, 788, 801, 827.
 Graveran : xvii, xxxvii, 12, 43, 259, 260.
 Grévy : 903.
 Greyfié de Bellecombe : 419, 494, 664.
 Grimardias : xvii, 786, 801.
 Gros, évêque de Versailles : 5, 283.
 Gros, évêque de Tarentaise : 789, 801.
 Gros, député du Haut-Rhin : 914.
 Grouchy (de) : 494, 644, 664, 734, 740.
 Guépin : 929.
 Guéranger : xl, 54, 249, 250, 346, 363, 446.
 Guerber : 386, 870.
 Guérout : 159, 231, 232, 234, 346, 643, 644, 675, 732, 734, 735, 750, 753, 757, 826, 860, 885, 889, 919, 936.
 Guerrin : xvii, 63, 287.
 Guerry (Mme de) : 218.
 Guesdon : 550.
 Guettée : xxxix, 289.
 Gueulette : xvii, 723, 801.
 Guibert : xvi, xvii, xxiv, xxxvii, 21, 45, 149, 150, 163, 184, 185, 229, 231, 236, 289, 298, 345, 348, 361, 364, 378, 383, 418, 427, 433, 459, 502, 514, 515, 551, 552, 591, 615, 616, 639, 641, 664, 669, 670, 744, 788, 801, 803, 804, 808, 810, 811, 846.
 Guibert : xvii, 794, 801, 920.
 Guiraud (de) : 925.
 Guiter : 801.
 Guizot : xlvii, 172, 362, 637, 887.
 Guyard-Delalain : 494, 643, 664.
 Guyot-Montpayroux : 917, 935, 937.

II

Hacquard : xvii, 790-792, 801.
 Haentjens : 656, 776, 928.
 Hallez-Claparède : 494, 646, 664, 665, 734, 740, 768, 909, 913.
 Halligon : 250.
 Halt : 755.
 Hamille : xv, xxvii, 37, 54, 71, 72, 93, 182, 185, 215, 435, 444, 448-451, 456, 459, 468, 469, 471-474, 482, 570, 578, 595, 670, 765, 807, 871.
 Hamon : xli, 878.
 Hamriot : 769, 851, 852, 869, 870.
 Hartmann : 852, 914.
 Haussmann : xlv, 282.
 Haussenville (d') : 371.
 Havel : 748.

Havin : 160, 171, 226, 263, 505,
604, 643, 645, 732, 734, 740, 749,
754, 757, 875.
Heeckeren (de) : 489.
Hiraboure : xvii, 183, 310, 340, 435.
Hohenlohe (de) : 899.
Huder : 504.
Hugo : 13, 748,
Hugonin : xvi, xvii, 788, 789, 792,
800, 801, 808, 845, 897, 950.
Huyac (Ch. Loyson) : xli, 724,
790, 800, 801, 809, 881, 891, 901.

I

Icard : xli, 138, 689.
Isoard, préfet : xi, 648, 672, 867.
Isoard, auditeur de Rote, frère du
précédent : xvii, xxxiii, xxxiv, 787,
789, 800, 801, 901.

J

Jaffré : xxxv, 257, 687.
Jandel : xli, 411.
Janicot : 638.
Janvier de la Motte, député du
Tarn-et-Garonne : 151, 305, 306,
494, 734, 909.
Janvier de la Motte, préfet : 264,
265, 912, 922.
Janzé (de) : 660, 661, 666, 740, 931,
934.
Jaquemet : xxxvii, 157, 200, 236,
251, 252, 347, 379, 381, 396, 405,
429, 487, 502, 636, 639, 774, 788, 808,
Jaubert : 916.
Jaucourt (de) : 673, 911, 912.
Javal : 740.
Jeanin : 244, 263.
Jerphanion (de) : xvii, 304,
Jonage (de) : 494, 734.
Jordany : xvii, 94, 182, 316, 348, 801,
903.
Josseau : 494, 734.
Jourdain, directeur au ministère
de l'Instruction Publique : xxiv,
xxxiii, 37, 59, 554.
Jourdain, recteur de l'Académie de
Rennes : 253.
Jouvencel (de) : 644, 911, 912.
Jouvenel (de) : 227, 294, 494, 537, 651,
664.
Jovyac (de) : 801.
Juarez : 816, 885.
Juste : xiii, 254, 341, 516, 627.

K

Keller : xliii, 125, 275, 363, 371,
373, 374, 387, 492, 494, 506, 538,
539, 556, 558, 606, 634, 635, 643,
647, 664, 707, 903, 914, 927, 928,
952.
Kératry (de) : 932.
Kercaradec (de) : 256.
Kerdrel (de) : 29, 44, 253, 636, 658,
930, 931.
Kersalaun (de) : 525.
Kervéguen (de) : 494, 666, 734.
Kolb Bernard : xliii, 268, 371,
385, 491, 494, 645, 666, 674, 731,
732, 734, 739, 740, 775, 834, 903,
909, 913.

L

La Bouillèrie (de), évêque de Carcas-
sonne : xvii, xxxvii, 55, 94, 182,
250, 307, 352, 391, 502, 560, 801,
925.
La Bouillèrie (de), frère du précédent :
30.
La Bouillèrie (de), banquier : 410.
Lacave-Laplagne : 655, 926.
Lacheisserie (de) : 494, 650, 664.
Lacordaire : xl, 5, 8, 23, 117, 118,
309, 327, 362, 454, 560.
Lacroix, évêque de Bayonne :
xvii, 309, 340, 571, 573, 823.
Lacroix, éditeur : 756.
La Croix d'Azolette : xvii, 186, 311.
Lacroix Saint-Pierre : 650.
Ladoue (de) : xvii, 111.
Lafond de Saint Mur : 734.
Lagarde : 650.
Lagrange (F. de) : 151, 494, 734.
La Guéronnière (de) : 156, 178, 325,
335, 336, 355, 488, 489, 490, 518
526, 528, 604, 619, 681.
La Guistièrre (de) : 658, 666, 734, 930.
Laity : 310.
Lallier : 780.
Lambert : 570.
Lamblin : 916.
Lambrecht : 645, 664, 734, 740, 909,
913.
Lamennais (J. M. de) : xli, 211, 256,
257.
Lamoricière (de) : l, 406-408, 412,
413, 420, 421, 426, 445, 467, 488,
538, 738.
La Motte de Broons : xvii, 255,
259, 396.

Landriot : xvii, 112, 182, 187, 201, 236, 313, 353, 544, 546, 608, 655, 716, 759, 789, 793, 800, 801.
 Langalerie (de) : xvii, 184, 280, 348, 351, 365, 746, 801.
 Langénieux : 726.
 Langlais : 150, 248, 249, 682.
 Lanjuinais : 654, 663-665, 734, 903, 929.
 Lanneluc : 310.
 Lapeyrouse (de) : xi, 278.
 Laprade (de) : 561, 593.
 Larcy (de) : 675, 837, 922-925.
 Lareinty (de) : 929.
 La Riboisière (de) : 658.
 La Rochefoucauld Bisaccia (de) : 371, 408.
 La Rochejaquelein (de), sénateur : 242, 245, 246, 383, 394, 489, 495, 505, 516, 520, 604, 679, 680.
 La Rochejaquelein (de), fils du précédent : 856, 867, 926, 927.
 Larrabure : 494, 673, 934.
 Larroque : 400, 748, 749.
 Las Cases (de), député du Maine-et-Loire : 247, 494, 657, 666, 734, 929.
 Las Cases (de), évêque de Constantine : xvii, 791, 792, 799, 801.
 La Tour (de) : 27, 28, 66, 151, 159, 178, 188, 258, 259, 328, 371, 403, 494, 660, 675, 732, 734, 776, 871, 931.
 La Tour d'Auvergne (de), archevêque de Bourges : xvii, 110, 512, 545, 615, 799, 801, 916.
 La Tour d'Auvergne (de), ambassadeur à Rome, frère du précédent : 623-625, 687, 939.
 Latour Dumoulin : 649, 734, 740, 915.
 Latour Maubourg (de) : 734, 917.
 Laugier de Chartrouse : 494, 734, 922.
 Laurence : 233-235, 369, 550.
 Laurent : 187, 537, 570.
 Laurentie : 638.
 Laurin : 588.
 La Valette (de) : xxvii, xlix, 176, 509, 510, 512, 513, 547, 549, 600, 601, 603, 604, 606, 607, 611, 612, 615, 617-619, 623, 673, 698, 731, 737, 817, 824, 834, 874, 892-894, 896, 899, 900, 905, 908, 939.
 Lavedan : 611, 752.
 Lavergne (de) : 655.
 Lavigerie : xvii, xxxiii, xxxvii, 512, 600, 612, 613, 615, 618, 630, 690, 716, 720, 723, 758, 769, 776, 784-788, 791, 792, 794, 799, 800, 801, 808, 810, 882, 889.

Lavisse : 677, 847, 855, 864.
 Le Beschu de Champavin : 395, 396.
 Lebreton, évêque du Puy : xvii, 258, 631, 660, 785, 786, 799, 801, 853, 917.
 Lebreton, député d'Eure-et-Loir : 494, 665, 734, 740.
 Leclerc d'Osmonville : 151, 249, 494, 656, 734.
 Lecourtier : xvii, 84, 540, 541, 543, 544, 546, 563, 608, 692-694, 716, 720, 729, 800, 801, 854, 872, 924, 935, 950.
 Le Crom : 397.
 Lédier : 734.
 Lefébure, député du Haut-Rhin : 438, 439, 734, 740.
 Lefébure, député du Haut-Rhin, fils du précédent : 914.
 Lefebvre : xi, 673, 929, 930.
 Lefebvre-Duruflé : 67.
 Lefranc : 926.
 Legay (Mlle) : 575, 576.
 Le Gorrec : 660, 661.
 Legrand : 268, 269.
 Leherpeur : xvii, 550.
 Le Joubioux : 255-257, 397.
 Lemée : xvii, 7, 12, 37, 42, 43, 258, 259.
 Le Méhorel de la Haichois : 151, 256, 494, 659, 734.
 Lemercier : 29, 125, 151, 227, 236, 313, 328, 363, 371, 373, 374, 393, 403, 444, 493-495, 556, 565, 634, 655, 661, 903, 926, 928.
 Lenglé : 270.
 Lenormant : 611.
 Léon (de) : 658.
 Le Pelletier d'Aulnay : 494, 734.
 Leprête (Antoinette) : 441, 442, 534, 577.
 Le Provost de Launay : 306, 526, 527.
 Lequette : xvii, 787, 799, 801, 913.
 Lequeux : xxvi 33, 47, 94.
 Leret d'Aubigny : 656.
 Le Roux, (A.) député de la Vendée : 87, 539, 927.
 Le Roux (Ch.), député des Deux-Sèvres : 394, 656, 867, 926, 927.
 Le Roy : 850.
 Leroy-Beaulieu : 151, 223, 263.
 Lescours (de) : 394.
 Lescuyer d'Attainville : 494, 666, 734.
 Lesercant de Monnecôte : 494, 645, 666.
 Lespérut (de) : 227, 497, 734, 740.

Lespinay (de) : 87, 100, 927.
 Lesseps (de) : 921, 922, 935.
 Leusse (de) : 913, 914.
 Levasseur : 305.
 Le Verrier : 141, 773, 778.
 Levert : xi, 298, 299, 516, 519,
 520, 524, 525, 628, 673, 787, 853,
 874, 922.
 Levet : 649.
 Levezou de Vesins : xvii, 311, 410.
 Lhémeau : 500-502, 519.
 Liégeard : 770.
 Limairac (de) : 926.
 Linnerviel : 575, 576.
 Littré : 633, 663, 748, 861, 863, 911.
 Loisme (de) : 684.
 Lorette, 306, 521.
 Lorgeril (de) : 930.
 Lottin : 33, 38.
 Lourmel (Mme de) : 414.
 Louvet : 29, 151, 236, 656, 734, 929.
 Lowasy de Loinville : xi, 246, 516.
 Luzy Pélissac (de) : 734.
 Lyonnet : xvii, 45, 186, 295, 316,
 339, 552, 609, 723, 801, 854.

M

Mabile : xvii, xxxvii, 92, 187, 277,
 279, 280, 283, 380, 382, 571, 687,
 697, 724, 781, 790, 801, 802, 804, 808.
 Macé : li, 753, 869.
 Mac Mahon (de) : 574, 882.
 Maggiolo : 851, 873.
 Magin : xiii, 534, 532, 537.
 Magnan : 559, 656, 752, 753, 781,
 783.
 Magne : 16, 486, 507, 619, 669,
 824, 843.
 Magnin : xvii, 419, 484, 608, 649, 801.
 Magnitot (de) : 291, 551.
 Mafaret (Mme de) : 114, 414.
 Malézieux : 734.
 Malher : 272, 317.
 Mallet : 443, 466, 533, 574-576.
 Mame : 494, 644.
 Manin : 822.
 Manning : 813.
 Maret : xxi, xxxix, 105, 106, 185,
 186, 205, 326, 328, 475-479, 483,
 487, 512, 540, 542, 543, 545, 546,
 552, 553, 630, 689, 702, 708, 723,
 744, 751, 785-788, 790, 792, 794, 799,
 800, 807, 883, 890, 950.
 Marguerie (de) : xvii, xxiv, 5, 236,
 291, 338, 348, 352, 389, 429, 650,
 752, 799, 809.

Marie : 650, 663, 921, 922.
 Marmier (de), député de la Haute-
 Saône : 647-649, 664, 675, 734, 909,
 915.
 Marmier (de), député du Doubs : 915.
 Martel : 645, 664, 734, 740, 909, 912.
 Martial : xvii, 189, 259, 368, 397, 660.
 Martinelli : 655.
 Martinet, curé à Moulins : 191.
 Martinet, maire de Château-Gon-
 thier : 249.
 Marty : 306.
 Massé : 916.
 Massonais : xvii, 311, 542.
 Massy : xi, 233-235.
 Mathieu, cardinal archevêque de
 Besançon : xvii, xxxvii, 20, 34, 82,
 83, 148, 151, 163, 277-279, 352,
 387, 402, 464, 487, 490, 491, 501,
 503, 524, 539, 565, 566, 604, 605,
 647, 680, 695, 709, 720, 722, 729,
 730, 738, 804, 809, 812, 823, 825,
 897, 915.
 Mathieu (Mélanie) : 165, 166.
 Maupas (de) : 171, 191, 294, 301,
 303, 723, 778.
 Maupoint : xvii, 112, 185, 801.
 Maximilien, empereur du Mexique :
 600, 722, 816.
 Mazaenod (de) : xvi, xvii, xxxvii,
 7, 15, 183, 187, 318, 319, 353, 378,
 388, 402, 438, 546.
 Mazzini : 816.
 Meaux (de) : 636, 652, 664, 918.
 Meignan : xxxvii, 327, 722, 723,
 758, 785, 800, 801, 845, 888.
 Meirieu : xvii, 316.
 Méleuc (de) : 341.
 Mellinet : 752, 753.
 Mellon Joly : xvii, 288, 348.
 Melun (de) : xliii, 4, 18-20, 124,
 138, 236, 283, 674, 839.
 Menabrea : 819, 821, 831, 893, 894.
 Menjaud : xvii, 7, 45, 198, 270,
 271, 338, 389, 435, 801.
 Menneval (de) : 403, 437.
 Menuet : 100.
 Mercier : 249, 656.
 Méricée : xlv, 362, 402, 511, 623,
 633, 682, 686.
 Merlière (Mlle de la) : 165, 166, 220,
 221, 234.
 Mérode (Mgr de) : l, 8, 358, 362,
 404-408, 413, 421, 422, 424-426,
 488, 521-523, 738.
 Mérode (de), frère du précédent :
 xliii, 6, 17, 29, 44, 636, 647-649, 915.

Métivier : 248.
 Michaud : xxxix, 801.
 Michelet : 536, 748, 779, 911.
 Michon : xxxix, 755, 779, 801.
 Migeon : 224, 275, 647.
 Migneret : 274.
 Millet : 494, 733, 734, 921.
 Minghetti : L, 703.
 Mioland : xvii, xxxvii, 103, 186, 236, 309, 435.
 Mocquard : 123, 178, 350, 505, 531, 532, 736.
 Modena : 610.
 Monier de la Sizeranne : 57, 315, 494, 664.
 Monneraye (de la) : 931.
 Montalembert (de) : xxiv, xlii, xliii, 3, 4, 7, 9, 10, 14-17, 20, 21, 23, 29, 44, 45, 115, 134, 148, 150, 172-175, 222-224, 235, 249, 251, 266, 277-279, 326, 350, 361, 362, 404, 454, 489, 507, 610, 636-639, 641, 642, 646-649, 652, 655, 660, 661, 663-665, 674, 702, 757, 809, 830, 831, 844, 903, 908, 918.
 Montebello (de) : 612, 619, 624, 704, 743.
 Montebello (Mme de) : 414, 619, 742.
 Montjoyeux : 292.
 Montsaunin (de) : 916.
 Montreuil (de) : 151, 223, 264, 265, 644.
 Moreau : xli, 249.
 Morgan (de) : 494, 734.
 Morin : 315.
 Morisot : 253.
 Morlhon (de) : xvii, 296.
 Morlot : xvii, 5, 16, 59, 83, 132, 172, 176, 183, 184, 187, 188, 198, 208, 226, 236, 282, 283, 289, 336, 353, 364, 402, 404, 415, 416, 436, 476, 484, 528, 534, 545, 551, 558, 565, 585, 615, 629, 630, 686, 723, 724, 726, 727, 801.
 Morry (de) : 6, 64, 66, 160, 400, 492, 493, 507, 513, 539, 619, 622, 623, 639, 651, 731, 736.
 Mortara : xv, 230-232, 234, 284, 350, 576, 704, 708, 789, 799, 947.
 Mortemart (de), député de la Seine-Inférieure : 5, 29, 151.
 Mortemart (de), député du Rhône, frère du précédent : 151, 227, 494, 652, 664.
 Mouniq : xvi, xvii, 481-483, 540-543, 547, 549, 550, 683, 787, 801, 882, 950.
 Mourier : xiii, li, 248, 255.

Moustier (de), ministre des Affaires Étrangères : 741-743, 796, 817-821, 825-827, 829-831, 842, 876-882, 892, 893.
 Moustier (de), frère du précédent : 911.
 Mouzard-Sencier : xi, 304.
 Mullois : 444.
 Murat (Joachim), député du Lot : 151, 295, 494, 734.
 Murat (Lucien), sénateur : 120, 559.

N

Nanquette : xvii, 94, 182, 250, 348, 372, 383.
 Napoléon I^{er} : 4, 10, 27, 46, 69, 99, 150, 199, 254, 300, 366, 369, 370, 372, 377, 452, 496, 570, 604, 605, 735, 745, 941, 953.
 Naquet : 754, 856, 861.
 Nardi : 504, 616.
 Nau de Beauregard : xi, 279.
 Nefftzer : 159, 636, 637, 639, 750.
 Nettement : 362.
 Ney (Edgar) : 3, 24.
 Nicolas : xlii, 37, 93.
 Niel : 746, 747, 815, 819, 820, 871..
 Nigra : 420, 423, 508, 619, 703, 704, 738, 742, 746, 816, 817, 832, 894.
 Nisard : li, 780.
 Nizole : 275.
 Nogret : xvii, 551-553, 631, 801, 903.
 Noualhier : 151.
 Noubel : 895, 926.
 Nouvel : 931.

O

Obré : 435, 436.
 Odent : 438, 851, 852.
 Olivier : xvii, xxxvii, 85, 96, 187, 264, 265.
 Ollivier (Émile) : xxxii, xlii, 219, 492, 648, 664, 706, 733, 736, 739, 740, 873, 885-887, 894, 895, 899, 920, 939, 951, 952, 955.
 Ollivier : 651.
 O'Quin : 151, 309, 493, 494, 734.
 Ordinaire : 915.
 Orsini : 171, 183, 206, 224, 225, 227, 492.
 Oudin : 243, 394, 519.
 Ouvrard : 227, 494, 664.

P

Padoue (de) : 6, 329, 349.
 Pagézy : 303, 654, 924.
 Pallu du Parc : xvii, 289, 383, 429.
 Palluel : 734.
 Pamard : 505, 921.
 Parieu (de), ancien ministre de l'Instruction Publique : 6, 133, 178, 732, 772, 824, 939.
 Parieu (de), député du Cantal, père du précédent : 151, 295, 494, 651, 734, 917.
 Paris : 771.
 Parisis : xvii, xxxvii, 5, 20, 45, 63, 83, 132, 141, 149, 154, 155, 171, 182, 185, 210, 218, 266, 267, 328, 337, 347, 351, 360, 363, 384, 415, 433, 443, 475, 480, 528, 534, 560, 577-579, 584, 585, 594, 608, 616, 671, 672, 678, 679, 716, 719, 749, 750, 758, 787, 804.
 Parme (duchesse de) : 326, 329, 724.
 Partouneaux : 151.
 Pasteur : 780.
 Pastoureau : xi, 254, 255, 277, 648, 794, 873.
 Patrizi : 113, 115.
 Paul, procureur général : xxii, 672.
 Paul, préfet : 296.
 Paulmier : 734.
 Paulze d'Ivoy : 245, 341, 393, 516.
 Pavy : xvii, xxxvii, 186, 346, 716, 790, 791.
 Pelissier : 553.
 Pelletan : 753, 779, 921, 922, 955.
 Pepoli : L, 113, 180, 703, 704, 819.
 Pèreire (Émile) : 655, 734.
 Pèreire (Eugène) : 654, 920, 934.
 Pèreire (Isaac) : 654, 673, 925, 934.
 Périér (Casimir) : 649, 673, 795, 912.
 Pérouse : 494, 652, 664.
 Perras : 731.
 Perreyve : 327.
 Persigny (de) : xlv, 15, 18, 26, 27, 67, 120, 123-125, 147, 163, 171, 244, 251, 253, 319, 468, 486, 489-491, 494, 499, 505, 507, 513, 520, 527, 528, 530, 554, 555, 557-561, 565, 566, 596, 604, 618, 620-623, 626-629, 634, 643, 668, 669, 734, 818, 831, 874.
 Peschoud : xviii, 631, 786, 801.
 Pététot : 371, 801.
 Petit : 525.
 Peyrat : 159, 224, 637, 639, 641, 750.
 Peyrusse : 734.

Philippe (de Fr.) : xli, 213, 469, 538, 585, 685, 797, 835.
 Picard : 227, 771, 875, 907, 924.
 Pidoux : 915.
 Pie : xviii, xxxviii, 11, 33, 40, 103, 108, 115, 131, 149, 154, 169, 243-246, 249, 341, 346, 347, 349, 351, 362, 363, 370, 378, 393-395, 402, 405, 410, 415, 429, 476, 480, 489, 500, 515-526, 539, 556, 557, 574, 597, 605, 608, 627, 630, 641, 656, 669, 672, 673, 713, 716, 719, 720, 744, 757, 787, 804, 808, 823, 833, 836, 837, 853, 874, 904.
 Piéron Leroy : 645, 664, 734.
 Pierres (de) : 656, 929.
 Piétri (Pierre-Marie) : 123, 222, 227, 283, 490, 495, 513, 604.
 Piétri (Joseph-Marie), frère du précédent : 772.
 Pillet : 440.
 Pillon : xl, 256, 467, 568, 724.
 Pimodan (de) : 428.
 Pinard : xlv, 16, 579, 684, 824, 826, 833, 834, 841, 842, 867, 874, 892, 903, 905, 913.
 Piou : 183, 184, 309.
 Piou (Jacques) : 632.
 Piré (de) : 658, 734, 739, 930.
 Pissard : 419, 734.
 Pitra : xvi, xl, 625, 789, 833.
 Place : xviii, 631, 786, 787, 800, 801, 808, 846, 853, 921.
 Planté : 151.
 Plantier : xviii, xxxviii, 94, 182, 186, 236, 302, 365, 379, 391, 410, 433, 560-565, 605, 608, 616, 652, 672, 675, 716, 721, 746, 757, 801, 804, 823, 837, 846, 874, 923.
 Plichon : 224, 227, 269, 328, 403, 491, 492, 494, 495, 505, 506, 634, 645, 664, 665, 674, 732, 734, 740, 909, 913.
 Poëze (de la) : 927, 928.
 Pompignac (de) : xviii, xxxviii, 187, 295, 348, 801.
 Ponlevoy (de) : 871.
 Pons (de) : 309.
 Pons-Peyruc : 903, 908.
 Poplineau : 394.
 Porchez : xviii, 188, 480, 482.
 Poriquet : 256, 257, 261, 262.
 Portalis, sénateur : 163, 176.
 Portalis, député : 494.
 Poujoulat : 362, 922.
 Preissac (de) : 295.
 Poussielgue : 371.
 Pouyer-Quertier : 494, 645, 734, 912.

Prévost-Paradol : 637, 644, 907, 929, 936.
 Prilly (de) : xviii, xxxiii, 7, 286.
 Pron : 249, 310, 571, 573.
 Proudhon : 236, 728, 754, 756, 779.
 Puyberneau (de) : 242.

Q

Quesné : 734.
 Queuille : 333, 341.

R

Raess : xviii, 7, 154, 273-275, 339, 369, 386, 646, 647, 675, 768, 913, 914.
 Ramadié : xviii, 723, 799, 801, 889, 950.
 Rambourgt (de) : 224, 227, 494, 734.
 Ramière : 576, 788.
 Randon : xlv, 377, 414, 507, 525, 553, 579, 607, 619, 624, 633, 746, 749, 772, 781.
 Raspail : 918.
 Ratisbonne : xli, 465, 466, 533, 576.
 Rattazzi : 815, 818.
 Ravaisson : 863.
 Ravignan (de) : xl, 5, 91, 117, 122, 125, 146, 161.
 Ravinel : (de) 151, 270, 494, 734, 740.
 Ravinet : xviii, 482, 484, 546, 608, 800, 801, 805, 912.
 Rayneval (de), ambassadeur de France à Rome : xxi, xxvi, 22, 37-39, 46, 47, 49, 50, 84, 85, 90, 93-95, 99, 101, 102, 107, 108, 110, 113-115, 155, 180, 181, 193-195, 197, 200-203, 209.
 Rayneval (l'abbé de) : 787.
 Regnard : 756.
 Regnault : xviii, 236, 289, 382, 415, 433, 514, 515, 639, 846.
 Régnier : xviii, xxxviii, 76, 125, 268, 269, 337, 351, 364, 369, 385, 404, 405, 409, 534, 539, 574, 575, 578, 579, 639, 645, 767, 768, 812, 823, 845.
 Réguis (de) : 734, 740.
 Reille : 920.
 Reinach (de) : 914.
 Reiset (de) : 494, 664.
 Rémusat (de) : 633, 655.
 Renan : xlii, 593, 594, 605, 633, 679-682, 685, 748, 749, 754, 757, 778, 779, 859, 911, 912.
 Rendu : 324, 326, 588.
 Renouvier : 748.
 Rességuier (de) : 309, 571.
 Reys : 525.

Riancey (de) : 638, 887.
 Ricasoli : l, 508, 513.
 Richard, vicairé général de Nantes : xviii, xxxvii, 251, 252.
 Richard, préfet du Finistère : 260, 659.
 Richard (Maurice), député : 740.
 Richebé : 268.
 Richemont (de) : 494, 734.
 Rigail : 925.
 Rigault : 866.
 Rioussel : 935, 936.
 Rivet : xviii, xxxviii, 172, 287, 382, 545, 547, 608, 716.
 Robert (Charles) : 863, 869.
 Robin, évêque de Bayeux : xviii, 61, 263.
 Robin, professeur à la Faculté de Médecine de Paris : 748, 856, 857, 859, 861, 863, 911.
 Robiou : xviii, 262, 263.
 Rochemur (de) : 126, 127, 176.
 Rochemure (de) : 298, 494, 652, 734, 908, 918.
 Rochette (de la) : 251.
 Rogiat : 244, 245.
 Romeuf (de) : 917.
 Ropartz : 660.
 Rossat : xviii, 186, 270.
 Rouet : 693, 694.
 Rougemont (de) : 922.
 Roucher : li, lvi, lvii, 507, 513, 618-620-622, 669, 673, 674, 683, 703, 705, 731-734, 736, 737, 739, 741, 746, 771, 774, 816-818, 824, 829-835, 846, 856, 859, 867, 889, 891, 892, 894, 901, 908, 909, 939, 954.
 Rouland : ix, xiv, li, 61, 62, 70, 77, 79, 109, 123, 141, 160, 161, 167, 171, 178, 179, 182-189, 191-195, 197, 199, 201-206, 208, 210, 211, 213-219, 221, 224, 225, 232, 235, 236, 256, 259, 286, 294, 320, 328, 329, 332-334, 336, 342, 349, 352, 353, 364, 366, 368, 373-383, 386, 389, 391-395, 397, 400, 409, 410, 412, 415, 417, 418, 420, 428, 430-436, 438-448, 451, 455-457, 459-461, 462-465, 467-469, 472-483, 499, 500, 502, 503, 518, 520, 525, 527, 529-535, 539, 540-544, 546, 547, 549, 551-555, 560, 561-563, 567-598, 602, 603, 607-609, 613, 614, 616-618, 627-631, 641, 653, 659, 660, 664, 668-670, 672, 673, 676, 677, 680, 684-686, 789, 692, 701, 729, 730, 761, 772, 777, 781, 794, 797, 800, 801, 824, 946, 958.

Roulleaux-Dugage : 924.
 Rousselet : xviii, xxxviii, 263.
 Rousselot : 165.
 Rouxin : 930.
 Roy : xx, xxv, 726, 727, 784, 890, 950.
 Royer (de) : 224, 680-682, 824, 843, 856.

S

Sacconi : 93, 95, 97, 100, 404, 410, 436-438, 476, 478, 487, 511, 543, 630.
 Sacy (de) : 159.
 Saint-Arnaud (de) : xlv, 16, 91, 122, 154.
 Saint-Germain (de) : 151, 494, 733, 734.
 Saint-Paul (de) : 834.
 Saint-Pulgent (de) : 855, 868.
 Sainte-Beuve : xlvii, 633, 735, 748, 749, 753, 754, 778-780, 831, 839, 841, 859-861, 864, 872.
 Sainte-Croix (de) : 264.
 Sainte-Hermine (de) : 87, 242, 494, 762, 734, 868, 927, 928.
 Salinis (de) : xviii, xxxviii, 45, 48, 49, 83, 85, 111, 178, 182, 235, 284, 311, 340, 345, 365, 427, 435, 528, 544.
 Sallandrouze de Lamornaix : 494.
 Salles : 654.
 Sand (George) : 222, 748, 779, 780.
 Sartiges (de) : 686, 688, 691, 694-698, 700-703, 705-708, 712-715, 717-719, 721-724, 731, 737, 741, 743, 753, 787, 792, 793, 795, 796, 802, 808, 876-882, 884, 885, 889, 891, 893, 895, 900.
 Sarcey : li, 142.
 Saunhac (de) : 308 :
 Sauvestre : 750.
 Sauzet : 49, 173, 528.
 Schauenburgh (de) : 275.
 Scherer : 748, 750.
 Schneider : 731, 734, 746, 916.
 Sée : 862.
 Segrétaïn, député de la Mayenne : 151, 249, 250, 669.
 Segrétaïn, secrétaire général de la Mayenne : 530.
 Segris : 394, 494, 657, 673, 734, 824, 929, 939.
 Ségur (de), auditeur de Rote : xxi, 37, 46-48, 51, 83, 106, 110, 111, 114, 190, 283, 371-373, 382-386, 388-391, 395, 444, 446, 453, 571, 725.
 Ségur Lamoignon (Edgar de), frère du précédent : xxvi, 100, 108, 114, 170, 494, 646, 664.

Ségur d'Aguesseau (de) : 6, 17, 125, 162, 234, 235, 491, 505, 565, 604, 738, 778, 779, 836, 854, 858, 893.
 Sergent : xviii, xxxviii, 94, 182, 187, 260, 397, 585, 629, 659, 678, 758, 767, 801, 804, 931, 932.
 Serre (de) : 390, 412, 695, 696.
 Sérurier : 444.
 Sèze (de) : xxii, 244, 245, 516-519, 525.
 Sibour : xviii, xxv, xxxviii, 5, 18, 34, 38, 41, 48, 49, 72, 96, 105, 106, 117, 126, 132, 174, 183, 198, 220, 282, 283, 301, 320, 482, 629, Simon (Joseph) : 734.
 Simon (Jules) : 132, 757, 776, 826, 835, 839, 924.
 Sissón : 236, 610, 611.
 Sivry (de) : 270.
 Sohier : 872.
 Sola : xviii, 420, 579, 649, 699-701.
 Soubeyran (de) : 289.
 Steenackers : 936.
 Stiévenart Béthune : 734.
 Stumpf : 411, 481.
 Sue (Eugène) : 779, 780.
 Suin : 519, 670, 779, 837.
 Suleau (de) : 318, 319.

T

Tachard : 914.
 Taconet : 236, 368, 369, 807.
 Taine : xlvii, 593, 633, 675, 679, 748, 749, 754, 859.
 Talabot : 923, 924.
 Talbot : 358.
 Talhouet (de) : 29, 227, 494, 656, 734, 740, 824, 939.
 Tardif : xv, 35, 38, 110, 118, 128, 163, 169, 170, 176, 177, 378, 499, 534, 595, 689, 807, 808.
 Taschereau : 551, 553.
 Tauriac (de) : 494, 664.
 Testard du Cosquer : 483.
 Teste : 301.
 Teulon : 923, 924.
 Tharreau : 672.
 Thayer : 6, 17, 125, 565.
 Théry : 253, 255.
 Thibault : xviii, 93, 185, 202, 203, 352, 391, 436, 437, 544, 545, 723.
 Thierry (Amédée) : 648, 869.
 Thiers : xlii, xlvii, 134, 172, 362, 461, 495, 633, 636, 643, 645, 650, 655, 660, 663, 664, 668, 733, 734, 740, 746, 757, 765, 819, 827-831, 903-905, 907, 909, 913, 921, 922, 926, 929, 931, 932, 936, 954.

Thieullen : 6, 238.
 Thil : 930.
 Thoinnet de la Turmelière : 734.
 Thomas : xviii, 790-792, 801, 808, 865.
 Thomas-Kercado : 734, 931.
 Thourel : xxii, 68, 391, 405, 563, 564, 632, 652.
 Thouvenel : xxvi, xxvii, xlix, 50, 114, 357, 368, 373, 398, 400, 401, 404, 407, 410, 413, 416, 421-426, 475, 476, 478, 485, 487, 506-508, 510-513, 520, 522, 540, 543, 547, 549, 552, 593, 600-604, 606, 607, 612, 618-624, 626, 669, 673, 683, 690, 704, 706, 731, 735-737, 947.
 Thuillier : 731.
 Tirmarche : 198.
 Tissier : 211, 318, 388, 922.
 Tivier : 151.
 Tourangin : 673, 836.
 Tourette (de la) : 298, 734, 918.
 Tournon (de) : 588.
 Tromelin (de) : 659.
 Troplong : 14, 16, 49, 132, 198, 265, 619, 778, 807, 856, 859, 958.
 Trulhet : 437, 541, 543, 547, 690, 691, 718.
 Turgot (de) : 16, 39.
 Turinaz : xviii, 789.

U

Uzès (d') : 151, 223, 301, 302.

V

Vacca : 852.
 Vacherot : 226, 911.
 Vaillant : 618, 669.
 Valette : 755.
 Vallée : 466.
 Vallon : 246-248, 269, 385, 441.
 Vanjuas (de) : 249.
 Varin d'Ainvelle : 151.
 Ventavon (de) : 165, 315.
 Ventura : 220, 788.
 Verger : 183, 220, 286.
 Veillot (Eugène) : 5, 168, 223, 326, 902.
 Veillot (Louis) : xlii, xliii, 5, 6, 9, 10, 15, 16, 21, 23, 24, 34, 46,

48, 49, 54, 82, 92, 97, 145, 158, 159, 161, 163, 167, 168, 171, 172, 173-175, 178, 183, 184, 222, 223, 225, 226, 231, 232, 234, 236, 258, 284, 294, 326, 327, 331, 336, 343, 345, 347-349, 351, 359, 360, 366, 368, 369, 454, 487, 610, 612, 614, 632, 669, 671, 718, 750, 755, 756, 806, 828, 859, 865, 887, 890, 892, 951.
 Vianney : 165, 280.
 Victor-Emmanuel : xlix, 99, 112, 329, 330, 335, 344, 345, 350, 400, 401, 416, 421, 491, 705, 742, 817, 830, 885, 908.
 Viel-Castel (de) : xlv, 425.
 Vieillard : 160, 222.
 Viellard Migeon : 914.
 Vignat : 841, 851.
 Villecourt : xvi, 103, 108, 111, 112, 313, 553, 689.
 Villesaison (de) : 287, 293, 322, 361, 362.
 Vimercati : 894.
 Vincent (de) : 773, 777, 778, 837, 861.
 Viry (de) : 649.
 Viry (Mme de) : 414, 649.
 Vogué (de) : 636, 650, 916.
 Voltaire : 154, 157, 383, 724, 772, 779, 828, 834, 892.
 Voruz : 395, 657.
 Vuitry : 732, 774.

W

Wacquand (de) : 525.
 Walewski : 16, 93, 99-101, 104, 107, 113, 111, 170, 181, 188, 189, 192, 193, 195, 230, 328, 330, 343, 344, 357, 468, 486, 487, 507, 509, 619-622, 668, 669, 736, 825.
 Walle : 441, 442, 534.
 Wallon (Jean) : 461, 807, 808.
 Wendel (de) : 434, 740.
 West : 274, 647.
 Wicart : xviii, xxxviii, 94, 131, 250, 316, 395, 427, 529-532, 608, 716, 801, 823, 846, 874.
 Wisemann : 612, 613, 615.

Y

Yvoire (d') : 920, 936.

INDEX DES DIOCÈSES (1)

- Agen : 311, 393, 655, 854, 873, 895, 926.
 Aire : 310, 340, 393, 850, 873, 926.
 Aix : 105, 213, 318, 353, 427, 650, 935.
 Ajaccio : 194, 319, 320, 340, 388, 570.
 Albi : 43, 118, 304, 305, 654, 854, 920, 934.
 Algérie : 790, 791, 882.
 Amiens : 284, 285, 381, 382, 850.
 Angers : 11, 28, 43, 69, 145, 246-248, 341, 380, 394, 395, 409, 431, 465, 504, 538, 570, 615, 632, 656, 657, 671, 746, 805, 905, 929, 931, 935.
 Angoulême : 65, 80, 311, 312, 334, 393, 666, 755, 865.
 Arras : 61, 210, 266, 267, 384, 415, 431, 441-443, 577-579, 645, 745, 805, 873, 912, 913.
 Auch : 311, 340, 393, 431, 655, 926.
 Autun : 290, 291, 338, 389, 570, 650, 752, 852, 915.
 Avignon : 68, 317, 371, 388, 505, 569, 853, 921, 935.
 Bayeux : 263, 373, 383, 384, 645.
 Bayonne : 153, 309, 310, 321, 340, 392, 571-573, 579, 654, 766, 805, 854, 873, 926, 933.
 Beauvais : 284, 431, 850.
 Belley : 280, 339, 387, 388, 465, 647, 695, 699, 746.
 Besançon : 276-279, 339, 387, 431, 499, 597, 647-649, 671, 672, 675, 695, 805, 852, 914, 915, 933, 935.
 Blois : 289, 383, 505.
 Bordeaux : 65, 71, 105, 136, 211, 311, 393, 463, 575, 655, 771, 849, 854, 865, 870, 871.
 Bourges : 5, 292, 389, 472, 650, 851, 916, 917, 933, 935.
 Cahors : 294, 295, 340, 393, 581-583, 654, 920.
 Cambrai : 67, 76, 125, 267-269, 337, 384-386, 431, 441-443, 463, 465-467, 505, 533-535, 539, 570, 574, 575, 578, 579, 645, 671, 745, 760, 764, 767, 768, 833, 850, 873, 913, 934, 936.
 Carcassonne : 307, 391, 585, 924, 925, 933.
 Châlons-sur-Marne : 285, 286, 888.
 Chartres : 64, 288, 289, 665, 764, 851.
 Clermont : 295, 338, 389, 575, 576, 651, 917, 918, 937.
 Coutances : 68, 262, 263, 505, 645, 912.
 Digne : 316, 388, 427, 671, 920.
 Dijon : 287, 431, 764, 851.
 Évreux : 85, 264, 384, 644, 665, 912.
 Fréjus : 131, 316, 388, 586, 587, 666, 849, 853, 903, 920.
 Gap : 314, 315, 649, 920, 933.
 Grenoble : 164-167, 216, 220, 221, 314, 339, 388, 431, 579, 649, 794, 795, 920, 935, 936.
 Langres : 143, 287, 322, 377, 382, 441, 609, 936.
 Laval : 97, 341, 342, 395, 529-532, 656, 672, 745, 928, 929, 934.
 Limoges : 292, 293, 338, 389, 537, 853, 917.
 Luçon : 11, 43, 86-91, 100-104, 146, 153, 241, 242, 341, 394, 544, 587, 656, 867, 868, 910, 927, 928, 934, 935.
 Lyon : 78, 105, 122, 123, 145, 211, 296, 297, 389, 390, 405, 406, 408, 409, 411, 412, 431, 588, 652, 695-699, 778-780, 852, 853, 918, 934, 935.
 Le Mans : 11, 30, 33, 43, 97, 248-250, 383, 431, 656, 805, 871, 872, 928, 934.

(1) Les faits étudiés dans ce livre pouvaient être groupés de trois manières différentes. L'ordre chronologique permet seul de suivre dans son ensemble l'évolution de la politique ecclésiastique ; l'ordre logique, qui groupe les faits de même nature, est plus favorable à l'étude des différentes questions qu'intéresse la politique ecclésiastique : enseignement, congrégations, nominations épiscopales, etc ; enfin la diversité des régions françaises au point de vue politique et religieux, diversité dont l'importance est capitale, risque d'être méconnue si l'on ne suit pas l'ordre géographique.

J'ai employé tour à tour ces trois ordres, mais surtout l'ordre chronologique. Les faits relatifs à une même période sont donc généralement groupés, et il sera facile de les retrouver à l'aide de la table des matières. Pour que l'on puisse, en outre, retrouver rapidement les renseignements relatifs, soit à un diocèse, soit à une question particulière, j'ai cru bon de faire un index des diocèses et un index des matières, malgré les difficultés que présentent nécessairement l'établissement et la lecture de celui-ci.

Dans l'index, des diocèses, les trois évêchés algériens sont groupés à Algérie, et les quatre diocèses savoisiens à Savoie.

- Marseille : 41, 121-123, 162, 211, 318, 319, 371, 388, 431, 537, 570, 650, 663, 787, 805, 853, 854, 903, 921, 922, 933, 935, 936.
 Meaux : 286, 570, 644, 763, 911, 912.
 Mende : 43, 227, 299, 300, 653, 665, 672, 684, 685, 907, 919, 934, 935.
 Metz : 133, 154, 271-273, 338, 382, 575, 769, 770, 851, 852, 869, 870, 873.
 Montauban : 121, 305, 306, 393, 431, 671, 675, 926.
 Montpellier : 43, 119, 218, 219, 302, 303, 391, 427, 431, 436, 437, 505, 544, 608, 654, 692-695, 854, 924, 933, 935.
 Moulins : 64, 65, 153, 190-197, 206, 207, 338, 389, 837, 916.
 Nancy : 270, 271, 338, 431, 646, 769, 776, 791, 851, 873, 913.
 Nantes : 11, 33, 43, 124, 213, 250-252, 395, 396, 405, 431, 450, 504, 560, 598, 657, 663, 745, 746, 929, 934, 935.
 Nevers : 64, 291, 292, 337, 389, 535, 755, 851, 916.
 Nice : 419, 420, 579, 649, 699-701, 920, 933.
 Nîmes : 27, 119, 299-302, 353, 390, 391, 560-565, 608, 616, 632, 652, 653, 672, 675, 781-784, 837, 854, 922, 924, 935.
 Orléans : 288, 337, 383, 431, 526-529, 617, 644, 695, 811, 849, 872.
 Pamiers : 102-104, 925.
 Paris : 72, 73, 105, 154, 183, 281-283, 431, 643, 644, 663, 670-671, 695, 722-728, 800, 866, 911.
 Périgueux : 65, 311, 655, 671, 785, 854, 868, 869.
 Perpignan : 307, 308, 391, 654, 805, 854, 925.
 Poitiers : 11, 121, 153, 154, 210, 242-246, 341, 393, 394, 465, 500, 501, 515-526, 556, 557, 569, 570, 597, 627-629, 656, 672, 673, 683, 805, 836, 837, 866, 867, 926, 927, 934, 936.
 Le Puy : 43, 295, 296, 505, 581, 651, 853, 917, 933-935, 937.
 Quimper : 12, 43, 259, 260, 397, 463, 504, 629, 659, 767, 931, 932, 934-936.
 Reims : 285, 805.
 Rennes : 11, 43, 152, 228, 229, 253-255, 342, 395, 396, 431, 504, 587, 588, 592, 616, 657-659, 673, 675, 745, 762, 765, 868, 874, 929-931, 934.
 La Rochelle : 312, 313, 393, 538, 655, 864, 865, 926.
 Rodez : 42, 303, 304, 390, 505, 552, 653, 654, 672, 674, 755, 765, 919, 920, 934.
 Rouen : 105, 265, 384, 405, 504, 644, 850, 868, 912.
 Saint-Erieuc : 9, 12, 43, 138, 213, 258, 259, 368, 373, 397, 659-661, 931.
 Saint-Claude : 279, 280, 387, 388, 647, 760, 903, 915.
 Saint-Dié : 66, 270, 646, 873, 913.
 Saint-Flour : 295, 390, 651, 917, 934.
 Savoie : 416-419, 570, 649, 764, 920, 933, 934.
 Séez : 263, 383, 504, 912.
 Sens : 288, 851.
 Soissons : 85, 285, 321, 850.
 Strasbourg : 154, 223, 273-276, 338, 339, 386, 387, 438, 439, 504, 505, 539, 646, 647, 674, 768, 769, 852, 873, 913, 914, 934, 935.
 Tarbes : 232-235, 570, 925, 934.
 Toulouse : 119, 121, 308, 309, 392, 569, 571, 606, 632, 655, 762, 926.
 Tours : 134, 289, 290, 383, 644, 851, 872, 873.
 Troyes : 286, 441, 465, 805, 851, 873.
 Tulle : 153, 294, 389, 536, 537, 651.
 Valence : 143, 315, 316, 388, 650, 920.
 Vannes : 11, 43, 210, 228, 255-257, 261, 396, 397, 504, 545, 568, 659, 675, 687, 688, 786, 849, 931, 934, 935.
 Verdun : 269, 270, 646.
 Versailles : 283, 284, 805, 851.
 Viviers : 43, 158, 223, 298, 299, 390, 504, 652, 918, 919, 934.

INDEX DES MATIÈRES

Articles Organiques(1) : xvi, xx, xxv, xxvi. 14, 34-36, 46, 51, 53-55, 66, 67, 77, 81, 82, 95-98, 107, 109, 128, 176, 191-196, 198, 199, 201, 204, 219, 221, 222, 233, 374, 375, 401, 402, 418-420, 445, 447, 456, 458, 479, 489, 499, 500, 518, 588, 607, 663, 664, 669, 670, 698, 707, 709-712, 730, 731, 781, 783, 845, 879, 886, 943, 944, 949, 950.

Autorité des évêques sur le bas clergé : xviii, xxv, xxxi. 32-36, 38, 56, 77, 87, 177, 191, 193, 197, 208, 209, 436, 437, 454, 459, 608, 692-695, 700, 701, 725-727, 730, 782, 784, 809.

Budget du culte catholique, casuel, quêtes(2) et dîmes : xviii, xx, xxxiii, 18, 40, 55-63, 81, 177, 208, 209, 218, 228, 239, 240, 259, 263, 277, 293, 299, 304, 310, 312, 321, 459, 471, 488, 500, 529, 530, 579, 595, 597, 598, 701, 770, 879, 886, 887, 888, 927.

Conciles provinciaux : xix, xxvi, 47, 48, 49, 85, 87, 97, 98, 106, 111, 112, 201, 202, 347, 454, 458, 582, 836.

Congrégations romaines (3) : xv, xxv, xxvi, 31-33, 38-39, 47, 94, 98, 104, 154, 155, 156, 172, 200, 201, 202, 204, 208, 437, 454, 609, 610, 679, 693, 697, 726, 727, 730, 784, 810.

Congrégations

Congrégations : xiii, xiv, xxi, xxiv, xxvii, xxxix-xli, 8, 17, 28, 32, 34, 47, 70-76, 78-80, 91, 106, 110, 112, 116-130, 132-154, 160, 162, 184, 187, 190, 191, 206, 210-219, 227, 228, 239-241, 243, 245, 247-249, 252, 255-257, 259, 260, 262, 264-269, 271, 272, 274, 277, 279-293, 295, 297, 299, 300, 302-311, 313-319, 321, 323, 332, 338, 372, 374, 382, 385, 386, 388, 395, 397, 411, 438-443, 445-453, 456, 457, 460, 463-475, 480-482, 488, 524,

525, 533-539, 542, 550-552, 567, 579, 580-592, 595, 629, 632, 643, 657, 670, 671, 683-685, 688-692, 695, 718, 724, 725, 729, 732, 759, 766, 769, 772-777, 783, 785, 797, 805, 806, 812, 813, 835, 839, 842, 848, 849, 852-854, 856, 866-868, 870-872, 875, 889, 897, 922, 924, 941, 945, 948.

Congrégations : principales congrégations d'hommes :

Capucins : xli, 117, 125, 187, 247, 268, 283, 318, 441-443, 447, 463, 467, 534, 537, 570, 574, 671, 724, 805.

Carmes : xli, 112, 117, 303, 460, 570.

Chartreux : 216, 314, 579.

Dominicains : xl, 117, 118, 271, 287, 292, 297, 304, 314, 322, 460, 570, 579, 670, 671, 805.

Jésuites : xxi, xl, 8, 78, 91, 117-119, 121, 123, 125, 129, 132, 141, 144-146, 154, 160, 162, 187, 190, 210, 211, 218, 219, 228, 241, 243, 245, 247, 248, 252, 256, 260, 271, 272, 274, 279, 282-284, 287, 292, 296, 297, 299, 303, 305, 308, 309, 311, 314, 316-319, 322, 332, 338, 386, 388, 446, 450, 460, 463-465, 467, 482, 525, 552, 568-573, 576, 579, 632, 643, 657, 671, 683-685, 695, 718, 724, 725, 760, 761, 773, 785, 797, 805, 812, 813, 852, 856, 870-872, 874, 889, 897, 922, 924.

Lazaristes : 116, 144, 283, 688, 701.

Maristes : 116, 144, 291, 295, 304, 460, 465, 576, 577, 581.

Picpucciens : 116, 118, 282, 283.

Rédemptoristes : 117, 267, 268, 292, 385, 441-443, 534, 535, 539, 570, 574, 579, 629, 671.

Saint-Esprit (Pères du) : xl, 106, 116, 283, 411, 480-482, 550, 688-692, 723, 724.

Sulpiciens : xxi, xxiv, xli, 32, 47, 105, 110, 116, 184, 206, 282, 438, 542, 688, 689, 692, 730.

Congrégations d'hommes dirigeant des écoles secondaires : 133, 140,

(1) Voir Nonciature.

(2) Le dernier de Saint-Pierre excepté.

(3) Les chiffres en italique renvoient aux pages relatives à la congrégation de l'Index.

141, 144-146, 154, 210, 211, 241, 243, 272, 271, 279, 282, 284, 295, 297, 299, 302-304, 311, 313, 317, 452, 453, 463, 465, 470, 580, 581, 632, 670, 671, 683-685, 759-761, 806, 870-872.

Congrégations d'hommes vouées à l'enseignement primaire : XIII, XIV, XLI, 133-138, 140, 141, 146, 152, 153, 211, 212, 218, 228, 239, 243, 245, 249, 255, 256, 262, 264, 265, 269, 271, 281, 282, 285, 287, 289-292, 295, 297, 299, 306-308, 310, 311, 315-318, 321, 372, 382, 385, 395, 397, 438-440, 446, 452, 453, 457, 465, 468, 469, 473, 474, 488, 524, 537, 538, 581, 584-592, 685, 732, 761-766, 772-777, 835, 865-868, 875.

Congrégations d'hommes vouées à l'enseignement primaire : Frères des Écoles chrétiennes : XIV, XLI, 118, 137, 138, 146, 206, 211, 218, 297, 469, 538, 585, 685, 773.

Congrégations d'hommes vouées à l'enseignement primaire : Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel : XIII, XLI, 138, 146, 211, 212, 240, 256, 257, 259, 397.

Congrégations de femmes : XIII, XIV, XXI, 17, 28, 70-76, 126-129, 133, 138-140, 147, 149, 150, 153, 191, 213, 216-218, 260, 262, 264, 265, 267, 268, 269, 271, 273, 281, 285, 286, 287, 289, 291, 296, 297, 310, 311, 317, 318, 321, 442, 447, 450-453, 457, 464, 465, 466, 471-474, 533, 534, 567, 568, 574, 575, 577-579, 581, 582, 584-592, 764-766, 769, 774, 839, 842, 853, 854.

Congrégations de femmes : Dames de la Sainte-Union : 268, 466, 533, 534, 574, 575.

Congrégations de femmes : Sœurs de Notre-Dame de Sion : 466, 533, 575.

Congrégations enseignantes de femmes : XIII, XIV, 133, 138-140, 147-149, 150, 153, 191, 213, 262, 264, 265, 268, 269, 271, 273, 281, 285, 287, 289, 296, 297, 299, 310, 311, 318, 321, 447, 450-453, 471-474, 581, 582, 584-592, 764-766, 769, 774, 839, 842, 853, 854.

Divisions de l'Église : XV, XVI,

XXIV-XXVII, XXXII, XXXIII, 31-40, 46-52, 54, 83, 93, 94, 172-175, 182-186, 195, 196, 220, 247-250, 258, 259, 277, 279, 282, 283, 351, 360-363, 436, 437, 448, 453-455, 458, 459, 475-485, 546, 552-554, 607-617, 629-631, 674, 678, 685-702, 707-731, 750, 751, 755, 756, 781-813, 844, 845, 876-891, 895-901, 943, 944, 949-952.

Enseignement (1)

Enseignement : XIII, XIV, XVIII, XXIV, L, LI, 6, 20-23, 28, 62, 75, 88, 89, 94, 100, 117, 131-155, 162, 177-179, 210-215, 218, 223, 225, 239-245, 247, 249, 252-257, 259, 262-269, 271-275, 277, 279, 281, 282, 284-292, 295-299, 302-318, 321, 382, 395, 397, 419, 438-440, 452, 453, 457, 458, 460, 463, 468-470, 473, 474, 516, 524, 530-532, 537, 561, 573, 580-594, 676-685, 732, 753, 754, 756, 757-780, 793, 838-875, 908, 910, 945, 948.

Enseignement primaire : XIII, L, LI, 62, 75, 133-141, 146-155, 211-214, 218, 228, 239-241, 243, 245, 249, 255-257, 259, 262, 264, 265, 268, 269, 271, 277, 279, 281, 282, 285-292, 295-299, 306-308, 310, 311, 313, 315-318, 321, 372, 382, 385, 395, 397, 419, 438-440, 446, 452, 453, 457, 465, 468, 469, 473, 474, 488, 524, 537, 538, 581-592, 685, 732, 761-770, 772-778, 866-870, 875.

Enseignement primaire : Dons et legs : XVIII, 62, 75, 136, 137, 473, 474, 589-592, 762.

Enseignement primaire : Gratuité : XIV, 137, 146, 211, 218, 469, 585, 762.

Enseignement primaire : diffusion du français : XIII, 271-273, 275, 766-770, 869, 870.

Enseignement secondaire (garçons) : XIII, XIV, L, LI, 88, 100, 117, 133, 140-148, 154, 155, 210, 211, 241-243, 245, 247, 249, 253, 254, 256, 263, 266-268, 272, 274, 277, 279, 281, 282, 284, 285, 291, 295-299, 302-313, 315, 317, 452, 453, 460, 463, 465, 470, 530-532, 573, 580, 581, 632, 670, 671, 678, 680, 683-685, 759-761, 870-872.

1. Voir Congrégations.

Enseignement secondaire (jeunes filles) : xiv, 147-150, 153, 154, 213, 839-855, 872, 873.

Enseignement supérieur laïque : LI, 561, 592-594, 678, 682, 683, 754, 756, 758, 759, 778, 780, 838, 839, 855-864, 908, 910.

Enseignement supérieur ecclésiastique (Facultés de théologie, école des Carmes, chapelains de Sainte-Geneviève, séminaire de Sainte-Claire) : XIII, XVIII, XXV, 18, 104-110, 185, 186, 202-206, 245, 265, 282, 297, 302, 481, 595, 688-692, 800, 944.

Franco-Maçonnerie : 23, 120, 557-562, 728, 752-754, 781, 783, 810, 922.

Justice (la) et le clergé : XIX, XX, 77-80, 88-90, 212, 252, 275, 286, 288, 290, 295, 305, 308, 333-335, 338, 341, 372, 375-378, 380-382, 384-387, 390, 393-396, 427, 437, 441-443, 465-467, 499-503, 517-520, 524-526, 529, 530, 532-540, 563, 564, 569, 575-578, 585, 628, 653, 663, 664, 672, 673, 745, 746, 755, 770-772, 784, 933.

La Salette : 164-167, 220, 221, 234, 314, 795, 895.

Liturgie : progrès de la liturgie romaine : XVIII, XXVII, 31, 33, 49, 101, 115, 190, 198-200, 250, 267, 277, 279, 297, 448, 455, 695-699, 730, 792.

Liturgie : prières pour le souverain et prières publiques demandées par le gouvernement : XIX, XXVI, 12, 13, 69, 70, 86, 88, 89, 100-102, 115, 198-200, 207, 225, 238, 250-252, 257, 261, 298, 300, 317, 328, 332, 335, 337-340, 343, 366, 395, 415, 418, 503, 521, 525.

Lourdes : 232-235.

Mariage : XIX, 47, 49, 50, 80, 119, 162, 163, 194, 239, 284, 312, 320, 417-419, 770, 771, 941-943.

Nomination et institution canonique des évêques : XVI, XXI, XXII, 48, 83-85, 94, 103, 104, 111, 112, 182-190, 205, 435, 436, 454, 458, 475-485, 540-554, 629-631, 685-688, 712, 722, 723, 785-804, 833, 882, 885, 887, 895, 943, 948, 950.

Nonciature : XV, XXVI, 5, 8, 32, 33, 54, 83, 84, 90, 92-95, 97, 100, 107, 119, 155, 185-187, 189-193, 202, 203, 231, 342, 404-406, 410,

411, 424, 436-438, 454, 458, 475-479, 487, 509, 511, 540, 543, 593, 601, 608, 630, 641, 642, 668, 700, 701, 707, 720, 721, 723-726, 730, 784, 786, 788, 790, 791, 795-797, 818, 825, 878, 880, 890, 897, 898.

Presse

Presse : XIX-XV, XLVII, 148, 156-161, 163-174, 220-237, 282, 326, 331, 332, 335-337, 346-351, 359-361, 373, 374, 379, 399, 400, 415, 427, 432, 433, 454, 458, 459, 486, 497, 500, 538-540, 561, 562, 593-598, 610, 611, 635-641, 671, 672, 672, 681, 707, 710, 711, 716, 717, 719, 721, 722, 727, 748-752, 806, 807, 841-843, 875, 886, 887, 897, 898, 902-909.

Presse : principaux journaux : Ami de la Religion : XIV, 8, 20, 21, 37, 118, 157, 158, 161, 171, 174, 231, 235-237, 283, 332, 335, 350, 351, 360, 393, 402, 424, 432, 444, 497, 552, 561, 610, 611, 657, 750, 789.

Avenir National : XIV, 749, 750, 757, 827, 887.

Charivari : 497, 562, 843.

Constitutionnel : XIV, 9, 22, 158, 161, 163, 231, 284, 325, 350, 367, 399, 497, 534, 562, 749, 750, 842.

Correspondant : XV, 172, 173, 175, 222, 231, 235, 283, 327, 332, 346, 350, 351, 361, 497, 556, 561, 609, 635, 667, 671, 716, 749, 905-907.

Français : XV, 890, 898.

France : 619, 749, 750.

Gazette de France : 9, 158, 161, 166, 282, 308, 360, 497, 636, 638, 735, 747, 749, 903, 938.

Journal des Débats : 159, 161, 164, 171, 231, 234, 284, 362, 497, 633, 636, 717, 748, 749, 750.

Journal des Villes et des Campagnes : XV, 360, 497, 611, 635, 722, 749, 751, 838, 862, 890.

Monde : XV, 368, 489, 497, 557, 563, 564, 608, 610, 611, 635-638, 640, 661, 662, 694, 696, 697, 721, 724, 749-751, 800, 806, 807, 887, 902.

Opinion Nationale : XV, 346, 350, 399, 497, 539, 540, 626, 632, 735, 749, 750, 753, 754, 875, 905, 952.

Patrie : 158, 161, 350, 497, 510, 557, 749, 750, 842.

Pays : 158, 161, 350, 497, 510, 749.

Presse : xv, 130, 159, 161, 169, 171, 222, 224, 225, 231, 233, 234, 280, 282, 322, 346, 497, 520, 636, 637, 749.

Revue des Deux Mondes : 164, 497, 636, 748.

Siècle : xv, 130, 159-161, 164, 166-171, 213, 220, 222, 224, 225, 226, 231, 234, 263, 269, 280, 282, 322, 335, 336, 346, 353, 367, 368, 399, 400, 497, 505, 540, 556, 562, 593, 636, 637, 641, 662, 749, 753, 754, 757, 827, 834, 892, 905, 952.

Temps : 497, 636, 637, 748-750, 869, 872.

Union : 9, 158, 161, 233, 282, 480, 497, 608, 636, 638, 735, 749, 887, 903.

Univers : xv, 4-9, 13, 21, 23, 24, 27, 32, 34, 36, 38, 44, 48, 49, 82, 107, 120, 148, 158, 159, 161, 163, 164, 167, 168, 172-174, 183-185, 192, 196, 220-223, 225, 229, 231, 232, 233, 235, 236, 249, 254, 258, 266, 275, 278, 282-284, 308, 321, 326, 331, 332, 335-337, 345, 347-352, 358-360, 367, 368, 373, 386, 396, 397, 443, 454, 459, 480, 552, 610, 751, 789, 791, 806, 807, 811, 825, 828, 833, 839, 842, 859, 868, 869, 872, 875, 887, 888, 890, 892, 896, 902, 903, 905, 908, 909, 911, 917, 921, 924, 932, 937, 938, 942, 944, 947.

Principes de 1789 : 24, 163, 195, 262, 324, 363, 447, 453, 470, 493, 609, 610, 682, 709, 716, 717, 827, 886, 940-942, 946, 949, 958.

Processions et fêtes religieuses : xix, 63-70, 239, 250, 266, 270, 274, 302, 306, 342, 415, 530, 598, 606, 616, 628.

Question romaine : xv, xxiii, xxvi, xxvii, xlviii, l, 8, 24, 112-115, 168, 169, 174, 175, 177, 180-182, 209, 222, 224, 225, 229-232, 325-434, 445, 455, 475, 483, 485, 486-531, 596, 599, 600-625, 703-707, 714, 717, 728-747, 798, 814-832, 892-895, 906-909, 910, 937, 938, 940, 946-948.

Recrutement du clergé : xxxi, 57, 59-62, 239, 240, 242, 262-265, 276, 280, 281, 283-288, 290, 291, 293, 299, 307, 311, 314, 321, 694.

Repos dominical : xi, xix, 63-66, 119, 123, 162, 167, 223, 239, 243, 265, 266, 280, 285, 286, 312, 319, 718, 771, 778, 941, 942, 946.

Sociétés et œuvres catholiques d'assistance et de secours mutuels : xxi, 18-20, 29, 62, 63, 80, 119-125, 167, 227, 228, 239, 243, 248, 266, 268, 270, 283, 285-287, 290, 292, 297, 301-304, 306, 309, 318, 319, 323, 367, 373, 384, 385, 388, 389, 390, 393, 412, 443, 444, 453, 459, 460, 484, 502, 537, 539, 554-567, 570, 590-592, 597, 605, 628, 671, 835, 868, 948.

Société de Saint-Vincent de Paul, xxi, 119-125, 243, 248, 268, 270, 283, 287, 290, 292, 304, 306, 309, 367, 373, 384, 389, 390, 393, 412, 444, 453, 459, 460, 484, 502, 537, 539, 554-567, 570, 597, 605, 628, 671, 835, 868, 948.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Préface	VII
Sources et bibliographie	
Sources manuscrites	IX
Archives Nationales	X
F ¹	XI
F ⁷	XII
F ¹⁷	XIII
F ¹⁸	XIV
F ¹⁹	XV
F ⁷⁰	XXII
BB	XXII
O ⁵	XXIII
Versement de la Chambre des députés	XXIII
Archives du ministère des Affaires Étrangères	XXV
Papiers Baroche	XXVII
Abréviations	XXVIII
Sources imprimées et ouvrages	XXVIII
Instruments bibliographiques	XXVIII
Sources : Périodiques	XXIX
Sources : Débats et travaux parlementaires.....	XXX
Livres dont les questions religieuses sont le principal objet	XXXI
Généralités; questions théologiques; mouvement catholique libéral; rapports de l'Église et de l'État; administration et budget des Cultes; Saint-Siège....	XXXI
L'épiscopat	XXXIV
Le clergé parisien	XXXVIII
Congrégations	XXXIX
Catholiques laïques	XLII
Livres dont les questions religieuses ne sont qu'un objet secondaire	XLIV
Politique générale	XLIV
Affaires d'Italie	XLVIII
Instruction Publique	I.

PREMIÈRE PARTIE (1852-1858)

CHAPITRE PREMIER

Le coup d'État et le plébiscite

	PAGES
I. Du coup d'État au plébiscite.....	3
II. Le plébiscite	9

CHAPITRE II

L'organisation du nouveau régime et l'Église

I. Dispositions de Louis-Napoléon, et de ses conseillers vis-à-vis de l'Église	14
II. Mesures favorables à l'Église	17
III. Échec des principales revendications catholiques : assis- tance et enseignement	19
IV. Les catholiques et la suppression des libertés publiques	22
V. Les élections de 1852	25

CHAPITRE III

Le rétablissement de l'Empire et les divisions de l'Église

I. L'intervention du gouvernement contre les progrès de l'ultramontanisme	31
II. Le rétablissement de l'Empire	40
III. Les divisions de l'Église et l'échec des projets de sacre.	46

CHAPITRE IV

Les privilèges du clergé (1852-1858)

I. Inobservation des Articles Organiques	52
II. Le budget des Cultes et la situation temporelle du clergé	55
III. Fêtes et cérémonies	63
IV. Le décret du 31 janvier 1852 et son application	70
V. La justice et le clergé	77
VI. Conclusion	80

CHAPITRE V

Les relations du gouvernement impérial avec le Saint-Siège (1852-1856)

I. Nomination et inamovibilité des évêques (1852-1853) .	83
II. Le conflit de Luçon (1852-1853)	86
III. Les relations avec le Saint-Siège de janvier 1854 à juil- let 1855	91

TABLE DES MATIÈRES

985

PAGES

IV. La fin du conflit de Luçon et l'affaire de Pamiers (avril 1855-avril 1856)	99
V. Les facultés de théologie	104
VI. Les relations avec le Saint-Siège à la fin du ministère de Fortoul.....	110

CHAPITRE VI

Les congrégations d'hommes et les associations religieuses laïques (1852-1856)

I. Les congrégations d'hommes et les associations reli- gieuses laïques (1852-1854)	116
II. Les inquiétudes du gouvernement (1852-1854)	120
III. La pétition Rochemur (1856)	126

CHAPITRE VII

L'enseignement (1852-1856)

I. Tendances du gouvernement	131
II. L'enseignement primaire	133
III. L'enseignement secondaire.....	140
IV. Le décret du 31 décembre 1853 et la loi du 14 juin 1854	146

CHAPITRE VIII

La presse et l'opinion (1852-1856)

I. La répression cléricale (1852-1854)	156
II. Premiers signes d'une réaction anticléricale (1854-1856)	162
III. Les catholiques libéraux (1852-1856)	172
IV. La situation en 1856 et la nomination de Rouland... ..	175

CHAPITRE IX

Les relations du gouvernement impérial avec le Saint-Siège (1856-58)

I. La question romaine et le remplacement de Rayneval..	180
II. Les nominations épiscopales de 1856 à 1859.....	182
III. Le conflit de Moulins (1856-1857)	190
IV. L'empereur et les privilèges de la couronne de France..	197
V. Rouland et l'ultramontanisme (1857-1858). Le concile provincial de Reims; les facultés de théologie	201
VI. Le conflit de Moulins; les messes <i>pro populo</i> (1858)....	206

CHAPITRE X

Rouland. l'Instruction Publique et les congrégations (1856-1858)

I. L'Instruction Publique (1856-1858)	210
II. Les congrégations (1856-1858)	215

CHAPITRE XI

La presse et l'opinion (1856-58)

	PAGES
I. L'opinion et les élections (1856-1857)	220
II. Après l'attentat d'Orsini : La réaction (1858)	224
III. Nouvelles campagnes contre l'Église (1858)	229

CHAPITRE XII

Les questions religieuses et la vie publique locale (1852-1858)

I. Généralités	238
II. L'Ouest	240
III. La Normandie	262
IV. Le Nord	265
V. L'Est : La Lorraine de langue française ; les pays de langue germanique	269
VI. La Franche-Comté	276
VII. La région parisienne	280
VIII. Le Centre	290
IX. Le Massif Central et les régions mixtes du Languedoc ..	293
X. Le Sud-Ouest	306
XI. Les Charentes	311
XII. Le Sud-Est ..	313
XIII. Conclusion	320

DEUXIÈME PARTIE (1859-1863)

CHAPITRE XIII

La question romaine en 1859

I. Avant la guerre	325
II. La guerre d'Italie	327
III. Après la guerre	344

CHAPITRE XIV

La question romaine en 1860 : l'agitation (janvier-mars)

I. Le conflit entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège	355
II. L'agitation	359
III. La répression	373
IV. Répartition régionale de l'agitation	381

CHAPITRE XV

La question romaine en 1860 : Les secours au pape (avril-décembre)

	PAGES
I. Les suites de l'agitation.....	398
II. Les volontaires pontificaux, le denier de Saint-Pierre et l'emprunt romain.....	403
III. L'annexion de Nice et de la Savoie.....	416
IV. Castelfidardo	420
V. Effet de Castelfidardo sur l'opinion française	426

CHAPITRE XVI

La nouvelle politique ecclésiastique (1859-1860)

I. La politique ecclésiastique en 1859.....	435
II. Le mémoire de Rouland.....	445
(Note sur l'authenticité du mémoire de Rouland)..	460
III. Le gouvernement et les congrégations (1860)	463
IV. Les nominations épiscopales.....	475

CHAPITRE XVII

La question romaine en 1861

I. Les débats de l'adresse.....	486
II. Le gouvernement et le clergé.....	498
III. L'ajournement de la question romaine.....	506
IV. Le conflit de Poitiers.....	515
V. Le conflit d'Orléans.....	526
VI. Le conflit de Laval.....	529

CHAPITRE XVIII

La politique ecclésiastique en 1861 et 1862

I. Le gouvernement et les congrégations : Procès scandaleux	533
II. Les nominations épiscopales(1861-1862)	540
III. La société de Saint-Vincent de Paul.....	554
IV. Le gouvernement et les congrégations : leur expansion et leur prosélytisme.....	567
V. L'Instruction Publique	580
VI. Conclusion. Politique et administration	595

CHAPITRE XIX

La question romaine en 1862

I. Les débats de l'adresse.....	600
II. L'assemblée des évêques.....	607

III. La chute de Thouvenel et l'ajournement de la question romaine	618
IV. La politique ecclésiastique après la chute de Thouvenel.	626

CHAPITRE XX

Les élections de 1863

I. La campagne électorale.....	634
II. Les élections de 1863 ; étude par régions.....	643
III. Les résultats des élections.....	661

TROISIÈME PARTIE (1863-69)

CHAPITRE XXI

La politique ecclésiastique avant la convention du 15 septembre 1864

I. Les suites immédiates des élections.....	668
II. Duruy et les doctrines irréligieuses.....	676
III. La politique gallicane.....	685

CHAPITRE XXII

La convention de septembre, l'encyclique « Quanta Cura »
et la question romaine jusqu'en 1867

I. La convention de septembre	703
II. L'encyclique « Quanta Cura » et le <i>Syllabus</i>	707
III. Darboy et Pie IX.....	722
IV. Les débats de l'adresse.....	728
V. L'application de la convention de septembre (1865-1867)	734

CHAPITRE XXIII

Duruy, l'Instruction Publique et les progrès de l'irréligion

I. La lutte contre l'Église.....	748
II. Duruy, l'Instruction Publique et le clergé.....	758
III. L'Instruction Publique et la libre pensée devant les Chambres.....	770

CHAPITRE XXIV

Baroche et la politique gallicane

I. La lettre de Pie IX à Darboy (26 octobre 1865).....	781
II. Les nominations épiscopales.....	785
III. L'assemblée des évêques à Rome (juin 1867)	804

CHAPITRE XXV

La seconde expédition de Rome

	PAGES
I. Mentana.....	815
II. Le « Jamais » de Rouher.....	821
III. Les suites de l'expédition de Rome	832

CHAPITRE XXVI

Les conflits de Duruy avec le clergé

I. Les cours secondaires de jeunes filles.....	839
II. L'enseignement supérieur et les progrès de l'irrégion devant le Sénat	855
III. La fin du ministère de Duruy.....	866

CHAPITRE XXVII

La politique ecclésiastique avant les élections et le Concile

I. La présentation de Darboy pour le cardinalat.....	876
II. La bullé d'indiction du Concile.....	883
III. Le gouvernement et le clergé à la veille des élections..	892

CHAPITRE XXVIII

Les élections de 1869

I. La campagne électorale.....	902
II. Les élections de 1869 : étude par régions.....	911
III. Les résultats des élections.....	932

CONCLUSION

I.	940
II.	946

Appendice : Note sur le mot clérical et ses dérivés.....	960
Index des noms de personnes	962
Index des diocèses	976
Index des matières	979
Table des matières	983
Cartes hors-texte.	

Imprimerie des Presses Universitaires de France — Vendôme-Paris

